



HAL
open science

Recherches sur l'identité des nouvelles droites radicales européennes : le cas de la France et de l'Italie (1999 - 2019)

Marie Tassa

► To cite this version:

Marie Tassa. Recherches sur l'identité des nouvelles droites radicales européennes : le cas de la France et de l'Italie (1999 - 2019). Histoire. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2022. Français. NNT : 2022PA030099 . tel-04237934

HAL Id: tel-04237934

<https://theses.hal.science/tel-04237934v1>

Submitted on 11 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE PARIS III

ECOLE DOCTORALE 625 MAGIIE

Unité de recherche EA 2291 ICEE

Thèse de doctorat d'Histoire

Marie TASSA

**RECHERCHES SUR L'IDENTITE DES NOUVELLES
DROITES RADICALES EUROPEENNES : LE CAS DE
LA FRANCE ET DE L'ITALIE**

1999 – 2019

Thèse dirigée par

MME CHRISTINE MANIGAND

M. DIDIER MUSIEDLAK

Soutenue le 16 décembre 2022

Membres du jury :

M. Frédéric Attal, Professeur à l'Université Polytechnique des Hauts-de-France

M. Olivier Dard, Professeur à l'Université Sorbonne Paris IV

M. Mauro Lenci, Professeur à l'Université de Pise

Mme Christine Manigand, Professeure à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris III

Mme Nonna Mayer, Professeure à Sciences Po Paris

M. Didier Musiedlak, Professeur à l'Université Paris X Nanterre

Résumé

Les élections européennes de 2019 semblent concrétiser un phénomène déjà perceptible lors du précédent scrutin, à savoir la montée en puissance de mouvements traduisant une défiance des populations à l'égard des institutions européennes. Ne délaissant pas pour autant un discours souverainiste fondé sur une exaltation du concept de nation, l'Union européenne apparaît à la fois comme un point de convergence critique mais leur permet également de dépasser une idéologie purement régionaliste ou nationaliste afin de se faire les défenseurs d'une certaine identité européenne.

Cette thèse de doctorat se propose de s'intéresser à deux de ces partis devenus premières forces politiques française et italienne au sein du Parlement européen, le Rassemblement National et la Ligue. Si leurs résultats électoraux sur les scènes nationale et européenne les rendent incontournables dans le cadre de cette étude, il convient de ne pas occulter les mouvements se nourrissant également d'un contexte mêlant avènement du néolibéralisme et quête identitaire dans une Union européenne élargie.

Le mouvement romain CasaPound et Les Identitaires en France offrent la possibilité de mener une étude comparative pertinente, fondée à la fois sur le nombre important de thématiques et de positionnements communs mais également sur les réseaux s'établissant entre eux. Prenant la forme d'alliances politiques, de transferts de personnes ou de passerelles idéologiques, les quatre formations étudiées s'inscrivent toutes au sein d'une même dynamique dont il convient d'analyser les principaux marqueurs idéologiques.

Mots clefs : droite radicale ; Europe ; identité ; France ; Italie

Abstract

The 2019 European elections seem to confirm a phenomenon that was already perceptible during the previous elections, i.e. the rise of movements reflecting growing mistrust towards the European institutions among the population. While advocating a sovereigntist discourse based on the exaltation of the nation, the criticism of the European Union appears to be a common ground but also allows them to go beyond a strictly regionalist or nationalist ideology to defend a certain European identity.

This doctoral thesis focuses on two of these parties that have become the leading political forces of France and Italy in the European Parliament, the National Rally and the League. Even though their electoral results on the national and european scenes make them essential to this study, it is important not to overlook the movements that also feed on a context combining the advent of neoliberalism and the quest for identity in an enlarged European Union.

The Roman movement CasaPound and The Identitarians in France offer the possibility of conducting a relevant comparative study, based both on the large number of common themes and positions and on the networks established between them. Taking the form of political alliances, transfers of persons or ideological bridges, the four formations studied are all part of the same dynamic whose main ideological markers should be analysed.

Keywords : far-right ; Europe ; identity ; France ; Italy

REMERCIEMENTS

Je remercie toutes les personnes m'ayant apporté leur aide durant l'élaboration de ma thèse, en premier lieu mes directeurs de recherche Madame Christine Manigand, Professeure à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris III, et Monsieur Didier Musiedlak, qui fut mon Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université Paris X Nanterre, pour leur soutien, leur disponibilité et leurs conseils précieux.

Je tiens à remercier Monsieur Olivier Dard, Professeur à l'Université Sorbonne Paris IV, et Monsieur Mauro Lenci, Professeur à l'Université de Pise, de l'honneur qu'ils m'ont fait en acceptant d'être rapporteurs de cette thèse.

Je remercie également Madame Nonna Mayer, Professeure à l'Institut d'études politiques de Paris, et Monsieur Frédéric Attal, Professeur à l'Université Polytechnique des Hauts-de-France, de m'avoir fait l'honneur d'accepter de participer à mon jury de thèse.

Je remercie les personnes ayant accepté de répondre à mes questions, à Bruxelles comme à Rome, m'ayant permis de mieux appréhender l'objet d'étude choisi dans le cadre de ce travail de recherche.

Je remercie le personnel de la bibliothèque universitaire et de la bibliothèque d'Italien et de Roumain de l'Université Sorbonne Nouvelle, de la bibliothèque Sainte-Barbe, de la BDIC de l'Université Paris X, de la bibliothèque Sainte-Geneviève ainsi que de la bibliothèque inter-universitaire de la Sorbonne.

Enfin, je remercie mes parents, ma tante ainsi que ma grand-mère pour leur soutien indéfectible, leur enthousiasme et leur confiance.

Bien qu'il soit impossible de tous les citer ici et de rendre compte de l'étendue de ma gratitude, je remercie chaleureusement tous ceux qui m'ont aidée, soutenue et supportée durant ces années consacrées à l'élaboration de ma thèse.

Introduction

Les élections européennes de 2019, dont le taux de participation à l'échelle de l'Union semble témoigner d'un regain d'intérêt des populations pour l'élection de leurs représentants au sein du Parlement européen, ont également consacré deux partis menant une vive critique de Bruxelles.

Arrivés en tête en France et en Italie, le Rassemblement National et la Ligue parviennent à réunir 23,34 % et 34,26 % des votes exprimés dans leur pays respectif. Loin d'être anodins, ces résultats permettent à ces deux partis d'être la première force politique de nations figurant parmi les principaux contributeurs en termes de sièges au sein de l'institution.

Les élections de 2019, et avant elles celles de 2014, sont donc déterminantes dans le cadre de cette étude puisqu'elles révèlent toutes deux une progression notable de la représentation dont bénéficient le Rassemblement National et la Ligue au sein du Parlement européen. Si cette thèse s'attache avant tout à analyser les principaux marqueurs idéologiques de mouvements français et italiens, on ne saurait occulter la dynamique européenne que semble révéler ces deux scrutins. Ce phénomène européen apparaît en outre cohérent avec une réelle progression de ces partis sur leur scène politique nationale, la Ligue parvenant à intégrer le gouvernement en 2018 et le Rassemblement National étant présent au second tour de l'élection présidentielle en 2017 et en 2022.

Si la lecture de la trajectoire politique de ces deux partis est rendue possible par une analyse de leurs résultats électoraux, il serait lacunaire de ne pas s'intéresser aux mouvements de taille moindre que sont Les Identitaires en France et CasaPound en Italie. L'existence de thématiques et de positionnements politiques communs semble révéler des similitudes dans leur rapport aux sociétés, ces quatre mouvements formant dès lors un ensemble dont il convient d'analyser l'idéologie.

Cette thèse entreprend de mettre en lumière et de fournir des clefs de compréhension des principaux marqueurs se retrouvant dans le discours ainsi que dans l'idéologie des mouvements étudiés afin, à terme, de dessiner les contours de ce qui constitue leur identité politique.

L'identité doit donc ici être comprise comme les principaux axes discursifs et idéologiques se retrouvant chez ces mouvements à travers une étude de leurs thèmes de prédilection et des constantes et évolutions que connaissent ceux-ci.

En outre, dans le cas de partis établis tels que le Rassemblement National et la Ligue, il est nécessaire de prendre conscience des différents courants de pensée coexistant au sein de ces partis. Il convient dès lors de s'attacher à esquisser les contours d'une ligne idéologique officielle, ne représentant pas nécessairement les positions de l'ensemble des membres du mouvement répartis au sein de différentes tendances internes. Il apparaît ainsi pertinent d'interroger le rapport entre institutionnalisation et radicalité, un équilibre parfois difficile à tenir pour ces partis souhaitant accroître leurs résultats électoraux et intégrer les institutions. C'est en tenant compte de toutes ces difficultés intrinsèques à l'objet d'étude qu'il convient de se demander sur quels critères se construit cette idéologie officielle de partis fondés sur une logique électorale prégnante.

Il convient néanmoins de souligner que l'emploi du terme identité renvoie ici à l'identité politique des mouvements étudiés, dont le discours et l'idéologie offrent une ébauche. Cette précision apparaît nécessaire tant la notion d'identité occupe une place absolument substantielle dans leur discours, et constitue en ce sens une passerelle idéologique majeure. Ces identités qu'entendent défendre les mouvements étudiés reposent, à l'image de ce travail de recherche, sur une logique d'échelles allant du local au national et, pour finir, à la fabrication d'une identité européenne partagée.

Cette thèse se propose de mener une analyse des principaux marqueurs idéologiques constitutifs de l'idéologie de mouvements français et italiens que sont le Rassemblement National et Les Identitaires, la Ligue et CasaPound. Si deux d'entre eux participent pleinement à la compétition électorale, on ne saurait passer outre l'asymétrie notable d'influence politique avec les deux formations de taille moindre que sont Les Identitaires en France et CasaPound en Italie.

L'objet d'étude est en ce sens pluriel et hétérogène, bien que ce travail de recherche entende souligner l'existence de passerelles idéologiques, de transferts de personnes et d'alliances politiques entre ces mouvements.

L'une des difficultés premières que pose cette asymétrie intrinsèque à l'objet d'étude réside dans le choix du terme employé afin de qualifier l'ensemble qu'ils forment. Ce choix se révèle d'autant plus complexe du fait de l'important traitement médiatique dont ils bénéficient, n'étant pas étranger au caractère contemporain des bornes chronologiques choisies. Les mots ne manquent pas sur les scènes médiatique et politique afin de qualifier ces mouvements gagnant en influence à l'échelle nationale et européenne. Il semble donc nécessaire de s'attacher à

déterminer un terme générique permettant de qualifier les quatre mouvements étudiés, répartis sur deux scènes nationales distinctes.

On ne saurait occulter le problème posé par l'emploi d'un terme unique afin de définir l'ensemble que forment les mouvements étudiés et leurs évolutions sur la période choisie dans le cadre de ce travail.

L'utilisation de tel ou tel terme pour définir une idéologie ne peut se départir d'une certaine subjectivité. Il convient donc de tenir compte de ce facteur dès lors que l'on travaille sur des éléments meubles que sont l'idéologie et le discours politique et militant.

L'ensemble de ces mouvements ayant tenté, avec plus ou moins de succès, d'intégrer les institutions en participant aux élections, on ne saurait relever chez eux de réel rejet de la démocratie en tant que telle et des processus de décision qui y sont liés. Par ailleurs, il convient de ne pas uniformiser cet ensemble de mouvements qui constitue notre objet d'étude à la lumière des différences que l'on peut relever entre eux mais également du fait de leur complexité et pluralité interne, les rendant difficilement classables sur le spectre politique.

Tous s'accordent en revanche à condamner un système politico-médiatique dont ils seraient les boucs émissaires. L'existence de thématiques communes et les nombreux liens que l'on peut déceler entre eux permettent de classer ces mouvements au sein d'une même famille politique dont le discours est fondé sur le rejet de la démocratie libérale¹. C'est donc selon cette logique que le terme de droite radicale est préféré à celui d'extrême droite dans le cadre de cette étude.

La dimension nationale est absolument centrale à cette thèse, d'une part dans un souci de rendre compte des parcours politiques des mouvements étudiés mais également du fait de l'importance que revêt le concept de communauté nationale au sein de leur discours et de leur idéologie. La défense des intérêts nationaux semble ainsi être l'un des marqueurs de l'identité politique de l'ensemble des mouvements étudiés, et constitue en ce sens une passerelle idéologique majeure. Bien que l'échelle nationale soit indispensable à la compréhension de ces mouvements, on ne saurait néanmoins limiter le discours et l'action politique de ceux-ci à une simple lecture par le prisme national.

Les nombreux échanges, transferts et thématiques communes révélant l'importance d'une dimension transnationale dans le cadre de cette étude, il convient de s'intéresser aux réseaux s'établissant entre eux. Il apparaît ainsi nécessaire de souligner l'importance de l'échelle

¹ Mudde Cas, « The War of Words : Defining the Extreme Right Party Family », *West European Politics*, vol. 19, n° 2, 1996, pp. 225 – 248.

européenne, aussi bien dans leur parcours politique qu'au sein de leur discours et de leurs rapprochements idéologiques.

S'il convient de tenter de définir la relation entretenue par ces mouvements avec l'Union européenne dont les deux principaux partis en termes de taille et d'influence politique ont entrepris d'intégrer les institutions, il semble pertinent de se demander quel est l'impact des enjeux européens sur le discours tenu par ceux-ci, à la fois sur la scène nationale mais également européenne.

De surcroît, bien que ceux-ci n'aient pas le même degré d'insertion dans la compétition électorale sur les scènes nationales et européenne, les mouvements de taille moindre que sont Les Identitaires et CasaPound placent également les enjeux européens au centre de leur discours.

On ne saurait donc passer outre l'importance du concept de nation pour ces mouvements tenant un discours essentiellement nationaliste et souverainiste, notamment dans le cadre des élections européennes pour ceux y présentant leur candidature. Il semble néanmoins essentiel de s'interroger sur le traitement de la dimension européenne par ceux-ci, fondé à la fois sur une vive critique des responsables politiques européens mais également sur une exaltation de la notion d'Europe.

Cette dernière, et plus particulièrement l'identité européenne dont ils ont entrepris de dessiner les contours, occupe une place notable et manifestement croissante au sein de leur discours sur la période étudiée.

Le discours européen tenu par des mouvements voulant se faire les défenseurs des oubliés du processus d'intégration européenne, n'ayant pas récolté les fruits de richesses réservées à quelques puissants, n'est pas étranger à l'impact de la globalisation économique mais également culturelle induite par la mondialisation².

Bien que ce processus ait débuté bien avant les bornes chronologiques choisies dans le cadre de cette thèse, on ne saurait négliger l'importance de ce thème chez l'ensemble des mouvements étudiés. La dimension européenne peut en ce sens être vue comme l'un des aspects d'un ensemble plus vaste des phénomènes d'ouverture internationale induits par la mondialisation. C'est dans ce cadre que s'inscrit et que semble devoir être compris leur discours européen, qui complète bien plus qu'il ne contredit un discours fondé sur la défense des intérêts nationaux.

² Kriesi Hanspeter, Lachat Romain (et al.), *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

Par ailleurs, les bornes chronologiques choisies dans le cadre de cette étude, débutant en 1999 pour s'achever en 2019, se révèlent particulièrement intéressantes à la lumière de la progression notable des partis établis que sont le Rassemblement National et la Ligue. Les deux mouvements de taille moindre que sont Les Identitaires et CasaPound ayant été fondés durant la période choisie, il convient également de tenir compte du décalage chronologique venant s'ajouter à l'asymétrie d'influence politique dont ils bénéficient. Néanmoins, que ce soit du fait de leur création ou de leurs résultats électoraux, la période 1999 – 2019 semble révéler une réelle dynamique dont profitent ces mouvements, à la fois sur la scène nationale et européenne. Le début des années 1990 et les transformations sociétales, culturelles et politiques qui l'accompagnent semblent avoir fourni un cadre particulièrement propice au développement de mouvements fondant leur discours sur l'idée d'une nécessaire résistance face à l'impact du processus de mondialisation.

Sources

Bien que les bornes chronologiques choisies s'imposent pour toutes les raisons citées précédemment, celles-ci induisent un certain nombre de difficultés dont il convient de tenir compte dans le cadre de ce travail. Si la perspective historique est centrale à cette étude, la période étudiée s'insère dans une histoire très contemporaine, voire immédiate avec la difficile prise de recul que cela implique.

Il est donc nécessaire de composer avec cette difficulté majeure que pose la période étudiée, notamment lorsque celle-ci impose de s'adapter aux évolutions que connaissent les parcours politiques des mouvements étudiés. L'exemple des élections italiennes de mars 2018 est sans doute l'un des plus parlants au regard des résultats enregistrés par la Ligue ayant mené le parti au pouvoir au sein d'un gouvernement de coalition. Cette thèse ayant débuté avant ce scrutin, cela illustre la nécessité d'adaptation qu'exige un travail portant sur la période choisie.

L'un des autres exemples de l'assujettissement d'une étude du temps présent vis-à-vis du contexte est la dissolution de Génération Identitaire, branche jeunesse du mouvement Les Identitaires, survenue en 2021 et rendant alors impossible tout échange direct avec les membres du mouvement.

Si le caractère très contemporain de la période étudiée dans le cadre de cette thèse pose de réelles difficultés, elle offre également une richesse considérable en termes de sources.

L'apparition d'Internet, devenu un média incontournable depuis le début du XXIème siècle, semble avoir un réel impact sur la communication de l'ensemble des formations politiques, les mouvements étudiés n'échappant pas à ce phénomène.

Ce travail repose ainsi en partie sur les sources d'informations publiées directement par les mouvements étudiés, par le biais de leurs sites internet³ et de leurs réseaux sociaux⁴. Par ailleurs, le rôle joué par Internet dans leur stratégie de communication est tel qu'il convient de s'y intéresser plus en détail dans une partie consacrée.

Les publications des mouvements étudiés, tels que les éditoriaux, communiqués et prises de parole, fournissent de précieuses indications sur la teneur de leurs discours et permettent d'analyser ceux-ci dans une démarche comparative. Leurs prises de position publiées sur les réseaux sociaux ne doivent pas être négligées tant ces mouvements ont investi ces nouveaux médias, devenant partie intégrante de leur arsenal communicationnel.

Par ailleurs, le large traitement médiatique dont ils bénéficient, en particulier le Rassemblement National et la Ligue dont les résultats électoraux accroissent la visibilité de façon notable, offre un abondant répertoire d'articles de presse traitant de l'objet d'étude.

Au-delà de la difficulté que posent les bornes chronologiques choisies, il est fondamental de tenir compte de la complexité de l'objet d'étude, notamment en ce qui concerne les mouvements de taille restreinte que sont Les Identitaires et CasaPound. Leur faible degré d'insertion sur la scène politique ainsi que la forte dimension militante sur laquelle ils reposent rendent ceux-ci plus difficiles à saisir et à appréhender, en particulier lorsqu'il s'agit d'obtenir des entretiens oraux constituant des sources de première main. Les études de terrain menées en Italie auprès de CasaPound illustrent particulièrement bien la complexité à aborder ce qui constitue un milieu fermé, malgré une communication ainsi qu'une visibilité importantes.

Néanmoins, l'investissement considérable de ces mouvements sur Internet et en particulier sur les réseaux sociaux, où les responsables et militants prennent la parole sans aucun intermédiaire, constitue à nouveau une ressource non négligeable dans le cadre d'un travail de recherche. Il convient cependant de ne pas occulter les limites que pose l'étude d'une histoire du temps présent que les ressources qu'offre Internet ne comblent pas nécessairement.

³ rassemblementnational.fr ; les-identitaires.com et generationidentitaire.org ; leganord.org ; casapounditalia.org

⁴ Ce travail de recherche s'intéresse particulièrement aux publications des mouvements étudiés sur Facebook, Twitter et Instagram

Méthodologie

Si la dimension nationale revêt une importance majeure dans le discours et l'idéologie des mouvements étudiés, on ne saurait occulter l'existence de passerelles et de transferts entre ceux-ci. La dimension transnationale, et plus particulièrement européenne, apparaît d'autant plus essentielle dans le cadre de ce travail que celle-ci constitue l'une des thématiques centrales employées par ces mouvements. Les contextes nationaux demeurant déterminants dans la lecture de leurs parcours politiques et des évolutions de leurs discours, employer une approche binaire en dissociant le cas français du cas italien apparaît méthodologiquement nécessaire. S'il convient de dépasser cette lecture nationale à travers une analyse thématique des principaux marqueurs idéologiques, celle-ci permet à terme de dégager une étude comparative mettant en évidence les réseaux transnationaux s'établissant entre les mouvements français et italiens.

Les mouvements CasaPound et la Ligue en Italie et Génération Identitaire et le Rassemblement National en France fournissent des sujets de recherche pertinents dans le cadre de cette étude, dans leur mode de fonctionnement et dans la possibilité de mener une étude comparative⁵. Bien qu'une étude de leur discours et de leur idéologie révèle l'existence de thématiques communes à l'ensemble des quatre mouvements étudiés, il convient néanmoins de tenir compte de l'asymétrie notable de poids politique entre les partis ayant pleinement intégré une logique électorale et les mouvements de taille moindre reposant avant tout sur une logique militante. Ces derniers prétendent offrir une alternative sociale et culturelle à une génération désabusée et aux laissés pour compte de la mondialisation, souhaitant ainsi dépasser une stricte dimension politique. Reprenant à leur compte certains thèmes traditionnellement classés à gauche du spectre politique, notamment dans la dimension sociale qu'ils entendent conférer à leur mouvement, ces derniers mêlent cet aspect ambivalent à un discours répondant sous de nombreux aspects aux caractéristiques idéologiques de la droite radicale, voire du néofascisme revendiqué dans le cas de CasaPound.

Afin de rendre compte des différences notables induites par les différents degrés d'institutionnalisation des mouvements étudiés et par les contextes nationaux, ce travail se fonde sur une logique d'échelles, illustrée par les trois grandes parties le composant. Il convient

⁵ Baby Sophie et Zancarini-Fournel Michelle (dir.), « Histoires croisées. Réflexions sur la comparaison internationale en Histoire », *Les Cahiers Irice*, n°5, 2010.

donc de mener cette étude portant sur l'identité de mouvements politiques en s'intéressant en premier lieu à chacun d'eux, à travers une étude de leur discours ainsi que de leur idéologie, sans pour autant occulter une dimension transnationale absolument centrale à cette thèse.

Si la place ainsi que le parcours politique de ceux-ci sur leur scène nationale respective apparaît absolument indispensable, notamment lorsque l'on constate les nombreux transferts et alliances s'établissant entre eux, on ne saurait contenir ces réseaux de droite radicale au sein d'une dimension nationale. Bien que le thème de nation soit absolument indissociable à la compréhension de ce qui semble constituer leur identité politique, la dimension transnationale et plus particulièrement l'échelle européenne acquiert une place notable au sein de leur idéologie mais témoigne également de leur influence politique.

Réfléchir selon une logique d'échelles apparaît ainsi nécessaire à une lecture plus juste des marqueurs idéologiques des mouvements étudiés, en permettant de dépasser les difficultés induites par l'étude de quatre mouvements distincts. Par ailleurs, dans un souci de lisibilité d'un travail portant sur un objet d'étude aussi vaste, cette thèse contient de nombreux documents iconographiques afin d'illustrer et de clarifier le propos autant que possible. Ce travail de recherche portant notamment sur le discours, l'insertion dans le corps du texte des documents iconographiques que sont les tracts et les affiches politiques semble permettre de répondre à un souci de compréhension d'une étude portant sur quatre mouvements différents, sur deux scènes nationales distinctes.

La seconde difficulté majeure que présente cet ouvrage réside sans conteste dans la période étudiée, et le caractère très contemporain de celle-ci. Si le choix de ces bornes chronologiques est motivé par le récent parcours politique de ces mouvements et de la progression notable des résultats électoraux des deux partis que sont la Ligue et le Rassemblement National, il l'est également par une volonté de rendre compte de la pertinence d'une lecture historique.

Les transferts et alliances ayant mené à la formation ainsi qu'au développement de ces mouvements apparaissent indispensables à la compréhension de l'évolution politique et idéologique de ceux-ci. Ancrer cette étude au sein d'une perspective historique est en ce sens déterminant, le contexte ainsi que la trajectoire politique n'étant pas étrangers aux évolutions idéologiques.

Si nous pouvons ici considérer, eu égard aux bornes chronologiques choisies, qu'il s'agit d'une histoire du temps présent⁶, celle-ci présente des limites intrinsèques à sa périodisation. On ne saurait occulter que l'une des difficultés majeures qu'impose la restitution d'un passé si proche est de procéder avec prudence dans l'analyse de faits sur lesquels le recul historique n'a pas encore entièrement fait son œuvre. Malgré cette complexité de nature, il serait erroné d'exclure l'histoire du temps présent de la discipline historique tant cela limiterait considérablement tout travail d'analyse.

Il semble donc à la fois pertinent et essentiel de s'intéresser aux axes de lecture qu'offre l'histoire culturelle et politique, ceux-ci permettant d'éclairer un versant culturel absolument indispensable à la restitution mais également à la perception des mutations sociétales. Aborder cette thèse d'histoire contemporaine en tenant compte des différentes grilles de lecture qu'offre la discipline historique permet à terme de rendre compte de la complexité des phénomènes sociétaux, et plus généralement des réalités humaines⁷.

Si la perspective historique est absolument essentielle à ce travail de recherche, il convient de se demander, au-delà de la périodisation choisie, de quelle histoire est-il question ici ?

L'histoire de ces mouvements politiques est au cœur de cette thèse d'histoire contemporaine, tant ce sujet s'inscrit dans une démarche historienne visant à rendre compte d'un récit et des inflexions que l'on peut déceler sur la période étudiée, mais également dans les années précédant celle-ci.

Bien qu'il soit ici question de l'histoire des mouvements étudiés, de leur genèse, de leurs évolutions diverses ainsi que des passerelles s'établissant entre eux, il s'agit également d'interroger le rapport de ces formations politiques aux sociétés. L'étude du discours⁸ fournit un angle d'étude intéressant dans la mesure où cela constitue une source d'informations considérable sur les principales thématiques employées, tout en révélant d'éventuelles discontinuités.

⁶ Sirinelli Jean-François, « Réflexions sur l'histoire et l'historiographie du XXe siècle français », *Revue historique*, vol. 635, n°3, 2005, pp. 609 – 625.

⁷ Rioux Jean-Pierre et Sirinelli Jean-François, *Pour une histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 1997 ;
Berstein Serge et Milza Pierre (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris, PUF, 1998.

⁸ Détrie Catherine, Siblot Paul et Vérine Bertrand (dir.), *Termes et concepts pour l'analyse du discours. Une approche praxématique*, Paris, Champion, 2001 ;

Charaudeau Patrick et Maingueneau Dominique (dir.), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Le Seuil, 2002 ;

Adam Jean-Michel et Heidmann Ute (dir.), *Science du texte et analyse de discours. Enjeux d'une interdisciplinarité*, Genève, Slaktine Erudition, 2005 ;

Ben Hamed Mahé et Mayaffre Damon, « Les thèmes du discours. Du concept à la méthode », *Mots. Les langages du politique*, Vol. 108, n°2, 2015, pp. 5 – 13.

Les mutations sociétales étant absolument indispensables à la compréhension des discours politiques et de leurs évolutions, le recours à l'histoire permet de souligner les constantes, les distorsions et les ruptures entre évolutions sociétales et doctrinales pour chacun des mouvements étudiés. La perspective historique présente en ce sens un intérêt majeur, en permettant de mieux appréhender ce qui constitue l'idéologie profonde de ces mouvements et, donc, leur identité politique.

Il apparaît cependant primordial au regard de l'objet d'étude de ce travail de se nourrir d'une approche pluridisciplinaire afin de pouvoir prétendre mettre en lumière les évolutions discursives et idéologiques des mouvements étudiés. Les apports d'autres sciences humaines et sociales permettent ainsi d'éclairer ce travail d'Histoire, en apportant des clefs de compréhension d'autant plus indispensables du fait de la périodisation choisie.

Ainsi, bien que cette thèse se fonde sur une réelle démarche historique, celle-ci se nourrit des apports d'autres sciences humaines afin de tenter de proposer une analyse aussi juste et complète que possible de son objet d'étude.

État de l'art

L'apport des sciences politiques au sein de ce travail de recherche est d'autant plus considérable que son objet d'étude est éminemment politique, et ce bien qu'il s'agisse d'un travail d'Histoire.

Cette thèse vise ainsi à déterminer des axes d'études et procéder à l'observation et à la comparaison de ceux-ci sur la période étudiée dans une dimension nationale et transnationale⁹, en se nourrissant d'une perspective historique. L'objectif premier étant de rendre compte de manière aussi juste et complète que possible de la diversité des parcours politiques, de l'impact des contextes nationaux sur ceux-ci ainsi que des évolutions notables.

En outre, on ne saurait occulter l'apport essentiel que représente la sociologie¹⁰, et plus particulièrement les ouvrages de sociologie électorale¹¹, dans le cadre de ce travail, celui-ci amenant nécessairement à s'intéresser à la progression électorale des partis étudiés et, donc, à l'évolution de la composition de leur électorat.

⁹ Seiler Daniel-Louis, *La méthode comparative en science politique*, Paris, Armand Colin, 2004.

¹⁰ Déloye Yves, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2007.

¹¹ Rokkan Stein, *Citizens, Elections, Parties Approaches to the Comparative Study of the Processes of Development*, Colchester, ECPR Press, 2009.

Si cette thèse repose sur une logique historique prégnante, en tentant de restituer le passé, il y est également question de comprendre l'impact de ce passé sur des faits contemporains.

Ainsi, il apparaît pertinent de mobiliser les ressources qu'offre la sociologie historique comparative, mais également interprétative du fait de l'importance de la scène nationale sur le parcours politique et idéologique des mouvements étudiés.

La discipline et la méthode historiques demeurent malgré tout au cœur de ce travail de recherche, en premier lieu du fait des clefs de compréhension qu'elles offrent à l'analyse des phénomènes contemporains, mais également du fait de l'importance de la dimension historique et de la notion de mémoire chez les mouvements étudiés¹². Celles-ci sont d'autant plus pertinentes qu'elles sont fréquemment invoquées par les mouvements étudiés afin de justifier leurs prises de position sur certains sujets de société et de valoriser l'appartenance et la défense d'une communauté et d'une identité, qu'elle soit locale, nationale ou européenne.

L'identité est une notion centrale à cette thèse, qu'il s'agisse de l'identité des mouvements étudiés telle qu'énoncée dans le titre ou des différentes identités, locales, nationales ou européennes, dont il est question dans ce travail. Les concepts d'identité et d'appartenance à une communauté apparaissent d'autant plus déterminants dans le cadre de cette étude que ceux-ci se retrouvent fréquemment à la fondation du discours et de l'idéologie des mouvements étudiés¹³.

Mener une recherche sur l'identité de mouvements politiques impose donc de tenir compte d'une perspective historique déterminante dès lors qu'il s'agit de comprendre les évolutions discursives et idéologiques de mouvements politiques. On ne saurait cependant négliger les apports considérables apportés par d'autres disciplines, les sciences humaines se complétant les unes aux autres afin de fournir une représentation aussi juste que possible des mutations sociétales.

Le caractère contemporain de la période choisie tout comme l'objet d'étude impliquent ainsi de se nourrir de différentes sciences humaines, la pluridisciplinarité étant essentielle à cette thèse. La méthode comparative sur laquelle se fonde cette étude afin d'illustrer les points de convergence et de divergence idéologiques entre les mouvements étudiés permet ainsi de remplir une fonction d'expérimentation, plus difficilement réalisable en sciences humaines¹⁴.

¹² Hobsbawm Eric et Ranger Terence (dir.), *L'Invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam, 1983 ; Lavabre Marie-Claire, « Circulation, Internationalization, Globalization of the Question of Memory », *Journal of Historical Sociology*, n°25, 2012, pp. 261 – 274.

¹³ Frank Robert (dir.). *Les identités européennes au XXe siècle: Diversités, convergences et solidarités*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2004.

¹⁴ Druckman James, Green Donald, Kuklinski James & Lupia Arthur (dir.), *Cambridge Handbook of Experimental Political Science*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

L'abondante historiographie critique portant sur les droites radicales européennes¹⁵ constitue une réelle richesse en offrant une analyse ainsi que des clefs de compréhension sur l'objet d'étude, mais également sur le contexte au sein duquel ce dernier évolue. Si cela est à n'en pas douter une chance dans le cadre de ce travail de recherche, cette profusion des références bibliographiques induit également une limite dans la mesure où il devient impossible d'en rendre compte de manière exhaustive. Cette abondance conjuguée au caractère pluriel de l'objet d'étude impose ainsi d'effectuer des choix, par définition subjectifs, dans l'étude de ces mouvements.

La richesse bibliographique qu'offre l'objet d'étude ne saurait cependant être attribuée à l'ensemble des mouvements étudiés, il convient donc de composer avec l'asymétrie notable existant entre les partis politiques tels que le Rassemblement National¹⁶ et la Ligue¹⁷, et les mouvements de taille plus restreinte que sont CasaPound¹⁸ et Les Identitaires¹⁹.

¹⁵ Perrineau Pascal, (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001 ;

Ignazi Piero, *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2006 ;

Mudde, Cas, *Populist radical right parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007 ;

Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Editions du Seuil, 2015.

¹⁶ Chebel d'Appollonia Ariane, *L'Extrême-droite en France. De Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Complexe, 1988 ;

Camus Jean-Yves, *Le Front National en France. Histoire et analyses*, Paris, Olivier Laurens, 1996 ;

Mayer Nonna (dir.), *Le Front national à découvert*, Presses de Sciences Po, 1996 ;

Perrineau Pascal, *Le symptôme Le Pen*, Paris, Fayard, 1997 ;

Mayer Nonna, *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999 ;

Perrineau Pascal, *La France au Front*, Paris, Fayard, 2014

Crépon Sylvain, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Editions Nouveau Monde, 2012 ;

Dézé Alexandre, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012 ;

Crépon Sylvain, Dézé Alexandre, Mayer Nonna (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

¹⁷ Mannheimer Renato (dir.), *La Lega Lombarda*, Milan, Feltrinelli, 1991 ;

Diamanti Ilvo, *La Lega. Geografia, storia e sociologia di un nuovo soggetto politico*, Rome, Donzelli, 1ère éd. 1993 ;

Sarubbi Andrea, *La Lega Qualunque*, Rome, Armando Editore, 1995 ;

Diamanti Ilvo, Alain Dieckhoff, Marc Lazar, Didier Musiedlak, *L'Italie, une nation en suspens*, Bruxelles, Complexe, 1995 ;

Diamanti Ilvo, *Il Male del Nord. Lega, Localismo, Secessione*, Roma, Donzelli, 1996 ;

Biorcio Roberto, *La Padania Promessa*, Milan, Il Saggiatore, 1997

Biorcio Roberto, *La rivincita del Nord. La lega dalla contestazione al governo*, Rome, Editori Laterza, 2010.

¹⁸ Castelli Gattinara Pietro, Froio Caterina, Bulli Giorgia, Albanese Matteo, *CasaPound Italia : Contemporary Extreme-Right Politics*, New York, Routledge, 2020 ;

Di Nunzio Daniele et Toscano Emanuele, « Taking everything back : CasaPound, a Far Right Movement in Italy », Farro A.L., Lustiger Thaler H. (dir.), *Reimagining Social Movement. From Collectives to Individuals*, Londres, Ashgate, 2014, pp. 252 – 262.

¹⁹ Casaius Emmanuel, *Le combat culturel. Images et actions chez les identitaires*, Paris, L'Harmattan, 2014 ; Bouron Samuel, « Un militantisme à deux faces. Stratégie de communication et politique de formation des Jeunesses identitaires », *Agone*, vol. 54, n°2, 2014, pp. 45 – 72 ;

Dupin Eric, *La France identitaire : Enquête sur la réaction qui vient*, Paris, La Découverte, 2017.

La différence majeure que l'on peut relever entre ceux-ci réside certainement dans le rapport plus complexe au jeu politique pour les mouvements de taille restreinte qui, s'ils sont tous deux tentés de s'insérer dans une logique de concurrence électorale, y renoncent pour se tourner vers une vocation plus militante et, dans une certaine mesure, métapolitique. Cette asymétrie bibliographique illustre en ce sens la différence de nature et de trajectoire politique entre les mouvements de taille moindre et ceux devenus incontournables sur leur scène politique nationale respective mais également, et de manière de plus en plus manifeste, sur la scène européenne.

On ne saurait donc mener une même analyse de partis tentant d'intégrer le système électoral et devant pour ce faire réussir à concilier une stratégie d'institutionnalisation au maintien du caractère subversif de leur identité politique²⁰, et mouvements revendiquant cette radicalité et fondant la plupart de leurs actions sur cette logique.

Cette thèse propose ainsi de s'interroger sur ce qui constitue les principaux marqueurs idéologiques des mouvements étudiés, révélés par une analyse de leur discours et de leur parcours politique et militant, permettant à terme de dessiner les contours de leur identité politique.

Afin de répondre de manière aussi juste que possible à cette question, il convient de raisonner selon une logique d'échelles permettant à la fois de souligner l'importance de la dimension nationale tout en tenant compte de la place croissante qu'occupe l'échelle européenne. Par ailleurs, le discours et l'idéologie étant au cœur de ce travail, il semble pertinent de s'attacher à déterminer l'existence de thématiques communes et d'en mesurer les évolutions sur la période étudiée.

Il convient en premier lieu de s'employer à mettre en lumière les principaux éléments constitutifs du discours et de l'idéologie de chacun des mouvements étudiés, avec un intérêt particulier porté aux éventuelles évolutions de ceux-ci. Pour ce faire, on ne saurait se limiter à la périodisation choisie tant leurs parcours depuis leurs fondations, ainsi que les alliances ayant mené à celles-ci, fournissent déjà quelques clefs de compréhension.

Les échelles locales et nationales apparaissent d'autant plus indispensables qu'on ne peut ignorer l'impact des contextes nationaux et des opportunités politiques en découlant sur leurs orientations idéologiques. C'est pourquoi nous nous efforcerons dans un second temps de

²⁰ Offerlé Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1987.

brosser un tableau des contextes nationaux au sein desquels évoluent ces mouvements afin, à terme, d'observer et de comprendre l'importance que revêt l'échelle européenne.

Enfin, l'étude du discours révélant l'existence de passerelles idéologiques, il semble nécessaire d'analyser le traitement de thématiques communes que sont l'immigration, la question sociale et la politique des mœurs par les mouvements étudiés.

Partie I. Les droites radicales en France et en Italie

Chapitre I. Place des mouvements de droite radicale sur la scène nationale

1.1. Histoire

Il convient, dès lors que l'on s'attache à comprendre l'évolution politique et idéologique des mouvements étudiés, de placer ceux-ci au sein d'une perspective historique.

Une étude des divers transferts et alliances ayant contribué à la formation ainsi qu'au développement de ces partis permettent de mieux situer les racines idéologiques de ces derniers. Le contexte ayant précédé la période étudiée dans ce travail de recherche apparaît déterminant, dans la mesure où c'est essentiellement dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle que se situe la genèse de formations politiques atteignant pour certaines une influence considérable sur leur scène politique nationale.

Bien que les notions d'union et d'identité européennes aient fortement marqué la reconfiguration géopolitique ayant suivi la seconde guerre mondiale en France et en Italie, et devra à ce titre être abordée dans cette partie, on ne peut nier la forte dimension nationale intrinsèque à ces mouvements.

La seconde moitié du XX^{ème} siècle étant riche en mutations sociales, politiques et idéologiques, il apparaît nécessaire de se demander si les transformations sociétales ont eu un impact sur le développement des mouvements de droite radicale. La position protestataire dans laquelle se placent fréquemment ces derniers vis-à-vis d'un système qu'ils dénoncent pose nécessairement la question de l'acquisition d'une légitimité politique. Il convient donc de se demander comment ces partis ont su concilier leur idéologie frondeuse tout en parvenant à s'installer durablement au sein du paysage politique.

Par ailleurs, une étude des potentielles passerelles idéologiques s'étant établies au cours de cette période pourrait permettre de mettre en lumière des connexions aussi bien au niveau national que supranational.

1.1.1. L'Italie : un cas particulier ?

Placée dans une démarche comparative, cette recherche entend proposer à terme la possibilité de mettre en parallèle les scènes politiques française et italienne, et les points de convergence et de divergence existant entre celles-ci et les mouvements étudiés.

Une étude de la littérature existant sur le sujet tend à soutenir la thèse d'une particularité italienne relative à la culture politique, notamment en ce qui concerne les mouvements classés à l'extrême droite de la scène politique.

Cette lecture suggérerait ainsi que l'extrême droite italienne est un cas particulier qui nécessite de tenir compte de ces particularités, *a fortiori* lorsque l'on se place dans une démarche comparative. Entreprendre l'étude de l'extrême droite italienne sous-entend donc de mettre en lumière les spécificités politiques nationales, allant du système électoral à la culture politique du pays, si tant est que l'on puisse apporter des éléments de définition à cette dernière.

Chaque pays ayant sa propre identité culturelle, sociétale et politique, et celles-ci connaissant des évolutions permanentes, on ne saurait délimiter clairement ce qui constitue la culture politique profonde d'une nation¹. Néanmoins, il convient dans ce travail de tenter de mettre en évidence des caractéristiques que l'on pourrait qualifier de constantes, permettant une meilleure compréhension de ce qui constitue l'identité profonde des mouvements étudiés sur une scène nationale définie.

En ce sens, une étude plus approfondie de l'empreinte historique sur la construction politique et culturelle italienne apparaît nécessaire, notamment lorsque l'on s'intéresse au développement de revendications autonomistes au sein du territoire.

La particularité italienne sur d'autres pays d'Europe de l'Ouest, tels que la France ou l'Angleterre, à ne pas négliger dans ce travail réside dans le morcellement du territoire national². S'étendant durant les périodes médiévale et moderne, au cours desquelles plusieurs grandes villes forment des États indépendants, cette construction nationale a pu tendre à fragiliser

¹ Rioux Jean-Pierre et Sirinelli Jean-François, *Pour une histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 1997 ; Jean-François Sirinelli, « De la demeure à l'agora : pour une histoire culturelle du politique » dans Berstein Serge et Milza Pierre (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris, PUF, 1998.

² Musiedlak Didier, « Construction politique et identité nationale », dans Dieckhoff Alain, Musiedlak Didier, Lazar Marc et Diamanti Ilvo, *L'Italie, une nation en suspens*, Bruxelles, Editions Complexe, 1995, p. 22 ; Attal Frédéric, *Histoire de l'Italie depuis 1943 à nos jours*, Armand Colin, 2004 ; Milza Pierre, *Histoire de l'Italie. Des origines à nos jours*, Paris, Fayard, 2005.

l'ancrage dans les mentalités du processus de *Risorgimento*³, et l'idée d'unité nationale. Malgré l'unification territoriale de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, le morcellement du territoire italien se retrouve encore au début du XX^{ème} siècle dans le décalage grandissant entre Nord et Sud. A développements différents correspondent des intérêts divergents, sources de désaccord entre régions et mettant à mal le processus de cohésion nationale. Les problématiques économiques et sociales n'ont, dans cette perspective, pas été à l'origine de la division entre Nord et Sud, mais ont certainement participé à renforcer celle-ci.

Ce morcellement du territoire, et la difficile construction d'une identité nationale qui en découle, permettent ainsi à des mouvements autoritaires tels que le fascisme de se faire les garants de la cohésion nationale par la constitution d'un État fort.

On retrouve encore cette division entre Nord et Sud durant l'éphémère RSI⁴, où le territoire est partagé en deux entre une république fasciste au nord, sous contrôle allemand et un royaume tout aussi éphémère⁵ au sud, sous contrôle des alliés.

La seconde dimension historique majeure dans la construction politique italienne qu'il convient d'évoquer est l'empreinte de l'Empire romain sur les cultures politiques. Si cela peut sembler anecdotique, l'importance des références à Rome dans les discours du fascisme mussolinien témoigne de l'impact de cette rhétorique sur les mentalités italiennes jusqu'au XX^{ème} siècle. Par extension, l'importance de ces références révèle l'influence que peut exercer une histoire collective sur la construction d'une identité commune⁶.

Il semble donc nécessaire dans cette étude de s'intéresser à la reconstruction de l'espace politique italien après la seconde guerre mondiale afin de mieux saisir les débats idéologiques récurrents ainsi que l'impact des luttes sociales sur les mouvements étudiés et leurs discours.

En ce sens, le *Movimento Sociale Italiano*⁷ apparaît incontournable du fait du rôle joué par ce mouvement dans la reconstruction de l'extrême droite italienne.

³ Le *Risorgimento*, terme formé à partir du verbe *risorgere* signifiant « resurgir », renvoie à la seconde moitié du XIX^{ème} siècle durant laquelle une série d'annexions territoriales ont permis l'apparition d'un Etat national italien unifié. Jusqu'alors morcelé entre différents Etats, le territoire national connaît une unification progressive symbolisée par la proclamation du Royaume d'Italie en 1861.

Le *Risorgimento* est donc un symbole de l'unité italienne et de la construction d'une identité nationale commune.

⁴ La République Sociale Italienne, ou République de Salò, s'établit sous contrôle allemand au nord de l'Italie de septembre 1943 à avril 1945.

⁵ Roi Victor-Emmanuel III, du 11 septembre 1943 au 4 juin 1944.

⁶ Voir Thiesse Anne-Marie, *La Création des identités nationales. Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Le Seuil, « L'Univers historique », 1999.

⁷ Mouvement Social Italien.

Fondé le 26 décembre 1946, le *Movimento Sociale Italiano* est né très peu de temps après la fin de la guerre et la chute de la République de Salò, de la volonté d'anciens membres du Parti National Fasciste et de la RSI. Cette rapidité pose question si l'on tient compte de la recomposition politique ayant suivi la guerre au sein des autres pays ayant pris part à celle-ci. La création d'un mouvement émanant directement du fascisme mussolinien, aussi peu de temps après la chute de celui-ci, amène à se demander comment la refonte d'un mouvement par d'anciens cadres fascistes a pu être possible. Une étude du MSI⁸ offre ainsi la possibilité de s'interroger sur la perception de l'offre politique fasciste en Italie.

Loin d'être clandestin, le *Movimento Sociale Italiano* a pu intégrer la scène politique nationale, ce qui amène à poser la question du traitement de l'idéologie fasciste en Italie après 1945. Favorisé par la parution de revues que l'on pourrait qualifier de nostalgiques, ainsi que par une épuration limitée puis par une amnistie en juin 1946 des anciens responsables fascistes⁹, le MSI apparaît comme un réceptacle idéologique aux sympathisants du fascisme historique. Le nom donné au mouvement dans l'immédiat après-guerre évoque clairement la RSI et ne laisse que peu de doute quant aux références idéologiques et politiques du parti. Faisant le pari d'occuper un espace politique d'extrême droite dont il apparaît comme le représentant, jusqu'à adjoindre à son nom *Destra Nazionale*¹⁰ au début des années 1970, le MSI est représenté par une flamme tricolore aux couleurs du drapeau italien.

⁸ Movimento Sociale Italiano

⁹ Ignazi Piero, « La recomposition de l'extrême-droite en Italie », *Pouvoirs*, vol. 87, Janvier 1998, p. 83 [trad. It.].

¹⁰ Droite nationale.



Destranazionale.org

Le MSI fédère différentes tendances politiques d'extrême droite, parmi lesquelles certaines prônant une radicalité idéologique et politique assez nette, et disposant d'une réelle influence au sein des organes de direction du mouvement. Le parcours de Pino Rauti¹¹ au sein du MSI permet d'interroger le rapport entretenu par le parti avec le fascisme historique. Ancien membre de la Garde nationale républicaine de la RSI puis lié aux *Fasci d'azione rivoluzionaria*¹², Pino Rauti représente la branche radicale du *Movimento Sociale Italiano*. Il témoigne donc non seulement de l'influence exercée par les nostalgiques de la RSI mais également de l'existence de doctrines politiques particulièrement violentes au sein du parti politique.

Néanmoins, étudier les différentes tendances politiques coexistant au sein du MSI permet de s'interroger sur la réception des discours contenant des références fascistes assumées. La scission entre Pino Rauti et le parti en 1956, symbolisée par la création du *Centro studi Ordine Nuovo*, laisse ainsi penser que certaines thèses politiques découlant du fascisme mussolinien sont trop radicales aux yeux de l'opinion publique pour être assumées par le parti.

¹¹ Né en 1926, Giuseppe Umberto Rauti, dit Pino Rauti, est membre du Movimento Sociale Italiano avant de fonder le Centro Studi Ordine Nuovo, et de quitter le parti en 1957. Il réintègre le MSI en 1969, pour lequel il siège en tant que député de 1972 à 1992.

Il fonde le Movimento Sociale Italiano – Fiamma Tricolore lors de la scission du parti en 1995.

¹² Organisation clandestine à laquelle on attribue plusieurs attentats terroristes en 1950.

L'organisation *Ordine Nuovo* apparaît ainsi intrinsèquement liée à la figure de Pino Rauti et peut ainsi, au-delà des liens historiques clairs entretenus avec la RSI, être considérée comme l'une des représentations de la violence politique.

Qu'il s'agisse de son idéologie fondamentalement antisioniste et racialisiste¹³, fondée sur les écrits de Julius Evola¹⁴, ou de ses moyens d'action, *Ordine Nuovo* apparaît comme un mouvement politique extrémiste dirigé par Pino Rauti jusqu'à la réintégration de celui-ci au sein du MSI après que Giorgio Almirante¹⁵ a repris les rênes du parti en 1969. La dissolution d'*Ordine Nuovo* décidée par l'Etat Italien en 1973 du fait de la violence exercée par le mouvement¹⁶ prive ainsi la fange radicale des nostalgiques du fascisme de leur mouvement, ces derniers se regroupant rapidement au sein de nouveaux groupes radicaux et violents, notamment *Ordine Nero*¹⁷.

Idéologue officiel du fascisme mussolinien, Julius Evola apparaît comme une figure incontournable de la doctrine fasciste. La lecture des ouvrages et des thèmes de prédilection de l'intellectuel italien met en lumière les aspects de sa pensée le rapprochant de l'idéologie fasciste. Nous nous intéresserons ici principalement à la conception de l'Etat selon Julius Evola, et sa critique d'un monde moderne qui, selon lui, est porteur d'une perte des valeurs constituant traditionnellement les sociétés humaines.

Si l'influence exercée par l'auteur sur le fascisme mussolinien n'est pas discutable du fait du caractère officiel de celle-ci, il convient d'interroger l'empreinte des textes d'Evola sur les droites radicales italiennes, du MSI à CasaPound.

Julius Evola propose ainsi une analyse traditionaliste des crises du monde moderne, notamment dans *Révolte contre le monde moderne* publié en 1934 puis dans *Les Hommes au milieu des*

¹³ Picco Pauline, « Extrême droite et antisémitisme en Italie. L'exemple du Centro studi Ordine nuovo (1955-1971) », *Laboratoire italien*, n°11, 2011, pp. 17-52.

¹⁴ Julius Evola (1898 – 1974) est l'une des références intellectuelles majeures de l'extrême droite italienne au XXème siècle. Ayant construit sa pensée autour des thèmes de la tradition et d'une opposition à la modernité, il participe activement à la vie intellectuelle durant le fascisme mussolinien, jusqu'à être intronisé idéologue officiel du régime. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont l'essai *Cavalcare la tigre* paru en 1961.

¹⁵ Giorgio Almirante (1926 – 1988) est l'une des principales figures du Movimento Sociale Italiano qu'il contribue à fonder en 1946. Membre de la garde nationale républicaine sous la RSI, il dirige par la suite le MSI de sa fondation à 1950, puis de 1969 à 1987. Siégeant à la Chambre des députés, il est par la suite élu député européen lors des élections de 1979, réélu en 1984.

¹⁶ Sur 4290 actes de violence en Italie de 1969 à 1980, 67,55% sont liés à l'action des membres d'*Ordine Nuovo* ou des mouvements s'y rattachant ; Sommier Isabelle, *La violence politique et son deuil*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 99.

¹⁷ Fondé en 1974, Ordine Nero est impliqué dans plusieurs attentats caractéristiques des « années de plomb », période que l'on peut situer de la fin des années 1960 à la fin des années 1980.

ruines en 1953. Ces ouvrages sont déterminants dans l'influence exercée par le penseur sur le développement des droites radicales en Italie, notamment son essai de 1953 considéré par Clemente Graziani¹⁸ comme « l'évangile de la jeunesse nationaliste-révolutionnaire »¹⁹.

Le matérialisme et l'individualisme y sont vivement critiqués, et par extension le développement d'une économie capitaliste globalisée tendant à effacer tout déterminant culturel traditionnel :

« Dans la vie individuelle, comme dans la vie collective, c'est le facteur économique qui est important, réel, décisif ; que la concentration de toutes les valeurs et intérêts sur le plan économique et productif n'est pas l'aberration sans précédent de l'homme occidental moderne, mais bien une chose normale et naturelle : pas une éventuelle et brutale nécessité, mais un fait qui doit être accepté, voulu, développé et exalté »²⁰

On retrouve dans cette critique de la violence économique des sociétés modernes des thèmes développés par Ezra Pound, une autre figure du fascisme mussolinien et référence des mouvements de droite radicale.

Par sa critique du monde moderne, Julius Evola vante les mérites de valeurs traditionalistes et corporatistes, nécessaires selon lui à la construction de la société et de l'individu²¹. La condamnation de ces aspects du monde moderne permet ainsi à l'auteur de souligner la nécessaire existence d'États forts et, à la tête de ceux-ci, « d'êtres qui, en vertu d'une supériorité innée ou acquise par rapport à la simple condition humaine, incarnent la présence vivante et efficace d'une force d'en haut au sein de l'ordre temporel. »²²

Julius Evola prône donc la nécessaire fondation d'un État organique, au sein duquel le politique primerait sur toute considération économique. Selon cette lecture du rôle de l'État, ce

¹⁸ Clemente Graziani (1925 – 1996), engagé volontaire au sein de la RSI, il est l'un des fondateurs, avec Pino Rauti, du Centro studi Ordine Nuovo. En 1969, et contrairement à Pino Rauti, il n'adhère pas au MSI mais fonde le *Movimento Politico Ordine Nuovo* avant d'être condamné en 1973 par l'État italien pour reconstitution d'un parti fasciste.

¹⁹ Milza Pierre, *L'Europe en chemise noire. Les extrêmes droites européennes de 1945 à nos jours*, Paris, Fayard, 2002, pp. 99-100.

²⁰ Evola Julius, *Les hommes au milieu des ruines*, Paris-Puisseaux, Guy Trédaniel-Pardès, 1984, p. 88.

²¹ « Individualisme dénoncé par un auteur qui veut ignorer l'existence d'un individu abstrait, coupé des cercles protecteurs que seraient familles, ordres, castes ou corporations. Seuls ces différents corps intermédiaires en effet permettent, selon lui, à l'individu de s'intégrer dans la Cité, lui donnant un caractère particulier qui marquera son futur statut. », Boutin Christophe, « Tradition et réaction : la figure de Julius Evola », *Mil neuf cent*, n°9, 1991, p. 90.

²² Evola Julius, *Révolution contre le monde moderne*, Lausanne-Paris, L'Age d'Homme, 1991, p. 41.

dernier revêt une fonction centrale, et son dirigeant une dimension autoritaire, puisque c'est sur lui que repose le bon fonctionnement de la société, sans quoi celle-ci serait vouée à la régression.

Qu'il s'agisse des références idéologiques, des transferts de personnes ou de l'idéologie profonde véhiculée par le mouvement, et malgré les différentes tendances composant ce dernier, il apparaît nettement que le MSI assure une forme de continuité politique vis-à-vis du fascisme.

Il convient malgré tout de noter que, si le MSI entretient un lien avec le fascisme historique, celui-ci réussit à s'intégrer dans la vie politique italienne en raison de sa structure conforme à celle des partis traditionnels présents au sein d'un espace démocratique. Ainsi, « la structure organisationnelle mise en place en 1946 lors du premier statut, quasiment inchangée par la suite, possède les caractéristiques du parti de masse : adhésion des inscrits, prise de décision du bas vers le haut (avec quelques exceptions), des organisations parallèles et périphériques (syndicales, de jeunes, sportives, de loisirs, rescapées, etc.), une presse de parti. A l'exception d'une prudence compréhensible dans la sélection des inscrits, les caractéristiques génétiques du MSI sont celles d'un parti « ouvert » à la société civile. »²³

Le fonctionnement du MSI, et sa relative bonne intégration au sein de la sphère politique italienne, semblent ainsi apporter des premiers éléments de réponse quant au processus de légitimation des mouvements de droite radicale. La forme traditionnelle et institutionnalisée du mouvement adoptée dès 1946 semble donc permettre au MSI d'être admis sur la scène politique italienne, jusqu'à nouer des alliances avec les partis majoritaires²⁴.

Le MSI est par conséquent toléré du fait du recours qu'il offre au parti traditionnel, pouvant à la fois servir d'« épouvantail » visant à accroître la base électorale des partis traditionnels, mais également d'allié potentiel pour ces derniers selon le contexte.

L'appui politique apporté par le MSI soulève néanmoins la question de la perception d'un tel accord politique par l'opinion publique. Qu'il s'agisse des racines historiques ou du discours politique du parti, ces derniers apparaissent difficiles à assumer pour une force

²³ Ignazi Piero, *op. cit.*, p. 84.

²⁴ « Pendant la Ière République (1948 – 1992), la *Democrazia Cristiana* était le véritable pivot du système pentarchique, qui comprenait aussi le *Partito Liberale Italiano*, le *Partito Social-Democratico Italiano*, le *Partito Repubblicano Italiano* et le *Partito Socialista Italiano*. Ce système faisait du *Partito Comunista Italiano* un *outsider* régional puissant à « gauche » et du *Movimento Sociale Italiano* un allié potentiel à « droite ». », Dechezelles Stéphanie « Visages et usages de l'« extrême droite » en Italie. Pour une analyse relationnelle et non substantialiste de la catégorie « extrême droite » », *Revue internationale de politique comparée*, vol.12, n°4, 2005, p. 453.

politique traditionnelle. Le MSI est ainsi rapidement confronté à ce constat, à mesure que son influence politique augmente. En témoigne la situation politique en 1960, durant laquelle le gouvernement démocrate-chrétien de Fernando Tambroni, élu grâce au soutien politique du MSI, est contraint de quitter le pouvoir. La violente répression menée par les forces de l'ordre visant des manifestations antifascistes lors d'un congrès d'extrême droite à Gênes entraîne la chute du gouvernement et met en évidence les limites du soutien politique du MSI.

Ce qui pousse Giorgio Almirante à faire le constat dans son rapport au Comité central du MSI en 1969, que celui-ci n'a que deux alternatives : « alternative au système ou alternative dans le système. »²⁵

Conscient de l'impasse dans laquelle se trouve le parti si celui-ci entend gagner en influence politique, notamment par l'obtention de mandats électoraux, la direction du MSI entend opter pour une stratégie politique que l'on pourrait qualifier de plus conventionnelle. Ce faisant, le MSI accentue les divisions internes déjà importantes entre les différentes tendances politiques cohabitant au sein du parti. Néanmoins, le mouvement ne se départit pas de son idéologie et les références au fascisme, en particulier à la RSI, sont nombreuses. En témoigne la campagne pour les élections de 1972 du MSI²⁶ où l'iconographie fasciste n'est pas uniquement suggérée mais est utilisée par le parti.

Ce changement de stratégie est particulièrement visible dans les campagnes du *Fronte Della Gioventù*²⁷, section jeunesse du parti, qui joue essentiellement sur les confusions entre discours de gauche et de droite. L'utilisation d'éléments de discours propres à la gauche permet ainsi au mouvement de développer une rhétorique basée sur les notions de changement et d'alternative, laissant clairement apparaître la stratégie prônée par Almirante avec le slogan « Construisons dans les écoles l'alternative culturelle pour construire dans le pays l'alternative au système »²⁸.

²⁵ Dézé Alexandre, *Idéologie et Stratégies partisans. Une analyse du rapport des partis d'extrême droite au système politique démocratique : le cas du Front National, du Movimento Sociale Italiano et du Vlaams Blok*, thèse de doctorat, Paris, Institut d'études politiques de Paris, 2008, p. 353

²⁶ « La première [affiche] représente en premier plan un homme entouré de drapeaux italiens, l'index pointé vers l'observateur (trice) ; le slogan affirme « Aiutateci a difendervi » (Aidez-nous à vous défendre). Dans la deuxième, un homme brandit dans sa main droite un drapeau qui claque au vent, tandis qu'il tend la main gauche à un autre homme dont on ne voit que la main levée pour implorer secours ; la légende dit « Con noi, prima che sia troppo tardi » (Avec nous, avant qu'il ne soit trop tard) », Cheles Luciano. Le « new-look » du néo-fascisme italien, *Mots*, n°12, mars 1986, p. 31.

< https://www.persee.fr/doc/mots_0243-6450_1986_num_12_1_1222 >

[consulté le 15 décembre 2019]

²⁷ Créé en 1972 à partir de l'union de *Giovane Italia* et du *Raggruppamento giovanile degli studenti e lavoratori*.

²⁸ « Costruiamo nelle scuole l'alternativa culturale per costruire nel paese l'alternativa al sistema », affiche de recrutement, 1983, Cheles Luciano, *op. cit.*, p. 37.

Ces variations rhétoriques ne permettent cependant pas au MSI de gagner en influence comme l'aurait espéré Giorgio Almirante. L'échec de Giorgio Almirante à faire entrer le MSI dans un processus d'institutionnalisation et de normalisation pousse celui-ci à quitter la tête du parti en 1987. A l'heure où les mouvements d'extrême droite européens ont pour la plupart placé les enjeux migratoires au cœur de leur discours, le MSI ne se saisit pas de ces enjeux sociétaux, gagnant pourtant en importance aux yeux de l'opinion publique.

Le MSI bénéficie donc d'une légitimité éphémère puisque le processus de marginalisation initié durant les années 1970 dans un contexte d'explosion de la violence au sein de la société italienne mène à un déclin visible du parti dès la fin des années 1980.

Il s'agit ici d'un constat sur la ligne officielle du parti, il convient de noter que les évolutions sociétales ont créé des dissensions idéologiques internes, sans que celles-ci ne se traduisent dans le discours du mouvement.

Le départ de Giorgio Almirante entraîne une division de plus en plus visible dans les rangs du MSI, symbolisée par Gianfranco Fini²⁹ et Pino Rauti. Le premier, partisan d'une stratégie de normalisation du mouvement, porte un projet d'alliance nationale des mouvements de droite qui graviteraient alors autour du MSI. Ce faisant, il se situe en totale opposition avec les positions assumées par Pino Rauti et clairement reflétées dans les publications du *centro studi Ordine Nuovo*.

La création de *Forza Italia* par Silvio Berlusconi en 1994 offre à Gianfranco Fini la possibilité de mener à bien son entreprise d'institutionnalisation. Le MSI a ainsi réussi, en intégrant une vaste coalition de partis de droite, à faire son entrée au sein des mouvements aux ambitions électorales.

Les résultats obtenus par *Alleanza Nazionale*³⁰, correspondant à la tendance incarnée par Gianfranco Fini au sein du MSI, lors des élections de mars 1994 parachèvent la scission du parti. A la rupture idéologique de plus en plus marquée entre Gianfranco Fini et Pino Rauti,

²⁹ Né en 1952, Gianfranco Fini débute sa carrière politique au sein du MSI, dont il dirige le Front de la jeunesse durant les années 1970. Elu à la Chambre des députés en 1983, Gianfranco Fini prend la succession de Giorgio Almirante à la tête du MSI en 1987. Il représente, avec Pino Rauti, l'une des deux principales branches internes au mouvement donnant lieu à la scission du parti en 1995 et à sa refondation en *Alleanza Nazionale*. Engageant son parti dans une stratégie d'alliances et de compromis politiques, Gianfranco Fini intègre les gouvernements de Berlusconi et occupe les fonctions de vice-président du Conseil des ministres, ministres des Affaires étrangères puis président de la Chambre des députés. L'*Alleanza Nazionale* finit par fusionner avec le PdL de Silvio Berlusconi en 2009.

³⁰ Alliance nationale.

s'ajoute la disparition du *Movimento Sociale Italiano* en 1995 lors du congrès de Fiuggi, donnant naissance à deux nouvelles formations politiques. Le congrès de Fiuggi concrétise ainsi les divisions idéologiques internes du MSI, à présent représentées par l'*Alleanza Nazionale* de Gianfranco Fini et le *Movimento Sociale Italiano – Fiamma Tricolore*³¹ de Pino Rauti.



all-free-download.com



Ilmeridio.it

En minimisant les références fascistes afin de satisfaire ses ambitions électorales, *Alleanza Nazionale* parachève sa transformation idéologique en entrant dans le champ des postfascistes³². Il convient donc de souligner l'importance de la structure de ces formations politiques qui, en adoptant un fonctionnement conforme à celui des partis traditionnels établis dans un système démocratique, acquièrent une forme de légitimité électorale.

Cette institutionnalisation des mouvements de droite radicale offre un angle d'étude intéressant dans la mesure où ce processus diffère d'un mouvement à l'autre. Ainsi, le schisme du MSI, entre la stratégie de compromis d'*Alleanza Nazionale* et les positions plus radicales du *Movimento Sociale – Fiamma Tricolore*, permet de mieux saisir l'impact qu'ont eu les alliances entre la droite et l'extrême droite sur la vie politique italienne.

³¹ Mouvement Social Italien – Flamme tricolore.

³² Ignazi Piero, *Postfascisti ? Dal Movimento Sociale Italiano ad Alleanza Nazionale*, Bologne, Il Mulino, 1994.

La victoire lors des élections législatives de 2001 de la coalition menée par Silvio Berlusconi, *Casa delle Libertà*, témoigne de cette évolution des représentations politiques des mouvements d'extrême droite en Italie. Loin d'être cantonnée à la marginalité qui caractérise les mouvements contestataires, l'extrême droite italienne fait non seulement partie des mouvements potentiellement éligibles, mais parvient à accéder au pouvoir. Si cette institutionnalisation se fait certes au sein d'une coalition avec des partis ne se revendiquant pas néofascistes ou postfascistes, *Casa delle Libertà* pose une fois de plus la question de la responsabilité des partis que l'on qualifierait de davantage traditionnels dans la montée des mouvements de droite radicale.

Le congrès de Fiuggi apparaît donc déterminant dans le parcours politique du MSI, la scission ayant concrétisé les divisions idéologiques existant depuis les premières années du parti. La logique d'alliance prônée par Gianfranco Fini permet à *Alleanza Nazionale* de participer enfin pleinement à l'exercice du pouvoir en intégrant des coalitions politiques, d'abord en 1994 puis du 2001 à 2006³³.

La participation à des alliances politiques à visée purement électorale ainsi que l'atténuation de la dimension fasciste revendiquée par le mouvement permet ainsi à celui-ci d'intégrer pleinement le jeu électoral. Ce qui demeure un parti affichant un héritage fasciste certain, et ce malgré sa mue postfasciste, réussit à intégrer l'État italien.

Il convient de s'interroger sur la constitution des coalitions auxquelles *Alleanza Nazionale* a pris part, d'abord en 1994 puis en 2001, date à laquelle l'alliance politique regroupe des partis aussi divers que *Forza Italia*, la Ligue du Nord (LN), le *Nuovo Partito socialista* ainsi que des démocrates-chrétiens.

En rejoignant Silvio Berlusconi au sein d'*Il Popolo della Libertà* en 2008, *Alleanza Nazionale* quitte sa logique d'alliances et de compromis idéologiques au profit d'une fusion avec un parti qui n'a pourtant pas la même culture politique que le MSI. Cette stratégie électorale poussée à l'extrême, c'est-à-dire jusqu'à la dissolution d'*Alleanza Nazionale*, bien que brève, causera la perte du mouvement de Gianfranco Fini.

Néanmoins, comme cela est fréquemment le cas pour les mouvements d'extrême droite, la disparition du parti ne signifie pas la fin des tendances politiques qui le constituent. La création de *Fratelli d'Italia*³⁴ quelques années après la disparition d'*Alleanza Nazionale* semble

³³ Période durant laquelle Gianfranco Fini exerce la fonction de vice-président du Conseil de Silvio Berlusconi avant de se voir brièvement nommé ministre des Affaires Étrangères.

³⁴ Créé en 2012 suite à la scission de la coalition Peuple de la Liberté, formée de Forza Italia et Alleanza Nazionale. Plusieurs cadres d'Alleanza Nazionale décident alors de fonder un nouveau parti, baptisé Fratelli

ainsi témoigner de la capacité qu'ont ces mouvements de droite radicale à se regrouper au sein de nouvelles formations politiques.

La composition des coalitions auxquelles participe *Alleanza Nazionale* est particulièrement intéressante en raison de l'importance qu'elle recouvre au sein du spectre politique. Une constante demeure toutefois incarnée par l'importance qu'acquiert *Forza Italia* sur la vie politique italienne à partir de 1994. Les accords politiques décidés par le parti de Silvio Berlusconi recouvrent différentes tendances politiques, y compris des mouvements régionalistes tels que la Ligue du Nord.

1.1.2. La Ligue du Nord : entre régionalisme et ambitions nationales

Bien que ne revendiquant pas une dimension nationale, la Ligue du Nord s'inscrit dès les années 1990 dans une logique de compromis et d'alliances politiques visant à intégrer le processus de décision politique. Le parti n'a en ce sens pas attendu de changer de nom pour entreprendre une stratégie de conquête politique par les urnes.

La participation à la coalition de gouvernement lors des élections législatives de mars 1994, avec *Forza Italia* et *Alleanza Nazionale*, semble ainsi témoigner de la volonté du mouvement indépendantiste d'acquérir une influence politique nationale. Malgré les différences évidentes séparant les doctrines de mouvements régionalistes et de mouvements nationaux, ces mouvements se font porteurs d'une offre politique de droite, dans un espace politique jusqu'alors sous hégémonie démocrate-chrétienne. Cette coalition, par essence éphémère car trop élargie pour durer, laisse clairement apparaître la conception territoriale forte contenue dans la doctrine de la Ligue du Nord.

Les accords politiques conclus par le parti indépendantiste situent clairement celui-ci à la droite du spectre politique, au même titre que *Forza Italia*, *Alleanza Nazionale* ou les chrétiens-démocrates. Ces coalitions, aussi vastes que vagues et à visée essentiellement électorale, ne fournissent que peu d'autres renseignements quant à la ligne idéologique du parti. Elles permettent néanmoins d'illustrer la volonté de la *Lega Nord* de ne pas rester cantonnée

d'Italia (Frères d'Italie). Parti nationaliste et conservateur, Fratelli d'Italia est depuis 2014 dirigé par Georgia Meloni.

dans une dimension strictement protestataire mais d'intégrer le processus démocratique traditionnel.

Ces ambitions politiques n'altèrent cependant pas la visée du parti qui prône un régionalisme assumé depuis sa création. Ce faisant, il s'inscrit dans le champ des mouvements autonomistes tout en s'en distanciant du fait de l'espace géographique auquel il se réfère. Ce qui est encore la Ligue du Nord invoque l'existence d'une zone géographique, au nord de l'Italie, qui ne correspond pourtant pas à une division actée du territoire national.

Fruit de l'alliance de la Ligue lombarde et de la Ligue Vénète scellée en 1989, la *Lega Nord per l'indipendenza della Padania* est donc un mouvement politique à visée essentiellement régionale, chargée de défendre les intérêts d'une partie du territoire. Ce faisant, la Ligue du Nord entend se faire porte-parole des différents phénomènes autonomistes ayant pris place dans le nord du pays.

L'idéologie léghiste n'est en ce sens pas une nouveauté puisqu'elle repose sur un ensemble de revendications autonomistes éparses, et sur une construction identitaire par opposition au Sud, reprises et amplifiées par la Ligue du Nord³⁵.

Une fois établie la construction idéologique du parti, il convient de s'intéresser plus longuement aux mouvements l'ayant constitué. Ainsi, chercher à situer l'origine exacte de la Ligue du Nord impose de se référer à la naissance des mouvements ayant participé à sa création. Si le rôle joué par Umberto Bossi à l'origine du mouvement puis dans son évolution politique apparaît clairement, la Ligue Lombarde ne détient pas pour autant l'exclusivité de la genèse du parti. Il apparaît donc nécessaire de souligner que la Ligue Vénète et l'Union valdôtaine ne doivent pas être sous-estimées. L'exemple de la Ligue Vénète, dont le lion emblématique apparaît sur le symbole de la Ligue du Nord, est particulièrement parlant.

Au-delà de l'antécédent chronologique qu'elle détient sur la Ligue Lombarde de Bossi, dont on peut situer la naissance à 1982³⁶, la Ligue Vénète joue un rôle important dans la direction du

³⁵ « Cette idéologie peut se résumer comme de l'« antiméridionalisme politique », c'est-à-dire comme un refus de toute domination de l'ensemble italien par un personnel politique, des pratiques politiques et administratives, un type de démocratie oligarchique-clientélaire, un mode de vie fondé sur l'assistance, identifiés au Sud du pays. Ce dernier n'a rien à apporter à un ensemble qui doit être dominé en tout par le Nord, ses intérêts, ses pratiques, sa vision du monde. Tous les problèmes qui apparaissent dans l'espace public [...] sont lus (et déformés) à l'aune de cet « antiméridionalisme », que nous qualifions de politique, car il vise moins une ethnicité méridionale, très mal définie au demeurant, qu'un supposé pouvoir méridional dont la mafia représente l'aspect le plus menaçant. », Bouillaud Christophe, « Les antécédents idéologiques de la Ligue du Nord », *Revue française de science politique*, n°3-4, 1998, p. 462.

³⁶ Date de publication du premier numéro de la revue du mouvement, *Lombardia autonomista*.

parti jusqu'en 1994, par l'intermédiaire de Franco Rocchetta³⁷. Ainsi, bien que la Ligue Vénète ne détienne pas l'exclusivité de l'apparition du phénomène léghiste, dont les racines sont bien plus profondément ancrées dans l'Histoire et dans la société italienne, son influence est réelle.

C'est à partir de la fusion de ces ligues indépendantistes que naît la Ligue du Nord, dans une volonté d'unifier les territoires du Nord de l'Italie, en vantant un patrimoine culturel et politique commun.

L'idéologie de la Ligue du Nord n'est dès lors pas une innovation politique, mais agrège les projets politiques de différents mouvements en leur proposant une nouvelle identité. Les contours de l'autonomisme prôné par les ligues du nord de l'Italie, basé sur une identité commune qu'elle soit vénète, valdôtaine ou lombarde, semblent ainsi avoir été étendus pour dessiner une nouvelle identité commune unique.

En témoigne la pensée de Gianfranco Miglio³⁸, « idéologue » du mouvement de 1991 à 1994, qui propose, dans un entretien accordé à *La Stampa* en 1993, une division géographique de la péninsule italienne sensée davantage rendre compte des divisions internes.

³⁷ Né en 1947, Franco Rocchetta est une figure de l'indépendantisme vénète. D'abord membre de l'Union valdôtaine à la fin des années 1970, il participe au développement de la Ligue vénète notamment par le biais de son association, la *Società filologica veneta*, avant de faire partie des membres fondateurs de la Ligue du Nord.

³⁸ Gianfranco Miglio (1918 – 2001) : Juriste, président de l'Université catholique de Milan de 1959 à 1988 et homme politique élu au Sénat italien, il est l'auteur de plusieurs ouvrages traitant de la question du fédéralisme tels que *Federalismo e secessione. Un dialogo et Padania, Italia* (1997). Il rejoint la Ligue du Nord en 1990 avant de la quitter en 1994 suite à des divergences d'opinion et des querelles politiques avec Umberto Bossi. En 1996, il est l'un des fondateurs du Parti fédéraliste.

Il est à noter que l'engagement politique en faveur du fédéralisme de Gianfranco Miglio a débuté des années auparavant alors qu'il écrivait dans le périodique milanais créé en 1945 *Il Cisalpino. Settimanale Federalista Nazionale*.



<https://journals.openedition.org/espacepolitique/docannexe/image/2046/img-1.png>

On y retrouve ainsi un territoire italien divisé en trois républiques, dont celle de Padanie rassemblant les régions du Nord à savoir le Piémont, la Lombardie, la Ligurie, la Vénétie et une partie de l'Emilie-Romagne. Il convient de noter que les régions autonomes à statut spécial (Val-d'Aoste, du Trentin-Haut Adige, Frioul-Vénétie-Julienne, Sicile et Sardaigne) sont grisées et échappent ainsi à cette logique classificatoire. Le Centre et le Sud du pays sont quant à eux divisés entre la République d'Etrurie regroupant le Latium ainsi qu'une partie de la Toscane, de l'Ombrie et des Marches³⁹, et la République du Sud (Pouilles, Basilicate, Calabre et Campanie)⁴⁰.

La dimension territoriale est donc substantielle puisqu'inhérente à la création de la Ligue du Nord. Par ailleurs, il apparaît que le mouvement présente déjà dans son origine une tendance aux alliances et aux compromis politiques, représentée par la fusion de différents mouvements prônant chacun un indépendantisme distinct.

³⁹ Suite à des désaccords entre Gianfranco Miglio et Umberto Bossi, les frontières officielles de la Padanie telles que présentées lors de la proclamation officielle de la naissance du territoire padan en 1996 englobent l'intégralité de la Toscane, des Marches et de l'Ombrie.

⁴⁰ Champeyrache Clotilde, « La Ligue du Nord : le retour ambigu de l'identité territoriale sur la scène politique italienne », *L'Espace Politique*, 14 | 2011-2, disponible ici : <https://journals.openedition.org/espacepolitique/2046> [consulté le 14 octobre 2019]

Contrairement au MSI, la Ligue du Nord ne revendique aucune référence fasciste et se concentre essentiellement sur la diffusion de sa doctrine fédéraliste. La nécessité d'afficher des référents idéologiques ou historiques forts afin de justifier de l'existence de son mouvement et de la validité de sa doctrine poussent ainsi Umberto Bossi à invoquer des figures tels que Jean-Jacques Rousseau ou Emmanuel Kant⁴¹. La Ligue du Nord ne revendique donc pas un héritage politique historique, au-delà du patrimoine culturel, historique et politique commun du Nord de l'Italie.

Le phénomène léghiste se situe, dans les premières années de son existence, en marge de ce que l'on pourrait qualifier d'extrême droite traditionnelle italienne, et ce pour différentes raisons.

On peut tout d'abord relever le décalage chronologique existant entre l'apparition d'un parti fédérant les ligues autonomistes du Nord que l'on peut situer au plus tôt aux années 1980 et celle du MSI, parti créé dans l'immédiat après-guerre.

D'autre part, d'un point de vue doctrinal, le MSI et la Ligue du Nord entretiennent des ambitions politiques différentes, l'un affichant une visée nationale depuis sa création et l'autre étant essentiellement régionaliste.

Il convient donc de souligner que la Lega Nord, dans les premières années de son existence du moins, semble se situer à part des mouvements néofascistes. Néanmoins, il apparaît dans les années 1990 que la référence au fascisme ne constitue plus un déterminant infaillible permettant d'identifier clairement l'extrême droite. On se situe ainsi dans une forme de redéfinition des contours des droites radicales italiennes, jusqu'alors essentiellement caractérisées par la référence au fascisme historique, et ouvrant la voie à une nouvelle génération de mouvements postfascistes⁴².

Si le rapport qu'entretient le MSI au fascisme est évident, puisque clairement revendiqué dès la naissance du parti, il est nettement moins affiché par *Alleanza Nazionale*⁴³, et encore moins dans le cas de la Ligue du Nord.

⁴¹ Bossi Umberto et Vimercati D., *Vento del Nord. La mia Lega. La mia vita*, Milan, Sperling & Kupfer, 1992 ; Bossi Umberto, Vimercati D., *La Rivoluzione. La Lega : storia e idee*, Milan, Sperling & Kupfer, 1993

⁴² Ignazi Piero, *Postfascisti ? Dal Movimento Sociale Italiano ad Alleanza Nazionale*, *op. cit.*

⁴³ « Les premiers, entrés au Fronte della Gioventù (organisation de jeunesse du MSI qui précède Azione Giovani), continuent souvent à défendre une ligne "dure" : promotion du corporatisme, nationalisation des grandes entreprises, organisation hiérarchique et méritocratique de la société et conception révolutionnaire de l'activité politique, en prenant exemple sur les premiers fasci. En revanche, les nouveaux, entrés après le

Néanmoins, si l'évolution des ambitions politiques de ces mouvements s'est déroulée dans le cadre d'un processus d'institutionnalisation, on peut se demander si leur doctrine profonde a également connu des infléchissements.

Le champ des droites extrêmes constitue par ailleurs un objet d'étude fluctuant, dont il faut tenir compte dès lors que l'on cherche à situer un parti sur l'échiquier politique. Les dissensions et clivages idéologiques profonds au sein-même du MSI, qui mènent au congrès de Fiuggi en 1995, témoignent de la difficulté à définir clairement la ligne politique du parti.

L'entrée de la Ligue du Nord et d'*Alleanza Nazionale* au sein de la même coalition en 1994 semble marquer un tournant dans cette analyse puisqu'elle permet d'opérer un rapprochement politique entre ces deux mouvements. Bien que prenant part à une coalition rassemblant une large part de la droite italienne, cela permet de conférer des marqueurs politiques à ces partis, situant ces derniers dans le champ des mouvements de droite enclins aux alliances politiques dans une optique électoraliste.

La Ligue du Nord demeure cependant un parti aux ambitions strictement régionales, pour qui le processus d'institutionnalisation n'est pas allé immédiatement de pair avec une stratégie de nationalisation.

Les années 1990 sont néanmoins décisives dans l'évolution de l'offre politique du parti puisqu'on remarque de manière assez nette une importance croissante accordée aux enjeux migratoires au sein de la doctrine du mouvement. Cela est d'autant plus visible à la lecture des chroniques historiques de la Ligue du Nord, où l'on ne retrouve qu'une référence à l'immigration de 1996 à 1998⁴⁴, et quatorze pour la seule année 1999.

La loi turco-napolitaine de 1998, qualifiée par le parti d'« infâmes lois sur l'immigration [ayant] conduit à une véritable invasion en Padanie » laissant les citoyens « terrifiés »⁴⁵, représente l'un des combats politiques majeurs de la Ligue du Nord. On voit ainsi se développer un

congrès de Fiuggi (1995) lors duquel le MSI se transforme en *Alleanza Nazionale*, n'hésitent pas à exposer des jugements négatifs à l'encontre du régime mussolinien et s'accordent sur son historicisation, c'est-à-dire la compréhension de son avènement à partir des conditions particulières des années du premier après-guerre et l'abandon de son imitation comme projet politique. », Dechezelles Stéphanie, *op. cit.*, p. 458.

⁴⁴ *Cronistoria della Lega Nord, partie 3*

https://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/storia_in/03_lega_nord_storia96_98.pdf

[consulté le 7 janvier 2020]

⁴⁵ « « Le scellerate leggi in materia di immigrazione hanno portato ad una vera e propria invasione di extracomunitari in Padania. I cittadini sono sempre più terrorizzati », *Cronistoria della Lega Nord, partie 4*, p. 2.

http://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/storia_in/04_lega_nord_storia1999.pdf [consulté le 7 janvier 2020]

argumentaire anti immigration classique, à la seule différence que la Padanie remplace la traditionnelle nation soumise à une possible submersion migratoire.

Néanmoins, si l'on entend le concept de Padanie comme équivalent à celui de nation, alors le discours de la Ligue du Nord sur la question migratoire ne diffère que peu de celui d'un parti nationaliste classique.

1.1.3. Un mouvement ambivalent : entre revendications autonomistes et présence électorale nationale

Lorsque l'on s'intéresse aux conditions ayant favorisé la montée de la Ligue du Nord, jusqu'à obtenir une dimension politique nationale à travers l'entrée en coalition avec *Forza Italia*, il apparaît que celles-ci sont à l'image de l'ambivalence de ce parti⁴⁶, à la fois fondamentalement régionaliste mais s'inscrivant et dépendant du contexte national.

En premier lieu, l'opposition entre Nord et Sud est, comme vu précédemment, loin d'être une nouveauté dans le champ politique italien. Cet antagonisme fragilise ainsi la construction d'une unité nationale déjà mise à mal par les dysfonctionnements du système politique italien au début des années quatre-vingt-dix. Le processus d'industrialisation que connaît le Nord-Est de l'Italie achève de creuser l'écart entre ces deux territoires revendiquant des identités, mais également des situations économiques, bien distinctes.

La Ligue du Nord fonde son ascension politique sur l'exploitation de thématiques traditionnelles bien ancrées dans les mentalités italiennes. Par ailleurs, le début de la décennie voit accordée une importance grandissante à la Ligue lombarde d'Umberto Bossi au détriment de la Ligue Vénète de Franco Rocchetta dont le développement est freiné par des crises internes. Loin d'abandonner pour autant la question du fédéralisme, celui-ci occupe un rôle symbolique prépondérant sur lequel se fonde la critique systématique des adversaires désignés par le parti. Le recours à des drapeaux, pièces de monnaie et autres symboles permettent de donner corps à une division territoriale imaginée, et contribue à rendre celle-ci plus tangible aux yeux de l'électorat.

⁴⁶ Diamanti Ilvo, *La Lega. Geografia storia sociologia di un nuovo soggetto politico*, Rome, Donzelli Editore 1993, p. 11.

Le contexte politique du début des années 1990 est particulièrement favorable aux mouvements d'opposition du fait de divers scandales politiques éclatant dans le pays et dressant le portrait d'un État corrompu. Ce contexte de défiance grandissante de la société italienne à l'égard de l'État centralisé facilite la montée des ligues régionales qui voient dans cette situation de crise politique l'occasion d'asseoir leur légitimité.

Ce traitement de la question du fédéralisme permet à la Ligue du Nord de se présenter comme une alternative au système politique inefficace qu'elle dénonce de façon de plus en plus virulente à mesure que les élections d'avril 1992 approchent. Celles-ci constituent une réelle avancée politique pour le parti qui obtient vingt-cinq sénateurs et cinquante-cinq députés. Elle permet également d'illustrer l'importance grandissante de la Ligue Lombarde sur la Ligue Vénète, qui obtiennent respectivement 8,65% et 0,39%⁴⁷.

La stratégie du bouc émissaire a donc été payante pour la Ligue du Nord dans la mesure où elle a permis à cette dernière de s'extraire de sa dimension strictement régionale. Bien que la Ligue du Nord n'abandonne pas cet aspect intrinsèque à sa doctrine, on peut se demander s'il ne faut pas voir dans ces élections de 1992 la genèse des prétentions nationales du parti.

On assiste donc à un processus de discréditation des partis majoritaires et, par extension, de tout un système politique italien au sein duquel, d'après les termes du juge Piercamillo Davigo⁴⁸, « les partis s'étaient transformés en sociétés par actions où on achetait les actions, avec les dessous-de-table, pour s'assurer la possibilité d'être élu. »⁴⁹ La construction et l'ancrage au sein des mentalités de l'appartenance à une nation unifiée apparaît d'autant plus complexe pour une part de la population italienne offrant aux discours régionalistes et indépendantistes l'occasion de se présenter comme une alternative à un État centralisé décrédibilisé.

Cette défiance entraîne ainsi une reconfiguration de la sphère politique italienne incarnée par de nouveaux mouvements gagnant en influence au détriment des partis occupant jusqu'alors une place centrale dans la politique italienne⁵⁰.

⁴⁷ Données : Ministère de l'Intérieur italien

<https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=C&dtel=05/04/1992&tpa=I&tpe=A&lev0=0&levsut0=0&es0=S&ms=S> [consulté le 6 novembre 2019]

⁴⁸ Piercamillo Davigo est l'un des juges participant à une série d'enquêtes judiciaires dans le cadre de l'opération *Mani pulite* ou « mains propres » au début des années 1990.

⁴⁹ Della Porta Donatella. « Les hommes politiques d'affaires. Partis politiques et corruption », *Politix*, Deuxième trimestre 1995, vol. 8, n°30, p. 63.

⁵⁰ « L'ancien système partisan a implosé et donné naissance à une nouvelle configuration dans laquelle on trouve aussi bien des nouveaux entrants comme les Verdi, la Lega Nord et Forza Italia que des partis politiques restés en dehors des gouvernements nationaux pendant 50 ans, tels que les héritiers du Movimento Sociale Italiano (Alleanza Nazionale et MS-Fiamma Tricolore) ou ceux du Partito Comunista Italiano (Partito Democratico della Sinistra, Rifondazione Comunista). Les transformations des représentations de ces partis

Le contexte national d'alors permet une fois de plus au discours de la Ligue du Nord de trouver une résonance particulière auprès de l'électorat italien. Les divers scandales liés à la corruption, à la mafia et aux problématiques sociales et économiques auxquelles est confrontée une part grandissante de la population expliquent le recentrage des revendications autonomistes sur un argumentaire économique. La dimension ethnique ne constitue plus dès lors l'unique socle des revendications du parti, qui fonde désormais son argumentaire sur les préoccupations majeures de la population italienne.

L'acquisition progressive d'une dimension nationale par le parti s'accompagne d'un affaiblissement de la doctrine ethno-régionaliste, mais se construit de plus en plus à travers l'opposition à des adversaires désignés, tels que le Sud ou l'immigration. Les revendications autonomistes du parti n'apparaissent plus comme une fin en soi, mais comme un moyen de légitimer un discours présentant le Sud ou l'immigration comme la cause des problèmes rencontrés par l'électorat italien.

La stratégie politique employée à partir des élections de 1993 confère au thème de l'immigration une place prépondérante, en s'appliquant à démontrer la menace que constitue l'arrivée d'immigrés sur le territoire italien. La Ligue du Nord semble développer l'idée d'une autre forme d'appartenance à la nation italienne, liée davantage à des dimensions culturelle et identitaire, qu'à un État centralisé. L'aspect identitaire demeure donc central à la doctrine du parti, puisque les migrations sont présentées comme un facteur de danger pour l'identité et la culture italiennes.

L'évolution du contexte politique italien n'est pas à négliger dans la compréhension des premiers succès électoraux de la *Lega Nord*. Il convient donc de faire un point sur la situation politique du pays au début des années 1990, et sur les différentes forces politiques en présence. Jusqu'aux années 1990, le spectre politique italien est essentiellement divisé entre un PCI puissant à gauche et un centre où domine la Démocratie-chrétienne. Dans ce contexte, la droite est laissée « en friche » et est essentiellement représentée par le MSI, avec les problèmes de légitimité du mouvement que l'on connaît. Il semble donc que la droite représente un champ politique riche en promesses. La vaste coalition formée à la suite des élections de mars 1994 va

sont allées de pair avec une évolution du sens attribué aux catégories de « droite » et d' « extrême droite », tant par les membres de ces partis que par l'opinion publique. », Dechezelles Stéphanie, *op. cit.*, p. 453

donc faire le pari d'occuper cet espace politique dans une entreprise de reconstruction de la droite.

La Ligue du Nord réussit à faire de la notion de territoire un élément central de la construction identitaire, s'inscrivant ainsi et participant au déclin du PCI⁵¹ et de la DC. Ces partis ont, dans les zones dites « blanches » pour la Démocratie-chrétienne et « rouges » pour le PCI⁵², « toujours attaché une grande importance à leur rôle de médiation entre le centre et la périphérie, de représentation des intérêts locaux auprès de l'Etat. Mais l'identité partisane était tout de même attachée à des discriminants « universels » : laïcité/religion, capital/travail et, au plan mondial, capitalisme/communisme. Les liges autonomistes (et tout particulièrement la Ligue du Nord) renversent ce modèle précisément dans ces régions, faisant du territoire la référence prioritaire de leur offre politique »⁵³.

Les résultats des élections de mars 1994 ne laissent que peu de place au doute quant à l'impact de la défiance populaire à l'égard des partis traditionnellement au pouvoir en Italie.

Liste/Gruppi	Voti	%	Seggi
 FORZA ITALIA	8.136.135	21,01	30
 PDS	7.881.646	20,36	38
 ALLEANZA NAZIONALE	5.214.133	13,47	23
 P.POPOLARE ITALIANO	4.287.172	11,07	29
 LEGA NORD	3.235.248	8,36	11
 RIFONDAZIONE COMUNISTA	2.343.946	6,05	11

<https://elezionistorico.interno.gov.it>

⁵¹ A noter que le PCI a connu une scission en février 1991, donnant naissance à deux nouvelles formations politiques : le PDS (Parti démocratique de la gauche) et Refondation communiste.

⁵² Les zones « blanches » correspondent aux régions où la DC bénéficie d'un profond enracinement, essentiellement au Nord-Est du territoire italien; les zones « rouges » correspondent quant à elles au Centre-Nord de la péninsule (Emilie-Romagne, Toscane, Ombrie), régions où le Parti communiste est bien implanté.

⁵³ Diamanti Ilvo, « Le « territoire » est-il de droite ? », dans Dieckhoff Alain, Musiedlak Didier, Lazar Marc et Diamanti Ilvo, *L'Italie, une nation en suspens*, Bruxelles, Editions Complexe, 1995, p. 118.

Le succès électoral rencontré par *Forza Italia* en arrivant en tête des élections apparaît avant tout comme un symptôme de la crise de confiance politique que traverse le pays, qui préfère un parti neuf aux partis habituellement au pouvoir. Par ailleurs, les bons résultats obtenus par *Alleanza Nazionale* et la Ligue du Nord, qui obtiennent respectivement le troisième et le cinquième plus haut score, témoignent de l'importance qu'acquiert la droite politique au sein du pays.

Les années 1990 sont donc fondamentales dans le développement de la Ligue du Nord, et plus généralement dans l'essor de la droite et du centre-droit.

Dans cette perspective, l'arrivée sur le marché politique de *Forza Italia* est loin d'être anecdotique si l'on cherche à comprendre l'évolution du paysage politique italien lors des élections de mars 1994. Contrairement à la Ligue du Nord et à *Alleanza Nazionale*, *Forza Italia* entend proposer une offre politique de droite à potentielle échelle nationale.

Les deux autres formations politiques étant retenues dans leurs ambitions politiques par une dimension régionaliste pour l'une et fasciste pour l'autre, *Forza Italia* fait donc le pari d'occuper cet espace politique porteur de succès électoraux. La prise de distance prise progressivement par la Ligue du Nord et *Alleanza Nazionale*, qu'elle soit souhaitée ou subie, confère à *Forza Italia* une position hégémonique au sein de la droite italienne.

Il faut également relever qu'à cette configuration du paysage politique italien s'ajoute la stratégie médiatique et entrepreneuriale de Silvio Berlusconi⁵⁴.

Dans ce contexte, la forte imprégnation régionaliste de la doctrine de la Ligue du Nord limite considérablement la portée de son message, bien que celle-ci soit centrale pour comprendre le rôle joué par le parti dans la stratégie de conquête politique de *Forza Italia* dans les zones blanches. Il apparaît donc que les élections de mars 1994 semblent avoir dessiné un spectre politique laissant apparaître plus nettement une opposition binaire classique entre gauche et droite.

Cette reconfiguration de l'offre politique, en perpétuelle évolution, offre aux partis la possibilité d'acquérir une autre envergure politique, mais rend également plus difficile la classification sur un axe gauche-droite de certains partis. Bien que cela soit avant tout révélateur

⁵⁴ Silvio Berlusconi bénéficie de réseaux télévisuels importants, à l'échelle locale et nationale (Italia 1, Rete 4, Canale 5) grâce à Fininvest, la société qu'il dirige.

d'une stratégie de conquête politique, la réutilisation par la droite de revendications politiques traditionnellement considérées de gauche, notamment sur la question de l'emploi, complexifie la classification des offres politiques.

La Ligue du Nord profite de cette configuration, le vote LN dépassant rapidement le champ strictement régionaliste, et « ce qui apparaissait jusqu'alors comme un vote simplement marginal devient un vote alternatif, qui tend à se développer et toucher des secteurs de plus en plus larges de la population. »⁵⁵

L'alliance politique entre la Ligue du Nord, *Alleanza Nazionale* et *Forza Italia* est renouvelée lors des élections de 2001, au sein de la coalition *Casa delle Libertà*. Si le parti majoritaire est sans nul doute la formation politique menée par Silvio Berlusconi, la présence de la Ligue du Nord et d'*Alleanza Nazionale* pose question.

Bien que le MSI ait déjà été un allié pour les partis traditionnels, il semble que la sphère politique ait connu des évolutions majeures durant les années 1990. L'évolution des représentations politiques semblent ainsi permettre à un mouvement indépendantiste ainsi qu'à un mouvement revendiquant un héritage fasciste d'intégrer la coalition détenant le pouvoir politique.

1.1.4. Identité européenne et réseaux bilatéraux

Si la dimension fasciste revendiquée par le MSI l'empêche, comme en témoignent les élections italiennes de mars 1994, de prétendre à devenir un parti majoritaire en Italie, elle ne fait en rien obstacle à la réalisation de succès électoraux. Cela se vérifie particulièrement depuis le congrès de Fiuggi et la création de l'*Alleanza Nazionale* de Gianfranco Fini qui, comme vu précédemment, s'éloigne de la stratégie rautienne et se concentre davantage sur une recherche d'institutionnalisation par les urnes⁵⁶.

Le discours de l'extrême droite italienne semble bénéficier d'une meilleure réception lors des échéances électorales que ce n'est le cas en France. Loin d'être une innovation politique

⁵⁵ Diamanti Ilvo, Mannheimer Renato. « Un faux «tremblement de terre». Les élections politiques des 27 et 28 mars 1994 », *Politix*, *op. cit.*, p. 117.

⁵⁶ « Mais depuis les années 1990, marquées par d'importants changements dans le système partisan, les militants du principal parti héritier du MSI – *Alleanza Nazionale* – ainsi que les membres de ses organisations de jeunesse – *Azione Giovani*, *Azione Studentesca* et *Azione Universitaria* – se caractérisent plutôt par la quête et/ou l'obtention de mandats électifs locaux et nationaux. », Dechezelles Stéphanie, « Boia chi molla ! Les nouvelles générations néofascistes italiennes face à l'(in)action violente », *Cultures & Conflits*, 2011, n° 81-82, p. 102.

consécutive à la scission du MSI, ce phénomène s'inscrit dans une chronologie plus longue. La configuration politique en Italie tranche avec l'extrême droite française, davantage représentée par des mouvements de taille restreinte, du moins jusqu'à la création du Front National. Par ailleurs, bien que le MSI ne bénéficie pas du même niveau d'intégration à la vie politique italienne que les partis traditionnels, il demeure une force politique avec laquelle il faut compter. Ce n'est pas le cas en France, où les mouvements de droite radicale peinent à acquérir une dimension électorale du fait de leur morcellement.

La dimension européenne est, en ce sens, primordiale dès lors que l'on tente de saisir la portée et la nature des relations entretenues entre les extrêmes droites italienne et française. Il convient ainsi de tenter de définir les cadres et la chronologie du développement de ces réseaux bilatéraux et de mettre en lumière les points de convergence mis en avant par des mouvements revêtant pourtant une dimension nationaliste prépondérante. Dans cette analyse, la dimension européenne telle qu'entendue par ces mouvements, qu'il conviendra de définir, est centrale.

Si l'on peut situer les balbutiements de ces réseaux aux années 1950, à travers le Mouvement Social européen auquel participe notamment Maurice Bardèche⁵⁷, la guerre d'Algérie⁵⁸ constitue un moment charnière. Les convergences idéologiques se dessinant de plus en plus nettement durant cette période poussent ainsi ces mouvements à sortir du cadre strictement national qui définissait jusqu'alors leur idéologie.

Bénéficiant du soutien de différentes tendances politiques italiennes, allant de l'extrême droite à la Démocratie-chrétienne, le cas de l'OAS est particulièrement parlant dès lors que l'on entend saisir l'importance des réseaux franco-italiens d'extrême droite.

Faisant face à une répression décidée par le président de la République Française, l'Italie constitue une terre d'accueil idéale pour ces défenseurs d'une « Algérie française »⁵⁹. Néanmoins, la ligne officielle volontairement vague du MSI quant à l'OAS, reflète les différentes tendances politiques cohabitant au sein du parti d'extrême droite.

⁵⁷ Maurice Bardèche (1907 – 1998) est un écrivain et universitaire français, politiquement classé à l'extrême droite du spectre politique. Proche de Robert Brasillach, ses écrits suivant la seconde guerre mondiale font polémique, notamment *Nuremberg ou la Terre promise* (1948) ou encore *Nuremberg II ou les Faux-Monnayeurs* (1950), dans lesquels il ne fait pas mystère de ses affections politiques. Il fonde la revue *Défense de l'Occident* dans les années 1950, et participe au Mouvement social européen.

⁵⁸ 1954 – 1962.

⁵⁹ Le comité exécutif du Conseil National de la Résistance de l'OAS est créé à Milan, suite à une rencontre en date du 20 mai 1962 réunissant divers membres de l'OAS.

Ainsi, si le secrétaire général du MSI, Arturo Michelini⁶⁰, préfère prendre ses distances avec l'OAS dès octobre 1961 dans un entretien télévisé, le mouvement bénéficie de l'appui de Pino Rauti et de son *centro studi Ordine Nuovo*. Pino Romualdi⁶¹ soutient quant à lui pleinement la lutte menée par l'OAS, son opposition farouche à l'autodétermination décidée par le gouvernement de Gaulle étant particulièrement visibles à travers les publications de *L'Italiano*, périodique qu'il dirige.

Y sont défendues l'idée d'un caractère « européen » des principales villes algériennes représentant « les dernières tranchées de l'Europe », ainsi que l'importance de la dimension raciale au sein de la guerre d'Algérie comme en témoigne l'article de Julius Evola :

*« La France a laissé entendre qu'elle ne tolérerait pas que des Français tuent pour des Français, que des hommes de race blanche se massacrent entre eux pour glorifier des revendications » d'un peuple non français et de couleur, pour glorifier l'Algérie algérienne ». Ceci est un comble, une perte inouïe de crédit, le témoignage d'une carence de sentiments nationaux et raciaux, qui pourrait difficilement être dépassée. »*⁶²

On constate donc dès le début des années 1960, à la faveur d'une guerre d'indépendance ravivant certains sentiments communs entre les milieux d'extrême droite de deux anciennes puissances aux prétentions colonialistes, une importance croissante accordée à la dimension européenne. Mettant entre parenthèses les rivalités ayant existé entre les deux nations, notamment sur le cas tunisien, l'Europe dessinée par les extrêmes droites italienne et française sert dès lors de point de ralliement favorisant la création et l'approfondissement de réseaux bilatéraux.

Ces rapprochements ont pour conséquence notable de conforter les opposants au MSI dans leur critique de la dimension fasciste revendiquée par le parti. Le soutien apporté à l'OAS aurait ainsi « [renforcé], au sein d'un public de gauche et d'extrême gauche qui représentait au

⁶⁰ Arturo Michelini (1909 – 1969) adhère au fascisme, d'abord au sein du Parti National Fasciste puis de la RSI. Il participe activement à la fondation du MSI, dont il est le secrétaire de 1954 à 1969 et l'un des représentants au sein de la Chambre des Députés.

⁶¹ Pino Romualdi (1913 – 1988) est un homme politique italien engagé au sein de la RSI avant de participer à la création du MSI. Durant sa carrière politique, il exerce plusieurs mandats dont ceux de sénateur et de député européen.

⁶² « Algeria Algerina », *L'Italiano*, II, 7-8, juillet-août 1960, p. 14-15 ; « Conclusion sans titre », *L'Italiano*, II, 11, 1960, p.99 ; Evola Julius, « La scelta della Francia », *L'Italiano*, III, 4-5, avril-mai 1961, p.40 ; cités dans Picco Pauline, *Liaisons dangereuses. Les extrêmes droites en France et en Italie (1960-1984)*, Rennes, PUR, 2016, pp. 51-53.

début des années 1960, quasiment 40% de l'électorat italien, l'idée que le MSI constituait [...] un vrai danger pour l'État italien, et plus généralement pour la société italienne. »⁶³ La vague de terrorisme que subit l'Italie dans les années 1970 contribue par ailleurs à marginaliser aux yeux de la société italienne les mouvements usant de la violence comme mode d'expression politique.

Ce constat ne semble pas affecter profondément le soutien apporté à l'OAS par certains milieux d'extrême droite italiens. Les références au mouvement français perdurent et apparaissent comme fondatrices dans la construction d'une rhétorique commune fondée sur une opposition à un système politique inefficace. La critique de l'État repose alors sur son incapacité à œuvrer à la réalisation de ce que les mouvements d'extrême droite considèrent comme allant dans le sens des intérêts de la nation.

Si la critique d'un pouvoir politique que l'on juge inapte à défendre les intérêts de la nation se retrouve également en France, on ne peut nier un décalage certain en ce qui concerne la permanence du mythe Algérie française. En dépit des similitudes que l'on relève dans le discours des extrêmes droites française et italienne, le traitement accordé à l'OAS diffère. Bien que les dimensions identitaire et civilisationnelle sensées accorder une supériorité à la culture européenne soient communes de chaque côté de la frontière franco-italienne, les milieux français apparaissent plus critiques face à la stratégie et au bilan de l'OAS. L'un des exemples les plus parlants de cette défiance est le périodique Europe-Action⁶⁴.

Fondé par Dominique Venner⁶⁵, Europe-Action « offre l'exemple de cet européisme dont le racisme sans fioritures constitue la marque distinctive, l'autre étant l'antichristianisme d'origine antijudéo-chrétienne. »⁶⁶

Le parcours politique de Dominique Venner est intéressant puisqu'il incarne à la fois le morcellement et l'intrication des réseaux d'extrême droite en France. D'abord engagé à Jeune

⁶³ *Ibid.*, p. 71.

⁶⁴ Europe-Action (1963 – 1967) : périodique fondé par Dominique Venner. La revue défend des positions tenues par le mouvement politique du même nom, proches de celles de la Fédération des Étudiants Nationalistes et du GRECE.

En accueillant des auteurs tels qu'Amaury de Chaunac-Lanzac (sous le pseudonyme de François d'Orcival) et Alain de Benoist (sous le pseudonyme de Fabrice Laroche), le rôle joué par Europe-Action dans le développement de la pensée de la nouvelle droite est central.

⁶⁵ Dominique Venner (1935 – 2013) : Ancien membre de Jeune Nation, engagé en Algérie, il est emprisonné en raison de sa proximité avec les réseaux OAS. Fondateur d'Europe Action, il fait également partie des membres fondateurs du GRECE. Il est notamment l'auteur de *Pour une critique positive*, Nantes, Editions Saint-Just, 1964.

⁶⁶ Duranton-Crabol Anne-Marie, « La « nouvelle droite » entre printemps et automne (1968-1986) », *Vingtième Siècle*, n°17, janvier-mars 1988, p. 41.

Nation, puis au sein des réseaux OAS, il lance Europe-Action qui sert alors de vecteur à l'idéologie de la FEN⁶⁷, puis fonde le Groupement de recherches et d'études pour la civilisation européenne. On voit, là encore, les liens de personnes et les permanences idéologiques résultant dans une forme de continuité entre les différents mouvements composant l'extrême droite française. A une échelle supranationale, le mythe OAS, et la figure des « paras », ont pour conséquence notable la construction d'une mystique de combat qui s'exporte bien auprès de l'extrême droite italienne.

Cette capacité qu'ont ces mouvements et périodiques à dépasser la dimension nationaliste, qui caractérise pourtant la plupart de leurs prises de position politiques, participe de la construction d'une identité commune. En ce sens, la dimension européenne est majeure puisqu'elle sert de base à une rhétorique identitaire.

Les liens idéologiques entretenus de part et d'autre de la frontière donnent rapidement lieu à des embryons de projets bilatéraux. Il convient de noter que ces projets communs ne se limitent pas uniquement à la France et à l'Italie, mais tentent d'étendre leur influence sur d'autres formations politiques afin d'acquérir une réelle dimension européenne.

Le rôle joué par Europe-Action et *Ordine Nuovo*, et les liens entretenus entre les deux organes d'extrême droite, apparaissent rapidement évidents. Dans un premier temps, la FEN est à l'initiative de camps d'été internationaux destinés à former les militants nationalistes, dès 1964. Ces journées du nationalisme dessinent les contours d'un organe de coordination supranationale entre les milieux d'extrême droite européens⁶⁸. Si ces journées revêtent une vocation essentiellement formatrice, elles témoignent de la proximité idéologique entretenue entre différentes formations politiques constituant l'extrême droite européenne.

A un niveau strictement politique, le projet porté par le Mouvement Nationaliste du Progrès semble vouloir concrétiser ces réseaux supranationaux d'extrême droite afin de leur accorder un réel poids politique. Le congrès fondateur du mouvement, s'étalant du 28 avril au 1^{er} mai

⁶⁷ Fondée en 1960, la Fédération des Etudiants Nationalistes est une organisation étudiante proche de Jeune Nation. Animés par une défense de l'Algérie française et par une lutte contre l'idéologie marxiste, les membres de la FEN se retrouveront, après sa dissolution en 1967, au sein de nouvelles formations politiques tels qu'Occident ou le GRECE.

⁶⁸ Il convient de noter que ces échanges ne sont pas strictement bilatéraux mais intègrent également des militants espagnols, portugais et belges.

1966 et auquel Pino Rauti participe, regroupe diverses tendances de l'extrême droite, allant de Pierre Bousquet⁶⁹ à Maurice Bardèche, en passant par d'anciens membres des réseaux OAS. Bien que l'idéologie véhiculée par les milieux d'extrême droite soit toujours essentiellement nationaliste, il apparaît que la dimension européenne a gagné en importance au début des années 1970.

Les difficultés et les échecs rencontrés par les luttes coloniales et nationalistes entraînent une refonte de la doctrine des milieux d'extrême droite, poussant ces derniers à sortir du cadre strictement national. Dès lors, l'Europe fait figure de point de ralliement en devenant l'occasion d'échapper à un monde bipolaire, où les sociétés européennes peinent à trouver leur place. La situation géopolitique post-45 favorise ainsi une importance croissante accordée à la dimension européenne au sein des milieux d'extrême droite et facilite ainsi les échanges « en dépit de la situation particulière de leur pays, en dépit de la différence des sources nationalistes, des divergences de méthode. »⁷⁰

Le révisionnisme apparaît comme l'un des outils rhétoriques caractéristiques de divers mouvements de droite radicale. On retrouve dans ce refus d'adhérer aux thèses historiques une volonté de réécrire le récit national au sein duquel le mouvement politique ou le courant idéologique dont on se réclame serait à ce que l'on estime être sa juste place.

Bien que ce révisionnisme historique se retrouve au sein de différents pays européens, il est avant tout fondé sur une dimension nationaliste forte, la plupart des mouvements de droite radicale étant avant tout réunis par l'importance qu'ils accordent au concept de nation. Par ailleurs, il semble logique que cette réécriture historique vise avant tout un récit national au sein duquel les membres de ces mouvements de droite radicale ne retrouvent pas leurs valeurs et leurs convictions.

Le révisionnisme tel qu'on l'entend ici porte donc sur tout ce qui peut porter ombrage à la rhétorique vantant les mérites d'une nation forte, en mettant entre parenthèses les aspects les moins glorieux de l'histoire nationale. Il varie donc d'un récit national à l'autre, comme en

⁶⁹ Pierre Bousquet (1919 – 1991) est membre de la 33^{ème} division de grenadiers SS Charlemagne lors de la seconde guerre mondiale. Arrêté et emprisonné à la Libération, il devient par la suite membre de Jeune Nation, puis d'Europe Action avant de rejoindre le Mouvement nationaliste du progrès. Il est l'un des membres fondateurs de la revue Militant, puis du Parti National Populaire, et enfin du Front National dont il devient le premier trésorier.

⁷⁰ Lamotte Pierre, « L'Occident au combat », *Europe-Action*, 31-32, juillet-août 1965, p. 23 ; cité dans Picco Pauline, *op. cit.*, p. 85.

témoigne l'entreprise de révisionnisme historique menée par les milieux d'extrême droite en France et en Italie.

Dans le cas italien comme dans le cas français, la seconde guerre mondiale apparaît centrale. Cela s'explique dans la mesure où le révisionnisme historique vise avant tout les passages les plus sombres de l'histoire nationale ou les périodes suscitant les plus vives critiques au sein des sociétés. En Italie, il s'agit de l'expérience fasciste, et plus précisément de la RSI⁷¹, tandis qu'en France le cas de la collaboration apparaît comme particulièrement visée par ce travail de réécriture historique.

En œuvrant à réhabiliter la RSI, les militants nationalistes italiens entendent s'inscrire dans la droite ligne des légionnaires de Salò et de toute une rhétorique de combat et de sacrifice. La figure du martyr apparaît ainsi centrale au sein du discours des milieux d'extrême droite. Cette dernière est utilisée afin de justifier l'action menée par des mouvements de taille restreinte, n'ayant que peu ou pas d'impact sur la vie politique nationale, et ainsi glorifier leurs actions.

En usant de références historiques contestées, ces mouvements entendent conférer un sens à leur action politique en faisant de leur marginalité l'un des aspects centraux de leur rhétorique. Ainsi, le révisionnisme historique fait partie des armes doctrinaires du MSI, et de l'ensemble des droites radicales revendiquant un héritage fasciste. Le parti développe rapidement une rhétorique visant à réétudier les actes fascistes, y compris les plus violents, à travers une vision non-manichéenne de l'histoire. Une grande partie de l'entreprise de révisionnisme du MSI repose essentiellement sur une dénonciation d'un récit national écrit par la gauche politique, accusée de ne pas avoir suffisamment rendu compte de la complexité des faits.

Le cas français est plus complexe, car cette réécriture semble moins assumée au sein de ces publications, sans doute conscientes de la réception qu'auraient certains propos sur un large pan de l'opinion publique. Néanmoins, il convient de souligner le fait que d'anciens collaborationnistes, tels que Maurice Yvan-Sicard et Lucien Rebatet, publient dans *Europe-Action*.

En dépit de la nette influence de la nouvelle droite française sur l'extrême droite italienne, l'entreprise de réhabilitation idéologique entreprise par cette école de pensée se heurte

⁷¹ Germinario Francesco, *Da Salò ' al governo. Immaginario e cultura politica della destra italiana*, Turin, Bollari Bolinghieri, 2005.

au contexte social et politique italien des années 1970. La violence caractérisant la société italienne durant cette période rend d'autant plus inaudible la dimension fasciste revendiquée par le MSI⁷². Malgré cela, la doctrine de la nouvelle droite continue de gagner en influence et se caractérise de plus en plus par des échanges entre idéologues européens.

Le révisionnisme prôné par cette école de pensée situe nettement les mouvements d'extrême droite dans une position de minorité face à un système politique vaguement défini, mais fermement condamné. Il apparaît que cette stratégie politique, sans aller jusqu'à assimiler ces mouvements à des martyrs, présentent ceux-ci comme des victimes au sein de l'appareil politique. En se plaçant du côté des minorités agissantes, les mouvements de droite radicale, encouragés par la nouvelle droite, semblent davantage percevoir leur action politique comme s'inscrivant au sein d'une lutte civilisationnelle nécessaire et salvatrice. On retrouve, là encore, l'idée du combat politique mené dans l'adversité, animé par un sentiment de fierté et d'honneur à faire partie d'un mouvement allant à contre-courant d'une histoire officielle jugée biaisée. Le rapport entre passé et présent apparaît ainsi central au développement de l'idéologie de la nouvelle droite ainsi qu'à celle des mouvements de droite radicale influencés par celle-ci⁷³.

Interrogé sur une possible « réaction anachronique d'intolérance antifasciste » en Italie, Marco Tarchi⁷⁴ déplore ce qu'il considère comme une uniformisation de la pensée portée par la doctrine libérale :

⁷² « La marginalisation du MSI atteint son maximum au moment où le mouvement est au sommet de sa force, au milieu des années 1970, qu'il compte des centaines de milliers d'inscrits, ainsi que d'organisations jeunes dont l'activité militante n'est en rien inférieure à celle du PCI, et que le soutien de l'électorat est à son apogée. Cette situation de repli par rapport à l'extérieur a pour effet de réactiver un sentiment de nostalgie malgré la vivacité du débat interne lié, entre autres, à l'influence de la nouvelle droite française : le parti continue à se proclamer l'héritier de l'expérience fasciste, marquant ainsi sa distance avec tous les autres acteurs politiques et son extranéité par rapport aux fondements du système démocratique. Ainsi, sa position d'exclu du système politique italien va se consolider. », Ignazi Piero, « La recomposition de l'extrême-droite en Italie », *op. cit.*, pp. 85-86.

⁷³ « Le contexte politique contemporain ayant fortement délégitimé le recours à des formes violentes d'action, l'exhortation au combat passe désormais par la mémoration des faits d'armes des glorieux morts dont ces jeunes se disent héritiers », Dechezelles Stéphanie, *op. cit.*, p. 105.

⁷⁴ Politologue italien né en 1952, Marco Tarchi participe activement à l'essor de la nouvelle droite en Italie. Petit-fils d'Angelo Tarchi, ministre de l'économie corporative de la RSI, il fait partie des dirigeants du *Fronte della gioventù*, mouvement jeunesse du MSI. Directeur des revues *Trasgressioni* et *Diorama letterario*, il est particulièrement influencé par les débats liés à l'émergence de la nouvelle droite et favorise leur introduction en Italie.

Ses publications abordent principalement les thèmes des droites radicales, du fascisme et du populisme, notamment *Cinquant'anni di nostalgia. La destra italiana dopo il fascismo* (1995), *Dal MSI ad AN : organizzazione e strategie* (1997) et *L'Italia populista. Dal qualunquismo ai girotondi* (2003).

« Je discerne plutôt l'instauration d'une dictature de la pensée unique libérale, fondée sur une négation du droit à la parole pour ceux qui se refusent à rendre hommage aux vérités officielles. Comme Soljenitsyne l'avait prophétiquement remarqué dans son célèbre discours prononcé à l'université de Harvard, ceux qui aspirent aujourd'hui au pouvoir absolu n'ont aucun besoin de jeter en prison les dissidents ou de mettre sous séquestre leurs publications. Il leur suffit de les priver de tribune : pas de passages à la télévision, pas de publicité dans les journaux, marginalisation par rapport aux grands circuits commerciaux de diffusion. Voilà le destin que le libéralisme planétaire nous réserve. Telle est la direction principale de la recomposition idéologique de fond qui est en cours en Italie. »⁷⁵

1.1.5. Diffusion et réception de la nouvelle droite en France et en Italie

Il apparaît nécessaire d'apporter certains éclaircissements quant à ce qui constitue l'offre politique de la nouvelle droite tant celle-ci a pu exercer une influence sur la doctrine des mouvements de droite radicale italiens. Ce courant de pensée témoigne d'une volonté certaine de réécriture historique et s'inscrit ainsi dans une démarche de révisionnisme visant à appuyer et justifier les thèses défendues par ces mouvements. Cela est particulièrement valable pour les mouvements revendiquant un héritage fasciste, pour qui la défense de leur idéologie passe nécessairement par une remise en cause du discours historiographique dominant⁷⁶. Développée à partir des années quatre-vingt, notamment sous l'impulsion d'Alain de Benoist⁷⁷, la nouvelle droite exerce une influence non négligeable dont l'impact se mesure même après le Congrès de Fiuggi. Cela se vérifie particulièrement chez les jeunes militants des mouvements tels qu'*Azione Giovani*, l'une des branches jeunesse d'*Alleanza Nazionale*⁷⁸.

⁷⁵ « Entretien avec Marco Tarchi », *Elements*, n°94, février 1999, p. 36.

⁷⁶ Germinario Francesco, *La destra degli dei. Alain de Benoist e la cultura politica della Nouvelle droite*, Turin, Bollati Boringhieri, 2002.

⁷⁷ Né en 1943, Alain de Benoist apparaît comme l'un des principaux artisans de la Nouvelle Droite française. A l'image de cette école de pensée rassemblant diverses tendances de la droite radicale française, Alain de Benoist s'engage notamment au sein de la FEN, d'Europe Action, du Mouvement nationaliste du progrès et du GRECE.

Son engagement politique prend principalement la forme de collaborations à plusieurs revues, parmi lesquelles Europe Action, Nouvelle Ecole, Eléments, Le Figaro Magazine et Krisis.

⁷⁸ « L'un de ses principaux chevaux de bataille consiste à relancer des débats historiographiques visant à la réécriture ou le révisionnisme de certaines thèses historiennes (en particulier la dévalorisation des mobilisations collectives dirigées par des organisations/acteurs de l'extrême gauche et la réhabilitation des actions menées par les organisations/acteurs de l'extrême droite). Ainsi, les jeunes militants sont appelés à défendre l'idée selon laquelle, contrairement à une mythologie établie à la fin du régime fasciste par l'historiographie de « gauche », les Résistants ne seraient pas des libérateurs généreux et héroïques mais des brutes sanguinaires dont les crimes auraient égalé, voire dépassé, ceux des nazis et des fascistes. » Dechezelles Stéphanie, op. cit., p. 113.

L'influence exercée par la nouvelle droite française sur la scène politique italienne, témoignant ainsi d'une convergence idéologique transnationale, pousse à s'interroger sur ce qui constitue l'essence de l'idéologie de ce courant de pensée.

Faut-il parler de nouvelle droite ou de nouvelles droites ? Si les deux formes sont acceptables dans la mesure où cela témoigne d'un courant idéologique ayant influencé divers mouvements politiques, nous nous attacherons ici à fournir des éléments de définition sur ce qui constitue le concept de nouvelle droite. Cela ne peut se faire sans une étude des évolutions de cette école de pensée, en fonction du contexte et des débats qu'elle a suscités, ainsi que des différents groupes s'en réclamant.

Si la nouvelle droite française a, comme nous l'avons vu, influencé la vie politique au-delà de ses frontières nationales en exportant ses thèses en Italie notamment, le terme de nouvelle droite n'est pas une invention française. La « New Right » apparaît aux Etats-Unis dans les années soixante, puis se répand ensuite dans les sociétés anglo-saxonnes comme un mouvement de droite réactionnaire, partisan d'une libéralisation des sociétés au sein desquelles le rôle de l'État ne saurait outrepasser ses fonctions régaliennes.

L'année 1968, et le contexte social et politique ayant marqué la fin des années soixante en France et en Italie, suscite de vifs débats intellectuels et politiques au sein des sociétés. L'ampleur croissante des revendications émanant de la gauche pousse certains penseurs et hommes politiques de droite à développer l'idée selon laquelle entrer en lutte contre l'idéologie de gauche serait absolument nécessaire. La défiance grandissante à l'égard de la gauche se développant dans les milieux de droite offre aux mouvements d'extrême droite une réelle opportunité, à la fois politique et idéologique. Les événements de 68 fournissent au MSI un contexte favorable à une alliance des anticommunistes, le MSI devenant MSI « *Destra nazionale* » lors des élections de 1972, date de fondation du Front National.

Ce contexte d'affrontement politique et de débats d'idées fournit ainsi à la nouvelle droite un contexte tout à fait favorable à la diffusion et à la réception de sa doctrine. Néanmoins, si la fin des années soixante est une période propice à l'influence de l'idéologie néo-droitière, il convient de ne pas y situer l'origine de ce courant de pensée.

Le contexte de lutte que l'on présente comme particulièrement binaire entre valeurs de droite et demandes sociales de gauche développe l'idée au sein des milieux de droite qu'il faut lutter contre l'expansion de la gauche. En outre, l'union de militants néo-fascistes et

communistes lors de certaines manifestations étudiantes⁷⁹, rend d'autant plus visible la nécessité de proposer une offre politique capable de freiner l'essor de l'idéologie de gauche. Cet environnement politique permet en partie d'expliquer la réception favorable reçue par l'idéologie de la nouvelle droite au sein de la droite traditionnelle.

Si le contexte de 1968 a été favorable à la diffusion des idées de la nouvelle droite, on ne peut situer les racines idéologiques du mouvement au seul contexte de lutte sociale ayant caractérisé la fin des années 1960⁸⁰. La guerre d'Algérie semble selon cette lecture revêtir une importance majeure dans le développement que connaissent les mouvements de droite radicale durant les années 1960 et 1970.

Jacques Marlaud⁸¹, président du Groupement de recherches et d'études pour la civilisation européenne de 1987 à 1991 définit la nouvelle droite comme « tout travail de réflexion, d'analyse, de diffusion d'idées et de pratiques culturelles susceptible d'influencer à long terme la société politique. Il ne s'agit plus de prendre le pouvoir, mais de lui fournir un aliment idéologique, philosophique et culturel capable d'orienter (ou de contredire) ses décisions. »⁸²

Proche de la pensée défendue par la Fédération des Étudiants Nationalistes et par Europe-Action, le GRECE entend exercer une fonction métapolitique. La fin des années 1960 étant particulièrement riche en problématiques sociales et débats politiques, diverses revues et cercles de pensée apparaissent en Europe. Fondé en 1969, à l'initiative de militants issus de formations politiques d'extrême droite, le GRECE rassemble ainsi les différentes tendances composant cette famille politique éclatée. Il apparaît donc comme un point de ralliement

⁷⁹ Mammone Andrea, « The Transnational Reaction to 1968 : Neo-fascist Fronts and Political Cultures in France and Italy », *Contemporary European History*, 2008, Vol.17(2), p. 216.
<https://www.jstor.org/stable/20081402> [consulté le 26 août 2020]

⁸⁰ « Malgré le synchronisme des dates, la fondation du GRECE ne doit guère à Mai-68. Il se peut que les futurs grécistes aient ressenti, comme les gauchistes, le besoin d'un « autre chose », « d'une autre façon de vivre que celle proposée par les thuriféraires de la société marchande », ainsi que l'affirme Pierre Vial. Mais, de cet « autre chose », ils étaient en quête depuis longtemps. A l'origine du GRECE, se trouve la génération de la guerre d'Algérie », Duranton-Crabol Anne-Marie, *op. cit.*, p. 41.

⁸¹ Né à Alger, Jacques Marlaud (1944 – 2014) s'engage tôt en politique au sein de la FEN et d'Europe Action. Essayiste, il participe à la fondation de la revue *L'Esprit européen* à la fin des années 1990 et ses écrits sont publiés dans différentes revues emblématiques de la nouvelle droite, telles que *Nouvelle Ecole*, *Krisis* et *Eléments*.

⁸² Entretien de Jacques Marlaud, *Novopress*, 9 décembre 2008, consultable ici : http://esprit-europeen.fr/entretiens_marlaud.html
cité dans Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Editions du Seuil, 2015, p.143.

idéologique des mouvements de droite radicale français, et occupe une place de plus en plus importante en bénéficiant de l'évolution du contexte politique.

Il convient de souligner que la nouvelle droite se caractérise par une abondante production littéraire ainsi que par la diversité des mouvements politiques et groupes de réflexion s'en réclamant. Si la place du GRECE y apparaît sans nul doute centrale, il faut tenir compte de la diversité des formations inhérente à la nouvelle droite française.

Dans la même ligne que le GRECE, le Club de l'Horloge s'inscrit également dans une volonté de fournir un soutien idéologique aux mouvements de droite afin de leur fournir ce qu'ils estiment être les réflexions intellectuelles nécessaires à leur reconquête politique. Fondé en 1974 par Henry de Lesquen, Yvan Blot et Jean-Yves Le Gallou⁸³, le Club de l'Horloge entend véhiculer un discours touchant non seulement les mouvements de droite radicale, mais également l'ensemble de la droite.

Sa vocation semble ainsi semblable à celle du GRECE, à savoir fournir un « aliment idéologique, philosophique et culturel » en adoptant une approche gramscienne⁸⁴ de la politique. Celui-ci se traduit notamment par la publication de divers ouvrages permettant aux penseurs de la nouvelle droite de véhiculer leur idéologie. Parmi ceux-ci, *Les Racines du Futur*⁸⁵, rédigé par la commission du Club de l'Horloge, fait office de synthèse doctrinale en abordant dans ses différentes parties les thèmes de la « logique du déclin », du « modèle européen » ou encore de « l'homme et ses dimensions ».

La nouvelle droite des années soixante-dix n'entend donc pas exercer une influence limitée aux mouvements classés à l'extrême droite du spectre politique, mais semble également entretenir un dialogue avec une droite plus traditionnelle⁸⁶.

Cette vocation métapolitique qu'entend assurer la nouvelle droite accorde ainsi aux intellectuels et essayistes une place substantielle au sein de ce courant de pensée. Parmi ceux-

⁸³ Yvan Blot et Jean-Yves Le Gallou sont tous deux membres du GRECE.

⁸⁴ Antonio Gramsci (1891 – 1937) : intellectuel militant et opposant à Mussolini, Antonio Gramsci considère notamment l'aspect culturel comme central à tout processus de conquête politique. Il participe à la création du Parti Communiste Italien dont il est le Secrétaire de 1924 à 1926, année durant laquelle il est emprisonné par le régime fasciste.

⁸⁵ *Les Racines du Futur*, Paris, Editions Masson, 1977.

⁸⁶ « [...] c'est dans l'entourage immédiat du président Giscard d'Estaing que le GRECE a réussi sa percée politique. Souvent cité, l'exemple de Michel Poniatowski montre bien la séduction exercée par le caractère novateur des idées néo-droitières, appuyées sur une parole scientifique moderne, dans une période où la droite, très divisée, cherchait le moyen de mobiliser l'opinion en sa faveur. », Duranton-Crabol Anne-Marie, *op. cit.*, p. 43.

ci, le rôle joué par Alain de Benoist, du fait de son abondante production littéraire⁸⁷ et des nombreux entretiens accordés par celui-ci, apparaît intéressant dans le cadre de cette étude. Outre ses chroniques régulières dans *Le Figaro Magazine*, Alain de Benoist publie dans les différentes revues emblématiques de la nouvelle droite, à commencer par *Nouvelle Ecole*⁸⁸, dont il est le secrétaire général. Les différents ouvrages collectifs ainsi que les revues liées à la nouvelle droite, telles que *Nouvelle Ecole* ou *Elements*⁸⁹ témoignent de la vivacité de la production littéraire de cette école de pensée. Ce faisant, la nouvelle droite semble parvenir à l'objectif principal qu'elle s'est fixé, à savoir fournir un substrat idéologique et culturel à la droite politique.

Néanmoins, l'intérêt croissant porté aux penseurs de cette école de pensée et sa relative bonne réception auprès de la classe politique traditionnelle suscitent de nombreux débats et pousse certains journalistes à s'intéresser à l'idéologie et au parcours de certains membres du GRECE. De nombreux articles, parmi lesquels l'article de Thierry Pfister publié dans *Le Monde* en date du 22 juin 1979 et adoptant des positions critiques vis-à-vis de la nouvelle droite, semblent avoir contribué à freiner l'influence croissante de celle-ci.

Dénonçant en particulier la place occupée par la nouvelle droite auprès de la droite traditionnelle, l'article donne pour exemple l'influence du courant de pensée sur une revue caractéristique de la droite traditionnelle qu'est *Le Figaro Magazine*. Citant Louis Pauwels, directeur de la revue, qui déclare le 29 mars dans *France-Soir* que ses « positions sont celles de ce que l'on pourrait appeler la « nouvelle droite » et qui n'a rien à voir avec la droite bourgeoise, conservatrice et réactionnaire », l'article entend mettre en lumière l'autorité de la nouvelle droite sur certains milieux de droite traditionnelle.

Le début des années quatre-vingt marque ainsi un tournant dans l'influence de la nouvelle droite sur la sphère politique, ayant elle-même connu une évolution majeure avec l'arrivée au pouvoir de la gauche lors des élections présidentielles de 1981. Les défections au sein du GRECE⁹⁰ sont de plus en plus fréquentes, principalement en faveur du Front National

⁸⁷ De Benoist, Alain, *Vu de droite*, Paris, Editions Copernic, 1977 ; il participe également à divers ouvrages collectif tels que Harris André et Sedouy Alain (de), *Qui n'est pas de droite ?*, Paris, Le Seuil, 1978 et Maiastra, *Renaissance de l'Occident ?*, Paris, Plon, 1979.

⁸⁸ *Nouvelle Ecole* est un périodique français dont le premier numéro est publié en 1968.

⁸⁹ *Elements pour la civilisation européenne* est une revue fondée en 1973 sous l'impulsion du GRECE.

⁹⁰ Dominique Gajas quitte le GRECE pour rejoindre le CNIP en 1984 ; Jean-Jacques Mourreau pour le Front National en 1987, de même qu'Hubert de Mirleau, tous membres historiques et cadres dirigeants du GRECE.

ou du CNIP⁹¹. Dès lors, la nouvelle droite entend proposer une alternative à la configuration politique des années quatre-vingt, une « Troisième Voie » comme le laisse entendre le dix-septième colloque du GRECE en 1983.

Cette rhétorique du changement et de l'alternative politique qu'emploie le GRECE de façon de plus en plus marquée à partir des années 1980 se concrétise par la création de Troisième Voie, union du GRECE et du Mouvement nationaliste-révolutionnaire⁹² en 1985. Espérant concurrencer un Front National connaissant sa première percée électorale, la formation politique issue de la nouvelle droite peine à acquérir une réelle influence politique.

Les revues demeurent malgré tout un vecteur idéologique prégnant pour la nouvelle droite, qui remplit toujours la fonction culturelle qu'elle s'est conférée lors de sa création. Ainsi, Alain de Benoist lance-t-il en 1988 la revue *Krisis*.

L'influence politique de la nouvelle droite, bien que réelle, est éphémère et commence à s'essouffler à partir des années 1980. Néanmoins, la place que continue à occuper certains penseurs de la nouvelle droite ainsi que le fait que diverses publications caractéristiques de cette école de pensée continuent à être publiées, à l'instar des revues *Eléments* et *Krisis*, témoigne de la permanence de la doctrine néo-droitière.

Les divers entretiens accordés par Alain de Benoist aux sites internet Boulevard Voltaire et Novopress⁹³ lui offrent la possibilité d'afficher ses positions sur divers sujets de société. Ce faisant, cela permet de poser la question de l'évolution de l'influence de ce courant de pensée à travers l'étude des points de convergence et de divergence idéologiques entre l'un des artisans de ce courant de pensée et les mouvements politiques étudiés.

Comme certains mouvements de droite radicale avant elle, la nouvelle droite prône un révisionnisme historique, afin de glorifier certains aspects nourrissant sa doctrine. Cette entreprise de réécriture historique est justifiée par la nécessité de présenter des faits historiques alternatifs au discours historiographique dominant qu'elle condamne. On retrouve dans cette condamnation d'un récit national que l'on juge orienté les racines idéologiques et politiques de la nouvelle droite, que l'on peut rapprocher d'Europe-Action et *Ordine Nuovo*.

⁹¹ Centre National des Indépendants et Paysans.

⁹² Fondé en 1979, le Mouvement nationaliste-révolutionnaire s'oppose à la fois à l'idéologie marxiste et capitaliste. Il se dissout en 1985 pour donner naissance à Troisième Voie.

⁹³ Entretiens disponibles sur <https://www.bvoltaire.fr/?s=de+benoist> et <https://fr.novopress.info>

La nouvelle droite se situe ainsi dans le sillage des mouvements de droite radicale l'ayant précédée en développant l'idée que ces derniers détiennent une vérité historique non diffusable car n'allant pas dans le sens d'un système dominant qu'ils récusent.

Loin d'être caractéristique de la période de développement de la nouvelle droite, le révisionnisme historique en demeure l'une des armes doctrinaires, comme en témoigne l'entretien accordé par Alain de Benoist au site Boulevard Voltaire en 2015.

Interrogé sur la question de la repentance, il déclare :

« La repentance consiste, en fait, à faire un choix sélectif dans notre histoire, et à n'en retenir que certaines périodes, toujours les mêmes (esclavage, colonisation, etc.), considérées comme « sombres » au regard des idées actuelles pour s'en repentir officiellement. Une très imaginaire culpabilité collective héréditaire s'ajoute à cet anachronisme majeur qui consiste à « rétrojecter » dans le passé des jugements de valeurs qui n'appartiennent qu'à notre époque. Le passé étant réduit au « devoir de mémoire », le présent devient flottant, autoréférentiel, existentiellement vide. »⁹⁴

Alain de Benoist semble donc condamner un conditionnement du récit national causé par une lecture contemporaine des faits historiques. Sa condamnation d'une histoire officielle uniforme rejetant toute forme de contradiction, le rapproche des positions défendues par Marco Tarchi au début des années 2000.

L'idéologie de la nouvelle droite semble ainsi avoir évolué, au gré des mutations du contexte politique mondial depuis la fin des années 1960. Fondée dans une optique fondamentalement antimarxiste, la fin de la guerre froide et l'apparition de nouvelles problématiques sociales ont modifié l'axe des revendications de cette école de pensée. Malgré des prises de positions caractéristiques de l'extrême droite, Alain de Benoist semble avoir opéré un rapprochement avec des idées traditionnellement affiliées à gauche, notamment à travers une condamnation du libéralisme économique.

⁹⁴ De Benoist Alain, « La repentance n'a strictement rien à faire en politique », 30 juin 2015, *Boulevard Voltaire*, disponible ici : <https://www.bvoltaire.fr/repentance-na-strictement-rien-a-faire-politique/> [consulté le 9 février 2020]

Cette orientation politique, bien que de plus en plus fréquemment emprunté par les formations de droite radicale, semble ici davantage témoigner d'une volonté d'extraire la nouvelle droite du processus de marginalisation dans lequel elle est refoulée⁹⁵.

Il convient cependant de noter que ces quelques mutations dans le discours d'Alain de Benoist ne sont pas à généraliser à l'ensemble des penseurs que l'on pourrait rapprocher de la nouvelle droite. En premier lieu, le Club de l'Horloge qui, bien que ne devant pas être confondu avec le GRECE, participe également à la vive production littéraire de la nouvelle droite durant les années soixante-dix. Celui-ci insère un aspect racialisiste prépondérant à sa doctrine, poussant ainsi la droite traditionnelle à prendre ses distances avec le club à partir du milieu des années quatre-vingt. Dans le même temps, comme pour le GRECE, la plupart de ses dirigeants⁹⁶ se rapprochent du Front National dont le discours semble davantage assumer les aspects les plus polémiques de l'idéologie de la nouvelle droite.

Relancé récemment par Henry de Lesquen sous le nom Carrefour de l'Horloge, il apparaît que celui-ci revendique toujours une vocation intellectuelle à travers « le développement d'un corps doctrinal pour la droite »⁹⁷, tout en affichant un discours racialisiste décomplexé.

La nouvelle droite française du GRECE et d'Alain de Benoist et l'évolution qu'a connue celle-ci ne saurait être assumée par un parti de droite traditionnelle, tant elle n'a plus que peu de points de similitude idéologique avec la « New Right » des années soixante. Elle n'a également plus grand-chose à voir avec le discours tenu par le Carrefour de l'Horloge, en témoigne « la nouvelle droite de l'an 2000 »⁹⁸ telle que définie par Alain de Benoist et Charles Champetier⁹⁹. Si le libéralisme est encensé par Henry de Lesquen, il fait l'objet de vives critiques de la part des rédacteurs de ce manifeste pour qui la libéralisation des économies et des modes de vie est avant tout vue comme un témoignage de l'hégémonie américaine. Présentée comme l'« ennemi principal », la doctrine libérale doit à ce titre être combattue puisqu'elle s'oppose à ce qui serait le juste développement des peuples et des cultures. Il est à

⁹⁵ Taguieff Pierre-André, *Sur la nouvelle droite*, Descartes & Cie, 1994.

⁹⁶ Parmi lesquels, Jean-Yves Le Gallou, membre fondateur du Club de l'Horloge en 1974.

⁹⁷ Entretien d'Henry de Lesquen à NovoPress, 12 novembre 2015

< <https://fr.novopress.info/194834/premieres-rencontres-du-carrefour-lhorloge-entretien-henry-lesquen/> > [consulté le 6 juin 2019]

⁹⁸ « La Nouvelle Droite de l'an 2000 », *Elements*, n°94, février 1999, p. 10-23

⁹⁹ Né en 1968, Charles Champetier s'engage auprès de la Nouvelle Droite française en devenant membre du GRECE et rédacteur en chef de la revue *Eléments*.

noter que l'aspect racialisiste n'est pas absent de ce manifeste qui semble pourtant avoir emprunté divers éléments de discours à la gauche.

On remarque ainsi que la nouvelle droite des années 2000, c'est-à-dire celle se situant dans la période étudiée dans ce travail, a connu diverses mutations idéologiques depuis les années soixante-dix. La dimension racialisiste est ainsi moins traitée en tant que vision ethnique des sociétés mais comme un droit à la différence identitaire et culturelle, à condition que celle-ci se développe sur son territoire historique selon le vieil adage du « chacun chez soi ».

1.1.6. Le Front National : Un parti neuf ?

L'extrême droite française, et les divers mouvements qui la composent, semblent ainsi s'être constituée à partir de plusieurs transferts d'idées et de personnes malgré la forme éclatée de cette famille politique. Si la filiation idéologique entre Europe-Action et le GRECE apparaît certaine, il convient de se demander si le Front National n'a pas également hérité de la doctrine et des structures militantes de ces mouvements.

Directeur de campagne de la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour¹⁰⁰ lors des élections présidentielles de 1965, Jean-Marie Le Pen est alors loin de faire figure de novice au sein de la sphère politique française. Ayant déjà effectué un mandat de député sous étiquette poujadiste¹⁰¹ en 1956, il ne s'engage cependant pas au sein des divers groupes dérivant de la Nouvelle Droite française.

¹⁰⁰ Jean-Louis Tixier-Vignancour (1907 – 1989) est un avocat et homme politique français, député de 1956 à 1958 au terme des dix ans d'inéligibilité auxquels il est condamné pour sa participation à la politique menée par le gouvernement de Vichy.

Secrétaire du Rassemblement national français, il continue à exercer sa profession d'avocat en défendant notamment Louis-Ferdinand Céline ainsi que d'anciens responsables OAS parmi lesquels le général Raoul Salan.

Il est à l'origine des Comités Tixier-Vignancour en 1964, renommés Alliance républicaine pour les libertés et le progrès après sa candidature à l'élection présidentielle de 1965. Opposé à Charles de Gaulle du fait de la politique menée par celui-ci en Algérie durant les années soixante, il se rapproche de l'UDR du fait de la logique anti marxiste caractérisant la droite suite aux événements de 1968.

¹⁰¹ Du nom de Pierre Poujade (1920 – 2003), le poujadisme peut être défini comme une défense des intérêts de petits commerçants et artisans face à des élites politiques et intellectuelles déconnectées. Initialement localisée dans le sud-ouest de la France, le mouvement poujadiste débute par une révolte fiscale, symbolisée par la création de l'Union de défense des commerçants et artisans, et finit par s'étendre en exaltant notamment le mythe de l'Algérie française. Son mouvement, Union et Fraternité Française, parvient à intégrer l'Assemblée nationale en 1956. Bien que fréquemment classé à l'extrême droite du spectre politique, le mouvement poujadiste semble plus complexe, en témoigne le soutien de Pierre Poujade à François Mitterrand lors des élections présidentielles de 1981.

Son engagement pour la défense de l'Algérie française, ayant lui-même été engagé volontaire en Indochine et lieutenant au sein du 1^{er} régiment étranger de parachutistes, le rapproche cependant des positions défendues par Europe Action. Opposé au Général de Gaulle lors des présidentielles, la défense de l'Algérie française et la condamnation de la politique menée par le gouvernement français constituent une grande partie de l'argumentaire politique de la candidature Tixier-Vignancour. Cette dernière semble donc cibler essentiellement les déçus de la Guerre d'Algérie, les militaires et les rapatriés, qui sont alors présentés comme les oubliés de la politique française en Algérie.

L'argumentaire et la stratégie politique développés au sein des Comités Tixier-Vignancour semblent sur ce point se rapprocher des positions de la Nouvelle Droite. Il est donc peu surprenant de voir l'intérêt porté par Europe Action à cette candidature pour laquelle le mouvement s'emploie à récupérer un nombre de postes financiers afin de s'y constituer un réseau de bailleurs de fonds¹⁰². L'entreprise d'influence et d'entrisme menée par les mouvements issus de la Nouvelle Droite française est ainsi clairement visible, qu'il s'agisse d'Europe Action au sein des comités Tixier-Vignancour ou, plus tard, du GRECE au sein du Front National.

Si la candidature Tixier-Vignancour aux présidentielles de 1965 récolte le modeste score de 5,20 % de suffrages exprimés, on ne peut pas pour autant considérer celui-ci comme un résultat insignifiant et marginal. La nature divisée de l'extrême droite française, davantage représentée jusqu'aux années 1970 par des formations politiques de taille restreinte, semble gêner une hypothétique entreprise de conquête par les urnes.

Par ailleurs, le discours subversif et réactionnaire ainsi que les modalités d'action radicales employées par certains de ces mouvements situent clairement ceux-ci à l'extérieur du marché politique démocratique. Il devient donc évident que pour mener à bien une stratégie électorale ambitieuse, l'extrême droite doit réussir à concilier les aspects les plus polémiques de son discours à une réelle intégration au sein de l'échiquier politique. Regroupant différentes tendances de l'extrême droite française, le Front National entend offrir à cette famille politique la figure d'unité qu'il lui manquait afin de s'insérer durablement dans la vie démocratique.

¹⁰² DCRG, « La nouvelle tactique d'Europe-Action », Informations hebdomadaires, 3 décembre 1964, AN F7/15573 ; dans Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *op. cit.*, p. 153.

En ce sens, on peut difficilement considérer le Front National autrement que comme un parti à vocation électorale qui aurait, du fait de l'espace politique et médiatique qu'il occupe, phagocyté la galaxie des droites radicales.

Loin d'être une nouveauté sur la scène politique française, le Front National fait écho à différents mouvements ayant marqué les années 1930 et 1940. On retrouve déjà le terme de « Front National » dès 1934 sous l'impulsion de Charles Maurras¹⁰³, puis durant la guerre avec le mouvement de résistance intérieure baptisé Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France. Ce dernier, créé en 1941 à l'initiative de militants communistes, n'a que peu de liens avec l'idéologie du Front national des années 1930 et semble ainsi témoigner du caractère vague de cette appellation politique, convenant à diverses idéologies en fonction du contexte national.

Ainsi, si le Front National est loin d'être la première incarnation politique de la pensée nationaliste en France, il dénote des autres mouvements constituant l'offre politique d'extrême droite. Bien que le parti soit créé en 1972, et puisse à ce titre être considéré comme un nouveau mouvement politique, on constate que les multiples transferts s'étant opérés au sein de l'extrême droite française ne sont pas étrangers à la naissance de ce parti et au développement de son idéologie. La nature morcelée de cette famille politique à la fin des années soixante¹⁰⁴ semble donc s'accompagner d'une porosité permettant une circulation des idées et des personnes au sein des droites radicales.

L'originalité du Front National de 1972 réside donc avant tout dans sa capacité à fournir à une extrême droite française divisée la figure d'unité dont elle avait besoin afin de prétendre à des ambitions électorales nationales, et acquérir une base parlementaire.

¹⁰³ Charles Maurras (1898 – 1952) apparaît comme l'une des figures majeures du nationalisme en France. Sa production littéraire, particulièrement abondante, est marquée par son attachement à défendre une pensée traditionaliste en se positionnant notamment en faveur d'un retour à la monarchie.

Son influence au sein du mouvement et de la revue *L'Action française* est considérable dans la première moitié du XX^{ème} siècle, ce qui lui permet de diffuser largement l'idéologie d'un « nationalisme intégral » s'appuyant sur une défense des valeurs traditionnelles sensées préserver la nation de toute forme de décadence.

Elu membre de l'Académie française en 1938, son siège est laissé vacant en 1945 suite à sa condamnation judiciaire du fait de ses prises de position politiques en faveur du gouvernement de Vichy durant la seconde guerre mondiale.

Le Front National de 1934 rassemble jusqu'en 1940 des mouvements tels que l'Action française, les Jeunesses patriotes et la Solidarité française.

¹⁰⁴ Dard Olivier, « Les droites nationalistes en mai 1968 », dans Vergnon Gilles (dir.), *A chacun son Mai ? Le Tour de France de mai-juin 1968*, Rennes, PUR, 2011, pp. 355 – 367.

1.1.7. Une vocation fédératrice

Si le parti fondé en 1972 est neuf, dans la mesure où il n'est pas le fruit d'une stratégie politique visant à modifier le nom d'un parti existant afin de faire oublier ses errements passés, la présence dans les rangs du Front National de militants de divers groupes nationalistes interroge sur l'existence d'un héritage idéologique qui aurait trouvé au sein du Front National un moyen de perdurer.

La position presque hégémonique occupée par le Front National à l'extrême droite de la sphère politique française s'explique notamment du fait de sa capacité à rassembler les différents courants de pensée de la droite radicale, pénalisée par un éclatement de son offre politique. Ces derniers semblent ainsi s'être en partie rassemblés au sein d'une unique proposition politique regroupant « républicains autoritaires et monarchistes, catholiques traditionnalistes et néopaiens, anciens collaborateurs et anciens résistants¹⁰⁵, militants de tous les groupuscules nationalistes de la période de la « traversée du désert » (1945 – 1984) et transfuges radicalisés des partis néogaullistes et libéraux. »¹⁰⁶

Le morcellement de l'extrême droite française ne semble pas permettre à cette famille politique d'acquérir une véritable dimension nationale et cantonne celle-ci à une mission essentiellement contestataire. La fin des années 1960 apparaît à nouveau déterminante dans la mesure où l'importance des débats sociaux font naître différentes tentatives de rassemblement idéologique. En premier lieu, le mouvement Occident fondé en 1966 regroupe plusieurs tendances de l'extrême droite française, parmi lesquelles Jeune Nation et des membres de la FEN en désaccord avec la ligne prônée par Europe-Action. Malgré la brève existence de ce mouvement dont la dissolution est actée en 1968, ses militants se regroupent rapidement au sein du Groupe Union Droit créé la même année, puis au sein d'Ordre Nouveau¹⁰⁷ l'année suivante. La création du Front National en 1972 sous l'impulsion d'Ordre Nouveau témoigne des liens entre le parti et les mouvements de droite radicale français. Créé dans une optique antimarxiste,

¹⁰⁵ On peut notamment évoquer le bref engagement de Georges Bidault, membre fondateur du mouvement « Combat », président du Conseil National de la Résistance en 1943, puis membre du Gouvernement provisoire de la République française à la Libération.

¹⁰⁶ Camus Jean Yves et Lebourg Nicolas, *op. cit.*, p. 59.

¹⁰⁷ Le Centre de recherche et de documentation pour l'avènement d'un ordre nouveau dans les domaines social, économique et culturel, dit Ordre Nouveau, est fondé en 1969, sous l'influence d'anciens membres d'Occident et de l'Alliance Républicaine pour les Libertés et le Progrès (anciennement Comités Tixier-Vignancour).

afin de constituer un Front National apte à lutter contre le socialisme et le communisme, le parti entend fournir à l'extrême droite française une figure d'unité.

Le Front National semble ainsi vouloir réunir les différentes tendances composant l'extrême droite française, une diversité qui apparaît dans la composition des premiers bureaux politiques du parti. L'importance de *Militant*¹⁰⁸, qui devient la revue du parti dès 1972 et jusqu'en 1981, témoigne quant à elle de la présence au sein du Front National de membres du Parti National Populaire.

La capacité du Front National à fédérer différentes branches de l'extrême droite autour d'un agenda politique commun tient donc également dans les alliances politiques ayant mené à la création du parti. Néanmoins, cela fournit également de possibles éléments d'explication quant au caractère parfois flou de la ligne politique du parti, devant composer avec les différentes tendances de sa famille politique. Par ailleurs, les ambitions politiques croissantes du parti poussent nécessairement celui-ci à effectuer certaines concessions idéologiques.

Apparu au début des années 1970, alors que la France est confrontée à la fin d'une longue période de croissance économique, le parti se saisit rapidement de ces problématiques touchant les électeurs français. La crise économique, symbolisée par le choc pétrolier de 1973 affectant durement l'économie française, permet l'apparition de nouveaux enjeux sociétaux rencontrant un écho grandissant auprès de la population. Cette situation donne lieu à une instrumentalisation de la figure du travailleur immigré, désormais de plus en plus fréquemment considéré comme responsable de la situation économique difficile de nombreux ménages. Cette rhétorique sert particulièrement les mouvements d'extrême droite qui ont fait de la lutte contre l'immigration l'un des principaux éléments de leur idéologie. Néanmoins, si le contexte est favorable à la création du mouvement, celui-ci ne bénéficie pas d'une reconnaissance par les urnes conséquente durant les premières années.

¹⁰⁸ La « revue nationaliste pour la défense de l'identité française et européenne » est fondée en 1967 à l'initiative de Pierre Pauty et Pierre Bousquet, d'abord en tant que bulletin intérieur du Rassemblement européen pour la liberté, puis en tant que Bulletin nationaliste européen lors de la fondation du Parti National Populaire en 1970.

Pierre Bousquet deviendra, lors de la création du Front National, le premier trésorier du parti.

Après la rupture avec le Front National en 1981, la revue est proche du Parti Nationaliste Français fondé en 1983 par les fondateurs de la revue ainsi que d'anciens membres du FN. Le bureau politique du PNF compte depuis 2016 André Gandillon, rédacteur en chef adjoint de *Militant* et président des Amis de Rivarol, et Yvan Benedetti, porte-parole de Jeune Nation.

Les liens entre la revue *Militant*, le PNF et le FN ne sont néanmoins pas définitivement rompus en 1981, la perméabilité existant entre les mouvements d'extrême droite étant notamment représentée par les nombreux transferts s'opérant d'un bureau politique à l'autre.

Le succès électoral assez soudain du Front National à partir des années 1980 témoigne de la bonne réception de son discours auprès d'un nombre croissant d'électeurs.

Il est à noter que l'intérêt médiatique porté au parti acquiert une dimension notable à la même période, coïncidant ainsi avec ce qui peut être qualifiée de percée électorale entre 1983 et 1988. Avant cela, ce dernier ne parvient pas à acquérir une réelle dimension électorale, la forme éclatée des mouvements qu'il entend rassembler pesant sur les résultats obtenus aux différentes échéances électorales¹⁰⁹. Les premières victoires politiques du parti offrent ainsi à l'extrême droite française une représentation unique, une nouveauté pour une famille politique jusqu'alors privée d'une figure d'ampleur nationale.

Les élections cantonales de 1982 constituent une date charnière pour le Front National et inaugurent sa première véritable percée électorale, en dépassant pour la première fois les 10% de suffrages exprimés dans certains cantons. Les élections municipales de 1983 confirment cette dynamique électorale, en témoignent les 11,3% obtenus par Jean-Marie Le Pen dans le 20^{ème} arrondissement parisien en mars ainsi que les 16,7% obtenus par Jean-Pierre Stirbois à Dreux en septembre. On peut également voir comme un symbole de cette ascension politique du parti les résultats du parti dans la commune historiquement communiste d'Aulnay-sous-Bois, où la liste FN frôle les 10%¹¹⁰.

Cette étape symbolique est à nouveau franchie lors des élections européennes de 1984, où le parti récolte 11% des suffrages exprimés, achevant de sortir le Front National de la marginalité dans laquelle il se situait jusqu'alors vis-à-vis des partis majoritaires. Les résultats électoraux qui suivent confirment ceux de 1984¹¹¹, et semblent donc conférer un nouveau statut au Front National.

Par ailleurs, si le vote Front National semble bien implanté à la fin des années 1980, celui-ci soulève d'importantes disparités géographiques, comme en témoignent les résultats des élections présidentielles de 1988.

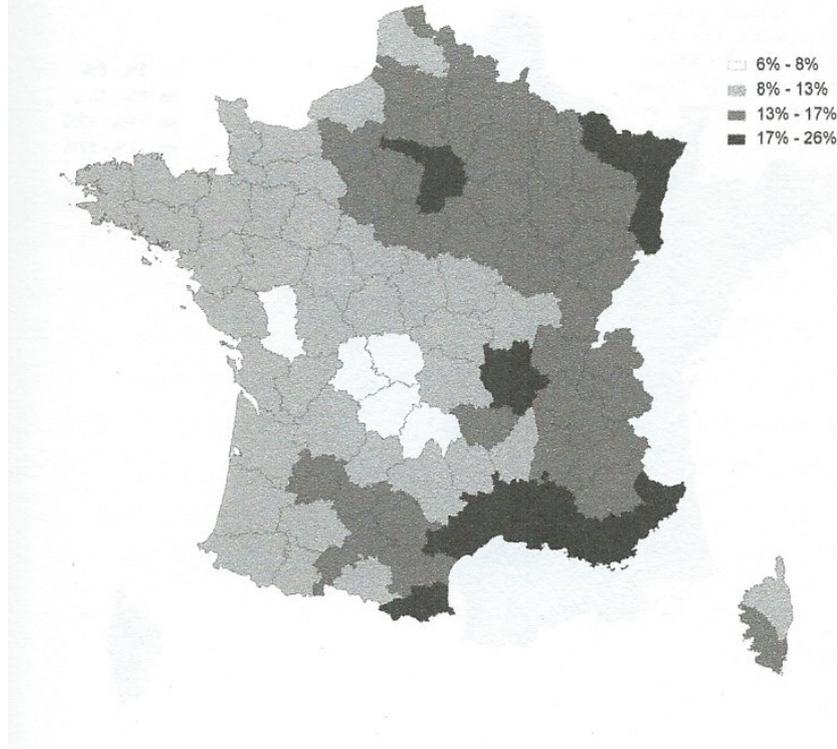
¹⁰⁹ Lors des élections présidentielles de 1974, le FN obtient 0,7 % des résultats exprimés ; 0,3 % lors des législatives de mars 1978 et appelle à l'abstention lors des élections européennes de 1979.

¹¹⁰ Perrineau Pascal, *La France au Front*, Paris, Fayard, 2014, p. 20.

¹¹¹ 14,4 % et 15 % lors des élections présidentielles de 1988 et 1995 ; 9,8%, 12,4% et 15% aux élections législatives de 1988, 1993, 1997 ; 13,7% et 15% lors des élections régionales de 1992 et 1998.

Le lepénisme électoral en 1988

Vote FN au premier tour de l'élection présidentielle de 1988
(% suffrages exprimés)



Source : Pascal Perrineau, *La France au Front*, Paris, Fayard, 2014, p. 49

Il apparaît que les bons résultats obtenus par la candidature de Jean-Marie Le Pen semblent assez nettement délimités géographiquement, avec des bastions électoraux à l'Est du pays et dans le Sud-Est principalement. Cette carte témoigne d'une forme de scission géographique du territoire entre un Ouest où le Front National dépasse rarement les 8 % de suffrages exprimés et un Est où les résultats électoraux oscillent entre 8 et 26%.

Si les premiers succès électoraux du parti, initiés lors des cantonales de 1982, semblent aussi évidents que soudains, le FN est rapidement confronté à un nouveau défi politique sans doute plus complexe : durer. Il s'agit ainsi de déterminer si le vote en faveur du parti est un vote de protestation par nature éphémère, ou s'il est possible de l'inscrire dans la durée jusqu'à avoir un véritable impact électoral sur la vie politique française.

Les années qui suivent la percée électorale du mouvement sont décisives puisqu'elles déterminent le statut et la place du parti au sein de la politique française. La question qui est

indirectement posée aux électeurs français lors des élections suivantes est de savoir si le vote Front National ne correspond qu'à une protestation liée à un contexte bien particulier, ou si le discours du parti peut connaître une relative longévité politique.

En ce sens, les élections de 1993 sont déterminantes dans la conquête politique entreprise par le FN, qui réussit à augmenter son électorat dans tous les départements français, exceptions faites des Bouches-du-Rhône et de la Haute-Corse. Le parti parvient ainsi à gagner en influence politique à l'échelle nationale, et pas uniquement au sein de bastions où il atteint des scores élevés à chaque échéance électorale. Le vote en faveur du FN apparaît au fil des élections moins comme un vote éphémère de protestation que comme un vote en faveur d'un parti ayant réussi à se faire une place durable au sein du paysage politique¹¹².

Une fois la base électorale du parti clairement définie et consolidée, il convient pour le parti de réussir à attirer de nouveaux électeurs, qu'il s'agisse de transferts de votants d'autres partis ou d'électeurs jusqu'alors indécis.

Les élections présidentielles de 1995 semblent témoigner de la capacité du parti à retenir ses électeurs dans un premier temps, mais également à consolider son influence politique en captant de nouveaux. La candidature de Jean-Marie Le Pen récolte 15,1% des voix, soit le meilleur résultat du parti qui sera confirmé lors des élections législatives de 1997.

Les raisons du succès électoral du Front National jusqu'en 1997 résident donc dans la capacité du mouvement à attirer de nouveaux électeurs, ainsi qu'à fidéliser sa base électorale. Cette faculté à convaincre des électeurs, votant habituellement pour d'autres forces politiques ou étant indécis, d'accorder leur vote au parti témoigne ainsi d'une capacité d'adaptation de son offre et de son discours politique.

Si le parti sait convaincre les électeurs en exploitant des thèmes chers à l'électorat que l'on cible, il convient de souligner la capacité du FN à tenir compte et même à creuser des clivages électoraux existants. Cette quinzaine d'années durant laquelle le parti a su mener à bien une véritable campagne de « pénétration idéologique »¹¹³ est donc cruciale, puisqu'elle permet au parti de formuler une offre politique clairement positionnée sur l'échiquier politique.

¹¹² « Ainsi, l'année d'après, en 1993, le FN n'effectue pas de percée spectaculaire, lors du raz-de-marée à Droite aux Législatives, mais il s'ancre durablement dans le paysage politique français. 12,5 %, trois points de plus que 1988 et 1986, 3,1 millions de voix. Durablement, avec un matelas de 2 à 3 millions de voix, des pointes à 4 millions, ce n'est pas seulement un vote Le Pen, d'humeur ponctuelle, c'est un vote pour un parti. », Buléon Pascal et Fourquet Jérôme, « Vote Front National 1984-2002, géographies et interprétations successives : une équation politique », *Espace, populations, sociétés*, 2003-3, p. 456.

¹¹³ Perrineau Pascal, *Le symptôme Le Pen*, Paris, Fayard, 1997, pp. 193-199.

Parmi les thèmes prépondérants, celui de l'immigration est central puisqu'il permet au parti de se présenter comme la force politique capable de mobiliser le vote anti immigration. Les élections de 1984 sont en ce sens fondatrices puisqu'elles laissent apparaître pour la première fois très nettement l'apport électoral considérable que représentent les enjeux migratoires pour le parti¹¹⁴. Le thème de l'immigration est d'autant plus important pour le parti qu'il constitue le point de ralliement des électeurs du FN, qu'il s'agisse d'anciens électeurs « loyalistes » ou de nouveaux électeurs venant se greffer à l'électorat du parti à chaque élection¹¹⁵. Au-delà de cela, il apparaît d'autant plus intéressant que les priorités politiques fixées par le Front National semblent avoir, jusqu'en 1997 du moins, influencé le débat politique à l'échelle nationale¹¹⁶.

Le thème de l'immigration devient, au fil des élections, un enjeu politique déterminant pour le Front National mais également pour d'autres forces politiques ayant pris conscience de l'apport électoral considérable que cela constitue.

Le Front National est donc parvenu, au terme d'une quinzaine d'années, à devenir l'une des forces politiques avec lesquelles il faut compter au sein du paysage politique français. Capable d'attirer de nouveaux électeurs, venant s'ajouter à une base stable et bien consolidée, le parti pose de plus en plus difficulté aux partis de droite. La percée électorale du FN, et la consolidation qui s'en suit, se sont donc faites, au-delà du support militant du parti, au détriment de la droite traditionnelle.

Ce faisant, le parti s'impose comme un concurrent mais également comme un allié potentiel majeur pour ces partis de droite, qui favorisent parfois leurs ambitions électorales à leurs principes politiques. Cela se vérifie particulièrement lors des élections de 1998, date à laquelle le FN fait partie de plusieurs coalitions lui permettant d'intégrer des postes administratifs régionaux. Consciente de la nécessité d'un accord électoral avec le Front National pour la victoire aux élections, la droite classique a ainsi, formellement ou non, eu recours au vote FN afin de remporter des mandats électoraux¹¹⁷.

¹¹⁴ Mayer Nonna, *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999, pp. 258-259.

¹¹⁵ Mayer Nonna et Perrineau Pascal, « Pourquoi votent-ils pour le Front National ? », *Pouvoirs*, n°55, 1990, pp. 163 – 184.

¹¹⁶ Schain Martin A., « L'impact du Front National sur le système politique français », Perrineau Pascal, (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, p. 293.

¹¹⁷ « C'est ainsi que, prévoyant l'influence électorale augmentée du Front National, Valéry Giscard-d'Estaing, ancien président de la République et président de la région Auvergne, a nommé 37 conseillers régionaux (parmi lesquelles des conseillers FN) à des postes politiques, y compris aux comités de direction

La montée électorale du Front National apparaît relativement continue depuis le début des années 1980, malgré quelques variations. Ce nouveau statut qu'acquiert le parti semble lui avoir conféré un rôle de poids au sein de la vie politique française mais également européenne, au regard des bons résultats obtenus par le parti depuis 1984¹¹⁸. Il semble donc que le parti entende continuer à renforcer ces bons résultats lors des échéances électorales suivantes, à commencer par les élections européennes de 1999. Néanmoins, l'année 1998 constitue un tournant dans l'ascension politique du FN dans la mesure où celle-ci connaît un ralentissement notoire, du fait de tensions internes persistantes se muant en véritable crise politique.

Les dissensions grandissantes au sein du bureau politique du parti laissent apparaître nettement deux camps, représentés par Bruno Mégret¹¹⁹ et Jean-Marie Le Pen. Partisan d'une atténuation des sorties politiquement incorrectes caractérisant le discours lepéniste, Bruno Mégret entend faire entrer le Front National dans le champ des partis de gouvernement. Soutenus par d'anciens membres du GRECE, tels que Jean-Yves Le Gallou et Yvan Blot, les mégretistes entendent proposer une offre politique différente de celle incarnée par Jean-Marie Le Pen. Ainsi, malgré les déclarations de Jacques Marlaud dans *Le Nouvel Observateur* en 1990, présentant le FN et le GRECE comme deux idéologies irréconciliables¹²⁰, la constitution des instances dirigeantes du Front National semble mettre en lumière des passerelles entre ces deux mouvements.

Bruno Mégret est donc loin d'être le seul à favoriser cette stratégie politique au sein du Front National, en témoigne la répartition entre mégretistes et lepénistes élus au comité central lors

des écoles. Bien sûr, la représentation du parti est très importante dans les régions où les alliances ont été négociées avec la droite classique. », *Ibid.*, p. 297.

¹¹⁸ Le Front National obtient 10,95%, 11,73% et 10,52% lors des élections européennes de 1984, 1989 et 1994.

¹¹⁹ Né en 1949, Bruno Mégret s'engage tôt en politique d'abord au sein du Rassemblement pour la République, avant de faire partie des créateurs des Comités d'actions républicaine, lesquels rejoignent le Front National en 1986. Son influence au sein de parti ne cesse de croître jusqu'à ce qu'il en devienne rapidement le numéro deux.

¹²⁰ « La doctrine identitaire du FN se résume à un nationalisme étroit franchouillard, alors que nous sommes Européens [...] avant d'être Français.

Le FN s'oppose aux mosquées, aux tchadors... Nous sommes pour le droit imprescriptible des peuples à rester eux-mêmes, sur notre sol ou ailleurs.

L'humeur sécuritaire et identitaire à fleur de peau des frontistes cache leur absence de projet de société et de comportement en rupture avec la société marchande, que nous avons toujours dénoncée comme « système à tuer les peuples ».

Le caporalisme en vigueur dans ce parti est inconciliable avec notre conception libertaire et aristocratique [...] de l'excellence. », *Le Nouvel Observateur*, 17 mai 1990.

du dixième congrès du parti en mars 1997¹²¹. Si les tensions sont réelles, elles demeurent cependant circonscrites au sein des instances dirigeantes.

Les élections européennes de 1999 sont révélatrices des nombreux désaccords existant au sein du FN et constituent ainsi un tournant dans l'histoire du parti. Inéligible en raison d'une condamnation judiciaire, l'impossibilité de Jean-Marie Le Pen de représenter son mouvement lors des européennes de 1999 entraîne une crise interne sans précédent. En préférant nommer sa femme Jany plutôt que le numéro deux du parti pour mener la liste Front National, Jean-Marie Le Pen démontre clairement ses réticences à voir Bruno Mégret et ses soutiens gagner en influence. Cette défiance, inacceptable aux yeux des mégretistes, achève de rendre concrets les désaccords internes jusqu'à mener à une scission du parti en décembre 1998. Les luttes internes affaiblissent considérablement le poids politique du parti et les défections sont légion, qu'il s'agisse d'élus départementaux, de membres du bureau et du comité central¹²² ou même de la fille aînée de Jean-Marie Le Pen, Marie-Caroline. La tendance incarnée par Bruno Mégret au sein du FN se regroupe dès janvier 1999 dans le parti de transition nommé Front National – Mouvement National, renommé Mouvement National Républicain en octobre.

La scission du Front National donne ainsi naissance à un nouveau mouvement, dont l'offre politique est pourtant proche des positions défendues par le parti de Jean-Marie Le Pen. Les diverses accusations mutuelles entre les deux hommes révèlent donc avant tout des luttes d'influence, plutôt que de profonds désaccords idéologiques.

Si la formation politique de Bruno Mégret peine à atteindre les objectifs électoraux qu'elle s'est fixés, il est certain que cette crise interne fragilise considérablement le Front National. Les résultats en nette baisse obtenus par la liste FN lors des élections européennes de 1999, où le parti obtient 5,70% des suffrages exprimés, témoignent de l'impact de la scission sur les performances du parti. Ce que Jean-Marie Le Pen qualifie de « tentative hégémonique d'une secte » pratiquant « le noyautage [et] l'intrigue »¹²³ affaiblit la proposition politique du Front National et la vocation fédératrice que celui-ci s'est vu confié depuis sa création. En ce sens, le schisme de 1998 révèle la nature divisée des droites radicales françaises

¹²¹ On peut notamment citer Jean Yves Le Gallou, Yvan Blot, Frank Timmermans, Damien Bariller parmi les membres du comité central acquis à la cause de Bruno Mégret.

¹²² Quatorze membres du bureau sur un total de trente-quatre ; et cinquante-deux membres du comité central sur cent-vingt, *France-politique.fr*, cité dans Laurent Annie et Perrineau Pascal, « L'extrême droite éclatée », *Revue française de science politique*, n°4-5, 1999. pp. 633-642.

¹²³ Déclaration de Jean-Marie Le Pen, invité de l'émission *Polémiques* du 24 janvier 1999. Disponible ici : <https://www.ina.fr/video/I00005785> [consulté le 17 août 2020]

réactivée par des luttes de pouvoir internes au seul parti de cette famille politique à avoir connu une véritable percée électorale.

Le début des années 2000, et les changements sociétaux progressifs ayant accompagné la décennie précédente, sont porteurs de nouvelles orientations politiques pour le Front National. Ce qui n'était jusqu'alors qu'une critique de l'État-Providence bascule vers une vive critique du multiculturalisme, sortant le parti du champ national-populiste pour le faire entrer dans le néopopulisme¹²⁴.

Assimiler le populisme aux droites radicales serait cependant non seulement faire preuve d'un raisonnement tronqué mais également erroné, tant la notion de populisme peut être associée à l'ensemble de l'échiquier politique, de la gauche à la droite en passant par le centre. Il convient donc, dans un souci de clarification du propos, de tenter d'apporter des éléments de définition à un terme très largement employé au sein des sphères médiatique et politique, et qui se conjugue davantage au pluriel qu'au singulier. Il est tout d'abord nécessaire de rappeler que cette notion est perçue négativement et est avant tout employé afin d'étayer la critique d'un mouvement s'y rattachant¹²⁵. Le populisme fonde son argumentaire politique sur la défense du peuple face à des élites dont les décisions desservent les intérêts de celui-ci, lequel constitue pourtant la majorité des électeurs¹²⁶. Ainsi, le discours populiste tend ainsi à mettre l'accent sur une majorité d'individus en opposant celle-ci à d'autres minorités, telles que celles que constituent les élites politique ou financières, mais également d'autres minorités de nature ethnique ou religieuse.

La revue *Éléments* propose dans son numéro consacré à « la nouvelle droite de l'an 2000 » une classification des « 36 familles de droite »¹²⁷ détaillant les caractéristiques propres à chaque courant idéologique, famille politique, attitude et « tribu » composant l'extrême droite.

Bien que les traits correspondant à chaque groupe politique aillent de la devise de ces derniers à leurs films préférés, cette logique classificatoire permet de mieux rendre compte de la diversité intrinsèque aux milieux de droite radicale.

¹²⁴ Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *op. cit.*, p. 212.

¹²⁵ Bertoncini Yves, Chopin Thierry, Dulphy Anne, Kahn Sylvain et Manigand Christine (dir.), *Dictionnaire critique de l'Union européenne*, Paris, Armand Colin, 2008, p. 345

¹²⁶ Markovic Sacha, « Nation et peuple » dans Dard Olivier, Boutin Christophe et Rouvillois Frédéric (dir.), *Le dictionnaire des populismes*, Paris Éditions du Cerf, 2019, p. 747

¹²⁷ Annexe 1. La nouvelle droite de l'an 2000

Le Front National évolue ainsi depuis sa création au sein d'une famille politique morcelée, où il occupe une fonction fédératrice. La véritable innovation apportée par le parti dans le champ des droites radicales françaises réside dans sa capacité à attirer ainsi qu'à fidéliser de nouveaux électeurs. Ces succès sont avant tout permis par la dimension légaliste dont se pare le mouvement depuis sa création, se déclarant respectueux des institutions et des processus politiques de la Vème République. Ce faisant, le discours du Front National tranche avec l'activisme violent de certains mouvements le constituant. Il apparaît que cet impératif de respectabilité que semble s'être fixé le parti tend à modifier son offre et son discours politiques, en témoignent les réticences de Jean-Marie Le Pen à classer son mouvement à l'extrême droite¹²⁸.

N'abandonnant pas son idéologie subversive, nationaliste et foncièrement xénophobe, il convient de souligner que si ces aspects sont des constantes doctrinaires, leur introduction semble différer en fonction du contexte national. Cette dualité du Front National, capable d'allier idéologie réactionnaire et forme démocratique traditionnelle, semble ainsi lui conférer une importante faculté d'adaptation.

Malgré la situation complexe dans laquelle se trouve le Front National à la fin du XXème siècle, le bureau politique du parti « s'honore », à la suite des élections européennes de 1999, « d'avoir eu en Jean-Marie Le Pen l'homme qui tiendra d'ici 2002 les promesses de l'aube nationale. »¹²⁹

¹²⁸ Milza Pierre, « Le Front national : droite extrême ou national-populisme », Jean François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 1993, p. 699.

¹²⁹ Gaillard Maurice, *Chronique d'une tourmente électorale annoncée : 13 juin 1999, les élections européennes en France*, AFRI, 2000, Volume I, pp. 482 – 483, disponible ici : <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001178.pdf>, [consulté le 17/02/2019]

Chapitre II. Vecteurs idéologiques

2.1. Rhétorique

Il s'agit ici de faire un point sur les différents éléments constituant l'idéologie du mouvement, à travers les publications émanant directement de celui-ci. Il convient ensuite de se demander en quoi cet ensemble peut ou non constituer des éléments de doctrine profonde. Cette partie s'attache avant tout à tenter de mettre en lumière les points saillants constituant l'idéologie du mouvement, à travers ce que le mouvement a lui-même souhaité mettre en scène. Cette étude de la rhétorique entend donc apporter des éléments de réponse permettant à terme de dégager des aspects doctrinaires au sein d'une démarche comparative. Il convient donc de se demander sur quels éléments rhétoriques les mouvements étudiés mettent-ils l'accent ?

Afin de mener à bien cette recherche et de tenter de fournir une réponse aux questions posées, il convient d'étudier les différentes publications des mouvements pouvant nous renseigner sur la rhétorique de ces derniers.

Si les tracts et les prises de paroles des cadres politiques permettent certes d'obtenir une meilleure lisibilité de ce qui constitue la ligne officielle du mouvement étudié, il convient d'inclure également les publications, dont le caractère protéiforme donne de nombreux renseignements, à la fois sur le discours du mouvement mais également sur les catégories de population ciblées par ce dernier.

Ainsi, les journaux ou magazines directement liés ou proches des mouvements étudiés offrent également la possibilité d'affiner l'appréciation que l'on peut se faire des éléments constitutifs de leur rhétorique. A cela s'ajoutent les sites officiels ainsi que les publications sur les réseaux sociaux, bien que le rôle croissant joué par internet en tant que vecteur de communication politique mérite que l'on y consacre une partie.

2.1.1 Front National – Rassemblement National

Fondé en 1972, le Front National¹ entend, dès sa fondation, offrir un visage unifié aux mouvements de droite radicale étant jusqu'alors largement divisés. Le grand nombre ainsi que la taille restreinte de ces mouvements, dénués d'une stratégie commune, réduit considérablement les chances de conquête politique par les urnes. Ainsi, le Front National naît d'une volonté de fédérer au sein d'un même parti les différents courants de pensées de la droite nationaliste.

S'il n'est pas ici question de détailler les étapes ayant mené à la fondation de ce parti, cela apparaît cependant nécessaire et est longuement abordé dans la partie consacrée à l'histoire des mouvements étudiés, précédant la période étudiée dans ce travail.

Cette partie entend avant tout révéler les principaux axes caractérisant le discours du parti ainsi que leurs évolutions, en mettant en lumière les changements tout comme les constantes.

Le Front National, futur Rassemblement National², est sans conteste devenu incontournable sur la scène politique française et européenne, en témoignent les résultats électoraux du parti. Malgré ces résultats importants et en hausse depuis 2012, il convient de rappeler son statut atypique dans la mesure où il n'a jamais intégré aucun gouvernement, son rôle politique se maintenant donc dans l'opposition depuis sa fondation.

La présence du parti au second tour de l'élection présidentielle à deux reprises semble malgré tout témoigner d'une crédibilité politique acquise par le parti, conforme à sa vocation de légitimer une famille politique jusqu'alors ancrée dans la radicalité. Le parti ne semble cependant pas s'être départi d'une dimension radicale prégnante, conforme à la charge subversive inhérente à son identité politique.

Il semble donc essentiel, dans cette partie dédiée à l'étude du discours, d'aborder la stratégie de normalisation entreprise au sein du parti, en particulier lorsque l'on s'intéresse aux évolutions discursives de 1999 à 2019. Le changement de présidence survenu en 2011, et les orientations stratégiques qui y sont rattachées³, apparaissent ainsi non seulement incontournables mais centrales à cette étude. S'il convient d'en souligner les nombreuses continuités, on ne peut cependant occulter les évolutions du discours induites par le changement de direction du parti.

¹ FN

² RN

³ Bien qu'il convienne de nuancer ce propos, comme nous le verrons dans cette partie mais également dans celle consacrée à l'idéologie du parti.

Cette étude du discours du FN/RN entend ainsi mettre en lumière les constantes rhétoriques d'un parti ayant fait de la critique de ses adversaires politiques, et plus largement d'un système politico-médiatique, un axe majeur. Par ailleurs, il convient d'interroger le style politique des deux personnalités s'étant succédé à la tête du parti, en s'intéressant tout d'abord à celui de Jean-Marie Le Pen puis en s'interrogeant sur le rôle joué par Marine Le Pen dans la stratégie de normalisation du parti.

Provocations, radicalité et charge subversive

Les provocations, au-delà de nourrir l'aspect radical et la charge subversive inhérente au parti, sont un élément indispensable de sa stratégie communicationnelle⁴, qu'il s'agisse de la présidence de Jean-Marie Le Pen ou de Marine Le Pen.

Néanmoins, lorsque l'on s'intéresse aux déclarations de Jean-Marie Le Pen, riches en propos volontairement choquants, il convient de souligner que son style politique diffère de celui de sa fille⁵.

Bien que le langage grossier ne soit pas une caractéristique du discours de Jean-Marie Le Pen, différent sur ce point d'Umberto Bossi par exemple, ce dernier fait de la provocation l'un des éléments de son style politique. Il ne s'agit pas ici de dresser une liste exhaustive des propos volontairement choquants tenus par l'ancien président du parti, tant cela fait partie intégrante de son style politique et lui permet de conférer une visibilité croissante à son parti. Il semble néanmoins pertinent, dans le cadre de ce travail visant à souligner les évolutions discursives du parti, de s'intéresser à la teneur de certaines de ces déclarations et de voir en quoi certaines semblent difficilement assumables à la suite du changement de présidence.

On peut ainsi citer la qualification des chambres à gaz par le président du parti de « point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale » ou encore lorsqu'il surnomme Michel

⁴ Crépon Sylvain, Dézé Alexandre, Mayer Nonna (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

⁵ Crépon Sylvain, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Editions Nouveau Monde, 2012 ; Matonti Frédérique, « Paradoxes du stigmaté : les représentations médiatiques de Marine Le Pen », *Genre, sexualité & société*, Hors-série n° 2, 2013

Disponible ici : <https://journals.openedition.org/gss/2626>

[consulté le 10 août 2020] ;

Perrineau Pascal, *La France au Front*, Paris, Fayard, 2014 ;

Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Editions du Seuil, 2015.

Durafour⁶, « Durafour-Crématoire » lors de l'Université d'été du parti en 1988. Si ces déclarations antisémites, voire négationnistes, semblent avoir été mises de côté dans le cadre de la stratégie de normalisation du parti, tant elles tendent à en révéler la radicalité, elles ne constituent pas le seul domaine dans lequel Jean-Marie Le Pen tient des propos outranciers. En 1987, alors interrogé sur le virus du Sida dans l'émission L'Heure de vérité⁷, Jean-Marie Le Pen qualifie les malades de « sidaïques », les comparant à des lépreux :

« Je crois que le « sidaïque » — c'est un néologisme, il n'est pas très beau, mais je n'en connais pas d'autres — est contagieux par sa transpiration, ses larmes, sa salive, son contact. C'est une espèce de lépreux, si vous voulez. »⁸

Les déclarations à caractère raciste semblent également avoir été écartées, ou tout du moins exprimées en des termes moins explicites que ce n'est le cas lors de l'Université d'été du FN en 1996 au cours de laquelle Jean-Marie Le Pen soutient la théorie d'une « inégalité des races » au motif que celles-ci, comme « toute histoire le démontre, [...] n'ont pas la même capacité d'évolution »⁹. Le départ de Jean-Marie Le Pen de la présidence du parti semble n'avoir en rien atténué la dimension provocatrice de ses déclarations lorsque celui-ci déplore en 2013 dans les colonnes du quotidien Nice Matin, la présence de « quelques centaines de Roms » dans la ville, dont la présence est qualifiée d' « urticante et odorante »¹⁰. Des propos qu'il complète quelques temps plus tard, toujours à l'attention des habitants de Nice :

⁶ Né le 11 avril 1920, Michel Durafour participe aux gouvernements de Jacques Chirac puis de Raymond Barre de 1974 à 1977 avant d'intégrer celui de Michel Rocard de 1988 à 1991.

⁷ L'Heure de Vérité est une émission de télévision française diffusée de 1982 à 1995 sur France 2.

⁸ Vidéo disponible ici :

« Jean-Marie Le Pen sur le Sida : le sidaïque est une espèce de lépreux », L'Heure de Vérité, INA, 6 Mai 1987

<https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/i00005232/jean-marie-le-pen-sur-le-sida-le-sidaïque-est-une-espece-de-lepreux>

[consulté le 3 mai 2019]

⁹ *Libération*, 31 août – 1^{er} septembre 1996, cité dans Mayer Nonna, *Ces Français qui votent FN*, Editions Flammarion, 1999 ;

Vidéo disponible ici :

« Jean-Marie Le Pen « Je crois à l'inégalité des races » », France 2 Journal de 20h, INA, 30 août 1996

<https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/i09167775/jean-marie-le-pen-je-crois-a-l-inegalite-des-races>

[consulté le 3 mai 2019]

¹⁰ Piquet Caroline, « Jean-Marie Le Pen, une carrière politique marquée par de nombreux dérapages », *Le Figaro*, 2 avril 2015

Disponible ici :

<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/couacs/2015/04/02/25005-20150402ARTFIG00226-jean-marie-le-pen-une-carriere-politique-marquee-par-de-nombreux-derapages.php>

[consulté le 5 juillet 2019]

« Des dizaines de milliers, des centaines de milliers de ces Roms vont partir pour venir chez nous [...] et peut-être, un jour, serez-vous obligés de débaptiser la promenade des Anglais pour l'appeler la Romenade. »¹¹

Toutes ces déclarations sont autant de manifestations d'un penchant certain pour les propos provoquants, que l'on retrouve également sur certaines affiches du parti, à tel point qu'elles semblent devenir des marqueurs du style politique du président du FN. Les publications du Front National de la Jeunesse semblent avoir particulièrement recours à ce ressort communicationnel, comme on peut le voir ci-dessous.

S'en prenant à la communauté algérienne en 2009, le parti tend à démontrer par ce biais que celle-ci ne ferait pas réellement partie de la communauté française.



Lelab.europel.fr

¹¹ *Ibid.*

Si cette stratégie communicationnelle permet au parti d'acquérir une véritable visibilité médiatique, cela semble également conforter celui-ci dans un rôle d'opposition en le privant d'une réelle crédibilité politique. Ainsi, l'instauration d'une stratégie d'institutionnalisation du parti afin de lui octroyer une potentielle légitimité gouvernementale apparaît absolument nécessaire dès lors que celui-ci prétend vouloir accéder aux plus hautes fonctions de l'État. Il convient malgré tout d'interroger la nature et les limites de cette stratégie de normalisation discursive qui semble être incarnée par Marine Le Pen.

Stratégie de normalisation

L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti en 2011 est fréquemment présentée comme le point de départ de cette stratégie de « dédiablement » du parti, et de sa volonté de transformer son image en en atténuant les traits les plus radicaux. Il semble ainsi nécessaire de s'intéresser aux étapes ayant mené à ce changement de présidence, n'étant pas survenu de manière brutale, dans la partie dédiée à l'idéologie et au fonctionnement du parti.

Si la stratégie de « dédiablement » du parti revêt sans conteste une dimension idéologique, il s'agit avant tout d'une volonté de transformer l'image d'un parti jusqu'alors « diabolisé » par ses adversaires politiques. Le discours joue en ce sens un rôle majeur dans la stratégie mise en place depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la présidence du parti. Il convient donc, dans ce travail, de traiter la stratégie de normalisation du parti à la fois dans sa dimension idéologique, mais en s'intéressant également à l'évolution de son discours.

Le terme « dédiablement » fait son entrée dans le dictionnaire Larousse en 2015, mais provient d'un terme employé par le Front National depuis la fin des années 1980¹².

La dédiablement serait « l'action de dédiablement, de faire cesser la diabolisation de quelqu'un ». Le verbe « dédiablement » revenant, toujours selon le Larousse, à « s'attacher à atténuer l'image négative, odieuse, voire sulfureuse, de quelqu'un, de quelque chose », citant pour exemple le fait de « dédiablement un parti politique ».

Si la stratégie d'institutionnalisation du parti passe par une évolution discursive consistant en moins de provocations, qui faisaient partie intégrante de la stratégie communicationnelle de

¹² Dézé Alexandre, « « La dédiablement ». Une nouvelle stratégie ? », dans Crépon Sylvain, Dézé Alexandre, Mayer Nonna (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, op. cit., p. 28.

Jean-Marie Le Pen, l'emploi du terme « dédiablement » pose question. Celui-ci provient d'un terme apparu et employé durant la précédente présidence par des membres du parti.

L'emploi du terme « dédiablement » est directement lié au discours antisystème aux accents victimaires adopté de longue date par le parti. Ainsi, le parti subirait une « diabolisation » de la part de ses opposants, mais également d'un ensemble d'éléments composant un système ayant pour but de lui nuire.

Nous lui préférons donc dans ce travail ceux de « normalisation » ou encore d'« institutionnalisation ».

Le terme « dédiablement », tout comme celui de « diabolisation », appartient donc au répertoire frontiste et semblent être l'un des arguments nourrissant la critique du système politique sur laquelle se fonde le discours du parti. Lors de la campagne pour les élections de 1995, Jean-Marie Le Pen se présente comme une victime de ses opposants politiques, et plus largement des institutions de la République dont le but serait d'empêcher le parti d'accéder au pouvoir :

« Parce que je dis la vérité, j'ai été insulté et diabolisé.

Par qui ? Par ceux qui, aujourd'hui, peuplent les cabinets des juges d'instruction et les boxes des tribunaux correctionnels [...]

Mon crime, à leurs yeux : mon patriotisme, mon amour de la France et des Français d'abord, qu'ils baptisent xénophobie ou racisme. »¹³

Abondamment repris dans les médias, cette « dédiablement » est fréquemment présentée comme consécutive à l'arrivée de Marine Le Pen à la présidence du parti. Il convient donc de s'interroger sur cette volonté de normaliser l'image du parti que semble incarner Marine Le Pen jusqu'à changer le nom du Front National pour Rassemblement National en 2018. Si ce changement de nom semble concrétiser une volonté de faire évoluer l'image du parti, la flamme sur le logo a déjà connu une modification comme on peut le voir sur les trois images ci-dessous.

¹³ « Appel aux Français », *Français Passionnés. Programme du Front National*, 1995

Source : Sciences Po / Fonds CEVIPOF

Disponible ici : https://archive.org/details/EL209_P_1995_007/page/n1/mode/2up

[consulté le 10 septembre 2019]



Wikipedia.org



Rassemblementnational.fr



Rassemblementnational.fr

Loin d'être laissée au hasard, la suppression du mot « Front » pour celui de « Rassemblement » témoigne selon Marine Le Pen de cette volonté de transformer l'image d'un parti jugé trop radical :

« *Le Front, c'est défensif, cela veut dire résister. [...] Rassemblement, c'est différent. On n'a pas peur, on accueille.* »¹⁴

Le terme « national », central à l'idéologie du mouvement depuis sa fondation, conserve en revanche sa place, la présidente souhaitant « [bousculer] les gens sans trop les bousculer. » Ce changement d'identité visuelle et de nom participe d'une prise de distance communicationnelle déjà entamée par Marine Le Pen¹⁵, dont le point d'orgue réside sans doute dans l'exclusion de Jean-Marie Le Pen de son poste de président d'honneur en 2015.

Cette décision d'exclure l'ancien président du parti survient à la suite d'une série de désaccords ayant donné lieu à des condamnations publiques de la part de Marine Le Pen et d'autres cadres du parti. Ainsi, dès le soir de l'élection de Marine Le Pen à la tête du FN, Jean-Marie Le Pen déclare, à propos d'un journaliste ayant été violenté et reçu des insultes antisémites de la part du service d'ordre :

« *Il a dit que c'était parce qu'il était juif qu'il avait été expulsé. Ça ne se voyait ni sur sa carte de presse ni sur son nez, si j'ose dire.* »¹⁶

S'en suivent plusieurs déclarations polémiques telles que la lecture d'un poème de Robert Brasillach¹⁷ lors de la convention présidentielle du FN ou encore la proposition de

¹⁴ Trippenbach Ivanne, « Marine Le Pen : les cinq années où la candidate RN a tenté de faire oublier son échec de 2017 », *Le Monde*, 8 février 2022

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/article/2022/02/08/election-presidentielle-2022-les-cinq-annees-ou-marine-le-pen-a-tente-de-faire-oublier-son-echec-de-2017_6112855_6059010.html

[consulté le 16 février 2022]

¹⁵ On note sur ce point le traitement de Marine Le Pen au sein des médias, l'un des éléments de la stratégie communicationnelle de la nouvelle présidente du parti.

Au sujet d'un article publié dans *Elle* au mois de mars 2011 :

« L'article est entièrement construit sur un décryptage de la stratégie de communication basée sur la mise en scène de la « féminité » et des stéréotypes qui l'accompagnent [...] « elle affiche ostensiblement un style à l'inverse de celui du bateleur viril » ; « elle l'a joué ostensiblement glamour lors du congrès de son parti réputé machiste » ; « madame la Présidente s'affiche ostensiblement décontractée » ; « au passage, elle a glissé « l'info » : Marine Le Pen, fille de Jean-Marie, a une « amie » juive » », Emptaz Elvire et Laurent-Simon Caroline, « Qui est vraiment Marine Le Pen ? », *Elle*, 4 mars 2011, cité dans Matonti Frédérique, *op. cit.*

¹⁶ Mestre Abel, « « Détail de l'histoire » : Marine Le Pen en « désaccord profond » avec son père », *Le Monde*, 3 avril 2015

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/politique/article/2015/04/03/detail-de-l-histoire-marine-le-pen-en-desaccord-profond-avec-son-pere_4609050_823448.html

[consulté le 10 décembre 2020]

¹⁷ Robert Brasillach (1909 – 1945) est un écrivain et journaliste français, principalement connu pour ses activités collaborationnistes, pour lesquelles il est fusillé en 1945. Il est notamment rédacteur en chef du journal *Je suis partout*.

« faire une fournée » du chanteur Patrick Bruel s'étant publiquement opposé au parti lors des élections européennes de 2014¹⁸. Cette dernière déclaration fait l'objet d'une condamnation de la part de Marine Le Pen qui y voit une « faute politique » de la part de son prédécesseur, toujours président d'honneur du parti.

Cette dernière déclaration semble d'autant plus rattachée à l'image du parti que celle-ci est publiée sur le site du Front National. Si la vidéo est rapidement retirée, Jean-Marie Le Pen semble assumer ses propos et se défend du caractère antisémite de sa déclaration :

*« A quel moment quelqu'un a utilisé le mot de fournée dans le sens que semblent avoir voulu croire un certain nombre ? C'est dingue ça ! »*¹⁹

Le président d'honneur du FN, interrogé par BFMTV à ce sujet, continue à nier tout antisémitisme et met au défi quiconque de « trouver dans ses 60 ans de vie publique une déclaration antisémite. »²⁰

Rappelant des propos tenus en 1996 sur une « inégalité des races », Jean-Marie Le Pen réaffirme ces propos sur France Info en 2015 et va jusqu'à compléter ceux-ci :

*« D'ailleurs, vous avez remarqué que les noirs courent plus vite que les blancs et nagent beaucoup moins vite. Comment ça se fait ? [...] Y'a bien une petite différence, non ? Qu'est-ce qu'il y a de scandaleux à reconnaître ça ? »*²¹

Ainsi, Jean-Marie Le Pen se défend toujours des accusations de racisme et d'antisémitisme à son encontre en présentant ses déclarations polémiques comme de simples constats, qu'il serait le seul à même de formuler à voix haute.

Toujours en 2015, alors qu'il est invité le 2 avril sur RMC, le président d'honneur du Front National réitère des propos tenus en 1987 en affirmant que, selon lui, les chambres à gaz ne sont qu'un « détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale ». Des propos immédiatement

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ de Mareschal Edouard, « Une nouvelle sortie de Jean-Marie Le Pen consterne jusqu'au FN », *Le Figaro*, 8 juin 2014

Disponible ici : <https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/06/08/25001-20140608ARTFIG00064-une-nouvelle-sortie-de-jean-marie-le-pen-consterne-jusqu-au-fn.php>

[consulté le 5 juillet 2019]

²⁰ *Ibid.*

²¹ Piquet Caroline, « Jean-Marie Le Pen, une carrière politique marquée par de nombreux dérapages », *op. cit.*

contredits par Marine Le Pen auprès du Monde, cette dernière se disant « en profond désaccord sur la forme et le fond. »²² D'un point de vue plus général, la présidente du Front National estime que cette déclaration ne serait qu'une provocation de plus, caractéristique du style politique de son père :

*« Il le dit lui-même. C'est une construction artificielle de polémique et nous sommes face à une stratégie avouée. Il pense que la polémique est positive pour le mouvement. Évidemment, je suis profondément en désaccord avec cela. Je l'ai dit et redit maintes fois. »*²³

C'est à nouveau par médias interposés que Jean-Marie Le Pen s'exprime sur la déclaration de sa fille, se considérant « trahi [...] par les siens » et ajoutant qu'il n'est « pas homme à changer d'avis ni à ramper »²⁴. Le président d'honneur du parti enchaîne alors, à nouveau, avec des propos suscitant la polémique et mettant le parti dans l'embarras :

*« Je n'ai jamais considéré le maréchal Pétain comme un traître. L'on a été très sévère avec lui à la Libération. Et je n'ai jamais considéré comme de mauvais Français ou des gens infréquentables ceux qui ont conservé de l'estime pour le maréchal. »*²⁵

Il surenchérit par la suite en affirmant que les pétainistes ont leur place au sein du FN, « comme l'ont les défenseurs de l'Algérie française, mais aussi les gaullistes, les anciens communistes et tous les patriotes qui ont la France au cœur. »²⁶

Ces nombreux désaccords, mais surtout les condamnations publiques qui s'en suivent, donnent lieu à l'exclusion de Jean-Marie Le Pen de son poste de président d'honneur au mois d'août

²² Mestre Abel, « « Détail de l'histoire » : Marine Le Pen en « désaccord profond » avec son père », *op. cit.*

²³ Galiero Emmanuel, « Marine Le Pen : « Jean-Marie Le Pen est dans la provocation volontaire » », *Le Figaro*, 2 avril 2015

Disponible ici : <https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2015/04/02/25001-20150402ARTFIG00122-marine-le-pen-jean-marie-le-pen-est-dans-la-provocation-volontaire.php>

[consulté le 5 juillet 2019]

²⁴ Faye Olivier, « Jean-Marie Le Pen réplique à sa fille dans « Rivarol » », *Le Monde*, 7 avril 2015

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/politique/article/2015/04/07/jean-marie-le-pen-replique-a-sa-fille-dans-rivarol_4611212_823448.html

[consulté le 5 juillet 2019]

²⁵ *Ibid.*

²⁶ « Jean-Marie Le Pen : L'interview choc à Rivarol (qui ne plaira pas à Marine) », *Valeurs Actuelles*, 7 avril 2015

Disponible ici : <https://www.valeursactuelles.com/politique/jean-marie-le-pen-linterview-choc-a-rivarol-qui-ne-plaira-pas-a-marine/>

[consulté le 5 juillet 2019]

2015. Le conflit entre le président d'honneur du parti, dont la justice confirme l'exclusion mais lui conserve son titre honorifique en novembre 2016, et sa présidente s'étend par la suite au domaine judiciaire.

Il faut donc attendre le seizième congrès du parti en 2018, au cours duquel est réélue Marine Le Pen, pour que le poste de président d'honneur disparaisse définitivement des statuts du parti et Jean-Marie Le Pen avec lui.

L'exclusion de Jean-Marie Le Pen va de pair avec une volonté de déradicaliser l'image du parti afin de le rendre plus compatible avec l'exercice de fonctions politiques. Marine Le Pen semble donc vouloir incarner cette nouvelle image du parti, moins radicale et plus « apaisée » comme le déclare cette affiche publiée en janvier 2016²⁷ la mettant en scène.



Rassemblementnational.fr

Cette affiche, sur laquelle Marine Le Pen est seule présente au premier plan d'un paysage verdoyant, renseigne non seulement sur la volonté d'adoucir l'image du parti mais également de l'importance de la figure de Marine Le Pen dans cette stratégie communicationnelle.

²⁷ « La France apaisée, nouvelle affiche du Front National », *Site Internet du Rassemblement National*, 21 janvier 2016

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/annonces/la-france-apaisee-nouvelle-affiche-du-front-national/>

[consulté le 13 décembre 2019]

Cette affiche fait suite à l'exclusion de Jean-Marie Le Pen de son poste de président d'honneur du parti en 2015, un événement renseignant clairement sur l'orientation que semble vouloir faire prendre Marine Le Pen à son parti.

Malgré cette prise de distance avec le style politique de son père, participant d'une volonté de transformer l'image du parti, cela n'empêche pas les déclarations polémiques de la part de la présidente du parti. Si Marine Le Pen semble tenter de construire son image politique en contradiction avec celle de son père, elle ne délaisse pas pour autant le style politique parfois provocateur accordant au parti sa charge subversive.

Bien que les déclarations antisémites semblent avoir été définitivement effacées du répertoire frontiste, Marine Le Pen s'appuie sur les mêmes ressorts que son père afin de rendre visible son parti sur la scène publique. Les « avortements de confort » qu'elle souhaite dérembourser en mars 2012, la comparaison des prières de rue à des « occupations » en décembre 2011 et juillet 2013, la qualification de la France comme « maîtresse des Etats-Unis » et « catin d'émirs bedonnants » en septembre 2013 ou encore lorsqu'elle déclare que « l'idéologie du métissage [viserait à] camoufler l'extinction accélérée des sociétés humaines » en novembre 2014 sont quelques exemples parmi d'autres de la conservation de la charge polémique du parti²⁸.

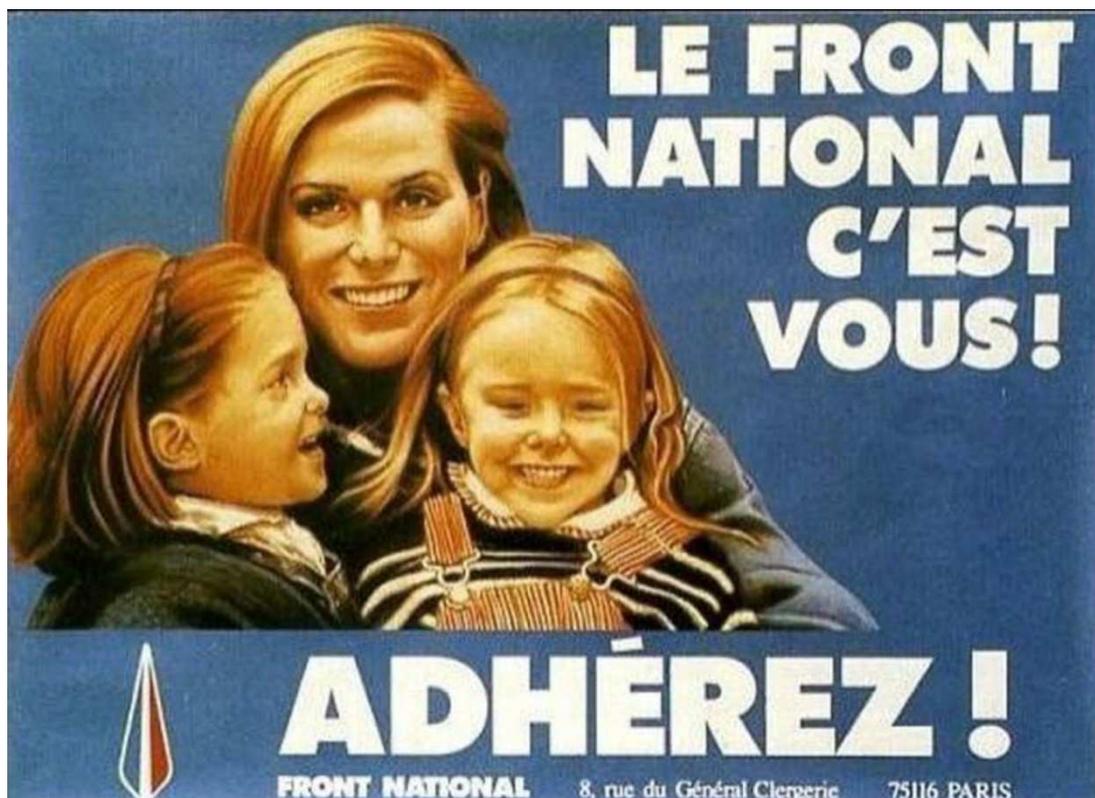
Ainsi, Marine Le Pen tout comme Jean-Marie Le Pen semblent employer les propos polémiques comme des éléments essentiels de leur stratégie communicationnelle, et ce malgré des différences notables entre celles-ci. En ce sens, la polémique comme instrument de conquête médiatique et politique semble être un trait caractéristique de l'identité du parti, bien davantage que propre à sa présidence.

Qu'il s'agisse de « diabolisation » ou de « dédiabolisation », le père comme la fille et par extension le parti, s'accordent à présenter celui-ci comme porte-parole des intérêts du peuple et victime d'un système politico-médiatique

²⁸ Crépon Sylvain, Dézé Alexandre, et Mayer Nonna, « Pourquoi le Front National n'est pas vraiment un « nouveau » parti », *Après-demain*, vol. 36, n°4, pp. 31 – 33.

Un Parti proche du peuple

Se présenter soucieux des intérêts de la population française apparaît être une constante depuis la fondation du parti. Au-delà de se montrer soucieux de la défense de ces intérêts, de ceux du pays et de la préservation de son patrimoine, le parti semble vouloir incarner ce peuple français. Ainsi, le parti construit très rapidement sa communication sur l'idée que le Front National serait un véritable représentant de ce peuple français, représenté sur cette affiche de 1990 par une femme accompagnée de ses deux filles blondes.



Estrepublicain.fr

Dans son programme pour les élections présidentielles de 1995, Jean-Marie Le Pen fait appel à ses origines populaires afin de nourrir son argumentaire et crédibiliser un discours visant à présenter son parti comme ayant à cœur la protection des citoyens français :

« Candidat à la Présidence de la République, je suis un citoyen français comme vous. Orphelin de guerre, boursier de l'État, dirigeant étudiant, officier combattant, créateur et

dirigeant de PME, père de famille, député français et européen, je connais, pour les avoir vécus et pour les vivre, vos problèmes, vos soucis, vos angoisses, vos espoirs. »²⁹

Ces éléments de discours apparaissent bien davantage liés à l'identité du parti qu'au style politique de son dirigeant, Marine Le Pen ayant repris à son compte cette stratégie en période électorale. En mars 2012, la candidate du parti aux élections présidentielles appelle ainsi le peuple de France à se réveiller et à arracher sa liberté :

« Je ne comprends pas qu'élection après élection les politiques trompent les Français ! Et qu'en lieu et place de l'autorité, de la détermination, ils leur imposent le laxisme ! Peuple de France, réveille-toi ! Peuple de France, arrache la vérité, arrache ta liberté ! Tu y as droit ! Peuple de France, attaque-toi à la racine du mal ! Tu dois le faire ! Tu dois le faire pour tes enfants ! »³⁰

Cet aspect du discours du parti sert à la fois à se présenter proche de la population et de ses intérêts mais également à condamner le reste de l'échiquier politique qui, quant à lui, ne le serait pas.

L'idée selon laquelle le FN/RN se situerait en dehors d'un monde politique soldé aux intérêts de quelques puissants et qui, pour le décrédibiliser, œuvrerait à calomnier et « diaboliser » le parti est donc loin d'être une nouveauté. C'est au contraire là que réside non seulement l'un des points essentiels de la communication du parti, mais également une constante majeure depuis sa fondation.

Les deux présidents du parti entendent ainsi se faire les représentants de la France des territoires, par opposition à des élites déconnectées. Ainsi, dans une affiche de campagne datée de 2007, on peut voir Jean-Marie Le Pen, à la campagne, sans costume et par extension sans fards, avec le slogan « Le Pen politiquement non modifié ».

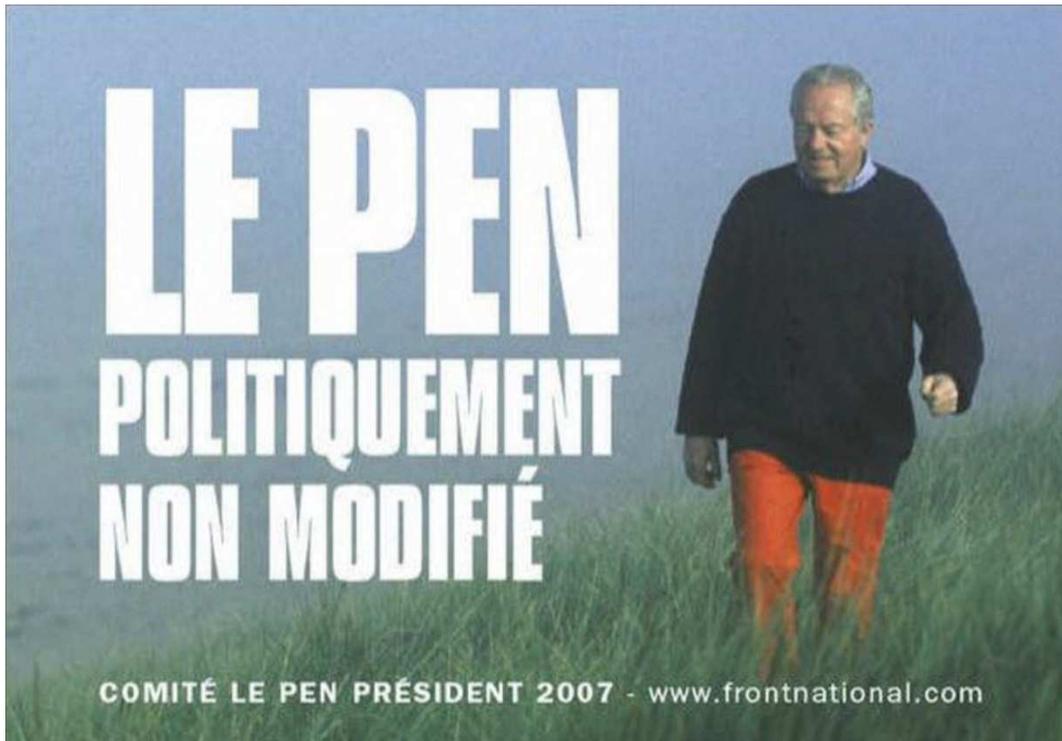
²⁹ « Appel aux Français », *Français Passionnément. Programme du Front National*, 1995, *op. cit.*

³⁰ Le Pen Marine, *Discours à Nantes*, 25 mars 2012

Disponible ici :

<https://www.vie-publique.fr/discours/184832-declaration-de-mme-marine-le-pen-candidate-du-front-national-lelecti>

[consulté le 18 septembre 2019]



Estrepublicain.fr

Ce faisant, le candidat du FN semble accuser ses adversaires politiques de s'être éloignés, voire de n'avoir jamais vraiment été des hommes de terrain ayant connu les difficultés du peuple.

Cela rappelle son « appel aux Français » lors des élections présidentielles de 1995, dans lequel il prend soin de mettre en avant ses origines modestes et son expérience des « rudesses du travail manuel », « comme l'immense majorité » des votants auxquels il s'adresse :

« Parce que je suis, comme l'immense majorité d'entre vous, issu du peuple, d'un père patron pêcheur et d'une mère paysanne, que je suis le seul candidat à avoir connu les rudesses du travail manuel, la gêne et même la pauvreté. »³¹

Marine Le Pen entend également, dès les élections régionales de 2010 durant lesquelles elle est candidate dans le Nord-Pas de Calais, de se présenter comme « la voix du peuple ». La future présidente du parti semble déjà avoir adopté les ressorts communicationnels du parti, qu'elle conserve encore.

³¹ « Appel aux Français », *Français Passionnément. Programme du Front National*, 1995, *op. cit.*



Estrepublicain.fr

Mettre en avant ses origines modestes, et son attachement aux territoires, est d'autant plus caractéristique du parti que cela est également employé par d'autres figures du parti. Ainsi, Steeve Briois³² décide de parler ch'ti lors de la convention présidentielle se tenant à Lille en février 2012 et souligne le fait que son grand père soit un mineur :

« Bienvenue din min coin, comme in dit ichi. Bienvenue din l'pays d'martine, qui d'vient eud'pus in pus eul'pays d'marine.

J'voudro vous dire commint j'suis heureux d'vous a'r'vire ter tous din chelle salle de ch'grand palais.

Quin j'éto tchio, m'grand-père m'disot toudis « chez zommes politiques, y mintent comme y respirent, y racontent toudis des cacoules et in tiennent jamais paroale ». »³³

³² Né en 1972, Steeve Briois rejoint le Front National très jeune dès la fin des années 1980 mais quitte le parti lors de la création du MNR de Bruno Mégret.

Ayant rejoint le Front National en 2001, il participe à la campagne pour les élections présidentielles de 2002 de Jean-Marie Le Pen ainsi que celle de Marine Le Pen lors des élections législatives dans le Pas-de-Calais. Ayant construit sa carrière politique dans le Nord-Pas-de-Calais, sa région d'origine, il est notamment Conseiller municipal d'Hénin-Beaumont depuis 1995 puis en devient maire en 2014. Vice-président du parti depuis 2014, il exerce également la fonction de Conseiller régional de 1998 à 2015 et de député européen de 2014 à 2019.

³³ Briois Steeve, *Discours à Lille*, 19 février 2012

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-steeve-briois-lors-de-la-convention-presidentielle-de-lille-dimanche-19-fevrier-2012/>

[consulté le 3 janvier 2020]

Celui qui est alors secrétaire général du Front National fait allusion à ses origines modestes afin de renvoyer une image d'homme proche du peuple, déplorant lui aussi les « cacoules »³⁴ d'une classe politique corrompue.

Marine Le Pen souligne quant à elle, comme son père avant elle, ses origines bretonnes afin de crédibiliser son attachement à la France, mais également afin de nourrir un discours social grâce auquel elle entend convaincre les classes populaires :

« Je reviens dans cet Ouest que j'aime, cet Ouest qui m'a tant donné, où j'ai mes racines. L'Ouest des marins et des terriens, des pêcheurs et des agriculteurs, des entrepreneurs et des grands navigateurs, l'Ouest épris de liberté. L'Ouest fier de ses traditions [...] L'Ouest qui a vu ces dernières années son tissu économique, l'un des plus remarquables de notre pays, mis à mal par une crise dont il n'est en aucun cas responsable, l'Ouest qui se bat et ne se plaint jamais, qui sais que la crise est loin d'être finie mais qui ne cédera pas ! »³⁵

Évoquées ici en 2012, ses origines bretonnes, dans « l'Ouest des marins et des terriens, des pêcheurs et des agriculteurs » sont un élément essentiel de la campagne de la candidate du FN pour les élections présidentielles de 2017. Ainsi, son clip de campagne officiel³⁶ se déroule en partie dans cette région, où Marine Le Pen se présente comme une femme proche du peuple et attachée à son terroir, qu'elle soit sur un voilier ou en train de contempler l'océan. Le tournage de ce clip donne lieu à plusieurs clichés de la candidate, parmi lesquels la photo ci-dessous sur laquelle on peut voir Marine Le Pen à la barre d'un voilier, le regard vers l'horizon.

³⁴ Que l'on pourrait traduire par « balivernes ».

³⁵ Le Pen Marine, *Discours sur la désertification des campagnes et les répercussions de la crise économique sur les agriculteurs*, Merdrignac, 20 avril 2012
Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/184949-declaration-de-mme-marine-le-pen-candidate-du-front-national-lelecti>

[consulté le 3 janvier 2020]

³⁶ « Clip de campagne officiel. Marine 2017 », *Chaîne Youtube officielle de Marine Le Pen*, 5 février 2017
Disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=FYWnuQc5mYA&ab_channel=MarineLePen
[consulté le 15 juillet 2018]



Rtl.fr

Ce clip de campagne semble avant tout viser, à travers une succession d'images mettant en scène Marine Le Pen auprès de la population mais également à travers le texte, à brosser le portrait d'une candidate profondément attachée à ses racines et à son pays :

« D'aussi loin que je me souviens, j'ai toujours ressenti un attachement viscéral, passionnel à notre pays, à son histoire.

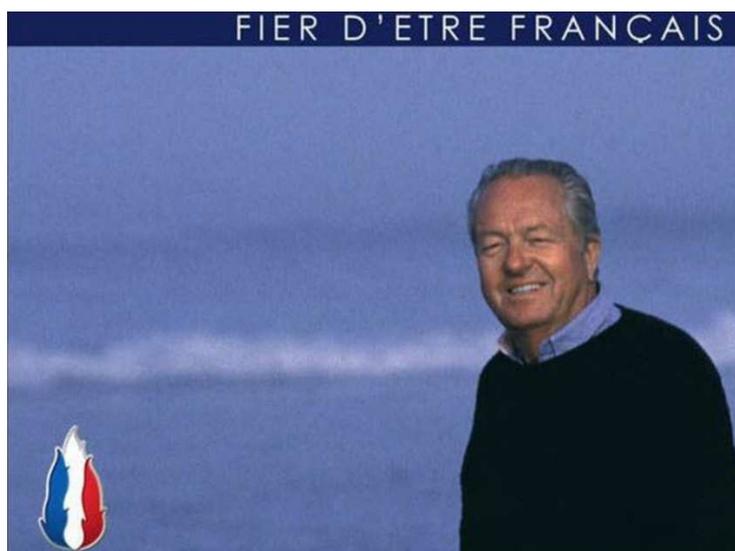
J'aime la France. J'aime du plus profond de mon cœur, du plus profond de mon âme, cette nation millénaire qui ne se soumet pas, ce peuple impétueux qui ne renonce pas.

[...]

Au fond, si je devais me définir, je crois que je répondrais tout simplement que je suis intensément, fièrement, fidèlement, évidemment française. »³⁷

Remarquons sur ce point que Marine Le Pen emploie des éléments de discours déjà employés par le parti sous la présidence de son père, notamment sur des affiches où ce dernier se déclare « fier d'être français ».

³⁷ Ibid.



Estrepublicain.fr



Estrepublicain.fr

Après avoir présenté ses principaux engagements pour les élections présidentielles, Marine Le Pen entend mettre en œuvre ce projet à la tête de l'État « au nom du peuple », concluant cette vidéo par une formule employée par le parti au cours de ces élections :

« C'est tout le sens de mon engagement. C'est ce pour quoi je me bats. C'est le projet que je mettrai en œuvre à la tête de l'État... en votre nom... Au nom du peuple. »³⁸

Cette volonté de se présenter proche des Français et de leurs intérêts est un élément d'autant plus essentiel de sa stratégie communicationnelle que la candidate embarque en

³⁸ *Ibid.*

compagnie de Gilbert Collard avec des pêcheurs le 27 avril 2017, avec plusieurs caméras à bord.



France3-regions.francetvinfo.fr

Marine Le Pen s'y déclare alors soucieuse du sort des marins pêcheurs, le comparant à celui des employés licenciés de l'usine Whirlpool, souhaitant à nouveau se présenter comme la porte-parole de ces oubliés du système :

« La réalité, c'est l'usine Whirlpool qui délocalise, ce sont ces marins pêcheurs qui n'arrivent plus à vivre de leur métier et qui sont de moins en moins nombreux. »³⁹

Cette proximité affichée avec la population, en particulier les classes populaires, permet à la candidate de se distancier de l'image très centralisée du pouvoir politique aux mains d'élites que le parti critique vivement au point d'en faire l'un des points centraux de son discours. Cette critique de la classe politique, au-delà de servir un discours social, est une partie essentielle de la stratégie de normalisation du parti, tout comme elle était un argument justifiant la « diabolisation » dont serait victime le FN depuis sa fondation. Ainsi, lors des élections régionales de 2015, Marine Le Pen critique vivement la campagne de dénigrement dont serait victime son parti :

³⁹ « Marine Le Pen à la conquête des pêcheurs », *France Info*, 27 avril 2017

Disponible ici : https://www.francetvinfo.fr/politique/marine-le-pen/m-le-pen-a-la-conquete-des-pecheurs_2164498.html

[consulté le 10 septembre 2018]

« La classe politique affolée d'abord par les sondages puis par les résultats s'est déchaînée et se montre telle qu'elle est.

Chacun peut s'en rendre compte. Les listes nationales sont soumises à un pilonnage médiatique insensé qui est une véritable campagne d'État contre les opposants.

Ce pilonnage est orchestré depuis les Palais de la République et servi par les petits lapidateurs du système qui viennent jeter leur petite pierre. »⁴⁰

Marine Le Pen entend ainsi présenter le FN comme une « exception » parmi la classe politique, seul parti ayant réellement à cœur les intérêts de la population :

« Nous avons l'immense avantage d'être des gens libres et ceci fait de nous, dans la classe politique, une véritable exception.

Nous devons notre élection ni à des groupes de pression, ni à des groupes d'intérêts, ni à des féodalités politiques ou syndicales, nous ne la devons qu'au peuple. »⁴¹

Le projet présidentiel pour les élections de 2017 semble s'inscrire dans cette même veine et vise avant tout à « rendre sa liberté à la France et la parole au peuple », avec une attention toute particulière aux enjeux sociaux :

« L'objectif de ce projet est d'abord de rendre sa liberté à la France et la parole au peuple. Car c'est en votre nom, et pour votre seul bénéfice, que toute politique nationale doit être menée.

Je veux aussi rendre leur argent aux Français, parce que depuis de trop nombreuses années, notre politique sociale et fiscale appauvrit les classes moyennes et populaires, alors qu'elle enrichit les multinationales et dilapide l'argent public via une immigration totalement incontrôlée. »⁴²

⁴⁰ Le Pen Marine, *Discours*, 10 décembre 2015

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-a-paris-10-decembre-2015/>

[consulté le 8 janvier 2019]

⁴¹ *Ibid.*

⁴² Le projet présidentiel 2017, *Site internet du Rassemblement National*

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/le-projet-presidentiel-2017/>

[consulté le 15 septembre 2019]

Les 144 engagements que prend la candidate dans son projet présidentiel sont formulés « au nom du peuple », cette formule sans ambiguïté étant le slogan du parti pour ces élections. Se présenter proche des intérêts des populations, en nourrissant un discours fondé sur une dimension sociale mais également sur la mise en avant d'attachements locaux et d'origines modestes, semble être une part essentielle du discours du parti.

Les échéances électorales rendent particulièrement visibles cet aspect, notamment car elles permettent de formuler de vives critiques à l'encontre des adversaires politiques du FN/RN. Marine Le Pen déclare ainsi durant les élections présidentielles de 2017 se positionner dans le camp des « patriotes », appelant de ses vœux une France « juste avec les siens, [qui] défend les petits [et] n'oublie personne » :

« Des patriotes qui savent, ou plutôt qui sentent profondément que le temps de la France est devant elle. Ils portent en eux la conviction que c'est en étant elle-même que la France protège le mieux ses enfants, c'est en étant elle-même qu'elle les arme et les unit pour affronter la mondialisation. Ils savent que c'est en étant libre, souveraine, affranchie de toutes les tutelles supranationales que la France est grande, qu'elle est juste avec les siens, qu'elle défend les petits, qu'elle n'oublie personne. »⁴³

Le traitement de la question sociale apparaît ainsi indissociable de la stratégie de conquête politique du parti qui se veut être le porte-parole des intérêts des « oubliés du système ». L'apport non négligeable de ces enjeux au discours du parti est tel qu'il mérite d'être plus amplement développé dans une partie dédiée. Il convient par ailleurs de souligner que cette dimension sociale du discours du parti, que l'on peut considérer comme l'un des aspects les plus visibles de la stratégie de normalisation instaurée par Marine Le Pen, n'est pas une nouveauté.

Une étude des évolutions discursives du parti permet en réalité de mettre en lumière qu'il ne s'agit que d'une accentuation d'un discours social déjà présent sous la présidence de Jean-Marie Le Pen, depuis le huitième congrès de 1990⁴⁴.

⁴³ Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/05/02/le-discours-de-marine-le-pen-de-la-france-eternelle-a-la-menace-du-chaos_5121139_4854003.html#episode_la-mort-ou-la-survie

[consulté le 3 février 2019]

⁴⁴ « Cette inflexion doit être rapportée à l'évolution de la composition sociologique de l'électorat frontiste au sein duquel les ouvriers (provenant pour l'essentiel de la droite), les employés et les chômeurs commencent à se compter en nombre croissant. Rédigées en 1992, les « 51 mesures pour faire le point sur le social »

Ainsi, s'ils sont particulièrement mis en avant sous la présidence de Marine Le Pen, au point d'être fréquemment présentés comme l'un des points essentiels de la « dédiablement », ces emprunts à la gauche répondent avant tout à des impératifs électoraux fixés par l'évolution de la composition du vote frontiste.

La défense des travailleurs, à savoir des ouvriers et des employés de plus en plus nombreux à soutenir le Front National, devient l'un des axes discursifs majeurs. Le parti adapte donc son discours aux opportunités politiques que lui offrent les votants dès les années 1990.

Le parti fait ainsi de ces oubliés de la mondialisation, de ces exclus du système, le cœur de son électorat depuis des décennies, ayant compris que se situe là une importante réserve de voix.

La critique de la mondialisation en tant que menace pour l'indépendance du pays ainsi que pour les intérêts de la population apparaît donc clairement durant les années 1990, comme le démontre le tract ci-dessous publié par le Front National de la Jeunesse.



Estrepublicain.fr

Durant sa campagne pour les élections présidentielles de 2002, Jean-Marie Le Pen fait de la critique de la mondialisation, et de ses effets néfastes sur la situation sociale et économique de la population française, l'un des arguments devant motiver le vote en faveur de son parti :

forment dès lors l'armature de base du programme social du FN. Ce texte préconise notamment de « lutter contre la pauvreté », de « revaloriser le travail », de « développer la propriété populaire », de « favoriser la famille », de « juguler le chômage » et de « garantir les avantages sociaux », dans Dédé Alexandre, « La dédiablement ». Une nouvelle stratégie ? », *op. cit.*, pp. 35 – 36.

« Depuis 1995, la France a perdu 450.000 emplois industriels. Voilà l'effet des délocalisations et du libre-échange mondialiste !

[...]

Vous devez voter pour moi, et rejoindre la grande masse du peuple français qui n'accepte plus le mondialisme, le matérialisme, la décadence des lois et des mœurs. »⁴⁵

L'idée selon laquelle le parti serait le seul à s'intéresser aux difficultés qui touchent les « honnêtes gens, [les] oubliés, [les] invisibles » apparaissent ainsi être un ressort rhétorique majeur du parti, comme le souligne Marine Le Pen en 2012 :

« L'heure est venue de rendre la parole aux honnêtes gens, aux oubliés, aux invisibles, l'heure est venue d'écouter leurs doléances !

Ce sont d'abord les prix indécents de l'essence, ces prix qui ne cessent d'augmenter, qui étranglent les agriculteurs, les pêcheurs, les artisans mais aussi les familles condamnées à choisir entre la cuve de fioul du chauffage et le réservoir de la voiture. »⁴⁶

Si cette critique de la mondialisation est intrinsèquement liée, dans le discours du parti, à sa condamnation des politiques bruxelloises et mérite à ce titre d'être développée dans la partie consacrée à ces enjeux, elle demeure un élément phare de leur argumentaire aussi bien sur la scène nationale qu'europpéenne.

Cet aspect de leur discours est d'autant plus décisif et semble se voir octroyer une place croissante que celui-ci explique en partie l'adhésion des votants au discours du parti⁴⁷.

Ainsi, en se présentant comme une exception au sein d'un monde politique sujet à de vives critiques, le parti entend crédibiliser son rôle de défenseur des intérêts de la population. Plus

⁴⁵ Le Pen Jean-Marie, *Discours à Paris*, 1^{er} mai 2002

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/127827-declaration-de-m-jean-marie-le-pen-candidat-du-front-national-lelec>

[consulté le 13 novembre 2019]

⁴⁶ Le Pen Marine, *Discours sur la désertification des campagnes et les répercussions de la crise économique sur les agriculteurs*, Merdrignac, 20 avril 2012, *op. cit.*

⁴⁷ « Where economic concerns were given as a reason for joining a PPAM, they were diverse in content, with high taxation, personal indebtedness and the inability of the state to provide for working people all featured within the responses: « *La hausse des prix, l'incapacité de payer nos dettes malgré que nous travaillons mon mari et moi. Plus aucune perspective d'avenir tant que l'état continuera à nous prendre le peu d'argent que l'on gagne. L'incapacité de l'état à s'occuper des honnêtes gens qui travaillent et qui malgré tout ont du mal à manger et à nourrir nos enfants à chaque fin de mois.* » », dans Bartlett Jamie, Birdwell Jonathan, Littler Mark, « « The rise of populism in Europe can be traced through online behaviour... » : The new face of digital populism », Londres, Demos, 2011, p. 52.

encore, ce positionnement nourrit le discours aux accents victimaires du parti qui serait, notamment du fait de sa proximité avec les intérêts des citoyens, la cible d'attaques provenant d'un système politique déconnecté des réalités.

Un parti victime du « système »

Le FN/RN serait donc, au même titre que la population française, une victime d'un système politico-médiatique au sein duquel ses adversaires politiques seraient largement favorisés. En brossant le portrait d'élites politiques trompant sciemment les Français et agissant contre leurs intérêts, le parti construit son image en opposition au reste de la classe politique. Cela est particulièrement visible dans les discours des présidents du parti, en particulier lors d'échéances électorales, mais également sur certains supports visuels.



Blog.francetvinfo.fr

Dans cette affiche datant des années 1990, le parti affirme avoir les « mains propres », faisant référence à l'opération « mani pulite » qui secoue alors le monde politique italien. Le parti entend donc se présenter comme exempt de toute malversation, contrairement au reste de l'échiquier politique fréquemment accusé de corruption diverses et de soumission à des intérêts autres que ceux de la population.

Jean-Marie Le Pen se présente ainsi en opposition à ses adversaires politiques lors de la campagne pour les élections présidentielles de 2002 :

« Ils fulminent, condamnent, dénoncent au nom de la République, les honnêtes citoyens qui ont voté national, parce qu'ils exècrent, la nation qu'ils ont trahie et livrée à l'Euro-mondialisme, à l'immigration, au chômage, à l'insécurité. Ils puent la corruption, ils ruissellent d'argent sale. »⁴⁸

Ce faisant, le candidat FN condamne les critiques proférées à l'encontre de son parti et entend décrédibiliser celles-ci en discréditant le reste de la classe politique. Toujours en 2002, au lendemain des élections présidentielles et alors que la campagne pour les législatives bat son plein, le président du parti souligne la « connivence » qui existerait entre les deux principaux partis que sont l'UMP et le PS :

« Nous avons encore 30 candidats qui sont en course et certains pourraient légitimement espérer être élus s'il n'y avait pas la consigne de l'UMP, de Chirac [...] à savoir que « tout plutôt qu'un candidat du FN ». Autrement dit, visiblement, la classe politique ne veut pas qu'il y ait un seul député FN. Ils ont tellement peur de la vérité qu'il ne faut même pas qu'il y en ait un seul.

[...]

Et là on voit que la connivence, la complicité qui avait régné pendant cinq ans dans la cohabitation se perpétue. On l'a vu au deuxième tour de l'élection présidentielle. On ne voit pas très bien en fait ce qui sépare la gauche socialiste de la pseudo-droite de Chirac. »⁴⁹

Cet accord tacite entre les différents partis politiques afin de lui nuire est l'une des constantes majeures que l'on relève à l'étude de l'évolution du discours du parti, en particulier en période électorale. Ainsi, la campagne pour les élections régionales de 2010 est l'occasion pour le parti d'appeler les votants à mettre « un coup de pied dans les urnes » à ses adversaires politiques. Le vote FN semble ainsi présenté comme la manifestation d'une contestation à l'encontre de la classe politique dirigeante, bien davantage qu'un véritable vote d'adhésion.

⁴⁸ Le Pen Jean-Marie, *Discours à Paris*, 1^{er} mai 2002, *op. cit.*

⁴⁹ Le Pen Jean-Marie, Interview auprès de LCI, *Vie-publique.fr*, 11 juin 2002

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/130329-interview-de-m-jean-marie-le-pen-president-du-front-national-lci>

[consulté le 15 décembre 2019]



Estrepublicain.fr

Lors des élections régionales de 2015, Marine Le Pen dénonce une « dérive antirépublicaine » dans le « marathon de la diffamation » dont ferait l'objet son parti, aussi bien de la part de ses adversaires politiques que des médias :

« Chaque minute qui passe depuis dimanche témoigne de cette dérive antirépublicaine digne de dictatures bananières ou des régimes à l'agonie.

Depuis dimanche, les vannes sont grandes ouvertes. Nous vivons une sorte de marathon de la diffamation que certaines chaînes d'information continue, relai servile du système, se plaisent à ressasser en boucle.

[...]

Je le dis, cette campagne de diffamation d'État ordonnée par le premier ministre et diligentée en sous-main par le vice-chancelier est indigne d'une démocratie moderne, de surcroît en période de soi-disant unité nationale. »⁵⁰

S'ils sont la cible de nombreuses critiques, les deux partis de gouvernement que sont l'UMP et le PS ne sont pas les seuls que le parti entend discréditer. Ce dernier, dans son entreprise de se démarquer du reste de l'échiquier politique, condamne l'ensemble de ses

⁵⁰ Le Pen Marine, *Discours*, 10 décembre 2015, *op. cit.*

adversaires qui seraient, tous sans exception, des « candidats du système » selon Marine Le Pen en 2012 :

« Les élites instillaient l'idée que j'aurais une responsabilité dans ces crimes. Des candidats à la présidence ont repris cette calomnie abjecte. Ces infâmes, François Bayrou⁵¹ et Jean-Luc Mélenchon⁵², sont politiquement et moralement disqualifiés. Mais, candidats du système, aucune pression ne s'exerce sur eux. Le système leur accorde une totale immunité. »⁵³

Le FN/RN se présente comme première force d'opposition face à ce système, conforté par ses résultats électoraux. Ce faisant, le parti s'inscrit dans la tradition des mouvements de droite radicale, pour qui l'opposition au système est l'un des thèmes de prédilection⁵⁴. Comme évoqué précédemment, la « diabolisation » évoquée par le parti afin de qualifier les diverses oppositions externes, participe de cette idée qu'il serait victime d'un système politico-médiatique.

Assez logiquement, cette victimisation intrinsèque au discours du parti évoque la censure comme l'un des moyens employés afin de l'empêcher de s'exprimer, les médias étant présentés comme étant au service de ce système.

La censure dont le parti ferait l'objet serait ainsi une manifestation que leurs paroles « dérangent » un système politique au discours policé, incapable d'énoncer clairement les enjeux au cœur des préoccupations des Français.

L'une des affiches publiées par le parti à l'occasion des élections régionales de 2010, présentant une femme voilée à côté d'une France recouverte d'un drapeau algérien, arbore le slogan « Non à l'islamisme ».

⁵¹ Né en 1951, François Bayrou est un homme politique français, se réclamant centriste, et ayant occupé la fonction de député, député européen ainsi que ministre de l'Éducation nationale de trois gouvernements de droite. Président du Centre des démocrates sociaux, de Force démocrate, de l'Union pour la démocratie française puis du Mouvement démocrate depuis 2007, François Bayrou se présente à trois reprises aux élections présidentielles, de 2002 à 2012, avant de soutenir la candidature d'Emmanuel Macron en 2017.

⁵² Jean-Luc Mélenchon est un homme politique français né le 19 août 1951, ancien membre du Parti socialiste qu'il quitte en 2008 pour fonder le Parti de Gauche, puis la France Insoumise en février 2016.

⁵³ Le Pen Marine, *Discours à Nantes*, 25 mars 2012, *op. cit.*

⁵⁴ Chebel d'Appollonia Ariane, *L'Extrême-droite en France. De Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Complexe, 1988



Estrepublicain.fr

Si cette affiche renseigne certes sur la critique de l'Islam comme part essentielle du discours et de l'idéologie du parti, la seconde affiche publiée par le Front National de la Jeunesse nous renseigne quant à elle davantage sur l'importance du thème de la censure pour le parti.



Estrepublicain.fr

Cette seconde affiche est publiée en réponse aux accusations de haine raciale dont le parti fait l'objet, pour lesquelles Jean-Marie Le Pen est relaxé en 2011 par décision de justice. La première affiche ayant été interdite par le tribunal de Marseille, la mention « censuré par le gouvernement Sarkozy » semble ainsi témoigner que, loin de calmer les ardeurs de l'organisation jeunesse du parti, les poursuites judiciaires semblent au contraire motiver leur propos.

Loin d'être nouveau, ce thème de la censure est déjà exploité par le parti depuis les années 1990, comme le démontre cette affiche sur laquelle le Front National de la jeunesse appelle à lutter contre la censure.



Estrepublicain.fr

Condamné en avril 2004 à une amende pour haine raciale du fait de propos tenus dans *Le Monde*⁵⁵, Jean-Marie Le Pen invoque à nouveau la censure qui pèserait sur lui afin d'expliquer cette condamnation :

*« J'exprime le sentiment d'un certain nombre de citoyens et je regrette cette dérive institutionnelle qui conduit les opinions politiques devant les juridictions pénales. »*⁵⁶

⁵⁵ Jean-Marie Le Pen affirme dans *Le Monde* du 19 avril 2003 que « le jour où nous aurons en France, non plus 5 mais 25 millions de musulmans, ce sont eux qui commanderont [...] Et les Français raseront les murs, descendront des trottoirs en baissant les yeux. »

⁵⁶ « Jean-Marie Le Pen condamné pour incitation à la haine raciale », *Le Monde*, 24 février 2005
Disponible ici : https://www.lemonde.fr/societe/article/2005/02/24/jean-marie-le-pen-condamne-pour-incitation-a-la-haine-raciale_399429_3224.html

Se voulant défenseur de la liberté d'expression, Jean-Marie Le Pen, et plus généralement son parti, procède à une analogie entre lui-même, victime du système, et les nombreux oubliés de ce même système qu'il entend défendre lors des campagnes électorales.

S'il ne constitue pas l'unique thème sur lequel le parti serait censuré, le traitement de la question migratoire par le parti s'inscrit à la fois dans cette rhétorique aux accents victimaires, mais également au sein de la dimension civilisationnelle que le parti entend insuffler à son discours. Le parti semble ainsi vouloir inscrire son traitement de la question migratoire au sein d'une dimension sécuritaire mais également civilisationnelle, comme cela est énoncé dans le « Plan Le Pen pour les Banlieues » publié en 2018, appelant au « rétablissement sans concession de l'ordre républicain »⁵⁷ :

*« Sécurité dans la rue, discipline dans les écoles, répression des trafics, répression de l'islamisme et expulsion des immigrés illégaux. [...] Ces actions [...] s'inscrivent dans trois directions : le rétablissement de l'ordre républicain, le rétablissement de l'autorité de l'État et enfin le rétablissement de l'unité nationale, trois axes complémentaires mais surtout indissociables. »*⁵⁸

Cette volonté de justifier sa critique de l'immigration par des motivations patriotiques est particulièrement visible lorsque l'on constate l'emploi lors des meetings de la formule identitaire « On est chez nous » par les soutiens du parti. Loin d'être une preuve de xénophobie, il faudrait y voir selon Marine Le Pen « un cri du cœur, un cri d'amour »⁵⁹.

Le parti semble donc vouloir s'appuyer sur son traitement de la question migratoire pour justifier une supposée nécessaire défense d'une communauté d'individus, et d'électeurs, qui aurait été négligée par le système et la mondialisation.

Au-delà des intérêts de cette communauté, le parti souhaite se présenter comme le défenseur du pays tout entier dont il convient de restaurer la grandeur.

[consulté le 5 juillet 2019]

⁵⁷ Plan Le Pen pour les banlieues, *Site internet du Rassemblement National*, Avril 2018, Avril 2018, p. 3
Disponible ici :

https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/A4_LIVRET_PLAN_BANLIEUE_HD.pdf

[consulté le 15 septembre 2019]

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ « Selon Marine Le Pen, dire « On est chez nous » est « un cri d'amour » », *L'Express*, 17 février 2017

Disponible ici : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/elections/selon-marine-le-pen-dire-on-est-chez-nous-est-un-cri-d-amour_1880415.html

[consulté le 4 septembre 2019]

Un enjeu civilisationnel

Il apparaît difficile d'aborder l'enjeu civilisationnel si cher au discours du parti sans mentionner le thème de l'immigration tant ces deux notions apparaissent intrinsèquement liées. Néanmoins, nous tâcherons de ne pas trop développer cet enjeu ici, dans la mesure où l'importance de la question migratoire dans le discours et l'idéologie de l'ensemble des formations étudiées mérite que l'on s'y consacre plus longuement dans une partie consacrée.

Le FN/RN construit en partie son argumentaire politique sur l'idée qu'une menace planerait sur la civilisation française, contre laquelle le vote en faveur du parti serait l'unique moyen de lutter.

Il serait donc nécessaire de restaurer la grandeur de la France, un enjeu intimement lié dans le discours du parti à la critique de l'immigration mais également de sa critique de ses adversaires politiques, du système et de la mondialisation. Selon Marine Le Pen en 2017, évoquant à nouveau un « cri d'amour » de la part de « patriotes inconsolables », semble à nouveau vouloir justifier la dimension identitaire de son discours visible dans ses meetings :

« Rendez-nous la France ! [...] Cet appel qui sort de vos poitrines est celui d'un peuple tout entier, de notre peuple. Un cri d'amour, un cri de bon sens qui veut dire que la France est nôtre et que nous sommes responsables, tous, de notre chez-nous. [...] Cet appel que vous lancez exprime aussi cette angoisse légitime qui nous étreint de ne plus être en effet tout à fait chez nous en France. Cet appel, je l'entends comme un cri de souffrance, de patriotes inconsolables de voir leur pays à la dérive. Une souffrance que je partage avec vous, une souffrance dont je veux témoigner, une souffrance que je veux voir disparaître, une souffrance que je veux transformer en espérance. »⁶⁰

La présidente du parti présente alors le vote FN comme un symbole d' « espérance ». Loin d'être dû au hasard, on retrouve déjà ce terme dans le discours de la candidate lors de la précédente élection présidentielle :

⁶⁰ Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017, *op. cit.*

« Et je le dis : la France peut retrouver la voie de la confiance en elle-même et peut redonner à tous la confiance perdue.

Jeunesse de France ! L'inquiétude, les peurs nourries par les élites du fait de leur désir d'emprise, sont tes chaînes, tes entraves !

[...]

Jeunesse de France, libère-toi de ces élites qui t'enchaînent, qui t'étouffent et rejoins-nous sur notre chemin d'espérance ! »⁶¹

La candidate FN se présente déjà comme un symbole d'espoir pour la France en 2012, en appelant les jeunes électeurs à la rejoindre sur le « chemin d'espérance » que symboliserait le projet présidentiel du parti. L'emploi de ce terme apparaît d'autant plus intéressant qu'il est également employé par Jean-Marie Le Pen à l'occasion des élections présidentielles de 2002, souhaitant fédérer une communauté d'individus autour de sa candidature :

« Entrez dans l'espérance ! [...] Françaises, Français, n'ayez pas peur ! Entrez dans l'espérance ! Nous ne sommes pas seuls ! »⁶²

La critique de l'immigration serait ainsi, non pas une preuve de xénophobie de la part du parti, mais une véritable démonstration de patriotisme. Revenant sur l'emploi de la formule « On est chez nous » lors de son meeting au Zenith de Paris en avril 2017, Marine Le Pen développe un point déjà évoqué en février de la même année :

« Ce « on est chez nous » est aussi un cri d'espoir parce qu'il est un formidable appel de ralliement des patriotes, un cri de révolte devant ce qui est présenté comme inéluctable. Ah, les médias du système n'aiment pas que vous proclamiez votre amour de la France. [...] Cet appel, il est une réponse à ceux qui voudraient que nous ayons honte d'être Français. Eh bien nous en faisons un appel de fierté, d'affirmation de nos droits, de nos affections, de nos libertés, de notre amour de la patrie. Un droit que nous reconnaissons à tous les peuples du monde qui ont comme nous le droit de défendre leur identité, leur modèle social, leur héritage, leur langue, leurs traditions. »⁶³

⁶¹ Le Pen Marine, *Discours à Nantes*, 25 mars 2012, *op. cit.*

⁶² Le Pen Jean-Marie, *Discours à Paris*, 1^{er} mai 2002, *op. cit.*

⁶³ Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017, *op. cit.*

Appeler à une politique migratoire plus stricte serait donc une nécessité qu'imposerait la préservation de l' « identité », du « modèle social », de l' « héritage », de la « langue » et des « traditions » françaises. Le vote FN serait donc une nécessaire condition à la défense de ce patrimoine commun, comme le stipule déjà Jean-Marie Le Pen lors des élections présidentielles de 1995 :

« Mais si vous souffrez de la décadence de la France, de la ruine de pans entiers de son économie industrielle, agricole, commerciale, artisanale : si vous avez déjà perdu ou si vous avez peur de perdre votre emploi ou que vos enfants n'en trouvent pas un ; si vous êtes les victimes de l'immigration massive, de l'insécurité, du fiscalisme écrasant, de l'appauvrissement, si vous avez peur pour votre retraite et êtes lassés d'être de plus en plus considérés comme des étrangers dans votre propre pays, alors, je vous le dis carrément, vous n'avez pas d'autre choix que celui de voter pour moi. »⁶⁴

Bien plus qu'un choix, le vote en faveur du parti serait une véritable nécessité afin de contrer la « décadence » de la France en restaurant sa grandeur en voie de perte. La préservation civilisationnelle du pays passerait donc obligatoirement par un vote pour le Front National, une constante que l'on retrouve dans les discours du parti sur l'ensemble de la période étudiée.

Afin de nourrir cet argumentaire sur lequel repose en partie son discours, Jean-Marie Le Pen invoque la notion de patrimoine et de transmission. La défense des intérêts du pays serait ainsi un devoir que nous imposent tous ceux qui nous ont précédés :

« Avec nous marchent, invisibles mais présents, les Saints, les Martyrs, les Héros de notre longue Histoire, les combattants de tous les combats, aux côtés des victimes innocentes de toutes les guerres, les hommes et les femmes qui depuis 20 siècles sont nés sur ce sol ou qui l'ont aimé et en sont devenus les fils et les filles par choix, toutes celles et tous ceux qui lui ont donné ce visage prodigieux de civilisation qui fait qu'on la jalouse dans le monde et qu'on la veut voir disparaître. »⁶⁵

⁶⁴ « Appel aux Français », *Français Passionnés. Programme du Front National*, 1995, *op. cit.*

⁶⁵ Le Pen Jean-Marie, *Discours à Paris*, 1^{er} mai 2002, *op. cit.*

Comme son père avant elle, Marine Le Pen invoque l'Histoire afin de justifier une nécessité absolue de restaurer la « grandeur » d'un pays abandonné par ses dirigeants politiques. Lors de la convention présidentielle consacrée au thème « La France, une civilisation mondiale au XXIème siècle » en novembre 2016, la présidente et future candidate aux élections présidentielles s'appuie sur une dimension civilisationnelle :

« Aujourd'hui, nous parlons de grandeur.

[...]

La France a été la civilisation de la liberté et de la raison. Certains diront que c'est une illusion rétrospective. Que nous reconstruisons l'histoire.

Mais ce sont les mêmes qui abaissent constamment la France, qui ne préfèrent voir que ce qui est bas, ce qui est mesquin, ce qui est laid. Ils veulent salir la grandeur.

[...]

Le roman national est, entre leurs mains, devenu un cauchemar.

Les censeurs de la grandeur sont en train de créer des névroses immenses : ils font des générations de Français qui se haïssent eux-mêmes, et cela est beaucoup plus dangereux qu'on ne le croit. »⁶⁶

Les électeurs auraient ainsi la responsabilité de préserver ce que leurs ancêtres ont contribué à façonner des siècles durant. Cet appel aux valeurs de transmission, d'héritage et de famille est également employé par Marine Le Pen afin de justifier son réquisitoire anti-immigration en 2017 :

« Les Français ont des droits chez eux justement parce qu'ils sont chez eux, parce qu'ils sont les propriétaires de la France, pas des occupants précaires, pas des occupants sans droit ni titre. Nos titres, nous les tenons de nos parents et des parents de nos parents. Comme ceux d'ailleurs qui nous ont rejoint dans la famille France, que la France a adoptés et que nous traitons comme nos égaux. [...] Nous sommes des débiteurs, cela parce que des générations d'hommes et de femmes ont travaillé et souffert et parfois sont morts pour leur transmettre un pays libre qui est le nôtre. »⁶⁷

⁶⁶ Le Pen Marine, *Discours*, 9 novembre 2016

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-la-france-civilisation-mondiale-au-xxieme-siecle>

[consulté le 7 juillet 2019]

⁶⁷ Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017, *op. cit.*

On ne peut s'empêcher de relever les similitudes reliant ces discours, pourtant prononcés à vingt et quinze ans d'intervalle par deux personnalités politiques distinctes.

La dimension civilisationnelle que confère le parti à son discours constitue en ce sens un ressort rhétorique majeur, justifiant leur critique de l'immigration non sur des considérations xénophobes mais bien davantage sur la nécessité de défendre une civilisation française menacée.

Le parti entend ainsi se présenter comme un symbole de résistance face aux dangers planant sur ce patrimoine commun, cela étant particulièrement visible dans cette affiche datée de 2009 sur laquelle figure Charles de Gaulle.

JEUNE FRANÇAIS, DÉFENDS TON IDENTITÉ !

« C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne. »

Charles de Gaulle

**Front National de la Jeunesse,
l'esprit de résistance !**

<http://jeunesaveclepén.hautetfort.com>

Estrepublicain.fr

L'immigration constituerait donc une menace à l'encontre de l'identité partagée par la communauté française. L'immigration massive est ainsi dénoncée par Jean-Marie Le Pen en 2007 dans la mesure où elle pourrait, à terme, constituer une communauté plus importante que celle qu'il entend défendre :

« A moins qu'ils ne soient idéologiquement complices, les politiciens français n'ont toujours pas compris que ce n'est que le début de l'immigration de masse, et que si nous ne faisons rien, nous serons submergés.

[...]

Ils n'ont pas vu qu'entre une zone de basse pression démographique, l'Europe, une zone de haute pression, le Sud affamé et prolifique, l'orage migratoire ne pouvait qu'éclater. »⁶⁸

Cet aspect du discours du parti apparaît d'autant plus central que le changement de présidence et l'instauration d'une stratégie de normalisation semblent n'avoir en rien atténué son importance. Le parti souhaite toujours se faire le porte-parole des oubliés de la mondialisation, mais également le défenseur de leur « patrimoine immatériel », faisant alors clairement entrer son discours politique dans une dimension plus abstraite :

« Ici, dans cette élection, nous portons un projet fraternel d'union du peuple français, union autour de nos filiations intimes, de notre patrimoine immatériel, nos traditions, notre belle langue, notre culture, notre art de vivre, notre conception du monde et de l'homme, de nos valeurs. »⁶⁹

C'est donc un « enjeu de civilisation » qui se joue lors du scrutin présidentiel de 2017 selon Marine Le Pen :

« Vous le voyez, je vous l'ai dit au début de mon propos, dans cette élection, ce qui se joue, et je pèse mes mots et j'y reviens inlassablement, c'est un enjeu de civilisation. [...] Cette

⁶⁸ Le Pen Jean-Marie, *Déclaration sur l'immigration, l'insécurité, la politique économique ainsi que sur sa succession à l'intérieur du parti*, Paris, 18 novembre 2007

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/168569-declaration-de-m-jean-marie-le-pen-president-du-front-national-sur-l>

[consulté le 3 janvier 2020]

⁶⁹ Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017, *op. cit.*

élection, c'est en quelque sorte un référendum : pour ou contre la mondialisation sauvage, pour ou contre la France ? »⁷⁰

Le vote en faveur du parti constituerait donc une nécessité absolue, sans lequel la civilisation, le patrimoine et les intérêts du pays se trouveraient menacés. Cette idée d'une urgence à porter le parti au pouvoir n'est pas sans rappeler l'un des slogans les plus célèbres du parti à la fin des années 1980, appelant à voter « Le Pen, vite ».



Estrepublicain.fr

La notion de civilisation est absolument centrale à la stratégie politique mise en place par le parti lors des élections présidentielles de 2017, en témoignent les propos tenus par la candidate dans son clip de campagne :

« Le choix que vous ferez lors de l'élection présidentielle à venir est un choix crucial, fondamental, c'est un véritable choix de civilisation.

Soit vous continuez avec ceux qui ont menti, failli, trahi, qui ont égaré le peuple et perdu la France, soit vous décidez de remettre la France en ordre.

Oui, je veux remettre la France en ordre. Je veux que les Français puissent vivre libres dans une nation indépendante. Je veux que les Français puissent vivre en sécurité dans une France

⁷⁰ *Ibid.*

respectée. Je veux que les Français puissent vivre protégés dans une France prospère. Je veux que les Français puissent vivre unis dans une France fière. »⁷¹

Marine Le Pen entend donc « remettre la France en ordre » après des années de mauvaises décisions politiques desservant les intérêts de ses concitoyens dont elle espère les votes. Cette idée est d'autant plus importante qu'elle constitue le slogan présent sur l'affiche du parti pour le premier tour de l'élection.

On peut voir ci-dessous les deux affiches du parti pour le premier et le second tour de l'élection. La différence notable entre ces deux affiches, au-delà du slogan bien plus directif dans la première affiche, mérite que l'on s'y attarde un peu.



Si le slogan « Choisir la France » apparaît nettement moins abrupt que le premier, lequel s'appuie sur une dimension sécuritaire prégnante en faisant figurer le terme « ordre », l'affiche du parti pour le second tour dénote également visuellement.

⁷¹ « Clip de campagne officiel. Marine 2017 », *Chaîne YouTube officielle de Marine Le Pen, op. cit.*

La stratégie d'institutionnalisation du parti y est d'autant plus visible que Marine Le Pen semble reprendre les codes des photographies officielles des présidents de la république, en posant près d'un bureau devant une bibliothèque. Si le décor rappelle ces photographies officielles, la pose adoptée par la candidate diffère toutefois. Elle semble vouloir miser sur la décontraction mais également sur sa féminité sur cette affiche, étant en ce sens cohérente avec la stratégie de changement d'image du parti dont la figure de Marine Le Pen est l'un des éléments.

Néanmoins l'emploi du genre de sa candidate par le FN/RN est avant tout un élément communicationnel bien plus qu'il ne constitue une évolution idéologique majeur, comme nous le verrons dans l'étude de cas consacrée à la politique des mœurs prônée par les mouvements étudiés.

Le FN semble donc vouloir se présenter comme investi d'une responsabilité majeure, seul défenseur des intérêts de la nation et de sa population lors du scrutin présidentiel. L'accès au second tour du parti fait donc, selon sa candidate, « reposer sur [elle] la responsabilité immense de la défense de la nation française, de son unité, de sa sécurité, de sa culture, de sa prospérité et de son indépendance. »⁷²

Les enjeux sont clairs selon la candidate, pour qui le vote en faveur de son parti doit avant tout être vu comme « un acte de fierté française, celui d'un peuple qui relève la tête ; celui d'un peuple sûr de ses valeurs et confiant en l'avenir. »⁷³ A nouveau, son parti est présenté comme un symbole d'espoir et de renouveau au sein d'une classe politique peuplée « d'élites arrogantes » et dont il convient de « libérer le peuple français »⁷⁴.

Le vote FN doit donc, avant toute autre chose selon sa présidente et candidate, être considéré comme un moyen de préserver une civilisation en danger, minée par des gouvernements successifs auquel le parti serait la seule véritable alternative :

*« Le grand enjeu de cette élection est la mondialisation sauvage, qui met en danger
notre civilisation.*

[...]

⁷² Le Pen Marine, *Discours*, 23 avril 2017

Disponible ici : <https://www.europel.fr/politique/verbatim-le-discours-de-marine-le-pen-au-soir-du-premier-tour-3309374>

[consulté le 6 février 2019]

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*

Vous avez donc le choix de l'alternance. La vraie.

Pas celle qui a vu des gouvernements se succéder sans que rien ne change.

Celle que je vous propose, c'est la grande alternance, l'alternance fondamentale, qui mettra en place une autre politique, d'autres visages au pouvoir, et le renouvellement auquel vous aspirez. »⁷⁵

La défaite au second tour de l'élection présidentielle ne change rien selon l'autoproclamée « candidate du peuple »⁷⁶, et doit avant tout témoigner du fait que son parti est « la première force d'opposition au projet du nouveau président. »⁷⁷

L'alliance formée avec le parti de Nicolas Dupont-Aignan⁷⁸, Debout la France, durant l'entre-deux tours constitue selon Marine Le Pen une « alliance patriote et républicaine » étant la seule à même de représenter une véritable opposition aux politiques du nouveau gouvernement :

« Les formations politiques qui ont pris la responsabilité de faire élire M. Macron se sont discréditées elles-mêmes et ont perdu toute légitimité à représenter une force d'alternance ou même d'opposition crédible. »⁷⁹

Le barrage républicain invoqué par ses adversaires politiques ne serait donc qu'une manifestation de plus, selon Marine Le Pen, de la connivence existant entre les partis politiques, tous bords confondus. Semblant néanmoins être consciente de certaines erreurs commises durant cette campagne électorale, Marine Le Pen annonce dès le soir du second tour une « transformation profonde » :

« Le Front National, qui s'est engagé dans une stratégie d'alliance, doit lui aussi profondément se renouveler afin d'être à la hauteur de cette opportunité historique et des attentes des Français exprimées lors de ce second tour.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ « « Présidentielle 2017 » : réaction de Marine Le Pen », *Chaîne YouTube de France Info*, 7 mai 2017

Disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=69v0xMPU-0o>

[consulté le 6 février 2019]

⁷⁸ Né le 7 mars 1961, Nicolas Dupont-Aignan débute sa carrière au sein du Rassemblement pour la République (RPR) puis de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) avant de fonder son parti Debout la France. Son parti soutient la candidature de Marine Le Pen lors du second tour des élections présidentielles de 2017 en formant un projet d'alliance de gouvernement.

⁷⁹ *Ibid.*

Je proposerai donc d'engager une transformation profonde de notre mouvement afin de constituer une nouvelle force politique que de nombreux Français appellent de leurs vœux et qui est plus que jamais nécessaire au redressement du pays. »⁸⁰

Marine Le Pen annonce ainsi déjà la tenue prochaine d'une vaste refonte du parti, concrétisée lors du séminaire de juillet 2017⁸¹, témoignant à nouveau de la volonté de sa présidente de renouveler l'image de son parti mais également de faire le point sur les ratés de la campagne présidentielle.

Si la communication du parti qu'incarne Marine Le Pen semble clairement révéler une volonté de déradicaliser l'image du Front National maintenu dans un rôle d'opposition par son caractère radical, il convient de se demander si la stratégie de normalisation s'accompagne de réelles évolutions idéologiques.

Les programmes du parti pour les élections présidentielles nous renseignent en partie sur ce point, en particulier lorsque l'on compare ceux de la candidature de Jean-Marie Le Pen à ceux de Marine Le Pen.

Il convient de se demander quelles similarités, et donc quelles constantes, il est possible de relever dans le discours du parti lors des campagnes présidentielles. Bien qu'il convienne de garder à l'esprit les contextes nécessairement différents lorsque l'on compare des textes ayant été publiés à quinze ou vingt ans d'intervalle, on peut se demander si le projet du parti pour le pays connaît de réelles évolutions.

Dans son programme pour les élections présidentielles de 2017, Marine Le Pen entend proposer aux électeurs une « véritable révolution de la proximité » :

« Proximité démocratique : je veux que les décisions soient prises au plus près des citoyens et directement contrôlées par eux. Proximité économique : il s'agit de réaménager notre territoire, d'y trouver des services publics partout, de relocaliser nos entreprises et donc nos

⁸⁰ « « Présidentielle 2017 » : réaction de Marine Le Pen », *Chaîne YouTube de France Info*, 7 mai 2017, *op. cit.*

⁸¹ « Le Front National (FN) devait jeter les bases de sa refondation sur fond de profonde crise politique post-électorale [...] les responsables frontistes ont découvert le compte rendu des travaux des sept commissions de travail thématique. Elles avaient la charge de faire l'autopsie politique, technique et logistique des réussites et des ratés électoraux de la présidentielle et des législatives. », de Boni Marc et Galiero Emmanuel, « Le nouveau FN mettra l'accent sur les frontières plutôt que sur l'euro », *Le Figaro*, 22 juillet 2017

Disponible ici : <https://www.lefigaro.fr/politique/2017/07/22/01002-20170722ARTFIG00140-le-nouveau-fn-mettra-l-accent-sur-les-frontieres-plutot-que-sur-l-euro.php>

[consulté le 22 août 2019]

*emplois. Plus aucun Français, plus aucun bout de France, y compris l’Outre-mer pour lequel j’ai déjà présenté mon projet complet, ne doit être oublié. »*⁸²

Détaillé dans un document reprenant les 144 engagements du parti pour ces élections, Marine Le Pen divise son projet présidentiel en plusieurs parties, consistant chacune à qualifier ce que serait la France si les électeurs la portaient à la présidence de la république.

Le projet du parti pour ces élections vise ainsi à promouvoir « une France libre », rendant au pays sa « souveraineté nationale » ainsi que « la parole au peuple » par l’établissement d’une « démocratie de proximité. »⁸³ Le parti conserve la sécurité comme l’un des ressorts majeurs de son discours, en appelant à « rétablir l’ordre républicain » et « retrouver des frontières qui protègent et en finir avec l’immigration incontrôlée » pour « une France sûre »⁸⁴.

Marine Le Pen s’appuie ensuite sur un discours social afin d’attirer davantage d’électeurs en proposant « un nouveau modèle patriote en faveur de l’emploi » tout en « [garantissant] la protection sociale » et « [agissant] pour le pouvoir d’achat. »⁸⁵ Ces mêmes arguments sociaux se retrouvent dans la partie dédiée à « une France juste », entre un engagement à protéger « à 100% la santé des Français » et « rendre la fiscalité plus juste »⁸⁶.

Le thème de l’identité est loin d’être délaissé dans ce programme, le parti y consacrant 26 des 144 engagements que contient le document. Ainsi, Marine Le Pen souhaite voir « une France fière », « qui transmet et se transmet », « qui crée et qui rayonne » et entend pour ce faire « défendre l’unité de la France et son identité nationale »⁸⁷. La partie suivante consacrée à « une France puissante » peut en ce sens être rapprochée de la précédente puisqu’elle vise également à « faire respecter la France » à l’étranger et « refaire de la France un pays majeur »⁸⁸.

Il apparaît intéressant de constater que tous ces thèmes peuvent se retrouver dans le programme du parti pour les élections présidentielles de 1995⁸⁹, dans lequel celui-ci propose « dix commandements pour rendre la France au peuple français ». Jean-Marie Le Pen, alors candidat, s’appuie sur des aspects sécuritaires et sur une critique de l’immigration en appelant à « restaurer la justice et la sécurité pour les honnêtes gens » ainsi qu’à « réduire le nombre

⁸² Le projet présidentiel 2017, *Site internet du Rassemblement National, op. cit.*

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ *Ibid.*, pp. 5 – 6.

⁸⁵ *Ibid.*, pp. 7 – 9.

⁸⁶ *Ibid.*, pp. 11 – 12.

⁸⁷ *Ibid.*, pp. 15 – 16.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 19.

⁸⁹ *Français Passionnément. Programme du Front National, 1995, op. cit.*

d'immigrés » et « donner la priorité aux Français ». Les aspects civilisationnels sont également prégnants puisqu'il est question de « développer la fraternité française » et « faire triompher les valeurs » pour, enfin, « reconquérir la souveraineté française ». Loin d'être absent de ce programme, le discours social est déjà largement présent en 1995 lorsque Jean-Marie Le Pen souhaite « offrir un travail à chaque français », « [leur] rendre le fruit de leur travail » ainsi que « garantir la santé publique ».

Si le discours du parti conserve néanmoins une dimension libérale sous la présidence de Jean-Marie Le Pen, notamment lorsque celui-ci appelle lors de la campagne présidentielle de 2002 à « combattre l'exclusion et le chômage par l'allègement du droit du travail »⁹⁰, on retrouve les mêmes marqueurs idéologiques que dans les autres programmes détaillés précédemment. L'aspect sécuritaire, apparaissant dès lors indissociable du discours du parti, y est évoqué lorsque Jean-Marie Le Pen appelle à « garantir la sécurité pour tous par le démantèlement immédiat des bandes et la réorganisation de la police, de la gendarmerie par le redéploiement des effectifs, un recrutement adapté et un soutien matériel et moral permanent » ainsi qu'à « assurer l'indépendance de la justice et accroître les moyens judiciaires et pénitentiaires. »⁹¹ Enfin, la dimension civilisationnelle et le thème de la souveraineté nationale sont ici encore indissociables du discours du parti, le parti appelant à « renégocier progressivement les traités européens dans le cadre d'une Europe des patries et des États, telle que l'a souhaité le Général de Gaulle pour rétablir la souveraineté et l'indépendance nationale et contrôler les frontières »⁹².

Ainsi, la seule différence notable entre le discours du parti en 1995 et celui de 2017 est résumée dans la dernière partie des engagements pour les élections présidentielles de 2017, dans laquelle le FN appelle à « une France durable ». L'« alimentation saine » ainsi que l'« environnement et [la] transition énergétique »⁹³ sont ainsi les seules innovations depuis les élections de 1995, durant lesquelles ces enjeux n'étaient pas encore au cœur du débat public et n'imposaient alors pas que le parti s'y adapte. Néanmoins, le parti semble commencer à évoquer timidement cet enjeu lors des élections de 2002, durant lesquelles Jean-Marie Le Pen appelle à « recréer la solidarité entre les générations, défendre l'enfance, la vie et la nature. »⁹⁴

⁹⁰ Le Pen Jean-Marie, *Discours à Paris*, 1^{er} mai 2002, *op. cit.*

⁹¹ *Ibid.*

⁹² *Ibid.*

⁹³ Le projet présidentiel 2017, *Site internet du Rassemblement National*, *op. cit.*, pp. 21 – 22.

⁹⁴ Le Pen Jean-Marie, *Discours à Paris*, 1^{er} mai 2002, *op. cit.*

Sur la période étudiée dans le cadre de ce travail, il apparaît essentiel d'interroger les transformations induites par le changement de présidence, symbole de la stratégie de normalisation entreprise par le parti. Si de réelles évolutions discursives peuvent être mises en évidence, notamment à travers la différence de style politique entre les deux présidents de parti, on ne peut occulter de réelles constantes rhétoriques. Le discours étant avant tout un outil communicationnel, il convient de se demander si la stratégie de « dédramatisation » a entraîné une transformation idéologique.

2.1.2. Les Identitaires – Génération Identitaire

La terminologie identitaire, ayant particulièrement gagné en visibilité depuis le début des années 2000, renvoie à de nombreux mouvements et structures associatives et militantes. Il semble donc absolument nécessaire d'opérer une sélection quant aux mouvements étudiés dans ce travail de recherche.

Nous nous attacherons dans ce travail à mener une étude des principaux arcs rhétoriques et idéologiques de ce mouvement identitaire, en s'intéressant à deux mouvements identitaires français : Les Identitaires, nouveau nom du Bloc Identitaire, et son mouvement jeunesse, Génération Identitaire.

Le Bloc Identitaire est fondé en avril 2003 à l'initiative d'anciens dirigeants d'Unité radicale, formation dissoute en août 2002. Le but affiché par le Bloc Identitaire au moment de sa création est de « concourir à l'expression démocratique en rassemblant les citoyens français et européens attachés à la promotion et à la défense de leurs identités historiques »⁹⁵.

Précisant par la suite que « sa durée est illimitée », le mouvement identitaire se comprend donc, d'après les termes de sa fondation, comme devant être entendu en tant que phénomène sociétal plutôt que répondant à une échéance politique par définition temporaire.

C'est là l'une des principales clefs de compréhension de la mouvance identitaire, qui souhaite davantage s'inscrire dans le champ culturel et civilisationnel que dans le politique, et ce malgré quelques épisodes électoraux.

Devenu Les Identitaires en 2016, le mouvement ne se départit pas de cette vocation métapolitique et entend avant tout se faire le défenseur d'une identité et d'une civilisation en perte. Se définissant comme un « catalyseur d'énergies »⁹⁶, Les Identitaires « se placent là où la pensée et l'action se rejoignent ». L'idée de lutte est fondamentale à la création et au fonctionnement de ce mouvement qui souhaite fonder son action et son idéologie sur une réalité qui serait dissimulée par un discours dominant. Ainsi, « le réel est tout à la fois la source et le but de leurs productions intellectuelles ou militantes » face aux « mots des « élites politiques et

⁹⁵ Publication au Journal officiel, n° de parution 20030021, n° d'annonce : 0143
Déclaration auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes

www.journal-officiel.gouv.fr

⁹⁶ « Que sont Les Identitaires ? », Foire aux Questions, *Site Internet Les Identitaires*
www.les-identitaires.com

médiatiques actuelles [visant] à l'acceptation de leur domination idéologique, à masquer les enjeux, à interdire de penser autrement »⁹⁷.

L'existence de ce que Les Identitaires qualifient de « mouvement de libération » dépend donc directement d'une supposée disparition de la pensée libre, orchestrée par des élites politiques et médiatiques. Si le caractère vague de ces termes peut laisser perplexe, il sert le propos du mouvement en ne définissant pas clairement ceux qui entendent d'après lui priver les citoyens de leurs libertés les plus fondamentales.

Au contraire, Les Identitaires semblent ainsi créer une nébuleuse du danger, orchestrée aux plus hauts sommets de l'État et soutenue par les détenteurs du pouvoir médiatique. En ne nommant pas explicitement les tenants de ce discours dominant et en l'absence de repères clairement établis, le mouvement se présente comme un rempart chargé de rétablir une vérité trop souvent tue.

Cette idée de résistance face à un système mensonger et liberticide est centrale à l'étude des mouvements identitaires. Les Identitaires se définissent eux-mêmes comme un « laboratoire d'idées pour la défense de la civilisation européenne », la notion de défense sous-entendant l'existence d'une potentielle menace.

Fondé en 2012, Génération Identitaire dépend directement du mouvement identitaire précédemment cité en offrant une section jeunesse à celui-ci. La défense de l'identité apparaît là aussi centrale à la création du mouvement, celui-ci s'attachant à la « défense et [la] promotion des identités locales, régionales, française et européenne »⁹⁸. L'échelle locale est particulièrement importante pour le mouvement identitaire qui s'établit dans différentes villes françaises, chacune de ses annexes étant soucieuse de la défense de ses particularités régionales.

Il s'agit donc, comme pour Les Identitaires, de s'inscrire dans une logique de résistance et de défense des identités face à un système tendant à effacer celles-ci. Génération identitaire entend mener à bien la mission qu'elle s'est fixée « à travers tout type d'événements tels que des conférences, réunions publiques, manifestations, concerts et par la diffusion de documents. »⁹⁹

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ Publication au Journal officiel, n° de parution : 20120030, n° d'annonce : 899
Déclaration effectuée auprès de la Préfecture du Rhône

www.journal-officiel.gouv.fr

⁹⁹ *Ibid.*

Si le mouvement a davantage gagné en autonomie à mesure qu'il a gagné en notoriété depuis 2012, la vocation affichée par Génération Identitaire reste très proche de celle des Identitaires¹⁰⁰. La notion de résistance est au cœur du discours identitaire et est revendiquée par les deux mouvements étudiés. Bien que GI¹⁰¹ se qualifie comme « un mouvement politique de jeunesse [rassemblant] des garçons et des filles à travers toute l'Europe »¹⁰² et s'adresse aux individus âgés de 15 à 30 ans, ce qui anime le mouvement est en droite ligne avec Les Identitaires.

« Première ligne de la résistance », le mouvement jeunesse entend mobiliser ses militants afin de lutter contre les supposées menaces planant sur les sociétés européennes. Mobilisés « face à la racaille, face à ceux qui veulent fliquer notre vie et nos pensées, face à l'uniformisation des peuples et des cultures, face au raz de marée de l'immigration massive, face à une École qui nous cache l'histoire de notre peuple pour nous empêcher de l'aimer, face à un prétendu vivre-ensemble qui vire au cauchemar. »

La démarche de Génération Identitaire apparaît donc très proche de celle affichée par Les Identitaires, en y adjoignant néanmoins la notion de jeunesse et l'idée que cette dernière doit être actrice de son destin.

Le terme de « génération » semble donc devoir qualifier une jeunesse usée par les transformations inhérentes au processus de mondialisation et animée par l'idée qu'il appartient à leur tranche d'âge de faire entendre leurs voix et leurs revendications :

*« Dans les partis politiques, les jeunes sont la main d'œuvre. Au sein de Génération Identitaire, nous sommes la tête et les cœurs. Chez nous, la jeunesse commande à la jeunesse. Nous sommes des camarades, des amis, des frères, un clan. Plus qu'un mouvement de jeunesse, nous sommes la jeunesse en mouvement. Créative, fière, insolente et rebelle, la Génération Identitaire est l'avant-garde de la jeunesse debout. »*¹⁰³

Génération Identitaire semble donc vouloir se présenter comme une force de résistance face aux mutations sociétales mettant en danger ce qu'ils qualifient d'identité française et

¹⁰⁰ La FAQ présente sur le site de Génération Identitaire renvoie par ailleurs à celle du site Les Identitaires « pour accéder à davantage de contenu ».

¹⁰¹ Génération Identitaire

¹⁰² « Qu'est-ce que c'est Génération Identitaire ? », Foire aux Questions, *Site Internet Génération Identitaire* www.generationidentitaire.org

¹⁰³ « Le Mouvement », *Site Internet Génération Identitaire* www.generationidentitaire.org

européenne. Étroitement lié à la conception de l'identité telle que définie par Les Identitaires, il convient de se demander ce que le mouvement fondé en 2002 entend à travers le terme « identitaire ».

La Foire aux Questions présente sur leur site internet permet de mieux saisir le contexte au sein duquel les mouvements étudiés inscrivent la défense de l'identité sur laquelle est fondée leur démarche :

*« Être identitaire c'est avoir pris conscience de la menace mortelle de l'invasion migratoire qui pèse sur notre civilisation et s'engager pour sa défense. Les Identitaires rassemblent donc tous ceux qui considèrent que la préservation des identités est une mission historique. »*¹⁰⁴

Toujours inscrit dans une logique de défense, l'immigration apparaît comme la menace principale pesant sur la civilisation partagée par les militants identitaires. L'idée de communauté est, comme chez GI, centrale au discours de ces mouvements. En inscrivant celle-ci au sein d'une histoire plus longue, les militants ne sont plus seulement des individus mais une partie d'un ensemble plus vaste :

*« L'engagement identitaire naît de l'enracinement et donc de l'idée que nous sommes le fruit d'une terre et d'une lignée, le maillon d'une chaîne. Être identitaire n'est ni un dogme ni une idéologie, mais tout au contraire un principe se fondant sur le réel, sur ce que nos pères ont été, sur ce que nous sommes et sur notre volonté d'un devenir pour nos descendants. »*¹⁰⁵

La notion d'héritage civilisationnel qu'il convient de défendre face aux diverses menaces, parmi lesquelles l'immigration occupe une place centrale, est au cœur de la démarche identitaire. Ainsi, les mouvements étudiés ont recours à un discours aux accents sécuritaires afin de justifier la nécessité de défendre leur patrimoine culturel et historique.

Symboles et références historiques

Loin d'être anodin, le choix des symboles des mouvements identitaires renvoie à deux aspects fondamentaux de leur idéologie. Ils permettent à la fois de représenter la lutte défensive

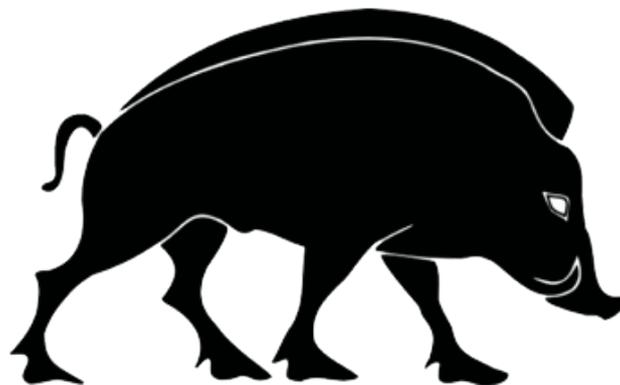
¹⁰⁴ « Que veut dire « être identitaire » ? », Foire aux Questions, *Site internet Les Identitaires*

www.les-identitaires.com

¹⁰⁵ *Ibid.*

menée par les militants face aux dangers portés par les sociétés modernes, mais sont également les symboles d'un héritage civilisationnel commun.

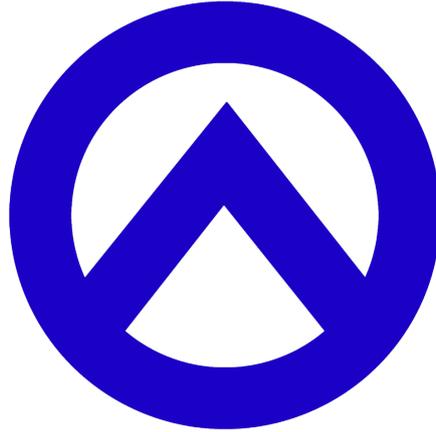
L'identité visuelle choisie par Les Identitaires est un sanglier noir sur fond blanc, porteur des deux aspects de l'idéologie identitaire précédemment mentionnés. L'animal renvoie tout d'abord à un héritage gaulois et apparaît donc vecteur de l'identité défendue par les militants identitaires. Le sanglier stylisé, de couleur noire, semble par ailleurs renvoyer une image de force, presque menaçante, cohérente avec le thème du combat civilisationnel omniprésent au sein du discours identitaire¹⁰⁶.



Wikimedia.org

Bien que Génération Identitaire possède son propre logo, le sanglier identitaire orne certains articles proposés à la vente sur la boutique de GI présente sur leur site internet. Tout à fait différent, mais néanmoins porteur des mêmes valeurs, l'identité visuelle de Génération Identitaire est quant à elle une référence assumée à un épisode de la civilisation grecque.

¹⁰⁶ « De plus, les outils graphiques utilisés par ce mouvement sont riches d'enseignement sur leur idéologie. Ainsi le sanglier, leur symbole, renvoie-t-il à un héritage direct et païen de nos ancêtres celtes. Il renvoie aussi à un animal solitaire, ayant mauvais caractère, dont la femelle, la laie, est connue pour défendre vigoureusement sa progéniture », dans Cahuzac Yannick et François Stéphane, « Les stratégies de communication de la mouvance identitaire », *Questions de communication*, 23 | 2013, p. 276
Disponible ici : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8455>
[consulté le 2 mai 2019]



Generationidentitaire.org

Le lambda de l'alphabet grec est ici inséré dans un rond et renvoie directement aux guerriers spartiates, dont le lambda « ornait jadis les boucliers des citoyens-guerriers spartiates qui appelaient leur cité Lacédémone »¹⁰⁷.

Si le lien entre les militants identitaires français et les guerriers spartiates ne semble pas évident de prime abord, Génération Identitaire fournit une justification à ce choix :

« Fers de lance du combat de la Grèce contre l'impérialisme perse, ce sont les Lacédémoniens qui ont permis à la Grèce de préserver sa liberté et son identité face à l'immense armée réunie par le tyran perse Xerxès lors de la deuxième et dernière guerre médique.

[...]

Les Grecs ont ainsi pu repousser les envahisseurs pourtant en surnombre et remporter la victoire finale face à l'invasion. »¹⁰⁸

On retrouve donc l'idée de lutte armée salvatrice visant à préserver la liberté et l'identité d'un peuple face à une invasion menée par un pouvoir arbitraire. Les militants de GI s'imaginent ainsi en nouveaux Léonidas accompagné de ses 300 spartiates dans un combat déséquilibré et perdu d'avance, mais décisif afin de remporter une victoire finale.

¹⁰⁷ « Notre symbole », *Site Internet de Génération Identitaire*, www.generationidentitaire.org

¹⁰⁸ *Ibid.*

Génération Identitaire se voit ici toujours en première ligne de la résistance, laissant ainsi la chance, comme Léonidas en son temps, « à leurs frères [grecs] de prendre conscience du danger ».

La notion de sacrifice est donc au cœur de l'identité visuelle choisie par GI, pour qui « Sparte, avec l'exemple de ces 300 résistants spartiates, est restée un modèle pour les Européens authentiques ». Le mouvement justifie le lien entre guerriers spartiates et militants identitaires par le fait que la lutte menée par les guerriers grecs ne consistait pas seulement à défendre leur nation mais plutôt leur civilisation menacée par une invasion perse. Ainsi, « de même que les Spartiates ont toujours été soucieux du sort de la civilisation grecque et pas seulement de la « nation » spartiate, de même, les Européens que nous sommes, entendons défendre la grande civilisation dont nous nous savons les héritiers. »

C'est en ces termes que Génération identitaire justifie le choix du « lambda » des Spartiates pour symbole de [leur combat] »¹⁰⁹. Les deux mouvements placent ainsi la notion de combat au cœur de leur discours et de leur démarche, et se présentent comme des défenseurs d'une civilisation en perdition.

Valorisation de la notion de combat

Bien que celui-ci s'insère dans une logique de résistance face à une menace, qu'elle soit interne ou externe, le combat est clairement valorisé au sein du discours identitaire comme en témoignent les nombreux éditoriaux présents sur les sites des deux mouvements étudiés. En présentant un danger guettant la civilisation et la culture dont les militants se font les héritiers, ces derniers entendent légitimer le recours à l'action directe fréquemment valorisée dans leur discours.

Cette action militante est définie par le recours à un champ lexical guerrier, bien qu'il convienne de rappeler que les mouvements identitaires tendent toujours à légitimer celle-ci. En se présentant comme les victimes d'une agression, et non comme les agresseurs, LI¹¹⁰ et GI se voient davantage comme des résistants, à l'avant-garde d'un combat civilisationnel à venir.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ Les Identitaires

La présentation du mouvement par Génération Identitaire laisse clairement apparaître l'importance de la notion de combat au sein de leur discours, notamment à travers le vocabulaire guerrier utilisé :

« Conscients des défis qui s'imposent à nous, nous ne refusons aucune bataille. Fiers de notre héritage et confiants dans notre destin, nous n'avons qu'un seul mot d'ordre : on ne recule plus !

Nous sommes la génération sacrifiée, mais pas la génération perdue.

Car nous entrons en guerre contre tous ceux qui veulent nous arracher nos racines et nous faire oublier qui nous sommes. »¹¹¹

La notion de combat, et sa valorisation, est particulièrement présente chez Génération Identitaire dans la mesure où le mouvement jeunesse place clairement l'action militante au cœur de sa démarche.

Le texte fondateur de GI, publié le 20 janvier 2013 sur la chaîne Youtube du mouvement, est particulièrement équivoque et inscrit dès ses débuts le mouvement au sein d'une logique guerrière.

Intitulée « Déclaration de guerre »¹¹², cette vidéo sur laquelle on voit différents militants réciter un texte présentant leur mouvement, nous renseigne sur un point de leur idéologie n'ayant pas varié depuis. En tant que texte fondateur, cette « déclaration de guerre » apparaît particulièrement importante puisqu'elle jette les bases de l'idéologie, du discours et de la démarche entreprise par GI.

L'idée de résistance face à une menace externe est une fois de plus omniprésente dans le texte, et permet ainsi aux militants de justifier leur vocabulaire guerrier en ayant recours à une rhétorique sécuritaire :

« Nous sommes la GÉNÉRATION IDENTITAIRE

Nous sommes la génération de ceux qui meurent pour un regard de travers, une cigarette refusée ou un style qui dérange.

¹¹¹ « Le Mouvement », Site Internet Génération Identitaire www.generationidentitaire.org

¹¹² « Déclaration de guerre », Chaîne Youtube Génération Identitaire, 20 janvier 2013 https://www.youtube.com/watch?v=5Vnss7y9TNA&ab_channel=G%C3%A9n%C3%A9rationIdentitaire [consulté le 23 novembre 2019]

[...]

Nous avons peint nos slogans sur les murs, scandé « la Jeunesse au pouvoir » dans nos mégaphones, brandi bien haut nos drapeaux frappés du lambda. Ce lambda qui ornait le bouclier des glorieux Spartiates est notre symbole. Vous ne comprenez pas ce qu'il représente ? Il signifie que nous ne reculerons pas, que nous ne renoncerons pas. Lassés de toutes vos lâchetés, nous ne refuserons aucune bataille, aucun défi. »¹¹³

Au-delà de la dimension sécuritaire prégnante, Génération Identitaire s'adresse explicitement aux jeunes générations se considérant abandonnées par un système politique aux mains d'anciennes générations, déconnectées de la réalité de ce que subiraient les plus jeunes :

« Nous n'avons pas besoin de votre politique de la jeunesse. La jeunesse est notre politique. Ne vous méprenez pas : ce texte n'est pas un simple manifeste, c'est une déclaration de guerre. Nous sommes demain, vous êtes hier. Nous sommes la Génération Identitaire. »¹¹⁴

GI permet donc aux Identitaires de mobiliser la jeunesse à travers un vocabulaire combatif, direct et centré sur les problématiques auxquelles seraient confrontés les plus jeunes. L'insécurité, cristallisée par la figure assez vague de la « racaille », permet au mouvement de rassembler ses militants autour d'un adversaire commun.

L'une des premières campagnes de GI lancée en 2013 se nomme d'ailleurs « Génération anti-racailles » et vise à « dénoncer les violences dont les jeunes Français sont régulièrement victimes ». Le mouvement organise dans ce cadre « des stages d'auto-défense dans toute la France afin d'apprendre aux Français à ne plus subir l'insécurité. »¹¹⁵

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ « Nos Actions », *Site Internet Génération Identitaire*
www.generationidentitaire.org



Generationidentitaire.org

Le terme de « racaille » est particulièrement intéressant dans la mesure où il est suffisamment vague pour que le mouvement y apporte lui-même des cadres de définition. Si ces racailles ne sont ici pas présentées en des termes explicites, il convient de souligner que ce sont « les jeunes Français » qui sont ici victimes d'actes perpétrés par ceux que le mouvement qualifie de « racailles ». En différenciant volontairement les catégories de Français et de racailles, GI présente cette dernière catégorie comme n'appartenant pas à la première. Les « racailles », violentes et sources d'insécurité, ne sont donc pas selon le mouvement membres de la communauté française et européenne dont se réclame Génération Identitaire.

Une publication datée de 2018¹¹⁶ suite à un fait divers impliquant des « racailles » offre la possibilité de comprendre de façon plus claire ce que le mouvement entend par ce terme. À la suite de la mort d'un jeune homme à Grenoble « alors qu'il portait secours à son meilleur ami attaqué par un groupe de racailles », GI se saisit de cette actualité afin de davantage détailler ce qui est, selon eux, la cause de cette insécurité. Les deux « racailles » sont ici volontairement nommées à plusieurs reprises dans le texte et sont clairement présentées comme étant extra-communautaires.

Si la victime est « le symbole d'une jeunesse héroïque et martyr », la « racaille », représentée ici par Younes et Yanis Habib, « s'en est pris à notre peuple, à notre jeunesse ». Une fois de plus, les agresseurs sont présentés comme étant des étrangers à la communauté européenne, fruit d'une immigration que le mouvement dénonce.

« Les causes de cette tragédie » résident selon GI dans « l'ensauvagement de la société française » étant lui-même « le produit de l'immigration massive et du laxisme généralisé. »

¹¹⁶ « Actualités », *Site Internet Génération Identitaire*, 11 août 2018
www.generationidentitaire.org

Le lien entre « racailles » et immigration est ici explicite et nourrit la rhétorique communautaire des Identitaires en désignant les responsables de l'insécurité comme étant *de facto* extérieurs à la communauté.

La « racaille » ne fait donc pas partie des « nôtres » selon l'idéologie identitaire et est source d'une insécurité telle qu'il appartient aux individus de se protéger contre les éventuelles attaques qu'ils pourraient subir. En dressant le portrait d'une société laxiste, inapte à protéger les citoyens français, les militants identitaires se présentent comme les sauveurs d'une communauté abandonnée par ses cadres politiques.

La notion d'insécurité est donc indissociable de la dimension communautaire intrinsèque à l'idéologie identitaire. Les menaces telles que présentées par les mouvements identitaires guettent toutes les membres d'une même communauté pas seulement française, mais européenne. Si la dimension européenne est suffisamment vague pour que le mouvement puisse y inclure ce qu'il souhaite, cette dernière est présentée comme partageant les mêmes repères civilisationnels.

Le combat tel que l'entendent les mouvements identitaires n'est pas seulement une lutte contre les agressions perpétrées par les « racailles » mais s'inscrit dans une démarche plus large, celle de préserver la civilisation européenne dont ils se disent les héritiers. Il convient donc d'apporter des éléments de définition à cette lutte civilisationnelle entreprise par Les Identitaires puis par Génération Identitaire.

Un combat civilisationnel

L'ensemble des actions et des éditoriaux identitaires semblent tous relever d'un combat civilisationnel, dont l'objectif est de préserver ce qui constitue selon eux la culture et l'identité européenne. Ce faisant, ces derniers n'inscrivent pas leur lutte dans une optique strictement nationaliste, bien que de nombreuses publications fassent référence à la France et aux Français, mais au sein d'une approche plus vaste intégrant une dimension européenne. Cette guerre civilisationnelle est ainsi cohérente avec l'idée que la culture européenne serait menacée par la mondialisation et l'immigration.

Les Identitaires entendent ainsi se faire les défenseurs de cette civilisation européenne dont les caractéristiques seraient effacées par les transformations que connaissent les sociétés

modernes. Le ton combattif employé dans les éditoriaux publiés sur les sites internet des deux mouvements relèvent tous de cette même idée d'une légitime défense des intérêts d'une communauté soudée par une identité commune.

L'imminence de la menace que constituerait l'immigration pour l'identité européenne nourrit une grande partie des publications et sert ainsi de justification aux actions menées par les Identitaires :

*« On ne subit que ce à quoi l'on a consenti. Face à ces menaces, pour de simples raisons mathématiques et démographiques, il faut prendre conscience qu'il est encore temps mais pour peu de temps encore. Il faut se réveiller, se lever, se défendre. Après, ce sera plié. Le rideau tombera. »*¹¹⁷

Cette publication sur le site internet Les Identitaires rappelle la rhétorique employée par Génération Identitaire dans sa « Déclaration de guerre », selon laquelle il appartient aux jeunes militants de se faire les défenseurs de leur héritage commun :

« Nous avons fermé vos livres d'histoire pour retrouver notre mémoire. Nous avons cessé de croire que Kader pouvait être notre frère, la planète notre village et l'humanité notre famille. Nous avons découvert que nous avons des racines, des ancêtres, et donc un avenir.

*Notre seul héritage c'est notre terre, notre sang, notre identité. Nous sommes les héritiers de notre destin. Nous avons éteint la télévision pour descendre à nouveau dans la rue. »*¹¹⁸

L'immigration tendrait donc à effacer les éléments constitutifs de l'identité et de la culture européenne et serait ainsi le vecteur d'une transformation en profondeur des sociétés européennes. Cette menace doit, selon l'idéologie identitaire, susciter une rapide et légitime réaction de défense.

¹¹⁷ Faye Guillaume, « Trois menaces mortelles contre la civilisation européenne, *J'ai tout compris*, 8 juin 2015

Repris sur le site Lesidentitaires.com dans la rubrique « Vu ailleurs »

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2015/06/08/trois-menaces-mortelles-contre-civilisation-europeenne/>

[consulté le 14 mars 2020]

¹¹⁸ « Déclaration de guerre », *op. cit.*

Afin de développer leur discours et gagner en visibilité, les mouvements identitaires disposent de différentes publications autres qu'internet, bien que ce dernier occupe une place essentielle dans leur stratégie de communication.

Le magazine *Identitaires*¹¹⁹, se qualifiant en tant qu'« actualités de la résistance enracinée » se fait également le porte-parole de ce discours anti-immigration et de l'idée centrale d'une nécessaire et légitime résistance.

Le numéro en date de mai – juin 2016, disponible sur la boutique du site Les Identitaires¹²⁰, affiche clairement ces deux aspects fondamentaux du discours identitaire.



Boutique-identitaire.com

¹¹⁹ *Identitaires : actualités de la résistance enracinée* est un magazine bimestriel dont le premier numéro est publié en mai 2009.

¹²⁰ www.boutique-identitaire.com

Titre « Tant qu'il n'y aura pas de frontières, nous dresserons des barricades ! », le magazine affiche en première page la photo d'une manifestation anti-immigration menée par des militants identitaires sur laquelle on peut voir le « lambda » stylisé.

Compte tenu de l'importance de cet aspect civilisationnel dans le discours identitaire, il convient de se demander comment les mouvements étudiés caractérisent cette civilisation dont ils se font les défenseurs. Les foires aux questions disponibles sur leurs sites internet se révèlent là encore particulièrement significatives de l'importance des enjeux migratoires :

« L'immigration massive dans les pays européens et la dénatalité qui y sévissent représentent une menace mortelle pour la continuité de notre civilisation. Le manque de dynamisme de toute l'Europe laisse la place à l'islamisation et la globalisation culturelle qui s'y développe rapidement. Pour contrer ces phénomènes mortifères, il faut entamer une renaissance culturelle et spirituelle de l'Europe. Il faut mettre fin à la phase de léthargie et inspirer une volonté de défense et d'affirmation de notre identité. »¹²¹

On retrouve cette même logique chez Génération Identitaire, qui opère un lien de cause à effet entre « immigration massive » et effacement civilisationnel :

« L'immigration massive que subissent la France et l'Europe crée des troubles majeurs qui mettront en danger l'existence de notre nation et notre civilisation elles-mêmes si l'on ne travaille pas rapidement [...] à inverser la tendance.

Pour clore cet interlude, cet accident historique, qu'aura été la présence massive dans notre pays de millions de Français administratifs, n'étant en fait Français ni de sang ni même de cœur pour la plupart. »¹²²

Le discours identitaire, au-delà d'une condamnation affichée de l'immigration, semble révéler une conception presque tribale de l'identité, basée sur une culture commune mais également sur l'idée que l'on partagerait un même sang.

¹²¹ « Que défendez-vous ? », Foire aux Questions, Site internet Les Identitaires www.les-identitaires.com

¹²² « Que proposez-vous ? », Foire aux Questions, Site Internet de Génération Identitaire www.generationidentitaire.org

Selon cette même logique, les mouvements font référence au thème de la famille afin de nourrir le sentiment d'appartenance des individus à une seule et même communauté qu'il leur appartient de défendre :

*« Notre civilisation. Notre peuple. Nos familles. Il est nécessaire de les défendre. Tout homme doit vivre selon son identité et transmettre ses valeurs et son héritage. S'il ne le fait pas, ce qui fait sa spécificité est voué à disparaître et sera inmanquablement remplacé par d'autres hommes, d'autres cultures, d'autres identités. »*¹²³

Le discours identitaire véhicule ainsi l'idée que ce n'est pas seulement aux militants, mais à tous les individus membres de cette communauté, de défendre celle-ci face au risque d'effacement civilisationnel. La notion d'implication apparaît fondamentale au sein de leur stratégie communicationnelle dans la mesure où la rhétorique identitaire centrée autour du combat civilisationnel est caractérisée par une implication des individus en tant que défenseurs d'une identité commune.

En diffusant l'idée que les institutions démocratiques seraient incapables de préserver les intérêts de la communauté nationale et européenne, l'idéologie identitaire dresse le portrait d'un système politique inadéquat. Il appartiendrait donc aux membres de la société de se saisir de cette lutte identitaire afin de préserver leurs intérêts, et non pas attendre un quelconque sursaut politique :

*« Personne ne viendra à notre secours. Ni Poutine, ni Trump, le grand sauveur de la civilisation européenne n'existe pas ou pas encore. Il est en tout cas certain qu'il ne sera ni russe, ni américain et il est très peu probable qu'il s'agisse d'une seule et même personne. »*¹²⁴

En impliquant davantage les individus de la société, le discours identitaire refuse tout mythe de l'homme providentiel, sauveur de la civilisation européenne, dont la figure est perçue comme un frein à l'action collective :

¹²³ « Que défendez-vous ? », *op. cit.*

¹²⁴ Cattin Jean-David, « Que puis-je faire pour ma civilisation ? », *Site Internet Les Identitaires*, 5 novembre 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/11/05/que-puis-je-faire-pour-ma-civilisation/> [consulté le 15 septembre 2020]

« La croyance en l'homme providentiel comme au grand soir sont autant de mythes incapacitants. Comment ne pas comprendre ces rêveries cependant ? Elles sont des palliatifs au désespoir légitime des Européens de l'ouest qui voient leur civilisation s'écrouler sous leurs yeux. »¹²⁵

Si le thème de combat civilisationnel est omniprésent au sein du discours tenu par les mouvements étudiés, celui de l'immigration en est indissociable.

L'immigration comme menace : centralité de la question de l'Islam

L'immigration est à la base de la création des Identitaires qui font de la lutte contre celle-ci le fondement de leur idéologie et de leurs actions. En ce sens, il apparaît difficile d'étudier l'idéologie identitaire sans tenir compte du traitement de la question migratoire par les mouvements s'en réclamant.

Comme vu précédemment, « être identitaire » signifierait vouloir préserver une identité basée sur une « terre » et une « lignée ». L'identité telle qu'elle est définie par ces mouvements devrait ainsi se transmettre de génération en génération afin d'en assurer la pérennité.

La défense de celle-ci sous-entend donc que cette identité serait menacée par un facteur extérieur capable, à terme et de génération en génération, de la faire progressivement disparaître. La rhétorique anti-immigration revêt non seulement une importance majeure au sein du discours identitaire, mais se situe à la genèse de ces mouvements.

Les vagues migratoires touchant l'Europe au milieu des années 2010, et la visibilité accrue des migrants, offre un contexte tout à fait favorable au discours identitaire :

« Les Français n'ont jamais été consultés pour savoir ce qu'ils pensaient réellement de l'immigration-invasion subie depuis des décennies. Pourquoi faudrait-il donc, maintenant, demander leur avis sur l'arrivée de migrants dans leur commune ?

[...]

La Corse est, en effet, le seul territoire qui n'accueillera pas de migrants.

¹²⁵ *Ibid.*

Officiellement, on évoque des « tensions sur place ». Mais, en réalité, il s'agit d'actes de résistance vécus et incarnés au quotidien. En Corse, on ne baisse pas les yeux et on riposte face aux agressions et au prosélytisme étranger. »¹²⁶

La lutte contre l'immigration devrait donc être considérée comme un acte de résistance et une preuve d'attachement à ses racines identitaires et culturelles :

« Les Corses n'ont jamais accepté que d'autres tentent de faire leur loi sur la terre de leurs ancêtres. Cette solidarité, cet attachement à la communauté, ce lien indéfectible avec l'identité nous manquent cruellement sur le reste du territoire national. »¹²⁷

Chaque incident impliquant un extra-communautaire, selon la conception que les identitaires se font de leur communauté, permet à leur discours de gagner en visibilité et appuie leur perception de l'immigration en tant que une menace.

Les agressions survenues à Cologne en janvier 2016 offrent ainsi la possibilité aux Identitaires d'appuyer leur discours sur des faits concrets, bien que ceux-ci n'aient pas attendu les premiers incidents avant de présenter l'immigration comme une menace :

« Les incidents de janvier dernier à Cologne sont encore dans tous les esprits, les vraies questions sont enfin posées :

« Nos enfants peuvent-ils traîner dans la rue, ils ne risquent rien ? Moi j'ai peur des vols, des viols... Qui va satisfaire leurs besoins sexuels ? (ceux des migrants) », crient des mères de famille légitimement inquiètes

[...]

Il devient clair face à cette volonté de nos « élites » de nous imposer ce grand remplacement que seule la volonté du peuple fera plier le système. »¹²⁸

¹²⁶ Robert Fabrice, « Migrants : Et s'ils commençaient par les accueillir chez eux ? », *Boulevard Voltaire*, 10 octobre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/10/10/migrants-sils-commenceraient-accueillir-chez-eux/>

[consulté le 21 avril 2020]

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ Gerber Jérôme, « Répartition des migrants : la révolte qui vient », *Site internet Les Identitaires*, 17 octobre 2016

<https://www.les-identitaires.com/2016/10/17/repartition-des-migrants-la-revolte-qui-vient/>

[consulté le 21 avril 2020]

On retrouve ici plusieurs idées fondatrices du discours identitaire. En premier lieu, l'idée que l'immigration serait un fléau pour la civilisation ainsi que pour la communauté européenne et devrait à ce titre être fermement combattu. D'autre part, les identitaires dressent à nouveau le portrait d'un système politique composé d'élites déconnectées ne pouvant et ne voulant pas mener à bien cette lutte qu'ils présentent comme salvatrice. Bien au contraire, les responsables politiques chercheraient à « imposer le grand remplacement » et se feraient ainsi les agents du déclin civilisationnel.

Face à cet immobilisme de la classe politique, seul le peuple serait apte à défendre son intégrité physique mais également l'intégrité de leur communauté :

« Être le fer de lance de ces groupes de citoyens qui face à l'urgence se rassemblent pour tenter d'inverser le cours de l'histoire, se battant pour leur village, leur famille, leur terre, leur héritage.

Hic et Nunc. Ici et maintenant, avec les nôtres. »¹²⁹

La menace que constitue l'immigration selon l'idéologie identitaire n'est donc pas seulement abstraite en tant que vecteur de déclin civilisationnel s'inscrivant *de facto* sur un moyen à long terme.

Les faits de violence impliquant des migrants apparaissent comme autant de justifications au discours xénophobe véhiculé par ces mouvements. Selon cette lecture, les attentats de Paris et de Nice en 2015 et 2016 leur permettent également de légitimer leur propos, en témoignent le nombre accru de publications traitant de l'islam depuis ces dates :

« Plus possible d'aller à un concert ou à un feu d'artifice sans risquer de devenir la cible aveugle de terroristes islamistes, certains étant considérés comme « Français ».

Plus possible de se promener tranquillement dans la rue ou de prendre les transports en commun sans s'exposer à la violence de la racaille des cités.

Chaque jour nous offre son lot d'agressions physiques, verbales ou visuelles en tout genre :

écoles incendiées, pompiers et policiers caillassés, barbues en djellaba et femmes

voilées... »¹³⁰

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ Robert Fabrice, « Vivre ensemble ? Oui, mais sans eux ! », *Site internet Les Identitaires*, 26 septembre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/09/26/vivre-ensemble-oui-eux/>
[consulté le 14 mai 2020]

Il apparaît difficile de mener une étude du discours identitaire sans s'intéresser au traitement de l'Islam par ces mouvements. Il convient de souligner que les mouvements identitaires n'ont pas attendu les attentats survenus en 2015 et 2016 pour intégrer l'Islam à leur discours et en faire l'un des points saillants de leur idéologie fondée sur une régression civilisationnelle de l'Europe.

« L'extension du domaine de l'Islam » fait ainsi partie des « trois menaces mortelles contre la civilisation européenne »¹³¹ selon Guillaume Faye¹³² dont les publications sont fréquemment reprises sur le site internet du mouvement Les Identitaires. L'immigration musulmane est ainsi présentée comme une sous-catégorie d'immigration particulièrement dangereuse puisqu'elle serait porteuse d'une « islamisation à grande vitesse des pays européens », laquelle pourrait à terme constituer « une modification inouïe du soubassement ethno-culturel de l'Europe ».

L'Islam serait donc porteur de l'effacement civilisationnel que redoutent les Identitaires, rendu possible par « des flux migratoires incontrôlés et en accélération [...] composés en grande majorité de musulmans qui, en outre, ont une natalité bien supérieure à celle des Européens ».

L'inaction politique est une fois de plus dénoncée par les Identitaires qui y voient la manifestation d'une passivité volontaire de la part des « autorités qui truquent les statistiques pour ne pas donner raison aux partis « populistes » honnis. »

L'Islam constitue ainsi, selon l'idéologie identitaire, l'une des causes majeures du déclin de la civilisation européenne puisque celui-ci est présenté comme « conquérant » :

« Et il ne s'agit pas d'un islam tiède, « sociologique », mais de plus en plus radical, conquérant, offensif. Le risque d'attentats djihadistes, en hausse continue et qui vont évidemment se multiplier, sans que cela n'incite le moins du monde les gouvernements européens décérébrés à stopper les flux migratoires invasifs »

La religion musulmane apparaît donc comme l'un des éléments phares de la rhétorique identitaire. Dans cette guerre de civilisations que présente les mouvements étudiés et sur

¹³¹ Faye Guillaume, *op. cit.*

¹³² Guillaume Faye (1949 – 2019) est un journaliste et l'un des principaux théoriciens des droites radicales. Lié à la Nouvelle Droite durant les années 1970, il s'illustre ensuite au sein de la mouvance identitaire.

laquelle ils fondent la plupart de leurs discours et de leurs actions, la question de l'islam apparaît non seulement centrale mais également fondatrice.

Afin de justifier leurs propos, les mouvements identitaires ont recours à un argumentaire historique visant à comparer la situation européenne au XXIème siècle à la « foudroyante conquête arabo-musulmane des VIIème et VIIIème siècle » :

*« Ce bouleversement est beaucoup plus inquiétant que la foudroyante conquête arabo-musulmane des VIIe et VIIIe siècle, du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et d'une partie de l'Europe méditerranéenne, essentiellement militaire. Car, à l'époque, les Européens avaient de la vigueur et une capacité démographique, qui a permis de limiter puis de repousser l'invasion. »*¹³³

Cette référence historique n'est pas sans rappeler l'acte fondateur de Génération Identitaire. La première action à visibilité médiatique entreprise par le mouvement en octobre 2012 consiste ainsi à occuper le toit du chantier de la mosquée de Poitiers, plaçant ainsi clairement la lutte contre la religion musulmane au cœur de leur idéologie.



Generationidentitaire.org

Se faisant les héritiers de Charles Martel, les militants de Génération Identitaire entendent eux aussi repousser l'islamisation des sociétés européennes sur laquelle se fonde nombre de leurs actions et publications :

¹³³ Faye Guillaume, *op. cit.*

« Le 20 octobre 2012, près de 1 300 ans après la victoire de Charles Martel, 73 militants de Génération identitaire occupent le toit du chantier de la mosquée de Poitiers. Cet édifice [...] est un symbole de l'islam conquérant et de l'immigration-invasion.

Génération Identitaire réclamait un référendum sur l'arrêt des vagues migratoires et de la construction de lieux de culte musulmans. Cette action lança notre mouvement et nous fit connaître largement. »¹³⁴

L'importance de l'idée de continuité historique dans la lutte menée par les militants de Génération Identitaire est une fois de plus clairement revendiquée. Ses militants se réclament donc à la fois des Spartiates mais se veulent également les héritiers de Charles Martel dans ce combat civilisationnel se situant à la base de leur idéologie :

« Notre idéal est la reconquête, et nous la mènerons jusqu'au bout. Génération identitaire est la barricade sur laquelle se dresse la jeunesse en lutte pour son identité. »¹³⁵

Le discours de GI est donc tout à fait cohérent avec celui du mouvement Les Identitaires dont il est la section jeunesse. On y retrouve les mêmes thèmes et le même tropisme idéologique autour de la notion de civilisation. Ainsi, la bataille de Poitiers est également traitée par Les Identitaires, au sein de leur rubrique « Argumentaires ».

Cette rubrique vise à rétablir des vérités étant, selon l'idéologie identitaire, fréquemment occultées par un système politique véhiculant un discours politiquement correct basé sur la promotion du vivre-ensemble.

Ainsi, Les Identitaires récusent le fait que « si [la bataille de Poitiers] a lieu ce n'était pas à Poitiers et ce n'était en aucun cas pour arrêter une invasion mais tout au plus pour mettre un terme à une razzia. » Selon eux, nier l'existence de cette bataille revient à « nier qu'il ait pu exister une invasion planifiée de la part des troupes arabo-berbères. » De plus, cela s'insère parfaitement au sein du discours aux accents victimaires employés par les mouvements identitaires lorsqu'ils parlent d'Histoire :

¹³⁴ « Nos Actions », Site Internet Génération Identitaire
www.generationidentitaire.org

¹³⁵ « Le Mouvement », Site Internet Génération Identitaire
www.generationidentitaire.org

« Les Européens doivent être les seuls, et les premiers, à qui l'on puisse reprocher une opération de conquête comme on le fait régulièrement pour les croisades dont on occulte par ailleurs complètement l'importante vocation défensive. Dans la société du « vivre-ensemble » où la question de l'islamisation inquiète le plus grand nombre, il est gênant qu'une des batailles les plus prestigieuses de l'histoire de France soit celle qui ait mis un terme à la conquête musulmane de l'Europe. »¹³⁶

S'intéresser aux thèmes traités au sein de ces « Argumentaires » permet de mettre en évidence les points saillants de l'idéologie identitaire. Parmi ceux-ci, le traitement de la question migratoire et de l'Islam dont fréquemment liées et occupent une place substantielle parmi les publications des mouvements.

Les Identitaires récusent ainsi l'argument selon lequel « la plupart des djihadistes sont des convertis »¹³⁷ qui servirait selon eux à « disculper la communauté musulmane tout en culpabilisant les Français de souche [ainsi qu'à] occulter le lien entre immigration et islamisme. » Ce faisant, le mouvement opère un lien direct de cause à effet entre immigration et attentats terroristes, tout en disculpant ceux qu'ils qualifient de Français de souche.

Dans cette même optique, les Identitaires dénoncent l'idée selon laquelle « les filières djihadistes ne recrutent et ne diffusent leur idéologie que sur internet », puisque cela permettrait « à de nombreux responsables politiques de ne pas prendre la décision de fermer les mosquées qui diffusent une idéologie islamiste [...] par aveuglement idéologique autant que par crainte de violentes réactions »¹³⁸.

Selon eux, il serait faux de déclarer que « la plupart des musulmans sont modérés », opérant un lien très clair avec l'immigration. En effet, « cet argument [permettrait] de dissocier

¹³⁶ Argumentaire XIV, « La Bataille de Poitiers n'a pas eu lieu », *Site Internet Les Identitaires*, 27 décembre 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/12/27/bataille-de-poitiers-na-lieu/>
[consulté le 16 décembre 2020]

¹³⁷ Argumentaire I, « La plupart des djihadistes sont des convertis », *Site Internet Les Identitaires*, 14 septembre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/09/14/argumentaire-i-djihadistes-convertis/>
[consulté le 9 novembre 2020]

¹³⁸ Argumentaire II, « Les filières djihadistes ne recrutent et ne diffusent leur idéologie que sur internet », *Site Internet Les Identitaires*, 28 septembre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/09/28/argumentaire-ii-les-filieres-djihadistes-ne-recrutent-et-ne-diffusent-leur-ideologie-que-sur-internet/>
[consulté le 9 novembre 2020]

l'immigration et le djihadisme, en opposant « musulmans » et « islamistes ». Pourtant, l'équation est simple : sans immigration musulmane, pas d'islamistes en France. »¹³⁹

Le lien entre terrorisme et immigration est donc clairement dessiné, présentant ainsi les migrants comme de potentielles sources de menace contre le mode de vie européen. Selon le mouvement, déclarer que « les terroristes islamistes sont des déséquilibrés/des fous » permet d'« éluder les problèmes identitaires liés à l'immigration »¹⁴⁰.

Si le discours anti-immigration des Identitaires n'était pas assez clair, l'argumentaire V est quant à lui clairement dédié à présenter ce qui serait un lien indiscutable entre immigration et terrorisme. Contredisant l'idée selon laquelle il n'y aurait « pas de lien entre le terrorisme islamiste et les migrants », Les Identitaires ont de nouveau recours à une critique d'un système politique à « l'impuissance complice » à cause duquel :

« Le lien entre terrorisme islamiste et migrants est donc souvent nié, ou fortement minimisé afin d'éviter que les Européens se mobilisent contre l'impuissance complice de leurs dirigeants politiques qui met leur vie en danger. »¹⁴¹

Ces argumentaires, bénéficiant d'une sous-catégorie à part sur le site internet, sont particulièrement riches en enseignement dès lors que l'on s'intéresse aux principaux vecteurs idéologiques des mouvements identitaires. En dehors du traitement de la question migratoire et sécuritaire, principaux arguments afin de justifier de la légitimité du discours aux accents

¹³⁹ Argumentaire III, « La majorité des musulmans sont modérés », *Site Internet Les Identitaires*, 12 octobre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/10/12/argumentaire-iii-majorite-musulmans-moderes/>

[consulté le 9 novembre 2020]

¹⁴⁰ Argumentaire IV, « Les terroristes islamistes sont des déséquilibrés/des fous » / « La réponse au djihadisme est la déradicalisation », *Site Internet Les Identitaires*, 26 octobre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/10/26/argumentaire-iv-terroristes-islamistes-desequilibresdes-fous/>

[consulté le 9 novembre 2020]

¹⁴¹ Argumentaire V, « Il n'y a pas de lien entre terrorisme islamiste et migrants », *Site Internet Les Identitaires*, 21 décembre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/12/21/argumentaire-vi-ny-a-de-lien-entre-terrorisme-islamiste-migrants/>

[consulté le 9 novembre 2020]

guerriers employé par les deux mouvements, ces argumentaires nous renseignent sur un autre aspect de leur idéologie.

Déjà révélé par le ton défensif de la plupart des éditoriaux identitaires, ces derniers se situent davantage dans une logique de résistance face à ce qu'ils présentent comme des attaques répétées envers la civilisation dont ils se font les héritiers. Les Identitaires entendent, à travers la condamnation d'un système politique complice, faire œuvre de vérité face à un discours dominant minimisant volontairement le danger que constituerait l'immigration pour les sociétés française et européenne.

Critique d'un discours dominant

On retrouve, à travers cette critique d'un discours dominant, la posture victimaire et défensive fréquemment adoptée par les Identitaires afin de légitimer leur rhétorique fondée sur un combat civilisationnel.

Les Identitaires seraient ainsi diabolisées par les défenseurs d'« une vulgate du politiquement correct »¹⁴² honnis, incapables de « penser les questions politiques et métapolitiques avec les seuls mots de la novlangue dominant [laquelle] ne peut conduire qu'à l'échec. »¹⁴³ La fréquence des références à cette « idéologie dominante »¹⁴⁴ basée sur le « moralisme et la bien-pensance »¹⁴⁵ ne laisse que peu de doute quant à la centralité de cette notion au sein du discours identitaire.

Les militants identitaires se situeraient donc à contre-courant de cette doctrine majoritaire exerçant une forme d'autoritarisme idéologique en interprétant la plupart des sujets de société « à la sauce politiquement correcte. »¹⁴⁶

¹⁴² Faye Guillaume, « Trois menaces mortelles contre la civilisation européenne », *op. cit.*

¹⁴³ « Que sont Les Identitaires ? », *Foire aux Questions du site internet Les Identitaires*
www.les-identitaires.com

¹⁴⁴ Faye Guillaume, *op. cit.*

¹⁴⁵ Mégret Bruno, « Question européenne et question identitaire sont maintenant liées », Intervention au Forum de la dissidence du 18 novembre 2017, *Site Internet Les Identitaires*, 30 novembre 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/11/30/question-identitaire-question-europeenne-liees/>

[consulté le 13 juin 2020]

¹⁴⁶ Le Gallou Jean-Yves, « Immigration : la Catastrophe – Que faire ? », Reprise d'un entretien accordé à l'hebdomadaire *Minute*, *Site internet Les Identitaires*, 30 mai 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/05/30/immigration-catastrophe-faire-de-jean-yves-gallou/>

[consulté le 22 juillet 2020]

La vocation des Identitaires serait de faire « trembler sur ses fondations l'idéologie dominante »¹⁴⁷ afin de libérer les sociétés européennes du « poids du politiquement correct »¹⁴⁸ annihilant toute forme de défense face à la guerre civilisationnelle sur laquelle se fonde l'idéologie identitaire.

Ce politiquement correct tendrait ainsi, à travers une culpabilisation des individus n'appartenant pas à ce que l'on considère comme des minorités, à empêcher une réaction de la part de ces mêmes individus.

Génération Identitaire fait de ce postulat l'un des arguments majeurs de recrutement au sein du « Pacte » à signer sur leur site internet :

« Tu ne te retrouves pas dans leurs discours politiques. Pour toi, les chaînes de télévision débitent le même baratin en continu. Tu en as assez que tes profs, YouTube et les gauchistes de ton lycée vomissent sur ton pays et son histoire.

Sur Internet, au cinéma, dans les séries télé', partout on veut te faire culpabiliser :

*Blanc, hétéro, pour eux, tu es de trop. »*¹⁴⁹

L'idée de censure est donc au centre du discours identitaire, rappelant les paroles du titre « Une balle » du groupe Fraction Hexagone¹⁵⁰, lequel compte parmi ses membres deux fondateurs du Bloc identitaire. Ce morceau énumère ceux qui sont présentés comme les ennemis de l'idéologie identitaire et les tenants et agents de ce qui est présenté comme une « dictature » :

¹⁴⁷ Cattin Jean-David, « Que puis-je faire pour ma civilisation ? », *op.cit.*

¹⁴⁸ Collectif Collectif, « L'appel des 100 intellectuels contre le « séparatisme islamiste » », *Site Internet Les Identitaires*, 19 mars 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/03/19/lappel-des-100-contre-le-separatisme-islamiste-une-rupture-majeure/>

[consulté le 22 octobre 2020]

¹⁴⁹ « Le Pacte », *Site Internet de Génération Identitaire*,

www.generationidentitaire.org

¹⁵⁰ Fondé en 1994, *Fraction Hexagone*, devenu *Fraction*, est un groupe de rock identitaire français au sein duquel on retrouve Fabrice Robert et Philippe Vardon, tous deux membres fondateurs du Bloc Identitaire fondé en 2003 et respectivement batteur et chanteur au sein du groupe.

Les paroles d' « Une Balle » causent la mise en examen du groupe en 1998 pour « complicité de provocations non suivies d'effets à des atteintes volontaires à la vie et à l'intégrité de la personne. », non suivie pour cause de vice de procédure.

« Une balle pour les sionistes / Une balle pour les cosmopolites / Une balle pour les yankees /
Une balle pour les lobbies / Une balle pour les marxistes / Une balle pour les capitalistes /
Une balle pour la censure et pour cette dictature »¹⁵¹

Si l'on retrouve dans ces paroles la violence souvent présente au sein des discours identitaires, ces dernières permettent également de mettre en évidence la logique défensive dans laquelle se situent ces mouvements.

La remise en cause d'une pensée dominante basée sur la promotion de valeurs qu'ils récusent, telles que le multiculturalisme, apparaît centrale au discours des mouvements identitaires. Ainsi, dans le même morceau, le groupe appelle tous ceux qui ne se retrouvent pas dans cette société cosmopolite à venir grossir les rangs identitaires :

« Rejoins les rangs de l'insurrection pour qu'enfin tremble le bourgeois / Rejoins les rangs de l'insurrection ; de cet affrontement ta fierté renaîtra. »¹⁵²

La notion de censure demeure centrale à l'idéologie identitaire, comme en témoignent les « Argumentaires » précédemment évoqués. Au nombre de quatorze, ces publications renseignent non seulement sur la condamnation d'une pensée dominante mais également sur la proposition d'une analyse alternative des enjeux de société par les Identitaires.

Par ailleurs, les thèmes abordés permettent de rendre plus visibles les choix qu'opère le mouvement dans son discours, et donc les points saillants de son idéologie.

Présentés essentiellement comme une critique d'un discours dominant, le point de départ de chacun de ces argumentaires est une remise en question d'une idée étant selon eux généralement répandue par une majorité de formations politiques et de médias. Il convient cependant de noter que ces généralités et ceux qui les diffusent sont qualifiés en des termes très vagues pouvant se résumer à la formule « Ils disent ».

Il semble donc nécessaire de voir quels enjeux de société sont traités par le mouvement. Ceux-ci peuvent être classés en plusieurs catégories, mettant en lumière les thématiques chères à l'idéologie identitaire. Dans le cas des argumentaires, la question de l'immigration est

¹⁵¹ « L'Observatoire de l'extrémisme dénonce Fraction Hexagone », *Libération*, 7 décembre 1996
Disponible ici : https://www.liberation.fr/culture/1996/12/07/l-observatoire-de-l-extremisme-denonce-fraction-hexagone_191686/

[consulté le 30 septembre 2019]

¹⁵² *Ibid.*

absolument centrale, qu'il s'agisse d'opérer un lien entre immigration et djihadisme ou immigration et délinquance. Il convient, dans le cadre de cette étude et compte tenu de l'importance des questions migratoires dans le discours des mouvements étudiés, d'y revenir dans une partie consacrée à ces enjeux.

Certains de ces argumentaires nous renseignent cependant sur l'importance de la notion de culpabilité dans l'idéologie identitaire. Le cas de la colonisation est particulièrement révélateur de cet aspect de l'idéologie de ces mouvements identitaires, ceux-ci entendant « répondre aux mensonges sur la colonisation ».

Selon Les Identitaires, il serait erroné de penser que « le pillage des colonies a permis le développement économique », propos qu'ils présentent comme ceux des tenants du politiquement correct. A la question « pourquoi le disent-ils », les arguments avancés par le mouvement se fondent une fois de plus sur l'idée d'une culpabilisation de ceux qu'ils qualifient de « Français de souche » :

« Prétendre que la France – et l'Europe d'une manière générale – a pillé sans vergogne ses colonies et s'est enrichie sur leur dos a deux effets : déresponsabiliser les anciennes colonies dans leurs échecs économiques, qui seraient imputables à la colonisation, et culpabiliser les Français de souche, coupables de s'être enrichis au détriment des peuples du Sud. »¹⁵³

Il en va de même concernant l'idée selon laquelle « les immigrés [auraient] reconstruit la France ». Cet argument permettrait également à l'idéologie dominante de « culpabiliser les Français, éternels fainéants, incapables de faire quoi que ce soit sans l'aide de l'étranger, et de renforcer l'idée qu'il faut faire venir des immigrés pour assurer le travail que les Français ne veulent plus faire. »¹⁵⁴

¹⁵³ Argumentaire XI, « La France a pillé l'Afrique lors de la colonisation », Site Internet Les Identitaires, 8 novembre 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/11/08/la-france-a-pille-lafrique-lors-de-la-colonisation/> [consulté le 11 novembre 2020]

¹⁵⁴ Argumentaire XIII, « Les immigrés ont reconstruit la France », Site Internet Les Identitaires, 6 décembre 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/12/06/immigres-ont-reconstruit-france/> [consulté le 11 novembre 2020]

Face à ces tenants du discours dominant présentés sous forme de nébuleuse, les Identitaires se présentent comme les seuls ayant la volonté et le courage nécessaires afin de rétablir une vérité trop souvent tue.

Le mouvement entend contrer les arguments propres à une « idéologie dominante » en s'appuyant sur de nombreuses données chiffrées, une technique d'argumentation fréquemment employée par le mouvement identitaire.

Ce faisant, les ID se présentent comme les défenseurs de la vérité et comme des combattants, n'ayant pas peur de subir les foudres des tenants du « discours dominant » et de la « pensée unique ».

Les militants identitaires seraient donc d'être des « éveilleurs de conscience » auprès des membres de leur communauté, laquelle est fondée sur une identité et une culture partagée :

*« Nous sommes des éveilleurs de conscience. Certains se sentent isolés et n'osent pas parler, ils ont déjà nos idées mais craignent de s'engager, peut-être en fais-tu partie. Nous sommes là pour eux et pour t'accueillir, toi. Notre lutte est un devoir, on ne demande aucune récompense, seulement ta confiance et ta valeur.
Rester debout ou se mettre à plat ventre : le choix est simple. »¹⁵⁵*

Ce pacte, disponible sur le site internet de GI et terminé par la phrase « Alors si tu es des nôtres, signe ce pacte », entend une fois de plus présenter les militants et sympathisants identitaires comme membres d'une communauté de valeurs et de combat.

Au-delà des renseignements que cela apporte quant à la conception que se font les identitaires des sociétés modernes et de la lutte civilisationnelle y prenant place, le ton employé dans ce texte est révélateur de la stratégie communicationnelle du mouvement.

Le discours y apparaît volontairement combatif et se fonde, afin de renforcer cet effet, sur une utilisation de la deuxième personne du singulier et de la première personne du pluriel.

Le « tu » permet ainsi de viser directement le lecteur et l'hypothétique futur sympathisant ou militant, qui est rapidement inclus au sein d'un « nous » visant à lui montrer qu'il n'est pas seul et peut rejoindre le combat entrepris par le mouvement.

¹⁵⁵ « Le Pacte », *Site Internet de Génération Identitaire*, www.generationidentitaire.org

Génération Identitaire interpelle donc clairement le lecteur avant d'en faire un membre de la communauté de valeurs qu'entend représenter le mouvement identitaire.

Les phrases y sont quant à elles toutes relativement simples et courtes renforçant ainsi l'idée que l'action prévaut sous toute forme de long discours. Cette valorisation de l'action est une idée centrale à la compréhension des mouvements identitaires que l'on retrouve par ailleurs au sein de la stratégie communicationnelle employée par ces mouvements.

Une stratégie communicationnelle fondée sur les actions chocs : chercher le « buzz »

Il convient, avant de s'intéresser aux différentes actions entreprises par les mouvements étudiés, de s'intéresser aux publications dont disposent ceux-ci afin de véhiculer leur idéologie. Les sites internet de Génération Identitaire¹⁵⁶ et Les Identitaires¹⁵⁷ revêtent tous deux une importance majeure, en témoigne la fréquence des publications d'éditoriaux. A cela s'ajoute l'agence de presse NovoPress¹⁵⁸ créé par Fabrice Robert¹⁵⁹, l'un des membres fondateurs du Bloc Identitaire. Les réseaux sociaux, sur lesquels les mouvements étudiés possèdent chacun un compte officiel en plus des comptes personnels de leurs membres, sont également particulièrement importants au sein de la stratégie identitaire et méritent que l'on s'y attarde au sein d'une partie consacrée.

Les mouvements identitaires bénéficient également de diverses publications que l'on pourrait qualifier de plus traditionnelles, telles que les revues, ouvrages et autres publications papier. Pour ce faire, les identitaires disposent de leur propre maison d'édition, les Éditions IDées, se chargeant de la publication de la plupart des ouvrages disponibles sur la boutique en ligne des Identitaires. Cette maison d'édition permettrait ainsi le « travail de libération »¹⁶⁰ entrepris par l'idéologie identitaire.

Enfin, ces mouvements disposent de plusieurs revues parmi lesquelles le bulletin Alternative identitaire publiée de 2002 à 2004 puis ID magazine de 2005 à 2009. Plus récemment, le

¹⁵⁶ Generationidentitaire.org

¹⁵⁷ Les-identitaires.com

¹⁵⁸ Fondé en 2005 à l'initiative de Fabrice Robert, le site internet *NovoPress*, « arme de réinformation massive », est l'un des principaux médias alternatifs de la branche identitaire en France.

¹⁵⁹ Né en 1971, Fabrice Robert est l'un des membres fondateurs et dirigeants du Bloc Identitaire, après avoir milité au sein de Troisième Voie, d'Unité radicale et du Front National.

¹⁶⁰ « Pour ce travail de libération, les Identitaires disposent d'une maison d'édition, les Éditions IDées, et d'un site internet accueillant l'essentiel de leur production intellectuelle. »

« Que sont Les Identitaires ? », Foire aux Questions, *Site Internet Les Identitaires*
www.les-identitaires.com

Magazine Identitaires – Actualités de la résistance enracinée à partir de 2009 et la Revue identitaire, bimestriel dont le premier numéro paraît en juin 2018.

Toutes ces publications, qu'il s'agisse des revues identitaires ou des sites internet des mouvements permettent à ceux-ci de véhiculer leur idéologie auprès de sympathisants et de curieux. Cela suppose que le recours à ces moyens de communication sert principalement à recruter d'éventuels futurs militants ou à s'attirer le soutien de membres de la population connaissant pour la plupart déjà l'existence du mouvement.

Les actions de terrain et autres *happenings* sont donc absolument nécessaires pour ces mouvements de taille restreinte qui entendent gagner en visibilité médiatique¹⁶¹.

Ainsi, les mouvements identitaires ont fréquemment recours à une mise en scène de leur action fondée sur un fait d'actualité ou de société à même de susciter l'intérêt médiatique¹⁶². Acquérir une visibilité médiatique revêt une importance majeure dans la stratégie communicationnelle mise en place par les mouvements de droite radicale¹⁶³ dans la mesure où elle permet à ceux-ci de gagner en notoriété mais également en crédibilité auprès d'hypothétiques sympathisants et/ou militants.

Les Identitaires s'insèrent dans cette logique et proposent des actions en lien avec des faits de société suffisamment mis en scène afin d'attirer l'attention des médias et, à terme, des individus. L'intérêt suscité par les enjeux sécuritaires et migratoires offre ainsi une meilleure réception et une visibilité accrue au discours identitaire. Selon cette lecture, le sensationnalisme et l'instantanéité des actions menées par le mouvement font partie d'une stratégie communicationnelle visant à proposer des événements particulièrement télégeniques pouvant être facilement repris dans les médias. La notion de controverse est donc au centre de la stratégie

¹⁶¹ « Il ne faut pas oublier que les sites internet ne sont compulsés que par une minorité de la population : les identitaires sont condamnés à maintenir un activisme classique, via le tractage, les affichages, les prises de position publiques et les manifestations. », dans Cahuzac Yannick et François Stéphane, « Les stratégies de communication de la mouvance identitaire », *op. cit.*, p. 290.

¹⁶² « Plutôt que de diffuser un communiqué en explicitant leur positionnement politique, ils préfèrent protester par la mise en scène, « à chaud », d'une action symbolique qui peut être reçue de différentes manières. Un premier niveau de discours, le plus explicite, représente une revendication, par exemple l'interdiction d'un concert ; et un deuxième niveau de discours, implicite, fait émerger une idée, un slogan, qui circule parfois au sein des champs politique et médiatique. », dans Bouron Samuel, « Un militantisme à deux faces. Stratégie de communication et politique de formation des Jeunesses identitaires », *Agone*, vol. 54, no. 2, 2014, p. 55

Disponible ici : <https://www.cairn.info/revue-agone-2014-2-page-45.htm>

[consulté le 3 juillet 2019]

¹⁶³ Taguieff Pierre-André, *L'illusion populiste*, Paris, Berg International, 2002.

communicationnelle des mouvements identitaires car elle assure une visibilité médiatique accrue, renforcée par les thèmes de prédilection des identitaires¹⁶⁴.

Le projet de « marche des cochons » porté par le Bloc Identitaire en 2011 est un exemple de cette stratégie basée sur la controverse et la provocation. Prévue à Lyon, les militants du BI¹⁶⁵ doivent alors occuper les enseignes d'une chaîne de restauration rapide en portant des masques de cochons afin de protester contre la vente de produits halal. Ce qui est alors présenté par les militants identitaires comme une critique d'une manifestation alimentaire d'un communautarisme religieux n'est pas sans rappeler les « apéros saucisson-pinard » organisés par le Bloc Identitaire et Riposte Laïque¹⁶⁶ en juin 2010. Si ces apéros prévus dans le quartier de la Goutte d'Or à Paris n'ont finalement pas pu y avoir lieu en raison de la controverse, ils ont rempli leur mission en tant que non-événement suscitant une importante couverture médiatique.

Interdite par la préfecture, la « marche des cochons » permet au mouvement de gagner en visibilité mais également de nourrir le discours sur la censure tenu par le mouvement. Fabrice Robert et Arnaud Guillon¹⁶⁷, candidat du BI à l'élection présidentielle de 2012, utilisent cette interdiction afin de dénoncer le « musellement » dont ils seraient victimes en faisant valoir leur droit de « défendre leur identité » ainsi que celui de « critiquer les politiques, les religions et même l'islam. »¹⁶⁸ La « marche des cochons » se transforme alors en « rassemblement pour la

¹⁶⁴ « Premièrement, l'attention accordée aux questions de sécurité (*law & order* en anglais) dans le discours des partis d'extrême droite répondrait à la tendance des médias à préférer des nouvelles à caractère dramatique et émotionnel. Deuxièmement, les interprétations ethnocentristes de l'immigration et de l'intégration satisferaient les appétits journalistiques pour la simplification des informations et l'adoption de cadres de conflit. Troisièmement, les médias sont souvent disposés à couvrir les débordements des partis d'extrême droite contre le gouvernement, et particulièrement les attaques personnelles contre des opposants politiques, dont ils espèrent un scandale digne d'attirer l'attention du public. », dans Castelli Gattinara, Pietro et Froio Caterina, « Quand les identitaires font la une. Stratégies de mobilisation et visibilité médiatique du bloc identitaire », *Revue française de science politique*, vol. vol. 68, no. 1, 2018, p. 106.

¹⁶⁵ Bloc Identitaire

¹⁶⁶ Riposte Laïque est un journal et un site internet fondé en 2007 visant à « la défense de la laïcité et des principes de tolérance mutuelle » à travers une condamnation fréquente de l'Islam.

¹⁶⁷ Né en 1985, Ingénieur de formation et président de l'ONG Solidarité Kosovo, Arnaud Guillon est membre des Jeunesses Identitaires de Grenoble. Il est choisi par le Bloc Identitaire, constitué parti politique, afin d'en être le candidat lors des élections présidentielles de 2012.

Il a, depuis, intégré le gouvernement serbe en tant que Secrétaire d'État à la diaspora.

¹⁶⁸ Boucaud Jacques, « A Lyon, les identitaires veulent maintenir leur « marche des cochons » », *Le Monde*, 10 mai 2011

https://www.lemonde.fr/politique/article/2011/05/10/a-lyon-les-identitaires-veulent-maintenir-leur-marche-des-cochons_1519843_823448.html

[consulté le 22 septembre 2019]

liberté » visant à souligner et à lutter contre la censure dont les mouvements identitaires feraient l'objet.

La simplicité de l'action politique que l'on peut souvent résumer à la formule « une image, un slogan » vise donc à rendre celle-ci directement traitable par les médias et à assurer au mouvement une visibilité accrue lui permettant de gagner en influence. La stratégie médiatique menée par les mouvements identitaires se base autant sur la forme que sur le fond de leur discours, celui-ci devant traiter de thèmes suscitant l'intérêt de l'opinion publique, et donc des médias, de façon simple et directe.

Si les actions peuvent sembler empreintes de spontanéité, celles-ci s'insèrent au contraire au sein d'une logique communicationnelle très travaillée dont le but est d'assurer au mouvement une importante visibilité. Il importe peu que leurs actions soient perçues de manière négative, l'intérêt étant de gagner en notoriété¹⁶⁹ et de permettre aux revendications du mouvement d'être relayées afin d'insérer son idéologie au sein du débat public. Si certains sujets occupent une place centrale au sein du discours identitaire, tels que la sécurité et l'immigration, l'opinion publique demeure une préoccupation majeure. Ainsi, les actions menées se situent toujours en phase avec l'actualité et en réaction à une question de société, c'est-à-dire au plus près des préoccupations de la population.

¹⁶⁹ « Le côté amateur du répertoire d'action des Identitaires n'est qu'une façade, donnant l'illusion à ceux qui sont extérieurs à eux qu'ils seraient étrangers au jeu politique. Mais dans les faits, lorsqu'ils préparent leurs actions, les Identitaires anticipent la réception qui en sera faite a priori par les médias et tout est pensé pour que leur intention soit interprétée comme politique, même si cette interprétation semble négative : une interprétation politique négative reste une interprétation politique. », Bouron Samuel, *op. cit.*, p. 56.

2.1.3. La Ligue

Étudier le discours de la Ligue suppose de tenir compte du caractère évolutif inhérent à la rhétorique du parti, et ce depuis sa création¹⁷⁰. Les diverses publications du parti depuis la fin des années 1980 laissent apparaître une rhétorique changeante, sachant s'adapter aux évolutions du contexte politique national et des opportunités électorales qui en découlent.

Cette partie s'attache ainsi avant tout à retracer les mutations du discours, afin de mettre en évidence les thèmes constituant des constantes rhétoriques. De la même façon, il convient de mettre en lumière ceux dont la Ligue a progressivement réduit la place jusqu'à devenir des éléments minoritaires de la ligne officielle du parti.

L'importance que revêt l'évolution du contexte politique, aussi bien régional que national et supranational, apparaît déterminant puisqu'il offre une meilleure compréhension des évolutions des discours et des stratégies politiques employées par la Ligue, anciennement Ligue du Nord.

S'employer à mettre en exergue les différentes variations rhétoriques du parti depuis sa création semble ainsi nécessaire afin de déterminer ce qui constitue le cœur de ses revendications, et de saisir les enjeux politiques sous-jacents à tout changement de discours. Il convient donc, dans le cadre de cette étude consacrée à la rhétorique du parti, de s'attacher aussi bien au contenu qu'à la forme du discours.

La dimension régionaliste du parti est évidente, constituant à la fois le socle de ses revendications et étant inhérente au mode de fonctionnement du parti. Ainsi, le processus de nationalisation de la LN¹⁷¹ pose question : quand peut-on situer les prémices de cette stratégie politique ?

Une étude des discours, et en premier lieu des évolutions que connaissent ceux-ci, permet de mettre en évidence différentes phases élargissant progressivement le champ d'influence du parti. Les différentes échelles de revendications apparaissent ainsi centrales à l'idéologie de la Ligue du Nord. La stratégie de nationalisation doit en ce sens avant tout être

¹⁷⁰ Bianchini Eleonora, *Il libro che la Lega Nord non ti farebbe mai leggere. Dichiarazioni e scandali di un partito*, Newton Compton Editori, 2012 ;

Aime Marco, *Verdi tribù del Nord : La Lega vista da un antropologo*, Laterza, 2012 ;

Valerio Renzi, *La politica della ruspa: La Lega di Salvini e le nuove destre europee*, Alegre, 2016 ;

Passarelli Gianluca, Tuorto Dario, *La Lega di Salvini : Estrema destra di governo*, Il Mulino, 2018 ;

Franco Cardini, *La vera storia della Lega Lombarda*, Mondadori, 2019.

¹⁷¹ Ligue du Nord.

comprise comme un élargissement progressif des échelles d'influence qu'entend exercer le parti.

La Ligue du Nord : un mouvement de source régionale

La dimension régionaliste inhérente à la Ligue du Nord offre déjà des éléments de compréhension sur ce qui constitue le noyau historique des revendications du parti. Née de la fusion de différents mouvements autonomistes du nord de l'Italie, l'empreinte régionaliste constitue l'un des éléments saillants du discours du parti.

La genèse de la LN en tant que telle peut être située aux élections européennes de 1989, pour lesquelles diverses ligues du Nord de l'Italie ont présenté une candidature commune sous la bannière d'*Alleanza Nord*¹⁷².

Cette nouvelle formation politique apparaît comme une esquisse de la future Ligue du Nord, permettant à des mouvements régionalistes de peser davantage sur la vie politique de leur pays. La LN permet ainsi aux mouvements autonomistes du Nord de l'Italie de réunir leurs revendications sous une candidature unique, tendant certes à atténuer les spécificités régionales mais présentant une identité et des intérêts communs. Cette identité commune est par ailleurs l'un des éléments saillants de l'idéologie du parti, faisant à ce titre l'objet d'une construction permanente.

La Ligue vénète, l'Union valdôtaine, l'Union Ligure, l'Alliance Toscane, la Ligue d'Emilie-Romagne, la Ligue du Piémont et la Ligue lombarde s'entendent ainsi en 1989 afin de signer l'acte constitutif du mouvement politique¹⁷³. La création de la Ligue du Nord, scellée en 1991, permet à ce qui n'était jusqu'alors qu'une alliance de mouvements régionaux de devenir une force politique nationale.

Les régions composant le nouveau parti deviennent des sections nationales lors d'un congrès à Milan en février 1991. L'emploi du terme « nations » afin de qualifier les ligues autonomistes constitutives de la LN, loin d'être anodin, offre des premiers éléments de compréhension sur la perception du Nord de l'Italie par le parti.

¹⁷² *Alleanza Nord* réunit la Ligue lombarde, la Ligue vénète, le mouvement autonomiste piémontais, l'Union ligure, l'Alliance toscane et la Ligue d'Emilie-Romagne.

Il convient néanmoins de souligner que des mouvements autonomistes présentent déjà une candidature commune aux élections européennes de 1979 et de 1984.

¹⁷³ Ce n'est pas la première alliance entre ligues du nord de l'Italie, la Ligue lombarde ayant déjà pris part aux élections nationales de juin 1987 aux côtés de la Ligue vénète et de la Ligue du Piémont.

Une rhétorique identitaire construite en opposition au Sud

L'importance de la Ligue lombarde, personnifiée par Umberto Bossi, n'est pas à négliger dans le cadre d'une étude du discours officiel du parti. Il convient donc de s'intéresser aux stratégies rhétoriques employées par le mouvement autonomiste et de mettre en évidence leur influence sur l'idéologie de la Ligue du Nord.

La Ligue lombarde, créée en 1984, emploie dès sa création une stratégie très régionaliste se basant sur une valorisation des particularités régionales. Les dialectes régionaux gagnent rapidement en importance au sein du discours du mouvement autonomiste. L'influence de la Ligue lombarde sur la future Ligue du Nord impose de revenir brièvement sur la rhétorique employée par la ligue d'Umberto Bossi et de voir en quoi celle-ci a pu influencer le discours de la LN.

L'usage de dialectes locaux, et leur utilisation comme enjeux politiques, permettent à la ligue lombarde de se faire connaître en cultivant son originalité sur le champ politique. La mise en avant de spécificités locales, et leur valorisation par le mouvement, lui permet à la fois de gagner en influence localement mais également d'afficher clairement sa vocation régionaliste.

Les actions politiques des militants consistent alors à modifier, de nuit, les panneaux dans les rues afin de changer la langue italienne en dialectes locaux, permettant ainsi au mouvement de gagner rapidement en popularité auprès de la population¹⁷⁴.

La valorisation des particularités régionales mise en œuvre par la Ligue lombarde s'accompagne d'une dépréciation de tout ce qui se situe à l'extérieur des frontières locales. Ainsi, la condamnation de Rome, et à travers elle de l'État centralisé italien, semble constituer le cœur des revendications du mouvement. Accusée de piller les ressources d'un Nord riche et industrialisé, la capitale italienne devient rapidement l'incarnation des maux que connaît la région.

Afin de qualifier ce que la Ligue lombarde considère comme un pillage en règle des richesses locales, le mouvement développe une rhétorique basée sur le blâme du centralisme romain.

Apparaissent dès lors plusieurs slogans visant à accuser l'État, non seulement de vol, mais également d'exercer une forme de colonialisme en Lombardie. On peut citer parmi ceux-ci

¹⁷⁴ Barbour Stephen et Carmichael Cathie, *Language and Nationalism in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 179.

l'« impôt lombard » (*Lumbard Tas*), « L'école coloniale, ça suffit » (*Scuola coloniale, basta*) ou encore « Lombardie : la poule aux œufs d'or » (*Lombardia: la gallina dalle uova d'oro*)¹⁷⁵.

Par ailleurs, les moyens dont dispose le mouvement afin de faire entendre son discours sont sommaires et reflètent l'échelle politique restreinte des ambitions de la ligue lombarde dans les premières années suivant sa création mais également sa vocation foncièrement régionaliste. Les publications du *Lombardia Autonomista*¹⁷⁶, les écritures murales, affiches et flyers faits à la main s'ajoutent aux bouches à oreilles effectués par les sympathisants du mouvement¹⁷⁷, mais ne permettent pas à celui-ci de se faire réellement connaître en dehors de la zone géographique où il est ancré. A ces slogans s'ajoute la dénonciation d'une Rome voleuse sous le qualificatif « *Roma Ladrona* », qui gagne en ampleur jusqu'à devenir l'un des éléments centraux de la rhétorique de la Ligue lombarde, puis de la Ligue du Nord.

La présentation de la Lombardie, non comme une région, mais comme une nation n'est pas étrangère à la critique sévère du centralisme romain. Celui-ci est déprécié et, ce faisant, son influence au sein de la région est délégitimée par la rhétorique du mouvement : « La Lombardie est une nation, l'Italie n'est qu'un État »¹⁷⁸.

L'influence de la Ligue Lombarde sur ce qui constitue la rhétorique de la Ligue du Nord dans les années quatre-vingt-dix apparaît majeure. La LL¹⁷⁹ dénonce la centralisation de l'État italien et les pouvoirs de celui-ci sur les régions du Nord qui sont considérés comme un acte de colonialisme. Il convient de souligner que la Lombardie n'est pas considérée comme une région en tant que telle dans l'idéologie de la Ligue Lombarde, mais doit être entendue comme une nation à part entière.

Cette perception fait écho à celle souhaitée et développée par la Ligue du Nord dès 1991, dans laquelle les régions sont présentées comme des nations dans l'État, devant à ce titre pouvoir exercer un plus grand pouvoir de décision au sein de leur territoire.

¹⁷⁵ *Cronistoria della Lega Nord – dalle origini ad oggi, Prima Parte 1979 – 1987*, p. 36.
https://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/storia_ln/01_lega_nord_storia79_87.pdf
[consulté le 23 octobre 2019]

¹⁷⁶ Revue associée à la Ligue lombarde dont le premier numéro est publié en 1982.

¹⁷⁷ « I mezzi a disposizione della Lega per farsi propaganda sono sempre pochi ed economici, si concentrano sulle scritte murali, sul passaparola dei simpatizzanti o dei parenti, sui pochi manifesti e volantini stampati artigianalmente e chiaramente su « Lombardia Autonomista » », *Cronistoria della Lega Nord – dalle origini ad oggi, Prima Parte 1979 – 1987, op. cit.*

¹⁷⁸ « La Lombardia è una nazione, l'Italia solo uno stato »

¹⁷⁹ Ligue lombarde

La stratégie fortement empreinte de revendications autonomistes ayant mené à la création du parti apparaît néanmoins très clivante puisqu'en ne s'adressant qu'à une partie de la population italienne, elle en réduit ostensiblement l'influence politique. Il devient ainsi rapidement évident pour la LN qu'un changement de stratégie s'impose si le parti entend dépasser le cadre strictement régional, et toucher ainsi davantage d'électeurs.

La critique directe : une constance dans la forme

Si les ambitions politiques de la Ligue du Nord ont connu une évolution majeure depuis le début des années quatre-vingt-dix, entre régionalisme et ambitions nationales, on peut néanmoins déceler une constance dans le style politique du parti. Celui-ci emploie rapidement un mode d'expression que l'on pourrait qualifier de direct, lorsque l'on compare celui-ci au discours employé par les partis traditionnels. L'influence de la Ligue lombarde et de ses slogans volontairement clivants apparaît ainsi nettement, et semble définir une empreinte rhétorique propre au jeune parti.

Ce type de discours est alors en parfaite cohérence avec les intérêts de la LN puisque celle-ci entend dans les années 1990, construire son identité en opposition aux partis dominant jusqu'alors le spectre politique et confrontés à de vastes affaires de corruption.

L'Italie étant alors marquée par les scandales du *Tangentopoli*¹⁸⁰, la défiance populaire croissante de la population à l'égard des partis traditionnels ouvre une fenêtre d'opportunité aux autres formations politiques.

Une prise de distance rhétorique vis-à-vis de partis décrédibilisés aux yeux de larges pans de l'opinion publique permet à la LN de se situer à part de ce contexte politique tendu en apparaissant comme plus directe, plus franche et davantage encline à servir les intérêts de potentiels électeurs.

La condamnation de Rome, et à travers elle de l'Etat centralisé, répond ainsi non seulement à la vocation régionaliste du parti mais permet également à celui-ci de tirer parti du contexte de défiance populaire à l'égard du politique.

Ces vastes affaires de corruption servent le propos de la Ligue du Nord et en particulier de sa critique d'un Etat centralisé jugé inapte, et représentant une menace envers l'intégrité identitaire

¹⁸⁰ Que l'on peut traduire par « ville de la corruption » ou « ville des pots de vin ».

et culturelle du Nord¹⁸¹. Comme le déclare Umberto Bossi lors du rassemblement de Pontida en 1991 :

*« Lombards, nous devons libérer la Lombardie de l'hégémonie vorace et étouffante du gouvernement centraliste de Rome à travers l'autonomie. C'est une question de survie ethnique, culturelle et économique. »*¹⁸²

La critique du centralisme romain, concentrant les pouvoirs au sein d'une même région et aux mains des mêmes personnes, apparaît donc comme l'un des apports rhétoriques majeurs de la Ligue lombarde au discours de la LN.

La « Rome voleuse » devient rapidement l'un des éléments centraux du discours de la Ligue du Nord qui souhaite délégitimer le pouvoir centralisé aux yeux des populations du Nord du pays. Si le parti entend construire son image en opposition aux partis traditionnels décrédibilisés, il convient d'en faire de même avec la région dont il souhaite représenter et défendre les intérêts. Les revendications autonomistes doivent ainsi être nourries par une construction identitaire régionale, formée dans une logique d'opposition à tout ce qui se situe à l'extérieur de ses frontières.

S'il n'existe pas d'identité commune aux ligues composant la LN, en dehors de leur situation géographique, il apparaît nécessaire d'en élaborer une. Celle-ci sert alors de base aux revendications autonomistes du parti qui justifie celles-ci par l'existence d'une nouvelle nation dans l'Etat, rassemblant les régions du Nord.

Dès lors, la Padanie acquiert un rôle croissant dans la rhétorique du parti. Cette nouvelle nation apparaît comme une pure création doctrinale, faisant l'objet de diverses publications jusqu'à être mentionnée dans le nom du parti qui devient dès le début des années quatre-vingt-dix la « Ligue du Nord – Padanie ».

¹⁸¹ Ruzza Carlo et Schmidtke Oliver, « The Northern League : Changing. Changing friends and foes, and its political opportunity structure », dans Cesarani David et Fulbrook Mary, *Citizenship, Nationality and Migration in Europe*, Londres, Routledge, 1996.

¹⁸² Déclaration d'Umberto Bossi à Pontida, le 16 juin 1991 ; cité dans Ivaldi Gilles et Lanzone Maria Elisabetta, « De l'usage politique du peuple Padano », *Cahiers d'études romanes*, n°35, 2017, p. 509.

Construction de l'identité padane

La valorisation de la Padanie fait écho à la critique toujours plus directe du centralisme romain et renforce celle-ci en présentant une alternative plus proche des préoccupations des populations locales. La Padanie semble ainsi devoir être comprise comme un élément indissociable de la critique de l'Etat italien centralisé que dénonce clairement Umberto Bossi dans son ouvrage de 1996¹⁸³.

La Padanie s'associe donc à la condamnation de la « Rome voleuse », aussi bien dans les discours que dans les publications du parti. La construction d'une identité padane, et la défense des intérêts de celle-ci, permet à la Ligue du Nord de rendre plus concrète l'opposition au centralisme romain.

Les années quatre-vingt-dix et les années 2000 sont marquées par l'omniprésence de la Padanie au sein du discours du parti, comme en témoigne cette affiche réunissant la critique de la « Rome voleuse » pillant les ressources d'une riche Padanie.



Champeyrache Clotilde, « La Ligue du Nord : le retour ambigu de l'identité territoriale sur la scène politique italienne », L'Espace Politique, 14, 2, 2011

¹⁸³ Bossi Umberto, *Il mio progetto. Discorsi su federalismo e Padania*, Piacenza, Sperling & Kupfer, 1996.
154

On remarque l’empreinte de la Ligue lombarde sur la rhétorique de la Ligue du Nord dans cette publication qui réunit la critique de la « Rome voleuse » et la présentation de la Padanie comme une poule aux œufs d’or. Cela fait écho aux slogans de la LL dans les années quatre-vingt, à la seule différence que la Padanie a remplacé la Lombardie :

« *Padan, réveille-toi !*
Avec la Ligue du Nord contre Rome la voleuse »

Si la Padanie occupe une place centrale dans la rhétorique du parti, il convient de s’intéresser au processus de construction identitaire ayant mené à l’apparition de celle-ci. La présentation de régions du nord pillées par les autres territoires composant le pays au nom du centralisme ne laisse que peu de doute quant à l’importance de la dimension économique au sein des revendications du parti. Les enjeux économiques occupent une place centrale dans le discours du parti et permet de légitimer ses revendications régionalistes sur le décalage économique entre nord et sud.

Cet argumentaire, déjà présent dans les discours des ligues autonomistes ayant mené à la création de la LN, ne peut ainsi pas être considéré comme une nouveauté liée à l’apparition de la Padanie mais participe activement à la construction de celle-ci.

Le territoire padan tel que défini par le parti repose sur un argumentaire économique déjà bien établi auquel s’adjoint une dimension identitaire et ethnique substantielle. Selon Umberto Bossi, la Ligue vise à « l’union du plus grand nombre de mouvements ethno-nationalistes [...] provenant de zones géographiques homogènes en raison de besoins économiques et d’affinités sociales et ethniques. »¹⁸⁴

La Padanie est donc une construction du parti visant à justifier le décalage entre le Nord et le reste du pays par un argumentaire identitaire. Ainsi, pour concrétiser cette supposée différenciation ethnique, le parti crée une identité commune aux ligues régionales le composant.

¹⁸⁴ « l’unione di più movimenti etnonanzionalisti [...] di aree geografiche omogenee per bisogni economici e affinità sociali ed etniche. », Bossi Umberto, *Il mio progetto. Discorsi su federalismo e Padania*, Piacenza, Sperling & Kupfer Editori, 1996, p. 21, cité dans Di Bonaventura Florence, « L’instrumentalisation de l’histoire dans le discours de la Lega Nord », *Revue Interrogations*, n°21, décembre 2015
Disponible ici : <https://www.revue-interrogations.org/L-instrumentalisation-de-1,495#nh5>
[consulté le 15 décembre 2018]

L'identité padane revêt une importance majeure dans les premières années du parti puisqu'elle semble permettre de souder les membres de la communauté grâce à un processus de construction identitaire auquel se rattachent des référents et des symboles partagés par tous. Il importe peu que ces symboles soient déjà établis et connus, le principal enjeu étant que ceux-ci soient en adéquation avec les intérêts et les valeurs des membres de la communauté. L'élaboration de référents culturels et identitaires padans doit donc être suffisamment vague afin de permettre au plus grand nombre de s'identifier et de se réclamer de l'identité commune construite par le parti.

La création et l'existence de la Ligue du Nord apparaît intrinsèquement liée à celle de la Padanie. Il convient donc de tenter d'apporter des éléments de définition à cette partie du territoire italien, permettant à terme de mieux saisir l'importance politique de celle-ci. Le fait que ce territoire soit une construction du parti, et ne fasse à ce titre l'objet d'aucune reconnaissance officielle, ne semble pas affaiblir l'argumentaire de la LN. L'impossibilité de se référer à une zone géographique existante témoigne davantage de l'importance symbolique que revêt la Padanie pour l'électorat de la Ligue du nord¹⁸⁵. Il s'agit d'un territoire et, au-delà de celui-ci, des populations peuplant ce territoire construit selon une logique d'opposition au reste du territoire national.

La Padanie apparaît donc davantage comme une réponse aux préoccupations d'une partie du peuple italien. Il semble en ce sens important de rappeler que l'indépendance de ce territoire n'est proclamée qu'en 1996 par le mouvement, soit sept années après sa création officielle. La Ligue du Nord ne se construit donc pas à partir de cette zone géographique fictive mais utilise celle-ci afin de fédérer les populations du Nord autour d'une identité commune. La construction identitaire padane semble devoir être considérée comme un outil au service du parti, bien plus qu'une réelle préoccupation sur laquelle serait basée l'idéologie de la LN. De plus, les diverses évolutions que connaissent les frontières de la Padanie témoignent de la plasticité de celles-ci, soumises aux évolutions doctrinales et politiques du parti.

¹⁸⁵ Biorcio Roberto, *La Padania promessa. La storia, le idee e la logica d'azione della Lega Nord*, Milan, II Saggiatore, 1997.

Les médias dont bénéficie la Ligue du Nord afin de véhiculer son idéologie et son agenda politique sont eux aussi marqués par l'importance de la Padanie, qui devient un véritable argument électoral visant les populations du nord.

En déployant son propre réseau de médias, auquel est fréquemment adjoint un qualificatif padan, le parti peut étendre son influence dans les territoires constituant la base de ses revendications autonomistes.

Ce faisant, la Ligue du Nord élargit le nombre de supports médiatiques grâce auxquels elle peut faire connaître son projet politique.

Au-delà des publications classiques au sein desquelles les leaders de la LN accordent des entretiens, des discours politiques, des slogans contenus dans les tracts, le parti peut également compter sur diverses publications et médias. Parmi ceux-ci, on peut retenir le journal *La Padania*¹⁸⁶, la revue *Quaderni Padani*¹⁸⁷, le magazine *Il Solle delle Alpi*, la chaîne de télévision *Telepadania*¹⁸⁸ et *Radio Padania Libera* née en 1990.

Ces supports couvrent divers moyens de communication allant de la presse papier, à la télévision en passant par la radio, et constituent une ressource non négligeable pour le discours du parti. Ils participent également au processus de concrétisation de la Padanie, initié par la LN dans les années quatre-vingt-dix.

Cette région fictive devient plus tangible à mesure qu'elle gagne en importance au sein de la rhétorique du parti, devenant un élément presque indissociable de son idéologie.

La Padanie, au-delà de la dimension territoriale inhérente à celle-ci et au discours de la LN, permet au parti d'introduire une dimension ethnique. Être padan ne signifie plus seulement vivre au sein d'une zone géographique délimitée, mais également appartenir à un groupe d'individus partageant des intérêts et des valeurs.

La notion de communauté devient dès lors un élément central du discours de la LN dont les représentants soulignent l'importance lors de leur prise de parole.

¹⁸⁶ Fondé en 1997, le quotidien *La Padania* apparaît comme l'organe de presse de la Ligue du Nord. Nommé à partir du territoire fictif sur lequel se base son idéologie à partir de la seconde moitié des années 1990, cette publication est l'un des principaux instruments visant à étendre l'influence du parti dans le Nord de l'Italie.

¹⁸⁷ *Quaderni Padani* est une revue bimensuelle créée en 1995 à l'initiative de l'association culturelle *La Libera Compagnia Padana* et de Gilberto Oneto. La revue interrompt sa publication en 2011.

¹⁸⁸ *TelePadania* commence à émettre le 12 octobre 1998 par l'intermédiaire de l'association *Etere Padano*, possédée par Raimondo Lagostena Bassi, propriétaire de *TeleCampioni*. *TelePadania* cesse d'émettre en 2014.

La Padanie nourrit donc la dimension symbolique et communautaire en permettant de construire et de justifier une doctrine basée sur la valorisation des territoires du Nord et le rejet de tout ce qui se situe en dehors des frontières fixées par le parti.

Ainsi, Umberto Bossi déclare-t-il lors d'un discours prononcé à Pontida en 1990 :

« Aujourd'hui à Pontida, notre travail de plusieurs années pour la liberté de nos peuples rejoint les sacrifices de nos ancêtres qui avaient choisi ce lieu pour témoigner par leur serment de leur engagement en défense de la liberté. Moi, qui ai voulu me présenter sur les listes de la Lega Lombarda – Lega Nord pour devenir le guide actif de la lutte pour l'autonomie du peuple de la Lombardie, Piémont, Vénétie, Ligurie, Émilie-Romagne, et Toscane – je lie aujourd'hui mon serment à celui de mes ancêtres : je jure fidélité à la lutte pour l'autonomie et la liberté de nos peuples depuis 1 000 ans. Cette lutte s'incarne aujourd'hui dans la Lega Lombarda et dans ses organes dirigeants démocratiquement élus. »¹⁸⁹

On retrouve une importance particulière accordée à la symbolique dans cette prise de parole d'Umberto Bossi, qui semble vouloir joindre une légitimité historique à l'idéologie de son parti. Il y a donc, dans le discours d'Umberto Bossi, une valorisation des notions de communauté et de lutte, que celui-ci entend légitimer en les ancrant dans une forme de continuité historique. On assisterait donc, avec la mise en avant de la Padanie au sein des discours du parti, à la « renaissance de la plus ancienne communauté d'Europe »¹⁹⁰.

Ce « serment de Pontida », étant toujours d'actualité chaque année entre mai et juin, témoigne non seulement de la dimension communautaire inhérente à la LN mais également de l'importance symbolique et rituelle dans les stratégies politiques du parti.

La communauté des populations du nord, et plus généralement de l'électorat de la Ligue du Nord, apparaît comme un ressort rhétorique central pour le parti, en témoigne le serment de Pontida prononcé par Matteo Salvini en 2018 :

¹⁸⁹ Serment de Pontida, 20 mai 1990, dans Ivaldi Gilles et Lanzzone Maria Elisabetta, « De l'usage politique du peuple Padano », *Cahiers d'études romanes*, n°35, 2017, p. 509.

¹⁹⁰ D'après le titre de l'ouvrage de Oneto Gilberto, *L'Invenzione della Padania. la Rinascita della Comunità piu' Antica d'Europa*, Bergamo, Foedus Editore, 1997.

« Ce n'est pas une réunion de parti, ce n'est pas un rassemblement. C'est un dimanche de famille, de communion et de communauté [...] Je considère qu'il s'agit d'un regroupement familial quelque peu élargi, je voudrais que vous rapportiez chez vous l'engagement que ce n'est pas la fin d'un chemin mais le début : ce que nous avons pu faire dans les municipalités et les régions à partir de l'année prochaine, nous le ferons au niveau continental. Cette famille devra s'agrandir, grandir, s'impliquer, savoir que chacun de vous est mon frère et ma sœur. Que les enfants de chacun de vous sont mes enfants. »¹⁹¹

Symbolisme et concrétisation de l'identité padane

La valorisation de la Padanie, et à travers elle de l'identité padane que partagent supposément les populations du nord de l'Italie, passe par un rejet de tout ce qui se situe en dehors des limites fixées par le parti. La condamnation de l'Etat centralisé, représenté par la capitale italienne, devient dès lors un élément central de la rhétorique contestataire de la Ligue du Nord.

Pour ce faire, la LN réutilise un slogan utilisé dans les années quatre-vingt par la Ligue lombarde et le place au cœur de ses revendications, maintenant ainsi la tradition autonomiste inhérente à son idéologie.

La condamnation de la « Rome voleuse » dépouillant les régions du Nord de leurs richesses et de leurs spécificités culturelles, permet ainsi au parti de développer son argumentaire régionaliste. Plus généralement, cela permet de renforcer une identité padane construite en opposition au centralisme de l'Etat italien.

Cette construction identitaire passe par la critique des symboles de l'unité nationale, qui renvoient selon le parti à l'entreprise étatique de pillage des richesses de la Padanie.

¹⁹¹ « Questa non è una riunione di partito, questo non è un comizio. Questa è una domenica di famiglia, di comunione e di comunità [...] La considero una riunione di famiglia un po' allargata, mi piacerebbe che voi portaste a casa l'impegno che questa non è la fine di un percorso ma l'avvio: quello che siamo riusciti a fare nei Comuni e nelle Regioni dall'anno prossimo lo faremo a livello continentale. Questa famiglia dovrà allargarsi, crescere, coinvolgere, sappiate che ciascuno di voi è un mio fratello e una mia sorella. Che i figli di ciascuno di voi sono figli miei »

« Matteo Salvini a Pontida, il discorso integrale dal palco del raduno leghista », *Bergamo News. Quotidiano online*, 1er juillet 2018

Disponible ici : <https://www.bergamonews.it/2018/07/01/matteo-salvini-pontida-discoorso-integrale-dal-palco-del-raduno-leghista/285598/>

[consulté le 22 Mai 2020]

Ce rejet des symboles de l'unité nationale est lui-même renforcé par la création de symboles alternatifs visant à rendre plus concrète l'identité padane.

Le parti dote ainsi la Padanie d'un ensemble de référents visant à remplacer à terme les symboles et les commémorations nationales. La « fête nationale du peuple padan » organisée en septembre renvoie une fois de plus à l'idée que la Padanie constitue une nation à part entière.



Site officiel de la Ligue du Nord, *archivio manifesti*

Parmi les allégories de l'État centralisé italien que rejette fermement la LN se trouve le drapeau tricolore, qu'Umberto Bossi condamne en tant que symbole colonialiste lors d'un rassemblement du parti :

« Chemise verte, drapeau vert [...]. Les patriotes de la vallée du Pô ont décidé de lutter contre la colonisation de l'Italie [...]. Viva la Padanie, viva la libertà. Le tricolore est inutile, mettez-le aux toilettes, madame. »¹⁹²

Si la critique des symboles de l'unité nationale s'inscrit clairement dans l'idéologie autonomiste du parti, elle ne suffit pas à renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté

¹⁹² « Camicia verde, bandiera verde.[...]. Patrioti padani decisero di lottare contro l'Italia colonizzatrice [...]. Viva la Padania, viva la libertà. È inutile il tricolore, lo metta al cesso, signora ». Déclaration d'Umberto Bossi lors d'un rassemblement de la Ligue du Nord à Venise apparaissant dans le documentaire *Camicie verdi* réalisé en 2006 par Claudio Lazzaro (production Nobu Productions et distribution Dolmen Home Video).

padane. Ainsi, le parti propose une alternative au drapeau tricolore, mettant en avant un emblème d'origine celtique censé représenter à lui seul l'identité padane. Le soleil des alpes devient le symbole de la Padanie et dote ainsi le parti et sa création territoriale d'une identité visuelle renvoyant directement à la dimension régionaliste alors centrale à son idéologie.



commons.wikimedia.org

L'hymne national est également visé par les critiques de la LN, et plus précisément son auteur Goffredo Mameli¹⁹³ accusé d'être un « voleur » par le quotidien *La Padania* en 2009¹⁹⁴. Le parti, toujours soucieux d'offrir une alternative aux symboles nationaux qu'il rejette, lui préfère le *Va, pensiero* de l'opéra *Nabucco* de Giuseppe Verdi.

Le Risorgimento, et plus généralement tout ce qui symbolise l'unité de l'Etat italien, fait l'objet de vives critiques en ce qu'il est « un gaspillage de rhétorique, et de bons sentiments, capable d'aligner un répertoire rare de lieux communs. »¹⁹⁵

La construction de l'unité italienne est donc dévalorisée puisqu'elle apparaît, selon ses critiques, comme une utopie irréalisable et n'étant plus en phase avec la réalité de la composition du territoire italien.

¹⁹³ Goffredo Mameli (1827 – 1849) est un poète italien, figure du Risorgimento et auteur des paroles de l'hymne italien, fréquemment nommé *Fratelli d'Italia*.

¹⁹⁴ Goffredo Mameli est notamment accusé d'avoir plagié un poème rédigé par le clerc Anastasio Cannata dans l'article « Mameli, primo ladro della storia d'Italia. Risorgimento, l'altra verità », *La Padania*, 2 septembre 2009.

¹⁹⁵ « è uno spreco di retorica, e di buoni sentimenti, capaci di allineare un raro repertorio di luoghi comuni », *Ibid.*

Ainsi, les éléments d'identification à la communauté padane sont valorisés par le parti qui les présente, contrairement au Risorgimento, comme davantage conformes aux racines culturelles des populations du nord du pays.

Les dialectes régionaux sont mis en avant et deviennent un argument politique s'inscrivant dans cette même logique de contestation du processus d'unification nationale et de la standardisation culturelle qui en découle. L'unification italienne a en effet dû pallier la diversité des dialectes¹⁹⁶ parlés au sein du pays.

Plus récemment, et bien que moins marquée par une revendication culturelle de la part du parti, la création du *Giro di Padania* en septembre 2011 s'inscrit dans cette même volonté de légitimer l'existence de cette création territoriale. Cette course cycliste, faisant le tour des régions constituant la Padanie selon l'idéologie du mouvement et les frontières fixées par celui-ci¹⁹⁷, apparaît comme un facteur de lien au sein de la communauté mais également comme un argument de légitimation territoriale.

La concrétisation de l'identité padane passe donc par un rejet des symboles nationaux, s'inscrivant dans la logique de critique de l'unité italienne propre à la rhétorique autonomiste du parti. Il semble intéressant de noter que la LN ne se contente pas d'un rejet des symboles nationaux mais entend proposer une alternative.

Toute une rhétorique de condamnation du *Risorgimento* se développe alors¹⁹⁸, légitimée par la défense des spécificités culturelles d'une communauté padane inventée afin de servir l'idéologie du parti. La Ligue du Nord a ainsi recours à une stratégie historicisante qui élude volontairement certains aspects de l'histoire qu'elle édicte afin de servir son propos politique¹⁹⁹.

La Ligue fait valoir l'absence de prise en compte des contrastes entre les différentes régions composant le territoire national pour justifier sa critique du centralisme italien. Le parti semble néanmoins faire abstraction de l'hétérogénéité intrinsèque à la zone géographique qu'il entend représenter.

¹⁹⁶ La langue italienne, tirée du dialecte toscan, est à l'époque de l'unification parlée par 2% de la population ; cf. « Italie : Gouverner une nation 'sans Etat' ? », Séminaire du Groupe de Recherches sur l'Italie Contemporaine, Paris, 2 avril 2015, cité dans Di Bonaventura Florence, *op. cit.*

¹⁹⁷ Crosetti Cherasco Maurizio, « Padania, via al suo Giro tra le contestazioni Qui siamo in Italia », La Repubblica, 6 septembre 2011.
<https://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2011/09/06/padania-via-al-suo-giro-tra-le.html> [consulté le 27 avril 2020]

¹⁹⁸ Lettieri Carmela, « « Bruciare il tricolore ». Lega Nord e stigmatizzazione del Risorgimento », *Mouvements politiques*, 2011, pp. 435-451.

¹⁹⁹ Mink Georges, « L'Europe et ses passés douloureux : stratégies historicisantes et usages de l'Europe », dans Mink Georges et Neumayer Laure (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, Editions La Découverte, 2007, pp. 11-35.

La LN cible donc son discours critique sur le *Risorgimento* et les institutions centralisées présentées comme les symboles d'une unification qui ne rendrait pas compte des disparités de territoire. En ce sens, la condamnation de Rome en tant qu'emblème du centralisme apparaît comme une constante dans le discours de la LN jusque dans les années 2000.

Les affiches du parti témoignent de la permanence de cet argument politique pour servir son idéologie régionaliste. On peut voir sur ces affiches, datée de 2005 à gauche et 2010 à droite, la centralité de la critique de la « Rome voleuse », représentant pour chacune l'essentiel des arguments exposés :



Site officiel de la Ligue du Nord, *archivio manifesti*

On remarque néanmoins que le terme « Padanie » a été remplacé par « Bossi » sur le tract de 2010, révélant une évolution du recours au concept de Padanie par le parti.

Le blâme de l'Etat centralisé se situe en droite ligne avec l'argumentaire régionaliste de la LN qui se fonde sur un rejet de tout ce qui se situe en dehors de frontières qu'elle a elle-même fixées. Rome ne détient donc pas l'exclusivité au sein du réquisitoire du parti, le Mezzogiorno et ses habitants faisant également l'objet de vives critiques.

Les habitants du Sud, auxquels la LN fait fréquemment référence en tant que « terrone » ou « cafoni »²⁰⁰, apparaissent comme l'antithèse de l'image du Nord que souhaite renvoyer le parti. Si le Nord est riche et industrialisé, le Mezzogiorno est pauvre et peu développé économiquement. Selon la même logique, ses habitants sont présentés comme sales et dépendants du reste du pays, et en particulier du Nord.

Le traitement de la question migratoire par le parti

La critique de l'État centralisé demeure une constante dans la rhétorique du parti, on constate cependant un infléchissement dans la critique du Mezzogiorno selon les évolutions du contexte politique. Ainsi, dans le cadre de la stratégie de nationalisation entreprise dans les années 1990, celles-ci sont marquées par un changement de discours au sein duquel une place croissante est accordée à la question migratoire.

Employant toujours une rhétorique reposant sur une critique extra-communautaire, le parti semble vouloir faire évoluer les frontières de la communauté dont il entend défendre les intérêts. La LN ne se contente donc plus des frontières du territoire padan, mais entend élargir son offre politique aux frontières nationales. Ce faisant, il semble vouloir opérer une nationalisation de son discours fondée sur une critique toujours plus virulente de l'immigration.

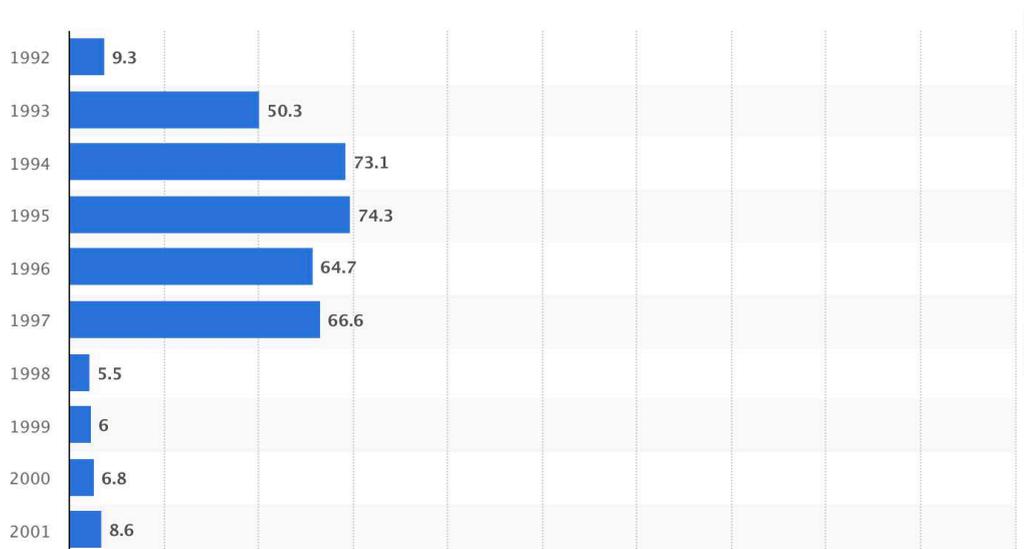
Ainsi, l'étranger n'est plus l'habitant du Mezzogiorno, mais l'étranger à la nation italienne. Cette modification rhétorique, loin d'être le fruit du hasard ou d'une fantaisie des dirigeants du parti, entend répondre aux préoccupations de l'électorat italien dans un contexte de hausse migratoire²⁰¹. Le milieu des années 1990 est marqué par une forte hausse du nombre de réfugiés en Italie, arrivant principalement des Balkans et d'Afrique du Nord, comme en témoigne ce graphique relatant l'évolution du nombre de réfugiés en Italie de 1992 à 2001.

²⁰⁰ « Sudistes » et « paysans », que l'on pourrait traduire dans leur connotation péjorative par « bouseux ».

²⁰¹ Pouthier Jean-Luc, « Frères d'Italie », *Études*, n°413, décembre 2012, pp. 583-593.

Nombre de réfugiés en Italie de 1992 à 2001

En milliers



Source : Statista

On remarque une forte hausse du nombre de réfugiés en une année, passant de 9300 en 1992 à 50300 en 1993. Les nombres demeurent élevés jusqu'en 1997, avec un pic à 74300 en 1995, avant de redescendre à 5500 en 1998.

La LN y voit une opportunité politique considérable, offrant une meilleure réception aux discours présentant l'étranger comme la source des maux que connaît la population.

L'année 1993 apparaît ainsi déterminante dans le virage qu'opère le parti. La critique de l'étranger à la nation n'est cependant pas une nouveauté rhétorique apportée par la hausse de l'immigration en Italie.

Celle-ci semble déjà présente dans l'idéologie de la LN, comme en témoigne cet extrait de l'ouvrage d'Umberto Bossi en 1992 empreint de xénophobie :

« Certains collègues du Sénat m'ont demandé: et pour l'immigration de travailleurs autonomes, n'avez-vous rien prévu? Mais ne plaisantons pas! Travailleur indépendant? Mais quels travailleurs indépendants peuvent venir des pays arabes ou d'Afrique? Vendeurs de briquet ou de nettoyeur pour vitres? Nous n'en avons pas besoin. En général, cependant, même s'il y a des travailleurs indépendants avec un réel professionnalisme, il vaut mieux qu'ils restent chez eux: en Italie, il y a déjà peu de financement pour les artisans et commerçants de notre maison. Il n'y a vraiment pas besoin d'invasion de prétendants

étrangers, qui finiraient bien sûr par être privilégiés sur la base de la même idée vague : la solidarité. »²⁰²

L'impact du contexte migratoire des années quatre-vingt-dix sur le discours du parti apparaît comme une constante depuis la création de celui-ci. L'évolution majeure que connaît cette rhétorique passe par un changement d'échelle, passant d'une rivalité Nord-Sud motivée par une défense des intérêts de la Padanie à une condamnation de l'étranger aux frontières nationales. Cet extra-communautaire fait peser, selon le parti, une réelle menace sur les traditions italiennes et plus généralement sur ce qui constitue l'identité du pays. Cette affiche de la LN démontre donc à la fois l'importance des enjeux migratoires au sein de la Ligue du Nord, mais également la centralité du thème de la tradition.



Site officiel de la Ligue du Nord, *archivio manifesti*

En disant « oui à la polenta, non au couscous », le parti entend se faire le défenseur d'une culture italienne menacée par l'immigration. « Fiers de [leurs] traditions », les membres du parti motivent cette condamnation de l'étranger par la nécessité de préserver ce qui constitue l'identité italienne ancrée dans les traditions.

²⁰² « Alcuni colleghi in Senato mi hanno chiesto: e per l'immigrazione di lavoratori autonomi, non avete previsto nulla? Ma cerchiamo di non scherzare! Lavoratori autonomi? Ma quali lavoratori autonomi possono arrivare, dai paesi arabi o dall'Africa? Venditori di accendini o lavavetri? Non ne abbiamo alcun bisogno. In generale, comunque, se anche ci fossero lavoratori autonomi con un'autentica professionalità, è meglio che se ne stiano a casa loro: in Italia sono già pochi i finanziamenti per gli artigiani e i commercianti di casa nostra. Non serve proprio un'invasione di pretendenti stranieri, che naturalmente finirebbero con l'essere privilegiati in base al solito equivoco: la solidarietà », Bossi Umberto, *Vento dal Nord. La Mia Lega la Mia Vita*, Milan, Sperling & Kupfer, 1992, p. 147 ; cité dans Albertazzi Daniele et Fremeaux Isabelle, « Discursive Strategies around « Community » in Political Propaganda: The Case of Lega Nord », *National Identities*, Vol.4, n°2, 2004, p. 160.

Il convient de souligner que, si le slogan de l’affiche condamne clairement l’immigration en provenance d’Afrique du Nord, sa défense de la culture italienne fait écho au Nord de l’Italie. Parmi les nombreuses spécialités composant le paysage gastronomique italien, le parti choisit de mettre en avant la polenta. Le choix de ce plat en tant que représentation de l’identité culinaire du pays n’est pas anodin puisque ce plat renvoie davantage au Nord qu’à l’ensemble du pays.

Si le Nord revêt toujours une importance majeure dans le discours de la LN, on remarque une évolution de la notion de communauté. L’extra-communautaire est toujours la cible des critiques du parti, la seule différence résidant dans les limites que celui-ci fixe à la communauté. Les frontières nationales deviennent alors la communauté à défendre, le discours du parti étant motivé et justifié par l’existence d’une menace identitaire.

Les publications de *La Padania* sont également révélatrices de l’importance du discours anti-immigration et nourrissent le sentiment d’insécurité au centre de la rhétorique du parti. Le journal titre ainsi en 1997 que « quatre-vingts millions d’immigrants »²⁰³ s’apprêtent à déferler sur l’Europe dans les dix prochaines années.

La Padania condamne l’immigration en tant que menace envers l’intégrité territoriale du pays mais y adjoint une dimension identitaire majeure en ciblant des catégories de migrants. « L’invasion islamique »²⁰⁴ est ainsi, selon le journal, porteuse d’un grand danger dans la mesure où « l’intégration [est] impossible »²⁰⁵ pour les populations musulmanes.

La critique de l’Islam en tant que vecteur de menace identitaire et culturelle devient un enjeu central de la condamnation de l’immigration. Les publications de *La Padania* apparaissent cohérentes avec le discours du parti en plaçant la défense des traditions au cœur de ses publications. Le journal déclare ainsi en 2000 qu’ « un spectre erre en Europe : l’alliance entre le nihilisme social-démocrate, l’abdication des catholiques au catholicisme et le désir islamique d’islamiser l’Europe »²⁰⁶.

²⁰³ « Ottanti milioni di immigrati », *La Padania*, 19 Septembre 1997.

²⁰⁴ Mauri M., « l’Invasione islamica e’ alle porte », *La Padania*, 25–26 Janvier 1998.

²⁰⁵ « Musulmani, integrazione impossibile », *La Padania Online*, 27 septembre 2000 ; cités dans Albertazzi Daniele et Fremeaux Isabelle, *op. cit.*, p. 160.

²⁰⁶ « un fantasma si aggira per l’Europa: l’alleanza tra i nichilismo socialdemocratico, l’abdicazione dei cattolici al cattolicesimo e la volontà islamica di islamizzare l’Europa », *La Padania*, 12 décembre 2000 ; cité dans Di Bella Saverio et Tomasello Dario, *L’Islam in Europa tra passato e futuro*, Pellegrini Editore, 2003, p. 288.

L'ajout d'une dimension européenne à la critique de l'immigration est particulièrement intéressant et semble, une fois de plus, redéfinir les contours de la communauté défendue par le parti. En soutenant l'idée que la religion islamique n'est pas compatible avec le mode de vie italien, et plus généralement avec le mode de vie européen²⁰⁷, le journal entend mettre en avant une identité commune, basée sur des valeurs traditionnelles telles que la culture et la religion.

Ce n'est donc plus seulement la Padanie qui est menacée mais l'identité italienne et européenne. En opérant ce virage rhétorique, le parti entend gagner en influence à l'échelle nationale. La supposée menace migratoire apparaît comme un élément fédérateur à l'échelle nationale et européenne, permettant au parti de dépasser le strict champ régional.

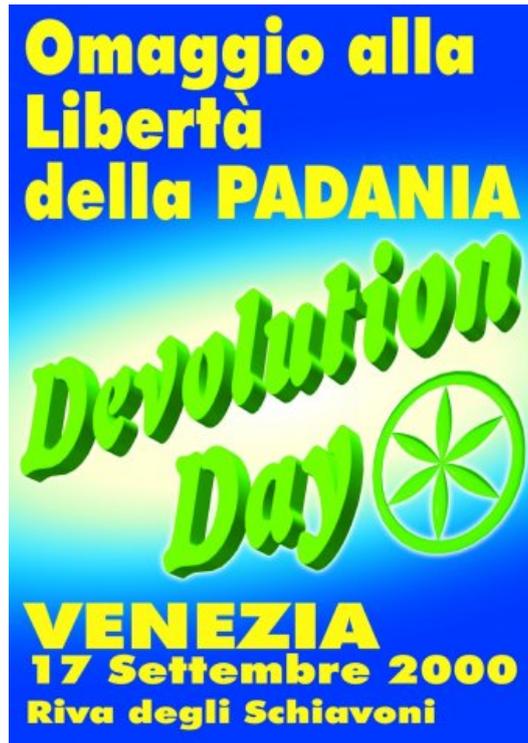
Si le nombre de réfugiés est en nette baisse à partir de l'année 1998, le parti continue à placer la condamnation de l'immigration au centre de son discours, révélant sans doute des ambitions nationales.

Cependant, si l'année 1993 marque un changement de stratégie pour le parti, il convient de souligner que la dimension autonomiste ne disparaît pas de son discours. Le contexte de hausse migratoire présentant une opportunité politique, celui-ci est exploité par la LN qui y voit l'occasion de nationaliser son influence.

Néanmoins, face à la difficile implantation du mouvement en dehors des frontières de la Padanie, le régionalisme demeure un axe rhétorique substantiel. En témoigne cette affiche datée de 2000, appelant de leurs vœux une forme de « Devolution day »²⁰⁸ pour les terres padanes :

²⁰⁷ « l'islam non è assimilabile da parte della nostra società », *La Padania*, 6 octobre 2000 ; cité dans *Ibid.*

²⁰⁸ Le terme anglais « devolution » fait référence à un transfert de pouvoirs entre l'Etat centralisé et les assemblées locales, leur accordant une plus grande indépendance dans leurs décisions politiques.



Source : Site officiel de la Ligue du Nord, *archivio manifesti*

Le milieu des années 1990 semble donc devoir être considéré comme une parenthèse dans le discours du parti, dans la mesure où celui-ci infléchit sa vocation régionaliste en plaçant les enjeux migratoires au cœur de ses revendications. Néanmoins, il serait erroné de considérer que cette critique de l'immigration ne constitue pas l'un des éléments majeurs de la rhétorique du parti.

En intégrant la coalition menée par *Forza Italia*²⁰⁹ en 1994 puis en 2001, la LN acquiert un double-statut qui apparaît difficile à tenir. A la fois parti régionaliste et parti de gouvernement, la rhétorique anti-immigration apparaît comme un élément permettant de dépasser cette ambiguïté. La mise en avant d'une menace identitaire inhérente à l'immigration permet ainsi de dépasser l'opposition binaire entre Nord et Sud pour tenter d'acquérir une véritable envergure nationale.

Ainsi, bien que le discours xénophobe de la Ligue du Nord ne soit pas apparu au début des années 2000, il apparaît comme un outil politique majeur.

²⁰⁹ Fondé en 1994 sur les bases de l'association *Forza Italia ! Associazione per il buon governo* (Forza Italia ! Associazione per il buon governo) dirigée par l'entrepreneur Silvio Berlusconi, le parti connaît un rapide succès politique en remportant les élections de mars 1994. Dans un contexte de déclin des partis majoritaires, *Forza Italia* s'impose comme une force politique incontournable en devenant parti majoritaire au sein de différentes coalitions gouvernementales de centre-droit.

Le discours de la LN connaît à ce stade une évolution résidant dans l'infléchissement progressif de la critique du Mezzogiorno et l'augmentation significative des condamnations de l'immigration, servies par des hommes politiques ayant fait de la provocation un instrument rhétorique central.

Umberto Bossi et Matteo Salvini : De la provocation en politique

La figure d'Umberto Bossi apparaît intrinsèquement liée à la Padanie, et plus particulièrement à la Lombardie. Après avoir fondé la *Lega Autonomista Lombarda* en 1984, le mouvement participe aux élections nationales de 1987 à la faveur d'une alliance avec la Ligue Vénète et l'Union Piémontaise.

L'implantation de la LL en terres lombardes, et la bonne réception de son discours autonomiste, permettent au mouvement d'obtenir 20 % des suffrages exprimés marquant ainsi le début de la carrière politique nationale d'Umberto Bossi. Ces élections apparaissent déterminantes pour le chef de file de la Ligue lombarde, qui devient sénateur, mais également pour la future Ligue du Nord, en validant le poids politique qu'aurait une alliance des ligues autonomistes du Nord de l'Italie.

Le parcours politique d'Umberto Bossi paraît donc atypique, dans la mesure où son premier mandat ne s'est pas exercé au sein d'un parti politique établi mais a permis d'accorder une légitimité à un mouvement dont l'Acte fondateur n'est signé que deux ans plus tard. En ce sens, Umberto Bossi incarne dès sa création l'évolution de la LN, qui connaît un succès politique rapide basée sur la proposition d'une alternative à la politique traditionnelle²¹⁰.

La rhétorique employée par le *Senatùr*²¹¹ se révèle en phase avec l'image que souhaite renvoyer le parti, en particulier durant le Tangentopoli ayant marqué la sphère politique italienne dans les années 1990.

Cette stratégie de rupture avec la rhétorique politique traditionnelle semble permettre à la Ligue du Nord de se présenter à part d'un système entaché par les affaires de corruption. Alors que les partis majoritaires souffrent d'un manque de crédibilité, bâtir son discours à contre-courant de ce qui caractérise habituellement la communication des partis politiques permet à la LN de se distancier de ceux-ci.

²¹⁰ Passalacqua Guido, *Il vento della Padania. Storia della Lega Nord 1984-2009*, Milan, Mondadori, 2009.

²¹¹ « Il senatùr » signifiant « le Sénateur » en dialecte lombard est le surnom fréquemment employé pour faire référence à Umberto Bossi.

Souvent qualifiée de populaire ou provocatrice, la rhétorique employée par Umberto Bossi se situe clairement en rupture avec les marqueurs du discours politique tenu par les partis ayant jusqu'alors dominé la sphère politique italienne.

La provocation apparaît donc comme un élément essentiel de la stratégie du parti. Les déclarations du chef de file de la LN font état de cette volonté de se démarquer du schéma politique traditionnel. Le recours à des slogans et à des attitudes délibérément choquantes, telles qu'adresser des doigts d'honneur à ses adversaires politiques, font de chaque déclaration d'Umberto Bossi une occasion de marquer les esprits afin de permettre à son parti de gagner en influence et en crédibilité auprès d'une population déçue par la politique.

En usant fréquemment d'onomatopées et d'exclamations, son discours se veut volontairement peu complexe afin de renvoyer l'image d'un parti honnête, peu soucieux de répondre aux codes d'un monde politique corrompu.

Les déclarations d'Umberto Bossi sont ainsi marquées par une volonté de crédibiliser l'image de son parti en simplifiant volontairement son discours afin d'en dégager des slogans provocateurs. On peut à ce titre citer son annonce de 1996 indiquant que la « Ligue du Nord en a une dure, dure, dure »²¹², s'inscrivant clairement dans la stratégie provocatrice du parti et rassurant l'électorat sur le sérieux du parti en lui attribuant des caractéristiques viriles.

La notion de virilité semble être l'un des éléments centraux de la rhétorique de la LN, permettant de renvoyer une image énergique et sans concession de l'idéologie du parti. La figure d'Umberto Bossi apparaît essentielle dans cette stratégie politique.

Son style outrancier se situe volontairement en rupture avec la distanciation formellement entretenue entre le politique et le citoyen. L'image et le nom d'Umberto Bossi apparaissent de manière récurrente dans les publications du parti, auxquelles s'ajoutent les nombreux ouvrages dont le *Senatùr* est l'auteur ou co-auteur²¹³.

L'une des images dénotant de la représentation traditionnelle des responsables politiques est celle d'Umberto Bossi en débardeur, un fait pouvant sembler anodin et pourtant

²¹² « Ma la Lega Nord ce l'ha duro, duro, duro ! »

²¹³ On peut citer parmi ceux-ci en tant qu'auteur : *Politica e tecnologia a confronto* (1969) ; *Tutta la Verità. Perché ho partecipato al governo Berlusconi. Perché l'ho fatto cadere. Dove voglio arrivare* (1995) et *Pensieri* (2002).

En tant que co-auteur : *Mezzogiorno e politica di piano. A cura di Achille Parisi e Goffredo Zappa* (Bossi et Vimercati, 1964) ; *Opere politiche. A cura di Mario Puppo* (Bossi et Vimercati, 1969) ; *Vento dal nord* (Bossi et Vimercati, 1992) ; *La rivoluzione. La Lega : storia e idee* (Bossi et Vimercati, 1993) et *Processo alla Lega* (Bossi et Vimercati, 1998).

rare dans le monde politique²¹⁴. Cette instrumentalisation de la figure et de la dimension corporelle apparaît insolite dans le monde politique italien depuis la fin de la seconde guerre mondiale²¹⁵. L'apparence devient alors un moyen d'expression au même titre que le discours, en témoigne le non-respect des codes vestimentaires du Sénat par les élus de la LN refusant de porter une cravate. Ce faisant, ces élus entendent renvoyer une image de probité à travers l'idée que les normes vestimentaires importent peu tant que l'action politique est au rendez-vous, affichant une forme de « populisme vestimentaire »²¹⁶.

Cette stratégie nette de rupture avec une rhétorique politique traditionnelle permet d'expliquer le discours volontairement simpliste²¹⁷ du parti. Si cette rhétorique est provocatrice, elle n'en demeure pas moins cohérente avec la démarche de la LN d'alors de ne se situer ni à droite ni à gauche, mais en dehors des schémas politiques traditionnels.

Dans un contexte de défiance à l'égard de ce qui constitue la politique traditionnelle, ce discours devient un élément électoral majeur. En tenant consciemment un discours provocateur et en ne respectant pas les codes des institutions politiques, la LN entend valoriser l'action politique en s'opposant au fonctionnement normé de la politique traditionnelle. Ce faisant, elle se situe volontairement à part de l'échiquier politique²¹⁸ et affiche une posture d'opposition en construisant son identité politique et celle de ses représentants sur le rejet des codes politiques traditionnels.

Il semble que la stratégie de la LN soit loin d'être irréfléchie, dans la mesure où elle lui permet de bénéficier d'une médiatisation et donc d'une visibilité accrue. Si le discours provocateur d'Umberto Bossi fonctionne particulièrement bien lors du *Tangentopoli*, cela reste une constante dans la rhétorique du parti.

La controverse politique devient ainsi l'un des éléments d'identification de la Ligue du Nord qui bâtit son image sur les déclarations choquantes de son secrétaire fédéral²¹⁹. Si la figure d'Umberto Bossi demeure centrale à la stratégie rhétorique du parti, les autres représentants

²¹⁴ Belpoliti Marco, *La canottiera di Bossi*, Guanda, Parme, 2012.

²¹⁵ De Matteo Lynda, *L'idiota in politica. Antropologia della Lega Nord*, Milano, Feltrinelli, 2011.

²¹⁶ Cervelli Pierluigi, « La comunicazione politica populista : corpo, linguaggio e pratiche di interazione », *Actes sémiotiques*, n°121, 2018

<https://www.unilim.fr/actes-semiotiques/6017>

[consulté le 16 juin 2019]

²¹⁷ De Matteo Lynda, *L'idiote en politique. Subversion et néo-populisme en Italie*, Paris, CNRS Éditions-Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme, 2007.

²¹⁸ Bianchi Stefania et Iacopini Roberto, *La Lega Ce l'Ha Crudo! Il Linguaggio del Carroccio nei suoi Slogans, Comizi e Manifesti*, Milan, Mursia, 1994.

²¹⁹ Moscatelli Francesco, « Qual è la storia della Lega Nord ? », *La Stampa*, 6 Avril 2012.

politiques de la LN ont eux-aussi recours aux mêmes ressorts. En ce sens, la provocation en politique semble devoir être entendue, non pas comme un monopole exercé par Umberto Bossi, mais comme un élément d'identification de l'ensemble du parti²²⁰.

Il convient donc de se demander si le départ d'Umberto Bossi à la tête du parti entraîne un infléchissement de la stratégie provocatrice de la Ligue du Nord ou si celle-ci s'avère bel et bien constitutive du discours du parti.

Si les circonstances du renoncement du *Senatùr* à diriger le parti méritent que l'on s'y attarde dans une partie dédiée à sa succession, la question de la permanence du style politique initié par Umberto Bossi est centrale à l'étude de la rhétorique.

La Ligue du Nord met en exergue des figures politiques légitimées par leur action politique, et non par un parcours politique que l'on pourrait qualifier de traditionnel. En ce sens, l'émergence de la figure de Matteo Salvini se révèle tout à fait cohérente au regard du discours tenu par le parti.

Ayant adhéré à la LN en 1990, à l'âge de dix-sept ans, Matteo Salvini obtient sa première responsabilité politique trois ans plus tard lorsqu'il fait son entrée au Conseil municipal de la ville de Milan au sein de la liste du maire élu Marco Formentini. Le parcours du jeune militant semble donc dès son début profondément imbriqué au parti, répondant ainsi à la logique d'un parti affichant une volonté de valoriser l'action politique sur toute autre préoccupation.

Si l'année 1997 est marquée par la défaite de la LN aux municipales de Milan, elle permet également à Matteo Salvini d'intégrer le Parlement padan créé par Umberto Bossi et de s'y faire remarquer en tant que chef de file du groupe « communiste ».

La même année, il intègre la rédaction de *La Padania* et de *Radio Padania* en tant que journaliste. Tout comme Umberto Bossi avant lui, la carrière politique de Matteo Salvini repose principalement sur son engagement au sein de la Ligue du Nord.

²²⁰ « Il arrive tout le temps que certains membres de la Ligue lancent des déclarations paradoxales puis les démentent dès le lendemain et c'est aussi le moyen le plus rapide et le plus efficace pour gagner immédiatement en visibilité médiatique. Mais le caractère provocateur de certaines déclarations et propositions est aussi un moyen de rendre le message de la Ligue immédiatement identifiable dans le panorama des messages politiques. Des messages clairs, plus agressifs que jamais, adressés à leur électorat, le peuple de Padanie qui doit immédiatement reconnaître et percevoir la présence et la force de son parti de référence. Les appels répétés à prendre les armes contre « l'État colonisateur », rapidement rétractés, sont l'outil pour créer une opportunité de controverse politique », Lettieri Carmela, *op. cit.*, p. 450.

C'est à la suite de l'exercice de plusieurs mandats de député européen, de 2004 à 2006 puis depuis 2009, ainsi qu'après avoir siégé au sein de la Chambre des Députés italienne de 2008 à 2009 que Matteo Salvini n'apparaît plus seulement comme une figure de la politique lombarde et nordiste mais acquiert une dimension politique nationale et européenne.

Son accession à la tête du parti en 2013 peut ainsi être perçue comme l'aboutissement d'une carrière politique bâtie au sein de la Ligue du Nord. La figure du « Capitaine », tel qu'il est surnommé par certains de ses soutiens, semble donc être légitimée au sein du parti par cet engagement de longue durée.

Le parcours politique de Matteo Salvini est ainsi, à l'instar d'Umberto Bossi, intrinsèquement lié à la LN et aux évolutions de celle-ci. En partant de ce constat, il est primordial de s'interroger sur d'éventuelles similitudes que l'on pourrait déceler dans leur style politique.

Matteo Salvini semble également familier de la stratégie du coup d'éclat propre à la rhétorique employée par le parti depuis sa création. Déjà en 2005, alors qu'il exerce un mandat de député européen, il se fait remarquer lorsqu'il perturbe une séance du Parlement européen accompagné d'autres eurodéputés et militants de son parti. Scandant « Italia, vaffanculo » ou encore « Libertà per la Padania », ces derniers entendent s'opposer au discours du président italien Carlo Azeglio Ciampi vantant les mérites de la monnaie unique européenne²²¹.

Conformément à la logique de la LN, ce genre de provocations permet non seulement de s'inscrire dans une forme de continuité avec la rhétorique employée par le parti, mais également de bénéficier d'une plus ample couverture médiatique.

Tout comme Umberto Bossi, Matteo Salvini revendique fièrement son identité et ses racines lombardes, bien que cet aspect connaisse des infléchissements selon les opportunités politiques se présentant au parti.

Ainsi, lors du rassemblement annuel de Pontida, celui qui n'est alors pas encore le secrétaire fédéral du parti est filmé chantant un hymne insultant les Napolitains, et plus généralement les habitants du Sud. Faisant écho aux « terrone » et à leur prétendue saleté, Matteo Salvini entonne avec d'autres militants :

²²¹ « Parla Ciampi, la Lega attacca », *La Repubblica*, 6 juillet 2005.
<https://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2005/07/06/parla-ciampi-la-lega-attacca.html>
[consulté le 14 mars 2020]

*« Sens comme ça pue, même les chiens s'enfuient, les Napolitains arrivent
Choléreux, victimes du tremblement de terre, vous ne vous êtes jamais lavés avec du
savon »²²²*

Bien que la dépréciation du Sud et de tout ce qui s'y rapporte apparaisse comme un élément central du discours du parti, elle ne semble pas devoir être vue comme une constante. Les nombreux infléchissements et renforcements successifs de ce pivot rhétorique en font certes un élément fondateur de son idéologie, qui s'inscrit malgré tout au sein d'une stratégie opportuniste.

En ce sens, la critique du Sud est davantage une réponse aux intérêts de la Ligue du Nord à une période donnée, s'effaçant à mesure que le parti souhaite étendre son influence au-delà des frontières de la Padanie.

Néanmoins, la simplicité comme gage de sincérité apparaît comme un ressort essentiel du discours de la LN, que l'on retrouve aussi bien dans les discours de Matteo Salvini que d'Umberto Bossi.

En 2015, alors que le parti voit rejetée sa proposition de referendum sur la loi Fornero²²³, Matteo Salvini exprime publiquement son mécontentement devant la presse en des termes triviaux :

« Les juges du Conseil Constitutionnel ont « baisé un droit sacré » [...] Cette Italie me dégoûte et je me battrais pour la renverser. La démocratie meurt aujourd'hui. C'est une honte. [...] La décision d'aujourd'hui est un grand « va te faire foutre » adressé à toute l'Italie car les gens veulent annuler la loi Fornero et on leur refuse cette possibilité »²²⁴

²²² « Senti che puzza, scappano anche i cani, stanno arrivando i Napoletani
O colerosi, terremotati, voi col sapone non vi siete mai lavati »

Vidéo disponible sur Youtube et sur le site de *la Repubblica* : <https://video.repubblica.it/politica/quando-salvini-cantava-senti-che-puzza-arrivano-i-napoletani/291156/291766>

[consulté le 6 janvier 2020]

²²³ Du nom d'Elsa Fornero, alors Ministre du Travail, la loi Fornero vise principalement à flexibiliser le marché du travail en apportant des modifications au « Statuto dei lavoratori » voté en 1970.

²²⁴ « I giudici della Consulta hanno « fottuto un diritto sacrosanto » [...] Questa Italia mi fa schifo e mi batterò per ribaltarla [...] oggi muore la democrazia. E' una vergogna. [...] La decisione di oggi è un grande vaffanculo a tutta l'Italia perché la gente vuole cancellare la legge Fornero e gli si nega questa possibilità », « Legge Fornero, referendum bocciato. Salvini: « Vaffanculo, Italia mi fa schifo » », *Il Fatto Quotidiano*, 20 janvier 2015.

Article et vidéo disponibles ici : <https://www.ilfattoquotidiano.it/2015/01/20/legge-fornero-consulta-bocciato-referendum-quesito-inammissibile/1354521/>

[consulté le 6 janvier 2020]

Au-delà de la médiatisation qu'apporte le recours à un lexique grossier, ce dernier offre à nouveau la possibilité de se distinguer du discours des partis traditionnels. Il permet également à la Ligue du Nord de se présenter comme avant tout soucieuse de mener à bien son projet politique. En employant une rhétorique simple, parfois vulgaire, le parti entend abolir une forme de distance formellement entretenue entre le politique et le peuple.

Ce faisant, Matteo Salvini tout comme Umberto Bossi avant lui, construisent une image d'homme politique de terrain, davantage proche des préoccupations populaires que d'un système politique codifié.

Les serments de Pontida offrent de réelles opportunités d'étudier cette stratégie rhétorique. Ainsi, Matteo Salvini déclare-t-il lors du rassemblement de 2015 :

*« Mon discours, je l'ai écrit ce matin sur un bout de papier, je me fiche des gérondifs et des participes passés, mon discours c'est vous. »*²²⁵

Se distinguer du reste de la classe politique s'avère être un réel ressort rhétorique pour le secrétaire fédéral de la LN. Matteo Salvini prétend ainsi recevoir avec fierté les nombreuses critiques qu'il a reçues lors et à la suite des élections de mars 2018 :

*« Aucune hypocrisie ou esprit de vengeance : je pense avoir recueilli plus d'insultes et d'infamies en un mois que d'autres ministres en une vie entière, pour moi ce sont des médailles de bravoure. »*²²⁶

On ne peut donc s'empêcher de déceler une continuité entre les déclarations de Matteo Salvini et celles d'Umberto Bossi. Ce style politique, avant d'être celui des hommes qui y ont

²²⁵ « Il mio discorso l'ho scritto stamattina su un foglietto, me ne frego di gerundio e participio passato, il mio discorso siete voi »

Vidéo disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=g4i7Q6NnZM8&ab_channel=MatteoSalvini
[consulté le 23 mars 2019]

La mise en scène de ce discours est particulièrement intéressante, Matteo Salvini y apparaît entouré d'enfants portants des t-shirts ou des bandeaux verts rappelant le drapeau padan.

²²⁶ « Nessuna ipocrisia o spirito di vendetta: penso di aver raccolto più insulti e infamie in un mese rispetto ad altri ministri in un'intera vita, per me sono medaglie al valore. »

« Matteo Salvini a Pontida, il discorso integrale dal palco del raduno leghista », *Bergamo News. Quotidiano online*, 1er juillet 2018

Disponible ici : <https://www.bergamonews.it/2018/07/01/matteo-salvini-pontida-discorso-integrale-dal-palco-del-raduno-leghista/285598/>

[consulté le 22 Mai 2020]

recours, apparaît caractéristique du parti auquel ils appartiennent et au sein duquel ils ont bâti leur carrière politique.

La vocation fédéraliste du parti a, comme évoqué précédemment, connu des évolutions successives mais demeure malgré tout un aspect central de l'idéologie du parti, en témoigne le discours de Matteo Salvini en 2018 :

« La diversité m'intrigue et m'attire. Je n'aurais pas rejoint la Ligue du Nord à 17 ans si je n'aimais pas la diversité, les dialectes, le théâtre, les différences, les langues. [...] l'Italie que nous gouvernerons pour les trente prochaines années est une Italie qui n'a peur de rien ni de personne. C'est une Italie fière, belle parce qu'elle est différente, fondée sur l'autonomie. »

Bien que la LN ait gagné en influence et ne se limite désormais plus aux seules frontières du Nord, elle y demeure profondément ancrée. Matteo Salvini revendique une continuité certaine entre son engagement fédéraliste et celui de tous ceux qui l'ont précédé :

« Je suis heureux de citer celui qui avait un respect pour le travail et les travailleurs, Adriano Olivetti²²⁷ : son idée de communauté, de travail, d'entreprise, de communauté fondée sur le respect et la participation. Il pensait à une Italie fondée sur les communautés. À une idée constitutionnelle qui rassemble Olivetti, Miglio et tous les penseurs fédéralistes qui pourront voir le rêve d'un pays respectueux de toutes les identités se réaliser. [...] Je remercie celui qui m'a donné du courage, de l'enthousiasme, de la passion et des idées dès le début : il s'appelle Umberto Bossi. »²²⁸

²²⁷ Adriano Olivetti (1901 – 1960) est un ingénieur et président de la société familiale Olivetti.

Son attachement à la notion de communauté se retrouve dans plusieurs de ses ouvrages, parmi lesquels *L'ordine politico della comunità. Le garanzie di libertà in uno stato socialista* (1945) et *Società, Stato, Comunità. Per una economia e politica comunitaria* (1952).

L'idéal communautaire étant central à ces ouvrages, il devient homme politique en créant le Movimento Comunità et exerce les mandats de maire d'Ivrée, ville située dans le Piémont, et de député.

²²⁸ « Le diversità mi incuriosiscono e attraggono. Non sarei diventato leghista a 17 anni se non amassi la diversità, i dialetti, il teatro, le differenze, le lingue. [...] l'Italia che governeremo per i prossimi 30 anni è un'Italia che non ha paura di niente e di nessuno. È un'Italia orgogliosa, bella perché diversa, fondata sulle autonomie. Cito doppiamente volentieri chi aveva un rispetto del lavoro e dei lavoratori, Adriano Olivetti: la sua idea di comunità, lavoro, impresa, comunità, fondati sul rispetto e sulla partecipazione. Pensava a un'Italia fondata sulle comunità. A un'idea costituzionale che può mettere insieme Olivetti, Miglio e tutti i pensatori federalisti che potranno veder realizzato un sogno di un Paese rispetto di tutte le identità. [...] Ringrazio chi mi ha dato coraggio, entusiasmo, passione e idee per iniziare: si chiama Umberto Bossi. »

« Matteo Salvini a Pontida, il discorso integrale dal palco del raduno leghista », *op. cit.*

Disponible ici : <https://www.bergamonews.it/2018/07/01/matteo-salvini-pontida-discorso-integrale-dal-palco-del-raduno-leghista/285598/>

[consulté le 22 Mai 2020]

L'entrée de la Ligue du Nord au sein du gouvernement de coalition formé avec le Mouvement 5 Etoiles suite aux élections de 2018 permet au parti de bénéficier d'une visibilité à l'échelle nationale. Matteo Salvini devient dès lors l'un des éléments centraux de la stratégie médiatique mise en place, incarnant une inflexion nette vers une rhétorique nationale, source de divisions avec les anciens militants attachés à une sécession de la république italienne. En tant que ministre de l'Intérieur et vice-président du Conseil, il acquiert une légitimité institutionnelle mais ne se départit pas pour autant du style rhétorique sur lequel la LN a construit son identité politique. Présent aussi bien au sein des médias traditionnels que des réseaux sociaux, le chef de file de la Ligue du Nord profite d'une visibilité accrue.

Les réseaux sociaux présentent un réel intérêt dans la mesure où le caractère instantané de ceux-ci semble en accord avec l'empreinte rhétorique du parti. Ainsi, les nombreuses prises de paroles de Matteo Salvini sur ces réseaux, en particulier Facebook et Twitter, témoignent de l'opportunité politique que ceux-ci présentent.

Au-delà de la forme du discours volontairement simple et directe, la teneur du discours du ministre de l'Intérieur semble également viser à dérouter ceux qui l'écoutent et lui permettre ainsi de gagner en notoriété. Lors d'une vidéo diffusée en direct sur Facebook en octobre 2018²²⁹ le montrant sur un toit de Rome, il déclare :

« Là il y a l'Autel de la Patrie – est-ce que je peux le montrer sans qu'on m'accuse de nostalgies mussoliniennes ?

Et là encore il y a l'EUR²³⁰. [...] Il y a la bonification de terres qui étaient jadis des marais et maintenant ce sont des villes. Mais je ne sais pas si j'ai le droit de le dire, car c'est Mussolini qui les a créées, donc je dois nier ou faire semblant que cela n'existe pas. »²³¹

²²⁹ Compte Facebook officiel de Matteo Salvini « Lavoro, tasse, pensioni, sicurezza : burocrati e professoroni contro il governo... »

Vidéo enregistrée en direct, disponible ici :

https://www.facebook.com/watch/live/?v=311876909611156&ref=watch_permalink

²³⁰ Esposizione Universale di Roma : ce quartier de Rome était destiné à accueillir l'exposition universelle de 1942.

²³¹ Extrait cité dans Di Donato Michele, « Italie : Les clés de la popularité de Matteo Salvini », *The Conversation*, 7 janvier 2019.

Disponible ici : <https://theconversation.com/italie-les-cles-de-la-popularite-de-matteo-salvini-109354>
[consulté le 13 mars 2020]

Ce qui semble être un hommage à l'héritage de la période mussolinienne s'insère parfaitement au sein du discours provocateur du parti. Ce genre de déclarations volontairement choquantes est tout à fait cohérent avec la rhétorique subversive de la LN portée par Matteo Salvini.

Ce recours à un langage direct est sans nul doute un marqueur du discours de la LN mais, en y adjoignant une référence au fascisme, Matteo Salvini s'assure d'une vaste couverture médiatique. Si la stratégie apparaît simpliste, elle semble néanmoins faire ses preuves. Le secrétaire fédéral de la Ligue du Nord semble donc avoir bien compris l'opportunité politique considérable que présente ces nouveaux moyens de communication ne nécessitant aucun intermédiaire.

Matteo Salvini semble donc avoir opté pour une stratégie communicationnelle différente de son prédécesseur, plus en phase avec la configuration médiatique actuelle. Néanmoins, sur la dimension provocatrice du discours, il s'inscrit dans une continuité évidente avec le style rhétorique cru et direct adopté par Umberto Bossi depuis la création de la Ligue Lombarde puis de la Ligue du Nord.

Si le parti a déjà tenté par le passé d'acquérir une influence à l'échelle nationale en infléchissant sa dimension autonomiste pourtant inhérente à son discours, l'échec rapide de cette stratégie pose la question de l'impossibilité de dépasser le strict champ régional. Matteo Salvini semble pourtant avoir réussi à sortir le parti des frontières de la Padanie, bien que cela doive être nuancé, en ayant recours à la même stratégie qu'Umberto Bossi au milieu des années 1990. Une fois de plus, le discours anti-immigration apparaît comme un formidable outil de communication politique permettant d'exporter le discours de la LN et de lui assurer une réception plus favorable.

Une politique d'échelles : du régionalisme aux ambitions nationales

Le changement d'échelle souhaité par le parti passe nécessairement par une modification d'ordre symbolique. Si la Ligue du Nord a bâti son identité, aussi bien idéologique que politique, sur la défense d'intérêts régionaux, elle s'est également dotée de symboles et de rites rappelant sa doctrine. Une modification de ceux-ci semble donc inévitable dès lors que le parti entend atténuer sa vocation autonomiste.

Le symbole du mouvement rassemble à lui seul trois éléments visuels affirmant la vocation régionaliste de la Ligue du Nord. On y retrouve, au centre, un homme en armes, similaire à la statue d'Alberto da Giussano²³² se trouvant à Legnano. Le parti fait directement référence à la fois à la Lombardie, et donc à la ligue lombarde, ainsi qu'à l'un des événements glorieux ayant marqué l'histoire du nord de l'Italie. Ce faisant, il construit son identité sur une mystique de combat et de défense des intérêts régionaux.

Le lion de Saint-Marc, placé sur le bouclier d'Alberto da Giussano, fait écho à l'importance de la ligue Vénète dans la fondation du mouvement, et rassemble les deux ligues régionales dans un symbole unique.

Enfin, l'importance de la Padanie au sein de l'idéologie du mouvement est rappelée par l'inscription « Padania » ainsi que par la présence du « Soleil des Alpes » à droite de la figure combattante²³³.



<http://1.bp.blogspot.com/-RID-IQ2MOjE/UAF0JPhJF8I/AAAAAAAAAeg/FUL3QaoZr7s/s270/nuovo%2Blogo%2Blega%2Bnord%2Britagliato.gif>

Le logo de la Ligue du Nord réunit donc à lui-seul divers symboles représentatifs de l'identité padane telle que celle-ci est construite par le parti depuis ses débuts. L'empreinte padane est considérablement diminuée dans la nouvelle identité visuelle de la LN, qui délaisse alors le Soleil des alpes et le terme « Padanie ». Si les symboles de la Ligue lombarde et de la

²³² Alberto da Giussano est une figure de la culture lombarde. Il aurait participé à la bataille de Legnano, opposant la Ligue Lombarde réunissant les milices de villes de la plaine du Pô au Saint-Empire romain germanique en 1176.

²³³ « Il simbolo, allegato al presente Statuto, è costituito da un cerchio racchiudente la figura di Alberto da Giussano, così come rappresentato dal monumento di Legnano; sullo scudo è disegnata la figura del Leone di San Marco, il tutto contornato, nella parte superiore, dalla scritta LEGA NORD. Nella parte inferiore è la parola "Padania". Alla destra del guerriero è posizionato il "Sole delle Alpi", rappresentato da sei petali disposti all'interno di un cerchio. », Statuto Della Lega Nord per l'Indipendenza della Padania, https://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/statuto/LN_Statuto_2019.pdf [consulté le 22 janvier 2020]

Ligue vénète que sont Alberto da Giussano et le lion de Saint-Marc demeurent, toutes les références à la nation inventée par le parti sont effacées.

On remarque que la référence à la Padanie est remplacée par le nom de Matteo Salvini sur lequel repose désormais ce changement d'orientation politique, du moins symboliquement.



Leganord.org

Tout aussi symbolique, le changement de nom décidé à l'automne 2017 dans la perspective des élections à venir témoigne de la volonté du parti de ne plus être restreint par sa dimension autonomiste.

En devenant la « Ligue », la stratégie portée par Matteo Salvini semble claire et passe nécessairement par une atténuation des thèses fédéralistes, déjà entamée depuis plusieurs années. Ce changement de nom vient ainsi concrétiser l'ascension et l'influence de Matteo Salvini sur le parti²³⁴, faisant passer celui-ci de 3 % à 30 % en quelques années. Pour ce faire, celui-ci s'appuie sur un style politique direct, une stratégie médiatique soigneusement élaborée unissant réseaux sociaux, télévision et présence locale ainsi qu'une centralité accordée à des enjeux clés au cœur des préoccupations de l'électorat italien, tels que l'immigration, les retraites et l'échelle européenne.

L'idéologie régionaliste constituant le socle des revendications de la LN et la raison de sa fondation, il apparaît primordial de remplacer celle-ci par d'autres enjeux plus cohérents

²³⁴ Sala Rodolfo, Pandini Matteo, Salvini Matteo, *Secondo Matteo : Follia e coraggio per cambiare il paese*, Rizzoli, 2016 ;
Passarelli Gianluca, Tuorto Dario, *op. cit.* ;
Scanzi Andrea, *Il cazzaro verde. Ritratto scorretto di Matteo Salvini*, Generico, 2019.

avec la stratégie de nationalisation. Ainsi, Matteo Salvini lui-même commente le changement d'échelle souhaité par le parti présentant celui-ci comme une véritable prise de conscience :

*« Nous avons commis des erreurs. Aujourd'hui, je suis totalement convaincu que l'Italie doit être sauvée dans son intégralité, du nord au sud, ou sinon il ne nous restera rien. Nous devons avant tout faire face tous ensemble à deux urgences, le chômage et l'immigration, et plus tard nous serons en mesure de discuter de l'autonomie et du fédéralisme. »*²³⁵

Les deux urgences dont Matteo Salvini entend se saisir correspondent aux préoccupations de la population italienne et s'inscrivent donc parfaitement dans une logique électorale.

Condamnation de l'immigration et priorité nationale

La rhétorique anti-immigration témoigne ainsi d'une logique de nationalisation des ambitions de la Ligue du Nord. Cette dernière impose nécessairement un infléchissement du discours régionaliste centré sur le nord afin de gagner en influence et en crédibilité dans le reste du territoire.

Si le parti sert, depuis sa création, des projets autonomistes, on ne peut pas pour autant considérer cet aspect idéologique comme une constante rhétorique ayant maintenu une place centrale depuis 1989. Tel qu'évoqué plus tôt, la Ligue du Nord a déjà tenté de s'extraire de cette dimension régionaliste diminuant considérablement ses opportunités politiques, sans toutefois y parvenir.

La rhétorique anti-immigration doit ainsi avant tout être comprise comme un instrument rhétorique et idéologique permettant d'étendre considérablement l'influence d'une formation politique. Servi par le contexte des années 2010, marquées par d'importants enjeux migratoires, le discours xénophobe véhiculé par la Ligue du Nord permet au parti de s'exporter avec succès en dehors des frontières de la Padanie.

C'est donc dans ce contexte et selon cette logique que la LN délaisse peu à peu ses déclarations contre l'Etat centralisé et la « Rome voleuse » afin de se concentrer sur une condamnation de l'immigration et de Bruxelles.

²³⁵ Cité par Cento Bull Anna, « A new lease of life for Italy's Northern League », *Policy Network*, Vol. 22, 2015.

La campagne « Basta Immigrazione » de 2014 illustre bien le prisme choisi par la Ligue du Nord. L'immigration y est présentée comme une source de menace susceptible de mener à terme à une véritable invasion du territoire italien. En disant « stop à l'invasion », le parti se fait le « défen[seur] des frontières » et s'appuie sur un argumentaire sécuritaire afin d'accroître son influence politique.

La posture choisie par Matteo Salvini sur cette affiche est par ailleurs tout à fait cohérente avec la dimension sécuritaire devenue centrale au sein du discours du parti.



Source : Site officiel de la Ligue du Nord (leganord.org)

Le rôle joué par Matteo Salvini apparaît central à la stratégie du parti dans la mesure où celui-ci semble incarner les nouvelles ambitions de la Ligue du Nord, bien que ce ne soit pas la première tentative de nationalisation entreprise par le parti.

La chaîne Youtube de la LN, créée en 2008, est ainsi rebaptisée « Lega Salvini Premier » et vient s'ajouter au compte personnel de Matteo Salvini²³⁶. Si cela semble témoigner de la

²³⁶ <https://www.youtube.com/user/matteosalvinimi>

centralité de la figure de Matteo Salvini au sein de l'idéologie léguiste, il conviendra de revenir plus en détail sur l'importance des réseaux sociaux dans les stratégies de communication employées par les partis étudiés.

Ce faisant, celle-ci parvient à s'extraire de la dimension régionaliste qui entravait jusqu'alors la réalisation de ses ambitions politiques. Le changement de logo et de nom sont les symboles de la stratégie de nationalisation mise en œuvre par le parti, mais la centralité des questions sécuritaires et migratoires semble avoir fortement contribué à son accomplissement. Si ces thèmes sont loin d'être des nouveautés introduites par Matteo Salvini, ceux-ci ayant déjà été exploités par le parti, il convient de souligner le succès de cette rhétorique anti-immigration et son rôle majeur dans l'exportation de la doctrine de la LN en dehors des frontières padanes.

2.1.4. CasaPound

Le mouvement CasaPound naît de façon concrète le 27 décembre 2003 par l'occupation d'un bâtiment dans le quartier de l'Esquilin à Rome. Revendiquant le droit à la propriété immobilière pour les familles italiennes, et protestant contre la politique de la municipalité de Rome, CasaPound affiche déjà clairement ses positions quant à la question de l'accès au logement. Cette idée demeure centrale pour le mouvement, bien que celui-ci ait depuis gagné en influence politique et culturelle.

Néanmoins, on peut se demander si ce squat du Via Napoleone III, initiant les *occupazioni a scopo abitativo*²³⁷ menées par le mouvement, constitue véritablement la naissance de celui-ci ou si elle n'est que la concrétisation d'une idéologie déjà existante.

Il ne faut en effet pas sous-estimer la dimension culturelle de CasaPound qui, au-delà d'être un mouvement politique briguant quelques mandats politiques, est constitué d'un vaste réseau d'infrastructures diverses, allant du milieu du sport à celui du théâtre et de la musique. En ce sens, la création en 1997 du groupe ZetaZeroAlfa par Gianluca Iannone, créateur de CasaPound, ne peut être vue comme anecdotique. Il convient donc dans cet effort de recherche sur l'identité de ce mouvement, d'attacher une importance particulière à l'art, et notamment à la musique, comme vecteur d'idéologie politique et élément fondamental de la rhétorique du mouvement. Ces transformations de bâtiments leur conférant une vocation sociale et politique sont loin de constituer une pratique novatrice et s'inscrivent dans une tradition déjà bien installée au sein de la société italienne. Néanmoins, CasaPound entend entretenir une forme de singularité dans la sphère politique italienne.

Bien que le mouvement se revendique de la mouvance néofasciste, en témoignent les nombreuses références directes ou indirectes au fascisme historique, l'intérêt que témoigne CasaPound pour les questions intellectuelles, culturelles et sociales, contribue à dessiner une identité propre. Il convient donc de sonder l'importance que revêt l'utilisation des codes traditionnels de la droite radicale au sein du mouvement, tout en relevant les éléments s'éloignant de cette tradition politique et constituant donc l'offre politique de CasaPound.

Le nom CasaPound offre en lui-même la possibilité de s'interroger sur ce qui constitue le noyau dur de l'idéologie du mouvement, celui-ci n'ayant pas changé depuis la création du mouvement en 2003.

²³⁷ « Occupations à but d'habitation »

Formé à partir de l'association des mots « Casa », signifiant « maison », et « Pound », référence au poète américain et sympathisant de la doctrine fasciste, Ezra Pound. On remarque avant toute chose que la question du logement est certes fondatrice pour le mouvement de par l'occupation à but d'habitation du siège du mouvement, mais se retrouve également dans le nom de celui-ci. Bien que cette partie soit suffisamment explicite pour se passer d'explications approfondies, on ne peut en dire autant en ce qui concerne la référence directe à Ezra Pound.

Bien qu'il s'agisse d'un écrivain de nationalité américaine et non italienne, ce dernier occupe une place centrale dans l'idéologie du mouvement jusqu'à en constituer l'une des références culturelles majeures.

Ezra Pound

Né en 1885 dans l'état américain de l'Idaho, Ezra Pound est principalement connu dans le milieu littéraire pour sa série de poèmes intitulée *Cantos*, mais également pour ses prises de position en faveur du fascisme mussolinien, et plus particulièrement de la République de Salò. Fondée en 1943 par Mussolini suite à l'éviction de ce dernier par le Grand Conseil fasciste et sa libération par un commando SS, la République de Salò s'établit au nord et au centre de l'Italie.

Ne bénéficiant plus des mêmes prérogatives qu'auparavant, en raison d'un territoire ayant vu sa superficie amoindrie mais également du fait de l'importante présence de l'armée allemande contrôlant ces territoires, la République de Salò marque un infléchissement dans le pouvoir politique de Benito Mussolini. Elle constitue néanmoins l'un des aspects centraux de cette étude, notamment en raison de la dimension sociale conférée à cette dernière.

Également appelée République Sociale Italienne, c'est de ce régime que se rapproche le poète américain, notamment car la dimension sociale revêt une dimension croissante au sein de ses écrits.

Sensibilisé aux enjeux économiques et sociaux par son père et l'intérêt porté par celui-ci pour les questions liées à la réforme monétaire aux Etats-Unis²³⁸, ces questions demeureront centrales à la fois dans une grande partie de ses publications mais permettront également d'expliquer certaines de ses prises de position politiques.

Il convient à ce titre de souligner que si l'essentiel de la production littéraire d'Ezra Pound est constituée de poèmes, ce dernier a également publié des essais nettement plus

²³⁸ Ferkiss Victor, « Ezra Pound and American Fascism », *The Journal of Politics*, Vol.17(2), 1955, p. 174.
186

politiques. On peut à ce titre citer son ouvrage dédié à la question du crédit social²³⁹. L'une des caractéristiques, si ce n'est la principale, de l'œuvre de Pound et de son engagement politique réside dans son opposition à la pratique de l'usure, c'est-à-dire le recours à des prêts aux taux abusifs.

La série *Cantos* offre une compréhension approfondie de ce qui constitue l'idéologie du poète, et de la place centrale qu'occupe l'opposition de ce dernier à l'usure comme rouage du système économique et financier moderne. Ainsi, cette série de poèmes alterne entre des « descriptions d'une vie belle et agréable dans les zones ne pratiquant pas l'usure [par opposition] à la malignité et à la laideur de la vie moderne. C'est ce qui constitue la dichotomie majeure pour Pound, tout ce qu'il a à dire d'autre dérivant de ce thème. »²⁴⁰

C'est sur cet argumentaire social que repose le rapprochement entre les thèses d'Ezra Pound et celles défendues par la République sociale italienne²⁴¹. Ezra Pound évoque dans ses écrits son souhait de voir se dessiner une approche plus concrète, moins dématérialisée et plus humaine de l'économie en condamnant un système financier permettant la pratique de prêts abusifs de la part des banques internationales, régissant dès lors la vie de millions d'individus.

Il semble, à la lumière de ces éléments, intéressant de relever les aspects revendiqués par CasaPound afin de définir leur rapport au poète américain.

Le mouvement propose sur son site internet²⁴² une biographie du « poète, essayiste, économiste, traducteur, agitateur culturel, homme libre » américain portant le titre « La liberté est un devoir ».

Retraçant brièvement son parcours universitaire et ses relations dans le milieu de l'écriture, le texte s'attarde particulièrement sur l'idéologie économique et politique d'Ezra Pound, notamment sur sa réflexion autour de l'usure « comme source de guerres modernes et d'étranglement des peuples. »²⁴³

Le rapport au fascisme mussolinien est également au centre de cette courte biographie, mais s'inscrit là aussi dans l'opposition du poète au système économique moderne. Ce dernier

²³⁹ Pound Ezra, *Social Credit : an Impact*, Londres, Stanley Nott, 1935.

²⁴⁰ Ferkiss Victor C., *op. cit.*, p. 178.

²⁴¹ « the labour of Mussolini was the equivalent, on the political stage, of his own on the stage provided by language. », Watts Harold H., *Ezra Pound and the Cantos*, London, Routledge & Kegan Paul, Ltd., 1952, p.18.

²⁴² <https://www.casapounditalia.org/ezra-pound/>

²⁴³ « come fonte delle guerre moderne e dello strangolamento dei popoli ».

considèrerait ainsi la « patrie du fascisme [comme] « le seul pays d'Europe où il y a eu une certaine résistance contre l' « usurocratie » internationale. » »²⁴⁴ :

« La seconde guerre mondiale est pour lui l'affrontement entre « le champ et la charrue d'un côté et l'hypothèque de l'autre ». [...] Il illustre ses théories, prêche la paix, demande aux Américains de ne pas se laisser bernier par la propagande de ceux qui ont tout intérêt à faire la guerre à l'Italie.

*Il s'enthousiasme pour le Manifeste de Vérone de la République Sociale Italienne. Il soutient le fascisme républicain de toutes les façons possibles [...]. »*²⁴⁵

On peut ainsi déceler une connexion idéologique entre la condamnation par Ezra Pound du système économique moderne et les volets sociaux énoncés dans le Manifeste de Vérone, constituant les dix derniers points sur un total de dix-huit. Ce document peut être compris comme une manifestation de l'idéologie fasciste considérant celui-ci comme une troisième voie et, donc, une alternative au capitalisme et au communisme.

Entendant garantir le droit à la propriété privée, au logement ainsi qu'à un salaire minimum à tous les travailleurs, ce manifeste permet à la RSI²⁴⁶ de justifier le qualificatif de social compris dans son appellation. Les réformes sociales proposées par le régime dans ce document, alternant entre garantie des droits sociaux élémentaires et préservation par l'État de l'intérêt collectif, sont donc construites en opposition à la « ploutocratie anglo-américaine ».

On remarque donc que les différentes réformes sociales proposées par la République de Salò sont en accord avec la pensée développée par Ezra Pound et peuvent donc permettre de comprendre davantage pourquoi « Ezra Pound croyait que seul le fascisme pouvait résoudre de manière adéquate les problèmes économiques du monde et mettre fin à l'injustice économique. »²⁴⁷

²⁴⁴ « Vede nella patria del fascismo « l'unico paese in Europa dove esistesse una resistenza di una certa solidità contro l'usurocrazia internazionale » ».

²⁴⁵ « La seconda guerra mondiale è per lui lo scontro tra « il campo e l'aratro da una parte e dell'ipoteca dall'atra ». Inizia i suoi celebri radiodiscorsi, circa 300 tra il 1941 e il 1943. Illustra le sue teorie, predica la pace, chiede agli americani di non lasciarsi abbindolare dalla propaganda di chi ha interesse a muovere guerra all'Italia.

Si entusiasma per, il Manifesto di Verona della Rsi. Sostiene il fascismo repubblicano in ogni modo [...] ».

²⁴⁶ République sociale italienne.

²⁴⁷ Ferkiss Victor C., *op. cit.*, p. 176.

L'idée selon laquelle les sociétés modernes auraient besoin d'un régime politique avec un exécutif fort pouvant enrayer le déclin initié par la finance internationale, à laquelle sont assujettis des régimes politiques jugés trop faibles ou corrompus, est centrale dans les écrits du poète. Cette idéologie fait ainsi écho à l'argumentaire social développé par CasaPound, et permet de fournir des premiers éléments d'information quant aux références idéologiques historiques du mouvement des « fascistes du troisième millénaire ».

Importance du symbole

Le choix du symbole n'est en rien anodin pour CasaPound, puisque celui-ci est également l'un des vecteurs de l'idéologie du mouvement.



<https://www.casapounditalia.org/casapound/>

Cette tortue stylisée, centrée sur une base octogonale, permet au mouvement de condenser plusieurs aspects de son idéologie dans un élément visuel unique. L'importance du symbole est d'ailleurs explicitée sur le site officiel de CasaPound, dans la partie dédiée à la présentation du mouvement²⁴⁸ :

« La tortue, l'animal par excellence représentant la longévité, est en ce sens un symbole de bon augure. »

²⁴⁸ <https://www.casapounditalia.org/casapound/>

La tortue est l'un des rares êtres vivants qui a la chance d'avoir sa maison avec soi, elle est donc pour nous celle qui représente le mieux notre principale lutte, à savoir le droit à la propriété et au crédit social. »²⁴⁹

Le choix de la tortue fait ainsi clairement écho à la fondation du mouvement et à l'importance de la question de l'accès au logement au sein de son idéologie. Il conviendra également de revenir plus en détail sur l'offre sociale de CasaPound qui est loin d'être anecdotique.

Le mouvement entend faire du droit à la propriété immobilière un élément central de son idéologie, sans pour autant diminuer la vocation culturelle de ce dernier :

« Selon la culture orientale, la tortue est l'animal qui porte sur son dos la connaissance du monde, ce qui est de bon augure pour une communauté qui veut identifier ses racines dans la culture. »²⁵⁰

La base octogonale du symbole est également expliquée par le mouvement, bien qu'il semble que cela fasse écho de manière moins directe à l'idéologie et aux actions du mouvement que le choix de la tortue. Partant d'une citation de Plutarque selon laquelle le huit, « premier cube d'un chiffre pair et double du premier carré, exprime bien la puissance de Dieu »²⁵¹, le chiffre serait une référence à différents éléments allant du concret au métaphysique. De l'architecture de Castel del Monte, au symbole de l'infini que constitue un huit horizontal, en passant par les passages qui rythment l'année solaire en saisons, de nombreuses significations symboliques sont attachées au chiffre huit²⁵². On constate que, en comparaison à l'utilisation de la tortue, la justification apportée à l'emploi d'une base octogonale entend conférer au mouvement une dimension plus abstraite, mélangeant références astronomiques, architecturales et mystiques.

²⁴⁹ « La tartaruga è l'animale per eccellenza che rappresenta la longevità quindi è un augurio. La tartaruga è uno dei pochissimi esseri viventi che ha la fortuna di aver con sé la casa quindi per noi rappresenta al meglio la nostra lotta principale ovvero il diritto alla proprietà della casa e il mutuo sociale. »

²⁵⁰ « La tartaruga è, secondo la cultura orientale, l'animale che porta sulla sua schiena la conoscenza del mondo quindi è di buon auspicio per una comunità che vuole identificare nella cultura le proprie radici. »

²⁵¹ « L'otto, primo cubo di un numero pari e doppio del primo quadrato, bene esprime la potenza di Dio »

²⁵² « Castel del Monte, voluto da Federico II, è universalmente noto per la forma ottagonale [...] Il simbolismo dell'ottagono è suscettibile di molteplici interpretazioni: in linea di massima il numero 8 richiama l'infinito, [...] Otto sono i passaggi che scandiscono l'Anno solare in stagioni »

Le choix du symbole, loin d'être hasardeux, entend ainsi représenter dans un seul et même visuel les différents combats que souhaite mener CasaPound. Il en va de même pour l'explication donnée à celui-ci, dans laquelle on voit clairement se dessiner une entreprise de mythification du mouvement à travers son symbole.

Cela se comprend dès lors que l'on attache de l'importance au symbolisme et aux mythes dans le processus de mobilisation et de cohésion des individus.

Il convient ici de relever une similitude avec l'idéologie fasciste selon laquelle les mythes sont un élément essentiel de la réussite et de l'implantation du mouvement politique et de son idéologie :

« Le mythe, la seule chose qui fasse bouger les grandes masses [...] s'exprime toujours en un mot, en une devise, en un symbole [...] qui ont le mérite de se graver clairement dans les esprits et d'exercer une certaine fascination sur les foules, incapables de méditation ou de réflexion, et prêtes à tous les élans, à tous les enthousiasmes. »²⁵³

Néanmoins, on voit se dessiner chez CasaPound une volonté d'apporter une certaine originalité à son identité, se distanciant ainsi des partis politiques traditionnels qu'il dénonce fréquemment. Cette singularité que cultive le mouvement, non seulement par le biais de son symbole mais également dans ses modalités d'action et de communication, fait écho au processus d'hybridation mené par le mouvement depuis sa création, lui permettant de revendiquer une forme de culture alternative. Cela permet également au mouvement de ne pas répondre de façon stricte aux codes hérités du fascisme historique²⁵⁴, mais de s'en inspirer afin de se construire une identité propre.

Rapport au fascisme mussolinien

Si CasaPound cultive son originalité, il n'en demeure pas moins lié à la mouvance néofasciste italienne, appartenance qu'il cultive à travers diverses références au fascisme

²⁵³ Di Pretoro F., « Il nostro « mito ». La Patria e l'impero », *Il Poppolo d'Italia*, 5 juillet 1922, dans Gentile Emilio, *Qu'est ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, trad. Fr, Paris, Gallimard, 2004, pp. 232-233

²⁵⁴ « les codes d'expression et de style propres à la droite radicale sont remis en question, voire, dans certains cas, carrément abandonnés : de l'iconographie propre à la droite radicale – la croix celtique est abandonnée au profit de la tortue stylisée – au style musical ou encore à l'utilisation de l'ironie dans la construction des messages. », Toscano Emanuele, « Le mouvement de CasaPound : la nouvelle droite radicale en Italie », dans Pleyers Geoffrey et Capitaine Brieg, *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme, 2017, p. 211

historique. Il convient, pour commencer, de s'intéresser au rapport qu'entretient le mouvement avec le fascisme historique.

Ce rapport est-il clairement revendiqué ou est-il au contraire un sujet suscitant une forme de gêne au sein des dirigeants et des membres du mouvement ?

Se qualifiant eux-mêmes de « fascistes du troisième millénaire », il semble que le rapport au fascisme soit assumé et fréquemment revendiqué à travers les prises de parole et de position du mouvement. Il semble donc pertinent d'interroger ce rapport au fascisme et de se demander quels aspects du fascisme historique sont valorisés par CasaPound.

Le titre de presse *Il Primato Nazionale*²⁵⁵, proche de CasaPound, fournit un outil d'analyse intéressant en ce qui concerne la rhétorique du mouvement. La fréquence des publications sur le site internet du journal permet de comprendre davantage son idéologie à travers les thèmes traités, et les récurrences que l'on peut voir se dessiner au sein de ceux-ci. Dirigé par Adriano Scianca²⁵⁶, ce quotidien en ligne se fait fréquemment le relai de la rhétorique du mouvement, en entendant soutenir les thèses de CasaPound tout en tentant de décrédibiliser ses adversaires politiques.

Il convient donc de s'intéresser au traitement médiatique mené par *Il Primato Nazionale* en ce qui concerne les mouvements antifascistes, opposants notoires à CasaPound.

Tournant en dérision l'opposition de certains mouvements antifascistes à la candidature de Caio Mussolini aux élections européennes de 2019 aux côtés de *Fratelli d'Italia*, Adriano Scianca dénonce le « déclin grotesque et comique » de l'antifascisme :

« *Tout cela en dit long sur l'état de santé de l'antifascisme. [...] Des propositions qui parlent d'elles-mêmes, mais qui illustrent bien la trahison d'une idéologie réduite à une expression*

²⁵⁵ « Il Primato Nazionale – Quotidiano Sovranista Italiano » que l'on peut traduire par « La préférence nationale – Quotidien souverainiste italien », est un titre de presse créé en octobre 2013.

Il Primato Nazionale bénéficie d'une revue mensuelle depuis octobre 2017 mais également d'une publication quotidienne en ligne.

²⁵⁶ Responsable culturel de CasaPound et auteur de *CasaPound, une terrible beauté est née*, Éditions du Rubicon, 2012 réédité sous le titre *CasaPound, tout se réapproprie. 40 concepts pour une révolution en marche*, Éditions Nimésis, 2019.

micro-réactionnaire [...] Comme nous l'avons dit mille fois, l'antifascisme en Italie était un phénomène d'élite, une foi minoritaire quasi inexistante dans un régime triomphant. »²⁵⁷

L'antifascisme serait donc, selon *Il Primato Nazionale*, un sentiment réactionnaire servi par des individus se faisant les apôtres du politiquement correct :

« S'il existe aujourd'hui une attitude de censure en Italie, c'est bien la leur [...] Le terme « fasciste » est aujourd'hui utilisé dans un sens général, pour attaquer quiconque manifeste des idées allant à l'encontre de la logique du politiquement correct. Ce comportement présuppose non seulement une attitude tout sauf tolérante en matière de libre pensée (méprisant les principes de liberté de pensée et d'expression inscrits dans la Constitution), mais démontre également à quel point les généralisations sont faciles y compris pour les représentants des institutions. »²⁵⁸

S'il apparaît que le mouvement tourne en dérision les actions politiques entreprises par ceux se réclamant de l'antifascisme, on peut se demander quel rapport celui-ci entretient avec l'idéologie fasciste ?

Quelles sont les inspirations politiques ou intellectuelles revendiquées par le mouvement ? A quelles associations idéologiques procède-t-il ?

Le lien idéologique avec le fascisme étant revendiqué et pouvant donc être établi, il convient de s'interroger sur les aspects propres à la doctrine fasciste étant assumés par le mouvement.

²⁵⁷ « Tutto questo la dice già lunga sullo stato di salute dell'antifascismo. [...] Proposte che si commentano da sole, ma che ben illustrano l'arrancare di un'ideologia ridotta a espressione micro-reazionaria [...] Come abbiamo detto mille volte, l'antifascismo, in Italia, è stato un fenomeno d'élite, una fede minoritaria, pressoché inesistente a Regime trionfante » Scianca Adriano, « L'antifascismo oggi: il declino grottesco di chi sa solo prendersela coi cadaveri », *Il Primato Nazionale*, 25 Avril 2019
<https://www.ilprimatonazionale.it/primo-piano/antifascismo-oggi-declino-grottesco-prendersela-cadaveri-114990/>

[consulté le 14 Mai 2019]

²⁵⁸ « Se oggi in Italia esiste un atteggiamento censorio è il loro [...] La parola "fascista" è oggi usata in un senso generale, per attaccare chiunque manifesti idee contrarie alla logica del politicamente corretto. [...] Questo comportamento non soltanto presuppone un atteggiamento tutt'altro che tollerante nei confronti del libero pensiero (in barba ai principi di libertà di opinione e parola sanciti dalla Costituzione) ma dimostra anche quanto le generalizzazioni siano facili persino per chi rappresenta le istituzioni. » Santelli Edoardo, « Una nauseante retorica : così la sinistra vede fascismo ovunque », *Il Primato Nazionale*, 18 Mai 2019
<https://www.ilprimatonazionale.it/approfondimenti/nauseante-retorica-sinistra-fascismo-118500/>

[consulté le 9 Juin 2019]

Le Manifeste de Vérone, constitué de dix-huit points sensés encadrer la politique de la République Sociale Italienne, semble particulièrement intéressant du fait de la place occupée par la question sociale au sein de celui-ci.

Inspiré notamment par le militant communiste Nicola Bombacci, ce document témoigne selon le mouvement du caractère hybride qu'a pu être l'expérience fasciste de la République de Salò. L'influence de ce « combattant social dont les choix étaient souvent à contre-courant mais jamais opportunistes »²⁵⁹ est certaine, et sa contribution majeure, selon *il Primato Nazionale*. Cela est compréhensible, notamment du fait des dix derniers points du document consacrés aux enjeux sociaux.

Néanmoins, on remarque que certains aspects, les plus polémiques tels que les dimensions antisémite et raciale du document, sont mis de côté au profit du discours social.

Il convient donc de se demander quel est le discours officiel du parti en ce qui concerne les questions liées à l'immigration et aux accusations de xénophobie découlant de la politique du mouvement sur ces enjeux.

La Foire Aux Questions proposée sur le site du mouvement est en ce sens une source d'informations précieuse permettant d'obtenir divers renseignements sur les différents éléments constituant la rhétorique de CasaPound. Au sujet de l'accusation de xénophobie fréquemment dirigée à l'encontre du mouvement, notamment en raison de son lien idéologique avec le fascisme mussolinien et sa lutte contre l'immigration clandestine, le mouvement s'en défend :

« CasaPound Italia est-il un mouvement xénophobe ?

Absolument pas. CPP²⁶⁰ n'a pas « peur » de ce qui est « différent ». Mais lorsqu'on se situe dans une période où la politique établit une préférence systématique pour les étrangers, nous sommes fiers de préférer nous occuper des Italiens.

CasaPound estime que les problèmes de l'Italie et ceux des populations africaines ne peuvent être résolus en « remplaçant » notre population par d'autres plus sympathiques aux yeux des bien-pensants. Il estime également que les personnes en difficulté devraient bénéficier d'une aide à l'endroit où ils résident.

²⁵⁹ « « combattente sociale », le cui scelte furono spesso controcorrente ma mai opportunistiche ». Carlesi Francesco, « Nicola Bombacci, il comunista in camicia nera ucciso dai liberatori », *Il Primato Nazionale*, 25 Avril 2016

<https://www.ilprimatonazionale.it/approfondimenti/bombacci-comunista-camicia-nera-43988/>

[consulté le 14 Mai 2019]

²⁶⁰ CasaPound Italia.

Mais reconnaître tout cela et mettre en œuvre une politique de préférence nationale et de souffle identitaire, ne signifie pas être xénophobe. Cela signifie reconnaître un fait élémentaire de la politique : l'État ne doit jamais oublier ses enfants. »²⁶¹

D'après le *Corriere della Serra*, dont les journalistes ont assisté à une manifestation « dédiée à la musique et à la bière » organisée par le mouvement :

« Les jeunes de CasaPound soutiennent publiquement qu'ils ne sont ni nostalgiques, ni néofascistes, et rejettent fermement l'accusation de xénophobie. »²⁶²

Si CasaPound se défend de tout aspect xénophobe ou raciste inhérent à son idéologie, les questions migratoires demeurent centrales pour le mouvement. La lutte contre l'immigration clandestine occupe une place substantielle, que ce soit dans les publications ou dans les actions menées.

Le mouvement explique donc les accusations de xénophobie dont il fait l'objet par l'intérêt qu'il porte à la notion de préférence nationale. Celle-ci est centrale pour le mouvement, qu'il s'agisse de ses combats contre l'immigration ou pour le droit au logement, chacun d'entre eux est motivé par l'idée selon laquelle les citoyens italiens devraient bénéficier avant tout autre des droits les plus élémentaires et des prestations sociales dispensées par l'État.

²⁶¹ « CPI è un movimento xenofobo?

Assolutamente no. CPI non ha « paura » di ciò che è « diverso ». Ma in una fase in cui la politica opera una preferenza sistematica per lo straniero, noi preferiamo occuparci orgogliosamente degli italiani.

CPI crede che i problemi dell'Italia e quelli delle popolazioni africane non si risolvano « sostituendo » la nostra popolazione con altre che stanno più simpatiche ai buonisti. Crede, inoltre, che i popoli in difficoltà vadano aiutati a casa loro.

Ma riconoscere tutto ciò e attuare di conseguenza una politica di preferenza nazionale e di respiro identitario, non significa essere xenofobi. Significa riconoscere un dato elementare della politica: lo Stato, se è tale, non deve mai dimenticarsi dei propri figli. »

« Foire aux Questions », *Site Internet de CasaPound*

<https://www.casapounditalia.org/f-a-q/>

[consulté le 24 janvier 2018]

²⁶² « I giovani di Casapound sostengono pubblicamente di non essere né nostalgici, né neo fascisti, ripudiano in modo convinto l'accusa di xenofobia. »

Oliva Ruben H., « Alla festa dei «fascisti del terzo millennio », *Corriere della Sera*, 30 mars 2012

https://www.corriere.it/inchieste/flash/818d5e70-7a83-11e1-aa2f-fa6a0a9a2b72.shtml?refresh_ce-cp

[consulté le 4 octobre 2018]

Le concept de nation

Faisant par ailleurs écho au titre du quotidien *il Primato Nazionale*, le concept de préférence nationale est prépondérant au sein de la rhétorique du mouvement, et semble à ce titre constituer un élément doctrinaire majeur.

De nombreuses actions entreprises par CasaPound sont ainsi dirigées par cette idée de priorité nationale, en témoigne la page dédiée aux événements organisés par le *Circolo Futurista*²⁶³ sur le site officiel de celui-ci. En témoigne la récurrence de l'hashtag #primagliitaliani²⁶⁴ au sein des publications annonçant des événements à venir, qui se concrétise en deux types d'actions majeurs.

Dans un premier temps, il convient de souligner l'importante dimension sociale justifiant la plupart des actions menées par CasaPound. Ainsi, en mai 2018, le *Circolo Futurista* a appelé à recueillir des produits de première nécessité à destination des familles en situation précaire. Néanmoins, le tract stipule également que ces biens de première nécessité sont « pour les familles italiennes ».

²⁶³ Situé à Rome, le *Circolo Futurista* est l'une des organisations liées à CasaPound.

²⁶⁴ « #prioritéauxitaliens ».

RACCOGLIAMO GENERI DI PRIMA NECESSITA' PER LE FAMIGLIE ITALIANE



SE VUOI PARTECIPARE:

MARTEDÌ: DALLE 17.00 ALLE 20.00
VENERDÌ: DALLE 17.00 ALLE 20.00
SABATO: DALLE 10.00 ALLE 13.00

CIRCOLO FUTURISTA

WWW.CIRCOLOFUTURISTA.ORG / 334 501 8737

ROMA, VIA DEGLI ORTI DI MALABARBA 15/A /  CIRCOLO FUTURISTA  @CIRCOLOFUTURIST

www.circolofuturista.org

On voit donc s'imbriquer à la dimension sociale des actions du mouvement un aspect identitaire conditionnant celle-ci :

« « Défendez votre quartier, défendez votre famille », c'est avec ce slogan qu'aujourd'hui, au Circolo Futurista, nous distribuons des dizaines de colis alimentaires à des familles italiennes pauvres de notre région, qui sont venues nous rendre visite au siège.

[...]

Nous voulons seulement aider les familles italiennes à résoudre les difficultés quotidiennes qu'elles doivent affronter afin de « joindre les deux bouts ».

Nous sommes toujours présents sur le territoire, chaque jour, pour défendre les droits des Italiens.

Est-ce pour cela qu'ils nous appellent : « XENOPHOBES – POPULISTES – ARROGANTS » ? »²⁶⁵

La notion de préférence nationale pose donc la question du traitement des individus ne correspondant pas aux critères fixés par le mouvement qui délimitent le champ des bénéficiaires des actions sociales entreprises par ce dernier.

Les enjeux migratoires, touchant particulièrement l'Italie, sont en ce sens déterminants puisqu'ils caractérisent à la fois la rhétorique et les actions menées par CasaPound. Le mouvement s'oppose notamment aux camps de population roms et à l'installation de centres d'accueil destinés aux migrants, qui constitueraient un facteur d'insécurité.

En témoigne l'opposition du mouvement à l'installation d'un centre d'accueil à Rome au mois d'octobre 2018 :

*« Plus de camps roms ni de centres d'accueil dans nos quartiers ! #CasaPound gère la zone située aux environs du 75 Via di Salone 24h/24 afin d'empêcher l'arrivée d'autres réfugiés présumés dans un quartier déjà massacré par l'immigration.
Nous voulons plus de sécurité dans nos quartiers ! »²⁶⁶*

Lorsque l'on étudie la rhétorique de CasaPound, la récurrence du concept de nation, aussi bien dans les discours que dans les tracts politiques, devient rapidement évidente.

Ainsi, il convient de noter que l'engagement politique ainsi que les actions menées en ce sens par CasaPound ne se limitent pas strictement aux frontières nationales italiennes.

Bien que l'Italie constitue l'épicentre géographique des revendications politiques et des actions menées, il serait inexact d'affirmer que celle-ci ait l'apanage des prises de positions du mouvement.

²⁶⁵ « « Difendi il Tuo Quartiere, Difendi la Tua Famiglia », con questo slogan anche oggi, al Circolo Futurista, stiamo distribuendo decine di pacchi alimentari ad alcune famiglie italiane indigenti del nostro territorio, che ci sono venute a trovare in sede.

[...] A noi interessa solo aiutare le famiglie italiane a risolvere i problemi quotidiani che devono affrontare per « sbarcare il lunario ». Noi siamo sempre presenti nel territorio, ogni giorno, per difendere i diritti degli italiani. Sarà per questo che ci chiamano: « XENOFEBI-POPULISTI-ARROGANTI »? »

Publication du 10 mai 2018, <http://www.circolofuturista.org/?p=728>

[consulté le 27 Janvier 2019]

²⁶⁶ « Basta campi rom e centro di accoglienza ! Basta campi rom e centri di accoglienza nei nostri quartieri! #CasaPound presidia h24 l'area circostante via di Salone 74 per impedire l'arrivo di altri presunti profughi in un quartiere già massacrato dall'immigrazione. Vogliamo più sicurezza nei nostri quartieri! »,

Publication du 14 octobre 2018, <http://www.circolofuturista.org/?p=829>

[consulté le 27 Janvier 2019]

On peut ainsi retrouver l'usage d'un vocabulaire guerrier dans les paroles du titre « I Guerrieri della Scolopendra »²⁶⁷, du groupe ZetaZeroAlfa., faisant référence à la lutte armée prenant place en Birmanie de 1948 à 2012 et opposant l'armée birmane à la minorité ethnique Karen²⁶⁸. On peut clairement retrouver dans cette chanson une ode à la lutte armée, encensant la « fierté » des combattants nationalistes :

*« Un tamburo nella jungla,
Un tambour dans la jungle
Un bambino che non piange
Un enfant qui ne pleure pas
La fierezza non la compri,
La fierté tu ne l'achètes pas
Questa terra è di noi altri
Cette terre est à nous
[...]
La libertà è un dovere
La liberté est un devoir
Ed è figlia del nostro sangue !
Et fille de notre sang !
I guerrieri della scolopendra,
Les guerriers de la scolopendre
Karen freedom fighters !
[...] »*²⁶⁹

L'engagement de CasaPound dans cette lutte, pourtant située à plusieurs milliers de kilomètres de l'Italie, se traduit également par des publications sur la chaîne YouTube du mouvement. On peut ainsi voir des membres de CasaPound prendre part à des « missions humanitaires »²⁷⁰ auprès de la population Karen, et donner la parole à des membres du

²⁶⁷ « Les guerriers de la Scolopendre », faisant référence à l'arthropode venimeux présent en Asie.

²⁶⁸ Le peuple Karen ou Karènes revendique l'indépendance de son territoire.

²⁶⁹ Paroles et traduction accessibles à l'adresse suivante

<http://zetazeroalfa.org/guerrieri-della-scolopendra/>

[consulté le 2 février 2019]

²⁷⁰ <https://www.youtube.com/watch?v=n-UOyOTr96k>

[consulté le 10 février 2019]

KNLA²⁷¹, organe de lutte armée œuvrant pour le mouvement nationaliste Karen. On peut ainsi y voir une alternance entre images de civils touchés par le conflit et de membres de groupes armés prenant part à la guérilla.

Il peut sembler contradictoire, pour un mouvement plaçant le concept de priorité nationale au cœur de ses actions et de sa rhétorique, de prendre parti dans un conflit n'ayant aucune influence sur la vie politique italienne. Cet aspect de l'idéologie apparaît particulièrement intéressant dans la mesure où celui-ci place la préférence nationale au cœur de la plupart de ses combats sociaux et politiques. A cette notion de préférence nationale, il convient donc de souligner l'importance du concept de nation et, par extension, de souveraineté nationale.

CasaPound valorise l'idée selon laquelle chaque peuple devrait pouvoir bénéficier de prérogatives préférentielles dans son propre pays. La lutte armée serait alors légitime puisqu'elle servirait ces mêmes intérêts d'indépendance et de souveraineté nationale, qu'il s'agisse de l'Italie ou d'autres régions du monde.

Malgré le caractère hybride revendiqué par le mouvement, ce dernier n'en demeure pas moins idéologiquement affilié au fascisme historique et aux aspects les plus caractéristiques de ce dernier. Parmi ceux-ci, l'exploitation du thème de l'italianité fréquemment glorifié par des évocations à la grandeur de l'Empire romain, éléments prépondérants au sein de l'idéologie fasciste.

Mythes et exaltation d'un passé glorieux

La présentation du mouvement²⁷² sur le site internet de ce dernier permet d'illustrer la conception que les dirigeants du mouvement ont de celui-ci. Présentant les aspects symboliques constitutifs de CasaPound comme des illustrations des combats politiques et sociaux menés par le mouvement, il convient de noter les références à l'Empire mais également la mythification des luttes entraînées par les multiples références au symbole :

« Parce que nous avons la « présomption » de nous considérer comme des unités impériales.

Parce que notre [vision] est une vision du monde spirituelle, et que l'individu ne se réalise

²⁷¹ Karen National Liberation Army.

²⁷² <https://www.casapounditalia.org/casapound/>

*(même spirituellement) que dans la communauté qui est son temple, le laboratoire dans lequel se développent ses capacités naturelles. [...] Ce symbolisme est très fort, justement parce qu'il représente l'unité et l'ordre. »*²⁷³

A cette rhétorique exaltant un passé triomphant, s'ajoute l'importance de la notion de communauté, dont l'harmonie dépendrait d'un fonctionnement ordonné et structuré :

*« Ceci est notre symbole et notre symbole représente toute la communauté, composées d'unités impériales qui ne peuvent être arrêtées car elles sont équipées d'une armure dure comme celle d'une tortue, d'un animal lent mais inexorable, d'une armure solide comme des boucliers disposés en testudo [...] La tortue CasaPound stylisée est donc un nouveau symbole, développé et conçu sur des fondations beaucoup plus anciennes pour un nouveau siècle de lutte, de victoire, d'œuvres et de conquêtes. »*²⁷⁴

La notion de communauté est donc centrale au mouvement, dont les membres semblent vouloir, portés par le sentiment d'appartenir à un groupe partageant des intérêts et des caractéristiques communes, « faire revivre les activités des *Squadre d'Azione* fascistes. »²⁷⁵

L'influence du squadrisme sur CasaPound, se traduisant notamment par une importance particulière accordée au corps et à l'exaltation de ce dernier, peut également se retrouver dans une forme de valorisation de l'ordre et de la hiérarchie. Comme pour le fascisme mussolinien, des événements passés glorieux servent de référence et de moteur pour le mouvement, qui souhaite s'inscrire dans la lignée des grandeurs passées de la culture italienne, en invoquant notamment l'Empire romain.

²⁷³ « Perchè abbiamo la « presunzione » di considerarci unità imperiali.

Perchè la nostra è una visione del mondo spirituale, e il singolo si realizza (anche spiritualmente) solo nella comunità, che è il suo tempio, il laboratorio in cui si sviluppano le sue capacità naturali. [...] Questo simbolismo è molto forte, proprio perché rappresenta l'unità e l'ordine. »

²⁷⁴ « Questo è il nostro simbolo e questo nostro simbolo rappresenta la comunità tutta, composta da unità imperiali che non si possono fermare perchè dotate di una corazza dura come quella della tartaruga, animale lento ma inesorabile, una corazza resistente come gli scudi disposti a testudo [...] La tartaruga stilizzata di Casapound è un simbolo nuovo quindi, sviluppato e progettato su basi ben più antiche per un nuovo secolo di lotte, vittorie, opere e conquiste. »

²⁷⁵ « CasaPound wants to revive the activities of the *Squadre d'Azione* Fasciste (in line with the idea of the « holy militia » described by Gentile 2009): « I believe that it is to CasaPound's credit that the phenomenon of squadrismo has been rediscovered even if, clearly, it can't be reproduced exactly in the same forms » (Interview 2b, 27 April 2012) »

Castelli Gattinara Pietro et Froio Caterina, « Discourse and Practice of Violence in the Italian Extreme Right: Frames, Symbols, and Identity-Building in CasaPound Italia » in *International Journal of Conflict and Violence*, Avril 2014, vol. 8, p. 164

Le symbole en lui-même constitue selon le mouvement un rappel à ce passé glorieux :

« La tortue est aussi appelée tortuga ou testudo.

[...] dans la formation romaine justement appelée testudo [ou tortue], l'armée de Rome a démontré sa grandeur en conquérant le monde tel qu'on le connaissait alors, prouvant que la force, lorsqu'elle provient d'un ordre vertical et d'un principe hiérarchique, est destinée à dominer la barbarie, même en moindre nombre. »²⁷⁶

Au-delà de la légitimation de l'usage de la force lorsqu'elle répond à un ordre hiérarchique établi, on peut également voir dans cette présentation du symbole de CasaPound une valorisation d'un passé glorieux, faisant écho au thème de l'italianité présent dans la rhétorique fasciste.

Ainsi, l'usage d'un vocabulaire guerrier contribue à une glorification de la lutte armée si celle-ci se justifie par la défense d'idéaux ou d'une intégrité individuelle, locale ou nationale. Les hommes seraient alors les maîtres de leur destin et les représentants de leurs valeurs, dont la défense passe par le combat.

Une rhétorique violente

Il convient donc d'interroger la place qu'occupe la violence dans la rhétorique du mouvement.

Est-elle fréquemment invoquée ? Si oui, comment le recours à cette dernière est-il justifié au sein du discours officiel de CasaPound ?

Il apparaît que le sujet n'est pas occulté ni renié, mais placé dans un contexte d'oppression, entraînant une légitimation de l'usage de la violence :

« CasaPound Italia fait de la politique, pas du hooliganisme. Montrer les muscles ne l'intéresse pas.

²⁷⁶ « [...] nella formazione romana chiamata appunto Testudo l'esercito di Roma dimostrò la sua grandezza conquistando il mondo allora conosciuto, dimostrando che la forza quando scaturita da un ordine verticale e da un principio gerarchico è destinata a dominare le barbarie, anche se in numero inferiore. »

<https://www.casapounditalia.org/casapound/>

Elle veut une force tranquille. Mais, en même temps, elle ne peut permettre à personne de contester sa légitimité à agir et à exister.

Nous voulons le débat, mais nous ne refusons pas le combat s'il nous est imposé et si notre survie politique et physique en dépend. »²⁷⁷

CasaPound confère ainsi une place à la violence au sein de son idéologie, mais justifie la pratique de celle-ci par la nécessité d'avoir recours à des pratiques extrêmes. En mettant en avant un contexte où le débat politique est vicié, CasaPound utilise la violence comme un moyen de faire entendre ses revendications.

Le meurtre de deux Sénégalais, survenu à Florence en 2011, par un sympathisant de CasaPound nous renseigne davantage sur les cadres de la violence légitime fixés par le mouvement. *La Repubblica* propose de retracer cet événement dans un article publié immédiatement après ceux-ci :

« La première fois qu'il apparaît sur la Piazza Dalmazia, il n'est pas armé. Il s'approche d'un petit groupe de citoyens sénégalais qui ont leur marchandise au sol [...]. Quelque chose se passe, probablement une altercation.

Gianluca Casseri, cinquante ans, est un type solitaire et ombrageux. [...] Il a des fréquentations dans le milieu de l'extrême-droite, et est le fondateur d'une revue extrémiste,

« La Soglia »

Certains témoins le voient quitter la place. Mais pas pour longtemps. A son retour, il est armé d'un Smith & Wesson calibre 357 magnum. Il arrive à bord de sa Polo blanche, la gare en double file comme quelqu'un qui ne doit rester que peu de temps. Il se dirige vers le groupe de trois sénégalais et tire : il en tue deux et blesse le troisième. »²⁷⁸

²⁷⁷ « CPI fa politica, non teppismo. Non è interessata a mostrare i muscoli.

Vuole la forza tranquilla. Ma allo stesso tempo non può permettere che chicchessia ne contesti la legittimità ad agire e a esistere.

Noi vogliamo il confronto, ma non rifiutiamo lo scontro, se questo ci viene imposto e se ne va della nostra sopravvivenza politica e fisica. »

« Foire aux Questions », *Site Internet de CasaPound, op. cit.*

²⁷⁸ « La prima volta che appare in piazza Dalmazia non è armato. Si avvicina a un gruppetto di cittadini senegalesi che hanno le loro mercanzie per terra [...]. Succede qualcosa, probabilmente un diverbio. Gianluca Casseri, 50 anni, è un tipo solitario e ombroso. [...] Ha frequentazioni nell'estrema destra, fondatore di una rivista oltranzista, « La Soglia ».

Alcuni testimoni vedono che si allontana dalla piazza. Ma non per molto. Quando torna è armato di una Smith & Wesson calibro 357 magnum. Arriva a bordo della sua Polo bianca, la lascia in doppia fila come uno che deve rimanere per poco tempo. Va verso il gruppetto dei tre senegalesi e fa fuoco: ne uccide due, il terzo è ferito. »

Les débordements violents, allant d'affrontements avec des groupes d'extrême-gauche au meurtre survenu à Florence, ne sont selon eux pas des éléments centraux de leur idéologie :

« Le troisième millénaire justifie tout changement de cap et les événements survenus à Florence, où un sympathisant de CasaPound, Gianluca Casseri, a tué deux Sénégalais avant de se suicider, est considéré comme le geste extrême et isolé d'un fou. « Nous ne sommes pas des racistes comme la ligue lombarde » »²⁷⁹

Le mouvement va plus loin en présentant la pratique de la violence comme une réponse face à un espace politique arbitraire au sein duquel il est confronté à la question de sa propre survie, à la fois « politique et physique ». La violence n'est ainsi plus un instrument de terreur, mais devient légitime dès lors qu'elle est placée dans un contexte d'oppression où elle devient seule garante de la survie des membres du mouvement.

Il Primato Nazionale se demande ainsi « qui sont les véritables détenteurs du sceptre de la violence en Italie »²⁸⁰ :

« Nous savons que ces derniers temps, certains ont gaspillé leur temps en faisant des déclarations concernant la dissolution de CasaPound en raison des violences présumées de

Montanari Laura, « Firenze, spari contro i senegalesi estremista fa due morti e si uccide », *La Repubblica*, 13 décembre 2011

https://www.repubblica.it/cronaca/2011/12/13/news/firenze_gianluca_casseri_killer_senegalesi_suicida-26554634/

[consulté le 22 septembre 2018]

²⁷⁹ « Il terzo millennio giustifica qualsiasi cambiamento di rotta e i fatti di Firenze, in cui un simpatizzante di Casapound, Gianluca Casseri, ha ucciso due senegalesi per poi suicidarsi, è visto come il gesto estremo, isolato di un folle. « Noi non siamo razzisti come la Lega lombarda » »

Oliva Ruben H., « Alla festa dei «fascisti del terzo millennio », *op. cit.*

²⁸⁰ « Chi sono i veri detentori dello scettro della violenza in Italia? Sappiamo che in questi ultimi mesi si sono sprecate dichiarazioni riguardanti lo scioglimento di CasaPound Italia a causa di supposte violenze commesse dai suoi militanti, come se il movimento di destra fosse l'emblema del male assoluto nel nostro Paese.

Quindi, prendendo spunto dal fiorire di mappe sulle violenze della destra, abbiamo deciso di disegnare una cartina, corredata da un elenco dettagliato con fonti, dove vengono evidenziate una parte delle aggressioni più brutali degli ultimi anni, commesse dai centri sociali, di cui nessuno chiede lo scioglimento e lo sgombero delle strutture occupate illegalmente e/o a canone zero grazie all'appoggio della sinistra istituzionale. »

Totolo Francesca, « La mappa delle aggressioni dei centri sociali negli ultimi 5 anni. Le prove della violenza », *Il Primato Nazionale*, 1^{er} juillet 2019

<https://www.ilprimatonazionale.it/approfondimenti/la-mappa-delle-aggressioni-dei-centri-sociali-negli-ultimi-5-anni-le-prove-della-violenza-123081/>

[consulté le 14 août 2019]

ses militants, comme si le mouvement de droite était l’emblème du mal absolu dans notre pays. »

Le journal propose donc, en réponse aux cartes mettant en lumière les violences commises par les mouvements de droite, une carte des violences commises par des mouvements se situant à l’extrême inverse du spectre politique :

« Nous avons décidé de dresser une carte, accompagnée d’une liste détaillée de sources, indiquant une partie des agressions les plus brutales de ces dernières années, commises par les centres sociaux, auxquels personne ne demande la dissolution ni l’évacuation des structures occupées illégalement et/ou ne versant aucun loyer grâce au soutien de la gauche institutionnelle. »

Au-delà de légitimer la violence perpétrée par les membres de CasaPound, *Il Primato Nazionale* soutient également l’idée que la question de la violence exercée par le mouvement est déformée par les médias traditionnels. Ces derniers agiraient comme une sorte de miroir grossissant, se focalisant sur les actes de violence commis par les mouvements d’extrême droite, et taisant ceux commis par d’autres.

L’usage d’un vocabulaire guerrier est ainsi légitimé par le mouvement dès lors que l’existence de celui-ci est en jeu. Les prises de position des dirigeants du mouvement permettent de mettre en lumière le processus de légitimation de la violence comme moyen de défense face à l’oppression.

Dans un entretien publié dans *Il Primato Nazionale*²⁸¹, Gianluca Iannone dénonce ainsi en janvier 2018 le projet de la préfecture de Rome de procéder à l’expulsion des membres de CasaPound, et des familles y résidant, du siège du mouvement à Rome.

Selon lui, le contexte électoral agitant la sphère politique italienne en ce début d’année 2018 n’est pas étranger à la décision prise par la préfecture, ce qui en fait « une annonce très politique » et « une opération bipartite contre [leur] mouvement ». L’échéance politique que constituent les élections législatives de 2018 constitueraient donc un facteur de crainte chez les

²⁸¹ « CasaPound, Iannone: « Sgombero sarebbe atto di guerra. Pronti a morire per difenderla » », *Il Primato Nazionale*, 24 janvier 2018
<https://www.ilprimatonazionale.it/primo-piano/casapound-iannone-sgombero-sarebbe-atto-di-guerra-noi-siamo-pronti-a-morire-78878/>
[consulté le 4 octobre 2018]

partis traditionnels, anxieux de voir CasaPound gagner des points dans les sondages. Enfin, lorsqu'on lui demande quelles seraient les conséquences qu'aurait une expulsion du bâtiment situé via Napoleone III, Gianluca Iannone répond en ces termes :

« L'expulsion de CasaPound serait un acte de prévarication et un acte de guerre. Mais cela signifierait au moins que, dans une époque ignoble comme celle-ci, nous aurions la chance de mourir pour une idée. »²⁸²

A la notion de combat, allant du politique à l'affrontement physique, s'ajoute donc un sacrifice justifié et glorifié lorsque celui-ci sert l'idéologie du mouvement. CasaPound semble ainsi greffer à cette lutte sacrificielle une notion d'honneur et d'intégrité²⁸³, légitimant un recours à la force pour faire entendre ses idées.

On peut là encore citer l'exemple d'Ezra Pound dont les écrits et le parcours cristallisent divers aspects idéologiques du mouvement.

Selon le site officiel de CasaPound²⁸⁴, le poète « se rapproche de l'Italie de Mussolini, avec une sympathie qui deviendra à terme une identification totale allant presque jusqu'au sacrifice extrême. »

La chute du régime fasciste est présentée par le mouvement comme une épreuve pour le poète, mesurant la force des convictions et de l'engagement politique de ce dernier :

« De retour dans son pays natal, il est déclaré fou et interné à l'hôpital fédéral de St. Elizabeth à Washington. La première année se passe dans l'isolement complet, dans une cellule sans fenêtres, sans aucun contact avec l'extérieur.

Il y reste treize ans.

En 1958, une fois libéré, il atterrit à Venise en affichant une salutation romaine solaire aux photographes.

²⁸² « Lo sgombero di CasaPound sarebbe un atto di prevaricazione e un atto di guerra. Ma se non altro vorrà dire che, in un'epoca ignobile come questa, anche noi avremo la possibilità di morire per un'idea. »

²⁸³ Dans une étude publiée en 2011 menée auprès de membres de quatorze mouvements « populistes » européens, il apparaît que CasaPound est le mouvement pour lequel la notion d'intégrité est la plus souvent évoquée (17 % pour CasaPound ; 9 % en moyenne chez les mouvements européens étudiés).

Bartlett Jamie, Birdwell Jonathan, Littler Mark, « *The rise of populism in Europe can be traced through online behaviour...* » : *The new face of digital populism*, Londres, Demos, 2011

²⁸⁴ <https://www.casapounditalia.org/ezra-pound/>

Il a dit : « Si un homme ne veut courir aucun risque pour ses idées, c'est que ses idées ne valent rien ou qu'il ne vaut rien. » »²⁸⁵

La violence apparaît ainsi légitime dès lors qu'elle sert une cause estimée valable et juste. Cette légitimation de l'usage de la violence ne serait possible sans la désignation d'un contexte politique et sociétal antagoniste et liberticide.

Il en va de même en ce qui concerne les références cinématographiques auxquelles a recours CasaPound, comptant *Fight Club*, *BraveHeart* ou encore *Le Seigneur des Anneaux*. Ces trois films abordent la question de l'usage de la violence, valorisé par le mouvement et présenté comme un instrument de libération d'une oppression et comme un moyen de vivre en accord avec ses valeurs.

L'une des illustrations de cette vocation fédératrice de la violence au sein de CasaPound réside dans la pratique de la *cinghiamattanza*²⁸⁶. Faisant écho au titre d'une des chansons du groupe ZetaZeroAlfa, il s'agit pour les membres du mouvement d'une danse consistant à se frapper mutuellement à coups de ceinture au rythme des paroles de Gianluca Iannone. Formé à partir des mots *cinghia*, signifiant ceinture, et *mattanza*, un terme emprunté au milieu de la pêche et que l'on pourrait traduire par « massacre » ou « matraquage », l'expression « massacre à la ceinture » traduit à elle seule l'importance symbolique de la violence. Les paroles sont par ailleurs sans équivoque, et décrivent les différentes étapes de cette danse dont la pratique semble répondre à des codes bien définis :

« Primo: me sfilo la cinta ;

Un : je retire ma ceinture ;

due: inizia la danza ;

²⁸⁵ « Si avvicina all'Italia di Mussolini, con una simpatia che diverrà infine identificazione totale fin quasi all'estremo sacrificio

[...]

Riportato in patria viene dichiarato pazzo e internato nell'ospedale criminale federale di St. Elizabeths di Washington. Il primo anno lo passa segregato in completo isolamento, in una cella senza finestre, senza contatti con l'esterno.

Vi rimane per 13 anni.

Nel 1958, una volta tornato in libertà, sbarca a Venezia mostrando un solare saluto romano ai fotografi. Muore nel capoluogo veneto il 1 novembre 1972.

Aveva detto: « Se un uomo non è disposto a correre qualche rischio per le sue idee, o le sue idee non valgono nulla o non vale niente lui ». »

²⁸⁶ « Massacre à la ceinture » ou « matraquage à la ceinture »

Deux : la danse commence
Tre: prendo bene la mira ;
Trois : je choisis bien ma cible ;
Quattro: cinghiamattanza
Quatre : cinghiamattanza
[...]
Cinghiamattanza!
Cinghiamattanza!
Cinghiamattanza!
Questo cuoio nell'aria sta ufficializzando la danza
Ce cuir en l'air déclare la danse ouverte
Solo la casta guerriera pratica cinghiamattanza
Seule la caste guerrière pratique la cinghiamattanza
[...] »²⁸⁷

La pratique de cette danse que l'on pourrait qualifier de rituelle tant elle correspond aux différentes étapes décrites dans les paroles de la chanson, donne lieu à des scènes mêlant danse et coups durant les concerts de ZetaZeroAlfa. On peut se faire une idée plus précise de la *cinghiamattanza* en visionnant l'une des vidéos postées sur la chaîne YouTube du groupe²⁸⁸. On peut ainsi lire dans *La Repubblica* :

« *Bière et musique, celle de ZetaZeroAlfa. Le groupe né en 1997 sous l'impulsion de Iannone, a cimenté la galaxie néo-fasciste romaine à coups de ceinture.*
Une de leurs caractéristiques (contestées) est la pratique du cinghiamattanza, du titre de la chanson homonyme, et sur les notes de laquelle, pendant les concerts, la horde noire frappe violemment avec des ceintures. Le sang et la douleur fortifient. »²⁸⁹

²⁸⁷ <<https://www.paroles-musique.com/paroles-Zetazeroalfa-Cinghiamattanza-lyrics,p073738770>>

²⁸⁸ « ZETAZEROALFA – Cinghiamattanza (Official Video) », Chaîne YouTube de ZeraZeroAlfa
<https://www.youtube.com/watch?v=drsUhWuyA9I>

[consulté le 2 février 2019]

²⁸⁹ « Birra e musica, quella degli ZetaZeroAlfa. La band, nata nel 1997 su impulso di Iannone, ha cementato la galassia neofascista romana, a colpi di cinghia.

Una delle loro (contestate) caratteristiche è la pratica della cinghiamattanza, dal titolo dell'omonima canzone, e sulle cui note, durante i concerti, l'orda nera si colpisce violentemente con le cinghie. Sangue e dolore fortificano. »

Pasqua Marco, « Il doppio volto di CasaPound Italia in bilico tra solidarietà e violenza », *La Repubblica*, 15 décembre 2011

https://www.repubblica.it/cronaca/2011/12/15/news/doppio_volto_casapound_italia-26647499/

On peut donc associer une double dimension à cette forme de danse. Il apparaît en premier lieu que cette pratique à la fois festive et violente assure une vocation fédératrice au sein du mouvement, par le biais d'une activité de groupe ritualisée aux codes bien définis. Cela permet également d'accorder une importance symbolique majeure au corps, en plaçant celui-ci au centre de cette activité de groupe. L'exaltation du corps est par ailleurs clairement revendiquée par le mouvement, selon qui la *cinghiamattanza* est « un moment de réappropriation de la corporéité dans un monde qui a un rapport complexé, paranoïaque, décadent avec le corps »²⁹⁰.

Il est particulièrement intéressant de noter que s'il était fait mention de la *cinghiamattanza* dans la page dédiée aux questions les plus fréquentes sur le site internet du mouvement, cette partie a depuis été supprimée. On peut se demander si l'absence de référence à cette pratique traduit une gêne à poser la question de la place de la violence au sein de l'idéologie du mouvement. Néanmoins, parmi les onze « questions les plus fréquentes »²⁹¹, l'une d'elles est entièrement consacrée à la violence de CasaPound.

Il semble donc que, bien que la question de la violence soit adressée, celle-ci est limitée aux seuls codes de la violence légitime auxquels la pratique de la *cinghiamattanza* ne répond pas. La violence comme facteur de cohésion au sein du groupe ne saurait être mise en avant par le mouvement, du moins à travers des déclarations officielles, puisqu'aucun enjeu de survie politique ou physique n'y est rattaché.

La vocation fédératrice de la *cinghiamattanza* fait écho aux collages de nuit pratiqués par *Alleanza Nazionale*²⁹², l'un des mouvements héritiers du *Movimento Sociale Italiano*²⁹³, dont les membres percevaient ces actions de groupe souvent violentes comme un facteur de cohésion²⁹⁴.

[consulté le 16 mars 2018]

²⁹⁰ Foire aux questions de CasaPound, « Le FAQ di CPI »

casapounditalia.org/p/le-faq-di-cpi [consulté le 10 juillet 2015], dans Toscano Emanuele et Di Nunzio Daniele, « Musique et subjectivité dans la nouvelle droite radicale italienne », dans Grassy Elsa et Sklower Jediah, *Politiques des musiques populaires au XXIe siècle*, Guichen, Ed. Mélanie Seteun, Collection « Musique et société », 2016, p. 114.

²⁹¹ Frequently Asked Questions.

²⁹² Alliance Nationale (AN), fondée en 1995 suite au congrès de Fiuggi.

²⁹³ Mouvement Social Italien (MSI), fondé en 1946, il regroupe les différentes tendances politiques proches du fascisme et de la République de Salò jusqu'à sa dissolution en 1995.

²⁹⁴ « Prendre des coups et en donner avec des camarades lors de ces joutes à la colle et au pinceau est également conçu comme un moyen de renforcer en l'éprouvant la solidarité au sein du groupe ainsi que le

Ce genre de pratique où la violence n'est plus un instrument de lutte, mais davantage une violence symbolique facteur de cohésion au sein du groupe n'est donc pas ce que l'on pourrait considérer comme une idée originale de CasaPound. Elle s'inscrit au contraire dans le répertoire d'actions traditionnelles propre aux mouvements néofascistes héritiers du MSI.

Dès lors que l'on s'attache à essayer de comprendre la place qu'occupe la violence au sein du mouvement, on peut se demander si cela se traduit également dans les campagnes de communication menées par celui-ci.

Ces campagnes visuelles ayant pour objectif de conduire les luttes revendiquées par le mouvement, il semble pertinent de s'intéresser à l'usage de la violence ainsi qu'à la forme que celle-ci revêt. Ainsi, ce que l'on pourrait qualifier de campagnes « choc » visant à attirer l'attention immédiate du spectateur ou du passant, ont fréquemment recours à des thèmes particulièrement sinistres.

En témoigne la campagne « Ferma Equitalia »²⁹⁵ menée par CasaPound et s'inscrivant dans la ligne des combats menés par le mouvement dans le domaine social, qui dénonce la lourdeur des charges pesant sur les contribuables italiens. Cette campagne illustre donc d'une part la vocation sociale qu'entend se conférer le mouvement en se rangeant du côté des contribuables modestes, et de l'autre rend compte d'un usage de la violence à des fins communicationnelles et esthétiques. Les campagnes visuelles disponibles sur une page dédiée²⁹⁶ à laquelle on peut accéder directement à partir du site officiel du mouvement fournissent un exemple de cette utilisation de thèmes choquants²⁹⁷ afin d'interpeller les individus et de les sensibiliser à la cause défendue.

respect du code d'honneur dont ce dernier s'est doté (comportant punitions et mortifications, physiques et/ou morales en cas de désobéissance qui varient selon la section : nettoyage des toilettes, pompes, manger du savon, boire de l'huile de ricin). », Dechezelles Stéphanie, « Boia chi molla ! Les nouvelles générations néofascistes italiennes face à l'(in)action violente », *Cultures & Conflits*, n° 81-82, 2011, p.115.

²⁹⁵ « Stop Equitalia », le terme « Equitalia » faisant référence à la société en charge de collecter les taxes et impôts en Italie jusqu'en 2017.

²⁹⁶ Site Internet de la campagne « Ferma Equitalia »

<http://fermaequitalia.org/propaganda/>

[consulté le 4 février 2019]

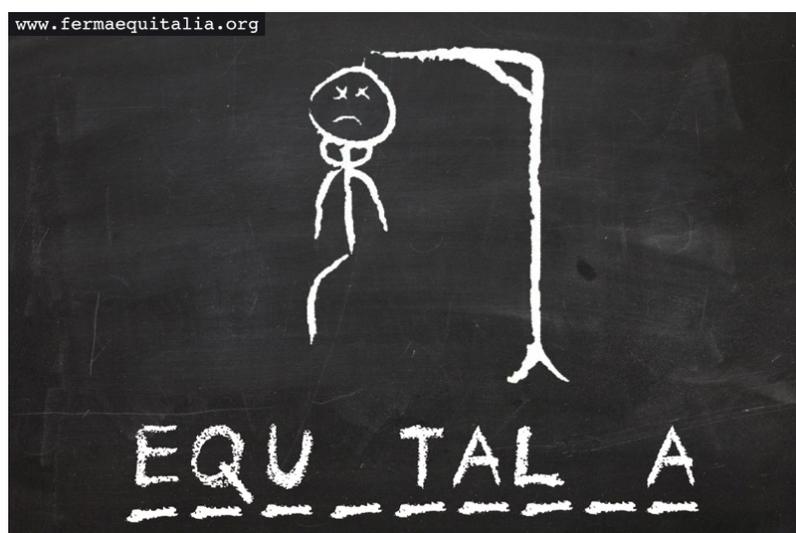
²⁹⁷ Castelli Gattinara Pietro, Froio Caterina, *op. cit.*, p.164.



fermaequitalia.org



fermaequitalia.org



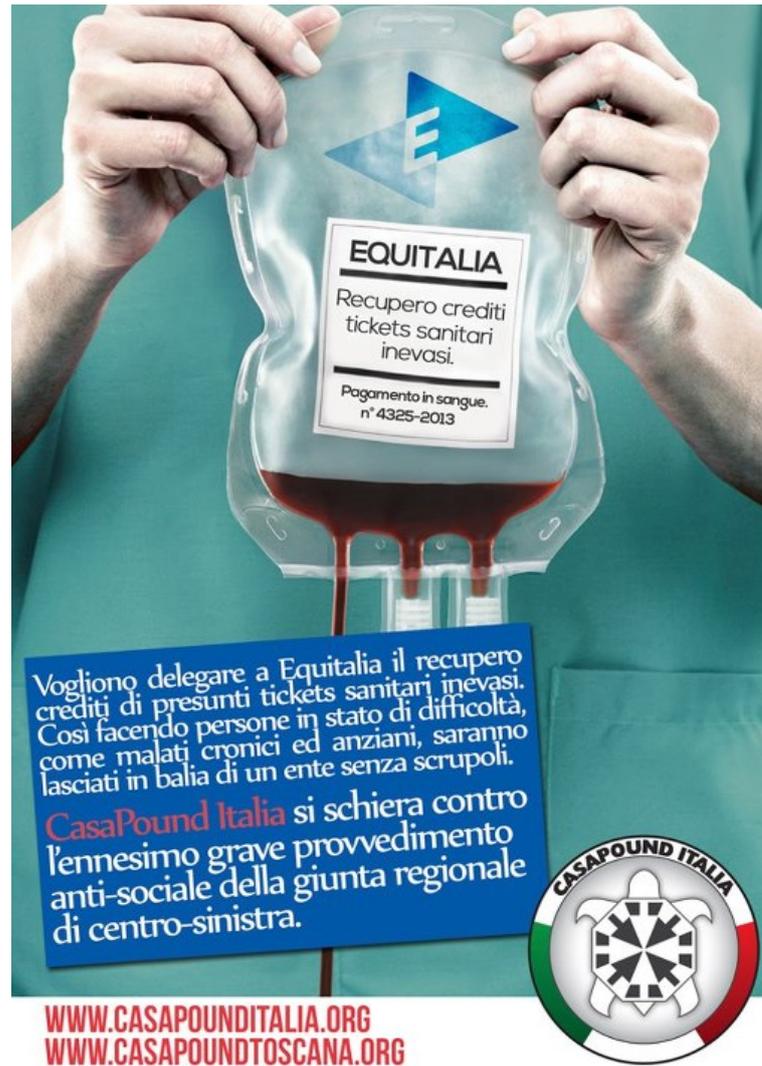
fermaequitalia.org

On peut ainsi y voir une forme de violence à travers des visuels mettant en scène des suicides, l'un étant médicamenteux, l'autre par arme à feu, ou encore un jeu du pendu avec certaines lettres constituant le mot « Equitalia ». Chacun de ces visuels ont pour vocation d'illustrer de façon claire l'impact, possiblement mortel, des politiques budgétaires sur la vie du peuple italien. Accompagnés du même slogan, « L'État t'a tant donné : à présent, donne-lui ta maison »²⁹⁸, CasaPound joue ici clairement sur un registre ironique puisque la première partie de la phrase est accompagnée d'un astérisque énumérant les domaines dans lesquelles l'État a failli et fait écho au programme du mouvement. Dans cette campagne datant de 2011, CasaPound prend parti contre l'agence de recouvrement, particulièrement honnie en Italie en raison des frais exercés. Ainsi, CasaPound dresse le portrait d'une société italienne au sein de laquelle l'État taxe lourdement ses contribuables tout en ne garantissant pas en parallèle des « crèches partout, des hôpitaux propres et à la pointe de la technologie, des trains gratuits et ponctuels [ou encore] des logements gratuits pour tous, etc. »²⁹⁹

Ces trois images accordent ainsi une place nettement plus importante au visuel comme vecteur de message politique qu'au texte en lui-même. Il convient donc de s'intéresser à la quatrième image, tout aussi violente dans un sens puisqu'il s'agit d'une poche de sang sur laquelle figure le logo de la société Equitalia, présentant ainsi l'image d'une entreprise prélevant les contribuables à l'extrême, allant même jusqu'à prélever leur sang. Se situant manifestement dans le secteur de la santé, le visuel est ici accompagné d'un texte laissant davantage entrevoir la visée politique de cette campagne, à savoir le refus de voir Equitalia chargée du recouvrement des soins de santé ce qui placerait les plus vulnérables dans une situation particulièrement difficile.

²⁹⁸ « Lo stato ti ha dato tanto : adesso dagli casa tua »

²⁹⁹ « asili ovunque, ospedali puliti a all'avanguardia, treni gratuiti et puntuali, case popolari per tutti etc, etc. »



fermaequitalia.org

Afin d'éviter, donc, que « les personnes en difficulté, comme les personnes atteintes de maladies chroniques et les personnes âgées, [ne soient] laissées à la merci d'une institution sans scrupule », « CasaPound Italia prend position contre une énième mesure antisociale du conseil régional de centre-gauche »³⁰⁰.

CasaPound semble donc avoir trouvé un axe doctrinaire, auquel il semble se tenir, se situant à mi-chemin entre discours social et rhétorique violente.

³⁰⁰ « Così facendo persone in stato di difficoltà, come malati cronici ed anziani, saranno lasciati in balia di un ente senza scrupoli.

CasaPound Italia si schiera contro l'ennesimo grave provvedimento anti-sociale della giunta regionale di centro-sinistra »

Difficultés liées à la revendication du fascisme

Il semble ainsi que si certains aspects du mouvement sont clairement revendiqués par celui-ci, servant même à accroître sa popularité, qu'elle soit bonne ou mauvaise, d'autres posent en revanche question. Se revendiquer ouvertement néofasciste entraîne le problème de la légitimité politique. S'il apparaît que les groupes tenant des discours contenant de nombreuses références au fascisme historique bénéficient fréquemment d'une grande visibilité, celle-ci nuit considérablement à la légitimation politique potentielle que peut acquérir le mouvement.

L'importance et la difficulté à trouver ce compromis est particulièrement visible en Italie du fait de la campagne de répression visant les activités terroristes dans les années soixante et soixante-dix³⁰¹. Cette période a ainsi été marquée par une violence politique particulièrement exacerbée, dont les partis d'extrême droite ne détiennent pas le monopole. Sur un total de 2777 victimes d'actes de violence politique clandestine en Europe de l'Ouest de 1950 à 1995, on estime à 10,7 % la pourcentage ayant été commis en Italie, plaçant le pays en troisième position. Sont identifiés pour cette période vingt-quatre groupes terroristes en Italie, dont quinze responsables d'actes de violence extrême ayant entraîné la mort d'un ou plusieurs individus. Enfin, si les actes terroristes étaient perpétrés par des groupes se situant d'un extrême à l'autre de l'échiquier politique, on estime à cent-vingt le nombre de victimes de groupes d'extrême droite dans vingt-sept attaques, et à soixante pour soixante-et-onze attaques en ce qui concerne les groupes d'extrême-gauche³⁰².

Cet état de fait, toujours ancré dans les consciences italiennes et au sein des mouvements politiques ne souhaitant pas être qualifiés de terroristes, pousse certains d'entre eux à étendre leur répertoire d'action et de communication, jusqu'à devenir une sous-culture ou culture alternative.

On ne saurait donc résumer CasaPound à sa seule dimension néofasciste tant celle-ci s'inscrit dans une démarche de diversification de ses activités, plaçant le mouvement dans un même temps dans une sphère culturelle et sociale, mais pas moins politique pour autant. *La Repubblica* s'intéresse ainsi au « double visage de CasaPound, entre solidarité et violence », et à son rapport à l'idéologie fasciste.

³⁰¹ Castelli Gattinara Pietro, Froio Caterina, *op. cit.*, p.155.

³⁰² Della Porta Donatella, *Clandestine political violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 27.

Le fascisme ne serait alors qu'un « point de départ » s'inscrivant dans une démarche à la fois « historique et culturelle visant à le rendre démocratiquement acceptable ». En témoigne la diversification des actions menées et des lieux occupés par le mouvement :

« Occupations, sections, quinze librairies, vingt pubs, un mensuel, huit associations sportives, des restaurants, une radio, et une fête nationale (Direction révolutionnaire), cent-cinquante conférences organisées, dans toute l'Italie, auxquelles ont participé, parmi les plus polémiques, des sous-secrétaires et des journalistes (et un membre du Parti Démocrate).

Parmi leurs dernières créations, une section spéciale de protection civile : « La Salamandre ». Un instrument de plus visant à se fondre dans la masse et faire du prosélytisme. »³⁰³

Par ailleurs, l'attention médiatique dont bénéficie CasaPound n'est pas étrangère à une certaine originalité du mouvement, que celui-ci entretient. Que ce soit par la diversité des actions entreprises, allant des occupations à but d'habitation à l'organisation d'événements culturels ou sportifs, ou en raison des références idéologiques revendiquées, il est certain que CasaPound entretient sa spécificité dans la galaxie des droites radicales.

Invoquant fréquemment le fascisme mussolinien comme repère idéologique, il apparaît que la doctrine fasciste et tous ses sympathisants historiques, dont Ezra Pound, ne constituent pas l'exclusivité des figures évoquées par le mouvement. Pouvant aussi bien célébrer Mussolini que Che Guevara³⁰⁴, cette ambiguïté idéologique permet certes au mouvement de bénéficier d'un traitement médiatique plus important, mais également d'asseoir sa crédibilité en tant que mouvement alternatif.

En ce sens, le qualificatif « Fascistes du troisième millénaire », que les membres du mouvement se sont attribué à eux-mêmes illustre cet état de fait.

³⁰³ « Per Cpi, il fascismo è un punto di partenza da sottoporre ad una contorta operazione storica e culturale volta a renderlo democraticamente presentabile. Anche da un punto di vista istituzionale, grazie ad una rete di appoggi a livello parlamentare e locale, sempre nel centrodestra - dal Pdl a La Destra.

[...]

Occupazioni, sezioni, 15 librerie, 20 pub, un mensile, otto associazioni sportive, ristoranti, radio, e poi una festa nazionale (Direzione rivoluzione), 150 conferenze organizzate, in tutta Italia, alle quali hanno partecipato, tra le polemiche, sottosegretari e giornalisti (e un esponente del Pd). Tra le loro ultime creature, una speciale sezione di protezione civile: "La Salamandra". Uno strumento in più per mimetizzarsi e fare proseliti.»

Pasqua Marco, « Il doppio volto di CasaPound Italia in bilico tra solidarietà e violenza », *op. cit.*

³⁰⁴ Castelli Gattinara Pietro, Froio Caterina, « Neo-Fascist mobilization in contemporary Italy. Ideology and Repertoire of actions of CasaPound Italia », *Journal for Deradicalization*, Mars 2015, Vol.2(2015), p. 89.

D'une part, CasaPound revendique clairement son affiliation politique et se revendique héritier de la doctrine fasciste italienne, et de ce qu'ils qualifient de fascisme social en référence à la République sociale italienne. En ce sens, CasaPound revendique son appartenance aux mouvements néofascistes d'extrême droite.

Néanmoins, on ne peut mettre de côté ce que le mouvement cherche à illustrer par l'appellation « du troisième millénaire », à savoir une offre politique originale à la fois au regard de son idéologie mais également de la variété des actions entreprises.

Le *Corriere della Sera* tente ainsi de fournir des cadres idéologiques permettant de mieux saisir la doctrine du mouvement :

« La pensée qu'Andrea Antonini³⁰⁵ tente de transmettre va de Gandhi à Perón, de Che Guevara aux garçons de Salò. Un pain d'idées, un bricolage idéologique à faire soi-même qui renvoie forcément au guide spirituel de référence, à savoir Benito Mussolini, le Duce. »³⁰⁶

Une idéologie hybride

Bien que Karl Marx³⁰⁷ ne constitue pas un référent idéologique pour le mouvement, sa pensée semble susciter un questionnement, si ce n'est un intérêt.

La place accordée aux questions sociales dans un contexte de lutte contre un régime libéral ayant délaissé ceux qui constituent les couches les plus fragiles économiquement de la population, semblent rejoindre les thèses de Marx en ce qui concerne la condamnation de la doctrine capitaliste. Sur ce point, on peut clairement distinguer des similitudes entre les travaux de Karl Marx et la rhétorique de CasaPound.

Néanmoins, bien que tous deux se rejoignent sur une critique du libéralisme, CasaPound ne revendique pas l'un des aspects essentiels de la théorie développée par le penseur allemand, à savoir le concept de lutte des classes. En outre, la relation entretenue entre le mouvement et l'idéologie de Marx est complexifiée du fait du fascisme revendiqué par CasaPound, l'éloignant de fait de l'une des références majeures de la doctrine communiste.

³⁰⁵ Vice-président de CasaPound et conseiller municipal de la ville de Rome

³⁰⁶ « Il pensiero che tenta di trasmettere Andrea Antonini va da Gandhi a Peron, da Che Guevara ai ragazzi di Salò. Un polpettone d'idee, un bricolage ideologico fai da te che inevitabilmente rimanda alla guida spirituale di riferimento, ovvero Benito Mussolini, il Duce. »

Oliva Ruben H., « Alla festa dei «fascisti del terzo millennio », *op. cit.*

³⁰⁷ Karl Marx (1818 – 1883), historien et philosophe ayant notamment théorisé la doctrine communiste

On peut ainsi lire dans *Il Primato Nazionale* un article dans lequel l'auteur se demande « pourquoi l'apologie du communisme n'est-elle pas interdite en Italie ? »³⁰⁸

Dans une optique de légitimer la revendication de la doctrine fasciste, le journal s'interroge sur les raisons poussant la société à condamner le fascisme tout en ne diabolisant pas par ailleurs ce qui constitue selon eux une apologie du communisme :

*« Alors que l'on recommence à parler de lois interdisant les symboles du fascisme, plus d'un s'est demandé pourquoi on n'applique pas le même sort aux symboles du communisme. [...] Pour nous à Il Primato Nazionale, chacun peut être libre d'avoir le buste de Staline sur son bureau, porter la chemise de Pol pot ou fonder le parti maoïste. [...] »*³⁰⁹

Cette question fournit donc au journal une occasion d'interroger le traitement qui est fait de la doctrine fasciste au sein de la société italienne. Le fascisme est ainsi comparé au communisme, « l'idéologie la plus meurtrière de l'histoire », afin de tenter de réhabiliter une doctrine selon eux injustement honnie. Le journal souligne par ailleurs que le régime fasciste était « singulièrement doux avec ses opposants politiques, étant donné le contexte de l'époque. »³¹⁰

L'auteur ajoute que si l'Italie ne condamne pas l'idéologie communiste au même titre que la doctrine fasciste, cela est dû à l'absence de totalitarisme communiste en Italie :

*« Si l'Italie n'a pas connu les goulags, les tirs de masse, l'asile pour les dissidents, la misère et la famine, ce n'était pas dû à la bonté de nos communistes par rapport à ceux des autres nations, mais uniquement parce que les fascistes ont politiquement et militairement empêché ce massacre. »*³¹¹

³⁰⁸ Scianca Adriano, « Perché in Italia non è vietata l'apologia del comunismo? », *Il Primato Nazionale*, 11 juillet 2017

Disponible ici :

<https://www.ilprimatonazionale.it/approfondimenti/perche-in-italia-non-e-vietata-lapologia-del-comunismo-69253/>

[consulté le 12 Décembre 2018]

³⁰⁹ « In questi giorni in cui si ricomincia a parlare di leggi contro i simboli del fascismo, più d'uno si è chiesto perché analoga sorte non tocchi anche ai simboli del comunismo. [...] Per noi del Primato Nazionale, ognuno può essere libero di avere il busto di Stalin sulla scrivania, indossare la maglietta di Pol Pot o fondare il partito maoista. [...] »

³¹⁰ « un regime che fu singolarmente molle con gli avversari politici, dato il contesto dell'epoca, e non invece quelli della più mortifera ideologia della storia. »

³¹¹ « Se l'Italia non ha conosciuto i gulag, le fucilazioni di massa, il manicomio per i dissidenti, la miseria e la carestia non è stato per la maggiore bontà dei comunisti nostrani rispetto a quelli di altre nazioni, ma solo perché i fascisti hanno politicamente e militarmente impedito questo scempio. »

Allant jusqu'à s'interroger sur la dimension pathologique inhérente au communisme³¹², il apparaît clairement que CasaPound ne propose pas d'évolution sur ce point par rapport au fascisme mussolinien.

Cela n'empêche pas le mouvement de témoigner un intérêt idéologique certain, en témoigne la conférence dédiée à Marx le 21 février 2014 au siège de CasaPound, ayant pour invité Diego Fusaro, auteur d'un ouvrage dédié, entre autres, à Karl Marx et Giovanni Gentile³¹³.

Selon le journal, le philosophe propose dans son ouvrage, à travers une relecture de Marx, une « interprétation claire du penseur de Trèves comme ennemi de toute acceptation soumise de l'existant, mettant en exergue les aspects idéalistes de sa pensée. D'où, aussi, le rejet de toute pensée postmoderne médiocre et l'exercice par la philosophie d'une fonction interventionniste et activiste. »³¹⁴

La pensée de Marx aurait donc une vertu philosophique et politique certaine pour l'individu, ce qui trouve une résonance auprès de l'idéologie de CasaPound :

*« La relecture de Marx dans un sens idéaliste a un mérite inégalable : replacer la volonté créatrice de l'Homme, qui découle de sa liberté historique, au centre de l'action politique. En d'autres termes, c'est le retour de la philosophie à une approche révolutionnaire de la réalité. »*³¹⁵

³¹² Segatori Adriano, « Il comunismo è una malattia mentale ? », *Il Primato Nazionale*, 17 mai 2015
<https://www.ilprimatonazionale.it/approfondimenti/il-comunismo-e-una-malattia-mentale-23582/>
[consulté le 12 Décembre 2018]

³¹³ Fusaro Diego, *Idealismo e prassi: Fichte, Marx e Gentile*, Gênes, Il Nuovo Melangolo, 2013

³¹⁴ « rileggendo Marx, offre una chiara interpretazione del pensatore di Treviri come nemico di ogni supina accettazione dell'esistente, ponendo in rilievo gli aspetti idealistici del suo pensiero. Di qui, anche, il rifiuto di ogni pensiero debole postmoderno e l'assunzione da parte della filosofia di una funzione interventista e attivistica. »

Benedetti Valerio, « Marx e Gentile : idealismo è rivoluzione », *Il Primato Nazionale*, 6 janvier 2014
<https://www.ilprimatonazionale.it/primo-piano/marx-e-gentile-idealismo-e-rivoluzione-4444/>
[consulté le 11 décembre 2018]

³¹⁵ « La rilettura di Marx in senso idealistico, anzi, ha un innegabile merito: riportare al centro dell'azione politica la volontà creatrice dell'uomo, che scaturisce dalla sua libertà storica. È, in altri termini, il ritorno della filosofia a un approccio rivoluzionario alla realtà. »

Concernant Gentile³¹⁶, dont la pensée est nettement moins sujette à des controverses au sein de la doctrine fasciste, c'est l'occasion de « réaffirmer l'indiscutable grandeur philosophique du père de l'actualisme. »³¹⁷

Il convient de souligner que, suite à l'annulation de cette conférence du fait de pressions qu'auraient subies M. Fusaro, CasaPound a pu se poser comme un artisan du dialogue dans un contexte hostile. Le mouvement a ainsi pu, par l'intermédiaire de son titre de presse, critiquer les « primates » et les « prêtres de l'antifascisme » ainsi que « l'Inquisition de gauche. »³¹⁸ Cette situation permet ainsi à CasaPound de développer une rhétorique favorable au débat, y compris entre deux idéologies pourtant historiquement ennemies.

Il Primato Nazionale souligne que le mouvement avait « calmement et sereinement » créé cet événement qui était l'occasion d'instaurer une « confrontation libre et ouverte »³¹⁹ et de « briser le cercle vicieux de la confrontation perpétuelle entre jeunes ayant des idées politiques différentes. »³²⁰

L'auteur de l'article se désole de ces pressions et en profite pour rappeler la venue en 2009 de Valerio Morucci, ancien militant d'extrême-gauche et membre des Brigades rouges, qui a « par son geste, assez peu intellectuel mais très viril, contribué au dialogue ou, du moins, au respect mutuel entre mondes opposés. »³²¹

Il apparaît donc que CasaPound ne saurait se résumer à un mouvement strictement politique ou strictement culturel, mais qu'il se situe dans un espace politique distinct, mélangeant les codes de la droite radicale et du néofascisme à des éléments rhétoriques empruntés à la gauche, voire à l'extrême gauche.

S'il apparaît que l'on peut clairement déceler un lien, voire une hérédité, avec le fascisme mussolinien, cela ne suffit pas à caractériser l'idéologie de CasaPound. L'importance accordée

³¹⁶ Giovanni Gentile (1875 - 1944) est un philosophe, proche du régime fasciste mussolinien dont il devient ministre de l'Instruction Publique en 1922.

Inspiré notamment par l'idéalisme théorisé par Hegel, il développe la thèse de l'actualisme selon laquelle l'individu ne saurait se réaliser en dehors de la communauté, ce qui confère à l'État un rôle majeur.

³¹⁷ « riafferma la indiscutibile grandezza filosofica del padre dell'attualismo »

³¹⁸ Bonney Carlo, « Marx a CasaPound : a proposito di un tentato dialogo », *Il Primato Nazionale*, 19 février 2014

<https://www.ilprimatonazionale.it/primo-piano/marx-casapound-tentato-dialogo-5721/>

[consulté le 11 décembre 2018]

³¹⁹ « ha invitato con pacatezza e serenità ad un confronto libero e aperto »

³²⁰ « a rompere quello che lui definisce il circolo vizioso della perenne contrapposizione tra giovani di idee politiche diverse »

³²¹ « « con il suo gesto, poco intellettuale ma molto virile, contribuì, secondo me, al dialogo o quantomeno al rispetto reciproco tra mondi contrapposti »

à la dimension culturelle du mouvement, ainsi que l'utilisation d'un discours « métapolitique » rejetant le jeu politique basé sur une opposition traditionnelle droite-gauche³²², confère à CasaPound un caractère hybride.

Cette association idéologique, additionnée à la prévalence du concept de souveraineté nationale, lui confère une originalité dans le champ des mouvements se réclamant du fascisme historique.

Cette hybridation, à la fois dans le type d'actions menées, dans les combats défendus, ainsi que dans la vocation qu'entendent conférer les créateurs et membres du mouvement à celui-ci, permet d'étudier une grande variété d'aspects.

A la lumière de ce constat, il est intéressant de voir comment le mouvement se définit lui-même par l'intermédiaire de son site officiel. A la question « Qu'est-ce que CasaPound ? », le mouvement commence par rappeler qu'il s'agit d'une « association de promotion sociale légalement établie et reconnue », dont l'un des principaux objectifs est d'œuvrer pour la mise en place d'une « autre politique ». Il ajoute :

*« CasaPound Italie est un élan social, un espoir de sursaut, une avant-garde de la pensée. C'est le bouclier et le glaive d'un peuple trahi, humilié, vendu et qui, de lui-même, continue à se trahir. C'est l'art, la culture, l'engagement social – en un mot : la vie – dans un monde agonisant et plastifié. »*³²³

On retrouve dans ces courts éléments de présentation la question sociale à travers la lutte pour le logement, qui demeure centrale pour le mouvement puisqu'à la base de sa création. Mais l'on retrouve également les notions d'art et de culture, s'exprimant à travers la multiplicité d'actions menées par le mouvement et la grande variété de formes qu'elles prennent.

Enfin, il est intéressant de noter dans ces quelques phrases de présentation, l'usage d'un vocabulaire guerrier. CasaPound se présente comme « le bouclier et le glaive » du peuple

³²² Toscano Emanuele, « Le mouvement de CasaPound : la nouvelle droite radicale en Italie », *op. cit.*, p. 210

³²³ « Che cos'è CasaPound Italia?

CPI è una associazione di promozione sociale regolarmente costituita e riconosciuta. E' un movimento politico che opera per un'altra politica. Le sue attività sotto la luce del sole. Cpi è uno slancio sociale, una speranza di riscossa, un'avanguardia del pensiero. E' lo scudo e la spada di un popolo tradito, umiliato, venduto e che da solo continua a tradire se stesso. E' arte, cultura, impegno sociale – in una parola: vita – in un mondo agonizzante e plastificato. »,

« Foire aux Questions », *Site Internet de CasaPound, op. cit.*

italien, c'est-à-dire comme un moyen de défense et d'attaque d'un peuple à qui l'on a déjà tout pris et dont l'on a délaissé les intérêts.

La forme hybride du mouvement, se présentant comme une alternative politique et culturelle dans un monde en proie aux crises et aux doutes, est par ailleurs clairement revendiquée. En s'opposant, aussi bien par le fond que par la forme, à un système qu'il juge corrompu et malade, CasaPound joue sur son caractère anti conformiste afin de s'octroyer une crédibilité auprès des laissés pour compte de la société italienne.

Il convient de s'intéresser aux moyens mis en œuvre par le mouvement afin de faire entendre ces revendications. Au-delà des campagnes de communication qu'il conviendra d'étudier, on peut déjà souligner la grande variété de formes que prennent les actions de CasaPound.

Si le quartier général du mouvement à Rome est d'une apparence assez austère, seules une grande inscription « CasaPound » sur la facade de celui-ci permettant clairement de le distinguer, on ne peut en dire autant de toutes les infrastructures du mouvement.

Ce dernier bénéficie en effet d'un vaste maillage de structures diverses au niveau national, allant des bars, aux associations culturelles et librairies, en passant par le milieu sportif, la presse et la radio³²⁴. La ville de Rome est particulièrement dynamique en ce qui concerne CasaPound, puisque ce dernier bénéficie, au-delà des structures précédemment évoquées, de la station abandonnée de métro *Area19* ainsi que du *Circolo Futurista*, permettant d'accueillir des événements culturels et artistiques ainsi que des concerts et assemblées³²⁵. Il convient également de souligner que CasaPound bénéficie d'un réseau d'organisations à l'échelle nationale, en particulier dans le nord et le centre du pays, tels qu'*Il Circuito* à Turin proposant des événements sportifs ou *Impavidi Destini* à destination des personnes en situation de handicap.

Au-delà de leur nombre et de la diversité de leur présence géographique, bien que souvent présentes dans la région du Latium, on ne peut s'empêcher de remarquer la diversité des domaines dans lesquels le mouvement est présent par le biais de ces structures. Associations sportives³²⁶, défense de l'environnement³²⁷, organisations humanitaires à vocation nationale³²⁸

³²⁴ « Radio Bandiera Nera », que l'on peut traduire par « Radio Drapeau Noir ».

³²⁵ Toscano Emanuele, *op. cit.*, pp. 209-210.

³²⁶ *Il Circuito ; La Muvra*.

³²⁷ *La Foresta che avanza*.

³²⁸ *La Salamandra*.

ou internationale³²⁹, structures de santé³³⁰ sont autant d'organismes témoignant de la diversité des actions entreprises par CasaPound.

Cette diversité permet certes au mouvement de gagner en notoriété par le biais d'événements destinés au public et aux éventuels futurs sympathisants ou membres, mais cela offre à CasaPound un moyen d'obtenir des ressources financières sous la forme de donations à ces associations.

Le *Circolo Futurista*, accueillant de nombreux événements culturels de CasaPound, est l'un des principaux éléments assurant une forme de crédibilité à la vocation culturelle que s'est confié le mouvement. Situé à Rome³³¹, le bâtiment accueille de nombreuses représentations de théâtre dans son *Teatro Non Conforme*³³², présenté comme un lieu dédié à l'expression artistique.

Le lien existant entre cette association culturelle et CasaPound est, loin d'être dissimulé, clairement revendiqué par le *Circolo Futurista* qui propose ainsi une offre culturelle politisée :

« *Le Circolo Futurista adhère de façon organique à l'association CasaPound Italia car il estime que c'est le seul mouvement pouvant le représenter, en donnant vie à des batailles sociales et d'avant-garde.* »³³³

Parmi ces combats politiques et sociaux menés par CasaPound dont le *Circolo Futurista* se fait le relai, on retrouve la lutte pour l'hypothèque sociale, contre l'immigration clandestine, pour l'autarcie énergétique et le réaménagement des espaces verts et urbains abandonnés. On voit déjà se dessiner une grande variété d'enjeux sociétaux, s'inscrivant dans le répertoire politique du mouvement.

Ainsi, bien que le *Circolo Futurista* soit une association culturelle, un certain nombre des événements qu'elle accueille constitue une offre purement politique, allant des campagnes de

³²⁹ *Solidarités Identités Onlus.*

³³⁰ *GR.IM.ES.*

³³¹ Via degli Orti di Malabarba, 15A.

³³² Théâtre non conforme.

³³³ « Il Circolo Futurista aderisce in maniera organica all'Associazione Casa Pound Italia, poichè ritiene sia l'unico movimento che possa rappresentarlo dando vita a battaglie sociale ed avanguardiste. »

« Chi Siamo », *Site Internet du Circolo Futurista*

http://www.circolofuturista.org/?page_id=4

[consulté le 5 Mai 2019]

soutien à CasaPound à une échelle locale et nationale, mais également dans le cadre des élections européennes.

La vocation du *Circolo Futurista* n'est donc pas exclusivement culturelle mais elle résulte plutôt, à l'instar de CasaPound, d'une association de dimensions culturelle et politique permettant au mouvement de se revendiquer en tant que mouvement alternatif.

L'utilité du *Circolo Futurista* en tant que vecteur de communication pour le mouvement peut également être vu dans la célébration annuelle de la fête d'anniversaire de CasaPound, permettant ainsi aux membres du mouvement de célébrer leur engagement politique et, par la même, de renvoyer une image festive.



www.circolofuturista.org

Il en va de même pour l'héritage néofasciste revendiqué par CasaPound, dont le *Circolo Futurista* se fait l'un des vecteurs culturels, se réclamant également les héritiers d'une tradition politique et culturelle remontant jusqu'au temps de l'Empire romain :

« Nous sommes les héritiers des légionnaires romains... Des Arditi de Fiume... Des futuristes
fascistes... De Tyler Durden³³⁴

NOUS SOMMES LES MERVEILLEUX VIVANTS DANS UN MONDE DE MORTS ! »³³⁵

Cette référence à un passé glorieux de luttes politiques fait écho au fascisme historique, pour lequel la ville de Rome occupait une place centrale, en tant que rappel des gloires passées de l'Empire et symbole de la grandeur de la nation. On voit également se dessiner une lutte au sein des sociétés, dissociant clairement deux camps. D'un côté, le « nous » qui représente les membres du mouvement, derniers remparts face à une société en proie à une perte de repères et de valeurs constituant « un monde de morts ».

Bien que fortement politisé, ce discours n'exclut pas pour autant la dimension culturelle et artistique qui demeure centrale pour le *Circolo Futurista*. En témoigne la présentation de *Teatro Non Conforme* et sa vocation telle que définie sur le site officiel de l'association. Ces représentations théâtrales sont ainsi une occasion de « crier au monde [sa] non-appartenance aux valeurs plastiques et aux fétiches artificiels qui ont imprégné cette société. »³³⁶ En dénonçant une forme d'expression artistique ayant perdu son rapport à « ses origines et sa pureté », l'association se place donc, là aussi, dans le camp des défenseurs d'une culture en perte au sein d'une société qui ne la valorise plus.

Ainsi, la forme hybride de CasaPound se retrouve également dans les combats qu'il entend mener.

On peut déjà constater, par le biais de ces deux organes culturels de CasaPound situés à Rome que sont le *Circolo Futurista* et *Area19*, un discours mélangeant lutte contre l'immigration, propre à l'extrême droite, et le développement d'un argumentaire social centré sur le droit au logement.

³³⁴ Personnage fictif tiré du film « Fight Club », réalisé par David Fincher.

³³⁵ « Siamo gli eredi del Legionario Romano... Degli Arditi di Fiume... Dei Futuristi Fascisti... Di Tyler Durden...

SIAMO LO STUPENDO VIVERE IN UN MONDO DI MORTI! », *Ibid.*

³³⁶ « Con il Teatro Non Conforme, intendiamo gridare al mondo la nostranon appartenenza a valori di plastica e feticci artificiali che hanno permeato questa società. »

« Teatro Non Conforme », *Site Internet du Circolo Futurista*

http://www.circolofuturista.org/?page_id=17

[consulté le 12 Mai 2019]

Néanmoins, ces deux aspects cités comme principales batailles du mouvement sur le site internet de celui-ci, ne sont pas irréconciliables. Le droit au logement est ainsi étroitement imbriqué avec le concept de préférence nationale au sein de l'idéologie de CasaPound. Faisant écho à la fondation du mouvement en 2003, se traduisant par l'occupation d'un bâtiment pour des motifs liés au droit au logement, cette idée demeure centrale pour CasaPound. Cette importance accordée aux problématiques de logement est par ailleurs clairement revendiquée par CasaPound qui en fait l'une de ses principales batailles politiques.

On peut ainsi lire sur le site internet du mouvement :

« Luttas contre l'immigration, contre l'installation de centres d'accueil dans les quartiers, pour la préférence nationale dans l'accès aux crèches et aux logements sociaux. Luttas pour l'accession à la propriété (« Mutuo Sociale »³³⁷), pour l'accès au travail des femmes enceintes (« Tempo di Essere Madri »³³⁸), contre les abus commis par les agences de recouvrement de l'Etat qui harcèlent les citoyens avec des demandes abusives. »³³⁹

On voit ainsi clairement apparaître, imbriquée au sein des questions liées à l'immigration et au logement, la notion de préférence nationale.

A la lumière de ces éléments, il apparaît évident que la rhétorique de CasaPound est composée de diverses références, allant du fascisme mussolinien à un argumentaire social traditionnellement utilisés par des mouvements classés à gauche, voire à l'extrême-gauche du spectre politique.

Néanmoins, si ces différents aspects sont parfois tirés d'idéologies à priori opposées voire ennemies, l'idéologie de CasaPound semble condamner clairement le libéralisme économique dictant les politiques publiques. L'idée selon laquelle les institutions politiques seraient assujettis à une logique capitaliste asservissant les peuples et les privant de leurs droits les plus élémentaires est centrale à la rhétorique du mouvement.

³³⁷ « Mutuo Sociale », que l'on pourrait traduire par « Hypothèque Sociale » est le nom donné à l'une des campagnes d'action du mouvement.

³³⁸ « Tempo di Essere Madri », que l'on pourrait traduire par « Temps d'être Mère » est également une campagne d'action et de communication du mouvement.

³³⁹ « Quali sono le principali battaglie politiche di CPI? Battaglie contro l'immigrazione, contro l'installazione di centri di accoglienza nei quartieri, per la preferenza nazionale nelle graduatorie per asili e case popolari. Battaglie per la proprietà della casa ("Mutuo Sociale"), per l'accesso al lavoro delle donne in stato di maternità ("Tempo di Essere Madri"), contro gli abusi delle agenzie di riscossione dello Stato che vessano i cittadini con richieste inique. » dans la Foire Aux Questions du mouvement, *op. cit.*

2.2. Doctrine et fonctionnement

A la lumière des éléments saillants se dégageant de la rhétorique des mouvements étudiés, il semble possible de dessiner les contours de ce qui constitue leur doctrine profonde. Fortement liée aux discours et aux éléments de langage précédemment évoqués, ces derniers fournissant des indications précieuses sur ce qui constitue l'essence de la pensée dont découlent les actions politiques menées, il apparaît primordial de tenter d'appréhender cette doctrine. Définie selon le dictionnaire de l'Académie française comme l'« ensemble des principes qui constituent le fondement d'une religion, d'une philosophie, d'une politique, d'une morale »³⁴⁰, il apparaît que la doctrine est fondamentale et intrinsèque à tout mouvement social. L'étude de cette dernière pourrait à terme permettre de mieux appréhender le mode de pensée des mouvements étudiés, ainsi que d'œuvrer à une meilleure compréhension de leur vision du monde, et du rôle qu'ils entendent y jouer.

Il convient de souligner que les moyens d'action employés constituent également un axe de recherche intéressant dès lors que l'on se situe dans une démarche comparative. En ce sens, ceux-ci méritent que l'on revienne plus en détail sur leur importance au sein des mouvements étudiés, ainsi que sur les éventuelles disparités pouvant apparaître sur ce point.

³⁴⁰ Neuvième édition du dictionnaire de l'Académie française.

2.2.1. Front National – Rassemblement National

Après nous être intéressés au discours du parti, et à ses évolutions sur la période étudiée, il convient de s'interroger sur ce qui semble constituer l'idéologie profonde du discours. Le fonctionnement du parti revêt dans ce domaine une importance notable, tant le rôle du président et candidat lors du scrutin présidentiel apparaît central.

Par ailleurs, la vocation d'unité à laquelle prétend le parti depuis sa fondation au début des années 1970 est d'autant plus prégnante que celui-ci doit composer avec une diversité de courants internes.

La présidence du parti est donc absolument centrale à cette partie dédiée au fonctionnement et à la doctrine du parti, notamment car elle semble en dicter les orientations stratégiques.

Nous verrons donc en quoi la présidence représente un organe absolument central au fonctionnement du parti, en symbolisant une unité parfois mise à mal que des scissions internes semblent révéler. Il convient également d'interroger le changement de présidence et les transformations ainsi que les constantes induites par celui-ci.

Si Marine Le Pen semble incarner une nouvelle stratégie communicationnelle depuis son arrivée à la tête du parti, il apparaît pertinent de s'interroger sur l'impact de la normalisation souhaitée par la nouvelle présidente sur l'idéologie profonde du parti. Bien que l'instauration et le renforcement d'un processus d'institutionnalisation par le parti doive avant tout être compris comme une stratégie communicationnelle, il convient de se demander si les orientations stratégiques du FN/RN diffèrent réellement.

La présidence frontiste : organe central et incarnation du parti

Fondé afin de proposer une ligne commune aux mouvements de droite radicale, le Front National naît de cette volonté d'offrir un visage unifié à cette famille politique. Ainsi, la cohabitation de différentes tendances politiques à l'intérieur du parti apparaît inhérente à celui-ci, et ce depuis sa fondation.

Si le parti connaît plusieurs crises internes, rendues particulièrement visibles par les départs et scissions successifs de plusieurs de ses cadres, on remarque malgré tout sa longévité sur la scène politique nationale et européenne. On peut donc se demander comment le parti parvient à faire coïncider désaccords internes et longévité politique ?

Au-delà du fait que le celui-ci bénéficie des meilleurs résultats électoraux pour un parti de droite radicale, le rendant de ce fait incontournable au sein de cette famille politique, il convient de souligner l'importance accordée à la présidence du parti. Ainsi, les différents courants et tendances internes se côtoyant sont révélés lorsque des membres du parti se déclarent ouvertement en désaccord avec la ligne politique adoptée par la présidence du parti.

Élue à l'occasion du congrès se réunissant tous les trois ans, tout comme le comité central, on constate que la présidence ne connaît que peu de changement, exception faite de l'élection de Marine Le Pen lors du Congrès de Tours les 15 et 16 janvier 2011.

C'est uniquement lors de ce quatorzième congrès que le parti élit un nouveau président, Marine Le Pen étant par la suite réélue à Lyon en novembre 2014, à Lille en mars 2018 et à Perpignan en juillet 2021.

La présidence du parti jouit d'une influence notable sur la ligne politique fixée à l'occasion de ces congrès, permettant d'éviter que ne se constituent des courants idéologiques officiels divergents comme cela peut exister au sein d'autres partis politiques³⁴¹.

Précisées dans les statuts du parti, les compétences de la présidence vont de la convocation des assemblées générales et des réunions du Bureau national à la présidence des organes exécutifs et délibératifs, avec voix prépondérante. Enfin, elle est en charge des consultations des adhérents, « générales, catégorielles ou territoriales »³⁴².

La présidence du parti est donc l'organe exécutif majeur dans le fonctionnement du parti, aux côtés du Bureau exécutif et du Bureau national faisant office de conseil d'administration, dont les membres sont proposés par le président à l'approbation du Conseil national.

Par ailleurs, les membres de ce Conseil national sont eux-mêmes composés « au plus de cent membres élus par l'Assemblée générale et de vingt autres membres élus de l'association nommés par le Président »³⁴³ et se réunissent par convocation de ce dernier.

La présidence possède donc un pouvoir sur tous les autres organes composant le parti, des organes exécutifs aux organes délibératifs telle que l'Assemblée générale composée des membres dont l'adhésion est soumise à la validation du Président ou du Bureau.

³⁴¹ Lebourg Nicolas, « Le Front National et la galaxie des extrêmes-droites radicales », Crépon Sylvain, Dézé Alexandre, Mayer Nonna (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, op. cit., p. 125.

³⁴² *Statuts du Rassemblement National*, 1^{er} juin 2018

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/statuts-du-rassemblement-national/>

[consulté le 24 mai 2020]

³⁴³ *Ibid.*

L'autorité confiée à la présidence semble ainsi vouloir pallier les désaccords internes autour des orientations stratégiques du parti, entre ceux privilégiant une logique électorale et ceux favorisant une logique doctrinale³⁴⁴.

Si le FN/RN ne détient pas l'exclusivité des affrontements idéologiques entre les différentes tendances composant un parti politique, la logique sur laquelle est fondé le parti semble vouloir tempérer ce type de désaccords. En ce sens, la figure du président du parti apparaît incontournable, puisque ce dernier est chargé d'incarner le visage unifié que prétend offrir le parti malgré les tensions internes inhérentes à un parti aussi hétérogène.

Déjà en 1980, Claude Cornilleau³⁴⁵ évoque le rôle majeur de la présidence du FN dans le fonctionnement du parti :

*« Le Front national est monolithique par sa notion du chef. [...] Il existe au Front national différents courants unis autour de Le Pen pour un combat commun : nationaux et nationalistes s'y côtoient. »*³⁴⁶

Cette vocation d'unité semblant être dévolue à la présidence du parti est ainsi successivement incarnée par Jean-Marie Le Pen puis par Marine Le Pen à partir de 2011. Au-delà de la personne chargée de cette fonction, ce rôle accordé au président semble être avant tout caractéristique du fonctionnement du parti.

La centralité de la figure du président, devant incarner un parti politique bâti sur diverses tendances internes, se retrouve ainsi aussi bien chez le père que chez la fille.

Marine Le Pen assoit ainsi son image et son autorité sur une construction communicationnelle autour de sa personne, résumée par l'emploi du prénom Marine que l'on retrouve dans diverses publications et slogans du parti. « Vague bleu marine », « Energie bleu marine », « Rassemblement bleu marine » sont autant de démonstrations de l'instrumentalisation du prénom de la présidente du parti³⁴⁷ dans sa quête d'autorité et de légitimité.

³⁴⁴ Dézé Alexandre, « « La dédiabolisation ». Une nouvelle stratégie ? », *op. cit.*, p. 32

³⁴⁵ Ancien membre de l'OAS, Claude Cornilleau fonde le Parti nationaliste français et européen en 1987, de sensibilité nationaliste et ouvertement néonazie, issu d'une scission du Parti nationaliste français fondé en 1983.

³⁴⁶ Militant, janvier 1980, cité dans Lebourg Nicolas, « Le Front National et la galaxie des extrêmes-droites radicales », *op. cit.*, pp. 124 – 125.

³⁴⁷ Matonti Frédérique, « Paradoxes du stigmaté : les représentations médiatiques de Marine Le Pen », *op. cit.*

Cet ascendant du président du parti et la stratégie de personnalisation qui en découle semblent être, aux côtés d'un goût certain pour les enjeux suscitant la polémique, l'un des marqueurs des mouvements de droite radicale au sein desquels le FN/RN s'insère particulièrement bien³⁴⁸.

Si les statuts et la stratégie de conquête du pouvoir instaurée par les présidents du parti par le biais d'une communication centrée autour de leur personne semblent vouloir affirmer leur autorité sur les différentes tendances internes, cela n'empêche pas les désaccords se soldant en crises. Ayant créé une Commission des conflits afin d'arbitrer les disputes internes, en formulant des propositions de décision transmises au Président chargé de statuer en dernier ressort³⁴⁹, le parti n'échappe cependant pas aux luttes internes rendues visibles par les départs successifs de ses membres.

Si la ligne directrice qu'incarne la présidence permet de concilier le panaché de nuances internes composant le parti, les scissions peuvent également être perçues comme une conséquence de cette autorité ne laissant que peu de place à l'expression de tendances internes dissidentes.

La forte dimension charismatique accordée à la présidence ne permet donc pas d'effacer les désaccords internes, tant ceux-ci sont fondateurs du parti. Néanmoins, ce fort capital charismatique et symbolique accordé à la présidence permet, jusqu'à un certain point, d'offrir une image unifiée à ces différentes tendances internes³⁵⁰. L'affaiblissement de cet élément conduit ainsi, logiquement, à des dissensions internes si fortes qu'elles se concrétisent en scissions.

Les scissions

La dimension charismatique prégnante de la présidence du parti semble ainsi, jusqu'à un certain point, pallier les divergences en son sein. L'influence de la présidence du parti sur sa ligne politique est rappelée par Marine Le Pen lorsque celle-ci fait état des différences opposant l'image qu'elle souhaite conférer au parti au style politique de son père :

³⁴⁸ Mazzoleni Gianpietro, « Populism and the Media », dans Albertazzi Daniele et McDonnell Duncan, *Twenty-First Century Populism. The Spectre of Western European Democracy*, Londres, Palgrave McMillan, 2008, pp. 49 – 64.

³⁴⁹ *Règlement intérieur du Rassemblement National*, 25 juin 2018

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/reglement-interieur-du-rassemblement-national/> [consulté le 24 mai 2020]

³⁵⁰ Lebourg Nicolas, « Le Front National et la galaxie des extrêmes-droites radicales », *op. cit.*, p. 126.

« On peut dire ce que l'on pense, mais le Front national a quand même une ligne, laquelle est portée par sa présidente. Les propos de Jean-Marie Le Pen n'engagent que lui. Il est dans la provocation volontaire et cherche la polémique. »³⁵¹

Néanmoins, la forte personnalisation de ces tendances internes, incarnées par différentes figures du parti, rend difficile le règlement de ces désaccords comme cela serait le cas dans un parti traditionnel. Les scissions semblent ainsi faire partie intégrante de l'histoire du parti, n'arrivant pas à dégager d'orientations stratégiques communes aux diverses tendances internes le constituant³⁵².

Ces différentes lignes programmatiques cohabitent au sein du parti deviennent irréconciliables tant elles sont incarnées par des figures fortes, et ne sont alors plus seulement des divergences idéologiques.

On peut ainsi citer l'exemple du congrès de 1997, ayant révélé plusieurs camps internes incarnés respectivement par Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen. Ces lignes idéologiques, lorsque clairement incarnées par une autre figure que celle de la présidence du parti, mènent à des scissions et à la création de formations politiques concurrentes.

L'un des exemples les plus célèbres de scissions durant la présidence de Jean-Marie Le Pen est le départ de Bruno Mégret pour fonder le Mouvement national républicain en 1999 mais également, dans une moindre mesure, le départ de Jacques Bompard en 2005 pour le Mouvement pour la France et la création du Parti de la France en 2009 par Carl Lang.

Davantage propre au parti qu'à la personne en charge de sa présidence, on compte également plusieurs départs sous la présidence de Marine Le Pen, le plus notable étant celui de son ancien Vice-président Florian Philippot³⁵³ pour fonder Les Patriotes en 2017.

Ces départs sont particulièrement visibles lorsque l'on s'intéresse aux députés du parti lors de la huitième législature du Parlement européen. On compte ainsi entre 2014 et 2019 sept départs de députés européens membres du FN/RN³⁵⁴.

³⁵¹ Galiero Emmanuel, « Marine Le Pen : « Jean-Marie Le Pen est dans la provocation volontaire » », *op. cit.*

³⁵² Dézé Alexandre, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012.

³⁵³ Ne le 24 octobre 1981, Florian Philippot débute sa carrière politique au sein du Front National, bien qu'il ait soutenu la candidature de Jean-Pierre Chevènement lors des élections présidentielles de 2002. Adhérant au parti en 2011, il en est nommé vice-président dès 2012 et est chargé de la communication. Élu député européen en 2014, il siège aux côtés du Front National jusqu'en septembre 2017, date à laquelle il quitte le FN pour fonder son parti Les Patriotes.

³⁵⁴ On note les départs d'Aymeric Chauprade en novembre 2015 pour rejoindre Les Français Libres ; de Joëlle Bergeron en juin 2014 pour siéger avec les Indépendants ; de Sylvie Goddyn en octobre 2018 pour siéger avec les Indépendants ; de Bernard Monot en mai 2018 pour rejoindre Debout la France ; de Florian

Plus récemment, nous pouvons citer l'exemple de Marion Maréchal incarnant une tendance interne au parti différente de celle de sa tante, donnant lieu à certains désaccords plus ou moins manifestes. Représentant une divergence interne sur certains enjeux, notamment ceux liés à la politique des mœurs que nous détaillerons dans une partie consacrée, la nièce de Marine Le Pen bénéficie également du statut familial qui semble être, depuis la fondation du parti et jusqu'à la fin de la période étudiée, l'une des conditions à remplir afin de prétendre à la présidence du parti.

Malgré ces nombreuses scissions et luttes internes, l'une des plus manifestes demeure la rupture entre Jean-Marie et Marine Le Pen, les deux seuls présidents qu'ait connus le parti sur la période étudiée. Si les nombreuses provocations de son père ont eu raison de son appartenance au parti, on peut se demander si les propos outranciers tenus par le président d'honneur du FN ne servent pas la stratégie de normalisation du parti que souhaite sa fille, malgré la gêne exprimée par celle-ci auprès des médias.

Jean-Marie Le Pen, par la dimension polémique de ses interventions, semble en réalité permettre à Marine Le Pen de construire son image politique en contradiction avec celle de son père et ainsi d'incarner elle-même la « dédiablement » de son parti mais également de son nom.

Marine Le Pen et la « dédiablement »

Bien que Marine Le Pen construise sa légitimité au sein du parti en s'appuyant sur la figure de son père dans les premières années précédant et suivant son accès à la présidence du parti, elle s'en éloigne rapidement dans le cadre de la stratégie de normalisation du parti mais également selon une logique de conquête personnelle du pouvoir.

La prise de distance, idéologique et physique, entre sa présidence et celle de son père sert d'une part à tenter d'adoucir l'image d'un parti radical, mais également à affirmer son autorité au sein du parti.

Philippot en septembre 2017 pour fonder Les Patriotes ; de Mireille d'Ornano en septembre 2017 et de Jean-Marie Le Pen en 2015.

La « benjamine des filles Le Pen » ou encore la « fille du chef »³⁵⁵ est très fréquemment présentée dans les premiers temps sur la base de son lien de parenté avec l'ancien président du parti. Les titres de plusieurs journaux la concernant ne laissent que peu de doute quant au lien effectué par les médias entre son identité politique et celle de son père, les deux étant indissociables à mesure que Marine Le Pen gagne en influence au sein du parti. Libération titre ainsi « Le Pen place sa fille en orbite »³⁵⁶ ou encore « Marine, premier meeting sans papa »³⁵⁷, rappelant ainsi constamment leur lien de filiation.

Si, en 2002, la question de la succession de Jean-Marie Le Pen est certes posée en des termes explicites, le président du FN n'entend pas encore céder sa place, pas même à sa fille, « une jeune mère de famille de 33 ans [n'ayant pas] l'ambition de [lui] succéder ». Interrogé sur une possible relève assurée par sa fille, Jean-Marie Le Pen répond en des termes sans équivoque :

*« Non, Marine est une jeune mère de famille de 33 ans... [...] Elle est candidate aux élections en « Pays de mines », où nous avons remporté un grand succès puisque nous sommes encore en piste dans les quatre circonscriptions du Bassin minier du Nord. [...] Marine est directrice des services juridiques, elle travaille au FN, elle fait son apprentissage en quelque sorte. Mais elle n'a pas d'ambition de me succéder. D'ailleurs, au risque de décevoir, la succession n'est pas encore ouverte. »*³⁵⁸

Interrogé par Valeurs Actuelles en 2008, Jean-Marie Le Pen semble alors avoir ouvert la succession, déclarant qu'il « faudrait des circonstances exceptionnelles »³⁵⁹ pour qu'il se présente à nouveau lors des élections présidentielles de 2012. C'est à cette occasion qu'il se déclare publiquement favorable à voir sa fille lui succéder, la préférant aux candidatures de Bruno Gollnisch et Carl Lang. Cette succession est alors comparée à un « legs » de Jean-Marie Le Pen, rappelant une fois de plus la dimension familiale intrinsèque au parti.

Si le nom Le Pen représente certes un atout de poids dans la course à la présidence du parti, ce que rappelle Jean-Marie Le Pen, ce dernier avance également l'image et le jeune âge de sa fille en comparaison de celui des autres candidats au poste :

³⁵⁵ Rosso Romain, *La Face cachée de Marine Le Pen*, Paris, Broché, 2011, cité dans Matonti Frédérique, « Paradoxes du stigmat : les représentations médiatiques de Marine Le Pen », *op. cit.*

³⁵⁶ *Libération*, 30 août 2003 cité dans *Ibid.*

³⁵⁷ *Libération*, 10 octobre 2003 cité dans *Ibid.*

³⁵⁸ Le Pen Jean-Marie, Interview auprès de LCI, *Vie-publique.fr*, 11 juin 2002, *op. cit.*

³⁵⁹ *Valeurs Actuelles*, 11 septembre 2008.

« Marine n'est pas populaire que sur son nom. Il y a sa personnalité, son charisme. Elle est sympathique et passe très bien dans les médias. [...] C'est une jeune mère de famille. Moi, je suis un grand-père. Bruno commence à l'être. [...] Si la prochaine élection présidentielle a lieu en son temps, Marine aura 43 ans, Bruno 62 ans et moi 83 ans. »³⁶⁰

Une opinion qui semble par ailleurs être partagée par les sympathisants du parti selon un sondage publié dans le même journal, 76 % souhaitant que Marine Le Pen succède à son père.

Le parcours politique personnel de Marine Le Pen est ainsi étroitement lié au parti, depuis son entrée au service juridique du parti, à Générations Le Pen en 2000 ou encore la direction stratégique de la campagne présidentielle en 2007. Mais il apparaît tout autant lié à la figure de son père comme elle le rappelle dans son autobiographie publiée en 2006³⁶¹. Dans un passage empreint de reconnaissance, Marine Le Pen semble saluer le rôle joué par son père, à la fois d'un point de vue personnel et politique :

« Force est de constater que dans cette tempête comme dans d'autres, le capitaine est resté à la barre sans vaciller. Sûrement très meurtri, bien qu'il ne se soit jamais plaint, il a fait face à la destruction publique de ses vingt-cinq ans de mariage exactement comme il avait tenu bon face aux campagnes de dénigrement les plus dures qui l'avaient précédée. Il fut un roc sur lequel les petites berniques que nous étions restaient accrochées contre vents et marées pour se protéger du mauvais temps. »³⁶²

Bien que la stratégie de normalisation du parti passe par une prise de distance et, finalement, une rupture avec la figure de son prédécesseur, il convient de souligner qu'elle n'est pas immédiatement consécutive au gain d'influence de Marine Le Pen au sein du parti, ni même à son arrivée à la présidence.

Le parcours et l'identité politique de Marine Le Pen semblent devoir être compris en deux étapes majeures, la première consistant à se construire en fonction de la figure paternelle et la seconde à s'en émanciper.

³⁶⁰ *Ibid.*

³⁶¹ Le Pen Marine, *À contre flots*, Paris, Grancher, 2006.

³⁶² *Ibid.*, p. 125.

Le papier consacré au parcours de Marine Le Pen dans *Marianne* en mars 2011, intitulé « Itinéraire d'une ennemie redoutable », se concentre essentiellement sur cette première étape dans la mesure où il est publié avant même que Marine Le Pen ne devienne présidente du parti. Ainsi, Jean-Marie Le Pen est omniprésent dans cet article pourtant consacré à Marine Le Pen, dont l'itinéraire est résumé en ces termes :

*« Une enfance vouée au culte du père. Une jeunesse dédiée aux apprentissages dans l'ombre du père. Un lent mûrissement politique dans le droit-fil du père. Puis une maturité qui hérite de l'œuvre du père, veut la dépasser. »*³⁶³

La présidence de Marine Le Pen est ainsi marquée, dans les premiers temps, par une proximité avec la figure de son père mais également par une prise de distance progressive vis-à-vis de l'image de celui-ci. En 2008 déjà, Jean-Marie Le Pen souligne le fait que sa fille soit « une jeune mère de famille » en guise de soutien à sa candidature à la présidence du parti. Ce faisant, il semble conscient que ce changement de présidence pourrait entraîner sinon un changement, tout au moins un rajeunissement de l'image du parti.

Ainsi, le traitement dont fait l'objet Marine Le Pen dans les journaux diffère sur bien des points de celui réservé à son père, un enjeu sur lequel la présidente nouvellement élue semble s'appuyer afin d'asseoir son autorité mais également afin de transformer l'image du parti.

S'il n'en est pas l'unique raison, le genre de Marine Le Pen apparaît être un élément conditionnant son traitement médiatique. Fréquemment présentée dans son rapport aux hommes, c'est-à-dire comme une fille, mais également comme une mère de famille et une compagne, son image est bien davantage commentée que ne l'est celle de son père. Si Jean-Marie Le Pen est souvent repris dans les journaux pour certaines déclarations provocatrices, il convient de souligner que celui-ci est assez peu jugé selon des considérations physiques.

Sur ce point, le traitement médiatique de Marine Le Pen, dont on commente les changements de coiffure ou encore les tenues, diffère de celui réservé à son père :

³⁶³ Perrignon Judith, « Itinéraire d'une ennemie redoutable », *Marianne*, 12 mars 2011
Disponible ici : <https://www.marianne.net/societe/itineraire-dune-en-nemie-redoutable>
[consulté le 15 décembre 2019]

« En 2007, nommée directrice stratégique de la campagne présidentielle de son père, elle délaisse sa trop lourde crinière, pour un carré plus pimpant et se laisse même aller à porter de la couleur. »³⁶⁴

Dans ce supplément au magazine L'Express publié à l'occasion de la campagne pour les élections présidentielles de 2012, le magazine propose un diaporama de photos de la candidate FN. Bien que cet article adresse le parcours politique de la candidate, il s'intéresse avant tout à ses évolutions physiques visant à « dynamiter son image de fille à papa rondouillarde »³⁶⁵.

Ce faisant, le traitement médiatique de Marine Le Pen semble répondre à celui réservé à la plupart des femmes en politique, entre mise en avant d'un statut conditionné par les hommes et attention particulière accordée à des considérations physiques ainsi qu'à leur vie privée.

Si cette différence de traitement apparaît être davantage une manifestation d'un sexisme certain qu'une infantilisation par rapport à la figure paternelle, Marine Le Pen semble avoir davantage bénéficié de celui-ci. Ayant compris l'intérêt que lui offre son genre dans la stratégie de normalisation et de prise de distance vis-à-vis de l'image de Jean-Marie Le Pen, Marine Le Pen détaille sa vie de mère de famille ainsi que ses problèmes personnels dans son autobiographie en date de 2006.

En ce sens, la communication autour de Marine Le Pen et plus largement le changement de présidence font partie intégrante du processus de normalisation initié au sein du parti afin d'en atténuer les aspects les plus radicaux.

« Dédiabolisation », institutionnalisation et normalisation

Si la présidence de Marine Le Pen est marquée par une stratégie de normalisation de l'image du parti, il convient de souligner que celle-ci semble déjà en place avant cela.

Le parti en lui-même est né d'une volonté de pénétrer les institutions politiques afin de rendre plus légitimes, ou moins extrêmes, les positions du parti³⁶⁶. L'atténuation des aspects les plus

³⁶⁴ Laurelli Mathilde, « Marine Le Pen, l'ambivalente Madame-tout-le-monde », *L'Express*, 6 mars 2012
Disponible ici : https://www.lexpress.fr/styles/diapo-photo/styles/style-de-stars/marine-le-pen-l-ambivalente-madame-tout-le-monde_1090042.html
[consulté le 15 décembre 2019]

Cité dans Matonti Frédérique, *op. cit.*

³⁶⁵ *Ibid.*

³⁶⁶ Plenel Edwy et Rollat Alain, *L'effet Le Pen*, Paris, La Découverte, 1984 ;

polémiques de l'idéologie du parti apparaît ainsi être l'un des aspects de la stratégie de conquête électorale instaurée par le parti dans la formation de ses futurs cadres³⁶⁷. Le parti semble donc établir à la fois sa stratégie mais également son identité politique sur une volonté d'institutionnalisation qu'il tente de concilier avec une dimension subversive prégnante, bien avant que Marine Le Pen n'accède à la présidence³⁶⁸.

Cette volonté de proposer un visage unifié et plus consensuel aux mouvements de droite radicale, tout en conservant leur charge subversive, est ainsi inhérente au parti depuis sa fondation.

Né de la volonté d'Ordre Nouveau de se réunir au sein d'une structure politique apte à participer aux élections législatives de 1973³⁶⁹, le parti est fondé sur une volonté d'institutionnaliser les mouvements de droite radicale. Ainsi, malgré le style parfois volontairement provocateur employé par certaines figures du parti, le Front National demeure depuis sa création une manifestation de la volonté des droites radicales d'atténuer la radicalité de leur image afin d'intégrer pleinement le jeu politique.

La modération discursive et idéologique fait ainsi partie intégrante de l'identité politique du parti au point d'en justifier l'existence même, et ce bien avant son changement de présidence.

Par ailleurs, cette institutionnalisation du parti, rendue visible par les bons résultats obtenus par celui-ci lors des échéances électorales, accorde de fait une plus grande visibilité à son discours et à son idéologie. Partant de ce constat, on peut s'interroger sur une possible et probable orientation à droite du centre de gravité de l'opinion publique³⁷⁰. On peut sur ce point citer l'exploitation de thèmes chers au FN/RN tels que l'immigration et l'insécurité par ses adversaires politiques, notamment la droite traditionnelle bien qu'elle n'en détienne pas le monopole. Particulièrement visible chez Nicolas Sarkozy, en tant que ministre de l'Intérieur ou

Schain Martin, « The National front in France and the construction of political legitimacy », *West European Politics*, 10(2), avril 1987, pp. 229 – 252 ;

Camus Jean-Yves, *Le Front National en France. Histoire et analyses*, Paris, Olivier Laurens, 1996.

³⁶⁷ Matonti Frédérique, « Le FN forme ses cadres », *Genèses*, 10(2), 1993, pp. 136 – 145.

³⁶⁸ Birenbaum Guy, « Le FN à l'Assemblée (1986 – 1988). Respect et subversion des règles du jeu parlementaire », *Politix*, 20, 1992, pp. 99 – 118.

³⁶⁹ Beauregard Joseph, Lebourg Nicolas et Pedra Jonathan, *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2014 ;

Camus, Jean-Yves. « Chapitre 1. Origine et formation du Front National (1972 – 1981) », dans Nonna Mayer (dir.), *Le Front national à découvert*, Presses de Sciences Po, 1996, pp. 17 – 36.

³⁷⁰ Westin Charles, « Racism and the political right: European perspectives », dans Merkl P.H. et Weinberg L, *Right-wing extremism in the twenty-first century*, Londres, Frank Cass, 2003, p. 123 cité dans Mudde Cas, « Three decades of populist radical right parties in Western Europe: So what ? », *European journal of political research*, Vol. 52, Oxford, Blackwell Publishing, 2013, p. 6.

président de la République, celui-ci semble alors incarner une « droite décomplexée » flirtant avec des éléments de discours d'une extrême droite assez peu complexée. Ainsi, l'institutionnalisation du Front National semble bénéficier de cette dynamique, à laquelle participent les partis traditionnels³⁷¹.

Pour autant, la critique d'un système politico-médiatique dont font partie leurs adversaires politiques est une constante pour le FN/RN, que celui-ci soit présidé par Jean-Marie ou Marine Le Pen. Le parti bâtit ainsi en partie son idéologie et sa stratégie de conquête électorale sur l'idée qu'ils seraient les uniques défenseurs des intérêts de la population au sein d'un monde politique n'étant plus en prise avec le réel.

La critique des partis traditionnels fait partie intégrante du discours et de l'idéologie du parti, la réciproque se vérifiant également dans la mesure où ses adversaires politiques profitent électoralement des bons scores du parti aux élections. En témoignent les scores élevés des partis se trouvant face au FN/RN lors du second tour des élections présidentielles, appelant au barrage républicain afin de réunir davantage de votes en leur faveur et qui font, stratégiquement, du parti un adversaire idéal.

Les élections présidentielles de 2002 constituent en ce sens une étape majeure pour le parti. Les bons scores du parti lors de cette élection ainsi qu'une offre politique morcelée à gauche permettent à Jean-Marie Le Pen de porter au second tour un parti miné par une crise interne trois années plus tôt :

« Qui aurait dit, il y a seulement un mois, que nous en serions là aujourd'hui ?

Il y a trois ans, on nous donnait pour morts ! Le tremblement de terre, c'est sous les pieds de nos adversaires qu'il s'est ouvert. »³⁷²

Le candidat du FN emploie ensuite dans ce discours du 1^{er} mai 2002 un élément discursif caractéristique de son parti, à savoir se présenter comme la victime d'un système politique où tous œuvreraient à miner ses résultats électoraux :

³⁷¹ Schain Martin, *op. cit.* ; Ivaldi Gilles, « L'extrême droite ou la crise des systèmes de partis », *Revue Internationale de Politique comparée*, 6(2), 1999, pp. 201 – 246.

³⁷² Le Pen Jean-Marie, *Discours à Paris*, 1^{er} mai 2002, *op. cit.*

« On a pu voir l'incroyable ralliement de toutes les composantes du système, à une exception près, reconnaissons-le, d'Arlette Laguiller, non seulement se rallier à la candidature de celui que la veille, ils voulaient livrer à la justice pour qu'il rende compte de ses crimes et ses turpitudes mais encore déchaîner contre moi une offensive inouïe de haine, de calomnies, de provocations, de menaces. [...]

Je suis devenu en quelques heures l'homme à abattre, l'ennemi public n°1 et tous les fantasmes pourtant usés jusqu'à la corde ont été sortis des placards, dans la presse écrite comme dans les médias télévisuels. »³⁷³

Jean-Marie Le Pen fait alors référence aux manifestations ayant suivi l'annonce des résultats du premier tour, révélant un déficit de légitimité démocratique du parti pour une large part de l'opinion publique :

« A tous risques, sa bande d'apprentis-sorciers a lancé dans les rues des collégiens mineurs, l'insulte à la bouche et sur le tee-shirt. [...] Contre ma candidature, pourtant indiscutablement démocratique, on a mobilisé la rue, les partis, les syndicats, les obédiences maçonniques, une poignée d'évêques marxistes ou même carrément communistes »³⁷⁴

Dans les jours suivant le 21 avril 2002, de nombreux Français descendent dans les rues afin de manifester leur mécontentement face aux résultats du premier tour et plus particulièrement leur opposition à Jean-Marie Le Pen. Ce dernier est alors perçu comme une menace pour la démocratie et un symbole de haine, comme on peut le lire sur les affiches brandies par les manifestants ci-dessous.

³⁷³ *Ibid.*

³⁷⁴ *Ibid.*



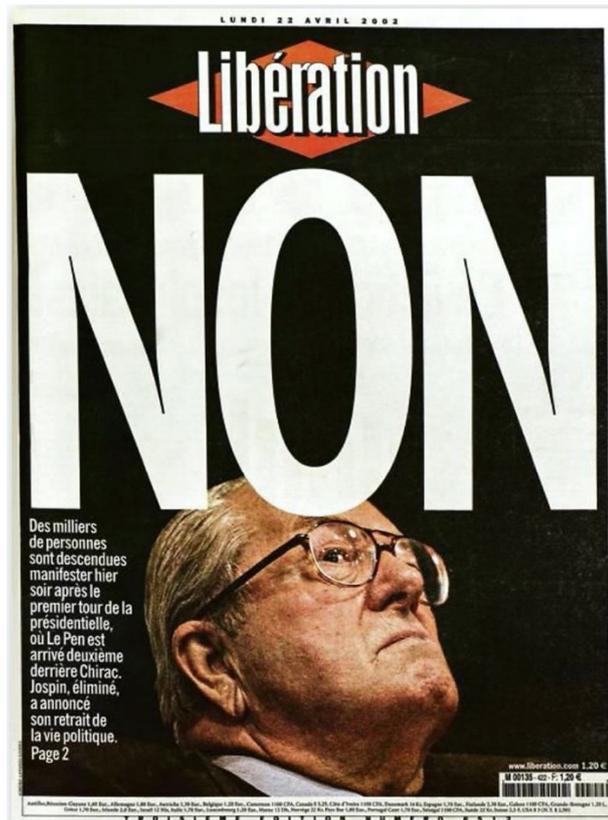
Nouvelobs.com



France3-regions.francetvinfo.fr

« Non au F. Haine », « Oui à la démocratie, Non à Jean-Marie », « L’arnaque Chirac plutôt que la haine Le Pen » sont autant de slogans présents dans les rues auxquels se joint une campagne lancée sur internet contre le parti³⁷⁵ relayés par les médias. A l’opposition affichée par les médias traditionnels, tels que la une de Libération en date du 22 avril 2002, s’ajoute une vaste campagne de détournement de photos par les internautes.

³⁷⁵ Delporte Christian. « « Anti-Le Pen » 2002 : images et Internet Nouvel outil : nouveaux procédés ? », *Le Temps des médias*, vol. 3, n°2, 2004, pp. 182 – 193



Libération.fr

MONSTRES & Cie
 NOUS FAISONS PEUR ET NOUS LE FAISONS BIEN



**GRAND BLOND, ŒIL BLEU, 1m85,
 PHYSIQUE AVANTAGEUX**

Delporte Christian, op. cit.

Le second tour des élections présidentielles de 2002 constitue à la fois une avancée politique notable pour le parti, mais met également en évidence ses limites. Bien davantage que

l'arrivée à la présidence du parti de Marine Le Pen, le second tour semble avoir véritablement entraîné une prise de conscience par les cadres du parti de la nécessité d'institutionnaliser celui-ci afin de le rendre présidentiable³⁷⁶.

Si en 2017 l'appel au barrage républicain de la part de ses adversaires politiques ainsi que de certains titres de presse demeure, on constate néanmoins une réaction populaire nettement moins importante qu'en 2002.



Libération.fr

Bien que Libération exprime à nouveau son opposition au parti à la suite de l'annonce des résultats du premier tour, en appelant à voter pour Emmanuel Macron, il convient de souligner que la France ne connaît plus de vastes manifestations, comme le remarque Jordan Bardella³⁷⁷ :

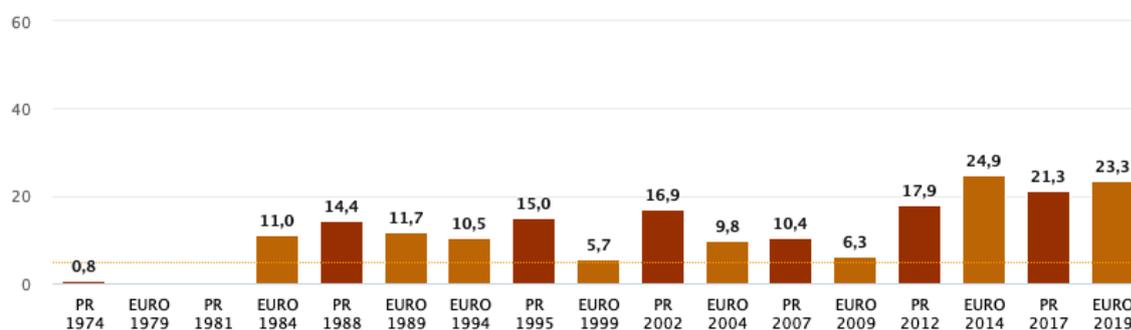
³⁷⁶ « Après les manifestations-fleuves appelant à la défense de la République contre la « menace » de la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002, les cadres entourant Marine Le Pen [...] sont convaincus que le parti doit engager une stratégie connue sous le nom de « dédiablement » : évacuation de l'antisémitisme, de l'antisionisme, du racialisme, évacuation ou soumission des radicaux présents dans le parti à la ligne définie, soumission ou évacuation des militants nationaux-catholiques afin de « déringardiser » et « déconfectionnaliser » le FN. », Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *Les droites extrêmes en Europe*, op. cit., p. 236.

³⁷⁷ Né le 13 septembre 1995, Jordan Bardella rejoint le Front National dès 2012 et entame sa carrière politique au sein du parti en devenant secrétaire départemental du parti en Seine Saint-Denis à l'âge de 19 ans puis de 242

« Notre image a changé. Plus personne ne croit qu'on mange des bébés le matin. Il n'y a pas eu de manifestations en 2017 [...] C'est nous qui faisons tenir les institutions. C'est nous, le sas entre la colère et sa traduction démocratique. Tout ça ne tient que parce qu'on n'appelle pas à la désobéissance civile. »³⁷⁸

Si l'absence relative de réaction populaire à la présence du FN/RN au second tour de l'élection présidentielle en 2017 semble témoigner de l'institutionnalisation du parti, cela apparaît également lorsque l'on s'intéresse à l'évolution des résultats électoraux de celui-ci depuis le changement de présidence. Qu'il s'agisse des élections européennes ou présidentielles, le RN enregistre ses plus forts résultats à partir de 2012, dépassant même son score à la présidentielle de 2002 en 2012 malgré son absence au second tour.

Résultats du FN/RN aux élections présidentielles et européennes 1974 – 2019



France-politique.fr

Afin de contrer les accusations selon lesquelles le parti représenterait une menace pour la démocratie, le RN précise dans ses statuts publié en juin 2018 que son objet est avant tout de « [concourir] à l'expression du suffrage universel dans le cadre des institutions de la République française et du pluralisme démocratique, conformément à l'article 4 de la Constitution du 4 octobre 1958 » :

siéger au Conseil régional d'Ile de France en 2015. Porte-parole du parti de 2017 à 2019, année durant laquelle il est choisi pour être tête de liste de la campagne pour les élections européennes au terme de laquelle il est élu député européen. Vice-président, membre du Bureau national ainsi que du Bureau exécutif du parti, Jordan Bardella devient, en l'espace de quelques années, l'une des figures les plus importantes du FN/RN.

³⁷⁸ Trippenbach Ivonne, « Marine Le Pen : les cinq années où la candidate RN a tenté de faire oublier son échec de 2017 », *op.cit.*

« Attaché à l'égalité devant la loi de tous les citoyens français sans distinction d'origine, de race ou de religion, le Rassemblement National défend la souveraineté, l'indépendance et l'identité de la nation.

Il protège le caractère indivisible, laïc, démocratique et social de la République, ainsi que l'intégrité du territoire national, en métropole comme en outre-mer.

Attaché aux libertés d'opinion et d'expression, le Rassemblement National est favorable au gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. »³⁷⁹

Durant le premier tour des élections présidentielles de 2017, Marine Le Pen insiste déjà sur le caractère démocratique et républicain de son parti, souhaitant même renforcer la représentativité des institutions :

« Nous croyons, vous l'avez compris, dans le primat du politique, dans la force de la démocratie et de la décision politique pour changer les choses. Nous y croyons tellement que je réhabiliterai le référendum et créerai la proportionnelle aux élections ainsi que le référendum d'initiative populaire. »³⁸⁰

L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti repose donc sur une rupture communicationnelle vis-à-vis de son père, rupture consommée en 2015 avec l'exclusion du président d'honneur. Souhaitant renouveler et rajeunir l'image de son parti, Marine Le Pen s'appuie sur une stratégie de normalisation dont l'éloignement de la figure paternelle fait partie. La présidente du parti semble donc avoir définitivement rompu avec les propos négationnistes et antisémites tenus par son père, et l'on peut estimer que la stratégie de normalisation est bien réelle sur ce point.

Néanmoins, à la lumière des diverses déclarations de l'actuelle présidente du Front National, mais également du fait de l'identité politique du parti, il convient de s'interroger sur cette « dédramatisation ». Bien que Marine Le Pen entende normaliser l'image de son parti afin d'accroître sa légitimité politique et ses résultats électoraux, rompre définitivement avec la radicalité intrinsèque au parti pourrait représenter une erreur stratégique. La normalisation discursive du parti semble ainsi passer par un savant mélange de condamnation de propos

³⁷⁹ *Statuts du Rassemblement National*, 1^{er} juin 2018, *op. cit.*

³⁸⁰ Marine Le Pen, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017, *op. cit.*

outranciers visant à crédibiliser une évolution idéologique du parti, et propos volontairement polémiques suscitant l'attention médiatique.

L'un des autres aspects particulièrement visibles de la stratégie de normalisation entreprise par le parti réside dans l'adoption d'éléments de discours traditionnellement de gauche afin de renforcer un discours social. Bien que ce point mérite d'être développé dans une partie consacrée à cet enjeu, tant il est commun à l'ensemble des mouvements étudiés, il convient de souligner son importance en tant que marqueur de l'évolution du parti.

Ainsi, le parti semble délaissier un discours aux accents libéraux pour se tourner vers une critique de plus en plus importante d'un système qui serait aux mains d'élites corrompues par une logique capitaliste. Le discours de Jean-Marie Le Pen apparaît nettement moins social, celui-ci qualifiant l'État de « véritable corne d'abondance » en 2007 et le code du travail de « maquis inextricable » :

« En 30 ans, l'État s'est transformé en véritable corne d'abondance, finançant des emplois aidés à tire larigot et soumettant les entreprises à des réglementations destructrices :
- les 39 heures payées 40 et la retraite à 60 ans sous Mitterrand,
- puis les 35 heures sans réduction de salaires sous Jospin à la fin des années 90,
- sans même parler du code du travail, véritable maquis inextricable, qui a instauré des conditions d'embauche à long terme de plus en plus drastiques fragilisant les entreprises sans protéger les salariés ! »³⁸¹

Il convient néanmoins de nuancer ce point. Si le discours social gagne en importance dans le discours et l'idéologie du mouvement à mesure que se met en place la volonté de normaliser le parti, ce virage est amorcé durant la présidence de Jean-Marie Le Pen.

Le parti semble convoiter le vote des classes populaires avant même la période nous intéressant dans ce travail. Ainsi, on constate que le parti progresse de façon très nette dans les milieux populaires à partir de 1995, une évolution confirmée lors des législatives de 1997³⁸².

La recherche d'un vote populaire ne peut donc pas être considéré comme un élément nouveau introduit par la volonté d'institutionnaliser le parti. En revanche, on ne peut ignorer l'importance du traitement de la question sociale au sein de cette stratégie électorale.

³⁸¹ Le Pen Jean-Marie, *Déclaration sur l'immigration, l'insécurité, la politique économique ainsi que sur sa succession à l'intérieur du parti*, Paris, 18 novembre 2007, *op. cit.*

³⁸² Mayer Nonna, *Ces Français qui votent FN*, Editions Flammarion, 1999, pp. 85 – 86.

L'emprunt d'éléments de gauche afin de rendre le Front National plus fréquentable, en d'autres termes plus éligible, tend à se rapprocher idéologiquement de l'objectif de la Nouvelle Droite, qui vise à dépasser une vision binaire de la scène politique scindée entre la gauche et la droite. Ce qui semble être une évolution idéologique est d'ailleurs saluée par Alain de Benoist qui se déclare satisfait du glissement du discours du parti vers une « critique accentuée du libéralisme économique et du pouvoir de l'argent »³⁸³.

Sur ce point, il convient de souligner l'influence de Florian Philippot sur les orientations stratégiques du parti vers une condamnation de plus en plus marquée de l'ultralibéralisme³⁸⁴, que le parti conserve après le départ de celui-ci. La défaite aux élections présidentielles de 2017 et la mise de côté de la sortie de l'euro, ont raison de la ligne incarnée par le Vice-président du parti, vivement critiquée durant le séminaire de juillet 2017. Ainsi, la sortie de l'euro tout comme Florian Philippot semblent avoir fait les frais de la volonté de Marine Le Pen de mener à bien une « refondation » du parti³⁸⁵.

La critique de l'immigration et, à travers elle, la question de l'identité demeurent des enjeux centraux à l'idéologie et au discours du parti. S'il semble avoir rompu avec certains aspects radicaux et accordé une place croissante au discours social, l'idéologie du parti n'a que peu varié sur les thèmes ayant fait son succès. L'immigration, l'insécurité, la critique des partis traditionnels et d'un système politique vicié ainsi que la défense des oubliés de la mondialisation restent des trames idéologiques majeures.

³⁸³ *Flash*, 27 janvier 2011 ; cité dans Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *Les droites extrêmes en Europe*, *op. cit.*, p. 178.

³⁸⁴ Crépon Sylvain, « Florian Philippot, le « gourou » de Marine Le Pen, incarne-t-il les impasses et les contradictions du FN actuel ? », *Atlantico.fr*, 8 mars 2013.

Disponible ici : <https://atlantico.fr/article/decryptage/florian-philippot-le-gourou-de-marine-le-pen-incarne-t-il-les-impasses-et-les-contradictions-du-fn-actuel--sylvain-crepon->
[consulté le 8 décembre 2019]

³⁸⁵ « Cette mesure est donc reléguée aux calendes grecques et de plus, elle est conditionnée à l'organisation d'un référendum » se réjouit un séminariste, convaincu d'avoir assisté à l'enterrement politique de la sortie de l'euro. De fait, ce qui était proposé, hier, comme un préalable incontournable du souverainisme FN, ne l'est plus, un coup dur pour la maison Philippot. [...] La responsabilité de Philippot, qui avait lancé l'association « Les patriotes », a été pointée. Avec le débat envahissant sur l'euro, son initiative a été désignée comme un élément de brouillage du message politique durant la campagne. », Galiero Emmanuel, « Séminaire de refondation du FN : Récit des tractations », *Le Figaro*, 24 juillet 2017.

Disponible ici :

<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/coulisses/2017/07/24/25006-20170724ARTFIG00086-seminaire-de-refondation-du-fn-le-recit-des-tractations.php>

[consulté le 22 août 2019]

Ainsi, malgré la stratégie de normalisation du parti, ce sont toujours les mêmes recettes qui semblent expliquer le succès du parti, bien que celui-ci soit nettement plus important depuis 2012³⁸⁶.

La « diabolisation » évoquée dès la fin des années 1980 par les figures du parti apparaît être non seulement intrinsèque à celui-ci, mais également essentielle à sa stratégie politique. Le FN/RN construit son identité politique, mais semble également justifier son existence auprès de ses soutiens, sur l'idée qu'il serait le seul à clairement exprimer des vérités trop souvent tues. Ainsi, le parti serait victime d'un système politico-médiatique n'ayant pas à cœur les intérêts de la population française, contrairement à lui.

Le terme de « diabolisation » existe depuis plusieurs décennies, et donne naissance à la notion de « dédiabolisation », omniprésente sur la scène médiatique depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti. Il convient néanmoins de mettre en lumière les incohérences que révèle ce terme.

La « diabolisation », tout comme la « dédiabolisation », participent de la stratégie électorale du parti en arguant que celui-ci devrait lutter contre des facteurs externes souhaitant causer sa perte. Ainsi, ces deux notions, bien que théoriquement antinomiques, sont en réalité deux facettes d'une même stratégie. Par ailleurs, si l'on considère l'hypothèse selon laquelle Marine Le Pen parviendrait à parachever la normalisation du parti, le rendant aussi institutionnalisé que ses adversaires politiques, le FN/RN se retrouverait d'une situation inédite mais surtout problématique.

Comme nous l'avons vu, le parti construit depuis sa création son identité sur une charge subversive et sur une présentation de soi étant à part de la scène politique traditionnelle. Parvenir à normaliser le parti, le faire s'insérer au sein des institutions, reviendrait donc à lui retirer son statut de porte-parole des oubliés du système et à délégitimer la critique de ce même système. La campagne de dédiabolisation vise bien davantage à souligner le fait que le parti serait muselé par un système politico-médiatique qu'à réellement effacer ce qui semble être son moteur depuis sa fondation.

Ainsi, c'est toujours sur son argumentaire critique et subversif, sur sa capacité à se présenter comme le porte-parole des oubliés du système et sur la conservation d'une dimension

³⁸⁶ Mayer, Nonna, et Pascal Perrineau, « Conclusion. L'introuvable équation Le Pen », dans Mayer Nonna (dir.), *Le Front national à découvert*, op. cit., p. 381.

provocatrice dans son discours que s'établit le succès électoral du FN/RN. En ce sens, la stratégie de normalisation du parti ne semble être qu'un vernis, incarné à la fois par le changement de présidence et de nom d'un parti qui s'appuie en réalité toujours sur les mêmes recettes dans sa conquête du pouvoir politique.

2.2.2. Les Identitaires – Génération Identitaire

Né de la dissolution d'Unité Radicale survenue en août 2002 suite à une tentative d'attentat à l'encontre du président de la République Jacques Chirac, le Bloc Identitaire puis Les Identitaires est devenu l'un des principaux représentants des droites radicales en France. Malgré l'absence de représentation parlementaire, on ne peut donc négliger l'importance de ce mouvement sur la scène politique française³⁸⁷ et au sein de la galaxie que forment les mouvements de droite radicale.

Héritier d'Unité Radicale, lui-même né de l'union de membres de divers mouvements dont le GUD³⁸⁸, Jeune Résistance³⁸⁹ et L'œuvre française³⁹⁰, le processus de dissolution apparaît fondamental à la création du BI. La rapidité avec laquelle Unité Radicale a donné naissance à une nouvelle formation politique apparaît révélatrice de la réactivité de ces mouvements de taille restreinte pour lesquels la menace de dissolution est une réalité.

Dissolution et continuité

Peu de temps après la dissolution d'août 2002, les militants d'UR³⁹¹ créent un site internet³⁹² faisant directement référence à la dissolution de leur mouvement. Si les codes couleurs diffèrent, le rouge étant remplacé par le blanc, gris et noir puis par le jaune et noir³⁹³, il semble évident que le futur Bloc Identitaire se situe dans une logique de continuité vis-à-vis d'Unité Radicale.

Ce site internet, suivi de la création en septembre 2002 des Jeunesses Identitaires³⁹⁴ et de l'association Les Identitaires en décembre de la même année, compte d'anciens dirigeants d'UR

³⁸⁷ Casaius Emmanuel, *Le combat culturel. Images et actions chez les identitaires*, Paris, L'Harmattan, 2014

³⁸⁸ Fondé en 1968 sous le nom Groupe Union Droit à l'Université Paris-Assas avant de devenir Groupe Union Défense, le GUD est fondé à la suite de la dissolution du mouvement Occident. Le GUD apparaît comme l'un des principaux mouvements représentatifs des droites radicales françaises et de la mouvance nationaliste-révolutionnaire.

³⁸⁹ Branche jeunesse de Nouvelle Résistance, fondé en 1991 à la suite d'une scission du mouvement Troisième Voie, Jeune Résistance appartient également à la mouvance nationaliste-révolutionnaire.

³⁹⁰ Fondé en 1968 par Pierre Sidos, L'œuvre française est un mouvement nationaliste français dont la dissolution est proclamée en 2013.

³⁹¹ Unité Radicale.

³⁹² www.dissolution-ur.com

³⁹³ Cahuzac Yannick et François Stéphane, « Les stratégies de communication de la mouvance identitaire », *op. cit.*

³⁹⁴ Devient Une Autre Jeunesse en 2009.

parmi les rédacteurs d'éditoriaux, notamment Fabrice Robert, Guillaume Luyt³⁹⁵ et Philippe Vardon³⁹⁶.

Ce sont ces mêmes hommes qui sont à l'origine de la création du Bloc Identitaire en avril 2003, ne laissant que peu de doute quant à la continuité qu'offre cette nouvelle formation aux militants d'Unité radicale.

Si les liens entre UR et le BI sont manifestes, il convient d'interroger le changement de nom et l'apparition du terme « identitaire ». Déjà évoquée dans différents communiqués d'UR depuis le Conseil national du mouvement de décembre 2001, la notion d'identité gagne rapidement une place centrale dans la rhétorique employée par le mouvement jusqu'à sa dissolution. Témoin de l'importance acquise par la lutte contre l'immigration et l'islam³⁹⁷ dans l'idéologie d'Unité Radicale puis du Bloc Identitaire, on ne peut négliger l'impact du 11 septembre 2001 sur les évolutions doctrinales que connaissent les mouvements de droite radicale depuis lors.

L'utilisation d'une terminologie identitaire et la critique de l'islam s'accompagne alors d'une atténuation progressive d'un discours fondé sur une opposition à l'impérialisme américain, sans que cet aspect ne disparaisse totalement³⁹⁸. Qu'il s'agisse de la critique de l'immigration ou de celle de l'impérialisme, la lutte contre la mondialisation et les mutations sociétales l'accompagnant apparaît centrale à l'idéologie identitaire.

La notion d'identité est donc au cœur du processus de reconstruction d'Unité Radicale, permettant de reformer celui-ci tout en le modifiant et l'actualisant, délaissant ainsi le terme « radical » pour celui d' « identitaire ».

La création en septembre 2002 des Jeunesses Identitaires, avant même la fondation du BI, nous renseigne sur l'importance que revêt la jeunesse au sein de la mouvance identitaire. Plaçant la notion de défense de l'identité et la préservation d'un héritage culturel commun au

³⁹⁵ Ancien militant d'Unité Radicale et du Front National de la Jeunesse (FNJ), Guillaume Luyt est l'un des fondateurs du Bloc Identitaire et l'un des organisateurs des camps d'été du mouvement.

³⁹⁶ Né en 1980, Philippe Vardon est un homme politique français ayant débuté sa carrière au sein d'Unité Radicale avant d'être l'un des fondateurs du Bloc Identitaire et de Nissa Rebel, mouvement identitaire niçois.

Il quitte le mouvement en 2013 afin de rejoindre le Rassemblement Bleu Marine, bien que son adhésion ne soit pas immédiatement acceptée par les cadres du parti en raison de son engagement précédent et de l'impact que cela pourrait avoir en termes d'image sur le parti de Marine Le Pen.

³⁹⁷ Lebourg Nicolas, *Le monde vu de la plus extrême droite. Du fascisme au nationalisme révolutionnaire*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2010.

³⁹⁸ Cahuzac Yannick et François Stéphane, *op. cit.*, p. 277.

centre de leur idéologie, l'objet des JI³⁹⁹ n'est pas sans rappeler celui du futur BI et, plus tard, de Génération Identitaire :

« Défense de l'identité française et européenne à travers tout type de manifestations telles que l'organisation de conférences, de défilés ou de randonnées, la diffusion et l'édition de livres, brochures, revues ou disques ; les jeunesses identitaires entendent ainsi participer au sein de la jeunesse française à la préservation et à l'enracinement de l'héritage culturel européen. »⁴⁰⁰

La valorisation de la jeunesse à travers la création d'un mouvement dédié semble permettre de rajeunir l'image du mouvement, mais également d'ancrer davantage celui-ci dans le champ de l'action politique en affichant une image volontaire et dynamique. Par ailleurs, cela permet au mouvement identitaire de modifier l'image des droites radicales, dont les idées souvent empreintes de nostalgie d'un temps révolu font davantage écho aux générations plus âgées.

Suivi par la création en décembre 2002 de l'association Les Identitaires, ces nouvelles formations affichent un agenda commun basé sur la préservation et la défense d'un patrimoine identitaire et culturel commun. L'association souhaite ainsi « rassembler les citoyens français et européens attachés à la défense de leurs traditions culturelles »⁴⁰¹ sans pour autant afficher d'agenda politique.

Si l'objet affiché par le BI lors de sa création en avril 2003 semble davantage politique, on ne peut négliger l'aspect culturel inhérent à la logique animant ces mouvements. Le Bloc Identitaire entend ainsi « concourir à l'expression démocratique en rassemblant les citoyens français et européens attachés à la défense et à la promotion de leurs identité historique. »⁴⁰² Si l'objet du Bloc Identitaire ne varie pas lors du changement de nom pour devenir Les Identitaires en 2016, les domaines d'activités au sein desquels s'inscrit le mouvement lors de sa déclaration

³⁹⁹ Jeunesses Identitaires.

⁴⁰⁰ Publication au Journal officiel, n° de parution : 20030008, n° d'annonce : 0073
Déclaration effectuée auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes
www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁰¹ Publication au Journal officiel, n° de parution : 20030004, n° d'annonce : 0707
Déclaration effectuée auprès de la Préfecture de Côte-d'Or
www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁰² Publication au Journal officiel, n° de parution : 20030021, n° d'annonce : 0143
Déclaration effectuée auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes
www.journal-officiel.gouv.fr

nous renseignent sur l'importance que revêtent les aspects culturels au sein de l'idéologie identitaire. La vocation des Identitaires se veut alors ancrée dans les « activités civiques », « information civique » ainsi que dans la « défense de droits fondamentaux »⁴⁰³ bien davantage que dans une logique strictement politique et électoraliste.

Centralité de la notion de culture

Il semble difficile de comprendre la logique identitaire à travers un prisme strictement politique, tant les considérations culturelles et historiques sont inhérentes à l'idéologie véhiculée par ces mouvements.

Les Identitaires assument par ailleurs cette vocation métapolitique, laquelle est revendiquée dans leur Foire Aux Questions. A la question « que sont les Identitaires », le mouvement entend assurer une mission culturelle en apportant les outils nécessaires à la compréhension du monde contemporain :

« Vouloir comprendre le réel place au premier rang des impératifs la nécessité de peupler le débat public d'un vocabulaire qui permette de penser ce réel. En effet, penser les questions politiques ou métapolitiques avec les seuls mots de la novlangue dominante ne peut conduire qu'à l'échec. »⁴⁰⁴

Ce faisant, les Identitaires entendent constituer une alternative à une pensée dominante qu'ils condamnent dans un grand nombre de leurs publications. Cette conception gramsciste de leur vocation en tant que mouvement leur permet à la fois de se distancier des partis politiques classiques mais également de la famille politique que constituent les droites.

La dépolitisation est donc au cœur de la logique identitaire et la notion de culture à la fondation du processus ayant mené à la création de ces mouvements. Il convient donc de tenir compte de la dimension associative inhérente à ceux-ci en revenant plus en détail sur les différentes associations ayant mené à leur création.

⁴⁰³ Publication au Journal officiel, n° de parution : 20160013, n° d'annonce : 119
Déclaration effectuée auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes

www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁰⁴ « Que sont Les Identitaires ? », Foire aux Questions, *Site Internet Les Identitaires*
www.les-identitaires.com

Déclaré auprès de la préfecture du Rhône, le siège social⁴⁰⁵ de GI lors de sa constitution en 2012 renvoie à une autre association lyonnaise, « La Traboule », dont l'objet est la « défense et promotion de la culture lyonnaise et européenne partout dans le monde, la valorisation du lien social à travers l'organisation d'événements culturels et son implication dans la vie du quartier. »⁴⁰⁶

Comme La Traboule et Génération Identitaire, l'association « Les petits lyonnais » fondée en 2008 compte également assurer une mission de défense de la culture lyonnaise et européenne en participant à la « découverte et transmission de l'identité culturelle lyonnaise et européenne, promotion et participation à des activités sportives et artistiques saines et écologiques, développement d'échanges avec d'autres jeunes dans le monde, création d'un espace de rencontre culturel. »⁴⁰⁷

GI s'inscrit donc au sein d'un tissu associatif identitaire localisé à Lyon et visant à assurer une mission de défense identitaire mais également culturelle. Ces trois associations déclarent cet aspect à travers leurs domaines d'activités centrés sur la « culture » et la « pratique d'activités artistiques [et] culturelles. »⁴⁰⁸

Faisant écho à un ouvrage publié par Philippe Vardon en 2011⁴⁰⁹, l'idée d'une « contre-culture » identitaire est centrale à la compréhension de l'idéologie identitaire. Proposant « de multiples références : lieux, auteurs, films, marques, concepts, images, expressions, chansons, personnages, souvenirs, etc », cet ouvrage se veut être une forme d'abécédaire de ce qui constitue la culture identitaire. Celle-ci est qualifiée de « contre-culture » puisqu'elle se situe toujours en opposition face à une idéologie dominante, rappelant une idée centrale au discours des mouvements identitaires. Cette idée de lutte contre une bien-pensance fréquemment dénoncée sert de moteur à l'établissement de références culturelles se rattachant à l'idéologie identitaire.

En vente sur la boutique identitaire accessible depuis les sites internet de GI et du mouvement Les Identitaires, cet ouvrage nous renseigne à la fois sur la dimension culturelle

⁴⁰⁵ 5, montée du Change 69005 Lyon

⁴⁰⁶ Publication au Journal officiel, n° de parution : 20110028, n° d'annonce : 1246

Déclaration effectuée auprès de la Préfecture du Rhône

www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁰⁷ Publication au Journal officiel, n° de parution : 20080036, n° d'annonce : 1967

Déclaration effectuée auprès de la Préfecture du Rhône

www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁰⁸ Domaines d'activités déclarés pour Génération Identitaire, La Traboule et Les petits lyonnais lors de leur publication au Journal officiel.

⁴⁰⁹ Vardon Philippe, *Eléments pour une contre-culture identitaire*, Nice, Editions IDées, 2011.

inhérente aux mouvements identitaires mais également sur la posture qu'adoptent ces derniers. En se posant comme les victimes d'un mode de pensée lissé et uniformisé, ces mouvements opèrent un retournement discursif leur permettant de justifier un discours discriminatoire par les discriminations qu'eux-mêmes subiraient.

Afin d'étayer cette vocation culturelle, le mouvement identitaire s'insère dans divers domaines du monde de la culture. On peut citer parmi ceux-ci l'exemple de la musique, dont le rock identitaire est l'une des manifestations les plus visibles. Dénommé rock identitaire français, ou RIF, celui-ci regroupe divers courants musicaux⁴¹⁰ s'inscrivant dans une logique contre-culturelle. Difficilement diffusables au sein de maisons de disques établies ou sur des canaux de diffusion traditionnels du fait de la teneur de leurs propos et leurs prises de position, les groupes se réclamant du RIF ont un public restreint et ciblé.

Les mouvements identitaires se dotent donc de labels alternatifs⁴¹¹ leur permettant de distribuer la musique des groupes se réclamant du RIF. La proximité entre ce courant musical et les mouvements d'extrême droite s'évalue, au-delà des positionnements des membres de ces groupes, par le fait que ceux-ci appartiennent dans leur grande majorité à des mouvements appartenant à la mouvance nationaliste-révolutionnaire⁴¹².

Sujet d'un mémoire de maîtrise de Fabrice Robert⁴¹³, l'importance du RIF au sein de ces mouvements nous renseigne non seulement sur la vocation culturelle et idéologique que semblent s'être confié ces derniers, mais également sur l'importance de la jeunesse en tant que cœur de cible.

⁴¹⁰« Les styles « hard », « métal » ou « hardcore » (prisés par Fraction, Insurrection ou Ile-de-France), la musique électronique (Aion, Kaiserbund), le pop-rock (Brixia, Elendil, La Firme), ou encore des formes influencées par le ska (In Memoriam), la musique régionale (Vae Victis, Aquilonia, Traboule Gone) ou le rap (Basic Celtos) », Mathieu Lilian, « Une musique groupusculaire : le rock identitaire français » dans Mathieu Lilian et Balasinski Justine (dir.), *Art et contestation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, p. 127.

⁴¹¹ On peut citer Bleu-Blanc-Rock, Memorial Record, Alternative-S.

⁴¹² « Celle-ci s'est au fil des ans incarnée dans plusieurs groupuscules, fruits de scissions ou de recompositions entre différents courants ou tendances : Groupe union défense (GUD), Groupes action jeunesse (GAJ), Groupes nationalistes révolutionnaires (GNR), Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) dans les années soixante-dix, puis Troisième voie (fondée en 1985), Nouvelle résistance (fondée en 1991), Unité radicale (UR, issue en 1996 de la fusion de Nouvelle résistance avec le GUD) et enfin [...] Bloc identitaire et Réseau radical. Si c'est au sein de cette mouvance qu'a émergé et s'est développé le RIF, il faut également prendre en compte que nombre de ses adeptes ont également fréquenté le Front national de la jeunesse (FNJ, branche jeunes du Front national) et le Renouveau étudiant (RE, syndicat étudiant FN), au sein desquels les nationalistes-révolutionnaires ont toujours été relativement nombreux et actifs. », Mathieu Lilian, *op. cit.*, p. 122.

⁴¹³ Robert Fabrice, *La diffusion de l'idéal identitaire européen à travers la musique contemporaine*, mémoire de maîtrise de sciences politiques soutenu à l'université de Nice, 1996.

Le rock identitaire devient donc, conformément à la doctrine affichée par les mouvements identitaires, l'un des principaux vecteurs de la contre-culture qu'ils entendent former. Par ailleurs, il permet de mettre en place une forme alternative d'activisme politique permettant le recrutement, ou du moins de susciter l'intérêt, de futurs sympathisants et militants :

« Le RIF, moyen d'expression privilégié de la révolte de notre jeunesse européenne, doit être un vecteur efficace de recrutement et de sensibilisation de jeunes encore extérieurs à la famille d'idées ou pas encore encadrés. Chacun de nos groupes de base un peu conséquent doit participer à la création d'un groupe de RIF local. [...] Un concert de RIF avec dix jeunes Européens encore isolés deux heures auparavant, cela vaut cinq mille tracts boîtés. »⁴¹⁴

La difficulté de se faire connaître pour ces groupes relevant du RIF est réelle, ces derniers ne pouvant faire appel aux grandes maisons de disque ou être diffusés sur les ondes des radios. Néanmoins, cette relative clandestinité dans laquelle ils se trouvent leur permet de nourrir un discours fréquemment axé sur la condamnation d'un discours majoritaire au sein duquel leur idéologie n'aurait pas sa place. Si les propos tenus dans les morceaux de musique ainsi que leur positionnement politique tendent à expliquer l'absence de ces groupes sur la scène musicale, cela permet également de nourrir le discours identitaire visant à se présenter comme les victimes d'une censure politico-médiatique.

Le RIF se fait donc le porte-voix d'une contre-culture qui serait née du fait d'un système politique, social et médiatique annihilant toute forme d'expression discordante. Plus les prises de positions sont choquantes, moins celles-ci seront diffusables, nourrissant ainsi une logique de victimisation et de résistance centrale à la doctrine identitaire.

Si la notion de culture, et plus précisément de contre-culture est fondamentale à la compréhension de la mouvance identitaire, ces mouvements récupèrent fréquemment les codes d'une culture populaire établie.

L'importance de l'aspect culturel est particulièrement manifeste au sein des camps de formation identitaire⁴¹⁵. Selon Samuel Bouron, ayant intégré le Projet Apache, section jeunesse parisienne

⁴¹⁴ Propos d'Eddy Marsan, membre de *L'Alternative Nationale*, dans Bouchet Christian (dir.), *Les nouveaux nationalistes*, Paris, Déterna, 2001, p. 97, cité dans Mathieu Lilian, *op. cit.*, p. 124.

⁴¹⁵ Cette idée d'un camp de formation des militants identitaires survient en 2003, en même temps que la création du Bloc Identitaire, par Guillaume Luyt et Philippe Vardon.

des Identitaires, « les thématiques retenues par les cadres puisent largement dans la culture populaire et peuvent parfois aussi s'inspirer de films grand public, tels que Braveheart, 300, Fight Club ou encore Le Seigneur des anneaux. [...] Dans le cas de Fight Club, qui les renvoie aussi bien au roman de Chuck Palahniuk qu'à sa version cinématographique réalisée par David Fincher, les militants parisiens des Jeunesses identitaires s'inspirent du « Projet chaos » du film pour choisir le nom de leur section : le Projet Apache. »⁴¹⁶

La réutilisation de ces codes empruntés à la culture populaire semble remplir une double fonction. Elle permet en premier lieu de dépoussiérer l'image du nationalisme en lui conférant une dimension plus actuelle et en phase avec les sociétés modernes, tout en démocratisant l'engagement militant au sein des droites radicales en lui attachant des codes partagés par un grand nombre, et en particulier par les jeunes générations. Le film de David Fincher, au-delà d'être une référence à la culture cinématographique populaire et relativement récente, permet également de faire écho à la notion de combat qui est essentielle à la compréhension de l'idéologie identitaire. Des mises en scène lors de ces formations permettent donc, en se basant sur un film connu de tous, de resserrer les liens au sein de la communauté tout en valorisant les notions de combat et de violence⁴¹⁷.

Orienter le débat public : une vocation métapolitique

Si la notion de culture apparaît comme une constante dans la mission qu'entendent assurer les militants de Génération Identitaire et des associations lyonnaises précédemment citées, cela est moins le cas pour le Bloc Identitaire. Bien que présente, la vocation culturelle du BI, devenu Les Identitaires depuis 2016, connaît plusieurs inflexions depuis la création du mouvement, *a fortiori* après que le mouvement s'est constitué en parti politique en 2009. La participation à un processus électoral étant difficilement conciliable avec la vocation métapolitique que se confient ces mouvements, il convient de considérer la tentative de participation aux élections comme une parenthèse dans l'histoire du Bloc Identitaire. Néanmoins, cette parenthèse peut et doit être étudiée dans la mesure où elle semble contredire

⁴¹⁶ Bouron Samuel. « Un militantisme à deux faces. Stratégie de communication et politique de formation des Jeunesses identitaires », *Agone, op. cit.*, p. 66.

⁴¹⁷ « L'une des règles du film consiste ainsi à se battre dès sa première apparition au Fight Club. Chez les Identitaires, chaque militant participant à son premier camp est invité à se battre en fin de semaine contre un des siens, pendant environ une minute, dans une mise en scène qui rappelle à certains égards le film. Les deux combattants sont placés au centre d'un ring fictif, les autres militants se répartissant tout autour et encourageant chacun d'entre eux. », *Ibid.*

la mission culturelle que se sont confié les mouvements identitaires en tant que porte-drapeaux d'une « contre-culture ».

Le Bloc Identitaire devient en 2009 le Bloc Identitaire – Mouvement Social Européen et vise à « être une formation politique qui concourt à l'expression du suffrage dans le cadre des institutions de la République ». Bien qu'il entre clairement dans le jeu politique, le BI ne se départit pas de son idéologie identitaire visant à « défendre les identités locales, régionales et nationales des différents peuples d'Europe et particulièrement du peuple français et rassembler des citoyens français et européens attachés à la défense et à la promotion de leurs identités historiques, culturelles et de civilisation. »⁴¹⁸

Visant les élections présidentielles de 2012, le Bloc Identitaire présente rapidement un candidat et entre en campagne à l'instar des partis politiques traditionnels. Arnaud Guillon, alors âgé de 25 ans, est choisi pour représenter le nouveau parti politique qui entend ainsi rajeunir son image à travers le choix de son candidat. Bien que le BI – MSE⁴¹⁹ retire sa candidature en septembre 2011 avançant des « raisons financières »⁴²⁰, cela permet au mouvement de préciser sa doctrine selon laquelle « le XXème siècle a été celui des idéologies, le XXIème sera celui du retour au réel et aux identités. »⁴²¹

Si cette parenthèse politique peut sembler contredire la vocation métapolitique revendiquée par le mouvement identitaire, elle permet au contraire de servir celle-ci. La participation aux élections s'avère davantage témoigner d'une volonté faire gagner le mouvement en visibilité médiatique que de réellement nourrir des ambitions présidentielles. Cela apparaît cohérent avec la stratégie communicationnelle des Identitaires⁴²², l'idée d'une

⁴¹⁸ Publication au Journal officiel, n° de parution 20090043, n° d'annonce : 141

Déclaration auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes

www.journal-officiel.gouv.fr

⁴¹⁹ Bloc Identitaire – Mouvement Social Européen.

⁴²⁰ arnaud-guillon2012.com

⁴²¹ Polloni Camille, « Arnaud Guillon sera le candidat du Bloc Identitaire pour 2012 », *Les Inrocks*, 30 novembre 2010

<https://www.lesinrocks.com/actu/arnaud-guillon-sera-le-candidat-du-bloc-identitaire-pour-2012-40344-30-11-2010/>

[consulté le 24 septembre 2019]

⁴²² « L'élection présidentielle se trouve ainsi détournée de son but premier, l'accès au pouvoir exécutif, pour devenir une rampe de lancement vers le monde des médias, dans le but d'acquérir une notoriété et de s'installer dans le paysage médiatique », dans Bouron Samuel, *op. cit.*, p. 51.

vocation culturelle et métapolitique revenant au centre du mouvement en 2016 lorsque le Bloc Identitaire devient Les Identitaires.

Ce faisant, le BI puis Les Identitaires, développent l'idée selon laquelle les victoires électorales ne sont pas une fin en soi. Selon cette même idée, la vocation culturelle du mouvement aurait davantage vocation à s'inscrire dans la durée et à susciter un réel changement sociétal :

« Il faut également garder à l'esprit que les victoires électorales sont souvent éphémères, surtout si elles ne s'appuient que sur le désespoir et la colère aussi légitimes soient-ils. En plus d'une nécessaire révolution culturelle, il faut aussi qu'il y ait suffisamment de courage et de talent chez les plus entreprenants d'entre nous pour la porter et l'amplifier. »⁴²³

Cette dimension métapolitique prégnante n'est pas sans rappeler le courant que forme la Nouvelle Droite dans les années 1970, dont le GRECE est l'un des représentants les plus manifestes. Visant à influencer les partis de droite⁴²⁴, les mouvements de petite taille comme Les Identitaires exercent leur fonction métapolitique à travers des *happenings* et prises de position radicales permettant de déplacer le spectre de ce qui est tolérable en politique.

Alliant un aspect culturel et associatif à des actions coups de poings très visibles médiatiquement, ces mouvements tentent d'ancrer certaines questions au sein du débat public. Ainsi, les idées développées par ces derniers visent à être récupérées par les partis de droite et d'extrême droite institutionnalisés en les atténuant afin de les rendre plus recevables. Ces mouvements de taille restreinte ont donc recours à une rhétorique choquante et très visuelle afin de mener à bien l'accomplissement de la vocation métapolitique qu'ils se sont fixée.

Au-delà de cette dimension culturelle et métapolitique, on peut relever plusieurs points de convergence entre l'idéologie des mouvements identitaires et celle de la Nouvelle Droite. La centralité de la notion de communauté, et de défense de celle-ci, n'est pas sans rappeler la vocation du nationalisme telle que définie par l'une des figures centrales de la nouvelle droite, Dominique Venner :

⁴²³ Cattin Jean-David, « Que puis-je faire pour ma civilisation ? », *Site internet Les identitaires, op. cit.*

⁴²⁴ Taguieff Pierre-André, *Sur la Nouvelle Droite. Jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes, 1994

*« Fondé sur une conception héroïque de l'existence, le Nationalisme, qui est un retour aux sources de communauté populaire, entend créer de nouveaux rapports sociaux sur une base communautaire et bâtir un ordre politique sur la hiérarchie du mérite et de la valeur »*⁴²⁵

La notion de civilisation et de guerre civilisationnelle suscitée par un déclin de la culture européenne est également au cœur de l'idéologie identitaire, tout comme la critique d'une pensée unique qui serait dictée par ce qui est fréquemment qualifié de « politiquement correct ». Inscrivant tous deux leur définition de l'identité au sein d'une dimension européenne, le lien entre Les Identitaires et la Nouvelle Droite apparaît d'autant plus visible dans la mesure où il semble être assumé. On retrouve ainsi de nombreux ouvrages d'auteurs de la Nouvelle Droite sur la boutique en ligne disponible sur le site internet des mouvements identitaires étudiés, notamment Alain de Benoist⁴²⁶ et Dominique Venner⁴²⁷. Certains de ces ouvrages font l'objet de rééditions publiées aux Éditions IDées, la maison d'édition du mouvement Les Identitaires.

Le site internet des Identitaires s'ouvre par ailleurs à des entretiens de personnalités de la Nouvelle Droite, parmi lesquels Jean-Yves Le Gallou. Interrogé sur le danger que représenterait l'immigration à l'occasion de la sortie d'un ouvrage consacré à ce sujet⁴²⁸, Jean-Yves Le Gallou livre une synthèse des principaux points de convergence entre ces deux mouvements, lutte civilisationnelle et condamnation d'une censure :

« Nous sommes donc confrontés à un Grand Remplacement démographique qui entraîne un Grand Remplacement civilisationnel, tout simplement parce que les populations arrivent avec leur civilisation, et que les générations nouvelles sont élevées dans la culture de leurs ancêtres [...]

*Je consacre tout un chapitre à ce que j'appelle « les entreprises de dissimulation des statistiques ». Et je montre par des dizaines d'exemples comment l'Insee (l'Institut national de la statistique) et l'Ined (l'Institution national d'études démographiques), deux organismes qui dépendent de l'État, présentent les chiffres de façon totalement biaisée. »*⁴²⁹

⁴²⁵ Venner Dominique, *Pour une critique positive*, Nice, Editions IDées, 2013 [rééd.], p. 11, cité dans Bouron Samuel, *op. cit.*, p. 49.

⁴²⁶ De Benoist Alain, *Au-delà des droits de l'Homme*, Editions Pierre-Guillaume de Roux, 2016.

⁴²⁷ Venner Dominique, *Histoire et tradition des Européens*, Editions du Rocher, 2011 (rééd.).

⁴²⁸ Le Gallou Jean-Yves, *Immigration : la Catastrophe. Que faire ?*, Editions Via Romana, 2016.

⁴²⁹ Le Gallou Jean-Yves, « Immigration : la Catastrophe – Que faire ? », *op. cit.*

La notion de guerre civilisationnelle apparaissant comme une constante, il convient de développer le traitement de la question communautaire et identitaire par ces mouvements.

La défense d'une communauté fondée sur une identité partagée

Parmi les principes mis en avant par Génération Identitaire sur son site internet, apparaissent deux notions centrales à l'étude de l'idéologie identitaire : la communauté et l'identité.

Toujours définie dans un rapport à l'adversité, la communauté est présentée comme un refuge face aux transformations sociétales :

« Être militant identitaire n'est pas toujours facile. Les épreuves morales ou physiques sont nombreuses. Mais notre communauté est soudée surtout dans l'adversité. Tu pourras toujours compter sur ton clan mais il doit toujours pouvoir compter sur toi. »⁴³⁰

Les militants identitaires seraient ainsi membres d'un « clan » fondé sur la défense d'une identité et d'une culture partagée. On ne peut définir l'identité selon l'idéologie identitaire sans tenir compte de la dimension historique intrinsèque à celle-ci. L'Histoire sert ainsi de justification à l'élaboration d'une communauté basée sur l'identité, la culture et sur l'idée de racines :

« Tu es Européen, Français, mais aussi porteur d'une identité charnelle. C'est bien plus qu'une ligne idéologique pour toi. Tu cherches à connaître ton Histoire, tes coutumes et tes traditions. Chaque jour est une occasion pour les faire vivre et les transmettre à tes proches. »⁴³¹

Au nombre de six, les principes de Génération Identitaire s'insèrent tous dans une logique combative et défensive valorisant « courage », « excellence », « humilité », « communauté », « persévérance » et « identité ».

⁴³⁰ « Nos principes », Communauté, *Site Internet de Génération Identitaire*, www.generationidentitaire.org

⁴³¹ Identité, *Ibid.*

Ainsi, le bon militant identitaire doit-il être « toujours volontaire pour se rendre en première ligne »⁴³² et mettre « un point d'honneur à se former [en consacrant] du temps à sa formation physique et intellectuelle. »⁴³³ La communauté étant au cœur de la logique identitaire, aucune victoire n'est personnelle mais doit être considérée comme une victoire du groupe face à un groupe adverse. Le bon militant identitaire doit donc « malgré [les] réussites, [rester] modeste car la victoire est collective. »⁴³⁴

Génération Identitaire dresse ainsi le portrait d'une communauté de combat, unie par la défense de leur identité et de leurs racines partagées, que rien ne doit détourner de la mission qu'elle s'est fixée :

*« Rien ne doit mettre fin à ton engagement car tes convictions sont inébranlables. Tu as conscience que le combat n'est pas simple et que nous avançons pas à pas. Notre reconquête est longue et difficile mais nous accumulons sans cesse des petites victoires. Notre ténacité est notre force. »*⁴³⁵

Au-delà de la question identitaire, certes fondamentale à ces mouvements, il convient de s'attacher à mieux comprendre le traitement de deux concepts tout aussi fondamentaux : la communauté et la persévérance dans le combat. La centralité de ces notions apparaît avant même la constitution du Bloc Identitaire en 2003 et est à la fondation du mouvement.

Le premier éditorial publié sur le site dissolution-ur.com, apparu à la suite de la dissolution d'Unité radicale, est signé par Fabrice Robert et est intitulé « Le combat continue », affichant clairement la vocation combattive du mouvement à naître.

Ce faisant, les anciens membres d'UR développent l'idée selon laquelle le mouvement aurait été victime d'une manœuvre politique visant à les faire taire et qu'il leur faut donc combattre afin de faire valoir leurs revendications. La dissolution d'Unité radicale, bien plus qu'une réponse à l'attentat du 14 juillet, serait un geste idéologique fort de la part de « petits kapos de la pensée unique », à savoir les « associations qui traquent les militants identitaires en lutte contre l'immigration et le métissage. »⁴³⁶

⁴³² Courage, *Ibid.*

⁴³³ Excellence, *Ibid.*

⁴³⁴ Humilité, *Ibid.*

⁴³⁵ Persévérance, *Ibid.*

⁴³⁶ Robert Fabrice, « Le combat continue », *dissolution-ur.com*, cité dans Cahuzac Yannick et François Stéphane, « Les stratégies de communication de la mouvance identitaire », *op. cit.*, p. 276.

On y retrouve déjà l'idée que les membres d'Unité radicale doivent continuer à mener le combat idéologique ancré dans l'ADN du mouvement mais également ce qui apparaît comme une notion intrinsèque au discours des mouvements de droite radicale : l'idée d'une lutte constante à l'encontre d'un discours policé et politiquement correct.

Le combat est, selon le discours du mouvement, davantage assimilé à l'idée de résistance face aux tenants d'une pensée unique portant préjudice à la conception qu'ils se font de l'identité européenne :

« Le combat continue. Et nous invitons, dès aujourd'hui, toutes les bonnes volontés à participer à la construction d'une nouvelle force politique, tournée vers l'avenir, identitaire, sociale et européenne »⁴³⁷

Si l'aspect contre-culturel est aussi fondamental qu'il est fondateur des mouvements identitaires, ces derniers entendent former une communauté de combat nourrie par un héritage commun. N'étant pas innée, cette première ligne de combattants doit faire l'objet d'une formation, laquelle est assurée par les camps d'été des Jeunesses Identitaires :

« Avant l'insurrection, il doit y avoir non seulement "la réforme morale, intellectuelle et spirituelle de quelques-uns", selon le mot de Maurras, mais aussi la constitution d'une communauté combattante, aguerrie, soudée et identifiée par la masse. C'est précisément à la constitution de cette communauté de combat qu'ont travaillé, une semaine durant, les participants au premier camp d'été des Jeunesses identitaires. »⁴³⁸

Ces camps de formation sont l'une des manifestations les plus évidentes de l'importance que revêt la communauté au sein de l'idéologie des mouvements étudiés. Les camps mêlent ainsi combat, discipline ainsi que la création et la valorisation d'un esprit de corps indispensable à la lutte que les militants identitaires entendent mener contre un ennemi externe :

« La discipline est militaire, comprenant un uniforme composé d'un short beige et d'un t-shirt bleu estampillé Identitaires que nous portons tout au long de la semaine, et des mises en rang

⁴³⁷ Ibid.

⁴³⁸ Déclaration de Guillaume Luyt sur le site Internet des Identitaires : « Avant de prendre les armes il faut les forger ! », le 2 septembre 2003 ; cité dans Bouron Samuel, *op. cit.*, pp. 62 – 63.

pour débiter les activités collectives. Tout est fait pour que chaque militant se remette totalement à l'institution et qu'il n'existe plus en dehors des limites qu'elle a tracées. »⁴³⁹

La dimension ritualisée de ces camps de formation permet par ailleurs de resserrer les liens au sein du groupe, de la communauté de croyances et de valeurs forgée au sein de ces camps identitaires. Par ailleurs, la centralité de la notion de force, et par extension celle de virilité, apparaît révélatrice de l'importance de la discipline et de la valorisation des qualités physiques par les mouvements identitaires.

Ces camps de formation mêlent donc formation intellectuelle identitaire et physique à travers l'instauration d'un rythme et d'une discipline que l'on pourrait qualifier de presque militaire :

« Les journées sont scandées par des exercices physiques (gymnastique, footing, boxe) qui alternent avec des conférences et des ateliers. [...] Les militants apprennent à se mettre en rang et à faire preuve d'une maîtrise qui leur sera utile lors des actions de commando du mouvement. On y enseigne notamment les techniques de résistance passive en cas d'intervention des forces de l'ordre. Les journées se terminent, comme de bien entendu, par une veillée autour d'un feu. »⁴⁴⁰

Les camps de formations identitaires apparaissent donc comme une forme hybride mêlant cycle de conférences, camp militaire et colonie de vacances ; tous ces aspects visant à renforcer le sentiment d'appartenance à une même communauté.

La mise en avant des caractéristiques physiques du militant identitaire s'insère dans la logique guerrière sous-jacente à l'idéologie identitaire. En valorisant l'action politique, les identitaires développent l'idée selon laquelle les victoires s'acquièrent au terme de combats dont les militants entendent se faire les soldats.

La communauté formée par les militants identitaires, et par extension par tous ceux qui partagent l'héritage culturel, social et historique dont ils se disent héritiers, est donc à la fois au cœur de l'idéologie identitaire et au cœur du militantisme exercé au sein de ces mouvements. Renforcée par la désignation d'ennemis extérieurs accusés de menacer l'existence même de la

⁴³⁹ Bouron Samuel, *op. cit.*, p. 64.

⁴⁴⁰ Dupin Eric, *La France identitaire : Enquête sur la réaction qui vient*, Paris, La Découverte, 2017.

communauté, celle-ci se développe sur les bases d'un combat défensif mené par ses membres afin de préserver ce qui constitue leur identité commune.

Le concept de « racisme anti-blanc » dénoncé par les mouvements identitaires est particulièrement intéressant puisqu'il s'insère parfaitement dans cette logique de défense d'une identité européenne, tout en faisant appel à la notion de persécution présente dans les discours des mouvements :

« Intolérant ? Non. Tu refuses de tolérer l'intolérable. C'est ancré en toi. Le racisme anti-blanc est une réalité mais pas une fatalité. La réponse, c'est la communauté : coude à coude, les jeunes Français doivent se défendre ensemble, s'unir, protéger leurs familles, leurs amis, les plus fragiles. En deux mots : notre peuple. Les nôtres avant les autres, c'est une évidence. »⁴⁴¹

De plus, cela permet à ces mouvements de se positionner à contre-courant du discours politiquement correct qu'ils dénoncent et sur la critique duquel plusieurs de leurs revendications sont fondées. En se présentant comme les victimes d'une forme de racisme, les militants identitaires justifient leurs prises de position à travers la nécessité de se défendre face à une injustice. Le racisme anti-blanc apparaît très tôt au sein de la mouvance identitaire, les Jeunesses Identitaires se dotant de slogans faisant appel à ce concept, tels que « Racisme anti-blanc stop ! » et « C'est parce que je suis blanc/blanche que tu m'insultes ? »⁴⁴²

La communauté telle que définie par les identitaires est donc fondée sur des traits et des cultures communes, mais est également renforcée par le rejet de tout ce qui ne rentre pas dans les cadres de l'identité déterminés par ces mouvements. La communauté identitaire est donc présentée comme un cadre offrant libre expression et acceptation de soi dans une société au sein de laquelle ses membres subiraient une forme de discrimination⁴⁴³.

Les militants identitaires mettent en avant les notions de solidarité, mais également d'amitié et d'amour afin de présenter le mouvement dont ils font la promotion comme une communauté soudée et fondée sur la défense de ses membres :

⁴⁴¹ « Le Pacte », *Site Internet de Génération Identitaire*, www.generationidentitaire.org

⁴⁴² Cité dans Cahuzac Yannick et François Stéphane, *op. cit.*, p. 284.

⁴⁴³ Sur la notion de communauté, voir Nisbet Robert A., *The Social Philosophers: Community and Conflict in Western Thought*, Londres, Heinemann Educational Books, 1973.

*« A Génération Identitaire, nous sommes jeunes et avons le même regard. Notre mission est simple : crier sur tous les toits notre ras-le-bol, dénoncer l'invasion migratoire, réveiller notre peuple, défendre notre identité. Agir pour ne plus subir : ici et maintenant. Notre force, c'est la solidarité. Rien n'arrête cette amitié en action, c'est une flamme de colère et d'amour. »*⁴⁴⁴

Pour comprendre la notion de communauté, il faut tenir compte de celles de tradition et de racines qu'elles soient historiques, sociales ou culturelles sur lesquelles s'appuient fréquemment les mouvements identitaires afin de justifier leurs prises de position. Celles-ci déterminent l'appartenance à une communauté, et donc dessinent les contours d'une identité, autant d'enjeux centraux afin de comprendre la perception du monde et des sociétés humaines par les Identitaires.

Il convient de définir l'identité que ces mouvements entendent défendre, celle-ci étant à la base de l'idéologie identitaire. Afin de justifier l'existence de cette identité, les mouvements étudiés s'appuient sur la notion de famille et de filiation, présentant ainsi leur démarche idéologique comme un devoir de mémoire à l'égard de leurs ancêtres :

*« L'identité est constituée par la conjonction des principes de filiation et de transmission, le socle des traditions populaires et orales (dont la langue), les coutumes et les mœurs, l'acceptation d'un passé commun (l'histoire) et la volonté de vivre ensemble dans l'avenir. L'identité, c'est une certaine façon de fêter la vie, d'honorer les morts, de regarder le monde et aussi de le conter, ce qui suppose une mémoire commune. »*⁴⁴⁵

L'identité telle que définie par les mouvements identitaires serait donc une somme de traditions et de coutumes prenant leur source dans un passé commun. La notion de transmission apparaît en ce sens fondamentale puisque cette mémoire d'un passé partagé se perpétue grâce à une transmission de génération en génération.

Il convient de se demander quelles sont les limites de cette identité selon les mouvements étudiés. Celle-ci est-elle étroitement imbriquée au concept de nation ou y aurait-il plusieurs identités capables de se juxtaposer les unes aux autres ?

⁴⁴⁴ « Le Pacte », *op. cit.*

⁴⁴⁵ « Quelle est votre vision de l'identité ? », Foire aux Questions, *Site Internet Les Identitaires*
www.les-identitaires.com

Les Identitaires détaillent leur vision de l'identité qu'ils entendent défendre en insérant celle-ci au sein de plusieurs échelles, parlant ainsi davantage d'identités au pluriel :

« L'identité défendue par les Identitaires est plurielle et s'articule en plusieurs niveaux : l'identité charnelle (régionale), l'identité historique (française) et l'identité civilisationnelle (européenne). Pour nous, ces identités sont complémentaires. [...] Chacune de ces identités renforce l'autre et constitue un ensemble organique cohérent. »⁴⁴⁶

Il n'y aurait, selon cette lecture, aucune dépendance entre les concepts de nation et d'identité, « la conjonction des principes de filiation et de transmission » ne s'arrêtant pas aux seules frontières nationales.

Le combat dépasse les frontières nationales : lutte pour préserver une identité européenne

Il apparaît nécessaire de s'attacher à comprendre l'identité européenne telle que définie par les Identitaires. Il est intéressant de noter que cette identité commune se dessine », selon l'idéologie identitaire, dans un contexte de menace externe. L'existence d'une communauté européenne est ainsi rendue visible par l'existence d'autres communautés présentées comme un danger potentiel vis-à-vis de la première :

« Le risque majeur qui pèse sur l'Europe ne provient pas d'une soumission aux Etats-Unis, dont on peut toujours se libérer, mais de la conjonction de deux facteurs : une pression migratoire gigantesque en provenance majoritaire d'Afrique (Afrique du Nord et Afrique noire) corrélée à une dénatalité et à un vieillissement démographique considérables de l'Europe. Et, avec en prime, l'islamisation des sociétés européennes, conduite à marche forcée. »⁴⁴⁷

La notion de résistance face à un danger apparaît une fois de plus à la fondation de l'identité et de la communauté telles que définies par les mouvements identitaires. L'Europe constituerait, dans ce contexte de guerre civilisationnelle où l'immigration serait la principale

⁴⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁴⁷ Faye Guillaume, « Trois menaces mortelles contre la civilisation européenne », *op. cit.*

source de danger, une « forteresse », bien que les dirigeants européens soient présentés comme les agents d'une dangereuse idéologie dominante :

« La troisième menace qui plombe les Européens vient d'eux-mêmes, de leur anémie, plus exactement celle de leurs dirigeants et intellocrates qui, fait inouï dans l'histoire, organisent ou laissent faire depuis des décennies, l'arrivée massive de populations étrangères »⁴⁴⁸

Il convient de noter qu'aucune allusion n'est faite à l'Union européenne, mais aux « Européens », soit les populations directement menacées par l'immigration selon l'idéologie identitaire. Ces Européens partageraient donc un héritage commun, malgré la multiplicité de coutumes, de traditions, de langues et de cultures composant le paysage européen.

Ce peuple européen si hétérogène serait ainsi soudé par l'existence d'une menace extérieure formée par l'arrivée de personnes encore plus différentes que les Européens ne le sont entre eux.

Selon l'idéologie identitaire, on peut « se sentir à la fois Breton, Français et Européen, ou Dalmate, Croate et Européen ou encore Bavarois, Allemand et Européen. »⁴⁴⁹ On ne pourrait en revanche pas se sentir Savoyard, Français, Algérien et Européen, ou Sicilien, Italien, Tunisien et Européen :

« L'identité d'un peuple est ce qui le rend incomparable et irremplaçable. Car l'identité, c'est à la fois ce qui fait que des hommes se ressemblent (et donc selon la loi naturelle indéniable se rassemblent) et ce qui différencie un homme d'un autre, un peuple d'un autre. »⁴⁵⁰

Les Identitaires développent ainsi l'idée que les individus doivent se ressembler afin de pouvoir revendiquer une identité commune. Selon la même logique, cela signifierait que tous ceux que ne leur ressemblent pas ne partagent pas leur identité et ne peuvent donc prétendre faire partie de leur communauté. Ce faisant, l'idéologie identitaire fonde et justifie sa défense de l'identité sur sa possible disparition progressive causée par l'importance des flux migratoires touchant l'Europe. C'est donc avant tout la menace que constituerait l'immigration qui réunit les peuples européens selon la pensée identitaire.

⁴⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁴⁹ « Quelle est votre vision de l'identité ? », Foire aux Questions, *Site Internet Les Identitaires*

www.les-identitaires.com

⁴⁵⁰ *Ibid.*

Génération Identitaire s'insère rapidement au sein de cette dimension européenne en fondant en juin 2018 GI Europe dont l'objet est de « promouvoir la culture européenne sur le territoire français et à l'international ». Pour ce faire, « les adhérents de l'association seront amenés à voyager à l'international afin de donner des conférences, de développer l'association, d'organiser des réunions. »⁴⁵¹

L'année suivante, Génération Identitaire déclare l'association Genèse Identitaire auprès de la même préfecture du Rhône. Si cette nouvelle association ne revendique pas une dimension strictement européenne, elle entend mener à bien la « défense et [la] promotion des identités locales, française et européenne, notamment auprès des jeunes, à travers des manifestations culturelles, politiques ou sportives et par tous moyens susceptibles de faciliter la réalisation de son objet. »⁴⁵²

La dimension européenne revêt donc une importance croissante au sein de l'idéologie et des actions menées par la branche jeunesse des Identitaires. La manifestation la plus visible médiatiquement de cet axe européen réside dans la création d'une autre association en avril 2019, Defend Europe.

Cette association, strictement européenne, vise à « promouvoir la culture européenne à travers des manifestations, des événements, des colloques, des campagnes d'affichages. »⁴⁵³ La déclaration de Defend Europe vient officialiser ce qui existe alors déjà depuis deux ans. Si l'association est déclarée en 2019, Defend Europe est déjà connue en tant que nom de la campagne rassemblant les actions menées contre les migrants par les militants identitaires.

En mai 2017, une opération menée en Sicile marque le début de la campagne Defend Europe, visant principalement à « confronter les ONG actives en mer Méditerranée pour soi-disant y sauver des « migrants ». »⁴⁵⁴

⁴⁵¹ Publication au Journal officiel, n° de parution 20180024, n° d'annonce : 1160
Déclaration auprès de la Préfecture du Rhône
www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁵² Publication au Journal officiel, n° de parution 20190027, n° d'annonce : 1067
Déclaration auprès de la Préfecture du Rhône
www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁵³ Publication au Journal officiel, n° de parution 20190015, n° d'annonce : 1269
Déclaration auprès de la Préfecture du Rhône
www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁵⁴ Galant Clément, « En protégeant l'Europe, nous sauverons des vies », *Site internet Les Identitaires*, 19 juin 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/06/19/protegeant-leurope-sauverons-vies/>

Présentant cette opération comme davantage humaniste que xénophobe, les militants identitaires justifient leur action du fait que « l'activité des ONG crée un appel d'air qui pousse des « migrants » toujours plus nombreux à tenter la traversée sur des embarcations de plus en plus précaires. »

Il s'agirait donc avant tout de chercher à préserver des vies en évitant que les migrants ne se noient en mer durant la traversée :

« Certes, le rêve des ONG de rendre l'Europe encore plus multiethnique et plus multiculturelle devra être abandonné, mais c'est à ce prix que des vies seront sauvées en mer. Nul doute que si elles sont sincèrement humanistes, elles finiront par le comprendre. »⁴⁵⁵

La mer ne constitue par le seul lieu où prend place la campagne Defend Europe. L'une des actions les plus médiatiques de GI a lieu dans les Alpes en 2018 et vise, tout comme les actions menées en Méditerranée, à repousser les migrants.

Nommée Mission Alpes, cette opération ressemble avant tout à une action à visée médiatique, capable de susciter l'intérêt des médias et de l'opinion publique, comme le font les mouvements identitaires depuis leurs débuts. Le 21 avril 2018, des militants de Génération Identitaire se positionnent à la frontière située au niveau du Col de l'Échelle dans les Hautes-Alpes afin d'empêcher l'arrivée de migrants.

Considérée par ses militants comme « une réussite politique, médiatique et militante »⁴⁵⁶, Mission Alpes permet une fois de plus aux Identitaires de se présenter et de se considérer comme un rempart face aux invasions menaçant leur territoire :

« Mission Alpes a été aussi une réussite militante éclatante. Réussite de logistique et d'esthétisme. Réussite de méthode : nous avons agi dans le calme, pacifiquement. Nous étions à visage découvert. Nous n'avons rien à cacher. Nous sommes qui nous sommes. Nous l'assumons. En première ligne, toujours. »

Les militants seraient prêts à tous les sacrifices afin de mener à bien le combat civilisationnel sur lequel se fonde l'idéologie en laquelle ils croient :

[consulté le 16 juin 2020]

⁴⁵⁵ *Ibid.*

⁴⁵⁶ Espino Romain, « En première ligne, toujours », *Site internet Les Identitaires*, 25 avril 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/04/25/en-premiere-ligne-toujours/>

[consulté le 14 août 2019]

« Au regard de ces victoires, le prix à payer est dérisoire. Je ne veux pas parler du coût logistique mais humain. Dès lundi, deux pertes d'emploi. Quelle importance ? Si l'on n'est pas prêt à faire de si petits sacrifices personnels, comment sauver la France et l'Europe ? »

Les militants identitaires seraient ainsi les défenseurs des valeurs et des traditions qui sont, selon eux, indissociables de l'identité qu'ils partagent, mais que les migrants qu'ils repoussent ne partagent pas.

L'un des autres points saillants de l'idéologie identitaire réside dans l'idée que toute assimilation serait impossible pour certaines catégories de population. Ce faisant, les mouvements identitaires opèrent une distinction au sein de l'immigration, comme en témoignent les propos tenus par Arnaud Guillon lors d'une réunion de campagne à Clermont-Ferrand en avril 2011 :

« Un individu d'origine étrangère qui vient en France et qui s'intègre complètement. C'est ça l'assimilation, c'est-à-dire oublier quasiment qui l'on est et se fondre dans la culture, dans la langue, dans l'esprit du pays dans lequel on arrive.

C'est ce qui s'est produit en France avec les Espagnols, avec les Italiens, avec tous les Européens qui ont émigré en France à un moment donné. »⁴⁵⁷

Le candidat du Bloc Identitaire aux élections présidentielle de 2012 différencie ainsi clairement plusieurs catégories d'immigration, certaines étant selon lui incapables d'assimiler entièrement la culture française :

« L'assimilation est possible à titre individuel [...] des individus peuvent s'assimiler, peuvent s'intégrer. En revanche, des peuples, des communautés jamais »

On retrouve ici la distinction opérée par la doctrine identitaire entre les migrants d'origine européenne, capables de s'intégrer au sein de la société française, et ceux incapables de le faire. L'autre aspect particulièrement visible réside une fois de plus dans l'importance

⁴⁵⁷ « L'assimilation vue par Arnaud Guillon », *Dailymotion*, 8 avril 2011
<https://www.dailymotion.com/video/xic2mg>
[consulté le 8 septembre 2019]

accordée à la notion de communauté, le mouvement appuyant son idéologie anti-immigration sur une lutte entre communautés.

Le Bloc Identitaire – Mouvement social européen entend ainsi placer les identités au cœur de sa campagne pour les élections présidentielles :

« Nous allons nous concentrer sur trois points essentiels lors de cette campagne électorale :

C'est identité, démocratie et localisme.

Aujourd'hui le XXIème siècle, c'est le siècle des identités. Partout sur la planète, les identités se réveillent, les peuples retrouvent leurs racines. Et si le XXème siècle a été le siècle terrible des idéologies qui nous a entraînés dans des guerres effroyables, le XXIème siècle sera celui des identités.

*Nous allons préparer le XXIème siècle pour que nous arrivions dans un monde apaisé sans que les identités ne se marchent les unes sur les autres. »*⁴⁵⁸

L'identité selon l'idéologie identitaire serait donc plurielle, mêlant échelle européenne, nationale et locale. Cette dernière échelle est particulièrement importante pour les mouvements identitaires, lui permettant d'assurer une double mission.

Si la valorisation des spécificités locales permet d'être au plus près des individus en ciblant la communauté la plus réduite et permet donc de recruter davantage, elle répond également à une stratégie pour se reconstituer. En passant par une multiplication de petites structures locales, les mouvements identitaires évitent une centralisation et rendent ainsi plus difficile une nouvelle dissolution.

Importance de l'échelle locale

Comme évoqué précédemment, l'échelle locale est à la fondation des mouvements identitaires étudiés, lesquels sont mêlés au tissu associatif local.

Selon cette même logique, le BI dispose d'annexes dans plusieurs régions de France, appelées fédérations régionales du Bloc Identitaire, chacune mettant en avant et défendant ses particularités locales.

Au nombre de six, ces fédérations régionales sont toutes créées durant l'année 2011 et entendent assurer la « promotion et la défense des identités historiques et des libertés publiques des

⁴⁵⁸ *Ibid.*

habitants » peuplant la région concernée. Ces fédérations constituent toutes la « représentation régionale officielle dans cette zone du bloc identitaire » en tant que parti politique.

Ainsi, le BI dispose d'une représentation en Auvergne⁴⁵⁹, en Normandie⁴⁶⁰, en Aquitaine⁴⁶¹, en Provence⁴⁶², en Occitanie⁴⁶³ ainsi qu'en Ile-de-France⁴⁶⁴. Bien que ces associations soient progressivement dissoutes de 2012 à 2016, elles nous renseignent sur la volonté de ce qui est alors un parti politique de s'insérer dans l'échelle locale.

Le cas de Génération Identitaire est également particulièrement représentatif de l'importance du localisme au sein de l'idéologie identitaire. Bien que le mouvement soit historiquement ancré à Lyon, il dispose, comme le Bloc Identitaire, de plusieurs annexes locales visant à recruter des militants en assurant la défense des identités locales⁴⁶⁵.

Il convient de noter que GI est particulièrement présent sur le territoire avec seize équipes locales réparties sur l'ensemble du territoire, à l'exception du Sud-Ouest. On remarque par ailleurs une plus forte présence du mouvement à l'est du territoire français.

⁴⁵⁹ Publication au Journal officiel, n° de parution 20110031, n° d'annonce : 1117
Déclaration auprès de la Préfecture du Puy-de-Dôme

www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁶⁰ Publication au Journal officiel, n° de parution 20110032, n° d'annonce : 287

Déclaration auprès de la Sous-Préfecture de Bernay

www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁶¹ Publication au Journal officiel, n° de parution 20110034, n° d'annonce : 328

Déclaration auprès de la Sous-Préfecture de Langon

www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁶² Publication au Journal officiel, n° de parution 20110035, n° d'annonce : 25

Déclaration auprès de la Préfecture de Grasse

www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁶³ Publication au Journal officiel, n° de parution 20110039, n° d'annonce : 501

Déclaration auprès de la Préfecture de Haute-Garonne

www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁶⁴ Publication au Journal officiel, n° de parution 20110049, n° d'annonce : 1476

Déclaration auprès de la Sous-Préfecture de Saint-Germain-en-Laye

www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁶⁵ « En outre, cette fragmentation permet de démultiplier les cibles : les jeunes, les femmes, les classes sociales. En effet, la base sociologique du Bloc identitaire est plutôt le militant radical de droite diplômé. Les « maisons de l'identité » qui se créent dans les régions à identité forte (Bretagne, Flandres, Provence, etc.) sont là pour asseoir le régionalisme du Bloc identitaire, mais aussi pour attirer plus prosaïquement des militants locaux qui serviront de courroie de transmission aux stratégies et aux thèmes choisis par le bureau national. »

Cahuzac Yannick et François Stéphane, *op.cit.*, p. 290



<https://generationidentitaire.org/equipes-locales/>

En plus d'une présence au sein de la capitale française, le mouvement jeunesse dispose de trois annexes au Nord-Ouest, à Nantes, Rouen et Caen, et de quatre au Nord-Est, à Reims, Nancy, Besançon et Dijon. Il dispose en outre d'une importante visibilité dans le Sud-Est, avec des sections locales à Clermont-Ferrand, en Ardèche, à Annecy, à Lyon, à Aix-en-Provence et à Montpellier, venant s'ajouter aux équipes présentes à Toulouse et à Albi.

Les mouvements identitaires disposent également de « maisons de l'identité » dans plusieurs grandes villes de France, notamment à Paris, Lyon et Nice fonctionnant de manière autogérée par les militants. Cette organisation permet d'investir davantage les militants qui participent de manière directe et concrète à la vie de leur mouvement. Bien qu'il ne s'agisse pas de squat, ce mode de fonctionnement semble faciliter, comme dans le cas italien, le renforcement du sentiment d'appartenance à une communauté sur lequel se fonde la logique identitaire.

2.2.3. La Ligue

Il semble difficile d'étudier la Ligue du Nord sans se pencher sur la question de l'autonomie et du fédéralisme, tant ces notions ont contribué à la fondation du parti à la fin des années 1980. Les premiers succès politiques qu'a connu celui-ci dès la première moitié des années 1990 ont certes permis au parti de gagner en influence, mais ont également suscité un intérêt scientifique. Ainsi, bon nombre de publications⁴⁶⁶ relatent la rapidité avec laquelle cette union de ligues autonomistes est parvenue à acquérir une crédibilité politique dans les premières années de son existence.

En dépit des nombreuses évolutions rhétoriques et doctrinaires du parti depuis sa création, on ne peut comprendre celui-ci sans retracer son parcours idéologique au sein duquel la dimension régionaliste occupe une place substantielle.

Importance de l'échelle régionale

Fondée en 1989 à partir de la fusion de la ligue lombarde d'Umberto Bossi et d'autres formations autonomistes du nord de l'Italie, la Ligue du Nord affiche rapidement une vocation fédéraliste. Réunis autour du projet commun de voir l'Italie se doter d'une constitution fédérale, ces mouvements autonomistes étaient jusqu'alors guidés par la défense de leurs spécificités locales. Cette union par nature hétérogène de formations régionalistes a donc vu dans la promotion d'une identité commune l'occasion de consolider leur alliance tout en étendant leur champ d'influence respectif.

Cette dimension culturelle et identitaire est d'autant plus centrale qu'elle devient peu à peu l'un des ressorts majeurs de l'idéologie de la LN. L'ambitieux projet politique de voir l'Italie se doter d'une constitution fédérale se révélant de plus en plus irréalisable pour un jeune parti ne

⁴⁶⁶ Pour une première approche, cf. :

Mannheimer Renato (dir.), *La Lega Lombarda*, Milan, Feltrinelli, 1991 ;

Woods Dwayne, « Les Ligues régionales en Italie. L'émergence d'une représentation régionale indépendante des partis traditionnels », *Revue française de science politique*, 42 (1), février 1992, pp. 36-55 ;

Diamanti Ilvo, *La Lega. Geografia, storia e sociologia di un nuovo soggetto politico*, Rome, Donzelli, 1ère éd. 1993 ;

Sarubbi Andrea, *La Lega Qualunque*, Rome, Armando Editore, 1995 ;

Diamanti Ilvo, *Il Male del Nord. Lega, Localismo, Secessione*, Roma, Donzelli, 1996 ;

Diamanti Ilvo, Alain Dieckhoff, Marc Lazar, Didier Musiedlack, *L'Italie, une nation en suspens*, Bruxelles, Complexe, 1995 ;

Biorcio Roberto, *La Padania Promessa*, Milan, Il Saggiatore, 1997.

représentant qu'une partie du territoire italien, celui-ci se résout rapidement à reformuler son offre politique en y ajoutant une composante ethnographique.

Si la défense d'une identité propre au nord est certes l'un des axes majeurs de l'idéologie du parti, elle témoigne surtout de la nécessité de s'appuyer sur des traits et des intérêts communs afin de permettre au parti de s'insérer durablement dans le jeu politique⁴⁶⁷.

Construite en opposition au reste du territoire national, l'identité nordiste apparaît comme le moteur du parti à ses débuts. En ce sens, l'idée d'un décalage entre les régions du nord et celles du centre et du sud constitue l'un des arguments justifiant les revendications autonomistes du parti.

Loin d'être une nouveauté consécutive à l'apparition de la Ligue du Nord à la fin des années 1980, l'opposition entre Nord et Sud du territoire s'inscrit dans une histoire plus longue. La difficile réalisation d'une unité nationale en Italie nourrit le discours autonomiste, lequel s'appuie sur les écarts de développement existant au sein du territoire. Les ligues autonomistes justifient ainsi leur existence ainsi que leurs revendications en présentant l'Italie comme une union de diverses cultures régionales renforcées par un décalage économique grandissant⁴⁶⁸. En outre, la permanence de dialectes régionaux et de subcultures politiques constitue autant de spécificités régionales sur lesquelles repose le discours régionaliste.

Du clivage socio-économique au clivage ethnique

La perspective historique apparaît donc centrale si l'on entend comprendre les revendications de la Ligue du Nord à sa création. L'enrichissement ainsi que le développement bancaire et industriel dont ont bénéficié les riches cités-états du nord de l'Italie avant le processus d'unification nationale, lequel continue suite à la réalisation de celle-ci⁴⁶⁹, a créé un décalage économique réel. La tardive unification du territoire italien semble ainsi nourrir un faible sentiment d'appartenance nationale, offrant aux discours autonomistes un terrain favorable à la diffusion de leur idéologie. Ainsi, « la Ligue du Nord pratique une forme élémentaire de communication, celle qui s'est implantée dans les territoires et dans laquelle la

⁴⁶⁷ Biorcio Roberto et Vitale Tommaso, « Culture, Values and Social Basis of Northern Italian Centrifugal Regionalism. A Contextual Political Analysis of the Lega Nord », dans Huyseune Michel (dir.), *Contemporary Centrifugal Regionalism: Comparing Flanders and Northern Italy*, Bruxelles, Académie royale flamande en Belgique pour les Sciences et les Arts, 2011, pp. 171 – 199.

⁴⁶⁸ Lepre Aurelio, *Italia addio ? Unità e disunità dal 1860 a oggi*, Milan, Arnoldo Mondadori Editore, 1994.

⁴⁶⁹ Milza Pierre, *Histoire de l'Italie. Des origines à nos jours*, Paris, Fayard, 2005.

seule idéologie est celle des petites et froides passions du bien-être et de la réussite économique. »⁴⁷⁰

Les notions d'identité et de sentiment national étant centrales à cette étude, il convient de souligner que celles-ci demeurent des concepts dont les contours sont difficiles à dessiner. Se situant dans le registre du ressenti et susceptibles de connaître diverses évolutions, elles apparaissent difficiles à saisir et imposent d'être maniées avec précaution dans le cadre d'un travail de recherche.

Bien que ces notions semblent difficiles à quantifier, on peut toutefois relever un net décalage de développement économique entre le nord et le sud de l'Italie. Celui-ci existe depuis plusieurs décennies sans que ce ne soit jusqu'alors politiquement associé à une différenciation ethno-culturelle⁴⁷¹. Si la culture et la langue apparaissent fondamentales dans la formulation de revendications autonomistes, comme en témoigne le cas de la Sardaigne, l'existence de sous-cultures locales au nord ne semble pas irréconciliable avec l'appartenance à la nation italienne jusqu'aux années quatre-vingt.

La situation économique, loin d'être le seul argument justifiant l'idéologie séparatiste, nourrit néanmoins considérablement celle-ci. Si l'économie italienne a souffert de la seconde guerre mondiale, les années suivantes sont bien plus favorables au développement économique du pays. On estime, entre les années cinquante et la fin des années soixante, une hausse importante de la compétitivité italienne dont les exportations passent de 5,1% du PIB en 1951 à 18% en 1970 et sa part du marché mondial de 2 à 4 %⁴⁷².

La crise sociale ayant marqué la fin des années soixante marque donc un tournant pour l'économie italienne qui subit par la suite l'impact du premier choc pétrolier de 1973. Ce contexte économique et social, marqué par un ralentissement de la croissance ainsi qu'une forte inflation, contribue à renforcer le décalage préexistant au sein du territoire national.

La prise en compte de ces différences de développement dans la politique mise en place par le gouvernement italien a permis de nourrir les sentiments régionalistes. Marquée par une

⁴⁷⁰ Bonomi Aldo, *Il rancore. Alle radici del malessere del Nord*, Milan, Feltrinelli, 2008, p. 55, cité dans Lettieri Carmela, « « Bruciare il tricolore ». Lega Nord e stigmatizzazione del Risorgimento », *Mouvements politiques*, 2011, pp. 435 – 451.

⁴⁷¹ Trigilia Carlo, « Nord e Sud : se il Belpaese si spezza », *Limes*, n°4, 1994, pp. 81 – 94.

⁴⁷² Le Cacheux, Jacques, « L'économie italienne, du miracle à la banalité dans l'Europe », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 100, no. 4, 2008, p. 131.

hausse des taxes ainsi que des coûts élevés de financement de la dette publique, la seconde moitié des années 1980 pèse sur l'économie du nord. La mise en place d'exonérations bénéficiant aux entreprises du Mezzogiorno nourrit un ressentiment des populations du nord, rendant celles-ci plus réceptives aux revendications autonomistes.

Le taux de chômage rend bien compte du décalage économique entre les régions italiennes. En 1989, date de signature de l'Acte fondateur de la LN, le taux de chômage s'élève à 6,5 % au nord pour 15,9 % au sud. Cette tendance est loin d'être isolée puisque le taux de chômage du Mezzogiorno continue à augmenter durant les années suivantes, atteignant 18,6 % et 19 % en 1996 et 1997. A l'inverse, la situation au Nord demeure relativement stable, de 6,9% à 6,7 % aux mêmes dates⁴⁷³.

Les ligues du nord se saisissent de cette réalité économique et de la politique redistributive instaurée par le gouvernement entre régions du nord et du centre de l'Italie et le Mezzogiorno⁴⁷⁴ pour justifier leurs revendications autonomistes. La dimension économique apparaît donc centrale au développement des ligues du nord et à l'accueil favorable rencontré par leur discours. En ce sens, l'argumentaire identitaire peut être considéré comme une création du parti s'appuyant sur une réalité économique⁴⁷⁵.

Cette fracture entre nord et sud du territoire est d'autant plus visible suite à l'apparition de la Ligue du Nord dans le champ politique italien. Les premiers succès électoraux du parti permettent à la question fédéraliste de gagner en importance au sein du débat public, et suscitent la rédaction de divers ouvrages s'interrogeant sur la difficile réalisation de l'unité et de l'identité italienne⁴⁷⁶. Bien que reprenant ce clivage déjà bien établi, la Ligue du Nord y intègre rapidement une dimension ethnique considérable se cristallisant dans le mythe de la Padanie. On peut donc comprendre l'identité padane comme une création politique visant à ethniciser

⁴⁷³ Données Istat, *Tasso di disoccupazione : dati provinciali*.

⁴⁷⁴ Harasty Hélène et Le Cacheux Jacques, « Italie : rigueur sans récession ? », *Revue de l'OFCE*, n°48, 1994, pp. 107-129.

⁴⁷⁵ « The second kind of nationalism is to be found in wealthy areas, whose regionalism is as much related to economic grievances rooted in the redistributive policies of nation-states as to embryonic cultural and linguistic difference. In both cases the ethno-territorial difference is a construct that a politically active body, such as a party or a movement, promotes, more or less successfully, on the basis of exploiting political opportunities », Barbour Stephen et Carmichael Cathie, *Language and Nationalism in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 179.

⁴⁷⁶ On peut notamment citer dans les années 1990 la parution de plusieurs ouvrages, parmi lesquels : Bocca Gioigio, *La disunità d'Italia*, Milan, Garzanti, 1990 ; Galli della Loggia Ernesto, *L'identità italiana*, Bologne, Il Mulino, 1998 ; Bodei Remo, *Il noi divise. Ethos e idee dell'Italia repubblicana*, Turin, Einaudi, 1998 ; Schiavone Aldo, *Italiani senza Italia*, Turin, Einaudi, 1998.

une fracture préexistante. Au-delà du décalage entre nord et sud, les critiques du parti ciblent essentiellement l'Etat centralisé, jugé responsable des politiques économiques mises en place durant les années 1980.

C'est avant tout sur cette condamnation d'un gouvernement romain dépouillant les régions du nord afin de soutenir celles du sud que repose l'argumentaire du parti à ses débuts. En insistant sur le manque de légitimité étatique du pouvoir centralisé, le parti entend proposer des cadres alternatifs d'organisation du pouvoir afin de servir son idéologie fédéraliste. Néanmoins, la rhétorique socio-économique employée jusqu'alors par la Ligue du Nord affiche rapidement ses limites.

En créant la Padanie, la LN n'est pas l'initiatrice de la scission entre nord et sud mais utilise une idée déjà ancrée dans les mentalités italiennes en la rendant plus tangible. Cette fabrication identitaire qu'est la Padanie permet au parti de développer toute une rhétorique basée sur la défense des intérêts d'un « nous » s'opposant à ceux des « autres ».

Le mythe de la Padanie

Cette nation fictive, dont l'indépendance est proclamée par le parti le 15 septembre 1996, apparaît centrale à l'idéologie de la Ligue du Nord qui légitime ainsi son discours autonomiste à travers une mythification du territoire qu'elle entend représenter.

Conscients de la nécessité d'ajouter une dimension identitaire à leur entreprise d'unification des régions du Nord, les dirigeants de la LN voient dans la Padanie l'opportunité de consolider la vocation fédératrice du parti. Ainsi, Gilberto Oneto⁴⁷⁷ déclare au journal *La Padania* :

*« Chaque arbre de la liberté a ses racines dans l'identité, dans la culture et dans l'histoire, et trouve dans l'économie l'engrais qui le fait pousser plus vigoureux. Sans un arbre fortement enraciné dans l'identité culturelle, l'engrais de l'économie n'est qu'un tas de bouse de vache. »*⁴⁷⁸

⁴⁷⁷ Gilberto Oneto (1946 – 2015) est un architecte italien ayant contribué à la constitution du récit padan. Proche de Gianfranco Miglio, il dirige la revue bimestrielle *Quaderni padani* et est l'auteur de plusieurs ouvrages visant à crédibiliser l'identité padane (*L'invenzione della Padania*, 1997) à travers une critique de l'unité italienne (*L'iperitaliano*, 2006). Il écrit régulièrement pour le journal *La Padania* et intervient auprès de *Radio Libera Padania*.

⁴⁷⁸ Oneto Gilberto, « Le radici dell'albero della libertà », *La Padania*, 1er mars 1998, cité dans Machiavelli Marta, « La Ligue du Nord et l'invention du « Padan » », *Critique internationale*, n°10, janvier 2001, pp. 130 – 131.

La LN est ainsi rapidement confrontée à l'absence de référent culturel préexistant au sein duquel son idéologie pourrait s'enraciner. De plus, l'hétérogénéité intrinsèque au jeune parti l'empêche d'acquérir une réelle légitimité à l'échelle du Nord de l'Italie.

Il convient donc pour le parti de pallier les sentiments épars d'appartenance aux divers ligues autonomistes qui le constituent en proposant une figure de référence commune. En ce sens, le rôle joué par la Padanie semble substantiel dans le développement doctrinal de la Ligue du Nord.

Bien que l'indépendance padane soit proclamée en 1996, la notion de Padanie existe dès les premières années du parti qui adopte en 1990 le nom de « Ligue du Nord – Padanie ». On pourrait penser que les références à cette nation fictive ont totalement disparu depuis le processus de nationalisation du parti. La défense des intérêts d'une partie du territoire semble en effet incompatible avec la stratégie nationale mise en place par le parti.

Cependant, si la Padanie a disparu du nom du mouvement, elle demeure une notion centrale à l'idéologie de la LN, en témoignent les statuts du parti publiés en 2019.

La dimension régionaliste du parti se retrouve clairement énoncée dans ceux-ci, et ce dès le titre annonçant le « statut de la Ligue du Nord pour l'indépendance de la Padanie »⁴⁷⁹.

Ce document en date du 21 décembre 2019 présente la LN comme une « confédération composée des articulations territoriales régionales suivantes (mentionnées ci-dessous en tant que « nation » ou « nations ») »⁴⁸⁰. S'en suit la liste des « nations » composant le territoire padan, à savoir le Tyrol du Sud, l'Emilie, le Frioul-Vénétie Julienne, la Ligurie, la Lombardie, les Marches, le Piémont, la Romagne, la Toscane, le Trentin, l'Ombrie, la Vallée d'Aoste et la Vénétie.

A travers l'énumération de ces treize régions italiennes, la LN présente clairement les régions du nord comme le cœur de son idéologie au sien de laquelle la dimension régionaliste est donc loin d'avoir disparu.

Si la notion de Padanie est nettement moins présente dans la rhétorique, ces statuts datés de 2019 témoignent de sa pérennité au sein de la doctrine profonde du parti. La Padanie apparaît sur ce point un élément central de l'idéologie et de l'identité de la LN qui a gardé, dans ses

⁴⁷⁹ « Statuto della Lega Nord per l'indipendenza della Padania », Disponible ici : https://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/statuto/LN_Statuto_2019.pdf [consulté le 24 juin 2020]

⁴⁸⁰ « Lega Nord è una confederazione composta dalle seguenti articolazioni territoriali regionali (di seguito indicate come « nazione » o « nazioni ») », *Ibid.*

statuts à défaut de le conserver sur ses publications électorales, le nom de « Ligue du nord pour l'indépendance de la Padanie ».

Les statuts du parti permettent de saisir davantage l'importance de l'identité et du territoire padans dans l'idéologie du parti qui se présente aux élections de 2018 en tant que « Ligue ». D'après ce document, l'objectif fixé par ce dernier est de « réaliser l'indépendance de la Padanie par des méthodes démocratiques et sa reconnaissance internationale en tant que République fédérale indépendante et souveraine. »⁴⁸¹

On retrouve donc une dimension régionaliste prégnante en 2019, malgré la stratégie de nationalisation mise en place par le parti et l'atténuation des symboles autonomistes consécutive à celle-ci. La finalité du parti demeure inchangée et reste identique à celle affichée dans les statuts publiés en 2012⁴⁸² et en 2015⁴⁸³.

En ce sens, la Padanie semble revêtir une importance symbolique considérable, dans la mesure où cette nation fictive continue à occuper une place centrale dans les statuts du parti. Cette création ne relevant d'aucune délimitation géographique semble devoir être comprise comme une allégorie des intérêts du nord, s'opposant au reste du territoire italien.

Cette notion d'opposition est centrale à l'idéologie de la LN, dans la mesure où son argumentaire et ses revendications se basent sur la défense de leur communauté contre tout ce qui se situe à l'extérieur de celle-ci. Qu'il s'agisse de la « Rome voleuse », du Mezzogiorno, de Bruxelles ou encore des migrants, le parti construit toujours son discours sur une condamnation d'un « autre » afin de resserrer les liens au sein de sa communauté par la désignation de menaces extérieures.

Cette idée du « nous » contre « eux » est substantielle puisque c'est à partir de celle-ci que s'entend la construction symbolique qu'est la Padanie. La création d'une identité commune est fondamentale dans la mesure où elle offre une meilleure réception du discours autonomiste et facilite la désignation d'ennemis externes.

⁴⁸¹ « è un movimento politico confederale costituito in forma di associazione non riconosciuta che ha per finalità il conseguimento dell'indipendenza della Padania attraverso metodi democratici e il suo riconoscimento internazionale quale Repubblica Federale indipendente e sovrana. », *Ibid.*

⁴⁸² https://www.politicalpartydb.org/wp-content/uploads/Statutes/Italy/Italy_LN_2012.pdf
[consulté le 13 novembre 2019]

⁴⁸³ <https://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/statuto/Statuto.pdf>
[consulté le 13 novembre 2019]

Ainsi, « le cas de la Lega Nord illustre un processus de construction symbolique complexe d'un peuple et de catégories « d'autres » polysémiques, variables dans le temps en fonction des reconfigurations et enjeux politiques. »⁴⁸⁴

Concrétisation et légitimation de l'identité padane

Si certains peuvent sembler anecdotiques, *a fortiori* lorsqu'ils sont le fruit d'une construction récente et totalement inédite, les symboles revêtent une importance majeure visant à renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté⁴⁸⁵. En participant activement au processus d'identification, la construction d'une identité padane semble pallier le manque de référents historiques ou culturels en proposant de nouveaux cadres.

Par ailleurs, le symbolisme rattaché à l'élaboration d'une identité commune apparaît absolument nécessaire si l'on tient compte de la nature hétérogène du parti. Né de l'alliance de divers mouvements autonomistes, il convient de mettre en avant des référents communs et, si ceux-ci n'existent pas, d'en créer de toutes pièces afin de renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté d'intérêts, de culture et de valeurs. Le symbolisme permet de renforcer la notion de communauté en délimitant les limites de l'appartenance à celle-ci⁴⁸⁶, mais est également sujet à l'interprétation de chacun.

Ainsi, les raisons justifiant le sentiment d'appartenance à la communauté varient selon les individus et permettent une meilleure adaptabilité, et donc une plus grande permanence, de la notion de communauté.

L'organisation de célébrations communes, tels que le rassemblement annuel de Pontida, confère une forte dimension rituelle dans laquelle s'insère le discours politique du parti. Ceux-ci devenant des « spectacles politiques »⁴⁸⁷, ils agissent comme un élément de renforcement du sentiment d'appartenance à la communauté mais permettent également de concrétiser celle-ci à travers la répétition d'évènements s'appuyant sur une construction symbolique⁴⁸⁸.

⁴⁸⁴ Ivaldi Gilles et Lanzone Maria Elisabetta, « De l'usage politique du peuple Padano », *Cahiers d'études romanes*, n°35, 2017, p. 506.

⁴⁸⁵ Hobsbawm Eric, « Introduction : Inventer des traditions », dans Hobsbawm Eric et Ranger Terence (dir.), *L'Invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam, 1983, pp. 11 – 26 [réed. 2006].

⁴⁸⁶ Cohen A.P., *The Symbolic Construction of Community*, Londres, Tavistock Publications, 1986.

⁴⁸⁷ Demaria Cristina et Gallotti Cecilia, « Le nuove forme dello spettacolo politico. Il congresso della Lega fra strategie comunicative e azione rituale », *Rassegna italiana di sociologia*, vol. 40, n. 3, 1999, pp. 36 – 383.

⁴⁸⁸ Kertzer David, *Ritual, politics & power*, New Haven & London, Yale University Press, 1988.

La dimension historique revêt également une importance majeure dans la construction d'une identité partagée par les membres de la communauté. Ancrer celle-ci dans une forme de continuité historique permet de la légitimer en s'appuyant sur des références auxquelles le groupe peut s'identifier. La permanence de la figure d'Alberto da Giussano sur l'identité visuelle du parti, et ce même après la stratégie de nationalisation symbolisée par le changement de nom, semble nous renseigner sur l'importance de la dimension historique dans l'élaboration d'une identité commune.

Loin de se suffire à elle-même, cette figure historique fait ici référence à un passé glorieux permettant d'ancrer son existence et la mémoire collective que le parti entend proposer sur les bases de victoires passées. La notion de communauté semble donc renforcée par l'évocation de gloires passées à la condition que celles-ci soient partagées par l'ensemble de ses membres⁴⁸⁹.

La Padanie permet à la Ligue du Nord de rendre plus concret le décalage interne grandissant durant les années 1980 entre le nord et le sud. En s'appuyant sur l'idée qu'il existerait deux Italies au sein du territoire italien, le parti légitime sa vocation régionaliste et les revendications qui en découlent. Si la stratégie de nationalisation entreprise par le parti semble évidente au regard de ses évolutions rhétoriques, l'identité de la Ligue demeure indubitablement ancrée au sein du territoire padan qu'elle a elle-même créé.

Ainsi, l'organisation du parti apparaît comme une concrétisation de l'idéologie du parti, celui-ci accordant une centralité à la question de fédéralisme et fonctionnant selon cette logique. Les divisions territoriales administratives présentes sur le site internet du parti⁴⁹⁰ nous renseignent davantage sur l'ancrage territoriale de la Ligue.

Fonctionnement du parti et hiérarchie

Depuis sa création, la Ligue du Nord entend proposer une représentation politique pour les régions du Nord de l'Italie, lesquelles composent déjà un espace commun rassemblant les

⁴⁸⁹ « Thus, as Elias points out, « the use of the term community has remained to some extent associated with the hope and the wish of reviving once more the closer, warmer, more harmonious type of bounds between people vaguely attributed to past ages » »,

Elias Norbert, « Foreword », dans Bell Colin et Newby Howard, *The Sociology of Community*, Londres, Frank Cass & Company, 1974, p. 13, cité dans Albertazzi Daniele et Fremeaux Isabelle, *op. cit.*, p. 146.

⁴⁹⁰ <https://www.leganord.org/il-movimento/sedi-e-sezioni>

[consulté le 14 août 2020]

diverses aspirations des groupes le composant⁴⁹¹. Les secrétariats implantés au sein du territoire national reflètent toujours cette vocation régionaliste⁴⁹² du parti.

Si le secrétariat fédéral est implanté à Milan⁴⁹³, les autres « nations » bénéficient elles aussi d'organes administratifs rendant compte de l'implantation du parti dans ces zones géographiques.

Les secrétariats nationaux, implantés dans chacune des treize régions viennent s'ajouter aux secrétariats provinciaux établis au sein de celles-ci. Si l'identité padane est commune dans la rhétorique du parti aux treize nations la constituant, le nombre de secrétariats provinciaux varie considérablement d'une région à l'autre. Il convient de noter que ces secrétariats semblent rendre compte de l'importance de certaines régions à travers une implantation inégale du parti.

Si certaines régions tels que la Romagne ou la Toscane bénéficient bien de différents secrétaires provinciaux attachés aux différentes zones constituant celles-ci, il n'existe pas d'implantation réelle à travers l'existence d'un siège local.

A l'inverse, d'autres régions possèdent un siège local pour chacun des secrétariats provinciaux tels que la Lombardie, au sein de laquelle est situé le secrétariat fédéral de Milan, lequel s'ajoute à seize secrétariats locaux. La Vénétie et le Piémont bénéficie chacun de neuf secrétariats provinciaux, l'Emilie six, la Ligurie et la Romagne cinq, mais seul le secrétariat national bénéficie d'un siège. Le Frioul Vénétie Julienne possède quant à lui quatre secrétariats locaux. On compte un seul secrétariat pour la Vallée d'Aoste et la Toscane, malgré les dix secrétaires provinciaux de celle-ci.

Les divisions territoriales, bien qu'inégales d'une région à l'autre, rendent compte de l'implantation administrative du parti au nord du territoire italien. L'identité padane se dote en outre d'une riche vie associative dans différents domaines, permettant de rendre toujours plus tangible cette création du parti.

La LN investit donc, à travers le récit padan, divers domaines allant du social au sport et à la culture en passant par la protection de l'environnement⁴⁹⁴. La jeunesse est également l'un

⁴⁹¹ Bidégaray Christian, *Europe occidentale. Le mirage séparatiste*, Paris, Economica, 1997.

⁴⁹² Diamanti Ilvo, *La Lega. Geografia, storia e sociologia di un nuovo soggetto politico*, Rome, Donzelli, 1993.

⁴⁹³ via Carlo Bellerio, 41 - 20161 Milan.

⁴⁹⁴ Parmi les associations revendiquant l'identité padane, on peut citer Medica Padana, Padanas-sistenza, Umanitaria Padania Onlus dans le domaine médical et social ; l'association féminine Donne padane ; Ciclisti Padani et Padania calcio dans le domaine sportif ; les associations culturelles Musicisti Padani et Arte Nord. On compte également les associations Volontari verdi, Alpini padani, Bella Padania, et la Guardia nazionale padana investies dans la défense et la valorisation du territoire padan.

des principaux enjeux de cette instrumentalisation de la question padane par le biais de l'Association pour l'école padane, les Jeunes de Padanie organisant des réunions publiques et s'investissant dans l'enseignement de l'histoire et des dialectes padans. Le secteur culturel est l'un des principaux axes sur lequel l'identité padane entend asseoir sa légitimité, notamment grâce à l'Association des langues padanes, l'Union padane des artistes et la Libre compagnie padane, responsable de la publication de la revue *Quaderni padani*⁴⁹⁵. Ces associations, liées au parti puisque créées par celui-ci lors du congrès de février 1998, visent toutes à concrétiser l'identité padane et à renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté.

L'enjeu culturel apparaît ici majeur puisque c'est à travers la conquête du culturel que le parti entend légitimer la question padane afin d'en faire un instrument politique.

La création du Parlement padan illustre clairement cette volonté de politiser la question padane afin de justifier les revendications et l'existence même du parti. Créé en 1997, cet organe politique aussi officieux que l'est le territoire auquel il se réfère, entend regrouper les différentes sensibilités politiques du nord du pays. Constitué de différents groupes politiques, parmi lesquels les sociaux-démocrates, les catholiques padans, les conservateurs et les libéraux, le Parlement padan entend couvrir un spectre politique assez large afin de démontrer la diversité des opinions le constituant. C'est au sein de cet organe politique qu'émerge la figure de Matteo Salvini à l'échelle régionale, lorsque celui-ci mène la liste des communistes padans lors des premières élections de 1997.

Umberto Bossi, à l'origine de ce parlement dirigé depuis 2007 par Roberto Maroni⁴⁹⁶, semble ainsi vouloir offrir une légitimité politique à la Padanie. En concrétisant sa création territoriale, à la fois culturellement et politiquement, la Ligue du Nord entend asseoir ses revendications autonomistes sur des bases plus solides.

La question du fédéralisme apparaît donc au centre des revendications, devenant indissociable de l'idéologie et de l'identité de la Ligue du Nord.

Le fonctionnement du parti révèle la prégnance de la dimension régionaliste comme en témoigne la structure dirigeante du mouvement s'appuyant principalement sur un congrès

⁴⁹⁵ Machiavelli Marta, *op. cit.*, p. 139.

⁴⁹⁶ Né en 1955, Roberto Maroni est l'une des figures historiques de la Ligue du Nord. Avocat de formation, il participe à la création de la Ligue lombarde puis de la Ligue du Nord avec Umberto Bossi. Il exerce divers mandats politiques nationaux, dont celui de député en 1992, de ministre de l'Intérieur de 1994 à 1995 et de 2008 à 2011, et de ministre du Travail de 2001 à 2006. Il est également président de la Lombardie de 2013 à 2018.

fédéral. Cet organe politique est « convoqué par le secrétaire fédéral de manière ordinaire tous les cinq ans. » A cela s'ajoute la possibilité d'une convocation exceptionnelle « à la demande de la majorité des membres du Conseil fédéral ou à l'initiative du secrétaire fédéral à tout moment. »⁴⁹⁷

Son importance politique est réelle dans la mesure où c'est au sein de ce congrès qu'est fixée la ligne politique et programmatique du parti par les différents représentants des « nations » constituant la Padanie et par les membres de droit⁴⁹⁸. Ces membres de droit sont nombreux et réunissent le président fédéral, le secrétaire fédéral ainsi que les membres du Conseil fédéral. Disposent également du droit de vote « les pères fondateurs, les secrétaires nationaux, les parlementaires, les présidents régionaux, les chefs des groupes régionaux, les présidents des provinces et les maires des capitales provinciales ou des régions métropolitaines »⁴⁹⁹.

Le Conseil fédéral réunit quant à lui le président fédéral, Umberto Bossi, ainsi que le secrétaire et l'administrateur fédéral. Sa composition⁵⁰⁰ rappelle la vocation régionaliste du mouvement puisque ses membres sont tous représentants d'une des régions constitutives de la Padanie. Ces derniers se répartissent selon qu'ils disposent ou non d'un droit de vote.

Parmi les membres possédant un droit de vote, il est à noter que si douze régions bénéficient d'une représentation par un secrétaire (Vénétie, Emilie, Ligurie, Frioul, Piémont, Marches, Lombardie, Romagne, Toscane, Val d'Aoste, Ombrie, Trentin), seul le Tyrol du Sud bénéficie d'une représentation sans droit de vote au sein du Conseil. Bien que le secrétaire national de cette région soit présent au sein du Conseil fédéral, celui-ci ne dispose pas de droit de vote.

⁴⁹⁷ « Il Congresso Federale è convocato dal Segretario Federale in via ordinaria ogni 5 (cinque) anni. Il Congresso Federale può essere convocato, in via straordinaria, su richiesta della maggioranza dei membri del Consiglio Federale o su iniziativa del Segretario Federale, in qualsiasi momento. »

Statuto Della Lega Nord per l'Indipendenza della Padania, p. 3

https://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/statuto/LN_Statuto_2019.pdf [consulté le 22 janvier 2020]

⁴⁹⁸ Site internet de la Ligue, organes fédéraux

<https://www.leganord.org/il-movimento/organi-federali>

[consulté le 17 mai 2019]

⁴⁹⁹ « Sono membri di diritto e votanti: il Presidente Federale, il Segretario Federale, i membri del Consiglio Federale, i Padri Fondatori, i Segretari nazionali, i Parlamentari, i Presidenti di Regione, i Capigruppo regionali, i Presidenti di Provincia ed i Sindaci dei Comuni capoluoghi di Provincia o delle Aree Metropolitane. »

Statuto Della Lega Nord per l'Indipendenza della Padania, op. cit., p. 3

⁵⁰⁰ La composition du Conseil fédéral est présentée sur le site internet de la Ligue du Nord à l'adresse suivante :

<https://www.leganord.org/il-movimento/organi-federali?id=20:membri-del-consiglio-federale&catid=15>

[consulté le 24 novembre 2020]

Par ailleurs, l'Émilie, le Frioul Vénétie-Julienne, le Piémont, la Vénétie et la Lombardie bénéficient d'une représentation accrue par membres élus. En ce qui concerne la Lombardie, celle-ci bénéficie de six membres élus venant s'ajouter au secrétaire en charge de la région siégeant au Conseil.

Sont également présents au sein de cet organe politique les vice-présidents et vice-secrétaires fédéraux, ainsi que les présidents nationaux de chacune des régions du territoire padan, bien qu'ils ne disposent pas de droit de vote.

A ces deux organes fédéraux s'ajoutent différents comités, parmi lesquels le comité administratif fédéral, présidé par l'administrateur fédéral, chargé de la gestion administrative et financière de la Ligue.

Le comité de discipline et de garantie, composé du président fédéral, du secrétaire fédéral ainsi que de membres du Conseil fédéral, est quant à lui responsable de prendre des mesures disciplinaires à la majorité des voix.

Enfin, la commission en charge de préparer et de d'apporter des modifications aux statuts et règlements du parti est nommé par le Conseil fédéral sur proposition du président fédéral.

Ces organes fédéraux, au nombre de sept dans les statuts de 2019 n'ont que peu évolué depuis 2012, à la seule différence qu'un Conseil fédéral des Commissaires aux comptes avait alors la charge de vérifier la situation comptable du mouvement. Il est remplacé en 2015 par un organe de contrôle de l'administration fédérale.

On compte également un responsable de l'organisation fédérale et du territoire, à même de convoquer le comité de discipline et de garantie et de présider la commission en charge des statuts et des règlements. Un responsable est également nommé afin de veiller au respect des statuts sur les questions relatives à l'adhésion des membres du parti. Le parti se dote également en 2015 d'un responsable en charge de veiller à la gestion des données personnelles détenues par la LN et au respect de la réglementation en vigueur. Enfin, un organe de coordination du mouvement *Giovani Padani* est chargé de réglementer, sous contrôle du Conseil fédéral, l'activité des membres du mouvement jeunesse du parti.

Présent dans les statuts de 2012 et 2015, aucune mention au mouvement *Giovani Padani* n'est faite dans les statuts publiés en 2019.

Ces statuts, qu'ils aient été publiés en 2012, 2015 ou 2019, nous renseignent sur l'importance de la question fédéraliste au sein du mouvement. L'arrivée de Matteo Salvini en

2012 et la mise en œuvre d'une stratégie de nationalisation du parti n'a que peu modifié en profondeur l'idéologie régionaliste. Cette entreprise de nationalisation semble donc devoir être avant tout comprise comme une stratégie politique basée sur l'adoption d'un nouvel axe rhétorique délaissant progressivement les références à la question fédéraliste. En ce sens, la Ligue du Nord puis la Ligue a italianisé son discours, mais n'en a pas réellement fait de même en ce qui concerne sa doctrine profonde sur laquelle s'appuient les statuts du parti.

Les structures dirigeantes du parti apparaissent tout à fait cohérentes avec la dimension régionaliste du parti, et ce bien que les différentes régions le constituant ne semblent pas bénéficier d'un même poids politique. La représentation des « nations » constituant le territoire padan varie considérablement et se base sur la « proportion entre le nombre de conseillers fédéraux, le nombre total de voix obtenues par la Ligue du Nord lors des dernières élections politiques ou européennes précédant le Congrès et le nombre total de voix obtenues par la Ligue du Nord dans les différentes nations. »⁵⁰¹

Valorisation de l'action politique

La plupart des membres de ces organes fédéraux en charge de fixer la ligne politique du parti doivent justifier d'un nombre d'années minimum avant de pouvoir intégrer ceux-ci. Ce faisant, la LN entend valoriser l'engagement politique et militant de ses membres au sein de ses statuts. La question de la légitimité des dirigeants du parti dépend donc directement de leur parcours politique, ces derniers devant justifier d'un engagement suffisamment important. Le dévouement à la Ligue du Nord apparaît donc être une condition *sine qua non* à l'obtention d'un poste politique important.

En tant que chef de file de la Ligue Lombarde et membre fondateur de la LN, la légitimité d'Umberto Bossi est acquise et relève non seulement d'une dimension charismatique mais également historique à l'échelle du parti. Le parcours de Matteo Salvini et son ascension politique est en accord avec cette valorisation de l'action de terrain, dans la mesure où ce dernier a exclusivement bâti sa carrière politique au sein de la LN. L'idée d'investissement personnel est centrale au parti, au point que celle-ci est intégrée aux statuts en réglementant le fonctionnement.

⁵⁰¹ « proporzione tra il numero dei Consiglieri Federali (13), il totale dei voti conseguiti dalla Lega Nord nelle ultime elezioni Politiche o Europee precedenti al Congresso ed il numero totale dei voti ottenuti dalla Lega Nord nelle singole nazioni di cui all'art. 2. »

Statuto Della Lega Nord per l'Indipendenza della Padania, op. cit., p. 4.

La Ligue du Nord diffère sur ce point d'autres partis politiques au sein desquels la question du militantisme apparaît moins prépondérante. Ainsi, « la Ligue du Nord impose à ceux qui veulent y faire carrière un parcours très contraignant, qui tranche avec les habitudes des autres partis. Au « Carroccio »⁵⁰², nul ne peut prétendre aux plus hautes fonctions s'il n'a pas collé des affiches. Pour un militant ambitieux, mais sans appuis, s'engager dans ses rangs est une opportunité importante, mais aussi un dévouement de chaque instant à la « cause ». »⁵⁰³

Bien qu'Umberto Bossi ne soit plus le Secrétaire fédéral du parti, et soit à ce titre bien moins présent que Matteo Salvini, il conserve une place importante dans les statuts. Il est, selon l'article 14, le président fédéral nommé à vie de la Ligue, se faisant ainsi « le garant de l'unité » du parti politique.

L'utilisation du terme de « père fondateur » pour un parti fondé en 1991 n'est pas anodine puisqu'elle témoigne d'une importance symbolique considérable accordé à l'histoire de la LN. Umberto Bossi bénéficie donc à ce titre d'un poste honorifique, mais également politique puisqu'il est membre de droit du Conseil fédéral et du Comité de discipline et de garantie.

En créant un mythe autour de sa vocation régionaliste, la LN entend ancrer sa légitimité à partir de référents géographiques et historiques. Le terme de « père fondateur » apparaît en ce sens particulièrement parlant puisqu'il s'inscrit dans cette logique de légitimation des revendications et de l'existence même du parti.

La figure d'Umberto Bossi semble être intrinsèquement liée au parti et ce jusque dans les statuts publiés en 2019. A ce titre, il convient de se demander sur quelle base et jusqu'à quel point la figure du dirigeant du parti revêt une importance majeure dans le fonctionnement de la Ligue.

Place du secrétaire fédéral

Umberto Bossi puis Matteo Salvini apparaissent comme des figures essentielles de la stratégie de conquête politique mise en place par la Ligue du Nord. S'il n'est pas ici question de commenter les procédés rhétoriques auxquels ont recours ces deux hommes, il convient de mesurer l'importance de la figure du dirigeant de parti et la dimension charismatique qui s'y rattache.

⁵⁰² Le « Carroccio » est un emblème historique de la plaine du Pô. Il s'agit d'un chariot tiré par des bœufs portant le drapeau de la cité à l'époque médiévale et utilisé lors de batailles, notamment celle de Legnano.

⁵⁰³ Gautheret Jérôme, « Les trois vies de Matteo Salvini : le temps du Militant », *Le Monde*, 7 juillet 2018.

La légitimité du dirigeant est essentielle et se traduit par un engagement militant de longue durée motivé par un dévouement à la cause affichée par le parti. Umberto Bossi bénéficie ainsi d'une légitimité historique à l'échelle de la Ligue du Nord puisqu'il a participé à l'union des mouvements autonomistes du nord en tant que chef de file de la ligue lombarde. Bien que cela soit un aspect fondamental du *leadership* exercé par Umberto Bossi, il ne suffit pas à caractériser celui-ci. Le style politique du *Senatur* contribue également à lui assurer une plus grande visibilité, s'imposant ainsi comme le porte-parole voire l'incarnation de son mouvement politique⁵⁰⁴.

Par ailleurs, ce style politique volontairement en décalage par rapport aux partis et aux institutions composant traditionnellement le paysage politique italien, sert l'idéologie véhiculée par le parti. La nécessité de se forger une image à part dans un contexte de défiance généralisée à l'égard du politique impose à Umberto Bossi d'adopter un style politique allant à l'encontre des normes régissant la vie politique.

Il apparaît donc, à l'échelle de son parti, comme une figure fédératrice capable de concilier des formations aux intérêts divergents autour d'une cause commune les dépassant toutes⁵⁰⁵. Le « père fondateur » de la LN occupe donc une place centrale dans le fonctionnement du parti jusqu'à sa démission en 2012, mais conserve une importance symbolique majeure depuis.

Si Matteo Salvini ne bénéficie pas de la même légitimité qu'Umberto Bossi, dans la mesure où il n'a pas participé à la création de la Ligue du Nord, son engagement militant au sein du parti lui permet d'asseoir son influence sur des bases solides.

Le style politique qu'adopte Matteo Salvini n'est pas sans rappeler celui d'Umberto Bossi puisqu'il construit également son image sans s'imposer un respect des codes politiques

⁵⁰⁴ « A cause de la fragilité et de l'hétérogénéité du mouvement dont il devient le fédérateur, indispensable aux diverses sensibilités, réseaux, tendances qui le composent. Le chef impose et renforce son pouvoir car il arbitre entre ceux qui l'entourent, joue de leurs divisions, sélectionne d'autres personnels : et tous finalement lui sont redevables de leurs positions autant il sait adresser l'extérieur notamment dans les médias et il incarne à la perfection son parti. »

Lazar Marc, « Italie : pour comprendre la Ligue », *Revue française de science politique*, 43^e année, n°6, 1993. p. 1025.

⁵⁰⁵ « Au sein des multiples tentatives de définitions de l'« extrême droite », nombreuses sont celles qui isolent un leader charismatique comme critère commun à toutes les formations. En effet, Umberto Bossi et Gianfranco Fini (Pino Rauti et Giorgio Almirante avant lui) sont dotés de charisme politique aussi bien par les militants que par les observateurs du politique. À la Lega Nord, la reconnaissance des qualités d'Umberto Bossi va même jusqu'à la vénération et il est souvent comparé à un père, un prophète, un héros par les jeunes militants lors des entretiens. »

Dechezelles Stéphanie, « Visages et usages de l'« extrême droite » en Italie », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/4, Vol.12, p. 455.

caractérisant les partis traditionnels, toutes considérations idéologiques mises à part. Bien plus qu'un style politique personnel, cette continuité révèle que cela est davantage caractéristique de la stratégie employée par la Ligue du Nord depuis sa création.

La volonté de ces deux chefs de file successifs d'incarner leur parti en employant un discours les différenciant du champ politique traditionnel est donc bien davantage un choix politique que le résultat d'inclinations personnelles. En adoptant un style politique en rupture avec un système politique normé et en fédérant les militants de leur parti autour de leur personne, Umberto Bossi et Matteo Salvini peuvent être vus comme des leaders charismatiques⁵⁰⁶. En abolissant volontairement la distance entretenue entre le citoyen et le politique, ils optent pour un tout autre mode de communication et apparaissent ainsi plus vivants, plus dynamiques et surtout plus proches des préoccupations de l'électorat italien.

S'il n'existe pas un seul type de leader charismatique tant la notion de charisme est fréquemment liée à l'exercice politique, plusieurs éléments permettent de déterminer l'importance de la dimension charismatique dans le *leadership* exercé par les deux hommes. D'une part le style politique basé sur la provocation et les coups d'éclat, volontairement en décalage avec les instances politiques traditionnelles et, d'autre part l'importance conférée à leur engagement politique dans le récit de leur parcours politique⁵⁰⁷. Umberto Bossi tout comme Matteo Salvini se sont forgé une histoire au sein de laquelle la Ligue du Nord occupe une place centrale. La légitimation de leur pouvoir politique est donc intrinsèquement liée au parti dont ils sont les représentants, jusqu'à devenir l'un des éléments constitutifs de leur identité politique.

Compte tenu de l'importance que revêt la figure du secrétaire fédéral, aussi bien au niveau de la rhétorique que dans le fonctionnement du parti, la question de la succession d'Umberto Bossi apparaît particulièrement intéressante.

Étant une figure incontournable de la *Lega Autonomista Lombarda* en 1984, l'un des mouvements autonomistes fondateurs de la Ligue du Nord, la carrière politique d'Umberto Bossi est historiquement étroitement liée au parti. Le style politique volontairement à part qu'il emploie est l'un des éléments permettant de mieux comprendre le rapide succès de cette

⁵⁰⁶ Weber Max, *Economie et société*, Paris, Plon, 1971.

⁵⁰⁷ Dorna Alexandre, *Le Leader charismatique*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998.

formation régionaliste. En ce sens, la construction du personnage politique du Senatùr semble indissociable de la trajectoire de la LN, et réciproquement.

La question de sa succession pose ainsi davantage problème que cela ne pourrait être le cas au sein d'un parti où l'élection de nouveaux représentants serait prévue et encadrée. Ainsi, avant de s'intéresser plus en avant à Matteo Salvini, il convient de se demander dans quel contexte ce dernier a pu accéder à la tête du parti.

L'importante dimension charismatique caractérisant le style politique d'Umberto Bossi pose la question du difficile remplacement du leader charismatique. Par ailleurs, la succession apparaît d'autant plus complexe du fait de la légitimité historique dont il bénéficie à l'échelle du parti. Après s'être éloigné de la vie politique pendant un an pour raisons de santé, et ce malgré son retour en mars 2005, cette parenthèse permet déjà de révéler et de s'interroger sur les différents courants internes composant la LN.

L'union de mouvements autonomistes dont résulte le parti est par nature hétérogène et se compose donc de différentes tendances politiques internes. On peut cependant déceler deux courants majeurs parmi lesquels celui d'Umberto Bossi et de ses proches, et de l'autre celui représenté par Roberto Maroni.

Si ces différents courants internes coexistent au sein de la LN depuis la fondation de celle-ci, l'évolution du contexte politique apparaît une fois de plus déterminant dans la trajectoire politique du parti.

Bien que Matteo Salvini accède à la tête du parti à la fin de l'année 2013, l'année 2011 se révèle décisive pour la Ligue du Nord et pour la succession d'Umberto Bossi. Parti de gouvernement au sein de la coalition menée par *Forza Italia*, devenu *Poppolo della Libertà*, ces derniers se retrouvent en difficulté du fait de la situation économique difficile dans laquelle se trouve le pays.

Suite à la perte de popularité du parti, la ligne incarnée Roberto Maroni, que l'on pourrait qualifier de principal courant d'opposition interne à Umberto Bossi, semble gagner en importance. Bien que cette rivalité interne ne soit ni clairement affichée ni énoncée, elle permet de mieux comprendre la démission d'Umberto Bossi l'année suivante.

Accusé de corruption et de détournement de fonds en faveur de son « cercle magique »⁵⁰⁸, Umberto Bossi se retire de son rôle de leader au sein du parti, laissant le champ libre au principal courant d'opposition incarné par Roberto Maroni.

Présentant sa démission le 5 avril 2012, et malgré l'ampleur des accusations le visant, le lien étroit entre Umberto Bossi et la base militante du parti soulève une épineuse question : Qui peut succéder au *Senatùr* ?

Si Roberto Maroni semble être le candidat idéal - lombard, ancien premier ministre et militant de longue date au sein du parti - il ne bénéficie pas du même soutien militant qu'Umberto Bossi.

Malgré cela, il parvient à se faire élire secrétaire fédéral de la LN lors du congrès du parti en juillet 2012, prenant ainsi la suite d'Umberto Bossi et mettant un terme au *triumvirat* dont il faisait partie avec Roberto Calderoli⁵⁰⁹ et Manuela dal Lago⁵¹⁰.

Roberto Maroni apparaît donc en 2012 comme un successeur tout trouvé à Umberto Bossi, dans la mesure où il bénéficie également d'une légitimité historique à l'échelle du parti et d'une légitimité institutionnelle du fait de ses différents mandats politiques.

Reste donc la question de ce qui semble être l'un des marqueurs de l'identité politique de la Ligue du Nord, à savoir qu'en est-il de la légitimité charismatique de Roberto Maroni ?

Si Umberto Bossi est principalement caractérisé par une communication directe, et parfois vulgaire, permettant au parti de gagner en visibilité à l'échelle nationale, ce n'est pas le cas de Roberto Maroni. La campagne électorale de 2013 témoigne de ce changement d'échelle dans les ambitions du parti qui replace sa dimension régionaliste au cœur de son idéologie et de son discours.

Lombard tout comme Umberto Bossi, Roberto Maroni semble incarner cette volonté de récupérer les « nations » constituant le territoire historique du parti. Ainsi, il parvient au terme de ces élections à récupérer la Lombardie dont il devient le président.

⁵⁰⁸ Surnom donné aux proches d'Umberto Bossi.

Pour les militants de la LN fidèles au *Senatùr*, ce « cercle magique » permet de mettre de la distance entre les agissements répréhensibles de ses membres, et Umberto Bossi.

⁵⁰⁹ Né en 1956, Roberto Calderoli est un homme politique italien membre de la Ligue du Nord et exerce à ce titre divers mandats politiques eu sein des gouvernements Berlusconi. Vice-président du Sénat de 2001 à 2004 puis de 2006 à 2008 et depuis 2013, il est ministre pour les Réformes institutionnelles de 2004 à 2006 et Ministre pour la Simplification normative de 2008 à 2011.

Il donne son nom à la loi Calderoli votée en 2005 par la coalition de centre-droit instaurant une représentation parlementaire proportionnelle, remplacée en 2015 par la loi *Italicum*.

⁵¹⁰ Née en 1946, Manuela dal Lago est une femme politique au sein de la Ligue vénète et de la Ligue du Nord. Elle est présidente de la province de Vicence de 1997 à 2007 et exerce le mandat de députée de 2008 à 2013.

Ce retour aux origines régionalistes du parti est donc incarné par Roberto Maroni, qui propose un leadership plus bureaucratique, plus précis quant au projet politique du parti, mais nettement moins charismatique. La suppression du nom de Bossi sous le logo du parti et son remplacement par le terme « Padanie » symbolise un retour aux origines et aux revendications régionalistes. En ce sens, Roberto Maroni semble permettre une transition dans la direction d'un parti encore fortement marqué par le style politique d'Umberto Bossi.

A la suite du net recul du parti alors des élections de février 2013, les adhérents à la Ligue du Nord se préparent à élire leur nouveau secrétaire fédéral lors d'un congrès à la fin de cette même année. Umberto Bossi entend se porter candidat lors de ces primaires de décembre 2013 face à un homme incarnant une nouvelle génération de militants. La très nette victoire de Matteo Salvini sur le « père fondateur » du parti avec 81,7% contre 18,3% des votes semble lui octroyer une réelle légitimité électorale à l'échelle du parti.

Par ailleurs, cela légitime un hypothétique futur changement de cap qu'incarnerait le nouveau secrétaire fédéral de la LN.

Bien que l'on ne constate que peu de changement entre le style politique d'Umberto Bossi et celui de Matteo Salvini, les deux hommes correspondant à l'identité rhétorique sur laquelle s'est construit le parti, leur projet politique diffère sur plusieurs points.

A l'instar de la Ligue du Nord, l'émergence du *Senatùr* puis du *Capitano* est nourrie par un contexte de défiance populaire à l'égard du politique⁵¹¹.

Fort de sa nette victoire lors des primaires, Matteo Salvini se construit une légitimité charismatique dans la même ligne que celle de Bossi, mais s'en affranchit également dans la mesure où le contexte politique lui offre la possibilité de réaliser les ambitions nationales du parti. Comme évoqué précédemment, le contexte politique joue un rôle déterminant dans l'évolution du projet et des ambitions de la Ligue du Nord. Matteo Salvini ne suffit pas à expliquer le changement de paradigme initié par le parti suite à son élection, bien qu'il incarne celui-ci.

⁵¹¹ « C'est une figure qui se distingue des autres par la plasticité pragmatique et l'habileté exubérante avec laquelle il féconde le temps du changement. L'attitude de base est celle du grand frère proche qui cherche le contact direct et le dialogue avec tous. La communication est horizontale et chaleureuse. Les échanges sont ouverts, vivaces, directs. C'est l'image vivante de l'homme disponible, simple, qui apparaît sans affectation ni calcul et se montre capable de cristalliser l'idéal de fusion de tout le monde. Enfin, c'est un producteur de sens dans un monde en déficit d'avenir. », Dorna Alexandre, « Le néopopulisme et le charisme », dans Chêne Janine, Ihl Olivier, Vial Eric et Waterlot Ghislain (dir.), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, La Découverte, 2003, p. 94.

Les nombreuses évolutions que connaît le discours du parti, notamment illustrées par les infléchissements de sa vocation régionaliste, semblent davantage témoigner de la plasticité de l'idéologie de la LN.

Qu'il s'agisse de la Ligue du Nord d'Umberto Bossi ou de celle de Matteo Salvini, le non-respect des codes traditionnels semble permettre au parti de se présenter en tant qu'alternative aux partis politiques. Par ailleurs, bien que Matteo Salvini représente la stratégie de nationalisation du parti, la LN est marquée depuis sa création par une dimension opportuniste prégnante⁵¹².

On ne peut donc pas voir dans l'arrivée de Matteo Salvini un changement structurel ou doctrinaire majeur, mais plutôt l'occasion pour le parti de réaliser des ambitions nationales déçues.

Nationalisation et opportunisme

Les changements successifs d'échelle caractérisent la stratégie politique de la Ligue du Nord depuis les premières années ayant suivi sa création. On peut donc se demander si cela témoigne d'une idéologie profondément opportuniste pour un parti avant tout soucieux de sortir de son rôle strictement contestataire afin d'intégrer les institutions politiques du pays.

Cependant, l'idéologie et le discours du parti sont basés sur cette idée d'opposition à un système politique dominant. Il convient donc, afin de fournir des éléments de réponse à cette question, de se pencher sur la politique d'échelles menée par la LN depuis sa création.

La Ligue du Nord est historiquement un parti profondément régionaliste du fait de son idéologie autonomiste et de la glorification d'une identité padane créée de toutes pièces. Bien que cette échelle locale ait motivé la création du parti, et continue d'être inscrite dans ses statuts, elle ne semble pas guider la stratégie politique de la LN.

Davantage caractérisé par le caractère évolutif de ses revendications politiques, le parti met en avant des enjeux dépendant de ses ambitions. Ainsi, l'échelle locale est marquée par une condamnation du Mezzogiorno et de la « Rome voleuse », l'échelle nationale est quant à elle

⁵¹² Bouillaud Christophe, « La Ligue du nord, de la périphérie au centre et retour », dans Blaise Pierre et Moreau Patrick (dir.), *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, Crisp, 2004, pp.311 – 336.
294

réalisée grâce à un fort tropisme sur les questions migratoires. Enfin, à l'échelle européenne, le parti se distingue par une condamnation des politiques de Bruxelles.

Il convient cependant de noter que la critique des politiques de l'Union européenne sert également le projet national du parti.

Bien que le changement de nom du parti symbolise le changement de paradigme idéologique incarné par Matteo Salvini, faisant passer les revendications du parti de la défense de la Padanie à la condamnation de l'immigration et des politiques européennes, il ne constitue pas une nouveauté.

En accordant une importance majeure aux enjeux migratoires, le parti se situe dans la ligne des discours propres aux mouvements nationalistes fondés sur la critique de tout ce qui pourrait selon eux porter atteinte à l'intégrité et à la souveraineté nationale du pays.

Les enjeux migratoires constituent en ce sens un formidable outil d'influence politique dans la mesure où cela permet une forte résonance auprès de l'électorat national. La crise migratoire ayant caractérisé le début des années 2010 ainsi que les politiques européennes permettent à la LN, et à d'autres partis européens, de désigner des responsables aux difficultés que rencontre une large part des populations.

Bien plus que le nouveau secrétaire de la Ligue du Nord, le contexte national et international semble dicter les orientations stratégiques d'un parti alors en difficulté⁵¹³. Les crises économiques et migratoires permettent à Matteo Salvini de défaire le parti d'une dimension strictement régionaliste en faisant reposer son argumentaire politique sur une condamnation de l'immigration. D'autre part, toujours selon la même logique, la critique de Bruxelles permet de resserrer les liens au sein de l'électorat du parti et de justifier son discours grâce à la désignation de responsables des politiques de rigueur.

La difficulté majeure que pose une stratégie de nationalisation pour un parti régionaliste est de perdre son ancrage historique au nord. Dans la mesure où l'idéologie de la LN repose sur le décalage interne au territoire italien, une nationalisation brutale pourrait mettre à mal l'identité et la crédibilité du parti.

⁵¹³ « A ce moment-là, nous étions au plus mal, se souvient l'un de ses proches. La Ligue craignait de ne pas atteindre le seuil des 4 % aux européennes de mai 2014, ce qui aurait sans doute signifié sa disparition. Et puis, il a fait cette sorte de « virage lepéniste » : au lieu d'insister sur les thèmes traditionnels de la Ligue du Nord, il a fait campagne contre l'immigration et contre l'euro. Résultat, le parti a fait plus de 6 %, il était sauvé. Et depuis, ça n'a pas arrêté de monter... »

Gautheret Jérôme, « Les trois vies de Matteo Salvini : l'heure du leader », *Le Monde*, 10 juillet 2018.

Afin d'étendre l'influence du parti en dehors du territoire padan, la Ligue du nord crée un parti frère lui permettant de faire campagne dans le Mezzogiorno. Ainsi, la création de *Noi con Salvini* en 2014 symbolise clairement la politique nationale entreprise par Matteo Salvini.

Si cette stratégie peut sembler grossière, elle permet à la Ligue du Nord de demeurer un parti fortement ancré au Nord mais permet à Salvini de tenter une percée électorale en dehors des frontières fixées par le parti.

Cette stratégie inclut nécessairement un infléchissement des revendications régionalistes et des déclarations insultantes envers le Mezzogiorno, lesquelles sont remplacées par une rhétorique centrée sur une condamnation de l'immigration et de Bruxelles.

Ce faisant, le parti reste fidèle à son idéologie basée sur une condamnation d'un « autre » afin de resserrer les liens au sein de sa communauté par la désignation de menaces extérieures. La seule différence réside dans le fait que cet « autre » se situe désormais en dehors des frontières nationales.



<https://commons.wikimedia.org/>

Le contexte politique apparaît donc déterminant dans la stratégie politique du parti. Cependant, la crise migratoire des années 2010 n'est pas la seule que l'Union européenne ait connu depuis la création de la Ligue du Nord en 1989.

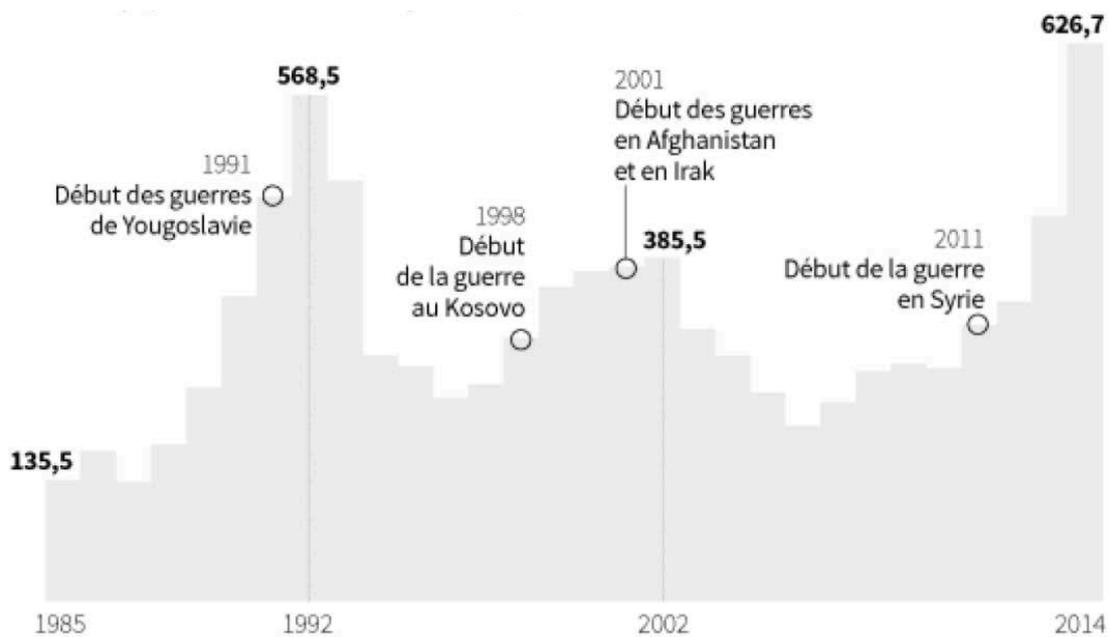
Bien que la crise migratoire des années 2010 soit déterminante en offrant un contexte favorable et donc une meilleure réception du discours anti-immigration, elle ne peut pas à elle seule expliquer le succès rencontré par le parti à la suite de l'arrivée de Matteo Salvini.

Les années 1990 sont également marquées par une forte hausse du nombre de demandeurs d'asile dans les pays membres de l'Union européenne, principalement en provenance d'Afrique et d'Europe de l'Est. Se saisissant déjà de ces enjeux migratoires, la Ligue du Nord tente

d'opérer un changement de stratégie en accordant une place croissante à ces questions au sein de son discours⁵¹⁴.

Évolution du nombre de demandeurs d'asile dans les pays membres de l'UE depuis 1985

En milliers



Le Monde, septembre 2015

Bien que le parti demeure profondément attaché à son identité régionale, il convient de souligner que le discours anti-immigration s'accompagne d'un infléchissement notable des critiques à l'encontre du Mezzogiorno. On peut donc estimer que ce contexte migratoire permet déjà à la Ligue du Nord de tenter d'étendre son influence politique en dehors des territoires du nord.

Ce qui constitue une tentative de changement d'échelle pour le parti se traduit par une diminution notable des critiques envers les « terrone » du sud afin de servir la stratégie d'établissement du parti au centre et sud, à travers la *Lega-Centro* et *Lega-Sud*⁵¹⁵.

Particulièrement visible durant l'année 1993, ce changement d'échelle que tente d'opérer la Ligue du Nord bénéficie également du déclin de la Démocratie-chrétienne au centre et au sud du territoire italien. Néanmoins, cette atténuation notable de l'argumentaire régionaliste du parti

⁵¹⁴ Albertazzi Daniele, Fremeaux Isabelle, « Discursive Strategies around « Community » in Political Propaganda: The Case of Lega Nord », *National Identities*, Vol.4, n°2, 2004, pp. 145 – 160.

⁵¹⁵ Bouillaud Christophe. « La Lega Nord, ou comment ne pas réussir à être populiste (1989-2002) », dans Chêne Janine, Ihl Olivier, Vial Eric et Waterlot Ghislain (dir.), *op. cit.*, pp. 130 – 145.

ne constitue qu'une parenthèse, ce dernier retournant rapidement à sa vocation autonomiste après son retrait du Pôle des Libertés qui l'unissait à Forza Italia.

Ce changement de stratégie, bien qu'éphémère, met en évidence la portée électorale des thèmes liés à l'immigration⁵¹⁶ permettant pour la première fois à la LN d'intégrer une coalition gouvernementale. Il semble néanmoins difficile pour un parti à vocation régionaliste de concilier une rhétorique anti-immigration, par essence nationaliste, à son ancrage au nord du pays.

Si les mouvements Lega-Centro et Lega-Sud ne constituent qu'une parenthèse, ils permettent néanmoins de nuancer l'idée que Matteo Salvini serait seul responsable de la stratégie de nationalisation de la LN. Le parti a en réalité tenté d'étendre son champ d'influence dès les premières années de son existence, à la faveur d'un contexte politique favorable. Les questions migratoires occupent une place centrale dans les changements d'échelle que souhaite opérer le parti, qu'il s'agisse de la tentative de 1993 ou de celle instaurée par Matteo Salvini dès 2014.

Le rôle de Matteo Salvini dans la stratégie de nationalisation de l'offre politique de la Ligue du Nord apparaît évident, on ne peut cependant pas estimer qu'il en est seul à l'origine. Déjà membre d'une coalition gouvernementale à trois reprises, brièvement en 1994 puis de 2001 à 2006 et de 2008 à 2011, la Ligue du Nord semble profondément marquée par une capacité à adapter son discours en fonction de l'évolution du contexte politique.

Bien qu'il s'agisse d'un mouvement régionaliste, la défense de la Padanie étant toujours inscrite dans ses statuts, le parti se départit déjà de ces prises de position trop clivantes dans le cadre d'une stratégie électorale avant que Matteo Salvini n'accède à la tête du parti.

Si le changement de nom de la Ligue du Nord établit clairement la volonté du parti d'obtenir une envergure politique nationale, il ne faut pas considérer cet acte symbolique comme un réel changement de méthode. A l'inverse, Matteo Salvini inscrit sa politique dans la continuité de celle menée par le parti depuis sa création, à savoir se saisir des opportunités que lui offre le contexte politique.

⁵¹⁶ « Comme le Front national [les ligues régionales] cherchent utiliser la montée du sentiment anti-immigration pour consolider leurs chances politiques. Mais leur rhétorique anti-immigration se complique de la montée des sentiments antisudistes dans la vie politique et la société italienne. Elles exploitent donc une sorte amalgame entre hostilité immigration tiers-mondiste et celle à l'égard des *terroni*⁵¹⁶ italiens », Woods Dwayne, « Les ligues régionales en Italie », *Revue française de science politique*, 42^e année, n°1, 1992, p. 37.

Avant l'arrivée de Salvini à la tête du parti, la LN avait déjà affiché ses ambitions nationales et sa forte propension à nouer des accords politiques, passant déjà d'un parti d'opposition à un parti de gouvernement⁵¹⁷.

Il faut donc remonter au milieu des années 1990 pour voir les prémises de la future stratégie de la Ligue du Nord qui prend peut-être alors conscience des limites d'une offre politique essentiellement régionaliste si l'on entend gagner en influence. A partir de là, la LN met en place une stratégie politique d'échelles variant selon les opportunités politiques du moment.

Une constante demeure cependant dans la condamnation de tout ce qui se situe en dehors des limites fixées par le parti, qu'elles soient régionales, nationales ou européennes.

La politique menée par Salvini dès son élection au poste de secrétaire fédéral de la LN se situe donc en droite ligne avec la stratégie politique du parti basée sur des échelles évoluant selon le contexte et les opportunités politiques. En ce sens, Matteo Salvini incarne la nationalisation du parti, bien davantage qu'il n'en est à l'origine.

L'idéologie de la Ligue du Nord se caractérise donc par sa grande plasticité : de l'instrumentalisation de l'identité padane comme outil d'unification des diverses liges composant le parti à l'instauration d'une stratégie de conquête nationale basée sur un argumentaire anti-immigration.

Bien que le mythe de la Padanie soit fondateur, celui-ci laisse rapidement entrevoir les limites inhérentes à un système de croyances représentant uniquement une partie du territoire national. Dès lors, il apparaît nécessaire d'infléchir la dimension strictement régionaliste cristallisée dans le récit padan si le parti entend étendre son influence politique à l'échelle nationale.

Le recours à la Padanie comme outil d'unité des liges du nord connaît ainsi diverses évolutions doctrinales et rhétoriques, en fonction des mutations sociétales que connaît l'Italie du début des années 1990 à la fin des années 2000. Par ailleurs, les coalitions unissant notamment la LN à *Forza Italia*, au-delà de situer clairement le parti à droite de l'échiquier politique, nous renseignent sur la propension du parti à nouer des alliances à visée électorale⁵¹⁸. On peut, selon cette lecture, considérer l'idéologie de la LN comme profondément opportuniste.

⁵¹⁷ Biorcio Roberto, *La rivincita del Nord. La lega dalla contestazione al governo*, Rome, Editori Laterza, 2010.

⁵¹⁸ Bartolini Stefano et D'Alimonte Roberto, « Electoral Transition and Party System Change in Italy », *West European Politics*, 20/1, 1997, pp. 110 – 134.

Les revendications fédéralistes et autonomistes de la Ligue du Nord au début des années 1990 rendent son projet politique incompatible avec une réelle alliance politique au niveau national. Un infléchissement de la dimension régionaliste contenue dans la doctrine du mouvement semble rapidement nécessaire afin de pouvoir acquérir une réelle influence politique.

Si la doctrine de la Ligue du Nord apparaît marquée par sa capacité d'adaptation, une constante demeure dans la construction idéologique du mouvement. Celle-ci se caractérise par la constance d'une idéologie fondée sur la préservation des intérêts de la communauté, bien que les limites de celle-ci soit fluctuante. Toujours selon cette même logique, le discours de la Ligue du Nord, puis de la Ligue, s'appuie sur une opposition à un autre présenté comme néfaste pour les intérêts de la communauté. Ainsi, la condamnation du Mezzogiorno, de l'État centralisé, puis de l'immigration et de Bruxelles apparaissent comme des outils permettant au parti d'établir son influence politique au sein de la communauté qu'il définit.

Bien que la LN ait participé à des coalitions gouvernementales, avant la stratégie de nationalisation entreprise par Matteo Salvini, il apparaît davantage comme un parti d'opposition d'un point de vue doctrinal.

Les élections de mars 2018 sont particulièrement intéressantes puisqu'elles permettent de mettre en lumière les évolutions et les concessions idéologiques qu'effectue un parti d'opposition à l'épreuve du pouvoir.

Si la Ligue parvient à accéder au pouvoir en 2018, cela n'aurait pu se faire sans la coalition de gouvernement que le parti forme avec le Mouvement 5 Etoiles. Ce dernier apparaît comme le grand gagnant d'un point de vue électoral en obtenant 32,6% des suffrages exprimés, soit près de deux fois plus que les 17,3% obtenus par la Ligue.

Bien que ces deux partis aient fondé leur doctrine sur une logique contestataire, en dénonçant un système politique et économique nuisant aux intérêts de la population italienne, leurs orientations idéologiques diffèrent sur de nombreux sujets.

Le contrat de gouvernement noué entre les deux partis fait état de ces divergences et prévoit déjà de résoudre d'éventuels désaccords internes par le biais d'un Comité de conciliation :

« Si des divergences relatives à l'interprétation et l'application de cet accord devaient apparaître au cours de l'action gouvernementale, les parties s'engagent à en discuter dans les plus brefs délais, dans l'ordre et dans le respect des principes de bonne foi et de coopération loyale.

Le Comité de Conciliation serait convoqué dans le cas où ces divergences persisteraient. »⁵¹⁹

Bien que ces deux partis se définissent par une rhétorique anti-système et eurosceptique, la coalition qui les unit apparaît profondément hétérogène et se fonde avant tout sur une volonté mutuelle de devenir une force politique nationale. Leur propension à nouer des alliances et à effectuer des compromis rassemble ces deux forces politiques et justifie la coalition gouvernementale entre un parti se situant clairement à droite du spectre politique et un autre, plus inclassable, adoptant fréquemment des positions caractéristiques de la gauche.

La coalition formée par la Ligue et le M5S⁵²⁰ semble donc devoir davantage être comprise comme une stratégie de nationalisation tout à fait cohérente avec la politique d'échelles menée par la Ligue du Nord depuis ses débuts. Néanmoins, il semble difficile de faire perdurer une coalition aussi disparate en ancrant celle-ci dans le temps long.

On ne peut donc pas déceler de profond changement de doctrine dans la mesure où le parti conserve le nom de « Ligue du Nord pour l'indépendance de la Padanie » dans ses statuts. De plus, son identité visuelle demeure révélatrice de son ancrage régional.

Bien qu'il semble difficile de concilier la vocation régionaliste inhérente au parti à une stratégie de nationalisation, on ne constate néanmoins pas d'effacement de cette dimension fédéraliste dans l'idéologie et le fonctionnement de la Ligue bien qu'il convienne de souligner les tentatives d'implantation du parti dans le sud. Celui-ci procède seulement à une modification rhétorique afin de gagner en influence au-delà des frontières qu'il a lui-même fixées au territoire padan.

En ce sens, le processus de nationalisation de la Ligue, plus qu'une réelle mutation doctrinale, semble devoir être compris à la lumière de la stratégie opportuniste ayant caractérisé le parti depuis sa création.

⁵¹⁹ « qualora nel corso dell'azione di governo emergano divergenze per quanto concerne l'interpretazione e l'applicazione del presente accordo, le parti si impegnano a discuterne con la massima sollecitudine e nel rispetto dei principi di buona fede e di leale cooperazione.

Nel caso in cui le divergenze persistano, verrà convocato il Comitato di conciliazione. »,

Contratto per il governo del cambiamento,

disponible sur http://download.repubblica.it/pdf/2018/politica/contratto_governo.pdf

⁵²⁰ Movimento Cinque Stelle.

2.2.4. CasaPound

Si l'étude des éléments constitutifs de la rhétorique de CasaPound permettent de mieux apprécier l'importance des aspects culturels, on ne peut définir ce mouvement comme un mouvement strictement culturel.

Il apparaît également, aussi bien à travers sa fondation que la variété dans ses modalités d'action et de communication, que CasaPound ne répond pas aux codes classiques d'un mouvement strictement politique. L'importance de la dimension culturelle au sein du mouvement, prenant des formes différentes comme évoqué précédemment, n'est cependant pas antinomique avec une organisation structurée.

L'attribution des fonctions politiques semble provenir, selon les membres du mouvement d'un processus naturel basé sur le mérite et sur les compétences propres à chacun⁵²¹. L'implication dans le développement du mouvement sur un plan politique, additionnée à une conviction sans faille dans l'idéologie du mouvement, apparaissent donc comme des éléments clés permettant de mieux comprendre l'organisation de CasaPound.

Fonctionnement du mouvement et Hiérarchie

Le fonctionnement du mouvement, et la hiérarchie inhérente à celui-ci, en représente bien la dualité. CasaPound semble à ce titre être plus politisé qu'un mouvement alternatif culturel, mais trop hybride pour être classé dans le champ des mouvements politiques *stricto sensu*.

On peut également retrouver cet aspect à la tête du mouvement, à travers les figures de Simone di Stefano et de Gianluca Iannone. Si Gianluca Iannone, fondateur de ZetaZeroAlfa et du mouvement, ne bénéficie pas d'une biographie publiée sur le site officiel, ce n'est pas le cas du secrétaire de CasaPound, Simone di Stefano. Sa biographie permet de mettre en lumière les éléments qui, selon le mouvement, légitiment l'exercice d'une autorité politique :

⁵²¹ Di Nunzio Daniele et Toscano Emanuele, « Taking everything back : CasaPound, a Far Right Movement in Italy », Farro A.L., Lustiger Thaler H. (dir.), *Reimagining Social Movement. From Collectives to Individuals*, Londres, Ashgate, 2014, p. 258.

« Quarante-et-un ans, né et élevé à Garbatella, quartier populaire de Rome. Militant politique dès l'âge de seize dans le Movimento Sociale Italiano qu'il a quitté en 1994 après le tournant de Fiuggi.

Il est l'un des fondateurs de CasaPound, dont il est actuellement le secrétaire national.

[...]

Père de deux petites filles, il a consacré sa vie au militantisme politique, occupant des bâtiments abandonnés pour donner un toit à des centaines de familles italiennes, organisant des actions médiatiques spectaculaires pour protéger les catégories et les travailleurs menacés »⁵²²

L'engagement politique de Simone di Stefano y est manifestement valorisé et s'accompagne d'une évocation de valeurs familiales et d'activisme social. La biographie du secrétaire national semble donc placer celui-ci en parfait accord avec les principes défendus par le mouvement, le légitimant ainsi en tant que représentant politique de CasaPound.

Gianluca Iannone, président et fondateur du mouvement ainsi que du groupe ZetaZeroAlfa représente donc assez logiquement l'autre facette de CasaPound, à savoir la dimension culturelle que s'est conféré le mouvement dès sa création.

Préférant déléguer les aspects liés à une représentation purement politique à Simone di Stefano, Gianluca Iannone constitue ainsi une figure charismatique pour CasaPound. Le groupe ZetaZeroAlfa, vecteur communicationnel du groupe, auquel s'ajoutent la présence de Gianluca Iannone à la plupart des événements organisés par le mouvement ainsi que son implication dans le processus de décision à Rome⁵²³, interrogent sur la forme d'autorité qu'exerce le fondateur du mouvement.

⁵²² « 41 anni, nato e cresciuto alla Garbatella, quartiere popolare di Roma. Militante politico dall'età di 16 anni nel Movimento Sociale Italiano, lo abbandona nel 1994 dopo la svolta di Fiuggi.

E' uno dei fondatori di CasaPound, di cui è attualmente Segretario Nazionale.

[...]

Padre di due bambine, ha dedicato la sua vita alla militanza politica attiva, occupando palazzi abbandonati per dare un tetto a centinaia di famiglie italiane, organizzando azioni mediatiche eclatanti per tutelare categorie e lavoratori a rischio ».

« Il Segretario di CPI », *Site Internet de CasaPound*

<https://www.casapounditalia.org/il-segretario-di-cpi/>

[consulté le 28 janvier 2018]

⁵²³ « The definition of organizational roles and duties in CPI follow similarly strict and informal procedures. Again, all procedures take place under the explicit initiative and unique responsibility of the leader. National and local are thus co-opted within the leadership based on Iannone's own judgement » Castelli Gattinara Pietro, Froio Catherina, Bulli Giorgia, Albanese Matteo, *CasaPound Italia : Contemporary Extreme-Right Politics*, New York, Routledge, 2020.

Voir chap 4.2 Leadership, decision-making and personnel selection.

Interrogé au sujet de la décision de CasaPound de se présenter aux élections nationales, annoncée lors d'un débat public organisé en 2012, l'un des dirigeants d'une branche locale du mouvement semble se fier au jugement de Gianluca Iannone :

*« Nous ne prenons pas part à ces décisions. Je ne peux pas prendre de décisions comme ça ! Gianluca [Iannone] a décidé et il nous en a informé. Il dit que c'est bon pour CasaPound et je le crois. Il sait ce qui est bon pour CasaPound. »*⁵²⁴

Bien que n'exerçant pas de mandat politique, au même titre que Simone di Stefano, le président de CasaPound semble donc détenir une influence certaine sur la ligne politique du mouvement. La figure de Gianluca Iannone est en ce sens intéressante puisqu'elle permet d'interroger la notion d'autorité et les différentes formes qu'elle peut revêtir.

Il semble que le leader de ZetaZeroAlfa exerce une forme d'autorité charismatique, telle que théorisée par Max Weber⁵²⁵ dans la mesure où les membres du mouvement, y compris ceux occupant des fonctions dirigeantes, semblent implicitement accepter l'établissement de son autorité. L'engagement de Gianluca Iannone dans le fonctionnement de CasaPound suscitant une forme de reconnaissance chez les membres et sympathisants ou le fait qu'il en soit le fondateur et incarne ainsi la destinée du groupe, sont autant d'éléments pouvant expliquer l'importance de la figure de Gianluca Iannone.

La dualité que l'on peut déceler dans la direction du mouvement fait ainsi écho à la nature de CasaPound, fruit d'une hybridation entre association culturelle et sociale et mouvement politique.

Importance de l'échelle locale

On peut se demander si cette nature hybride de CasaPound se retrouve également dans le fonctionnement du mouvement. Pour ce faire, il convient dans un premier temps de s'intéresser à la présence géographique du mouvement de manière globale afin de mettre en avant d'éventuelles disparités géographiques. Il semble ensuite intéressant de s'interroger sur les différentes formes que prennent la présence du mouvement à une échelle locale.

⁵²⁴ *Ibid.*

⁵²⁵ Weber Max, *Economie et société*, Paris, Uge Poche Pocket, coll. « Agora », 1995.

Le mouvement peut se targuer d'une présence dans toutes les régions italiennes, à des degrés et sous des formes diverses, allant de bars, aux « occupations à but d'habitation » en passant par des boutiques de prêt à porter et des salons de tatouage.

A cette présence à l'échelle nationale s'ajoute une activité dynamique sur les réseaux sociaux ainsi que plusieurs publications tels qu'*Il Primato Nazionale*, le mensuel *l'Occidentale* et le trimestriel *Fare Quadrato*.

Le site internet du mouvement permet d'appréhender davantage la présence et l'activité de CasaPound à une échelle nationale.

Dans la rubrique consacrée à leur bureaux⁵²⁶, on constate que le mouvement est présent dans vingt régions d'Italie, elles-mêmes réparties en fonction de leur position géographique, selon qu'elles sont situées au nord, au centre, au sud ou bien dans les parties insulaires du pays.

Chacune des vingt sections régionales possède un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse électronique propre, afin de faciliter les contacts avec les sympathisants et militants. Au sein de celles-ci, les adresses liées à CasaPound, fréquemment dans les villes les plus importantes possèdent, elles aussi, une adresse mail.

Il apparaît que leur nombre varie considérablement d'une région à l'autre, mettant en lumière les disparités liées à l'ancrage géographique du mouvement.

Ainsi, pour l'ensemble du pays, on compte vingt régions représentées, ce qui permet d'illustrer le fait que la présence du mouvement n'est pas limitée à une zone géographique précise. Néanmoins, si le mouvement a su s'implanter à l'échelle nationale, il n'en reste pas moins que cet ancrage géographique n'est pas homogène et permet de donner une idée plus précise des variations d'une région à l'autre.

On dénombre pour la zone Nord, huit régions représentées avec cinquante-trois adresses ; quatre régions pour soixante-quatorze subdivisions pour la zone Centre ; six régions pour trente subdivisions pour la zone Sud ; et enfin, treize subdivisions pour la Sicile et la Sardaigne.

Cela permet ainsi de mettre en lumière une présence plus importante au nord et au centre du pays, en particulier dans la région du Latium qui compte à elle-seule quarante-six adresses liées à CasaPound. Cela est tout à fait explicable du fait de la présence de la ville de Rome dans cette

⁵²⁶ « Le nostre sedi », *Site Internet de CasaPound*
<https://www.casapounditalia.org/le-nostre-sedi/#1556547946277-f31b8d81-6bd1>
[consulté le 10 janvier 2018]

zone géographique et ses onze adresses, allant du bâtiment historique et siège du mouvement Via Napoleone III, au bar le « Cutty Sark » en passant par la librairie « La Testa di Ferro ».

La présence géographique du mouvement est donc étendue à l'échelle nationale, avec certes un ancrage géographique plus important dans le Latium, mais bénéficiant malgré tout d'une répartition touchant les diverses régions du pays.

Les adresses en elles-mêmes sont variées et témoignent de la nature hybride du mouvement. On peut ainsi noter la présence, au-delà des bâtiments « squattés » constituant la base idéologique du mouvement, de bars, de librairies, de boutiques de prêt-à-porter ou encore d'associations et de centres culturels.

A ce titre, Rome constitue l'épicentre culturel et idéologique de CasaPound puisque, bien que celui-ci bénéficie d'un vaste maillage d'organisations à l'échelle nationale, la capitale italienne demeure centrale pour le mouvement qui y a son siège historique et qui y organise une large part de ses événements.

Bien que le mouvement ne présente pas de procédures politiques définies en ce qui concerne la prise de décisions politiques, il apparaît que la ville de Rome occupe une place substantielle à la fois symboliquement et politiquement. Le nombre important d'adresses liées au mouvement et se situant à Rome, de même que la diversité de celles-ci, en font un objet d'étude intéressant lorsque l'on s'intéresse au mouvement des « fascistes du troisième millénaire ».

Le siège du mouvement, installé dans le quartier multiculturel de l'Esquilin, représente ainsi le cœur politique du mouvement dans la mesure où les décisions politiques y sont prises.

Les directives émanant du siège du mouvement sont ensuite transmises aux branches locales du mouvement implantées dans les différentes régions du territoire national⁵²⁷, faisant de CasaPound un mouvement au fonctionnement centralisé.

On peut à ce titre souligner l'importance de la dimension locale à la fois dans le fonctionnement du mouvement mais également dans la symbolique de celui-ci. CasaPound a ainsi d'abord opéré une conquête territoriale, par le biais de ses occupations à but d'habitation, lui permettant par la suite d'étendre son influence aux autres zones géographiques composant le territoire national. De la même manière, la dimension sociale étant centrale aux squats auxquels procèdent le mouvement ont permis à celui-ci de proposer une originalité sur le plan politique, mais également de gagner en crédibilité sur ce même plan auprès d'une partie de la population.

En ce sens, l'enjeu social est fondateur, mais également fondamental pour CasaPound.

⁵²⁷ Castelli Gattinara Pietro, Froio Catherina, Bulli Giorgia, Albanese Matteo, *op. cit.*

Une doctrine basée sur une revendication de l'anticonformisme : Une « Troisième Voie »

CasaPound revendique sa dimension anticonformiste comme un élément central de sa rhétorique. L'idéologie du mouvement étant notamment basée sur une condamnation d'un système arbitraire exploitant les individus au sein même de leur nation, on peut se demander jusqu'à quel point le mouvement entend se situer en dehors du système.

L'idée de proposer une alternative dans une société en proie à une perte de repères est, comme vu précédemment, l'un des éléments rhétoriques majeurs de CasaPound. Cette idée est par ailleurs centrale aux événements organisés par le mouvement et semble être présente dans l'esprit des sympathisants dont l'un d'eux déclare que « [l'on] ne change pas le monde, mais le vrai défi c'est de s'assurer que le monde ne te change pas. Voilà l'essence de CasaPound. »⁵²⁸

On peut dès lors s'interroger sur la relation qu'entretient le mouvement avec le système politique traditionnel. Cette question du lien avec le système politique établi, conjuguée au positionnement sur la scène politique, est centrale à l'étude de l'extrême droite⁵²⁹.

Il convient de se demander comment CasaPound se définit sur la scène politique, notamment en cherchant à savoir si sa dimension alternative le place en dehors de celle-ci.

Le site officiel du mouvement offre quelques éléments de réponse sur ce point :

« CasaPound est-il un mouvement extraparlamentaire ?

*Absolument pas. CasaPound est une communauté politique qui participe régulièrement aux élections et vise à entrer au Parlement afin de déstabiliser les systèmes de pouvoir qui paralysent cette nation. Ce n'est pas un groupe composé de parias séditieux, de terroristes fous, de têtes brûlées à la recherche de sensations fortes. La velléité rebelle extrémiste ne nous intéresse pas, ne nous attire pas, ne nous plaît pas. »*⁵³⁰

⁵²⁸ « You don't change the world, but the real challenge is to make sure that this world doesn't change you. That's the essence of CasaPound. »

Di Nunzio Daniele et Toscano Emanuele, « Taking everything back : CasaPound, a Far Right Movement in Italy », *op. cit.*, p. 257.

⁵²⁹ Ignazi Piero, *L'estrema destra in Europa. da Le Pen a Haider*, Bologne, Il Mulino, 1994.

⁵³⁰ « CPI è un movimento extraparlamentare?

Assolutamente no. CPI è una comunità politica che si presenta regolarmente alle elezioni e ambisce ad entrare in Parlamento per scardinare i sistemi di potere che paralizzano questa nazione. Non è un gruppo di reiitti sediziosi, di pazzi terroristi, di teste calde in cerca di bravate. Il velleitarismo ribellistico estremista non ci interessa, non ci attrae, non ci piace. », « Foire aux Questions », *Site Internet de CasaPound, op. cit.*

Dans le cas d'un mouvement revendiquant un héritage idéologique provenant du fascisme mussolinien, il apparaît primordial de s'interroger sur la nature de la doctrine fasciste. A travers une étude des éléments constitutifs de cette doctrine, on peut se demander quels sont ceux qui ont été repris par CasaPound comme ciment de leur idéologie ? De même, la doctrine fasciste en Italie a-t-elle connu des variations et, si oui, de quels aspects du fascisme se rapproche CasaPound ?

Avant toute chose, il convient de tenter d'apporter des éléments de définition à ce qui constitue la pensée fasciste mussolinienne.

Inspiré par le faisceau du lecteur renvoyant à l'empire romain, le terme « fasciste » est relativement récent puisque l'on estime qu'il fut employé pour la première fois à la fin du XIX^{ème} siècle au sujet des mouvements paysans des *Fasci* siciliens. Ce n'est qu'en 1915 qu'*Il Poppolo d'Italia* reprend le terme de fascisme pour l'appliquer à « une association de type nouveau, l'*antipartito*, formé de militants politiques libres d'esprit qui refusaient les liens doctrinaires et organisationnels d'un parti »⁵³¹.

Différencier la doctrine fasciste du fascisme en tant que régime politique semble absolument nécessaire dans ce travail, tant le parti revêt une place centrale au sein du fascisme mussolinien au point de devenir l'un des principaux aspects de la doctrine.

En outre, le sujet de ce travail n'étant pas le fascisme historique mais le mouvement néofasciste CasaPound, il semblerait asymétrique de comparer un mouvement n'exerçant pas de mandat de gouvernance politique nationale au fonctionnement du régime fasciste ayant été au pouvoir en Italie pendant plus de vingt ans. Afin de gagner cette envergure nationale, le fascisme mussolinien a dû connaître certaines variations et a vu se greffer de nouveaux éléments à son idéologie, l'un d'entre eux étant l'importance majeure du Parti National Fasciste.

Il semble ainsi plus indiqué dans ce travail de comparer ce qui peut être comparable, en tenant compte des différences majeures existant entre le PNF et CasaPound.

En ce sens, une étude des éléments idéologiques constituant la doctrine fasciste semble plus pertinente qu'une comparaison globale de ces deux mouvements qui serait faussée par ces déséquilibres intrinsèques.

⁵³¹ Gentile Emilio, *op. cit.*, p. 28.

La définition donnée par George Mosse, s'étant intéressé davantage à théoriser les aspects culturels plutôt qu'organisationnels du fascisme, fournit des éléments pouvant s'appliquer à CasaPound :

« Le fascisme [...] fut partout une « attitude face à la vie », fondée sur une mystique nationale qui pouvait changer d'une nation à l'autre. Il s'agissait également d'une révolution qui s'efforçait de trouver une « Troisième Voie » entre le marxisme et le capitalisme »⁵³²

On retrouve dans cet aspect culturel deux points particulièrement importants lorsque l'on étudie l'idéologie de CasaPound.

Tout d'abord, le concept de nation est, comme vu précédemment, central à la fois dans la rhétorique et dans les actions menées par le mouvement. Le nationalisme de CasaPound prend notamment la forme de discours tendant à valoriser la culture et le peuple italiens, mais également à travers la condamnation de ceux que l'on accuse de desservir les intérêts de ces derniers.

En ce sens, l'idéologie de CasaPound se rapproche de la matrice originelle du fascisme, celui-ci n'ayant pas de vocation universelle au même titre que la doctrine capitaliste ou communiste. L'aspect nationaliste apparaît donc inhérent à la doctrine et conditionne de fait l'offre politique.

D'autre part, on retrouve l'idée selon laquelle il serait nécessaire de proposer une alternative aux idéologies capitaliste et marxiste. En développant un argumentaire social, culturel et politique, CasaPound semble proposer à ceux qui s'estiment lésés par le système un idéal de vie en société au sein de laquelle chacun pourrait vivre en accord avec ses convictions. L'importance de la communauté est à cet égard substantielle pour le mouvement puisque cela lui permet, par des actions concrètes, de véhiculer l'image d'une réelle dynamique de groupe parmi les membres du mouvement.

Cette concrétisation de ses idées, par des moyens parfois polémiques, offre à CPI la possibilité d'accroître sa popularité et sa crédibilité politique auprès de certains.

En revendiquant son non-conformisme, CasaPound entend proposer une alternative politique et culturelle aux catégories de population s'estimant mises de côté par le processus de

⁵³² Mosse George L., *La révolution fasciste. Vers une théorie générale du fascisme*, trad.fr, Paris, Seuil, 2003, p.71, cité dans Gentile Emilio, *op.cit.*, p. 89

mondialisation et par l'établissement de sociétés prônant des valeurs capitalistes, matérialistes et libérales.

Parmi les nombreuses critiques adressées aux partis traditionnels, nombreuses sont celles faisant état d'un désintérêt des classes dirigeantes pour les problématiques touchant les citoyens les moins aisés. La situation précaire dans laquelle se trouve de nombreux individus permet ainsi à CasaPound de se placer symboliquement du côté de ces classes populaires, et d'assurer sa crédibilité en tant que tel par le biais d'actions concrètes.

Ce discours trouve une résonance certaine auprès d'individus ayant essuyé des déceptions et ne se retrouvant pas dans le fonctionnement ou dans les valeurs de sociétés en constante évolution. L'argument économique est donc central, mais ne suffit pas à expliquer l'engouement des membres et des sympathisants pour l'aspect non-conformiste de CasaPound. La notion de valeurs semble également jouer un rôle majeur au sein de la doctrine du mouvement.

En tenant un discours se jouant délibérément de ce qui est qualifié de « politiquement correct », le mouvement entend consolider son image de mouvement atypique, aussi bien par la forme que par le fond de son idéologie. Il semble dès lors intéressant d'interroger le concept de révolution, faisant partie du répertoire de CasaPound.

S'il apparaît que la notion de révolution silencieuse a été initialement davantage utilisée dans le cadre d'études portant sur les mouvements se situant à gauche du spectre politique⁵³³, celle-ci n'est pas pour autant fatalement incompatible avec certains aspects des nouvelles droites radicales.

La condamnation d'une société fondée sur une économie de marché et une consommation effrénée, ayant en partie caractérisé ces dernières décennies, a entraîné l'émergence de valeurs que l'on pourrait qualifier d'antimatérialistes, ou tout au moins prônant un autre mode de consommation. Néanmoins, il apparaît de plus en plus certain que les mouvements d'extrême-gauche ne détiennent pas l'exclusivité de la critique du libéralisme.

Par ailleurs, les résultats obtenus à l'échelle européenne par les partis d'extrême droite ayant intégré une forte dimension sociale à leur offre politique témoignent d'une crédibilité acquise dans ce domaine auprès d'une partie des votants.

⁵³³ Inglehart Ronald, *The Silent Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

Prévalence de la dimension sociale

L'importance accordée aux enjeux sociaux au sein de la doctrine du mouvement en fait l'un des éléments fondateurs de celle-ci. Additionné à la récurrence des références fascistes contenues dans la rhétorique de CasaPound, il convient de s'interroger plus en détail sur le lien entretenu avec le fascisme historique.

Cela suppose par conséquent de questionner la notion de fascisme afin de mettre en lumière les aspects de celui-ci pouvant être rapprochés du mouvement fondé en 2003, soit plus de quatre-vingts ans après la marche sur Rome.

Quelles dimensions propres au fascisme historique sont reprises par CasaPound ? Par extension, quels aspects du fascisme mussolinien sont applicables aux sociétés contemporaines selon le mouvement ?

La dimension culturelle du fascisme développée par Emilio Gentile permet de saisir l'importance de l'idéologie « à caractère anti-idéologique et pragmatique, qui se proclame antimatérialiste, anti-individualiste, antilibérale, antidémocratique, antimarxiste, fondamentalement populiste et anticapitaliste. »⁵³⁴

On comprend ainsi que la doctrine fasciste se présente comme un recours face à une société en perte de repères, se construisant donc en réaction à des politiques qu'elle estime au mieux critiquables.

Il semble pertinent, à ce stade, d'interroger la place accordée à la question sociale, et le traitement accordée à celle-ci, au sein de la doctrine fasciste.

La République de Salò offre un axe d'étude particulièrement riche dans la mesure où celle-ci, également nommée République sociale italienne, entendait conférer une dimension sociale que l'on peut considérer comme étant majeure à sa doctrine.

Il semble donc pertinent d'étudier le programme d'action de ce nouveau parti fasciste⁵³⁵, dont les dix-huit points nous renseignent sur l'idéologie de celui-ci.

Approuvé lors du congrès de Vérone, s'étant tenu du 14 au 15 novembre 1943, ce document permet au nouveau régime fasciste, s'installant dans un territoire amputé et contrôlé par l'armée allemande, de poser par écrit ce qui sera sa ligne de conduite idéologique et politique.

⁵³⁴ Gentile Emilio, *op. cit.*, p. 121.

⁵³⁵ Annexe 2. Programme d'action du parti fasciste républicain.

A la lecture de ce document, il apparaît clairement que l'opposition idéologique au capitalisme, déjà présent dans la doctrine du fascisme mussolinien de la marche sur Rome, a été approfondie et constitue l'un des éléments doctrinaires principaux de ce manifeste.

Si les huit premiers points sont davantage consacrés à encadrer la politique intérieure et extérieure du pays, les dix derniers points offrent des perspectives d'étude intéressantes dès lors que l'on s'interroge sur le traitement de la question sociale.

Par ailleurs, la première partie du document révèle l'importance de la dimension raciale et antisémite de Salò, ce qui ne constitue pas un élément revendiqué au sein de la rhétorique de CasaPound.

Il convient donc, de s'intéresser davantage aux points du manifeste de Vérone consacrés aux enjeux sociaux, en mettant en lumière ceux pouvant se rapprocher des éléments de discours de CasaPound.

Dans un premier temps, la question du logement étant centrale pour CasaPound, il semble pertinent de se demander si le parti fasciste républicain abordait cet enjeu dans son programme d'action, et de quelle façon. Déjà évoqué dans le dixième point du document, lequel assure que la propriété privée est garantie par l'État, en tant que « fruit du travail et de l'épargne individuelle », la question du logement est essentielle.

Cet enjeu constitue le quinzième point du document, lequel entérine notamment la création d'une Autorité Nationale pour le Logement du Peuple :

« [En ce qui concerne] le logement, il ne s'agit pas seulement d'un droit de propriété, mais d'un droit à la propriété. Le Parti inscrit dans son programme la création d'une Autorité Nationale pour le Logement du Peuple, laquelle, en absorbant l'institution existante et en en élargissant au mieux le champ d'action, entend accorder la propriété d'un logement aux familles de travailleurs de toutes catégories, grâce à la construction de nouvelles habitations ou au rachat progressif de logements existants. »⁵³⁶

⁵³⁶ « Quello della casa non è soltanto un diritto di proprietà, è un diritto alla proprietà. Il Partito iscrive nel suo programma la creazione di un Ente nazionale per la casa del popolo, il quale, assorbendo l'istituto esistente ed ampliandone al massimo l'azione, provvede a fornire in proprietà la casa alle famiglie di lavoratori di ogni categoria, mediante diretta costruzione di nuove abitazioni o graduale riscatto di quelle esistenti. »

« Il Programma di Azione del Partito Repubblicano Fascista », publié dans *Corriere della Sera*, 17 novembre 1943.

Cf. Annexe 2.

Le quinzième point du Manifeste de Vérone constitue certainement l'un des aspects à partir desquels on peut procéder à un rapprochement idéologique direct avec CasaPound. L'occupation de la Via Napoleone III, additionnée à toutes les autres occupations à but d'habitation initiées par le mouvement, entendent également fournir une solution aux problèmes liés à la question du logement en Italie. On retrouve, là encore, le lien étroit entre question sociale et enjeux politiques dans la mesure où « l'objectif de l'occupation est de trouver un hébergement à vingt familles italiennes et de revendiquer l'importance du droit à la propriété immobilière tout en condamnant la politique du logement du conseil municipal de la ville de Rome. »⁵³⁷

Garantissant également un salaire minimum à chaque travailleur [point 17] ainsi que l'assurance que les entreprises œuvrant à l'intérêt collectif seraient gérées par l'État [point 11], le Parti entend montrer « qu'il va vers le peuple, mais aussi qu'il est avec le peuple » [point 18]. Dans le même point, concluant le programme d'action du Parti, celui-ci précise le rôle que devront jouer les citoyens italiens :

« Le peuple italien doit se rendre compte qu'il n'y a qu'une seule façon de défendre ses conquêtes d'hier, d'aujourd'hui et de demain, de repousser l'invasion esclavagiste des ploutocraties anglo-américaines [...].

*Il n'y a qu'un seul moyen d'atteindre tous les objectifs sociaux : se battre, travailler, vaincre. »*⁵³⁸

La lecture de ce document permet de comprendre davantage le rapprochement idéologique s'étant opéré entre la RSI et Ezra Pound et, par la même, de mettre en lumière l'inspiration fasciste au sein de l'idéologie de CasaPound.

Chercher à définir l'idéologie des mouvements se situant à l'extrême droite du spectre politique induit nécessairement la prise en compte d'une multitude d'aspects tant les mouvements revendiquent des conceptions de la société idéale pouvant varier d'un pays à l'autre, et au sein d'un même pays.

⁵³⁷ Toscano Emanuele, « Le mouvement de CasaPound : la nouvelle droite radicale en Italie », *op. cit.*, p. 209.

⁵³⁸ « il Partito dimostra non soltanto di andare verso il popolo, ma di stare col popolo. Da parte sua il popolo italiano deve rendersi conto che vi è per esso un solo modo di difendere le sue conquiste di ieri, oggi, domani, ributtare l'invasione schiavistica delle plutocrazie anglo-americane,[...]. Vi è un solo modo di raggiungere tutte le mete sociali: combattere, lavorare, vincere. », « Il Programma di Azione del Partito Repubblicano Fascista », *op. cit.*

Il convient donc de s'interroger sur les similitudes pouvant être décelées dans l'idéologie de ces mouvements, tout en étant attentif aux variations s'opérant entre les mouvements alors même que ceux-ci revendiquent les mêmes composantes rhétoriques.

Ce que l'on qualifie d'extrême droite doit par conséquent être comprise comme une conception des sociétés induisant une sorte de patchwork idéologique, à partir duquel on peut mettre en lumière certains aspects récurrents d'un mouvement à l'autre⁵³⁹.

En ce sens, CasaPound représenterait une forme de compromis entre la nouvelle droite et l'extrême droite que distingue Piero Ignazi. La nouvelle droite serait alors caractérisée, en tenant compte des spécificités nationales, par des caractéristiques communes allant de la critique du libéralisme à l'opposition à l'uniformisation culturelle suscitée par l'importance du soft power américain. A cela s'ajoute une critique de l'individualisme dictant le fonctionnement des sociétés libérales et entraînant malgré tout un phénomène de masse à l'échelle sociétale au sein duquel l'individu serait confondu. Additionnés à la place prépondérante qu'occupe l'action politique et à la rhétorique violente du mouvement, CasaPound serait dès lors un « point de rencontre » entre cette nouvelle droite et une dimension plus radicale et véhémement propre au militantisme d'extrême droite.⁵⁴⁰

Vocabulaire guerrier et valorisation de l'action politique

S'il apparaît que l'opposition idéologique au libéralisme économique est centrale pour CasaPound, allant de pair avec une critique des partis traditionnels accusés de desservir les intérêts de la population, on ne peut mettre de côté d'autres aspects inhérents à la doctrine du mouvement.

A l'importance accordée au concept de nation et à la condamnation de l'immigration clandestine s'ajoute une valorisation non dissimulée de respect de l'ordre et de la hiérarchie. En ce sens, la notion d'appartenance à une communauté organisée est centrale pour les membres du mouvement, et explique la place importante accordée à la communauté dans la rhétorique de CasaPound.

La communauté étant le reflet des éléments la constituant, il semble intéressant d'interroger le rapport au corps qu'entretiennent les membres du mouvement.

⁵³⁹ Backes Uwe, « L'extrême droite : les multiples facettes d'une catégorie d'analyse », dans Perrineau Pascal (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, pp.13 – 29.

⁵⁴⁰ Toscano Emanuele, *op. cit.*, p. 210.

Si l'on a vu que les démonstrations de force virile, parfois violentes, sont présentes au sein du mouvement jusqu'à en constituer des démonstrations ritualisées, il convient de se demander dans quelle mesure le corps occupe une fonction symbolique majeure pour le mouvement.

Encourageant la pratique de sports, notamment de combat, à travers les différentes entités liées au mouvement tels qu'*Il Circuito* à Turin consacré à la pratique de ces sports, cet aspect permet là aussi d'interroger le rapport avec la doctrine fasciste⁵⁴¹.

Le sport et, à travers lui, la dimension corporelle qui en découle constitue l'une des dimensions importantes de la doctrine du mouvement puisqu'il permet, à la fois de renvoyer une image de force et de puissance, mais également de créer une forme d'harmonie entre les membres du mouvement.

Cette exaltation du corps, découlant d'une forme de culte de la virilité présent au sein de la doctrine fasciste, permet ainsi de créer un esprit de corps au sein des membres de CasaPound. Par ailleurs, l'existence d'une figure charismatique incarnant la destinée du groupe, à laquelle s'ajoute une esthétique de la violence et de la volonté lorsque celles-ci sont entièrement consacrées au succès de ce même groupe, font partie des points caractéristiques du fascisme selon Robert O. Paxton⁵⁴².

De même, l'importance accordée à la communauté, l'exaltation du corps et les pratiques codifiées semblant encadrer certains événements ne sont pas sans rappeler la dimension corporelle centrale au fascisme historique.

Cette importance de l'action comme instrument politique et preuve de son engagement en faveur des causes défendues n'est pas sans rappeler la « culture fondée sur la pensée mythique et sur le sentiment tragique et activiste de la vie »⁵⁴³ qui constituait en partie la doctrine fasciste.

A cela s'ajoute une dimension morale présente dans la rhétorique de CasaPound, valorisant

⁵⁴¹ « In particular, the organization tries to reproduce the cult of the (virile) body that played an important role in the ideology of Italian Fascism (Mangan 1999, 2000; McDonald 2007). The medium through which networks of solidarity are built within the community is the (male) body, through practices of physical contact where the body of the militant is symbolically blended with the collective body of the community. »

Castelli Gattinara Pietro, Froio Caterina, « Discourse and Practice of Violence in the Italian Extreme Right : Frames, Symbols, and Identity-Building in CasaPound Italia », *op. cit.*, p. 166.

⁵⁴² Paxton Robert O., « The five stages of fascism », dans Iodarchi Constantin, *Comparative fascist studies*, Londres, Routledge, 2010, p. 170.

⁵⁴³ Gentile Emilio, *op. cit.*, p. 121.

l'honnêteté et le sacrifice, visant là-aussi à fédérer les membres du mouvement et pouvant également être mis en perspective avec la doctrine fasciste⁵⁴⁴

La question du rapport au corps interroge donc la place accordée à la violence au sein de la doctrine du mouvement, ce qui constitue également un point de rencontre entre CasaPound et le fascisme mussolinien et est, en ce sens, un objet d'étude intéressant dans cette démarche comparative.

Il convient avant tout d'essayer d'attacher des éléments de définition à la pratique de la violence au sein de mouvements sociaux et politiques afin de pouvoir mettre en lumière les éventuelles ressemblances et disparités existant entre les mouvements étudiés.

La violence au sein des mouvements sociaux est perçue comme un des moyens d'actions au sein d'un répertoire d'actions considérable⁵⁴⁵, elle ne représente ainsi qu'une infime partie des moyens dont disposent les mouvements politiques afin de faire entendre leurs revendications. Néanmoins, bien que la violence ne constitue par la majeure partie des types d'actions politiques menées, on ne saurait parler de violence générique tant elle est sujette à des variations.

On peut ainsi s'intéresser à la classification faite par Michel Wieviorka des différentes formes de violence variant selon leur intensité, leur emploi ou en fonction du rapport qu'entretient le sujet avec la violence⁵⁴⁶. On pourrait selon ces critères mettre en avant cinq catégories de violence allant du « sujet fluctuant », où la violence est davantage une perte de repère, à l'« anti-sujet » où la violence est associée à la notion de plaisir, en passant par le « non sujet » pour lequel la violence découle d'une soumission à l'autorité.

Enfin, les deux dernières catégories, particulièrement pertinentes dans le cas qui nous intéresse, sont la « violence fondamentale », proche d'une situation de légitime défense, et l'« hyper-sujet » pour lequel la violence est un élément d'affirmation de sa personne et de ses idées.

Donnatella Della Porta propose quant à elle une typologie basée sur deux dimensions. D'une part, la différenciation entre le niveau d'intensité de la violence et d'autre part sur l'utilisation ouverte ou dissimulée de celle-ci. A partir de ces deux aspects, elle développe quatre catégories constituant une typologie de l'usage de la violence par les mouvements sociaux et politiques. Celle-ci comprend la « violence non-spécialisée », de faible intensité et peu organisée ; puis, la

⁵⁴⁴ « Une éthique civile fondée sur la subordination absolue du citoyen à l'État, sur le dévouement total de l'individu à la communauté nationale, sur la discipline, la virilité, la camaraderie, l'esprit guerrier. » *Ibid.*

⁵⁴⁵ Tilly Charles, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

⁵⁴⁶ Wieviorka Michel, *La violence*, Paris, Balland, 2004, pp. 288 – 303.

« violence semi-militaire, » de faible intensité également mais davantage organisée ; la « violence autonome », utilisée par des groupes peu organisés pouvant recourir spontanément à une violence de forte intensité ; et enfin, la « violence clandestine », violence extrême utilisée de façon clandestine par des groupes souhaitant mobiliser leurs membres par le biais d'actions collectives radicales.⁵⁴⁷

Il semble donc que la violence au sein de CasaPound, qui se manifeste par des actions coups de poing, répondant davantage à la définition de la violence clandestine, bien que celle-ci soit en partie revendiquée par le mouvement.

Il apparaît donc que la définition faite de la violence par le site officiel de CasaPound est à la fois fondamentale puisqu'il y est question de survie, mais également un moyen d'affirmation de ses idées dans un environnement politique hostile. L'usage de la violence par CasaPound est ainsi clairement un vecteur de revendications politiques, mais placé dans un contexte présenté comme si défavorable que la violence devient légitime.

Il semble difficile de poser la question de la place de la violence au sein de CasaPound sans que cela ne fasse écho à la place centrale qu'occupait celle-ci au sein du fascisme mussolinien. Au-delà d'être un moyen d'action et de revendication politique, la violence au sein du fascisme historique était une composante essentielle de l'idéologie et du fonctionnement du mouvement. Ajouté à l'utilisation d'un vocabulaire guerrier souvent glorifié, on peut rapprocher ces aspects précis de la doctrine de CasaPound à celle du fascisme historique tels que définis par Stanley G. Payne :

« Une forme d'ultranationalisme révolutionnaire pour la renaissance nationale [...] Il a une attitude positive à l'égard de la violence comme fin et comme moyen et a tendance à donner un caractère normatif à la guerre et/ou aux vertus militaires. »⁵⁴⁸

A une échelle individuelle, il est intéressant d'interroger le rapport à la violence parmi les membres du mouvement. Différentes études menées auprès de ces derniers ont permis de mettre en avant des caractéristiques communes à la perception de la violence. Il apparaît ainsi

⁵⁴⁷ « unspecialized violence – low-level, less-organized violence; (2) semi-military violence – violence that is also lowlevel but is more organized; (3) autonomous violence – violence used by loosely organized groups that emphasize a “spontaneous” recourse to high-level violence; and (4) clandestine violence – the extreme violence of groups that organize underground for the explicit purpose of engaging in the most radical forms of collective action », Della Porta Donatella, *Clandestine political violence, op. cit.*

⁵⁴⁸ Payne Stanley G., *Il fascismo 1914 – 1945*, trad., Rome, 1999, p. 21, dans Gentile Emilio, *op. cit.*, p. 91

que bon nombre d'entre eux rattache une dimension positive à la notion de violence⁵⁴⁹, qui devient dès lors non seulement un moyen d'expression mais devient un élément clef de la construction de l'identité du groupe.

Le recours à la violence apparaît donc comme le résultat d'une crise sociétale, à la fois économique et sociale, et d'une crise individuelle, certains sujets étant plus disposés à recourir à ce genre d'actions et voyant en celle-ci un moyen d'affirmer leurs convictions. La perception de la réalité sociale par l'individu est ainsi centrale⁵⁵⁰, puisque l'usage de la violence au sein d'une société arbitraire entraîne une forme de légitimation de celle-ci.

En outre, rattacher au concept et à l'usage de violence des aspects positifs tels que l'exaltation du corps, la défense de ses idéaux et la préservation de ses intérêts permet de légitimer ceux-ci. Le recours à la violence n'est alors pas vu comme une fin en soi mais comme une composante symbolique et essentielle de son rapport au groupe.

La violence revêt donc une fonction fédératrice au sein du mouvement, conférant à celui-ci une identité de groupe.

Elle occupe également une fonction « esthétique » dans la mesure où elle s'inscrit dans un ensemble de codes visuels et linguistiques faisant écho au fascisme historique. L'usage de la violence n'est donc pas uniquement un facteur de cohésion, mais occupe également une fonction symbolique.

Si l'on a vu que la violence occupe symboliquement une place importante au sein de l'idéologie du mouvement, on peut se demander dans quelle mesure cette rhétorique violente se traduit en actes concrets.

⁵⁴⁹ « Dans les entretiens réalisés, la violence est décrite comme « une résistance physique extrême contre une attaque physique extrême » et elle est souvent justifiée par des motivations d'ordre politique, juridique et moral. Politiquement parlant, la justification repose sur le droit du mouvement d'exprimer ses propres idées et d'éviter la répression ; légalement, la violence trouve son fondement dans le droit des individus à préserver leur intégrité physique et à se défendre ; et moralement, dans l'importance d'affirmer une idée, même si cela signifie risquer sa sécurité personnelle. » ; « Beaucoup de personnes interrogées pendant la recherche ont donné à la notion de violence une multiplicité de significations fixant symboliquement à travers elle un ensemble de valeurs positives. » Toscano Emanuele, « Le mouvement de CasaPound : la nouvelle droite radicale en Italie », *op. cit.*, pp. 213 – 214.

⁵⁵⁰ « Micro-level research on social movements has found that the endorsement of violence is not only related to militants' socio-demographic characteristics, but also to the way in which they construct and understand social reality (Gamson and Modigliani 1987; Goodwin et al. 2001), which is in line with political sociology analyses of the perception of political action by extreme right voters (Betz 1994; Mayer 2002; Mudde 2007) », Castelli Gattinara Pietro, Froio Caterina, « Discourse and Practice of Violence in the Italian Extreme Right: Frames, Symbols, and Identity-Building in CasaPound Italia », *op. cit.*, p. 157.

S'il est intéressant de s'interroger sur la concrétisation d'une rhétorique violente, bien que toujours justifiée par un contexte présenté comme légitimant celle-ci, il conviendra de revenir plus en détail sur les modes d'action du mouvement.

Il apparaît rapidement, lorsque l'on étudie le traitement médiatique de CasaPound, que le mouvement bénéficie d'une visibilité accrue dès lors que surviennent des événements plus ou moins violents.

Si les manifestations violentes font certes partie du répertoire d'action du mouvement, de même que les affrontements avec des groupes d'extrême-gauche, cela ne suscite pas de réelle gêne chez le mouvement. En effet, ce dernier accorde une place importante à l'action politique et valorise celle-ci comme une forme de courage et d'engagement total. La violence, toujours justifiée politiquement selon le mouvement, n'est donc pas illégitime dans la mesure où elle permet au mouvement de défendre ses convictions tout en gagnant en visibilité. Elle constitue en ce sens, lorsqu'elle se situe dans le cadre légitimant selon CasaPound, l'un des éléments fondamentaux des moyens d'action et par conséquent de la doctrine du mouvement.

Si nous avons vu que les actes violents sont condamnés par le mouvement dès lors que ceux-ci sortent du cadre légitime fixé par celui-ci, il demeure certain que la violence occupe une part importante au sein de l'ADN politique de CasaPound. Cela est sans doute également explicable du fait du processus d'institutionnalisation peu poussée du mouvement, qui entraîne fréquemment la mise de côté des aspects les plus polémiques de l'idéologie.

Une étude de l'idéologie des mouvements étudiés semble révéler que la place accordée à la violence, réelle ou symbolique, au sein de ceux-ci diffère. Ainsi, un processus d'institutionnalisation poussée, tel celui qu'a connu le Front puis le Rassemblement National, permet à ce dernier d'acquérir de nouveaux moyens d'expression politique, plus en phase avec ce qui est toléré par l'opinion publique⁵⁵¹.

Concernant CasaPound, le cadre légitime fixé par le mouvement à l'exercice de la violence permet également à celui-ci de se défendre de tout rapprochement avec les mouvements italiens terroristes des années 1970⁵⁵², mettant en lumière l'équilibre fragile entre usage de la violence et maintien d'une légitimité politique.

⁵⁵¹ *Ibid.*, p. 155.

⁵⁵² « This was confirmed by our interviewees, who were very explicit in differentiating themselves from old fashioned « thugs » (picchiatori) (Interviews 2b and 2c, 27 April 2012). », *Ibid.*, p. 163.

Il apparaît qu'un rejet catégorique de toute forme de violence serait irréconciliable avec la doctrine du fascisme historique, dont l'inspiration est clairement revendiquée par le mouvement. Il convient donc, lorsque l'on entreprend une réflexion sur ce qui constitue l'identité de cette nouvelle droite radicale, de tenir compte de la dimension historique tant celle-ci a un impact majeur sur le fonctionnement et l'idéologie des mouvements contemporains.

Partie II. Place des mouvements de droite radicale sur les scènes nationales et européenne : réseaux et actions politiques

Chapitre III. Place des mouvements de droite radicale sur la scène nationale

3.1. Liens à l'échelle nationale

Après avoir présenté les principaux vecteurs idéologiques des mouvements à travers une étude de leur rhétorique et de ce qui constitue leur doctrine profonde, il convient de s'intéresser aux réseaux existant entre ces mouvements à l'échelle nationale.

Comment peut-on définir les liens qui unissent ces mouvements, qu'il s'agisse de points de convergence idéologiques ou d'alliances sur la scène politique nationale et locale ?

Afin de mener à bien cette étude, appréhender une étude des coalitions lors d'échéances électorales apparaît absolument nécessaire, tout autant que tenir compte des évolutions de ces alliances qui nous renseignent sur des relations souvent inconstantes. La nature de ces liens, assumés dans le cadre d'alliances à visée électorale mais parfois plus inavoués, semble quant à elle mettre en lumière des relations complexes entre partis institutionnalisés et mouvements de taille restreinte affichant une idéologie plus radicale.

Faire l'historique des alliances auxquelles participent les mouvements permet ainsi de voir les évolutions que connaissent celles-ci, en s'attachant tout particulièrement à la période 2000 – 2019, au cœur de ce travail de recherche. Cette partie portant sur les réseaux à l'échelle nationale, il convient de scinder cette étude en deux entre l'Italie et la France.

3.1.1. Italie

La Ligue du Nord choisit dès le milieu des années 1990 de participer à une coalition à visée électorale et connaît alors sa première expérience gouvernementale au sein du cabinet Berlusconi I de 1994 à 1995. Si cette première tentative est brève et révèle la difficulté du parti à durer au sein de cette large coalition de centre-droit, elle ne constitue pour autant pas une parenthèse dans le parcours politique du mouvement régionaliste. L'expérience est ainsi renouvelée en 2001 et permet cette fois à la LN de participer pleinement au gouvernement Berlusconi II et III jusqu'en 2006.

On ne peut donc dissocier les premières participations au gouvernement national de la Ligue du Nord du parti de Silvio Berlusconi, tant celles-ci dépendent de la coalition de centre-droit. Si la victoire de Romano Prodi¹ en 2006 met un terme à l'exercice du pouvoir par les léghistes, ceux-ci ne renoncent pas à leur alliance avec Berlusconi qui leur permet à nouveau d'intégrer le gouvernement italien de 2008 à 2011.

Il semble nécessaire de rappeler la différence de chronologie et d'échelle entre les deux mouvements étudiés, le cas de CasaPound étant très différent de celui de la Ligue du Nord. Il convient donc de tenir compte des parcours politiques respectifs de ceux-ci dans cette étude. Si la Ligue du Nord parvient à intégrer les institutions gouvernementales à la faveur de sa participation à une coalition à visée électorale, ce n'est pas le cas de CasaPound. La taille nettement plus restreinte du mouvement né à Rome ainsi que son idéologie moins encline aux compromis font de celui-ci une formation politique s'illustrant essentiellement à l'échelle locale. Cela n'empêche néanmoins pas les rapprochements entre les deux mouvements étudiés, dont les évolutions semblent néanmoins révéler la difficile pérennité de ces tentatives d'alliance.

Alliances et expériences de gouvernement

Succédant en 2000 au Pôle pour les Libertés², la *Casa delle Libertà* ou Maisons des Libertés réunit divers mouvements de la droite et du centre et parvient à couvrir un pan

¹ Né en 1939, Romano Prodi est un homme politique membre du Parti démocrate, menant la coalition de l'Olivier au pouvoir suite aux élections générales de 1996 puis en 2006 avec la coalition de gauche nommée l'Union. Il accède à la présidence du Conseil des Ministres au terme de ces deux élections.

² Polo per le Libertà.

nettement plus vaste du spectre politique italien. Si les élections législatives de 1994 voient se former deux coalitions de centre-droit sous l'impulsion de *Forza Italia*, l'une l'unissant à la Ligue du Nord³ et la seconde à l'Alliance Nationale⁴, la participation de la Ligue du Nord y reste limitée par la forte empreinte régionaliste du parti.

Le départ de la LN à la fin de l'année 1994 entraîne le changement de nom de la coalition qui devient alors le Pôle pour les Libertés lors des élections générales de 1996 l'opposant alors à la Ligue du Nord.

Les élections générales de 2001 sont nettement plus intéressantes en termes d'alliances à l'échelle nationale dans la mesure où celles-ci permettent une première réelle expérience de gouvernement pour la LN, qui se maintient cette fois au sein de la coalition. La Maison des Libertés remporte nettement les élections de mai 2001 avec 49,56% des votes contre 35,08% pour L'Olivier de Francesco Rutelli⁵. Nettement plus vaste que ne l'était le Pôle pour les Libertés, celle-ci regroupe toujours *Forza Italia*, l'Alliance Nationale ainsi que la Ligue du Nord mais compte également les démocrates-chrétiens, les libéraux, les républicains italiens ainsi que les membres du nouveau PSI⁶.

Au sein de cette vaste coalition, la LN remporte 3,94 % des suffrages exprimés⁷ et constitue ainsi une maigre contribution au score de la *Casa delle Libertà*. Bien que faible, ce score est malgré tout suffisant pour permettre au parti d'intégrer le gouvernement italien en se voyant confier plusieurs postes de ministres.

Le leader du parti, Umberto Bossi, accède naturellement à l'un de ces postes dès 2001 en devenant ministre pour les Réformes institutionnelles et la Dévolution. Il convient de noter que le choix du ministère confié au *Senatùr* n'est pas sans rappeler l'idéologie autonomiste et régionaliste prônée par la LN. Ce faisant, le mouvement semble réussir à imposer symboliquement son idéologie régionaliste au sein du gouvernement en se voyant confier un

³ Nommée Pôle des libertés, cette coalition se présente dans les circonscriptions situées au Nord et dans le centre du pays.

⁴ Le Pôle du bon gouvernement, réunissant *Forza Italia* et l'Alliance nationale est quant à elle présente dans le centre et au Sud du territoire italien.

⁵ Né en 1954, Francesco Rutelli est membre du Parti démocrate et a exercé les fonctions de député de 1983 à 1994 puis de 2001 à 2008, maire de Rome de 1993 à 2001 ainsi que de député européen de 1999 à 2004. Il intègre le gouvernement Prodi II suite aux élections générales de 2006 et se voit confier le ministère des Biens et des Activités culturelles ainsi que la vice-présidence du Conseil des ministres jusqu'en 2008, date à laquelle il est élu Sénateur, mandat qu'il exerce jusqu'en 2013.

⁶ Le Nouveau Parti Socialiste Italien est fondé en 2001 afin de rejoindre les rangs de la Maison des Libertés.

⁷ Tous les résultats électoraux cités ici proviennent du site du ministère de l'Intérieur italien

<https://elezionistorico.interno.gov.it/>

[consulté le 6 novembre 2019]

ministère dédié à la question fédéraliste. Si Umberto Bossi quitte cette fonction en 2004, le ministère demeure et continue à être occupé par un membre de la LN, Roberto Calderoli, jusqu'en 2006.

Bien que ce poste révèle la permanence des enjeux régionalistes au sein de l'idéologie léghiste, le parti obtient également deux autres ministères majeurs que sont le Travail et la Justice, respectivement confiés à Roberto Maroni et Roberto Castelli⁸.

Si la première expérience gouvernementale de 1994 de la LN est brève et met en évidence la difficile cohabitation au sein de la coalition de centre-droit, les gouvernements Berlusconi II et III révèlent quant à eux la volonté et la capacité du parti à s'établir durablement à l'échelle nationale.

La défaite face à *L'Unione* de Romano Prodi en 2006 sonne le glas du gouvernement Berlusconi et, avec lui, de l'action gouvernementale de la Ligue du Nord. Le score du parti est cependant en hausse par rapport aux élections de 2001, puisque celui-ci remporte 4,58 % au sein de la Chambre des Députés et 4,48 % au Sénat, lui permettant d'obtenir 26 et 13 sièges. Si ces élections viennent mettre un terme à la participation de la LN au gouvernement, elles semblent néanmoins encourager l'implantation du parti lors des scrutins nationaux.

Les élections de 2008 sont particulièrement importantes dans le parcours politique de la Ligue du Nord dans la mesure où la victoire de la coalition de centre-droit leur permet à nouveau d'intégrer le gouvernement italien mais également en raison de la très nette augmentation des voix récoltées par le parti.

La victoire d'*Il Popolo della Libertà*⁹, associé pour ces élections à la Ligue du Nord et au *Movimento per l'autonomia all. Per il Sud*, révèle ainsi la capacité de cette coalition de centre-droit à intégrer les mouvements régionalistes afin de couvrir l'intégralité du territoire italien.

La LN enregistre un score en nette augmentation à la Chambre des Députés et au Sénat avec respectivement 8,3% et 8,06 % des votes.

⁸ Né en 1946, Roberto Castelli débute sa carrière politique au sein de la Ligue lombarde puis devient député de la Ligue du Nord de 1992 à 1996 avant de devenir Sénateur, réélu lors des élections de mars 2018.

⁹ Nom de la coalition créée en 2007 dans l'optique des élections générales de 2008, réunissant Forza Italia, l'Alleanza Nazionale ainsi les libéraux, les républicains et les membres du Nouveau Parti Socialiste n'ayant pas rejoint le Parti Socialiste Italien depuis reformé. La coalition est par la suite transformée en parti en 2009 jusqu'en 2013, avec la fusion notable de Forza Italia et de l'Alliance nationale.

Ce score permet à la Ligue du Nord de davantage imposer sa présence au sein du gouvernement Berlusconi IV avec pas moins de quatre ministères, au sein d'un gouvernement nettement plus restreint que ne l'était celui de Romano Prodi. Umberto Bossi retrouve ainsi un poste rappelant la dimension régionaliste de son parti en devenant ministre en charge des Réformes liées au fédéralisme. Roberto Calderoli est quant à lui chargé du ministère pour la Simplification normative et Luca Zaia¹⁰ assume la fonction de ministre en charge des Questions agricoles et forestières jusqu'en 2010.

Enfin, pour la première fois de son histoire, la Ligue du Nord se voit confier le ministère de l'Intérieur. Ce portefeuille, accordé à l'ancien ministre du Travail des gouvernements Berlusconi II et III Roberto Maroni, témoigne de la progressive mais néanmoins nette influence du parti régionaliste sur la politique nationale italienne.

La LN parvient donc à imposer la question fédéraliste au sein même du gouvernement national tout en occupant un poste majeur à l'échelle nationale, entretenant l'ambiguïté initiée au milieu des années 1990 sur le double statut de ce parti, entre idéologie régionaliste et ambitions nationales.

Néanmoins, la scission de l'*Alleanza Nazionale* de Gianfranco Fini d'*Il Popolo della Libertà* fragilise et semble précipiter la chute du gouvernement Berlusconi IV qui démissionne en 2011 et laisse sa place au gouvernement technocrate formé par Mario Monti¹¹. Se retrouvant dès lors dans l'opposition, la LN prépare les élections générales de février 2013 toujours au sein de la coalition formée avec *Il Popolo della Libertà* bien que des tensions entre les deux partis soient de plus en plus palpables.

Le difficile accord entre Silvio Berlusconi et la LN quant au futur candidat à la présidence du Conseil semble mettre en évidence des divergences aussi bien dans la forme que dans le fond, la Ligue du Nord préférant la candidature de Giulio Tremonti¹².

¹⁰ Né en 1968, Luca Zaia débute sa carrière politique au sein de la Ligue Vénète et s'illustre au sein de cette région, d'abord en tant que président de la province de Trévise de 1998 à 2005, puis en tant que vice-président de la région de Vénétie de 2005 jusqu'à 2008, date à laquelle il intègre le gouvernement Berlusconi IV. Il quitte ses fonctions ministérielles en 2010 lorsqu'il remporte les élections régionales en Vénétie.

¹¹ Né en 1943, Mario Monti est un économiste et universitaire d'abord Commissaire européen au Marché Intérieur, aux Services, à la Douane et à la Fiscalité en 1995 puis à la Concurrence en 2000, fonction qu'il occupe jusqu'en 2004 avant d'intégrer le secteur privé.

L'annonce de la démission de Silvio Berlusconi en 2011 lui permet de réintégrer la vie politique italienne, d'abord en tant que sénateur à vie nommé par le président de la République, puis en tant que Président du Conseil des ministres chargé de soumettre à ce même président une proposition de gouvernement.

¹² Né en 1947, Giulio Tremonti établit sa carrière politique au sein de Forza Italia, parti qu'il rejoint dès 1994 et lui permettant de se voir confier le ministère des Finances au sein de l'éphémère gouvernement Berlusconi I, poste qu'il retrouve en 2001 jusqu'à sa démission en 2004.

Les résultats des élections ne permettent pas de concrétiser davantage le désaccord entre les deux partis, celles-ci portant au pouvoir la coalition menée par Pier Luigi Bersani¹³ qui récolte 29,55% des suffrages exprimés contre 29,18% pour la coalition de centre-droit menée par Silvio Berlusconi. Concernant la LN, le parti enregistre un score en nette baisse à la fois aux élections de la Chambre des députés et au Sénat avec 4,09 % et 4,34 %, lui permettant d'obtenir 18 et 17 sièges et divisant ainsi par deux le score obtenu lors des précédentes élections.

Bien que l'année 2013 ne permette pas à la Ligue du Nord de retrouver le chemin du gouvernement italien, ces élections marquent la première participation de CasaPound à des élections nationales. Le faible score obtenu par le mouvement ne lui permet toutefois pas de siéger au sein des institutions italiennes, avec 0,14 % et 0,13 % à la Chambre des députés et au Sénat.

Si les résultats obtenus par la LN en 2013 constituent le deuxième meilleur score au sein de la coalition de centre-droit, ils apparaissent très faibles lorsque comparés aux 21,56 % d'*Il Popolo della Libertà*. La coalition de centre-droit est donc, jusqu'à cette date, largement dominée par le parti de Silvio Berlusconi autour duquel se greffent divers partis de moindre importance.

En ce sens, les élections de mars 2018 sont un véritable tournant pour la politique italienne ainsi que pour la Ligue du Nord. Toujours membre de la coalition l'unissant à *Forza Italia*, les résultats des élections accordent au parti de Matteo Salvini le meilleur score au sein de celle-ci. En obtenant un score de 17,35 %, supérieur aux 14 % de *Forza Italia* et nettement

Il réintègre le gouvernement l'année suivante et occupe à nouveau la fonction de ministre de l'Economie et des Finances ainsi que la vice-présidence du Conseil des ministres jusqu'aux élections générales de 2006. Il devient alors vice-président de la Chambre des députés jusqu'à la victoire de la coalition de centre-droit en 2008 lui permettant de retrouver le ministère de l'Economie et des Finances jusqu'en 2011.

Bien que membre historique de Forza Italia, Giulio Tremonti quitte le Poppolo della Libertà en 2011 et devient sénateur suite aux élections générales de 2013 avec le soutien de la Ligue du Nord.

¹³ Né en 1954, Pier Luigi Bersani est un membre du Parti démocrate et président de la région Emilie-Romagne de 1993 à 1996, date à laquelle il quitte ses fonctions afin d'intégrer le gouvernement Prodi I en tant que ministre de l'Industrie et du Commerce, puis en tant que Ministre des Transports au sein des gouvernements présidé par Massimo D'Alema et Giuliano Amato de 1999 à 2001. Suite à la défaite de son parti lors des élections générales de 2001, il intègre la Chambre des députés puis est élu député européen en 2004, avant de réintégrer le gouvernement italien en tant que ministre du Développement économique jusqu'en 2008.

Il est par la suite élu secrétaire du Parti démocrate, de 2009 à 2013 jusqu'aux élections générales.

au-dessus des 4,35 % et 1,30 % de *Fratelli d'Italia* et *Noi con l'Italia*¹⁴, la Ligue devient le premier contributeur du score final de la coalition de centre-droit arrivée en tête avec 37 % des suffrages exprimés.

Bien que le score obtenu par le parti, renommé depuis la Ligue, témoigne d'une réelle avancée dans la stratégie de conquête nationale entreprise par celui-ci, il est néanmoins inférieur à celui du Parti démocrate et du Mouvement cinq étoiles, avec respectivement 18,76 % et 32,68 % à la Chambre des députés.

Concernant CasaPound, toujours à part de la coalition de centre-droit, le score du mouvement demeure faible mais connaît néanmoins une progression, avec 0,95 % et 0,86 % à la Chambre des députés et au Sénat. On ne peut donc, à l'échelle nationale, établir de lien entre la Ligue et CasaPound, du moins en ce qui concerne les élections générales de 2013 et 2018.

A la lumière de ce constat, il semble intéressant d'interroger la composition de la coalition de centre-droit formée pour les élections de 2018 à laquelle participe la Ligue et de se demander pour quelles raisons CasaPound n'y participe pas.

L'une des principales raisons que l'on pourrait avancer afin d'expliquer l'absence de CPI réside probablement dans le caractère néofasciste revendiqué par le mouvement, témoignant d'une radicalité difficilement assumable dès lors que l'on entend intégrer les institutions nationales. Sur ce point néanmoins, la présence de *Fratelli d'Italia* pose question dans la mesure où le parti est né d'une volonté de se rapprocher davantage de l'héritage de l'ancien MSI, quelque peu délaissé par l'*Alleanza Nazionale* de Gianfranco Fini.

Le parti héritier de la branche radicale d'*Alleanza Nazionale*, s'insère ainsi dans la coalition de centre-droit à laquelle participe la Ligue. On ne peut donc occulter une présentation de *Fratelli d'Italia* dès lors qu'on entend dresser un tableau des alliances politiques du centre-droit et des droites italiennes.

Dissout en 2009 afin de rejoindre *Forza Italia* au sein de la coalition du *Poppolo della Libertà*, l'expérience *Alleanza Nazionale* est particulièrement parlante puisqu'elle permet de mettre en lumière les difficultés que posent les alliances politiques pour les partis de droite radicale.

¹⁴ Fondé en 2017 dans l'optique des élections de mars 2018, *Noi con l'Italia* (Nous avec l'Italie) est une coalition de centre-droit réunissant notamment les démocrates-chrétiens et se situant politiquement au centre au sein de la vaste coalition de centre-droit à laquelle participent notamment la Ligue et *Forza Italia* en 2018.

Si la tentative de fusion prend rapidement fin avec la création du *Futuro e Libertà per l'Italia* en 2010 par Gianfranco Fini, l'effacement de l'AN au sein d'une formation politique unique semble sérieusement entamer la crédibilité critique du parti. Bien qu'il soit tout à fait possible de prendre part au jeu électoral pour les partis de droite radicale, il semble absolument nécessaire de veiller à conserver ce qui constitue leur singularité sur le spectre politique, ces derniers se positionnant fréquemment dans une logique de subversion vis-à-vis du système établi.

Le PdL¹⁵ et la logique d'alliance d'AN, bien qu'éphémère, apparaît donc décisive dans l'avenir du parti dont la branche que l'on pourrait considérer comme la plus conservatrice et radicale fait scission en 2012 afin de donner naissance à *Fratelli d'Italia*, un mouvement plus en phase avec les positions historiques du MSI.

Dirigé depuis 2014 par Giorgia Meloni¹⁶, l'exemple de *Fratelli d'Italia*, et par extension de l'AN, témoigne du difficile équilibre à trouver pour les partis de droite radicale qui entretiennent des ambitions électorales, entre institutionnalisation et subversion.

Fratelli d'Italia semble donc revendiquer l'héritage du MSI, qui est lui-même un parti héritier du fascisme historique. Par conséquent, si *Fratelli d'Italia* parvient à s'insérer au sein de la coalition de centre-droit en dépit de la radicalité assumée de son idéologie, il semble légitime de se demander pour quelles raisons ce n'est pas le cas de CasaPound.

L'une des principales raisons de cette difficulté à former des alliances politiques réside sans doute à la fois dans la nature de l'idéologie de CasaPound, nettement moins encline aux compromis que ne peut l'être la Ligue, mais également dans le fort ancrage local du mouvement. Il semble évident, au regard des résultats obtenus par les deux partis aux élections générales de 2013 et 2018, que CasaPound et la Ligue ne peuvent être étudiés de la même façon à l'échelle nationale. Ancré géographiquement dans la région du Latium, et plus précisément à Rome, CasaPound s'illustre davantage à l'échelle locale et parvient sur ce point à constituer des alliances avec d'autres formations politiques.

¹⁵ Poppolo delle Libertà.

¹⁶ Née en 1977, Giorgia Meloni débute sa carrière politique au sein de l'Alleanza Nazionale, qui rejoint Forza Italia en 2008 afin de former le Poppolo della Libertà. Elle occupe la fonction de députée depuis 2006 puis celle de Ministre pour la Jeunesse au sein du quatrième gouvernement Berlusconi de 2008 à 2011. En 2012, elle quitte l'Alleanza Nazionale devenue Poppolo delle Libertà avec plusieurs cadres du parti afin de fonder Fratelli d'Italia dont elle devient la présidente en 2014.

Le mouvement romain opère en premier lieu un rapprochement avec le *Movimento Sociale – Fiamma Tricolore* de 2006 à 2008, étant comme lui marqué par une radicalité idéologique assumée depuis la scission du MSI de 1995.

CasaPound parvient également à s’allier à des partis plus institutionnalisés tels que le PdL lorsqu’il présente des candidats sur les listes du parti de Silvio Berlusconi aux élections municipales de 2011. Lors des élections régionales de mai 2015, CasaPound présente sa candidature à travers son parti *Sovranità*, lui permettant de récolter 0,67 % des suffrages exprimés en Ombrie.

La parenthèse Sovranità

Sovranità est l’un des témoignages les plus manifestes de la volonté de CasaPound de nouer des alliances politiques, mais également de la difficulté qu’a le mouvement à faire perdurer celles-ci. Les faibles résultats obtenus par CasaPound aux élections de 2013 poussent le mouvement à adopter une autre stratégie. C’est dans cette optique que le mouvement crée *Sovranità*, dont la logique repose sur une alliance avec la Ligue du Nord de Matteo Salvini.



Fanpage.it

Réunis par une idéologie pro-souveraineté et opposé à la tutelle de Bruxelles, *Sovranità* se rapproche de la LN et de son pendant au sud du territoire, *Noi con Salvini*, lors de ces élections. Défendant une souveraineté monétaire, territoriale, politique et militaire, l'échelle européenne apparaît donc idéologiquement décisive dans le rapprochement opéré entre les deux partis.

Conscient du net déséquilibre entre les deux formations, *Sovranità* se présente avant tout comme un soutien de la Ligue du Nord et de Matteo Salvini. Le slogan adopté par le parti dès sa création en février 2015 et dans l'optique des élections régionales donne une idée du fonctionnement de cette alliance : « Pour ceux qui aiment la nation et veulent soutenir Matteo Salvini »¹⁷.

Si CasaPound soutient déjà le candidat léghiste Mario Borghezio¹⁸ lors des élections européennes de 2014 au sein de la circonscription centre, la fin de l'année marque un rapprochement de plus en plus manifeste.

C'est ainsi principalement la critique de Bruxelles et de l'immigration clandestine qui réunit les deux mouvements lors d'une manifestation organisée à Milan le 18 octobre 2014. Bien que la présence de la LN dans la capitale lombarde ne soit pas surprenante tant le parti est ancré géographiquement et idéologiquement dans la région, celle de CasaPound l'est davantage.

Unies derrière le slogan « Stop Invasione » devenu un axe rhétorique majeur de la Ligue du Nord, les forces en présence se veulent, selon les mots de Matteo Salvini, « contre l'immigration clandestine », précisant que « sur cette place il y a des Italiens et des immigrants réguliers »¹⁹

¹⁷ « Salvini Day, nel mondo della destra spunta una nuova sigla: Sovranità », *Corriere della Sera*, 28 février 2015

Disponible ici : https://roma.corriere.it/notizie/cronaca/15_febbraio_28/salvini-day-mondo-destra-spunta-nuova-sigla-sovranita-8fe0d81c-bf5e-11e4-911e-3d01b106f698.shtml

[consulté le 24 mai 2020]

¹⁸ Mario Borghezio est un juriste et homme politique italien intégrant la Ligue du Nord dès le début des années 1990 après avoir milité au sein de mouvements radicaux, tels qu'Ordine Nuovo.

Il est député européen de la Ligue du Nord depuis 2001, réélu en 2004 et en 2009 au sein de la circonscription Nord-Ouest de l'Italie puis dans la circonscription Italie centrale lors des élections de 2014.

¹⁹ « Lega e CasaPound, in tanti in piazza Salvini: « Sospendere Schengen » », *Corriere della Sera*, 18 octobre 2014

Disponible ici : https://milano.corriere.it/notizie/cronaca/14_ottobre_18/lega-piazza-stop-invasione-contro-corteo-sinistra-674a204a-56c5-11e4-ad9c-57a7e1c5a779.shtml

[consulté le 12 avril 2020]

Le 28 février 2015, c'est à Rome que prend place la manifestation de la Ligue du Nord à laquelle participe CasaPound. On peut alors voir se mêler drapeaux padans, italiens et emblèmes de CasaPound et de *Sovranità* à plusieurs bras droits levés sur la Piazza del Popolo²⁰. Enfin, dans une démarche plus formelle, les deux mouvements participent à un même meeting organisé au Théâtre Brancaccio de Rome le 11 mai 2015, la LN étant représenté par *Noi con Salvini* et CasaPound par *Sovranità*. Cette réunion, prévoyant l'intervention de représentants des deux formations ainsi que de journalistes, semble clairement officialiser les liens s'étant noués entre les deux formations depuis l'année précédente. CasaPound communique sur cet évènement et sur la présence de Matteo Salvini²¹ et de Simone di Stefano à travers son compte Facebook²², en joignant une image du théâtre romain sur laquelle on distingue drapeaux italiens et emblème de *Sovranità*.

²⁰ Vidéo disponible ici : <https://www.ilfattoquotidiano.it/2015/02/28/lega-a-roma-attivisti-casapound-fanno-saluto-romano-fra-applausi-della-piazza/344732/>

[consulté le 12 avril 2020]

²¹ L'intégralité de l'intervention de Matteo Salvini est disponible sur le site *radioradicale.it* à l'adresse suivante : <https://www.radioradicale.it/scheda/441782/matteo-salvini-al-teatro-brancaccio-di-roma>

²² « En direct du théâtre Brancaccio où plus de 1200 personnes sont rassemblées pour assister à la réunion de *Sovranità* et *Noi con Salvini*. L'intervention de Simone di Stefano vient de se terminer, celle de Matteo Salvini commence. »



CasaPound Italia

13 hrs · 🌐

In diretta dal teatro Brancaccio dove sono presenti oltre 1.200 persone all'incontro di Sovranità e Noi Con Salvini. E' appena intervenuto Simone Di Stefano, sta iniziando l'intervento di Matteo Salvini



Source : Compte Facebook de Casapound Italia

Il semble clair que les deux mouvements entendent ainsi officialiser un rapprochement qui n'était alors tangible qu'à travers la participation conjointe à des manifestations. Selon Simone di Stefano, son mouvement a, « avec d'autres représentants du centre-droit, [...] décidé d'agrèger tout un monde politique qui se tourne vers Salvini et son projet de récupération de la souveraineté nationale ainsi que de rejet des eurocrates. »²³

C'est donc le concept de priorité nationale qui apparaît comme le principal point de convergence idéologique entre les deux formations politiques, celles-ci l'insérant au sein d'une critique de Bruxelles.

²³ « Insieme ad altri esponenti del centrodestra abbiamo deciso di aggregare tutta un mondo politico che guarda a Salvini e al suo progetto per il recupero della sovranità nazionale e il rifiuto degli eurocrati. », Brusini Marzio, « Sovranità: l'associazione politico culturale di Casa Pound che appoggia Matteo Salvini », *The Huffington Post*, 13 janvier 2015

Disponibile ici :

https://www.huffingtonpost.it/2015/01/13/sovranita-casa-pound-matteo-salvini_n_6462966.html

[consulte le 24 mai 2020]

Si le rapprochement est réel de 2014 à 2015, il convient de noter que celui-ci est tout aussi éphémère. Ainsi, lors de la campagne pour les élections locales de 2016 à Rome, CPI présente une candidature indépendante à travers la figure de Simone di Stefano et celui-ci se montre particulièrement critique vis-à-vis de la Ligue du Nord de Matteo Salvini. Son programme reprend pourtant les mêmes thèmes que ceux ayant justifié un rapprochement entre les deux partis, à savoir condamnation de l'immigration et promotion d'une politique sociale ciblée sur les citoyens italiens²⁴.

Si Simone di Stefano ne récolte que 1,13 % des suffrages, CasaPound Italia présente diverses candidatures l'opposant aux candidats de la Ligue du Nord en 2016 et 2017, notamment à Bolzano où le candidat de CPI²⁵ récolte 6,2 % des votes²⁶ ou encore à Grottaferrata où le mouvement romain obtient 2,47 %. Ce dernier exemple est particulièrement parlant puisque Paolo Campanile, candidat de CPI, ne participe pas à la coalition formée par *Noi con Salvini, Fratelli d'Italia* et *Uniti per Grottaferrata*.

Sovranità et la tentative d'alliance politique qu'elle représente semble donc devoir être comprise comme une parenthèse dans l'histoire des relations entre les deux partis, du moins selon Pierluigi Biondi, élu maire de L'Aquila dans les Abruzzes en juin 2017. Ancien membre de CasaPound, celui-ci quitte son mouvement à l'aube des élections afin de se faire le candidat d'une coalition réunissant notamment *Fratelli d'Italia*, *Forza Italia* et *Noi con Salvini*. Son choix est selon lui motivé et justifié par le refus de CPI de s'allier à d'autres forces politiques dans un but électoral²⁷.

Pourtant, CasaPound participe parfois à des coalitions électorales, en témoigne la candidature de Luca Marsella lors des élections de novembre 2017 pour la dixième municipalité

²⁴ Spot de campagne « Difendere Roma » disponible sur la chaîne YouTube de CasaPound Italia : https://www.youtube.com/watch?v=aiILKhtCZ04&ab_channel=CasaPoundItalia [consulté le 12 mars 2018]

²⁵ Maurizio Puglisi Ghizzi

²⁶ <http://www.comune.bolzano.it/prog/elezioni/com2016/inc/candidati1.php> [consulté le 8 janvier 2020]

²⁷ « J'ai dit à CasaPound de s'ouvrir au plus grand nombre, même à d'autres forces politiques, mais ils préféreraient faire la course en solitaire »
« Avevo detto a CasaPound di aprirci a più gente possibile, anche ad altre forze politiche, ma loro volevano fare una corsa in solitaria »

Orsini Camilla, « Da CasaPound a Berlusconi. Il neo sindaco Pierluigi Biondi e il modello L'Aquila: « Da qui inizia il nuovo centrodestra » », *La Repubblica*, 28 juin 2017
Disponible ici : https://www.repubblica.it/politica/2017/06/28/news/pierluigi_biondi_1_aquila-169354795/ [consulté le 11 mars 2021]

de Rome où CPI s'unit aux listes mineures *Assotutela – Lista civica per il municipio di Ostia* et *Cittadini per il X municipio*²⁸. Cette coalition l'oppose à celle réunissant *Noi con Salvini, Fratelli d'Italia, Lista civica picca presidente, Forza Italia* et *Liberi per Picca presidente* derrière la candidature de Monica Picca. Les bons résultats obtenus par la candidature de son mouvement poussent Simone di Stefano à déclarer que « CasaPound se développe à un rythme rapide, et le défi à l'ancienne politique est lancé. »²⁹

On peut donc se demander si la Ligue fait alors partie de ces tenants de l'ancienne politique dénoncée par le secrétaire de CPI.

Gianluca Iannone apporte davantage de précisions quant à la nature des relations unissant son mouvement à celui de Matteo Salvini et justifie son choix de faire cavalier seul par le caractère trop modéré de la politique proposée par Salvini, et plus généralement par le centre-droit italien. Interrogé sur une éventuelle concurrence entre CasaPound et le tandem formé par la Ligue et *Fratelli d'Italia*, il dénonce le « grand bluff » du centre-droit :

*« Bien sûr, nous sommes à part puisqu'ils continuent de répéter ce ballet du centre-droit et du pôle modéré. Le fait est qu'on n'entend plus parler de la sortie de l'Union européenne, du blocage de l'immigration, tout comme on n'entend plus parler de priorité aux producteurs et aux travailleurs italiens. Tout le monde est revenu au grand bluff du Centre-droit. »*³⁰

Gianluca Iannone déplore donc un abandon des deux principaux thèmes ayant mené au rapprochement de la Ligue du Nord et de CasaPound à travers la création de *Sovranità*, à savoir

²⁸ La liste récolte 9,08 % des votes, dont 7,69 pour CasaPound.

Résultats disponibles ici : <http://www.elezioni.comune.roma.it/elezioni/2017/comunali/A112017/plis10.htm> [consulté le 8 janvier 2020]

²⁹ « CasaPound sta crescendo a ritmi sostenuti, e la sfida alla vecchia politica è lanciata »

Vitale Giovanna, « Elezioni Ostia, Casapound decisiva per il ballottaggio. E già si proietta verso il Parlamento », *La Repubblica*, 6 novembre 2017

Disponible ici :

https://roma.repubblica.it/cronaca/2017/11/06/news/elezioni_ostia_casapound_decisivo_per_il_ballottaggio_e_gia_si_proietta_verso_il_parlamento-180385184/

[consulté le 11 mars 2021]

³⁰ « Certo, siamo un'altra cosa visto che loro continuano a ripetere questo balletto del Centrodestra e del polo moderato. Fatto sta che non si sente più parlare dell'uscita dall'Unione europea, del blocco dell'immigrazione, così come non si sente più parlare di priorità ai produttori e ai lavoratori italiani. Sono rientrati tutti quanti nel grande bluff del Centrodestra. »

Maggi Alberto, « CasaPound : La destra siamo noi. Salvini ? E' diventato un moderato », *Affaritaliani.it*, 9 mai 2016

Disponible ici : https://www.affaritaliani.it/politica/casapound-gianluca-iannone-commenta-elezioni-bolzano-421251.html?refresh_ce

[consulté le 7 avril 2021]

l'opposition à l'immigration et à l'Union européenne. Il dénonce la tendance au compromis et aux alliances caractérisant la politique menée par la LN et par Matteo Salvini, ayant « commencé pyromane et [étant] mort pompier. »³¹

La relation entre les deux partis connaît ainsi un net ralentissement en 2016 du fait d'une incompatibilité entre la volonté subversive de CPI et les ambitions nationales de la LN obligeant celle-ci à effectuer des compromis idéologiques. Néanmoins, l'imminence des élections générales de 2018 poussent Simone di Stefano à se dire « prêt à soutenir [...] un gouvernement avec un programme souverainiste en faveur d'une sortie de l'euro et opposé à l'immigration clandestine »³², tout en précisant que son mouvement n'est pas intéressé par des postes au sein de ce même gouvernement.

Si Matteo Salvini ne répond pas directement à ce qui ressemble à un appel du pied de la part du mouvement romain et préfère « s'occuper de la Ligue et du centre-droit », il se dit « impatient d'être mis à l'épreuve » et « prêt à discuter avec tout le monde à partir du 5 mars. »³³

La réponse du leader de la Ligue ne rejette donc pas clairement un nouveau rapprochement avec CasaPound et, bien qu'une telle alliance soit conditionnée par le score obtenu par CPI aux élections de mars 2018, ce n'est pas le cas d'autres membres de la coalition de centre-droit à laquelle participe la Ligue. En ce qui concerne Lorenzo Cesa, le « problème posé par CasaPound [...] est très grave » selon le président de *Noi con Italia – UdC* qui n'a pas apprécié « qu'il y ait un soutien aussi explicite de leur part aux représentants du centre-droit. »³⁴

³¹ « Poi le cose sono andate come tutti sanno: Salvini è partito incendiario ed è morto pompiere. », *Ibid.*

³² « Se c'è la possibilità di fare un governo con un programma sovranista che ci porta fuori dall'euro e contro l'immigrazione clandestina siamo pronti a sostenerlo, ma esternamente, non ci interessano posti di governo. » Stefanoni Francesco, « Elezioni 2018, CasaPound: « Sì a sostegno a governo con Salvini » », *Corriere Della Sera*, 26 février 2018

Disponible ici : <https://www.corriere.it/elezioni-2018/notizie/elezioni-2018-casapound-si-sostegno-governo-salvini-ac7b09e2-1b14-11e8-b6d4-cfc0a9fb6da8.shtml>

[consulté le 24 mai 2020]

³³ « Mi occupo di Lega e di centrodestra, lavoro perché gli italiani scelgano un governo di centrodestra a guida leghista [...] Tutto quello che accade fuori non mi interessa. Non vedo l'ora di essere messo alla prova, poi dal 5 marzo incontrerò tutti ».

« CasaPound: « Pronti a sostenere un governo Salvini ». E il leader leghista risponde: « Dopo il 5 incontro tutti » », *La Repubblica*, 26 février 2018

Disponible ici :

https://www.repubblica.it/speciali/politica/elezioni2018/2018/02/26/news/casapound_governo_salvini-189827325/

[consulté le 24 mai 2020]

³⁴ « Il problema di Casapound, per quanto ci riguarda, è molto serio » [...] « Non mi è piaciuto che vi sia stato il sostegno così esplicito da parte loro ad esponenti del centrodestra », *Ibid.*

Les relations entre la Ligue et CasaPound semblent donc marquer un réel temps d'arrêt en 2016, et ce malgré quelques tentatives de rapprochement restées abstraites et hautement symboliques mais suscitant néanmoins un réel intérêt médiatique. Ainsi, le choix de Matteo Salvini de porter une veste de la marque Pivert, fondée par l'un des membres de CPI, Francesco Polacchi, lors de la finale de la coupe d'Italie en mai 2018 suscite le questionnement de certains journalistes qui se demandent s'il faut y voir le signe d'un nouveau rapprochement³⁵. Loin de passer inaperçue, cette tenue est rapidement commentée dans la presse et pousse à s'interroger sur l'évolution des relations entre les deux mouvements. Si aucune déclaration officielle n'a été faite sur la question et bien que l'on ne puisse que conjecturer sur d'hypothétiques liens compte tenu de la nature très superficielle de cet événement, il est néanmoins certain que les réactions médiatiques témoignent d'une réelle interrogation quant à la nature des relations entretenues entre Matteo Salvini et CPI. Certains y voient le signe de la proximité entretenue par le leader de la LN avec le mouvement néofasciste bien que celle-ci soit bien moins manifeste depuis leur rapprochement de 2014 – 2015.

La question du néofascisme

Si la relation semble s'être apaisée à l'approche des élections de mars 2018, la propension de la Ligue à nouer des alliances politiques à visée électorale semble incompatible avec la visée de CPI qui s'inscrit dans une démarche nettement plus contestataire. Interrogé en 2019 sur ce qu'il pense de Matteo Salvini et de son action au sein du gouvernement italien, le porte-parole du mouvement romain Adriano Scianca fait part de ses doutes :

« Matteo Salvini est un politicien très perspicace, formidable en communication, qui est certainement à l'abri des influences culturelles progressistes, même s'il a une vision très « bourgeoise » des problèmes, sans aucune profondeur culturelle.

Il a une grande capacité à identifier les bons ennemis (ONG, magistrats et intellectuels de gauche, etc), mais il ne sait pas toujours comment les combattre avec une réelle efficacité.

³⁵ Berizzi Paolo, « Salvini versione ultrà allo stadio: tra i vip con il 'giubbotto simbolo di CasaPound' », *La Repubblica*, 10 mai 2018

Disponible

ici :

https://www.repubblica.it/politica/2018/05/10/news/matteo_salvini_calcio_milan_juve_colezione_pivert-196001095/

[consulté le 10 juin 2020]

Les journalistes et les intellectuels italiens l'attaquent avec férocité, le considérant comme un nouveau Mussolini, ce qui ne diminue toutefois pas son soutien populaire, bien au contraire. Le plus grand risque de Salvini est de se « dégonfler » sans avoir rien construit de durable. Toutefois, il n'a aucune relation, il n'y a aucun lien, avec Casapound aujourd'hui. »³⁶

Cette déclaration semble résumer la relation complexe unissant ces deux mouvements, entre soutien et critique d'une politique jugée trop consensuelle. CPI semble moins enclin à faire des concessions et des accords à but électoral, sans doute du fait de la taille restreinte de ce mouvement et de son ancrage très local et donc marginal par rapport à la Ligue de Matteo Salvini. Malgré tout, il existe des liens idéologiques non négligeables entre l'idéologie affichée par la Ligue et celle de CasaPound, notamment en ce qui concerne l'opposition à l'immigration clandestine et à Bruxelles, deux vecteurs idéologiques partagés par d'autres partis membres de la coalition de centre-droit.

Ainsi, la réserve éprouvée par les partis membres de la coalition de centre-droit à se rapprocher de CasaPound semble davantage révéler une gêne à nouer une alliance avec un mouvement ouvertement néofasciste, plutôt qu'une réelle incompatibilité idéologique. Cette lecture amène à s'interroger sur les références au fascisme dans la politique italienne qui réutilise parfois les codes du fascisme historique en tant qu'instrument politique, tout en assumant difficilement un lien avec un parti ouvertement néofasciste. Si nous avons déjà vu que la Ligue du Nord réutilise certains codes du fascisme historique, sans pour autant se réclamer ni appartenir aux mouvements néofascistes, ce n'est pas la seule formation politique à avoir développé ce qui semble être une ambiguïté volontaire.

Références au fascisme : un instrument politique

Comme évoqué précédemment, la Ligue du Nord, puis la Ligue, se sert avant tout de références indirectes au fascisme comme un instrument permettant d'étendre son influence politique. La rhétorique choquante et directe, le symbolisme et la ritualisation, la valorisation de l'action de terrain ainsi que la dimension charismatique du leader menant parfois jusqu'à l'instrumentalisation politique du corps sont autant de points de convergence, bien que le

³⁶ « Adriano Scianca : « Vous ne pourrez rien comprendre à CasaPound si vous n'étudiez que ses idées » », *Breizh-Info*, 11 Juin 2019
Disponible ici : <https://www.breizh-info.com/2019/06/11/121002/adriano-scianca-livre-casapound-italie/>
[consulté le 9 septembre 2019]

fascisme n'en détiennent pas l'exclusivité. S'il est absolument nécessaire de préciser que la LN n'est pas un mouvement fasciste revendiquant un quelconque héritage mussolinien, et étant par ailleurs un mouvement revendiquant toujours une dimension régionaliste, on ne peut nier l'utilisation de certains codes du fascisme historique.

Par ailleurs, l'importance accordée au leader dans le fonctionnement du parti apparaît comme une constante de Bossi à Salvini et semble donc être davantage propre au parti qu'au style politique des deux hommes.

Le leader occupe ainsi une place de premier ordre dans la stratégie politique du parti et est ainsi chargé de créer des opportunités politiques à travers le recours à une rhétorique basée sur la provocation³⁷.

La réutilisation de codes propres au fascisme peut ainsi être vue comme l'une de ces provocations et, bien que les références à Mussolini ne soient pas aussi assumées que dans le cas d'un parti néofasciste tel que CasaPound, d'autres partis italiens ont recours à cet instrument politique. Ainsi, en 2003 et alors qu'il est à la tête du gouvernement italien, Silvio Berlusconi est interrogé sur le cas irakien et sur la difficulté de mettre en œuvre une transition démocratique dans un pays n'ayant jusqu'alors connu que la dictature. Comparé à la situation italienne à la chute du fascisme, Silvio Berlusconi semble relativiser les exactions du régime mussolinien :

« *C'était [le fascisme] une dictature bien plus bénigne. Mussolini n'a tué personne. Mussolini n'a fait qu'envoyer des personnes en vacances pour les mettre à l'écart.* »³⁸

Plus qu'une réelle apologie du régime fasciste, il faudrait donc voir dans ces déclarations une volonté de créer des opportunités politiques et médiatiques. Les références à Mussolini semblent donc remplir une double mission : faire parler de soi et de son parti politique, mais également faire référence à un épisode de l'histoire politique italienne qui demeure ancré dans un bon nombre de consciences.

³⁷ « Parallèlement, pour des raisons stratégiques, le leader doit sans cesse changer la ligne politique réaliser des « coups politiques » qui rythment la mobilisation conflictuelle, lancer des provocations pour mieux reculer et repartir de l'avant. », Lazar Marc, « Italie : pour comprendre la Ligue », *Revue française de science politique*, 43e année, n°6, 1993, p. 2025.

³⁸ Interview relatée dans Farrell Nicholas, « Diary – 13 septembre 2003. Why being called mad by Berlusconi is not necessarily an insult », *The Spectator*, 13 septembre 2003

Disponible ici: <https://www.spectator.co.uk/article/diary---13-september-2003>

[consulté le 9 avril 2020]

Si la politique italienne est marquée par un rejet de tout ce qui s'apparente ou se réclame du fascisme durant les années 1970, la situation italienne durant la décennie 1990 a modifié cet état de fait selon Marco Tarchi. Selon lui, « la fin de la guerre froide a mis en crise le paradigme symétrique antifascisme/anticommunisme sur lequel la République italienne avait fondé sa légitimité au sortir de la dernière guerre. » De plus, « le bouleversement du système politique consécutif à l'action de la magistrature contre la corruption des pouvoirs publics a complété le scénario. L'éclatement des partis centristes a en effet ouvert la voie à une légitimation croisée des anciens communistes et des anciens fascistes. »³⁹

Selon le porte-parole de CasaPound, Adriano Scianca, les années 1970 ont effectivement été le théâtre d'une montée de l'opposition au fascisme. L'antifascisme se serait alors transformé en « sanglante foi générationnelle pour une partie de la jeunesse »⁴⁰, et ce jusqu'aux années 1990. Les antifascistes auraient selon lui « déjà perdu la première bataille » dans la mesure où les références au fascisme, qu'elles soient directes ou non, semblent faire partie d'une stratégie de conquête politique :

« Ils ont perdu la bataille pour l'éradication du fascisme de la conscience collective, et se sont donc lancés dans une chasse sans fin à la moindre de ses manifestations dans la société, dénonçant par exemple ceux qui exhibent des bouteilles à l'effigie du Duce.

*Ils s'indignent quand Salvini fait un clin d'œil aux fascistes mais n'ont jamais compris pourquoi cette stratégie, déjà mise en œuvre efficacement par Berlusconi depuis des années, est toujours porteuse de victoires et de consensus. »*⁴¹

³⁹ « Entretien avec Marco Tarchi », *Elements*, n°94, février 1999 p.35.

⁴⁰ « Solo negli anni '70 si è trasformato in sanguinaria fede generazionale per una parte della gioventù, molto rumorosa, ma comunque minoranza nel Paese reale. Oggi, l'antifascismo è per lo più ignorato, sopportato, considerato estraneo, lontano, noioso. [...] »

Scianca Adriano, « L'antifascismo oggi: il declino grottesco di chi sa solo prendersela coi cadaveri », *Il Primato Nazionale*, 25 avril 2019

<https://www.ilprimatonazionale.it/primo-piano/antifascismo-oggi-declino-grottesco-prendersela-cadaveri-114990/>

[consulté le 16 mai 2019]

⁴¹ « Ma la prima battaglia l'hanno già persa. E lo sanno. Hanno perso la battaglia per lo sradicamento del fascismo dalla coscienza collettiva, quindi si mettono all'eterna rincorsa delle sue espressioni più o meno vistose e più o meno caricaturali nella società, denunciando chi espone bottiglie con la faccia del Duce e cose simili. Si indignano quando Salvini strizza l'occhio ai fascisti, ma non hanno mai capito perché questa strategia, già messa in piedi efficacemente per anni da Berlusconi, risulti sempre vincente e portatrice di consensi. », *Ibid.*

Les références au fascisme, qu'elles émanent de la Ligue du Nord ou de *Forza Italia*, devraient ainsi davantage être comprises comme appartenant à une stratégie de conquête politique, révélant une complexité certaine dans le rapport au fascisme historique entretenu par la politique italienne.

Il serait faux de considérer la Ligue comme un mouvement fasciste au même titre que le régime mussolinien, en premier lieu d'un point de vue doctrinal. Si le fascisme a œuvré à la construction d'un État-nation⁴², notamment à travers la constitution de mythes communs à l'ensemble des régions de l'Italie, cela semble incompatible avec l'idéologie régionaliste véhiculée par la LN.

On ne peut donc pas comparer l'héritage fasciste d'un parti tel que le MSI à la Ligue du Nord dont l'un des traits les plus marquants de son idéologie réside dans sa vocation régionaliste profonde, et ce malgré les changements d'échelle qu'a connu celle-ci. Cela semble incompatible avec la doctrine fasciste ayant prôné l'unité nationale et le centralisme afin de pallier le manque de sentiment d'appartenance nationale.

On peut néanmoins relever des emprunts dans le style politique, notamment dans la construction et la mythification d'une identité commune et dans la rhétorique employée par ses leaders, lesquels occupent d'ailleurs une place centrale dans l'idéologie du mouvement.

Malgré tous ces éléments, une alliance avec un mouvement ouvertement néofasciste apparaît difficile à assumer sur le long terme, en particulier lorsque ce mouvement bénéficie d'un ancrage très local et ne constitue donc qu'un maigre apport de voix lors d'échéances électorales.

⁴² « Le Duce instrumentalise la géographie afin de conforter son pouvoir : le totalitarisme passe forcément par la mainmise sur le territoire. Ainsi les grands discours mussoliniens font l'objet d'une mise en scène, y compris quant à leur localisation. Lors de la célèbre harangue de septembre 1929 lancée du palais de Venise à Rome, Mussolini a choisi intentionnellement le cœur de Rome conçue comme « espace sacré », le palais de Venise étant encerclé par le Capitole, le Forum et l'Autel de la Patrie, monument à Vittorio-Emanuele II. Le reste du territoire est rattaché à Rome, centre et cœur, dans une réminiscence de l'Empire romain. Cependant, il ne s'agit pas à proprement parler d'un retour de la problématique territoriale sur la scène politique italienne puisque la centralité de Rome sert également à nier la fracture Nord-Sud. Mussolini affirme, par exemple, le 10 mars 1929 : « pour le Régime, nord et sud n'existent pas : existent l'Italie et le peuple italien » », dans Champeyrache Clotilde, « La Ligue du Nord : le retour ambigu de l'identité territoriale sur la scène politique italienne », *L'Espace Politique* [En ligne], 14 | 2011-2

<https://journals.openedition.org/espacepolitique/2046>

[consulté le 14 octobre 2019]

3.1.2. France

Le Front National est depuis sa fondation un parti politique visant à offrir une représentation unique aux différentes tendances composant les droites radicales françaises mais se caractérise également par un fort centralisme interne. La cohabitation de divers courants politiques et mouvements de taille restreinte visant à former un front nationaliste explique en partie les scissions ayant marqué l'histoire du parti. L'histoire du FN illustre ainsi la difficile réalisation de ce front commun compte tenu de sa nature hétérogène, souhaitant malgré tout offrir à la galaxie des droites radicales l'opportunité de participer pleinement au processus électoral.

Si le Front National, désormais appelé Rassemblement National, affiche clairement des ambitions électorales et parvient à atteindre le second tour des élections présidentielles à deux reprises, en 2002 et 2017, le cas du mouvement identitaire étudié est tout autre.

L'action politique de mouvement Les Identitaires, anciennement appelé Bloc Identitaire, ne peut donc être étudié au même titre que celle du RN et ce malgré la tentative électoraliste de 2009.

Il s'agit donc davantage d'interroger les liens existant entre ces deux formations à travers une étude des alliances politiques s'étant nouées entre celles-ci. Il convient en outre dans le cadre de cette étude de s'intéresser à la nature des relations entretenues ainsi qu'aux éventuelles évolutions que connaissent celles-ci.

Pour ce faire, il apparaît opportun de revenir sur l'historique des liens entre le Front National et les mouvements identitaires, d'abord incarné par Unité Radicale puis par le Bloc Identitaire et Les Identitaires.

Par ailleurs, il semble absolument nécessaire de s'interroger sur l'évolution de ces relations, en particulier depuis l'accession de Marine Le Pen à la présidence du parti et la mise en place de la stratégie de dédramatisation qu'elle semble incarner depuis 2011.

Alliances politiques

Les Identitaires n'affichent aucune ambition électorale et préfèrent se considérer comme une formation à vocation métapolitique et culturelle, déclarant à ce titre ne pas être en concurrence avec le Rassemblement National :

« Nous ne sommes pas une structure électorale, nous ne sommes donc pas en concurrence avec le Rassemblement national. Ce parti est identifié comme le parti le plus opposé à l'immigration par les Français et rencontre donc des succès essentiellement grâce à ce positionnement. »⁴³

Néanmoins, Les Identitaires, et avant eux le Bloc Identitaire, n'ont pas toujours souhaité se positionner en dehors du système électoral. Il convient de rappeler que le Bloc Identitaire devient en 2009 le Bloc Identitaire – Mouvement Social Européen et vise alors à devenir « une formation politique qui concourt à l'expression du suffrage dans le cadre des institutions de la République »⁴⁴.

On ne peut donc résumer le mouvement identitaire à un simple mouvement idéologique et contre-culturel n'ayant jamais entretenu d'ambitions politiques. Il apparaît donc nécessaire de revenir au mouvement ayant précédé le Bloc Identitaire et s'interroger sur les relations entretenues alors avec le Front National.

Fondé en 1998, Unité radicale regroupe différentes tendances des droites radicales françaises, notamment Jeune Résistance, le GUD ainsi que d'anciens membres de l'Œuvre Française et du Parti Nationaliste Français et Européen⁴⁵.

Alors qu'une crise interne oppose les partisans de Bruno Mégret à ceux de Jean-Marie Le Pen au sein du FN, Unité Radicale semble devoir se positionner alors que deux partis politiques souhaitant représenter l'extrême droite française affichent clairement leurs ambitions politiques. Interrogé sur le conflit opposant le Mouvement National Républicain de Bruno

⁴³ « Êtes-vous un concurrent du Rassemblement National ? », Foire aux Questions, *Site internet Les Identitaires*

www.les-identitaires.com

⁴⁴ Publication au Journal officiel, n° de parution 20090043, n° d'annonce : 141

Déclaration auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes

www.journal-officiel.gouv.fr

⁴⁵ Fondé en 1987, le Parti Nationaliste Français et Européen se distingue par son idéologie radicale et néonazie donnant lieu à divers délits et, à terme, à la dissolution du mouvement en 1999.

Mégret et le Front National, Christian Bouchet⁴⁶ souhaite que son mouvement s'insère dans le jeu politique en tant que « tendance » bien davantage que comme parti :

« Dans l'immédiat, constituer une nouvelle organisation politique, un troisième parti ne semble guère opportun. L'aspiration du « peuple national » est de retrouver l'unité, pas de voir sa famille se diviser à l'infini. [...] »

Mon option personnelle depuis de nombreuses années est qu'il ne faut surtout pas former une organisation radicale qui ne serait rien de plus qu'un nouveau groupuscule, mais qu'il faut créer une « tendance » radicale au sein des forces nationales. »⁴⁷

L'UR selon Christian Bouchet entend donc bien davantage se rapprocher du fonctionnement du courant de la « Gauche socialiste » au sein du PS que de celle du *Movimento Sociale – Fiamma Tricolore* de Pino Rauti :

« En quelque sorte, organiser l'équivalent nationaliste de la « Gauche socialiste » ... Il faut avoir conscience que créer une structure radicale reviendrait à se couper des gros bataillons nationaux qui sont au FN et au MNR. On a l'exemple italien du départ de Rauti de l'Alliance Nationale. Rauti et ses partisans ont créé une structure pure et dure, mais celle-ci ne regroupe sur son nom que 1% des suffrages et son audience est donc tout à fait nulle. »⁴⁸

Unité Radicale semble donc vouloir participer à l'union des droites radicales en ne parasitant pas les ambitions électorales du MNR et du FN, mais en souhaitant s'y insérer en tant que courant radical interne. Les mouvements de taille restreinte composant cette famille politique deviennent alors un des enjeux de la dispute entre mégretistes et lepénistes⁴⁹. Ce

⁴⁶ Ancien membre de Troisième Voie, il est l'un des fondateurs du mouvement Nouvelle Résistance en 1991. À la suite de la dissolution du mouvement en 1996, il participe avec son mouvement jeunesse Jeune Résistance à la création d'Unité Radicale avant de rejoindre le MNR de Bruno Mégret jusqu'en 2002 puis le Front National en 2008.

Fondateur de la maison d'édition Ars Magna, il est l'auteur de plusieurs ouvrages et dirige les revues *Lutte du peuple* dans les années 1990 puis *Résistance* jusqu'à la fin des années 2000 et participe à la rédaction du bimensuel *Flash*.

⁴⁷ Bouchet Christian, *Les nouveaux nationalistes*, Paris, Editions Déterna, 2001

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ « Le président frontiste se lance alors dans une intense campagne de recrutement et, afin d'attirer à lui des militants de l'ensemble de la mouvance extrême-droitière, déclare dans la presse nationaliste-révolutionnaire de François Duprat que le FN « autorise la double appartenance et respecte le choix idéologique de ses adhérents » », dans Lebourg Nicolas, « Le Front National et la galaxie des extrêmes-droites radicales » dans Crépon Sylvain, Dézé Alexandre et Mayer Nonna (dir.), *Les faux semblants du Front National*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2015, p. 124

faisant, Jean-Marie Le Pen entretient la vocation du Front National depuis sa création, à savoir offrir un visage unifié aux différentes tendances composant les droites radicales françaises. Survenue en décembre 1998, la scission interne au FN impacte directement la stratégie d'UR qui semble favoriser un rapprochement avec le MNR lors de son Conseil national du 11 novembre 1999.

A l'instar de plusieurs figures de la Nouvelle droite quittant le FN en 1998⁵⁰, UR fait d'abord le choix de Bruno Mégret dans la querelle l'opposant à Jean-Marie Le Pen. Ce soutien affiché à Mégret motive en partie, en plus d'un désir d'autonomie du mouvement, le départ du GUD d'UR lors du Conseil national du 18 décembre 2001⁵¹. Ainsi, le congrès du MNR de février 2002 est l'occasion de renforcer les liens avec Unité Radicale, lequel devient « un sas permettant à des militants du FN en désaccord avec leur direction de se rapprocher du MNR en deux temps. »⁵²

UR entend alors occuper au sein du MNR la fonction de courant radical telle qu'évoquée précédemment par Christian Bouchet :

*« MNR s'assure de cadres jeunes et de militants dont le soutien actif n'est pas à négliger pour l'action de terrain. Dans le même temps ceux-ci ne sont pas officiellement au MNR ce qui lui permet éventuellement de se dédouaner et de ne pas compromettre ses relations avec des courants plus modérés. »*⁵³

Néanmoins, et malgré le soutien affiché d'Unité Radicale au MNR, le mouvement entretient des relations ambiguës avec le Front National notamment par le biais de Guillaume Luyt et Fabrice Robert. Ces derniers évincent Christian Bouchet au mois d'avril⁵⁴ et opèrent un

⁵⁰ Selon Bruno Larebière, « la pénétration des idées de la nouvelle droite a été stoppée net par la crise de 1998 avec le départ des cadres et militants formés par elle. », cité dans Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Editions du Seuil, 2015, p. 178

⁵¹ « Lors du conseil national d'UR du 18 décembre 2001, la tension est manifeste, puisqu'il est précisé que l'appellation GUD appartient à UR et que les velléités d'indépendance de sections du GUD seront sanctionnées par leur dissolution. *In fine*, le GUD reprend sa liberté, est las du mégretisme d'UR », Lebourg Nicolas, *Stratégies et pratiques du mouvement nationaliste-révolutionnaire français : départs, desseins et destin d'Unité Radicale (1989-2002)*, *Le Banquet*, Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique, 2004, 19-20, p. 384

⁵² Document préparatoire à l'entrevue entre Christian Bouchet et Bruno Mégret le 1er février 2002, cité dans *Ibid.*, p. 388

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ UR, Communiqué 72, 21 avril 2002, cité dans *Ibid.*

rapprochement avec le Front National dans l'optique de pouvoir participer de façon conjointe à la manifestation du 1^{er} mai organisée par le parti.

La situation dans laquelle se trouve le Front National en ce mois d'avril 2002, atteignant pour la première fois le second tour des élections présidentielles ainsi que la faible base électorale dont dispose le MNR, rendent le décalage évident entre les deux partis. Ce faisant, Unité radicale semble réaffirmer l'idée selon laquelle il ne faut pas nuire aux chances nationales de leur famille politique en constituant un trop grand nombre de formations susceptibles de représenter une compétition interne aux droites radicales.

La tentative d'attentat perpétrée en juillet 2002 par Maxime Brunerie, membre d'Unité Radicale, à l'encontre du président nouvellement réélu Jacques Chirac provoque une dissolution rapide du mouvement. Candidat aux municipales de 2001 dans le 18^{ème} arrondissement de Paris sur la liste du MNR, le parti de Bruno Mégret s'en distancie aussitôt, déclarant ne pas être « concerné par cet acte odieux et insensé. »⁵⁵

Si Jean-Marie Le Pen entend également ne pas voir son parti assimilé à la tentative d'attentat du 14 juillet, il semble davantage condamner un système blâmant systématiquement sa famille politique :

« Je pensais bien que s'il y avait un fou on arriverait bien, d'une manière ou d'une autre, à dire qu'il était d'extrême droite »⁵⁶

Sa position quant à la dissolution d'Unité Radicale prononcée en août suit cette même logique et serait selon lui une réponse aux « exigences des groupuscules gauchistes » après ce qui ne serait qu'un « simulacre d'attentat ». Selon le président du Front National, UR ne serait qu'un « petit groupe militant » composé de « jeunes nationaux turbulents »⁵⁷, ne méritant pas que le conseil des ministres proclame sa dissolution.

⁵⁵ « GUD et UR : la fange dure de l'extrême-droite », *L'Obs*, 16 juillet 2002

Disponible ici : <https://www.nouvelobs.com/societe/20020716.OBS7638/gud-et-ur-la-frange-dure-de-l-extreme-droite.html>

[consulté le 22 avril 2020]

⁵⁶ « M. Le Pen s'indigne de la dissolution d'Unité radicale », *Le Monde*, 8 août 2002

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/archives/article/2002/08/08/m-le-pen-s-indigne-de-la-dissolution-d-unite-radicale_4259763_1819218.html

[consulté le 22 avril 2020]

⁵⁷ *Ibid.*

Alors qu'Unité Radicale est rapidement reconstituée au sein du BI fondé en avril 2003, les membres du mouvement identitaire semblent néanmoins afficher une volonté d'indépendance vis-à-vis du FN. Le BI affiche des ambitions politiques bien avant que le mouvement ne se constitue parti politique en 2009 et bénéficie déjà d'un ancrage local, notamment à Nice à travers le mouvement Nissa Rebela⁵⁸. Présidé par Philippe Vardon, ce mouvement permet au Bloc Identitaire de se présenter aux élections cantonales de juin 2005 où il récolte 1,9 % des votes exprimés.

Bien que les ambitions politiques du jeune mouvement demeurent modestes et très locales, elles témoignent malgré tout d'une volonté de dépasser une vocation qui serait strictement métropolitaine et culturelle. Se présentant en compétition avec les listes FN à Nice, Philippe Vardon obtient 3 % des votes lors des municipales de 2008 et Benoît Loeillet⁵⁹, candidat de Nissa Rebela 7,7 % lors des élections cantonales de septembre 2009.

Ainsi, la création du Bloc Identitaire – Mouvement Social Européen déclarée en octobre 2009 auprès de la préfecture des Alpes-Maritimes n'initie pas les ambitions politiques du BI, mais semble tout au plus les confirmer. La concurrence entre le mouvement et le parti de Jean-Marie Le Pen est d'autant plus manifeste lorsque le BI - MSE⁶⁰ présente des candidats sur les listes de la Ligue du midi dans le Languedoc Roussillon et la Ligue du Sud en région PACA lors des élections régionales de mars 2010. Le soutien du jeune mouvement à Jacques Bompard⁶¹, un ancien membre du FN ayant fait scission et formé la Ligue du Midi, union du MNR et du Parti de la France de Carl Lang⁶² dans l'optique des régionales, semble témoigner de la proximité entre le BI – MSE et les anciens membres du FN. Bien que l'ancrage au sud du

⁵⁸ Mouvement identitaire niçois fondé en 2005 par Philippe Vardon jusqu'à son départ pour le Front National en 2015.

⁵⁹ Ancien secrétaire général de Nissa Rebela, il quitte le mouvement niçois pour rejoindre les rangs du Front National lors des élections régionales de 2015.

⁶⁰ Bloc Identitaire – Mouvement Social Européen

⁶¹ Né en 1943, Jacques Bompard milite d'abord au sein des mouvements Occident et Ordre Nouveau avant de rejoindre le Front National lors de sa création en 1972. Son exclusion du bureau politique du parti en 2005 fait suite à ses propos critiques concernant le fort centralisme dans le fonctionnement du parti incarné par la présidence.

Il rejoint alors le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers qu'il quitte en 2010 afin de former la Ligue du Midi.

⁶² Né en 1957, Carl Lang rejoint le Front National à la fin des années 1970, dont il devient membre du bureau politique, et dirige le Front National de la Jeunesse dans les années 1980.

Conseiller régional, d'abord en Haute-Normandie de 1986 à 1992 puis du Nord-Pas-de-Calais de 1992 à 2010, il exerce également trois mandats de députés européens de 1994 à 2009.

Sa suspension du Front National intervient en 2008 lorsqu'il refuse de retirer sa candidature face à celle de Marine Le Pen se présentant donc contre elle lors des élections européennes de 2009.

Le Parti de la France naît donc en 2009 d'une scission interne au Front National.

territoire français soit particulièrement visible, il convient de noter que le BI – MSE tente de s’illustrer localement dans d’autres régions du territoire à travers des mouvements associés tels que Jeune Bretagne⁶³ ou Alsace d’abord⁶⁴.

Le soutien apporté par le Bloc Identitaire auprès de partis concurrents composés d’anciens frontistes ayant fait scission pose question et semble révéler une prise de distance vis-à-vis du FN. Il convient donc de se demander quelles en sont les raisons et quelles évolutions connaissent les liens entre le BI et le parti de Jean-Marie Le Pen puis de Marine Le Pen.

On peut se demander quelle politique instaure Marine le Pen dès son accès à la présidence du parti et comment le mouvement revendiquant son idéologie identitaire s’insère-t-il au sein de la stratégie normalisatrice incarnée par la fille de Jean-Marie Le Pen ? Si mouvements identitaires et dédramatisation peuvent sembler antinomiques, nous verrons néanmoins que le Bloc Identitaire, puis Les Identitaires, semble trouver sa place au sein de cette nouvelle stratégie.

Les relations entretenues entre ces deux formations sont d’autant plus manifestes qu’elles résultent parfois dans des transferts de personnes. Nous pouvons notamment citer les exemples de Christian Bouchet qui, après avoir soutenu un rapprochement d’UR auprès du MNR de Bruno Mégret devient tête de liste Rassemblement Bleu Marine⁶⁵ lors des élections municipales de Nantes en 2014, mais également de Philippe Vardon et Benoît Loeillet⁶⁶.

Par ailleurs, l’échelle locale occupe ici encore une place fondamentale dans la mesure où elle permet de rendre davantage visibles les relations entre le parti aux ambitions nationales et le mouvement identitaire.

⁶³ Fondé en 2008, Jeune Bretagne entend, comme la plupart des mouvements locaux identitaires, défendre leur « triple identité bretonne, celtique, européenne » [Jeune-bretagne.com].

Le mouvement breton, lié au Bloc identitaire jusqu’en 2012, entretient des liens avec d’autres mouvements européens, parmi lesquels CasaPound, par le biais de tables rondes et de conférences.

Dissout en 2014, le mouvement continue néanmoins de communiquer à travers les sites TV Libertés et Breizh Info.

⁶⁴ Fondé en 1989, Alsace d’abord est un mouvement local véhiculant une idéologie identitaire fondé par Jacques Cordonnier et Robert Spieler, ancien député Front National de la région.

⁶⁵ RBM

⁶⁶ Anciens présidents et secrétaire général de Nissa Rebelas et candidats sur la liste de Marion Maréchal lors des élections régionales de 2015 dans les Alpes-Maritimes.

Impact de la stratégie de normalisation

Dès 2005 et alors qu'il vient d'être nommé secrétaire général du parti, Louis Aliot s'emploie à diminuer l'influence des franges radicales du parti, s'éloignant ainsi des liens historiques entretenus par le FN avec certaines tendances des droites radicales⁶⁷. Si le « nouveau » Front National semble vouloir prendre ses distances avec les éléments les plus radicaux composant l'extrême droite française, et ce avant même l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti, la réalité est plus complexe et révèle une proximité mais également une gêne certaine pour le FN à assumer celle-ci.

La création du Rassemblement Bleu Marine en 2012 en vue des élections législatives est révélatrice de la stratégie instaurée par le Front National à l'égard des mouvements plus radicaux composant sa famille politique. Si le RBM permet de s'associer à des mouvements ancrés localement dans un but électoral, il instaure également une distance symbolique entre ceux-ci et le FN. L'échelle locale permet ainsi d'expliquer ces alliances nouées avec des mouvements de taille restreinte mais bien ancrés localement, car « si l'objectif reste 2017, le pouvoir se prendra localement »⁶⁸ selon les propos de Steeve Briois, alors secrétaire général du Front National. A l'échelle nationale, en revanche, le BI propose la candidature d'Arnaud Guillon concurrençant celle de Marine Le Pen lors des élections présidentielles de 2012. Bien que celui-ci n'obtienne par les cinq-cents signatures requises, elle témoigne d'une difficulté réciproque à s'unir à l'échelle nationale.

⁶⁷ « Le FN de Jean-Marie Le Pen avait été en lien avec les hommes du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) comme du Club de l'Horloge, avec les Groupes nationalistes-révolutionnaires (GNR) de Duprat comme avec l'Unité radicale de Christian Bouchet. Le FN actuel n'a pas ses liens, du fait de sa volonté normalisatrice, et de la disparition ou de l'affaiblissement de telles structures. Lorsque des personnalités issues de ces groupes effectuent un travail d'adaptation politique, elles se retrouvent pourtant dans le « marinisme ». [...] L'extrême droite radicale est donc recyclable dans le Front national de Marine Le Pen, à condition qu'elle soutienne la présidente et sa ligne stratégique, sans que cette dernière lui demande en retour de renier sa trajectoire idéologique passée. », Lebourg Nicolas, « Le Front National et la galaxie des extrêmes-droites radicales », *op. cit.*, pp. 135 – 136

⁶⁸ Ph. G., « Municipales : le Front National espère remporter une ville... », *Le Dauphiné*, 5 novembre 2012 Disponible ici : <https://www.ledauphine.com/isere-sud/2012/11/04/municipales-le-front-national-espere-remporter-une-ville>

[consulté le 5 février 2021]



rassemblementnational.fr

La création d'une nouvelle structure afin de rendre possible une alliance politique semble ainsi mettre en lumière une gêne du Front National à associer son nom à ceux de mouvements moins institutionnalisés et affichant une idéologie plus radicale.

La fin de la possibilité de double appartenance est particulièrement révélatrice de cette logique, et le cas de Philippe Vardon en est l'un des exemples les plus parlants. Ainsi, dès la fin de l'année 2012, Steeve Briois déclare que « le Rassemblement Bleu Marine dépasse largement le Front National et s'adresse à autant d'électeurs déçus par l'UMP qu'aux identitaires, à titre individuel, s'ils sont sincères et de bonne foi. »⁶⁹ Cette logique explique selon lui pourquoi « [ils invitent] personnellement Philippe Vardon à Nice. »

Ce qui semble être un appel du pied de la part du secrétaire général du FN est néanmoins relativisé par la précision qu'il n'existe « pas d'alliance en tant que telle »⁷⁰ entre son parti et le Bloc Identitaire. Ces déclarations sont par la suite réaffirmées par la présidente du parti, pour qui « il n'y a pas d'accord avec le Bloc identitaire », avançant « trop de différences de fond »⁷¹. Néanmoins, Marine Le Pen invite tous ceux qui « considèrent qu'ils sont plus proches de [leurs] options » à les rejoindre, mettant ainsi fin à toute possibilité de double appartenance.

Ces déclarations interviennent peu de temps après celles de Philippe Vardon, pour qui le RBM est le moyen pour son mouvement de collaborer avec le Front National. Selon lui, « en

⁶⁹ Ph. G., « Municipales : le Front National espère remporter une ville... », *op. cit.*

⁷⁰ Faye Olivier, Mestre Abel et Monnot Caroline, « Le FN au Bloc Identitaire : ni alliance, ni double appartenance », *Le Monde*, 6 novembre 2012

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/politique/article/2012/11/06/le-fn-au-bloc-identitaire-ni-alliance-ni-double-appartenance_5981864_823448.html

[consulté le 5 février 2021]

⁷¹ *Ibid.*

2014 il y aura des élus identitaires, à travers des listes de rassemblement, d'union, d'ouverture [...] à travers des listes dans des logiques d'union des droites [...] et puis, bien entendu, à travers des collaborations et des intégrations de listes structurées autour du Rassemblement Bleu Marine de Marine Le Pen. »⁷²

Cette logique d'alliance répond selon lui aux objectifs que se sont fixés les identitaires, souhaitant « désormais passer de l'existence médiatique et politique à l'existence dans la sphère de l'action publique. »⁷³

Les élections municipales de 2014 voient ainsi certaines listes FN – RBM s'ouvrir à des candidats issus du Bloc Identitaire, tel qu'à Nevers où la liste Rassemblement Bleu Marine compte trois candidats⁷⁴ issus du BI. A Nice, en revanche, Philippe Vardon et Nissa Rebelo proposent une liste concurrençant le FN – RBM de Marie-Christine Arnautu⁷⁵. Si cette compétition semble contredire les déclarations de Philippe Vardon en novembre 2012, elle fait suite à la demande de carte d'adhésion au RBM de Philippe Vardon ayant révélé une gêne manifeste du Front National à assumer cette alliance.

Si Philippe Vardon annonce publiquement avoir reçu sa carte en octobre 2013, se disant « persuadé que des ponts doivent exister entre l'école de pensée et de formation par l'action qu'est le mouvement identitaire et l'espoir électoral que représente pour des millions de Français Marine Le Pen »⁷⁶, ses propos sont rapidement commentés par Gilbert Collard :

« C'est par erreur que Philippe Vardon a reçu une carte du Rassemblement Bleu Marine. Le bureau du RBM n'a pas validé [sa] demande d'adhésion [...] C'est en raison d'un afflux massif de nouveaux adhérents au RBM que cette inscription est passée au travers du contrôle

⁷² « Municipales 2014 : le Bloc Identitaire veut s'allier avec le FN », *Le Point*, 3 novembre 2012
Disponible ici : https://www.lepoint.fr/politique/municipales-2014-le-bloc-identitaire-veut-s-allier-avec-le-fn-03-11-2012-1524424_20.php
[consulté le 5 février 2021]

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁴ Stéphane Somazzi, Marie-Hélène de Almeida et Damien Baudry.

⁷⁵ Née en 1952 et membre du Front National depuis 1987, Marie-Christine Arnautu est d'abord Conseillère régionale de l'Île-de-France de 1998 à 2010 avant de se présenter à Nice lors des élections municipales de 2014 où elle devient conseillère municipale. Elle est également députée européenne de 2014 à 2019 et vice-présidente du Front National de 2011 à 2018.

⁷⁶ « Un ex du bloc identitaire rejoint Marine Le Pen « comme des centaines de personnes » », *L'Express*, 2 octobre 2013

Disponible ici : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/un-ex-du-bloc-identitaire-rejoint-marine-le-pen-comme-des-centaines-de-personnes_1287424.html

[consulté le 28 janvier 2021]

[...] L'envoi par les services administratifs de l'association de la carte de membre du RBM à monsieur Vardon est par conséquent une erreur. »⁷⁷

Ces déclarations semblent confirmées par Marine Le Pen pour qui « la manière dont il a utilisé cette carte en Une d'un certain nombre de journaux démontre qu'il y a derrière tout ça une petite manipulation. »⁷⁸

Selon la présidente du FN, « voir des identitaires qui adhèreraient à cette charte [du RBM], c'est un vrai bouleversement dans la grille politique des identitaires ». L'adhésion de Philippe Vardon à la charte du RBM, qu'elle considère « très souverainiste », pose donc question. S'agit-il d'un « coup politique » ou cela révèle-t-il « un changement radical de positionnement chez des gens qui étaient jusqu'à présent européistes et régionalistes »⁷⁹ ?

Bien que l'adhésion de Philippe Vardon soit finalement enregistrée, Marine Le Pen précise que celui-ci ne se présentera pas sur la liste FN – RBM lors des municipales de 2014 à Nice. Si les élections locales révèlent certes des liens entre les deux mouvements, elles mettent également en lumière une compétition certaine dans certaines localités où le BI est implanté ainsi qu'une gêne évidente du FN à assumer ces liens. L'échelle européenne, et l'absence de candidature du mouvement identitaire, permet quant à elle de préciser davantage les arguments révélant des passerelles idéologiques.

Un communiqué du Bloc Identitaire en vue des élections se tenant en mai 2014 appelle ainsi clairement les sympathisants du mouvement à soutenir les listes Bleu Marine :

« Le 25 mai, le Bloc Identitaire appelle donc à dire Oui à l'Europe, non à Bruxelles et à envoyer un signal fort sur le plan national comme européen en votant pour les listes Bleu Marine. [...] la seule attitude conséquente [...] est de voter pour les listes présentées par le parti patriote. »⁸⁰.

⁷⁷ Mestre Abel et Monnot Caroline, « Vardon au RBM : « l'hénaurme » communiqué de Gilbert Collard », *Le Monde*, 1 octobre 2013

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/politique/article/2013/10/01/vardon-au-rbm-l-henaurme-communique-de-gilbert-collard_5992848_823448.html

[consulté le 28 janvier 2019]

⁷⁸ « Un ex du bloc identitaire rejoint Marine Le Pen « comme des centaines de personnes » », *op. cit.*

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ « Européennes 2014 : le Bloc Identitaire appelle à voter pour les listes Bleu marine », *Le Parisien*, 23 mai 2014

Disponible ici : <https://www.leparisien.fr/elections/europeennes/europeennes-le-bloc-identitaire-appelle-a-voter-pour-les-listes-bleu-marine-23-05-2014-3865619.php>

[consulté le 5 février 2019]

Le projet identitaire serait ainsi de permettre « l'émergence d'un groupe au Parlement européen au sein duquel siègeront des eurodéputés identitaires issus du Vlaams Belang belge ou de la Lega Nord italienne, partis avec lesquels nous travaillons depuis des années et avec lesquels le FN a noué des accords. »⁸¹

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une alliance politique à but électoral, le soutien manifeste du BI révèle un rapprochement notoire entre les deux formations, ou du moins un accord sur le plan idéologique à l'échelle européenne.

Ce rapprochement est confirmé lors des élections départementales de 2015 au cours desquelles les listes FN – RBM s'ouvrent de manière significative aux candidats issus du BI.

Le RBM permet ainsi au Front National de nouer des alliances politiques avec des mouvements de taille restreinte lors des élections locales. Parmi ceux-ci, on peut citer l'exemple du parti Souveraineté, Identité Et Libertés⁸² et membre du RBM jusqu'en 2016. Fondé en 2011 et allié au RBM dès les élections législatives de 2012, le SIEL semble ainsi fonctionner comme un mouvement créé dans le but de nouer une alliance électorale avec le FN.

Le SIEL occupe donc une place centrale au sein du RBM, comme en attestent les déclarations de Marine Le Pen lors de son discours du 1^{er} mai 2015 :

« J'ai souhaité cette année en défilant avec eux et en les invitant sur cette tribune mettre à l'honneur nos 62 conseillers départementaux, élus grâce à l'incroyable dynamique qui porte notre mouvement et qui lui a permis d'obtenir un résultat historique dans le cadre d'élection locale : 25, 87 % des suffrages et même 26, 51 % dans les 1912 cantons où nous étions représentés.

Permettez-moi, à travers eux, de saluer en votre nom toutes celles et ceux, candidats valeureux qui ont fièrement porté les couleurs du FN et du RBM au cours de la campagne départementale, en partenariat avec nos amis du SIEL. »⁸³

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Le SIEL, anciennement Souveraineté, Indépendance et Libertés, est fondé par Paul-Marie Couteaux, ancien membre du Mouvement Pour la France de Philippe de Villiers, en 2011 et présidé par celui-ci jusqu'en 2014, date à laquelle il est remplacé par Karim Ouchikh.

⁸³ Le Pen Marine, *Discours*, 1^{er} mai 2015

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-vendredi-1er-mai-2015/>

[consulté le 15 septembre 2020]

Il convient de noter que, si Marine Le Pen évoque clairement le SIEL dans ce discours post-électoral, aucune mention équivoque n'est faite quant au Bloc Identitaire.

Concernant Nissa Rebelo, le mouvement niçois finit par se fondre dans le FN à la fin de l'année 2015 lorsque Benoît Loeillet adhère au parti. Il intègre ainsi la liste de Marion Maréchal dans les Alpes-Maritimes lors des régionales de 2015, au même titre que Philippe Vardon.

Les Identitaires et la fin de « toute confrontation électorale »

Les liens entre le mouvement identitaire et le Front National semblent ainsi faits d'allers et retours, entre rapprochement à but électoral et gêne à assumer une telle alliance à l'échelle nationale pour le parti de Marine Le Pen.

Devenu Les Identitaires en 2016, le mouvement indique alors avoir « cessé toute confrontation électorale avec le FN », et ce « depuis quelques années »⁸⁴.

Souhaitant davantage s'inscrire dans une logique de « complémentarité » vis-à-vis du Front National, le mouvement identitaire justifie celle-ci par la nécessité de ne pas persévérer dans une compétition jugée vaine et contre-productive :

*« Nous n'avons pas persisté dans une concurrence sans issue. Nous avons taché de nous inscrire dans une complémentarité. Partout, nos militants ont agi là où les militants du FN ne le pouvaient. Du reste, partout, souvent, nous avons agi là où aucun mouvement patriote n'agissait. »*⁸⁵

Ce faisant, Les Identitaires semblent renouer avec la vocation métapolitique affichée à leurs débuts et consistant davantage à influencer leur famille politique, à l'échelle nationale et européenne, plutôt qu'à se fixer des objectifs purement électoraux :

« Nous avons imposé nos méthodes, nos slogans, nos combats, dans le paysage médiatique. Nous ne nous sommes jamais contentés de vouloir, toujours nous avons poussé au plus loin notre capacité d'action. [...] »

⁸⁴ « Le Bloc Identitaire devient Les Identitaires », Communiqué officiel, *Site Internet Les Identitaires*, 13 juillet 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/07/13/le-bloc-identitaire-devient-les-identitaires/> [consulté le 22 juillet 2020]

⁸⁵ *Ibid.*

Europe ! Là n'est pas le moindre de nos succès. En Italie, en Suisse, en Autriche, en Tchéquie, en Allemagne, nous avons transmis notre ligne politique, nos méthodes d'actions, créant ainsi des mouvements identitaires locaux. »⁸⁶

Cette volonté d'exercer une influence sur la sphère politique française et européenne justifie selon eux la transformation du BI en association au premier juillet 2016, celle-ci prenant le nom Les Identitaires :

« Fort de ces succès, à un an d'une échéance présidentielle capitale qui verra peut-être de profonds bouleversements politiques, le mouvement identitaire a décidé de se recomposer.

[...]

Le Bloc Identitaire est devenu au 1er juillet le mouvement associatif Les Identitaires.

Les Identitaires sera une centrale d'agitation et de formation.

[...]

Né avec le siècle, le mouvement identitaire a changé, change et changera encore. Une seule chose restera immuable. La volonté de ses chefs et de ses militants de mener le combat pour la France et l'Europe quoiqu'il en coûte. »⁸⁷

Les Identitaires affichent ainsi clairement la fin de toute compétition électorale avec le Front National, et donc un rapprochement certain entre les deux formations. N'étant plus le parti politique fondé en 2009, Les Identitaires font partie des mouvements et associations de taille restreinte n'affichant pas nécessairement d'ambitions électorales ou du moins dont les ambitions électorales sont fluctuantes et dépendent du rapport au parti politique majoritaire que représente le FN.

Le parcours de Philippe Vardon témoigne de la proximité entre le Bloc Identitaire, devenu Les Identitaires, et le FN, devenu Rassemblement National en 2018. Néanmoins, ce dernier met également en lumière la gêne éprouvée par le parti de Marine Le Pen à officialiser ces liens à travers l'adhésion de militants identitaires au FN, particulièrement visible en 2012 et 2013. Son parcours révèle également le rapprochement et les passerelles de plus en plus claires existant entre les deux formations depuis 2015.

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ *Ibid.*

Membre de la liste FN – RBM en 2015, Philippe Vardon participe à la campagne présidentielle de Marine Le Pen lors des élections de 2017, année durant laquelle il devient vice-président du groupe RN au Conseil régional de Provence Alpes Côte d’Azur.

Renouant avec la vocation métapolitique de leurs débuts, Les Identitaires entendent exercer une fonction d’influence sur les thématiques identitaires au sein de leur famille politique et notamment du RN⁸⁸, en raison de l’importante base électorale dont dispose celui-ci. On peut donc se demander quel est l’apport du mouvement identitaire pour le Rassemblement National et comment celui-ci s’insère-t-il dans la stratégie de normalisation du parti ?

Proximité idéologique et complémentarité stratégique

Si l’idéologie identitaire peut sembler de prime abord peu conciliable avec la dédramatisation du Front National, devenu Rassemblement National, incarnée par Marine Le Pen, la réalité apparaît plus nuancée. Délaissant ses ambitions politiques, le mouvement entend occuper un rôle métapolitique et contre-culturel tout en déclarant clairement avoir cessé toute confrontation avec le FN/RN. Ce faisant, Les Identitaires centrent leur stratégie politique sur des actions de terrain à fort potentiel médiatique permettant de situer au cœur du débat public des sujets de sociétés centraux à leur idéologie, mais également au programme politique du parti de Marine Le Pen.

Agissant selon une logique s’apparentant au marketing, telles qu’évoquées dans l’ouvrage de Philippe Vardon, « l’objectif est alors d’agir sur la perception qu’ont les individus du monde et de la société dans laquelle ils vivent afin de créer des courants d’opinion favorables au combat mené par les mouvements ou courants politiques mettant en œuvre ces projets. »⁸⁹ Proche du Rassemblement National du fait de leur positionnement commun sur la question migratoire, Les Identitaires justifient l’absence de concurrence avec ce parti par cette proximité idéologique :

⁸⁸ Rassemblement National.

⁸⁹ Philippe Vardon, *Éléments pour une contre-culture identitaire*, Nice, IDées, 2011, p. 275 cité dans Bouron Samuel. « Un militantisme à deux faces. Stratégie de communication et politique de formation des Jeunes identitaires », *Agone*, vol. 54, no. 2, 2014, p. 52

Disponible ici : <https://www.cairn.info/revue-agone-2014-2-page-45.htm>
[consulté le 3 juillet 2019]

« *Nous ne sommes pas une structure électorale, nous ne sommes donc pas en concurrence avec le Rassemblement national. Ce parti est identifié comme le parti le plus opposé à l'immigration par les Français et rencontre donc des succès essentiellement grâce à ce positionnement.* »⁹⁰

Néanmoins, le mouvement identitaire n'entend pas être considéré comme un mouvement satellite du RN, mais entend « influencer l'ensemble du champ politique, dont la droite dans toutes ses composantes avec ses différents acteurs. » Selon le mouvement, il est absolument essentiel que s'établisse une « prise de conscience identitaire » incarnée par la « nécessité d'une politique de remigration »⁹¹.

Par ailleurs, les positions radicales défendues par les identitaires, et plus généralement par les mouvements de taille restreinte ne nourrissant pas de réelles ambitions électorales, permettent de rendre plus recevable le discours tenu par les partis politiques que l'on peut qualifier d'institutionnalisés. Il s'établirait donc, selon cette lecture, une forme de complémentarité entre le parti majoritaire au sein des droites radicales que constitue le FN/RN et les mouvements de taille moindre véhiculant une idéologie, une action politique ainsi qu'un discours plus empreints de radicalité. Œuvrant selon la même stratégie, Génération Identitaire, le mouvement jeunesse des Identitaires, multiplie les actions médiatiques afin de rendre plus visibles les éléments saillants de son idéologie, à commencer par une opposition farouche à l'immigration et à l'Islam.

Ainsi, le mouvement jeunesse se félicite d'une timide mais réelle proximité entretenue avec le parti de Marine Le Pen, incarnée par des transferts de personnes⁹² ainsi que par l'apport que semble constituer les mouvements identitaires au sein de la stratégie du FN/RN. Selon Fabrice Robert, « le discours identitaire se diffuse [et a] beaucoup plus d'impact aujourd'hui au sein du Front National. » Bien que « le FN [soit] un parti avec différentes sensibilités recherchant forcément le consensus », cela n'est en rien incompatible avec l'idéologie défendue

⁹⁰ « Êtes-vous un concurrent du Rassemblement National ? », Foire aux Questions, *op. cit.*

⁹¹ *Ibid.*

⁹² « Plusieurs militants de GI travaillent ou ont travaillé avec des élus du FN. Rieu s'est occupé de la communication de la mairie frontiste de Beaucaire (Gard). Julien Langella, l'un des fondateurs du mouvement, a été recruté par la mairie FN de Cogolin (Var). D'autres responsables cessent carrément d'être actifs au sein de la mouvance identitaire pour s'investir au Front. », Dupin Eric, *La France identitaire : Enquête sur la réaction qui vient*, Paris, La Découverte, 2017.

par Les Identitaires dans la mesure où ces derniers peuvent « dire les choses plus radicalement. »⁹³

Si les mouvements étudiés partagent plusieurs points communs idéologiques, tels que l'opposition à Bruxelles et à l'immigration ainsi que le concept de priorité nationale, les stratégies employées par ces derniers demeurent très divergentes. Celles-ci sont néanmoins liées et semblent révéler une complémentarité entre l'institutionnalisation du FN/RN et la radicalité affichée par la mouvance identitaire.

Bien que le parti de Marine Le Pen ait pu, et continue encore à afficher une gêne à soutenir les actions des mouvements identitaires, il lui arrive également de saluer publiquement ces derniers. C'est le cas à la suite de l'opération anti migrants entreprise par Génération Identitaire dans les Alpes en 2018, qualifiée par Marine Le Pen de « belle opération de communication » :

« C'était une belle opération de communication [et] quelque part il faut au moins leur rendre cet hommage. [Ils] ont forcé l'ensemble de l'hémicycle de l'Assemblée nationale à réclamer, y compris sur les bancs de la gauche, que ce soit la police qui protège nos frontières. Eh bien je suis heureuse de ce revirement. »⁹⁴

Ce faisant, Marine Le Pen semble reconnaître l'influence exercée par ce mouvement de taille restreinte sur la politique française, rendue possible par une forte médiatisation de leurs actions. Ainsi, le mouvement identitaire répond à sa vocation métapolitique en influençant le débat public par des actions de terrain à la communication travaillée.

Le FN/RN œuvre sans conteste, en particulier depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti, à dédramatiser son image afin de pouvoir s'insérer davantage au sein des institutions de la République. Par ailleurs, il est sans conteste le parti majoritaire au sein des droites radicales françaises et doit à ce titre composer avec une palette variée de tendances et de nuances politiques. Initialement et historiquement créé afin de proposer un parti unique

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ « Marine Le Pen rend « hommage » aux actions antimigrants de Génération Identitaire », *L'Express*, 1^{er} mai 2018

Disponible ici : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/fn/marine-le-pen-rend-hommage-aux-actions-antimigrants-de-generation-identitaire_2004977.html

[consulté le 21 mai 2019]

permettant aux droites radicales jusqu'alors éclatées de pouvoir peser au sein du système électoral, le parti lepéniste s'appuie sur un centralisme fort incarné par sa présidence afin de composer au mieux avec son hétérogénéité intrinsèque.

C'est en partie là que réside la complexité, allant parfois jusqu'au paradoxe, du FN/RN de Marine Le Pen qui compte certains éléments issus de mouvements radicaux parmi ses membres tout en affichant un discours normalisateur. Cette cohabitation de tendances politiques internes apparaît donc inhérente au parti et, ajoutée à la stratégie de normalisation, explique souvent la gêne affichée par ses cadres à assumer une proximité avec des mouvements plus radicaux. Les liens entre le parti et les mouvements identitaires étudiés n'échappent pas à cette règle et illustrent l'ambiguïté des relations entretenues avec les franges radicales, entre complémentarité et relative prise de distance.

3.2. Action sur la scène politique nationale

Comme évoqué précédemment, les mouvements étudiés de taille restreinte bénéficient essentiellement d'un ancrage local et ne s'illustrent que peu à l'échelle nationale, si ce n'est médiatiquement. Nous nous intéresserons donc ici aux cas de la Ligue et du Rassemblement National, deux partis s'insérant dans le jeu électoral national et aptes à briguer des mandats au sein des institutions à cette échelle.

Il convient toutefois de rappeler les tentatives de CasaPound et du Bloc Identitaire s'étant respectivement présenté aux élections générales et présidentielles. Néanmoins, les maigres résultats obtenus par ces deux formations, l'une n'ayant pu aller jusqu'aux élections présidentielles de 2012 en France, ne leur permettent pas d'obtenir une représentation au sein des institutions politiques nationales de leur pays.

Si le mouvement identitaire cesse publiquement dès 2016 toute confrontation avec le Front National en devenant le mouvement associatif Les Identitaires, le rapport de CasaPound aux élections diffère légèrement. Néanmoins, et certes plus tardivement que le mouvement identitaire français, CPI entend également se concentrer sur sa vocation militante et « mettre un terme à son expérience électorale et partisane », « au terme d'une longue réflexion sur le parcours du mouvement »⁹⁵.

Selon le mouvement, il s'agit davantage d'un retour aux sources que d'un renoncement, celui-ci préférant renouer avec sa vocation initiale, à savoir celle d'un mouvement militant, se concentrant sur une relance de son « activité culturelle, sociale, artistique [et] sportive »⁹⁶. CasaPound ne souhaite cependant pas « abandonner la bataille souverainiste et identitaire » mais s'appuyer sur sa « vivacité culturelle », son « ancrage local » et son « énergie militante »

⁹⁵ « In seguito all'esperienza delle ultime elezioni europee e al termine di una lunga riflessione sul percorso del movimento dalla sua fondazione a oggi, CasaPound Italia ha deciso di mettere fine alla propria esperienza elettorale e partitica »

« Abbandoniamo esperienza elettorale, ma la battaglia per il sovranismo continua », *Compte Facebook de CasaPound Italia*, 26 juin 2019

Disponible ici : https://www.facebook.com/casapounditalia/posts/10156569704387842?_tn_=-R
[consulté le 24 août 2019]

⁹⁶ « La decisione di oggi non segna affatto un passo indietro, da parte del movimento, ma anzi è un momento di rilancio dell'attività culturale, sociale, artistica, sportiva di Cpi, nel solco di quella che è stata da sempre la nostra identità specifica e originale. », *Ibid.*

afin d'établir un dialogue avec « toutes les forces qui s'opposent aux folies mondialistes et ont à cœur la destinée de la nation. »⁹⁷

Rappelant une fois de plus l'ancrage local dont il bénéficie, CasaPound entend s'appuyer sur « les nombreux élus au niveau local et les 140 bureaux disséminés sur le territoire national », considérant ces derniers comme des « avant-postes politiques précieux pour poursuivre [leurs] combats »⁹⁸.

CPI semble ainsi vouloir davantage être considéré comme une force militante au sein du paysage politique italien, sans toutefois fermer la porte à des discussions ou des alliances futures avec d'autres formations partageant son idéologie. En ce sens, le communiqué de juin 2019 peut être rapproché de celui publié par Les Identitaires trois ans auparavant.

Favorisant également un recentrage autour de son activité militante et de sa vocation métropolitaine et culturelle, le mouvement français valorise l'action politique et rappelle ce qu'il considère à ce titre comme des victoires :

« Nous ne nous sommes jamais contentés de vouloir, toujours nous avons poussé au plus loin notre capacité d'action. Rappelez-vous ! Pour ses seules récentes années, de l'occupation de la mosquée de Poitiers au blocage des ponts de Calais, de la marche des cochons de Lyon aux Assises pour la remigration, partout les Identitaires ont mis le poids de leur courage physique et de leur volonté politique au service de la France et de l'Europe. »⁹⁹

Il convient donc dans cette partie consacrée à l'action politique des mouvements étudiés sur leur scène nationale respective de s'intéresser davantage à la Ligue du Nord, devenue la Ligue, et au Front National, devenu Rassemblement National.

La place centrale qu'occupent ces mouvements au sein de leur famille politique, bien que cela soit davantage visible depuis les élections de mars 2018 dans le cas italien, permettent de mieux saisir l'action entreprise par ces mouvements lorsque ceux-ci accèdent à des mandats politiques.

Par ailleurs, il semble intéressant de se pencher sur l'implantation locale dont bénéficient ces partis, particulièrement visible lors des élections locales de part et d'autre de la

⁹⁷ « Cpi intende sfruttare il suo bagaglio di vivacità culturale, radicamento sul territorio ed energia militante per contribuire a quella che resta la sfida cruciale da qui ai prossimi anni, dialogando con tutte le forze che si oppongono alle follie globaliste e hanno a cuore i destini della nazione. », *Ibid.*

⁹⁸ « I molti eletti a livello locale e le 140 sedi sparse su tutto il territorio nazionale resteranno inoltre preziosi avamposti politici per portare avanti le nostre battaglie. », *Ibid.*

⁹⁹ « Le Bloc Identitaire devient Les Identitaires », Communiqué officiel, *Site Internet Les Identitaires, op. cit.*

frontière. Si l'ancrage local de la Ligue du Nord est évident, cela n'est pas le cas du Front National dont le nom renseigne déjà sur son idéologie nationaliste. Ainsi, il apparaît pertinent de se demander s'il est possible de dessiner une géographie du vote FN, lequel s'appuie souvent sur des structures de taille restreinte afin de faciliter son implantation locale.

3.2.1. France

Les élections régionales apparaissent, à l'instar des départementales, de bons indicateurs de l'implantation locale dont bénéficie le parti et de la nette progression de celle-ci.

Bien que l'on note un recul du parti entre les élections régionales de mars 2004 et celles de mars 2010, le parti passant de 14,70 % des suffrages exprimés au premier tour du scrutin¹⁰⁰ à 11,42 % en 2010¹⁰¹, on remarque malgré tout un ancrage local accru en région Nord-Pas-de-Calais où la candidature de Marine Le Pen récolte 18,31 % des votes au premier tour et 22,20 % au second¹⁰². Le Front National continue en outre de bénéficier de résultats lui permettant d'accéder au second tour dans le cadre de triangulaires, notamment en région Provence Alpes Côte d'Azur, Rhône-Alpes ainsi qu'en Picardie¹⁰³.

A l'échelle nationale, les élections régionales de 2010 confirment celles de 2004 en accordant une large victoire à la gauche, seules l'Alsace, la Réunion et la Guyane étant remportées par la droite.

¹⁰⁰ Le parti obtient 12,38 % des votes lors du second tour du scrutin le 28 mars 2004
Résultats des élections régionales de 2004, *Site du ministère de l'Intérieur*
[https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult_regionales_2004/\(path\)/regionales_2004/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult_regionales_2004/(path)/regionales_2004/FE.html)
[consulté le 9 octobre 2019]

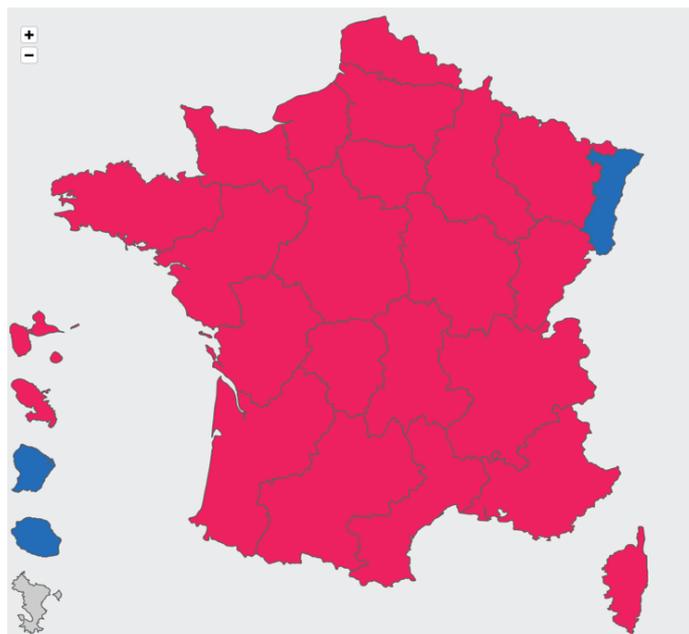
¹⁰¹ Le parti obtient 9,17 % des votes lors du second tour du scrutin le 21 mars 2010
Résultats des élections régionales de 2010, *Site du ministère de l'Intérieur*
[https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult_regionales_2010/\(path\)/regionales_2010/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult_regionales_2010/(path)/regionales_2010/FE.html)
[consulté le 9 octobre 2019]

¹⁰² Contre les 17,94 % et 19,73 % des suffrages exprimés obtenus au premier et second tour du scrutin par la candidature de Carl Lang lors des élections régionales de 2010.

¹⁰³ En Région PACA, la candidature de Jean-Marie Le Pen récolte 20,30 % des votes au premier tour et 22,87 % au second, soit une faible baisse par rapport aux 22,95 % et 21 % obtenus par la candidature de Guy Macary en 2004.

En région Rhône Alpes, la candidature de Bruno Gollnisch obtient 14 % des suffrages exprimés au premier tour et 15,22 % en 2010, contre 18,21 % et 15,28 % en 2004.

En Picardie, la candidature de Michel Guiniot récolte 15,81 % et 19,30 % au premier et second tour des élections régionales de 2010, contre 22,94 % et 18,66 % en 2004.



<https://www.data.gouv.fr/fr/reuses/carte-des-couleurs-politiques-par-commune-aux-elections-regionales-2010/>

Les élections départementales des 22 et 29 mars 2015 révèlent encore davantage l’ancrage local accru dont bénéficie le parti, celui-ci atteignant 25,24 % lors du premier tour du scrutin¹⁰⁴, lui permettant d’être la première force politique en termes de votes devant les 20,89 % de l’Union de la Droite. Si le parti est devancé par cette même Union de la Droite lors du second tour, obtenant 22,23 % des suffrages exprimés contre 27,61 %, il demeure malgré tout à la seconde place.

Ce qui constitue une réelle progression pour le Front National n’échappe pas à la presse nationale, plusieurs médias consacrant des dossiers sur la hausse du nombre de votes récoltés par le parti lors du premier tour du scrutin.

La marge de progression la plus visible est acquise dans le Var, où le parti de Marine Le Pen progresse de 14 points, mais également dans le Rhône (+ 13,52 points), dans l’Aisne (+ 12,34 points) ainsi qu’en Seine et Marne (+ 11,55) par rapport aux élections présidentielles de 2012¹⁰⁵.

¹⁰⁴ Résultats des élections départementales de 2015, *Site du ministère de l’Intérieur*
[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2015/\(path\)/departementales-2015/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2015/(path)/departementales-2015/FE.html)

[consulté le 10 octobre 2019]

¹⁰⁵ Hugues Bastien, « Découvrez les départements où le FN a le plus progressé depuis 2012 », *France Info*, 23 mars 2015

Disponible ici : https://www.francetvinfo.fr/elections/departementales/carte-var-rhone-aisne-la-ou-le-fn-a-le-plus-progresse-depuis-2012_855953.html

[consulté le 13 décembre 2019]

Les élections régionales de 2015, se tenant moins d'un mois avant la mise en application de la réforme de la carte des régions faisant passer leur nombre de vingt-deux à treize, semblent confirmer les résultats des élections départementales. La droite remporte sept régions à l'issue du second tour du scrutin, contre cinq pour la gauche qui avait jusqu'alors largement dominé les élections régionales et ne conserve que la Bretagne, l'Aquitaine Limousin Poitou-Charentes, le Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées, le Centre-Val de Loire et la Bourgogne Franche-Comté.

Si le FN ne parvient toujours pas à remporter de région, les résultats de ces élections font état d'une nette progression du parti. En remportant 27,73 % des suffrages exprimés au premier tour du scrutin, le Front National enregistre son score le plus important¹⁰⁶.

Bien que le parti récolte 27,10 % des suffrages exprimés au second tour, soit un score nettement inférieur à celui des listes de l'Union de la droite qui comptabilisent 40,24 % des votes, il reste très proche des 28,86 % obtenus par les listes d'Union de la Gauche.

Par ailleurs, le FN est présent au second tour dans toutes les régions de la métropole, ses deux scores les plus importants étant obtenus en région PACA¹⁰⁷ avec 45,22 % des votes et dans le Nord-Pas-de-Calais où le parti atteint 42,23 %.

Comme lors des départementales en mars de la même année, le parti comptabilise un nombre de votes en nette hausse par rapport aux précédents scrutins locaux, un résultat qui n'échappe pas à plusieurs titres de presse.

L'Express consacre ainsi un dossier¹⁰⁸ à « l'incroyable progression » du Front National lors de ces élections, cartes à l'appui.

¹⁰⁶ Résultats des élections régionales de 2015, *Site du ministère de l'Intérieur*
[https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult_regionales-2015/\(path\)/regionales-2015/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult_regionales-2015/(path)/regionales-2015/FE.html)

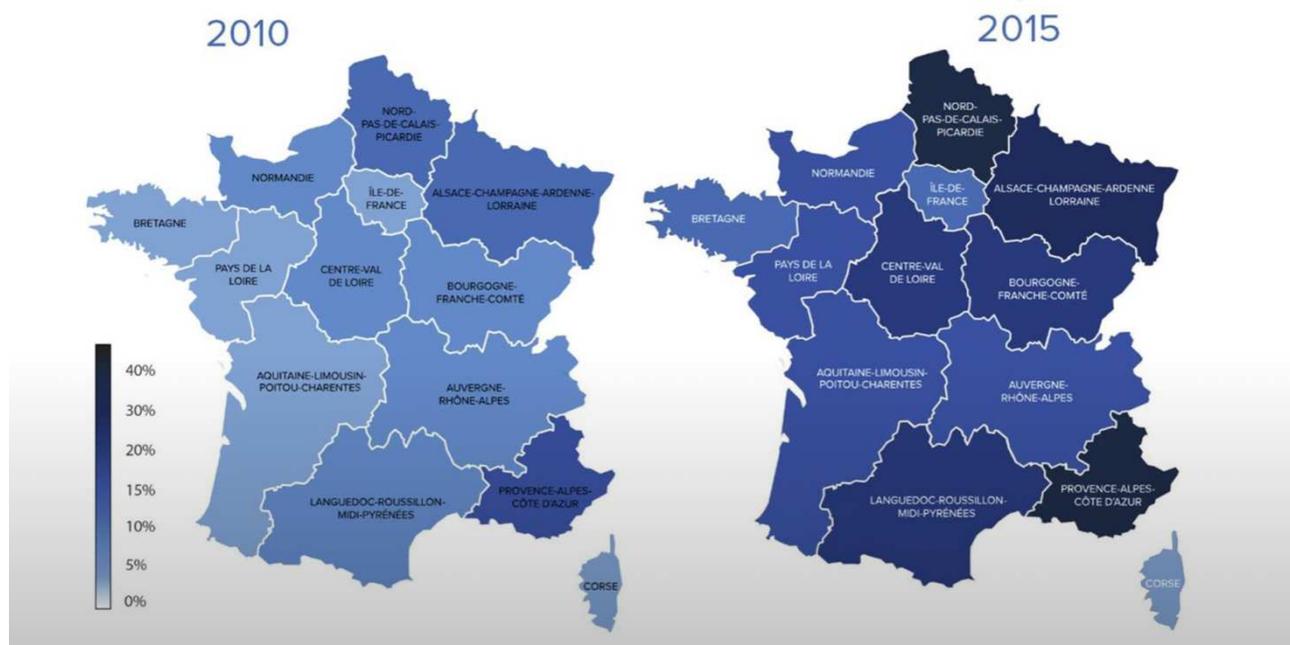
[consulté le 10 octobre 2019]

¹⁰⁷ Provence Alpes Côte d'Azur

¹⁰⁸ Gallet Ludwig, « CARTES. Régionales 2015 : En cinq ans, l'incroyable progression du FN », *L'Express*, 7 décembre 2015

Disponible ici : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/elections/cartes-regionales-2015-en-cinq-ans-l-incroyable-progression-du-fn_1743079.html

[consulté le 10 octobre 2019]



https://www.lexpress.fr/actualite/politique/elections/cartes-regionales-2015-en-cinq-ans-l-incroyable-progression-du-fn_1743079.html

Cette carte met non seulement en lumière le succès rencontré par le parti en région PACA et Nord-Pas-de-Calais, mais semble également souligner une progression dans l'ensemble des régions, avec un ancrage accru à l'Est et au Sud du territoire. Bien que le FN ne remporte aucune région, le parti parvient pour la première fois à augmenter le nombre de votes obtenus entre le premier et le second tour du scrutin, passant de 6 018 904 à 6 820 477¹⁰⁹. Il convient par ailleurs de noter une hausse constante du taux d'abstention entre ces élections locales, passant de 39,16 % en 2004 à 46,33 % en 2010 et 50,09 % en 2015¹¹⁰.

Ces résultats sont rapidement commentés par la présidente du parti pour qui « le plafond de verre qui s'était fissuré lors des élections européennes et départementales a très largement cédé » :

« Dimanche, il s'est passé quelque chose ! Le plafond de verre qui s'était fissuré lors des élections européennes et départementales a très largement cédé. 6 millions de voix dans une

¹⁰⁹ Lors des régionales de 2004, le parti obtient 3 564 064 votes au premier tour et 3 200 194 au second. Lors des régionales de 2010, le nombre de votes est également en baisse entre les deux tours, passant de 2 223 800 à 1 943 307.

¹¹⁰ Taux d'abstention comptabilisé lors du premier tour de ces scrutins.

*élection locale ! Le Front national en tête dans six régions et à égalité dans une septième, ce n'était jamais arrivé. »*¹¹¹

Le parti parvient en effet à arriver premier dans six régions sur treize¹¹², dépassant le seuil des 40 % en région Nord-Pas-de-Calais - Picardie où la candidature de Marine Le Pen arrive nettement en tête avec 40,64 % des suffrages ainsi qu'en région PACA où celle de Marion Maréchal récolte 40,55 % des votes.

Ce premier tour constitue selon elle un avertissement à l'encontre du système qu'elle dénonce, et ce quelle que soit l'issue du second tour :

« Dimanche notre peuple, ce peuple que les élites méprisent profondément et ignorent souverainement, ce peuple dont les gouvernants se revendiquent pour faire perdurer leurs privilèges exorbitants, le peuple de France a ébranlé l'oligarchie, ses certitudes, son indifférence, son arrogance.

[...]

*Dimanche, le peuple a entrepris de faire cesser ce jeu de dupe, a baissé le rideau sur ce théâtre d'ombres, a clairement indiqué que cette triste farce était jouée. Même s'il reste un second tour et que rien n'est acquis, nous savons que le mouvement de basculement est enclenché, que les coups de boutoir commencent à faire céder la porte du dernier donjon du château. »*¹¹³

Si les élections locales dessinent une carte de France où le FN semble bénéficier d'un ancrage local conséquent au Nord et au Sud du territoire, on peut se demander si les législatives reflètent également cette géographie du vote FN.

¹¹¹ Le Pen Marine, *Discours*, 10 décembre 2015

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-a-paris-10-decembre-2015/>

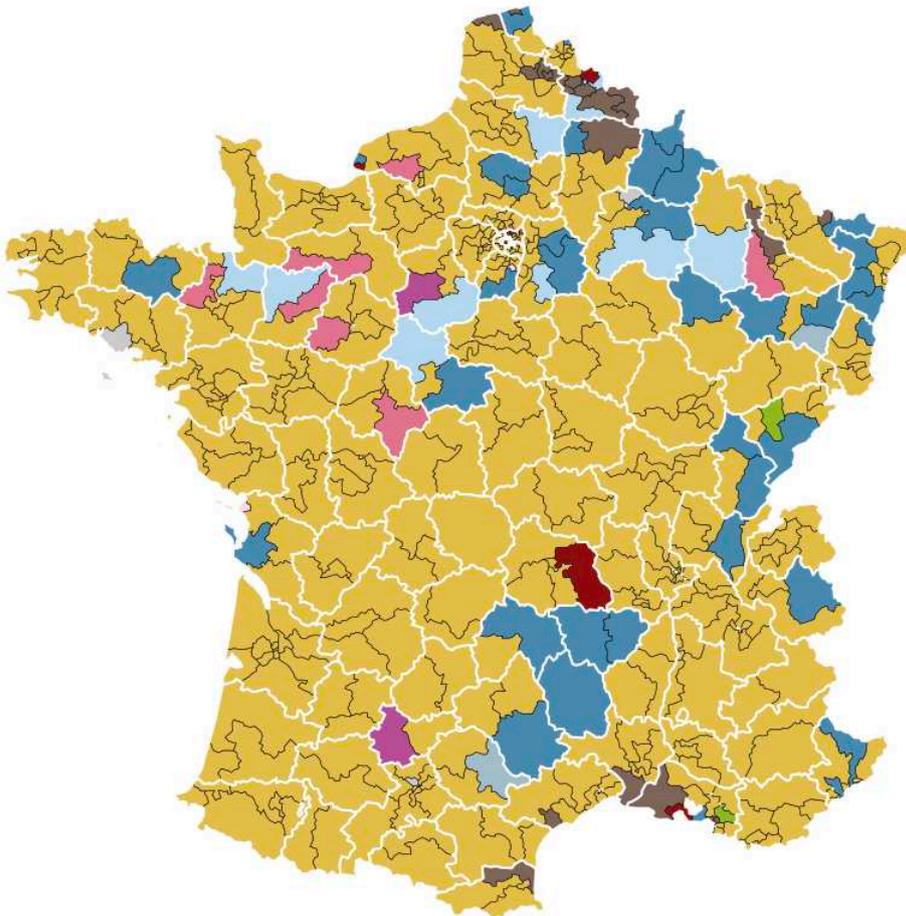
[consulté le 8 janvier 2019]

¹¹² Le Front National arrive en tête en région PACA, Nord-Pas-de-Calais – Picardie, Alsace – Champagne-Ardenne – Lorraine (36,07 %), Languedoc-Roussillon – Midi-Pyrénées (31,83 %), Bourgogne – Franche-Comté (31,48 %) et Centre-Val de Loire (30,48 %).

¹¹³ Marine Le Pen, *Discours* du 10 décembre 2015, *op. cit.*

Une conquête nationale plus difficile

Le premier tour des élections législatives de juin 2017 voit les candidats du Rassemblement National arriver en tête dans un nombre restreint de circonscriptions, toutes situées au Nord et au Sud du territoire.



Source : *Le Monde*

Indiquées en marron sur cette carte¹¹⁴, les circonscriptions où le Front National arrive en tête au premier tour révèlent une fois de plus l'importante implantation locale réalisée par le parti ayant conduit aux résultats des précédentes élections locales.

¹¹⁴ « Résultat des législatives : Marine Le Pen arrive en tête dans sa circonscription avec 46 % des voix », *Le Monde*, 11 juin 2017

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/elections-legislatives-2017/article/2017/06/11/marine-le-pen-annonce-qu-elle-arrive-largement-en-tete-dans-sa-circonscription-avec-plus-de-45-des-voix_5142399_5076653.html

Le FN parvient finalement à remporter sept circonscriptions auxquelles s'ajoute la victoire d'Emmanuelle Ménard¹¹⁵, proche du parti sans en être membre pour autant, dans la 6^{ème} circonscription de l'Hérault.

Parmi ces huit députés, cinq le sont dans des circonscriptions situées au Nord, notamment José Evrard¹¹⁶, Ludovic Pajot¹¹⁷, Marine Le Pen et Bruno Bilde¹¹⁸ respectivement élus dans la 3^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème} et 12^{ème} circonscription du Pas-de-Calais, ainsi que Sébastien Chenu¹¹⁹ dans la 19^{ème} circonscription du Nord.

A ces députés s'ajoutent la victoire remportée par Gilbert Collard dans la 2^{ème} circonscription du Gard et celle de Louis Aliot, élu dans la 2^{ème} circonscription des Pyrénées-Orientales.

Le FN ne siège que deux fois à l'Assemblée, en 1986 puis en 2017, et ce malgré la présence du parti au second tour des élections présidentielles en 2002.

Face à ce qui apparaît comme un net décalage entre les résultats obtenus lors des élections présidentielles et la représentativité dont bénéficie le parti au sein de l'hémicycle, il convient d'en interroger les raisons. Par ailleurs, cette asymétrie nourrit une rhétorique frontiste gravitant autour de ce qui est considéré comme une crise de la démocratie et nourrit l'opposition à un système qui nuirait intentionnellement à la représentation politique du parti. Ces deux éléments apparaissent d'ailleurs comme l'un des axes rhétoriques central au discours du FN sous la présidence de Jean-Marie Le Pen mais également de Marine Le Pen.

[consulté le 22 décembre 2019]

¹¹⁵ Née en 1968, Emmanuelle Ménard est l'ancienne rédactrice en chef de *Boulevard Voltaire* et épouse du maire de Béziers Robert Ménard. Non membre du Front National, elle est élue députée lors des élections législatives de 2017 avec le soutien de celui-ci ainsi que d'autres partis de moindre importance tels que Debout la France, le Mouvement pour la France ou encore le SIEL.

¹¹⁶ Né en 1945, cet ancien militant communiste et conseiller municipal dans le Pas-de-Calais rejoint le Front National en 2014.

Il quitte le Front National en novembre 2017 et rejoint le nouveau parti formé par Florian Philippot, Les Patriotes.

¹¹⁷ Né en 1993, Ludovic Pajot est conseiller municipal à Béthune et élu de la région Hauts-de-France lors des élections régionales de 2015.

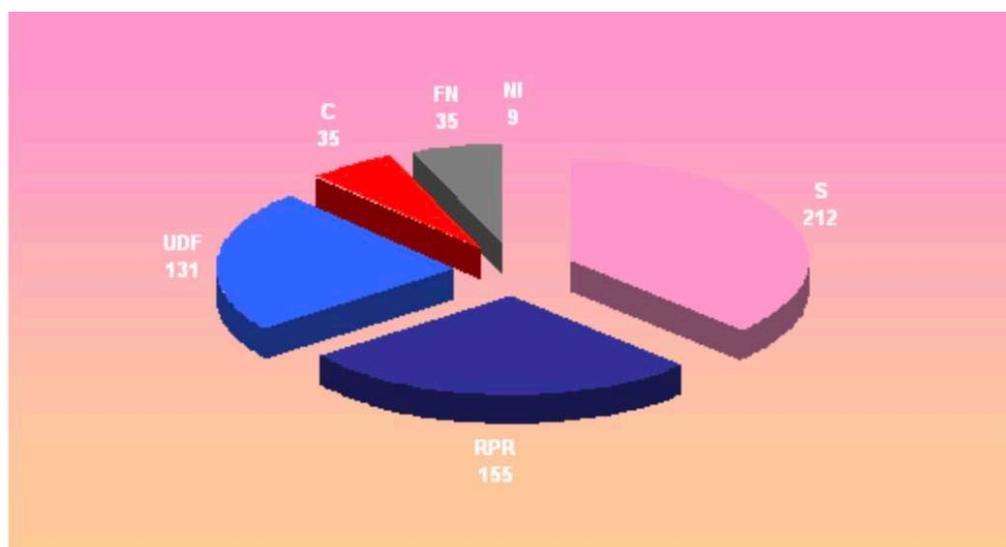
A 23 ans lors de son entrée au sein de l'Assemblée nationale, il est le plus jeune député élu de ces élections législatives de 2017.

¹¹⁸ Homme politique né en 1976 et fils de la députée européenne Dominique Bilde, Bruno Bilde rejoint le Front National au début des années 1990 avant de le quitter pour rejoindre le MNR de Bruno Mégret. A la suite de son retour au sein du FN, Bruno Bilde est élu conseiller régional, d'abord en Lorraine en 2004 puis dans le Nord-Pas-de-Calais en 2010 et en 2015.

Adjoint de Steeve Briois à la mairie d'Hénin Beaumont, il est également chargé de communication de la campagne pour les présidentielles de Marine Le Pen en 2017.

¹¹⁹ Né en 1973, Sébastien Chenu a bâti l'essentiel de sa carrière politique au sein du Parti Républicain puis de l'UMP avant de rejoindre le Rassemblement Bleu Marine en 2014. Il est ensuite élu conseiller régional dans les Hauts-de-France lors des élections régionales de 2015 sous les couleurs du FN dont il devient porte-parole en 2017 suite au départ de Florian Philippot.

Le Front National récolte 9,9 % des votes exprimés lors des élections législatives du 16 mars 1986, ce qui lui permet de constituer un groupe comptant 35 députés au sein de l'hémicycle¹²⁰, une première pour le parti de Jean-Marie Le Pen.



www.assemblee-nationale.fr

Les 9,7 % obtenus au premier tour des élections législatives des 5 et 12 juin 1988, bien que très proches des 9,9 % de 1986, sont insuffisants à la constitution d'un groupe au sein de l'Assemblée nationale et ne confèrent aucun siège au parti.

Cette différence manifeste entre ces deux élections au cours desquelles le Front National a pourtant obtenu des scores très proches s'explique par la différence de mode de scrutin appliqué. En 1986, le FN bénéficie d'un scrutin de liste à représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, en revanche à partir de 1988 le mode de scrutin diffère et devient un scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

Cette modification diminue considérablement les chances du parti d'acquérir une représentation au sein de l'Assemblée nationale, et ce malgré des scores en constante progression jusqu'en 1997.

Selon Jean-Marie Le Pen, les diverses coalitions permises par ce mode de scrutin en font une élection « injuste et antidémocratique »¹²¹ :

¹²⁰ Législatures, *Site de l'Assemblée nationale*
<https://www.assemblee-nationale.fr/histoire/leg5repnew.asp>

[consulté le 10 décembre 2019]

¹²¹ « M. Jean-Marie Le Pen : « Un scrutin injuste et antidémocratique » », *Le Monde*, 14 juin 1988

« Il n'y a pas de majorité pour le courant présidentiel sans la participation des communistes. Le Front national s'inquiète de la situation ainsi créée dans la nation et laisse à ceux qui en ont été les promoteurs les responsabilités de ce déséquilibre. »¹²²

Les élections suivantes appliquant elles aussi un mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours, il convient de rappeler qu'il s'agit d'un retour au mode de scrutin appliqué jusqu'aux élections de 1986, ces dernières constituant l'exception. Ainsi, le FN obtient 12,4 % au premier tour des législatives de mars 1993 puis 14,95 % en mai 1997¹²³, le plus haut score jamais obtenu par le parti jusqu'alors mais ne lui permettant toujours pas de siéger au sein de l'hémicycle.

Les résultats des élections législatives se tenant les 9 et 16 juin 2002 apparaissent particulièrement intéressants dans la mesure où elles font suite aux présidentielles au cours desquelles le Front National parvient à atteindre le second tour avec 16,86 % des suffrages exprimés¹²⁴. Le parti obtient 11,34 % au premier tour et 1,85 %¹²⁵ au second tour des élections, soit bien moins que le score du premier tour des élections présidentielles. Ces résultats, en baisse par rapport aux législatives de 1997, révèlent un net décalage entre les résultats obtenus lors des élections présidentielles et législatives, le FN enregistrant une baisse de presque deux millions de votes¹²⁶.

Interrogé à ce sujet suite au premier tour de ces élections législatives, le président du FN explique cette baisse par un « effet mécanique » du fait de la proximité entre les deux scrutins ainsi que d'une forme d'injustice dont serait à nouveau victime son parti :

« Je crois que c'est un effet mécanique du fait que les législatives suivaient les présidentielles, d'une part. [...] Il y avait un rejet organisé par la propagande contre la cohabitation. Et il

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/archives/article/1988/06/14/m-jean-marie-le-pen-un-scrutin-injuste-et-antidemocratique_4095748_1819218.html

[consulté le 15 décembre 2019]

¹²² *Ibid.*

¹²³ Législatives, *Site de l'Assemblée nationale, op. cit.*

¹²⁴ Résultats des élections présidentielles des 21 avril et 5 mai 2002, *Site du ministère de l'Intérieur* [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/electresult_presidentielle_2002/\(path\)/presidentielle_2002/index.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/electresult_presidentielle_2002/(path)/presidentielle_2002/index.html)

[consulté le 10 décembre 2019]

¹²⁵ Législatives, *Site de l'Assemblée nationale, op. cit.*

¹²⁶ Le Front National obtient 4 804 772 votes lors du premier tour des présidentielles en avril 2002, contre 2 862 960 lors du premier tour des législatives de juin 2002.

faut savoir aussi que nous n'avons pas eu, pratiquement, nous, accès aux moyens d'information qui sont de par la loi réservés aux partis parlementaires. Pendant la campagne législative, nous n'avons pratiquement pas pu nous exprimer. »¹²⁷

Le FN obtient 4,29 % des votes¹²⁸ au premier tour des élections législatives des 10 et 17 juin 2007 soit un score insuffisant afin de bénéficier d'une représentation au sein de l'Assemblée nationale et, une fois de plus, bien moindre que les 10,44 %¹²⁹ obtenus au premier tour de l'élection présidentielle se tenant le 22 avril 2007. Les élections de 2007 ne permettent donc toujours pas au parti de siéger au sein de l'hémicycle, mais ce dernier enregistre également une très nette baisse de ses résultats en récoltant son plus faible score aux législatives depuis les élections de juin 1981¹³⁰.

Avec 13,6 % obtenus au premier tour des élections législatives du 10 juin 2012¹³¹, le parti enregistre une nette hausse de ses résultats en multipliant par trois le score obtenu aux précédentes élections législatives. Néanmoins, ce score est toujours inférieur aux résultats obtenus par le parti lors des élections présidentielles, celles de 2012 marquant la première candidature de Marine Le Pen. La nouvelle présidente du FN obtient 17,9 % des suffrages exprimés¹³² et hisse ainsi son parti à la troisième place, insuffisant donc pour accéder au second tour. Par ailleurs, il convient de noter à nouveau l'écart important entre le nombre de votes obtenus par le FN à la présidentielle et celui des élections législatives, passant de 6 421 426 à 3 528 663.

¹²⁷ Le Pen Jean-Marie, Interview auprès de LCI, *Vie-publique.fr*, 11 juin 2002

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/130329-interview-de-m-jean-marie-le-pen-president-du-front-national-lci>

[consulté le 15 décembre 2019]

¹²⁸ Législatures, *Site de l'Assemblée nationale*, *op. cit.*

¹²⁹ Résultats des élections présidentielles des 22 avril et 6 mai 2007, *Site du ministère de l'Intérieur*

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult_presidentielle_2007/\(path\)/presidentielle_2007/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult_presidentielle_2007/(path)/presidentielle_2007/FE.html)

[consulté le 3 février 2020]

¹³⁰ Le FN obtient 0,18 % des suffrages exprimés au premier tour des élections législatives se tenant le 14 juin 1981.

¹³¹ Résultats des élections législatives des 10 et 17 juin 2012, *Site du ministère de l'Intérieur*

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult_LG2012/\(path\)/LG2012/index.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult_LG2012/(path)/LG2012/index.html)

[consulté le 3 février 2020]

¹³² Résultats des élections présidentielles des 22 avril et 6 mai 2012, *Site du ministère de l'Intérieur*

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult_PR2012/\(path\)/PR2012/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult_PR2012/(path)/PR2012/FE.html)

[consulté le 3 février 2020]

Les résultats du parti lors des élections législatives de juin 2017 apparaissent stables lorsque comparés aux résultats des législatives de 2012. Le Front National enregistre 13,2 % des votes¹³³, soit un score très proche des 13,6 % récoltés au premier tour des précédentes élections. Le score du second tour connaît quant à lui une nette progression et passe de 3,66 % des suffrages exprimés en 2012 à 8,75 % en 2017, soit un gain de plus de 700 000 voix¹³⁴. Bien que ce score apparaisse nettement inférieur aux 21,3 % du premier tour des élections présidentielles¹³⁵, soit une baisse de près de cinq millions de votes¹³⁶, il permet néanmoins au Front National de siéger au sein de l'hémicycle pour la première fois depuis 1986.

Les élections législatives consacrent le parti du président nouvellement élu en lui accordant une domination manifeste au sein de l'Assemblée nationale, se traduisant par l'obtention de 308 sièges sur les 577 que compte l'hémicycle à la faveur d'un très net affaiblissement des partis traditionnels et en particulier de la gauche. Lorsque l'on compare ces résultats aux 18,19 % et 16,14 %¹³⁷ obtenus respectivement par LREM et le FN au premier tour des élections présidentielles s'étant tenu le 23 avril 2017, on ne peut s'empêcher de relever un très net décalage entre les résultats obtenus aux élections présidentielles et aux législatives.

Un « très lourd problème de représentativité »

Cela n'échappe pas au parti de Marine Le Pen pour qui cet écart révèle un « très lourd problème de représentativité de nos assemblées »¹³⁸ doublé d'une « abstention [ayant] battu de nouveaux records » :

¹³³ Résultats des élections législatives des 11 et 18 juin 2017, *Site du ministère de l'Intérieur* [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__legislatives-2017/\(path\)/legislatives-2017/index.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__legislatives-2017/(path)/legislatives-2017/index.html) [consulté le 3 février 2020]

¹³⁴ 842 695 votes pour les listes FN au second tour des élections législatives de 2012 ; 1590 869 au second tour des législatives de 2017.

¹³⁵ Résultats des élections présidentielles des 23 avril et 7 mai 2017, *Site du ministère de l'Intérieur* [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2017/\(path\)/presidentielle-2017/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2017/(path)/presidentielle-2017/FE.html) [consulté le 3 février 2020]

¹³⁶ 7 678 491 votes en faveur de Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 ; 2 990 454 en faveur des listes FN au premier tour des élections législatives.

Il convient de noter que le nombre de votants est en baisse entre les premiers tours des deux élections, passant de 37 003 728 à 23 167 508.

¹³⁷ Résultats des élections présidentielles des 23 avril et 7 mai 2017, *op. cit.*

¹³⁸ Le Pen Marine, *Discours*, 18 juin 2017

« L'abstention massive fragilise considérablement la légitimité de la nouvelle Assemblée Nationale [...] à la faiblesse de la participation s'ajoute celle gravissime de la représentativité de la Chambre élue ce soir. »

Selon la présidente du FN, le « mode de scrutin des élections législatives est particulièrement antidémocratique » et le nombre de sièges obtenus par le parti en est « une confirmation éclatante » :

« Il est proprement scandaleux qu'un mouvement comme le nôtre qui avait recueilli 7,6 millions¹³⁹ d'électeurs au premier tour de la présidentielle, et encore trois millions¹⁴⁰ au premier tour de ces élections législatives ne puisse obtenir un groupe à l'Assemblée Nationale. »

Marine Le Pen appelle donc de ses vœux un retour au mode de scrutin proportionnel ayant permis à son parti d'obtenir un nombre de sièges suffisant à la constitution d'un groupe au sein de l'Assemblée nationale élue en 1986 :

« Je le redemande ce soir et je le redemanderai encore avec insistance, il est désormais vital pour notre démocratie d'instaurer la proportionnelle aux élections législatives et aux autres élections. »

Le Figaro s'intéresse, au lendemain du second tour de ces élections législatives, au visage qu'aurait une Assemblée Nationale élue à la proportionnelle intégrale et qui compterait 380 députés au lieu des 577 élus lors du scrutin de juin 2017¹⁴¹. Si les députés FN et Debout La France occupent 9 sièges sur les 577 que compte l'hémicycle, le nombre de députés FN - DLF¹⁴²

Vidéo disponible ici : https://www.francetvinfo.fr/elections/legislatives/video-legislatives-marine-le-pen-condamne-un-terrible-probleme-de-representativite-de-l-assemblee_2242915.html

[consulté le 15 décembre 2019]

¹³⁹ 7 678 491 votes

¹⁴⁰ 2 990 454 votes

¹⁴¹ Boichot Loris, « A quoi ressemblerait l'Assemblée avec la proportionnelle et moins de députés », *Le Figaro*, 5 juillet 2017

Disponible ici :

<https://www.lefigaro.fr/politique/2017/07/05/01002-20170705ARTFIG00277--quoi-ressemblerait-l-assemblee-avec-la-proportionnelle-et-moins-de-deputes.php>

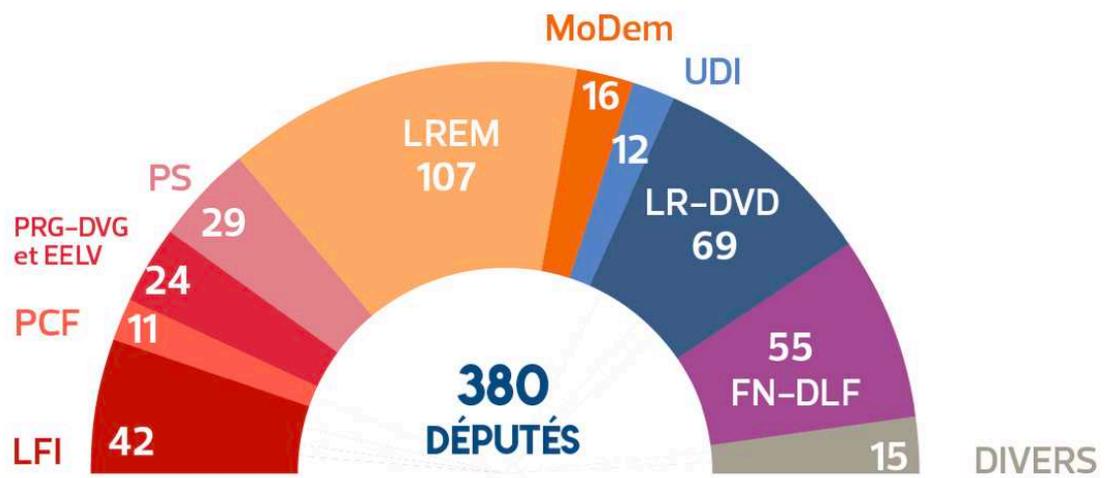
[consulté le 4 novembre 2020]

¹⁴² Debout La France

passerait à 55 dans le cas d'un scrutin à la proportionnelle intégrale. Ce faisant, leur nombre serait amplement suffisant à la constitution d'un groupe parlementaire.



Source : Infographie Le Figaro



Source : Infographie Le Figaro

Il convient par ailleurs de commenter la « faiblesse de la participation » dénoncée par Marine Le Pen en s'intéressant à l'évolution du taux d'abstention lors des élections présidentielles et législatives¹⁴³, de 2002 à 2017. Ce dernier apparaît en hausse constante dans le cas des élections législatives, passant de 35,58 % en 2002 à 39,58 % en 2007 puis 42,78 % en 2012 et atteignant 51,30 % lors du premier tour des législatives de 2017. L'évolution du taux d'abstention est moins linéaire dans le cas des élections présidentielles, et connaît une baisse

¹⁴³ Toutes les données citées ici proviennent du site du ministère de l'Intérieur français.

en passant de 28,40 % au premier tour de la présidentielle de 2002 à 16,23 % en 2007. L'abstention connaît depuis une hausse timide mais constante lors de ce scrutin avec 20,52 % en 2012 et 22,23 % en 2017.

L'abstention apparaît donc toujours plus importante lors des élections législatives qu'elle ne l'est lors des présidentielles et connaît globalement une hausse continue depuis 2002, tous scrutins confondus. Par ailleurs, le taux d'abstention enregistré au second tour des élections présidentielles est toujours inférieur à celui du premier tour, et ce bien que la baisse soit parfois minime¹⁴⁴.

On observe néanmoins une variante lors du second tour des élections présidentielles de 2017. Si l'abstention est en nette baisse, perdant huit points entre le premier et le second tour des élections présidentielles de 2002 opposant Jean-Marie Le Pen à Jacques Chirac, elle est en hausse en 2017 lors du duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, passant de 22,23 % à 25,44 %.

Si le Front National parvient, en 2017, à faire à nouveau son entrée au sein de l'Assemblée nationale, le nombre de députés élus est inférieur aux quinze nécessaires à la constitution d'un groupe. Le parti voit ainsi son action politique au sein de l'Assemblée limitée en ne se voyant notamment pas accorder d'enveloppe de financement afin de recruter des collaborateurs ou en disposant d'un temps de parole considérablement moindre que celui des groupes parlementaires.

Consciente de cet enjeu pour son parti, Marine Le Pen exprime ses inquiétudes dès le premier tour des législatives sur ce qu'elle considère comme « un problème de démocratie » causé par « le jeu d'un système inique »¹⁴⁵ lors d'un déplacement à Calais. Les déclarations de la présidente du FN au lendemain de ces élections sont donc partagées entre la satisfaction de voir son parti siéger à nouveau au sein de l'hémicycle et la critique d'un système qu'elle considère comme « profondément injuste » :

« La légende du plafond de verre a pris un coup sur la tête. [...] »

On ne peut pas envisager de moraliser la vie publique comme je l'ai entendu dire par le gouvernement, ou même de créer la confiance dans la vie publique, si on ne règle pas cette

¹⁴⁴ 28,40 % à 20,29 % en 2002 ; 16,23 % à 16,03 % en 2007 ; 20,52 % à 19,65 % en 2012.

¹⁴⁵ « Un « problème démocratique » si pas de groupe à l'Assemblée », *Europe 1*, 8 juin 2017

Disponible ici : <https://www.europe1.fr/politique/un-probleme-democratique-si-pas-de-groupe-fn-a-l-assemblee-3355079>

[consulté le 4 novembre 2020]

*question du mode de scrutin. Ne nous y trompons pas, c'est l'un des éléments majeurs de cette abstention. »*¹⁴⁶

Si l'absence de groupe Front National au sein de l'Assemblée nationale limite l'influence politique du parti au sein de l'hémicycle, il convient de s'intéresser à l'action de ces élus qui disposent d'un droit de vote et peuvent prendre part à des propositions de loi, en tant qu'auteur ou cosignataire. Entre juin 2017 et juin 2019, vingt-sept propositions de loi ont pour auteur un député Front National et trente-cinq en tant que co-signataire¹⁴⁷. Les deux premières propositions de loi émanant d'un député FN et co-signées par l'ensemble des députés du parti¹⁴⁸ ont pour auteur Bruno Bilde et ont pour objet l'un des enjeux centraux au discours et à l'idéologie du parti, la laïcité et, à travers celle-ci, le traitement de l'Islam.

La proposition de loi 226 vise ainsi à « garantir aux collectivités territoriales organisatrices du service public de la restauration scolaire la possibilité de supprimer les menus de substitution »¹⁴⁹ et est immédiatement suivie de la proposition 227 visant quant à elle à « interdire le port de signe ou de tenues manifestant de manière ostensible une appartenance religieuse dans les établissements publics d'enseignement supérieur »¹⁵⁰.

¹⁴⁶ « Marine Le Pen espère constituer un groupe à l'Assemblée dans les « prochains mois » », *Public Sénat*, 19 juin 2017

Disponible ici :

<https://www.publicsenat.fr/article/politique/marine-le-pen-espere-constituer-un-groupe-a-l-assemblee-dans-les-prochains-mois>

[consulté le 4 novembre 2020]

¹⁴⁷ « Propositions », *Site Internet des députés Rassemblement National*

<https://deputes-rn.fr/propositions/>

[consulté le 30 septembre 2020]

¹⁴⁸ Avant cela, trois propositions de loi ont pour auteur un député FN mais ne sont pas co-signées par l'ensemble des députés du parti.

Celles-ci ont pour auteur Gilbert Collard en août 2017 portant sur la sauvegarde du rayonnement des fêtes votives (proposition n°127), la lutte contre l'étiquetage trompeur des bouteilles de vins espagnols (proposition n°128) et la modification de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 portant statut de l'Agence France-Presse (proposition n° 132).

A noter la rédaction de deux propositions de résolution par Sébastien Chenu en septembre 2017 portant sur le fonctionnement des pouvoirs publics dans la gestion de l'ouragan Irma (proposition n°156) et la modification du règlement de l'Assemblée nationale afin d'assurer l'attribution de justes moyens aux différentes sensibilités politiques la constituant (proposition n° 157).

¹⁴⁹ Proposition de loi 226, *Site Internet de l'Assemblée nationale*

Disponible ici : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/suppression_menus_substitution_cantines

[consulté le 30 septembre 2020]

¹⁵⁰ Proposition de loi 227, *Site Internet de l'Assemblée nationale*

Disponible ici : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/interdiction_port_signe_religieux_enseignement_superieur

[consulté le 30 septembre 2020]

Si le faible poids politique des députés FN au sein de l'Assemblée diminue considérablement la possibilité de faire voter les propositions de loi émanant de ceux-ci, ces derniers disposent d'un vote sur les projets et propositions de loi ainsi que de la possibilité de proposer des amendements à ceux-ci.

Le vote du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie soumis à l'Assemblée nationale en avril 2018 apparaît particulièrement intéressant dans la mesure où l'ensemble des députés FN prend part au vote, qu'il s'agisse du projet de loi ou des amendements proposés à celui-ci. Par ailleurs, les positions du FN et de la droite traditionnelle semblent se rejoindre sur plusieurs points de ce texte, les députés FN votant en faveur des amendements proposés par les députés Les Républicains à l'article 33 bis du texte. Si l'ensemble des députés RN vote contre ce projet de loi et rejoint ainsi les députés de la gauche et LR¹⁵¹ dans leur opposition¹⁵², ils votent pour l'article 5 de ce même texte¹⁵³ proposant une réduction de 120 à 90 jours du délai dont dispose un demandeur d'asile pour déposer sa demande auprès de l'OFPPA¹⁵⁴ à compter de son entrée sur le territoire français.

Bien que les élections législatives de 2017 permettent au Front National de retrouver le chemin de l'hémicycle, les députés FN/RN y disposent d'une marge de manœuvre limitée. L'impossible constitution d'un groupe parlementaire comme en disposent la plupart des partis réalisant des scores honorables lors des élections présidentielles révèle un décalage réel et alimente une rhétorique axée sur un manque de représentation du parti au sein des institutions de la République.

Malgré tout, ces élections permettent, au même titre que les élections départementales et régionales, de mettre en évidence l'implantation locale du parti ainsi que sa progression, particulièrement visible depuis 2015.

L'amendement 849 proposé par Marine Le Pen visant à supprimer tous les articles de la législation consacrant dans le droit positif le droit du sol ou le double droit du sol ne bénéficie quant à lui que des votes des députés FN.

¹⁵¹ Les Républicains.

¹⁵² Analyse du scrutin 578, Deuxième séance du 22 avril 2018, *Site Internet de l'Assemblée nationale* Disponible ici : [https://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/\(legislature\)/15/\(num\)/578](https://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/(legislature)/15/(num)/578) [consulté le 30 septembre 2020]

¹⁵³ Analyse du scrutin 499, Troisième séance du 19 avril 2018, *Site Internet de l'Assemblée nationale* Disponible ici : [https://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/\(legislature\)/15/\(num\)/499](https://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/(legislature)/15/(num)/499) [consulté le 30 septembre 2020]

¹⁵⁴ Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Bien que la rhétorique antisystème soit sans conteste l'un des points communs du discours des deux partis étudiés, il existe toutefois une différence majeure résidant dans les modes de scrutin français et italien. Contrairement au FN/RN, la Ligue du Nord devenue la Ligue parvient à intégrer le gouvernement italien, et ce bien avant les élections de mars 2018, nous permettant de davantage nous intéresser à l'action politique du parti régionaliste sur la scène nationale.

3.2.2. Italie

Si la Ligue parvient à accéder au pouvoir en 2018, il convient de rappeler que cela se fait à la faveur d'une coalition avec le Mouvement Cinq Etoiles, arrivé premier lors des élections. Par ailleurs, les élections de mars 2018 lui ayant permis de se voir confier cinq ministères ne constituent pas une première pour le parti. Déjà membre du gouvernement Berlusconi I en 1994, des gouvernements Berlusconi II et III en 2001 et Berlusconi IV en 2008, la Ligue du Nord a déjà réussi à intégrer les institutions nationales et à devenir, de fait, un parti de gouvernement.

Les élections de mars 2018 sont donc loin de constituer la première expérience gouvernementale du mouvement léghiste. Néanmoins, elles semblent à la fois être une continuité et une rupture lorsque comparées aux précédentes élections ayant permis à la LN d'intégrer le gouvernement italien.

Toujours membre de la coalition de centre-droit au même titre que le parti de Silvio Berlusconi, les résultats obtenus par la Ligue sont en nette hausse et semblent ainsi témoigner du succès de la stratégie de nationalisation entreprise par le parti, qui devance désormais *Forza Italia*. Les coalitions apparaissent ainsi indispensables à la réalisation des ambitions nationales de la Ligue du Nord, symbolisées par la suppression du « Nord » dans le nom du parti, bien que le système de coalitions apparaisse inhérent au système politique italien.

Il est nécessaire sur ce point de rappeler qu'il ne s'agit pas, comme dans le cas français, d'un scrutin strictement uninominal majoritaire mais d'un système électoral hybride¹⁵⁵ mêlant des éléments proportionnels¹⁵⁶. Il convient donc de s'intéresser au traitement de la question

¹⁵⁵ Le *Rosatellum*, du nom du sénateur du Parti Démocrate, Ettore Rosato, succède au *Mattarellum* instaurant pour la première fois un système majoritaire avec un quota proportionnel lors des élections de 1994 jusqu'en 2001.

La loi Calderoli impose quant à elle un renforcement du caractère proportionnel des élections tout en assurant la majorité des sièges à la coalition gagnante.

¹⁵⁶ « La loi prévoit que 64 % des sièges (386 sièges à la Chambre des Députés, 193 au Sénat) soient attribués proportionnellement, selon les résultats obtenus par les coalitions de liste au niveau national, tandis que les 34 % restants sont réservés aux candidats ayant reçu le plus de votes dans 232 circonscriptions uninominales (116 au Sénat) dans lesquelles le scrutin se déroule à tour unique. Enfin, 12 sièges (6 au Sénat) sont réservés aux candidats élus par les Italiens résidant à l'étranger dont le vote est organisé par une loi différente. »

Cavallaro Matteo, Policastro Davide, Salza Guido et Zanetti Massimo Angelo, « Un scrutin pour trois pays : la nouvelle géographie politique italienne suite à l'élection législative du 4 mars 2018 », *EchoGéo*, Sur le Vif, 31 décembre 2018,

Disponible ici : <http://journals.openedition.org/echogeo/16294>

[consulté le 28 septembre 2019]

fédéraliste par la Ligue du Nord devenue parti de gouvernement, indispensable lorsque l'on s'intéresse à l'action politique à l'échelle nationale d'un parti à l'idéologie régionaliste né de la fusion de divers mouvements autonomistes.

La question du fédéralisme aux portes du gouvernement

Le parti intègre certes le gouvernement italien dès 1994 mais l'enjeu fédéraliste demeure à travers le ministère pour les Réformes institutionnelles et la Décentralisation¹⁵⁷ confié à Umberto Bossi en 2001 puis à Roberto Calderoli de 2004 à 2006

L'un des faits marquant l'empreinte fédéraliste de la LN au sein du gouvernement réside notamment dans la réforme constitutionnelle de 2005 portée par le ministre pour les Réformes institutionnelles et de la Décentralisation, Roberto Calderoli. Celle-ci entend modifier 55 des 139 articles initiaux de la Constitution italienne, et vise avant tout à accroître les pouvoirs du Président du Conseil ainsi qu'à accorder davantage d'influence aux régions, notamment en matière de santé, d'éducation et de sécurité.

Ce texte, soutenu par *Forza Italia*, *Alleanza Nazionale* ainsi que les démocrates-chrétiens de l'UDC¹⁵⁸ semble avant tout être un pas vers un renforcement du fédéralisme auquel appelle la Ligue du Nord depuis sa création. La réforme constitutionnelle se heurte à une vive opposition de la gauche, qui craint qu'une telle refonte constitutionnelle ne fasse qu'accroître les inégalités entre le Nord et le Sud de la péninsule.

Cette réforme constitutionnelle, héritée du gouvernement Berlusconi III par le nouveau gouvernement de centre-gauche suite à la victoire de la coalition menée par Romano Prodi lors des élections législatives de 2006, est rapidement proposée à la population italienne à travers un referendum. Ainsi, les électeurs italiens sont appelés aux urnes les 25 et 26 juin 2006 pour se déclarer en faveur ou non d'une réforme constitutionnelle votée par la coalition de centre-droit en novembre 2005.

Interrogé sur la question dans l'émission *Porta a Porta*¹⁵⁹, l'ancien ministre et leader de la Ligue du Nord, Umberto Bossi ne croit pas en la victoire du « non » et défend un texte nécessaire à la sauvegarde des cultures locales :

¹⁵⁷ « Devoluzione ».

¹⁵⁸ Union des démocrates du centre.

¹⁵⁹ « Porte à porte » est une émission télévisée animée par le journaliste Bruno Vespa et diffusée sur Rai Uno depuis janvier 1996.

*« Les gens veulent du changement. [...] Après tout, qu'est-ce que la décentralisation ?
C'est sauvegarder les cultures locales dans notre pays qui ont toutes été exterminées.
Pour les préserver, il faut transférer la gestion de l'école à la région qui tiendra logiquement
compte des cultures locales. »¹⁶⁰*

Les résultats du referendum dévoilent un rejet assez net des votants dont 61,7% s'opposent à la réforme constitutionnelle voulue par la coalition de centre-droit. Il convient de souligner que les résultats connaissent des variations, entre très nette victoire du « non » au Sud et au centre avec respectivement 74,8% et 67,7%, et un rejet moins important au Nord, avec 52,6% des votants se prononçant contre ce texte.

La victoire du « non » constitue ainsi un revers conséquent pour la coalition de centre-droit après sa défaite aux législatives d'avril, mais également pour la Ligue du Nord ayant défendu ce texte.

Selon Umberto Bossi, les citoyens italiens ayant voté non sont ceux qui « croient en l'assistanat », préférant voir dans le plus faible pourcentage en faveur du « non » dans le Nord un « signal » envoyé à Rome¹⁶¹ :

« La Ligue ne baisse pas les bras, comme tous les autres pays qui se sont battus contre les gouvernements et les Etats non démocratiques, comme l'Ecosse, le Pays de Galles et la Catalogne. La Padanie essaiera à nouveau et continuera son combat. »¹⁶²

¹⁶⁰ « La lega è entrata nella Casa delle Libertà per avere il federalismo, e la devoluzione l'avete avuta. Adesso un referendum rischia di cancellarla; come andrà secondo lei? »

« Secondo me andrà che la gente la farà passare, la gente vuole un cambiamento. Poi la devoluzione, in fondo, cos'è? Devoluzione significa salvaguardare le culture locali che invece nel nostro Paese sono state tutte sterminate. Per salvaguardarle occorre passare la scuola alla Regione e la Regione logicamente terrà conto anche delle culture locali. »

Interview d'Umberto Bossi en date du 27 mars 2006

Cronistoria della Lega Nord. Capitolo 10 2005 – 2006, *Site Internet de la Ligue*, p. 13

Disponibile ici :

https://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/storia_ln/10_lega_nord_storia2005.pdf

[consulté le 13 janvier 2019]

¹⁶¹ « Certo fa un po' tristezza – ha spiegato Bossi – vedere questo Nord... anche se a maggioranza la parte avanzata del Paese ha votato sì, mentre ha votato no la parte che crede nell'assistenzialismo. [...] Il Nord ha mandato un segnale a Roma. »

Ibid., p. 20

¹⁶² « Ma la Lega non molla, come gli altri Paesi che hanno lottato contro Governi e stati poco democratici, come la Scozia, il Galles e la Catalogna, la Padania ci riproverà. E andrà avanti nella sua lotta. », *Ibid.*

L'impact de la stratégie de nationalisation entreprise par le parti et incarnée par Matteo Salvini depuis 2013 consiste notamment à mettre l'accent sur des thématiques à fort potentiel électoral, en premier lieu l'immigration et la critique de Bruxelles. La question fédéraliste, à défaut d'être abandonnée, semble effacée par l'importance acquise par ces nouveaux enjeux au sein du discours du parti.

Les résultats électoraux à l'échelle nationale du parti révèlent le succès de la nouvelle stratégie de conquête électorale de la Ligue du Nord, qui passe de 4,09 % des suffrages exprimés lors des législatives de 2013 à 17,35 % en 2018.

Si les résultats du parti à l'échelle nationale sont en forte hausse, il convient de s'intéresser aux variations de ces résultats d'une région à l'autre, *a fortiori* lorsque l'on s'intéresse à une formation politique à l'idéologie régionaliste. L'implantation locale de la Ligue est particulièrement importante dans les régions constituant historiquement le socle des revendications autonomistes du parti. Ainsi, le parti enregistre ses meilleurs résultats¹⁶³ en Vénétie, en Lombardie, dans le Frioul Vénétie-Julienne ainsi que dans le Piémont, avec une moyenne respective de 32,17 %¹⁶⁴, 29,16 %¹⁶⁵, 25,86 % et 22,75 %¹⁶⁶ lors des législatives de 2018. Ces scores apparaissent particulièrement importants lorsque comparés aux résultats enregistrés par la Ligue du Nord lors des précédentes élections législatives en février 2013 dans ces mêmes régions avec respectivement 10,44 %¹⁶⁷, 12,37 %¹⁶⁸, 6,7 % et 4,85 %¹⁶⁹.

Bien que la stratégie de nationalisation profite sans conteste aux résultats de la Ligue lors des élections de mars 2018, les meilleurs résultats du parti sont situés dans les régions formant la Padanie selon l'idéologie léghiste. Ainsi, l'important score enregistré par le parti à l'échelle nationale est le fruit de l'importante progression du parti dans les régions du Nord, et non d'un réel succès des tentatives d'implantation du parti dans le Sud du territoire.

¹⁶³ Toutes les données citées ici proviennent du site du ministère de l'Intérieur italien.

¹⁶⁴ Le parti recueille 31,95 % des votes dans la première circonscription de Vénétie et 32,39 % dans la seconde.

¹⁶⁵ Le parti recueille 22,09 % des votes dans la première circonscription de Lombardie, 31,93 % dans la seconde, 34,33 % dans la troisième et 28,30 % dans la quatrième.

¹⁶⁶ Le parti obtient 19,17 % des suffrages exprimés dans la première circonscription du Piémont et 26,34 % dans la seconde.

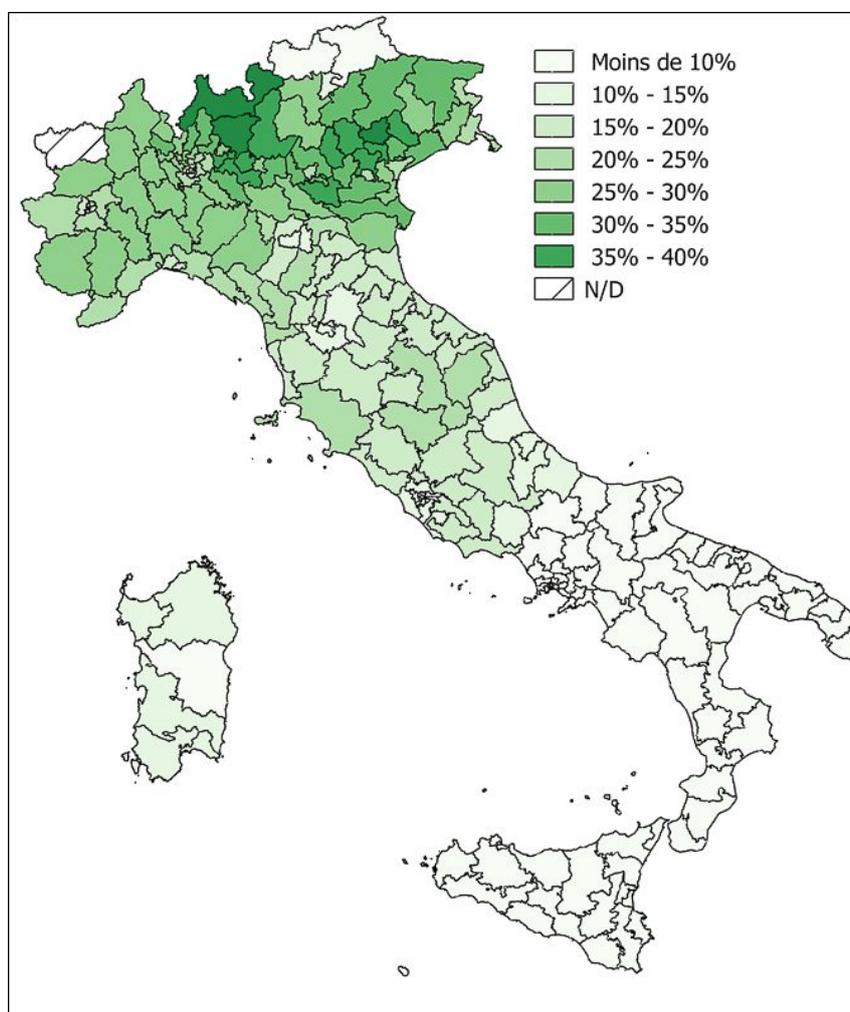
¹⁶⁷ Le parti recueille 10,86 % des votes dans la première circonscription de Vénétie et 10,02 % dans la seconde.

¹⁶⁸ Le parti recueille 8,67 % des votes dans la première circonscription de Lombardie, 17,56 % dans la seconde et 10,88 % dans la troisième.

¹⁶⁹ Le parti obtient 3,26 % des suffrages exprimés dans la première circonscription du Piémont et 6,44 % dans la seconde.

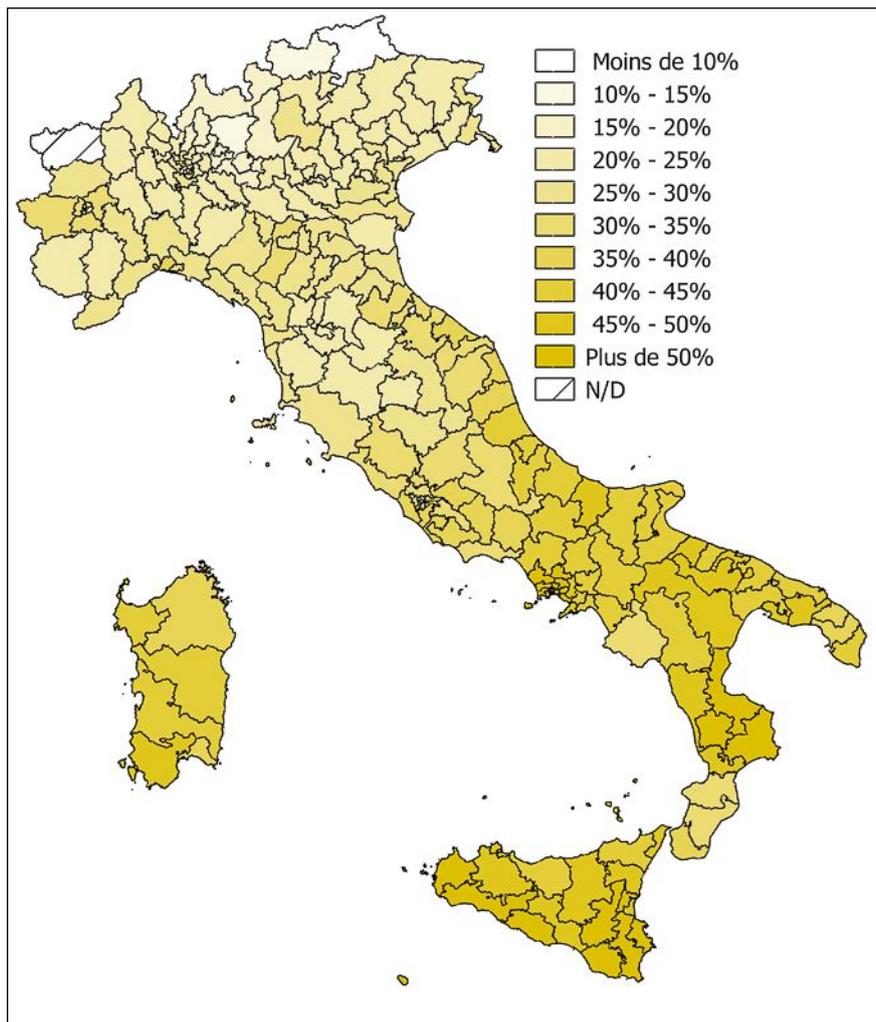
Le fort ancrage au Nord du territoire de la Ligue se couple donc avec de faibles résultats dans le reste du pays et impose donc une stratégie d'alliance afin de pallier ce décalage électoral évident.

La répartition géographique des meilleurs résultats obtenus par la Ligue et le Mouvement Cinq Etoiles lors des élections de mars 2018 apparaissent très différents et, dans une logique de nationalisation, complémentaires. L'implantation locale au Nord est évidente pour la Ligue tandis que le M5S enregistre des résultats importants dans le Sud du pays ainsi que dans les régions insulaires, comme l'indiquent les cartes ci-dessous¹⁷⁰ où l'on peut voir en vert les résultats de la Ligue et en jaune ceux du M5S.



Source : <http://journals.openedition.org/echogeo/16294>

¹⁷⁰ Calculs Quorum/YouTrend sur données du ministère de l'Intérieur
Cavallaro Matteo, Policastro Davide, Salza Guido et Zanetti Massimo Angelo, *op.cit.*



Source : <http://journals.openedition.org/echogeo/16294>

Les deux formations politiques sont donc, au-delà de considérations idéologiques, aux antipodes l'une de l'autre dès lors que l'on tient compte de la répartition des votes à l'échelle nationale. Si la Ligue est indiscutablement le parti fort dans les régions du nord, le M5S, déjà premier parti lors des élections législatives de 2013, bénéficie d'une progression globale particulièrement visible dans le Sud.

Si la Ligue parvient à progresser dans le centre de l'Italie, son implantation au Sud reste très faible et se comprend du fait de la forte empreinte régionaliste du parti malgré la stratégie de nationalisation mise en place. Le centre apparaît comme le dernier bastion du Parti Démocrate malgré une progression notable de la Ligue et du M5S¹⁷¹, à qui profitent la baisse des votes en faveur du PD et de *Forza Italia*¹⁷².

¹⁷¹ Lazar Marc, « L'Italie, laboratoire des populismes », *Fondation Jean Jaurès*, 8 mars 2018
 Disponible ici : <https://jean-jaures.org/nos-productions/l-italie-laboratoire-des-populismes>
 [consulté le 26 juin 2018]

¹⁷² Matteucci Piera, « Elezioni politiche: vincono M5s e Lega. Crollo del Partito democratico. Centrodestra prima coalizione. Il Carroccio sorpassa Forza Italia », *La Repubblica*, 4 mars 2018

A l'exception du centre urbain de l'Italie, la coalition formée à l'issue des élections de mars 2018 semble donc rendre compte de l'intégralité du territoire national. Bien que ces élections laissent clairement apparaître une forte progression de la Ligue, il convient de relativiser celle-ci en tenant compte des résultats contrastés enregistrés par le parti. Si la stratégie de nationalisation instaurée au sein de la Ligue du Nord, devenue la Ligue, est évidente et a porté ses fruits, elle ne suffit pas à débarrasser le parti de sa dimension régionaliste. Par ailleurs, le parti profite de la baisse notable des partis s'étant jusqu'alors succédé en tant que partis de gouvernement, le Parti démocrate à gauche et *Forza Italia* à droite. Une alliance avec le M5S semble donc indispensable afin d'apporter une légitimité nationale à la participation de la Ligue au gouvernement italien.

On ne peut pourtant pas considérer ces deux partis comme proches sur le plan idéologique, bien que tous deux se rejoignent dans leur critique du Parti Démocrate au pouvoir depuis 2013 et cristallisé par la personne de Matteo Renzi. Une telle alliance ne semble ainsi pas évidente lorsque l'on se rappelle des propos tenus par Matteo Salvini à l'encontre de Beppe Grillo¹⁷³ en 2014, selon qui celui-ci s'est « moqué de ses électeurs » lui reprochant sa complaisance vis-à-vis du Parti démocrate et de Matteo Renzi, « le vrai problème des ouvriers italiens »¹⁷⁴.

L'alliance entre les deux partis menant à la constitution du nouveau gouvernement italien apparaît donc loin d'être naturelle, comme en témoigne le délai entre les élections et le serment prêté par le nouveau gouvernement.

En sa qualité de président du Conseil des Ministres, Giuseppe Conte¹⁷⁵ est chargé de proposer le nouveau gouvernement, fruit de l'alliance entre le M5S et la Ligue, au président de

Disponible ici :

https://www.repubblica.it/speciali/politica/elezioni2018/2018/03/04/news/risultati_elezioni_politiche_pd_centrodestra_m5s_fi_lega-190424815/

[consulté le 17 mars 2018]

¹⁷³ Né en 1948, Giuseppe Grillo est un humoriste et blogueur italien rendu célèbre dans les années 1980 par plusieurs émissions de télévision. Affichant de plus en plus clairement ses positions politiques et sa critique d'un système corrompu, il est notamment à l'initiative du « Vaffanculo-Day » ou « V-Day » en 2007.

Il fonde en 2009 le Mouvement Cinq Etoiles, lequel connaît un succès rapide particulièrement visible lors des élections législatives de 2013 et qu'il dirige jusqu'en 2017.

¹⁷⁴ « Lega e CasaPound, in tanti in piazza Salvini: « Suspendere Schengen » », *Corriere della Sera*, *op. cit.*

¹⁷⁵ Né en 1964, Giuseppe Conte est juriste de formation, universitaire, et rejoint le Conseil de présidence de la justice administrative en 2013 sur proposition du Mouvement Cinq Etoiles dont il n'est alors pas membre. Les élections de mars 2018 marquent ainsi le début de sa carrière politique lorsque, pressenti pour le ministère de l'Administration publique, il est finalement chargé de former le futur gouvernement italien en tant que Président du Conseil.

la République italienne Sergio Mattarella le 31 mai 2018, soit près de trois mois après le résultat des élections. Il faut donc quatre-vingt-neuf jours à la Ligue et au Mouvement Cinq Etoiles pour former le nouveau gouvernement italien, au terme de tractations entre les deux partis et le président de la République. Ce long délai, loin d'être anodin, représente la plus longue attente entre les résultats des élections et le serment prêté par le gouvernement, depuis la formation du gouvernement Amato I en 1992¹⁷⁶.

A terme est formé le gouvernement du changement, *governo del cambiamento*, selon le nom du programme rédigé entre deux formations politiques semblant avoir fait de la condamnation des politiques d'austérité et de Bruxelles un moyen de contourner leurs désaccords idéologiques.

Une coalition « jaune-verte » loin d'être évidente

La coalition entre deux mouvements ne se situant pas sur la même ligne idéologique sur divers sujets implique donc nécessairement des compromis réciproques.

Fondé en 2009 par l'humoriste Beppe Grillo et Gianroberto Casaleggio¹⁷⁷, le Mouvement 5 Etoiles est avant tout caractérisé par sa dénonciation d'un système politique jugé corrompu et inefficace. Le parti tire son nom des cinq priorités fixées par celui-ci dès sa fondation, à savoir le traitement des déchets, un retour à la gestion publique de l'eau, les transports publics, les énergies renouvelables ainsi que le Wi-Fi gratuit. Le Mouvement Cinq Etoiles s'appuie également sur un discours visant à dénoncer un système politique corrompu et entend ainsi se faire le porte-parole des déceptions de la population italienne.

D'un point de vue idéologique, le M5S ne partage pas les positions de la Ligue sur bon nombre de sujets, en adoptant notamment des positions moins fermes sur les questions migratoires. Bien que difficilement classable sur le spectre politique, le parti affiche une opposition farouche aux politiques d'austérité menées par le gouvernement italien et par l'Union Européenne.

C'est sur cette opposition au système et aux politiques nationales et européennes que peut se comprendre la coalition entre ces deux partis, bien davantage que sur leurs prises de position idéologiques.

¹⁷⁶ Le serment du gouvernement est alors intervenu quatre-vingt-quatre jours après les élections.

¹⁷⁷ Gianroberto Casaleggio (1954 – 2016) est un entrepreneur italien, cofondateur du Mouvement Cinq Etoiles avec Beppe Grillo après avoir été le responsable éditorial de son blog.

Si cet aspect les rassemble et peut permettre des accords sur divers sujets, tel que l'abrogation de la réforme reculant l'âge de départ à la retraite, les sources de désaccords demeurent nombreuses.

Matteo Salvini entend rassurer les adhérents de son parti sur ces divergences internes lors de son discours annuel à Pontida à l'été 2018 :

« Ils essaient de créer des disputes avec nos compagnons de voyage et de gouvernement. Ils ne réussiront pas : moi qui essaie toujours d'être objectif, je dois dire que j'ai trouvé ce mois-ci chez les dirigeants et les ministres des 5 étoiles des gens honnêtes, cohérents et avec l'envie de changer ce pays. »¹⁷⁸

Malgré les nombreux points de désaccords entre les deux partis, une alliance avec le M5S apparaît absolument nécessaire afin que la Ligue puisse devenir un parti de gouvernement. Néanmoins, cela va à l'encontre de la politique régionaliste historique de la Ligue du Nord et sa critique du Sud, bien que celle-ci ait été fréquemment mise entre parenthèse. Interrogé en mars 2018 sur un éventuel accord gouvernemental entre le Mouvement 5 Etoiles et la Ligue, Umberto Bossi fait état de ses réserves :

« Non à un gouvernement avec eux, ceux du M5S ont un vieux programme du temps de la Démocratie-Chrétienne, ils veulent servir de caisse d'aide sociale pour le Mezzogiorno, ce qui a déjà échoué »¹⁷⁹

Ces désaccords internes, entre l'ancien et le nouveau secrétaire fédéral de la Ligue, traduisent avant tout les compromis idéologiques effectués par le parti dans le cadre de sa

¹⁷⁸ « Cercano di farci litigare coi nostri compagni di viaggio e di governo. Non ci riusciranno: io che cerco sempre di essere obiettivo, devo dire che in questo mese ho trovato nei dirigenti e nei ministri dei 5 Stelle persone oneste, coerenti e con la voglia di cambiare questo Paese. »

« Matteo Salvini a Pontida, il discorso integrale dal palco del raduno leghista », *Bergamo News. Quotidiano online*, 1er juillet 2018

Disponible ici : <https://www.bergamonews.it/2018/07/01/matteo-salvini-pontida-discorso-integrale-dal-palco-del-raduno-leghista/285598/>

[consulté le 22 Mai 2020]

¹⁷⁹ « No ad un governo con loro, quelli del M5S hanno un programma vecchio dei tempi della Democrazia Cristiana, vogliono fare la cassa del Mezzogiorno per l'assistenzialismo che è già fallito una volta » Martelloni Martina, « Bossi contro Salvini: « Se fosse saltata la Lombardia, finiva impiccato come l'amico Mussolini » », *La Repubblica*, 24 mars 2018

Vidéo disponible ici : <https://video.repubblica.it/politica/bossi-contro-salvini-se-fosse-saltata-la-lombardia-finiva-impiccato-come-l-amico-mussolini/300580/301210?ref=RHPPTP-BH-I0-C12-P2-S4.4-T1>

[consulté le 12 janvier 2020]

stratégie de nationalisation. A mesure que la question migratoire gagne en importance au sein du discours, ce dernier est de moins en moins imprégné des revendications régionalistes qui avaient pourtant constitué la vocation et la genèse de ce mouvement.

Si cela explique les tensions internes relatives à la ligne idéologique du parti, il faut néanmoins rappeler que celle-ci connaît des évolutions fréquentes depuis 1989. En ce sens, la stratégie de compromis prônée par Matteo Salvini est cohérente avec les orientations de la LN, avant tout fondées sur les opportunités politiques. L'accord avec le M5S n'apporte donc pas de réelle nouveauté dans la stratégie politique du parti, mais modifie l'importance accordée à certaines thématiques dans le discours officiel de la Ligue.

Les deux partis s'accordent sur la condamnation des politiques d'austérité européennes et développent une rhétorique sociale visant à préserver les intérêts nationaux. Symbolisée par deux mesures phares, l'une portée par le M5S l'autre par la Ligue, les enjeux sociaux et économiques apparaissent comme l'un des points de convergence idéologique. Ainsi, la réforme fiscale prônée par la Ligue à travers l'instauration d'une « flat tax », et la mise en œuvre d'un revenu de citoyenneté pour le M5S traduisent l'opposition aux politiques de rigueur sur laquelle les deux partis ont fait campagne.

La coalition entre ces deux forces de gouvernement est dans les premiers mois définie par un compromis entre les points saillants de leur programme respectif : une politique aux accents sociaux pour le Mouvement 5 Etoiles associée à la politique anti-immigration et au tournant sécuritaire souhaité par la Ligue.

Cette dualité se reflète par ailleurs dans la composition du nouveau gouvernement investi le 1^{er} juin 2018 et dans les ministères confiés aux membres des deux partis, en particulier à leurs leaders. Luigi di Maio¹⁸⁰ se voit confier les ministères du Développement économique, du Travail, et des Politiques sociales ainsi que le poste de Vice-président du Conseil. Matteo Salvini, également Vice-président du Conseil des Ministres, est quant à lui en charge de l'Intérieur.

¹⁸⁰ Né en 1986, Luigi di Maio débute sa carrière politique au sein du M5S pour lequel il siège à la Chambre des députés de 2013. Vice-président de cette même chambre jusqu'en 2018, date à laquelle il devient Vice-président du Conseil des ministres, ministre du Développement économique et du Travail et des Politiques sociales.

Sur les dix-huit ministres que compte le gouvernement Conte I, cinq font partie de la Ligue et huit du Mouvement Cinq Etoiles¹⁸¹, auxquelles s'ajoutent cinq ministres indépendants¹⁸². Les membres du gouvernement issus de la Ligue sont désormais en charge, en plus de l'Intérieur, de l'Administration publique, des Politiques agricoles, alimentaires, forestières et du Tourisme, de la Famille et du Handicap ainsi que des Affaires régionales et de l'Autonomie. Ce dernier ministère n'est pas sans rappeler le poste occupé par Umberto Bossi puis Roberto Calderoli de 2001 à 2006 et semble rappeler, du moins symboliquement, l'empreinte régionaliste de la Ligue au sein du gouvernement.

Le contrat de gouvernement¹⁸³ né de l'accord entre la Ligue et le Mouvement Cinq Etoiles dévoile les principales mesures souhaitées par les désormais deux forces de gouvernement et permettent ainsi de mieux saisir les points saillants de leur programme. Divisé en trente thèmes plus ou moins développés, ce texte semble déjà laisser entrevoir les priorités du nouveau gouvernement italien, né de l'union de deux formations politiques ne partageant pas la même ligne idéologique sur certains sujets.

Si l'opposition à la loi Fornero¹⁸⁴ sur les retraites est partagée par les deux partis durant la campagne et donc logiquement inscrite à l'agenda politique du gouvernement, l'alliance entre ces deux partis est loin d'être évidente sur d'autres enjeux. Ainsi, le Mouvement Cinq Etoiles critique à plusieurs reprises le projet de « flat tax » défendu par la Ligue durant la campagne, laquelle ne manque pas d'exprimer ses réserves sur le revenu citoyen souhaité par le M5S. Le contrat de gouvernement apparaît ainsi comme une synthèse des compromis réalisés par les deux formations politiques au terme de longues discussions ayant mené à la constitution du nouveau gouvernement.

¹⁸¹ Alfonso Bonafede est nommé ministre de la Justice ; Elisabeta Trenta ministre de la Défense ; Alberto Bonisoli ministre des Biens et Activités culturelles (également en charge du Tourisme jusqu'en juillet 2018) ; Danilo Tonilelli ministre des Infrastructures et des Transports ; Giulia Grillo ministre de la Santé ; Riccardo Fracaro ministre pour les rapports avec le Parlement et la Démocratie directe et Barbara Lezzi ministre pour le Sud.

¹⁸² Marco Bussetti est en charge du ministère de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; Enzo Moavero Milanesi est nommé ministre des Affaires étrangères (il a déjà occupé ce poste de 2011 à 2014 au sein des gouvernements Monti et Letta) ; Giovanni Tria est nommé ministre de l'Economie et des Finances ; Sergio Costa est ministre de l'Environnement et de la protection des territoires d'outre-mer et Paolo Savona est ministre des Affaires Européennes jusqu'en mars 2019 (il a été auparavant envisagé pour le ministère de l'Economie et des Finances mais ses prises de position à l'encontre de l'Union Européenne ont entraîné le veto de Sergio Mattarella).

¹⁸³ *Contratto per il governo del cambiamento*,

Disponible sur https://download.repubblica.it/pdf/2018/politica/contratto_governo.pdf

¹⁸⁴ Cette réforme adoptée en 2011, portant le nom d'Elsa Fornero, ministre du Travail sous le gouvernement de Mario Monti, prévoit notamment une facilitation des licenciements ainsi qu'une hausse de l'âge de départ à la retraite.

Si la Ligue parvient à intégrer son projet de « flat tax »¹⁸⁵ et le Mouvement Cinq Etoiles son revenu citoyen¹⁸⁶ dans le contrat de gouvernement illustrant l'accord conclu entre les deux partis, l'immigration apparaît comme l'un des axes clés de l'action politique du parti à l'échelle nationale.

En accord avec la stratégie de nationalisation entreprise depuis plusieurs années plaçant la question migratoire au centre de son discours et de son idéologie, la Ligue, et notamment Matteo Salvini en tant que ministre de l'Intérieur, communique particulièrement sur ces enjeux.

La Ligue à l'Intérieur : conséquences sur la politique migratoire italienne

Le nouveau ministre de l'Intérieur se distingue rapidement au sein du gouvernement en affichant une ligne dure concernant la politique migratoire, cohérente avec la campagne menée par la Ligue durant les élections. Ainsi, l'Italie annonce le 10 juin vouloir fermer ses ports aux navires transportant des migrants, invitant Malte à prendre le relais¹⁸⁷, et causant de vives réactions de la part de la presse italienne¹⁸⁸

Adoptée le 29 novembre 2018 par la Chambre des députés, soit moins de six mois après la constitution du nouveau gouvernement, la loi migratoire portée par Matteo Salvini prévoit notamment une réorganisation du système d'accueil des demandeurs d'asile. Ce texte comprend ainsi une réduction de la durée des permis de séjour humanitaires ainsi qu'une facilitation des

¹⁸⁵ Selon le contrat de gouvernement conjoint aux deux partis, cette « flat tax » réside dans une réforme fiscale introduisant des taux fixes combiné à un système de déductions assurant une progressivité dans l'impôt, le but étant d'instaurer davantage de proportionnalité dans l'application de l'impôt.

« Il concetto chiave è « flat tax », ovvero una riforma fiscale caratterizzata dall'introduzione di aliquote fisse, con un sistema di deduzioni per garantire la progressività dell'imposta », *Contratto per il governo del cambiamento*, p. 19.

¹⁸⁶ Le revenu citoyen est l'une des mesures phares du M5S durant la campagne et prévoit le versement de 780 euros mensuels par personne afin de faciliter le retour dans le marché du travail. Ce revenu de citoyenneté est conditionné par les revenus annuels perçus par le bénéficiaire, son inscription auprès des centres pour l'emploi ainsi qu'une durée de résidence supérieur à dix ans au sein du territoire italien.

Voir notamment Nizzoli Cristina, « Le revenu de citoyenneté comme programme phare du Mouvement 5 étoiles », *Chronique Internationale de l'IRES*, vol. 164, no. 4, 2018, pp. 96 – 104.

¹⁸⁷ Ziniti Alessandra, « Migranti, Sanchez: « Aquarius venga da noi ». Salvini: « Alzare la voce paga » », *La Repubblica*, 11 juin 2018

Disponible ici :

https://www.repubblica.it/cronaca/2018/06/11/news/da_bordo_dell_aquarius_la_nave_non_si_e_spostata_c_i_restano_due_giorni_di_riserve_di_acqua_e_viveri_-198716012/?ref=RHPPTP-BH-I0-C12-PI-S1.12-T1

[consulté le 7 septembre 2018]

¹⁸⁸ « L'Italie ferme ses ports aux migrants, l'Espagne intervient », *Courrier International*, 11 juin 2018

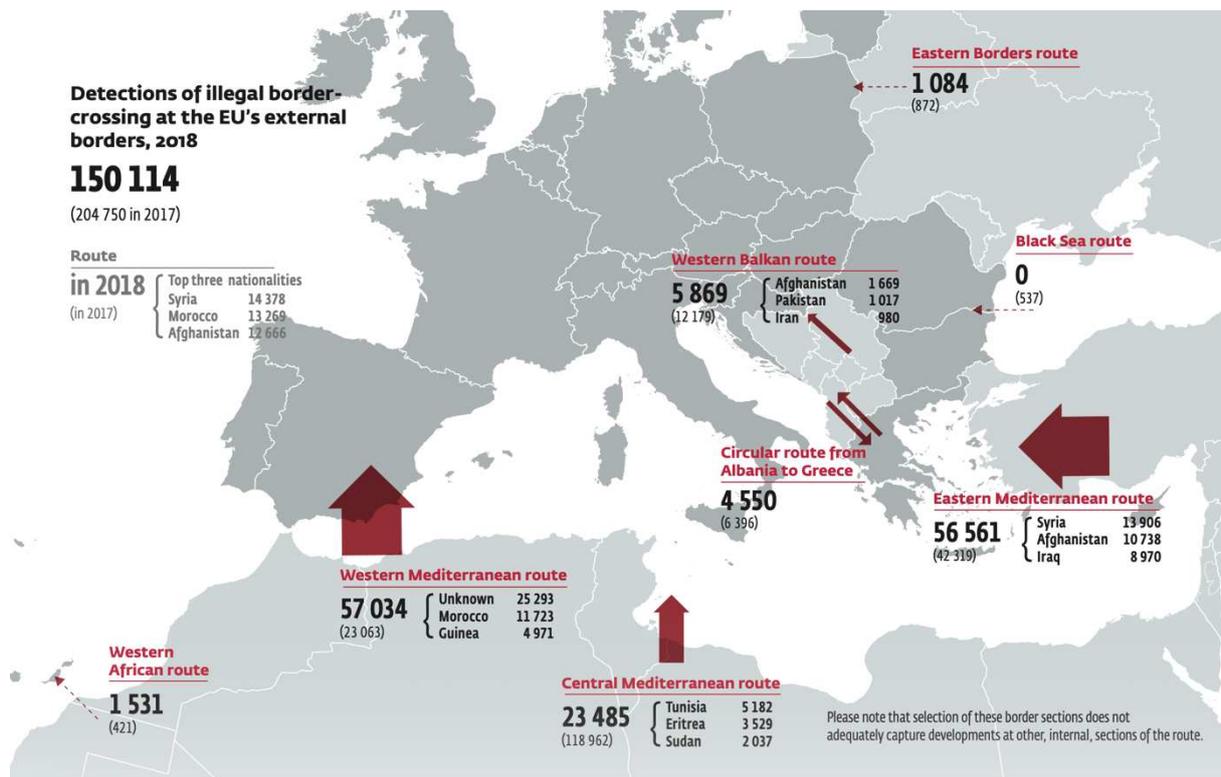
Disponible ici : <https://www.courrierinternational.com/article/litalie-ferme-ses-ports-aux-migrants-lespagne-intervient>

[consulté le 7 septembre 2018]

expulsions des demandeurs lorsque ceux-ci se montrent dangereux. Sur les enjeux migratoires, on note également le refus du gouvernement de signer le *Global Compact for Migration* émanant des Nations Unies et adopté lors du Sommet de Marrakech en décembre 2018.

Le nouveau gouvernement s'illustre donc à travers son ministre de l'Intérieur par un durcissement notable de sa politique migratoire, laquelle a un impact direct sur les migrations à l'échelle européenne.

On compte trois routes majeures empruntées par les migrants traversant la mer Méditerranée, à l'Ouest, au centre et à l'Est. Parmi celles-ci, celle menant à l'Italie est la route méditerranéenne centrale s'étendant du Nord de l'Afrique jusqu'à Malte et l'Italie, dont les principaux points de départ se situent en Libye et en Tunisie et, dans une moindre mesure, en Egypte et dans l'Est de l'Algérie¹⁸⁹. Dans le cadre de cette étude, il semble donc pertinent de s'intéresser à l'impact de la politique migratoire menée par le nouveau gouvernement sur la route méditerranéenne centrale.



Source : *Analyse des risques 2019*, Frontex

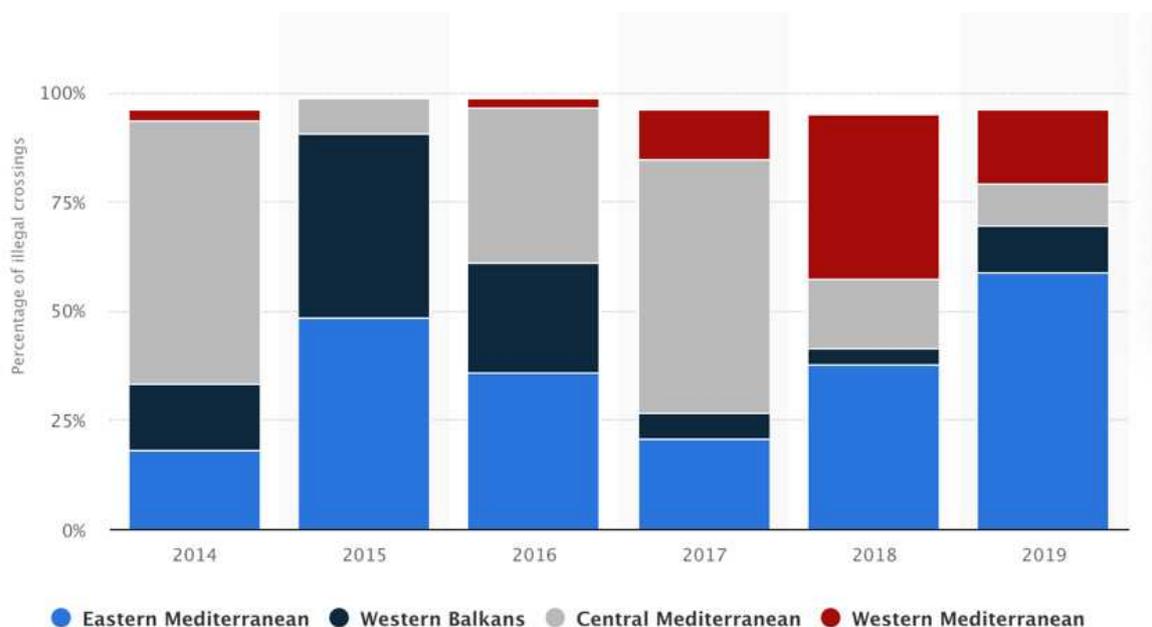
¹⁸⁹ Risk Analysis for 2019, Frontex – European Border and Coast Guard Agency, p. 16

Disponible ici :

https://frontex.europa.eu/assets/Publications/Risk_Analysis/Risk_Analysis/Risk_Analysis_for_2019.pdf

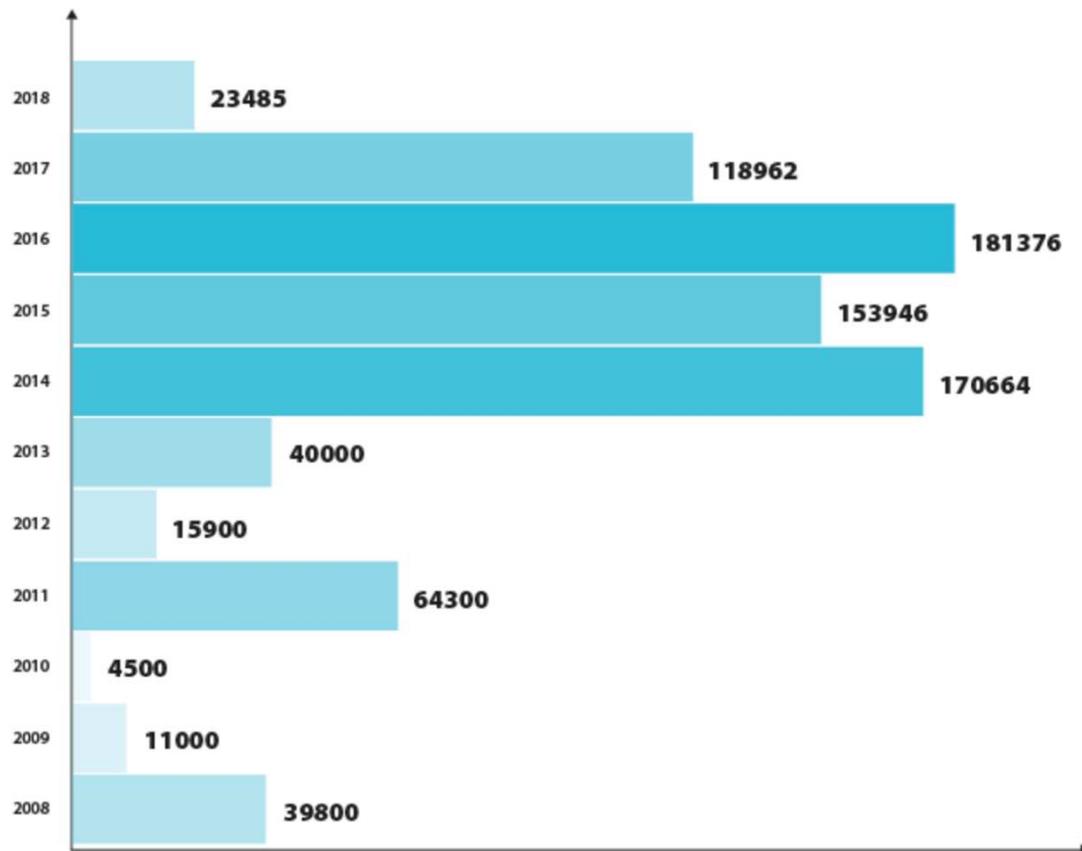
[consulté le 25 février 2020]

On constate une baisse importante du nombre de migrants empruntant la route méditerranéenne centrale, particulièrement visible sur ce graphique représentant l'évolution du pourcentage de passages illégaux de frontières par route migratoire de 2014 à 2019. Indiquée en gris dans le graphique ci-dessous, la route méditerranéenne centrale passe de route la plus empruntée en 2017 à la seconde moins empruntée en 2018.



Source : Statista

Ainsi, le nombre répertorié de passages illégaux de frontières par des migrants empruntant la route méditerranéenne centrale passe de 118 962 en 2017 à 23 485 en 2018, soit le nombre le plus faible depuis 2012.



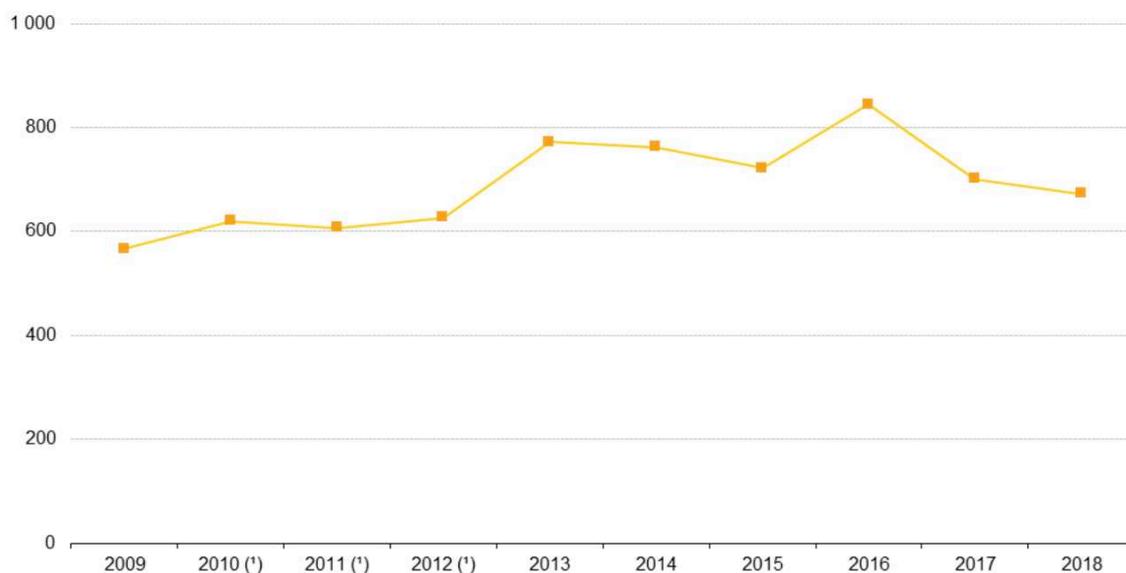
Source : Frontex

Ce qui constitue une baisse drastique du nombre de migrants empruntant la route migratoire menant à l'Italie ne doit cependant pas être vu comme résultant uniquement de la politique migratoire menée par le nouveau gouvernement italien. Cette diminution est également l'un des effets du Traité signé entre l'Union européenne et la Turquie en mars 2016 menant à une importante baisse du nombre de migrants empruntant la route méditerranéenne centrale dès l'été 2017¹⁹⁰. A cela s'ajoute l'accord conclu en 2017 entre l'Union européenne, l'ancien gouvernement italien de centre-gauche et les autorités libyennes visant à freiner les départs de migrants à destination de l'Italie.

Le durcissement de la politique migratoire a malgré tout des effets directs sur l'accès à la nationalité italienne. Si l'on remarque une baisse globale mais néanmoins légère du nombre de personnes ayant acquis la nationalité d'un Etat membre de l'Union Européenne de 2017 à 2018,

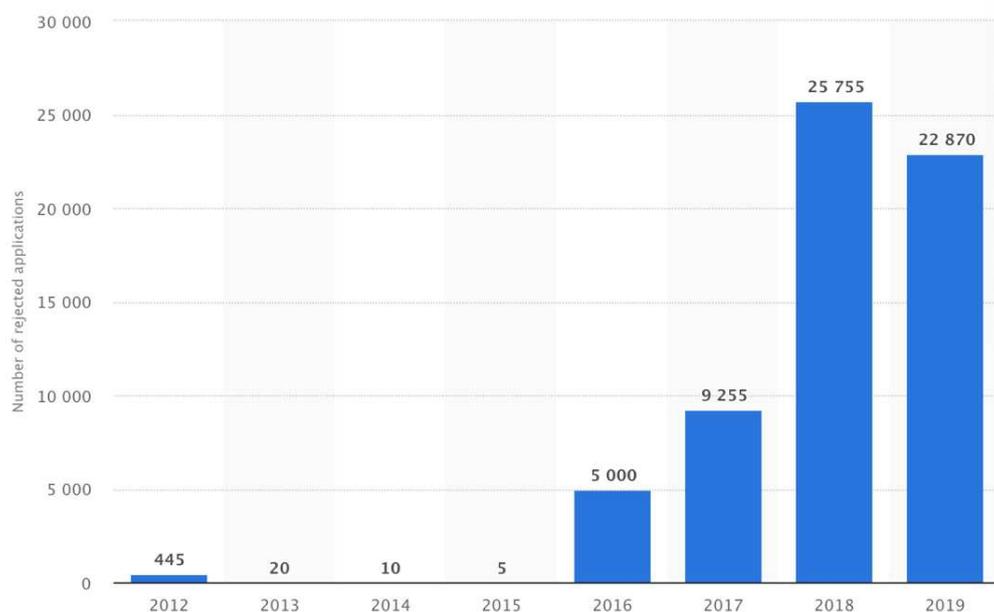
¹⁹⁰ Migratory Routes : Central Mediterranean Route, *Frontex – European Border and Coast Guard Agency* Disponible ici : <https://frontex.europa.eu/along-eu-borders/migratory-routes/central-mediterranean-route/> [consulté le 25 février 2020]

l'Italie constitue la diminution la plus marquée avec 34 100 résidents de moins ayant obtenu la nationalité italienne entre 2017 et 2018.



Source : Eurostat

Les effets de la politique migratoire instaurée par le nouveau gouvernement sont particulièrement visibles lorsque l'on s'intéresse à l'évolution du nombre de demandes d'asiles rejetées par le pays. Si ce nombre apparaît relativement stable et très faible de 2013 à 2015, il connaît une nette augmentation en 2016 puis en 2017 en passant de cinq à 5 000 puis 9 255. Ainsi, bien que la dynamique de croissance du nombre de rejet de demandes d'asile soit évidente depuis 2016, elle est sans commune mesure avec le nombre de rejets enregistré en 2018 passant alors à 25 755 comme indiqué dans le graphique ci-dessous.



Source : Statista

La participation de la Ligue au gouvernement formé à la suite des élections générales de 2018 a sans conteste des effets directs et rapides sur la politique migratoire du pays, conformément à la stratégie de nationalisation employée par le parti faisant de l’immigration l’un des axes rhétoriques majeurs.

Si les deux partis portés au pouvoir lors de ces élections s’accordent sur l’emploi d’une rhétorique antisystème, il existe peu d’autres points de convergence idéologiques.

Le point commun indiscutable entre celles-ci réside sans doute dans leur critique du système politique traditionnel ainsi que dans leur critique de l’Union Européenne, désignant Bruxelles comme le responsable des politiques d’austérité instaurées dans le pays et facilitées par la complaisance des partis politiques au pouvoir.

Il apparaît difficile de nier la nature hybride de cette coalition entre un parti adoptant fréquemment des positions sociales le plaçant à gauche du spectre politique, bien qu’il soit difficile de le situer politiquement, et un parti assurément de droite, malgré un discours social sur lequel il conviendra de revenir plus en détails. Ce « gouvernement du changement » est donc loin d’être évident et semble difficile à tenir sur le long terme compte tenu des différences idéologiques manifestes entre ces deux formations.

La critique commune des politiques émanant de Bruxelles, également partagée par les mouvements français étudiés, fait de l'échelle européenne un élément indispensable à la compréhension de leur idéologie ainsi que de leur parcours politique. En ce sens, l'Union européenne apparaît à la fois comme un point de convergence critique mais également comme une passerelle entre ces mouvements dépassant une idéologie purement régionaliste ou nationaliste afin de se faire les défenseurs d'une certaine identité européenne.

Chapitre IV. Les droites radicales françaises et italiennes et l'Europe

Bien que les mouvements de droite radicale présentés dans le cadre de cette étude apparaissent tous de plus en plus tournés vers une échelle européenne, indispensable à une compréhension des sociétés mondialisées dans lesquelles nous vivons, il convient de souligner un écart très net entre les partis étudiés.

Ce travail entendant mener une recherche sur l'identité de quatre mouvements différents, partageant néanmoins sur un certain nombre de sujets des positions communes, deux d'entre eux sont de fait occultés en raison de leur absence au sein des institutions européennes. Il est ainsi davantage question de la Ligue et du Rassemblement National, puisque seuls ces deux mouvements bénéficient d'une représentation au sein des institutions européennes.

Ces deux partis semblent partager un même discours au sein du Parlement européen, en particulier depuis qu'ils y ont rejoint le même groupe politique en 2015, nous distinguerons néanmoins ici deux parcours idéologiques différents.

Si l'un est sans conteste un parti nationaliste dont le nom est sans équivoque, l'autre est, du moins historiquement, un mouvement à visée régionaliste ayant peu à peu nationalisé son discours afin de satisfaire ses ambitions politiques. A la lumière de ce décalage, il apparaît nécessaire d'interroger le parcours européen de ces deux partis ayant tous deux entrepris une stratégie d'entrisme dans les institutions européennes.

Il est ainsi primordial de tenter de définir la relation qu'entretiennent ces mouvements avec l'Union Européenne dont ils ont entrepris d'intégrer les institutions. Par ailleurs, il convient de s'interroger sur la nature des relations s'établissant entre ces deux partis et le rôle qu'y joue la dimension européenne.

Adopter une approche binaire en dissociant le cas français du cas italien apparaît en outre méthodologiquement nécessaire, permettant à terme de dégager une étude comparative et de mettre en évidence les réseaux transnationaux s'établissant entre ces deux partis.

Bien que tous deux tiennent un discours essentiellement nationaliste et souverainiste lors de la campagne pour les dernières élections européennes de 2019, ceux-ci entendent insérer leur idéologie au sein d'une échelle européenne. L'Europe, et plus spécifiquement l'identité

européenne telle que dessinée par ces mouvements, y occupe une place substantielle et croissante. Par ailleurs, l'Union Européenne est quant à elle présentée comme desservant les principes mêmes d'identités et de cultures européennes et devient à ce titre l'un des axes critiques majeurs de ces mouvements.

Mener une étude sur l'identité des droites radicales françaises et italiennes sans tenir compte de l'échelle européenne serait donc lacunaire, *a fortiori* lorsque l'on se concentre sur la période s'étendant du début du XXIème siècle aux élections européennes de 2019.

Il convient de s'intéresser à l'historique des relations entretenues entre les mouvements étudiés et l'Union européenne, mais également au rapport qu'entretiennent ces mouvements avec le concept d'Europe.

4.1. Les droites radicales françaises et italiennes au sein du Parlement Européen

Les élections européennes de 2014 ont mis en lumière la montée en puissance de mouvements aux discours souverainistes traduisant un euroscepticisme croissant à l'échelle de plusieurs pays de l'Union européenne. Ces mouvements s'inscrivent et se nourrissent d'un contexte d'émergence du néolibéralisme et de quête identitaire dans une Europe élargie.

Il apparaît durant ces élections que ces mouvements de droite dominent l'opposition au système en France (Front national/Rassemblement National), aux Pays-Bas (Parti pour la liberté, PVV), en Autriche (Parti de la liberté d'Autriche, FPÖ), en Suède (Démocrates de Suède), au Danemark (Parti populaire danois, DF), en Finlande (Vrais Finlandais), en Allemagne (Alternative pour l'Allemagne, AfD) et au Royaume-Uni (UKIP).

La huitième législature, débutant à la suite des élections européennes de 2014 et prenant fin en 2019 apparaît particulièrement importante dans le cadre de cette étude puisque c'est durant celle-ci que survient l'entrée au gouvernement italien d'une coalition notamment formée de membres de la Ligue. L'idéologie prônée par le parti depuis plusieurs années confère dès lors à la politique italienne un caractère fréquemment hostile à l'Union Européenne et ses institutions.

Loin d'atténuer ce qui semble être une véritable poussée des mouvements de droite radicale à l'échelle européenne, les élections de 2019 tendent à confirmer cette tendance en particulier dans le cadre de cette étude portant sur le Rassemblement National français et la

Ligue italienne. Arrivés en tête de ces élections sur leur scène nationale respective, les 23,34 % et 34,26 % obtenus par ces partis font de ceux-ci les premières forces politiques siégeant pour la France et l'Italie au sein du Parlement européen¹.

Ce travail entendant mener une recherche sur les droites radicales françaises et italiennes du début du XXIème siècle à 2019, il convient de revenir sur l'historique des résultats obtenus par les deux partis étudiés lors des élections européennes depuis 1999.

Il apparaît nécessaire de s'interroger sur le parcours de ceux-ci au sein du Parlement Européen afin de pouvoir, à terme, mettre en lumière d'éventuels points de convergence ou de divergence idéologiques et politiques.

4.1.1. Les élections européennes en France et en Italie

Avant de revenir plus en détail sur le cheminement européen du Rassemblement National et de la Ligue depuis la fin des années 1990, il semble légitime d'interroger la réception de ces élections européennes par les populations française et italienne².

L'évolution du taux de participation lors des élections européennes témoigne globalement d'un désintérêt croissant des populations, celui-ci apparaissant en baisse constante de 1979 à 2014. Si les premières élections européennes semblent constituer un attrait avec un taux de participation s'élevant à 61,99 %, il connaît depuis lors une baisse constante³.

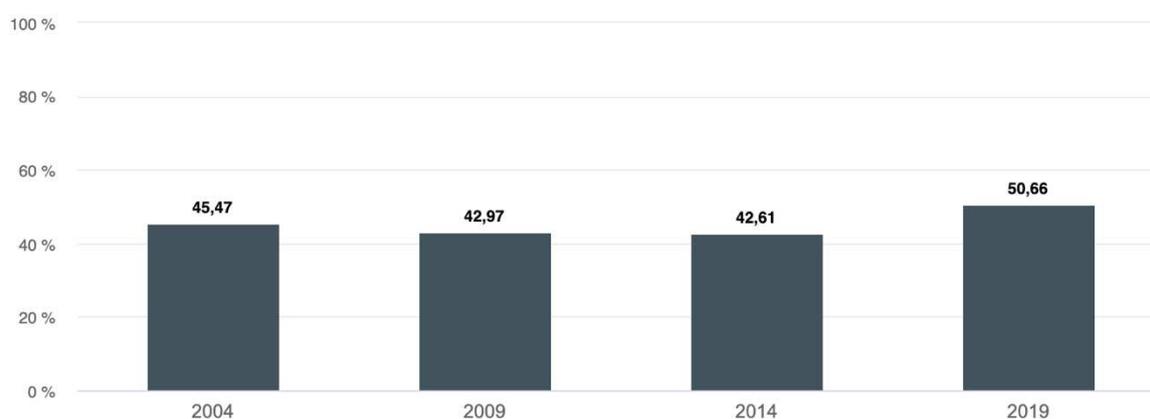
Passant sous la barre des 60 % lors des élections suivantes avec un taux de participation moyen de 58,96 %, celui-ci enregistre un déclin timide mais néanmoins constant jusqu'en 1989. Avec un taux de participation moyen de 58,41 % en 1989 et 56,67 % en 1994, les élections de 1999 se distinguent par une chute plus nette du vote lors des élections européennes. Le taux de participation perd alors sept points en l'espace de quatre ans pour s'élever à 49,51 %, passant ainsi sous la barre des 50 %. Reprenant ce qui semble être un inexorable déclin de la participation aux élections du Parlement européen, le taux de participation passe à 45,67 % en 2004, 42,97 % en 2009 et 42,61 % en 2014.

¹ PE.

² Esposito Marie-Claude et Manigand Christine, *L'Union européenne : un espace politique à la croisée des chemins*, Paris, Editions L'Harmattan, 2015 ; Reif Karl et Schmitt Hans, « Nine Second Order National Elections: A Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results », *European Journal of Political Research*, 8, 1980, pp. 3 – 44

³ Toutes les données chiffrées concernant le taux de participation aux élections européennes proviennent du site officiel du Parlement européen.

Lorsque l'on tient compte de l'évolution du taux de participation, les élections de 2019 constitue une exception notable. C'est lors de celles-ci que la participation à ces élections connaît une très nette hausse, enregistrant une progression de huit points pour atteindre 50,66 % attirant ainsi plus d'un électeur sur deux à l'échelle de l'union, une première depuis 1994. Si l'on s'en tient aux chiffres, les élections européennes de 2019 semblent ainsi témoigner d'un regain d'intérêt des populations européennes pour l'élection de leurs représentants au sein du Parlement européen.

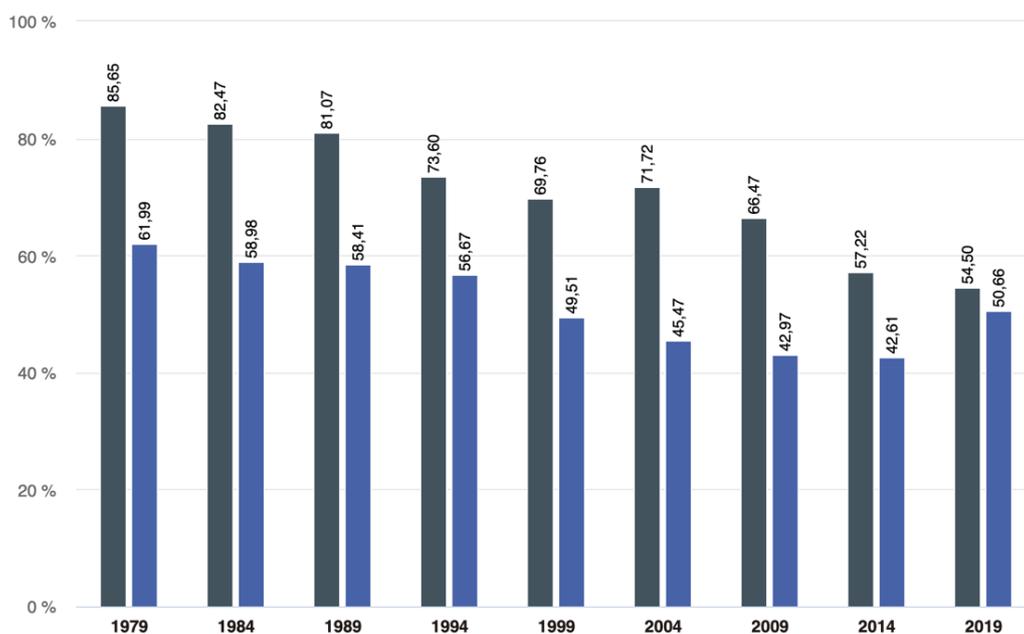


Europarl.europa.eu

Bien que l'évolution du taux de participation connaisse certaines variations, celle-ci apparaît malgré tout très lisible à l'échelle de l'Union Européenne⁴. Elle n'en demeure pas moins très disparate entre les pays membres et il convient de s'intéresser à l'écart enregistré entre le taux de participation moyen et le taux de participation national lors de ces élections européennes. Dans le cadre de cette étude, il semble pertinent de se demander s'il est possible de distinguer une différence entre l'évolution du taux de participation en France et en Italie lors de ces scrutins.

Comme en témoigne le graphique ci-dessous, le taux de participation enregistré en Italie lors des élections européennes, indiqué ici en gris, apparaît constamment plus élevé que le taux de participation à l'échelle de l'Union, indiqué en bleu.

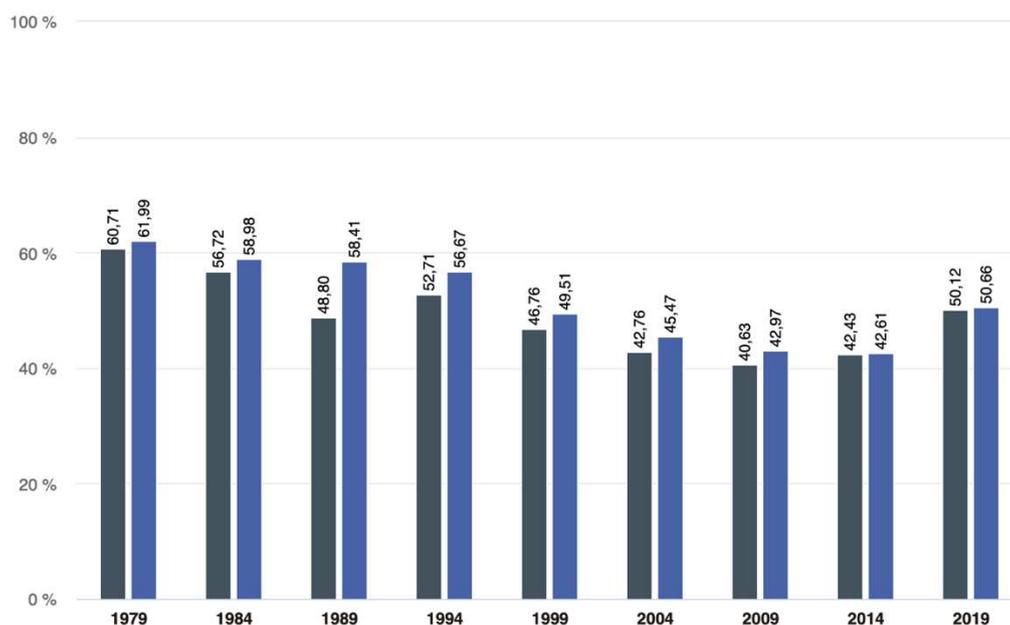
⁴ UE



Europarl.europa.eu

S'il est nettement plus élevé de 1979 à 2014, avec une moyenne de 21,4 points en plus, les élections de 2019 constituent une fois de plus une variante notable avec un taux de participation dépassant de moins de quatre points celui enregistré à l'échelle de l'UE. L'Italie constitue donc l'un des premiers viviers d'électeurs européens lorsque comparée aux autres pays membres, en premier lieu la France.

Le taux de participation français aux élections européennes est quant à lui toujours inférieur au taux de participation moyen.



Europarl.europa.eu

La situation apparaît donc très différente en France où, loin de dépasser nettement le taux de participation à l'échelle de l'Union Européenne comme dans le cas italien, le taux de participation enregistré en France lors de ces élections lui est constamment inférieur. Bien que l'écart soit relativement faible, avec une moyenne de 3,1 points en moins depuis 1979, il n'est que de 0,18 en 2014 et 0,54 en 2019.

La hausse de 7,69 points du taux de participation français lors des élections de 2019⁵ semble mettre en lumière un regain d'intérêt de la population française pour les élections européennes, conforme à l'évolution du taux de participation moyen enregistrant une hausse de huit points.

Le cas italien apparaît quant à lui nettement moins semblable à l'évolution de la participation moyenne, enregistrant non pas une augmentation mais une baisse de celle-ci à ces élections. Si le taux de participation moyen gagne plus de huit points entre 2014 et 2019, il perd près de trois points dans le cas italien qui demeure malgré tout toujours plus élevé que son voisin français. Ce travail de recherche s'attachant à retracer le parcours des mouvements étudiés à l'échelle nationale et européenne de 1999 à 2019, il convient de revenir sur les débuts européens des deux partis siégeant au sein du Parlement. Bien que le Front National y fasse son entrée en 1984

⁵ Cette hausse est calculée à partir du taux de participation enregistré en France lors des élections européennes précédentes.

et la Ligue du Nord lors des élections suivantes en 1989, il est nécessaire de se demander en premier lieu si ces entrées s'inscrivent dans une dynamique propre à leur famille politique. Par ailleurs, il convient d'interroger dans une partie dédiée le rapport de ces partis à l'Union européenne et à l'idée d'Europe, deux notions parfois présentées comme contraires au sein de leurs discours.

4.1.2. Les droites radicales au sein du Parlement européen de 1979 à 1999

Depuis les élections européennes de 1984, on assiste à une montée de partis de droite radicale, certes encore souvent marginaux, dans plusieurs pays de l'UE.

Si le MSI est le seul parti à bénéficier d'une présence au sein du Parlement européen suite aux premières élections européennes de 1979, deux partis de droite radicale y font leur entrée en 1984. Ainsi, le MSI est accompagné du FN français ainsi que du parti grec de l'EPEN⁶ et ceux-ci semblent introduire une nouvelle dynamique européenne pour leur famille politique depuis lors. Cette tendance est confirmée en 1989 avec les bons résultats enregistrés par divers partis de droite radicale parmi les pays membres, avec notamment l'entrée au PE des Republikaner⁷ allemands et du Vlaams Blok⁸ belge. Ce qui semble confirmer la tendance initiée lors des précédentes élections est également valable dans le cas du Front National qui connaît alors une légère progression en récoltant 11,73 % des suffrages, conservant ainsi ses dix députés européens et le maintien du MSI italien avec quatre députés⁹.

On assiste donc à un essor global de ces mouvements depuis les élections de 1989, bien que les élections européennes de 1999 voient un recul de ceux-ci, exception faite du Vlaams

⁶ L'Ethniki Politiki Enosis ou Union politique nationale est un parti grec fondé en 1984 par Georgios Papadopoulos, ancien premier ministre devenu chef de l'Etat en 1973 durant le régime des colonels.

⁷ Die Republikaner ou Les Républicains est un parti allemand fondé en 1983 à l'initiative d'anciens députés de la CSU (parti chrétien-démocrate) ayant fait dissidence et du journaliste et ancien waffen-SS Franz Schönhuber.

Le parti compte six eurodéputés en 1989.

⁸ Fondé en 1979, le Vlaams Blok ou Bloc flamand résulte d'une scission de l'aile radicale du parti Volksunie ou Union populaire belge.

Le Vlaams Blok est renommé Vlaams Belang ou Intérêt flamand en 2004 à la suite d'une décision de justice risquant de mettre un terme aux dotations publiques perçues par le parti.

Le parti compte un député au sein du Parlement européen suite aux élections de 1989.

⁹ Ignazi Piero et Perrineau Pascal, « L'extrême droite en Europe : marginalité du néofascisme et dynamique de l'extrême droite postindustrielle », dans Grunberg Gérard, Perrineau Pascal et Ysmal Colette (dir.), *Le vote des Quinze, les élections européennes du 13 juin 1999*, Presses de Sciences Po, Paris, 2000, p. 225.

Blok et du Dansk Folkeparti¹⁰. Les droites radicales, devant être comprises ici au sens large compte tenu de la diversité idéologique et programmatique les composant, semblent être ainsi devenues depuis la fin des années quatre-vingt des acteurs dont la présence sur la scène nationale apparaît constante bien que souvent marginale.

Le second point de convergence entre ces mouvements réside dans la volonté de certains d'entre eux de dépasser l'échelle strictement nationale en intégrant les institutions européennes. L'échelle européenne apparaît en ce sens comme un reflet de la progression de l'implantation de ces mouvements sur leur scène nationale respective.

La fin des années quatre-vingt semble donc devoir être perçue comme révélatrice d'une montée des droites radicales dans plusieurs pays d'Europe mais également du début d'une véritable dynamique européenne.

Si nous nous concentrons ici sur les cas de la Ligue du Nord italienne et du Front National français, il convient de souligner qu'il ne s'agit pas de cas isolés mais bien davantage de manifestations nationales d'un phénomène véritablement européen. Il est par ailleurs nécessaire de souligner le léger décalage chronologique au niveau de la représentation européenne des deux partis, le FN faisant son entrée au PE en 1984 et la Ligue du Nord, alors Ligue Lombarde, lors des élections suivantes en 1989.

Nous reprenons dans cette partie l'approche binaire adoptée dans le cadre de l'étude de l'action de ces mouvements sur leur scène nationale, en nous intéressant tout d'abord au parcours du Front National au sein du Parlement Européen avant celui de la Ligue du Nord de 1999 à 2019.

4.1.3. Le Rassemblement National et les élections européennes

Présent au sein du Parlement européen depuis 1984, le Front National apparaît comme un parti bien installé au sein d'une institution créée seulement cinq ans plus tôt à l'occasion des premières élections européennes de 1979. En dépit de la rhétorique fréquemment critique de l'UE employée par le parti, celui-ci demeure malgré tout une force politique incontournable de la représentation française au sein du Parlement européen. Si les scores du parti sont relativement constants de 1984 à 1994 et se situent autour de 11 % des votes, les élections de

¹⁰ Le Dansk Folkeparti ou Parti populaire danois est fondé en 1995 à partir d'une scission du Fremskridtspartiet ou Parti du Progrès, fondé en 1972.

1999 dénotent clairement et constituent un net déclin conforme à la situation électorale du parti à l'échelle nationale¹¹.

Ces élections sont singulières dans le cas du Front National dans la mesure où elles surviennent peu de temps après la scission interne au parti entre le Front National de Jean-Marie Le Pen et le nouvellement créé Mouvement national républicain de Bruno Mégret.

Cette situation est d'autant plus problématique pour le parti que ces deux formations font campagne sur des thèmes très proches¹² renforçant ainsi irrémédiablement la confusion et la division de l'électorat frontiste.

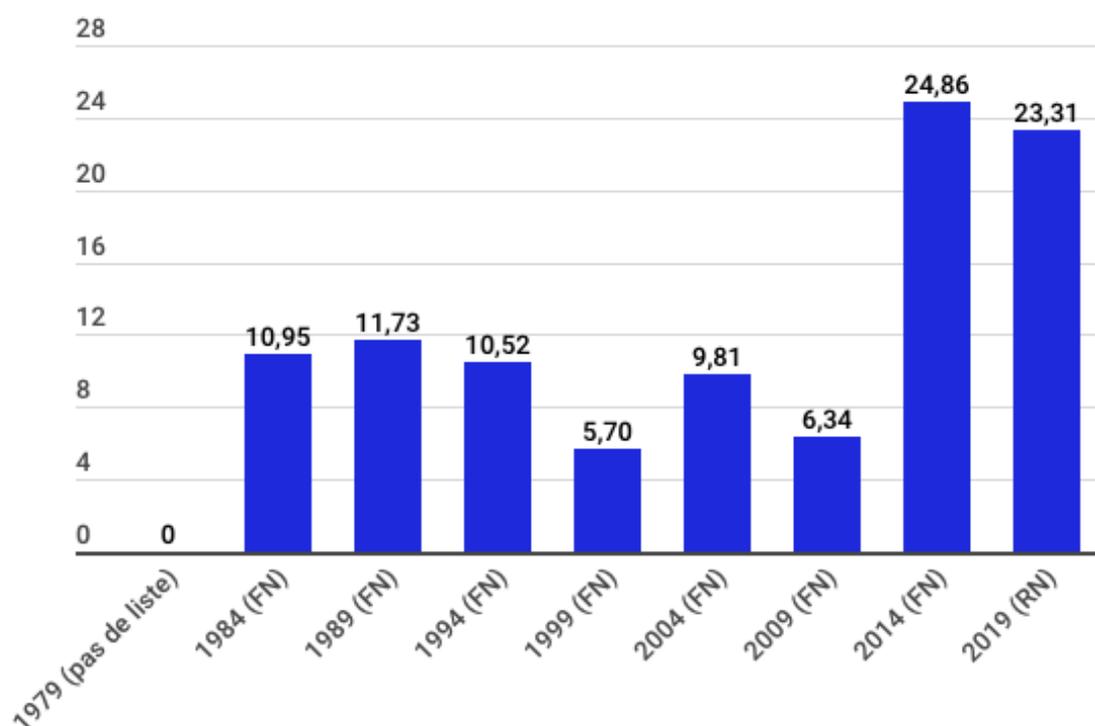
Si le FN parvient à obtenir une représentation au sein du Parlement Européen, ce qui constitue en soi une victoire vis-à-vis du parti de Bruno Mégret qui n'y parvient pas avec seulement 3,28 % des votes, ces élections constituent néanmoins une baisse notable des résultats électoraux du parti de Jean-Marie Le Pen.

Le FN voit ainsi son score réduit de moitié, passant de 10,52 % des votes en 1994 à 5,70 % en 1999, ce qui est encore à ce jour le plus faible résultat jamais enregistré par le parti lors d'élections européennes, comme en témoigne le graphique ci-dessous.

¹¹ Ignazi Piero et Perrineau Pascal, *op. cit.*, pp. 235 – 236.

¹² « pour le FN-MN, un Conseil des nations doit remplacer le Conseil des ministres, avec vote à l'unanimité, la Commission doit disparaître au profit d'un simple secrétariat administratif, le Parlement et la CJCE n'auront de pouvoirs que consultatifs, le droit national aura la primauté sur le droit communautaire. En matière de défense, une alliance militaire européenne remplacera l'OTAN. Sur le plan monétaire, l'euro doit être supprimé. Aucun impôt européen ne doit être créé. Sur le plan de la sécurité, l'État aura la possibilité de rétablir la peine de mort et retrouvera la maîtrise de ses frontières en dénonçant les accords de Schengen. Le Front national soutient des positions voisines : en matière monétaire, l'euro doit être remplacé par une monnaie commune et la Banque de France doit retrouver son indépendance. Sur le terrain budgétaire, la contribution française doit être réduite. L'Europe doit plafonner les impôts et cotisations sociales à 40 % du PIB. En matière d'immigration, le MN veut que l'État national retrouve sa pleine compétence tandis que le FN réaffirme la nécessité de la préférence nationale », Gaillard Maurice, « Chronique d'une tourmente électorale annoncée : 13 juin 1999, les élections européennes en France », *Annuaire Français de Relations Internationales*, Volume I, 2000, p. 464

Disponible ici : <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001178.pdf>
[consulté le 17/02/2019]

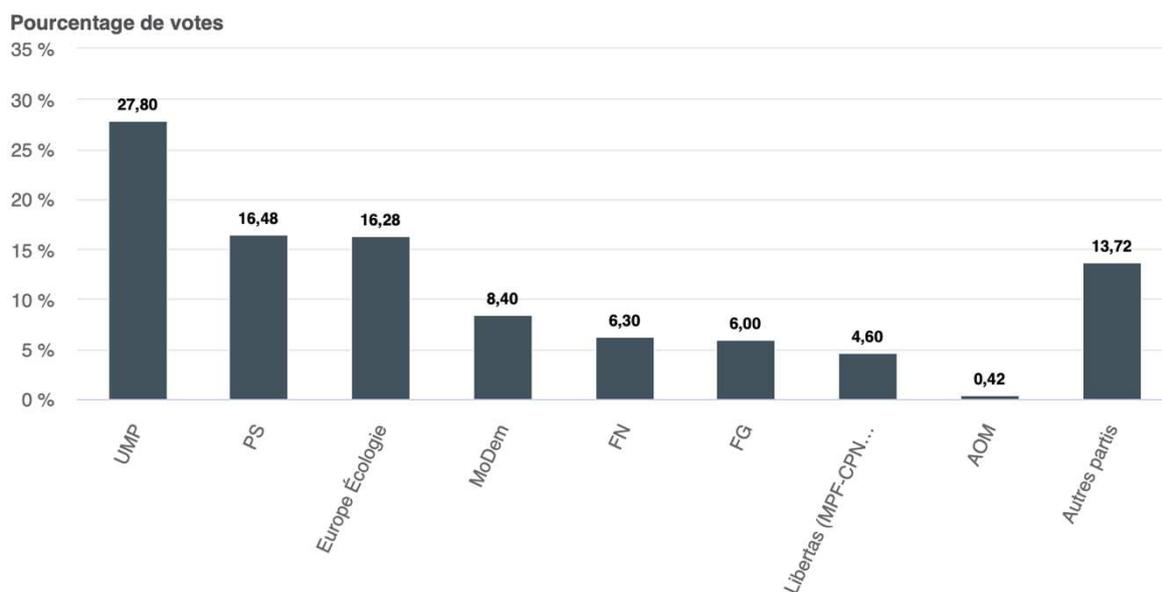


touteleurope.eu

L'évolution du vote FN est particulièrement intéressante dans le cadre de notre étude puisque celle-ci apparaît très changeante. Ainsi, les résultats européens du FN sont relativement linéaires de son entrée au Parlement jusqu'en 1994, mais connaissent une très nette baisse en 1999, avant de retrouver en 2004 un score proche mais néanmoins inférieur à ceux enregistrés lors des trois premières élections européennes.

Le FN obtient ainsi sept sièges de députés européens lors des élections de 2004, une progression par rapport aux cinq sièges du parti depuis 1999, mais toujours inférieur aux dix sièges obtenus en 1984, 1989 et 1994. Il convient néanmoins de souligner la diminution du nombre de sièges alloués à la représentation française au sein du PE entre 1999 et 2004, le FN en occupant cinq sur quatre-vingt-sept en 1999 et sept sur soixante-dix-huit sièges en 2004.

Bien que le score du parti lors des élections européennes de 1999 soit le plus faible jamais enregistré, c'est en 2009 que celui-ci obtient le plus faible nombre de sièges au sein du Parlement. Avec 6,3 % des suffrages exprimés, le FN voit son nombre de députés européens chuter à trois sur les soixante-douze alloués à la France, le plaçant ainsi en cinquième position à l'échelle nationale.

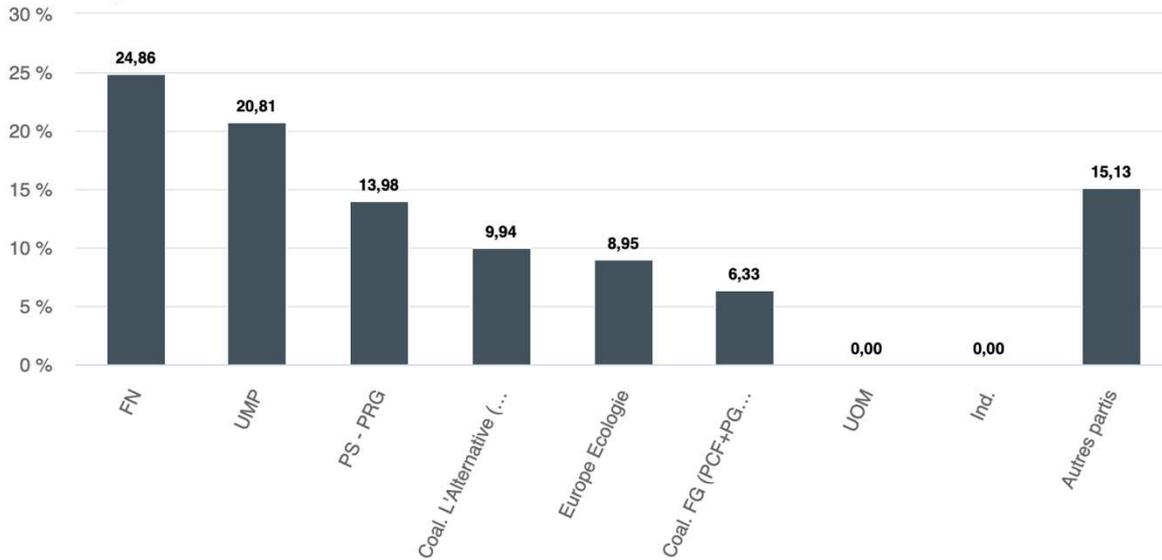


europarl.europa.eu

Les élections de 2014 constituent en ce sens un tournant pour le parti. Si ses résultats lors des élections européennes peinaient jusqu'alors à dépasser les 11 % de votes, connaissant même une nette diminution en 1999 et 2009, il parvient dès 2014 à atteindre près de 25 % des suffrages exprimés.

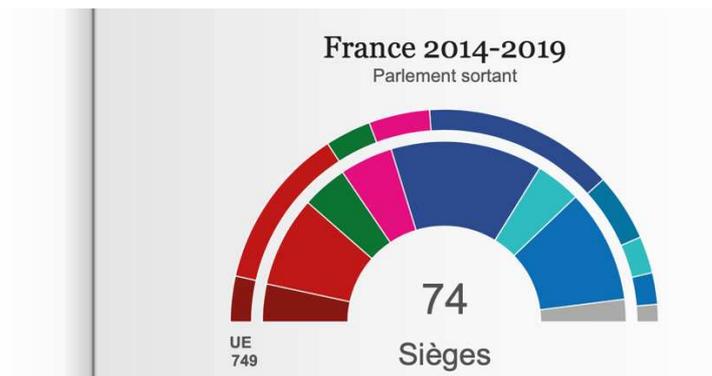
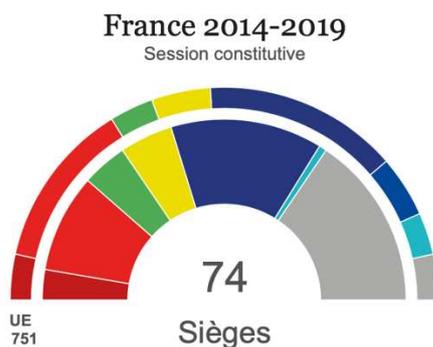
Passant dès lors de cinquième à premier parti français au sein du PE, la progression du parti apparaît spectaculaire lorsque comparée au reste de son parcours européen. Multipliant par quatre ses résultats aux élections de 2009, le parti de Marine Le Pen atteint 24,86 % des suffrages exprimés et devient ainsi la première force politique française au sein de l'institution européenne avec vingt-trois sièges sur soixante-quatorze.

Pourcentage de votes



europarl.europa.eu

Il convient néanmoins de relativiser la présence du parti au sein du PE durant cette législature. Si le parti peut se vanter d’occuper vingt-trois sièges de députés lors de la session constitutive en 2014, ils ne sont plus que quinze au sein du Parlement sortant avant les élections de 2019. On peut voir dans les deux graphiques ci-dessous l’évolution de la présence du Front National, devenu entre-temps Rassemblement National, indiquée en gris à gauche et en bleu à droite¹³.



europarl.europa.eu

¹³ Le FN/RN est situé à droite du document de gauche, et est le second plus à droite dans le document de droite.

Bien que la huitième législature constitue un tournant pour le parti en termes de résultats, elle l'est tout autant en raison des transformations internes causées par les scissions et les départs successifs particulièrement visibles sur ces documents.

Ceux-ci laissent ainsi clairement apparaître l'impact des divisions internes au parti sur la représentation de celui-ci au sein du Parlement européen. Initié par le départ de Joëlle Bergeron¹⁴ en juin 2014, le parti connaît une vague de départs jusqu'en 2018 pour des raisons diverses sur lesquelles il convient de revenir.

La division est d'autant plus visible que survient en juin 2015 la création du groupe Europe des Nations et des Libertés, rejoint au moment de sa création par la plupart des membres du Front National exception faite de Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch. Le départ d'Aymeric Chauprade¹⁵ du Front National en novembre 2015 continue de révéler des désaccords internes accentués suite à l'élection présidentielle de 2017 durant lesquelles le FN atteint le second tour.

La création du mouvement Les Patriotes par Florian Philippot en septembre 2017, suivi par l'eurodéputée Mireille d'Ornano¹⁶ réduit encore le nombre de représentants du parti au sein du PE.

Surviennent enfin les départs successifs de Bernard Monot¹⁷ pour rejoindre les rangs de Debout la France et Sylvie Goddyn¹⁸, devenue députée indépendante au sein du Parlement, mettant un terme aux nombreux départs ayant marqué la période 2014-2019 pour le parti.

¹⁴ Née en 1949, Joëlle Bergeron est élue pour la première fois députée européenne lors des élections de 2014. Elle quitte le parti dès le mois de juin et devient députée indépendante avant de rejoindre le Parti chrétien-démocrate en mai 2019.

¹⁵ Né en 1969, Aymeric Chauprade exerce son premier mandat d'eurodéputé suite aux élections de 2014 durant lesquels il est élu dans la circonscription de l'Île de France. Après avoir été conseiller de Marine Le Pen, il quitte le parti en 2015 afin de fonder son parti, Les Français Libres, et siège en 2018 au sein du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe dont il est vice-président.

¹⁶ Née en 1951, Mireille d'Ornano s'engage tout d'abord au sein du Rassemblement pour la République avant de rejoindre le Front National au sein duquel elle construit l'essentiel de sa carrière politique. Après avoir fait partie des membres du parti ayant suivi Bruno Mégret en 1998, elle rejoint à nouveau le FN l'année suivante et devient Conseillère régionale de l'Isère en 2010.

Élue pour la première fois au Parlement européen en 2014, elle quitte à nouveau le Front National en 2017 pour rejoindre le mouvement formé par Florian Philippot suite à son départ du parti.

¹⁷ Né en 1962, Bernard Monot bâtit sa carrière politique au sein du FN qu'il rejoint dès la fin des années 1980. Il y exerce notamment la fonction de conseiller sur les sujets économiques avant d'être élu pour la première fois lors d'élections européennes en 2014. Il quitte le parti au mois de mai 2018 pour rejoindre Debout la France, le parti de Nicolas Dupont-Aignan.

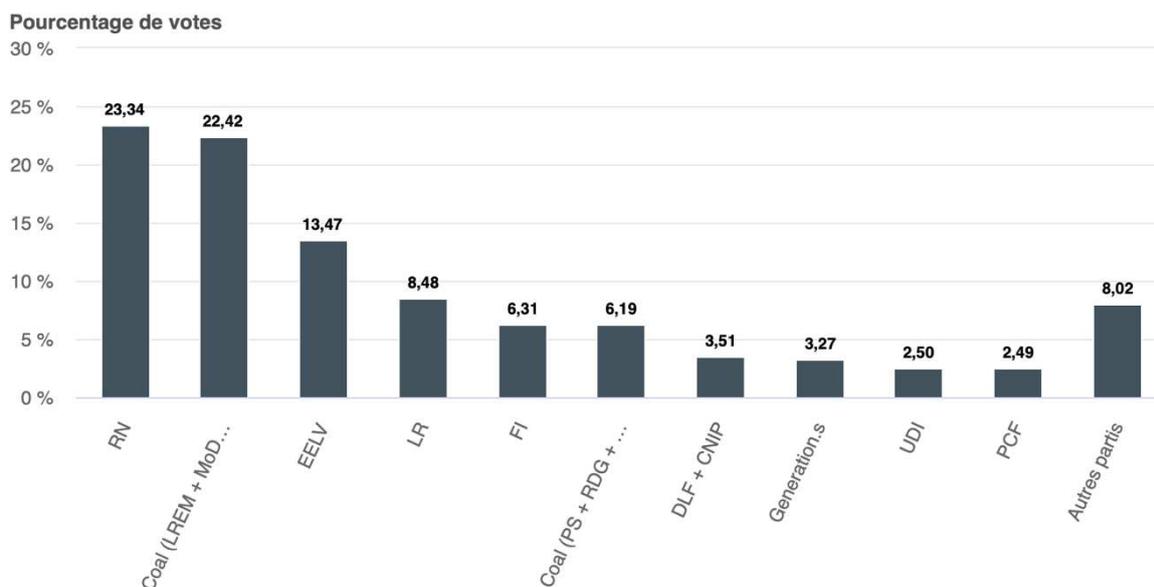
¹⁸ Née en 1964, Sylvie Goddyn rejoint le Front National à la fin des années 1980 et exerce la fonction de Conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais dès 2004 avant d'être élue députée européenne en 2014. Elle est écartée du Rassemblement National à l'approche des élections de 2019 après avoir annoncé son soutien à la liste Debout la France et devient députée indépendante à partir d'octobre 2018.

Bien que les élections de mai 2014 aient permis au FN d'atteindre un score sans précédent lors d'un scrutin européen, cette législature est marquée par de très nets désaccords internes. Par ailleurs, on remarque que les départs d'eurodéputés FN se sont étalés sur la quasi-totalité de ces quatre années de mandat et ce pour des raisons diverses, en témoignent les différents mouvements créés.

Le Front National, devenu entre-temps Rassemblement National, sort donc de cette législature avec un bilan en demi-teinte. Si les élections de 2014 ont consacré le parti, lui accordant une nette victoire à l'échelle nationale, les années suivantes ont mis en évidence des dissensions internes telles que le nombre de d'eurodéputés a considérablement diminué. Ainsi, les élections européennes de 2019 constituent un double défi pour le Rassemblement National qui entend d'une part confirmer le score obtenu lors des précédentes élections et retrouver ainsi un nombre d'eurodéputés cohérent avec ces résultats, mais également parvenir à conserver cette présence au sein du PE.

Bien que les élections européennes de 2019 révèlent un net déclin des partis de gauche et de droite traditionnels, et confirment en ce sens les résultats des élections présidentielles de 2017, cela ne profite pas réellement au Rassemblement National. Si celui-ci demeure le premier parti français en termes de votes avec 23,34 %, il n'enregistre pas de progression mais une légère baisse d'1,5 point par rapport aux précédentes élections européennes.

Le déclin des partis traditionnels profite ainsi bien davantage, comme dans le cas des élections de 2017, au parti de la majorité présidentielle dirigé par Emmanuel Macron. Avec vingt-deux sièges sur soixante-quatorze, le RN perd un siège par rapport à la session constitutive du PE en 2014, mais en gagne sept lorsque l'on tient compte du Parlement sortant en 2019.



europarl.europa.eu

L'évolution de la représentation parlementaire européenne du Rassemblement National semble ainsi révélatrice des transformations s'opérant à l'échelle nationale mais permet également de mettre en évidence certaines évolutions internes au parti. Il convient donc, dans le cadre de cette étude à visée comparative, de se demander si cela est également le cas pour la Ligue italienne.

4.1.4. La Ligue et les élections européennes

Si l'entrée de la Ligue du Nord, alors Ligue Lombarde, au sein du Parlement Européen est plus tardive que celle du Front National, elle est néanmoins nettement plus rapide lorsque l'on tient compte de la chronologie du parti.

Alors que la Ligue du Nord voit son acte fondateur signé en 1989 à l'initiative, entre autres, de la Ligue Lombarde fondée en 1984, le parti d'Umberto Bossi parvient à obtenir une représentation européenne dès 1989.

Il convient bien sûr de s'interroger sur l'importance de l'échelle européenne pour un mouvement à l'idéologie alors clairement autonomiste dans une partie dédiée, mais également de se demander si celui-ci n'a pas bénéficié d'un contexte politique national favorable.

Comme évoqué précédemment, les droites radicales italiennes sont représentées dès 1979 au sein du Parlement européen par le MSI. Par ailleurs, l'éclatement du parti consacré lors du congrès de Fiuggi, et l'atténuation du caractère radical de sa doctrine consécutive à la

participation de l'*Alleanza Nazionale* au gouvernement Berlusconi I laisse seul le *MSI – Fiamma Tricolore* fidèle à l'idéologie historique du parti.

Cette nouvelle stratégie semble profiter à l'*Alleanza Nazionale* dès les élections européennes de 1994 durant lesquels le parti obtient dix sièges de députés, soit une nette progression par rapport aux quatre députés du *MSI – Destra Nazionale* lors des élections de 1989.

Néanmoins, l'ancrage progressif du parti de Pino Rauti dans la marginalité politique ainsi que la nouvelle stratégie de compromis et d'alliances de l'*Alleanza Nazionale* semblent ouvrir un espace au sein des droites radicales dont bénéficie la Ligue du Nord à l'échelle nationale. Le parti fait alors le pari d'atténuer son empreinte régionaliste, sans toutefois la délaisser totalement, afin de se saisir de cette opportunité.

Il convient néanmoins de souligner que ces évolutions nationales des droites radicales italiennes n'ont pas de réelle incidence sur les résultats européens de la Ligue du Nord, qui n'enregistre pas encore de progression spectaculaire.

Ainsi, dans cette partie consacrée à la présence de la Ligue du Nord au sein du Parlement Européen, il est nécessaire de s'interroger sur les évolutions de celles-ci afin de mettre en évidence les différentes phases de progression et de déclin et de pouvoir, à terme, en interroger les raisons.

Les débuts timides de la représentation de la LN au sein du Parlement européen ne sont néanmoins pas négligeables compte tenu de la chronologie du parti. Alors Ligue Lombarde, celle-ci récolte 1,83 % et accède à une représentation parlementaire européenne en obtenant deux sièges d'eurodéputés. Ainsi, la Ligue Lombarde d'Umberto Bossi, mouvement régionaliste fondé en 1984, parvient à intégrer le Parlement européen cinq années après sa création.

La LN enregistre une nette progression lors des élections européennes suivantes en obtenant 6,60 % des votes et six sièges au sein du Parlement européen en 1994, alors que le parti intègre en mars de la même année le gouvernement Berlusconi I.

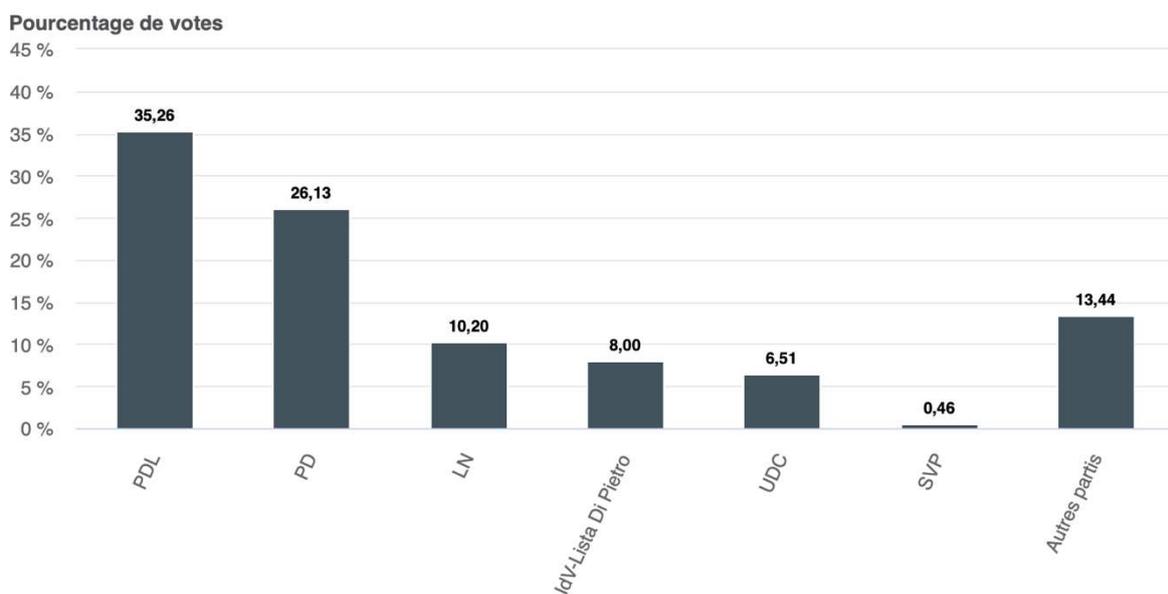
Les élections européennes de 1999, centrales dans le cadre de cette étude, permettent à la Ligue du Nord de continuer à bénéficier d'une représentation européenne avec quatre sièges d'eurodéputés, un nombre néanmoins en baisse.

Redevenu parti de gouvernement, le parti conserve ses quatre sièges lors des élections de 2004, n'enregistrant donc pas de réelle progression, bien qu'il convienne de rappeler la diminution du

nombre de sièges attribués à la nation italienne au sein du PE. De quatre-vingt-sept sièges en 1999, l'Italie n'en compte plus que soixante-dix-huit en 2004.

Si les scores de la Ligue du Nord lors des élections européennes sont en légère baisse depuis les élections de 1994, ceux-ci apparaissent relativement stables. Les élections de 2009 constituent ainsi la première progression véritablement visible du parti lors de ce scrutin. Dépassant pour la première fois la barre des 10 %, la LN enregistre 10,2 % des votes et devient ainsi la troisième force politique nationale derrière le *Popolo della Libertà* et le Parti démocrate en obtenant neuf sièges sur les soixante-douze alloués à la nation italienne.

Bien que le parti soit allié au PdL de Silvio Berlusconi à l'échelle nationale en participant au gouvernement Berlusconi IV, il continue néanmoins de présenter une candidature distincte lors des élections européennes, comme il le fait lors des élections générales italiennes.

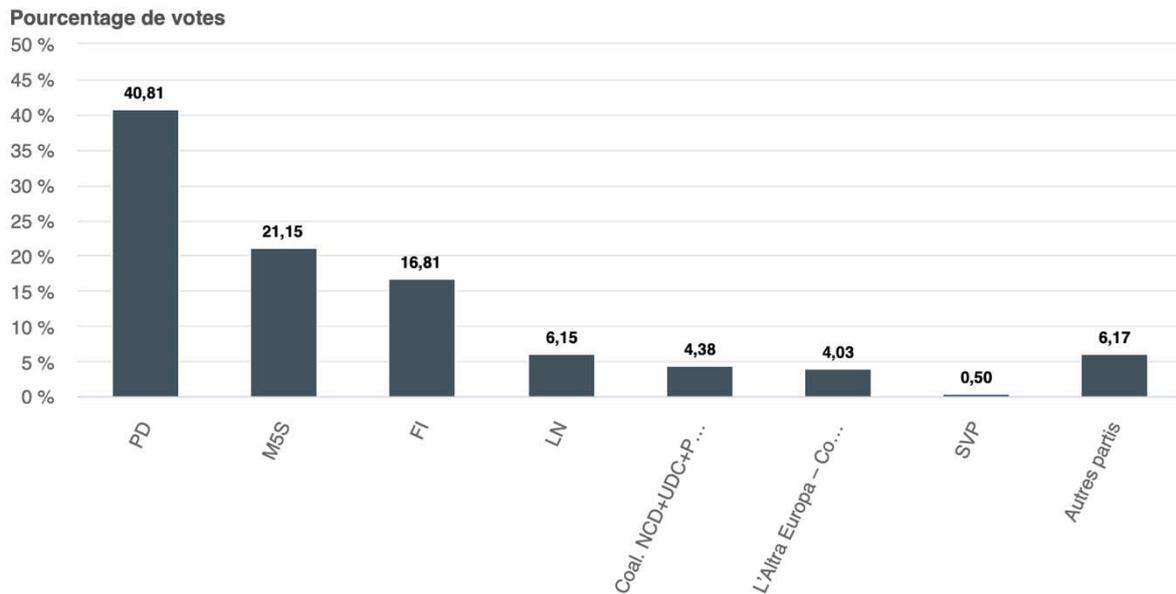


europarl.europa.eu

Les élections de 2014 symbolisent en ce sens un retour aux scores historiquement enregistrés par le parti lors de ce scrutin. Avec 6,15 % des suffrages exprimés, la Ligue du Nord retrouve un score légèrement inférieur mais néanmoins très proches de celui obtenu en 1994, mais en baisse par rapport aux précédentes élections européennes.

Obtenant cinq sièges sur soixante-treize, ce résultat apparaît par ailleurs assez faible lorsque comparé à ceux des trois partis italiens arrivés en tête de ces élections, parmi lesquels on relève l'apparition notable d'une nouvelle force politique. Le très récent Mouvement Cinq Etoiles réussit un véritable tour de force lors de ces élections européennes en obtenant 21,15 % des

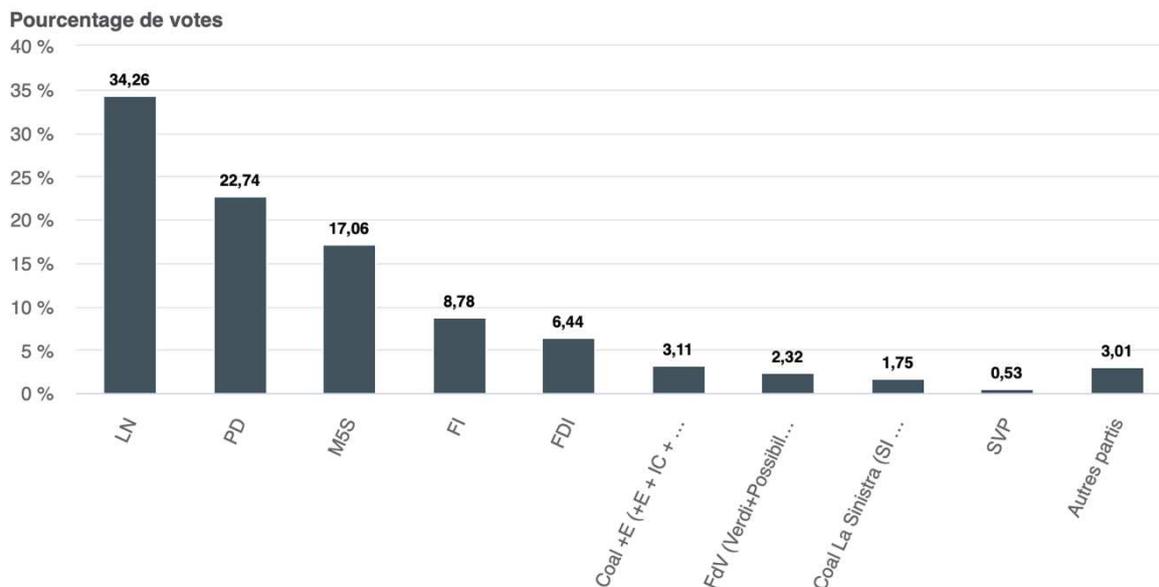
suffrages exprimés, devenant ainsi la deuxième force politique italienne au sein du Parlement européen derrière un puissant Parti Démocrate.



europarl.europa.eu

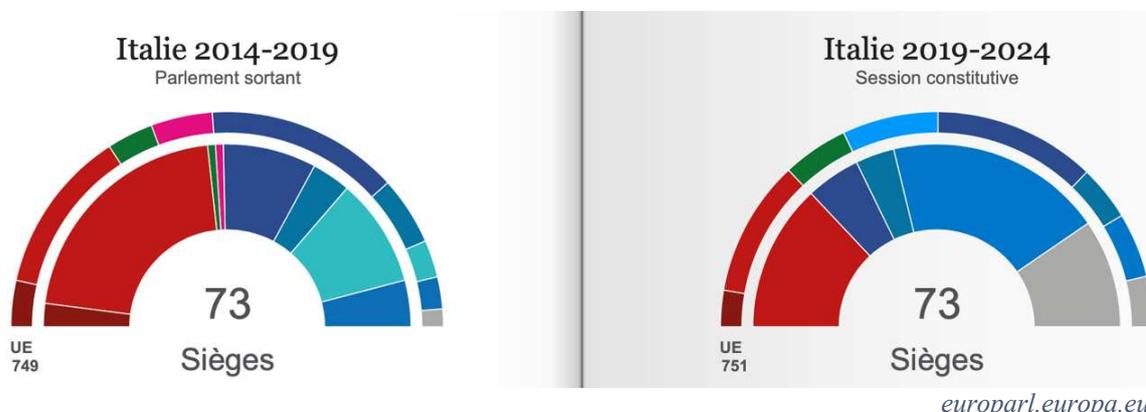
Si les élections européennes de 2009 constituent une première progression notable du parti lors des élections européennes, celle-ci est sans commune mesure avec le bond électoral enregistré lors des dernières élections européennes de 2019. La Ligue du Nord obtient 34,26 % des votes, devenant ainsi la première force politique italienne au sein du PE et multiplie par plus de cinq fois le résultat obtenu lors des précédentes élections.

Bien que le graphique ci-dessous indique clairement cet essor spectaculaire du parti, il révèle également la baisse notable du PD et de *Forza Italia*, divisant par deux leur résultat, ainsi que celle, bien plus légère, du MS.



europarl.europa.eu

Si la présence de la Ligue du Nord au sein du Parlement européen ne saurait être qualifiée de marginale de 1989 à 2014, le parti peine malgré tout à dépasser les 10 % de suffrages exprimés. Les élections européennes de 2019 révèlent donc une progression sans précédent du parti lors de ce scrutin, devenant le premier parti italien en termes de votes ainsi que de sièges d'eurodéputés et devançant son allié sur la scène nationale, le M5S. Ce décalage est particulièrement visible lorsque l'on se penche sur la répartition des sièges alloués à l'Italie au sein du PE entre le Parlement sortant en 2019 et la session constitutive faisant suite aux élections. Celle-ci révèle ainsi clairement la progression de la Ligue, indiquée en bleu clair dans les deux graphiques ci-dessous¹⁹, passant de cinq à vingt-huit sièges.

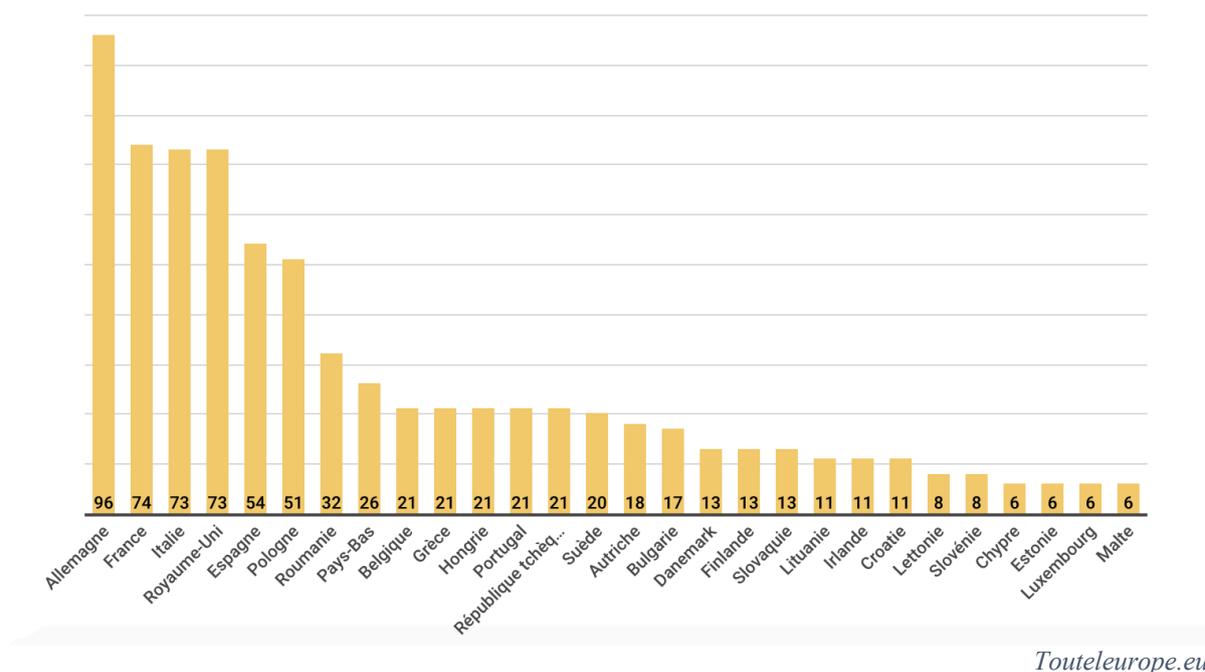


¹⁹ La Ligue est située à droite dans le document de gauche, et est le second plus à droite dans celui de droite.

Bien que les scores du Front National apparaissent proches de ceux du parti italien sur la période 1989 – 2009, bénéficiant tous deux d’une présence au sein du PE mais peinant à s’imposer en tant que parti de premier plan au sein de cette institution, le parti français connaît un essor plus rapide.

Les élections de 2014 constituent en ce sens un tournant pour le Front National, au même titre que les élections de 2019 pour la Ligue.

Loin d’être anodins dans la mesure où ils sont révélateurs d’une véritable poussée de ces mouvements sur la scène européenne, ces résultats leur permettent d’être la première force politique au sein du PE de deux nations figurant parmi les principaux contributeurs en termes de sièges au sein de l’institution. La France et l’Italie sont, après l’Allemagne, les deux pays bénéficiant du nombre le plus important d’eurodéputés comme le montre le graphique ci-dessous indiquant le nombre de sièges par pays à la suite des élections de 2019 et donc avant le Brexit.



Les élections de 2014 et 2019 sont donc déterminantes dans le cadre de cette étude puisqu’elles constituent toutes deux un tournant quant à la représentation dont bénéficient le Rassemblement National et la Ligue sur la scène européenne. Étant chacun, en 2019, la première force politique de leur nation respective au sein du Parlement européen, il apparaît nécessaire de s’interroger sur la présence de ces cinquante eurodéputés au sein de l’institution européenne.

4.1.5. Présence et commissions à la suite des élections européennes de 2019

Le RN et la Ligue sont sans conteste les deux grands vainqueurs des élections européennes au sein de leur pays. Il convient néanmoins de se demander si cela est cohérent avec le pouvoir dont ils disposent au sein de l'institution européenne. Cette influence politique se reflète notamment dans les commissions au sein desquels figurent les deux partis. Néanmoins, les scores obtenus par ces derniers ne se reflètent pas dans les postes à responsabilités leur étant confiés au sein des commissions. En cause, un accord des autres formations politiques siégeant au sein du PE, fréquemment qualifié de « cordon sanitaire », visant à réduire l'influence qu'auraient les partis de droite radicale sur les politiques européennes.

Bien que ce cordon sanitaire soit une stratégie éprouvée, dont l'échelle européenne ne constitue pas le seul champ d'application, la progression notable de la Ligue lors des élections de 2019 faisant passer le nombre de membres de son groupe politique à soixante-treize complique sa mise en application.

Si la mise à l'écart des membres des partis étudiés des postes à responsabilité au sein des commissions demeure une réalité, les principaux partis européens ayant décidé de s'unir lors des votes de confirmation pour l'attribution des postes, cela apparaît nettement plus complexe que lors de la précédente législature. Consciente de la progression de sa famille politique au sein de l'institution européenne, Marine Le Pen se félicite de la fin du « splendide isolement qui frappait ceux qui, dans ce Parlement, défendent les nations et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. »²⁰

Les résultats obtenus par les partis lors des élections de 2019 ne se ressentent néanmoins pas réellement en termes de postes à responsabilité, leurs membres en ayant été écarté par les quatre principaux partis européens par voie démocratique. Cela n'empêche néanmoins pas Nicolas Bay²¹ d'assurer que leur « groupe n'est plus anecdotique », leur permettant même à

²⁰ Ducourtieux Cécile et Soullier Lucie, « Vers la fin du cordon sanitaire autour de l'extrême droite au Parlement européen ? », *Le Monde*, 27 juin 2019

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/27/parlement-europeen-vers-la-fin-du-cordon-sanitaire-autour-de-l-extreme-droite_5481973_3210.html

[consulté le 15 février 2020]

²¹ Né en 1977, Nicolas Bay débute sa carrière politique au sein du Front National, avant de soutenir Bruno Mégret en 1998. Il réintègre le FN en 2009 dont il devient secrétaire général puis vice-président et membre du Bureau national. Il occupe la fonction de député européen depuis 2014.

terme d'« avoir une position arbitrale sur un certain nombre de votes, alors cela devient plus compliqué de [les] mettre de côté »²². L'absence de majorité absolue au sein du Parlement européen permet en effet aux groupes que l'on peut qualifier d'intermédiaires de détenir davantage d'influence politique au moment des votes.

Le nombre d'eurodéputés léghistes passe ainsi, à la suite des élections de 2019, de cinq²³ à vingt-huit. Ce progrès notable enregistré en 2019 peut ainsi être rapproché du tournant que constituent les élections de 2014 pour le Rassemblement National, alors encore Front National. Il convient, compte tenu du manque de recul inhérent à l'étude d'une législature en cours, de favoriser une analyse de l'action politique de ces mouvements au sein du PE au cours de la précédente législature. Une étude des votes en fonction de thématiques choisis dans le cadre de trois études de cas dédiées au traitement de la question migratoire, de la question sociale et de la politique des mœurs par ces partis apparaît donc nécessaire et sera menée dans une partie dédiée à ces questions.

Ces trois enjeux, développés ultérieurement dans les études de cas, visent à terme à dégager une analyse comparative entre les prises de position officielles des partis étudiés à travers leur discours et leur action politique au sein du Parlement européen.

Il serait cependant lacunaire d'omettre de s'intéresser à la neuvième législature au sein du Parlement européen durant laquelle les deux partis n'ont jamais bénéficié d'une aussi forte présence, *a fortiori* dans le cadre de cette partie dédiée aux élections de 2019.

Nous nous intéresserons aux commissions au sein desquelles siègent les eurodéputés de la Ligue et du RN à partir de 2019 afin d'évaluer leur présence au sein de celles-ci²⁴ et de mettre en lumière d'éventuels décalages entre les deux partis.

²² *Ibid.*

²³ Mara Bizzotto et Marco Zanni, qui siégeait alors en tant qu'eurodéputé du Mouvement Cinq Etoiles jusqu'en 2017 avant de rejoindre la LN l'année suivante.

Les trois autres sièges d'eurodéputés de la Ligue du Nord durant la législature 2014 – 2019 sont occupés par Flavio Tosi, Mario Borghezio et Matteo Salvini avant que celui-ci ne quitte ses fonctions de député européen lors des élections générales italiennes de 2018 et ne soit remplacé par Danilo Oscar Lancini.

²⁴ La participation des eurodéputés de la Ligue et du Rassemblement National présentée ici est celle faisant immédiatement suite aux élections européennes de 2019, et ne tient pas compte des changements éventuels survenus depuis lors.

Au nombre de vingt-huit²⁵ à la suite des élections de 2019, les députés de la Ligue se répartissent dans l'ensemble des vingt commissions²⁶ du Parlement européen.

La plupart des quinze femmes²⁷ et treize hommes²⁸ élus eurodéputés siègent dans plusieurs des commissions du PE, en tant que membre ou membre suppléant. Parmi les commissions au sein desquelles la Ligue bénéficie d'un nombre élevé de représentants en 2019, on peut citer celle dédiée à l'environnement, la santé publique et la sécurité alimentaire²⁹ ainsi que la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie³⁰. La commission de l'emploi et des affaires sociales, celle des affaires économiques et monétaires ainsi que la commission des budgets comptent quant à elles cinq eurodéputés issus de la Ligue³¹.

²⁵ Il convient de noter que le nombre de sièges alloués à la Ligue passe à vingt-neuf suite au Brexit, permettant à Vincenzo Sofo d'entrer en fonction en février 2020.

²⁶ Les commissions du Parlement européen comptent la commission Affaires étrangères (AFET); Développement (DEVE); Commerce international (INTA); Budgets (BUDG); Contrôle budgétaire (CONT); Emploi et affaires sociales (EMPL); Environnement, santé publique et sécurité alimentaire (ENVI); Industrie, recherche et énergie (ITRE); Marché intérieur et protection des consommateurs (IMCO); Transports et tourisme (TRAN); Développement régional (REGI); Agriculture et développement rural (AGRI); Pêche (PECH); Culture et éducation (CULT); Affaires juridiques (JURI); Libertés civiles, justice et affaires intérieures (LIBE); Affaires constitutionnelles (AFCO); Droits des femmes et égalité des genres (FEMM) et Pétitions (PETI).

²⁷ Lucia Vuolo; Luisa Regimenti; Francesca Donato; Simona Baldassarre; Alessandra Basso; Mara Bizzotto; Anna Bonfrisco; Susanna Ceccardi; Rosanna Conte; Gianna Gancia; Elena Lizzi; Silvia Sardone; Annalisa Tardino; Isabella Tovaglieri; Stefania Zambelli

²⁸ Andrea Caroppo; Matteo Adinolfi; Paolo Borchia; Marco Campomenosi; Massimo Casanova; Angelo Ciocca; Gianantonio Da Re; Marco Dreosto; Valentino Grant; Danilo Oscar Lancini; Alessandro Panza; Antonio Maria Rinaldi; Marco Zanni

²⁹ La commission ENVI compte trois membres ainsi que trois membres suppléants issus de la Ligue.

³⁰ La commission ITRE compte trois membres ainsi que quatre membres suppléants issus de la Ligue.

³¹ Les commissions EMPL, ECON et BUDG comptent deux membres et trois membres suppléants issus de la Ligue.

AFET	DEVE	INTA	BUDG	CONT
Anna Bonfrisco ; Susanna Ceccardi Suppl. : Marco Zanni	Gianna Gancia Suppl. : Alessandra Basso ; Valentino Grant	Danilo Oscar Lancini Suppl. : Marco Campomenosi	Anna Bonfrisco ; Valentino Grant Suppl. : Matteo Adinolfi ; Annalisa Tardino ; Marco Zanni	- Suppl. : Lucia Vuolo ; Matteo Adinolfi ; Antonio Maria Rinaldi
EMPL	ENVI	ITRE	IMCO	TRAN
Elena Lizzi; Stefania Zambelli Suppl. : Andrea Caroppo ; Mara Bizzotto ; Simona Baldassarre	Simona Baldassarre; Marco Dreosto; Silvia Sardone Suppl. : Lucia Vuolo ; Gianantonio Da Re ; Danilo Oscar Lancini	Andrea Caroppo ; Paolo Borchia ; Isabella Tovaglieri Suppl.: Matteo Adinolfi ; Marco Dreosto ; Gianna Gancia ; Elena Lizzi	Alessandra Basso Suppl. : Angelo Ciocca ; Silvia Sardone	Lucia Vuolo ; Marco Campomenosi ; Massimo Casanova Suppl. : Paolo Borchia
AGRI	PECH	CULT	JURI	LIBE
Mara Bizzotto ; Angelo Ciocca ; Suppl. : Massimo Casanova	- Suppléant : Rosanna Conte ; Valentino Grant ; Annalisa Tardino	Gianantonio Da Re Suppl. : Simona Baldassarre ; Alessandro Panza	- Suppl. : Andrea Caroppo	Annalisa Tardino Suppl. : Mara Bizzotto
FEMM	PETI	ECON	AFCO	REGI
Isabella Tovaglieri Suppl. : Simona Baldassarre	Gianna Gancia Suppl. : Mara Bizzotto ; Stefania Zambelli	Valentino Grant ; Antonio Maria Rinaldi Suppl. : Francesca Donato ; Gianna Gancia ; Marco Zanni	Antonio Maria Rinaldi	Francesca Donato ; Alessandro Panza Suppl. : Rosanna Conte ; Stefania Zambelli

Source : Tableau réalisé d'après les informations disponibles sur le site du Parlement européen

Dans le cas français, il convient de rappeler que le Brexit permet, comme pour la Ligue³², au RN de gagner un siège de député supplémentaire attribué à Jean-Lin Lacapelle³³. Nous nous intéressons néanmoins ici uniquement aux vingt-deux eurodéputés intégrant le PE lors de sa session constitutive en 2019³⁴.

Onze femmes et onze hommes sont ainsi élus eurodéputés sous l'étiquette Rassemblement National, soit un de moins pour le parti par rapport à la précédente législature. Bien que le nombre de sièges attribués au parti ne connaisse qu'une légère baisse, tous les députés élus en 2019 ne sont pas dans le cas d'une réélection³⁵.

À la suite de ces élections, ceux-ci intègrent un nombre important de commissions, un état de fait rendu possible par le nombre important de sièges d'eurodéputés dont dispose le parti. On remarque néanmoins une présence plus faible des députés du Rassemblement National au sein des commissions du PE lors de la session constitutive du Parlement en 2019, la plupart d'entre eux siégeant dans deux commissions tout au plus contrairement aux eurodéputés de la Ligue, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

³² Parmi les trois sièges attribués à l'Italie du fait de la redistribution des sièges causée par le Brexit, la Ligue gagne un nouveau siège d'eurodéputé. Confié à Vincenzo Sofo, compagnon de Marion Maréchal, le groupe Identité et Démocratie gagne donc trois sièges supplémentaires en comptant l'entrée en fonction de Marcel de Graaff, membre du PVV, en février 2020.

³³ Né en 1967, Jean-Lin Lacapelle milite dès les années 1980 au sein du Front National, il quitte la carrière politique pour rejoindre le secteur privé avant d'être élu au Conseil régional d'Ile-de-France en 2015 puis Secrétaire général adjoint du FN en 2016. Élu à la 78^{ème} place, les élections européennes de 2019 lui permettent d'exercer son premier mandat d'eurodéputé dès le retrait effectif du Royaume-Uni de l'Union européenne.

³⁴ *Le Guide du Pouvoir 2019*, Paris, Editions du Pouvoir, novembre 2019

Disponible ici : https://www.europarl.europa.eu/france/resource/static/files/import/vos_deputes/guide-pouvoir-pe.pdf

[consulté le 23 avril 2020]

³⁵ La neuvième législature constitue le premier mandat d'eurodéputé pour seize des vingt-deux élus RN, parmi lesquels Mathilde Androuët, Jordan Bardella, Aurélie Beigneux, Annika Bruna, Gilbert Collard, Jean-Paul Garraud, Catherine Griset, Virginie Joron, Hervé Juvin, Hélène Laporte, Julie Lechanteux, Thierry Mariani, Philippe Olivier, Maxette Pirbakas, Jérôme Rivière et André Rougé.

AFET	DEVE	INTA	BUDG	CONT
Thierry Mariani ; Nicolas Bay ; Jérôme Rivière	- Suppl. : Jérôme Rivière	André Rougé Suppl. : Hervé Juvin	Hélène Laporte	Jean-François Jalkh
EMPL	ENVI	ITRE	IMCO	TRAN
France Jamet Suppl. : Julie Lechanteux	Catherine Griset ; Aurélie Beigneux Suppl. : Annika Bruna ; Joëlle Mélin	Joëlle Mélin ; Thierry Mariani Suppl. : Jean-Paul Garraud	Virginie Joron	Philippe Olivier ; Julie Lechanteux Suppl. : André Rougé
AGRI	PECH	CULT	JURI	LIBE
Maxette Pirkabas-Grisoni ; Gilles Lebreton Suppl. : Joëlle Mélin	France Jamet Suppl. : Maxette Pirkabas-Grisoni	Dominique Bilde ; Catherine Griset	Gilbert Collard ; Gilles Lebreton	Jean-Paul Garraud Suppl. : Philippe Olivier
FEMM	PETI	ECON	AFCO	REGI
Annika Bruna Suppl. : Virginie Joron	Jordan Bardella	Hervé Juvin ; Nicolas Bay Suppl. : Hélène Laporte	Gilles Lebreton	Mathilde Androuët ; André Rougé Suppl. : Maxette Pirkabas-Grisoni

Source : Tableau réalisé d'après les informations disponibles sur le site du Parlement européen

Si le parcours des deux partis étudiés au sein du Parlement européen ne s'établit certes pas dans la marginalité, ceux-ci sont néanmoins loin de détenir une position dominante à l'échelle de leur pays lors des élections européennes jusqu'en 2014.

Les élections de 2014 constituent à ce titre un tournant qui semble confirmé lors des élections suivantes. La progression spectaculaire enregistrée par le Rassemblement National en 2014, suivie en 2019 du bond électoral sans précédent de la Ligue sur la scène européenne, font de ces deux législatures deux moments clés du parcours européen des partis.

Ainsi, ces deux législatures semblent consacrer ceux-ci, qui deviennent alors les premiers représentants politiques de leur pays à l'échelle européenne.

En outre, ces deux législatures voient d'une part l'apparition et de l'autre le renforcement d'une alliance formée par leur famille politique au sein de l'institution, permettant à ses membres de peser davantage sur la scène européenne.

4.2. Les droites radicales françaises et italiennes au sein du Parlement européen : réseaux transnationaux

Lorsque l'on s'attache à mieux saisir les liens s'établissant entre les partis politiques à l'échelle européenne, une étude des groupes politiques au sein du PE permet de mettre en lumière ceux-ci tout en renseignant sur, sinon une idéologie, des éléments de langage communs. Rendue particulièrement visible dans le cadre de cette étude depuis la création du groupe Europe des Nations et des Libertés en 2015, la relation entretenue sur la scène européenne par le Rassemblement National et la Ligue semble consolidée par les résultats des élections européennes de 2019.

Dans ce contexte, ces élections apparaissent décisives pour l'avenir de l'Union. Arrivés en tête des élections européennes dans leur pays, le Rassemblement National et la Ligue sont ainsi les gagnants d'élections présentées, et parfois réduites, à une opposition binaire entre populistes et technocrates bruxellois. Il est nécessaire de rappeler que le qualificatif populiste est attribué à diverses tendances politiques, au-delà des mouvements de droite radicale étudiés dans le cadre de cette recherche.

Après avoir vu ce qui semble être une véritable poussée des droites radicales sur la scène européenne, il convient toutefois de noter que, dans le cadre du groupe Europe des Nations et des Libertés, futur Identité et Démocratie, le RN et la Ligue occupent une place déterminante. Revenir sur l'historique des groupes politiques auxquels appartiennent les deux partis étudiés permettra ainsi de mettre en lumière les éventuelles divergences et rapprochements affichés par ces derniers.

Pour ce faire, il apparaît nécessaire de mettre un terme à l'approche binaire adoptée précédemment, cette partie entendant révéler les réseaux transnationaux s'établissant entre les droites radicales au sein du Parlement européen, en particulier entre la LN/Ligue et le FN/RN.

Si l'on se concentre dans cette partie sur le parcours du RN et de la Ligue, étant les deux seuls partis étudiés à siéger au Parlement européen, cela n'empêche pas des rapprochements entre les mouvements de taille restreinte et ces partis plus importants à une échelle supranationale.

L'un des rapprochements les plus notables dans le cadre de cette étude, dans la mesure où il concerne Les Identitaires, alors Bloc Identitaire, et la LN est celui s'établissant en 2011 par l'intermédiaire de Mario Borghezio.

Déjà présent en 2009 lors de la Convention d'Orange du mouvement identitaire ainsi qu'à une réunion de Nissa Rebela, l'eurodéputé lèghiste y distille ses conseils au mouvement français, faisant ainsi clairement état des liens idéologiques les unissant :

« Il faut rentrer dans les administrations [...] Il faut insister beaucoup sur le côté régionaliste de votre mouvement. [...] C'est une bonne manière de ne pas être classé comme fasciste nostalgique, mais comme une nouvelle mouvance régionale, catholique, etc. Mais en dessous, nous sommes toujours les mêmes. »³⁶

A nouveau invité en 2012, Mario Borghezio apparaît comme le lien le plus tangible entre le BI et la LN en réaffirmant son adhésion à l'idéologie du mouvement français et à la défense qu'ils entendent mener de l'identité européenne à travers la déclaration « Vive les Blancs de l'Europe, vive notre identité, notre ethnie et notre race »³⁷.

Établir des liens avec d'autres mouvements européens semble donc faire partie intégrante de la stratégie politique et médiatique des Identitaires français, étant ainsi cohérent avec leur discours au sein duquel la dimension européenne apparaît comme l'un des vecteurs idéologiques prégnants.

³⁶ Faye Olivier, Mestre Abel et Monnot Caroline, « Marine Le Pen ira à Lampedusa avec Mario Borghezio de la Ligue du Nord », *Le Monde*, 11 mars 2014

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/politique/article/2011/03/11/marine-le-pen-ira-a-lampedusa-avec-mario-borghezio-de-la-ligue-du-nord_5981791_823448.html

[consulté le 13 septembre 2020]

³⁷ « Le Bloc Identitaire affiche clairement ses ambitions pour les municipales de 2014 », *L'Express*, 3 novembre 2012

Disponible ici : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-bloc-identitaire-affiche-ses-ambitions-pour-les-municipales-de-2014_1182811.html

[consulté le 13 septembre 2020]

Ainsi, ces derniers se rapprochent du mouvement catalan Plataforma per Catalunya³⁸ et de Soberanía y Libertad³⁹, alors que le mouvement français affiche de manière ostensible ses ambitions électorales.

CasaPound entend également s'appuyer sur des alliés afin de gagner en crédibilité et en visibilité politique. On peut, à ce titre, citer le rapprochement effectué avec la Ligue à travers la création du mouvement *Sovranità* à l'échelle nationale ainsi que, au sein d'une dimension européenne, les liens s'établissant avec divers mouvements identitaires.

Ainsi, dès 2003, le mouvement romain reçoit des membres du mouvement identitaire breton Jeune Bretagne venus visiter leur squat installé dans la capitale italienne.

Le site d'information identitaire Breizh-Info permet ainsi au porte-parole du mouvement italien de faire la promotion de son livre *CasaPound. Tout se réapproprier. 40 concepts pour une révolution en marche*. Adriano Scianca profite par la même occasion de présenter l'idéologie et la vocation de son mouvement qu'il entend comme une « école du militantisme pour de nombreux jeunes patriotes italiens et même européens »⁴⁰ et souligne l'intérêt « du monde identitaire français » :

*« je crois que l'attention du monde identitaire français pour le phénomène CasaPound n'a pas diminué, alors que la première édition de mon livre était épuisée depuis longtemps. [...] Cela a certainement suscité un débat plus animé en France qu'en Italie. »*⁴¹

Le porte-parole commente également, au fil de cette même interview, les faibles résultats obtenus par CPI lors des élections européennes de 2019 obligeant le parti à revoir sa stratégie politique et à « élaborer des stratégies pour relancer son action. »

Le mouvement déclare en effet peu de temps après abandonner toute ambition électorale et se concentrer sur sa vocation militante.

³⁸ Plateforme pour la Catalogne est un mouvement politique catalan fondé en 2002 dont l'idéologie se caractérise principalement par une politique migratoire dure ainsi qu'une opposition à l'Islam.

³⁹ Soberanía y Libertad (Souveraineté et Liberté) est un mouvement politique espagnol issu de la scission du Movimiento Social Republicano en 2014, dont le logo s'inspire, comme celui de Génération Identitaire, du lambda grec.

⁴⁰ « Adriano Scianca : « Vous ne pourrez rien comprendre à CasaPound si vous n'étudiez que ses idées » », *Breizh-Info*, 11 juin 2019

Disponible ici : <https://www.breizh-info.com/2019/06/11/121002/adriano-scianca-livre-casapound-italie/> [consulté le 9 septembre 2019]

⁴¹ *Ibid.*

Ainsi, compte tenu de la vocation militante prégnante affichée par les deux mouvements de taille restreinte étudiés et du faible potentiel électoral qui en découle, il convient de se concentrer sur les deux partis bénéficiant d'une présence effective au sein des institutions européennes. Nous nous attacherons donc ici à tenter de mieux comprendre le parcours européen du RN et la Ligue à travers une étude des différents groupes politiques que rejoignent ceux-ci depuis leur entrée au Parlement Européen.

4.2.1. Le Rassemblement National et la Ligue au sein du Parlement Européen

Bien que les deux partis soient membres du même groupe avant les élections européennes de 2019, leurs parcours au sein du PE apparaissent divergents lorsque l'on tient compte des groupes auxquels ils participent jusqu'en 2015, date de la création de l'Europe des Nations et des Libertés. On peut néanmoins relever l'absence de linéarité dans le parcours européen de ces deux partis, changeant fréquemment leur appartenance aux groupes et partis se formant au sein de l'institution européenne.

Lors de son entrée au sein du Parlement Européen en 1984, le parti de Jean-Marie Le Pen rejoint le Groupe des droites européennes formé avec l'EPEN grec, le MSI italien ainsi qu'un député du Parti unioniste de l'Ulster⁴² en 1985, faisant monter le nombre de membres de ce groupe à dix-sept.

Toujours membre d'un groupe comptabilisant dix-sept membres dont dix députés FN lors de la législature suivante, les alliances nouées par le parti sur la scène européenne ont néanmoins évolué. Membre du Groupe technique des droites européennes, le parti français y rejoint six députés issus des Republikaner allemands ainsi qu'une députée du Vlaams Blok flamand mais prend ses distances avec un MSI jugé trop européiste⁴³. La stratégie du parti italien se concrétisant quelques années plus tard au sein de l'*Alleanza Nazionale* explique notamment cette mue idéologique visant à insuffler une nouvelle dynamique électorale ainsi qu'une prise de distance vis-à-vis de l'extrême droite européenne.

Les élections de 1989 marquent par ailleurs l'entrée au sein du Parlement Européen de la Ligue du Nord, alors Ligue Lombarde, représentée par deux eurodéputés. Le parti rejoint le

⁴² Parti politique implanté en Irlande du Nord, la fondation du Parti unioniste d'Ulster remonte à 1905 et vise essentiellement à défendre une union de l'Irlande du Nord au Royaume-Uni.

⁴³ Ignazi Piero et Perrineau Pascal, *op. cit.*, p. 225.

groupe Arc-en-ciel, restant cohérent avec son idéologie régionaliste en s'alliant au *Volksunie*⁴⁴ flamand, au Parti andalou⁴⁵, au *EuksoAlkartasuna*⁴⁶ basque, à l'Union du peuple corse⁴⁷, au Mouvement populaire contre la CE⁴⁸ danois, au *Fianna Fáil*⁴⁹ irlandais ainsi qu'au Parti sarde d'action⁵⁰ et au Parti national écossais⁵¹, portant le nombre de membres à quatorze.

Bien que les deux partis ne s'allient pas au sein d'un même groupe à la suite des élections européennes de 1994, on relève néanmoins une certaine similarité, tous deux n'appartenant plus à aucun groupe au sein du PE mais rejoignant les non-inscrits au même titre que le *Freiheitliche Partei Österreichs*⁵² autrichien, le Vlaams Blok flamand et le *Democratic Unionist Party*⁵³ anglais.

Si les deux partis font toujours partie des non-inscrits au cours de la cinquième législature du Parlement Européen avec le *Freiheitliche Partei Österreichs* et le Vlaams Blok,

⁴⁴ Parti politique flamand fondé en 1954, le Volksunie (Union populaire) réunit différents courants politiques réunis autour de la défense du nationalisme flamand. La scission d'une des branches les plus radicales du mouvement donne lieu à la création du Vlaams Blok, futur Vlaams Belang.

⁴⁵ Fondé durant les années 1970, le Parti andalou défend une idéologie autonomiste et fédéraliste. Sa disparition en 2015 donne notamment lieu au mouvement politique Andalucía por Sí dont l'implantation demeure très locale.

⁴⁶ EuksoAlkartasuna, ou Solidarité basque, est un mouvement basque fondé en 1986 à partir d'une scission du Parti nationaliste basque.

⁴⁷ Fondé en 1977, l'Union du peuple corse défend une idéologie régionaliste et autonomiste et disparaît en 2002 pour laisser place au Parti de la nation corse.

⁴⁸ Fondé dans les années 1970 dans le cadre de l'adhésion du Danemark à l'Union européenne, le mouvement s'illustre essentiellement à l'échelle européenne. Ayant fait campagne pour le « non » lors du referendum sur l'entrée du pays au sein de la Communauté européenne, le mouvement bénéficie d'une représentation marginale au sein du Parlement européen jusqu'en 2019.

⁴⁹ Fondé en 1926, le Fianna Fáil (Soldats de la destinée) est un parti politique majeur en Irlande dont il est parti de gouvernement durant plusieurs décennies. Défendant un nationalisme irlandais ainsi que les spécificités culturelles et linguistiques le caractérisant, le parti se prononce en faveur d'une union de la nation irlandaise.

⁵⁰ Fondé au début des années 1920, le Parti sarde d'action (Partito sardo d'azione) est un mouvement politique défendant une autonomie de la Sardaigne. Dissous par le régime fasciste italien, il est recréé à la chute de celui-ci et parvient à bénéficier d'une représentation parlementaire grâce à des alliances politiques diverses, notamment avec la Ligue lors des élections de 2018.

⁵¹ Fondé en 1934, le Parti national écossais défend, comme son nom l'indique, une ligne idéologique nationaliste et indépendantiste en Ecosse où il est l'un des principaux partis politiques.

⁵² Le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ), ou Parti de la liberté de l'Autriche, est un parti politique fondé en 1956. Défendant une idéologie nationaliste, le parti prône une politique migratoire dure, en particulier à l'encontre des populations musulmanes. Le FPÖ figure parmi les principaux partis politiques en Autriche qu'il gouverne à plusieurs reprises.

⁵³ Le Democratic Unionist Party, ou Parti unioniste démocrate, est un parti politique implanté en Irlande du nord fondé en 1971. Caractérisé par une idéologie conservatrice, il est avec le Parti unioniste d'Ulster l'un des deux principaux partis unionistes.

il convient de noter qu'aucun de ces partis ne rejoint l'Union pour l'Europe des Nations⁵⁴. La Ligue du Nord rejoint finalement ce groupe nationaliste du PE en 2002 lors de la création du parti politique européen de l'Alliance pour l'Europe des Nations, quittant définitivement le camp des non-inscrits.

Le parcours européen du Front National ne connaît que peu d'évolutions jusqu'en 2007, date à laquelle le parti rejoint l'éphémère groupe Identité, Tradition et Souverainetés⁵⁵, créé en janvier et dissous en novembre de la même année.

Le parti de Jean-Marie Le Pen y rejoint alors, avec le *Freiheitliche Partei Österreichs* autrichien et le *Vlaams Blok* flamand, les eurodéputés de l'Union Nationale Attaque bulgare⁵⁶, du *Movimento Sociale – Fiamma Tricolore* et de l'*Alternativa sociale*⁵⁷ italiens, du Parti de la Grande Roumanie⁵⁸ ainsi qu'un ancien membre de l'UKIP⁵⁹.

La Ligue du Nord continue quant à elle à prendre part à l'Union pour l'Europe des Nations avec les eurodéputés du *Fianna Fáil*, du *Dansk Folkeparti* danois, de l'*Alleanza Nazionale* et de *La Destra* italiennes, du parti Pour la patrie et la liberté⁶⁰ letton, de l'Ordre et

⁵⁴ Fondée en 1999 et disparue en 2009, l'Union pour l'Europe des Nations est un groupe politique du Parlement européen réunissant, au moment de sa création, les eurodéputés issus du Dansk Folkeparti, de l'Alleanza Nazionale, du Rassemblement pour la France ainsi que du Fianna Fáil et du Partido popular portugais.

⁵⁵ ITS

⁵⁶ Créé en 2005, l'Union nationale Attaque est un parti politique bulgare défendant une idéologie nationaliste et se prononçant fréquemment en faveur d'une politique migratoire dure. Le parti ne bénéficie plus de représentation parlementaire européenne à la suite des élections de 2014.

⁵⁷ Fondé en 2004, l'Alternative sociale est un mouvement politique italien réunissant diverses tendances internes issues de l'Azione sociale, du Fronte nazionale et de Fuorza Nuova. Dirigé par Alessandra Mussolini, le parti est donc le fruit de l'union de différents mouvements, bien que tous se retrouvent sur une ligne politique souverainiste et nationaliste, revendiquant même un caractère néo-fasciste.

⁵⁸ Parti nationaliste roumain fondé en 1991, le Parti de la Grande Roumanie se caractérise, au-delà de ses positions nationalistes et conservatrices, par une xénophobie affichée. Défendant l'idée d'une « grande Roumanie », issue de l'union de toutes les régions accueillant des populations roumaines, le parti connaît un succès électoral notable en 2000 lors des élections présidentielles et parlementaires, mais renoue depuis avec la marginalité politique sur la scène nationale.

⁵⁹ L'UK Independence Party (UKIP), ou Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, est un parti politique britannique foncièrement eurosceptique fondé en 1993. Affichant une idéologie souverainiste et défendant une politique migratoire dure, l'UKIP intègre le Parlement européen en 1999 et connaît un succès grandissant lors de ces élections jusqu'en 2014, date à laquelle il obtient vingt-quatre sièges d'eurodéputés.

⁶⁰ Fondé en 1993, le parti Pour la patrie et la liberté est un parti politique letton affichant une idéologie nationaliste, en particulier à l'encontre des populations russes. Le parti fusionne avec le Mouvement pour l'indépendance de la Lettonie en 1997, puis avec Tout pour la Lettonie en 2010, menant à la disparition du parti au sein de l'Alliance nationale.

justice⁶¹ et de l'Union lituanienne agraire⁶² ainsi que du parti Droit et justice⁶³ polonais faisant monter le nombre de membres à trente-et-un.

Siégeant toujours parmi les non-inscrits depuis l'expérience ITS, le Front National réalise une nouvelle tentative d'alliance de partis politiques européens au mois d'octobre 2009 au sein de l'Alliance européenne des mouvements nationaux⁶⁴ dont la présidence est confiée à Bruno Gollnisch. Le parti y rejoint notamment le MSI-FT ainsi que le Front National belge⁶⁵, les *Nationaldemokraterna*⁶⁶ suédois et le *Jobbik*⁶⁷ hongrois auxquels s'ajoutent le *Svoboda*⁶⁸ ukrainien, le *Partido Nacional Renovador* portugais⁶⁹, le *British National Party*⁷⁰ ainsi que le *Vlaams Belang*, Droit et Justice, Ordre et Justice et le Parti national démocrate bulgare⁷¹. Il

⁶¹ Parti politique lituanien fondé en 2002 sous le nom de Parti libéral-démocrate, Ordre et justice naît d'une scission de l'Union libérale de Lituanie. Le parti connaît un rapide succès électoral en remportant l'élection présidentielle lituanienne l'année de sa fondation, avant d'être écarté du pouvoir à la suite d'un scandale politique. Ordre et justice bénéficie d'une représentation parlementaire européenne jusqu'en 2014.

⁶² Reprenant le nom de l'Union lituanienne agraire et populaire disparue en 1936, l'Union lituanienne agraire est un parti politique lituanien défendant une politique agrarienne. Remportant un succès électoral lors des élections lituanienues de 2016, le parti siège depuis 2014 parmi le groupe Verts/ALE au sein du Parlement européen.

⁶³ Fondé en 2001, Droit et Justice est un parti politique polonais à l'idéologie nationaliste et eurosceptique. Le parti accède au pouvoir lors des élections polonaises de 2005, et ce jusqu'en 2007 date à laquelle il rejoint l'opposition. Les élections de 2015 et 2019 permettent au parti de revenir au pouvoir et de devenir le premier parti politique polonais en termes de votes à la Diète ainsi qu'au Sénat, mais également au sein du Parlement européen depuis les élections européennes de 2019.

⁶⁴ AEMN

⁶⁵ Le Front National belge est un parti régionaliste implanté en Wallonie. Dénommé Front National Belge de sa création dans les années 1980 à 2016, date à laquelle il devient l'Alliance générale d'initiative régionale (Agir), les résultats électoraux du parti demeurent très timides.

Le logo du Front National belge rappelle celui du Front National français, une flamme aux couleurs du drapeau national.

⁶⁶ Les Nationaux-démocrates sont un parti politique suédois fondé en 2011, revendiquant des positions nationalistes et anti-immigration. Le parti ne bénéficie que d'une représentation politique très marginale

⁶⁷ Le Mouvement pour une meilleure Hongrie, ou Jobbik, est un parti politique fondé en 2003 et revendique une ligne politique nationaliste et conservatrice, fréquemment qualifiée de néo-nazie. Membre fondateur de l'AEMN, le parti quitte l'alliance durant l'année 2016 afin d'observer un virage idéologique et de tenter d'opérer un rapprochement avec le Parti populaire européen.

⁶⁸ Svoboda, ou Liberté, est un parti politique ukrainien fondé au début des années 1990. Prônant l'établissement d'une union panukrainienne, le parti revendique une idéologie nationaliste et eurosceptique. Bien que l'influence politique du parti apparaisse relativement faible, celui-ci effectue toutefois une percée électorale lors des élections législatives de 2012, lui permettant d'intégrer le gouvernement ukrainien en 2014.

⁶⁹ Le Parti national rénovateur est un parti politique portugais fondé en 2000 dont l'idéologie se caractérise principalement par sa dimension nationaliste ainsi que par une opposition affichée à l'immigration ainsi qu'à l'Islam. Très marginal au sein de son pays, le parti ne réussit pas à y bénéficier d'une représentation parlementaire.

⁷⁰ Parti politique britannique fondé en 1982, le British National Party revendique une idéologie nationaliste, eurosceptique et xénophobe. Bien que le parti ne parvienne pas à disposer d'une représentation parlementaire à l'échelle nationale, les élections européennes de 2009 lui permettent d'obtenir deux sièges d'eurodéputés.

⁷¹ Fondé en 2012 par Dimitar Stoyanov, eurodéputé de l'Union nationale Attaque, le parti perd sa représentation parlementaire européenne lors des élections de 2014.

convient de souligner que, si cette alliance apparaît particulièrement vaste, elle ne compte que peu de partis bénéficiant d'une représentation parlementaire européenne et demeure donc hautement symbolique.

L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti remet cependant en cause l'appartenance du FN à cette nouvelle alliance de partis politiques à l'échelle européenne. Le maintien de Jean-Marie Le Pen et de Bruno Gollnisch, à qui la présidence est confiée jusqu'en 2013, révèle déjà des divergences internes au parti. Le départ du FN de l'AEMN semble donc témoigner de l'impact rapide du changement de présidence sur la stratégie du parti, visible à la fois à l'échelle nationale mais également européenne dès la première année de la présidence de Marine Le Pen.

Le parcours de la Ligue du Nord connaît également une évolution notable en 2009 à la suite de la disparition de l'Union pour l'Europe des Nations. Le parti rejoint alors le groupe Europe, Libertés, Démocratie⁷² se rapprochant ainsi des membres du groupe Indépendance/Démocratie⁷³.

La LN se retrouve ainsi membre d'un groupe politique regroupant des eurodéputés issus de formations revendiquant une idéologie souverainiste et eurosceptique. L'ELD comptabilise ainsi des parlementaires issus du Parti populaire danois, des Vrais Finlandais, du Mouvement pour la France⁷⁴, de l'Alerte populaire orthodoxe⁷⁵ grec, du parti Ordre et Justice lituanien, du Parti politique réformé lituanien, de Pologne solidaire⁷⁶, de l'UKIP, du Parti national slovaque⁷⁷ ainsi qu'un ancien membre du *Vlaams Belang*.

Bien que la septième législature au sein du Parlement Européen ne voie toujours pas d'appartenance conjointe de ces deux partis au même groupe politique, il convient d'en souligner l'importance dans le cadre de cette étude. L'année 2010 apparaît comme une date charnière dès lors que l'on s'intéresse aux réseaux transnationaux unissant la LN et le FN, dans

⁷² ELD

Le groupe est renommé Europe de la Liberté et de la Démocratie Directe (ELDD) en 2014.

⁷³ Fondé durant la septième législature du PE, Indépendance/Démocratie entend regrouper des partis politiques souverainistes parmi lesquels le principal contributeur en termes de sièges d'eurodéputés est l'UK Independence Party.

⁷⁴ Fondé en 1994, le Mouvement pour la France est un parti politique français souverainiste et eurosceptique. En 2009, le MPF dispose d'un siège d'eurodéputé occupé par Philippe de Villiers.

⁷⁵ Fondé en 2000, l'Alerte populaire orthodoxe est un parti politique grec prônant une idéologie conservatrice et nationaliste. Le parti dispose d'un siège d'eurodéputé en 2004, puis deux en 2009 avant de perdre sa représentation européenne.

⁷⁶ Pologne solidaire est un parti politique fondé en 2012 à la suite d'une scission du parti Droit et justice.

⁷⁷ Fondé en 1989, le Parti national slovaque est un parti politique nationaliste et conservateur. Les élections de 2009 sont les seules ayant permis au parti de disposer d'une représentation parlementaire européenne.

la mesure où les deux partis rejoignent le même parti politique européen affichant ainsi une réelle proximité idéologique. L'Alliance européenne pour la liberté, reconnue en 2011 par le Parlement européen, se caractérise essentiellement par le discours eurosceptique et souverainiste de ses membres parmi lesquels on compte notamment le *Freiheitliche Partei Österreichs*, le *Vlaams Belang*, le Parti pour la Liberté néerlandais⁷⁸.



Wikimedia.org

L'Alliance européenne pour la liberté semble rapidement être une amorce à la constitution d'un nouveau groupe politique, rendue difficile par une modification du règlement intérieur du Parlement européen en 2009. Depuis cette date, chaque groupe politique doit compter un minimum de vingt-cinq députés issus de sept États membres. Si les bons résultats obtenus par le FN lors des élections européennes de 2014, devenu première force politique française au sein du PE, facilitent grandement l'obtention des vingt-cinq sièges nécessaires, le second critère exige nécessairement de nouvelles alliances.

Aucun critère n'empêchant la formation d'un parti politique européen, les membres de l'AEL se retrouvent à la suite des élections de 2014 au sein du Mouvement pour l'Europe des Nations et des Libertés⁷⁹ dès le mois d'octobre.

⁷⁸ Fondé en 2006, le Parti pour la Liberté (PVV) est un parti politique néerlandais dirigé par Geert Wilders depuis sa création. Revendiquant une idéologie nationaliste et eurosceptique, le parti se caractérise également par une opposition affichée à l'immigration ainsi qu'à l'Islam. Le PVV connaît un succès électoral rapide à l'échelle nationale, sans toutefois parvenir à intégrer le gouvernement néerlandais.

Bien qu'eurosceptique, le parti parvient à obtenir quatre sièges d'eurodéputés lors des élections européennes de 2009 et de 2014, mais connaît une baisse conséquente en 2019 en n'obtenant qu'un siège au sein du Parlement européen.

⁷⁹ MENL



rn-occitanie.fr

Le MENL rassemble au moment de sa création le Front National, la Ligue du Nord, le *Freiheitliche Partei Österreichs* ainsi que le *Vlaams Belang*, S'ils remplissent le nombre de 25 députés requis pour la formation d'un groupe politique, ces derniers ne sont pas représentants d'au moins sept États membres comme l'exige le Parlement.

La création d'un groupe politique, nommé Europe des Nations et des Libertés⁸⁰, en juin 2015 est ainsi rendue possible par le ralliement de députés du PVV néerlandais, du KNP⁸¹ polonais ainsi que d'une députée de l'UKIP⁸². Rejoints plus tard par un député du Parti conservateur roumain ainsi qu'un membre de l'AfD⁸³, le groupe politique demeure malgré tout le plus petit du PE en termes d'eurodéputés.

Si l'obtention des vingt-cinq sièges nécessaires est largement permise par le nombre d'eurodéputés FN siégeant au sein du PE depuis les élections européennes de 2014, la huitième législature est également marquée par l'important nombre de défections au sein du FN

⁸⁰ ENL.

⁸¹ Le congrès de la Nouvelle droite, ou KNP, est un parti politique polonais fondé en 2011. Bien que ses résultats à l'échelle nationale ne lui permettent pas d'effectuer une véritable percée électorale, il arrive en quatrième position lors des élections européennes de 2014 lui permettant d'obtenir quatre sièges d'eurodéputés.

⁸² Il convient de souligner le refus de l'UKIP de participer au groupe Europe des Nations et des Libertés au moment de sa création. C'est donc l'exclusion de la députée Janice Atkinson et son ralliement à l'ENL qui permet la constitution de ce groupe.

⁸³ L'Alternative für Deutschland, ou AfD, est un parti politique allemand fondé en 2013. Opposé à la monnaie unique européenne, le parti connaît un succès électoral rapide à l'échelle nationale et européenne en faisant son entrée au sein du Parlement européen dès 2014. Initialement membre du groupe des Conservateurs réformistes européens, puis d'Europe de la liberté et de la démocratie directe, l'AfD rejoint Identité et Démocratie lors des élections de 2019 qui lui permettent d'obtenir onze sièges.

précédemment évoqué. Cela n'empêche néanmoins pas le maintien du groupe politique que rejoignent durant la législature deux eurodéputés de l'UKIP.



Rassemblementnational.fr

L'Europe des Nations et des Libertés se définit par un discours essentiellement souverainiste et nationaliste, sa dénomination constituant un bon indicateur quant à son idéologie. Le terme « Liberté » que l'on retrouve déjà dans l'Alliance européenne pour la liberté et le Mouvement pour l'Europe des Nations et des Libertés doit donc ici avant tout être compris à travers la notion de souverainisme et de défense des prérogatives nationales à l'échelle européenne :

« Depuis sa création en juin 2015, le groupe ENL s'est toujours battu au Parlement européen pour protéger la souveraineté des États membres et la liberté des peuples européens. Pragmatiques, nos députés ont toujours défendu l'intérêt national sans faillir à leur devoir de solidarité envers les autres peuples d'Europe. »⁸⁴

⁸⁴ « Le (vrai) coût de l'Union européenne », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°4, avril 2018, Bruxelles, p. 17.

Les publications de la délégation française d'ENL, intitulées *Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, apportent des éléments d'information permettant de mieux cerner les points saillants de l'idéologie réunissant les partis membres du groupe. Les cahiers de l'année 2018 abordent ainsi des thèmes allant de l'immigration à travers la protection de l'Espace Schengen⁸⁵ et la question des travailleurs détachés⁸⁶ au souverainisme via une critique des accords de libre échange⁸⁷ et de la Commission européenne⁸⁸.

Le groupe souhaite également s'insérer dans des questions plus sociales en entendant défendre les droits des femmes⁸⁹ et l'éducation des jeunes européens⁹⁰ ou encore critiquer une logique consumériste⁹¹ mais toujours à travers le prisme de l'immigration. Les membres de ce groupe politique semblent donc avant tout réunis par une même critique de la politique migratoire de l'Union européenne et une défense de la notion de souverainisme en favorisant une Union au sein de laquelle les nations auraient davantage voix au chapitre.

Si les alliances au sein d'ENL ne connaissent pas d'évolution majeure en 2019, les bons résultats enregistrés par la Ligue permettent de venir considérablement grossir les rangs du groupe politique au sein du PE. Avec soixante-treize sièges, soit près de 10% des sièges que compte le Parlement, le groupe politique, renommé Identité et Démocratie à la suite des élections européennes, n'est désormais plus le plus petit en termes de sièges au sein de l'institution.

⁸⁵ « Après l'échec de Schengen. Retrouver des frontières qui protègent », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°1, premier trimestre 2018, Bruxelles.

⁸⁶ « Travailleurs détachés, emplois sacrifiés ! », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°7, octobre 2018, Bruxelles.

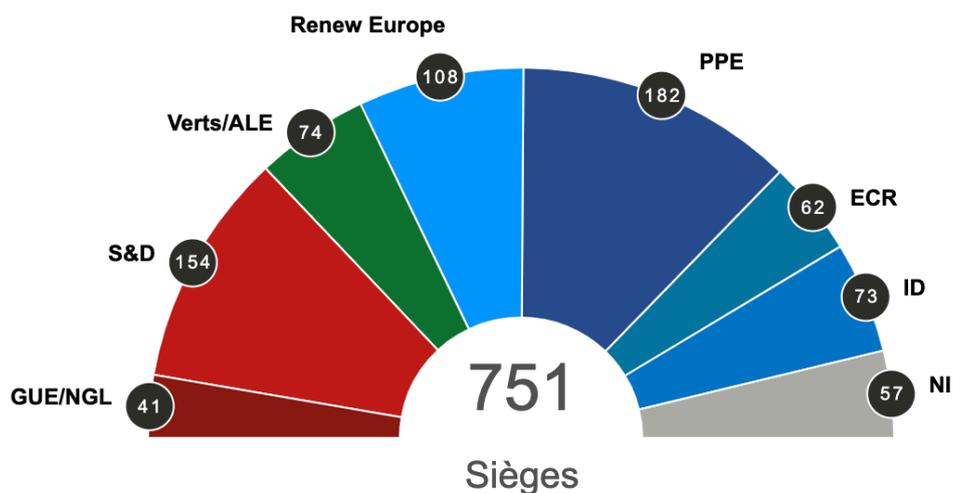
⁸⁷ « Des accords de libre-échange qui menacent notre agriculture, notre santé, notre économie et notre indépendance », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°2, mars 2018, Bruxelles.

⁸⁸ « La Commission contre les nations », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°8, octobre 2018, Bruxelles.

⁸⁹ « Droits des femmes. Une juste cause dévouée », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°5, juin 2018, Bruxelles.

⁹⁰ « Education. Priorité à nos enfants, pas aux migrants », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°9, novembre 2018, Bruxelles.

⁹¹ « Consumérisme sans limite ni frontières à l'assaut des identités : Bienvenue dans le marché unique », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°10, décembre 2018, Bruxelles.



Europarl.europa.eu

Le parti italien et le parti français représentent les deux principales forces politiques au sein de ce groupe, apportant respectivement vingt-huit et vingt-deux députés sur les soixante-treize que compte le groupe Identité et Démocratie, suivis par les onze eurodéputés de l'AfD. Le *Vlaams Belang* et le FPÖ⁹² autrichien contribuent à hauteur de trois députés, suivis par les Vrais Finlandais et le parti tchèque Liberté et Démocratie directe avec deux eurodéputés chacun. A cela s'ajoutent le Parti populaire danois, le Parti populaire conservateur d'Estonie⁹³ disposant chacun d'un eurodéputé.

Les deux partis étudiés connaissent ainsi des parcours différents au sein de l'Union européenne, que révèle une étude des évolutions des groupes politiques auxquels appartiennent ceux-ci au sein du Parlement européen. Leur trajectoire européenne tend néanmoins à se rejoindre à partir de l'année 2010 avec la création de l'Alliance européenne pour la liberté, genèse du groupe politique Europe des Nations et des Libertés et, plus tard, Identité et Démocratie.

Le rapprochement entre les deux formations ne semble donc pas étranger à la stratégie européenne incarnée par Matteo Salvini au sein de la Ligue du Nord, élu député européen en 2009, ainsi qu'à l'arrivée à la tête du Front National de Marine Le Pen en 2011. Bien que la LN

⁹² Freiheitliche Partei Österreichs.

⁹³ Fondé en 2012, le Parti populaire conservateur d'Estonie, ou EKRE, est un parti nationaliste et conservateur. L'EKRE obtient de bons résultats électoraux lors de l'année 2019, à la fois à l'échelle nationale lui permettant d'intégrer le gouvernement national, mais également lors des élections européennes en obtenant un siège d'eurodéputé.

appartienne alors au groupe politique Europe, Libertés, Démocratie contrairement aux autres membres de l'AEL étant non-inscrits, cela tend à révéler un rapprochement timide mais bien réel, contrarié par l'impossibilité pour l'AEL de répondre aux critères fixés à la formation d'un groupe politique au sein du PE.

On assiste ainsi à un rapprochement idéologique, allant parfois jusqu'à l'alignement programmatique, des deux partis étudiés, particulièrement visible à partir de l'année 2014 soit très peu de temps après l'arrivée de Matteo Salvini à la tête du parti. Réunis par une critique de l'Union européenne et une critique de l'immigration apparaissant de plus en plus virulentes, les deux partis entendent former avec les autres partis membres de leur groupe politique un véritable bloc eurosceptique et souverainiste au sein du PE⁹⁴.

La dimension européenne semble de plus en plus faire partie intégrante de la stratégie politique des partis étudiés. Dans le cas italien, les alliances à l'échelle européenne sont présentées par Matteo Salvini comme absolument nécessaires à la réalisation de leur agenda politique, comme il le déclare lors de son discours à Pontida en 2018 :

« Ce n'est pas la Ligue qui a changé mais le monde : ceux qui veulent accompagner le changement dans le monde ne peuvent se permettre de rester immobiles.

On a compris que seul on ne pouvait aller nulle part, que pour gagner, il fallait s'unir en Italie et en Europe. Pensez aux ligues en Europe qui rassemblent tous les mouvements libres et souverains qui veulent défendre leur peuple, les entreprises, le bien-être de leurs enfants.

C'est l'avenir paisible et souriant sur lequel nous travaillons. »⁹⁵

⁹⁴ « Sous l'angle programmatique, tout d'abord, la Ligue de Salvini s'inscrit clairement dans le sillage du Front national français et, au-delà, de la droite radicale populiste paneuropéenne incarnée par des mouvements tels que le FPÖ autrichien ou le PVV néerlandais. On assiste dans le cas de la Ligue du Nord depuis 2014 au processus d'adaptation du cadre-maître défini par le FN de Marine Le Pen en France, autour de la sortie de l'Euro et de la lutte contre l'immigration », Ivaldi Gilles et Lanzone Maria Elisabetta, « De l'usage politique du peuple Padano. La construction d'identité par la Ligue du Nord », *Cahiers d'Etudes Romanes*, Centre aixois d'études romanes, 2017, Le peuple. Théories, discours et représentations, 2017-2 (35), p. 513

Disponible ici : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01671417/document>
[consulté le 7 août 2020]

⁹⁵ « Non è la Lega che è cambiata ma il mondo: chi vuole accompagnare il cambiamento del mondo non può permettersi di stare fermo. Avevamo capito che da soli non si andava da nessuna parte: per vincere occorreva unire in Italia e in Europa. Pensa a delle Leghe in Europa che mettano insieme tutti i movimenti liberi e sovrani che vogliono difendere le proprie persone, aziende, il benessere dei propri figli. È questo il futuro pacifico e sorridente a cui stiamo lavorando. », « Matteo Salvini a Pontida, il discorso integrale dal palco del raduno leghista », *Bergamo News. Quotidiano online*, 1er juillet 2018

Disponible ici : <https://www.bergamonews.it/2018/07/01/matteo-salvini-pontida-discorso-integrale-dal-palco-del-raduno-leghista/285598/>
[consulté le 22 Mai 2020]

Le projet européen défendu par la Ligue ne peut donc se comprendre qu'à travers un prisme national. Il s'agit ainsi bien davantage de s'appuyer sur des alliances à l'échelle européenne afin de pouvoir mener à bien les transformations qu'ils appellent de leurs vœux à l'échelle nationale. Le Manifeste publié par le Rassemblement National en vue des élections européennes de 2019 affiche la même ambition :

« Parce que nous sommes Français, attachés à la liberté française, à la terre de France, à l'unité de notre patrie, nous sommes Européens. Et c'est parce que nous voulons une France plus grande et forte que nous voulons une Europe efficace et utile. »⁹⁶

L'idée que se font les partis membres de l'Europe des Nations et des Libertés, puis d'Identité et Démocratie, de l'Union Européenne est donc tout sauf fédéraliste. Celle-ci doit avant tout être comprise comme des coopérations entre nations européennes au motif que celles-ci « sont liées par des siècles d'histoire et l'intime conviction d'un destin commun à vivre dans le respect des singularités de chacun. »⁹⁷ Citant des nationalités composant le groupe politique auquel le parti appartient, le manifeste rappelle ainsi :

« Ce sentiment est partagé par les millions de ceux qui savent qu'ils sont d'autant plus eux-mêmes, Italiens, Polonais, Hongrois ou Autrichiens, que l'Europe sera davantage au service des Nations qui la composent. »⁹⁸

Bien que l'idée nationaliste apparaisse intrinsèque à la vision européenne que partagent les partis membres d'Identité et Démocratie, le terme de nation disparaît du nom du groupe politique à la suite des élections de 2019. Il n'en demeure pas moins central au projet européen défendu par le groupe politique pour qui les élections européennes de 2019 et le changement de nom constituent une évolution certes symbolique mais néanmoins notable.

⁹⁶ *Pour une Europe des Nations. Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe « L'Alliance Européenne des Nations »*, Rassemblement National, 2019, p. 20

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/Manifeste.pdf>
[consulté le 13 septembre 2019]

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ *Ibid.*

4.2.2. Des Nations et des Libertés à l'Identité et la Démocratie

Si le terme « liberté » disparaît du nom du groupe politique formé, entre autres, autour du Rassemblement National et de la Ligue à la suite des élections européennes de 2019, il ne disparaît pas du projet politique porté par celui-ci.

Détaillé dans un manifeste publié à l'occasion de ces élections, le projet européen du RN se fonde toujours autour de cette notion qui apparaît ainsi comme une constante depuis l'Alliance européenne pour la Liberté et le Mouvement pour l'Europe des Nations et des Libertés.

Souhaitant une refonte des institutions européennes, l'Alliance européenne des nations telle que définie par le manifeste publié par le RN reposerait ainsi sur « la liberté, cette valeur fondatrice de notre civilisation née d'Athènes et de Rome, cette valeur humaniste que l'Europe a enseignée au monde. »⁹⁹

Ainsi, bien que les termes « nation » et « liberté » disparaissent du nom du groupe politique réunissant les deux partis étudiés en juin 2019 au profit des concepts d'« identité » et « démocratie », ils demeurent des enjeux fondamentaux de leur projet européen :

*« Cette Europe des nations et des citoyens trouve ses fondations sur la défense de la liberté individuelle et donc sur la démocratie et, au niveau des Etats, sur la souveraineté dans le cadre de coopérations loyales et fructueuses, librement consenties. »*¹⁰⁰

Annoncé en juin 2019 à Bruxelles lors d'une déclaration à la presse, Identité et Démocratie devient la cinquième force politique au sein du Parlement européen avec soixante-treize sièges au moment de sa création. Si le groupe remplace l'Europe des Nations et des Libertés, il convient de souligner qu'il en conserve le projet politique et se considère, selon Marine Le Pen, comme la « première force souverainiste du Parlement »¹⁰¹.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 3.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ « Marine Le Pen assure que son groupe « Identité et démocratie » est « la première force souverainiste » du Parlement européen », *Chaîne Dailymotion de BFM TV*, 13 juin 2019

Disponible ici : <https://www.dailymotion.com/video/x7b1zpr>

[consulté le 10 mars 2020]



IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE

fr.id.group.eu

Accessible depuis les sites internet officiels des deux partis étudiés¹⁰², le site du parti Identité et Démocratie¹⁰³ entend mettre en avant les grands principes dictant son action sur la scène politique européenne. Également affichés sur les sites du RN et de la Ligue, ces concepts sont au nombre de six et entendent fournir les fondations de l'action politique des partis membres.

Le groupe tient en premier lieu au « respect du principe de démocratie », l'un des deux termes ayant fait son apparition lors du changement du nom d'ENL, comme présenté sur son site officiel :

« Le mouvement et les différents membres du mouvement politique fondent leur projet politique sur la base des principes démocratiques et de la charte des droits fondamentaux et rejettent par conséquent toute affiliation, connexion ou sympathie passée ou présente avec tout projet autoritaire ou totalitaire. »¹⁰⁴

Identité et Démocratie se défend ainsi de toute sympathie envers un quelconque projet ou tendance autoritaire, réaffirmant l'idée d'une insertion de ses membres dans le jeu politique traditionnel et démocratique. La mise en avant de ce principe, loin d'être anodine, participe de la stratégie de normalisation instaurée par le groupe politique.

Avant même la notion d'Identité, pourtant inhérente au groupe, celui-ci valorise celle de souveraineté justifiant la plupart de leurs prises de position :

¹⁰² <https://www.leganord.org/partito-identita-e-democrazia> et <https://rassemblementnational.fr/identite-et-democratie/>

[consulté le 8 mars 2020]

¹⁰³ <https://www.id-party.eu/>

[consulté le 8 mars 2020]

¹⁰⁴ <https://fr.idgroup.eu/>

[consulté le 8 mars 2020]

« Le parti ID est convaincu que la souveraineté des États et des peuples repose sur la coopération entre les nations et rejette par conséquent toute politique visant à créer un modèle supranational ou supranational¹⁰⁵. L'opposition à tout transfert de souveraineté nationale vers des instances supranationales et / ou des institutions européennes est l'un des principes fondamentaux qui unissent les membres du parti ID. »¹⁰⁶

La défense de l'identité occupe une place de choix au sein de l'idéologie d'Identité et Démocratie, sur laquelle s'appuient ses membres afin de justifier la politique migratoire qu'ils prônent :

« Les partis et les différents députés du parti ID fondent leur alliance politique sur la préservation de l'identité des peuples et des nations de l'Europe, conformément aux caractéristiques spécifiques de chaque peuple. Le droit de contrôler et de réglementer l'immigration est donc un principe fondamental partagé par les membres du parti ID. »¹⁰⁷

S'il s'agit là d'une définition pour le moins vague de la notion d'identité que les membres d'ID entendent défendre, celle-ci est précisée dans les statuts du groupe¹⁰⁸ :

« Les membres du groupe ID [...] reconnaissent les racines gréco-romaines et chrétiennes comme des piliers de la civilisation européenne. [...] Le groupe ID veut préserver l'identité des citoyens et des nations en Europe. Le droit à contrôler, réguler et limiter l'immigration est un principe fondamental auquel adhèrent les membres du groupe. »¹⁰⁹

Conformément à l'idée d'une préservation de l'identité de chacun ainsi qu'à la défense de la souveraineté précédemment citées, ID met en avant l'idée qu'il convient de préserver les spécificités nationales composant l'Union Européenne :

¹⁰⁵ La répétition du terme « supranational » sur la version française du site officiel du groupe provient d'une traduction de la formule « supra-state or supra-national model ».

¹⁰⁶ <https://fr.idgroup.eu/>

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ *Statuts du groupe Identité et Démocratie (ID) au sein du Parlement Européen*

Accessibles depuis le site <https://fr.idgroup.eu/about> et disponibles ici : https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/idgroup/pages/559/attachments/original/1599666718/FR_Statutes_of_the_ID_Group.pdf?1599666718

[consulté le 6 avril 2021]

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 4

« Les partis et les différents députés européens du parti ID se reconnaissent mutuellement le droit de défendre leurs modèles économique, social, culturel et territorial spécifiques. Le parti ID cherche à préserver la diversité des projets politiques de ses membres. »¹¹⁰

Le terme « libertés », disparu du nom du groupe politique en 2019, occupe la cinquième place des principes dictant leur politique. Bien que la notion de liberté soit ici déclinée au pluriel, ID entend mettre l'accent sur la défense de la liberté d'expression en particulier dans la sphère numérique :

« Les partis et les différents députés fondent leur mouvement politique sur la défense des libertés individuelles et soulignent l'importance particulière de la protection de la liberté d'expression, au sein de laquelle les libertés numériques sont de plus en plus menacées. »¹¹¹

Enfin, le groupe souhaite s'attacher une vocation davantage métapolitique en promouvant la notion de culture et l'idée selon laquelle il ne peut exister de projet ni d'action politique abouti sans dimension culturelle :

« [Le parti ID] considère que la culture est l'essence même de toute action politique, et que seul une pédagogie culturelle et scientifique peut permettre de développer une conscience politique chez le citoyen. »¹¹²

Il s'agit là des grands concepts volontairement vagues sur lesquels est sensé reposer l'action politique du groupe au sein du Parlement européen. C'est donc en accord avec ceux-ci qu'Identité et Démocratie précise ses priorités pour la législature 2019-2024 dans ses statuts. Ainsi, conformément au concept de souveraineté nationale :

« Les États membres ont le droit de reprendre des parties de la souveraineté qu'ils ont perdue au profit de l'Union européenne. Aucune nouvelle compétence ne devrait être transférée à l'Union européenne. Le groupe s'opposera à toute extension des domaines dans lesquels le droit de veto des États membres ne s'appliquerait plus. »¹¹³

¹¹⁰ <https://fr.idgroup.eu/>

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ *Statuts du groupe Identité et Démocratie (ID) au sein du Parlement Européen*, p. 4.

C'est selon cette même idée que le groupe « s'oppose à toute tentative d'imposer un budget de la zone euro et des impôts directs de l'Union européenne. »¹¹⁴

A cette défense de la souveraineté de chaque État membre au sein de l'Union Européenne s'adjoint un durcissement de la politique migratoire afin d'assurer « une meilleure protection des frontières extérieures » :

*« Chaque nation a le droit de protéger, contrôler et surveiller ses propres frontières. L'Union européenne devrait davantage s'employer à renvoyer effectivement les immigrants illégaux et criminels dans leurs pays d'origine. »*¹¹⁵

Les membres d'Identité et Démocratie souhaitent ainsi se faire les défenseurs d'une « civilisation européenne » et des « racines chrétiennes et [des] identités nationales »¹¹⁶ la composant. La dimension identitaire de l'idéologie d'ID apparaît ainsi très nettement dans la mesure où il s'agit de la troisième priorité fixée pour la législature 2019-2024. Selon cette logique de préservation et de revendication de la civilisation européenne telle qu'ils la conçoivent, les partis membres entendent faire cesser « les négociations sur l'adhésion de la Turquie, qui n'est pas un pays européen ».

La coopération à l'échelle européenne semble ainsi faire partie intégrante de la stratégie des partis membres d'Identité et Démocratie, et ce avant même la création du groupe politique en juin 2019. Le RN publie ainsi lors des élections européennes de mai 2019 son Manifeste « pour une Europe des Nations » visant à instaurer une « nouvelle coopération en Europe »¹¹⁷ et dévoile clairement la stratégie européenne du parti :

*« Nous pouvons modifier profondément l'organisation actuelle de l'Europe dans l'intérêt de tous ! Car pour la première fois depuis qu'il est élu au suffrage universel direct, le Parlement européen peut devenir le lieu où se joue le changement, si une alliance des partis nationaux et populaires l'emporte. »*¹¹⁸

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 5.

¹¹⁵ *Ibid.*, pp. 4 – 5.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 5.

¹¹⁷ *Pour une Europe des Nations. Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe « L'Alliance Européenne des Nations »*, op. cit.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 7.

L'Union Européenne apparaît ainsi être un élément fondamental de la stratégie instaurée par ces partis revendiquant pourtant fréquemment une idéologie souverainiste ainsi qu'un discours très critique vis-à-vis des institutions européennes. La position de ces partis que l'on qualifie fréquemment d'« eurosceptiques » connaît néanmoins une évolution notable depuis le début des années 2000. Il ne s'agit désormais plus de s'opposer à toute entité supranationale en affichant un discours foncièrement nationaliste mais de prôner une transformation en profondeur de l'Union Européenne au sein de laquelle les États membres conserveraient davantage de souveraineté.

L'échelle européenne est en ce sens indissociable du discours tenu par les partis souverainistes au sein du Parlement européen, bien que ceux-ci s'opposent à l'Union européenne en l'état. Par ailleurs, la notion d'identité ayant considérablement gagné en ampleur dans le discours de ces partis révèle elle aussi l'importance de la dimension européenne dans le cadre de cette étude. Si ces partis se présentent certes comme les défenseurs de leurs spécificités nationales, ils entendent également, et de manière de plus en plus ostentatoire, défendre leur conception de ce qui fait l'identité européenne.

Il convient donc, dans cette partie dédiée à l'action de ces partis sur la scène européenne, de s'attacher à comprendre les différentes significations s'attachant au terme « européen » au sein de leur discours.

Chapitre V. La critique de l'Union européenne : une passerelle idéologique

Les élections européennes de 2014 semblent révélatrices d'un phénomène véritablement européen, bien que celles-ci ne constituent pas la première percée des mouvements de droites radicales comme évoqué précédemment.

Néanmoins, dans le cas du Front National, ce scrutin constitue un bond électoral sans précédent sur lequel il convient de revenir afin de tenter d'en apprécier les causes. Particulièrement visible en France, mais également en Angleterre ainsi qu'au Danemark les partis de droite radicales semblent profiter d'une dynamique à l'échelle de l'Union européenne.

Cette progression est illustrée par la création en 2015 du groupe politique Europe des Nations et des Libertés, devenu Identité et démocratie suite aux élections de 2019 lors desquelles la Ligue bénéficie d'une réelle percée électorale.

L'importance de la dimension européenne pour ces partis est donc à la fois illustrée par leurs bons résultats lors du scrutin européen les positionnant première force politique nationale au sein du PE, mais également par la place qu'occupe la question européenne au sein de leur idéologie

Tout ceci révèle un rapport complexe à l'Europe, entre défense d'une identité européenne et critique des politiques de l'Union européenne. Ces deux aspects pouvant sembler contradictoires reposent sur deux concepts que les partis prennent soin de distinguer et justifient par ailleurs des rapprochements entre eux.

Opérer une distinction claire entre Union européenne et Europe est absolument nécessaire dans ce travail puisque si ces mouvements entendent défendre une certaine identité européenne dessinée par leurs soins, leur rhétorique repose fréquemment sur une critique de l'Union européenne.

Bien que l'opposition aux politiques de Bruxelles acquière une place croissante au sein de leur discours, cela apparaît loin d'être uniquement dû à des considérations idéologiques mais tout autant voire davantage un argument électoral pour ces partis brigant des mandats nationaux et européens.

5.1. Une rhétorique commune : des mouvements « antisystème »

La critique de l'Union européenne et de son fonctionnement constitue l'un des principaux points de convergence idéologiques entre les quatre mouvements étudiés, que ceux-ci siègent ou non au sein du Parlement européen.

Cela étant, il convient de souligner que ces derniers opèrent une distinction de plus en plus manifeste entre une Europe au sein de laquelle la notion d'identité occupe une place centrale et l'Union européenne et ses institutions. Bien que distincts, ces deux concepts sont indissociables dans le discours de ces mouvements pour lesquelles les institutions de l'UE portent préjudice à la défense de l'identité européenne telle qu'ils la définissent.

Il semble donc nécessaire de présenter ces deux axes rhétoriques majeurs dans la mesure où ils sont partagés par les mouvements étudiés, tout en demeurant soucieux de distinguer les notions d'Europe et d'Union européenne.

En ce sens, l'emploi du terme euroscepticisme apparaît parfois complexe puisque l'échelle européenne occupe une place substantielle au sein de leur discours et fait partie intégrante de la stratégie de conquête politique du RN et de la Ligue. Ceux-ci sont à la fois plus que sceptiques à l'égard de l'Union européenne tout en plaçant la défense de l'identité européenne et l'idée d'une autre Europe au cœur de leurs revendications.

5.1.1. L'« euroscepticisme » : un concept vague

L'usage important par les acteurs et les commentateurs politiques du terme « eurosceptique » afin de caractériser le discours de ces partis vis-à-vis de Bruxelles est particulièrement visible depuis les bons résultats enregistrés par ceux-ci lors du scrutin européen. Si le rapport à l'Union européenne de partis tenant un discours particulièrement critique tout en intégrant ses institutions se révèle par nature complexe, il apparaît nécessaire de faire preuve de prudence dès lors que l'on entend dessiner une tendance européenne. L'une des caractéristiques idéologiques de ces partis étant la défense des intérêts nationaux, au sein de laquelle s'inscrit justement la critique des institutions supranationales européennes, il est primordial de tenir compte des variations s'opérant à l'échelle nationale.

En ce sens, utiliser un même terme afin de qualifier l'ensemble des discours et des politiques souhaitées par ces partis est par nature peu cohérente avec la variable importante que constitue le contexte national pour des partis à l'idéologie souverainiste¹.

Le terme d'« euroscepticisme » semble ainsi être l'un des plus répandus afin de définir la politique souhaitée par ces partis de droite radicale², bien que cela ne se limite pas à la droite de l'échiquier politique. Si l'idée de partis sceptiques à l'égard des institutions européennes est loin d'être erronée, il convient de tenir compte des contextes et des spécificités nationales ainsi que des variations de discours s'opérant d'un parti à l'autre dans leur critique de Bruxelles. L'hétérogénéité intrinsèque à ces partis défendant une ligne souverainiste à l'échelle européenne ne peut et ne doit donc pas être occultée tant elle est déterminante dans la plupart des prises de position politiques de ces partis.

Plusieurs tendances au sein de l'euroscepticisme sont par ailleurs déjà déterminées par certains chercheurs, parmi lesquelles la distinction entre un euroscepticisme « hard » et « soft »³, le premier élément d'identification de l'euroscepticisme dur étant une opposition à l'intégration européenne voire une sortie de celle-ci. Il convient de rappeler que cet euroscepticisme n'est pas l'apanage des partis de droite radicale mais concerne également des partis de gauche particulièrement critiques vis-à-vis des politiques économiques de l'Union européenne.

Il convient donc de faire preuve de prudence dès lors que l'on entend utiliser un même terme afin de qualifier l'ensemble de ces discours critiques et de garder à l'esprit la dimension comparative inhérente à l'étude d'un phénomène paneuropéen.

Apporter une nuance à ce qui semble être une percée des partis tenant un discours eurosceptique à l'échelle de l'Union européenne est ainsi nécessaire, tant il est difficile de dégager une tendance commune aux États membres. La forte empreinte nationale caractérisant

¹ « Un premier ordre de difficulté tient aux possibles effets de prisme qui résultant de l'agrégation de scrutins nationaux, du poids différentiel des divers États membres et du risque, sans doute, de traduire au niveau européen des dynamiques liées, pour partie au moins, à l'état des rapports de forces politiques nationaux. [...] Hors de tel ou tel contexte national spécifique, l'approche comparative illustre les limites de l'usage médiatique de termes polémiques tels que « populisme » ou « euroscepticisme ». », Ivaldi Gilles, « Euroscepticisme, populisme, droites radicales : Etat des forces et enjeux européens », *L'Europe en formation. Revue d'études sur la construction européenne et le fédéralisme*, vol. 373, n°3, 2014, pp. 7 – 8.

² Coosemans Thierry, « Les résultats des élections européennes de mai 2014 dans les États membres », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2014, p. 10.

³ Szczerbiak Aleks et Taggart Paul, « Theorising Party-based Euroscepticism : Problems of Definition, Measurement and Causality », *Comparative and Theoretical Perspective. Opposing Europe ? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford University Press, 2008, pp. 238 – 262.

le discours et l'idéologie de la plupart de ces partis de droites radicales ne peut être écartée tant elle constitue l'un des axes majeurs des revendications et des critiques de ceux-ci à l'encontre de Bruxelles.

Ainsi, ce qui est fréquemment qualifié d'euroscepticisme repose avant tout sur une critique des institutions européennes accusées d'être un frein voire une menace envers les prérogatives nationales et les intérêts des populations d'un pays en particulier. Le vote ainsi que les discours eurosceptiques, car il n'existe pas de discours unique et homogène partagé par l'ensemble des partis de droite radicale européens, doit ainsi davantage être compris comme une critique d'un système établi, connaissant des variations selon le contexte national.

La critique de l'Union européenne ne constitue ainsi ni les fondations ni le cœur des revendications de ces partis, mais l'une des manifestations de la dénonciation d'un système politique aux mains de quelques puissants⁴.

Bien que ces élections mettent en lumière une progression notable de certains partis critiques à l'égard des institutions européennes dans plusieurs États-membres, une tendance qui semble se confirmer lors du scrutin de 2019, il convient de garder à l'esprit l'importance majeure que revêt l'échelle nationale.

S'il est difficile de dégager une tendance partagée par l'ensemble de ces partis à l'échelle de l'UE, les rapprochements politiques s'opérant au sein du Parlement européen permettent une meilleure appréciation d'éléments de discours communs.

Ainsi, la création de l'Europe des Nations et des Libertés (ENL) en 2015, devenu Identité et Démocratie en 2019, offre la possibilité de mieux saisir les passerelles idéologiques se formant entre les partis membres. Par ailleurs, la formation de ce groupe politique apparaît centrale à cette étude consacrée aux droites radicales françaises et italiennes.

⁴ « Deuxièmement, il s'agit moins d'un vote eurosceptique que d'un vote antisystème. Pour la plupart, les partis qui ont remporté un vote eurosceptique n'ont pas fait campagne sur des enjeux européens mais nationaux. Si le Front national a fait 25% en France, c'est parce que le Parti socialiste et l'UMP ont un problème de crédibilité. Même chose au Royaume-Uni où le parti UKIP, soi-disant spécialisé dans l'anti-européanisme, a focalisé sa campagne sur des enjeux socio-économiques, sur le rejet des élites et de l'immigration, et moins sur le rejet de Bruxelles, qui est resté accessoire. Beaucoup de ces partis sont avant tout d'extrême-droite - ou d'extrême gauche - et populistes, et ne sont eurosceptiques que "par extension" : quand on rejette les élites, on le fait aussi au niveau européen. Et bien sûr, l'Union européenne symbolise particulièrement cet élitisme. », Costa Olivier, « Elections européennes : « Il s'agit moins d'un vote eurosceptique que d'un vote antisystème », *Toute L'Europe*, 5 juin 2014

Disponible ici : <https://www.touteleurope.eu/institutions/elections-europeennes-il-s-agit-moins-d-un-vote-eurosceptique-que-d-un-vote-antisysteme/>
[consulté le 5 avril 2019]

5.1.2. La critique de Bruxelles par l'ENL : évolutions d'un discours commun

Si le Rassemblement National et la Ligue emploient tous deux un discours critique vis-à-vis des institutions européennes au sein d'Identité et Démocratie, et plus généralement depuis la création d'ENL, on peut se demander si cela a toujours été le cas. Il semble donc nécessaire de s'intéresser aux évolutions du discours de ces deux partis et d'en interroger les causes le cas échéant.

La visée européenne de la Ligue du Nord semble claire, et est liée à la nature même du parti, dans la mesure où l'*Alleanza Nord* d'Umberto Bossi est lancée à l'occasion des élections européennes de 1989. La dimension européenne est ainsi cohérente avec le discours fédéraliste tenu par le parti foncièrement régionaliste qu'est la LN au moment de sa création⁵.

Réunis autour du slogan « Plus loin de Rome, plus près de l'Europe », les mouvements autonomistes d'*Alleanza Nord* voient dans le processus d'intégration européenne un moyen de s'émanciper de la tutelle qu'exerce selon eux le centralisme romain⁶. D'après Umberto Bossi lors de la campagne pour les élections européennes de 1989 :

« Les partis ont peur d'un Parlement européen régionaliste, parce qu'il aurait les compétences pour s'insérer dans le rapport entre régions et État italien, un rapport que nous contestons parce qu'il fait de nous de simples sujets. »⁷

Le discours en faveur de l'intégration européenne tenu par Umberto Bossi lors de cette campagne semble donc davantage devoir être compris comme s'inscrivant au sein d'une critique du gouvernement italien que comme une réelle vocation européenne du parti. Les élections européennes de 1994 voient un changement de groupe politique au sein du PE pour la Ligue qui passe du groupe Arc-en-Ciel regroupant divers mouvements autonomistes au groupe des Libéraux, Démocrates, Réformateurs européens à l'idéologie nettement plus fédéraliste qu'autonomiste.

⁵ Conti Niccolo et De Giorgi Elisabetta, « L'Euroscetticismo a parole : Lega Nord e Rifondazione comunista tra retorica e comportamento istituzionale », *Rivista italiana di scienza politica*, août 2011, pp. 265 – 290.

⁶ Diamanti Ilvo, « L'Europa secondo la Lega », *Limes*, 1993, pp. 161 – 172.

⁷ Bossi Umberto, *Appello agli elettori*, 16 juin 1989, AMRAI, F52714, cité par Piermattei Massimo, *Dal vincolo esterno all'europeizzazione ? Le culture politiche italiane e l'integrazione europea nella rincorsa alla moneta unica (1988-1998)*, Thèse, 2004, Università degli studi di Tuscia, dirigé par le professeur Rapone, dans Morellato Marion, « Les revirements du mouvement léguiste vis-à-vis de l'Union européenne (1979-2010) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2013/1 (n° 19), p. 157.

On pourrait donc voir dans ce changement de groupe une volonté pour la LN de s'appuyer sur le fédéralisme européen afin d'offrir davantage de poids, notamment économique, aux régions du Nord de l'Italie. C'est dans cette même optique que le parti rédige une proposition de résolution auprès du Parlement européen visant à favoriser la formation de « pôles européens de développement régional, entre des régions aux racines historiques et culturelles communes, dotées de structures élues démocratiquement »⁸.

L'intégration et le renforcement des structures européennes est ainsi toujours perçue comme un moyen pour les régions du Nord de s'émanciper du gouvernement national.

Si la question économique est l'un des moteurs de la politique européenne de la Ligue du Nord durant les années 1990, elle est également l'une des causes majeures de la montée de la critique des institutions européennes par le parti⁹. D'abord favorable à l'entrée de l'Italie au sein de l'Union économique et monétaire, le parti change très rapidement de discours sur la question à mesure que la population italienne affiche une réticence manifeste sur ce sujet. D'abord partisan de l'instauration de deux systèmes monétaires en Italie, l'euro au Nord permettant « à la Padanie d'entrer dans le système de la monnaie unique européenne en évitant l'annihilation de son système productif, et au Sud de créer les conditions de main-d'œuvre à bon marché qui attirent les investissements des entreprises »¹⁰, le discours du parti se radicalise sur la question.

La fin du XXème siècle constitue à ce titre un tournant dans le rapport qu'entretient le parti vis-à-vis de l'Union européenne, en développant un discours de plus en plus critique vis-à-vis de la monnaie unique accusée de servir davantage les intérêts des grandes puissances financières que de permettre une autonomie accrue des régions¹¹. En ce sens, la LN est

⁸ Moretti Luigi, « Padania libera nell'Europa dei popoli », *Lombardia Autonomista*, 24 juin 1996, cité dans Morelato Marion, *op. cit.*, p. 160.

⁹ « Progressivement, la distinction se fait plus nette entre l'Europe comme symbole et celle comme institution, entre l'Europe des peuples et celle des grands capitaux : Umberto Bossi critique la forte cotation de la lire au sein du SME car cela entrave l'exportation des produits « padans ». Au moment même où il prône la sécession dans le but d'assurer la participation de la « Padanie » à la monnaie unique, le parti présente le processus d'intégration économique comme un danger pour les intérêts du Nord de l'Italie. », Morelato Marion, *op. cit.*, p. 163.

¹⁰ « Quattro opzioni », Tract de la Ligue du Nord, 1996, cité dans Champeyrache Clotilde, « La Ligue du Nord : le retour ambigu de l'identité territoriale sur la scène politique italienne », *L'Espace Politique* [En ligne], 14 | 2011-2

<https://journals.openedition.org/espacepolitique/2046>

[consulté le 14 octobre 2019]

¹¹ Biorcio Roberto, « La Lega Nord e la transizione italiana », *Rivista italiana di scienza politica*, avril 1999, pp. 55 – 88.

cohérente avec le caractère opportuniste dictant la plupart de ses stratégies politiques, en adaptant son discours afin de répondre au mieux aux attentes de son électorat.

Si le discours de la Ligue du Nord depuis l'arrivée de Matteo Salvini à sa tête se caractérise par une opposition systématique aux politiques de Bruxelles, c'est donc avant tout la fin des années 1990 qui est porteuse de l'orientation critique du discours à l'égard des institutions européennes.

La fin de l'année 2013 ne constitue donc pas entièrement un virage programmatique, mais bien un renforcement de certains axes idéologiques, parmi lesquels la critique de Bruxelles et de l'immigration¹².

Il convient de souligner que ces deux thèmes centraux à l'idéologie du parti sont interconnectés dans la critique des institutions européennes, en premier lieu lorsqu'il s'agit de critiquer les élargissements successifs de l'UE.

Loin de présenter la coopération européenne comme un moyen d'émancipation pour certaines régions, l'Union européenne est désormais accusée de gommer les identités ainsi que la diversité des individus la peuplant. C'est en des termes très clairs que Matteo Salvini caractérise les institutions européennes et assure que son parti fera « le nécessaire [...] pour changer l'Europe, cette Union soviétique de criminels [...] qui veut tuer les identités et les diversités. »¹³

Le programme électoral de la LN pour les élections européennes de 2014 peut ainsi être résumé à une opposition farouche aux institutions et aux politiques européennes, le parti se faisant le défenseur des intérêts nationaux au sein d'une Europe accusée de desservir ceux-ci. Le parti apparaît en ce sens bien éloigné du discours qu'il tenait à ses débuts au sujet du

¹² « La Ligue version Salvini s'intègre de ce fait dans l'espace des droites eurosceptiques « dures », aux côtés du FN, du PVV néerlandais, du FPÖ autrichien ou de l'UKIP au Royaume-Uni. [...] Cette évolution témoigne d'une radicalisation de la Lega sur les questions européennes depuis la fin des années 1990 et d'une rupture d'avec ses positions pro-EU originelles, qui plus est dans un pays traditionnellement très europhile », Ivaldi Gilles et Lanzone Maria Elisabetta, « De l'usage politique du peuple Padano. La construction d'identité par la Ligue du Nord. », *Cahiers d'Etudes Romanes*, Centre aixois d'études romanes, 2017, Le peuple. Théories, discours et représentations, 2017-2 (35), pp.505-520

¹³ Discours annuel de Matteo Salvini à Pontida, 2015

Cité dans Di Bonaventura Florence, « L'instrumentalisation de l'histoire dans le discours de la Lega Nord », *Revue ç Interrogations ?*, n°21, décembre 2015

Disponible ici : <https://www.revue-interrogations.org/L-instrumentalisation-de-l-495#h5>
[consulté le 15 décembre 2018]

processus de coopération européenne, bien qu'il entende davantage défendre les peuples que les nations.

Si l'Europe s'est transformée en un « empire médiéval », le parti propose comme unique solution de « remettre le peuple au centre de la construction européenne »¹⁴ en se faisant le champion de la « primauté de la souveraineté nationale sur le droit communautaire »¹⁵.

Cohérent avec la stratégie politique qui semble la caractériser depuis sa création, l'évolution du discours de la LN sur l'Europe tend à suivre les variations de l'opinion de la population italienne. Ce n'est donc pas un hasard si le parti opère un virage idéologique au sujet de l'intégration européenne à mesure que la population du pays affiche une méfiance grandissante¹⁶. Ainsi, si la Ligue est fréquemment qualifiée de parti « eurosceptique », le rapport de la Ligue du Nord à l'Europe apparaît nettement plus nuancé lorsque l'on s'intéresse aux débuts de son parcours européen.

Une constante dans la rhétorique du parti réside sans conteste dans sa volonté de se présenter comme le défenseur des intérêts d'une population donnée, initialement les citoyens peuplant les régions du Nord de l'Italie avant de s'adresser progressivement à l'ensemble de la population italienne.

Le discours du parti dans le cadre des élections européenne n'échappe pas à cette logique puisque le parti profite de celles-ci afin de se présenter comme l'une des seules forces politiques ayant réellement à cœur la défense des intérêts italiens :

« La différence entre la crise actuelle et celle des années 30, c'est que la crise d'aujourd'hui est d'abord une crise des valeurs, des idées et des idéaux.

[...]

¹⁴ Elezioni Europee 25 Maggio 2014. Programma elettorale, *Site Internet de la Ligue*, p. 4

Disponible ici :

<https://www.leganord.org/phocadownload/elezioni/europee/Programma%20elettorale%20europee%202014.pdf>

[consulté le 19 avril 2020]

¹⁵ *Ibid.*, p. 5.

¹⁶ « Depuis le début des années 2000, cette préférence italienne pour l'Europe s'est progressivement enrayée. [...] Depuis, le doute s'est installé sur la pertinence de la construction européenne. [...] Le chômage des moins de trente ans est particulièrement élevé. La compétitivité des entreprises et la productivité du travail se sont dégradées. La croissance des années de crise et de sortie de crise est une des plus faibles de l'UE. La dette publique de l'Italie est la deuxième plus élevée après celle de la Grèce. Le secteur bancaire italien est le maillon faible du secteur bancaire européen. », Kahn Sylvain, « Comment l'Union européenne est devenue un problème en Italie », *The Conversation*, 1 juin 2018, disponible ici :

<https://theconversation.com/comment-lunion-europeenne-est-devenue-un-probleme-en-italie-97552>

[consulté le 10 novembre 2018]

Ces derniers mois [...] de nombreux citoyens ont commencé à remettre sérieusement en question la construction européenne et, surtout, le degré de démocratie qui y règne. Un débat honnête et impartial sur l'Europe et l'Euro s'est enfin ouvert dans de nombreux pays, parmi lesquels l'Italie.

Ceci ne veut pas dire, comme certaines forces politiques ont tenu à le préciser ces derniers temps, que nous nous engageons dans la voie d'un populisme et d'un euroscepticisme opposés à l'Europe par principe ; cela signifie simplement que les peuples d'Europe veulent être des acteurs directs dans les décisions politico-institutionnelles qui les concernent. »¹⁷

La Ligue du Nord se défend donc d'être eurosceptique mais prétend davantage vouloir replacer au cœur du débat des problématiques que vivent les populations européennes, occultées par les autres partis politiques. Remédier au déficit démocratique de l'UE en donnant davantage voix au chapitre aux forces nationales et, par extension, aux citoyens les peuplant est sans doute l'un des points de convergence majeur entre le discours du parti italien et celui du RN.

Le parti français se présente lui aussi comme l'un des seuls à évoquer « sans tabou » les disfonctionnements de l'Union européenne et leurs potentiels impacts sur la population française :

« Notre stratégie, c'est aussi de parler de tous les sujets, et de faire des propositions sur tous les sujets. Aller sur tous les fronts. Il n'y a plus un domaine du débat public où nous ne soyons présents.

Et beaucoup dont nous sommes les seuls à parler, imposant le débat, sans tabou : l'Europe, l'Euro, la mondialisation, l'immigration.

[...]

Aujourd'hui, la France est rabaissée, sans cesse.

La France ne peut plus rien.

¹⁷ « La differenza tra la crisi attuale e quella degli anni '30 è che quella odierna è prima di tutto una crisi di valori, di idee e di ideali.

[...]

Negli ultimi mesi [...] molti cittadini hanno iniziato ad interrogarsi seriamente in merito alla costruzione europea e, soprattutto, al grado di democrazia esistente al suo interno. In molti Paesi, tra cui l'Italia, si è finalmente aperto un dibattito onesto e senza pregiudizi sull'Europa e sull'euro. Questo, si badi bene, non significa, come qualche forza politica ha voluto far intendere negli ultimi tempi, che ci stiamo incamminando lungo la strada di un populismo ed euroscepticismo contrari all'Europa tout court; significa invece, molto semplicemente, che i popoli d'Europa vogliono essere attori diretti nelle decisioni politico-istituzionali che li riguardano. »

Elezioni Europee 25 Maggio 2014. Programma elettorale, *op. cit.*, p. 2.

La France n'est plus rien.

On ne peut plus rien faire sans penser "États-Unis" ou "Europe". Politique étrangère, souveraineté économique, culture, éducation, modèle social, plus rien de ce qui était autrefois une part constitutive de la grandeur française ne semble pouvoir exister aux yeux d'élites ou pour l'ailleurs les yeux de Chimène. »¹⁸

Le prisme national semble donc déterminant afin de comprendre les principaux axes critiques de ces partis à l'encontre de l'Union européenne. Celle-ci est ainsi accusée de nuire à la puissance des nations en minant leur souveraineté dans divers domaines. C'est selon cette logique que les partis de droite radicale développent une rhétorique fondée sur une opposition entre un « nous » représentant les intérêts des populations des États membres contre un « eux » symbolisant Bruxelles.

L'une des affiches du Front National lors de la campagne pour les élections européennes de 2009 laisse clairement apparaître cet élément central du discours du parti à l'égard de Bruxelles. Le parti oppose ici les intérêts des populations, qu'il s'agisse de l'emploi, de l'avenir des enfants, de la retraite, de la famille, de la sécurité et, déjà, de l'identité, à la notion d'Europe.

¹⁸ Le Pen Marine, *Discours à l'Université d'été*, Septembre 2013
Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/universite-dete-2013-discours-de-marine-le-pen/>
[consulté le 20 janvier 2019]



Estrepublicain.fr

Cette affiche donne une idée des thèmes de campagne du FN sur les enjeux européens, allant des questions économiques et sociales à travers l'emploi et la retraite aux enjeux sécuritaires en passant par des thèmes plus civilisationnels. Il est par ailleurs intéressant de constater que le parti présente ceux-ci comme incompatibles avec les institutions de l'Union européenne, celle-ci portant selon lui préjudice aux intérêts de la population française.

La Ligue du Nord appelle de ses vœux une transformation de l'Union européenne dans son programme pour les élections de 2014, se félicitant d'avoir lancé une « vaste réflexion sur l'Union européenne et ses institutions » en Italie.

Le parti se veut ainsi être le défenseur des intérêts de la population italienne au sein d' « une Europe plus démocratique, plus proche des citoyens et de leurs besoins »¹⁹, afin que le citoyen ne soit plus uniquement considéré comme « un numéro, un « consommateur ». »²⁰

Le virage critique du Front National à l'encontre des institutions européennes survient quelques années plus tôt que le parti italien, au début des années 1990. L'Union européenne, dont l'existence était jusqu'alors justifiée par la configuration géopolitique propre à la guerre froide, perd sa mission première selon le parti.

La défense de la souveraineté nationale devient immédiatement l'un des arguments centraux du discours du parti sur les enjeux européens, présentée comme inconciliable avec le principe de fédéralisme. Ainsi, dans son programme pour les élections présidentielles de 1995, Jean-Marie Le Pen appelle déjà à renégocier « le funeste traité de Maastricht pour redonner à la France la maîtrise de ses lois » ainsi qu'à rétablir « la prééminence du Parlement National sur la Commission de Bruxelles »²¹.

Ces partis développent donc l'idée selon laquelle ils seraient les portes parole des préoccupations des populations et les défenseurs de leurs intérêts face à une Union européenne aux mains de puissants. Ce serait donc le fait d'oser aborder les problématiques européennes qui causerait le qualificatif de partis « eurosceptiques » qui leur serait alors attribué dans une entreprise de décrédibilisation. On se situe ainsi une fois de plus dans une logique du « nous » contre un système instauré par des élites dominantes.

Ainsi, Marine Le Pen oppose fréquemment les intérêts de la nation française et de sa population au fonctionnement de l'Union européenne, lui permettant de présenter les problèmes rencontrés par celles-ci comme découlant des directives européennes :

« Regagner notre souveraineté c'est retrouver notre liberté législative quand l'essentiel de nos lois sont décidées à Bruxelles et imposées aux Français à leur insu ou contre leur gré.

[...]

¹⁹ Elezioni Europee 25 Maggio 2014. Programma elettorale, *op. cit.*, p. 2.

²⁰ *Ibid.*, p. 30.

²¹ Front National, *Français Passionnement. Programme pour les élections présidentielles*, 1995, Sciences Po Fonds CEVIPOF

Disponible ici : https://archive.org/details/EL209_P_1995_007/page/n1/mode/2up
[consulté le 11 novembre 2020]

C'est une France qui n'obéira plus aux directives insensées d'une Europe qui veut privatiser tous ses services publics, qui veut faire entrer la loi de l'ultrarentabilité et à tout prix notamment au prix de l'égalité des citoyens et, en réalité, de la prospérité des consommateurs. »²²

On ne voit donc que peu d'évolutions quant aux axes critiques du parti à l'encontre de Bruxelles, et ce indépendamment du changement de présidence. Jean-Marie Le Pen résume ainsi en 2009 lors d'un discours à Nice ses principaux griefs contre l'Union européenne :

« Oui, mesdames et messieurs, l'Europe de l'UMP, du MODEM et du PS, c'est l'Europe gouvernée par des technocrates apatrides, l'Europe du chômage, de la fin des services publics, de la disparition du modèle rural français enraciné et d'une immigration qui prend tous les jours un peu plus l'allure d'une véritable colonisation de peuplement. »²³

Ces partis se présentant comme les défenseurs des intérêts des populations, on peut légitimement se demander si leur discours n'est pas le fruit d'une réelle méfiance des populations vis-à-vis des institutions européennes, laquelle semble de plus en plus visible depuis les années 1990²⁴.

Les eurobaromètres offrent la possibilité d'apprécier les sentiments des populations européennes sur un sujet précis et à un moment donné, qui nécessitent néanmoins comme toute source d'être lus avec un regard critique.

Dans cet eurobaromètre faisant suite aux élections européennes de 2019²⁵, il est possible de voir l'évolution de l'idée du Parlement européen que se font les citoyens des divers États

²² Marine Le Pen, *Discours à l'Université d'été*, Septembre 2013.

²³ Le Pen Jean-Marie, *Discours à Nice*, 3 juin 2009

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/175475-declaration-de-m-jean-marie-le-pen-president-du-front-national-sur-sa>

[consulté le 3 avril 2019]

²⁴Dulphy Anne et Manigand Christine, « Le Parlement européen et l'opinion », *Journal of European Integration History*, vol. 17, n°1, 2011, pp. 117 – 130 ;

Dulphy Anne et Manigand Christine, *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire*, Bruxelles, Peter Lang, 2021.

²⁵ Post-election survey 2019, *Site Internet du Parlement européen*

Disponible ici :

<https://www.europarl.europa.eu/at-your-service/en/be-heard/eurobarometer/2019-european-elections-entered-a-new-dimension>

[consulté le 3 juin 2021]

membres. Intéressés dans le cadre de cette étude aux cas de la France et de l'Italie, il convient de se concentrer sur ces deux nations et de voir les éventuelles variations d'un pays à l'autre.

Sur ces graphiques représentant le pourcentage de réponses positives données à la question « est-ce que le Parlement européen a pour vous une image très positive, relativement positive, neutre, relativement négative ou très négative ? »²⁶, on remarque que la population italienne se situe globalement au-dessus de la moyenne européenne.

Indiquée en orange sur ce graphique, la courbe italienne demeure supérieure à la moyenne des États membres jusqu'en 2018 avant de se situer à 1 % en-dessous en 2019.

Image positive du Parlement européen Comparaison entre l'Italie et la moyenne de l'Union européenne



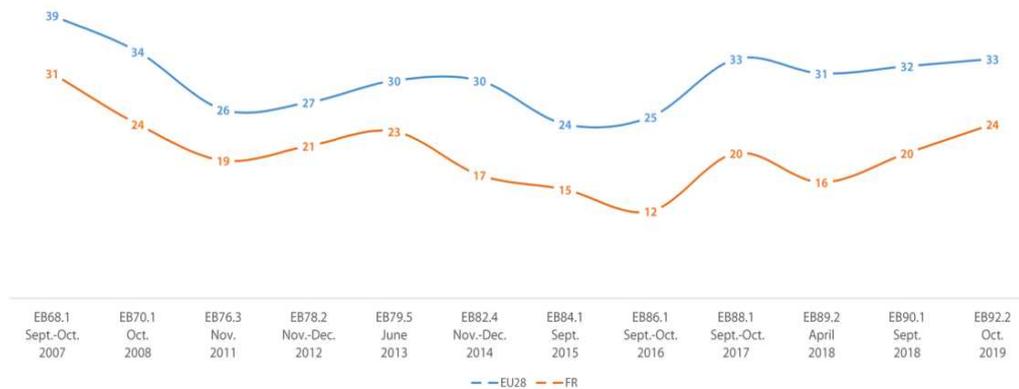
europarl.europa.eu

On constate une nette différence dans le cas français, où le Parlement européen ne bénéficie pas d'une image aussi positive qu'elle ne l'est à l'échelle de l'Union européenne. La courbe française se situe ainsi nettement en-dessous de la moyenne européenne, et ce de façon constante de 2007 à 2019.

²⁶ « In general, does the European Parliament conjure up for you a very positive, fairly positive, neutral, fairly negative or very negative image ?
Answer : « Total Positive » (%) »

Image positive du Parlement européen

Comparaison entre la France et la moyenne de l'Union européenne



europarl.europa.eu

On constate donc que le PE dispose d'une meilleure image auprès de la population italienne de 2007 à 2019, ce qui est assez cohérent avec l'écart du taux de participation lors des élections européennes évoqué dans le chapitre précédent.

En revanche, la question de l'appartenance à l'Union européenne révèle des résultats très différents que ne le sont ceux concernant l'image du Parlement européen.

A l'interrogation « est-ce que l'appartenance à l'Union européenne est une bonne chose »²⁷, les Français sont plus nombreux à avoir répondu par l'affirmative que les Italiens. La courbe italienne, toujours indiquée en orange, se situe ainsi nettement en-dessous de la moyenne observée à l'échelle de l'UE, bien que les deux courbes se rejoignent en 2010.

²⁷ « Generally speaking, do you think that Italy's membership of the EU is...?
Answer : Total a « good thing » (%) »

Image positive de l'appartenance à l'Union européenne Comparaison entre l'Italie et la moyenne de l'Union européenne



europarl.europa.eu

A l'inverse, et contrairement à ce à quoi l'on pourrait s'attendre au regard du précédent graphique concernant l'image du Parlement européen, la population française semble davantage encline à qualifier l'appartenance à l'UE comme étant une « bonne chose ». Si la moyenne française est globalement inférieure à celle de l'ensemble des Etats membres, elle est malgré tout nettement supérieure à la moyenne italienne.

Le sentiment français quant à l'appartenance à l'UE apparaît ainsi relativement conforme à celui recueilli à l'échelle de l'Union européenne, le dépassant même en 2012 comme le montre le graphique ci-dessous.

Image positive de l'appartenance à l'Union européenne Comparaison entre la France et la moyenne de l'Union européenne

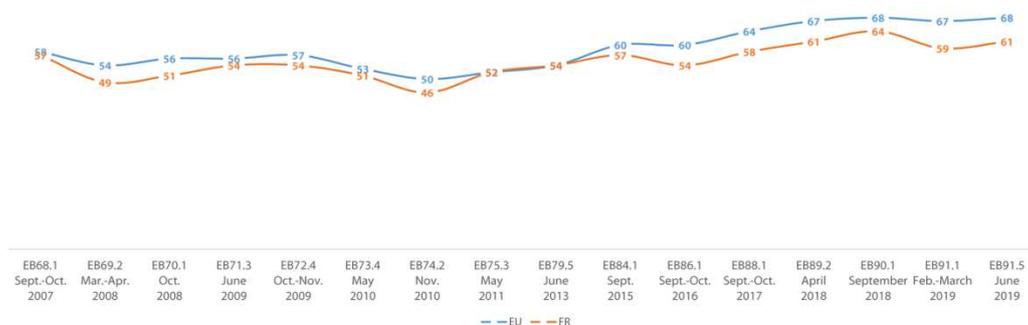


europarl.europa.eu

Assez logiquement, à la question « pensez-vous que votre pays ait globalement bénéficié du fait d’être un Etat-membre ? »²⁸, les Français ont été plus nombreux que les Italiens à répondre par l’affirmative.

Cohérents avec les graphiques précédents, la moyenne française demeure très proche de celle de l’ensemble de l’UE, bien que légèrement inférieure.

Bénéfices de l’appartenance à l’Union européenne Comparaison entre la France et la moyenne de l’Union européenne



europarl.europa.eu

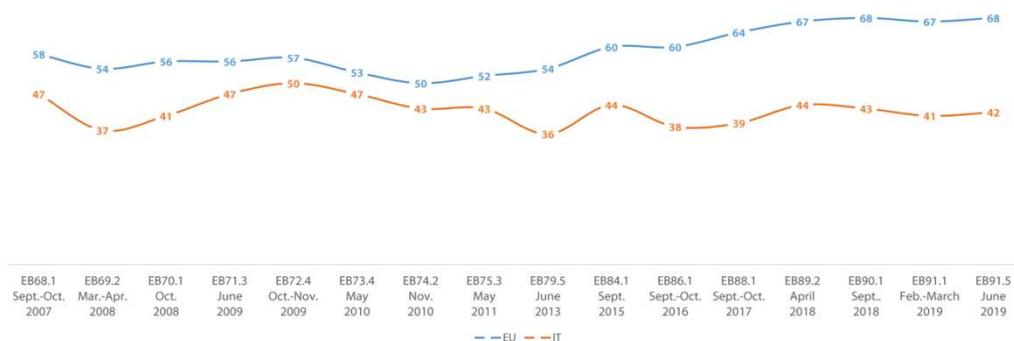
En revanche, la moyenne italienne se situe nettement en dessous de la moyenne européenne, les Italiens estimant donc nettement moins que la plupart des États-membres avoir bénéficié de l’appartenance de leur pays à l’Union européenne.

²⁸ « Taking everything into account, would you say that [France/Italy] has on balance benefited or not from being a member of the EU?

Answer : Total a « Benefited » (%) »

Bénéfices de l'appartenance à l'Union européenne

Comparaison entre l'Italie et la moyenne de l'Union européenne



europarl.europa.eu

Si ce dernier graphique est sans surprise lorsque comparé aux précédents, il est accompagné de détails permettant de mieux comprendre les principales préoccupations des populations françaises et italiennes vis-à-vis de l'UE.

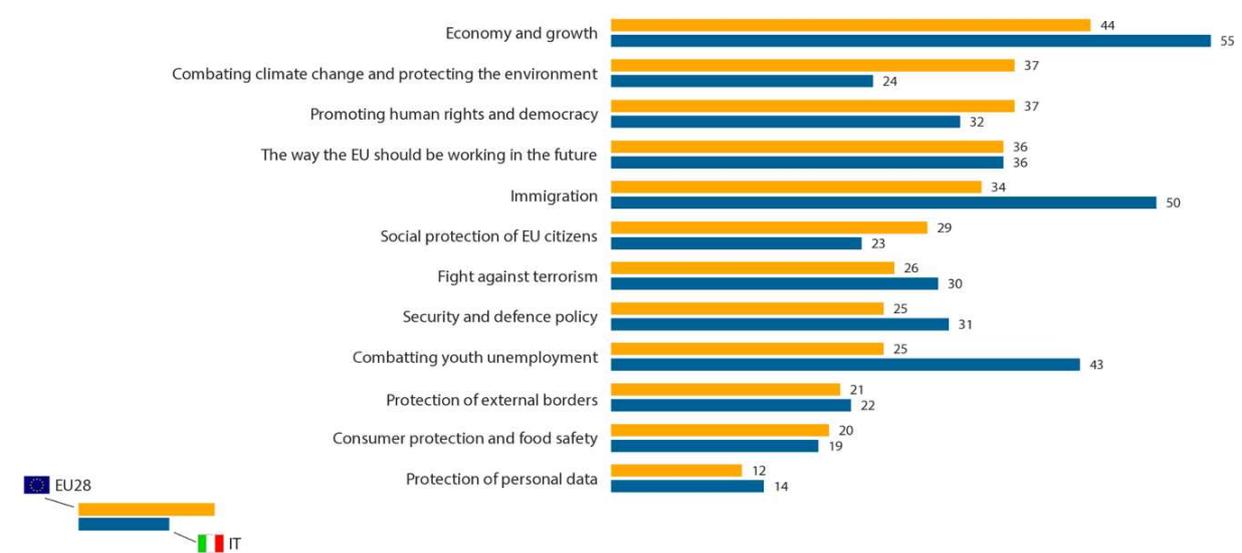
Par ailleurs, cela permet de mettre en lumière les éventuelles divergences d'un pays à l'autre, le contexte national ayant une fois de plus un impact non négligeable sur l'opinion des populations.

Interrogés sur les principaux enjeux expliquant leur vote lors des élections européennes de 2019²⁹, les sondés italiens répondent majoritairement l'argument économique avec l'« économie et la croissance » (55 %) et la « lutte contre le chômage des jeunes » (43 %) ainsi que l'immigration (50 %).

²⁹ « What are the issues which made you vote in the recent European Parliament elections ? Firstly ? And then ? (Max. 6 answers) »

Principaux enjeux ayant motivé le vote lors des élections européennes de 2019

Comparaison entre l'Italie et la moyenne de l'Union européenne

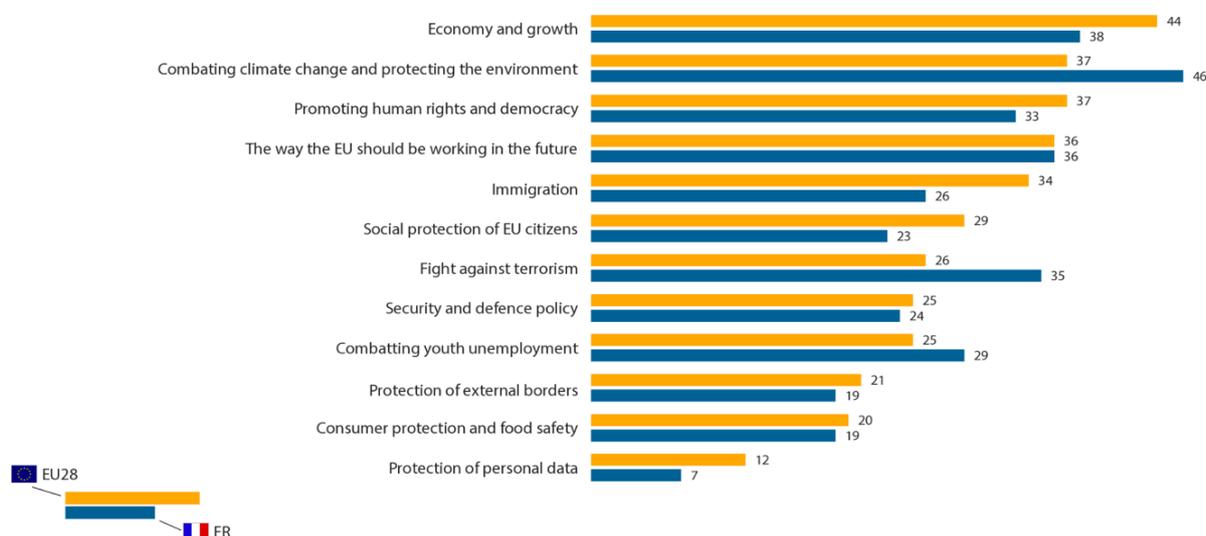


europarl.europa.eu

En Italie, les enjeux économiques et migratoires constituent ainsi les principales raisons évoquées pour justifier le vote lors des élections européennes parmi les réponses données, et se situent ainsi nettement au-dessus de la moyenne des États-membres.

En France, ces deux thèmes représentent un pourcentage significativement moindre avec 38 % et 26 %, la population française avançant d'avantage l'argument environnemental à hauteur de 46 % contre 24 % en Italie.

Principaux enjeux ayant motivé le vote lors des élections européennes de 2019 Comparaison entre la France et la moyenne de l'Union européenne



europarl.europa.eu

Il apparaît donc que ces deux populations entretiennent un rapport différent aux élections européennes, particulièrement visible lors d'une étude du taux de participation, mais ne semblent également pas avoir les mêmes priorités dans leur rapport à l'Union européenne³⁰. Ainsi, on peut se demander s'il est possible pour les partis étudiés de développer une rhétorique commune et, si oui, quels en sont les principaux points de convergence ?

Si ces deux partis se présentent tous deux, dans un cadre régional, national et européen, comme les porte-paroles du peuple, celui-ci est souvent présenté comme lésé par un système politique dont les institutions européennes sont l'une des manifestations. L'une des principales similitudes discursives réside ainsi à n'en pas douter dans la condamnation d'un système instauré par les partis dominants, désignés par ailleurs comme les responsables de ce qui est fréquemment qualifié de campagne de décrédibilisation dont les partis étudiés seraient victimes.

5.1.3. Un discours opposant les souverainistes aux mondialistes

³⁰ Dulphy Anne et Manigand Christine, *La France au risque de l'Europe*, Paris, Armand Colin, coll. L'histoire au présent, 2006

Malgré l'hétérogénéité intrinsèque à la famille politique que constituent les droites radicales européennes dont il est nécessaire de tenir compte dans cette étude, la constitution du groupe Europe des Nations et des Libertés, devenu Identité et Démocratie, au sein du PE permet de mettre en lumière des éléments de discours communs. Parmi ceux-ci, on peut citer la critique du déficit démocratique³¹ d'une Union européenne déconnectée des préoccupations des citoyens, s'insérant dans un discours plus large condamnant un système politique et économique accusé de servir certaines élites³².

C'est sur cette opposition aux « mondialistes », accusés de servir les intérêts de quelques grandes puissances au sein des institutions européennes, que repose en partie la critique de Bruxelles par la LN. Ce point est particulièrement important dans le cadre de cette étude puisque c'est également l'un des principaux points de convergence entre le discours des deux partis.

Le parti italien oppose très clairement ces deux visions de l'Europe et, plus largement, du monde dans son programme pour les élections européennes de 2014. Dans la partie consacrée à la « culture, l'identité et la mondialisation », la Ligue du Nord estime que « la dichotomie est aujourd'hui entre les concepts de mondialisme et d'identité » :

« Les vieilles idéologies (« droite » et « gauche ») sont aujourd'hui à la fois dépassées et trompeuses. [...] Nous comptons sans aucun doute l'Union européenne parmi les acteurs du mondialisme.

Au nom d'un égalitarisme que l'on tente de faire passer pour de l'égalité, tout ceci donne lieu à une uniformisation des us et coutumes, des modèles sociaux, de la communication et des valeurs dans le but d'éloigner l'homme de sa communauté, du peuple auquel il appartient. »³³

³¹ On pourrait apporter des éléments de définition à la notion de « déficit démocratique » en invoquant le fait que « les citoyens peuvent se sentir « dominés » par un système institutionnel dont le fonctionnement est largement incompris et qui ne remplit pas suffisamment la fonction politique de justification des normes et des décisions communautaires. C'est dans ce contexte que s'établit un lien étroit entre la « crise de légitimité » et le fameux « déficit démocratique », cette « crise de légitimité » correspondant aussi et surtout à un « déficit politique ». », Bertoincini Yves et Chopin Thierry dans Bertoincini Yves, Chopin Thierry, Dulphy Anne, Kahn Sylvain et Manigand Christine (dir.), *Dictionnaire critique de l'Union européenne*, Paris, Armand Colin, 2008, p. 105.

³² Kriesi Hanspeter, Lachat Romain (et al.), *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

³³ « Il mondo è cambiato e con esso il senso della sfida politica. Le vecchie ideologie (“destra” e “sinistra”) ormai sono sorpassate e fuorvianti. La dicotomia oggi è tra mondialismo e identità. Fra gli attori del mondialismo inseriamo con convinzione l'Unione Europea. Questa, in nome di un egualitarismo spacciato per uguaglianza, sta portando avanti una omologazione degli usi e dei costumi, dei modelli sociali, della comunicazione e dei valori, con lo scopo di slegare l'uomo dalla sua comunità, dal popolo di cui è parte. », 465

Selon la Ligue du Nord, l'Union européenne serait donc porteuse d'une homogénéisation culturelle tendant à effacer les spécificités nationales. L'échelle nationale est en ce sens déterminante puisque c'est en partie sur ce qui est présenté comme une « dénationalisation »³⁴ que repose la critique de Bruxelles. L'argument économique semble lié aux enjeux migratoires et culturels dans le discours des partis de droite radicale et leur critique des partisans du processus de mondialisation peuplant selon eux les institutions européennes.

Le Manifeste publié par le Front National en amont des élections européennes de 2019 s'appuie sur une même vision manichéenne de l'Europe afin de justifier sa critique de Bruxelles. Selon le parti, il s'agit d'une « différence de conception intellectuelle [...] loin d'être anecdotique »³⁵. Au-delà du « débat fondamental sur la vision de l'homme la place de l'économie, l'organisation des pouvoirs, le devenir de la planète », elle permet également de « [structurer] le nouveau clivage politique qui s'impose non seulement sur la scène française, mais également dans le monde. »

A l'échelle européenne, cette opposition entre les « européistes » et les partisans d'une « Europe des peuples » est présentée comme cruciale par le RN :

*« Plus immédiatement, elle détermine la forme que doit revêtir la construction européenne : soit la vision européiste qui préfigure une conception mercantile d'un grand marché sans limites qui a vocation à s'étendre au-delà des frontières géographiques du continent soit une Europe des peuples unissant dans le respect de leur souveraineté les États-nations dans des cercles de coopérations librement déterminés. »*³⁶

Loin d'être une nouveauté apportée par la constitution d'un groupe politique commun au sein du Parlement européen, ce discours antisystème est l'un des points de convergence majeur entre les deux partis. On peut en ce sens estimer que c'est l'une des passerelles

Elezioni Europee 25 Maggio 2014. Programma elettorale, *op. cit.*, p. 30.

³⁴ « On sait depuis plusieurs années que la dimension européenne s'est progressivement alignée sur un ensemble plus complexe d'enjeux relatifs au rapport qu'entretiennent acteurs politiques et citoyens à l'ouverture internationale et plus généralement au processus de « dénationalisation » : la globalisation économique, la création d'un État supranational avec l'UE ou l'immigration constituent notamment de nouvelles questions interdépendantes qui structurent la compétition partisane à la fois sur la scène européenne et dans l'espace national. », Ivaldi Gilles, *op. cit.*, p. 17.

³⁵ Pour une Europe des Nations. Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe « L'Alliance Européenne des Nations », *Rassemblement National*, 2019, p. 9

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/Manifeste.pdf>

[consulté le 13 septembre 2019]

³⁶ *Ibid.*

idéologiques entre ceux-ci, dont l'idéologie est pourtant fortement empreinte de nationalisme, sur la scène politique européenne.

C'est donc sur la critique d'une instance supranationale mettant selon eux en péril la souveraineté nationale à laquelle ils sont tant attachés que repose la condamnation des institutions européennes.

A l'occasion d'un discours donné à l'Université d'été du parti en 2013, Marine Le Pen dénonce la « soumission » qu'imposerait l'Union européenne à la nation ainsi qu'à la population françaises :

*« C'est retrouver des frontières -enfin !-frontières économiques pour mettre en œuvre un protectionnisme intelligent, ainsi que le font l'immense majorité des pays du globe, frontières migratoires pour contrôler les flux humains et lutter contre les trafics et les réseaux criminels
Tout cela mes amis, suppose la remise en cause sans délai de l'Union Européenne.*

[...]

*Et sans délai, je ferai retirer les drapeaux européens, aujourd'hui symbole de soumission, de nos édifices publics et j'y mettrai partout des drapeaux nationaux !
Ainsi, je ne parle pas de l'Europe pour le plaisir de parler de l'Europe. Mais parce qu'il faut que les Français soient plus nombreux à comprendre qu'on ne peut rien faire sans défaire cette Union Européenne.*

La souveraineté c'est aussi la reconnaissance d'un souverain, au-dessus duquel rien ni personne ne porte. En France ce souverain, c'est le peuple ! »³⁷

Les enjeux économiques sont, aux côtés des questions migratoires, une fois de plus centraux dans la critique de Bruxelles. Le parti français se concentre donc, comme son homologue italien, sur ces deux enjeux afin de justifier sa critique de l'Union européenne et, à travers elle, du processus de mondialisation.

Cela apparaît très clairement durant la campagne pour les cantonales de 2008 lorsque le parti publie une affiche au slogan sans équivoque : « Immigration, baisse du pouvoir d'achat, mépris des Français, délinquance, délocalisations... Marre d'être plumés ? »

³⁷ Marine Le Pen, *Discours à l'Université d'été*, Septembre 2013



Estrepublicain.fr

L'argument économique est donc un point essentiel de la critique de l'UE par les partis de droite radicale, accusée d'être une « arnaque » par le FN durant la campagne pour les européennes de 2009.



Estrepublicain.fr

Bien que cela soit donc loin d'être une nouveauté consécutive à l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti, celle-ci conserve cet argumentaire protectionniste et souverainiste comme en témoigne son intervention durant les élections présidentielles de 2017 :

« Dépossédés de nos choix, notre souveraineté ayant été transférée à d'autres, à des bureaucrates à Bruxelles, dans les couloirs de la Commission, à Francfort, dans les travées de la Banque centrale européenne.

Des bureaucrates dont nous connaissons à peine le nom et que nous n'avons pas élus, des technocrates qui œuvrent chaque jour contre les nations sous l'influence des lobbies et d'une finance mondialisée qui a tous les arguments, y compris sonnants et trébuchants, pour les convaincre de tel ou tel choix. »³⁸

S'il apparaît que cette condamnation d'un système aux mains de technocrates « sous l'influence des lobbies et d'une finance mondialisée » est l'un des points saillants du discours

³⁸ Marine Le Pen, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/05/02/le-discours-de-marine-le-pen-de-la-france-eternelle-a-la-menace-du-chaos_5121139_4854003.html#episode_la-mort-ou-la-survie

[consulté le 3 février 2019]

de la Ligue et du Rassemblement National, c'est également sur celui-ci que repose en partie la critique de l'UE des autres partis étudiés.

Selon Les Identitaires, « les dirigeants de l'Union européenne sont tous issus des élites politiques, et donc souvent technocratiques, nationales ». Si le mouvement reconnaît un besoin de réforme, « il ne s'agit pas tant d'entamer une réforme institutionnelle que de créer un profond changement idéologique », étant ainsi cohérent avec la vocation métapolitique dont il se réclame :

« L'Europe doit se vivre comme une puissance et une civilisation et non comme un simple marché commun. La défense de l'identité des peuples européens et leur épanouissement doivent devenir une préoccupation centrale. Les systèmes politiques, militaires et économiques sont des moyens pour tendre vers ce but et pas des finalités en soi. »³⁹

La dimension identitaire et culturelle est donc sans surprise centrale à la vision européenne du mouvement identitaire. C'est néanmoins l'un des axes rhétoriques majeurs aux discours des partis institutionnalisés que sont la Ligue et le RN, aux côtés des enjeux économiques et migratoires.

Aussi Marine Le Pen déclare-t-elle dans un discours donné durant les élections présidentielles de 2017 que des « prétendues élites ont abandonné l'idée d'un génie propre à la France » :

« Plus de culture française mais un modèle mondialiste, une sorte de sous-culture mondiale qui vise à rendre les hommes uniformes, à rendre la diversité des cultures du monde anachronique, à ne concevoir les rapports humains qu'en termes marchands. »⁴⁰

Le « système » bruxellois est à nouveau présenté comme la cause de cet effacement des spécificités nationales et de l'instauration d'un monde uniquement fondé sur des rapports de nature mercantile. Bruxelles est donc accusée de servir les intérêts de quelques puissants et de favoriser l'immigration, tout cela étant intrinsèquement lié à la dimension identitaire et culturelle prégnante au sein du discours du parti :

³⁹ « Vous vous dites Européens. Êtes-vous pour l'Union européenne ? », Foire aux Questions, *Site Internet Les Identitaires*

www.les-identitaires.com

⁴⁰ Marine Le Pen, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017.

« Ce monde gris, ce monde terne, ce monde reformaté et inhumain, nous n'en voulons pas ! Les institutions européennes de Bruxelles, les médias et ces prétentieux moralisateurs qui se présentent comme les élites veulent nous faire croire que la France n'est plus rien, qu'elle n'est plus capable de rien sans l'Union européenne, sans l'Allemagne, sans les États-Unis, tout ce beau monde-là bien cravaté, souvent né tout habillé, clame que pour s'en sortir la France devrait renoncer à ce qu'elle est, à son modèle et vous à ce que vous êtes. »⁴¹

Les dirigeants des institutions européennes sont ainsi présentés comme agissant à l'encontre des intérêts des populations nationales. Ce même élément de discours se retrouve chez Matteo Salvini lors de son discours annuel à Pontida en 2018 :

« On me dit que l'Union européenne est intouchable car elle garantit la paix entre les peuples : l'idée que le courage de la Ligue se répandra dans tous les autres pays européens est le dernier espoir pour que cette Europe reste vivante.

Ce n'est que si nos idées atteignent toute l'Europe que l'Europe aura l'espoir d'exister. Sinon ils gagnent, ceux pour qui il n'y a pas de frontières et de règles. »⁴²

Le dirigeant de la Ligue condamne donc en les désignant d'un « ils » les dirigeants européens et tous ceux défendant l'Union européenne en l'état. Ces « ils » s'opposent ainsi à un « nous » regroupant les partis défendant une idéologie souverainiste et protectionniste à l'échelle européenne, parmi lesquels on compte les membres du groupe politique ENL.

Ce groupe politique entend donc œuvrer dans l'intérêt des citoyens européens contre « une Union qui rend l'Europe folle »⁴³ aux mains des partisans de la mondialisation.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² « Mi dicono che l'Unione Europea non si può toccare perchè garantisce pace tra i popoli: il fatto che il coraggio della Lega contagherà anche tutti gli altri paesi europei è l'ultima speranza per questa Europa di rimanere viva. Solo e soltanto se le nostre idee arriveranno in tutta Europa l'Europa avrà una speranza di esistere. Altrimenti vincono loro, quelli per cui non esistono confini e regole. Esistono solo diritti e non doveri. »

« Matteo Salvini a Pontida, il discorso integrale dal palco del raduno leghista », *Bergamo News. Quotidiano online*, 1er juillet 2018

Disponible ici : <https://www.bergamonews.it/2018/07/01/matteo-salvini-pontida-discorso-integrale-dal-palco-del-raduno-leghista/285598/>

[consulté le 22 Mai 2020]

⁴³ *Pour une Europe des Nations. Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe « L'Alliance Européenne des Nations »*, op. cit., p. 23.

Ces partis n'attaquent donc pas frontalement l'Union européenne, mais davantage son mode de fonctionnement et ses dirigeants accusés de servir les intérêts de lobbies et de grandes puissances financières. C'est l'un des points essentiels du discours de la Ligue et du RN, ayant tous deux intégré le Parlement européen tout en tenant un discours critique. Il s'agit davantage de condamner l'Union européenne en l'état plutôt que de s'attaquer au principe même d'une Union dont ils comptent parmi les élus.

Ces partis évitent ainsi soigneusement toute critique à l'encontre de la démocratie, mais se présentent à l'inverse comme les défenseurs du principe démocratique au sein d'une Union européenne qui nie celui-ci. Ce soin à ne jamais s'attaquer aux institutions européennes en tant que telles est probablement l'une des manifestations les plus évidentes du processus d'institutionnalisation au sein duquel s'inscrivent la Ligue et le RN.

Les « élites » dirigeantes sont ainsi accusées d'avoir dévoyé le principe même d'Union européenne :

« L'Union Européenne qui a été voulue par ses pères comme une entité d'inspiration fédéraliste à l'image du « modèle » américain a commencé à tendre subrepticement et de manière unilatérale et incontrôlable vers une forme d'État unitaire, jacobin portant une vision quasi impériale d'hégémonie continentale ouvrant vers un grand ensemble mondialisé. »⁴⁴

C'est donc sur cette « recomposition politique de grande ampleur autour du clivage entre les patriotes et les mondialistes »⁴⁵ que s'organise l'affrontement idéologique selon les partis étudiés, à la fois sur la scène nationale et européenne. Selon la délégation RN au sein du Parlement Européen, « l'UE trahit la démocratie et l'objectif de coopération entre nations européennes en tentant de bâtir un État fédéral européen. »⁴⁶

La dimension nationale apparaît ainsi non seulement centrale au discours de la Ligue et du RN mais également comme le moteur de l'alliance supranationale formée par ces partis au sein du Parlement européen.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 12.

⁴⁵ Le Pen Marine, *Discours*, 7 mai 2017

Disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=69v0xMPU-0o>

[consulté le 5 février 2019]

⁴⁶ Annexe 3. Entretien avec Gilles Lebreton, député européen du Rassemblement National.

Cette rhétorique sur le clivage entre les nationaux et les mondialistes est donc naturellement l'un des principaux éléments de la stratégie du RN pour les élections européennes de 2019 présentées comme étant « à côté de la présidentielle, [...] en train de s'imposer comme élection de structuration fondamentale de la politique française »⁴⁷ :

« Ces élections européennes vont achever la recomposition politique que la présidentielle a engagée. Le second tour de la présidentielle a vu la qualification des deux forces alternatives :

Les mondialistes représentés par Emmanuel Macron, d'un côté

Et de l'autre :

Les nationaux dont j'ai eu l'honneur de défendre les couleurs.

*Tout comme la présidentielle qui désigna en quelque sorte le gouvernement LREM et son opposition, Le Front, les élections européennes vont voir resurgir naturellement ce clivage fondamental : mondialistes contre nationaux. »*⁴⁸

Le temps où les élections européennes « apparaissaient [...] comme un scrutin annexe [...] loin derrière la mère des batailles que constitue la présidentielle »⁴⁹ est révolu selon la présidente du Rassemblement National.

La dimension européenne apparaît donc centrale à la stratégie politique du parti français et, plus largement, à celle de l'ensemble des membres du groupe Europe des Nations et des Libertés. On ne peut néanmoins occulter la dimension nationale qui apparaît décisive dans le traitement de la question européenne par les membres d'ENL, puis d'ID.

La critique de Bruxelles est ainsi l'un des pivots du discours de ces partis sur leur scène nationale respective dans la mesure où elle leur permet de critiquer leurs opposants politiques.

5.1.4. La critique de Bruxelles : un argument sur la scène politique nationale

La critique des institutions européennes permet, au-delà d'une remise en cause du fonctionnement de l'UE, d'y insérer une critique des partis politiques traditionnels qui

⁴⁷ Le Pen Marine, *Discours dans l'Orne*, Janvier 2018

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-dans-lorne/>
[consulté le 5 août 2020]

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ *Ibid.*

constituent fréquemment la classe politique dirigeante et appartiennent donc aux « élites » que condamnent les partis étudiés.

La manifestation organisée le 28 février 2015 à Rome réunissant la Ligue du Nord et CasaPound est l'une des illustrations de ce discours propre aux partis d'opposition auxquels appartient alors la LN. Déclarant vouloir lancer « la fronde des petits, des moyens, des artisans, des entrepreneurs et des producteurs », Matteo Salvini souhaite que celle-ci « [parte] de Rome pour conquérir le pays »⁵⁰.

Si ce genre de déclarations renseigne sans conteste sur la stratégie de nationalisation instaurée par le parti, cela met également en lumière la dimension critique prégnante dans le discours de celui-ci. Ainsi Matteo Salvini critique avec véhémence le Premier ministre de l'époque, Matteo Renzi, qui n'est selon lui qu'un « pion » aux ordres de Bruxelles et des « grands » du patronat⁵¹.

Ce n'est pas sans rappeler l'un des points saillants de la critique de ses opposants politiques formulée par Marine Le Pen, accusés de défendre les politiques souhaitées par « des technocrates qui ont tous les pouvoirs à cause des traités que l'ensemble de [ses] principaux concurrents à cette élection ont signé, fait ratifier, parfois même contre votre volonté. »⁵²

Ce qui semble particulièrement intéressant dans le cadre de cette étude est le soutien rapidement affichée par la présidente du Front National par le biais de la publication d'une vidéo sous-titrée en italien sur le compte YouTube officiel de Matteo Salvini :

« *Ciao a tutti !*

*N'ayant pu me joindre à vous, je tenais à vous saluer chaleureusement et à vous adresser ce message de soutien alors que vous vous êtes massivement mobilisés dans les rues de Rome aujourd'hui afin de protester contre les politiques mortifères menées dans toute l'Europe. »*⁵³

⁵⁰ Lyon Carole, « La Ligue du Nord tente de prendre Rome », *Courrier International*, 5 mars 2015
Disponible ici : <https://www.courrierinternational.com/article/2015/03/01/la-ligue-du-nord-tente-de-prendre-rome>

[consulté le 23 mai 2018]

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017

⁵³ « RENZI A CASA ! Messaggio di Marine le Pen [Roma, 28/02/2015] », *Chaîne YouTube de Matteo Salvini*, 3 mars 2015

Disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=_YHFK4xRVe4&list=PLqcweYw9HuEaYKkMZLj-lhS6opzx2rMm2

[consulté le 7 avril 2019]

La critique de la politique menée par les institutions européennes y est clairement l'un des axes idéologiques justifiant le rapprochement entre leurs deux formations :

« Dans nos pays respectifs, le constat est le même. La pléthore de lois créées servent de moins en moins les intérêts des peuples. L'union européenne nous impose son idéologie hybride réunissant le pire du socialisme avec son inflation de normes contraignantes et de restriction des libertés, et le plus brutal ultra-libéralisme à base de concurrence sauvage et de dumping en tous genres.

Plus grave, partout les intérêts de la caste mondialiste prévalent. Une caste prête à tout pour survivre au détriment de tout un continent condamné au chaos socio-économique.

Notre légitime et saine rébellion démocratique, fondée sur des programmes approfondis, clairs et courageux doit l'emporter face à cette folle soumission au diktat des technocrates de Bruxelles. »⁵⁴

Marine Le Pen appelle donc les citoyens italiens et français, et plus généralement européens, à « être fiers de nous, de nos pays, de nos combats ». Elle invite également tous ceux qui l'écoutent à s'« appuyer sur l'énergie exemplaire et la clairvoyance de notre ami Matteo Salvini afin d'enclencher la reconquête. »⁵⁵

Le rapprochement entre les deux formations apparaît ici très clair, et ce avant même la création du groupe ENL au sein du Parlement européen en juin de la même année. Les échelles nationale et européenne sont une fois de plus interdépendantes dans la dimension subversive qui caractérise en grande partie les discours des partis étudiés.

Loin d'être une nouveauté apportée par l'élection d'Emmanuel Macron en France, le système politique en place semble avoir toujours été l'un des axes centraux du discours du FN/RN. Le parti se présente ainsi en 2015 suite aux élections départementales, comme « la seule véritable opposition au système UMPS »⁵⁶.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Le Pen Marine, *Discours*, 1^{er} mai 2015

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-vendredi-1er-mai-2015/>

[consulté le 5 février 2019]

Ainsi, les résultats des élections régionales de décembre 2015 amènent le parti à se féliciter d'avoir mis un terme au « jeu de dupes » qui organisait jusqu'alors la politique française :

« En clair, mes amis, ce soir du 6 décembre, les deux partis l'UMP comme le PS, partis estampillés « de gouvernement » ont donc connu une défaite historique.

Eux qui se croyaient copropriétaires du savoir, de la morale et surtout du pouvoir, ont vu s'enrayer le balancier des fausses alternances : Ump qui succède au Ps, qui lui-même succède à l'Ump, qui succède au PS...

Pour varier la musique et accréditer l'illusion du changement, on se contentait de changer le nom du parti de droite ou de la coalition de gauche. »⁵⁷

Le clivage entre les défenseurs des intérêts nationaux, qualifiés de « patriotes », et les partisans de la mondialisation, « qui accompagnent voire organisent la disparition de notre nation millénaire », structure ainsi le débat politique depuis plusieurs années selon le RN, et ce indépendamment du parti au pouvoir :

« La situation à laquelle nous assistons met en lumière le nouveau clivage politique autour duquel se structure désormais la vie politique française.

Il sépare les mondialistes et les patriotes, entre ceux qui accompagnent voire organisent la disparition de notre nation millénaire et ceux qui travaillent à son renouveau, entre ceux qui se sont résignés à l'effacement et ceux qui se battent, debout sans faillir, pour le rayonnement de notre pays. »⁵⁸

L'opposition traditionnelle entre la droite et la gauche « n'a plus de sens » selon Marine Le Pen, qui présente le vote Front National comme une alternative à celle-ci lors des régionales de 2015 ainsi que pour les élections futures. Cet élément de discours n'est pas sans rappeler le programme de la Ligue du Nord pour les élections européennes de 2014, selon laquelle « les vieilles idéologies (« droite » et « gauche ») sont aujourd'hui à la fois dépassées et trompeuses. »⁵⁹

⁵⁷ Le Pen Marine, *Discours*, 10 décembre 2015

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-a-paris-10-decembre-2015/>

[consulté le 8 janvier 2019]

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ Elezioni Europee 25 Maggio 2014. Programma elettorale, *op. cit.*, p. 30

L'opposition affichée au système politique en place est dont l'un des points de convergence majeur que l'on peut relever entre le parti français et italien. Il convient par ailleurs de souligner que cet élément n'est pas consécutif à l'arrivée à leur tête de Marine Le Pen et de Matteo Salvini mais caractérise bien davantage le discours adopté par le FN et la LN⁶⁰ depuis leur création.

Ces partis entendent ainsi se présenter, aussi bien sur la scène nationale qu'europpéenne, comme des antipartis traditionnels, se plaçant du côté du peuple contrairement aux partis au pouvoir accusés de servir les puissances d'argent.

On retrouve ces mêmes éléments de discours au sein des mouvements de taille moindre étudiés qui livrent, à travers la critique des partis traditionnels, une critique plus large du système politico-économique. Ainsi, on trouve dans un article publié dans *Il Primato Nazionale* une condamnation de la politique menée par le Parti Démocrate italien accusé d'avoir « nié son histoire » :

« Le Parti démocrate post-communiste, niant son histoire, a totalement cédé à la logique du capital [...] avec sa rhétorique sinistre du politiquement correct et la défense paradoxale de la loi et des règles (capitalistes). »⁶¹

Cette critique du système en place, qui s'établit donc aussi bien à l'échelle nationale qu'europpéenne, répond et renforce une défiance croissante des populations à l'encontre de la classe politique dirigeante et permet en partie d'expliquer l'émergence de ces mouvements⁶².

⁶⁰ « Cette analyse rend compte d'une partie de sa stratégie du début des années quatre-vingt-dix, et correspond à la synergie entre son discours et les thèmes de la grande presse d'alors, avec une exécution en règle de la Ire République italienne et de ses élites partisans au nom de l'horizon européen et de la lutte contre la corruption. La Lega Nord, parti nouveau, qui se proclame l'antithèse de la « partitocratie romaine », profite de tous les discours « anti-politiques » des élites universitaires, économiques et politiques, qui inondent alors l'espace public », Bouillaud Christophe. « La Lega Nord, ou comment ne pas réussir à être populiste (1989-2002) », dans Chêne Janine, Ihl Olivier, Vial Eric et Waterlot Ghislain (dir.), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, La Découverte, 2003, p. 133.

⁶¹ Benedetti Valerio, « Marx e Gentile : idealismo è rivoluzione », *Il Primato Nazionale*, 6 janvier 2014 <https://www.ilprimatonazionale.it/primo-piano/marx-e-gentile-idealismo-e-rivoluzione-4444/> [consulté le 8 avril 2019]

⁶² « Un facteur d'ordre politique, le manque de fiabilité de la classe dirigeante qui perpétue sur le marché le processus décisionnel au nom de la devise thatchérienne TINA – There is no alternative – et érode de plus en plus la souveraineté populaire [...] La combinaison de ces facteurs, auxquels on doit ajouter un recul progressif des partis et des institutions traditionnellement à gauche sur les questions plus populaires, a permis à une pensée néopopuliste et conservatrice de se répandre et de renforcer sa propre crédibilité. », Toscano Emanuele, « Le mouvement de CasaPound : la nouvelle droite radicale en Italie », dans Pleyers Geoffrey et 477

Si l'argument économique est l'un des points d'orgue du discours critique tenu par les formations étudiées, au même titre que les enjeux migratoires et identitaires, il convient de se demander quel est le projet européen de ces derniers.

On peut en particulier s'interroger sur la vision européenne des deux partis ayant intégré les institutions européennes, étant même arrivés en tête sur leur scène nationale respective lors des dernières élections européennes.

5.1.5. Un projet commun : l' « Union des nations européennes »

Se défendant tous deux de répondre au qualificatif d'euroseptiques qui leur est fréquemment attribué par le « système » afin de décrédibiliser leurs propositions politiques, ces deux partis se présentent comme les partisans d'une autre Europe.

Réunis au sein du même groupe politique depuis 2015, on peut légitimement s'interroger sur l'existence d'un projet européen commun à ces deux partis.

Les publications du groupe Europe des Nations et des Libertés, devenu Identité et Démocratie en 2019, fournissent un éclairage non négligeable sur ce point. Réunis lors d'un colloque « pour un nouveau projet européen », les députés de la délégation FN du groupe ENL souhaitent en mai 2018 « construire une union des nations européennes »⁶³.

Cet événement est selon eux l'occasion de réaffirmer leur « attachement au principe de souveraineté nationale pour la défense de [leurs] valeurs » ainsi que de revenir sur « les combats menés dans l'intérêt des Français » et « les alternatives [...] proposées face à l'omniprésence de Bruxelles. »

Le Front National profite également de l'organisation de ce colloque pour rappeler ce qui semble être une dynamique souverainiste au sein de l'Union européenne :

Capitaine Brieg, *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme, 2017, p. 208.

⁶³ Pour un nouveau projet européen : construire une union des nations européennes, Communiqué, *Site Internet du Rassemblement National*, 9 mai 2018

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiques/pour-un-nouveau-projet-europeen-construire-une-union-des-nations-europeennes/>
[consulté le 20 mai 2020]

« Partout en Europe, les voix des peuples se font entendre lors de scrutins majeurs : en France, au Royaume-Uni, en Autriche, en Italie et plus récemment en Hongrie, prouvant la vitalité du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. »⁶⁴

La condamnation de Bruxelles apparaît à nouveau centrale au discours tenu par le parti, le projet européen alternatif proposé pouvant se résumer à la lutte contre les principaux axes critiques à l'encontre des institutions européennes :

« Face à l'Union européenne aveugle et sourde aux aspirations des peuples et qui a trahi tous ses principes fondateurs, nous rappellerons les actions menées pour protéger nos économies et nos emplois, assurer la sécurité de nos concitoyens, lutter contre l'immigration massive, afin de construire une Union des nations européennes fondée sur la libre coopération entre les États et le respect de la volonté des peuples. »⁶⁵

L'Union européenne souffrirait donc d'un déficit démocratique selon les partis membres de l'ENL, un discours particulièrement visible dans les publications du groupe politique :

« La Commission européenne se veut « transparente » et « indépendante » dans les décisions qu'elle prend au quotidien pour plus de 500 millions d'Européens. En réalité, c'est le règne de l'opacité, et la soumission aux multinationales comme aux ONG anti-nationales est tous les jours plus évidente. »⁶⁶

Les institutions européennes organiseraient ainsi « l'impuissance collective de nos nations » en s'appuyant sur « une idéologie mortifère, que l'on peut qualifier d'« euromondialiste » ». Cet état de fait justifiant selon le groupe politique « un changement de cap non seulement nécessaire, mais urgent »⁶⁷, il convient de se demander quel est le projet européen souhaité par ce dernier.

Le RN et la Ligue entendent ainsi, par le biais d'une idéologie souverainiste et protectionniste, défendre les intérêts nationaux face à un « système » favorisant les intérêts de grandes puissances et de lobbies. Ce faisant, ces partis souhaitent une fois de plus se faire les

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ « La Commission contre les nations », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°8, octobre 2018, Bruxelles, p. 2.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 3.

défenseurs des populations européennes, se présentant même comme les derniers remparts face à ce « formalisme antidémocratique »⁶⁸.

Cet élément de discours n'attend pas la constitution du groupe politique ENL au sein du Parlement européen pour devenir l'un des points centraux de la critique de Bruxelles formulée par ces partis. En témoigne le programme de la Ligue du Nord pour les élections européennes de 2014 :

*« La Ligue du Nord [...] a, à bien des égards, anticipé et mis en lumière les manquements et les biais de l'Europe qui sont aujourd'hui évidents pour tous. C'est donc en grande partie grâce à la Ligue du Nord que s'est enfin développé en Italie une large réflexion sur l'Union européenne et ses institutions [...] c'est toujours grâce à nous que nous discutons aujourd'hui de ce que devrait être l'Europe de demain, à savoir : une Europe plus démocratique, plus proche des citoyens et de leurs besoins. »*⁶⁹

Le parti italien se félicite ainsi de son rôle critique à l'encontre des institutions européennes et appelle de ses vœux « une autre Europe [...] : l'Europe des peuples et de régions »⁷⁰. Si la dimension régionale rappelée ici est une référence évidente à la vocation régionaliste historique du parti, sans que celle-ci ne soit pour autant caractéristique de sa politique depuis plusieurs années, l'idée d'une « Europe des peuples » semble être partagée par les deux partis.

Les Identitaires opèrent également une distinction entre une Europe qu'il convient de protéger et une Union européenne œuvrant à l'encontre des intérêts des populations européennes. Si la dimension nationale est sans surprise intrinsèque au discours européen du mouvement identitaire, celui-ci appelle également à défendre « le principe de la France des régions dans l'Europe des peuples » :

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ « Da questo punto vista, infatti, la Lega Nord è veramente il Movimento antesignano, poiché ha, per molti aspetti, anticipato i tempi e soprattutto evidenziato le manchevolezze e le distorsioni europee che oggi sono chiare a tutti. Ed è quindi soprattutto per merito della Lega Nord che in Italia si è finalmente dato il via a un'ampia riflessione sull'Unione Europea e le sue istituzioni; senza poter essere smentiti, è sempre grazie a noi che oggi si discute di come dovrebbe essere l'Europa del futuro, ossia: un'Europa più democratica, più vicina ai cittadini e ai loro bisogni. Un'altra Europa è possibile: l'Europa dei popoli e delle Regioni. » Elezioni Europee 25 Maggio 2014. Programma elettorale, *op. cit.*, p. 2.

⁷⁰ *Ibid.*

« Pour que l'Europe soit une véritable force politique, culturelle, militaire et économique, la construction de l'Europe n'a de sens que si elle protège notre civilisation et ses composantes.

Défendant le principe de la France des régions dans l'Europe des peuples, nous plaidons pour l'application pleine et entière du principe de subsidiarité en matière de construction européenne : n'est délégué à l'échelon supérieur que ce qui ne peut pas être réalisé par l'échelon inférieur.

À cette condition, l'Europe pourra enfin bénéficier du dynamisme de ses régions et de l'énergie de ses peuples pour se doter d'une ambition politique à la hauteur de son héritage : une Europe fédérée et puissante, capable de faire contrepoids aux nouveaux empires et de jouer son rôle de point d'équilibre de la planète. »⁷¹

La notion d'« Europe des peuples » semble donc centrale au discours européen des mouvements étudiés. Le groupe ENL milite ainsi pour une transformation de l'Union européenne reposant sur l'idée d'une « alliance européenne des nations » au sein de laquelle les prérogatives nationales primeraient sur les institutions européennes. Cela est particulièrement évident dans une partie du Manifeste intitulée « Sauver l'Europe de l'Union européenne », illustrant clairement la distinction opérée par le groupe ENL entre une Europe qu'il est nécessaire de protéger d'une Union européenne nuisant aux intérêts des populations :

« L'Alliance Européenne des Nations sera d'abord celle de la fierté des peuples européens, chacun sur son territoire, dans ses frontières, fort d'une unité interne qui l'ouvre au monde. Elle sera l'alliance de tous ceux qui choisissent l'Europe pour y réaliser le destin de leur Nation, y affirmer la singularité continentale et la continuité d'un projet de civilisation. Les pays européens trouveront dans l'Alliance Européenne des Nations, une organisation à leur seul service et au service de leur peuple. »⁷²

Le Mouvement pour une Europe des Nations et des Libertés organise ainsi une « Fête des Nations » au mois de mai, se félicitant de réunir des représentants de l'ensemble des partis

⁷¹ « Êtes-vous pour la construction européenne ? Êtes-vous pour une Europe fédérale ? », Foire aux Questions, *Site internet Les Identitaires* www.les-identitaires.com

⁷² *Pour une Europe des Nations. Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe « L'Alliance Européenne des Nations »*, op. cit., p. 20.

membres, parmi lesquels Matteo Salvini lors de la première édition en 2018⁷³. Il convient malgré tout de noter l'absence de Matteo Salvini et de Geert Wilders à cet événement, le leader de la Ligue du Nord se trouvant alors en pleines négociations gouvernementales.

La primauté de la souveraineté nationale est donc l'un des éléments centraux du discours du groupe politique. Les membres de la délégation RN au sein du groupe ENL appellent ainsi à une « Europe de la coopération », reposant sur le principe d'une « Europe à la carte où chaque État serait libre d'accepter ou refuser chaque règlement, chaque directive ou chaque programme d'action européen. »⁷⁴

Le rôle de la Commission européenne se verrait largement diminué au sein de cette autre Europe, « transformée en simple secrétariat permanent, dont le monopole d'initiative législative serait transféré au Conseil. »⁷⁵ Ainsi, seuls le Conseil des Chefs d'État et de gouvernements et le Parlement Européen seraient des « organes de décision », dans la mesure où ils « détiennent seuls la légitimité démocratique »⁷⁶.

La condamnation de l'Union européenne au motif que celle-ci serait une manifestation d'un système desservant les intérêts des populations est donc un argument électoral majeur pour ces partis, aussi bien à l'échelle locale, nationale qu'europpéenne. La dimension nationale est par ailleurs indissociable du discours européen tenu par ces partis dans la mesure où celui-ci repose en grande partie sur une primauté de la souveraineté nationale sur les institutions européennes.

Bien que l'importance de l'aspect souverainiste au sein de leur discours impose *de facto* des variations d'un pays à l'autre, la défense des intérêts des populations se révèle être un véritable fil rouge dans le discours de ces partis.

C'est donc sur cette condamnation des institutions européennes et de leur « déficit démocratique » que repose en grande partie la critique formulée par ces partis qui opère une distinction entre les concepts d'Union européenne et d'Europe.

⁷³ Communiqué de Presse du Mouvement pour une Europe des Nations et des Libertés, *Site internet du Rassemblement National*, 20 avril 2018

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiqués/communiqué-de-presse-du-mouvement-pour-une-europe-des-nations-et-des-libertés/>

[consulté le 21 avril 2020]

⁷⁴ Annexe 3. Entretien avec Gilles Lebreton, député européen du Rassemblement National

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ *Pour une Europe des Nations. Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe « L'Alliance Européenne des Nations »*, *op. cit.*, p. 25.

Fréquemment qualifiés d' « eurosceptiques » par la plupart des commentateurs politiques, il s'agit en réalité bien davantage d'un rejet du fonctionnement et des dirigeants des institutions européennes que de la notion d'Europe. Selon ces partis, celle-ci doit au contraire être protégée de politiques européennes qui nuisent non seulement à son rayonnement sur la scène internationale mais également aux citoyens des États membres la composant.

Si ce projet d'une Europe des nations et des peuples est partagé par les deux partis étudiés et siégeant au sein du Parlement européen, on peut se demander si le discours de ces partis a évolué depuis la création du groupe ENL.

5.2. La campagne pour les élections européennes de 2019

Arrivés en tête dans leur pays respectif avec 34,26 % et 23,34 % des suffrages exprimés, la Ligue et le Rassemblement National sont en 2019 les premières forces nationales au sein du Parlement européen, mais également les principaux contributeurs de sièges d'eurodéputés à leur groupe politique

Les élections européennes semblent donc être un enjeu de taille pour ces partis, en particulier les élections de 2019 puisque celles-ci permettent à la Ligue de devenir le parti le plus important de son groupe politique au sein du PE devant le Rassemblement National.

Ces partis investissent ainsi clairement l'échelle européenne et les liens existant entre ceux-ci témoignent d'une volonté de forger des alliances dans une optique transnationale. En ce sens, la campagne pour les élections européennes de 2019 fournit un angle d'étude pertinent dès lors que l'on s'attache à comprendre les réseaux européens de droite radicale, réunis au sein du groupe parlementaire Europe des Nations et des Libertés, renommé Identité et Démocratie, dont le soutien mutuel a été clairement affiché dans un contexte électoral.

L'ENL apparaît ainsi comme l'une des évolutions majeures entre la campagne électorale de 2019 et les précédentes dans la mesure où la Ligue et le RN en sont tous deux membres et partagent nécessairement des éléments de discours communs.

Il convient donc de se demander quels sont les principaux thèmes et arguments employés par ces partis lors des élections européennes de 2019, et si ceux-ci constituent une évolution par rapport à la campagne de 2014 ?

5.2.1. La Ligue : le « bon sens » en Europe



Contrairement aux précédentes élections européennes, il convient de souligner que le programme pour ces élections n'est pas publié sur le site du parti. Si la Ligue du Nord rend accessible l'intégralité des trente-neuf pages de son programme électoral en 2014, le document est bien moins détaillé lors des élections suivantes et n'est pas en libre accès.

Bien que les propositions de la Ligue ne tiennent plus qu'en neuf pages, on retrouve des éléments de langage communs avec le document publié en 2014.

La Ligue entend dès le premier paragraphe s'opposer à « l'Europe des lobbies et des bureaucrates »⁷⁷, se présentant une fois de plus comme le défenseur des intérêts des populations européennes, et en particulier de la population italienne. Il est temps, selon le parti, « de mettre un terme aux privilèges systématiquement accordés à la France et l'Allemagne »⁷⁸, qui ne se départit ainsi pas de la dimension nationaliste inhérente à son discours.

La Ligue fonde donc à nouveau ses propositions électorales sur un rejet d'une Union européenne « aux pouvoirs occultes », servant en premier lieu les intérêts de quelques puissants lobbies.

La dimension économique apparaît ainsi centrale au programme du parti dans le cadre des élections européennes de 2019, puisqu'elle constitue à la fois un axe critique majeur de l'Union européenne mais également l'un des points centraux des propositions. La Ligue souhaite ainsi, non pas une sortie de l'Union européenne, mais de rediscuter « de tous les traités afin de redonner aux États la liberté de décider de leur propre politique économique ». Le parti propose ainsi un souverainisme économique s'étendant non seulement au domaine financier mais à d'autres secteurs, en premier lieu l'agriculture. La Ligue ne se départit donc pas de ce qui apparaît comme une constante rhétorique et idéologique, à savoir un nationalisme certain, et ce peu importe l'échelle des élections concernées.

Selon cette logique, l'immigration, fréquemment liée par le parti à des enjeux sécuritaires, demeure l'un des points centraux de leur programme politique et mérite à ce titre d'être détaillé dans une partie consacrée.

⁷⁷ Capone Luciano et Stagnaro Carlo, « Il programma della Lega non è pubblico ma esiste (e riporta le lancette al 1861) », *Il Foglio quotidiano*, 24 mai 2019

Disponible ici : <https://www.ilfoglio.it/politica/2019/05/24/news/il-programma-della-lega-non-e-pubblico-ma-esiste-e-riporta-le-lancette-al-1861-256728/>

[consulté le 11 août 2020]

⁷⁸ *Ibid.*

La condamnation d'une Union européenne « lointaine et obscure », allant à l'encontre des intérêts des nations et des citoyens n'est pas une nouveauté dans le discours du parti, celui-ci se plaignant déjà d'un « déficit démocratique » en 2014⁷⁹. Il apparaît par ailleurs que la teneur du programme pour les européennes n'a que peu évolué de 2014 à 2019, le parti s'appuyant toujours sur des enjeux économiques, migratoires et civilisationnels afin de justifier sa critique de Bruxelles.

Cela étant, l'une des évolutions majeures réside sans conteste dans la place occupée par la question de la monnaie unique dans le programme des partis étudiés, en particulier le RN, entre ces deux campagnes électorales.

5.2.2. La question de l'Euro

La monnaie unique occupe une place de choix dans le programme de la LN pour les élections européennes de 2014. Le parti souhaite alors une sortie pure et simple de l'Italie de la zone euro, celle-ci ayant « privé l'Europe du principal outil permettant de faire face aux effets dramatiques de la crise économique qui a éclaté aux États-Unis en 2008 »⁸⁰ :

« Ceux qui voulaient l'euro s'inscrivent dans un alignement quasi idéologique, allant de la droite à la gauche italienne et européenne, et sont prêts à mentir, encore aujourd'hui, afin de ne pas admettre qu'il s'agissait d'une erreur criminelle, étudiée avec soin pour orienter les peuples d'Europe vers leur idée d' « unification » »⁸¹

Le discours européen de la LN est largement marqué par la question de l'euro lors de cette campagne, en témoigne le slogan « Basta Euro » laissant peu de doute sur la position alors adoptée par le parti.

⁷⁹ « IL DEFICIT DEMOCRATICO DELL'UE

Sempre più spesso sentiamo invocare – o invochiamo noi stessi – l'Europa: è colpa dell'Europa, ce lo chiede l'Europa, è una norma europea che... Ebbene, l'Unione Europea (UE) è un'entità lontana, oscura, ma nient'affatto astratta. », Elezioni Europee 25 Maggio 2014. Programma elettorale, *op. cit.*, p. 3.

⁸⁰ « La scelta di uscire dall'euro è indifferibile; aver voluto imporre una moneta unica per le economie differenti dei diversi Stati dell'UE ha, di fatto, privato l'Europa del principale strumento utile ad affrontare i drammatici effetti della crisi economica scoppiata negli Stati Uniti nel 2008. », *Ibid.*, p. 15.

⁸¹ « Chi ha voluto l'euro, parte di uno schieramento quasi ideologico trasversale alla destra e alla sinistra italiana ed europea, è disposto a mentire, ancora oggi, pur di non ammettere che si è trattato di un errore criminale, studiato con premeditazione per indirizzare i popoli europei verso la loro idea di « unificazione » », *Ibid.*



Leganord.org

La Ligue du Nord souhaite ainsi que l'Italie s'affranchisse de la monnaie unique lors de la campagne pour les élections européennes de 2014. Si ces positions ont évolué depuis, elles justifient en partie le rapprochement opéré avec CasaPound au sein de *Sovranità*.



Roma.corriere.it

La proximité idéologique sur les questions européennes entre les deux formations est alors manifeste. Néanmoins, si la Ligue tend à nettement moins fonder sur discours sur le sujet de l'Euro, CPI y demeure fidèle lors de la campagne pour les élections européennes de 2019.



Twitter @CasaPoundNapoli

Le mouvement romain reprend ainsi le slogan de la Ligue du Nord en 2014 et y ajoute son souhait de voir se réaliser un « Italexit », c'est-à-dire non seulement une sortie de l'Italie de la monnaie unique mais également de l'Union européenne.

Les deux premiers points de leur programme intitulé « pour la reconquête nationale » concernent l'Union Européenne, et vise plus précisément à sortir de la zone euro au motif que celui-ci sert des intérêts privés au détriment des intérêts nationaux :

« L'euro est un mécanisme au service de groupes privés et de nations hostiles qui s'approprient le bien public italien avec des privatisations contrôlées, étouffent les citoyens, détruisent l'épargne, multiplient les dettes et dévastent l'État-providence. »⁸²

CPI déplore donc que la monnaie unique soit non seulement au service d'intérêts privés mais permettent également de favoriser le « développement de certaines nations au détriment d'autres »⁸³.

La monnaie unique européenne devrait ainsi être remplacée par une « monnaie souveraine italienne » dont le monopole de l'émission serait confié à la Banque d'Italie.

Le mouvement condamne ainsi la monnaie unique et plus largement l'Union européenne qu'il juge liberticide et, comme dans le cas des autres partis étudiés, desservant les intérêts des populations nationales. « La sortie de l'Italie de l'Union européenne et ses contraintes folles qui étouffent nos libertés »⁸⁴ leur apparaît donc être une absolue nécessité.



Casapounditalia.org

⁸² « L' Euro è un meccanismo al servizio di gruppi privati e nazioni ostili che espropriano il bene pubblico italiano con privatizzazioni pilotate, tengono sotto strozzo i cittadini, distruggono il risparmio, moltiplicano il debito e devastano lo Stato Sociale. », Programme pour les élections européennes 2019, Site internet de CasaPound

Disponibile ici : <https://www.casapounditalia.org/il-programma/>
[consulté le 12 septembre 2019]

⁸³ Ibid.

⁸⁴ « Uscita dell'Italia dalla Unione Europea e dai suoi folli vincoli che soffocano le nostre libertà. », Ibid.

Par ailleurs, CPI déplore l'appartenance de la nation italienne à une UE l'empêchant de mettre en place des partenariats avec d'autres nations en lui dictant sa politique économique :

« Au fil des ans, l'Union européenne s'est révélée être une ennemie de notre nation et une arme aux mains de groupes financiers supranationaux œuvrant à la destruction de notre identité et de notre économie, publique et privée.

En dehors de la cage qu'est l'Union européenne, il y a le reste du monde avec lequel commercer et collaborer DANS NOTRE INTÉRÊT et A NOS CONDITIONS. »⁸⁵

Le reste du monde dont fait mention CasaPound cible essentiellement « la Russie (partenaire stratégique pour les ressources) et le Japon (partenaire stratégique dans le domaine technologique) », avec lesquels il faudrait nouer des « accords bilatéraux »⁸⁶.

Si certains éléments de discours sont conservés par la Ligue lors de la campagne pour les élections européennes de 2019, CPI ne souhaite pas une simple révision des traités européens mais leur annulation :

« Annulation de tous les traités européens, de toutes les règles et réglementations, de tous les quotas de production imposés à nos entreprises. »⁸⁷

Les positions de CasaPound sont en ce sens très proches de celles défendues par la LN lors des élections législatives de 2013 en Italie et les européennes de 2014.

Ainsi, le parti de Matteo Salvini porte en 2013, tout comme son futur allié au sein du gouvernement formé en 2018, le M5S, un projet de referendum sur le maintien de l'Italie dans la zone euro. Si la dimension nationale est, comme vu précédemment, centrale au sein du discours des partis étudiés lors de la campagne pour les élections européennes, les enjeux européens sont également importants lors des élections nationales⁸⁸.

⁸⁵ « L'Unione Europea si è dimostrata negli anni nemica della nostra nazione e arma in mano a gruppi finanziari sovranazionali che operano per la distruzione della nostra identità e della nostra economia, pubblica e privata.

Fuori dalla gabbia della Unione Europea c'è il resto del mondo con cui commerciare e collaborare NEL NOSTRO INTERESSE e ALLE NOSTRE CONDIZIONI. », *Ibid.*

⁸⁶ « Accordi bilaterali forti con le nazioni fuori dalla Unione Europea, con assoluto riguardo alla Russia (partner strategico per le risorse) e al Giappone (partner strategico tecnologico). », *Ibid.*

⁸⁷ « Conseguente cancellazione di tutti i trattati europei, di tutte le regole e regolamenti, di tutte le quote di produzione imposte alle nostre imprese. », *Ibid.*

⁸⁸ « les questions directement liées aux politiques de l'UE, comme l'emploi et des politiques économiques, ont joué un rôle clé dans cette campagne. Dans une large mesure, les élections ont constitué un référendum sur la discipline budgétaire et les réformes structurelles demandées par l'Europe. La réponse des électeurs

L'idée d'une consultation sur la monnaie unique demeure un projet défendu par la Ligue qui souhaite que celui-ci prenne place « dans tout le Nord ». Afin de justifier la tenue de ce referendum, Matteo Salvini condamne une monnaie « à l'origine du désastre, de l'appauvrissement et du chômage » :

« Nous nous retrouvons chaque jour bombardés de déclarations qui prédisent des catastrophes financières et sociales si nous sortons de l'euro. C'est-à-dire d'une monnaie qui est vraiment à l'origine du désastre, de l'appauvrissement et du chômage. La propagande des partisans de l'Union soviétique européenne a préféré effrayer l'opinion publique d'une manière intolérable. »⁸⁹

C'est en partie sur les positions du FN et de la LN sur ces enjeux que se justifie selon Matteo Salvini la constitution d'un groupe politique commun au sein du Parlement européen. Selon Lorenzo Fontana⁹⁰, alors chef de la délégation de la Ligue du Nord, leur rapprochement s'appuie sur une volonté commune de « sortir de l'euro, en finir avec cette Europe de la bureaucratie [...] et mener des politiques différentes sur l'immigration clandestine. »⁹¹

Cette question économique semble ainsi être au cœur du rapprochement entre les deux partis, ce que confirme le message de soutien de Marine Le Pen à la suite de la manifestation romaine du 28 février 2015 :

italiens est dépourvue de toute ambiguïté : gauche et droite confondues, les partis opposés au pacte budgétaire et à la poursuite de l'austérité ont obtenu 60% des suffrages exprimés. », Dehousse Renaud, « L'Europe aux urnes. Les enseignements des élections italiennes de 2013 », *Institut Jacques Delors Policy paper*, n°92, 16 mai 2013, p. 9.

⁸⁹ « Ci troviamo quotidianamente bombardati da dichiarazioni che vaticinano disastri finanziari e sociali qualora uscissimo dall'euro. Ovvero da una moneta che sta causando veramente disastri, impoverimento e disoccupazione. La propaganda imperante dei seguaci dell'Unione Sovietica Europea ha deciso invece di spaventare l'opinione pubblica in maniera intollerabile [...]. », « Domani e domenica referendum sull'euro nei gazebo delle Lega », *L'indipendenza nuova*, 16 mai 2014.

<https://www.lindipendenzanuova.com/domani-e-domenica-referendum-sulleuro-nei-gazebo-della-lega/>
[consulté le 24 novembre 2020]

⁹⁰ Né le 10 avril 1980, Lorenzo Fontana est membre de la Ligue du Nord, parti au sein duquel il siège en tant que député européen depuis 2009, avant d'intégrer le gouvernement Conte I en 2018. Il y est d'abord chargé des Affaires familiales et du Handicap avant de se voir confiées les Affaires européennes.

⁹¹ « Le Front national et la Ligue du Nord veulent s'unir à Strasbourg », *Le Monde*, 24 janvier 2014
Disponible ici : https://www.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/01/24/le-front-national-et-la-ligue-du-nord-veulent-s-unir-a-strasbourg_4354241_4350146.html

[consulté le 11 juin 2019]

« Leur politique d'austérité étouffe nos économies, font exploser le chômage, la pauvreté et tue l'envie d'entreprendre et d'innover.

Croulant sous le poids d'une logique bureaucratique et d'un matraquage fiscal, les États se ruinent dans des gaspillages inouïs dans le but avoué de sauver l'Euro et laissent les peuples seuls, abandonnés au vent mauvais de la mondialisation sauvage, privés de prospérité, de souveraineté et de frontière. »⁹²

Le slogan du FN lors de la campagne pour les élections européennes de 2014 oppose clairement Bruxelles aux intérêts nationaux en disant « NON à Bruxelles [mais] OUI à la France ».



Lemonde.fr

La condamnation de la monnaie unique est en 2014 l'un des arguments des partis étudiés afin de justifier leur critique d'une Union européenne œuvrant au détriment des populations nationales, comme le déclare Marine Le Pen en 2013 :

« Monnaie unique, monnaie inique, invention allemande qui correspond provisoirement aux intérêts de l'Allemagne, ou plus exactement aux intérêts du grand patronat allemand, mais qui défait nos pays, qui défait, vide de son énergie industrielle et

⁹² « RENZI A CASA ! Messaggio di Marine le Pen [Roma, 28/02/2015] », *op. cit.*

agricole la France. Machine à détruire notre compétitivité et nos exportations, à fabriquer du déficit.

[...]

Si 95% des nations maîtrisent leur monnaie et leur politique monétaire, la France aura les capacités de le faire elle-aussi demain ! Comme elle l'a fait durant des siècles hier.

Je refuse de voir mon pays mourir pour les beaux yeux de la Banque centrale de Francfort.

[...]

Si le patriotisme économique ne plaît pas à l'Union européenne, et bien nous nous passerons de l'Union européenne, parce que nous voulons le meilleur pour la France ! »⁹³

Le FN/RN se détache néanmoins de ses positions les plus radicales sur la scène européenne, ce qui semble être l'une des manifestations de la stratégie de dédramatisation du parti. La sortie de l'euro, auparavant l'un des fers de lance des campagnes européennes du parti, est ainsi progressivement abandonnée car jugée trop anxiogène. Ce sujet est ainsi l'un des points discutés lors du séminaire tenu en juillet 2017⁹⁴, afin d'engager la transformation profonde du parti souhaitée par Marine Le Pen au lendemain de sa défaite au second tour des élections présidentielles. Principalement incarné par Florian Philippot, alors vice-président du parti, le projet de sortie de l'euro y est alors présenté comme étant l'une des raisons ayant mené à l'échec du parti lors de ces élections.

Ce changement d'orientation est donc particulièrement visible après les élections présidentielles de 2017, en même temps que le changement de nom du parti à l'été 2018, point d'orgue de cette stratégie d'institutionnalisation.

Il ne s'agit donc plus de sortir de la monnaie unique, voire de sortir purement et simplement de l'Union européenne, mais davantage de porter un projet de refonte de ses institutions et de l'euro.

⁹³ Marine Le Pen, *Discours à l'Université d'été*, Septembre 2013.

⁹⁴ « Le Front National (FN) devait jeter les bases de sa refondation sur fond de profonde crise politique post-électorale [...] les responsables frontistes ont découvert le compte rendu des travaux des sept commissions de travail thématique. Elles avaient la charge de faire l'autopsie politique, technique et logistique des réussites et des ratés électoraux de la présidentielle et des législatives. », de Boni Marc et Galiero Emmanuel, « Le nouveau FN mettra l'accent sur les frontières plutôt que sur l'euro », *Le Figaro*, 22 juillet 2017

Disponible ici : <https://www.lefigaro.fr/politique/2017/07/22/01002-20170722ARTFIG00140-le-nouveau-fn-mettra-l-accent-sur-les-frontieres-plutot-que-sur-l-euro.php>

[consulté le 22 août 2019]

Le RN condamne dans sa campagne pour les élections européennes de 2019 « l'euro tel qu'il fonctionne aujourd'hui »⁹⁵ et non plus le principe même d'une monnaie unique européenne. Selon le parti, il convient de réformer le fonctionnement de la zone euro afin que la création monétaire soit davantage en adéquation avec l'économie nationale :

*« Il faut donc modifier le fonctionnement de la zone euro afin d'aligner la création monétaire sur les besoins de l'économie réelle, par exemple en augmentant la proportion de la dette nationale que peuvent détenir les banques centrales nationales. »*⁹⁶

Les questions économiques sont ainsi, aux côtés des enjeux migratoires, au cœur du discours critique de ces partis lors de la campagne pour les élections européennes de 2019. Si le fonctionnement de la zone euro est certes l'un des points majeurs de cette condamnation des politiques européennes, le budget européen apparaît également comme l'un des arguments justifiant une refonte de l'UE.

Le budget européen est présenté, comme pour le reste des autres thèmes de campagne, comme incompatible avec les intérêts nationaux, en témoigne le bras de fer entre le gouvernement italien et la Commission européenne en 2019⁹⁷.

La question du budget européen est également abordée par le Rassemblement National dans son projet publié à l'occasion des élections européennes de 2019 :

*« Parmi les dépenses actuelles de l'Union européenne, beaucoup pourraient – et devraient – être supprimées car elles empiètent sur la souveraineté des Etats ou se révèlent nuisibles. Ainsi, on pourrait économiser des milliards d'euros en mettant fin à la politique d'élargissement (crédits d'instrument d'aide à la pré-adhésion), en supprimant l'aide à la Turquie pour son chantage sur les migrants (1,5 milliard d'euros), en supprimant de très nombreuses et coûteuses agences européennes inutiles, etc. »*⁹⁸

⁹⁵ « Pour une Europe des Nations et des Peuples. Projet – Élections européennes 2019 », *Site internet du Rassemblement National*, p. 15

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/programme-euro2019.pdf> [consulté le 11 septembre 2019]

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ Giuffrida Angela et Tondo Lorenzo, « Italy avoids EU sanctions after reaching 2019 budget agreement », *The Guardian*, 19 décembre 2018

Disponible ici : <https://www.theguardian.com/world/2018/dec/19/italy-avoids-eu-sanctions-after-reaching-2019-budget-agreement>

[consulté le 9 juillet 2019]

⁹⁸ « Pour une Europe des Nations et des Peuples. Projet – Élections européennes 2019 », *Site internet du Rassemblement National*, *op. cit.*, p. 3.

La monnaie unique s'insère ainsi dans le discours de ces partis visant à se présenter comme les défenseurs des intérêts du peuple. La dimension nationale est une fois de plus prégnante au sein de ce discours critique du fédéralisme européen, les intérêts nationaux étant présentés comme incompatibles avec les politiques européennes.

Le projet d'une Europe des peuples défendu par ces deux partis constitue donc une évolution majeure quant à leur positionnement sur ces enjeux. Partisans d'une sortie de l'Union européenne lors des élections de 2014, les élections européennes de 2019 sont en ce sens révélatrices d'un nouvel axe de revendications.

5.2.3. Un projet européen par le prisme souverainiste : l'Europe des peuples

Se présentant toujours comme les défenseurs des intérêts des populations nationales face à une Commission européenne dirigée par des technocrates aux mains de puissances financières et de lobbies, ces partis semblent néanmoins atténuer leur opposition en n'étant plus simplement opposé au principe même d'une coopération européenne mais davantage à l'Europe en l'état.

Ainsi, la Ligue appelle à ce que l'« Italie relève la tête » lors de la campagne pour les élections européennes de 2019, proposant ainsi de rendre sa fierté à la nation italienne et à sa population.



Leganord.org

Reprenant son slogan pour les élections législatives de 2018, le parti se veut être le garant du « bon sens », appliqué ici à l'Europe entière.



Leganord.org

Délaissant toutefois ses slogans les plus radicaux, la Ligue souhaite toujours se faire le défenseur du principe de souveraineté nationale, étant en ce sens cohérent avec le discours tenu lors des élections italiennes de 2018 :

« Notre Constitution définit clairement dans ses Principes fondamentaux (article 11) que l'Italie peut renoncer aux espaces de souveraineté au profit des organisations internationales qui visent à réaliser la paix et la justice entre les nations. L'UE ne fait pas partie de ces organisations. »⁹⁹

⁹⁹ « La nostra Costituzione definisce chiaramente nei suoi Principi Fondamentali (art. 11) che l'Italia può rinunciare a spazi di sovranità in favore di organizzazioni internazionali che abbiano quale obiettivo il raggiungimento della pace e della giustizia fra le nazioni. La Ue non rientra tra queste organizzazioni. », Elezioni 2018 Programma di Governo Salvini Premier, *Site internet de la Ligue*, p. 9
Disponibile ici : <https://www.leganord.org/politiche2018>
[consulté le 12 février 2019]

L'Union européenne n'aurait donc pas à cœur, selon le parti, les intérêts des populations mais bien davantage, comme évoqué précédemment, ceux de puissances financières servies par divers lobbies. Cet axe critique de l'Union européenne apparaît être une constante entre les campagnes menées par le parti lors des élections européennes de 2014 et 2019, mais également lors des élections italiennes de 2018 ayant porté le parti au pouvoir.

L'une des affiches de la Ligue en 2019 présente ainsi le vote en faveur du parti comme une opposition affirmée aux « bureaucrates, banquiers, bien-pensants » dirigeant les institutions européennes et dictant leurs politiques. L'emploi du terme « barconi » fait quant à lui référence aux embarcations de migrants tentant de rejoindre l'Italie et montre la place centrale qu'occupent les enjeux migratoires dans la critique de Bruxelles formulée par le parti.



Leganord.org

Ces éléments de discours sont une reprise de ceux déjà évoqués lors de la campagne de 2018 alors que le parti opère déjà une distinction entre l'Union européenne et le principe même d'Europe.

L'Europe des traités, cristallisée au sein de l'Union européenne, est alors pour le parti une manifestation de « l'Europe des bureaucrates et des spéculateurs » radicalement opposé à « l'Europe des peuples, de la paix et de la liberté »¹⁰⁰ qu'ils entendent réaliser.

Les positions du parti quant à une éventuelle sortie de l'Italie de l'Union européenne sont alors bien plus radicales que celles défendues par le parti depuis leur arrivée au sein du gouvernement italien :

« L'Italie ne peut pas quitter l'Europe. L'Italie appartient au continent européen par sa nature même géographique et sa position est absolument stratégique au sein du bassin méditerranéen.

L'Union européenne, c'est autre chose. A savoir une gigantesque instance supranationale, dépourvue d'une réelle légitimité démocratique et structurée par un appareil bureaucratique tentaculaire qui fixe l'agenda de notre peuple. »¹⁰¹

Une renégociation des traités est alors présentée comme une condition *sine qua non* sans laquelle il serait impossible pour l'Italie de demeurer dans l'UE en l'état. La monnaie unique y est, une fois de plus, l'un des arguments centraux justifiant selon le parti une refonte rapide des traités régissant le fonctionnement de l'Union européenne :

« Nous ne voulons rester au sein de l'Union européenne qu'à condition de rediscuter de tous les traités qui imposent des contraintes à l'exercice de notre pleine et légitime souveraineté, retournant de fait à la Communauté économique européenne précédant le traité de Maastricht.

L'euro est la principale cause de notre déclin économique, une monnaie sur mesure pour l'Allemagne et les multinationales et contraire aux besoins de l'Italie et des petites entreprises. »¹⁰²

¹⁰⁰ « Si all'Europa dei popoli, della pace e della libertà. No all'Europa dei burocrati e degli speculatori. », *Ibid.*

¹⁰¹ « L'Italia non può uscire dall'Europa. L'Italia appartiene al continente europeo per sua stessa natura geografica e, anzi, la sua posizione è assolutamente strategica all'interno del bacino del Mediterraneo. Altra cosa è invece l'Unione Europea. Ossia un gigantesco ente sovranazionale, privo di una vera legittimazione democratica e strutturato attraverso una tentacolare struttura burocratica che detta l'agenda ai nostri. », *Ibid.*

¹⁰² « Noi vogliamo restare all'interno dell'Unione Europea solo a condizione di ridiscutere tutti i Trattati che pongono vincoli all'esercizio della nostra piena e legittima sovranità, tornando di fatto alla Comunità Economia Europea precedente al Trattato di Maastrich.

L'euro è la principale causa del nostro declino economico, una moneta disegnata su misura per Germania e multinazionali e contraria alla necessità dell'Italia e della piccola impresa. », *Ibid.*

L'euro, et plus généralement les dispositions introduites par le traité de Maastricht apparaissent ainsi comme la cible des critiques du parti. Durant la campagne de 2018, la LN souhaite « au moins revenir au statut d'avant-Maastricht », revenant selon lui à « une forme de coopération libre et pacifique entre États de nature purement économique »¹⁰³.

Le fédéralisme est ainsi perçu et présenté par le parti comme un péril pour la souveraineté nationale, à l'inverse des positions fédéralistes de ses débuts.

La révision des traités européens et la critique du fédéralisme européen sont également au cœur de la campagne menée par le Rassemblement National pour ces élections européennes. Selon le parti, une renégociation des traités européens est non seulement urgente, « mais surtout possible » :

*« Ceux qui veulent accélérer dans le fédéralisme européen expliquent toujours que toute renégociation des traités serait impossible puisqu'il faudrait obtenir l'unanimité des États membres. Il s'agit là d'un argument juridique qui nie la réalité politique : partout en Europe s'exprime la volonté d'une Union européenne plus souple, plus démocratique et dont les orientations politiques seraient drastiquement différentes. »*¹⁰⁴

Renégocier les traités européens aurait donc pour finalité de « rééquilibrer les institutions »¹⁰⁵, avec pour point d'orgue une suppression de la Commission européenne qui « symbolise à elle-seule les errements et les dérives inacceptables des institutions européennes. »¹⁰⁶ Le parti s'appuie donc sur la suppression de cette institution européenne « au profit du Conseil et du Parlement dont les fonctions seraient redéfinies » ainsi que la mise en place d'un « Referendum d'Initiative Citoyenne au niveau national pour orienter les décisions. »¹⁰⁷

Tout ceci participe selon le Rassemblement National à « rendre le pouvoir au peuple », qui est l'argument central du parti pour la campagne européenne de 2019.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ « Pour une Europe des Nations et des Peuples. Projet – Élections européennes 2019 », *Site internet du Rassemblement National, op. cit.*, p. 7.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 16.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 17.

¹⁰⁷ *Ibid.*

Le projet du RN pour les élections européennes de 2019 milite donc en faveur d'une « Europe des Nations et des Peuples », et s'appuie sur une même condamnation de l'Union européenne au fonctionnement jugé « opaque, anti-démocratique et punitif »¹⁰⁸.

L'idée selon laquelle le parti rendrait le pouvoir au peuple une fois au pouvoir est donc à la fois le moteur de sa stratégie politique, mais également l'un des points de convergence discursif majeur avec la Ligue.

La centralité de ce thème dans la stratégie électorale du parti est également visible sur les affiches de campagne sur lesquelles on voit Jordan Bardella, tête de liste RN à ces élections, aux côtés de la présidente du parti et du slogan « Donnons le pouvoir au peuple » :



Lejdd.fr

« Donner le pouvoir au peuple » suggère que les populations européennes sont privées de leur pouvoir décisionnaire au sein de l'Union européenne, qui souffrirait donc d'un déficit démocratique auquel le parti souhaite remédier :

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 3
501

« Le processus de décision est vicié, les lobbyistes et groupes de pression (souvent au service des multinationales, d'intérêts catégoriels ou communautaires) ont une influence considérable et parviennent à imposer leurs orientations dans l'opacité la plus complète. »¹⁰⁹

La Commission européenne, principale cible des attaques des deux partis lors de cette campagne, aurait ainsi « le mépris du peuple dans son ADN »¹¹⁰. Le Rassemblement National s'appuie sur le cas italien afin de justifier son propos :

« En mai 2018, Günther Oettinger, Commissaire européen allemand (PPE) avait affirmé « les marchés financiers vont apprendre aux Italiens comment voter » à la suite de la constitution d'une coalition gouvernementale Lega/M5S en Italie après les élections législatives. Ces propos montrent qu'ils savent qu'ils gouvernent contre le peuple mais surtout qu'ils sont prêts à utiliser tous les artifices juridiques ou les pressions pour empêcher les peuples de décider. »¹¹¹

Le referendum de 2005 en France et le Traité de Lisbonne sont des arguments sur lesquels s'appuie le parti afin de mettre en évidence le déficit démocratique dont souffre selon lui l'Union européenne. Ses institutions fonctionneraient ainsi « en ignorant le principe de séparation des pouvoirs, principe inhérent à toute démocratie »¹¹² :

« Jamais le pouvoir en Europe n'a semblé si éloigné des citoyens : jamais de référendums pourtant légaux n'avaient été piétinés avec autant de mépris que les référendums français et hollandais de 2005 ou irlandais de 2008.

Le suffrage universel lui-même, base de toute démocratie, est marginalisé au profit d'autorités non élues et donc illégitimes. »¹¹³

L'Union européenne serait ainsi synonyme de promesses non tenues et, par extension, de duplicité à l'égard des citoyens des États-membres :

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 4

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² *Pour une Europe des Nations. Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe « L'Alliance Européenne des Nations », p. 10*

¹¹³ *Ibid.*

« Souvenons-nous des promesses tant de fois répétées, des affirmations qu'il était interdit de mettre en doute : « l'Europe c'est la paix », « l'Europe c'est la démocratie », « l'Europe c'est la solidarité », « l'Europe c'est la prospérité ! », « l'Europe c'est le progrès social ! », « l'Union européenne c'est l'indépendance de l'Europe ! », « l'Union européenne protège les frontières extérieures de l'Europe », « l'Europe sera la première société de la connaissance ! », « le fédéralisme est l'espoir des peuples et la seule façon de peser dans le monde de demain ! »

Qu'est-il advenu de ces promesses sous forme de slogans tant de fois répétées ? »¹¹⁴

Le déni de démocratie inhérent, selon le parti, au fonctionnement même de l'Union européenne est donc avant tout un symptôme de la mainmise de puissances et de lobbies sur les institutions européennes. Le RN entend donc à nouveau se poser en rempart face aux mondialistes et aux technocrates constitués d'élites déconnectées des réalités du quotidien des populations. La question économique et sociale est, et c'est l'un des points de convergence particulièrement visible avec la Ligue de Matteo Salvini, au cœur du discours politique du parti :

« Notre économie, nos emplois et nos industries doivent être protégés. Le dogme de la « concurrence libre et non faussée » aboutit au désengagement de l'Etat de tous les secteurs stratégiques et à l'asservissement de l'économie réelle aux intérêts de la finance internationale. »¹¹⁵

En déclarant que le fédéralisme européen va à l'encontre des intérêts des populations, le parti justifie ainsi son projet de refonte des traités régissant le fonctionnement de l'Union européenne. Le « fédéralisme à marche forcée »¹¹⁶ étant présenté comme l'un des maux de l'UE, le RN et ses alliés au sein du groupe ENL souhaitent l'instauration d'une Europe des nations et des peuples visant à davantage de coopération et moins de fédéralisme :

« Chaque pays peut apprécier, en fonction de ses intérêts propres et de ses spécificités, s'il est souhaitable ou non qu'il s'investisse dans un domaine de coopération européenne.

[...]

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 9.

¹¹⁵ « Pour une Europe des Nations et des Peuples. Projet – Élections européennes 2019 », *Site internet du Rassemblement National, op. cit.*, p. 12.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 13.

Il s'agit de coopérations librement consenties à l'initiative de certains pays (sans rien imposer aux autres) et qui ont permis à l'Europe d'exister en tant que pôle de puissance industrielle dans les secteurs concernés. »¹¹⁷

Bien que les positions du RN aient évolué sur la question de l'euro, la dénonciation du fédéralisme constitue une constante dans le discours critique du parti à l'encontre de Bruxelles mais également une passerelle idéologique entre les deux partis, comme en témoigne le message de soutien de Marine Le Pen à Matteo Salvini en 2015 :

« Le projet fédéraliste et bureaucratique de l'Union européenne est devenu l'Union soviétique européenne, véritable prison des peuples.

Privés de notre droit à une monnaie, à des frontières contrôlées, à la maîtrise de notre budget, à nos lois votées selon notre volonté, ils sont en train de faire de nous des peuples esclaves. »¹¹⁸

Si la question migratoire est au cœur du discours des partis lors des élections nationales, elle l'est tout autant lors des échéances européennes. Les enjeux migratoires s'insèrent ainsi dans la critique de l'Union européenne formulée par ces partis, la campagne de 2019 n'échappant pas à cette règle.

L'Europe des peuples qu'appellent de leurs vœux les partis étudiés contient un caractère d'exclusion non négligeable fondé sur la conception civilisationnelle et identitaire que se font ces derniers de l'Europe. Fidèles à leur discours à l'échelle nationale, ces partis entendent défendre les intérêts des populations nationales, ce qui suggère ainsi la critique de tous ceux qui se situent à l'extérieur du groupe désigné.

L'Union européenne est à nouveau désignée comme étant la cause des maux des sociétés, d'une part du fait du déficit démocratique précédemment cité et d'autre part en raison du « laxisme [ayant] rendu les nations d'Europe vulnérables à l'immigration clandestine qui se cumule à une immigration régulière massive »¹¹⁹.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 19

¹¹⁸ « RENZI A CASA ! Messaggio di Marine le Pen [Roma, 28/02/2015] », *op. cit.*

¹¹⁹ « Pour une Europe des Nations et des Peuples. Projet – Élections européennes 2019 », *Site internet du Rassemblement National, op. cit.*, p. 8

Le RN propose ainsi une synthèse des enjeux auxquels doivent se confronter les États membres et justifiant selon lui la mise en place d'une nouvelle forme de coopération :

« Les nations européennes doivent relever les grands défis à venir : protéger nos identités pour nous projeter vers l'avenir, affirmer nos valeurs de civilisation face à l'islamisme, renforcer notre sécurité, préserver nos emplois et nos modèles de sociétés... Il est désormais urgent de modifier de fond en comble les textes européens et de tout changer, aussi bien dans le fonctionnement des institutions européennes que dans leurs grandes orientations politiques. »¹²⁰

Les enjeux migratoires sont donc présentés comme intrinsèquement liés aux enjeux sécuritaires et économiques. Ce traitement de la question migratoire dans la critique de l'Union européenne apparaît comme l'un des points de convergence majeur entre les discours des deux partis étudiés.

S'appuyant toujours sur son bilan politique au sein du gouvernement depuis les élections de 2018, la Ligue se vante d'avoir « stoppé l'invasion » dans le cadre de sa campagne « de la parole aux actes » lors de la campagne pour les élections européennes de 2019.

¹²⁰ *Ibid.*



Leganord.org

Déjà au cœur du discours européen du parti lors de la campagne de 2014, l'immigration y est présentée comme une invasion du territoire italien, au détriment de sa population. L'immigré est donc l'une des cibles des critiques du parti, mais était alors combiné au souhait du parti de quitter la zone euro cristallisé dans le slogan « Basta Euro ».

CLANDESTINO E' REATO



Leganord.org

On voit ainsi sur ces deux affiches à la fois une centralité nettement moindre de la question de l'euro en 2019, bien que celle-ci demeure bien plus présente que dans le cas du RN, mais également l'impact des élections de 2018 sur la stratégie politique du parti lors des élections européennes.

La question migratoire y est, comme évoqué précédemment dans le cadre de l'étude du discours eurocritique de ces partis, présentée comme profondément liée aux enjeux économiques.

Ainsi, dans son projet de referendum en 2014 pour s'opposer à l'abrogation du crime d'immigration illégale par le gouvernement de Matteo Renzi, le parti justifie son opposition par le fait que le pays ne « peut plus supporter à la fois « socialement et économiquement » cette « invasion hors de contrôle ».

On peut ainsi voir dans le tract ci-dessous le rapport qu'opère le parti entre les difficultés économiques des familles italiennes et les enjeux migratoires.

FERMA L'INVASIONE!

STOP

CLANDESTINI

www.vieniafirmare.org
www.leganord.org



   
☎ 02 66.234.234

CLANDESTINO È REATO FIRMA IL NOSTRO REFERENDUM

IL QUESITO CHIEDE DI ABROGARE LA NORMA, VOLUTA DAL GOVERNO RENZI, CHE CANCELLA IL REATO DI IMMIGRAZIONE CLANDESTINA.

Senza il reato di immigrazione clandestina, introdotto nel 2009 dal Ministro Maroni, chi entra illegalmente nel nostro Paese non rischia più nulla. In questo modo **si spalancano le porte ad una invasione incontrollata** che, socialmente ed economicamente, non possiamo più sostenere.

Abrogare questa norma significa **reintrodurre il reato di clandestinità**, tornare finalmente a difendere i nostri confini, riportare sicurezza e legalità nelle nostre città e ridare dignità alle Forze dell'ordine.

Significa **tutelare il nostro territorio e tutti i cittadini** ed evitare enormi costi di gestione dato che non possiamo permetterci di mantenere i clandestini lasciando senza sostegno tante nostre famiglie in difficoltà.

AIUTIAMO I POPOLI A CASA LORO!



Leganord.org

Le parti défend ainsi le délit d'immigration illégale introduit en 2009 par Roberto Maroni lorsque celui-ci faisait partie du gouvernement italien. Réintroduire cette règle permettrait ainsi de « défendre [leurs] frontières », « restaurer la sécurité » ainsi que la « dignité des forces de l'ordre », autant d'arguments propres au discours sécuritaire tenu par le parti.

Lutter contre l'immigration illégale permettrait également, au-delà de « protéger [leur] territoire et les citoyens », d'« éviter d'énormes coûts de gestion [...] laissant nombre de [leurs] familles en difficulté. »

Les enjeux migratoires et économiques sont ainsi reliés dans le discours européen du parti, que ce soit lors des campagnes nationales ou européennes.

L'objectif de Salvini affiché à Pontida en 2018 est ainsi de « changer l'Europe en donnant la parole aux peuples qui ont été écrasés par ceux qui avaient uniquement à cœur le sort de la finance et des multinationales [offrant] un futur de précarité et de peur. »¹²¹ Vantant déjà l'action de son parti au sein du gouvernement, comme lors de la future campagne pour les élections de 2019, le premier ministre désigne clairement la dimension européenne comme en enjeu central :

*« Je pense que non seulement les Italiens mais également l'Europe entière ont réalisé qu'un gouvernement a fait plus en un mois que d'autres en six ans de sommeil. [...] Nous ne remportons pas seulement des victoires en Italie, nous sommes sur le point de l'emporter au niveau européen et international. Pour vaincre il faut bien sûr de la fierté, il faut de la dignité. »*¹²²

Le RN s'appuie également sur une rhétorique sécuritaire afin de justifier son discours anti-immigration dans le cadre de ces élections. L'alliance souhaitée par les deux partis à l'échelle européenne repose ainsi en partie sur l'idée que cette « coopération renforcée » permettrait de « protéger ensemble les frontières extérieures de l'Europe »¹²³.

Si la libre circulation des personnes au sein de l'espace Schengen est donc l'un des aspects de l'UE que ces partis souhaitent réformer, le RN établit également un lien entre la question migratoire et les enjeux économiques dans sa critique des institutions européennes :

¹²¹ « l'obiettivo è cambiare l'Europa dando voce a quei popoli che sono stati stroncati da chi aveva solo a cuore le sorti della finanza e delle multinazionali e ci ha offerto un futuro di precarietà e di paura. »
« Matteo Salvini a Pontida, il discorso integrale dal palco del raduno leghista », *op. cit.*

¹²² « Penso che non solo gli italiani ma tutta Europa si è accorta che c'è un governo che ha fatto di più in un mese che altri in 6 anni di dormite. [...] Stiamo vincendo non solo in Italia, stiamo per vincere a livello europeo e internazionale. Per vincere ovviamente occorre orgoglio, occorre dignità. », *Ibid.*

¹²³ « Pour une Europe des Nations et des Peuples. Projet – Élections européennes 2019 », *Site internet du Rassemblement National, op. cit.*, p. 10

« Une vraie politique de dissuasion de l'immigration doit être engagée : réserver les aides sociales à nos compatriotes, refuser le laxisme dans l'octroi de l'asile

[...]

Avoir une politique migratoire ferme : refonte du système d'asile, arrêt de l'immigration légale, expulsion des clandestins, priorité nationale pour les aides »¹²⁴

Si le traitement de la question migratoire est l'un des éléments constitutifs de l'identité politique des partis étudiés et doit à ce titre être étudié dans une partie dédiée, il serait malgré tout lacunaire d'omettre de l'évoquer lorsque l'on s'intéresse à la campagne pour les élections européennes de 2019.

L'immigration apparaît clairement comme l'un des thèmes de prédilection de la Ligue et du RN, ces derniers insérant celle-ci dans une échelle européenne et nourrissant leur critique de Bruxelles.

Les deux partis partagent ainsi des éléments de discours communs, que l'on retrouve dans les publications du groupe ENL depuis sa création. La question migratoire y est abordée sous un angle à la fois sécuritaire et civilisationnel et s'imbrique avec les enjeux économiques, également centraux au discours critique à l'encontre des institutions européennes, à travers le concept de priorité nationale

Bien que la question de l'euro demeure nettement plus vague chez la Ligue qu'au Rassemblement National, le parti ayant décidé d'abandonner cette mesure à la suite de sa défaite aux élections présidentielles de 2017, les deux partis prônent une révision des traités européens.

La Ligue et le RN se font donc, au même titre que les partis membres de leur groupe politique, les défenseurs d'un projet d'Europe des peuples notamment fondé sur la primauté du principe de souveraineté nationale. Si ces partis partagent un discours européen souvent semblable, l'échelle nationale continue d'y être déterminante et c'est avant tout sur celle-ci que repose la nouvelle forme de coopération européenne que ces partis appellent de leurs vœux.

¹²⁴ *Ibid.*

Partie III. Ressemblances, dissemblances et interactions

Chapitre VI. Communication

6.1. Modes de communication

L'apparition d'internet semble constituer un bouleversement dans la diffusion de l'information, bien que l'on puisse le rapprocher de celui opéré par la place croissante occupée par la télévision.

La quête de l'audimat, caractérisant la plupart des médias parmi lesquels on compte les grandes chaînes télévisées ainsi que celles reposant sur l'information en continu, correspond également au fonctionnement des publications sur internet, parmi lesquels les blogs et les réseaux sociaux. Les discours radicaux, définis par la charge subversive et fréquemment outrancière de leurs propos, répondent ainsi à cette logique de recherche d'audience et offrent une visibilité accrue aux mouvements en permettant d'accroître l'audimat des canaux les diffusant. Ces derniers profitent ainsi de cette circulation de l'information qui favorise l'immédiateté au temps long¹, et ce avant même l'apparition des chaînes d'information continue et des réseaux sociaux.

Il ne s'agit pas dans cette partie de revenir sur les éléments idéologiques et discursifs de ces mouvements, dans la mesure où ceux-ci ont déjà été présentés, mais de s'intéresser plus en détail à la stratégie communicationnelle mise en place.

Bien que la charge subversive du discours des partis étudiés offre à ceux-ci une plus grande visibilité sur la scène médiatique, il convient de nuancer notre propos en soulignant que, bien que ces formations n'aient pas nécessairement la même visée, leur stratégie de communication semble également répondre à une même volonté de déradicaliser leur image.

En ce sens, la communication est absolument indissociable et centrale à la stratégie de normalisation et est bien davantage un symptôme d'une époque qu'elle n'est un trait caractéristique d'un mouvement étudié².

¹ Bourdieu Pierre, *Sur la télévision*, Paris, Éd. Liber, 1996.

² Richard Gilles, *Histoire des droites en France. De 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2017.

6.1.1. Un rapport complexe à la radicalité

La charge subversive est intrinsèque à ces mouvements depuis leur création, qu'il s'agisse des partis s'étant pleinement insérés dans le jeu électoral ou des mouvements de taille moindre.

Cela étant, la distinction entre ces deux catégories apparaît à nouveau déterminante dès lors que l'on cherche à comprendre la stratégie communicationnelle mise en œuvre par ceux-ci. Tous s'attachent ainsi à renforcer leur visibilité, et leur base électorale pour les partis institutionnalisés, en s'appuyant sur un discours critique à l'égard des principaux partis politiques participant à un système qu'ils dénoncent. Il existe néanmoins une nuance non négligeable dans la radicalité plus ou moins assumée du discours tenu par ces mouvements.

Le paradoxe du rapport à la radicalité entretenu par ces partis est donc indissociable de l'identité même de ces mouvements, en particulier dans le cas du RN et de la Ligue.

Les mouvements de taille moindre peuvent cependant également tendre à atténuer les aspects les plus radicaux de leur idéologie lorsqu'ils projettent d'intégrer le jeu politique traditionnel. Ainsi, l'exemple des Identitaires est particulièrement parlant dans la mesure où ceux-ci fondent leur stratégie communicationnelle sur la réalisation d'actions « coups de poing » et un discours nostalgique et xénophobe assumé, tout en œuvrant à dissimuler les aspects les plus radicaux de celui-ci³.

Deux arguments semblent donc pouvoir expliquer cette volonté de ne pas afficher de codes vestimentaires ou de caractéristiques physiques propres à l'appartenance au mouvement. On retrouve en premier lieu une volonté de ne pas se référer à un mouvement d'extrême droite, faisant ainsi écho à la vocation métapolitique du mouvement exposée précédemment. Cela témoigne par ailleurs du souhait de se fondre dans la masse afin de renvoyer l'image d'un mouvement pouvant potentiellement concerner tous les citoyens français, à la condition que ceux-ci revendiquent une identité européenne répondant aux critères fixés par le mouvement.

³ « Dans une stratégie de légitimation, les Identitaires tendent à ne rendre visibles que des militants qui ont suivi une formation spécifique, de façon à ce qu'ils soient crédibles dans leur rôle politique. Aussi, les manifestations de la « radicalité » qui leur vaut l'étiquette « extrême », c'est-à-dire une position à la marge du champ politique, sont devenues plus discrètes en public. L'un des exemples les plus significatifs se trouve dans la mise au placard de la panoplie *bonehead* – en particulier le crâne rasé – qui marquait physiquement l'engagement politique, à laquelle est désormais préférée une tenue moins ostentatoire, moins identifiable au quotidien. », Bouron Samuel. « Un militantisme à deux faces. Stratégie de communication et politique de formation des Jeunesses identitaires », *Agone*, vol. 54, no. 2, 2014, pp. 46 – 47.

Disponible ici : <https://www.cairn.info/revue-agone-2014-2-page-45.htm>
[consulté le 3 juillet 2019]

Le style vestimentaire est particulièrement parlant dans le cas des Identitaires puisque si certains camps de formation du mouvement comprennent un habillement uniformisé, le style vestimentaire pourrait davantage être qualifié de commun ou passe-partout. Ainsi, de nombreux militants portent des vêtements nettement plus *mainstream*, tels que des polos ou les baskets Stan smith d'Adidas, portés par de nombreux jeunes et ce qu'importe leur affiliation politique. Cela participe d'une part de la stratégie de dédramatisation de l'image des droites radicales tout en permettant à ses militants de renvoyer une image jeune et dynamique.

La boutique en ligne⁴ est l'une des manifestations les plus visibles de cette stratégie puisque l'on y retrouve des articles d'habillement⁵ et autres « goodies »⁶ aux côtés de livres et de revues détaillant leur idéologie. On y trouve ainsi des auteurs de la nouvelle droite, notamment Alain de Benoist et Dominique Venner ainsi que des publications émanant de la maison d'édition du mouvement les identitaires, les éditions IDées.

On retrouve à nouveau une fonction double dans cette stratégie communicationnelle, permettant de renforcer un esprit de corps en créant une uniformité vestimentaire à travers des codes partagés tout en se distanciant de l'image peu accessible que peuvent avoir les droites radicales. Le mouvement entend ainsi s'ancrer dans son époque en renvoyant une image jeune et dynamique tout en conservant un discours subversif et, par de nombreux aspects, radical.

Le choix des cadres et des représentants du mouvement ne doit rien au hasard et témoigne également de cette volonté de renvoyer une image moins radicale, loin des codes caractérisant traditionnellement l'extrême droite. Les camps de formation identitaire permettent à nouveau de mettre en lumière la stratégie du mouvement puisque « certains [y] sont nommés pour rejoindre le « clan », qui correspond à la strate supérieure du mouvement. [...] Une séparation [s'établissant] entre, d'un côté, ceux qui dirigent les sections locales, qui reçoivent les informations de la part des plus hauts gradés chez les Identitaires et qui prennent les décisions localement ; et d'un autre côté, ceux qui se limitent à n'être que des « bras militants » »⁷

Les éléments les plus radicaux parmi les militants sont ainsi maintenus à bonne distance de toute prise de parole médiatique, le mouvement préférant afficher des visages moins marqués

⁴ <https://www.boutique-identitaire.com/fr/>

⁵ Parmi ceux-ci, Les Identitaires proposent des t-shirts, polos, sweatshirts et shorts à l'image et aux couleurs du mouvement.

⁶ Le mouvement propose notamment des stylos, briquets et porte-clés.

⁷ Bouron Samuel, *op. cit.*, pp. 69 - 70

par la radicalité⁸. La sélection opérée par le mouvement au sein de sa base militante entre ceux ayant un potentiel médiatique important et les autres affichant leur appartenance politique de façon bien plus concrète semble donc témoigner, sinon d'une stratégie de dissimulation, tout au moins d'une volonté de normalisation. La même stratégie métapolitique peut être retrouvée chez CasaPound où la tortue stylisée, symbole du mouvement, est déclinée en plusieurs produits dans le cadre d'une stratégie marketing utilisée par les partis politiques mais également par d'autres grandes marques.

On retrouve cette volonté dans le choix des portes paroles de la branche jeunesse du mouvement identitaire, parmi lesquels on peut citer Clément Martin⁹ et Thaïs d'Escufon¹⁰, tous deux actifs sur les réseaux sociaux mais prenant également la parole au sein de médias plus traditionnels lorsqu'ils en ont l'occasion.

La même prudence, pouvant même s'apparenter à de la méfiance, concernant le rapport aux médias traditionnels semble caractériser le mouvement italien. Celui-ci entend soigner son image en contrôlant les prises de parole publiques, susceptibles d'être reprises par des médias autres que ceux liés au parti. Il est ainsi demandé aux militants de ne pas prendre la parole face aux journalistes et de laisser la stratégie communicationnelle au président ou au vice-président du mouvement¹¹.

⁸ « Plus on se rapproche d'activités intellectuelles, [...] plus le public se restreint à un noyau de cadres. Au contraire, plus l'activité se rapproche d'actions collectives, par exemple un concert de rock identitaire français, et plus le public s'élargit à des physiques plus virilistes (crânes rasés, look skinhead, etc.), dont une partie constitue le service d'ordre, mais qui restent à distance du monde médiatique.

Cette hiérarchie ne s'impose pas de façon mécanique, dans le sens où elle imposerait directement à la « base » ses desiderata. Elle contrôle surtout les ramifications locales en gardant un droit de regard sur l'occupation des postes qui ont un accès à l'espace public et aux médias. », *Ibid.*

⁹ Clément Martin est également l'un des Conseillers fédéraux de Génération Identitaire pour la région de Nice.

¹⁰ Thaïs d'Escufon est porte-parole du mouvement jeunesse de 2018 jusqu'à sa dissolution en 2021.

¹¹ « Comme pour les Identitaires, les relations avec les médias demeurent une prérogative limitée aux seuls militants ayant une expertise dans ce domaine. Ainsi, pendant l'enquête de terrain lors de la manifestation du 24 novembre 2012 à Rome contre le gouvernement technique de Mario Monti, les militants de CP nous ont-ils expliqué qu'ils n'avaient pas la permission de parler avec les journalistes et que ces derniers devaient s'adresser au président ou vice-président de CPI pour obtenir des entretiens ou pour trouver un interlocuteur. »

Bouron Samuel et Froio Caterina, « Entrer en politique par la bande médiatique ? », *Questions de communication*, 33 | 2018, p. 217

Disponible ici : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/12384>
[consulté le 05 janvier 2021]

Ce faisant, le fonctionnement de ces mouvements se rapproche de celui des partis plus institutionnalisés étudiés dans ce travail, et ce bien que leur stratégie communicationnelle et leur discours soient plus empreints de radicalité.

Les mouvements de taille moindre à forte dimension militante que sont CPI et Les Identitaires, en particulier Génération Identitaire, semblent donc à la fois fondés sur une communication fréquemment provocatrice afin de faire connaître leurs idées mais également sur une professionnalisation de leur communication.

Cette volonté d'exercer un contrôle accru sur l'image du mouvement à l'extérieur de la sphère militante les rapproche sans conteste des partis politiques institutionnalisés qui entendent encadrer leur base militante afin d'en dissimuler les éléments les plus radicaux.

C'est sur cette volonté d'atténuer le caractère radical de son idéologie, sans toutefois trop en diminuer la charge subversive, que s'inscrit la stratégie de normalisation du parti incarnée par Marine Le Pen.

Déjà présentée dans la partie dédiée au Rassemblement National dans la mesure où c'est l'une des évolutions majeures du parti sur la période étudiée, celle-ci répond à une volonté d'institutionnaliser le parti afin de lui permettre d'accroître ses résultats électoraux, comme dans le cas de la Ligue.

Bien que cela ne soit pas surprenant dans le cas des partis politiques établis que sont le RN et la Ligue, il est intéressant de noter que les mouvements de taille moindre semblent également, dans une bien moindre mesure, avoir recours à la même stratégie de diffusion idéologique.

Ces mouvements s'appuient donc sur la dimension métapolitique dont ils se réclament afin d'atténuer la radicalité intrinsèque à leur idéologie tout en renforçant l'esprit de corps parmi leurs militants.

Néanmoins, les mouvements de taille moindre utilisent une mise en scène de la violence et une valorisation de considérations physiques afin de renforcer l'esprit de corps et l'idée d'engagement militant au sein du groupe¹². Ces mouvements entretiennent ainsi un rapport

¹² « Les moyens de communication offerts par les nouvelles technologies et leur diffusion par les réseaux sociaux leur ont donné la possibilité de médiatiser cette violence dans les formes, non pas dans une reproduction fidèle de la réalité, mais en la mettant en scène dans un récit et en l'esthétisant. Les jeunes identitaires souhaitent donner une image d'eux valorisant leur jeunesse et leur radicalité, à travers une violence perçue comme morale plutôt que brutale. », Bouron, Samuel, « Des « fachos » dans les rues aux « héros » sur le web. La formation des militants identitaires », *Réseaux*, vol. 202-203, no. 2-3, 2017, p. 195. Sur ce point, voir également la pratique de la *cinghiamattanza* par CasaPound.

complexe à la radicalité, entre esthétisation des aspects les plus violents de leurs actions et intellectualisation de leur idéologie.

C'est sur ce point que réside sans doute une forme de complémentarité au sein des droites radicales entre ces mouvements de taille moindre mettant en avant les notions de militantisme et d'action politique, et les partis politiques institutionnalisés que sont le RN et la Ligue.

Cette stratégie de normalisation est naturellement d'autant plus vraie et visible pour les partis plus établis au sein des institutions politiques, dans la mesure où celle-ci répond à des impératifs électoraux.

Comme évoqué précédemment dans les parties dédiées à leur discours et à leur idéologie, le RN et la Ligue ont tous deux instauré une stratégie de conquête politique par le biais d'une stratégie de normalisation de leur idéologie.

Le but étant d'offrir une meilleure réception de leurs idées dans le débat public, la communication revêt ici un rôle essentiel.

On ne peut donc occulter le rôle croissant d'Internet dans la communication politique, s'appliquant aux mouvements étudiés mais également aux partis traditionnels. Le format de la diffusion de l'information sur internet, davantage instantanée et soumise à moins de contrôle qu'au sein des médias classiques, offre un vecteur communicationnel de choix à ces mouvements aussi bien d'un point de vue interne qu'externe.

6.1.2. Activisme numérique

La diffusion de l'information sur les réseaux sociaux est soumise à moins de contrôle qu'au sein des médias traditionnels, permettant ainsi non seulement aux mouvements de droite radicale de communiquer mais facilitant également les échanges entre sympathisants. Ces mouvements et partis politiques entendent donc mettre à contribution les internautes avec l'idée d'impliquer davantage les militants et les sympathisants.

Le caractère hybride de l'information sur Internet apparaît en ce sens en parfaite cohérence avec le style communicationnel entretenu par CasaPound et la mouvance identitaire, mais également avec leur forte dimension militante.

Internet permet donc à la fois de renforcer les liens au sein de la communauté de militants et de sympathisants mais également d'étendre son réseau à d'autres formations politiques au-delà des frontières nationales, leur offrant une nouvelle échelle d'influence.

Les mouvements de taille moindre revendiquant une vocation métapolitique que sont CasaPound et Les Identitaires, et principalement sa branche jeunesse Génération identitaire, ont fait de l'usage d'internet l'un des éléments centraux de leur stratégie de communication. Si cela est en partie dû à l'audience particulièrement jeune à laquelle ces mouvements s'adressent, cela ne suffit pas à expliquer le décalage dans l'activisme numérique de ces mouvements.

Bien que cela soit également le cas des partis plus établis que sont la Ligue et le Rassemblement National, leur poids politique leur permet de bénéficier d'une présence accrue au sein des médias traditionnels.

Ainsi, en 2018, les pages Facebook de Génération identitaire et de CasaPound sont suivies respectivement par plus de 120 000 et 230 000 personnes, contre moins de 90 000 pour celle du Front national de la jeunesse et 130 000 pour le mouvement jeunesse padan *Giovani Padani*. La place accordée au militantisme numérique par ces mouvements se ressent également lorsque l'on s'intéresse aux comptes Twitter de ceux-ci, suivis par environ 20 000 personnes dans le cas de CPI et de GI, soit nettement plus que *Giovani Padani* qui en compte environ 3 500 à la même date¹³.

La forte dimension militante inhérente au fonctionnement ainsi qu'à l'idéologie de ces mouvements de taille moindre permet également de mieux comprendre la place acquise par l'usage d'internet. Ces mouvements entendent ainsi s'appuyer sur les moyens d'information qu'offrent celui-ci afin de mieux faire connaître leur idéologie ainsi que leurs actions, et ainsi agrandir leur communauté de sympathisants et renforcer leur base militante.

Internet remplit une double fonction en permettant à la fois de gagner en visibilité mais également de mieux contrôler l'image qu'ils souhaitent renvoyer. Pour ce mouvement issu d'Unité radicale, Internet offre un outil de communication permettant de renvoyer une image contrôlée par ses soins, à savoir moins radicale et plus en phase avec les sociétés modernes¹⁴.

¹³ Bouron Samuel et Froio Caterina, « Entrer en politique par la bande médiatique ? », *op. cit.*, p. 215

¹⁴ « Mais ce prisme tient peu compte des spécificités de l'outil Internet : celui-ci autorise une présentation de soi et une construction d'une personnalité qui ne sont pas directement liées à l'identité civile, comme c'est le cas dans les blogs ou les réseaux sociaux. [...] Internet offre un espace virtuel au sein duquel il est plus facile de dissimuler certaines informations objectives, autrement dit de contrôler son image, que dans le monde réel. Il offre alors l'opportunité à des communautés comme les identitaires de prolonger une présentation de soi construite en amont au sein de l'organisation. », Bouron Samuel, « Des « fachos » dans les rues aux « héros » sur le web. La formation des militants identitaires », *op. cit.*, p. 190

Cet usage d'internet permet ainsi de servir la vocation métapolitique dont se réclament Les Identitaires et CasaPound en facilitant la constitution d'une communauté et le renforcement des liens au sein de celle-ci par le biais d'un marketing et d'une esthétisation de leur idéologie.

La nature hybride de l'information permise sur internet, du fait de la variété des formats de contenus offerte par celui-ci entre information, mobilisation et débat, permet ainsi de contourner le recours aux médias traditionnels afin de gagner en visibilité. Le militantisme y est par ailleurs facilité puisqu'Internet permet de s'engager sans pour autant devoir exposer publiquement ses opinions personnelles¹⁵.

Les réseaux sociaux permettent ainsi d'investir et de responsabiliser les sympathisants et les militants qui peuvent y devenir des acteurs politiques¹⁶ par le biais de blogs, de prises de positions sur les réseaux sociaux et autres forums de discussions.

Les mouvements de taille moindre semblent ainsi s'inscrire dans une stratégie de gramscisme numérique¹⁷ en faisant de l'usage d'internet comme vecteur communicationnel un moyen de pallier le manque de visibilité dû à leur faible poids politique.

Les mouvements identitaires profitent ainsi de l'espace qu'offrent les réseaux sociaux afin de définir communément la notion d'identité permettant ainsi de sensibiliser mais également d'impliquer davantage les sympathisants au combat civilisationnel qu'ils entendent mener.

La notion de combat, centrale à ces mouvements, se fonde donc sur un arsenal théorique et idéologique étayé par de très nombreuses et diverses publications. Internet constitue en ce sens un outil communicationnel particulièrement efficace dans la mesure où il permet aux sympathisants du mouvement de se sentir acteur du combat pour la préservation d'une identité définie à coups d'éditoriaux.

Si cet activisme numérique s'insère parfaitement au sein de la stratégie communicationnelle de ces mouvements, fondée en partie sur un militantisme fort, il est également l'un des moyens employés par les partis politiques afin de renforcer leur base.

¹⁵ Cahuzac Yannick et François Stéphane, « Les stratégies de communication de la mouvance identitaire », *Questions de communication*, 23 | 2013, p. 285

Disponible ici : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8455>
[consulté le 2 mai 2019]

¹⁶ Allard Laurence et Blondeau Olivier, *Devenir média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007.

¹⁷ Cahuzac Yannick et François Stéphane, *op. cit.*

L'usage d'internet comme outil de communication ne définit pas seulement les deux mouvements apparus au tournant du XXIème siècle mais également les partis plus établis et plus anciens que sont le RN et la Ligue.

6.1.3. Les acteurs politiques se saisissent d'internet

Internet constitue un moyen de diffusion idéologique très important dans la mesure où il en accroît la portée géographique mais est également soumis à moins de cadres que ne le sont les médias traditionnels. Tout ceci semble participer à faire de celui-ci un formidable outil de conquête politique.

Les partis politiques intègrent ainsi l'emploi d'internet et les divers supports médiatiques qu'il comprend au sein de leur arsenal communicationnel. L'emploi des réseaux sociaux est particulièrement parlant dans le cas du RN et de la Ligue, comme en témoignent l'activité et la popularité de leurs leaders.

Prenons le cas de Matteo Salvini, et plus précisément de la popularité de sa page Facebook mesurée en fonction du nombre de personnes y étant abonnées. Dans la semaine du 11 au 18 juillet 2018, le nouveau ministre de l'Intérieur italien apparaît comme la première personnalité politique italienne du réseau social, à la fois en termes de popularité mais également d'activité.

Pagina Notifiche 67 Insights Strumenti di pubblicazione Impostazioni Assistenza ▾

Pagina	Numero totale di	Dalla settimana s	Post di questa se	Interazioni di questa set
1  Matteo Salvini	2,8m 	▲ 0,7%	82	2,6m 
2  Beppe Grillo	2m 	0%	43	64,3K
3  Luigi Di Maio	1,9m 	▲ 0,7%	57	786,3K 
4  Alessandro Di Battista	1,6m 	▲ 0,1%	4	159,7K
5  Matteo Renzi	1,1m 	0%	9	124,7K
6  Silvio Berlusconi	1,1m 	0%	0	0
7  Giorgia Meloni	921,3K 	▲ 0,7%	47	450,5K 
8  Giuseppe Conte	585,2K 	▲ 8,6%	2	15,8K
9  Maurizio Martina	77K	▲ 0,5%	8	6,6K
10  Paolo Gentiloni	69,6K	▲ 0,3%	1	1,1K

Source : <https://www.parmadaily.it/matteo-salvini-dominatore-assoluto-del-web-la-sua-pagina-facebook-e-la-piu-seguita-al-mondo/>

Le chef de file de la Ligue devance ainsi les autres personnalités politiques du classement ci-dessus, les suivants étant les figures du Mouvement 5 étoiles Beppe Grillo et Luigi di Maio, à la fois en termes de nombre d'abonnés, de publications et d'interactions enregistrés durant cette semaine. Le parti semble ainsi avoir intégré l'usage d'Internet, et plus particulièrement des réseaux sociaux, comme un élément essentiel de sa stratégie communicationnelle et politique.

Cette communication est le fruit d'un travail préparé en amont et en équipe parmi laquelle on peut citer la contribution de celui qui en est à la tête, Luca Morisi¹⁸. Les réseaux sociaux jouent un rôle prépondérant dans cette stratégie communicationnelle dans la mesure où ceux-ci ne nécessitent pas d'intermédiaires afin de permettre au parti de faire passer son message politique. Selon son directeur de communication, cette « désintermédiation » est l'une des forces de Matteo Salvini :

¹⁸ Né en 1973, titulaire d'un doctorat de philosophie portant sur la révolution digitale, il travaille depuis 2013 auprès de l'équipe de communication de Matteo Salvini.

« La force de Salvini reside dans le fait qu'il est en charge de sa communication. C'est un champion de la désintermédiation et un perfectionniste absolu. Nous l'aidons, bien sûr, mais il n'y a qu'un spin doctor dans l'équipe de Salvini et c'est Salvini lui-même. »¹⁹

Bien qu'il minimise sa contribution et celle de son équipe dans la forte hausse de popularité de Matteo Salvini, il convient de souligner l'apport non négligeable de la stratégie mise en place sur les réseaux sociaux. L'utilisation d'un logiciel, surnommé « La Bête », par le candidat Salvini lui permet de gagner une notoriété s'expliquant en partie par sa forte présence sur les réseaux.

Si cet algorithme permet au dirigeant de la LN de bénéficier d'une présence plus importante sur les divers réseaux sociaux, il le renseigne également sur les préoccupations des populations s'exprimant sur ceux-ci. Ainsi, l'utilisation des nouvelles technologies dans le cadre de la communication du parti permet à la fois d'investir davantage ces nouveaux moyens d'information mais également d'adapter son discours afin de mieux correspondre aux attentes de potentiels futurs électeurs.

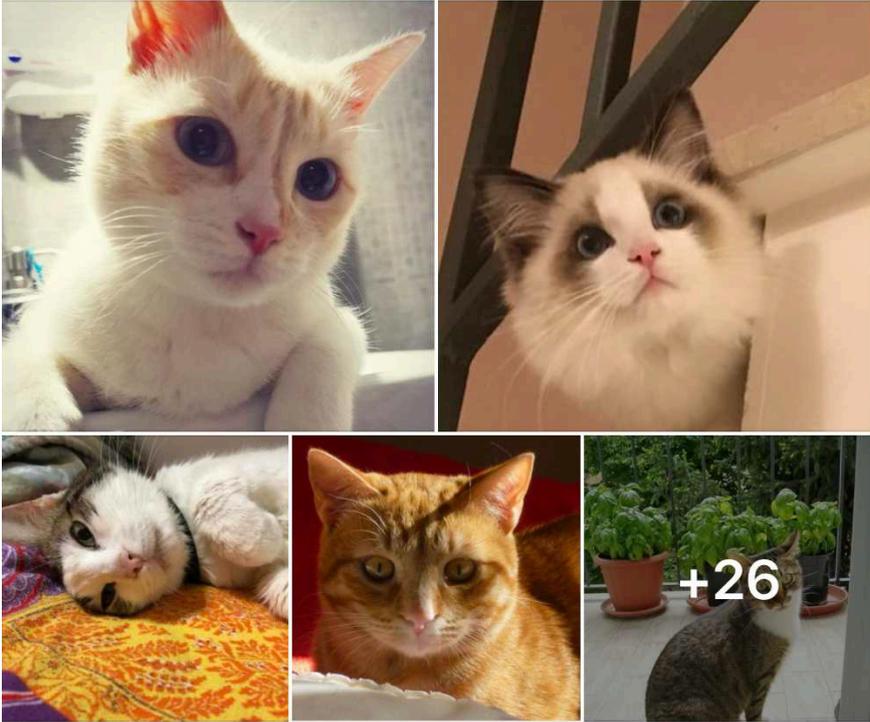
Si la plupart des sujets abordés par Matteo Salvini relève de la politique intérieure ou extérieure italienne, l'immigration et l'économie demeurant des thèmes récurrents, l'adaptation de son discours aux codes des réseaux sociaux sur lesquels il communique est manifeste. On peut à ce titre citer sa publication Facebook en date du 21 novembre 2018 sur laquelle le dirigeant de la LN poste des photos de chats envoyés par ses abonnés afin d'apporter « un peu de tranquillité », estimant que « c'est beau d'avoir quelques minets sur cette page ».

¹⁹ « In conversation with the spin doctor: Luca Morisi », *YouTrend*, 17 octobre 2018
<https://www.youtrend.it/2018/10/17/in-conversation-with-the-spin-doctor-luca-morisi-interview/>
[consulté le 13 mars 2020]

 **Matteo Salvini**
21 novembre 2018 · 🌐

L'altra sera avete inviato così tante foto dei vostri "bambini felini" che ho pensato di ripubblicarne alcune, è bello avere qualche micio in pagina che porta un po' di tranquillità serale.
Naturalmente, potete commentare con la foto del vostro! 😊

Voir la traduction



  29 K 14 K commentaires 2,8 K partages

Compte Facebook de Matteo Salvini

Cette publication, pouvant sembler anecdotique et loin d'être conforme à ce que l'on pourrait attendre d'un homme politique, permet au ministre de l'Intérieur d'humaniser son image mais également de répondre aux codes des réseaux sociaux sur lesquels ce genre de publications reçoivent généralement un grand succès.

Moins surprenant dans le cas de Marine Le Pen puisque celle-ci ne cache pas sa passion pour les félins, il est néanmoins intéressant de relever que les publications annuelles célébrant la journée des chats sont faites à partir de son compte officiel et non depuis un compte privé. Ainsi, la présidente du parti français semble également utiliser les recettes garantissant la visibilité d'une publication, mesurée en termes de « likes », d'interactions et de retweets sur Twitter.



Marine Le Pen
@MLP_officiel

Bonnes vacances à tous les chats...et à leurs maîtres
🤗 MLP #JournéeInternationaleDuChat



10:34 AM · Aug 8, 2017 · Twitter for iPhone

Compte Twitter de Marine Le Pen



Marine Le Pen
@MLP_officiel

#JourneeDuChat MLP



9:51 AM · Aug 8, 2016 · Twitter for iPhone

Compte Twitter de Marine Le Pen

Les deux personnalités politiques ont donc su investir les nouveaux canaux d'informations qu'offre Internet, en premier lieu les réseaux sociaux, afin de communiquer sur leur idéologie mais également afin de contrôler leur image. Cette double fonction s'insère ainsi particulièrement bien au sein d'une stratégie de normalisation, permettant une visibilité mais également un contrôle accrus.

Durant la même semaine, on remarque que Marine Le Pen est classée quatrième dans le classement des personnalités politiques précédemment mentionné établi cette fois à l'échelle mondiale. La communication joue ainsi un rôle essentiel pour la présidente du parti français, aussi bien sur la forme que sur le fond dans le cadre de la stratégie de normalisation entreprise par le parti²⁰.

Pagina	Numero totale di	Dalla settimana s	Post di questa se	Interazioni di questa set
1 Donald J. Trump	23,4m	0%	32	1,5m
2 Matteo Salvini	2,8m	▲ 0,7%	82	2,6m
3 Angela Merkel	2,5m	0%	2	14,7K
4 Marine Le Pen	1,5m	▼ 0,1%	19	90,2K
5 Sebastian Kurz	766,4K	▲ 0,1%	21	51,5K
6 Orbán Viktor	622,5K	▲ 0,1%	38	33,5K
7 Theresa May	475,2K	▲ 0,2%	16	60,7K
8 Alexis Tsipras	434,4K	0%	18	20,6K
9 Pedro Sánchez Pérez-C...	232,9K	▲ 0,2%	7	17,1K

Source : <https://www.parmadaily.it/matteo-salvini-dominatore-assoluto-del-web-la-sua-pagina-facebook-e-la-piu-seguita-al-mondo/>

²⁰ Dézé Alexandre, *Le Front national. A la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012

Marine Le Pen lance ainsi dans le cadre des élections présidentielles une « campagne numérique », pour laquelle les militants reçoivent une formation lors des assises du parti à Lyon au mois de février 2017.

Si la campagne de 2012 s'investit déjà de cet outil de communication politique que constituent les réseaux sociaux, celle de 2017 est « beaucoup plus interactive » selon Gauthier Bouchet²¹, responsable de la communication numérique de la candidate de 2010 à 2012 :

« Les militants sont impliqués, l'organisation moins verticale. Cela permet de crédibiliser et de normaliser notre message politique, tout en ayant plus de chance de toucher d'autres catégories que les seuls sympathisants. Cela aura sans doute plus d'incidence électorale. »²²

On retrouve donc la double fonction que revêtent les réseaux sociaux, déjà évoqué pour les mouvements étudiés de taille moindre, entre renforcement de la communauté militante et meilleure réception de leurs idées dans le débat public.

Si la professionnalisation de la communication est une des évolutions majeures pour les mouvements de taille moindre, elle est également caractéristique de la stratégie communicationnelle des partis politiques établis que sont la Ligue et le RN, sans toutefois constituer une réelle nouveauté.

La principale évolution dans ce secteur réside dans l'investissement d'internet et des nouveaux médias qu'il offre par les partis politiques. Ainsi, Marine Le Pen s'appuie sur les sociétés Riwal²³ et E-Politic²⁴ dans le cadre des élections présidentielles de 2012 et 2017.

²¹ Né en 1987, Gauthier Bouchet, fils de Christian Bouchet, débute sa carrière politique en militant au sein du Front National de la Jeunesse où il s'implique dans la représentation du parti sur les réseaux sociaux. Il est à cette occasion chargé de créer et de gérer les comptes Twitter du parti et de sa présidente jusqu'en 2012 avant d'être élu conseiller municipal de la ville de Saint-Nazaire en 2014.

²² Hacot Valérie, « Présidentielle: la campagne « sans filtre » de Marine Le Pen sur les réseaux sociaux », *Le Parisien*, 19 février 2017

Disponible ici : <https://www.leparisien.fr/elections/presidentielle/presidentielle-la-campagne-sans-filtre-de-marine-le-pen-sur-les-reseaux-sociaux-19-02-2017-6692343.php>

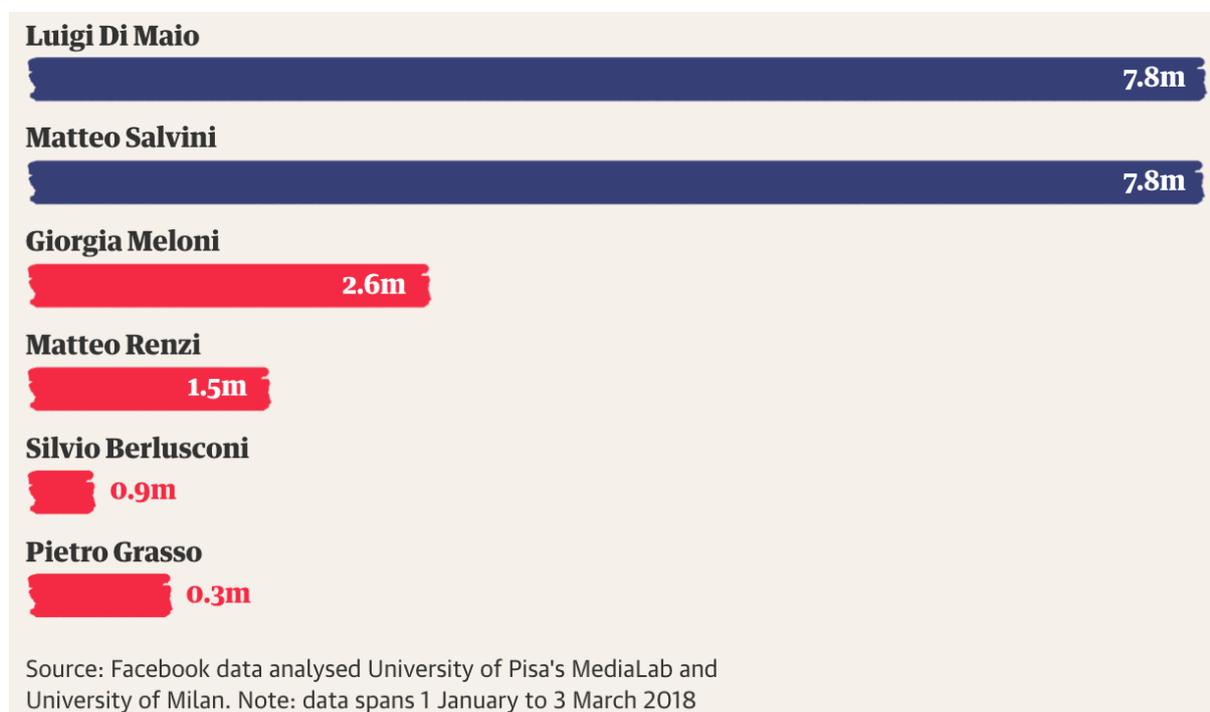
[consulté le 12 février 2019]

²³ Fondée en 1995, l'agence de communication Riwal est notamment en charge de la campagne du Front National pour les élections présidentielles et législatives de 2012. Frédéric Chatillon, proche du parti et ancien membre du Groupe Union Défense, est par la suite mis en examen pour faux et usage de faux, escroquerie, abus de biens sociaux, blanchiment d'abus de biens sociaux ainsi que financement illégal de parti politique.

²⁴ Créée en 2014 par Paul-Alexandre Martin, ancien cadre des jeunesses frontistes et candidat FN aux élections législatives de 2012 et municipales de 2014, l'agence de communication e-Politic se spécialise dans la communication digitale. Outre les liens entre son fondateur et le Front National, les anciens dirigeants de Riwal, Frédéric Chatillon et Axel Loustau en détiennent près de la moitié des parts.

Loin d'être anodin d'un point de vue électoral, la visibilité qu'offrent les réseaux sociaux en font un véritable outil de conquête politique comme semblent en témoigner les élections italiennes de mars 2018. Si cela ne suffit pas à expliquer les résultats obtenus par le Mouvement cinq étoiles et la Ligue, il est néanmoins intéressant de relever que les dirigeants de ces deux partis sont ceux qui disposent de la plus grande popularité sur les réseaux. Matteo Salvini et Luigi di Maio dominent ainsi très nettement la scène politique italienne en termes d'interactions sur leurs publications Facebook de janvier à mars 2018, comme le démontre le graphique ci-dessous.

Classement des personnalités politiques italiennes sur Facebook Mesuré en termes d'interactions



The Guardian

La communication numérique est ainsi devenue un véritable enjeu dont ont su se saisir les partis politiques ainsi que les mouvements de taille moindre. Bien que tous tentent de s'éloigner de l'image caractérisant historiquement les droites radicales, le rapport à la radicalité est bien plus contrôlé dans le cas des partis politiques établis du fait des importants enjeux électoraux auxquels ils sont confrontés.

On retrouve donc une fois de plus une forme de complémentarité communicationnelle entre ces grands partis et un ensemble de mouvements gravitant autour de ceux-ci. Cela est particulièrement visible lorsque l'on s'intéresse aux interactions entre différents comptes de

droite radicale sur les réseaux sociaux, laissant non seulement apparaître des thèmes partagés mais également une dynamique de réseaux permettant la diffusion de ces idées au plus grand nombre. La constitution d'une communauté fondée sur des considérations idéologiques est ainsi facilitée par les réseaux sociaux au sein du mouvement mais ceux-ci permettent également la constitution de réseaux entre différentes formations.

6.1.4. Réseaux de droite radicale sur les réseaux sociaux

Les mouvements étudiés ont su se saisir d'internet afin de l'intégrer à leur stratégie communicationnelle. Cela apparaît par ailleurs être un point commun à l'ensemble des mouvements politiques, qu'importe leur taille, et plus généralement à un monde politique s'adaptant à son époque.

L'usage d'internet, en particulier des réseaux sociaux, est ainsi devenu l'un des éléments centraux de la communication des mouvements étudiés²⁵ en leur offrant une visibilité ainsi qu'une liberté accrues.

Ces réseaux permettant de publier du contenu mais également de mettre en évidence les interactions entre différents utilisateurs, on peut se demander s'ils révèlent des réseaux de droite radicale à l'échelle européenne. Au-delà des liens existant entre ces partis, de telles interactions tendraient à révéler des réseaux européens de droite radicale ou tout au moins des thèmes voire des éléments de discours partagés.

Le document ci-dessous²⁶ met en lumière les retweets effectués par certains mouvements de droite radicale italiens, français, anglais et allemands de 2016 à 2017. Les auteurs s'intéressent ici aux publications ayant été reprises par un autre mouvement afin de les partager avec son audience, révélant les connexions s'établissant entre ceux-ci.

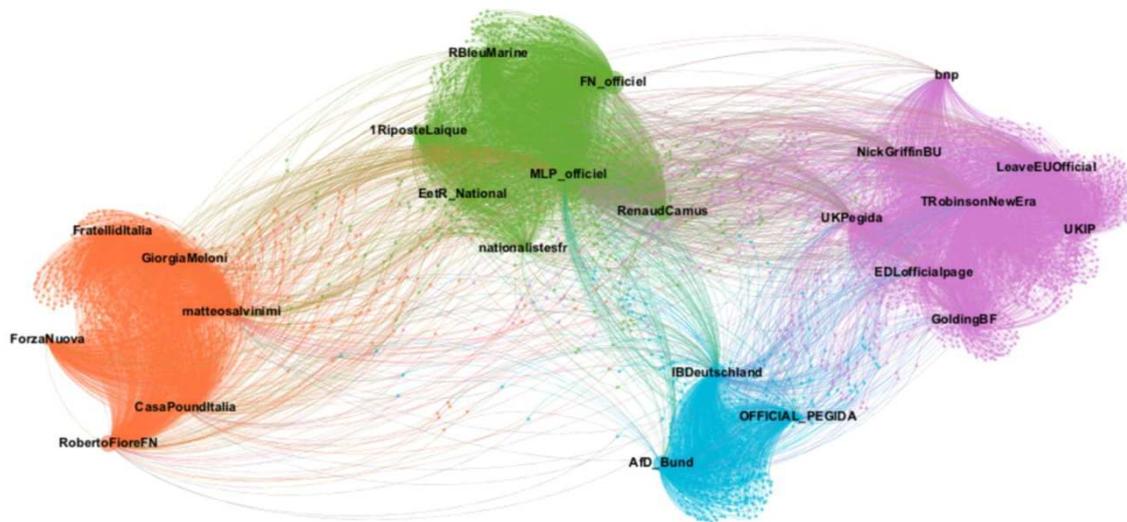
²⁵ Tateo Luca, « The Italian Extreme Right OnLine Network: an exploratory study using an integrated social network analysis and content analysis approach », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 10(2), 2005

Disponible ici : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/j.1083-6101.2005.tb00247.x> [consulté le 14 septembre 2019] ; Caiani Manuela, Della Porta Donatella et Wagemann Claudius, *Mobilizing on the Extreme Right: Germany, Italy, and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

²⁶ Froio Caterina et Ganesh Bharath, « The transnationalisation of far right discourse on Twitter », *European Societies*, 20 juillet 2018, pp. 513 – 539

disponible ici : <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/14616696.2018.1494295?needAccess=true> [consulté le 20 septembre 2019]

Réseaux de droite radicale sur Twitter en 2016 et 2017



Caterina Froio & Bharath Ganesh, « The transnationalisation of far right discourse on Twitter », *European Societies*, 21:4, 20 juillet 2018, pp.513-539

Fondant leur étude sur 2398 Tweets publiés les mouvements sélectionnés, ayant fait l'objet de 55 983 retweets, le graphique met en lumière les 1617 retweets dépassant le cadre national.

On peut ainsi voir des liens entre les mouvements sélectionnés à l'échelle nationale, révélant des passerelles idéologiques, mais dépassant également celle-ci²⁷. Dans le cadre de cette étude, on constate de réelles connexions entre les droites radicales française et italienne sur le réseau social. Si nous avons vu le rôle déterminant qu'occupe internet dans la communication de mouvements tels que CasaPound et Les Identitaires, on ne saurait négliger la mise en lumière de réseaux entre la Ligue et le RN qu'offre celui-ci.

Les deux principaux partis politiques étudiés en termes d'influence politique affichent ainsi clairement leur proximité sur les réseaux sociaux, notamment à l'approche d'échéances électorales. Matteo Salvini publie donc un tweet de soutien à Marine Le Pen à l'occasion des élections présidentielles françaises de 2017, lorsque Marine Le Pen utilise le réseau social pour faire front commun avec le leader de la Ligue lors des élections européennes de 2019.

²⁷ Caiani Manuela et Kröll Patricia, « The transnationalization of the extreme right and the use of the internet », *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, 2015, pp. 331 – 351
Disponible ici : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01924036.2014.973050>
[consulté le 13 mars 2019]



Compte Twitter de Matteo Salvini

Si le soutien affiché par les deux chefs de parti s'applique lors des élections nationales, il en va naturellement de même lors des élections européennes à l'occasion desquelles les deux partis, membres du même groupe parlementaire, font front commun.

Ce tweet de Marine Le Pen en date du 5 avril 2019 vise clairement à présenter les deux personnalités politiques unies pour les élections européennes à venir, une alliance concrétisée le 18 mai 2019 lors d'un meeting commun à Milan.



Compte Twitter de Marine Le Pen

Bien que le nombre de retweets semble mettre en lumière, du moins d'un point de vue quantitatif, de réelles accointances entre les partis de droite radicale européens, il convient d'y apporter une nuance. Le prisme national demeure central à l'idéologie ainsi qu'à la stratégie de conquête politique de ces partis se présentant avant tout comme les défenseurs des intérêts de leur population nationale.

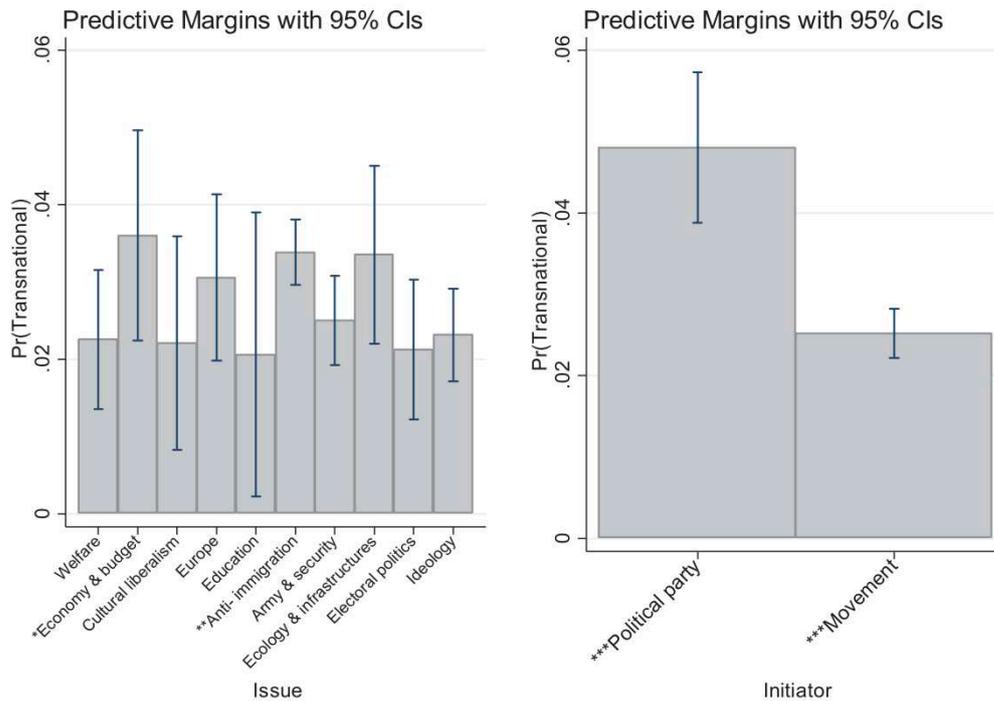
Ainsi, les deux thèmes majoritairement partagés par ces derniers et faisant l'objet d'interactions sur les réseaux sociaux sont les éléments centraux de leur discours sur la scène nationale et européenne, à savoir l'immigration et l'économie²⁸.

La prédominance d'enjeux nationaux est donc à la fois au cœur de l'idéologie de ces mouvements de droite radicale, mais semble également motiver leur rapprochement à l'échelle européenne.

²⁸ « Most far right Twitter-related activity remains national and focused on domestic organizations and concerns. Second, only a few issues (anti-immigration and the economy) garner transnational far-right audiences on Twitter. We show that a transnational far right discourse is built around interpretative frames of Islamophobia and nativist interpretations of economic programs. », Caterina Froio et Bharath Ganesh, *op. cit.*, p. 515.

Les publications sur Twitter émanant de partis politiques établis ont par ailleurs davantage de chance d’atteindre une audience au-delà de leur communauté nationale, comme le démontre les graphiques ci-dessous.

Probabilités de retweet transnational d’une publication Twitter en fonction de l’auteur et du thème



Source : Caterina Froio & Bharath Ganesh, « The transnationalisation of far right discourse on Twitter », *European Societies*, 21:4, 20 juillet 2018, pp.513-539

Ces deux documents proposent de mesurer la probabilité de retweet transnational d’une publication en tenant compte de deux données, d’une part le thème abordé dans celle-ci et de l’autre l’auteur du tweet. On voit ainsi que les tweets émanant de partis politiques ont davantage de chance de faire l’objet d’un retweet, *a fortiori* lorsqu’ils abordent l’un des thèmes particulièrement susceptibles de trouver une résonance idéologique au-delà des frontières nationales. Au-delà des considérations économiques et de l’opposition à l’immigration précédemment cités, les notions d’Europe et d’écologie semblent avoir un haut potentiel transnational.

Le format de publication que permet Internet, en particulier les réseaux sociaux, apparaît particulièrement adapté au type de discours traditionnellement véhiculé par les partis étudiés,

faisant appel aux passions et aux émotions de leur auditoire. Favorisé par l'instantanéité caractérisant la communication sur les réseaux sociaux et par la compréhension des codes de ceux-ci, leur discours y bénéficie d'une visibilité accrue.

Internet constitue ainsi à la fois un vecteur de diffusion de l'idéologie de ces formations mais également une caisse de résonance puisque leurs publications y sont vues par les membres de leur communauté de militants et de sympathisants mais également au-delà de celle-ci.

On ne saurait donc exclure les médias proposant une information en continu de cette logique communicationnelle semblant faciliter la diffusion de discours radicaux.

6.1.5. Polémique et audimat

Il serait erroné de présenter les réseaux sociaux et les médias traditionnels comme deux moyens de communication antinomiques tant ceux-ci tendent à révéler une interdépendance accrue, également applicable dans le domaine politique²⁹. On assiste donc à une forme d'hybridation de la communication politique entre utilisation des moyens de communication que propose internet et maintien du rôle qu'occupent les médias traditionnels. Loin de négliger les titres de presse que l'on pourrait qualifier de classiques en leur préférant les réseaux sociaux, les mouvements et partis politiques semblent s'appuyer sur ces deux formats afin de maximiser leur visibilité et leur influence.

La forme ainsi que le fond du discours des mouvements étudiés, travaillés en ce sens, répondent ainsi particulièrement bien au fonctionnement de médias fondés sur la recherche constante d'une hausse de l'audimat. Cette logique tend naturellement à favoriser la diffusion de propos choquants créant le « buzz » tant recherché. On peut citer certains polémistes présents sur les grandes chaînes de télévision où ceux-ci sont invités à détailler leur pensée, tels qu'Éric Zemmour dans *On n'est pas couché* de 2006 à 2011 ou Alain Soral régulièrement invité dans *Tout le monde en parle* au début des années 2000.

Si nous avons vu que les réseaux sociaux constituent un vecteur idéologique efficace, en permettant une diffusion directe soumise à moins d'intermédiaires et moins de contrôle, on peut se demander si les médias traditionnels ne constituent pas également un outil de conquête politique pour les droites radicales ?

²⁹ Chadwick Andrew, Dennis James William, Smith Amy P., « Politics in the age of hybrid media : power, systems and media logics », *The Routledge Companion to Social Media and Politics*, New York, Routledge, 2016, pp. 7 – 22.

Il convient néanmoins de nuancer à nouveau notre propos en opérant une distinction entre le format propre aux chaînes et sites internet d'information en continu, nécessairement basés sur un temps court limitant *de facto* la prise de distance et la réflexion, et les articles plus spécialisés prenant du recul sur l'information. On peut en ce sens noter une différence dans le traitement de l'information parmi les médias traditionnels entre la presse locale, plus factuelle, et la presse nationale, souvent plus analytique³⁰.

La multiplication des sources d'information répondant à une logique à court terme est sans conteste l'un des éléments offrant une visibilité accrue aux actions « coups de poing » dont ces mouvements sont coutumiers. Ces canaux d'information accordent ainsi une visibilité accrue aux actions de communication de ces mouvements et, par extension, à leur idéologie, reprises par la suite par des médias plus traditionnels y compris pour les mouvements de taille moindre³¹.

Il existe donc une complémentarité entre les nouveaux moyens d'information, plus immédiats et soumis à moins de contrôle, et les titres de presse traditionnelle reprenant certaines de ces informations dans leurs publications. Loin d'être le fruit du hasard, la communication employée par ces mouvements répond particulièrement bien aux exigences médiatiques en proposant des actions à forte visibilité sur lesquelles ils communiquent eux-mêmes sur les réseaux sociaux et sur leurs sites internet.

Cela est également le cas pour les partis plus établis que sont la Ligue et le RN qui semblent avoir compris que les médias traditionnels, en plus de servir leur discours antisystème, deviennent un outil de leur stratégie communicationnelle en plaçant leur idéologie au cœur du débat public³².

³⁰ On peut sur ce point citer l'étude menée par Samuel Bouron et Caterina Froio distinguant Le Parisien, où neuf articles sur dix sont factuels, contre quatre sur dix chez Le Monde qui reprend ainsi les diverses informations publiées par le journal local en y ajoutant une dimension analytique (Bouron Samuel et Froio Caterina, *op. cit.*, p. 219).

³¹ « C'est pourquoi nous avons réalisé, à la suite des observations des deux groupes, une analyse du contenu des interventions publiques initiées par les deux organisations, de 2003, la date de création des deux mouvements, à 2015, à partir des articles de trois titres de presse dans chacun des deux pays, *Le Monde*, *Le Figaro* et *Le Parisien* en France, *La Repubblica*, le *Corriere della Sera* et *Il Messaggero* en Italie. Au total, nous avons collecté 602 articles (387 pour l'Italie et 215 pour la France) qui traitent du BI ou CPI dans la période observée », *Ibid.*, p. 212.

³² « L'attitude des adversaires et des médias envers la Ligue et le Front national est frappante de similarité. Ceux-ci accueillent le nouveau venu par le silence puis le mépris suivi de la diabolisation avant que subitement ils ne le propulsent au centre des médias en quête audience et donc du débat public Or ces diverses attitudes successives ou simultanées fonctionnent au profit des partis de leurs leaders et de leurs

L'apparition d'internet et l'usage qu'ont su en faire les mouvements étudiés n'a donc fait que renforcer une réalité déjà existante, le style communicationnel employé par ces mouvements répondant particulièrement bien à la logique de recherche constante d'audience sur laquelle sont fondés les médias. Si les partis établis disposent de cellules chargées de gérer les relations avec la presse afin d'offrir la plus forte visibilité possible à leur idéologie, il est intéressant de noter que c'est également le cas des mouvements de taille moindre³³.

Tout en déployant un discours critique à l'encontre des médias traditionnels, ces mouvements cherchent donc la diffusion de leur idéologie par ces canaux d'information. Ceci peut sembler révéler une forme d'effet pervers dans le traitement médiatique de ces mouvements qui ne fait que renforcer ces derniers en diffusant leur discours anti-médias au service d'un système corrompu et élitiste.

Internet apparaît ainsi à la fois comme un formidable outil de communication pour les mouvements de taille moindre, leur offrant une plus grande et plus rapide visibilité, mais également pour les partis politiques participant pleinement au jeu électoral. Par ailleurs, les différents canaux d'information s'y trouvant facilitent une diffusion idéologique à plusieurs échelles. Si les réseaux sociaux répondent particulièrement bien à la logique militante inhérente aux mouvements étudiés, ils permettent de se faire connaître au sein de leur communauté nationale mais également au-delà.

La dénonciation d'une censure de la part d'un système souhaitant les réduire au silence semble également avoir su s'adapter aux évolutions sociétales et ne cible plus seulement les grandes chaînes d'information mais également les réseaux sociaux.

6.1.6. Critique d'une forme de censure exercée sur les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux, et plus généralement les moyens d'informations qu'offre Internet, sont ainsi soumis à moins de contrôle et permettent à ces mouvements de communiquer de façon plus directe avec leurs sympathisants et militants. Ils demeurent malgré tout la cible des critiques des mouvements étudiés qui y dénoncent également une forme de censure. Génération Identitaire attaque ainsi directement les réseaux sociaux Facebook, Twitter et Instagram en

propositions », Lazar Marc, « Italie : pour comprendre la Ligue », *Revue française de science politique*, 43e année, n°6, 1993. p. 1025.

³³ « CP gère aussi les relations avec les médias par le biais d'un bureau de presse organisé dans un réseau d'attachés de presse régionale, qui organisent des initiatives locales et qui sont reliés par la coordination nationale », Bouron Samuel et Froio Caterina, *op. cit.*, p. 215.

faisant plusieurs fois référence au terme de censure suite à la suppression de comptes du mouvement et de leurs porte-paroles :

« En avril 2018, Twitter censure le compte de Génération identitaire suite à l'action Defend Europe dans les Alpes. En mai 2018, Facebook supprime la page officielle de Génération identitaire [...] La même année, Instagram supprime à son tour la page de Génération identitaire ! Au nom de la lutte contre les « discours de haine », Facebook s'arroge le droit de censurer les discours qui lui déplaisent. »³⁴

Le mouvement dénonce également une censure qui s'étendrait à d'autres journaux ayant traité de leurs actions :

« En 2019, Facebook prend même l'initiative de supprimer tous les contenus faisant simplement référence à Génération identitaire. Certains journalistes ayant écrit un article sur notre mouvement sont même bannis du réseau social ! Des journaux comme Valeurs Actuelles, L'Incorrect ou Présent voient également leurs publications censurées. »³⁵

S'appuyant sur sa présence sur ces réseaux ainsi que sur le nombre d'abonnés suivant son compte officiel, ceux de leurs porte-paroles et de certains de leurs militants, le mouvement voit dans ces décisions une atteinte à la liberté d'expression :

« En juillet 2020, les comptes Twitter des porte-parole de Génération Identitaire et de certains militants sont supprimés à leur tour. Au total, ils comptaient plus de 100 000 abonnés. Et la censure continue... »³⁶

Fort de ce constat, Génération Identitaire, dont la communication repose en grande partie sur l'utilisation d'internet, entend trouver des moyens alternatifs afin de diffuser son idéologie et de maintenir les liens au sein de sa communauté militante. Le mouvement annonce donc la création de comptes sur les plateformes Telegram, et les réseaux sociaux VK et Parler qu'il qualifie de « libres ». Se présentant comme victime de la censure exercée par un système dominant, soutenir le mouvement consisterait ainsi à défendre « la liberté d'expression en [les]

³⁴ « Génération Identitaire censuré sur Facebook, Twitter et Instagram », *Générationidentitaire.org*.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*

rejoignant sur ces plateformes »³⁷. Employant une fois de plus la notion de combat caractéristique de leur discours, le mouvement entend impliquer directement ses militants et sympathisants à travers l'usage d'internet :

*« Seuls contre tous mais déterminés à continuer le combat, nous comptons sur vous. »*³⁸

Si nous avons vu que la diversité de formats que permet Internet facilite la communication de ces mouvements en supprimant la nécessité d'intermédiaires que constituent les médias traditionnels, ces derniers demeurent des moyens d'information essentiels. Le rapport aux médias traditionnels entretenu par les mouvements étudiés apparaît en ce sens complexe et parfois même contradictoire, entre dénonciation d'une forme de censure et recherche de reprise de leurs actions par ces canaux. Les médias traditionnels, pourtant fortement critiqués en tant que manifestation du système qu'ils récusent, semblent devoir être vus comme des éléments incontournables de la stratégie communicationnelle de ces mouvements.

L'apparition d'Internet a donc poussé les mouvements politiques à investir dans ces nouveaux moyens de communication sans pour autant annihiler le rôle joué par les médias traditionnels et donne ainsi lieu à une forme d'hybridation de la communication politique.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Ibid.*

6.2. Une communication autour de la critique des médias traditionnels

Bien que l'usage d'Internet facilite la communication des mouvements étudiés en accroissant considérablement leur visibilité, il convient de considérer ces nouveaux médias comme un nouvel outil au service d'une stratégie établie de longue date.

Les nouvelles plateformes d'information permettent ainsi de servir l'idée sur laquelle repose en partie la communication de ces mouvements, à savoir trouver des moyens de contourner une forme de censure qu'exerceraient contre eux les médias traditionnels au service du système qu'ils dénoncent. Les réseaux sociaux, blogs et autres sites internet ne sont en ce sens qu'un nouvel outil servant une stratégie de communication plus directe, sans intermédiaire.

La communication sur Internet permet ainsi de contourner ce que ces formations présentent comme une forme de censure exercée par les médias traditionnels dans le cadre de leur rhétorique antisystème. Et ce bien que, comme nous l'avons vu, la communication des mouvements étudiés repose à la fois sur la critique et sur l'usage des médias traditionnels.

Selon la Ligue du Nord cette forme de communication s'exerce déjà dans les premières années du parti sous la forme d'affiches :

« Les affiches ont été un formidable véhicule de propagande pour notre Mouvement. Lorsque les journaux et les télévisions nous ignoraient ou se moquaient de nous, ils étaient un outil efficace tant pour le type de message que pour les modes de diffusion exclusivement militants. »³⁹

Les mouvements étudiés partagent ainsi tous ce même discours critique à l'égard d'un système cherchant à les faire taire par le biais d'une censure médiatique. Bien qu'il convienne de rappeler la complexité de leur rapport aux médias traditionnels, tout ceci participe du discours antisystème développé de longue date, au point de devenir l'un des socles de leur idéologie⁴⁰.

³⁹ « I manifesti sono stati un veicolo di propaganda formidabile per il nostro Movimento. Quando giornali e televisioni ci ignoravano o dileggiavano sono stati uno strumento efficace sia per il tipo di messaggio sia per le modalità di diffusione esclusivamente militanti. »,

« I manifesti », *Site internet de la Ligue*

<https://www.leganord.org/il-movimento/12-il-movimento/42-i-manifesti>

[consulté le 4 octobre 2018]

⁴⁰ Mudde, Cas. « Fighting the system? Populist radical right parties and party system change », *Party Politics*, 20.2, 2014, pp. 217 – 226.

6.2.1. Dénonciation d'une censure politico-médiatique

Une illustration particulièrement explicite de ce climat de défiance vis-à-vis des médias traditionnels chez les droites radicales peut sans doute se trouver dans la cérémonie des Bobards d'or, organisée depuis 2010 par la fondation Polemia⁴¹. Fondée par l'une des figures de la Nouvelle Droite, la fondation entend placer la « lutte contre la tyrannie médiatique » au cœur de son action et organise pour cela une cérémonie annuelle distinguant « chaque printemps les « meilleurs des journalistes », ceux qui n'hésitent pas à mentir délibérément pour servir le politiquement correct. »⁴²

A l'occasion de la publication d'un album célébrant les dix ans de la cérémonie et « dix ans de fake news des médias » selon le titre de l'ouvrage, celui-ci propose un florilège de ce qui constituerait les principaux mensonges diffusés par les médias traditionnels :

« Souvenez-vous. Theo, la racaille mythomane prétendument violée par des policiers. « L'ophtalmo raciste » accusé indûment d'avoir refusé de soigner une enfant arabe. Le journaliste américain James Folley soi-disant enlevé par Assad et retrouvé égorgé par les islamistes. Les chiffres de participants gonflés pour les manifestations LGBTQ et... dégonflé pour les opérations politiquement incorrectes. L'album des Bobards, bien sourcé et joliment illustré, vous fait découvrir plus de 100 gros mensonges médiatiques. »⁴³

Lors de la cérémonie de 2017, en présence de Marion Maréchal, Jean-Yves Le Gallou critique les médias traditionnels, déclarant notamment que « la presse écrite subventionnée et les radios de télévisions autorisées à émettre ne sont pas des médias d'information mais des médias de propagande »⁴⁴. Ce faisant, le président du Club de l'Horloge et figure de la Nouvelle Droite ne déclare pas seulement que les médias seraient au service d'une « idéologie unique », mais que leur diffusion serait conditionnée par leur obéissance à une propagande d'État :

⁴¹ Fondée en 2002 par Jean-Yves Le Gallou, la fondation Polemia se présente comme « un réservoir à idées (think tank) dont les travaux sont axés sur la défense de l'identité, la critique des oligarchies et la lutte contre la tyrannie médiatique. » (polemia.com)

⁴² Bobards-dor.fr

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Jean-Yves Le Gallou, *Discours de clôture de la 8^{ème} cérémonie des Bobards d'Or*, 6 février 2017

Disponible ici : <https://bobards-dor.fr/actualites/face-aux-medias-de-propagande-lheure-des-medias-alternatifs/>

[consulté le 10 mai 2019]

« Ils diffusent la doxa de l'oligarchie.

[...]

Pour la propager et l'imposer ils utilisent toutes les techniques de propagande : ils occultent ou minorent les événements qui les dérangent ; ils montent en épingle les faits qui les arrangent et les scénarisent à outrance ; ils désinforment en s'appuyant sur les ressorts émotionnels : il y a les images qu'ils montrent à l'infini et celles qu'ils cachent. Ils angélisent ceux qui « pensent bien » et diabolisent les autres. Et ils censurent. Une censure que les petits flics de la pensée réclament aujourd'hui ouvertement. Et, bien sûr, quand il le faut ils recourent à l'arme ultime de la désinformation : le bel et bon Bobard ! »

Bien que cet événement ne soit pas organisé par l'un des mouvements étudiés, on ne peut s'empêcher de relever des similitudes idéologiques dans la critique du système constituant l'un des points de convergence majeur entre ces mouvements. Par ailleurs, nous avons déjà vu l'héritage de la Nouvelle Droite française sur les mouvements identitaires ainsi que son empreinte sur le discours des partis étudiés. Il convient donc de souligner que l'organisation de cet événement par l'une des figures de la Nouvelle Droite française ainsi que la participation de Marion Maréchal en 2017, alors qu'elle appartient encore pleinement au FN, sont loin d'être anecdotiques.

La condamnation d'un discours uniformisé servant leurs opposants politiques, en premier lieu les partis traditionnels se succédant au pouvoir, est l'un des arguments sur lesquels s'appuient ces partis dans leur dénonciation d'un système leur étant opposé.

Ainsi, les médias sont fréquemment accusés de véhiculer de fausses informations visant à contrer les ambitions politiques des partis de droite radicale, comme le montre ce communiqué de presse du groupe ENL au Parlement européen.

Suite à la parution d'un article par le journal Politico⁴⁵ portant sur d'éventuelles malversations quant aux subventions accordées au groupe parlementaire, celui-ci entend « répondre aux mensonges éhontés du site Politico » :

« En apportant un éclairage profondément malhonnête sur la nature de cette restitution, le site Politico qui prétend s'ériger en organe moral sur les affaires européennes, fait surtout la

⁴⁵ Extension européenne du média politique américain du même nom fondé en 2007, Politico est créé en 2015 et se spécialise sur la politique de l'Union européenne à travers une version papier mensuel et la publication d'articles sur son site internet (politico.eu).

preuve de sa méconnaissance totale des règles de gestion des partis européens financés par le Parlement européen. »⁴⁶

Le groupe ENL dénonce ainsi la diffusion d'informations à caractère diffamatoire, prenant des allures de « cabale politique » à leur rencontre :

« Cet article qui insinue d'éventuelles malversations est donc totalement diffamatoire. Le MENL se réserve le droit de donner des suites judiciaires à cette publication calomnieuse du site Politico pour organiser à l'encontre de notre Groupe et de nos organisations une cabale politique. »

Matteo Salvini s'appuie sur une même dénonciation d'une censure médiatique qui serait menée contre son parti, en premier lieu sur les questions migratoires qui sont au cœur de la stratégie mise en place par le « Capitaine » depuis son arrivée à la présidence du parti. On peut ainsi citer l'exemple de sa vidéo la plus populaire en termes de vue en période électorale postée sur Facebook. Dans cette vidéo censurée par les médias traditionnels selon le leader de la Ligue du Nord, celui-ci prend la parole au Parlement européen afin de dénoncer les « faux réfugiés » accueillis par l'Italie depuis plusieurs années.

On remarque, au-delà de la forte présence de Matteo Salvini sur Facebook illustrée par l'importante publication de contenu, que celui-ci est majoritairement composé de vidéos et « live-streams ». Loin d'être dû au hasard ou à une appétence particulière de l'homme politique pour ce format, il apparaît que c'est cette catégorie de publications qui génère le plus de réactions⁴⁷, comptabilisables à travers les commentaires et les mentions « j'aime ».

Si le leader de la Ligue du Nord publie fréquemment ses interventions publiques sur son compte Facebook, l'exemple des « live-streams » semble nous renseigner davantage sur sa stratégie communicationnelle. Ce format de vidéos permet de renvoyer une image plus directe, plus naturelle dans la mesure où cela ne correspond pas aux prises de parole caractéristiques des

⁴⁶ « Réponse aux mensonges éhontés du site Politico », Communiqué de presse du groupe Europe des Nations et des Libertés, *Site internet du Rassemblement National*, 14 septembre 2016

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiques/reponse-aux-mensonges-ehontes-du-site-politico/>

[consulté le 13 janvier 2019]

⁴⁷ Rossetti Giovanni, « Matteo Salvini and the potential of live-streams », *Masters of Media. New Media & Digital Culture M.A.*, Université d'Amsterdam, 24 septembre 2018

Disponible ici : <https://mastersofmedia.hum.uva.nl/blog/2018/09/24/matteo-salvini-and-the-potentials-of-facebook-live-stream/>

[consulté le 20 février 2020]

personnalités politiques. Au-delà de permettre à l'homme politique de s'expliquer directement et lorsqu'il le souhaite sans intermédiaire auprès de ses abonnés, la dimension informelle de ce format répond au ton du discours habituellement employé par Matteo Salvini tel que vu précédemment.

6.2.2. La notion de « réinformation »

Les médias traditionnels étant présentés comme à la solde du système, ces partis et mouvements créent leurs propres moyens de communication. Cela s'insère ainsi à la fois dans la logique antisystème que l'on retrouve dans la plupart de leurs prises de parole, mais est également une part essentielle de leur stratégie communicationnelle.

Selon Jean-Yves Le Gallou, « les médias officiels ont perdu leur monopole : ils doivent désormais faire face à des concurrents redoutables : les médias alternatifs et les réseaux sociaux »⁴⁸. Ces derniers participeraient à la constitution d'une « réinfosphère », permettant de contourner une information unique diffusée par les médias traditionnels. Ces nouveaux moyens de communication assurent ainsi une mission critique mais doivent également proposer une offre d'information alternative :

*« Mais il faut aller au-delà ! La réinfosphère ne doit pas se contenter d'une fonction critique, elle doit aussi produire de l'information. Et elle le fait. Le temps des médias alternatifs créateurs de contenus d'information est venu. »*⁴⁹

Citant les médias proches des droites radicales TV Libertés⁵⁰, Salon Beige⁵¹ ainsi que Boulevard Voltaire et Breizh-info déjà présentés dans les précédentes parties dédiées au Rassemblement National et au mouvement identitaire, le président du Club de l'Horloge se félicite du contenu proposé par ceux-ci.

L'exemple de Novopress illustre cette volonté de proposer des médias alternatifs véhiculant à la fois l'idéologie identitaire, mais défendant aussi fréquemment les partis

⁴⁸ Jean-Yves Le Gallou, *op.cit.*

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Se présentant comme la « première chaîne de réinformation », TV Libertés est une web-télé fondée en 2014 par Martial Bild, ancien membre du Front National, et est dirigée par Philippe Milliau, ancien dirigeant du Bloc identitaire.

⁵¹ Blog fondé en 2004, le Salon Beige se caractérise par ses publications conservatrices, pro-catholiques et proches de l'extrême-droite française.

politiques partageant certains aspects de celle-ci, en premier lieu le Rassemblement National. Novopress est ainsi un organe de presse militant au service de la diffusion de l'idéologie identitaire, réutilisant les codes propres à un journalisme plus classique afin de donner des allures plus objectives à son propos.

Ce format, permis par l'arrivée d'Internet, offre la possibilité de constituer une nouvelle source d'information, voire de « réinformation » pour reprendre les termes du mouvement⁵². Ce terme de « réinformation » illustre à la fois cette critique des médias traditionnels accusés de véhiculer de fausses informations mais également la volonté du mouvement identitaire d'outrepasser une information lisse et hégémonique au service du système qu'ils dénoncent.

La création de Novopress repose ainsi avant tout sur une critique des médias traditionnels et sur un projet de contrer une information tronquée qui serait véhiculée par ceux-ci. Selon son fondateur, cette offre médiatique alternative est permise par l'apparition d'Internet :

« Les médias « classiques » ont longtemps détenu le monopole de l'information. Grâce au réseau des réseaux, il me paraissait important – à l'époque – de tenter l'expérience d'un nouveau média susceptible de proposer une information alternative en ligne. Et le constat est désormais sans appel. Internet a permis de révolutionner l'accès à l'information tout en permettant une diversification de ses acteurs. »⁵³

Internet constitue ainsi selon lui le « dernier espace de liberté face à l'hyper-classe politico-médiatique »⁵⁴. Si le discours antisystème tenu par ces mouvements est sans conteste un trait commun apparu bien avant l'avènement d'Internet, les nouveaux moyens d'information permis par celui-ci servent cette critique d'un discours dominant et offre la possibilité de faciliter la diffusion de leur idéologie ainsi que d'en étendre la portée.

Fabrice Robert entend ainsi s'appuyer sur les « solutions technologiques » qu'offre Internet afin de « contourner la censure. »⁵⁵

⁵² Cardon Dominique et Granjon Fabien, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

⁵³ « Entretien de Fabrice Robert au quotidien Présent », *Novopress*, 24 juillet 2015

Disponible ici : <https://fr.novopress.info/actualite-politique-internationale-culture-sport-depeches/entretiens/> [consulté le 10 octobre 2018]

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.*

Novopress donne la parole à des personnalités proches de l'idéologie identitaire, en accordant notamment un entretien à l'une des figures de la Nouvelle droite dont le mouvement s'inspire. Faisant la promotion des rencontres du Carrefour de l'horloge en 2015, Henry de Lesquen souligne la facilitation de la diffusion des idées de sa famille politique sur Internet :

« Nous allons améliorer la diffusion de nos idées, la rapidité avec laquelle elles pénètrent la société. Nous nous adaptons à l'univers du numérique, qui est pour nous une grande chance. Avec Internet et les réseaux sociaux, nous pouvons atteindre directement un large public diversifié, dont beaucoup de jeunes enthousiastes, sans être occultés par les media du système. »⁵⁶

L'idée qu'il est absolument nécessaire de suivre les évolutions dans le secteur de la communication est très présente chez le mouvement identitaire pour qui « le succès de la réinformation est réel et durable mais ne doit pas occulter ces évolutions récentes »⁵⁷ :

« Les lauriers de la bataille des idées et de l'information ne sont jamais acquis et il faut veiller à ne jamais s'endormir dessus. Il faut développer des outils percutants qui ne touchent pas que les convaincus, être à l'affût des nouvelles méthodes de communication et ne négliger aucun canal. »⁵⁸

Dans le but d'apporter une légitimité à son propos qui reste malgré tout conditionné par l'idéologie identitaire, le site reprend le style des grands titres de presse en proposant diverses rubriques conformes à ce que l'on pourrait trouver chez les médias traditionnels⁵⁹. On retrouve ainsi l'ambiguïté du mouvement identitaire, entre l'idée d'un sérieux intellectuel assuré par Les

⁵⁶ Entretien d'Henry de Lesquen, *NOVOpress*, 12 novembre 2015

Disponible ici : <https://fr.novopress.info/actualite-politique-internationale-culture-sport-depeches/entretiens/> [consulté le 6 juin 2019]

⁵⁷ Cattin Jean-David, « Ils plient mais sont loin d'avoir rompu », *Site Internet Les Identitaires*, 16 juillet 2018
Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/07/16/ils-plient-mais-sont-loin-davoir-rompu/> [consulté le 4 janvier 2019]

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ « le contenu du site utilise l'écriture et la titraille journalistiques. Cette mise en forme doit permettre au contenu d'être potentiellement perçu comme objectif en présentant des faits, même si leur sélection et leur hiérarchisation sont conformes aux visions du monde des identitaires. Novopress comporte les mêmes rubriques que la plupart des sites généralistes d'information : internationale, culture, économie, environnement, médias, sport, etc. », Bouron, Samuel, « Des « fachos » dans les rues aux « héros » sur le web. La formation des militants identitaires », *op. cit.*, p. 192.

Identitaires dans sa stratégie métapolitique et les actions directes et visibles de Génération identitaire.

La branche jeunesse s'appuie quant à elle sur une communication plus visuelle, contenant moins de texte et plus d'images et de vidéos afin de faire connaître les actions du mouvement et, par la même occasion, l'idéologie identitaire.

On ne constate pas de volonté de reprise du style journalistique dans le cas de GI, qui apparaît alors comme le bras armé du mouvement Les Identitaires, chargé de réaliser les actions de communication reprises ensuite et disséquées par les sites de « réinformation » proches du mouvement, mais également par les médias traditionnels. Le mouvement identitaire et sa section jeunesse semblent donc répondre à une division du travail, entre subversion et intellectualisation de son idéologie.

Les médias traditionnels feraient ainsi partie du système dominant, étant une cible de longue date des mouvements étudiés et ce malgré les changements de dirigeants et de tendance politique. Les droites radicales incluent ainsi dans leur critique du politique une dimension idéologique dont les médias mais également la justice seraient les bras armés.

Ainsi, Les Identitaires dénoncent un « durcissement du régime envers ceux qui le contestent », « la censure dont les identitaires sont la cible [ayant] été revendiquée fièrement par un membre du gouvernement »⁶⁰. Le « régime » s'appuierait ainsi sur une censure médiatique, s'appliquant également sur les réseaux sociaux, afin de passer sous silence l'idéologie identitaire. Le mouvement souligne par ailleurs que « la justice n'hésite pas à condamner lourdement les cadres identitaires », faisant référence à la condamnation de membres de GI suite à l'opération Defend Europe menée dans les Alpes⁶¹.

Il convient de revenir sur l'analyse de cette condamnation judiciaire par le mouvement identitaire. Si le soutien apporté par Les Identitaires aux membres de GI n'est que peu surprenant, celui-ci s'insère au sein de la critique du système en présentant la justice comme étant au service du politique.

⁶⁰ Cattin Jean-David, « Populisme : C'est une vague ? Non, Sire, c'est un raz-de-marée ! », 16 septembre 2019

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2019/09/16/populisme-cest-une-vague-non-sire-cest-un-raz-de-maree/>

[consulté le 8 octobre 2019]

⁶¹ Trois militants de Génération identitaire, Clément Gandelin (dit Galant), Romain Espino et Damien Lefèvre (dit Rieu) sont condamnés en août 2019 à six mois de prison ferme par le tribunal correctionnel de Gap.

On remarque par ailleurs les réactions de plusieurs cadres du Rassemblement National voyant également dans cette condamnation l'occasion de dénoncer le manque d'impartialité de la justice française. Sébastien Chenu déplore ainsi sur son compte Twitter une « société qui marche sur la tête » :

*« Je pense que si la peine de mort existait encore Damien Rieu était bon pour l'échafaud avec une justice pareille ! Soutien à Damien Rieu, Société qui marche sur la tête !!!#generationidentitaire #DamienRieu #Justice »*⁶²

Nicolas Bay met clairement en doute l'impartialité de la justice, présentant l'opération anti-migrants menée par GI comme « pacifique » et œuvrant pour « l'application de la loi et la protection de nos frontières » :

*« Comment ne pas douter de l'impartialité de la justice quand des jeunes sont condamnés à de la prison ferme pour avoir mené une action PACIFIQUE ?! Soutien à ces militants, qui ne demandaient que l'application de la loi et la protection de nos frontières ! »*⁶³

Le mouvement identitaire et le Rassemblement National dénoncent ainsi tous deux un jugement influencé par des considérations idéologiques et, plus largement, une intrusion du politique dans les décisions de justice. Le soutien affiché est mutuel, Les Identitaires dénonçant déjà en 2018 « le traitement de choc » auquel aurait eu droit le Rassemblement National « en se voyant confisquer 2 millions d'euros par des magistrats politisés. »⁶⁴

Les médias ne sont ainsi qu'une partie d'un système bien plus vaste visant à les réduire au silence :

*« Le mouvement identitaire se fait interdire ses manifestations par des préfets sous des motifs fallacieux, une répression qui s'ajoute à une censure quasi-totale sur les réseaux sociaux. Pour faire bonne mesure, les activistes sont frappés d'amendes à faire pâlir bien des malfrats endurcis. »*⁶⁵

⁶² Compte Twitter de Sébastien Chenu (@sebchenu), 30 août 2019.

⁶³ Compte Twitter de Nicolas Bay (#NicolasBay_), 30 août 2019.

⁶⁴ Cattin Jean-David, « Ils plient mais sont loin d'avoir rompu », 16 juillet 2018.

⁶⁵ *Ibid.*

L'un des axes discursifs majeurs et communs aux mouvements étudiés réside donc dans la critique d'un système présenté comme tentaculaire s'appuyant à la fois sur les médias et la justice afin de museler l'opposition et tout discours alternatif. Ce système dénoncé avec véhémence serait établi de longue date et ce malgré les différentes tendances politiques se succédant au pouvoir. Les partis traditionnels sont ainsi inclus par les mouvements étudiés dans leur condamnation d'un régime dont ils seraient l'un des rouages essentiels.

6.2.3. Une critique du politique à travers la critique du système médiatique

La critique du système en place passe donc par trois axes majeurs, le premier étant la critique d'une censure médiatique, le second la dénonciation d'un acharnement judiciaire dont ils seraient victimes et le troisième une condamnation des mensonges des partis traditionnels. Ces trois aspects servent le même objectif, à savoir présenter les partis étudiés comme les seuls à souhaiter rétablir une vérité tue aux populations nationales. Ce faisant, ces derniers se font à nouveau les défenseurs des intérêts du peuple face à un système politico-médiatique corrompu.

Les partis traditionnels n'échappent donc pas au discours antisystème tenu par ces mouvements, au point d'en être même l'une des cibles privilégiées. On peut ainsi citer la campagne menée par le Front National contre François Fillon, principal adversaire politique à droite pour les élections présidentielles de 2017.

Si la critique des adversaires politiques ne constitue pas une nouveauté, *a fortiori* à l'approche d'échéances électorales, il est intéressant de noter que cette campagne de décrédibilisation du candidat de la droite traditionnelle a pris place sur les réseaux sociaux.

Menée non par les militants mais par les figures du parti sur leur compte Twitter, celle-ci utilise les codes de la plateforme en s'appuyant essentiellement sur une image et peu de texte centré autour du hashtag #LeVraiFillon.



Steve Briois ✓
@SteeveBriois



S'il était maire, #Fillon a confirmé qu'il accepterait des #migrants : à diffuser pour rétablir la vérité ! #LeVraiFillon #LaPrimaire



9:01 PM · 27 nov. 2016



Twitter.com

Publiés par des figures du parti, tels que Steve Briois et Florian Philippot, la stratégie est ici toujours la même et repose sur la reprise d'une citation du candidat à l'élection présidentielle à laquelle est jointe une photo peu flatteuse dans le but de décrédibiliser celui-ci.



Florian Philippot ✓
@f_philippot



#levraiFillon : Retour vers le XIXe siècle. Et pendant ce temps le gâchis continue sur l'immigration, l'UE, la fraude...



9:35 PM · 27 nov. 2016



Twitter.com

Vice-président du parti en charge de la communication, Florian Philippot assume cette volonté de décrédibiliser François Fillon en exprimant sa « hâte d'entrer dans un débat clivant et tranchant » en prenant le candidat de la droite traditionnelle « par tous les bouts »⁶⁶.

La forte visibilité qu'offrent les réseaux sociaux en font donc un formidable outil de diffusion idéologique mais également de critique de leurs opposants politiques.

Matteo Salvini lance ainsi en 2015 une campagne de dénigrement de Matteo Renzi autour du hashtag #Renziacasa en appelant les sympathisants du parti à ajouter celui-ci à leurs publications.

Cette volonté d'impliquer les sympathisants et militants du parti sur les réseaux sociaux fait l'objet d'une promotion par le chef du parti sur son compte officiel, notamment par le biais d'une publication Facebook du 28 février 2015. Matteo Salvini s'adresse directement à ceux-ci en déclarant :

« Les amis, si vous avez Twitter utilisez #Renziacasa dans vos tweets !

Vous êtes prêts ?!?! »⁶⁷



Compte Facebook officiel de Matteo Salvini

⁶⁶ Quinault-Maupoil Tristan, « #LeVraiFillon, la campagne numérique du FN pour contrer son nouvel adversaire », *Le Figaro*, 28 novembre 2016

Disponible ici :

<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2016/11/28/25002-20161128ARTFIG00140-levraifillon-la-campagne-numerique-du-fn-pour-contrer-son-nouvel-adversaire.php>

[consulté le 17 décembre 2018]

⁶⁷ « Amici, se avete Twitter usate #renziacasa nei vostri tweet! Siete pronti?!?! »

Dans le cadre de la manifestation du 28 février 2015 à Rome, la Ligue du Nord entend rassembler ses troupes autour de ce slogan qui est non seulement une formule de ralliement sur les réseaux sociaux mais fait également l'objet de la création d'un site internet⁶⁸.

Par ailleurs, l'intégralité du discours tenu par le président du parti est publiée sur l'une des chaînes YouTube officielles du parti, avec pour simple titre « #renziacasa – intervento di Matteo Salvini »⁶⁹

Si #Renziacasa est principalement utilisé sur Twitter, il sert également au sein des publications Instagram du leader de la LN. Ainsi, le leader réutilise ce slogan en septembre 2017 en légende d'une photo d'un bracelet à la couleur verte du parti sur lequel on peut lire « Pontida ».



Compte Instagram de Matteo Salvini

Les réseaux sociaux apparaissent donc comme l'un des outils de communication majeur des mouvements de taille moindre puisqu'ils permettent de pallier le manque de visibilité médiatique dont ils bénéficient du fait de leur faible poids politique. Le format permis par ces nouvelles plateformes leur permet ainsi non seulement de diffuser directement leur idéologie

⁶⁸ www.renziacasa.com

⁶⁹ « #renziacasa – intervento di Matteo Salvini », *Chaîne Youtube de Matteo Salvini*, 2 mars 2015
Disponible ici: https://www.youtube.com/watch?v=m7nKmc-0JCA&ab_channel=LegaSalviniPremier
[consulté le 12 janvier 2019]

auprès de leurs sympathisants, mais également de se faire connaître en s'appuyant sur des actions de communication à fort potentiel médiatique.

Il convient par ailleurs de rappeler que la place acquise par les réseaux sociaux n'est pas incompatible avec les médias traditionnels, certaines publications y étant reprises. Cette hybridation de la communication politique n'échappe pas aux mouvements de taille moindre qui y voient un moyen de se faire connaître, mais également aux partis plus installés dans le jeu politique.

On constate ainsi que les partis politiques ont su se saisir de ce nouvel outil et des codes qui y correspondent afin d'optimiser leur visibilité politique, leur diffusion idéologique ainsi que leur critique d'un système qui chercherait à leur nuire.

6.2.4. Proposer une offre médiatique alternative

La communication de ces mouvements remplit, comme vu précédemment, une double fonction entre renforcement des liens au sein de la communauté de militants et de sympathisants et plus ample diffusion de leur idéologie.

Dans les deux cas, et au-delà de toute considération idéologique, le discours repose en partie sur une condamnation du système médiatique et politique en place. Ainsi, les médias ainsi que les partis traditionnels sont accusés d'être à la solde d'intérêts contraires à ceux de la population, dont ces mouvements et partis se présentent comme les défenseurs. La communication de ces partis véhicule donc l'idée que les médias traditionnels serviraient un discours policé soumis à la logique d'un « politiquement correct » fréquemment dénoncé.

Les Identitaires entendent ainsi faire œuvre de réinformation en proposant des moyens d'information alternatifs en dehors de la sphère médiatique véhiculant selon eux une doxa dictée par le système en place. Ce faisant, le mouvement s'appuie sur cette critique du système politico-médiatique afin de se faire les porte-paroles des oubliés de ce système :

« Nous sommes la génération des 30-50 ans, et les médias ne parlent pas de nous. Trop jeunes pour être vieux, trop vieux pour être jeunes : nous ne sommes pas dans leurs radars.

Nous sommes pourtant une génération qui a beaucoup à apprendre aux journalistes, analystes et autres commentateurs. »⁷⁰

⁷⁰ Raul Cyril, « Les 30-50 ans ou la génération Beltrame », *Site internet Les Identitaires*, 4 avril 2018.

Les professionnels des médias sont ainsi accusés d'occulter sciemment une partie de la population, constituant le socle électoral des partis de droite radicale, comme le rappellent Les Identitaires :

« Nous sommes la génération qui a, de loin, le plus voté pour Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. [...] Contrairement à ce qu'ont longtemps affirmé les apôtres de l'idéologie du progrès et du plaisir immédiat, la tradition, la foi et la patrie ne sont pas des notions surannées mais des valeurs indépassables. Notre époque souffre cruellement de leur absence [...] L'avènement d'un Macron, quarantenaire sans enfant promoteur d'une vision de l'Homme affranchi de ses racines, est sans doute l'une des conséquences logiques de ce basculement philosophique. »⁷¹

Si le mouvement ne cache pas sa proximité avec le parti de Marine Le Pen, il place celui-ci au sein d'une dimension métapolitique caractéristique de son idéologie. Ainsi, le Rassemblement National serait, au-delà d'un simple parti politique, un rempart contre ce que représentent selon lui les partis traditionnels, dans le cas présent Emmanuel Macron. Bien qu'il s'agisse clairement d'un plaidoyer en faveur du parti de Marine Le Pen, celui-ci est présenté comme motivé par des considérations morales et pas seulement politiques.

Comme évoqué dans les parties consacrées au discours de ces formations, la critique d'un discours dominant qualifié de « politiquement correct » est un élément essentiel de leur idéologie mais également de leur stratégie politique.

Afin de faire œuvre de « réinformation », à savoir afin de proposer des médias alternatifs aptes à contourner le discours uniformisé et fallacieux servi par les canaux d'information traditionnels, ces mouvements tentent de créer leurs propres moyens d'information.

On peut à ce titre citer l'exemple de Matteo Salvini s'étant très tôt fait connaître auprès des sympathisants de la Ligue du Nord sur les ondes de Radio Padania.

Si cela ne constitue pas une réelle nouveauté liée à l'apparition d'Internet dans la mesure où les partis politiques ont toujours communiqué sur leur idéologie, la forme que prennent ces nouveaux moyens d'information apparaît particulièrement intéressante.

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/04/04/les-30-50-ans-ou-la-generation-beltrame/>
[consulté le 6 mai 2019]

⁷¹ *Ibid.*

L'un des exemples les plus parlants et représentatifs de cette stratégie communicationnelle est sans doute à nouveau le site d'information Novopress.

Ce site d'information, ou dans le cas présent de « réinformation », ne dissimule pas réellement son affiliation partisane mais reprend les codes esthétiques ainsi que les normes rédactionnelles propres aux médias traditionnels. Dans l'optique de crédibiliser son propos, le site ressemble de prime abord à un site d'information que l'on pourrait qualifier de classique sans pour autant cacher sa proximité non seulement idéologique mais également structurelle avec le mouvement identitaire.

Le nom même du site repose sur cette idée de réinformer le public d'après son fondateur :

« « Novo » signifie, en latin, « renouveler » ou encore « refaire ». Novopress se donnait alors comme objectif de refaire l'information face à la propagande du système et face à l'« idéologie unique ». On ne parlait pas encore, à l'époque, de réinformation, mais l'approche était – avec du recul – assez similaire. Dans un certain sens, on peut dire que Novopress a joué un rôle de précurseur par rapport à qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui, la réinfosphère. »⁷²

Fabrice Robert explique la vocation de son site auprès du quotidien *Présent*, entretien faisant par la suite l'objet d'une publication sur Novopress⁷³. Selon son fondateur, la création de ce site repose sur une « certaine complémentarité entre les différentes plateformes [qui] ne peut que servir [leur] combat commun contre l'idéologie unique. »

Il entend ainsi développer « l'écosystème réinformationnel » afin de permettre une plus ample diffusion de l'idéologie identitaire. Fabrice Robert se félicite donc du rôle qu'il joue dans la diffusion d'une information alternative, rappelant au passage la logique double sur laquelle repose la stratégie communicationnelle de son mouvement :

« C'est ainsi que depuis 10 ans, Novopress a souvent servi de base au déclenchement d'actions qui s'appuient sur deux logiques convergentes : l'audience du site sur le web et la

⁷² « Entretien de Fabrice Robert au quotidien *Présent* », *Novopress*, 24 juillet 2015, *op. cit.*

⁷³ *Ibid.*

présence d'un appareil militant actif. Nous l'avons souvent dit. La rue et les réseaux informatiques sont nos permanences politiques ! »⁷⁴

Internet et la dimension contributive inhérente à celui-ci constitue un réel outil communicationnel pour les sites tels que Novopress mettant « aujourd'hui beaucoup l'accent sur les réseaux sociaux (Twitter, mais aussi Facebook) et certaines plateformes emblématiques du web (comme YouTube, Flickr). »⁷⁵

Les réseaux sociaux apparaissent ainsi être devenu un rouage essentiel de la stratégie de conquête politique des grands partis mais également de la visée métapolitique dont se réclament les autres mouvements étudiés. On ne peut en ce sens comprendre la communication menée par CasaPound sans mentionner le rôle joué par Internet, et en particulier par les réseaux sociaux. Si le mouvement dispose d'autres médias tels que Radio Bandera Nera ainsi que d'une chaîne de télévision, Tortuga TV, il demeure particulièrement investi sur les plateformes numériques.

La communication sur internet représente en ce sens un réel atout pour ces mouvements de taille moindre fondant une grande part de leur stratégie communicationnelle sur des actions coups de poing, comme dans le cas de Génération Identitaire. Ainsi, en réponse à la diffusion d'images d'une agression perpétrée par des militants de droite à l'encontre de militants de gauche par l'émission « Chi l'ha visto »⁷⁶, le mouvement romain décide de lancer des œufs sur un bâtiment de la Rai au sein duquel l'émission est enregistrée. Il est intéressant de noter dans le cadre de cette partie que l'intégralité de l'action fait l'objet d'une diffusion sur YouTube qui constitue un élément essentiel de la communication du mouvement⁷⁷.

Si la proposition de médias alternatifs en réponse à un système médiatique politisé et mensonger est l'une des clefs de compréhension de la stratégie communicationnelle du mouvement identitaire, on ne peut occulter la tentative du Front National de fonder son propre réseau social en 2014. S'insérant dans la logique de la critique d'une forme de censure

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Diffusé pour la première fois en 1989 sur la chaîne de télévision Rai 3, « Chi l'ha visto ? » est un programme télévisé d'investigation criminelle.

⁷⁷ Pasqua Marco, « Il doppio volto di CasaPound Italia in bilico tra solidarietà e violenza », *La Repubblica*, 15 décembre 2011

https://www.repubblica.it/cronaca/2011/12/15/news/doppio_volto_casapound_italia-26647499/

[consulté le 16 mars 2018]

s'étendant jusqu'aux réseaux sociaux consacrés que sont Twitter et Facebook, le parti de Marine Le Pen met en ligne son propre réseau social, Les Patriotes⁷⁸, en mai 2014.

Le projet, mené à l'approche des élections européennes, fait l'objet d'une communication sobre, dont la promotion peut se résumer à un tweet de Marion Maréchal en annonçant la création.



Découvrez sans plus tarder le premier réseau social militant patriote ! Site : lespatriotes.net - Page Fb : facebook.com/lespatriotes.n...

11:18 AM · 9 mai 2014



Twitter.com

Malgré tout, bien qu'aucun cadre du parti ne communique sur ce projet s'insérant dans la campagne numérique du parti pour les européennes, et les élections futures, celui-ci est lancé avec le concours de Riwal, la société de communication politique de Frédéric Chatillon.

La page d'accueil de ce réseau social alternatif et militant, sur laquelle on peut voir Marine Le Pen accompagnée du slogan « Partagez ! Agissez ! Mobilisez », entend resserrer les liens au sein de la communauté de militants et de sympathisants mais également au-delà de celle-ci.



Huffingtonpost.fr

⁷⁸ Lespatriotes.net

Selon Florian Philippot, cette plateforme permet d'étendre la zone d'influence du parti en ne touchant « pas seulement des militants », le vice-président projetant même que « le nombre d'inscrits sur le site dépassera le nombre d'encartés »⁷⁹.

Comprenant une partie « blogs », permettant la publication d'éditoriaux par les membres les mieux notés, le site est en effet fondé sur un système de jeu permettant aux inscrits de récolter des points. Chaque action sur le réseau social, tel que la publication d'une photo ou d'une vidéo, le partage de contenu ou la participation à un événement permet aux membres de faire gagner leurs publications en visibilité.

Au-delà de la visée militante de ce réseau social et du souhait du parti d'en faire une réelle alternative aux autres plateformes, celui-ci permet également au parti de mieux connaître ses militants ainsi que leurs préoccupations. Le site demande ainsi à ses futurs inscrits un certain nombre d'informations personnelles telles que leur niveau d'étude, catégorie socioprofessionnelle, situation familiale, religion ou encore les enjeux nationaux par lesquels ils se sentent le plus concernés.

Les inscrits se voient par ailleurs demander le nom de leur « patriote préféré », devant choisir entre Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan, Henri Guaino, Philippe de Villiers ou Jean-Pierre Chevènement. Il convient de noter que ce sont les seules personnalités politiques nommées, le reste étant classé dans la catégorie « autre ».

LesPatriotes.net semble donc vouloir collecter un certain nombre de données sur les militants et sympathisants au parti mais oriente malgré tout la publication de contenu par ceux-ci sur certaines thématiques choisies que sont l'agriculture, l'économie, l'immigration, la justice et l'Union européenne.

⁷⁹ Provost Lauren, « lespatriotes.net : le Front national lance son premier réseau social en toute discrétion », *Huffington Post*, 12 mai 2014

Disponible ici : https://www.huffingtonpost.fr/2014/05/12/les-patriotes-net-front-national-reseau-social-site-militants_n_5309960.html

[consulté le 18 décembre 2018]



Huffingtonpost.fr

La faible activité enregistrée sur le site ne parvient pas à concurrencer les réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter sur lesquels les militants et sympathisants du parti sont nettement plus actifs. Au mois de mai 2015, soit un an après le lancement du site, le réseau social compte seulement 7500 inscrits.

Le rapport aux réseaux sociaux des mouvements étudiés semble ainsi assez similaire à celui entretenu avec les médias traditionnels, entre critique d'une censure dont ils seraient les victimes et recherche d'une présence accrue sur ces médias.

On ne peut donc nier le lien manifeste entre la critique du système, centrale à l'idéologie de tous ces mouvements et partis, et le rapport que ceux-ci entretiennent avec les médias, qu'ils soient traditionnels ou nés après l'avènement d'Internet.

La critique des médias et des partis traditionnels apparaît donc comme l'un des rouages essentiels de la logique antisystème dans laquelle se situent les mouvements étudiés. Ces derniers seraient ainsi victimes d'un système véhiculant une idéologie dominante au service des partis traditionnels et visant donc à réduire leur influence politique.

Forts de ce constat, ces mouvements développent l'idée d'une nécessaire réinformation des populations en leur proposant une offre d'information alternative proche de leur idéologie.

En présentant les médias traditionnels comme leurs opposants, ces formations semblent simplifier leur rapport avec ceux-ci dans le but de nourrir et de crédibiliser leur discours antisystème.

La réalité apparaît bien plus nuancée dans la mesure où le fonctionnement même des médias est fondé sur une logique de recherche d'audience à laquelle répond particulièrement bien la communication de ces mouvements. Leur communication est d'ailleurs travaillée en ce sens en ayant recours à des actions et des déclarations à fort potentiel médiatique, parfois même des actions « choc » dans le cas des mouvements de taille moindre ne subissant pas les répercussions électorales de telles actions.

Chapitre VII. Passerelles idéologiques : Études de Cas

Si l’empreinte des cultures nationales sur ces mouvements est forte, jusqu’à apparaître indissociable de l’idéologie véhiculée par ceux-ci, il est nécessaire de souligner les points de convergence idéologiques reliant ces mouvements. Tout d’abord, une importance croissante accordée aux questions identitaires, dans un contexte de mondialisation présenté comme vecteur d’inégalités sociales dont souffre une part substantielle de l’électorat de ces mouvements.

D’autre part, toujours dans une logique d’appartenance nationale et de défense des intérêts des populations, l’immigration est souvent perçue comme une menace, bien que les discours sur ce point connaissent des infléchissements d’un mouvement politique à l’autre.

La dimension occupée par le social dans le discours politique constitue en outre un autre élément d’identification. Il semble donc intéressant de prendre la mesure de la perméabilité de cette question sociale dans le discours et l’idéologie des formations étudiées.

Par ailleurs, il apparaît pertinent de s’interroger sur le traitement de la question des mœurs par ces mouvements et de se demander, comme dans le cas de l’immigration et de la question sociale, s’il est possible de dégager des passerelles idéologiques visibles à travers l’utilisation de thèmes communs au sein de leurs discours.

Ces trois études de cas visent ainsi à mettre en lumière des éléments de discours communs dans le traitement par les formations étudiées des questions migratoire, sociale et de mœurs.

7.1. Immigration

Il semble nécessaire de rappeler que le propos de cette étude de cas consacrée au traitement de la question migratoire par les formations étudiées ne consiste pas à revenir sur l'importance de cet enjeu au sein de leur idéologie. La centralité qu'acquiert la critique de l'immigration par ceux-ci, déjà évoquée dans les parties consacrées à chaque mouvement, semble ainsi constituer une indubitable passerelle idéologique.

Cette étude de cas, et la démarche comparative dans laquelle elle s'insère, vise avant tout à tenter de mettre en lumière les évolutions du traitement de la question migratoire par les mouvements étudiés, et les thèmes communs développés par ceux-ci autour de cet enjeu.

Le traitement de la question migratoire par l'ensemble des formations étudiées apparaît pluriel dans la mesure où il ne peut être réduit à une simple dimension démographique. Au-delà d'être un point de convergence idéologique, la critique de l'immigration telle que développée par les mouvements étudiés repose, pour chacun, sur une diversité de thématiques sur lesquelles il convient de revenir plus en détail.

7.1.1. Immigration et insécurité

L'une des caractéristiques communes du traitement de la question migratoire par les mouvements étudiés réside sans conteste dans l'utilisation d'un discours aux accents sécuritaires, établissant un lien entre l'immigration et l'insécurité qui menacerait les populations nationales.

Rappelons pour entamer cette partie consacrée à la présentation de l'immigration comme une menace planant sur les populations, le rapport qu'entretient la Ligue, anciennement Ligue du Nord, aux enjeux migratoires.

Les années 1990 constituent, comme évoqué plus longuement dans la partie dédiée à l'idéologie du parti régionaliste, un véritable tournant dans le traitement de la question migratoire. En nationalisant ses ambitions, le parti entend se détacher de son image jusqu'alors très ancrée au

Nord et trouve dans les enjeux liés à l'immigration un moyen de réaliser cette stratégie de conquête nationale¹.

Le parti place ainsi l'immigration au centre de son discours lors des campagnes électorales, mais également dans sa participation aux gouvernements Berlusconi, en particulier à travers sa proposition d'une loi limitant l'immigration au sein du second gouvernement Berlusconi.

Ainsi, la majeure partie des publications visuelles de la LN à partir de la fin des années 1990 repose sur la question de l'immigration², permettant ainsi au parti de contourner un ancrage jusqu'alors trop local pour prétendre à une réelle conquête nationale.

La centralité de l'immigration dans le discours du parti apparaît d'autant plus clairement lorsque l'on s'intéresse aux chroniques historiques publiées par celui-ci, en particulier celle consacrée à l'année 1999³. Les références à l'immigration pour cette année, bien plus nombreuses que dans celles dédiées aux années précédentes⁴, ne laissent que peu de doute quant à l'importance acquise par ces enjeux au sein du parti.

L'une des principales prises de position du parti sur ces enjeux réside dans son opposition farouche à la loi turco-napolitaine⁵ contre laquelle la LN entend appeler au referendum afin d'en obtenir l'abrogation. C'est dans ce contexte que le parti organise le 17 janvier 1999 une manifestation à Milan afin de permettre au « peuple padan de crier NON au crime et à l'immigration clandestine »⁶. Le lien entre insécurité et immigration est ainsi

¹ Ritaine Evelyne, « L'Étranger et le Populiste en Italie : liaisons dangereuses », dans Ritaine Evelyne (dir.), *L'Europe du Sud face à l'immigration : politique de l'Étranger*, Presses universitaires de France, 2005, pp. 29 – 70.

² « Legge immigrazione, c'è l'accordo », *La Padania*, 7 août 2001.

³ Cronistoria della Lega Nord– Dalle origini ad oggi, Quarta Parte 1999, *Site Internet de la Ligue*

Disponible ici :

http://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/storia_ln/04_lega_nord_storia1999.pdf

[consulté le 7 janvier 2019]

⁴ Pour rappel, on compte vingt références à l'immigration dans la chronique dédiée à l'année 1999, contre quatre dans celle consacrée à la période 1996 – 1998.

⁵ « En accord avec les politiques européennes d'immigration, la loi n. 40/98 est d'une part, caractérisée par une série de mesures visant à contrôler l'immigration et à lutter contre les flux illégaux (Il s'agit de dispositions concernant la définition des critères d'entrée et de séjour sur le territoire italien, la discipline de l'expulsion et le refoulement, la création de centres de séjour temporaires, les méthodes d'identification personnelle et d'autres mesures similaires) ; d'autre part, elle semble garantir aux immigrants légaux une série de droits et d'avantages en termes de politiques d'État-providence auxquelles les Régions participent. », Corbisiero Fabio, « La gouvernance des flux migratoires. L'accès des immigrés aux services territoriaux à partir de l'application de la loi « Turco-Napolitano » », *Italies*, 14 | 2010, p. 265.

⁶ « Una risposta di massa. Così il popolo padano ha voluto gridare il proprio NO alla criminalità e all'immigrazione clandestina. », Cronistoria della Lega Nord– Dalle origini ad oggi, Quarta Parte 1999, *op. cit.*, p. 5.

clairement établi par le parti qui présente cette manifestation comme une opposition aux « drogues, [à la] prostitution [et à l'] immigration clandestine. »⁷

La Ligue du Nord entend ainsi récolter un minimum de 500 000 signatures afin de déposer une demande de referendum sur cette question, et en dépose 700 000 le 13 mai 1999. Cette demande est finalement rejetée en février 2000, « la Cour de Cassation [empêchant] », selon Umberto Bossi, « une réforme très juste d'une loi honteuse »⁸. Loin d'abandonner pour autant leur projet de referendum visant à réviser la politique migratoire du pays, Roberto Calderoli déclare que celui-ci se fera malgré tout. Les signataires de la demande de referendum sont ainsi invités à « patienter pendant encore un an », jusqu'aux résultats des élections régionales de 2000 et générales de 2001, promettant « l'abolition de la loi turco-napolitaine »⁹ parmi leurs premières mesures une fois au pouvoir.

L'appel direct au peuple pour trancher sur les questions migratoires apparaît donc être l'un des ressorts majeurs du parti, comme en témoigne l'affiche ci-dessous invitant la population à venir signer « la loi d'initiative populaire qui annule la loi turco-napolitaine » le 9 avril 2000.

⁷ « 17 GENNAIO 1999 : GRANDE MANIFESTAZIONE A MILANO – « DROGA, PROSTITUZIONE ? IMMIGRAZIONE CLANDESTINA », *Ibid.*

⁸ *Ibid.*, p. 13.

⁹ « Il referendum lo faremo comunque, in mezzo alla gente, nelle piazze. Domenica 13 febbraio migliaia di padani sfiliranno a Bergamo per protestare contro la decisione della Consulta. Dobbiamo avere pazienza ancora per un anno poi, con le regionali del 2000 e le politiche del 2001, manderemo a casa la sinistra e tra i primi atti ci sarà l'abolizione della Turco- Napolitano », *Ibid.*, p. 3.

STOP
a D'ALEMA
sull'IMMIGRAZIONE

DOMENICA
9
APRILE

VIENI A FIRMARE
Ai gazebo della Libertà

La Legge di Iniziativa Popolare
che cancella la Turco-Napolitano

 **La Lega Nord - Padania garantisce**
la sua approvazione entro 1 ANNO

Equilibrio tra presente, futuro, passato.

Source : Site officiel de la Lega Nord, archivio manifesti

L'immigration semble donc, à la lecture des chroniques historiques publiées par le parti, devenir un élément central de leur idéologie et de leur stratégie de nationalisation à partir de la fin des années 1990.

Cette présentation de l'étranger comme facteur de menace planant sur les populations nationales, déjà présente depuis le début des années 1990, semble donc être un élément de conquête politique, permettant au parti de faire de la sécurité de ses concitoyens l'une de ses préoccupations majeures. Le double-statut de la Ligue du Nord, déjà évoqué, entre parti régionaliste et parti de gouvernement en 1994 puis, de façon plus durable, en 2001 semble permettre de mieux comprendre l'importance acquise par les enjeux migratoires. Ainsi, présenter l'immigration comme porteuse de menaces à l'encontre des populations offre la possibilité au parti de dépasser son identité régionale afin d'acquérir une envergure nationale.

Cette rhétorique sécuritaire devient une véritable constante jusqu'à devenir un élément d'identification du discours de la Ligue du Nord, se retrouvant dans diverses campagnes menées par le parti.

Dans un tract en date de 2016, le parti défend l'idée de légitime défense et souhaite étendre le spectre de celle-ci. En intégrant de nombreuses données chiffrées à son argumentation dans l'optique de justifier celle-ci, la LN se positionne en faveur d'une extension du principe de légitime défense. Le parti s'appuie sur les notions de peur et de menace afin de légitimer son propos et de se présenter comme garant de la sécurité nationale.

La Ligue du Nord, pour qui « la défense est toujours légitime » abreuve son électorat de données factuelles faisant état d'une situation critique. Selon elle, les « 689 vols à domicile commis chaque jour en Italie » et l'augmentation de « 195% de vols à domicile avec violence ou menaces envers les propriétaires par rapport à il y a 10 ans » justifient une extension du principe de légitime défense.

LA DIFESA E' SEMPRE LEGITTIMA!



LEGA NORD
SALVINI

www.leganord.org/iscriviti

facebook.com/leganordufficiale | facebook.com/salviniofficial | @leganordpadania | @matteosalvinimi

LA DIFESA È SEMPRE LEGITTIMA!

PERCHÉ NON SIAMO PIÙ SICURI IN CASA NOSTRA:

689 FURTI IN ABITAZIONE COMMESSI IN ITALIA OGNI GIORNO

+195% DI RAPINE IN ABITAZIONE CON VIOLENZA O MINACCIA AI PROPRIETARI RISPETTO A 10 ANNI FA

OGNI 2 MINUTI UNA CASA IN ITALIA VIENE SVALIGIATA

IL 62% DEGLI ARRESTATI PER FURTO IN ABITAZIONE È CITTADINO NON ITALIANO

LE PROPOSTE DELLA LEGA CHE RENZI NON VUOLE:

- CHI SI DIFENDE DA UN LADRO NELLA PROPRIA ABITAZIONE NON PUÒ ESSERE PROCESSATO
- CANCELLARE L'ECESSO COLPOSO DI LEGITTIMA DIFESA
- TOGLIERE LA DISCREZIONALITÀ DEL MAGISTRATO IN TEMA DI LEGITTIMA DIFESA
- IL DOMICILIO DIVENTA SACRO E INVIOLABILE
- AUMENTO DELLE PENE PER I FURTI IN ABITAZIONE
- SOSTEGNO CONCRETO ALLE FORZE DELL'ORDINE
- CARCERE SENZA SCONTI DI PENA, PREMI O BENEFICI PER AGGRESSORI E RAPINATORI




www.leganord.org/iscriviti

Source : leganord.org

En adoptant une position intransigeante à l'encontre de la menace sécuritaire dont il dresse le tableau, le parti se présente en opposition par rapport au gouvernement en place. Ce faisant, la Ligue du Nord entend construire une image ferme, glorifiant une forme de virilité, à l'inverse du gouvernement de Matteo Renzi présenté comme laxiste.

Selon la LN, le gouvernement en place refuse plusieurs de ses propositions, parmi lesquelles :

« Quiconque se défend contre un voleur à son domicile ne peut être poursuivi

[...]

La maison devient sacrée et inviolable

Peine accrue pour cambriolage à domicile

Soutien concret aux forces de l'ordre

Prison sans aménagement de peine, bonus ou avantages pour les agresseurs et les voleurs »

Le thème de la légitime défense continue à servir la rhétorique sécuritaire du parti en avril 2017 sur cette affiche reprenant le même slogan que l'année précédente. On remarque néanmoins que Matteo Salvini n'apparaît plus sur celle-ci mais laisse place à une image plus familiale et intergénérationnelle.

Les enfants, souriants, y sont au premier-plan sous la mention suivante :

« La défense est toujours légitime

Avec des italiens respectables, en sécurité et libérés des délinquants »¹⁰

¹⁰ « La difesa è sempre legittima, Con gli Italiani perbene, sicuri e liberi dai delinquenti », *Site Internet de la Ligue – Ligurie*, Tract du 25 avril 2017
<http://leganordliguria.net/25-04-manifestazione-la-difesa-e-sempre-legittima-verona/>
[consulté le 7 juin 2019]

**LA DIFESA È SEMPRE
LEGITTIMA**

CON GLI ITALIANI PERBENE, SICURI E LIBERI DAI DELINQUENTI



VERONA

MARTEDÌ 25 APRILE
PALAOLIMPIA | ORE 12
Piazzale Atleti Azzurri d'Italia, 1

 salviniofficial
 @matteosalvinimi
 @matteosalviniofficial





Source : leganordliguria.net

Cette image volontairement idéalisée permet au parti de se présenter comme le défenseur de la famille traditionnelle italienne. Le thème de la tradition, s'il n'est pas mentionné, apparaît pourtant central et offre au parti la possibilité d'utiliser le vote d'une loi sur la légitime défense débattue à l'Assemblée pour se positionner sur un axe sécuritaire. S'opposant avec *Fratelli d'Italia* et *Forza Italia* au vote de cette loi au motif que celle-ci fixerait un cadre trop strict à l'application du principe de légitime défense, la LN saisit une opportunité politique de prendre ses distances avec sa dimension autonomiste en centrant sa rhétorique sur des enjeux sécuritaires.

A la suite du vote de la loi le 4 mai 2017, Matteo Salvini déclare que « cette loi est l'énième affront d'un gouvernement clandestin qui arme les voleurs et ne défend pas les citoyens : quand la Ligue sera au pouvoir, elle fera une loi sérieuse. »¹¹

Une fois de plus, le parti se construit en opposition à un gouvernement jugé laxiste et peu soucieux de préserver la sécurité de la population italienne, et se vante donc de son bilan au gouvernement durant la campagne pour les élections européennes de 2019, autour du slogan « de la parole aux actes ».



Source : leganord.org

¹¹ « Questa legge è l'ennesimo affronto di un governo clandestino che arma i ladri e non difende i cittadini: quando la Lega sarà al governo farà una legge seria »,
Propos rapportés par *La Repubblica*,
Rubino Monica, « Ladri in casa la notte, ok della Camera alla nuova legge che amplia la legittima difesa »,
La Repubblica, 4 mai 2017
https://www.repubblica.it/politica/2017/05/04/news/legittima_difesa_ok_della_camera-164601081/
[consulté le 2 avril 2020]

Cette dimension sécuritaire semble intrinsèquement liée aux enjeux migratoires dans le discours de la LN. Comme mentionné dans le tract de 2016, le parti insiste sur la nationalité des criminels, en arguant que « 62% des personnes arrêtées pour cambriolage à domicile sont des citoyens non-italiens ».

Dès lors, il apparaît évident que cette rhétorique sécuritaire sert le discours anti-immigration employé par la Ligue pour mener à bien son entreprise de nationalisation. En réponse aux événements de Macerata, lors desquels un homme a ouvert le feu sur des migrants, Matteo Salvini déclare sur son compte Twitter le 3 février 2018 :

« La violence n'est jamais la solution, la violence doit toujours être condamnée.

Et quiconque commet une erreur doit payer.

L'immigration hors de contrôle mène au chaos, à la colère et aux conflits sociaux.

L'immigration hors de contrôle mène au trafic de drogue, aux vols et à la violence

#Macerata »¹²

Les événements survenus à Macerata semblent mettre la Ligue en difficulté, dans la mesure où les migrants ne sont pas les responsables mais les victimes de la violence d'un citoyen italien, ancien candidat de la Ligue du Nord. On pourrait donc penser que cela dessert considérablement la rhétorique de la Ligue qui établit un lien de cause à conséquence entre enjeux migratoires et sécuritaires.

Matteo Salvini présente cependant une cause toute autre que la xénophobie de l'agresseur pour expliquer cette violence. Selon lui, l'immigration « hors de contrôle » apparaît une fois de plus comme l'unique raison de cette situation dans la mesure où elle est vectrice de « chaos » et de « colère ». S'il condamne ouvertement la violence de Luca Traini, il justifie néanmoins celle-ci par le climat de « conflits sociaux » dont l'unique cause est selon lui l'immigration. Par ailleurs, bien que les migrants soient les victimes de ces événements, « l'immigration hors de contrôle » demeure selon Matteo Salvini la cause de toute cette violence.

¹² « La violenza non è mai la soluzione, la violenza è sempre da condannare.
E chi sbaglia, deve pagare.

L'immigrazione fuori controllo porta al caos, alla rabbia, allo scontro sociale.

L'immigrazione fuori controllo porta spaccio di droga, furti, rapine e violenza. »

Compte Twitter officiel de Matteo Salvini, 3 février 2018

Disponible ici : <https://twitter.com/matteosalvinimi/status/959821942831435776>

[consulté le 9 avril 2019]

Intrinsèquement liés à la notion de sécurité, les enjeux migratoires tiennent une place prépondérante dans le discours du parti jusqu'à devenir l'un des éléments d'identification de son idéologie.

CasaPound fait également, à moindre échelle, de la lutte contre l'insécurité l'un des axes de son action militante. Le mouvement romain entend par ailleurs utiliser cet argumentaire sécuritaire afin de cibler l'immigration comme cause de l'insécurité et des dégradations dans certains quartiers. Ainsi, le mouvement organise une manifestation à Pietralata le 6 octobre 2018 comme le montre le tract ci-dessous.

BASTA IMMIGRAZIONE BASTA DEGRADO A PIETRALATA

SICUREZZA

Nel quartiere non c'è sicurezza. Aggressioni e violenza sono all'ordine del giorno (non ultima l'omicidio nel parcheggio del C.C. Panorama di un "clochard")

DEGRADO

Pietralata versa in una situazione di totale abbandono e degrado.

Bande di Balordi stazionano nei pressi della metro e nei parchi ad ubriacarsi anche grazie alla presenza di mini-market aperti a qualsiasi ora, tra cui quello presente in Via di Pietralata (i cui avventori, inoltre, fanno oggetto di lancio le bottiglie di vetro verso l'adiacente scuola), insediamenti abusivi, opere iniziate ed abbandonate.

RIQUALIFICA

Il quartiere necessita di un piano per essere riqualificato.

I cittadini hanno il diritto di vivere e crescere i propri figli in un quartiere decoroso e senza timori di alcun genere.

CORTEO

METRO B PIETRALATA
SABATO 6 OTTOBRE
ORE 10.30



www.casapounditalia.org  Mauro Antonini  mauretto.antonini@gmail.com  340 617 1268

Circolofuturista.org

CPI dénonce dès les premières lignes de ce tract le lien entre l'immigration et l'insécurité dans le quartier de Pietralata où « les agressions et la violence sont monnaie courante » :

« PLUS D'IMMIGRATION

PLUS DE DEGRADATION A PIETRALATA

Il n'y a pas de sécurité dans le quartier. Les agressions et la violence sont monnaie courante.

Pietralata est dans une situation d'abandon total et de dégradation. Des bandes de voyous stationnent près du métro et dans les parcs pour s'enivrer, grâce à la présence de supérettes ouvertes à toute heure, dont celle de Via di Pietralata (dont les clients jettent aussi des bouteilles en verre sur l'école adjacente), de squats et de travaux commencés et abandonnés.

Le quartier a besoin d'un plan pour être réaménagé.

Les citoyens ont le droit de vivre et d'élever leurs enfants dans un quartier décent, sans aucune crainte. »¹³

Selon le mouvement romain, le problème sécuritaire que poserait l'immigration doit être compris d'un point de vue global, et non individuel :

« Nous partons du principe que si l'immigré n'est pas nécessairement criminel, l'immigration est toujours criminogène. L'immigration est un déracinement et c'est dans cette aliénation originelle, dans cette déportation violente, que se cache l'impact traumatique du phénomène. »¹⁴

La critique de l'immigration à travers une lecture sécuritaire semble se cristalliser dans l'idée qu'une délinquance se développe dans certains quartiers. Les deux partis établis que sont

¹³ « VOLANTINAGGIO PER LA MANIFESTAZIONE A PIETRALATA », *Site internet du Circolo Futurista*, 4 octobre 2018

Disponible ici : <https://www.circolofuturista.org/?p=803>
[consulté le 10 janvier 2019]

¹⁴ « Il nostro punto di partenza è che se l'immigrato non è necessariamente criminale, l'immigrazione è invece sempre criminogena. L'immigrazione è sradicante ed è in questa alienazione originaria, in questa deportazione violenta che si cela l'impatto traumatico del fenomeno. »,

CasaPound Italia, « Sul fronte dell'Essere. Immigrazione, identità, cittadinanza : dati, soluzioni ed equivoci secondo la visione di CasaPound Italia », *Radio Bandera Nera*, p. 9

Disponible ici : <http://www.radiobandieranera.org/immigrazionepdf.pdf>
[consulté le 10 mai 2019]

la Ligue et le Rassemblement National ont en partie bâti leur discours et le succès politique qui en découle sur les enjeux sécuritaires et, à travers ceux-ci, sur la désignation de l'étranger comme facteur de menace.

Le lien qu'établissent ces partis entre immigration et insécurité est particulièrement visible par le biais de la notion de délinquance, fréquemment évoquée par ceux-ci.

Ainsi, Marine Le Pen déclare à l'occasion d'un discours donné à Nantes le 25 mars 2012, en pleine campagne électorale pour les élections présidentielles :

« Et si tout cela est possible, c'est parce que la « simple » délinquance, ou la criminalité « ordinaire », barbarismes qu'on est malheureusement obligé d'utiliser, prospèrent sans que rien ne soit fait pour les empêcher !

Dans ces quartiers, c'est l'impunité qui prévaut. Je ne l'admets pas !

La culture de l'excuse permanente a gangrené tous les esprits. [...]

On commence par des actes de petite délinquance, et comme on n'est jamais vraiment puni pour ce qu'on a fait, on se livre à des actes plus graves. Et de la délinquance on passe au crime, parce qu'on sait qu'on peut tout se permettre. »¹⁵

Ciblant les « quartiers » au sein desquels l'insécurité fait loi selon elle, la candidate du Front National accuse les précédents gouvernements d'avoir fait preuve d'un laxisme fournissant un terreau favorable au développement de la délinquance.

S'il ne s'agit alors que d'une critique du manque de sévérité des forces politiques au pouvoir, l'immigration est rapidement évoquée par Marine Le Pen :

« Je renverrai dans leur pays les étrangers condamnés par la Justice française, pour qu'ils y purgent leur peine et pour qu'on soit assuré de ne jamais les revoir sur notre territoire !

Avec moi, soyez-en certains, chaque délinquant, chaque criminel effectuera sa peine, sans possibilité de sortir de prison avant que celle-ci ne soit totalement purgée. [...]

Drogue, trafic d'armes, islam radical, délinquance, criminalité, terrorisme maintenant,

¹⁵ Le Pen Marine, *Discours à Nantes*, 25 mars 2012

Disponible ici :

<https://www.vie-publique.fr/discours/184832-declaration-de-mme-marine-le-pen-candidate-du-front-national-lelecti>

[consulté le 18 septembre 2019]

impunité ! Il est temps de dire que c'est inacceptable ! Et que ça ne plaise pas aux beaux esprits qui nous moquent, eh bien tant pis ! »¹⁶

Dans ce même discours, Marine Le Pen accuse les forces politiques au pouvoir d'entretenir un climat de peur afin de maintenir les populations dans une inertie permettant une meilleure acceptation de leurs décisions politiques. On remarque dans ce discours la centralité de la notion de peur, sur laquelle Marine Le Pen semble également s'appuyer afin de convaincre son auditoire :

« Parce qu'on impose plus facilement la tyrannie, toutes les tyrannies, à un peuple qui tremble ! Or, les politiques le savent et s'en servent plutôt que d'en libérer le peuple et de combattre cette peur en combattant les causes de ces peurs.

La peur est l'ennemi à combattre. Je suis l'avocate de toutes ces victimes anonymes, de ces victimes invisibles.

La culture de la peur est une culture de gauche qui a contaminé la droite au pouvoir. »¹⁷

Le lien entre immigration et délinquance est d'autant plus assumé par Les Identitaires qui en font l'objet de l'un des argumentaires publiés par le mouvement. Dans le huitième argumentaire, il est ainsi question de contester l'idée selon laquelle il n'y aurait pas de lien entre immigration et délinquance, une affirmation qui viserait à « promouvoir l'immigration et prétendre qu'elle est bénéfique pour la France. »¹⁸

Le mouvement identitaire se demande « comment répondre aux mensonges autour de la délinquance » et affirme qu'« il suffit d'ouvrir les yeux pour constater la surreprésentation des jeunes d'origine afromaghrebine dans les cellules des commissariats et dans les prisons. »¹⁹

Les Identitaires condamnent un discours policé selon lequel « il faut *a minima* dire que les immigrés ne causent pas de nuisances particulières et que leurs enfants sont des « Français

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ « Argumentaire VIII : il n'y a pas de lien entre immigration et délinquance », *Site Internet Les Identitaires*, 18 janvier 2017

Disponible ici :

<https://www.les-identitaires.com/2017/01/18/argumentaire-viii-ny-a-de-lien-entre-limmigration-delinquance/>

[consulté le 11 novembre 2020]

¹⁹ *Ibid.*

comme vous et moi », dont le comportement ne diffère en rien de celui des Français de souche. »²⁰

Au-delà de nourrir leur volonté de mener une politique migratoire plus stricte, ce discours sécuritaire constitue un argument électoral de premier ordre pour les partis étudiés. L'insécurité est donc placée au centre des campagnes menées par ceux-ci, en témoignent les « Cahiers d'action » publiés par le Front National au printemps 2018.

Dans le « Plan Le Pen pour les banlieues », le parti assume le lien entre insécurité et immigration, cristallisé autour des thèmes de la délinquance et des banlieues, comme le montre déjà le sommaire du document. Le parti entend ainsi « rétablir l'ordre républicain » en menant une « politique sécuritaire rigoureuse ». Dans la même partie, il est question de « créer un office central de lutte contre la criminalité et les dérives urbaines », « mettre en œuvre un plan de désarmement des quartiers les plus dangereux » mais également de mener « une politique de contrôle tous azimuts. »²¹

Critiquant une fois de plus les politiques menées depuis des années, le Rassemblement National accuse des politiciens « aveuglés par l'idéologie immigrationniste [de camoufler] cette inquiétante réalité sous des considérations urbanistiques »²² :

*« Malgré une situation de plus en plus perceptible par l'ensemble de nos concitoyens, l'omerta est toujours de mise dans les cercles du pouvoir qui préfèrent les circonvolutions du politiquement correct au diagnostic réaliste. Or, on ne peut prétendre soigner un mal que l'on se refuse de nommer. »*²³

Le climat de peur dans lequel vivrait la population française est également d'un des principaux arguments avancés par Les Identitaires afin d'accuser les pouvoirs en place, mais également afin de justifier leurs positions sur les questions migratoires :

« À Saint-Denis-de-Cabannes dans la Loire, ce sont les mères de familles qui ont interpellé le sous-préfet de Roanne venu tenter lors d'une réunion d'apaiser les inquiétudes des centaines

²⁰ *Ibid.*

²¹ Plan Le Pen pour les banlieues, *Site internet du Rassemblement National*, Avril 2018, p. 4

Disponible ici :

https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/A4_LIVRET_PLAN_BANLIEUE_HD.pdf

[consulté le 15 septembre 2019]

²² *Ibid.*, p. 3.

²³ *Ibid.*, p. 2.

d'habitants présents. Les incidents de janvier dernier à Cologne sont encore dans tous les esprits, les vraies questions sont enfin posées :

« Nos enfants peuvent-ils traîner dans la rue, ils ne risquent rien ? Moi j'ai peur des vols, des viols... Qui va satisfaire leurs besoins sexuels ? (ceux des migrants) », crient des mères de famille légitimement inquiètes pour leurs enfants lors de la réunion de Saint-Denis-de-Cabannes. »²⁴

Les migrants sont ici clairement désignés comme les responsables du danger que courraient les habitants de cette commune, rappelant à l'occasion les cas d'agressions sexuelles survenus à Cologne en janvier 2016. L'accueil de migrants devient rapidement un enjeu central du discours des mouvements et partis étudiés et celui-ci s'insère, comme dans le cas des banlieues, au sein de l'argumentaire sécuritaire tenu par ceux-ci.

CasaPound s'oppose ainsi fermement en octobre 2018 aux camps de Roms et aux centres d'accueil « dans un quartier déjà dévasté par l'immigration », qui n'est constituée que de « prétendus réfugiés »²⁵ selon le mouvement.

²⁴ Gerber Jérôme, « Répartition des migrants : la révolte qui vient », *Site Internet Les Identitaires*, 17 octobre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/10/17/repartition-des-migrants-la-revolte-qui-vient/> [consulté le 9 février 2020]

²⁵ « Basta campi rom e centri di accoglienza nei nostri quartieri! #CasaPound presidia h24 l'area circostante via di Salone 74 per impedire l'arrivo di altri presunti profughi in un quartiere già massacrato dall'immigrazione. Vogliamo più sicurezza nei nostri quartieri! »

« BASTA CAMPI ROM E CENTRI DI ACCOGLIENZA ! », *Site internet du Circolo Futurista*, 14 octobre 2018

Disponible ici : <https://www.circolofuturista.org/?p=829> [consulté le 27 janvier 2019]



Circolofuturista.org

Le mouvement romain justifie à nouveau ses actions anti-immigration par un argument sécuritaire, l'accueil de ces « prétendus réfugiés » étant présenté comme un facteur de menace pour la population :

« Plus de camps de roms et de centres d'accueil dans nos quartiers ! #CasaPound surveille les environs de la via di Salone 74 pour empêcher l'arrivée d'autres prétendus réfugiés dans un quartier déjà dévasté par l'immigration. Nous voulons plus de sécurité dans nos quartiers ! »²⁶

La rhétorique sécuritaire déployée par la Ligue repose également sur la désignation de l'accueil de migrants comme étant en partie responsable de l'insécurité. Permettant également

²⁶ *Ibid.*

de justifier les coupes budgétaires consacrées à l'assistance aux réfugiés ainsi que d'autres mesures, Matteo Salvini entend imposer des décrets imposant la fermeture à 21h de ce qu'il nomme les « petites boutiques ethniques »²⁷ :

« Le soir, celles-ci deviennent un rendez-vous pour des ivrognes et des dealers... qui boivent des bières jusqu'à trois heures du matin, qui pissent sur la rue, qui chient... »

L'insécurité, intrinsèquement liée selon ces mouvements à l'immigration, laisserait donc planer une menace sur la communauté nationale en laissant prospérer ce que Marine Le Pen qualifie de « territoires perdus de la République »²⁸ :

« On est chez nous. Cela signifie qu'on ne veut plus voir une France où la loi de la République ne s'applique plus, des cités où les caïds font régner la loi des bandes, des gangs, de la drogue et des mafias. Ces territoires perdus de la République qui ne sont pas perdus pour tout le monde où déjà deux sociétés se font face : l'une assiégée, la nôtre, et l'autre conquérante et parfois exclusive qui rêve d'installer définitivement ses règles à la place de celles de notre République. »²⁹

Le parti semble donc vouloir se faire le défenseur des intérêts d'une République française mise à mal par les politiques migratoires et abandonnée par ses représentants politiques. Ainsi, « les vraies causes de la défaite de la République et de la France dans ces quartiers » selon le RN seraient « connues et dénoncées par [leur] mouvement depuis très longtemps »³⁰ :

²⁷ « Lavoro, tasse, pensioni, sicurezza : burocrati e professoroni contro il governo... », *Compte Facebook de Matteo Salvini*, 11 octobre 2018

Vidéo enregistrée en direct, disponible ici :

https://www.facebook.com/watch/live/?v=311876909611156&ref=watch_permalink

Extrait cité dans Di Donato Michele, « Italie : Les clés de la popularité de Matteo Salvini », *The Conversation*, 7 janvier 2019.

Disponible ici : <https://theconversation.com/italie-les-cles-de-la-popularite-de-matteo-salvini-109354>

[consulté le 13 mars 2020]

²⁸ Reprend le titre d'un ouvrage dirigé par Georges Bensoussan, *Les territoires perdus de la République*, Paris, Éditions Mille et une nuits, 2002 [réédité aux Éditions Hachette Pluriel en 2015]

²⁹ Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/05/02/le-discours-de-marine-le-pen-de-la-france-eternelle-a-la-menace-du-chaos_5121139_4854003.html#episode_la-mort-ou-la-survie

[consulté le 3 février 2019]

³⁰ Plan Le Pen pour les banlieues, *op. cit.*, p. 2.

« La submersion migratoire, l'islamisme, qui est une soumission des esprits, des corps, des mœurs, entraînant un recul sans précédent de la liberté en France, dans nos rues, dans nos écoles, dans nos cages d'escalier, pour les plus faibles d'entre nous, pour les enfants, pour les femmes.

Submersion et soumission : telle est la réalité dans un grand nombre des quartiers de la politique de la ville. »³¹

Apparaît alors une notion centrale, non seulement pour le RN mais également pour les autres partis étudiés lorsque l'on s'intéresse à leur traitement de la question migratoire. Ces derniers développent certes leur condamnation de l'immigration autour d'un prisme sécuritaire, en dénonçant agressions et incivilités, mais inscrivent également celle-ci au sein d'une dimension civilisationnelle.

Le terme de submersion migratoire signifierait donc que la communauté nationale serait dépassée par le nombre d'immigrés intégrant son territoire, mais également que ceux-ci pourraient à terme submerger et effacer ce qui constituait jusqu'alors l'identité de cette communauté.

L'immigration irrégulière constituerait ainsi un enjeu sécuritaire mais également un enjeu civilisationnel dans la mesure où, selon le RN, « les immigrés irréguliers, en arrivant illégalement sur notre territoire marquent un signe de non-respect de la loi et soulignent leur absence de volonté de s'intégrer dans notre pays. »³²

C'est autour de cette idée que les immigrés irréguliers ne chercheraient pas à s'intégrer au sein de la communauté nationale, en important « leur culture et leurs us et coutumes quand ce ne sont pas les violences qu'ils sont sensés fuir »³³, que se nourrit en partie la condamnation de l'immigration.

³¹ *Ibid.*

³² Asile / Immigration. Stopper, proposer et agir !, *Site internet du Rassemblement National*, Avril 2018, p. 4
Disponible ici : https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/A4_LIVRET_ASILE_IMMIGRATION_DEF_H D_STC.pdf

[consulté le 15 septembre 2019]

³³ *Ibid.*

7.1.2. *Submersion migratoire et « grand remplacement »*

Le « grand remplacement » est théorisé par Renaud Camus³⁴ pour la première fois en 2010 dans son *Abécédaire de l'In-nocence*³⁵, puis, plus en détail, dans un ouvrage dédié à cette notion et intitulé *Le grand remplacement*³⁶ deux années plus tard.

Ces deux ouvrages ont ainsi pour objet de démontrer que l'immigration de masse causerait, à terme, un remplacement des populations européennes, à la fois démographiquement et culturellement. L'auteur entend par ailleurs démontrer que tout ceci se fait avec la complicité d'un système politico-économique partisan du multiculturalisme.

Si l'on remarque que le RN lui préfère la notion de submersion migratoire dans la plupart de ses prises de parole et publications, le mouvement identitaire y fait très souvent référence et s'appuie sur cette théorie afin de justifier sa critique de l'immigration. Cette théorie séduit par ailleurs rapidement le mouvement romain, également très influencé par l'idéologie de la Nouvelle Droite. On ne peut en effet nier la résonance au sein de CasaPound d'un discours condamnant un système faisant de l'immigration un outil au service de politiques libérales et multiculturelles. La dimension identitaire apparaît par ailleurs absolument indissociable de cette théorie, tant celle-ci se fonde sur des considérations ethniques.

Bien que le grand remplacement soit évoqué en ces termes et défini par Renaud Camus au début des années 2010, cela ne constitue pas pour autant un bouleversement idéologique majeur au sein des droites radicales. L'étranger présenté comme une menace potentielle à l'encontre de l'identité et de la culture européenne est déjà l'un des éléments de langage employés par cette famille politique depuis des décennies³⁷.

Le traitement de la question migratoire par la Ligue semble particulièrement intéressant, puisqu'il s'agit du seul mouvement étudié ayant réussi à intégrer le gouvernement national. Si le traitement de l'immigration se révèle un marqueur de l'identité idéologique des mouvements

³⁴ Né en 1946, Renaud Camus est un écrivain français. Il fonde le parti de l'In-nocence en 2002, son ouvrage *L'Abécédaire de l'In-nocence* pouvant alors être considéré comme un programme politique lorsque celui-ci présente sa candidature aux élections présidentielles de 2012 avant de soutenir Marine Le Pen, puis de rejoindre le parti Souveraineté, Indépendance et libertés (SIEL) en 2015. C'est dans cet ouvrage que Renaud Camus théorise le « grand remplacement », invoquant la menace civilisationnelle que représenterait l'immigration.

³⁵ Camus Renaud, *De l'In-nocence : abécédaire*, Paris, Éditions David Reinhard, 2010.

³⁶ Camus Renaud, *Le grand remplacement*, Paris, Renaud Camus, 2012 [2^{ème} éd.].

³⁷ Picco Pauline, *Liaisons dangereuses. Les extrêmes droites en France et en Italie (1960-1984)*, Rennes, PUR, 2016, p. 105.

étudiés ainsi qu'un élément essentiel de leur stratégie de conquête électorale, c'est également autour de celle-ci que se concentre l'action politique de la Ligue au sein du gouvernement.

Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur italien depuis les élections de 2018, fait de la lutte contre l'immigration l'un des principaux axes de sa communication politique et de sa popularité.

La campagne menée sur internet autour du hashtag « #chiudiamoporti »³⁸ dès le mois de juin 2018 révèle la prégnance de ce thème dans l'action politique qu'entend mener Matteo Salvini au sein du gouvernement.

Ce visuel en date du 10 juin 2018³⁹ publié par le compte Twitter officiel de Matteo Salvini révèle ainsi non seulement la centralité de ce message qui en constitue le seul texte, mais également une personnalisation de l'action anti-immigration menée par le parti autour de la figure de Matteo Salvini.



Compte Twitter officiel de Matteo Salvini

Ce dernier déclare durant le mois de juin sa volonté d'interdire l'accès aux ports italiens aux ONG portant secours aux migrants dans la Méditerranée, ajoutant que celles-ci « verront l'Italie seulement en carte postale. »⁴⁰

³⁸ #fermemesports

³⁹ <https://twitter.com/matteosalvinimi/status/1005860118959882241>

⁴⁰ « Migrants : les ports italiens seront fermés « tout l'été » aux ONG, annonce Matteo Salvini », *Le Monde*, 29 juin 2018.

Les enjeux migratoires apparaissent ainsi être l'un des points essentiels de la stratégie électorale du parti, mais également de son action politique, comme le souligne Marine Le Pen sur Twitter le 24 janvier 2019.



Compte Twitter officiel de Marine Le Pen

Partageant à l'occasion une publication de Matteo Salvini sur le réseau social, Marine Le Pen condamne les juges tentant de mettre fin à la campagne anti-immigration menée par le ministre de l'Intérieur. Elle reprend l'un des éléments de langage de Matteo Salvini, qui prend une fois de plus la forme d'un hashtag, soulignant que celui-ci « n'abandonne pas » dans son entreprise de « mettre fin à la submersion migratoire de son pays, en stoppant les débarquements de #migrants. »

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/international/article/2018/06/29/migrants-les-ports-italiens-seront-fermes-tout-l-ete-aux-ong-annonce-le-ministre-de-l-interieur-matteo-salvini_5323233_3210.html
[consulté le 2 avril 2019]

Dans la publication retweetée par la présidente du Rassemblement National, Matteo Salvini se félicite de voir son hashtag #SalviniNonMollare en « tendance mondiale » sur Twitter et ajoute en postant une photo de lui au contact des citoyens :

« Merci pour votre incroyable affection et votre soutien, en Italie et à l'étranger : Nous sommes plus forts, vous êtes plus forts que n'importe quelle menace. »

Il semble pertinent de s'attarder sur ces deux publications dans la mesure où celles-ci reprennent plusieurs éléments de discours indispensables à la compréhension de la stratégie de ces partis. Dans un premier lieu, l'immigration et le risque d'une « submersion migratoire » qui constituerait une menace directe, mais également l'idée selon laquelle ces partis seraient les porte-paroles des intérêts et des volontés des citoyens face à des élites déconnectées. Par ailleurs, on remarque dans la reprise de la publication de Matteo Salvini par Marine Le Pen que le traitement de la question migratoire dépasse le strict cadre national, la « submersion migratoire » étant davantage présentée comme une menace sur plusieurs pays d'Europe.

On retrouve l'idée d'une invasion généralisée de l'Europe dans les publications des Identitaires, et ce dès les premiers temps de la crise migratoire du milieu des années 2010. Ainsi, le mouvement identitaire titre le numéro de décembre 2014 de sa revue en reprenant le slogan de la LN et de CPI : « Stop Invasione ».



boutique-identitaire.com

L' « invasion » migratoire ainsi que la critique de Bruxelles constituent, comme évoqué précédemment, les deux principaux axes justifiant le rapprochement entre la Ligue du Nord et le mouvement romain en 2014 autour de *Sovranità*. La crise migratoire semble insérer une dimension européenne au discours anti-immigration tenu par ces mouvements, en justifiant selon eux une critique de Bruxelles.

Il convient donc de placer dans une plus large échelle la lecture de la question migratoire par ces mouvements. S'il est certain que le prisme national est, comme pour la plupart des sujets traités par ces mouvements, absolument indissociable de leur idéologie, il n'en constitue toutefois pas la limite.

Les mouvements étudiés développent un discours européen selon lequel ce ne seraient pas seulement les identités nationales qui seraient menacées, mais la civilisation européenne dans son ensemble. On retrouve donc la présentation du migrant comme facteur de menace

sécuritaire, mais également civilisationnelle dans la mesure où la « submersion migratoire » maintes fois dénoncée constituerait un potentiel effacement civilisationnel en Europe.

L'immigration est l'un des principaux enjeux du discours du groupe Europe des Nations et des Libertés, devenu Identité et Démocratie, au sein du Parlement Européen auxquels appartiennent le Rassemblement National et la Ligue.

Dans le « Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe », il est question en des termes sans équivoque de la menace non seulement sécuritaire mais également civilisationnelle que représenterait cette « submersion migratoire » :

« Au-delà même du crime et de la délinquance, jamais tant de menaces de plus en plus oppressantes n'ont pesé sur les citoyens des pays européens : l'islamisme radical comme le chaos provoqué par la submersion migratoire voient la remise en cause de nos modes de vie, de nos traditions et même de nos valeurs de civilisation. »⁴¹

On retrouve cette dénonciation d'une immigration massive rendue possible par les politiques de Bruxelles dans le projet pour les élections européennes de 2019 du Rassemblement National :

« Ce laxisme a rendu les nations d'Europe vulnérables à l'immigration clandestine qui se cumule à une immigration régulière massive. Là encore, ce scénario qui menace l'identité, la sécurité et la prospérité de nos nations, était voulu par les eurocrates.

[...]

Il s'agit dès lors de définir enfin le projet européen qui ne peut plus être une construction abstraite entre les mains de technocrates. De définir aussi ce qu'est l'Europe : son identité, ses contours géographiques et ses valeurs de civilisation. »⁴²

⁴¹ « Pour une Europe des Nations. Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe « L'Alliance Européenne des Nations » », *Site Internet du Rassemblement National*, 2019, p. 13
Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/Manifeste.pdf>
[consulté le 13 septembre 2019]

⁴² « Pour une Europe des Nations et des Peuples. Projet – Élections européennes 2019 », *Site internet du Rassemblement National*, p. 8
Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/programme-euro2019.pdf>
[consulté le 11 septembre 2019]

Loin d'être une nouveauté propre aux élections de 2019, cette dénonciation d'une immigration qui constituerait une menace à l'encontre des peuples européens est évoquée dès 2013 par Marine Le Pen, selon qui « en nous privant avec Schengen du contrôle de nos frontières, l'Union européenne nous a privés aussi de notre capacité à assurer notre sécurité. »⁴³ La dimension européenne apparaît en ce sens être un élément déterminant du traitement de la question migratoire pour le Rassemblement National, qui accuse Bruxelles d'être responsable du risque de submersion migratoire que courraient les nations européennes :

*« Et contrairement à ce qui nous avait été dit, les frontières extérieures de l'Europe, elles, n'ont jamais été protégées, jamais. Vous imaginez bien : ce n'est pas aujourd'hui que ça va avoir lieu, vous imaginez bien que la Grèce ruinée ou l'Italie submergée sont proprement incapables de résister à cette pression migratoire qui ne fait que commencer. »*⁴⁴

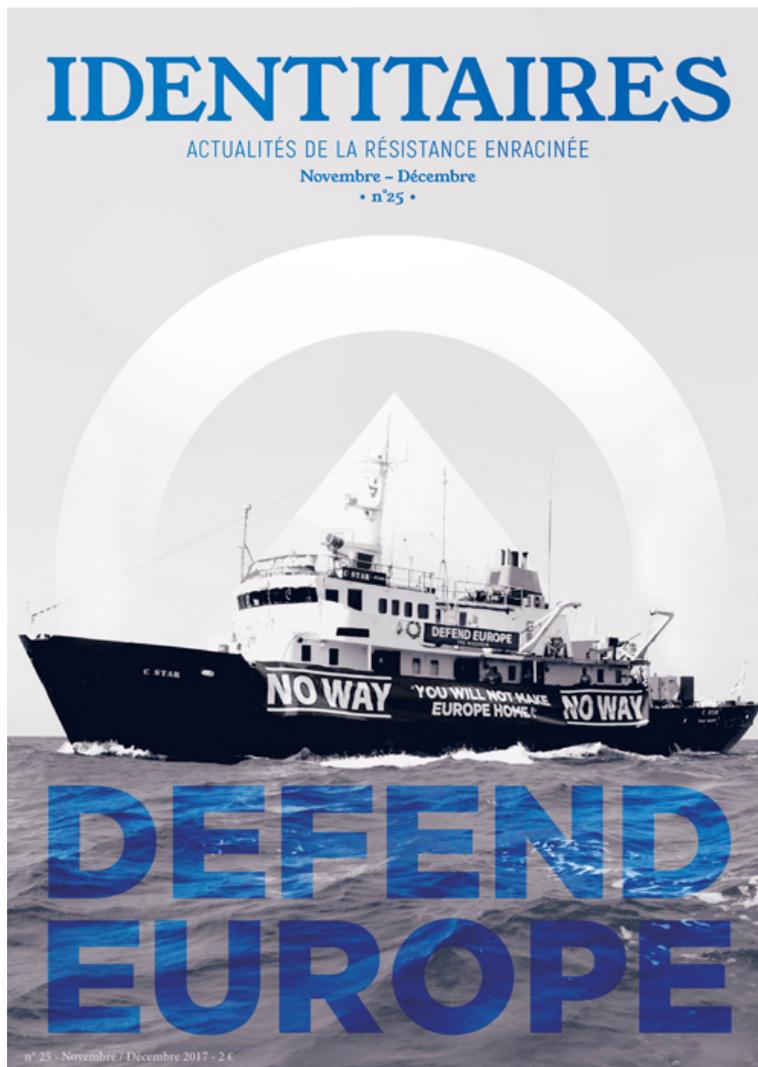
Cette idée d'une nécessaire résistance face au risque de submersion migratoire que constituerait l'immigration en Europe apparaît indissociable de l'idéologie du mouvement identitaire et de ses actions.

Les Identitaires ont fait de la défense de l'identité européenne un élément fondateur et fondamental de leur rhétorique anti-immigration et des actions de communication menées par Génération identitaire. La défense des frontières européennes est ainsi au centre de la campagne Defend Europe, slogan auquel l'emploi de l'anglais semble conférer une dimension transnationale.

Le magazine Identitaires titre dès la fin de l'année 2017 sur cette campagne, illustrant celle-ci d'une photo du bateau visant à repousser les bateaux de migrants et les ONG leur portant secours.

⁴³ Marine Le Pen, *Discours à l'université d'été*, 15 septembre 2013
Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/universite-dete-2013-discours-de-marine-le-pen/>
[consulté le 20 janvier 2019]

⁴⁴ Marine Le Pen, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017.



Boutique-identitaire.com

La campagne Defend Europe, accompagnée du slogan « You will not make Europe home », à nouveau en anglais, permet aux Identitaires de se présenter comme des acteurs de la lutte pour la préservation de l'identité européenne.

Il convient de souligner que ces actions sont entreprises par Génération Identitaire qui apparaît alors une fois de plus comme le bras armé du mouvement identitaire, préférant se consacrer à une dimension métropolitaine. Si la campagne Defend Europe prend place en Méditerranée, c'est également dans le cadre de celle-ci que s'inscrit l'action menée dans les Alpes en avril 2018, puis en janvier 2019 dans les Pyrénées. Selon GI, l'occupation du col de l'Échelle par quelques militants serait rendue nécessaire par « l'abandon de l'État, censé protéger nos frontières » :

« En avril 2018, Génération identitaire occupe le col de l'Échelle dans les Alpes, lieu de passage des immigrants clandestins vers notre pays. C'est l'opération Defend Europe. Devant

l'abandon de l'État, censé protéger nos frontières, nous avons formé une barrière physique en déployant une banderole avec ce message : « Frontière fermée. Vous ne ferez pas de l'Europe votre maison. Hors de question. Rentrez chez vous ». »⁴⁵

Génération Identitaire s'appuie donc une fois de plus sur des actions à fort potentiel médiatique afin de tenter d'influencer les pouvoirs publics. C'est chose faite selon le mouvement, pour qui « l'envoi de renforts de police à la frontière franco-italienne pour empêcher des immigrés clandestins de rentrer en France » annoncé par le ministre de l'Intérieur est une « preuve de son rayonnement et de son influence. »⁴⁶



Generationidentitaire.org

C'est selon la même logique d'une résistance face au risque de submersion migratoire que se déroulent en 2014 et 2015 les actions menées par CasaPound contre les ouvertures de centres d'accueil de migrants. Le mouvement romain fondant au même moment *Sovranità* avec la Ligue du Nord, cette critique de l'immigration apparaît indissociable de la critique de Bruxelles, qui représentent les deux thèmes majeurs justifiant le rapprochement entre les deux formations.

L'année 2014 apparaît d'autant plus déterminante dans l'eupéanisation du discours anti-immigration de Matteo Salvini lorsque l'on s'intéresse à ses publications sur Twitter. On remarque alors que les hashtags « #immigrati » et « #clandestini » sont rejoints par « #Europa » et « #BASTAEURO »⁴⁷, ce qui semble peu surprenant compte tenu de l'échéance électorale

⁴⁵ « Nos Actions », *Site Internet Génération Identitaire*
www.generationidentitaire.org

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Ondelli Stefano, « L'identificazione del nemico: un'analisi dei tweet di Matteo Salvini dal 2011 al 2018 », *Speciale Treccani: La domanda di Yassine. Razza e linguaggio razzista*, 2018.

européenne. Cette association d'idées perdure néanmoins à la suite des élections de 2014, et semble devenir un élément essentiel du traitement de la question migratoire par le parti.

Le discours anti-immigration semble donc s'inscrire au sein de la critique de Bruxelles chez l'ensemble des mouvements étudiés. Marine Le Pen utilise la politique migratoire des institutions européennes afin de souligner ce qui constituerait selon elle un « déni de démocratie » :

« Le dogme de la liberté de mouvement des hommes est imposé aux peuples européens sans qu'à aucun moment ils ne soient informés, consultés, et écoutés. A la faveur d'opérations d'émotion publique pilotées de l'extérieur, à la faveur aussi d'un déni général d'informations et d'expression qui interdit de demander « qui, combien, et d'où », les politiques publiques concernant l'immigration sont l'effet du plus formidable déni de démocratie qu'ait connu l'Europe en un demi-siècle. »⁴⁸

Le traitement de la question migratoire apparaît une fois de plus comme un argument justifiant l'opposition au système que dénoncent les mouvements étudiés. Selon ces derniers, l'immigration de masse serait imposée par des élites déconnectées, partisans d'un multiculturalisme forcé. On retrouve donc, comme dans la plupart des sujets traités par ceux-ci, l'idée selon laquelle ils seraient les seuls à entendre et à faire entendre la volonté des populations.

Si l'on ne relève aucune référence au « grand remplacement » théorisé par Renaud Camus dans les publications officielles du Rassemblement National en vue des élections européennes de 2019, le parti lui préférant le terme « submersion migratoire », ce n'est pas le cas du mouvement identitaire.

Les Identitaires semblent ainsi nettement moins hésitants à employer cette notion lorsqu'il s'agit de qualifier l'accueil de migrants :

« Le pays réel se déplace en nombre ne voulant plus subir ce remplacement forcé, imposé par une caste politique décalée de la réalité. [...] »

Disponible ici :

https://www.researchgate.net/publication/328803138_L%27identificazione_del_nemico_un%27analisi_dei_tweet_di_Matteo_Salvini_dal_2011_al_2018_in_Speciale_Treccani_La_domanda_di_Yassine_Razza_e_l_inguaggio_razzista_1938-2018

[consulté le 7 juillet 2020]

⁴⁸ « Pour une Europe des Nations. Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe « L'Alliance Européenne des Nations » », *op. cit.*, p. 51.

Il devient clair face à cette volonté de nos « élites » de nous imposer ce grand remplacement que seule la volonté du peuple fera plier le système. Autrement dit la peur d'événements immaîtrisables, d'une révolte populaire. »⁴⁹

On retrouve à nouveau le vocabulaire guerrier caractéristique du mouvement identitaire, pour qui la lutte contre l'immigration est un combat décisif pour l'avenir de la nation, et plus largement de la civilisation européenne. Le mouvement se veut ainsi « être le fer de lance de ces groupes de citoyens qui face à l'urgence se rassemblent pour tenter d'inverser le cours de l'histoire, se battant pour leur village, leur famille, leur terre, leur héritage. »⁵⁰

La réaction de CasaPound à l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris donne lieu à une réflexion sur ce que signifie être européen selon le mouvement. Mêlant dans cette publication les notions d'identité et de civilisation à une critique des institutions européennes ainsi qu'à une évocation de l'Islam, le mouvement romain cite même Dominique Venner, l'une des figures de la Nouvelle Droite :

« D'abord Saint-Sulpice, puis #NotreDame.

[...]

Ce sont deux symboles [...] qui lient la mémoire et la tradition millénaire "transmise de génération en génération", qui courent le long de la ligne de la rose, du plus vieux continent du monde. De notre civilisation. De la civilisation.

[...]

En 2013, Dominique Venner a décidé de s'y donner la mort car il a choisi « un lieu hautement symbolique, la cathédrale Notre-Dame de Paris que je respecte et admire, qui a été construite par le génie de mes ancêtres sur des lieux de culte plus anciens qui rappellent nos origines immémoriales ».

Ce n'est pas un choc entre le christianisme et l'islam, ce n'est pas un choc de civilisations, c'est l'effondrement de la civilisation. De l'homme.

[...]

Si nous voulons « sauver » nos symboles, sauvons-nous nous-mêmes.

Redevenons des Européens, redevenons « verticaux ». Redevenons des hommes. »⁵¹

⁴⁹ Gerber Jérôme, « Répartition des migrants : la révolte qui vient », *op. cit.*

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ « Prima Saint-Sulpice, poi #NotreDame

L'identità europea, telle que définie par ces mouvements, acquiert une place de choix au sein du discours anti-immigration tenu par ceux-ci. La délimitation géographique rattachée à la notion d'immigration est par essence subjective, chacun définissant librement ceux qu'il identifie comme étranger. Ainsi, il serait simpliste et erroné de considérer les frontières nationales comme les seuls cadres d'identification.

La perception de l'immigration apparaît donc intrinsèquement liée au sentiment d'appartenance communautaire que se font les individus d'eux-mêmes. Cette communauté peut bien sûr être nationale, mais également locale ou supranationale⁵².

Il ne s'agirait donc plus seulement de défendre les frontières nationales, mais de préserver ce qui constituerait la culture et l'identité européenne. Le vivre ensemble ne serait donc possible qu'avec des individus partageant une même histoire et une même civilisation :

« Vivre aux côtés d'Italiens, d'Allemands, de Suisses, de Flamands ou de Suédois ne pose aucun problème. Ils sont Européens et – à ce titre – font partie de la même communauté de destin. Car contrairement à ceux qui la perçoivent comme une simple « idée », l'Europe représente bien une réalité charnelle, une famille de peuples unis par la même histoire et la même civilisation.

[...] Comme les autres peuples du monde, nous revendiquons simplement un droit fondamental : celui de vivre en paix, chez nous, selon notre identité et avec ceux qui nous ressemblent.

[...]

Sono due simboli [...] che legano insieme la memoria e la tradizione millenaria « tramandata di generazione in generazione », che percorrono la linea della rosa, del continente più vecchio del mondo. Della nostra civiltà. Della civiltà.

[...]

Dominique Venner nel 2013 decise lì di togliersi la vita perché scelse « un luogo altamente simbolico, la cattedrale Notre Dame de Paris che rispetto ed ammiro, che fu edificata dal genio dei miei antenati su dei luoghi di culto più antichi che richiamano le nostre origini immemoriali ». Non si tratta di uno scontro tra cristianesimo e Islam, non è uno scontro di civiltà, è il collasso della civiltà. Dell'uomo.

[...]

Se vogliamo “salvare” i nostri simboli, salviamo noi stessi.

Torniamo europei, torniamo ad essere « verticali ». Torniamo ad essere Uomini. »,

« TORNIAMO EUROPEI ! », *Site internet du Circolo Futurista*, 26 avril 2019

Disponibile ici : <https://www.circolofuturista.org/?p=927>:

[consulté le 8 juillet 2019]

⁵² Diamanti Ilvo et Bouyssou Rachel, « Immigration et citoyenneté en Europe : une enquête », *Critique internationale*, vol. 8 Diversité du capitalisme mondialisé, 2000, p. 79.

*« Nous sommes bien d'accord pour vivre ensemble... mais avec les nôtres ! »*⁵³

CasaPound considère par ailleurs que « les Européens sont les premiers à subir les effets pervers du déracinement » que le mouvement cite comme l'une des conséquences néfastes de l'immigration de masse. L'impact civilisationnel et identitaire de la « submersion migratoire » aurait ainsi un retentissement particulier en Europe, notamment du fait de « politiques d'immigration suicidaires » :

*« Les Européens sont les premiers à subir les effets pervers du déracinement ; c'est en Europe, et pas ailleurs, que l'on connaît les politiques d'immigration suicidaires, la xénophilie masochiste, l'accueil sans discernement ; c'est ici que s'affirment triomphalement la société multiraciale, la domination totalitaire de la religion des droits de l'homme, l'américanisation des esprits, la barbarisation des mœurs, l'égalitarisme le plus sauvage. »*⁵⁴

L'étude des discours et des publications de l'ensemble des mouvements étudiés laisse rapidement apparaître un élément central de la dimension civilisationnelle que ces derniers confèrent à la question migratoire. L'idée d'une submersion migratoire et d'un remplacement civilisationnel est fréquemment liée, dans le discours de ces partis, à la question de l'Islam.

7.1.3. Le cas de l'Islam

La présentation de l'Islam comme un facteur de menace planant sur l'identité et la civilisation européennes constitue l'une des passerelles idéologiques majeures entre les quatre formations étudiées. Bien que les attentats survenus sur le sol européen aient fait de cet enjeu un sujet de société, et donc un argument électoral majeur en permettant une meilleure réception

⁵³ Robert Fabrice, « Vivre ensemble ? Oui, mais sans eux ! », *Site internet Les Identitaires*, 26 septembre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/09/26/vivre-ensemble-oui-eux/> [consulté le 14 mai 2020]

⁵⁴ « Sono gli Europei i primi a subire gli effetti perversi dello sradicamento; è solo in Europa, non altrove, che si sperimentano le suicide politiche immigrazioniste, la xenofilia masochistica, l'accoglienza indiscriminata; è da noi che la società multirazziale, il dominio totalitario della religione dei diritti umani, l'americizzazione delle menti, l'imbarbarimento dei costumi, l'egualitarismo più selvaggio si stanno trionfalmente affermando. »,

« Sul fronte dell'Essere. Immigrazione, identità, cittadinanza : dati, soluzioni ed equivoci secondo la visione di CasaPound Italia », *op. cit.*, p. 25.

de ce discours auprès d'une partie de l'opinion publique, il convient de souligner qu'ils n'en constituent pas la genèse.

Si l'on peut évoquer les attentats du 11 septembre 2001 comme ayant également favorisé la généralisation de ce discours, la critique de l'Islam apparaît partagée par divers partis européens, l'argumentaire islamophobe devenant un élément d'identification du néopopulisme, et ce avant 2001⁵⁵. L'évolution majeure ne résiderait donc pas dans l'apparition d'un discours d'opposition à l'Islam depuis 2001, mais par la place centrale progressivement acquise depuis par cette question⁵⁶.

Si l'idée que l'Islam participerait à un effacement civilisationnel en Europe n'est pas une nouveauté pour la Ligue⁵⁷, cette idée gagne en ampleur depuis l'arrivée de Matteo Salvini à la tête du parti. Depuis 2013, la lutte contre l'immigration devient un axe majeur du discours du parti au sein duquel s'insère la présentation de l'Islam comme une menace que justifieraient les attentats survenus sur le sol européen.

Ce faisant, le parti de Matteo Salvini se rapproche des positions défendues par d'autres partis européens, parmi lesquels le Front National de Marine Le Pen, en fondant la plupart de ses prises de positions sur une critique de l'immigration, de l'Islam et de Bruxelles.

Avant de développer le traitement de l'Islam par les mouvements étudiés, il convient néanmoins de souligner une variation entre le discours de la Ligue et celui du Rassemblement National quant à cet enjeu. Si le Front National ne s'appuie pas sur un argumentaire religieux dans sa condamnation de l'Islam en tant que menace civilisationnelle et identitaire, c'est moins le cas pour le parti italien qui instrumentalise la dimension religieuse⁵⁸. Le rapport à la religion entretenu par les différents mouvements et partis étudiés mérite par ailleurs d'être plus amplement développé dans une partie dédiée.

⁵⁵ Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Editions du Seuil, 2015, p. 231.

⁵⁶ Betz Hans-Georg et Meret Susi, « Revisiting Lepanto: the political mobilization against Islam in Contemporary Western Europe », *Patterns of prejudice*, Vol.43, n° 3-4, 2009, pp. 313 – 334

⁵⁷ McDonnell Duncan « A weekend in Padania : Regionalist populism and the Lega Nord », *Politics*, 26, 2006, pp. 126 – 132.

⁵⁸ Ivaldi Gilles et Lanzone Maria Elisabetta, « De l'usage politique du peuple Padano. La construction d'identité par la Ligue du Nord. », *Cahiers d'Etudes Romanes*, Centre aixois d'études romanes, Le peuple. Théories, discours et représentations, 2017-2 (35), p. 513.

La critique de l'islam demeure malgré tout un élément central du discours de ces mouvements, les différents attentats étant à comprendre comme justifiant la désignation de plus en plus fréquente de l'islam en tant que menace à travers la notion de terrorisme :

« Derrière l'immigration massive, il y a la délinquance, derrière l'immigration massive, il y a l'islamisme, derrière l'immigration massive, il y a le terrorisme. [...] J'assume totalement cette clarté et cette fermeté : le fiché « S » étranger est expulsé vers son pays d'origine. Le fiché « S » binational est déchu de sa nationalité et expulsé vers son pays, le fiché « S » français est poursuivi pour intelligence avec l'ennemi et condamné à de la prison et à l'indignité nationale qui le prive de tous ses droits. [...] Être français, cela s'hérite ou se mérite.[...] Être français, c'est un honneur. [...] Le terreau du terrorisme dans notre pays, c'est l'islamisme. »⁵⁹

Si l'évolution du contexte social et politique permet une meilleure réception de ce discours, la dimension opportuniste inhérente à des partis politiques participant au jeu électoral explique également la multiplication des critiques à l'encontre de l'islam. Leurs discours et idéologie suivent ainsi les mutations sociétales dont dépendent les préoccupations de l'électorat.

Ainsi, le discours islamophobe véhiculé par les mouvements étudiés gagne en ampleur et se nourrit du climat de peur instauré par les attentats. Se mêlent alors l'enjeu sécuritaire, la dimension civilisationnelle, et la présentation de l'islam comme une menace dans le discours anti-immigration tenu par ceux-ci.

Évoquant le cas des banlieues, « ces zones de non droit » au sein desquelles « il y a deux lois, celle de la drogue et celle de l'islam radical », Marine Le Pen opère un lien entre les enjeux sécuritaires précédemment évoqués et l'islam :

« J'empêcherai les atteintes à la laïcité dans les quartiers : toutes les victimes du prosélytisme islamiste seront incitées à porter plainte et seront entendues. Je donnerai la consigne à nos services de police d'enquêter systématiquement sur ces actes coupables et de ne jamais renoncer à mener l'enquête.

⁵⁹ Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017, *op. cit.*

J'interdirai les signes religieux ostentatoires pour les usagers des services publics. Je n'ai pas à connaître la religion de la voyageuse qui est à côté de moi dans le train. »⁶⁰

Il existe, selon la candidate du Front National à l'élection présidentielle de 2012, une réelle corrélation entre immigration et terrorisme. Prenant l'exemple des attentats perpétrés par Mohammed Merah, celle-ci s'interroge :

« Combien de Mohammed Merah dans les avions, les bateaux qui chaque jour arrivent en France remplis d'immigrés ?

Combien de Mohamed Merah dans les 300 clandestins qui, chaque jour, arrivent en Grèce via la Turquie, première étape de leur odysée européenne ?

Combien de Mohamed Merah parmi les enfants de ces immigrés, non assimilés, sensibles aux thèses les plus radicales et les plus destructrices, en rupture totale avec nos principes républicains ?

Nos élites ont laissé le pouvoir aux islamistes. »⁶¹

Le cas de Mohammed Merah fournirait ainsi un « exemple [...] de l'hybridation entre le terrorisme islamiste et la voyoucratie »⁶², soit deux des principaux arguments avancés par les mouvements étudiés afin de justifier leur souhait de voir instaurée une politique migratoire plus stricte.

Le FN/RN accuse les pouvoirs en place de laxisme, voire de « complaisance à l'égard du fondamentalisme islamiste », comme le déclare Marine Le Pen à Emmanuel Macron lors du débat de l'entre-deux tours de l'élection présidentielle de 2017⁶³. L'Islam occupe une place prépondérante au sein des cahiers d'action publiés par le parti en 2018, qu'il s'agisse de celui consacré aux banlieues ou à l'asile et l'immigration.

Dans le cas du « Plan Le Pen pour les banlieues », le parti entend mener une « politique de la laïcité » visant à « interdire les prières de rue », « fermer administrativement les lieux où est

⁶⁰ Le Pen Marine, *Discours à Nantes*, 25 mars 2012, *op. cit.*

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

⁶³ « Débat de l'entre-deux tours : Marine Le Pen / Emmanuel Macron », *Chaîne Youtube LCI*, 4 mai 2017
Disponible ici :

https://www.youtube.com/watch?v=iOAbBdlWgz0&ab_channel=LCI
[consulté le 10 juin 2018]

prônée la haine de la France » et « interdire la venue de ministres étrangers du culte »⁶⁴. Il convient de se demander qui sont ces « responsables de culte étrangers qui prêchent des valeurs contraires aux lois, coutumes et valeurs françaises »⁶⁵ selon le parti :

« Il est contraire à la loi de 1905 de faire venir pour le mois de ramadan de l'année 2018, près de 300 imams étrangers.

Cette démarche atteste à elle seule de l'importante influence étrangère qui s'exerce sur le culte musulman, dans une période trouble où l'idéologie salafiste se développe en France, Les musulmans vivant en France doivent se départir des influences religieuses extrémistes véhiculées par certains États. »⁶⁶

Si l'Islam n'est pas cité dans le sommaire du document, ni dans le titre des partis précédemment citées, il apparaît à la lecture de celui-ci que ce projet de réformes cible exclusivement la religion musulmane. En outre, bien que ce plan Banlieue entende prôner une politique laïque, il convient de souligner qu'il contient déjà certaines exceptions, notamment dans la partie dédiée aux prières de rue :

« Les prières de rue résultent d'une volonté manifeste d'occupation et de contrôle de l'espace public par des groupes de fondamentalistes islamistes.

Ces comportements constituent la face la plus visible des revendications communautaristes, un trouble à l'ordre public et un véritable affront au caractère indivisible de la République française. [...]

Les seules processions religieuses devant être autorisées seront donc celles présentant un caractère traditionnel, anciennement ancré dans la culture locale et nationale, ce que la jurisprudence du Conseil d'État a toujours autorisé. »⁶⁷

Le parti s'appuie donc sur l'aspect traditionnel de certaines manifestations, et non sur leur dimension religieuse, afin d'en justifier l'autorisation. La dimension civilisationnelle apparaît ainsi une fois de plus conjuguée à l'argument sécuritaire afin de justifier la critique de l'Islam.

⁶⁴ Plan Le Pen pour les banlieues, *op. cit.*, pp. 15 - 16

⁶⁵ *Ibid.*, p. 16

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ *Ibid.*, p 15

C'est également sur ces deux points que se fonde l'argumentaire islamophobe à l'échelle européenne, dont le projet du parti pour les élections de 2019 propose une synthèse :

« L'immigration massive subie par l'Europe depuis des décennies et l'abaissement des frontières rendent les pays d'Europe très vulnérables face à la menace islamiste et à la prolifération de cette idéologie politico-religieuse sur notre sol. »⁶⁸

La lutte contre la « submersion migratoire » et la « menace islamiste » fait donc partie intégrante du projet de réformes souhaité par le Rassemblement National à l'échelle nationale et européenne. Cela apparaît également être un enjeu central du projet publié par la Ligue du Nord en vue des élections de 2018, les références à l'Islam étant présentes dans les parties dédiées à l'immigration, la sécurité ainsi qu'à la politique extérieure et de défense.

S'appuyant, comme dans le cas du parti français, sur un argumentaire juridique afin de justifier son traitement de l'Islam, le parti dédie une partie de son programme à la « relation avec l'Islam »⁶⁹ :

« La radicalisation est combattue en réaffirmant qu'au sein de l'État italien, la liberté de professer sa religion doit être exercée dans le plein respect de tous les autres principes constitutionnels.

[...]

En bref, une véritable intégration ne peut être obtenue que par le strict respect de la législation italienne et une relation d'égalité avec les citoyens italiens. »

Selon le parti, « le second intérêt national fondamental est celui de la sécurité, notamment face à des menaces telles que le terrorisme, l'extrémisme islamique et les flux migratoires incontrôlés »⁷⁰. L'Islam constituerait en ce sens une menace interne

⁶⁸ Rassemblement National, *Pour une Europe des Nations et des Peuples. Projet – Élections européennes 2019, op. cit.*, p. 11.

⁶⁹ « La radicalizzazione si combatte ribadendo che nello Stato italiano la libertà di professare il proprio culto va esercitata nel pieno rispetto di tutti gli altri principi costituzionali. [...] In sintesi, vera integrazione che può attuarsi solo attraverso il rigoroso rispetto della legge italiana ed il rapporto paritario con i cittadini italiani. »,

Elezioni 2018 Programma di Governo Salvini Premier, *Site internet de la Ligue*, p. 8

Disponible ici : <https://www.leganord.org/politiche2018>

[consulté le 12 février 2019]

⁷⁰ *Ibid.*, p. 22.

intrinsèquement liée à la question migratoire, et justifierait donc le durcissement de l'obtention de la citoyenneté et des permis de séjour que propose le parti dans son programme⁷¹.

Le lien entre les aspects sécuritaires et civilisationnels apparaît ainsi particulièrement visible lorsque l'on s'intéresse au traitement de l'Islam dans les discours des mouvements étudiés. Si l'immigration est présentée comme un facteur de menace, indépendamment de toute considération religieuse, l'apparition de problématiques liées au terrorisme islamiste entraîne un recentrage du discours sur le danger que constituerait l'Islam.

La place substantielle qu'occupe la lutte contre l'Islam est manifeste au sein du discours et de l'idéologie de la mouvance identitaire depuis le milieu des années 2000.

Faisant écho au combat civilisationnel, la préservation de ce que le mouvement qualifie fréquemment de racines culturelles et identitaires serait incompatible avec la présence de l'Islam en France, et plus généralement en Europe. S'ils n'en sont pas fondateurs, les attentats offrent un contexte favorable à la pénétration d'un discours présentant l'Islam comme une source de menace :

« Quand tu sors de chez toi, tu n'es pas en sécurité. Dans le bus, en soirée, à l'école, la racaille peut frapper. Cette violence n'existe pas sans raison : c'est l'immigration-invasion. En traversant certains quartiers, tu ne reconnais plus ton pays. L'islamisation gomme notre identité et au fond de toi, tu bous, tu ne le supportes pas. Kébabs, voiles et mosquées n'ont rien à faire ici. Tu le sens bien, c'est ta conviction profonde, inébranlable : chacun chez soi ! »⁷²

Les Identitaires évoquent sans aucune ambiguïté leur rapport à l'immigration et à l'Islam, au sein duquel s'entremêlent des considérations sécuritaires, civilisationnelles et identitaires, et qui constitue selon eux une véritable urgence :

« La lutte contre l'immigration, l'islamisation et l'insécurité se situe bien entendu au cœur de nos engagements et préoccupations. La dangerosité de la menace l'exige. La submersion que la France et l'Europe subissent met en danger la survie de notre civilisation. Nous vivons un

⁷¹ *Ibid.*, pp. 6 – 9.

⁷² « Le Pacte », Site Internet de Génération Identitaire
www.generationidentitaire.org

moment historique. Pourtant, peu de responsables politiques en parlent et encore moins agissent. Il est indispensable de placer constamment cette question au cœur de nos messages. [...] L'urgence climatique est parfois exagérée et rabâchée afin de mieux occulter d'autres urgences et d'autres thématiques moins politiquement correctes, comme celle de la submersion migratoire. »⁷³

L'importance de l'Islam dans les aspects sécuritaires du traitement de la question migratoire est telle que le mouvement identitaire y consacre sept des dix « mesures d'urgence pour protéger l'identité et la sécurité de la France »⁷⁴.

A l'occasion des « Assises sur l'islamisation » tenues par le mouvement à Paris le 18 décembre 2010, et qui révèlent à elles seules l'importance de cette thématique pour le mouvement, Arnaud Guillon fait également état de l'urgence que représenterait cet enjeu :

« L'islamisation est un problème qui se pose non seulement en France mais aussi dans tous les pays d'Europe [...] Ce n'est pas un fantasme, c'est une réalité. Dans ces assises nous avons fait venir des personnes de gauche, des personnes de droite, des laïcs, des croyants pour débattre de cette question et trouver ensemble des solutions pour relever ce défi de l'islamisation qui est en train de modifier la substance même de notre civilisation. [...] Nous sommes contre cette islamisation car nous sommes pour notre Europe, pour notre civilisation et parce que nous croyons en nos valeurs. »⁷⁵

⁷³ « Est-ce que vous dénoncez seulement l'immigration et l'islamisation ? », *Site Internet Les Identitaires*.

⁷⁴ Le mouvement identitaire propose « le gel de l'immigration légale non européenne ; la lutte accrue contre l'immigration illégale et l'expulsion des clandestins ; le rétablissement des frontières nationales afin d'empêcher l'entrée de nouveaux djihadistes sur notre sol ; la fermeture administrative des mosquées islamistes ; le gel de toute nouvelle construction de mosquées ; l'interdiction des organisations islamistes (qu'elles soient d'obédience salafiste ou liées aux Frères musulmans comme les Musulmans de France ex-UOIF) ; l'expulsion de tout étranger lié aux réseaux islamistes ; l'application ferme de la déchéance de nationalité française pour tout binational impliqué dans une entreprise djihadiste, et de l'interdiction de territoire ; un grand plan de désarmement des banlieues et le renforcement des moyens humains et matériels des forces de l'ordre et de l'armée ; la rupture des liens indécents entretenus par l'État français avec des pays liés au financement du djihadisme. »,

« 10 mesures d'urgence pour protéger l'identité et la sécurité de la France », *Site Internet Les Identitaires*, 2 décembre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/12/02/10-mesures-durgence-protoger-lidentite-securite-de-france/>

[consulté le 13 avril 2020]

⁷⁵ « Arnaud Guillon candidat identitaire à la présidentielle 2012 sur France Ô », *Chaîne Youtube Guillon2012TV*, 8 janvier 2011

https://www.youtube.com/watch?v=k1G3A-DfyL4&ab_channel=Guillon2012TV

[consulté le 13 novembre 2020]

La religion musulmane constituerait donc un enjeu civilisationnel dans la mesure où celle-ci est liée à la « submersion migratoire » selon Les Identitaires, et pourrait à ce titre causer une invasion en Europe :

« Aujourd'hui, il s'agit de la pire des invasions : apparemment pacifique, par le bas, reposant sur le déversement démographique migratoire.

[...]

Il y a donc bel et bien une volonté d'invasion de l'Europe, parfaitement corrélée au djihad mené en Syrie et en Irak, et au recrutement de musulmans d'Europe. Le but est de porter la guerre ici même. En s'appuyant sur des masses de manœuvre toujours plus nombreuses installées en UE. »⁷⁶

L'argumentaire identitaire à l'égard de l'Islam repose donc à la fois sur l'enjeu sécuritaire que constitue la menace terroriste, mais également sur une dimension civilisationnelle. Ceux-ci présentent en effet l' « islamisation » que connaîtraient les sociétés européennes comme portant atteinte aux valeurs et à l'identité européenne, jusqu'à provoquer un effacement de celle-ci :

« Il faut s'attendre, si rien ne change, à ce que, au cours de ce siècle, une partie de l'Europe occidentale ressemble à ce qu'est le Moyen Orient aujourd'hui : le chaos, une mosaïque ethnique instable et ingérable, le « domaine de la guerre » (Dar-al-Suhr) voulu par l'islam, sur fond de disparition (de fonte, comme un glacier) de la civilisation européenne. »⁷⁷

Visant une fois de plus à « répondre aux mensonges » autour d'un sujet de société lié à l'immigration, plusieurs argumentaires publiés par Les Identitaires sont consacrés à l'Islam. Établissant à nouveau un lien entre insécurité et immigration, et après avoir traité le sujet de la délinquance, le mouvement identitaire condamne l'idée selon laquelle « il n'y a pas de lien entre le terrorisme islamiste et les migrants » :

⁷⁶ Faye Guillaume, « Trois menaces mortelles contre la civilisation européenne, *J'ai tout compris*, 8 juin 2015

Repris sur le site Lesidentitaires.com dans la rubrique « Vu ailleurs »

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2015/06/08/trois-menaces-mortelles-contre-civilisation-europeenne/>

[consulté le 14 mars 2020]

⁷⁷ *Ibid.*

« Pour leur faire accepter la submersion migratoire, on a tenté de faire croire aux Européens qu'ils sont des égoïstes qui manquent de compassion. La plupart des médias occidentaux ont diffusé en boucle les images de corps échoués de clandestins ou celles de femmes et d'enfants dans la détresse, afin de faire appel aux bons sentiments des téléspectateurs. Pourtant ces mêmes médias se gardent bien de dire que les flots d'immigrés ont été utilisés par les organisations djihadistes pour y introduire des terroristes islamistes. »⁷⁸

Accusant au passage les médias d'être les complices d'un discours visant à émouvoir les populations européennes afin de leur dissimuler les véritables enjeux, Les Identitaires semblent faire de la question de l'Islam l'un des principaux axes de leur critique de l'immigration. Ainsi, le mouvement récuse l'idée selon laquelle « la majorité des musulmans sont modérés » :

« Répétée tel un exorcisme, cette affirmation n'a jamais été prouvée. Elle vise à faire croire qu'il n'y aucune sympathie dans la communauté musulmane pour les motivations des terroristes ou les thèses islamistes.

[...]

Si les musulmans modérés sont si nombreux, pourquoi autant de mosquées sont encore dirigées par des islamistes, salafistes ou Frères musulmans ? Si les radicaux sont encore à la tête de ces lieux, c'est avant tout parce que beaucoup de fidèles approuvent leurs discours. »⁷⁹

Les mosquées, accusées de favoriser l'islamisation des sociétés que dénoncent les mouvements étudiés, sont ainsi l'une des cibles du discours des mouvements étudiés, mais également de certaines manifestations.

S'appuyant toujours sur des considérations sécuritaires, CasaPound participe à une manifestation demandant la fermeture d'une mosquée située Via San Vito en octobre 2017, après l'agression d'un couple aux alentours de celle-ci. Comme pour les autres mouvements

⁷⁸ Argumentaire VI, « Il n'y a pas de lien entre terrorisme islamiste et migrants », *Site Internet Les Identitaires*, 21 décembre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/12/21/argumentaire-vi-ny-a-de-lien-entre-terrorisme-islamiste-migrants/>

[consulté le 9 novembre 2020]

⁷⁹ Argumentaire III, « La majorité des musulmans sont modérés », *Site Internet Les Identitaires*, 12 octobre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/10/12/argumentaire-iii-majorite-musulmans-moderes/>

[consulté le 9 novembre 2020]

étudiés, l'argument sécuritaire ne suffit pas à expliquer le discours d'opposition à l'Islam tenu par CasaPound. Selon Gianluca Iannone, l'aspect culturel et civilisationnel est absolument central dans la mesure où « le problème pour [eux] n'est pas l'Islam mais l'Islam en Italie », puisque « cela n'appartient pas à [leur] culture. »⁸⁰

Si la dimension sécuritaire apparaît incontournable, elle n'est qu'un des aspects du traitement de l'Islam par ces formations. Le fondamentalisme islamiste et les attentats perpétrés seraient ainsi des manifestations violentes d'une modification civilisationnelle sous-jacente induite par la religion musulmane. La lutte contre l'« islamisation » des sociétés semble donc également justifiée par des considérations culturelles et par une défense des valeurs que ces mouvements attachent à la civilisation européenne qu'ils dessinent.

Le mouvement romain met cependant en garde à ne pas tomber dans le « piège de la guerre de civilisations », préférant désigner la mondialisation comme le véritable ennemi des peuples :

« Il n'y a pas d'invasion islamique imminente et il n'y a pas de croisade à lancer. [...] Pour nous, l'ennemi ultime de notre peuple et de notre tradition n'est jamais un autre peuple ou une autre tradition, mais ce qui est hostile à tous les peuples et à toutes les traditions. Cet ennemi est ce projet d'homologation et de déracinement appelé « mondialisme », qui apparaît comme un monstre à deux têtes : la pratique du libéralisme, du capitalisme et du marché non régulé (mondialisme « de droite ») et la culture cosmopolite, internationaliste et multiraciale (mondialisme « de gauche »). »⁸¹

La critique d'un multiculturalisme induit par la mondialisation apparaît donc comme un véritable point de convergence idéologique entre les mouvements étudiés. Au-delà de toute considération religieuse, ces derniers n'affichant pas le même rapport à la religion, c'est dans

⁸⁰ « Gianluca Iannone (CasaPound) : « Nous faisons peur » », *Breizh-Info*, 21 janvier 2017
Disponible ici : <https://www.breizh-info.com/2017/01/21/59992/rome-casapound-ianonne-attentat-florence-occupation-italie>

[consulté le 20 février 2019]

⁸¹ « Non c'è nessuna invasione islamica alle porte e non c'è nessuna crociata da iniziare. [...] Per noi il nemico ultimo del nostro popolo e della nostra tradizione non è mai un altro popolo o un'altra tradizione ma ciò che è ostile a tutti i popoli e a tutte le tradizioni. Questo nemico è quel progetto di omologazione e sradicamento chiamato "mondalismo", che appare come un mostro a due teste: la prassi del liberismo, del capitalismo e del mercato senza regole (mondialismo « di destra ») e la cultura cosmopolita, internazionalista, multirazziale (mondialismo « di sinistra »). »,

« Sul fronte dell'Essere. Immigrazione, identità, cittadinanza : dati, soluzioni ed equivoci secondo la visione di CasaPound Italia », *op. cit.*, p. 16

la critique de cette cohabitation forcée, entraînée par le processus de mondialisation, que réside l'une des clefs de compréhension du traitement de la question migratoire.

7.1.4. Le vivre ensemble, une illusion

La dimension civilisationnelle est en ce sens indissociable du discours tenu par ces mouvements dans leur traitement de la question de l'Islam, et plus généralement de l'immigration. Celle-ci y est alors présentée comme un danger pour la culture et l'identité qui seraient partagées par les peuples européens, puisqu'elle serait incompatible avec celles-ci. L'idée du vivre ensemble ne serait donc qu'une illusion, exaltée par les tenants du discours politiquement correct que ces mouvements récusent :

« Le vivre ensemble » c'est l'autre nom de la coexistence pacifique de communautés différentes dont on espère que leurs antagonismes n'aboutiront pas au conflit.

Le « vivre ensemble » c'est la tarte à la crème des partisans de la société multiculturelle qui veulent cacher qu'une société multiculturelle tourne généralement à la société multiconflictuelle. »⁸²

Le multiculturalisme qu'entraînerait à terme l'immigration serait par essence facteur de conflits dans la mesure où la cohabitation de cultures différentes ne serait pas réalisable sans l'effacement d'une d'entre elles.

En s'opposant à cette société multiculturelle, Marine Le Pen entend garantir la paix et la stabilité au sein de la société française :

« Nous, nous refusons de plier devant le politiquement correct s'il est politiquement débile ou suicidaire.

Nous considérons ces principes comme intangibles car ils sont les seuls qui garantissent la concorde et la paix civile à la France, un pays millénaire chargé d'histoire qui doit garder en mémoire les causes de ses conflits ou se condamner à les revivre.

Cela, nous ne le voulons pas ! »⁸³

⁸² Le Pen Marine, *Discours*, 10 décembre 2015

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-a-paris-10-decembre-2015/>

[consulté le 8 janvier 2019]

⁸³ *Ibid.*

Cette dénonciation d'une vision édulcorée de la réalité, d'un « catéchisme du vivre ensemble »⁸⁴, est également l'un des arguments avancés par Les Identitaires dans leur critique du multiculturalisme. Selon le mouvement, la société multiculturelle ne serait qu'un idéal inatteignable :

« Tu as compris depuis longtemps qu'il y avait un fossé entre le discours à la mode du vivre-ensemble et la réalité : la société multiculturelle, c'est le chaos, la guerre au coin de la rue. Vivre-ensemble ? Mais pourquoi devrait-on vivre avec ceux qui nous haïssent ? Quand a-t-on demandé ton avis ? »⁸⁵

Le discours tenu par les mouvements étudiés sur l'Islam s'insère donc au sein d'une plus large échelle, fondée sur leur rejet du multiculturalisme. Plus qu'un simple rejet, la réalisation d'une société multiculturelle y est présentée comme impossible puisqu'inévitablement source de conflits.

Le vivre ensemble « porté par la plupart des responsables politiques en France » serait en réalité un « subir ensemble voire [un] mourir ensemble » :

« Il n'est pas possible pour des peuples aux mœurs, aux traditions et à la religion différentes de cohabiter sur un seul et unique territoire. L'histoire a toujours démontré que ces situations se soldaient systématiquement par la haine, la violence, la guerre, la volonté de domination des uns sur les autres. »⁸⁶

Le multiculturalisme est ainsi présenté comme semant la confusion sur ce qui constituerait la culture européenne, laquelle est « de plus en plus dépourvue de repères [...] pour ne pas entrer en conflit avec les différentes ethnies étrangères »⁸⁷.

La Ligue du Nord justifie ainsi en 2014 son opposition à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, en avançant ce qui serait selon le parti une incompatibilité civilisationnelle. La

⁸⁴ Robert Fabrice, « Migrants : Et s'ils commençaient par les accueillir chez eux ? », *Boulevard Voltaire*, 10 octobre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/10/10/migrants-sils-commenceraient-accueillir-chez-eux/>

[consulté le 21 avril 2020]

⁸⁵ « Le Pacte », *op. cit.*

⁸⁶ Robert Fabrice, « Vivre ensemble ? Oui, mais sans eux ! », *Site internet Les Identitaires, op. cit.*

⁸⁷ casapounditalia.org

Turquie ne répondrait donc pas aux « racines » ne figurant pas dans les traités de l'UE, mais qui « n'en sont pas moins présentes » :

« Personne ne peut nier la laïcité des États membres de l'UE et de l'Union elle-même mais qui peut nier, sans déformer l'histoire, les profondes influences chrétiennes sur l'Europe ? Il s'agit de ces fameuses racines qui, bien qu'elles ne figurent pas explicitement dans les traités de l'UE (mais on peut néanmoins lire dans le préambule du TUE : « Inspiré par l'héritage culturel, religieux et humaniste »), n'en sont pas moins présentes.

Non, nous l'avons dit à maintes reprises et nous continuerons à le dire : la Turquie n'est pas un État européen à tous égards. »⁸⁸

L'impossible cohabitation de plusieurs cultures, selon les mouvements étudiés, ne concerne donc pas seulement le territoire national mais s'étend à l'ensemble des pays européens dans la mesure où ceux-ci partagent des valeurs, une culture ainsi qu'une civilisation commune. L'Europe constitue en ce sens une « forteresse » selon le mouvement identitaire français, qu'il convient de protéger conformément à la rhétorique guerrière qu'ils ont pour habitude d'employer :

« La mauvaise conscience, la repentance, la haine de soi (ethnomasochisme) se conjuguent avec des sophismes idéologiques dont les concepts matraqués sont, en novlangue : ouverture, diversité, chance-pour-la-France, vivre-ensemble, etc.

[...]

Mieux valent les frontières fermées que le chaos des frontières ouvertes. La prospérité, la puissance, l'identité, le rayonnement n'ont jamais dans l'histoire été produits par des nations et des peuples ouverts à tous les vents. De plus, politiciens et intellectuels assurent que la

⁸⁸ « Nessuno potrebbe negare la laicità degli Stati membri dell'Unione Europea e dell'Unione stessa ma, allo stesso tempo, chi potrebbe negare, senza stravolgere la storia, le profonde influenze cristiane sull'Europa? Sono quelle famose radici che, pur non essendo state incluse esplicitamente nei Trattati UE (ma comunque il preambolo del TUE recita: « Ispirandosi alle eredità culturali, religiose e umanistiche »), non per questo sono meno presenti.

No, lo abbiamo più volte detto e continueremo a dirlo: la Turchia non è uno Stato europeo sotto tutti i punti di vista. », Elezioni Europee 25 Maggio 2014. Programma elettorale, *Site Internet de la Ligue*, p. 8,

Disponibile ici :

<https://www.leganord.org/phocadownload/elezioni/europee/Programma%20elettorale%20europee%202014.pdf>

[consulté le 19 avril 2020]

cohabitation ethnique se passe parfaitement bien, ce qui est vrai dans les beaux quartiers où ils résident [...] mais totalement faux dans le reste du pays. »⁸⁹

L'immigration serait ainsi facteur de déstabilisation des sociétés lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'une assimilation par les nouveaux arrivants de la culture et des valeurs propres au territoire sur lequel ils entendent s'installer. Il convient par ailleurs de différencier les notions d'assimilation et d'intégration selon le RN :

« Contrairement à l'intégration, l'assimilation décrit une situation où les étrangers ont adhéré à tous les traits culturels de la société de résidence et ont renoncé à toute spécificité culturelle du pays d'origine (langue, croyance, coutumes). Ainsi, on peut être intégré sans s'assimiler. »⁹⁰

L'assimilation est ainsi présentée comme non seulement souhaitable, mais absolument indispensable par les partis étudiés dans la mesure où elle participe de la paix sociale et la préservation des caractéristiques civilisationnelles.

L'idée qu'une assimilation serait nécessaire afin de favoriser son intégration sur le territoire, au détriment de la culture d'origine, apparaît être un élément indissociable du discours sur l'immigration. Ainsi, selon Marine Le Pen qui s'appuie sur le cas de l'Islam dans un discours donné en 2012, l'assimilation serait facteur de paix sociale et de lutte contre le fondamentalisme :

« Avec l'assimilation, il n'existe, dans l'espace public, que des citoyens français égaux entre eux. Dans la sphère privée, chacun est libre de pratiquer sa religion ou de n'en pratiquer aucune. Chacun peut s'y intéresser à ses origines. Mais ni la religion ni les origines ne doivent déborder dans l'espace public pour que nous nous retrouvions dans une nation fraternelle. »⁹¹

⁸⁹ Faye Guillaume, « Trois menaces mortelles contre la civilisation européenne », *op. cit.*

⁹⁰ Plan Le Pen pour les banlieues, *op. cit.*, p. 18.

⁹¹ Le Pen Marine, *Discours à Nantes*, 25 mars 2012, *op. cit.*

Selon le parti, cette assimilation est indispensable à la constitution ainsi qu'au renforcement d'une communauté nationale et permet de lutter contre les dérives communautaires.

La communauté nationale doit donc être comprise, dans le discours du parti, comme la seule devant être tolérée au sein de la République dans la mesure où celle-ci « ne reconnaît aucune communauté »⁹² :

« Nous, nous sommes des partisans de la nation, de l'assimilation républicaine qui fait des Français de toutes origines les membres solidaires d'une seule communauté, la communauté nationale.

Mais la République française impose aussi de se plier à la règle commune, à nos coutumes et à nos modes de vie, au respect de nos principes de vie, à l'acceptation de nos valeurs fondatrices.

*Or, ce qui apparaît comme une évidence chez tout républicain est aux yeux des professeurs de morale contestable voire scandaleux ou même immoral. »*⁹³

Cette assimilation absolument indissociable de la question migratoire selon Marine Le Pen est partagée par Matteo Salvini dans son programme pour les élections de 2018. Afin de faciliter l'intégration des nouveaux arrivants sur le sol italien, la Ligue souhaite notamment privilégier les individus issus de cultures proches de la leur :

« Les politiques migratoires devraient favoriser l'entrée de personnes provenant de pays culturellement proches, en sélectionnant les individus ayant les qualifications professionnelles les plus recherchées.

*L'acquisition de la citoyenneté doit se faire dans le cadre d'une naturalisation effective, faite d'intégration socio-économique et d'assimilation culturelle. »*⁹⁴

L'assimilation culturelle est donc présentée comme une condition *sine qua non* à l'obtention de la citoyenneté afin d'éviter le désordre civilisationnel évoqué par ces partis dans

⁹² Asile / Immigration. Stopper, proposer et agir !, *op. cit.*, p. 32.

⁹³ Le Pen Marine, *Discours*, 10 décembre 2015, *op. cit.*

⁹⁴ « Le politiche migratorie dovrebbero privilegiare gli ingressi dai Paesi culturalmente più affini, selezionando individui con qualifiche professionali più ricercate. L'acquisizione della cittadinanza dovrebbe avvenire a fronte di un'effettiva naturalizzazione, fatta di integrazione socio-economica e assimilazione culturale. »
Elezioni 2018 Programma di Governo Salvini Premier, *op. cit.*, p. 23.

la partie précédente. L'un des points du cahier d'actions dédié aux questions de l'asile et de l'immigration publié par le Rassemblement National souhaite ainsi « mettre en place une politique d'assimilation ». Si le parti rappelle à cette occasion que « les différences de race ou de religion n'influencent aucunement l'attribution de ce sésame qu'est la nationalité française »⁹⁵, l'assimilation demeure une étape indispensable à l'acquisition de la citoyenneté. Le parti souhaite ainsi :

*« Réinsuffler une volonté politique d'assimilation des populations d'origine étrangère déjà présentes sur notre sol et qui n'ont toujours pas intégré nos us et coutumes. Celles et ceux ne souhaitant pas adopter ces standards minimaux de culture commune devront dès lors faire un choix entre s'y plier, ou bien changer d'aire culturelle. »*⁹⁶

Selon le parti, il appartient aux pouvoirs publics de s'assurer de la réussite de l'assimilation de « l'individu étranger au corps national » :

*« Contrairement au postulat – nous semble-t-il erroné – qui voudrait que l'assimilation fût un processus qui irait de soi, se réalisant au fil du temps que passe un étranger sur notre sol, nous pensons plutôt qu'elle est la résultante d'une démarche et d'une volonté actives et exigeantes. S'il faut évidemment que cette assimilation soit voulue par l'individu étranger au corps national, elle doit être organisée, pensée et articulée par les pouvoirs publics. En contrepartie le non-respect des lois les plus importantes de la République doit mettre fin à l'autorisation de séjour en France. »*⁹⁷

L'assimilation républicaine, conjuguée à une politique sécuritaire plus stricte, serait ainsi le moyen le plus efficace de lutter contre les dérives communautaires, et est en ce sens davantage souhaitable que l'intégration selon le parti :

« Pour s'intégrer, le nouveau venu doit respecter les lois du pays, mais il garde la liberté de limiter son intégration aux niveaux économique, linguistique, etc. sans renoncer à ses valeurs culturelles. Le pas suivant est l'assimilation. »

⁹⁵ Asile / Immigration. Stopper, proposer et agir !, *op. cit.*, p. 32

⁹⁶ *Ibid.*, p. 33

⁹⁷ *Ibid.*

Il faut aujourd'hui envoyer des messages forts indiquant une volonté de reconquête de la République. »⁹⁸

L'assimilation, à ne pas confondre donc avec l'intégration, est un idéal vers lequel devraient tendre les pouvoirs publics afin de s'assurer de la bonne cohabitation entre les nouveaux arrivants et ceux appartenant déjà au « corps national ». Les mouvements de taille moindre, n'étant pas pleinement intégrés au jeu électoral comme le sont les deux grands partis étudiés, semblent néanmoins partager une position plus sceptique quant au concept d'assimilation.

Selon Les Identitaires, l'assimilation comme l'intégration ne seraient que des chimères détournant l'attention de la gravité de la situation dans laquelle la civilisation européenne se trouverait :

« On se rassure et l'on ment – et l'on se ment – comme on peut. Nous sommes assis sur un tonneau de poudre. L'« assimilation » et l'« intégration » ne sont plus que des contes de fées. L'incendie est aux portes. »⁹⁹

Le multiculturalisme et l'« assimilationnisme » ne seraient, selon CasaPound qui y consacre un paragraphe entier dans ses propositions sur la question migratoire, que « deux solutions en vogue » dont la réalisation est conditionnée par une politique migratoire stricte :

« L'assimilationnisme veut que l'étranger laisse son identité à la frontière, le multiculturalisme veut que l'étranger emporte son identité avec lui et qu'il bénéficie même d'une reconnaissance publique pour celle-ci. Dans les deux cas, il y a un fond de vérité.

[...]

La possibilité que la population autochtone se retrouve en minorité sur son propre sol n'est pas du tout prise en compte, et s'est déjà réalisée dans certaines villes d'Europe du Nord.

[...]

⁹⁸ Plan Le Pen pour les banlieues, *op. cit.*, p. 18

⁹⁹ Faye Guillaume, « Trois menaces mortelles contre la civilisation européenne », *op. cit.*

La vérité est que l'assimilationnisme ou le multiculturalisme ne peuvent fonctionner que dans un cadre stable, avec des flux réduits au minimum et des minorités en faible nombre, en présence d'un véritable État. »¹⁰⁰

L'assimilation des nouveaux arrivants ne pourrait donc se réaliser qu'à la condition que ceux-ci ne soient pas en nombre trop important. L'instruction remplit par ailleurs un rôle central dans le traitement de la question migratoire par les mouvements étudiés puisqu'il est selon eux indispensable d'exalter les spécificités culturelles, identitaires mais également historique du pays d'accueil. Le RN propose ainsi dans son cahier d'actions Asile et Immigration de « réformer l'enseignement de la France, de son histoire, de sa culture, de ses racines chrétiennes et de la laïcité » :

« L'assimilation républicaine est avant tout une question culturelle. Elle nécessite l'apprentissage des savoirs fondamentaux qui font l'identité de la communauté nationale, qui permettent de la comprendre, pour ensuite mieux la transmettre.

L'instruction publique est nécessairement le maillon central de l'assimilation.

[...]

Nous voulons remettre l'Histoire et les humanités au cœur de l'enseignement, pour que les grandes dates et les grandes épopées nationales rythment l'apprentissage des jeunes français. Le baptême de Clovis, la bataille de Bouvines, l'épopée de Jeanne d'Arc, le règne paisible d'Henri IV, les grandes victoires napoléoniennes et la très stable IIIème République sont autant de références devant être partagées par tous et qui permettent à chacun de se situer dans la filiation de l'Histoire de France. »¹⁰¹

¹⁰⁰ « L'assimilazionismo vuole che lo straniero lasci alla frontiera la sua identità, il multiculturalismo vuole che invece la porti con sé e che ad essa sia anzi concesso pubblico riconoscimento.

[...]

Non si prende minimamente in considerazione, nello specifico, la possibilità – assolutamente concreta e anzi già avvertasi in alcune città del nord Europa – che la popolazione autoctona possa finire in minoranza sul suo stesso suolo.

[...]

La verità è che l'assimilazionismo o il multiculturalismo possono funzionare solo in un quadro stabile, con flussi ridotti al minimo, con minoranze esigue, in presenza di uno Stato vero. »,

« Sul fronte dell'Essere. Immigrazione, identità, cittadinanza : dati, soluzioni ed equivoci secondo la visione di CasaPound Italia », *op. cit.*, p. 17

¹⁰¹ Asile / Immigration. Stopper, proposer et agir !, *op. cit.*, pp. 32 – 33.

Il conviendrait donc de mettre un terme à « la repentance historique des milieux universitaires »¹⁰², qui contribuerait à l'échec du processus d'assimilation dénoncé par le parti. L'Histoire de France apparaît être un angle d'approche de la question migratoire partagée par les deux mouvements français étudiés, et ce malgré leurs divergences affichées au sujet de l'assimilation.

La « réécriture de l'histoire de France » est ainsi présentée par Les Identitaires comme l'un des moyens d'action des « partisans du « grand remplacement » »¹⁰³, permettant de discréditer l'unité nationale en déformant les événements historiques.

Selon Jean-Yves Le Gallou, il convient d'instaurer une « préférence de civilisation » dans l'enseignement de l'histoire, renvoyant non seulement à la culture française mais également européenne :

*« La préférence de civilisation consiste à favoriser et à promouvoir, dans tous les domaines, des politiques éducatives et culturelles qui renvoient à notre civilisation, à notre histoire, à l'histoire française et européenne, bref, à la civilisation européenne. Tous les programmes scolaires et toutes les politiques doivent être placées sous le signe de cette préférence de civilisation, qui est une des conditions de notre survie en tant que peuple. »*¹⁰⁴

Se présentant une fois de plus comme muselées par un discours dominant, ces formations entendent défendre l'Histoire de France dans ce qu'elle a de plus glorieux afin de lutter contre la « culture de l'excuse » :

« L'histoire de France devient alors un dossier à charge. La France serait coupable de crimes et de méfaits en tout genre. La France leur devrait une dette d'autant plus incommensurable qu'elle est totalement imaginaire. »

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ Lugan Bernard, « La France a gagné la première guerre mondiale grâce à l'Afrique et aux Africains », *Site Internet Les Identitaires*, 13 mai 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/05/13/france-na-gagne-premiere-guerre-mondiale-grace-a-lafrique-aux-africains/>

[consulté le 3 août 2019]

¹⁰⁴ Le Gallou Jean-Yves, « Immigration : la Catastrophe – Que faire ? », Reprise d'un entretien accordé à l'hebdomadaire *Minute*, *Site internet Les Identitaires*, 30 mai 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/05/30/immigration-catastrophe-faire-de-jean-yves-gallou/>

[consulté le 22 juillet 2020]

Sur cette base, la gauche a développé une culture de l'excuse qui transforme le délinquant en quasi héros.

[...]

C'est ainsi qu'ils leur ont fait croire que, non seulement nous avons commis une faute à leur égard, mais que celle-ci leur donnait une créance vis-à-vis de nous.

[...]

Avec une telle vision de la France, comment voulez-vous que les immigrés et leurs enfants souhaitent s'assimiler à la nation ? »¹⁰⁵

Les Identitaires font de cette réécriture historique l'un des points abordés dans leurs argumentaires. Selon eux, il est absolument primordial de « répondre aux mensonges sur la colonisation » afin de rompre avec la « culture de l'excuse » évoquée par Marine Le Pen. Il serait erroné de considérer que « la France a pillé l'Afrique lors de la colonisation »¹⁰⁶, tout comme penser que « les immigrés ont reconstruit la France »¹⁰⁷ :

« Prétendre que les immigrés ont construit la France, et ont été exploités au passage, revient à dire qu'eux et leurs descendants ont des droits sur le pays. »¹⁰⁸

La dimension identitaire se confond ainsi au sein de l'approche historique des mouvements étudiés selon lesquels il convient d'être fier de sa culture et de ses origines afin de ne pas laisser libre cours à la submersion migratoire qu'ils dénoncent. CasaPound considère ceci comme une bataille à mener « contre le non-être de l'homogénéisation, du déracinement, [...] contre ceux qui se détestent et par conséquent le monde, contre ceux qui voudraient supprimer l'histoire et [les] priver d'un destin. »¹⁰⁹

¹⁰⁵ Le Pen Marine, *Discours à Nantes*, 25 mars 2012, *op. cit.*

¹⁰⁶ Argumentaire XI, « La France a pillé l'Afrique lors de la colonisation », *Site Internet Les Identitaires*, 8 novembre 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/11/08/la-france-a-pille-lafrique-lors-de-la-colonisation/>

[consulté le 11 novembre 2020]

¹⁰⁷ Argumentaire XIII, « Les immigrés ont reconstruit la France », *Site Internet Les Identitaires*, 6 décembre 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/12/06/immigres-ont-reconstruit-france/>

[consulté le 11 novembre 2020]

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ « È il nostro “Fronte dell’Essere”, contro il non-essere dell’omogeneizzazione, dello sradicamento, [...] contro chi odia se stesso e di conseguenza il mondo, contro chi vorrebbe sopprimere la storia e privarci di un destino. », CasaPound Italia, « Sul fronte dell’Essere. Immigrazione, identità, cittadinanza : dati, soluzioni ed equivoci secondo la visione di CasaPound Italia », *op. cit.*, p. 26.

Face au risque que constituerait une immigration massive sur l'identité et la civilisation européennes, Les Identitaires développent le concept de « remigration ». Cette notion fait notamment l'objet d'un ouvrage proposant « 30 mesures pour une politique d'identité et de remigration »¹¹⁰.

Le multiculturalisme y est, comme chez CasaPound, désigné comme la source des maux que connaissent les sociétés modernes et l'assimilation présentée comme un idéal inatteignable :

« Les « 30 mesures » sont une réponse concrète aux « citoyens du monde » – de gauche comme de droite – mais aussi à ceux qui, se proclamant pourtant patriotes, ont baissé la garde face au multiculturalisme, par fatalisme ou confusion idéologique. Loin des illusions de l'assimilation massive ou de l'intégration par le « vivre ensemble », nous savons que le seul moyen d'éviter le chaos qui découle mécaniquement des sociétés multiculturelles (et donc multiconfliktuelles) est de promouvoir et appliquer, de manière pacifique et concertée, la remigration. » »¹¹¹

Génération Identitaire se félicite d'être à l'initiative de ce concept, et de l'ampleur qu'a gagné celui-ci depuis sa première évocation en 2014 :

« En 2014, alors que le terme « remigration » était inexistant dans le débat public, les jeunes identitaires s'en emparent au travers d'une série d'initiatives constructives. En novembre, les Identitaires lancent Les Assises de la remigration. Un livre, sorti aux éditions IDées, présente 30 mesures pour une politique d'identité et de remigration » afin de lutter efficacement contre l'immigration-invasion. [...] Grâce à la pugnacité des militants de Génération identitaire, le terme « remigration » est aujourd'hui incontournable. »¹¹²

Le mouvement identitaire et sa branche jeunesse proposent ainsi trente mesures détaillées sur leurs sites internet, résumées sur une « feuille de route pour la politique d'identité et de remigration ». Si l'abrogation du droit du sol, l'abolition du regroupement familial et la lutte contre le mariage blanc sont autant de mesures visant à réduire les flux migratoires, le

¹¹⁰ Les Identitaires, *30 mesures pour une politique d'identité et de remigration*, Nice, Editions IDées, 2017.

¹¹¹ Foire aux Questions, *Site Internet Les Identitaires*
www.les-identitaires.com

¹¹² « Nos victoires », *Site Internet de Génération Identitaire*
www.generationidentitaire.org

mouvement propose également une abrogation des lois anti-discrimination ainsi que la suppression de l'Aide Médicale d'État.

Dans un entretien repris sur le site internet du mouvement Les Identitaires, Jean-Yves Le Gallou soutient le concept de remigration qui serait selon lui « indispensable et faisable », la réduction des flux migratoires n'étant qu'une première étape :

« Il faut commencer par le commencement, c'est-à-dire par l'expulsion des clandestins, qui n'ont absolument rien à faire ici, poursuivre par l'expulsion des criminels et des délinquants, qui n'ont plus rien à y faire non plus dès lors qu'ils ont enfreint nos lois, et puis il faut continuer, et vous verrez que ce n'est pas si ardu que cela paraît.

[...]

Ensuite, vous avez les binationaux. Là, la question qui se pose est de savoir s'ils ont une simple appartenance administrative à la France, auquel cas ce n'est peut-être pas tout à fait suffisant, ou s'ils ont aussi une appartenance affective, une appartenance culturelle. Mais cela, ce sera dans un deuxième temps. »¹¹³

Les Identitaires se concentrent ainsi dans leurs « trente mesures pour une politique d'identité et de remigration »¹¹⁴ sur l'impact néfaste qu'aurait l'immigration sur la société française et, plus largement, sur la civilisation européenne. Il semble cependant pertinent de relever une autre convergence discursive parmi les mouvements étudiés, leur permettant de justifier leur souhait d'instaurer une politique migratoire plus stricte.

Le concept du « chacun chez soi » auxquels ils se réfèrent dans certaines prises de parole semble leur permettre d'échapper aux accusations de xénophobie, dans la mesure où il justifierait leur traitement de la question migratoire par des considérations autres que purement ethniques.

7.1.5. Le « chacun chez soi »

Ces mouvements développent un argumentaire fondé sur l'idée qu'un durcissement des politiques d'immigration permettrait non seulement de lutter contre un « grand remplacement » de la civilisation européenne, mais que cela serait également bénéfique aux migrants qui

¹¹³ Le Gallou Jean-Yves, « Immigration : la Catastrophe – Que faire ? », *op. cit.*

¹¹⁴ Annexe 4. Trente mesures pour une politique d'identité et de remigration.

pourraient dès lors s'établir dans leur région d'origine. L'immigration massive est ainsi présentée par Marine Le Pen comme un « drame pour la France », mais également pour les étrangers :

« L'immigration massive n'est pas une chance pour la France, c'est un drame pour la France [...] ça l'est aussi objectivement pour les étrangers eux-mêmes à qui nous n'avons plus rien à donner. [...] L'immigration n'est vue comme une chance que pour ce grand patronat qui profite de la main d'œuvre importée pour faire baisser les salaires et laisser le coût social de l'immigration à la charge des Français. »¹¹⁵

Si l'immigration massive constitue une menace pour la civilisation européenne, elle l'est tout autant pour le continent africain selon le mouvement identitaire français, pour lequel l'immigration en France semble être exclusivement composée de ressortissants de pays d'Afrique :

« Vivre et travailler au pays, que ça soit valable pour un Français et aussi pour un Africain. Je crois qu'aujourd'hui l'Afrique a besoin de ses élites, l'Afrique a besoin de ses talents. Et si l'immigration est une chance, l'Afrique en a plus besoin que la France. Nous sommes assez riches comme ça, redonnons la richesse à l'Afrique. »¹¹⁶

L'immigration étant dépeinte comme une menace envers les valeurs traditionnelles des nations d'Europe latine, la discrimination envers les étrangers à ces valeurs est davantage présentée sous des angles économique, culturel et historique, que foncièrement raciste et xénophobe.

C'est dans ces aspects que réside la « véritable guerre de civilisations » selon CasaPound :

« Le mécanisme infernal de l'immigration de masse doit être dénoncé comme l'un des principaux vecteurs de déracinement et d'appauvrissement social, culturel et existentiel au détriment de toutes les populations concernées, qu'elles soient hôtes ou invités. Il n'y a pas de gagnants dans ce véritable système de mise à mort des peuples, à l'exception de quelques

¹¹⁵ Marine Le Pen, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017

¹¹⁶ « Arnaud Guillon candidat identitaire à la présidentielle 2012 sur France Ô », *Chaîne Youtube Guillon2012TV*, op. cit.

organismes privés, imprégnés de préjugés idéologiques ou confessionnels, et de quelques cliques commerciales antinationales. »¹¹⁷

Il n'y aurait donc aucun gagnant au processus d'immigration, hormis quelques multinationales en profitant pour exploiter une main-d'œuvre à bas coût. S'il convient de revenir plus en détail sur la question sociale induite par l'immigration, cette dernière constitue un double enjeu selon le RN, à la fois financier et humanitaire :

« Un enjeu financier : l'explosion des différentes aides fournies aux immigrés irréguliers dans un contexte de déficits publics abyssaux souligne que la France n'a clairement plus les moyens « d'accueillir toute la misère du monde ».

Un enjeu humanitaire : l'immigration irrégulière de masse telle que nous la connaissons actuellement participe au dévoiement de toute politique légale d'immigration et plus grave au dévoiement de toute politique d'asile digne de ce nom. »¹¹⁸

Par ailleurs, ces mêmes réfugiés de guerre ou économiques pourraient à terme constituer une menace pour l'intégrité nationale et européenne selon le mouvement identitaire, qui s'appuie à nouveau sur la dimension sécuritaire du discours anti-immigration :

« Bien que les masses de migrants clandestins, jamais contrés ni expulsés, aient d'abord des motivations économiques ou le désir de fuir l'enfer de leur propre pays (pour l'importer chez nous), ils sont instrumentalisés par des djihadistes qui n'ont qu'un seul objectif : la conquête de l'Europe et sa colonisation par l'islam, réponse cinglante au colonialisme européen des XIXe et XXe siècles. »¹¹⁹

¹¹⁷ « L'infernale mécanisme migratoire de masse va dénoncé comme uno dei principali vettori di sradicamento e impoverimento sociale, culturale ed esistenziale a danno di tutte le popolazioni coinvolte, siano esse ospiti o ospitanti. In questo vero e proprio sistema per uccidere i popoli non esistono vincitori, salvo pochi organismi privati, intrisi di pregiudizi ideologici o confessionali, e qualche cricca affaristica antinazionale. »,

« Sul fronte dell'Essere. Immigrazione, identità, cittadinanza : dati, soluzioni ed equivoci secondo la visione di CasaPound Italia », *op. cit.*, p. 25

¹¹⁸ Asile / Immigration. Stopper, proposer et agir !, *op. cit.*, p. 2

¹¹⁹ Faye Guillaume, « Trois menaces mortelles contre la civilisation européenne », *op. cit.*

Le mouvement identitaire se défend pourtant de toute islamophobie en ayant une nouvelle fois recours à la notion de « chacun chez soi » afin de justifier ses prises de position. Ainsi, selon le candidat identitaire à l'élection présidentielle de 2012 :

« Nous croyons que les musulmans peuvent exercer librement leur culte chez eux, là où l'Islam est majoritaire.

En terre d'Islam, les musulmans ont le droit de vivre leur religion.

Les personnes qui sont de confession musulmane en France [...] doivent respecter nos lois, les lois qui sont issues de notre peuple et qui proviennent de notre tréfond identitaire, de notre identité la plus profonde.

[...]

Ici en Europe, on n'interdit pas le porc dans les cantines. Ici en Europe, on ne prie pas dans la rue. Ici en Europe, on ne crée pas des mosquées qui sont des centres culturels, politiques et religieux »¹²⁰

Afin de prendre leurs distances avec une possible accusation de xénophobie voire de racisme, ces mouvements déploient un ensemble d'arguments afin de justifier leurs prises de position quant à l'immigration, allant du civilisationnel à l'économique en passant par le sécuritaire. Le racisme serait par ailleurs selon *Il Primato Nazionale* le fruit de l'idéologie libérale et de l'avènement de la démocratie :

« L'apologie de la liberté que l'on retrouve dans la rhétorique de ces courants de pensée se réfère à une « communauté des libres » qui, pour exister et se définir, doit créer autour d'elle et sous elle un monde d'hommes-choses, assujettis sur une base raciale et en vertu de la supériorité présumée d'un modèle ethnoculturel sur tous les autres. »¹²¹

¹²⁰ « Arnaud Guillon candidat identitaire à la présidentielle 2012 sur France Ô », *Chaîne Youtube Guillon2012TV*, *op. cit.*

¹²¹ Nigra Giorgio, « Il fardello dell'uomo bianco e liberale : contro storia del razzismo democratico », *Il Primato Nazionale*, 30 avril 2019

Disponible ici : <https://www.ilprimatonazionale.it/approfondimenti/il-fardello-delluomo-bianco-e-liberale-contro storia-del-razzismo-democratico-115890/>
[consulté le 3 mai 2020]

Il y aurait donc une discrimination à leur encontre « pour le racisme comme pour tout le reste » entre « ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas »¹²², les droites radicales appartenant à la seconde catégorie selon le journal.

Le discours de ces mouvements quant à l'immigration repose ainsi sur plusieurs axes majeurs allant des enjeux sécuritaires et économiques à une dimension civilisationnelle. Pour chacun de ces arguments, tous s'attachent à se défendre d'une xénophobie pure et simple qui motiverait leurs positions quant à la question migratoire.

Dénonçant toujours un système muselant leur discours et œuvrant à discréditer leur idéologie, Les Identitaires critiquent les accusations de récupération dont ils font l'objet par leurs adversaires politiques ainsi que par les médias :

*« À chaque fait divers dramatique, les voix des bien-pensants s'élèvent pour interdire toute « récupération » sous le prétexte qu'il faudrait laisser les familles des victimes à leur deuil. La décence l'imposerait. C'en est inquiétant de systématicité, en particulier lorsque les victimes sont autochtones. Après les attentats islamistes, après les meurtres au couteau de plusieurs Français, il est des réalités qu'il ne faudrait pas dénoncer, des coupables que l'on ne devrait pas accuser. »*¹²³

A l'inverse, la récupération indécente serait selon eux l'apanage de leurs opposants, qui l'utiliserait à des fins carriéristes. Les Identitaires développent une fois de plus l'une des notions centrales à la compréhension de leur idéologie, à savoir se présenter comme une force de résistance, dont la récupération dont ils sont accusés serait un témoignage :

« S'interdire de « récupérer », de réagir, c'est s'interdire de protéger les siens. L'indécence d'une « récupération », c'est lorsqu'elle a d'autres fins que celles de résoudre le problème concerné. Ceux qui « récupèrent » avec l'unique dessein de promouvoir leur personne et leur carrière quand ils sont dans l'opposition, ou de noyer le poisson quand ils sont aux responsabilités sont méprisables. Au contraire, la « récupération » est essentielle,

¹²² *Ibid.*

¹²³ Cattin Jean-David, « En politique, la solution passe par la récupération », *Site Internet Les Identitaires*, 3 septembre 2018

Disponible ici :

<https://www.les-identitaires.com/2018/09/03/en-politique-la-solution-passe-par-la-recuperation/>

[consulté le 15 septembre 2020]

voire vitale lorsqu'elle a pour but de trouver une solution, de circonscrire un problème et de le résoudre. »¹²⁴

La remigration telle que théorisée par le mouvement identitaire s'inscrit dans cette volonté de se justifier de toute xénophobie en prônant un retour des immigrés dans leur pays d'origine, bénéfique selon eux en premier lieu pour l'Europe, mais également pour les immigrés eux-mêmes :

« Il faut donc envisager – calmement, sereinement, mais sérieusement – qu'une grande partie de ces immigrés ou descendants d'immigrés retrouvent leur patrie, c'est-à-dire la terre de leurs pères. [...] La remigration, c'est-à-dire le retour au pays d'une majorité d'extra-européens actuellement présent en France et en Europe est absolument nécessaire. »¹²⁵

Au-delà d'une dimension civilisationnelle justifiant la remigration selon le mouvement, l'Europe préservant son identité et les immigrés retrouvant « la terre de leurs pères », il serait préférable pour ces derniers de participer à l'enrichissement de leur pays d'origine comme le montre la couverture du magazine *identitaires* au printemps 2015.

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ « Que proposez-vous ? », *Foire aux Questions du site Internet Génération Identitaire*
www.generationidentitaire.org



*Magazine identitaires, mai – juin 2015
Boutique-identitaire.com*

Selon cette banderole déployée par Génération Identitaire, l'immigration serait néfaste pour toutes les parties concernées en constituant une menace en Europe comme évoqué précédemment, mais également en appauvrissant les pays connaissant une émigration de leurs populations.

Le mouvement identitaire se positionne par ailleurs en opposition totale aux aides financières versées aux pays d'origine des immigrés, simplifiés une fois de plus par l'emploi du terme « Afrique ». La transition démocratique dans ces pays serait ainsi des « rêves idiots, américains et européens [qui] s'écrasent contre le mur du réel » :

« On aura beau investir des milliards en Afrique et au Moyen-Orient, ça n'empêchera jamais les guerres endémiques, l'incurie globale de ces populations à se gouverner, leurs ploutocraties de voleurs et de tyrans à prospérer et leurs populations à rêver d'Europe et à fuir.

[...]

La seule solution est donc la loi du chacun chez soi, ce qui supposerait un abandon (révolutionnaire) de l'idéologie des Droits de l'homme qui est devenue folle. Cela nécessiterait l'arrêt de la pompe aspirante des assistances et aides multiples. »¹²⁶

Selon une considération davantage civilisationnelle et identitaire, lutter contre l'immigration constituerait selon CasaPound une défense de l'identité européenne, mais également des autres peuples constituant les flux migratoires qu'ils dénoncent :

« C'est en affirmant d'abord mes spécificités culturelles que je défends aussi les vôtres. Nous pourrons ainsi éviter les incohérences hypocrites de nombreux Européens, intellectuels « engagés », toujours prêts à défendre les causes les plus exotiques et les plus lointaines pour ensuite prêcher le cosmopolitisme, le suicide ethnique, l'humanitarisme décadent, l'oubli des racines et la destruction des traditions chez eux. Lorsque nous défendons notre peuple, nous défendons en fait tous les peuples. »¹²⁷

Le Rassemblement National propose ainsi un ensemble de mesures permettant de limiter l'immigration en amont, notamment à travers la création de camps humanitaires afin de « ne pas déraciner les peuples » :

« Afin d'offrir une solution directe aux migrants sans que ceux-ci ne risquent leurs vies pour essayer de fuir les zones de tension, la France doit être à la manœuvre pour créer des camps humanitaires sous l'égide de l'ONU dans les pays d'émigration ou à ses frontières. [...] Il est nécessaire que les populations civiles qui ont un temps quitté une zone de conflit, puissent

¹²⁶ Faye Guillaume, « Trois menaces mortelles contre la civilisation européenne », *op. cit.*

¹²⁷ « E' affermando innanzitutto le mie specificità culturali che difendo anche le tue. In questo modo possiamo evitare le incoerenze ipocrite di molti Europei, intellettuali « impegnati », sempre pronti a difendere la più esotica e la più lontana delle cause per poi predicare in patria il cosmopolitismo, il suicidio etnico, l'umanitarismo decadente, l'oblio delle radici e la distruzione delle tradizioni. Quando difendiamo il nostro popolo, difendiamo in realtà tutti i popoli. », « Sul fronte dell'Essere. Immigrazione, identità, cittadinanza : dati, soluzioni ed equivoci secondo la visione di CasaPound Italia », *op. cit.*, p. 25

*retourner dans leur pays une fois la situation stabilisée et participer ainsi à la reconstruction de leur pays. Nous croyons à l'enracinement des peuples et la création des camps humanitaires à proximité de leur pays de départ, permettant ainsi de ne pas déraciner ces peuples. »*¹²⁸

L'idée du « chacun chez soi » apparaît elle-aussi centrale au discours de la Ligue et sert également à justifier la politique anti-immigration souhaitée par le parti. Cette notion lui permet par ailleurs de se défendre de toute xénophobie qui dicterait leur agenda politique.

La Ligue déclare ainsi dans son programme en vue des élections de 2018 :

*« Personne ne devrait se sentir obligé de quitter son pays et ses racines pour des raisons économiques. Nous pouvons davantage aider les régions défavorisées de la planète en soutenant des projets locaux, certainement pas en accueillant tout le monde. L'Afrique ne rentre pas en Italie ! »*¹²⁹

Le parti justifie donc sa politique par une volonté d'aider au mieux les populations des « régions défavorisées » afin que celles-ci n'aient pas à quitter leur pays d'origine. Cette idée fait écho à la priorité nationale, qui sera développée plus tard, et lui permet de justifier les mesures anti-immigration qu'il prône. La phrase « l'Afrique ne rentre pas en Italie » semble toutefois montrer que la Ligue cible une catégorie de migrants en particulier, et opère la même simplification que le mouvement identitaire français.

Marine Le Pen opère quant à elle une distinction entre ce qui serait une bonne immigration, fruit d'une assimilation républicaine bénéfique pour le pays d'accueil, et une immigration qu'il conviendrait au contraire de réguler de manière drastique. Ainsi, la présidente du Front National se présente lors d'un discours donné en 2017 comme la défenseuse des intérêts de ses « compatriotes d'origine étrangère [et des] étrangers qui vivent en France tout à fait dignement, qui travaillent, qui ne créent de tort à personne » :

¹²⁸ Asile / Immigration. Stopper, proposer et agir !, *op. cit.*, p. 10.

¹²⁹ « Nessuno deve sentirsi costretto a lasciare il proprio Paese e le proprie radici per ragioni economiche. Possiamo davvero aiutare le aree del pianeta più svantaggiate sostenendo progetti in loco, non certo accogliendo tutti. L'Africa in Italia non ci sta! », Elezioni 2018 Programma di Governo Salvini Premier, *op. cit.*, p. 6.

« Ils n'ont strictement rien à craindre de ma présidence. Bien au contraire. Chers compatriotes d'origine étrangère qui aimez la France, mes adversaires développent le communautarisme pour faire de vous de la chair à pâté ; moi, je ne vous considérerai que comme français, intégralement, totalement français. Nous ne regarderons pas votre origine, ni votre couleur de peau, ni votre religion. Vous serez des citoyens français avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que n'importe quel citoyen français. »¹³⁰

Les réfugiés de guerre sont quant à eux la cible d'une campagne menée par CasaPound en janvier 2017, conforme aux moyens d'action employés par les mouvements étudiés de taille moindre. Des militants affichent ainsi plusieurs banderoles sur le territoire italien visant tout individu « qui fuit la guerre, abandonnant parents, femme et enfants » et qui, selon eux, « ne mérite pas le respect. »



L'Express

Si le mouvement romain reconnaît dans un communiqué que « certains pourront trouver [leur] message choquant », celui-ci est malgré tout entièrement assumé dans la mesure où « tous ceux qui n'ont pas fait de l'hypocrisie leur bannière savent qu'il n'est pas possible de mettre sur le même plan celui qui abandonne son pays et sa famille à leur propre destin et celui qui combat pour la liberté de son peuple. »¹³¹

¹³⁰ Marine Le Pen, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017

¹³¹ « Italie : campagne choc de l'extrême droite contre les réfugiés », *L'Express*, 31 janvier 2017

Le leader de la Ligue souligne quant à lui dans un tweet publié en juillet 2018 le fait que les réfugiés de guerre ne constitueraient qu'une minorité parmi les migrants tentant d'atteindre le territoire européen, en listant les différentes nationalités présentes au sein d'un navire secouru dans les eaux libyennes.



Compte Twitter officiel de Matteo Salvini

Matteo Salvini se demande à la suite de cette énumération « dans lequel de ces pays est-ce la guerre », une interrogation qui semble partagée par Les Identitaires qui y consacrent un autre de leurs argumentaires :

« Le terme de « réfugié » désigne normalement des individus souffrant de persécutions dans leur pays d'origine et pouvant ainsi éventuellement prétendre au droit d'asile. Droit qui a été largement dévoyé et s'est transformé en une nouvelle filière d'immigration en Europe. En

Disponible ici : https://www.lexpress.fr/actualites/1/styles/italie-campagne-choc-de-l-extreme-droite-contre-les-refugies_1874579.html

[consulté le 15 juillet 2019]

parlant de « réfugiés » plutôt que de « clandestins », on vise à tromper les Européens en les poussant à s'apitoyer sur le sort des millions d'immigrés qui submergent leur continent. »¹³²

Fondant leur analyse, comme le mouvement romain, sur l'idée que les migrants abandonnent leur famille afin d'atteindre l'Europe, Les Identitaires affirment que « s'ils fuyaient la guerre, ces immigrés illégaux partiraient avec leur famille. Leur venue solitaire en Europe est la preuve que leur motivation est essentiellement économique »¹³³ :

« La majorité des « réfugiés » inondant l'UE est donc constituée de migrants économiques utilisant la route des réfugiés pour rechercher une vie plus confortable en Occident. D'autre part, celui qui émigre d'un pays en guerre ne fuit pas nécessairement les combats ou les persécutions. »¹³⁴

L'un des autres arguments sur lesquels les mouvements étudiés fondent leur critique de l'immigration repose sur la dénonciation d'un véritable marché de l'immigration illégale, se faisant au détriment des pays d'accueil mais également des migrants. Le parti de Matteo Salvini multiplie ainsi les attaques à l'encontre des ONG durant la campagne pour les élections de 2018 mais également à la suite de son entrée au gouvernement :

« Les ÉCOLES de nos enfants vont bientôt rouvrir, je travaille pour mettre fin à l'amusement des marchands de mort ; L'amusement est FINI parce que les 5 milliards de business de l'immigration illégale n'existeront plus. »¹³⁵

La défense des intérêts sécuritaires et économiques de l'Italie ainsi que la critique du « business » de l'immigration illégale font partie intégrante de la « révolution du bon sens » souhaitée par le parti. Ce serait donc le « bon sens » qui dicterait son agenda politique, le

¹³² Argumentaire V, « Les migrants sont des réfugiés politiques, ils fuient la guerre », *Site Internet Les Identitaires*, 30 novembre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/11/30/argumentaire-v-migrants-refugies-politiques-fuient-guerre/>

[consulté le 9 novembre 2020]

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ *Ibid.*

¹³⁵ « Fra poco riaprono le SCUOLE dei nostri figli, sto lavorando perché per gli spacciatori di morte finisca la pacchia; La PACCHIA è FINITA perché i 5 miliardi di business immigrazione clandestina non ci saranno più. », Ondelli Stefano, « L'identificazione del nemico: un'analisi dei tweet di Matteo Salvini dal 2011 al 2018 », *op. cit.*

candidat s'appuyant sur cet argument pour se défendre des accusations de racisme comme le démontre ce tweet daté de février 2018.



Compte Twitter officiel de Matteo Salvini

CasaPound dénonce également à plusieurs reprises l'esclavagisme moderne que constituerait l'arrivée de migrants sur le territoire européen, encouragé par « les exigences rapaces du nouveau capitalisme » :

« Les esclaves déportés en Occident par les exigences rapaces du nouveau capitalisme finissent rapidement par avoir un impact négatif sur la vie de la main-d'œuvre autochtone, non seulement en termes de concurrence déloyale mais aussi comme facteur de désarticulation sociale. »¹³⁶

L'impact néfaste de l'immigration serait donc double, à la fois économiquement préjudiciable aux intérêts de la population italienne mais constituant également une forme d'esclavagisme moderne pour des migrants formant une main-d'œuvre à bas coût.

Selon Gianluca Iannone, interrogé à ce sujet par Breizh-Info, l'opposition aux flux migratoires « n'est pas une question de racisme, mais une question économique » :

« Nous sommes pour la défense des Italiens. Les migrants sont un moyen d'enrichissement des multinationales vu qu'ils acceptent des salaires que les Italiens ne peuvent accepter. »

¹³⁶ « Gli schiavi deportati in Occidente dalle rapaci esigenze del nuovo capitalismo finiscono presto per incidere negativamente sulla vita della forza lavoro autoctona, non solo in termini di concorrenza sleale ma anche come fattore di disarticolazione sociale. », « Sul fronte dell'Essere. Immigrazione, identità, cittadinanza : dati, soluzioni ed equivoci secondo la visione di CasaPound Italia », *op. cit.*, p. 9

Attention j'ai dit salaire, pas emplois. Nous vivons un processus de substitution de main d'œuvre à coût réduit arrivée de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique du Sud, des personnes prêtes à travailler pour deux sous. »¹³⁷

L'impact néfaste de l'immigration est ainsi pluriel selon les mouvements étudiés, à la fois selon des considérations sécuritaires et civilisationnelles mais également économiques. L'immigration nuit ainsi de façon directe à l'économie des populations nationales en remplaçant celles-ci par des migrants ne constituant « aucun gisement économique de valeur » selon Les Identitaires :

« Compenser le déclin des populations actives européennes par une immigration accrue (solution de l'ONU et de l'UE) est une aberration économique. [...] La majorité vient pour être assistée, pour profiter, pour vivre au crochet des Européens, pour s'insérer dans une économie parallèle, bas de gamme voire délinquante. Il n'y a aucun gisement économique de valeur chez les migrants, qui coûtent plus qu'ils ne produisent et rapportent, sans parler du poids énorme de la criminalité, à la fois financier et sociologique. »¹³⁸

On retrouve à nouveau l'un des thèmes de prédilection des mouvements étudiés qui fondent la plupart de leurs discours sur une critique des politiques de Bruxelles, dont l'immigration constitue par ailleurs l'un des axes majeurs. Si ces mouvements entendent tous défendre les intérêts de leurs populations nationales face à un système délaissant celles-ci, la critique de l'UE et plus largement la dimension européenne semble indissociable de leur traitement de la question migratoire.

7.1.6. Immigration et critique de Bruxelles

La critique des politiques de Bruxelles passe donc par un argumentaire économique, sur lequel il convient de revenir plus en détail dans une partie consacrée, mais également par une valorisation de la civilisation et de l'identité européenne.

¹³⁷ « Gianluca Iannone (CasaPound) : « Nous faisons peur » », *Breizh-Info, op. cit.*

¹³⁸ Faye Guillaume, « Trois menaces mortelles contre la civilisation européenne », *op. cit.*

L'immigration constitue ainsi à n'en pas douter l'un des éléments saillants du réquisitoire des mouvements étudiés vis-à-vis de Bruxelles. Favorisé par la crise migratoire que connaît le continent à partir de 2014, ce discours y trouve un contexte favorable permettant une plus ample répercussion au sein du débat public, et donc auprès des populations.

La Ligue du Nord fait ainsi de l'immigration l'un des thèmes majeurs abordés lors de la campagne pour les élections européennes de 2014. Le parti perçoit et présente l'immigration comme une menace économique et civilisationnelle pour la population nationale et, plus largement, pour l'ensemble des individus peuplant l'Union européenne¹³⁹.

L'immigration se mêle ainsi, lors de cette campagne électorale, à la critique de la monnaie unique européenne cristallisée dans le slogan « Basta Euro » vu précédemment. Les politiques de l'Union européenne sont ainsi présentées comme une menace pour l'intégrité nationale, notamment du fait des flux migratoires s'établissant à l'échelle européenne :

« Revenons quelques instants à la question des frontières parce que l'Union européenne nous inflige quand même la double peine : l'absence de frontières physiques avec l'irresponsable traité de Schengen. Nous avons donc effacé nos frontières physiques et fait de nos pays des halls de gare pour toutes les migrations du monde. Je mettrai fin à Schengen et restaurerai nos frontières nationales. »

Si l'échelle européenne est indissociable du traitement de la question migratoire par les mouvements étudiés, elle demeure rattachée à la dimension nationale qui constitue l'un des éléments d'identification de leur idéologie. La critique de Bruxelles passe donc par un argumentaire s'établissant sur une double échelle, à la fois nationale et européenne.

La dimension européenne de la critique de l'immigration repose sur l'idée que les nations européennes, bien que devant selon ces partis conserver un certain nombre de prérogatives nationales, partagent une civilisation ainsi qu'une histoire commune.

Le projet publié par le RN en vue des élections européennes de 2019 fonde son argumentaire en faveur d'une alliance des nations européennes sur ces mêmes considérations :

¹³⁹ Di Bonaventura Florence, « L'instrumentalisation de l'histoire dans le discours de la Lega Nord », *Revue Interrogations*, n°21, décembre 2015
Disponible ici : <https://www.revue-interrogations.org/L-instrumentalisation-de-1,495#nh5>
[consulté le 15 décembre 2018]

« Les nations d'Europe ont en commun des valeurs de civilisation, des racines et une histoire communes qu'elles puisent dans la Grèce et la Rome Antique puis la Chrétienté et l'humanisme de la Renaissance. Dans l'histoire, même assez récente, les pays d'Europe ont connu des conflits et des guerres souvent liés aux vellétés d'ériger des empires en subordonnant et en niant les réalités nationales. »¹⁴⁰

L'identité européenne, loin de supplanter l'identité nationale, semble ainsi cohabiter avec cette dernière dans le discours de ces mouvements qui ne nient par la dimension nationale prégnante qui les caractérise. Si les pays d'Europe partagent des « valeurs de civilisation », ils demeurent malgré tout des États indépendants auxquels nuirait le fédéralisme de l'Union européenne.

La critique de Bruxelles et de l'immigration s'insèrent donc au sein d'une dimension européenne sans que celle-ci n'efface pour autant le cadre national indissociable de l'idéologie des droites radicales.

L'immigration aurait donc un impact civilisationnel néfaste à l'échelle de l'Union, mais également à l'échelle nationale. Au-delà des considérations sécuritaires et identitaires justifiant la critique de l'immigration selon les mouvements étudiés, on ne peut occulter la dimension économique inhérente à leur traitement de la question migratoire.

Ainsi, lors de la campagne pour les élections européennes de 2014 menée par la Ligue du Nord, le parti fonde son réquisitoire à l'encontre de Bruxelles sur deux slogans majeurs que sont « Basta Euro » et « Basta Immigrazione ». Il convient de souligner que si le premier est sans équivoque quant à l'aspect financier de leur discours, le second repose également sur des considérations économiques comme en témoigne l'un des tracts diffusés par le parti.

¹⁴⁰ « Pour une Europe des Nations et des Peuples. Projet – Élections européennes 2019 », *op. cit.*, p. 9

BASTA IMMIGRAZIONE

I NUMERI DI UN'INVASIONE

322.850.570 euro
euro per l'accoglienza immigrati da ottobre 2013
(D.L. 120/2013 convertito in L.137/2013 e D.L. 119/2014)

264.300.000 euro
per carburante, manutenzione navi e indennità di personale
(Fonte: L'Espresso)

203.550.570 euro
tolti dal Fondo Rimpatri utilizzati per l'accoglienza immigrati
(D.L. 120/2013 convertito in L.137/2013 e D.L. 119/2014)

50.000.000 euro
euro tolti al Fondo per la solidarietà alle vittime dei reati di tipo mafioso, delle richieste estorsive e dell'usura e utilizzati per l'accoglienza immigrati
(D.L. 120/2013 convertito in L.137/2013)

17.725.414 euro
costo annuale per l'esame delle richieste di asilo (5.532.100 per le commissioni che esaminano la domanda 8.448.000 per interpreti, 3.661.314 per ACNUR, 84.000 per formazione)
(D.L. 119/2014)

125.000 extracomunitari sbarcati
da gennaio a settembre 2014
(Audizione del Capo Dipartimento per le libertà civili del Min. Interno, 15 settembre 2014)

38.000 richieste di asilo
da gennaio a settembre 2014
(Audizione del Capo Dipartimento per le libertà civili del Min. Interno, 15 settembre 2014)



17.489 status di rifugiato
su **191.982 richieste**
dal 1990 al 2013 (dati pubblicati su sito del Ministero dell'Interno)

15 euro di ricarica telefonica
a cui ha diritto ogni richiedente
(circolare 8 gennaio 2014)

50 commissioni
per l'esame delle domande di asilo volute da Alfano (prima erano 16)

40 euro al giorno
per ogni richiedente asilo
(circolare 8 gennaio 2014)

6 CIE su 11 chiusi
(Centri di Identificazione ed Espulsione)



STOP INVASIONE

MILANO

SABATO
18 OTTOBRE 2014

Source : Site officiel de la Ligue du Nord

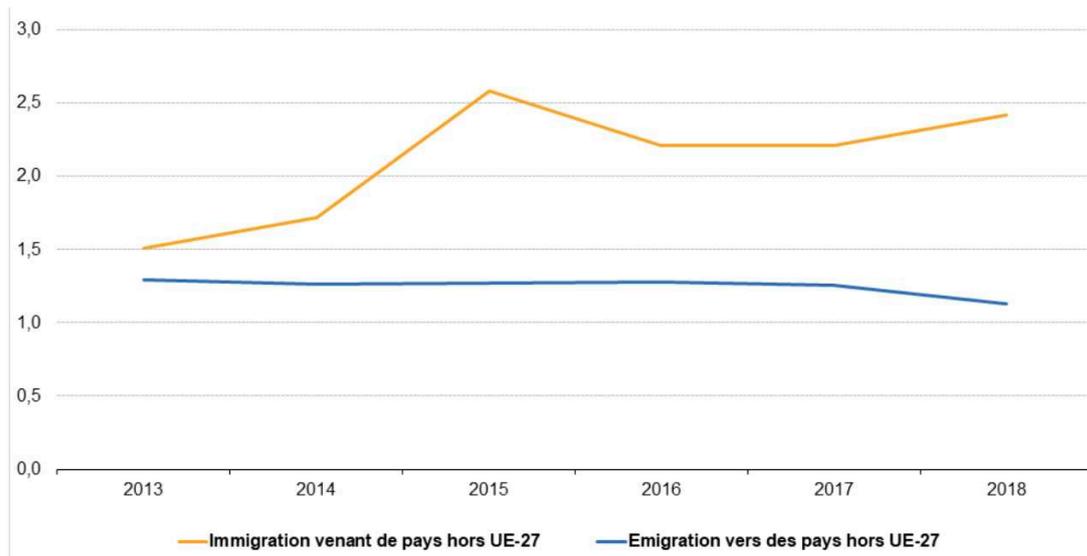
La Ligue du Nord y chiffre l'impact économique des flux migratoires et notamment de la politique d'asile pratiquée à l'échelle de l'Union européenne. Après cette énumération de montants, le parti conclut son tract, publié en vue d'un meeting se tenant le 18 octobre 2014 à Milan, par sa volonté de mettre un terme à l'invasion qui représenterait un coût plus que conséquent pour les populations européennes, et donc également pour la population italienne.

Ainsi, bien que celui-ci soit postérieur aux élections européennes de 2014, le parti continue de faire de la critique de Bruxelles et de l'immigration l'un des axes majeurs de son discours et justifie en partie celle-ci par des préoccupations économiques.

Les pays de l'Union européenne connaissant à partir de 2014 une hausse notable du nombre d'immigrés venant de pays situés en dehors de l'UE, ce discours semble se voir offrir un contexte particulièrement favorable à sa réception, et à la conquête politique effectuée par les tenants de celui-ci.

La courbe jaune sur le graphique ci-dessous, la plus haute, laisse clairement apparaître l'augmentation du nombre d'individus arrivés sur le sol européen depuis des pays situés en dehors des frontières de l'Union.

Immigrés venant de pays hors UE et émigrés vers des pays hors UE-27 (en millions) 2013 - 2018

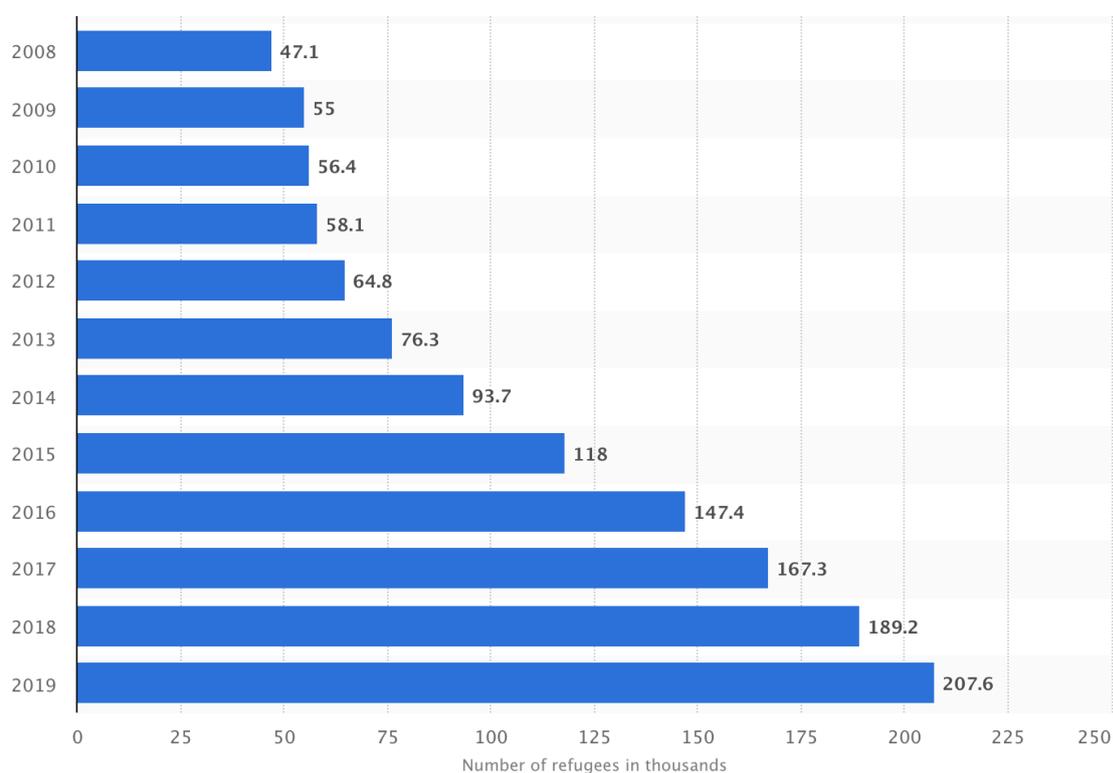


Source : Eurostat

A l'échelle italienne, le pays ressent les effets de cette augmentation des flux migratoires à partir de 2013 – 2014, soit presque immédiatement après l'arrivée de Matteo Salvini à la tête du parti. L'importance acquise par la critique de l'immigration et de Bruxelles semble donc, au-delà de considérations idéologiques, particulièrement propice à la conquête politique qu'entend mener le nouveau leader de la Ligue du Nord dans le cadre de sa stratégie de nationalisation.

Nombre de réfugiés arrivant en Italie (en milliers)

2008 – 2019

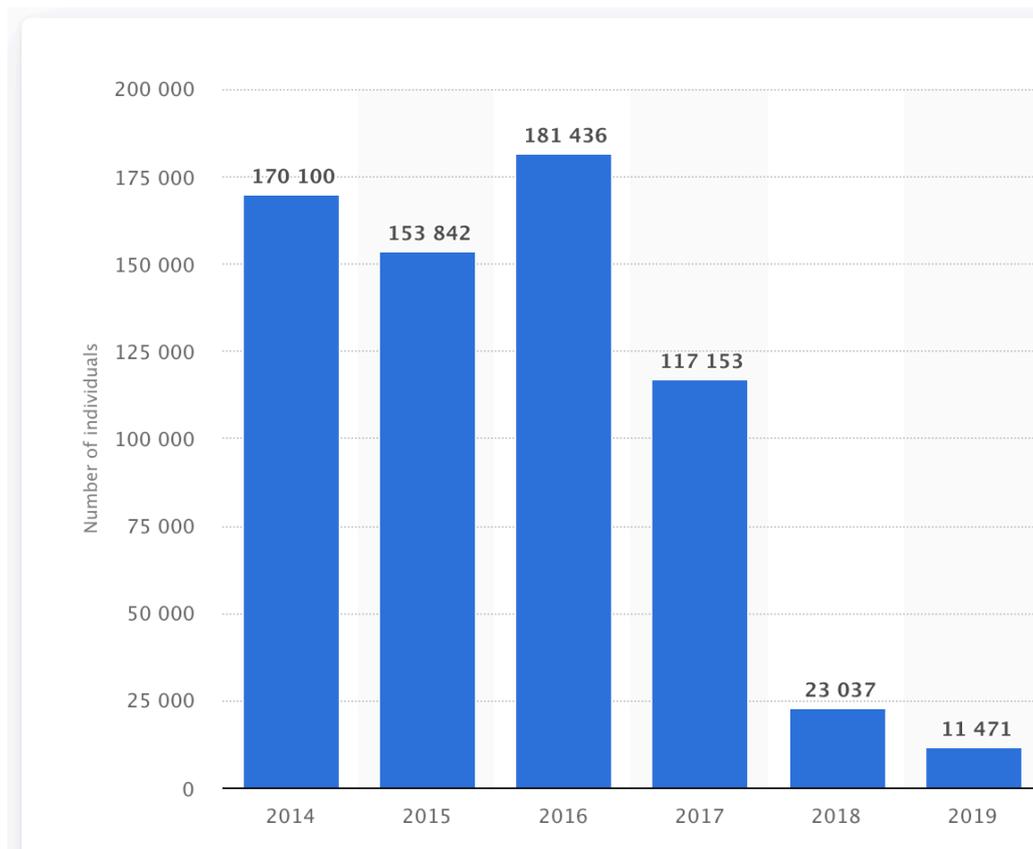


Source : Statista

L'une des principales actions portées par Matteo Salvini en tant que ministre de l'Intérieur consiste à durcir la politique d'accueil du pays, notamment par le biais de « décrets sécurité ». Ces textes visent notamment à réduire les flux de migrants arrivant en Italie par la Méditerranée, conformément au discours critique à l'égard des ONG tenu par le leader du parti avant son entrée au gouvernement.

On constate une baisse notable du nombre de migrants arrivés par la mer entre 2017 et 2018, passant de 117 153 à 23 037, comme le démontre le graphique ci-dessous.

Nombre de migrants arrivant en Italie par la mer 2014 - 2019



Source : Statista

Cependant, le premier décret sécurité ayant été voté en octobre 2018, on ne peut imputer à la seule politique migratoire du nouveau gouvernement la diminution du nombre de migrants arrivant par la Méditerranée.

Les migrants demeurent malgré tout au cœur du discours et de l'action politique de Matteo Salvini en tant que ministre de l'Intérieur, s'appuyant ainsi sur ce qui a en grande partie contribué à concrétiser ses ambitions politiques nationales

La Ligue du Nord semble avoir centré son discours depuis l'arrivée à sa tête de Matteo Salvini sur le danger que représenterait l'immigration, à la fois sécuritairement, culturellement et économiquement pour la population italienne.

Matteo Salvini présente ainsi les intérêts de la population nationale et ceux des migrants comme étant non seulement inconciliables mais opposés lors d'un discours à Pontida en 2015 :

« Il est juste que le pontife invite à aider tout le monde, mais il est juste également de dire que celui qui est payé par les citoyens italiens pour servir les intérêts des citoyens italiens se préoccupe d'abord de ses gens et puis du reste du monde. »¹⁴¹

Durant la même année, à l'occasion d'un message de soutien à la suite de la manifestation de la Ligue du Nord à Rome le 28 février, Marine Le Pen utilise les mêmes éléments de langage que le parti italien. L'immigration serait ainsi une menace pour la situation économique des nationaux, venant s'ajouter aux autres aspects justifiant un durcissement de la politique migratoire selon les mouvements étudiés :

« Il est aujourd'hui évident que la libre circulation a aggravé une immigration massive qui jour après jour détériore une harmonie chèrement acquise au sein de nos sociétés, met en danger notre économie, déséquilibre nos systèmes de protection sociale et donc prive nos compatriotes d'une nécessaire solidarité.

Notre identité s'en voit gravement bousculée et notre sécurité devient illusoire.

Oui, affirmons-le : l'immigration massive et le communautarisme qui l'accompagne sont les terrains où recrutent les terroristes islamistes à l'intérieur même de nos pays. »¹⁴²

Le lien entre les enjeux économiques et la question migratoire est ainsi clairement établi par ces formations, l'immigration étant présentée comme l'une des causes des difficultés financières que peuvent rencontrer les populations.

Cette imbrication entre ces deux enjeux se concrétise en tant qu'argument politique à travers le concept de priorité ou de préférence nationale, théorisé par l'une des figures de la Nouvelle Droite.

A l'occasion d'un entretien accordé à l'hebdomadaire Minute, Jean-Yves Le Gallou revient sur cette notion devenue centrale dans le discours politique des droites radicales :

« La préférence nationale est toujours nécessaire ; elle permettrait de limiter les dégâts, ne serait-ce que parce qu'elle entraînerait de facto un tarissement des flux d'entrée. Il ne faut

¹⁴¹ Cité dans Di Bonaventura Florence, *op. cit.*

¹⁴² « RENZI A CASA ! Messaggio di Marine le Pen [Roma, 28/02/2015] », *Compte YouTube de Matteo Salvini*, 3 mars 2015

Disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=_YHFK4xRVe4&list=PLqcweYw9HuEaYKkMZLj-lhS6opzx2rMm2

[consulté le 7 avril 2019]

pas oublier non plus que, dans la préférence nationale telle que je la proposais, il y avait aussi une réforme du Code de la nationalité qui contribuerait à stopper certains problèmes. Elle reste donc nécessaire pour ses bienfaits économiques et sociaux mais, en termes culturels, il faut désormais en venir à la préférence de civilisation, qui est le nécessaire complément de la préférence nationale. »¹⁴³

La préférence nationale telle que pensée par Jean-Yves Le Gallou est donc essentiellement portée vers des volets économiques et sociaux, et est en ce sens indissociable du traitement de la question sociale par les mouvements qui s’y réfèrent. Cette notion a depuis gagné en importance et s’applique aussi bien aux enjeux migratoires qu’à leurs politiques économiques et sociales, faisant le lien entre ces deux enjeux prégnants dans le discours des mouvements étudiés.

Ainsi, bien que la dimension identitaire et culturelle semble indissociable de l’idéologie véhiculée par ces mouvements, il convient de souligner l’importance de l’aspect socio-économique.

Il apparaît en conséquence nécessaire de se demander, à la lumière de ces mouvements, dans quelle mesure à travers la conquête du social, il est possible pour ces groupes d’obtenir une forme de légitimité politique.

¹⁴³ Le Gallou Jean-Yves, « Immigration : la Catastrophe – Que faire ? », *op. cit.*

7.2. Place de la question sociale

La question sociale constitue à n'en pas douter et à l'instar de l'immigration, un instrument de conquête politique. Ainsi, c'est en partie sur ces enjeux économiques et sociaux que repose la stratégie de conquête électorale menée par les deux partis établis que sont la Ligue et le Rassemblement National.

Les impératifs électoraux ne suffisent cependant pas à expliquer l'importance de la question sociale au sein de l'idéologie des quatre mouvements étudiés, en témoigne la volonté des deux mouvements de taille moindre d'investir ces enjeux.

Cette étude de cas consacrée au traitement de la question sociale par les mouvements étudiés propose donc, au-delà de montrer l'importance acquise par cet enjeu, de tenter de dégager des éléments de discours communs aux quatre mouvements étudiés.

Nous verrons ainsi que l'immigration demeure un élément central de l'idéologie et du discours des mouvements étudiés, et ce y compris à travers leur traitement de la question sociale. Par ailleurs, le rôle d'opposition dans lequel se retrouve ces partis, exception faite de la Ligue à partir de 2018, nourrit un discours critique à l'encontre des forces politiques au pouvoir, symptômes d'un système qu'ils entendent combattre.

La question sociale sert ainsi à alimenter l'argumentaire antisystème absolument indissociable du discours des mouvements étudiés qui se présentent alors comme les défenseurs des oubliés de la mondialisation.

Enfin, si ces mouvements empruntent de nombreux éléments de langage à la gauche politique, traditionnelle tenante du discours social, la crédibilisation de celui-ci passe par une critique des mouvements de gauche, que ceux-ci soient au pouvoir ou dans l'opposition.

7.2.1. Priorité nationale : la question sociale à travers le prisme migratoire

Le traitement de la question sociale par les mouvements étudiés semble, à la lumière du discours tenu par ceux-ci, fréquemment lié aux enjeux migratoires. Ces deux thèmes sont donc à la fois centraux à l'idéologie des mouvements étudiés, mais également indissociables à travers la notion de priorité nationale développée par ceux-ci.

La priorité ou préférence nationale repose sur l'idée d'une nécessaire défense des intérêts de la communauté nationale, rejetant donc tout ce qui se situe à l'extérieur de la communauté. Si la

question sociale apparaît être un argument politique et électoral majeur, des limites y sont fixées par l'ensemble des formations étudiées.

Les enjeux économiques et sociaux sont très souvent liés à la critique de l'immigration au sein d'une même logique d'opposition. Les aides sociales seraient ainsi accordées aux individus issus de l'immigration au détriment des « Français dont l'origine française remonte à des siècles », comme l'exprime un soutien du parti de Marine Le Pen :

« Le ras le bol et l'envie de changement pour une durabilité et une stabilité dans le système emploi, finance, et surtout mettre un frein à l'immigration et stopper le social qui fait mal aux porte-monnaies des Français d'origine française depuis des siècles. Stop à l'immigration, au social, à la ponction exagérée dans le porte-monnaie pour les étrangers. Et donnez-moi du travail. »¹⁴⁴

Le Rassemblement National entend ainsi, à nouveau, se faire le défenseur des intérêts des oubliés d'un système au service de quelques puissants, dont l'immigration participerait à l'affaiblissement de leurs ressources économiques et de leur situation sociale.

On retrouve la même logique parmi les soutiens de la Ligue, pour qui il serait préférable que les politiques publiques donnent la priorité aux membres de la communauté nationale :

« Je préférerais les renvoyer chez eux, plutôt que de les garder ici et leur donner des emplois... Il serait préférable de donner en priorité un emploi aux Italiens, à moi par exemple qui suis sans emploi. »¹⁴⁵

Il semble donc que présenter les intérêts des personnes issues de l'immigration comme étant contraires à ceux des membres de la communauté nationale permette aux formations étudiées de justifier leur critique de l'immigration tout en tenant un discours aux accents sociaux.

La notion de communauté est ainsi, à nouveau, prégnante dans le traitement de la question sociale par celles-ci, comme elle l'est au sein de leur discours sur l'immigration. Leur discours social dépend donc de ceux qu'elles intègrent à la communauté qu'elles entendent défendre.

¹⁴⁴ Bartlett Jamie, Birdwell Jonathan, Littler Mark, « « The rise of populism in Europe can be traced through online behaviour... » : The new face of digital populism », Demos, Londres, 2011, p. 53.

¹⁴⁵ « Vorrei rispedirli a casa loro ,anziche mantenerli e agevolarli per un lavoro... farebbe prima comodo a noi italiani trovarlo come nel mio caso che sono disoccupato. », *Ibid.*, p. 48.

Néanmoins, les extra-communautaires, à savoir tous ceux ne répondant pas aux critères fixés à l'appartenance à la communauté par les mouvements étudiés, connaissent parfois des évolutions qu'il convient de rappeler.

L'exemple de la Ligue semble sur ce point être le plus parlant, dans la mesure où le parti est initialement un mouvement régionaliste avant d'entreprendre une stratégie de conquête nationale. Les changements d'échelle des ambitions politiques du parti entraînent une évolution des critères d'appartenance à la communauté, d'abord régionale avant la mise en place d'une stratégie de nationalisation, puis nationale et européenne.

L'idée d'une menace perpétuelle que constitueraient les extra-communautaires à l'encontre des intérêts des membres de la communauté permet en ce sens de justifier les politiques de rejet de l'autre¹⁴⁶, à différentes échelles.

Toujours selon cette logique, le parti défend l'idée du caractère prioritaire des préoccupations de la population italienne sur celles de ceux n'ayant pas acquis la citoyenneté.

La notion de priorité nationale apparaît comme l'un des thèmes récurrents au sein du discours du parti porté par Matteo Salvini, ce dernier ponctuant régulièrement ses tweets d'un « #primagliitaliani ». Cette priorité aux italiens devient l'un des slogans de la Ligue, comme en témoigne cette publication de juillet 2018 :



Source : Compte Twitter de Matteo Salvini

Cette image, accompagnée du texte « Hier, aujourd'hui et demain : « prioritèauxitaliens ! »¹⁴⁷, témoigne de l'importance de ces questions migratoires au sein du

¹⁴⁶ Châtel Viviane, *Le temps des politiques sociales*, Fribourg, Academic Press Fribourg, 2009.

¹⁴⁷ Tweet, *Compte Twitter de Matteo Salvini*, 14 juillet 2018
<https://twitter.com/matteosalvinimi/status/1018112287255814144>

discours de la Ligue. C'est en partie sur cette notion de priorité nationale que repose l'alliance entre le parti et CasaPound en 2014, celle-ci permettant de dépasser l'opposition de nature entre l'idéologie nationaliste prônée par CasaPound et la dimension régionaliste intrinsèque à la Ligue.

La priorité nationale est absolument indissociable de la plupart des actions sociales menées par CPI, parmi lesquelles l'aide alimentaire destinées aux familles italiennes. A travers les diverses structures associatives liées au mouvement, celui-ci organise des événements et des actions lui permettant de se présenter comme un mouvement social, bien davantage que politique. Le *Circolo Futurista* célèbre ainsi ses onze ans en mars 2018 en organisant la distribution de produits de première nécessité à des familles italiennes en difficulté :

« Nous avons décidé de fêter nos 11 ans de présence sur le territoire et de politique sociale par une distribution alimentaire à grande échelle pour les citoyens italiens en difficulté économique. [...] Avec cette nouvelle distribution, nous, CasaPound Italia, sommes une fois de plus prêts à aider les personnes dans le besoin. »¹⁴⁸

L'aide alimentaire aux familles italiennes apparaît ainsi être l'un des moteurs de l'existence du *Circolo Futurista*, qui lie à travers celle-ci les préoccupations sociales aux enjeux migratoires à travers la formule « primagliitaliani », comme le démontre cette publication de mai 2018 :

« « Défends ton quartier, défends ta famille », c'est avec ce slogan qu'aujourd'hui encore, au Circolo Futurista, nous distribuons des dizaines de colis alimentaires à quelques familles italiennes démunies de notre région, qui sont venues nous voir à notre siège. [...] Nous souhaitons uniquement aider les familles italiennes à résoudre les problèmes quotidiens qu'elles rencontrent pour « joindre les deux bouts ». Nous sommes toujours présents sur le terrain, chaque jour, pour défendre les droits des Italiens. [...]

*DÉFENDS TON QUARTIER,
DÉFENDS TA FAMILLE*

[consulté le 11 avril 2019]

¹⁴⁸ « 11 ANNI DI CIRCOLO FUTURISTA », Site internet du *Circolo Futurista*, 3 avril 2018

Disponible ici : <https://www.circolofuturista.org/?p=704>

[Consulté le 5 janvier 2019]

#primagliitaliani »¹⁴⁹

CasaPound Italia a ainsi recours à la même priorisation des intérêts des nationaux que la Ligue dans ses actions, à travers l'utilisation de la formule « prima gli italiani ». Les distributions de nourriture semblent ainsi être l'un des éléments les plus visibles de l'action sociale menée par le mouvement romain, toujours conditionnée par un discours nationaliste. Le mouvement identitaire français tente également, sans que cela ne devienne pour autant aussi fréquent que chez CasaPound, d'organiser des événements mêlant action sociale et considérations identitaires.

Ainsi, Génération Identitaire organise en 2013 une distribution de « soupes gauloises » ou « soupes identitaires » à Lyon, reprenant une campagne menée par le Bloc Identitaire en 2004. Si le nom donné à ces soupes nous renseigne déjà sur la dimension identitaire prégnante de cet événement, les bénéficiaires sont effectivement sélectionnés en fonction de leur identité. Organisé dans le cadre d'une opération nommée « Génération Identitaire – Génération Solidaire », les bénéficiaires de cette action sont des sans-abris « français de souche », ce choix étant selon eux justifié par l'indifférence générale face à leurs difficultés :

*« D'une part, les clandestins qui s'invitent de force dans notre pays, usent et abusent de notre générosité, squattent et profanent nos églises ; d'autre part, les Européens qui crèvent la gueule ouverte dans la rue dans l'indifférence générale. »*¹⁵⁰

Comptant parmi les trente mesures pour une remigration publiée par le mouvement, le concept de priorité nationale est indissociable de l'action sociale que les Identitaires appellent

¹⁴⁹ « « Difendi il Tuo Quartiere, Difendi la Tua Famiglia », con questo slogan anche oggi, al Circolo Futurista, stiamo distribuendo decine di pacchi alimentari ad alcune famiglie italiane indigenti del nostro territorio, che ci sono venute a trovare in sede.

[...] A noi interessa solo aiutare le famiglie italiane a risolvere i problemi quotidiani che devono affrontare per « sbarcare il lunario ». Noi siamo sempre presenti nel territorio, ogni giorno, per difendere i diritti degli italiani. [...]

DIFENDI IL TUO QUARTIERE,
DIFENDI LA TUA FAMIGLIA.

#primagliitaliani »,

« DIFENDI IL TUO QUARTIERE », *Site internet du Circolo Futurista*, 6 mai 2018

Disponible ici : <https://www.circolofuturista.org/?p=722>

[consulté le 5 janvier 2019]

¹⁵⁰ Le Cain Blandine, « Maraudes pour les SDF « français de souche » : l'ex-porte-parole des Identitaires relaxé », *Le Figaro*, 18 mars 2015

Disponible ici : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2015/03/18/01016-20150318ARTFIG00370-maraudes-pour-les-sdf-francais-de-souche-l-ex-porte-parole-des-identitaires-relaxe.php>

[consulté le 27 septembre 2019]

de leurs vœux. Ainsi, on compte parmi ces mesures « l'exclusivité des aides sociales et des logements sociaux aux nationaux et ressortissants européens » ainsi que « l'instauration de la préférence locale, nationale et européenne pour l'ensemble des emplois » sur leur « feuille de route pour la politique d'identité et de remigration »¹⁵¹.

Si cette préférence nationale est résumée dans la formule « *prima gli italiani* » pour CPI et la Ligue, le mouvement identitaire conclut quant à lui un bon nombre de publications par « les nôtres avant les autres ». Bien que ces formules fassent toutes deux références à une diminution voire un arrêt des aides sociales pour les individus issus de l'immigration, on remarque néanmoins que la préférence est clairement destinée aux membres de la communauté nationale chez les partis italiens, mais est moins clairement énoncée chez les Identitaires. Le mouvement français ne cite ainsi pas explicitement de nationalité, préférant employer le pronom plus vague « les nôtres », démontrant ainsi que l'appartenance à leur communauté dépasse le cadre strictement national.

Ainsi, certaines actions menées par le mouvement identitaire, à travers sa branche jeunesse, entend mêler question sociale et critique de l'immigration. L'occupation de la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Saint-Denis est sans doute l'un des exemples les plus parlants du conditionnement identitaire de l'action sociale menée par le mouvement. En mars 2019, fidèle à leur stratégie de communication très visuelle, Génération Identitaire déploie une large banderole sur le toit du bâtiment sur lequel on peut lire « De l'argent pour les Français, pas pour les étrangers ! »



Generationidentitaire.com

¹⁵¹ Annexe 4. Trente mesures pour une politique d'identité et de remigration.

Faisant l'objet d'une publication sur le site internet du mouvement, celui-ci explique les raisons de cette action en opposant une fois de plus les intérêts des membres de leur communauté à ceux des personnes issues de l'immigration :

« Par cette action symbolique, Génération Identitaire réclame la suppression de toutes les aides sociales aux étrangers extra-européens. [...] Révoltés contre la multiplication et l'augmentation des taxes, les Français sont tout autant scandalisés par le gaspillage de l'argent public et les choix opérés par les gouvernements successifs. [...] Les prestations attribuées par les caisses d'allocations familiales – sans condition de cotisation préalable – sont les plus emblématiques de ce pillage qui, de fait, profite majoritairement aux populations issues de l'immigration. »¹⁵²

Le mouvement identitaire ne s'arrête donc pas aux limites du territoire national mais semble davantage vouloir préserver les intérêts des européens en ciblant les prestations sociales dont bénéficieraient les « extra-européens ». Reprenant son slogan, cristallisant le lien opéré par le mouvement entre question sociale et enjeux migratoires, GI présente ces aides sociales comme l'un des moteurs de l'immigration qu'il dénonce :

« Cette situation, profondément injuste, crée un appel d'air massif qui pousse des millions d'extra-européens à venir profiter de la générosité de notre système social. L'arrêt de l'invasion migratoire passe par la fin de toutes les aides sociales aux étrangers : les nôtres avant les autres ! »¹⁵³

Cette occupation fait également la une de la revue identitaire publiée en avril 2019, accompagnée du simple slogan « Les nôtres avant les autres », résumant ainsi les motivations du mouvement dans le cadre de cette action.

¹⁵² « Génération Identitaire occupe la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Saint-Denis ! », *Site Internet de Génération Identitaire*, 29 mars 2019

Disponible ici : <https://generationidentitaire.org/generation-identitaire-occupe-la-caisse-dallocations-familiales-de-seine-saint-denis/>

[consulté le 3 juin 2019]

¹⁵³ *Ibid.*



boutique-identitaire.com

Le concept de priorité nationale est également avancé par Marine Le Pen afin de justifier son discours anti-immigration, et de redonner, selon elle, des droits à certaines catégories de Français qui en auraient été privés par les politiques migratoires successives. Ainsi, la présidente du FN déclare lors d'un discours donné en avril 2017 :

*« Dépossédés de nos lois, par des chefs qui courent à la capitulation et à la soumission.
Dépossédés de notre territoire, nous ne décidons plus qui vient s'installer chez nous.
Dépossédés de nos droits, les Français ont parfois moins de droits en France que des
étrangers même clandestins.*

[...]

Dépossédés de nos emplois, détruits par la concurrence déloyale, dépossédés de notre histoire, dépossédés de notre mémoire et, finalement, dépossédés de notre espérance. »¹⁵⁴

Marine Le Pen dénonce ainsi les conséquences de l'immigration sur la situation sociale des Français, lesquels bénéficieraient parfois de moins de droits que les étrangers en situation irrégulière. L'idée qu'il serait nécessaire d'instaurer une priorité aux membres de la communauté nationale est loin d'être une nouveauté initiée à l'occasion des élections présidentielles de 2017.

Bien que la présidence de Marine Le Pen soit marquée par la stratégie de normalisation et de dédramatisation instaurée par le parti, se manifestant en partie par l'emprunt d'éléments de discours de gauche, cibler l'immigration comme cause des difficultés que connaissent les Français est déjà un ressort employé par Jean-Marie Le Pen.

A l'occasion d'un discours donné en 2007, celui qui est encore à la tête du parti oppose clairement les intérêts des personnes issues de l'immigration à ceux des « Français de souche » :

« Le tissu économique a été déchiqueté, tandis que les pouvoirs publics successifs créaient les conditions d'une féroce concurrence sur le marché de l'emploi, entre immigrés et Français de souche.

Tout a commencé là encore au milieu des années 70, lorsque l'emploi national a été sacrifié aux intérêts du patronat, qui appelait à l'immigration des travailleurs africains, pour peser à la baisse sur les salaires manuels en France. »¹⁵⁵

La préférence nationale serait donc une réponse, présentée comme une juste révision des conséquences jugées désastreuses d'une « préférence étrangère » :

« Cette préférence étrangère, baptisée « discrimination positive » est désormais en vigueur dans notre pays, au détriment de nos enfants et de leur droit au patrimoine créé et défendu par leurs ancêtres sur cette terre de France, au détriment de leurs droits les plus naturels.

¹⁵⁴ Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017, *op. cit.*

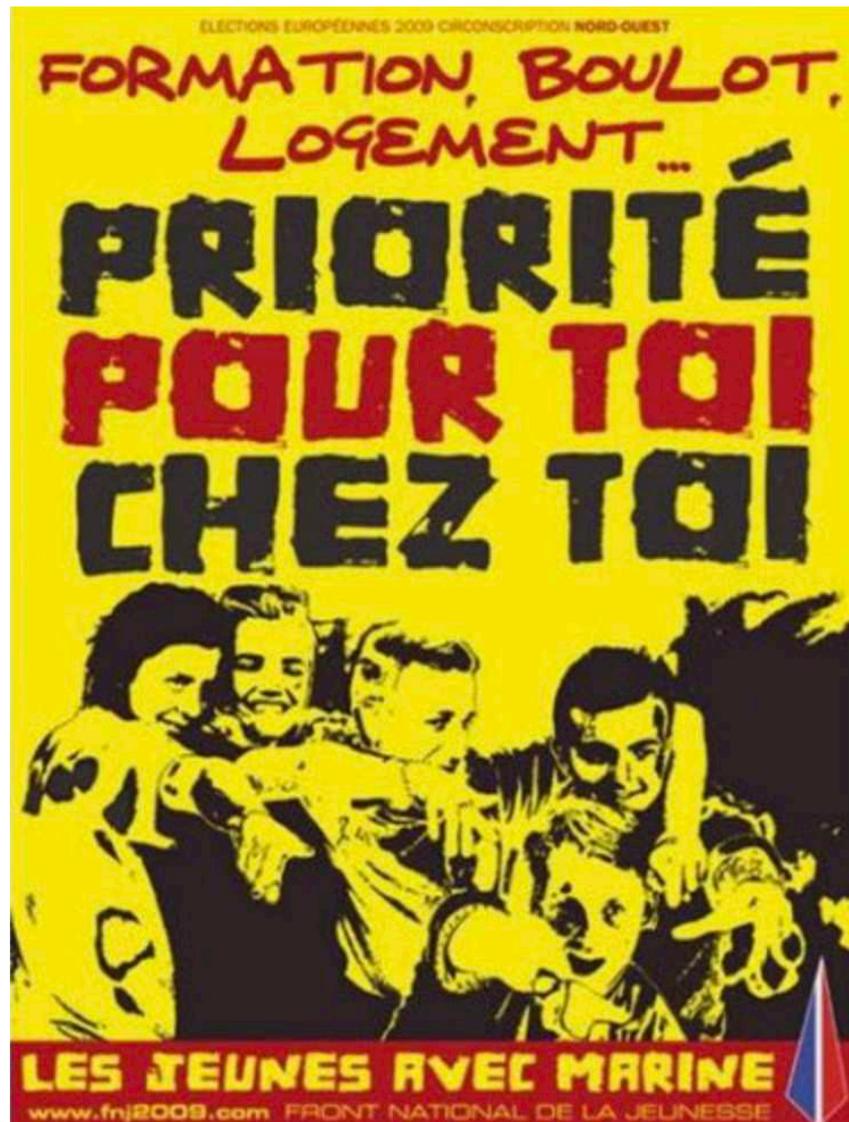
¹⁵⁵ Le Pen Jean-Marie, *Déclaration sur l'immigration, l'insécurité, la politique économique ainsi que sur sa succession à l'intérieur du parti*, Paris, 18 novembre 2007

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/168569-declaration-de-m-jean-marie-le-pen-president-du-front-national-sur-l>

[consulté le 3 janvier 2020]

Les Français ne sont plus maîtres chez eux, mais il y a déjà longtemps, hélas, que la France n'est plus maîtresse chez elle. »¹⁵⁶

On retrouve également cette notion lors des élections européennes de 2009 sur un tract publié par le Front National de la Jeunesse, appelant à l'instauration d'une priorité donnée aux Français dans différents secteurs.



Estrepublicain.fr

Le discours social tenu par le Front National n'échappe donc pas à la logique que lui impose sa critique constante de l'immigration. Marine Le Pen voit ainsi dans cette priorité

¹⁵⁶ *Ibid.*

nationale appliquée à l'octroi des aides sociales un moyen de contribuer à renforcer l'unité de la nation et lutter contre le communautarisme :

« Je veux partout la priorité nationale pour les Français, pour tous les Français, sans considération de religion ou d'origine.

Je veux un patriotisme économique et social.

Je veux réaffirmer notre modèle républicain et ses valeurs contre le multiculturalisme.

Je veux que l'assimilation redevienne la règle et l'unité de la patrie un aboutissement. Pour cela, j'inscrirai dans la Constitution que « La République ne reconnaît aucune communauté ». »¹⁵⁷

La présidente du FN précise néanmoins, contrairement au mouvement identitaire, que cette priorité nationale doit pouvoir bénéficier à tous les Français « sans considération de religion ou d'origine ». Ce faisant, le parti semble conditionner l'octroi de ces prestations sociales à la citoyenneté française, et non selon des considérations identitaires.

C'est là que réside l'une des divergences les plus visibles entre les deux formations, déjà évoquée, dans leur traitement de la question sociale, et par extension de l'immigration, puisque nous avons démontré le lien établi par les mouvements étudiés entre ces deux enjeux.

La citoyenneté française semble être, pour le FN, la condition *sine qua non* au versement d'aides sociales par l'État et, plus généralement, à tout bénéfice tiré d'un investissement public. Dans le domaine de l'éducation, le parti souhaite ainsi « développer les internats d'excellence et y instaurer la priorité nationale »¹⁵⁸ :

« Alors qu'aujourd'hui, de nombreux élèves d'origine modeste se voient privés d'un environnement propice au développement de leur potentiel, les internats d'excellence, rebaptisés « internats de la réussite » en 2013 ont permis d'offrir une solution pédagogique adaptée à ces publics. Cependant, parce que chaque place en internat représente un investissement public lourd de plusieurs dizaines de milliers d'euros par an, celles-ci doivent

¹⁵⁷ Le Pen Marine, *Discours à Nantes*, 25 mars 2012.

¹⁵⁸ Plan Le Pen pour les banlieues, *Site internet du Rassemblement National*, Avril 2018, p. 14

Disponible ici :

https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/A4_LIVRET_PLAN_BANLIEUE_HD.pdf

[consulté le 15 septembre 2019]

être réservées aux élèves français ou être facturées à prix coûtant aux élèves de nationalité étrangère. »¹⁵⁹

C'est selon cette même logique que le parti souhaite instaurer la priorité nationale dans tous les domaines dans lesquels est investi de l'argent public. Ainsi, le FN souhaite « mettre en place une politique de priorité nationale pour l'accès au logement »¹⁶⁰, afin de permettre aux citoyens français « aux revenus modestes » de pouvoir se loger :

« La priorité nationale est une mesure de justice. En effet, il est du devoir des pouvoirs publics de s'occuper en priorité des Français. C'est pourquoi il est tout à fait inéquitable qu'un étranger puisse bénéficier d'un logement financé par de l'argent public sans jamais avoir participé à son financement. Les logements sociaux seront donc accordés en priorité aux Français, notamment dans les quartiers de la politique de la ville. En outre, il conviendra de lancer un plan d'aide à l'accès à la propriété pour les Français aux revenus modestes. »¹⁶¹

L'accès à la fonction publique devrait ainsi également être soumis à cette politique de priorité nationale, le parti se proposant « d'étendre à l'ensemble de la fonction publique » un accès réservé aux « personnes de nationalité française »¹⁶². Plus généralement, le parti de Marine Le Pen souhaite voir instaurée cette priorité nationale dans tous les secteurs publics, en inscrivant ce principe dans la Constitution :

« La santé, l'enseignement, l'état-providence, les transports publics : tous ces services ont un coût réel. Les contribuables les financent par leurs impôts : toutes les taxes et contributions, diverses et variées, visent à faire fonctionner ces structures qui sont les symboles de la solidarité nationale. C'est pourquoi il est tout à fait inéquitable qu'un étranger arrivé récemment sur le territoire puisse bénéficier de ces services publics sans jamais avoir contribué financièrement au bénéfice de la communauté nationale. La priorité nationale doit être la norme en toute matière et notamment lorsqu'il s'agit de services publics.

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 21.

¹⁶¹ *Ibid.*

¹⁶² Asile / Immigration. Stopper, proposer et agir !, *Site internet du Rassemblement National*, Avril 2018, *op. cit.*, p. 31.

Ainsi, nous proposons l'inscription de la priorité nationale dans notre texte fondamental, la Constitution.

Il s'agit d'acter juridiquement que nous souhaitons privilégier les nationaux également dans l'accès aux services publics »¹⁶³

L'instauration de la priorité nationale dans l'accès à l'ensemble des domaines dans lesquels est investi de l'argent public est également largement évoqué par le mouvement identitaire. S'employant à présenter cette priorité accordée aux citoyens français comme une forme de justice, le mouvement identitaire aborde dès 2006 la question sociale dans son magazine *ID*.



ID magazine, Hiver 2006

<https://p.calameoassets.com/091128104823-6926f770dc4ca18c210c3bce012c54be/p1.jpg>

¹⁶³ *Ibid.*

Dressant le constat d'une paupérisation de certaines catégories de la population, les intérêts des nationaux étant présentés comme incompatibles avec ceux des immigrés, cet antagonisme fait l'objet d'un des Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés en novembre 2018¹⁶⁴.

Dans ce numéro portant sur l'éducation et intitulé « priorité à nos enfants, pas aux migrants », l'ENL présente à nouveau ces deux enjeux comme incompatibles en utilisant cette fois le cas des enfants, dans une probable entreprise de sensibiliser le public.

On constate ainsi, à nouveau, le prisme migratoire à travers lequel sont traités la plupart des sujets abordés par les mouvements étudiés et qui est, en ce sens, indissociable de leur discours, de leur idéologie et de leur stratégie de conquête politique.

Dénonçant les conséquences de l'« intégration à marche forcée »¹⁶⁵ des migrants au sein des établissements scolaires et plus généralement au sein de la société, l'ENL souligne également le coût des politiques publiques en place afin de réaliser celle-ci.

Les élèves français, et plus largement européens, seraient les premiers à pâtir de ces décisions politiques et leurs intérêts sont, une fois de plus, présentés comme incompatibles avec ceux des enfants issus de l'immigration. Pour toutes ces raisons, il serait urgent de mettre un « coup d'arrêt à la déferlante migratoire » :

*« En conclusion, un coup d'arrêt à la déferlante migratoire en Europe et une réorientation des choix budgétaires nationaux sont des préalables essentiels pour permettre à l'Europe de redresser la barre dans la course à l'excellence éducative. »*¹⁶⁶

Ainsi, les cahiers d'action publié par le FN en 2018 font de la question sociale, et de l'injustice dont souffriraient les Français dans ce domaine, l'un des enjeux majeurs de leur publication.

S'intéressant comme le magazine ID en 2006 au cas des Habitations à loyer modéré, le parti entend « lancer un plan de vérification des titres de séjour des occupants des HLM [...] afin d'éviter que [leurs] compatriotes soient moins bien traités que les personnes issues des vagues migratoires successives » :

¹⁶⁴ « Education. Priorité à nos enfants, pas aux migrants », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°9, novembre 2018, Bruxelles.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 10.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 12.

« La pression migratoire constante a un impact évident sur le logement, notamment social. Les personnes nouvellement arrivées sur le sol français et ne disposant pas de ressources suffisantes pour se loger auprès de bailleurs privés se tournent vers les bailleurs sociaux. L'offre étant toujours inférieure à la demande, un effet de saturation se produit, au détriment de nombreux Français.

[...]

Il faut donc que les locataires étrangers ne disposant pas d'un droit au séjour soient expulsés de ces logements sociaux et reconduits à la frontière. »¹⁶⁷

Le discours tenu par le parti de Marine Le Pen dans ces cahiers d'actions apparaît donc nettement plus axé sur la question nationale que sur celle de l'identité. Les ambitions électorales nationales du FN n'étant sans doute pas étrangères au prisme national dictant la plupart des prises de position du parti, cela n'empêche pas les manifestations de soutien de ses membres à l'égard des actions menées par les mouvements identitaires.

Ainsi, alors que le Bastion Social est menacé de dissolution au début de l'année 2018, l'un des membres du RN s'étonne de ce qui serait selon lui une injustice :

« J'apprends avec étonnement qu'une association aidant les français et européens en priorité subit des pressions pendant que celles qui aident exclusivement les migrants sont subventionnées. La charité bien ordonnée est-elle un crime de lèse-majesté ? »¹⁶⁸

Bien que le Bastion Social ne figure pas parmi les quatre mouvements étudiés dans le cadre de ce travail de recherche, ses liens avec le GUD et le Front National, sa similarité avec CasaPound ainsi que sa vocation sociale font de lui une structure incontournable dans le cadre de cette partie.

Fondé à Lyon en 2017 par d'anciens membres du Groupe Union Défense, le Bastion Social fait de l'occupation de locaux et de l'organisation d'événements à caractère social le cœur de son action militante. Ainsi, le mouvement naît, comme CPI, à la suite de l'occupation d'un bâtiment

¹⁶⁷ Plan Le Pen pour les banlieues, *Site internet du Rassemblement National*, Avril 2018, *op. cit.*, pp. 9 – 10
Disponible ici :

https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/A4_LIVRET_PLAN_BANLIEUE_HD.pdf
[consulté le 15 septembre 2019]

¹⁶⁸ Gannat Pascal, Tweet, 24 janvier 2018

Disponible ici : <https://twitter.com/pgannat/status/956091236640808960>

vide à Lyon, avant de s'implanter dans d'autres villes françaises tels que Strasbourg et Clermont-Ferrand.



wikipedia.org

Organisant maraudes et distributions de denrées alimentaires aux plus démunis, à condition que ceux-ci remplissent les critères identitaires fixés par le mouvement, le Bastion Social entend ainsi répondre à sa devise « Autonomie, identité, justice sociale ». Opérant une mue « politique et sociale à vocation nationale » en janvier 2018, le mouvement souhaite « mener plus efficacement ses actions et développer son réseau à travers tout le territoire »¹⁶⁹.

Le Manifeste publié par le mouvement apparaît particulièrement intéressant dans le cadre de cette étude dans la mesure où il offre une synthèse des principaux axes discursifs présentés jusqu'ici, relatifs à la question sociale mais également aux enjeux migratoires. Dénonçant « la précarisation et la paupérisation des classes moyennes françaises [...] exploitées par une oligarchie prédatrice » ainsi que le privilège accordé aux « minorités extra-européennes au détriment de l'intérêt général national et continental », le discours du mouvement sur ces enjeux répond en tous points à celui tenu par les mouvements étudiés.

Submersion migratoire, système aux mains de puissants, précarisation de la population nationale, le Bastion Social nous propose ainsi une synthèse du discours social tenu par les droites radicales, pour qui la discrimination positive serait une véritable injustice sociale :

¹⁶⁹ Texte publié par le Bastion Social sur Facebook, 29 janvier 2018
Disponible ici : <http://forumsi.fr/2018/08/manifeste-du-bastion-social.html>
[consulté le 4 août 2019]

« La « discrimination positive » promue par nos dirigeants ne fait que renforcer l'injustice sociale dont sont victimes nos concitoyens, l'adjectif « positif » étant une tartufferie sémantique puisque toute discrimination est évidemment positive pour son bénéficiaire mais négative pour celui qu'elle exclut (ce qui consiste à repérer dans la société des catégories de « dominés » qui auraient le droit de bénéficier de traitements de faveur en compensation des oppressions prétendument subies, la « discrimination positive n'étant donc que l'autre nom de la « préférence minoritaire »). »¹⁷⁰

On ne peut s'empêcher de voir, à la lecture de ce Manifeste, les similitudes flagrantes entre le Bastion Social et CPI, tant dans le discours que dans les modes d'actions. Le mouvement français ne bénéficie cependant pas de la même longévité que son homologue romain, celui-ci étant dissous en 2019, après avoir été expulsé de la plupart des locaux qu'il occupait. La critique du système, d'une immigration de masse et, surtout, d'un libéralisme et d'un multiculturalisme débridés sont autant d'éléments de discours communs aux deux mouvements.

Selon le mouvement romain, le véritable ennemi qu'il est nécessaire de combattre est, au-delà de toute considération identitaire, le modèle libéral américain. CasaPound entend ainsi poser les limites de l'« identitarisme », une « sirène idéologique qui séduit trop de mouvements italiens et européens, même si beaucoup d'entre eux sont souvent animés des meilleures intentions »¹⁷¹ :

« Il s'agit de la conviction erronée selon laquelle faire de la politique signifie uniquement s'engager dans la promotion d'une hypothétique « résistance blanche » [...] C'est en établissant une critique du paradigme libéral que l'on peut ensuite remettre en question la société multiraciale. [...] C'est en articulant une réponse culturelle que l'on peut vaincre le politiquement correct qui sert d'alibi à l'invasion. »¹⁷²

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ « Stesso ragionamento vale per l'identitarismo, la sirena ideologica che seduce sin troppi movimenti italiani ed europei, benché molti di essi siano talora animati dalle migliori intenzioni. », « Sul fronte dell'Essere. Immigrazione, identità, cittadinanza : dati, soluzioni ed equivoci secondo la visione di CasaPound Italia », *Radio Bandera Nera, op. cit.*, p. 16.

¹⁷² « Si tratta, in poche parole, della erronea convinzione che fare politica significhi attestarsi solo sulla promozione di una ipotetica « resistenza bianca » [...] E impostando una critica serrata al paradigma liberale che si riesce poi a contestare la società multirazziale. [...] È articolando un risposta culturale che si può sconfiggere il politicamente corretto che fornisce alibi all'invasione. », *Ibid.*

Fonder sa politique et ses actions sur le seul concept d'identité reviendrait, selon le mouvement romain, à faire le jeu du libéralisme américain. CPI critique ainsi la logique du « nous contre eux » sur laquelle repose en grande partie la pensée identitaire :

« La véritable faiblesse de l'identitarisme, dans ce chevauchement avec les thèses du choc des civilisations, repose dans une définition du « nous » que CasaPound rejette clairement. Ce « nous » supposé serait probablement, d'un point de vue racial, tous les peuples blancs, et l'Occident, socioculturellement parlant. Pour lutter contre l'immigration, nous devrions donc finir par nous mettre sous tutelle américaine, tomber dans les bras des inventeurs du modèle multiracial, des destructeurs de la conscience européenne et des véritables fomenteurs de l'islamisme radical. »¹⁷³

Le libéralisme et le multiculturalisme seraient ainsi les maillons d'une même chaîne visant à annihiler toute forme de pensée alternative, et servant les intérêts de quelques puissants au détriment de la majeure partie de la population. La critique du modèle libéral apparaît donc central au discours de CasaPound, mais également des partis plus établis qui s'appuient sur les difficultés économiques dont souffre une large part de la population dans leur stratégie de conquête politique. Immigration et modèle libéral seraient selon cette lecture intrinsèquement liés, l'immigration apparaissant à nouveau déterminante au sein du discours social tenu par ces formations.

Selon Marine Le Pen, le modèle libéral serait l'un des moteurs de l'immigration de masse que son parti dénonce :

« Ne nous cachons pas derrière notre petit doigt, cet islam radical est la conséquence directe de l'immigration de masse que droite et gauche nous imposent depuis des décennies maintenant, que souhaite le MEDEF pour peser sur les salaires des ouvriers français. »¹⁷⁴

¹⁷³ « L'identitarismo, in questo sovrapponendosi alle tesi sullo scontro di civiltà, ha il suo vero punto debole in una definizione del « noi » che CasaPound rifiuta senza mezzi termini. Questo presunto « noi » sarebbe probabilmente l'insieme dei popoli bianchi, dal punto di vista razziale, e l'Occidente, dal punto di vista socio-culturale. Per combattere l'immigrazione dovremmo quindi finire per metterci sotto tutela americana, cadendo fra le braccia degli inventori del modello multirazziale, dei distruttori della coscienza di sé dell'Europa e dei veri fomentatori dell'islamismo radicale. [...] È nella misura in cui non siamo americani oggi che non saremo arabi o cinesi domani. », *Ibid.*

¹⁷⁴ Le Pen Marine, *Discours à Nantes*, 25 mars 2012.

Les mouvements étudiés condamnent ainsi à nouveau un système contrôlé par les intérêts de grandes puissances financières, encourageant l'immigration de masse selon une logique ultralibérale. Cette immigration de grande ampleur causerait ainsi des difficultés économiques aux classes populaires en pesant sur les salaires des plus modestes. C'est donc, au-delà de l'immigration, le modèle libéral qui semble être défini comme la cause de la perte identitaire et de l'effacement culturel que dénoncent les mouvements étudiés.

7.2.2. Critique du libéralisme

Comme nous l'avons déjà vu dans la partie consacrée au mouvement romain, l'une des bases de l'idéologie de CasaPound et le moteur de son existence sont fondés sur le droit à l'habitation que celui-ci défend depuis l'occupation d'un bâtiment Via Napoleone en 2003. On ne peut en ce sens pas comprendre le mouvement sans s'attacher à définir leur traitement de la question sociale qui semble dicter la plupart de leurs projets.

Au-delà des occupations non conformes qui représentent la genèse du mouvement, celui-ci fait du droit à l'habitation pour les Italiens l'une de ses principales revendications. Ainsi, CPI rédige le projet de loi MutuoSociale, avec à terme l'objectif de le soumettre aux habitants du Latium par voie de référendum.

Ce projet de loi¹⁷⁵ vise essentiellement à « obliger la région à construire des maisons et à en donner à ceux qui n'en ont pas » et n'est « applicable qu'aux citoyens italiens qui résident dans la région en question depuis au moins cinq ans »¹⁷⁶.

MutuoSociale sert ainsi deux des principaux axes critiques de CasaPound à l'encontre du libéralisme : d'une part, signaler que bon nombre de citoyens italiens éprouvent des difficultés à se loger et d'autre part, formuler une solution qui n'inclut pas une intervention des banques. Ainsi, MutuoSociale vise à « créer un organisme régional qui construit des maisons et des quartiers à taille humaine avec de l'argent public et qui vend ces maisons à prix coûtant aux familles non-proprétaires selon la formule de l'hypothèque sociale »¹⁷⁷.

¹⁷⁵ « Proposta di Legge per il MutuoSociale », *MutuoSociale.org*
Disponible ici : <http://www.mtuosociale.org/legge.pdf>
[consulté le 10 septembre 2018]

¹⁷⁶ « Le più frquenti domande sul MutuoSociale », *MutuoSociale.org*
Disponible ici : <http://www.mtuosociale.org/domande.pdf>
[consulté le 10 septembre 2018]

¹⁷⁷ « Il Progetto », *MutuoSociale.org*
Disponible ici : <http://www.mtuosociale.org/progetto.html>

Cette hypothèque sociale que souhaite instaurer le mouvement serait « sans intérêt, [...] ne dépasse[rait] pas 1/5 des revenus de la famille, [serait] bloquée en cas de chômage, [et ne passerait] pas par les banques. »¹⁷⁸

Le projet de loi consiste donc en la création d'un Institut régional de mutualité sociale (Istituto Regionale per il Mutuo Sociale¹⁷⁹) « chargé de construire de nouveaux quartiers selon des modèles de bio-architecture traditionnelle, des logements à faible densité et avec des techniques innovantes en matière d'énergies renouvelables. »¹⁸⁰ Utilisant pour se faire des terrains publics, l'IRMS entend ainsi réduire drastiquement ses coûts de construction et donc le prix d'achat de celle-ci par les citoyens.

CasaPound rappelle que cet institut n'a, « en tant qu'institution publique, aucun but lucratif »¹⁸¹.

On ne peut, à la lecture de ce projet de loi et des explications qui en sont données par CasaPound, s'empêcher de voir les similitudes entre leur traitement du droit à l'habitation et les éléments de discours traditionnellement situés à gauche, voire à l'extrême-gauche, du spectre politique. On remarque néanmoins, à nouveau, que CPI souligne à plusieurs reprises que seuls les citoyens italiens pourront bénéficier de ce nouveau système d'aide.

Si le prisme migratoire appliqué par les mouvements étudiés à la question sociale a déjà été évoqué, le principal ennemi demeure, selon CasaPound, le libéralisme dont l'une des manifestations les plus flagrantes réside dans le système de l'usure.

Conforme aux textes d'Ezra Pound sur ces enjeux, CPI fait de la critique du système capitaliste l'un des axes majeurs de sa pensée, applicable ici à la défense du droit à logement :

« Le DROIT AU LOGEMENT prévoit ceci : tu as le droit à une maison, et une autre personne, le propriétaire de cette maison, a le droit de prendre chaque mois ton salaire de tes poches... de prendre les fruits de ton travail pour garantir ton DROIT AU LOGEMENT

[...]

Penses-tu qu'il soit juste de verser un pot-de-vin à un homme simplement parce qu'il a accumulé plus de capital ? »¹⁸²

[consulté le 10 septembre 2018]

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ IRMS.

¹⁸⁰ *Ibid.*

¹⁸¹ *Ibid.*

¹⁸² « L'affermazione DIRITTO ALLA CASA prevede questo: tu hai diritto ad una casa, e c'è un'altra persona, proprietaria di quella casa, che ha pieno diritto di portarti via dalle tasche tutto lo stipendio, ogni mese.... ti porta via il frutto del tuo lavoro per garantire il tuo DIRITTO ALLA CASA...

Le mouvement entend ainsi remplacer ce droit au logement, « un mensonge dangereux avec lequel ils hypnotisent le peuple », par le « droit à la propriété » :

« Sens-tu la différence ? Payer une fois et pas toute sa vie... Être propriétaire et laisser la maison à tes enfants, tes petits-enfants... Le fruit de ton travail transformé en briques, toit et jardin... Ta famille à l'abri pour toujours... »¹⁸³

Cette critique du système de l'usure, l'une des manifestations du libéralisme que le mouvement dénonce, s'applique donc ici au droit à la propriété que le mouvement entend défendre. L'un des autres projets de loi porté par le mouvement repose également sur une critique des excès du système capitaliste, en ciblant cette fois explicitement les banques, à travers la campagne Ferma Equitalia.

Visant à « lutter contre les abus des banques et d'Equitalia elle-même », cette campagne apparaît elle-aussi intrinsèquement lié au droit à la propriété que défend le mouvement. CasaPound souhaite ainsi lutter contre les taux d'intérêt exorbitants appliqués aux crédits des personnes ne disposant pas de moyens financiers très importants et qui sont, selon lui, la cible privilégiée des institutions bancaires :

« Equitalia préfère harceler ceux qui ont peu à payer mais qui ont des biens à saisir, plutôt que les vrais criminels, les propriétaires d'entreprises, de biens immobiliers, de bateaux, d'avions et de voitures de luxe, astucieusement enregistrés sous des prête-noms, de membres de la famille ou de sociétés italiennes et étrangères. »¹⁸⁴

[...] credi sia giusto pagare una tangente ad un uomo solo perchè lui ha accumulato un capitale? », « Diritto alla proprietà », *MutuoSociale.org*

Disponible ici : <http://www.mutuosociale.org/diritto.html>

[consulté le 10 septembre 2018]

¹⁸³ « La senti la differenza? pagare una volta e non tutta la vita... essere proprietario e lasciare la casa ai tuoi figli, ai tuoi nipoti... il frutto del tuo lavoro che si tramuta in mattoni tetto e giardino... la tua famiglia al sicuro per sempre... », *Ibid.*

¹⁸⁴ « Inoltre Equitalia preferisce vessare chi magari ha poco da pagare ma ha qualche bene da farsi pignorare, piuttosto che i veri delinquenti, titolari di fatto di imprese, proprietà immobiliari, barche, aerei, auto di lusso, furbescamente intestati a prestanome, familiari o a società di capitali italiane ed estere. », *Site Internet de la campagne « Ferma Equitalia »*,

Disponible ici : <http://fermaequitalia.org/>

[consulté le 4 février 2019]

CasaPound critique ainsi un système à deux vitesses, privilégiant les plus fortunés au détriment des classes moyennes et populaires, écrasées par des taux d'intérêt de plus en plus lourds.

Si le traitement de la question sociale et l'emprunt d'éléments de discours traditionnellement de gauche sont communs à l'ensemble des mouvements étudiés, CasaPound est sans conteste le mouvement le plus impliqué sur ces enjeux. Ayant fondé son existence et la suite de son action militante sur le droit au logement, puis à la propriété, le mouvement romain ne peut se départir d'une véritable vocation sociale, bien que celle-ci soit conditionnée par le concept de préférence nationale.

Ainsi, selon Marine Le Pen, « l'insécurité n'est pas que physique [mais aussi] sociale, matérielle » pour les catégories de population ne jouissant pas d'un capital important et étant, de fait, soumise à une logique capitaliste privilégiant quelques puissants :

« La peur prend d'autres formes, parce que l'insécurité n'est pas que physique. L'insécurité est aussi sociale, matérielle ! Et l'on a peur de ceux qui tiennent notre avenir entre leurs mains, actionnaires, banquiers, administrations, on a peur du chômage, on n'ose plus rien revendiquer quand on est salarié. On se fait le plus petit possible acceptant parfois l'inacceptable de peur d'être vu et licencié. »¹⁸⁵

Cette « loi du marché » que dénonce le parti induirait d'une part une précarisation d'une large part de la population mais également – les deux étant liés dans le discours du parti – une politique migratoire plus souple favorisant une main d'œuvre bon marché au détriment des nationaux :

« La seule règle qui vaille, c'est la liberté totale de commercer et de spéculer. Bref, la loi du marché. La marchandisation du monde, des produits low cost fabriqués par des travailleurs low cost pour des profits qui, eux, je vous rassure, ne le sont pas, et un chômage qui ne l'est pas non plus. Ils ont créé leur monde parfait, parfaitement inhumain où l'on fait fabriquer par des esclaves pour vendre à des chômeurs. »¹⁸⁶

¹⁸⁵ Le Pen Marine, *Discours à Nantes*, 25 mars 2012.

¹⁸⁶ Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017.

Loin d'être l'une des nouvelles orientations discursives induites par la stratégie de dédramatisation du FN, ce discours condamnant un système à la solde de quelques puissants faisant de l'immigration de masse un moyen de s'enrichir au détriment des classes populaires est déjà évoqué par Jean-Marie Le Pen en 2007 :

« Vous le voyez, mesdames et messieurs, toute la classe politique est immigrationniste depuis 30 ans, soit qu'elle soit aveugle et sourde, soit qu'elle considère la nation comme dépassée, soit qu'elle serve la soupe aux grandes entreprises multinationales, toujours favorables à la libre circulation des hommes, réduits à une simple variable d'ajustement du marché mondial de l'emploi. »¹⁸⁷

L'immigration est ainsi présentée comme l'un des symptômes d'un système économique libéral et mondialisé, encouragé par les forces politiques se succédant au pouvoir. Se mêlent ainsi au sein du discours social tenu par les mouvements étudiés les principaux vecteurs idéologiques présentés jusqu'alors : critique de l'immigration de masse et dénonciation d'un système corrompu aux mains de quelques puissants, rares bénéficiaires d'un libéralisme débridé :

« Je ne vous propose pas, comme M. Macron, de vous précipiter dans la violence de la mondialisation avec son cortège de libre-échange ravageur et l'immigration incontrôlée et incontrôlable. [...] Je serai la présidente qui vous protège, je serai la présidente de la République française, une République vraiment française. [...] S'il y a danger avec moi, ce n'est certainement pas pour vous – vous avez tout à regagner –, c'est pour les profiteurs du système, c'est pour la caste, c'est pour l'oligarchie, mais surtout pas pour vous qui faites les frais de leurs erreurs et de leurs trahisons depuis des années. »¹⁸⁸

Les difficultés économiques qu'éprouvent les populations, *a fortiori* depuis la crise économique de 2008, semblent ainsi nourrir le discours social des mouvements étudiés. Marine Le Pen entend se faire la défenseuse des intérêts des personnes ayant souffert des conséquences de la crise économique, étant en ce sens cohérente avec l'image d'un parti proche du peuple français et de ses territoires lorsqu'elle aborde la situation des agriculteurs. Rappelant son

¹⁸⁷ Le Pen Jean-Marie, *Déclaration sur l'immigration, l'insécurité, la politique économique ainsi que sur sa succession à l'intérieur du parti*, Paris, 18 novembre 2007.

¹⁸⁸ Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017.

initiative de créer des cahiers de doléance de la ruralité, de l'agriculture et de la pêche à l'occasion du salon de l'Agriculture, le FN se présente une fois de plus en opposition à des élites déconnectées :

« Aujourd'hui, je veux être la voix de ceux que nos élites refusent d'entendre, de ceux que nos élites préfèrent occulter au profit de victimes autoproclamées, de délinquants, d'extrémistes, sur lesquels ils ne cessent de déverser l'argent de ceux qui bossent, de ceux qui triment en silence, de ceux qui ne sont bons qu'à payer toujours plus ! »¹⁸⁹

Le parti développe ainsi l'idée que lutter contre ce système libéral et mondialisé serait un acte de patriotisme économique, permettant de rendre à la population la jouissance des services publics dont elle est privée :

« Dépossédés, mes chers amis, dépossédés de notre système de solidarité qui meurt de ne plus être national mais mondialisé et qui souffre terriblement d'une politique qui a éteint la croissance. Dépossédés de nos usines, délocalisées, de nos services publics, fermés, de nos médecins de famille qui n'ont pas de successeurs. »¹⁹⁰

Porte-paroles des revendications du peuple, résistants face à un système qui opprime les plus fragiles et défenseurs des intérêts des nationaux : c'est ainsi que le mouvement identitaire définit les politiques menées par Matteo Salvini et Donald Trump dans un éditorial publié en 2018. Opposant les progressistes aux populistes, Les Identitaires entendent démontrer que seule la seconde catégorie agit réellement pour les intérêts des populations :

« En quoi le populisme est-il différent des autres ismes ? Qu'est-ce qui différencie un Matteo Salvini ou un Donald Trump d'un Emmanuel Macron ou d'une Angela Merkel ? Le rapport au peuple, c'est évident.

[...]

¹⁸⁹ Le Pen Marine, *Discours sur la désertification des campagnes et les répercussions de la crise économique sur les agriculteurs*, Merdrignac, 20 avril 2012

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/184949-declaration-de-mme-marine-le-pen-candidate-du-front-national-lelecti>

[consulté le 3 janvier 2020]

¹⁹⁰ Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017.

Sans doute Emmanuel Macron a-t-il conscience des « dommages collatéraux » provoqués par sa politique. Il est trop intelligent pour ne pas voir les dégâts immenses causés par la désindustrialisation à des régions entières. Il sait que, sous l'effet de l'immigration massive, la France est aujourd'hui fracturée, divisée et au bord de l'explosion. »¹⁹¹

Les Identitaires critiquent ainsi l'idéalisme des partisans du libéralisme et de la mondialisation, trop occupés à s'autocongratuler au sujet de leur idéologie pour en voir les conséquences pratiques. Les progressistes seraient ainsi déconnectés du réel et de l'impact de leur politique sur le quotidien des populations. Davantage attachés à la pratique qu'à la théorie, les populistes, comme les nomment le mouvement, seraient donc les seuls à avoir à cœur la défense des intérêts du peuple :

« Mais les populistes ont pour eux de faire passer le réel avant l'idéologie, le concret avant la théorie. Le bilan de ceux qui les attaquent est désastreux : tant sur l'économie, dont ils prétendent pourtant être experts, que sur le sociétal et la fracture ethnique.

[...]

La recette de la réussite politique apparaît de plus en plus clairement : protéger le peuple, dans tous les domaines. Faire du protectionnisme économique mais aussi migratoire. En somme, revenir aux fondements de la politique, c'est-à-dire la défense du peuple et de ses intérêts. »¹⁹²

L'un des axes critiques majeurs du libéralisme réside donc, aux côtés des enjeux migratoires déjà évoqués, sur la critique d'un système oligarchique favorisant les intérêts de quelques-uns. Ainsi, les mouvements étudiés appellent à lutter contre la toute-puissance de certaines multinationales, se rapprochant à nouveau d'éléments de discours traditionnellement à gauche. CasaPound fait ainsi de la lutte contre l'évasion fiscale l'un des traits saillants de son discours sur la question sociale :

¹⁹¹ Grange Anthony, « Le réel : arme de destruction massive des idéologies progressistes », *Site internet Les Identitaires*, 29 octobre 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/10/29/le-reel-arme-de-destruction-massive-des-ideologies-progressistes/>

[consulté le 10 février 2019]

¹⁹² *Ibid.*

« Parce que CasaPound estime que la lutte contre l'évasion fiscale est une question d'urgence nationale. [...] Nous pensons également que les grands fraudeurs, c'est-à-dire ceux qui doivent plus de 500 000 euros à l'État, doivent être poursuivis sans relâche et sans pitié. »¹⁹³

La critique de l'évasion fiscale figure même au sein du programme publié par le mouvement romain en 2018, qui appelle à un renforcement de l'appareil judiciaire permettant de lutter contre la fraude de grande ampleur commise par « les grandes entreprises, les multinationales et les géants de l'internet » :

« Lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, notamment contre les grandes entreprises, les multinationales et les géants de l'internet. [...] Renforcement de l'administration financière et de l'appareil judiciaire dans la lutte contre les phénomènes de fraude fiscale, qui constituent non seulement un danger pour les caisses fiscales mais aussi un phénomène de distorsion de la concurrence »¹⁹⁴

Ce sujet est également au cœur du discours social du Front National lors de la campagne pour les élections présidentielles de 2017. Marine Le Pen souhaite ainsi davantage de protectionnisme étatique, défendant les intérêts des plus modestes tout en conditionnant ce discours social par la notion d'identité nationale :

« Nous pensons que l'économie ne peut aller à l'encontre de l'identité nationale. De plus en plus de pauvres, étudiants, salariés, fonctionnaires, chômeurs, retraités, de moins en moins de riches mais de plus en plus riches

[...]

Je suis la candidate de la protection et la protection nécessite des règles. La protection entendue comme les frontières, celles qui justement demain devront protéger nos agriculteurs, nos ouvriers, nos salariés, nos industriels de la concurrence déloyale d'importation qui ne respecte ni les mêmes normes sanitaires, ni les mêmes normes sociales ou environnementales. »¹⁹⁵

¹⁹³ « Le più frequenti domande sul MutuoSociale », *MutuoSociale.org, op. cit.*

¹⁹⁴ « Una Nazione. Programma politico 2018 », *Site Internet de CasaPound*

Disponible ici : <https://www.casapounditalia.org/il-programma/>

[consulté le 4 juin 2020]

¹⁹⁵ Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017.

Marine Le Pen se veut donc être la candidate des plus modestes, contre les intérêts de quelques-uns, de moins en moins nombreux mais « de plus en plus riches ». La lutte contre l'évasion fiscale prônée par la candidate à l'élection présidentielle de 2017 n'échappe par ailleurs pas au prisme migratoire évoqué plus tôt :

« Celles [les frontières] qui devraient protéger nos travailleurs du travail détaché qui crée une priorité étrangère à l'emploi, celles qui permettent de sanctionner l'évitement fiscal des grands groupes qui font leurs bénéfices ici mais préfèrent payer leurs impôts ailleurs. »¹⁹⁶

Le système politique que ces mouvements critiquent avec véhémence serait donc assujéti aux intérêts de ces quelques grandes multinationales, leur dictant leurs prises de décision. On retrouve dans ce traitement de la question sociale une nouvelle justification de la critique de Bruxelles que mènent ces formations.

L'Union européenne ne serait en ce sens pas étrangère aux conséquences néfastes de la crise économique sur certaines catégories de populations. Plus encore, l'Union européenne participerait à l'enrichissement de quelques-uns au détriment des couches les plus populaires :

« La crise ruine les travailleurs, les entrepreneurs courageux pendant que les puissants ne cessent de s'enrichir ; Bruxelles veut en finir avec nos paysans, avec nos pêcheurs, avec nos artisans, avec nos commerçants, avec nos entrepreneurs, avec tous ceux qui sont les forces vives de ce pays ! [...] Ces vertus entravent les ambitions de quelques puissants qui n'ont qu'une obsession : toujours plus pour eux et toujours moins pour les autres ! Je veux être la vigie de nos libertés, des vertus que je chéris, la vigie de notre vieux pays qui a encore tant à dire et ne veux plus se soumettre ! »¹⁹⁷

Les « ultralibéraux » de Bruxelles agiraient donc au service d'un système sous le joug d'une logique libérale et capitaliste, permettant l'enrichissement de certaines grandes entreprises et, par la même, la précarisation des populations aux revenus modestes :

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ Le Pen Marine, *Discours sur la désertification des campagnes et les répercussions de la crise économique sur les agriculteurs*, Merdrignac, 20 avril 2012.

« *Compétitivité, libre-échange, concentration, contractualisation obligatoire qui n'est que le camouflage d'une intégration programmée : ces mots repris sans cesse par nos politiques serviles ne sont pas les leurs, ce sont ceux de l'OMC et des ultralibéraux de Bruxelles.* »¹⁹⁸

Cette inégale répartition des richesses, qui serait permise et encouragée par Bruxelles, est déjà l'un des éléments de discours tenu par Jean-Marie Le Pen en 2007 alors que celui-ci aborde la politique économique du pays :

« *En effet, l'Europe n'a rien réglé. Elle a même tout aggravé.*

Aucune des promesses de prospérité matérielle qui avaient été faites aux Français pour justifier la construction européenne n'a été tenue.

Notre croissance est parmi les plus faibles de la zone euro, elle -même en retard par rapport aux pays de l'OCDE.

Le revenu par habitant ne cesse de baisser, en même temps que le pouvoir d'achat et l'épargne, tandis que s'égrène chaque jour le long cortège toujours plus important d'ouvriers sans usines, d'employés sans entreprises, de paysans sans revenus, de citoyens sans ressources. »¹⁹⁹

La Ligue accuse elle-aussi dans son feuillet *Lega Nord Flash* les forces politiques au pouvoir en Italie de se soumettre aux décisions de Bruxelles, lesquelles seraient conditionnées par les intérêts d'une minorité de privilégiés :

« *Le gouvernement Renzi, comme ceux de Monti et Letta, s'aligne systématiquement sur les choix de politique monétaire et commerciale de l'UE. Même lorsque ceux-ci mettent en péril nos principaux intérêts tels que la possibilité de vivre et de produire chez nous [...] Les citoyens – travailleurs et entrepreneurs – sont désorientés face à un ennemi qui frappe de loin.* »²⁰⁰

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ Le Pen Jean-Marie, *Déclaration sur l'immigration, l'insécurité, la politique économique ainsi que sur sa succession à l'intérieur du parti*, *op. cit.*

²⁰⁰ Lega Nord, « Troppe bugie sui conti ! Cittadini sempre più poveri », *Lega Nord Flash*, Avril 2016, n°81, p. 1.

Les citoyens seraient ainsi les premières victimes de ce système au sein duquel les gouvernements nationaux et Bruxelles ne seraient que des agents au service des quelques rares individus détenant l'essentiel du capital financier :

« Certains s'obstinent à réclamer « plus d'Europe », même si une grande partie de la crise que traversent les familles et les entreprises découle des choix de Bruxelles, approuvés de manière coupable par les gouvernements Monti, Letta et maintenant Renzi.

[...]

Je crois au contraire que l'histoire est du côté des peuples, plus libres et plus aptes à se reconnaître dans des objectifs communs ; une nouvelle Europe de peuples divers et souverains, à nouveau libres de choisir leur propre destin, solidaires les uns des autres, plus actifs dans l'aide à ceux qui sont vraiment en difficulté. »²⁰¹

Bruxelles est ici désignée comme la responsable des politiques menées dans les pays de l'UE, contribuant à la précarisation des classes les plus populaires et à l'enrichissement de quelques privilégiés. Marine Le Pen appelle ainsi en 2012 à mettre un terme à la « soumission aux banques et à la grande finance »²⁰² :

« La France n'en finit plus de se ruiner pour l'euro et la Grèce. Il faut que cette fuite en avant désastreuse cesse.

Après avoir transféré les dettes des banques vers les États, voilà qu'on prévoit dans les chancelleries européennes de rayer une partie de la dette grecque : comme d'habitude les banques gagnent à tous les coups ! Quelle indécence alors que les peuples souffrent comme jamais.

[...]

Le contribuable français, comme le contribuable allemand et tant d'autres, n'en peut plus. »²⁰³

²⁰¹ *Ibid.*, p. 4.

²⁰² « Grèce et Euro : les Français n'en peuvent plus de payer ! », Communiqué, *Site internet du Rassemblement National*, 21 novembre 2012

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiqués/grece-et-euro-les-francais-nen-peuvent-plus-de-payer/>

[consulté le 14 avril 2019]

²⁰³ *Ibid.*

Malgré tout, ce traitement de la question sociale prend fréquemment la forme d'un protectionnisme voire d'un patriotisme économique, comme cela est parfois défendu par ces mouvements. On retrouve à nouveau l'immigration comme une menace pour l'économie nationale, mais également pour les classes les plus populaires que ces mouvements entendent défendre²⁰⁴. L'Union Européenne est ainsi critiquée puisqu'elle serait un symbole de ce modèle libéral écrasant l'économie des plus modestes au bénéfice d'une « finance internationale » :

« Notre économie, nos emplois, nos industries doivent être protégés. Le dogme de la concurrence libre et non faussée » aboutit au désengagement de l'État de tous les secteurs stratégiques et à l'asservissement de l'économie réelle aux intérêts de la finance internationale. »²⁰⁵

L'Union européenne serait ainsi « la proie d'une virulente idéologie matérialiste, consumériste et post-démocratique »²⁰⁶ qui aurait, à coups de concurrence déloyale, d'harmonisation et de dumping sociaux, des conséquences directes sur le niveau de vie des populations :

« La situation de la France et plus largement des pays de l'Europe occidentale est inquiétante. Le taux de chômage et l'indice de pauvreté en sont des indicateurs sérieux. La désertification des campagnes, le détricotage administratif des territoires, les délocalisations massives, la misère grandissante dans nos territoires, la dilution de notre identité sont autant de manifestations de l'échec des politiques européennes. »²⁰⁷

Selon l'Europe des Nations et des Libertés, il est urgent de mettre un frein aux politiques bruxelloises vantant les mérites d'une harmonisation sociale, qui n'aurait pour conséquence

²⁰⁴ « Ces enjeux occupent une place centrale dans l'offre programmatique des principaux acteurs de la droite radicale populiste européenne. A la faveur de la crise économique de 2008, ces derniers ont stratégiquement accentué leur discours anti-globalisation, nationaliste et protectionniste, adoptant pour certains d'entre eux un agenda de redistribution et de préservation des acquis sociaux contre la « menace » immigrée. », Ivaldi Gilles, « Euroscepticisme, populisme, droites radicales : État des forces et enjeux européens », *L'Europe en formation. Revue d'études sur la construction européenne et le fédéralisme*, Centre international de formation européenne, 2014/3, n°373, p. 17.

²⁰⁵ « Pour une Europe des Nations et des Peuples. Projet – Élections européennes 2019 », *Site internet du Rassemblement National*, op. cit., p. 12.

²⁰⁶ « Consumérisme sans limite ni frontières à l'assaut des identités : Bienvenue dans le marché unique », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°10, décembre 2018, Bruxelles, p. 3.

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 14.

qu'une précarisation des populations d'Europe de l'Ouest²⁰⁸. Cette condamnation de l'« idéologie libre-échangiste » apparaît ainsi être une passerelle entre les mouvements étudiés. Cette idéologie est présentée comme le moteur du système que ces formations condamnent fermement dans leurs discours et publications, et donc ils se disent victimes :

« Cette idéologie libre-échangiste, ou mondialiste, est l'expression d'un rapport au monde : celui des classes privilégiées qui, grâce à leurs capitaux (économiques, mais aussi sociaux, relationnels ou éducatifs et culturels) profitent de la mondialisation et sont protégés de ses effets négatifs. Leurs faits « objectifs », leurs « preuves », ne sont jamais que des arguments servant à justifier leur situation de domination.

Car, à côté de ces classes privilégiées, il y a les classes populaires et les classes moyennes en voie de paupérisation. Ce sont ceux qui ont perdu leur emploi et n'en retrouveront jamais car toutes les industries ont été délocalisées. »²⁰⁹

Le but de cette « oligarchie mondiale » serait, selon le RN, de « réduire l'Europe à un marché à exploiter, des populations à soumettre, des terres à coloniser » au nom de « dogmes économiques devenus une nouvelle religion hostile à la liberté politique des peuples »²¹⁰ :

« Le sentiment de voir les institutions de l'Union Européenne et même certains chefs d'État, se comporter comme les intendants de la ferme mondialisée, chargés d'exploiter l'Europe au mieux d'intérêts étrangers, voire hostiles, explique une grande part de la colère qui monte au sein des peuples européens. »²¹¹

L'Alliance européenne des Nations aurait ainsi vocation à devenir la voix des victimes « du chômage de masse [et des] millions de travailleurs pauvres, ces millions d'Européens qui se lèvent tôt, qui travaillent, mais n'arrivent pas à finir le mois. »²¹² La colère qui monterait

²⁰⁸ « Travailleurs détachés, emplois sacrifiés ! », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°7, octobre 2018, Bruxelles.

²⁰⁹ Florent Gabriel, « La paille et la poutre », *Site internet Les Identitaires*, 9 janvier 2017
Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/01/09/la-paille-et-la-poutre/>
[consulté le 12 avril 2019]

²¹⁰ Rassemblement National, *Pour une Europe des Nations. Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe* « L'Alliance Européenne des Nations », *op.cit.*, p. 23.

²¹¹ *Ibid.*

²¹² *Ibid.*

parmi ces oubliés d'un système à la solde des intérêts économiques de quelques puissants serait ainsi explicable, voire légitime.

On ne peut tenter de définir le traitement de la question sociale par les mouvements étudiés sans évoquer les manifestations des Gilets jaunes survenues en France en 2018, à plus forte raison lorsque celles-ci sont largement commentées par le leader de la Ligue du Nord.

Dès le mois de novembre 2018, Matteo Salvini choisit Twitter pour s'exprimer sur les manifestations françaises. Il se réjouit alors des signes de soutien de la part des « Français fatigués de Macron », commentant alors les propos d'une journaliste de la RAI selon qui plusieurs manifestants scanderaient le nom de Salvini :



Compte Twitter officiel de Matteo Salvini

Emmanuel Macron serait ainsi l'un des représentants de toute une caste politique à la solde des politiques bruxelloises, elles-mêmes dictées par les intérêts de quelques puissants. Reprenant les tweets de soutien et de félicitations apportés par plusieurs personnalités politiques italiennes à Emmanuel Macron à la suite de son élection en 2017, Matteo Salvini voit dans le mouvement des Gilets Jaunes un signe d'espoir pour une nouvelle Europe :

*« Combien de dégâts le PD et les amis de #Macron ont fait à notre beau pays. Heureusement, les Italiens les ont, démocratiquement, chassés par leur vote et n'en veulent plus. 2019 est l'année du défi pour une nouvelle Europe. #giletsjaunes »*²¹³

Si les violences émaillant les manifestations parisiennes ne sont pas justifiées selon le leader de la Ligue lors d'un discours à Rome en décembre 2018, elles sont néanmoins compréhensibles du fait des politiques d'austérité et des nombreuses difficultés économiques qui en découlent :

*« Regardez ce qui se passe en France, ou ce qui se passait en Grèce. Regardez la crise économique que traverse la si puissante Allemagne, l'Espagne ou d'autres pays encore. [...] A Paris, ils manifestent. La violence n'est jamais justifiée, mais qui sème la pauvreté récolte les manifestations. »*²¹⁴

Bruxelles ne serait à nouveau pas étrangère aux difficultés économiques que rencontrent les populations les plus modestes, certains militants de CasaPound se mêlant aux manifestants en décembre 2018. Le drapeau italien et un drapeau européen barré d'une croix rouge symbolisent alors le soutien du mouvement italien aux Gilets jaunes et leur opposition aux politiques de Bruxelles comme le montre cette publication du 8 décembre 2018 sur Facebook.

²¹³ Tweet, *Compte Twitter officiel de Matteo Salvini*, 9 décembre 2018
Disponible ici : <https://twitter.com/matteosalvinimi/status/1071844324831318016>
[consulté le 7 septembre 2019]

²¹⁴ « Matteo Salvini surfe sur la vague « gilets jaunes » à Rome », *Chaîne Youtube d'Euronews*, 9 décembre 2018
Disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=OrbG268kYLI&ab_channel=euronews%28enfran%C3%A7ais%29
[consulté le 7 septembre 2019]



Compte Facebook de CasaPound

Le mouvement romain y assure son soutien au « peuple français des Gilets jaunes contre Macron »²¹⁵, cette présence sur les Champs Élysées en pleine manifestation constituant « le seul moyen d’obtenir un espace sur la télévision publique » selon CPI sur Twitter :

*« Le seul moyen d'obtenir un espace sur la télévision publique est de se rendre en France, de brandir le [drapeau] Tricolore et d'attirer l'attention de la correspondante de la RAI à Paris. Solidarité de CasaPound avec les Gilets Jaunes qui luttent contre la barbarie pro-européenne de Macron. »*²¹⁶

Le mouvement des Gilets jaunes et son cortège de revendications sociales semble ainsi présenter un intérêt certain pour les mouvements italiens étudiés, qui y voient un argument

²¹⁵ « In Parigi in sostegno del popolo francese dei gilet gialli contro Macron. », *Compte Facebook CasaPound Italia*, 8 décembre 2018

Disponible ici :

<https://m.facebook.com/casapounditalia/photos/a.10151837418372842/10156146836242842/?type=3&theater>

[consulté le 16 février 2019]

²¹⁶ « L’unico modo che abbiamo per avere spazio sulla tv pubblica è andare in Francia, sventolare il Tricolore e attirare l’attenzione della corrispondente Rai a Parigi. Solidarietà da parte di CasaPound ai Gilet Gialli che lottano contro la barbarie europeista di Macron. »,

Tweet, *Compte Twitter CasaPound Italia*, 8 décembre 2018

Disponible ici : <https://twitter.com/casapounditalia/status/1071419828127363074>

[consulté le 16 février 2019]

supplémentaire venant alimenter leur critique des politiques de Bruxelles et de leurs opposants politiques.

En France, le FN se saisit très tôt de la question sociale et se présente ainsi, du fait de son statut de parti ayant accédé au second tour de la présidentielle, comme la première force d'opposition au gouvernement formé par Emmanuel Macron.

Déjà en 2017, le parti semble avoir fait de la question sociale l'un des axes majeurs de son argumentaire électoral, en témoigne son opposition à la loi Travail « qui doit saccager la protection des salariés » :

« Nous sommes la seule force de résistance à la dilution de la France, de son modèle social et de son identité.

Nous sommes et nous resterons fidèlement les défenseurs des intérêts du peuple français. [...]

Nous combattons de toutes nos forces les projets délétères du gouvernement qui n'est en place que pour appliquer la feuille de route que lui a envoyée Bruxelles.

Nous contesterons haut et fort la nouvelle loi Travail qui doit saccager la protection des salariés,

Nous nous opposerons sans faillir à la hausse massive de la fiscalité sur les revenus des retraités et des salariés. »²¹⁷

La question sociale s'impose ainsi comme un axe rhétorique majeur pour le parti de Marine Le Pen, en particulier du fait des mesures prises par le nouveau gouvernement, marquées par un fort libéralisme. Afin de crédibiliser le rôle de premier parti d'opposition qu'entend se confier le FN/RN, il convient de se positionner à contre-courant de la politique du gouvernement et ainsi occuper le terrain d'une question sociale délaissée par le parti présidentiel.

Les mesures prises par le nouveau président de la République au lendemain de son élection permettent très rapidement au FN de faire de la question sociale l'un des mots d'ordre de son discours et il apparaît donc tout à fait logique que le parti se saisisse du mouvement des Gilets jaunes.

²¹⁷ Le Pen Marine, *Discours*, 18 juin 2017

Vidéo disponible ici : https://www.francetvinfo.fr/elections/legislatives/video-legislatives-marine-le-pen-condamne-un-terrible-probleme-de-representativite-de-l-assemblee_2242915.html

[consulté le 15 décembre 2019]

Interrogée sur le mouvement des Gilets jaunes et la couleur politique que l'on pourrait associer au mouvement en novembre 2018, Marine Le Pen se défend de toute récupération politique :

*« Moi je ne suis pas là pour politiser le mouvement des Gilets jaunes. Je suis là pour vous parler d'une France qui se sent humiliée par ce qu'on leur a dit en réalité vous n'êtes rien [...] On les humilie et on les culpabilise. »*²¹⁸

Mêlant alors des éléments constitutifs du traitement de la question sociale aux enjeux migratoires, la présidente du RN dresse un bilan de ce qui est selon elle la cause de ce mécontentement cristallisé par le mouvement des Gilets jaunes :

*« Ça fait des années qu'on leur dit « vous ne travaillez pas assez », « vous prenez votre retraite trop tôt », « vous êtes réfractaires aux réformes », « vous êtes pas assez formés », « vous êtes pas assez mobiles », « vous êtes pas assez vivre ensemble ». Au passage on les traite de xénophobes, d'égoïstes [...]. Et aujourd'hui ils viennent dire : « Stop, maintenant ça suffit. La classe politique s'est occupée prioritairement et même exclusivement de toutes les minorités possibles et imaginables [...] Nous, nous sommes la majorité et nous méritons la considération et le respect. »*²¹⁹

Selon Marine Le Pen, le mouvement serait victime d'une injustice dans leur traitement par les autorités, notamment lorsque l'on compare celui-ci aux « milices d'extrême-gauche » qui seraient, selon elle, plus libres de manifester.

La présidente du parti déplore ainsi sur Twitter au mois de novembre 2018 le manque de « bienveillance et de mansuétude » dont bénéficieraient ces groupes, distinguant par la même occasion les Gilets jaunes de l'extrême-gauche.

²¹⁸ « Marine Le Pen soutient la manifestation des « gilets jaunes » », *Chaîne YouTube Europe 1*, 29 novembre 2018

Disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=7-PrNke7RZc&ab_channel=Europe1
[consulté le 8 décembre 2018]

²¹⁹ *Ibid.*



Compte Twitter officiel de Marine Le Pen

La colère des Gilets jaunes serait ainsi compréhensible et donc justifiable d'après Les Identitaires, selon qui le mépris des élites à leur rencontre explique « la grogne de cette France périphérique »²²⁰ :

« Toujours plus matraquées de taxes, les classes moyennes et populaires n'ont pas supporté une énième hausse des prix du carburant, qui s'ajoute aux impôts, aux radars, à l'écotaxe ou encore à la baisse de la vitesse autorisée sur les routes.

Les bobos et les pseudo-élites ne comprennent pas ce ressentiment qui explose enfin. Les gens de nulle part, les vainqueurs de la mondialisation [...] considèrent que les gens de quelque part, enracinés, ceux qui ont besoin de leur voiture, sont des « beaufs », des « ploucs » méprisables, qui ne comprennent pas les bienfaits du supposé progrès. »²²¹

Si la question sociale apparaît indissociable du mouvement des Gilets jaunes, et du traitement qui en est fait par les mouvements étudiés, ceux-ci opèrent toujours un lien avec les

²²⁰ Dubois Thierry, « La colère des gilets jaunes : de la fiscalité à l'identité », *Site Internet Les Identitaires*, 19 novembre 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/11/19/colere-des-gilets-jaunes-de-la-fiscalite-a-lidentite/>

[consulté le 14 août 2019]

²²¹ *Ibid.*

enjeux migratoires. Ainsi, selon Les Identitaires, il convient de ne pas nier la responsabilité de l'immigration dans cette colère de « la France périphérique, la France qui souffre, la France qui travaille et qu'on tond »²²² et « qui évolue hors-radar du champ médiatique et politique depuis plus de 40 ans »²²³ :

*« Le mouvement des gilets jaunes est avant tout une révolte, plus ou moins consciente, contre l'immigration massive. Pourquoi ces hausses des taxes et des impôts, incessantes, si ce n'est pour payer les coûts toujours plus faramineux de l'immigration voulue par les bobos, ceux-là même qui vomissent la France périphérique, la France qui souffre, la France qui travaille et qu'on tond ? »*²²⁴

Les Identitaires assurent ainsi qu'il serait erroné de considérer que les causes de la révolte seraient exclusivement économiques, tant les enjeux migratoires et identitaires sont selon eux indispensables à la compréhension du mouvement. Se défendant, comme Marine Le Pen, de toute récupération, Les Identitaires accusent l'extrême-gauche de vouloir politiser cette révolte :

*« C'était prévisible : l'extrême gauche tente de récupérer le mouvement des gilets jaunes. L'objectif : divulguer l'idée que les causes de la révolte sont exclusivement économiques. [...] Une explication éculée, facile et sans risque qui n'est pourtant que l'écume d'une lame de fond. »*²²⁵

Si Les Identitaires se défendent de toute récupération du mouvement des Gilets jaunes dans les premières semaines, condamnant une politisation effectuée par la gauche et l'extrême gauche, ils affirment au mois de février qu'il s'agirait à n'en pas douter d'une « révolte de droite » :

²²² *Ibid.*

²²³ Martin Clément, « Pourquoi le mouvement des gilets jaunes va continuer », *Site Internet Les Identitaires*, 17 décembre 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/12/17/pourquoi-le-mouvement-des-gilets-jaunes-va-continuer/>

[consulté le 14 août 2019]

²²⁴ Dubois Thierry, *op. cit.*

²²⁵ Raul Cyril, « Gilets jaunes : mettons des mots sur les maux », *Site Internet Les Identitaires*, 3 décembre 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/12/03/gilets-jaunes-mettons-des-mots-sur-les-maux/>
[consulté le 14 août 2019]

« Cette vision déformée des Gilets jaunes est le résultat du travail de sape habituel mené par la gauche et l'extrême gauche. Elles rêvent de retrouver dans ces manifestations un prolétariat français qu'elles ont depuis longtemps abandonné. La réalité est tout autre. Les Gilets jaunes sont bel et bien la première révolte « de droite », enracinée, contre les dérives de la mondialisation et contre un État omniprésent fiscalement mais incapable de répondre aux aspirations des Français ou de les protéger. »²²⁶

L'hétérogénéité manifeste des tendances politiques composant le mouvement des Gilets jaunes rend difficile la détermination d'une couleur politique à appliquer à l'ensemble de ses participants. De l'extrême gauche à l'extrême droite, cette confusion met en évidence une compétition électorale autour de la question sociale. Il apparaît évident, à la lumière des discours et des prises de position des mouvements étudiés sur ces enjeux, que les droites radicales ont fait de la récupération d'éléments de discours traditionnellement employés par la gauche l'un des points d'orgue de leur stratégie de conquête politique. On peut donc se demander comment ces formations entendent se distancier de la gauche lorsque ceux-ci tiennent un discours très similaire ciblant une même catégorie de votants ?

7.2.3. Critique de la gauche et de l'extrême gauche

La critique des partis et mouvements situés à gauche du spectre politique semble être l'une des composantes nécessaires à la crédibilisation du traitement de la question sociale par les mouvements étudiés. Ces mouvements ayant fait de l'emprunt d'éléments de discours de gauche l'une des fondations de leur discours social, on peut se demander comment ils entendent s'en distinguer ? Quels sont les principaux axes critiques des mouvements étudiés à l'encontre de la gauche et de l'extrême gauche, traditionnels tenants d'un discours social que les droites radicales tentent d'investir ?

²²⁶ Moreau Laurent, « Gilets jaunes : une authentique révolte de droite », *Site Internet Les Identitaires*, 11 février 2019

Disponible ici :

<https://www.les-identitaires.com/2019/02/11/gilets-jaunes-une-authentique-revolte-de-droite/>

[consulté le 14 août 2019]

Si la question économique et la critique du modèle libéral constituent un point de convergence majeur avec les discours de gauche²²⁷, les mouvements étudiés s'en distancient notamment en intégrant la question de l'immigration à leur traitement de la question sociale, comme évoqué dans la partie consacrée à la notion de priorité nationale.

Les enjeux migratoires semblent donc constituer le point de divergence majeur entre les droites radicales et les mouvements de gauche dans leur traitement de la question sociale²²⁸.

Comme évoqué précédemment, la critique des politiques de Bruxelles et leur mise en application par les gouvernements successifs alimentent leur rôle d'opposition tout en leur permettant d'insérer la question sociale au cœur de leur stratégie de conquête politique²²⁹.

Le traitement de la question sociale par les droites radicales semble ainsi être d'autant plus réel qu'il constitue une part essentielle de leur argumentaire politique. On assiste donc à un discours social hybride, mêlant éléments de discours empruntés à la gauche et à l'extrême gauche à des notions caractéristiques de la droite et de l'extrême droite.

La question sociale telle que présentée par les mouvements étudiés consiste donc en une association d'idées traditionnellement de gauche, telle que la dénonciation d'une société de plus en plus inégalitaire, la critique des politiques d'austérité et la lutte contre l'évasion fiscale, au discours sur l'immigration absolument indissociable de l'identité de ces mouvements.

Cette proximité avec les discours de gauche sur la question sociale n'est pas sans ambiguïté, d'autant plus lorsque certains mouvements de droite radicale semblent en jouer. L'exemple des références de figures de gauche assumées par CasaPound dans la partie consacrée au mouvement en est un exemple, tout comme la récupération d'une imagerie de gauche par certains mouvements de droite radicales²³⁰.

²²⁷ Della Porta Donatella, *Social Movements in Times of Austerity : Bringing Capitalism Back into Protest Analysis*, New Jersey, John Wiley & Sons, 2015 ; Ayres Jeffrey, « Transnational political processes and contention against the global economy », *Mobilization: An International Quarterly*, n°6, 2001, pp. 55 – 68.

²²⁸ Zhirkov Kirill, « Nativist but not alienated. A comparative perspective on the radical right vote in Western Europe », *Party Politics*, n°20, 2014, pp. 286 – 296.

²²⁹ « Des partis tels que le PVV néerlandais, le FPÖ ou le FN français prétendent aujourd'hui être les meilleurs gardiens de l'État providence ou du pouvoir d'achat des plus modestes, critiquant la conversion des partis de gouvernement à l'austérité imposée par l'UE ou le FMI », Ivaldi Gilles, « Euroscepticisme, populisme, droites radicales : Etat des forces et enjeux européens », *L'Europe en formation. Revue d'études sur la construction européenne et le fédéralisme*, op. cit., p. 17.

²³⁰ « Ce rapport aux groupes engagés est lui-même la transposition du rapport dominé que les jeunes militants de la droite radicale entretiennent au militantisme gauchiste. Se posant en révolutionnaires luttant contre le « système capitaliste mondialisé », les militants NR souffrent qu'en l'état actuel du champ politique « l'excellence révolutionnaire » trouve davantage à s'incarner à l'extrême gauche qu'à l'extrême droite, et que le mouvement altermondialiste paraît bien plus à même de contester le néolibéralisme qu'une mouvance NR groupusculaire et marginale. Ce rapport dominé contribue à expliquer certaines stratégies de présentation de soi [...] ou d'appropriation et redéfinition de thématiques issues de la gauche contestataire – comme

Si une confusion est parfois entretenue, les mouvements de gauche demeurent des adversaires idéologiques et politiques de premier ordre pour les droites radicales, *a fortiori* lorsque celles-ci entendent investir la question sociale. Ainsi, la critique de la gauche apparaît indispensable à la crédibilisation du discours social des droites radicales ainsi qu'à la formulation d'une offre politique différente de celle proposée par les mouvements de gauche et d'extrême gauche.

Cette prise de distance idéologique par rapport à la gauche passe donc non seulement par le prisme migratoire par lequel est traitée la question sociale, mais également par une critique ouverte d'une gauche fréquemment accusée de moralisme et de « bien pensance ».

Les Identitaires font fréquemment usage de cet argument dans les éditoriaux publiés sur le site internet du mouvement. Au sujet de la crise des migrants, Les Identitaires accusent notamment la gauche d'avoir recours au pathos afin de sensibiliser la population :

« Tous ces faits ont été savamment relayés par une gauche pro-migrants dont la mort idéologique ne fait plus de doute. Une gauche zombie à qui il ne reste plus que le pathos comme arme politique. [...] Une posture efficace puisqu'elle fait appel aux sentiments : le recours au pathos a la force de transformer une idée bancale et mortifère en argument quasi-infaillible dans une époque où l'image et l'émotion guident bien souvent les opinions. »²³¹

Cette « gauche morale » aurait ainsi à cœur de défendre les intérêts des populations immigrés au détriment de ceux des « gamins « de souche » qui seront les premiers concernés par cette France de demain que le gouvernement de Macron leur prépare »²³², mêlant alors une fois de plus discours social et critique de l'immigration :

l'écologie [...] la « malbouffe » [...] ou l'altermondialisation – destinées à en détourner les sympathisants. », Mathieu Lilian, « Une musique groupusculaire : le rock identitaire français » dans Mathieu Lilian et Balasinski Justine (dir.), *Art et contestation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, p. 127.

²³¹ Raul Cyril, « Placer l'enfant au centre de nos discours est une nécessité pour combattre la gauche morale », *Site Internet Les Identitaires*, 9 juillet 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/07/09/placer-lenfant-au-centre-de-nos-discours-est-une-necessite-pour-combattre-la-gauche-morale/>

[consulté le 7 septembre 2019]

²³² *Ibid.*

« Celui de la discrimination sur le marché de l'emploi, celui de la violence anti-française justifiée et (donc) excusée à leur encontre, celui de la relégation des territoires de la France périphérique (qui perd ses écoles, ses médecins, ses hôpitaux) au profit des zones REP+. Désavantagés sur le marché de l'emploi, attaqués pour leur couleur de peau, vivant dans des territoires abandonnés... »²³³

Les Identitaires déplorent ainsi une surexposition médiatique des valeurs et notions de gauche, qu'ils entendent déconstruire dans un éditorial consacré. Si « la gauche s'acharne sans cesse à déconstruire, modeler ou redéfinir le sens des mots pour le noyer sous son idéologie », le mouvement identitaire souhaite en faire de même et « déconstruire quelques éléments clés du vieux champ lexical de la gauche »²³⁴. Le sens de la notion de préjugé aurait ainsi, selon Les Identitaires, été dévoyé par la gauche :

« La gauche fustige également sans cesse la notion de « préjugé », qui n'est pourtant ni plus ni moins qu'un jugement préalable, qui peut être bon ou mauvais. [...] Car toute prévention naît d'un préjugé. Il sauve des vies, notamment lorsque l'urgence exige la prise de décision rapide. La notion de préjugé n'est donc pas intrinsèquement mauvaise. »²³⁵

Suivant leur logique de déconstruction des valeurs de gauche, la notion de tolérance « ne recèle[rait] rien de positif en soi » :

« La gauche prône aussi, des manuels d'éducation civique aux allocutions présidentielles, les valeurs de tolérance pour faire accepter l'immigration. [...] Il est synonyme de résignation et de capacité à résister à la souffrance que l'on nous cause. On ne tolère jamais quelque chose de plaisant qui nous enrichit. »²³⁶

« Valeurs de la République », « lutte contre les préjugés » et « tolérance » seraient ainsi « autant de totems sémantiques de la gauche, autant d'expressions ressassées, surannées et vidées de leur sens »²³⁷ dont Les Identitaires déplorent l'omniprésence dans le débat public :

²³³ *Ibid.*

²³⁴ Raul Cyril, « A notre tour de les déconstruire », *Site Internet Les Identitaires*, 21 janvier 2019
Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2019/01/21/a-notre-tour-de-les-deconstruire/>
[consulté le 7 septembre 2019]

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ *Ibid.*

« C'est encore autour de ce champ lexical que les polémistes débattent, que les journalistes questionnent, que les politiques condamnent. Une grille sémantique qui permet de faire encore fonctionner le vieux logiciel périmé de la gauche dans l'inconscient collectif grâce aux forces du langage et du vocabulaire. »²³⁸

Cette critique des mouvements de gauche est également présente chez CasaPound, qui accuse ceux-ci de faire le jeu du modèle libéral que le mouvement romain critique. Les paroles de « Fronte dell'essere » par ZetaZeroAlfa dépeignent une gauche prête à abandonner ses principes afin de servir ses propres intérêts, et délaissant par la même ceux des plus modestes :

*« Colporteurs de tumeurs
de la déesse démocratie
La racaille rouge progressiste
qui se vante d'être avant-gardiste
Toujours prête à se vendre
pour la carrière ou par lâcheté !
[...]
Vous êtes de faux rebelles
de l'industrie du marché »*²³⁹

La gauche serait ainsi complice du système politique que ces mouvements récusent. Plus encore, les mouvements et partis de gauche participeraient, activement ou non, à l'application des politiques libérales que le discours social des mouvements étudiés condamne et présente comme la cause du délitement de la situation économique des plus modestes. Selon Marine Le

²³⁸ *Ibid.*

²³⁹ « Venditori di tumori
della dea democrazia
Feccia rossa progressista
che ti vanti d'avanguardia
Sempre pronta a venderti
per carriera o codardia!
[...]
Falsi voi falsi ribelli
dell'industria del mercato »
« Fronte dell'essere », Site internet de ZetaZeroAlfa
Paroles disponibles ici : <https://zetazeroalfa.org/fron-te-dellessere/>
[consulté le 7 janvier 2021]

Pen, « Emmanuel Macron gouverne avec cette gauche et cette droite qui ont échoué depuis quarante ans », ajoutant qu'elle et son parti n'ont « aucune responsabilité dans la situation de la France actuelle » contrairement à ses opposants politiques :

« Aucune responsabilité dans le chômage de masse, aucune dans l'insécurité galopante, aucune dans la situation de ces un Français sur deux qui gagnent moins de 1700 € par mois et qui sont écrasés d'impôts »²⁴⁰

Selon Les Identitaires, la gauche et les syndicats seraient « largement responsables de la situation désastreuse dans laquelle se trouve une partie des classes moyennes et populaires françaises et ne représentent plus personne »²⁴¹.

Le mandat de François Hollande, candidat du Parti Socialiste lors des élections présidentielles de 2012, apparaît comme un axe rhétorique majeur du discours social du RN. Présentant le monde de la finance comme son adversaire lors de la campagne présidentielle, le bilan du quinquennat de François Hollande traduit selon Marine Le Pen une tout autre réalité. Reprenant cette formule de François Hollande lors d'un discours donné au Bourget en mai 2017, la présidente du FN désigne toujours « le monde de la finance » comme « le véritable adversaire du peuple français ». Cette finance est alors présentée comme la réelle force de gouvernement, et ce qu'importe le parti au pouvoir :

« Mon véritable adversaire, il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera jamais élu et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. »²⁴²

Critiquant son adversaire lors des élections de 2017, Marine Le Pen voit dans l'ancien ministre de l'Économie sous le quinquennat de François Hollande le candidat des intérêts de cette finance qu'elle condamne. Ainsi, le débat de l'entre-deux tours permet à la candidate de

²⁴⁰ « Marine Le Pen soutient la manifestation des « gilets jaunes » », *Chaine YouTube Europe 1*, 29 novembre 2018, *op. cit.*

²⁴¹ Moreau Laurent, « Gilets jaunes : une authentique révolte de droite », *op. cit.*

²⁴² « Marine Le Pen s'attaque au « monde de la finance » : « Cette fois il a un nom, il s'appelle Emmanuel Macron » », *France Info*, 1^{er} mai 2017

Disponible ici : https://www.francetvinfo.fr/politique/front-national/video-marine-le-pen-s-attaque-au-monde-de-la-finance-cette-fois-il-a-un-nom-il-s-appelle-emmanuel-macron_2170570.html

[consulté le 12 janvier 2019]

se présenter comme la seule véritable opposition aux intérêts de cette finance, défendus lors du quinquennat du président socialiste :

« Monsieur Macron est le candidat de la mondialisation sauvage, de l'ubérisation, de la précarité, de la brutalité sociale, de la guerre du tous contre tous, du saccage économique, notamment de nos grands groupes, du dépeçage de la France par les grands intérêts économiques, du communautarisme, et tout cela piloté par Monsieur Hollande, qui est à la manœuvre maintenant, de la manière la plus claire qui soit. »²⁴³

La gauche de gouvernement est ainsi accusée d'abandonner son discours social, dans la mesure où celui-ci apparaît en contradiction avec les intérêts de quelques puissants dictant leur politique une fois au pouvoir.

Matteo Renzi et le Parti Démocrate n'échappent pas à cette critique de la part de la Ligue qui fait de l'abrogation de la loi Fornero l'un des piliers de son réquisitoire.

Selon Matteo Salvini à Pontida, « l'objectif est de changer l'Europe en donnant la parole à ces peuples qui ont été écrasés par ceux qui ne se préoccupaient que du sort de la finance et des multinationales et nous offraient un avenir de précarité et de peur. »²⁴⁴ Le leader de la Ligue rappelle à l'occasion de ce discours l'opposition de son parti à la loi Fornero, « une loi injuste, inhumaine », et qui constitue à ce titre l'un des axes majeurs du discours social de la Ligue pendant des années, en témoigne ce tract de 2015.

²⁴³ « Débat télévisé entre M. Emmanuel Macron, et Mme Marine le Pen, candidats à l'élection présidentielle 2017, le 3 mai 2017, sur les projets et propositions des deux candidats », *Vie publique*, 3 mai 2017

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/203174-debat-televisé-entre-m-emmanuel-macron-et-mme-marine-le-pen-candidats>

[consulté le 12 janvier 2019]

²⁴⁴ « l'obiettivo è cambiare l'Europa dando voce a quei popoli che sono stati stroncati da chi aveva solo a cuore le sorti della finanza e delle multinazionali e ci ha offerto un futuro di precarietà e di paura. »

« Matteo Salvini a Pontida, il discorso integrale dal palco del raduno leghista », *Bergamo News. Quotidiano online*, 1er juillet 2018

Disponible ici : <https://www.bergamonews.it/2018/07/01/matteo-salvini-pontida-discoorso-integrale-dal-palco-del-raduno-leghista/285598/>

[consulté le 22 Mai 2020]

**CANCELLIAMOLA
CON UNA FIRMA**



**FIRMA IL NOSTRO REFERENDUM
ABROGAZIONE DELLA LEGGE FORNERO**

☎ 02 66.234.234

WWW.VIENIAFIRMARE.ORG

**DOMENICA
25 MAGGIO**



**VOTA
LEGA NORD**

Source : site officiel de la Ligue du nord

Dans le cadre de sa campagne « de la parole aux actes » lors des élections européennes de 2019, l'abrogation de la loi Fornero figure parmi les actions politiques dont se vante le parti.



Source : site officiel de la Ligue du nord

La Ligue se rapproche ainsi clairement sur cette question de positions traditionnellement tenues par les partis de gauche et entend défendre les intérêts des travailleurs « face à ces bavards qui, n'ayant jamais passé tant d'années de leur vie à l'usine, disent qu'on peut continuer à travailler »²⁴⁵. Matteo Salvini désigne clairement l'application des politiques de Bruxelles par le gouvernement italien comme les responsables des difficultés que connaissent les populations, « victimes de règles fiscales folles ».

Le rôle d'opposition dans lequel se trouve alors la Ligue, similaire à celui que connaît toujours le Rassemblement National, explique cette critique des politiques portées par les partis au pouvoir, qu'ils soient de gauche ou non. Il convient cependant de proposer une offre politique différente des autres mouvements de gauche se trouvant dans l'opposition, condamnant également un traitement lacunaire de la question sociale par les forces au pouvoir.

²⁴⁵ *Ibid.*

Si les deux forces d'opposition majeures que sont la Ligue et le Mouvement Cinq Etoiles s'allient au sein d'une même coalition de gouvernement à la suite des élections de 2018, la situation française est pour le moins différente.

Interrogée sur la possibilité d'un rapprochement sur le modèle italien avec le parti de gauche d'opposition de Jean-Luc Mélenchon en 2018, Marine Le Pen cite rapidement l'immigration comme principale source de désaccord, et d'échec annoncé d'une telle alliance :

« Ça me paraît en l'occurrence plus compliqué. Pour une raison simple, c'est que nous sommes tout à fait divergents sur le sujet de l'immigration [...] Il n'en demeure pas moins que c'est révélateur de ce que je défends depuis des années, à savoir la recomposition de la vie politique dans chacun des pays d'Europe. »²⁴⁶

Si Marine Le Pen reconnaît des similarités sur le plan économique et social avec les mouvements de gauche, elle met également en avant certaines divergences, à commencer par le traitement de l'immigration. Le discours tenu par la gauche d'opposition serait ainsi dangereux dans la mesure où il accorderait une importance moindre aux enjeux sécuritaires. La gauche de gouvernement serait ainsi assujettie aux intérêts dictés par l'ultralibéralisme, la gauche d'opposition serait quant à elle trop idéaliste et moralisatrice.

En tentant de décrédibiliser le discours social tenu par les partis et mouvements de gauche et d'extrême gauche, les mouvements étudiés entendent se présenter comme les seuls véritables tenants de ce discours. La critique de la gauche apparaît donc tout aussi nécessaire dans cette entreprise que l'est celle du libéralisme et de la mondialisation.

Si la critique du libéralisme débridé et la défense d'un État-Providence sont certes conditionnées par des enjeux identitaires, elles semblent porter leurs fruits électoraux lorsque l'on se penche sur la progression qu'enregistrent les partis étudiés. Par ailleurs, ce discours social permet de nourrir la critique du système politique, économique et médiatique qui est également central à la compréhension de ces mouvements.

²⁴⁶ « L'Émission politique : Macron 1 an Le Verdict (France 2) », *Chaîne Youtube L'Émission politique*, 17 mai 2018
Disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=N83f6Xkjm8g&ab_channel=L%E2%80%99Emissionpolitique
[consulté le 3 juillet 2019]

Le discours social des droites radicales semble donc hybride, entre un programme économique et social fruit d'emprunts aux discours de gauche, et maintien d'une dimension nationaliste prégnante.

7.3. La politique des mœurs de ces mouvements

Après nous être intéressés au traitement de l'immigration puis de la question sociale par les mouvements étudiés, il semble pertinent de se demander s'il est possible de dessiner les contours du modèle sociétal que souhaitent ces derniers. Pour ce faire, s'interroger sur la politique des mœurs prônée par ces mouvements étudiés, en choisissant plusieurs thèmes, semble être un moyen de mettre en évidence, toujours dans une démarche comparative, d'éventuelles passerelles idéologiques.

Il n'est pas question de proposer une étude exhaustive du traitement de la politique des mœurs par ces mouvements, mais de choisir des thèmes récurrents au sein de leur discours et d'en proposer une analyse.

Ayant déjà démontré que la critique de l'Islam est l'un des axes discursifs majeurs et communs aux mouvements étudiés, il convient de s'interroger sur le rapport à la religion entretenu par ceux-ci. Par ailleurs, la question des droits de la communauté LGBTQIA+²⁴⁷ apparaît indubitablement comme l'un des principaux sujets de société marquant le débat public sur la période étudiée, et mérite à ce titre que l'on y consacre une partie. Enfin, une étude des discours et prises de position des mouvements étudiés sur la question des droits des femmes permet de nous renseigner sur le rôle que ceux-ci attribuent à la femme au sein de la société.

7.3.1. Rapport à la religion

On ne peut nier de réelles divergences dans le rapport à la religion revendiqué par les mouvements étudiés, notamment la Ligue et le Rassemblement National. Outre cette dimension partisane, le rapport à la religion est d'autant plus différent qu'il semble lié à la place substantielle occupée par la religion catholique en Italie²⁴⁸. Si l'identité nationale construite par le parti italien ne semble pas se départir d'une dimension catholique prégnante, cela est nettement moins évident pour le Rassemblement National qui promeut avant tout un

²⁴⁷ L'acronyme LGBT fait référence à Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender/Transsexuel. Le signe a depuis évolué pour tenir compte de davantage de catégories de populations constituant des minorités dont il convient de défendre les droits. Ainsi, on note l'ajout des termes Queer/Questioning, Intersex et Asexual/Agender, et l'évolution du sigle anglophone vers LGBTQIA+. Le + fait ici référence aux autres catégories n'étant pas explicitement nommées.

²⁴⁸ Ivaldi Gilles et Lanzone Maria Elisabetta, « De l'usage politique du peuple Padano. La construction d'identité par la Ligue du Nord », *Cahiers d'Etudes Romanes*, op. cit., p. 513.

attachement à des valeurs républicaines, *a fortiori* dans le cadre de la stratégie de normalisation instaurée par le parti²⁴⁹.

Ainsi, les variations de discours entre la Ligue et le RN sur ces enjeux ne sont sans doute pas étrangères aux nuances dans le rapport à la religion entre la France et l'Italie.

Cependant, au-delà d'une réelle dimension religieuse, le parti français comme le parti italien semblent promouvoir la religion catholique dans sa dimension culturelle et civilisationnelle. Cet aspect de leur idéologie est particulièrement visible lorsque ceux-ci revendiquent ce que seraient les valeurs de cette religion, en premier lieu en se présentant comme de fervents défenseurs de la famille traditionnelle.

Dans le cas de la Ligue du Nord, le parti fait déjà référence à des considérations religieuses dans le cadre de sa réorientation idéologique visant à nationaliser ses ambitions. Ainsi, il en est question dans le projet de loi visant à lutter contre l'immigration dès le mois de mars 2000. Selon Umberto Bossi :

« L'immigration est un instrument que le gouvernement italien est en train d'utiliser, en concertation avec les autres gouvernements de centre-gauche, avec le but de faire venir des immigrés afin d'anéantir l'identité des peuples ! [...] Ce que l'on voit en regardant ces images d'embarcations pleines de gens entassés, c'est le visage le plus violent de ce nationalisme rouge qui entend détruire l'identité et les religions. »²⁵⁰

Il serait donc absolument nécessaire selon lui de préserver l'identité italienne, mais également le rôle joué par la religion au sein de la société. Le maintien de la place centrale occupée par la religion dans le discours du parti après le départ d'Umberto Bossi et l'arrivée de Matteo Salvini à sa tête semble révéler que cela constitue un aspect essentiel à l'idéologie du parti.

Matteo Salvini s'appuie sur « l'Évangile » en février 2018, soit peu de temps avant les élections le portant au pouvoir, afin de donner des gages de sa bonne foi :

²⁴⁹ Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *Les droites extrêmes en Europe*, *op. cit.*, p. 236.

²⁵⁰ Bossi Umberto, *Discours à Ponte di Legno*, 14 août 2000, cité dans Gilles Ivaldi et Maria Elisabetta Lanzone. « De l'usage politique du peuple Padano. La construction d'identité par la Ligue du Nord », *op. cit.*, p. 511.

« Avant de le faire de manière institutionnelle, aujourd'hui, avec mon cœur, devant vous, je m'engage et jure d'être fidèle à mon peuple, aux 60 millions d'Italiens, à vous servir avec honnêteté et courage, en appliquant la Constitution et en suivant les enseignements de l'Évangile

#PRIORITEAUXITALIENS »²⁵¹

Ce faisant, Matteo Salvini se présente respectueux des institutions, des traditions politiques et religieuses, mais également de la population italienne dans sa totalité, et plus seulement des Italiens du Nord que la Ligue entendait représenter jusqu'alors.

Le rapport à la religion semble ainsi être l'un des éléments constitutifs de l'entreprise de nationalisation des ambitions politiques du parti. Si le parti régionaliste préfère à ses débuts les références au « Dieu Pô » en exaltant les racines celtiques des peuples de Padanie, cela disparaît à mesure que le parti entend étendre son influence politique au-delà des territoires du Nord.

Le rôle joué par l'argument religieux dans la stratégie de conquête politique de Matteo Salvini est d'autant plus visible lorsque celui-ci annonce au début de l'année 2018, vouloir prêter serment sur la Constitution ainsi que sur les Évangiles²⁵².

La religion catholique semble donc devoir être considérée par la Ligue comme un élément d'identification de la communauté nationale que le parti entend représenter, notamment dans le cadre de sa stratégie de nationalisation. Cela n'empêche pas certaines divergences avec les positions officielles de l'Église, notamment au sujet de l'immigration. Matteo Salvini déclare ainsi que la charité vis-à-vis des migrants serait un signe de faiblesse ainsi qu'une aide à l'« africanisation de l'Europe »²⁵³.

Le rapport à la religion qu'entretient CasaPound Italia est pour le moins nettement plus distant, le mouvement réaffirmant ce faisant une dimension militante et associative laïque,

²⁵¹ « #Salvini : Prima di farlo istituzionalmente, oggi, col cuore, davanti a voi, mi impegno e giuro di essere fedele al mio popolo, ai 60 milioni di italiani, di servirvi con onestà e coraggio, applicando la Costituzione e seguendo gli insegnamenti del Vangelo #PRIMAGLIITALIANI », Tweet, *Compte Twitter officiel de Matteo Salvini*, 24 février 2018

Disponible ici : <https://twitter.com/matteosalvinimi/status/967427294070476800>

[consulté le 8 septembre 2019]

²⁵² Jozsef Eric, « Matteo Salvini : l'irrésistible ascension du « Capitaine » », *Libération*, 7 avril 2019

Disponible ici : https://www.liberation.fr/planete/2019/04/07/matteo-salvini-l-irresistible-ascension-du-capitaine_1719959/

[consulté le 6 juin 2019]

²⁵³ Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *Les droites extrêmes en Europe*, op. cit., p. 218.

indissociable de son identité. Ainsi, le mouvement adresse cette question dans la FAQ disponible sur son site internet et se revendique « laïc et non confessionnel » :

« CPI est un mouvement laïc et non confessionnel. Il respecte chaque croyance et chaque voie d'accès au sacré [...] d'un point de vue plus politique, nous disons que quiconque partage ses programmes, ses idées, ses styles et son langage peut adhérer à CPI, et ce quelles que soient ses croyances religieuses. Ne peut en revanche pas rejoindre CPI toute personne croyant pouvoir poursuivre sous notre bannière une politique confessionnelle, bigote, réactionnaire et lobbyiste. »²⁵⁴

CasaPound condamne ainsi en 2017 le Pape François, dont l'influence sur la politique italienne est perçue par Gianluca Iannone comme injustifiée. Le Pape, et plus généralement la religion qu'il représente, serait ainsi un « agent extérieur », et devrait se comporter comme tel, en particulier au sujet de l'immigration :

« Il fait son travail mais je ne comprends pas pourquoi le chef d'une autre nation en appel toujours à augmenter les immigrants dans les autres pays. Pour l'Italie, c'est un agent extérieur et il devrait se comporter ainsi. Qu'il pense à l'au-delà, ici-bas nous y penserons sans lui. »²⁵⁵

Interrogé sur une composante « anti-chrétienne » qu'aurait son mouvement, Gianluca Iannone se défend de toute opposition de principe à l'égard de la religion chrétienne et rappelle la défense de la laïcité prônée par CPI :

« Tout au plus pré-chrétien. Nous sommes persuadés que la religion ne regarde que l'intimité de chaque individu. Nous ne tolérons pas les ingérences, nous sommes un État laïc. »²⁵⁶

Ces positions sont en droite ligne avec celles défendues par Ezra Pound, ce dernier n'affichant aucune croyance mais se faisant fort d'un respect pour la culture et la civilisation

²⁵⁴ « CPI è un movimento laico e non confessionale. Rispetta ogni credo e ogni via d'accesso al sacro come percorso individuale. Da un punto di vista più politico diciamo invece che può aderire a CPI chiunque ne condivide programmi, idee, stili, linguaggi, a prescindere dal suo credo religioso. Non può invece aderire a CPI chiunque creda di poter perseguire sotto le nostre insegne una politica di stampo confessionale, bigotto, reazionario, lobbistico. », « Foire aux Questions », *Site Internet de CasaPound*.

²⁵⁵ « Gianluca Iannone (CasaPound) : « Nous faisons peur » », *Breizh-Info, op. cit.*

²⁵⁶ *Ibid.*

catholique. Ainsi, le discours de CPI rappelle sous certains aspects celui de l'écrivain dont il tire son nom, selon qui la religion catholique devrait être comprise comme un modèle de vie en communauté, davantage inspirée des traditions que de la foi pure²⁵⁷.

Fidèle à cette conception de la religion catholique, le mouvement milite pour une suppression des privilèges fiscaux accordés aux églises catholiques en Italie :

*« Suppression des privilèges fiscaux en faveur de l'Église catholique, en excluant uniquement les bâtiments utilisés exclusivement pour le culte, et les grandes coopératives, qui ne sont plus en accord avec le principe de mutualité. »*²⁵⁸

Le rapport qu'entretient le FN/RN à la religion catholique semble donc plus proche de CasaPound que de la Ligue, du moins lorsque l'on s'intéresse aux prises de position officielles de ces mouvements. On ne peut ici, à nouveau, occulter l'asymétrie dans le rapport à la religion entretenu par les deux pays et ce bien que le FN/RN compte de nombreux électeurs issus d'un milieu catholique traditionnel et pratiquant depuis des années²⁵⁹.

Malgré tout, le parti entend défendre les « racines chrétiennes » de la France, et plus généralement de l'Europe, tout en se déclarant attaché au principe de laïcité. Le RN appelle ainsi à « réformer l'enseignement de la France, de son histoire, de sa culture, de ses racines chrétiennes et de la laïcité »²⁶⁰ :

« L'enseignement civique doit, lui aussi, être revitalisé. Il est essentiel d'expliquer, par exemple, de quel processus est née la laïcité française. [...] Dans cette période de tension, il est de notre devoir de réaffirmer l'importance de l'instruction publique et de la mettre au

²⁵⁷ « Pound's attitude toward the Catholic Church is a curiously ambivalent one somewhat resembling that of Charles Maurras. He does not accept Christianity as true and insists that Christ was socially irresponsible. [...] It is as a human society that Pound respects the Church, as a society which admits of beauty and seeks justice on earth », Ferkiss Victor C, « Ezra Pound and American Fascism », *The Journal of Politics*, 1955, Vol.17(2), p. 179.

²⁵⁸ « Eliminazione dei privilegi fiscali a favore di Chiesa cattolica, con esclusione dei soli edifici destinati esclusivamente al culto, e grandi cooperative che del principio di mutualità non hanno più alcuna caratteristica. », « Il Programma », *Site Internet de CasaPound Italia*
Disponible ici : <https://www.casapounditalia.org/il-programma/>
[consulté le 4 décembre 2018]

²⁵⁹ Schain Martin, « L'impact du Front National sur le système politique français », dans Perrineau Pascal (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, p. 296.

²⁶⁰ Asile / Immigration. Stopper, proposer et agir !, *op. cit* , pp. 32 – 33.

*centre de notre action politique pour qu'elle redevienne cette machine à créer des citoyens. »*²⁶¹

La défense de la laïcité affichée par le RN n'est donc pas étrangère à son discours sécuritaire au sein duquel l'Islam joue un rôle prégnant. Dans un discours donné à Nantes en 2012, Marine Le Pen présente la laïcité comme le moyen le plus efficace pour lutter contre l'« islamo-gauchisme » qu'elle condamne et encourager l'« assimilation » :

*« Pour combattre l'islamo-gauchisme, je veux que l'école de la République redevienne l'école de la citoyenneté, l'école de l'assimilation de tous les Français dans une même nation. Je veux une école qui respecte la laïcité, la neutralité politique et religieuse. »*²⁶²

Qu'il s'agisse de Matteo Salvini ou de Marine Le Pen, tous deux divorcés et non pratiquants, leur parcours personnel importe peu dans le rapport à la religion qu'entretiennent leurs partis. Si nous avons vu que ceux-ci ne sont pas comparables, et sont grandement influencés par la place de l'Église dans leur pays respectif, tous deux exaltent malgré tout les racines chrétiennes des peuples d'Europe.

Ainsi, malgré des divergences notables sur le lien entre religieux et politique, tous deux s'accordent sur les dimensions culturelle et civilisationnelle que revêtent ces racines chrétiennes dont ils entendent se faire les défenseurs.

Si Les Identitaires font également de la défense des valeurs civilisationnelles qui seraient tirées de la religion catholique l'un des éléments indissociables de leur discours, leur rapport à la religion semble nettement plus assumé que celui du FN/RN. Bien que la culture et la civilisation catholique soient sans conteste des traits de l'identité dont ils entendent se faire les défenseurs, le mouvement n'hésite pas à saluer l'action des militants catholiques, notamment dans leur opposition aux projets de loi autorisant la PMA²⁶³/GPA²⁶⁴ aux couples homosexuels ainsi qu'aux femmes seules.

²⁶¹ *Ibid.*

²⁶² Le Pen Marine, *Discours à Nantes*, 25 mars 2012.

²⁶³ Procréation médicalement assistée.

²⁶⁴ Gestation pour autrui.

La Manif pour tous, d'abord opposée au mariage des couples homosexuels puis à la PMA/GPA, est ainsi composée selon Les Identitaires d'un « noyau militant [...] issu du monde catholique » :

« La démonstration de force de La Manif pour tous, le dimanche 6 octobre dernier, a rassemblé près de 600 000 personnes contre la procréation médicalement assistée et la gestation pour autrui. Premier constat qui s'impose : le sujet mobilise toujours les passions des opposants, dont le noyau militant est issu du monde catholique. [...] »

Force est de constater que les catholiques peuvent encore faire trembler la capitale avec des mobilisations monstres qui dépassent, en effectifs de manifestants, les cortèges syndicaux, féministes, écologistes ou pro-clandestins qui monopolisent l'attention des journalistes. »²⁶⁵

Le Mariage pour tous, suivi de la loi portant sur la PMA, sont deux sujets de société ayant mobilisé les deux mouvements français étudiés. Ceux-ci se rejoignent ainsi dans une même opposition à l'encontre de ce qui constituerait selon eux une atteinte aux valeurs qu'ils défendent. Il convient néanmoins de souligner que si l'opposition affichée par le mouvement identitaire est clairement revendiquée, ces enjeux ont laissé apparaître plusieurs tendances internes au sein du FN/RN.

7.3.2. *Manif pour tous et droits LGBTQIA+*

La communauté LGBTQIA+, première concernée par le Mariage pour tous mais également dans une moindre mesure par la loi autorisant la PMA aux couples homosexuels et aux femmes seules, est davantage présentée comme un groupe de pression par Les Identitaires. Ces derniers défendent l'idée selon laquelle celle-ci appartiendrait à la même gauche moralisatrice et bien-pensante qu'ils dénoncent et qui monopoliserait l'attention médiatique. Durant les manifestations des Gilets jaunes, le mouvement identitaire met clairement en opposition le mouvement né à la fin de l'année 2018 et un discours de gauche, au sein duquel s'insérerait la défense des droits LGBTQIA+ :

²⁶⁵ Martin Clément, « La PMA et le combat identitaire : les leçons à tirer », *Site Internet Les Identitaires*, 21 octobre 2019

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2019/10/21/la-pma-et-le-combat-identitaire-les-lecons-a-tirer/>

[consulté le 13 janvier 2020]

« Qualifiée de « profonde », « périphérique » ou « oubliée », cette France fait la Une ces deux dernières semaines. Depuis quelques jours, l'actualité médiatique n'est plus axée sur les « petites phrases », les lubies de bobos, des LGBT et de l'entre soi parisien. »²⁶⁶

Ce faisant, Les Identitaires semblent présenter la défense de ces droits et les débats de société qui en découlent comme des « lubies », des « modes éphémères » auxquelles l'État se doit de poser des limites, notamment en ce qui concerne la PMA :

« Est-ce à dire que les moyens techniques sont mauvais ? Non, à condition de rétablir la liberté politique qui consiste, parfois, pour un État, à corriger les modes éphémères en termes de mœurs et non à les subir. Des limites à l'idéologie libertaire peuvent être posées. »²⁶⁷

Ainsi, leur opposition semble motivée par des considérations culturelles et civilisationnelles dans la mesure où la PMA, mais également le couple homosexuel, seraient contraires au modèle familial qu'ils défendent. Profitant également de cet éditorial pour critiquer l'immigration, leur conception de la famille, fondée sur le « couple helléno-chrétien » serait ainsi la seule à pouvoir « assurer le bien commun » :

« Oui à la famille mais quel modèle de famille assure le bien commun ? Le foyer afro-musulman qui dilue la responsabilité des parents dans le tribalisme de quartier ou bien l'équilibre du couple helléno-chrétien, association équitable de deux êtres complémentaires, à l'instar de saint Joseph et Marie ou d'Hector et Andromaque ? »²⁶⁸

Ce serait donc nier les valeurs civilisationnelles, mais également les lois naturelles, que d'étendre l'autorisation de la PMA. Intégrer et reconnaître les droits d'autres modèles familiaux que celui que prône le mouvement participerait ainsi d'un « déracinement » :

« Le combat anti-PMA/GPA s'oppose au déracinement engendré par un mode de reproduction qui exclut le foyer et la famille stable de l'équation, remplacés par un binôme de

²⁶⁶ Raul Cyril, « Gilets jaunes : mettons des mots sur les maux », *op. cit.*

²⁶⁷ Martin Clément, « La PMA et le combat identitaire : les leçons à tirer », *op. cit.*

²⁶⁸ *Ibid.*

*jouisseurs égoïstes comblés par des politiques en mal d'image de marque et l'industrie de la santé. C'est bien l'enjeu des racines qui est au cœur de ce combat. »*²⁶⁹

C'est sur cette même notion de racines, sur laquelle se fonde leur conception de la famille, que semblent se rejoindre les deux mouvements français étudiés. Louis Aliot souligne ainsi que « le FN rappelle son attachement aux fondements du mariage qui doit rester l'union entre un homme et une femme. »²⁷⁰

Les racines et valeurs énoncées dans la partie dédiée au rapport à la religion du parti semblent être les mêmes motivant l'opposition du parti au mariage homosexuel ainsi qu'à la loi sur la PMA.

Le mouvement publie un communiqué au sujet de la venue de Marion Maréchal à l'Université d'été de la Sainte-Baume et des protestations de plusieurs évêques selon qui les valeurs du parti seraient incompatibles avec celles défendues par l'Église catholique. Selon le député européen Gilles Lebreton, c'est en réalité sur leur vision de la famille que se rejoignent leurs positions :

*« Comme l'Église, le FN défend le modèle de la famille traditionnelle constituée par l'union d'un homme et d'une femme. C'est pourquoi, contre le PS et une large partie des Républicains, il a protesté contre le « mariage pour tous ». Comme l'Église, le FN défend la dignité de la personne humaine. C'est pourquoi, contre les tergiversations du PS et des Républicains, il refuse avec fermeté qu'on légalise la gestation pour autrui (GPA), qui transforme l'enfant et le corps humain en marchandises. »*²⁷¹

Afin de justifier son opposition au texte de loi voté durant le quinquennat de François Hollande autorisant le mariage aux couples homosexuels, Marine Le Pen affirme que celui-ci ne serait pas en adéquation avec la volonté du peuple français. Bien au contraire, le Mariage pour tous serait plutôt un témoignage de la pression exercée par la communauté LGBTQIA+ :

²⁶⁹ *Ibid.*

²⁷⁰ Aliot Louis, « Le mariage doit rester entre un homme et une femme », Communiqué, *Site Internet du Rassemblement National*, 13 novembre 2011
<https://rassemblementnational.fr/communiques/le-mariage-doit-rester-l%e2%80%99union-entre-un-homme-et-une-femme/>

[consulte le 13 mars 2021]

²⁷¹ Lebreton Gilles, « L'Église normalise ses relations avec le Front National », Communiqué, *Site Internet du Rassemblement National*, 28 août 2015

<https://rassemblementnational.fr/communiques/leglise-normalise-ses-relations-avec-le-front-national/>

[consulté le 13 mars 2021]

« Les lobbies communautaristes ont-ils remplacé le peuple français comme seul souverain de la République ?

Voilà ce qu'a tristement prouvé hier François Hollande en acceptant de se faire sermonner à l'Élysée par l'association « Inter-LGBT », qui ne représente qu'elle-même, et en acceptant de lui obéir en retirant ses propos sur la liberté de conscience laissée aux maires concernant le mariage homosexuel.

François Hollande a montré une nouvelle fois que les gouvernements de la France sont aux ordres des lobbies et qu'ils sont dans une idéologie communautariste à l'opposé de notre idéal national. »²⁷²

Dans ce communiqué, le parti accuse ainsi le gouvernement socialiste d'avoir, à travers ce texte de loi, cédé à la volonté de « lobbies communautaristes » et réaffirme son opposition au Mariage pour tous :

« Marine Le Pen demande au chef de l'État de sortir des logiques ultra communautaires et de se souvenir qu'il doit défendre l'intérêt général. Elle rappelle son opposition au mariage homosexuel. »²⁷³

Si la ligne du FN semble claire lors du vote de ce texte de loi, l'absence de Marine Le Pen lors de la manifestation de décembre 2013 à laquelle participent pourtant plusieurs cadres du parti, pose question. Lors de ce rassemblement visant à contester la légitimité du mariage de couples homosexuels, sont présents Marion Maréchal, Gilbert Collard, Bruno Gollnisch ainsi que Louis Aliot. On note néanmoins l'absence des deux principales figures du parti, à savoir sa présidente et son vice-président, Marine Le Pen et Florian Philippot.

Interrogée sur d'éventuels désaccords internes sur la question, Marine Le Pen nie toute forme de division lors de ses vœux à la presse pour l'année 2013 :

²⁷² Le Pen Marine, « Mariage homosexuel : la lobbycratie ne doit pas remplacer la démocratie ! », Communiqué, *Site Internet du Rassemblement National*, 22 novembre 2012
Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiqués/mariage-homosexuel-la-lobbycratie-ne-doit-pas-remplacer-la-democratie/>

[consulté le 13 mars 2021]

²⁷³ *Ibid.*

« Il n'y a pas de division au FN, ni sur le fond d'ailleurs, ni la forme [...] Justement, parce que je suis la chef du parti, je dois pouvoir, par mon absence, lancer un message politique aux Français [...] pour donner un éclairage sur le piège monté en accord entre le PS et l'UMP. Ça n'a aucune conséquence sur le fond : le FN est contre le mariage homosexuel et l'adoption. »²⁷⁴

On retrouve une situation similaire en 2016, lorsque Marine Le Pen ne participe pas à un nouveau rassemblement auquel sont pourtant présents Gilbert Collard et Louis Aliot, que l'on peut voir aux côtés de Marion Maréchal.



Compte Twitter officiel de Marion Maréchal

Les deux principaux cadres du parti sont ainsi absents de la « Manif pour tous », regroupant les opposants au Mariage pour tous. Marion Maréchal justifie quant à elle sa présence en invoquant une défense de la famille, un élément de langage décidément répandu parmi les droites radicales.

²⁷⁴ « Mariage gay : manifestation (pas) pour tous au FN », *Chaîne Dailymotion de Public Sénat*, 4 décembre 2013

Disponible ici : <https://www.dailymotion.com/video/x17zgrw>
[consulté le 16 juin 2019]



Compte Twitter officiel de Marion Maréchal

Marine Le Pen semble quant à elle cultiver une certaine ambiguïté et se positionner en retrait dans ce débat, entre prises de parole et communiqués assumant une opposition farouche au vote de la loi mais absence lors des rassemblements d'opposition. Marine Le Pen déclare ainsi vouloir remplacer le mariage homosexuel par une forme d'union civile, un « PACS amélioré » comme le précise ce tweet publié en octobre 2016 reprenant une phrase de la présidente du parti sur BFM TV :



Compte Twitter officiel de Marine Le Pen

Si l'on ne peut parler de division selon Marine Le Pen sur la question du mariage pour tous et de la PMA/GPA, on relève toutefois plusieurs tendances internes au parti entre une ligne conservatrice assumée et une position plus discrète adoptée par Marine Le Pen sur ces enjeux. Marine Le Pen contredit ainsi les propos tenus par sa nièce sur de possibles dérives du mariage de couples homosexuels. Selon Marion Maréchal, le Mariage pour tous pourrait « ouvrir la voie [...] à de très nombreuses dérives. D'autres minorités chercheront à faire reconnaître leur forme d'amour, je pense notamment à la polygamie. »²⁷⁵

Des propos rapidement contredits par Marine Le Pen, pour qui le débat sur le mariage des couples homosexuels n'a que trop duré :

*« Ce débat, je crois honnêtement qu'on y a passé trop de temps [...] Tout le monde a dit ce qu'il avait à dire [...] Je crois qu'on est très loin de la reconnaissance de la polygamie dans notre pays. »*²⁷⁶

Marine Le Pen souhaite malgré tout voir instauré un « PACS amélioré », assez semblable au modèle d'union civile proposée par la loi Cirinnà²⁷⁷ votée en Italie en 2016 et ayant suscité une vive opposition de la part des mouvements de droite radicale, en premier lieu la Ligue du Nord et *Fratelli d'Italia*.

Ainsi, l'Italie semble accuser un retard certain quant à la reconnaissance des couples de même sexe, en témoigne le débat autour de la loi Cirinnà, qui n'est en réalité qu'une forme de « PACS amélioré » comme le souhaite Marine Le Pen.

On remarque donc une asymétrie notable entre l'évolution du débat sur les droits LGBTQIA+ entre la France et l'Italie, et plus généralement entre l'Italie et la plupart de ses voisins d'Europe occidentale²⁷⁸.

²⁷⁵ de Boni Marc, « Polygamie et mariage gay : Marine Le Pen désavoue sa nièce », *Le Figaro*, 17 mars 2016
Disponible ici :

<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/couacs/2016/03/17/25005-20160317ARTFIG00087-polygamie-et-mariage-gay-marine-le-pen-desavoue-sa-niece.php>

[consulté le 16 juin 2019]

²⁷⁶ *Ibid.*

²⁷⁷ Tirant son nom de la sénatrice Monica Cirinnà, la loi Cirinnà instaure une union civile pour les couples de même sexe. Le projet de loi, plus progressiste que celui du PACS français, a cependant connu quelques modifications, notamment sur la question de l'adoption, en raison des vives oppositions suscitées en Italie.

²⁷⁸ Ridet Philippe, « Pour les homosexuels italiens, un pacs aux droits élargis », *Le Monde*, 1^{er} février 2016
Disponible ici :

https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/02/02/ce-que-va-changer-le-pacs-a-l-italienne_4857588_3214.html

Le vote de la loi en 2016, malgré l'opposition de la LN et de *Fratelli d'Italia*, pousse Matteo Salvini à appeler les maires issus de son parti à ne pas appliquer la nouvelle loi qui serait selon lui « l'antichambre des adoptions homosexuelles » :

« *Le progrès, ce n'est pas avoir deux mères, deux pères, trois cousins... C'est la fin de la société.* »²⁷⁹

Le parti s'oppose depuis plusieurs années déjà à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels, comme on peut le voir sur ce tract où la LN se vante de son combat pour s'opposer à l'octroi de ce droit aux membres de la communauté LGBTQIA+.



Site officiel de la Ligue du Nord, archivio manifesti

[consulté le 12 janvier 2021]

²⁷⁹ « La Cirinnà è l'anticamera delle adozioni gay. Il progresso non è avere due madri, due padri, tre cugini... E'è la fine della società. », F. Q., « Unioni civili, Salvini: « Sindaci della Lega Nord, disobbedite ». Bitonci (Padova): « Io non celebrerò i matrimoni gay » », *Il Fatto Quotidiano*, 11 mai 2016

Disponibile ici : <https://www.ilfattoquotidiano.it/2016/05/11/unioni-civili-salvini-sindaci-della-lega-nord-disobbedite-bitonci-padova-io-non-celebrero-i-matrimoni-gay/2719210/>

[consulté le 21 février 2021]

Cette vision traditionaliste défendue par le parti, qui s'appuie sur la notion de famille et sur la conception qu'il s'en fait, semble vouloir justifier ses prises de position quant aux droits homosexuels, et plus généralement sur l'identité de genre. Le débat suscité par le vote de la loi Cirinnà en 2016 est donc loin d'être la première fois que le parti adresse ces enjeux, présents dans le programme de la LN pour les élections européennes de 2014 :

« Le point de départ est que le concept même de famille a été bouleversé. La tendance à l'homogénéisation [...] atteint l'un de ses sommets dans ce domaine : nous n'avons plus de papa et de maman, remplacés par le parent 1 et le parent 2. Mais l'idéologie du genre (gender) déforme également le concept même de sexe d'une personne. »²⁸⁰

Ainsi, les débats autour des droits homosexuels et de l'identité de genre auraient, au-delà de leur dimension culturelle, un impact sur le modèle civilisationnel des sociétés selon le parti. La LN condamne ainsi fermement toute évolution des mentalités, en critiquant notamment toute forme de réflexion à destination des plus jeunes, dans la mesure où cela serait contraire aux « valeurs de la tradition judéo-chrétienne sur laquelle notre société est fondée » :

« Sous prétexte de non-discrimination LGBTI (acronyme utilisé pour désigner les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées), on en est arrivé à la folie de vouloir « éduquer » les enfants dès leur plus jeune âge à la recherche de leur « vraie sexualité » avec des programmes ad hoc. Sur cette question sensible, nous avons évidemment une ligne d'opposition ferme et nous nous battons pour réaffirmer les valeurs de la tradition judéo-chrétienne sur laquelle notre société est fondée. »²⁸¹

On retrouve donc, à nouveau, la notion de famille au cœur du discours des droites radicales sur ces enjeux. Au-delà d'être un argumentaire motivé par des considérations culturelles, culturelles et civilisationnelles, la défense de la cellule familiale traditionnelle

²⁸⁰ « Il punto di partenza è che il concetto stesso di famiglia è stato stravolto. La tendenza all'omologazione [...] in questo campo raggiunge uno dei suoi apici: non abbiamo più la mamma e il papà, che sono sostituiti dal genitore 1 e dal genitore 2. L'ideologia di genere (gender) sta stravolgendo però anche il concetto stesso di sesso di una persona. », Elezioni Europee 25 Maggio 2014. Programma elettorale, *op. cit.*, p. 30.

²⁸¹ « Con il pretesto della non discriminazione LGBTI (acronimo utilizzato per riferirsi a persone lesbiche, gay, bisessuali, transgender e intersessuali) si è arrivati alla follia secondo la quale si vorrebbe « educare » con programmi ad hoc i bambini fin dall'infanzia nel ricercare la loro « vera sessualità ». Su questo tema così delicato abbiamo ovviamente una linea di ferma opposizione e ci batteremo per riaffermare i valori della tradizione giudaico-cristiana sui quali è fondata la nostra società. », *Ibid.*

semble également remplir un rôle foncièrement politique. Cette conception conservatrice de l'individu et de la société s'insère ainsi dans le discours critique à l'égard de la globalisation en condamnant l'évolution des mœurs qui en découle.

Les positions du parti sur ces enjeux semblent donc, comme c'est le cas pour l'immigration et la question sociale, appartenir à une même logique et à une même dynamique, non seulement pour la Ligue mais également à une échelle transnationale.

On ne peut cependant pas ignorer dans le cadre de cette étude la divergence notable que constituent les positions affichées par CasaPound sur la question des droits LGBTQIA+. Le mouvement invite ainsi à l'une de ses conférences organisées à son siège une parlementaire du Parti démocrate, activiste pour les droits LGBTQIA+, le 30 septembre 2009²⁸².

Si cette invitation peut sembler être une preuve d'ouverture sur ces questions, le mouvement adopte malgré tout des positions conservatrices, demeurant opposé à toute adoption par des couples homosexuels, ainsi qu'à « l'introduction de l'idéologie de genre dans les écoles » :

« Le fait que deux êtres du même sexe s'aiment et souhaitent vivre leur sexualité librement ne nous dérange pas le moins du monde. [...] De même, nous ne voyons pas de problème dans le fait que ces unions bénéficient d'une reconnaissance civile et administrative, avec l'attribution de certains droits et devoirs au couple. En revanche, nous sommes totalement opposés à toute possibilité d'adoption d'enfants par des couples homosexuels et nous nous opposons fermement à l'introduction de l'idéologie du genre dans les écoles. »²⁸³

L'ouverture de CasaPound sur ces questions apparaît ainsi être limitée, le mouvement conservant des positions traditionnalistes, similaires à celles des autres mouvements étudiés. On retrouve à nouveau l'idée qu'il ne s'agit pas de condamner les homosexuels, tentant ainsi

²⁸² Bouron Samuel et Froio Caterina, « Entrer en politique par la bande médiatique ? Construction et circulation des cadrages médiatiques du Bloc identitaire et de CasaPound Italia », *Questions de Communication, op. cit.*

²⁸³ « Il fatto che due esseri dello stesso sesso si amino e desiderino vivere liberamente la loro sessualità non ci turba minimamente. [...] Allo stesso modo non vediamo il problema nel fatto che tali unioni abbiano un riconoscimento di tipo civile e amministrativo, con l'attribuzione di determinati diritti e doveri alla coppia. Siamo invece del tutto contrari ad ogni ipotesi di adozione di bambini a coppie gay e contrastiamo con forza l'introduzione dell'ideologia gender nelle scuole. », « CPI è un movimento omofobo ? », Foire Aux Questions, *Site Internet de CasaPound.*

de se défendre de toute homophobie, mais bien davantage de protéger le modèle familial traditionnel que la nature nous imposerait.

Cet argumentaire est réaffirmé par Marine Le Pen, selon qui l'opposition à tout ce qui dévie d'une conception traditionnelle de la famille serait une atteinte à la morale :

« La morale c'est aussi la valorisation des cellules protectrices de notre société, au premier rang duquel la famille, institution vénérable et socle de notre modèle social. »²⁸⁴

Selon cette vision conservatrice de la famille et de la société, il convient de se demander où ces partis placent le rôle de la femme, dont la fonction sociale est fréquemment indissociable de la cellule familiale au sein des discours conservateurs.

C'est selon cette même logique de défense de la famille, un enjeu civilisationnel selon le FN/RN, que s'inscrit le discours du parti sur la question de l'éducation des jeunes filles :

« Cette semaine à Strasbourg lors de la session parlementaire, les députés doivent se prononcer sur deux textes mettant les valeurs familiales en danger et surtout outrepassant totalement les compétences de l'Union européenne.

Le 1er texte est la proposition de résolution Rodrigues sur l'émancipation des jeunes filles par l'éducation dans l'Union européenne.

L'objectif de cette résolution est limpide : intervenir dans le système éducatif pour s'assurer que toutes les jeunes filles soient soumises à l'idéologie dominante et délétère de l'Union européenne grâce à l'école. »²⁸⁵

Ce qui mettrait en danger les valeurs familiales selon ce communiqué serait l'instauration de l'éducation sexuelle obligatoire, y compris en informant les plus jeunes des enjeux LGBTQIA+. Par ailleurs, les deux députées européennes ayant signé ce texte voient dans l'« ambitieuse mise à jour des législatives nationales » que réclame le rapport d'initiative Ferrara, une potentielle atteinte au corps des femmes :

²⁸⁴ « Mariage gay : manifestation (pas) pour tous au FN », *Chaîne Dailymotion de Public Sénat, op. cit.*

²⁸⁵ Troszczynski Mylène et Goddyn Sylvie, « « L'Union européenne prétend émanciper nos jeunes filles et menace le mariage homme-femme ! », Communiqué, *Site Internet du Rassemblement National*, 8 septembre 2015

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiqués/lunion-europeenne-pretend-emanciper-nos-jeunes-filles-et-menace-le-mariage-homme-femme/>
[consulté le 13 mars 2020]

« Ce rapport, venant compléter d'autres textes, a pour objectif la légalisation de la pratique des mères porteuses et vise l'instauration d'un droit à l'enfant, la marchandisation du corps des femmes et la commercialisation de nos enfants. [...] Seules les familles sont légitimes dans l'éducation de leurs enfants. L'école doit être celle de l'instruction et non celle de la propagande.

Le Front National se montre systématiquement offensif sur ces sujets de civilisation et a déposé un amendement de rejet du texte Rodrigues sur l'éducation des jeunes filles et a voté contre le rapport d'initiative Ferrara. »²⁸⁶

Les critiques que formulent ces mouvements à l'encontre de la GPA se fondent ainsi à la fois sur une volonté de préserver un modèle familial traditionnel, et sur l'invocation d'une défense de l'intégrité physique des femmes et des enfants à naître, qui seraient exposés à une « marchandisation » selon Gilbert Collard :

« Désormais, soyons clair, la marchandisation de l'être humain, au seul bénéfice des égoïsmes procréateurs à tout prix, et il est élevé, est permise sans aucune considération de l'intérêt de l'enfant du siècle de fous qui nous guette. [...]

Il n'y a qu'une réponse : cette loi réactionnaire, qui nous renvoie à la chute de l'Empire romain où les locations de ventre existaient, devra être abrogée pour mettre un terme au fric-frac de la famille ! »²⁸⁷

Les mouvements étudiés semblent ainsi tous se rejoindre sur une même ligne traditionnaliste dans leur conception de la famille. Par extension, la place accordée à la femme au sein de cette vision de la cellule familiale semble répondre à une même vision conservatrice. On retrouve donc une même logique entre le traitement que font ces mouvements des droits LGBTQIA+ et ceux accordés aux femmes. La famille, et la défense d'une conception traditionnelle de celle-ci, semble ainsi être la fondation de leur argumentaire sur ces enjeux.

²⁸⁶ *Ibid.*

²⁸⁷ Collard Gilbert, « GPA, PMA : le GPS du droit à la famille perd le nord ! », Tribune libre, *Site Internet du Rassemblement National*, 12 octobre 2014

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/tribunes-libres/gpa-pma-le-gps-du-droit-a-la-famille-perd-le-nord/>

[consulté le 13 mars 2021]

7.3.3. Droits des femmes, conservatisme et immigration

Le traitement des droits des femmes, et la place qui serait la leur au sein de la société, apparaît indissociable de la cellule familiale et de la vision traditionnaliste que les mouvements étudiés s'en font. Selon Les Identitaires, les récentes lois évoquées précédemment participeraient d'un « grand effacement » des rapports entre individus :

« Au quotidien, le traditionnel « esprit français », cette manière séculaire de penser et d'agir, n'a plus voix au chapitre. Trop populaire, le « bon sens paysan » est raillé, rabaissé au niveau du « propos de comptoir ». Trop patriarcale, la notion de « bon père de famille » a été supprimée du droit français. [...] Nos rapports au sexe opposé, à la famille, mais aussi aux autres peuples, à la nature, aux animaux... tout nous est désormais dicté par la parole du haut parce que celle du bas est écrasée. Le bon sens s'incline devant le dogme de la tolérance. L'idéologie de l'égalité élimine tous les préjugés, même les plus fondés. »²⁸⁸

Selon le RN, la PMA accordée aux femmes seules porterait atteinte au principe même de filiation et de famille et justifierait ainsi leur opposition à ce texte de loi :

« La « PMA pour toutes » constitue la suite logique du « mariage pour tous » en ce qu'elle contribue à détruire méthodiquement le principe de filiation et la famille, cellule de base de notre société, encore une fois au nom d'un « droit à l'enfant » ! Elle est également le point de départ de la marchandisation du corps humain et la création d'un marché lucratif, profondément immoral des gamètes mâles. »²⁸⁹

La défense de la famille, « cellule de base de notre société » est également l'un des arguments employés par la Ligue. Ainsi, l'opposition du parti à la PMA/GPA semble motivée

²⁸⁸ Raul Cyril, « Le grand effacement », Site Internet Les Identitaires, 25 mai 2020
Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2020/05/25/le-grand-effacement/>
[consulté le 10 septembre 2020]

²⁸⁹ Troszczynski Mylène, « Le Comité d'éthique ouvre la porte à la PMA pour les couples de mêmes sexes : le droit des enfants devient le droit à l'enfant ! », Communiqué, Site Internet du Rassemblement National, 30 juin 2017
Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiques/le-comite-dethique-ouvre-la-porte-a-la-pma-pour-les-couples-de-memes-sexes-le-droit-des-enfants-devient-le-droit-a-lenfant/>
[consulté le 13 mars 2021]

par une même conception du modèle familial, pour lequel toute évolution ne constituerait non pas un progrès mais l'amorce de « la fin d'une civilisation » :

« Mais je défendrai le droit de ceux qui n'ont pas voix au chapitre, des enfants d'avoir une mère et un père, des femmes à ne pas louer leur utérus, des enfants mis en vente. Ce n'est pas un progrès, c'est la fin d'une civilisation. Je demande à nos maires et gouverneurs de se concentrer sur les politiques familiales, les écoles maternelles, pour permettre aux femmes d'être mères et travailleuses, il n'y a pas le choix. »²⁹⁰

Le ministre de la Famille et du Handicap dans le gouvernement constitué en 2018, Lorenzo Fontana, ne cache pas ses convictions personnelles quant au modèle auquel devrait selon lui correspondre une famille. Le rôle joué par Lorenzo Fontana semble crucial lorsque l'on s'intéresse au traitement de la question des mœurs par la Ligue, en particulier depuis que le parti se voit confier ces enjeux au sein du gouvernement de coalition formé avec le M5S.

Les positions personnelles affichées par le nouveau ministre ne peuvent être occultées dans la mesure où celui-ci est en charge de la Famille, et ne fait pas mystère de ses convictions personnelles sur ces enjeux. Ainsi, la notion de famille apparaît centrale dans le traitement de la question des mœurs, mêlant droit des femmes, droit des homosexuels et rapport à la religion à travers une lecture pour le moins conservatrice.

Lorenzo Fontana se déclare au cours d'une interview « contre un modèle culturel relativiste », au sein duquel la famille aurait un rôle mineur :

« Un modèle de globalisation fait par les puissances financières qui conçoit un monde où les communautés n'existent pas, et donc la famille, qui est la première et la plus importante communauté de notre société. »²⁹¹

²⁹⁰ « Ma difenderò il diritto di chi non ha voce, dei bambini di avere una mamma e un papa, delle donne di non essere uteri in affitto, di bambini in vendita. Questo non è progresso, è la fine di una civiltà. Chiedo ai nostri sindaci e governatori di mettere al centro le politiche per la famiglia, gli asili nido, di permettere alle donne di essere mamme e lavoratrici, non si può scegliere. », « Matteo Salvini a Pontida, il discorso integrale dal palco del raduno leghista », *Bergamo News. Quotidiano online*, 1er juillet 2018

Disponible ici : <https://www.bergamonews.it/2018/07/01/matteo-salvini-pontida-discorso-integrale-dal-palco-del-raduno-leghista/285598/>

[consulté le 22 Mai 2020]

²⁹¹ Arachi Alessandra, « Lorenzo Fontana : « Le famiglie gay? Non esistono. Ora più bambini e meno aborti » », *Corriere della Sera*, 2 juin 2018

Disponible ici : https://www.corriere.it/politica/18_giugno_02/lorenzo-fontana-famiglie-gay-non-esistono-ora-piu-bambini-meno-aborti-abc3cae2-65d4-11e8-b063-cd4146153181.shtml

[consulté le 18 juin 2020]

Il se justifie par ailleurs de toute accusation d'homophobie en avançant des amitiés avec des homosexuels, rappelant qu'il a « vécu à Bruxelles de nombreuses années »²⁹² durant son mandat d'eurodéputé. Le ministre semble néanmoins demeurer fidèle à un schéma familial traditionnel, se fixant comme objectif premier d' « inverser la courbe de croissance de la natalité ». Afin d'encourager les familles italiennes à réaliser cet objectif, le ministère prévoit la mise en place d'une série de mesures parmi lesquelles :

*« L'idée est de baisser la TVA pour tous les produits qui concernent les enfants. Mais je mettrai également en place des politiques pour tenter de réduire le nombre d'avortements. »*²⁹³

Se défendant de toute future interdiction de l'avortement durant cet entretien, Lorenzo Fontana déclare néanmoins vouloir « essayer de dissuader les femmes d'avorter », rappelant par la même occasion son attachement à une vision conservatrice de la cellule familiale :

*« Je veux intervenir pour renforcer les centres de conseil afin d'essayer de dissuader les femmes de se faire avorter. Je suis catholique, je ne le cache pas. Et c'est pourquoi je crois et je dis aussi que la famille est la famille naturelle, où un enfant doit avoir une mère et un père. »*²⁹⁴

A nouveau, les divers axes étudiés apparaissent intrinsèquement liés dans le cadre de l'analyse du traitement de la question des mœurs. Ainsi, les positions affichées par les mouvements étudiés quant aux droits des femmes ainsi qu'aux droits LGBTQIA+ découlent d'une conception traditionaliste de ce que devrait être selon eux la famille et, plus largement, la société dans son ensemble.

L'un des tracts publiés par la section jeunesse LN de Crotona à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes laisse peu de doutes quant au rôle attribué à la femme au sein de ces deux sphères :

²⁹² « Ho tanti amici omosessuali, del resto ho vissuto a Bruxelles tanti anni dove ci sono anche nelle istituzioni. », *Ibid.*

²⁹³ « L'idea è di abbassare l'Iva per tutti i prodotti che riguardano l'infanzia. Ma metterò in atto anche delle politiche per cercare di ridurre il numero degli aborti. », *Ibid.*

²⁹⁴ « Voglio intervenire per potenziare i consultori così di cercare di dissuadere le donne dall'abortire. Sono cattolico, non lo nascondo. Ed è per questo che credo e dico anche che la famiglia sia quella naturale, dove un bambino deve avere una mamma e un papà. », *Ibid.*



8 Marzo: Chi offende la dignità della donna?

Chi sostiene una cultura e promuove iniziative favorevoli alla vergognosa e ignominiosa pratica dell'utero in affitto;

Chi sostiene proposte di legge (anche a livello regionale) che tendono a imporre la neo-lingua che sostituisce i termini "mamma e papà" con "genitore 1 e genitore 2";

Chi ritiene che la donna abbia bisogno di "quote rosa" per dimostrare il proprio valore;

Chi sostiene una cultura politica che rivendica una sempre più marcata e assoluta autodeterminazione della donna che suscita un atteggiamento rancoroso e di lotta nei confronti dell'uomo;

Chi contrasta culturalmente il ruolo naturale della donna volto alla promozione e al sostegno della vita e della famiglia.

Chi strumentalizza la donna, come anche i migranti e i gay per finalità meramente ideologiche al solo scopo di fare la "rivoluzione" e rendere sempre più fluida e priva di punti di riferimento certi la società.

La Lega Salvini Premier di Crotone è convinta che la donna ha una grande missione sociale da compiere per il futuro e la sopravvivenza della nostra nazione, non sia, pertanto, mortificata la sua dignità da leggi e atteggiamenti che ne degradano e ne inficiano il suo infungibile ruolo.






 +39 349 5641184
 legaprovinciacrotone@gmail.com

Nextquotidiano.it

Publiant ce manifeste en six points qui entendent pointer du doigt ceux qui porteraient selon eux « atteinte à la dignité de la femme », la section de Crotone de la Ligue condamne tous ceux qui :

« Soutiennent l'ignoble pratique de l'utérus loué.

*Soutiennent les projets de loi qui remplacent les mots « maman » et « papa » par « parent 1 »
et « parent 2 ».*

Pensent que les femmes ont besoin de « quotas roses » pour prouver leur valeur.

*Soutiennent une culture politique revendiquant une autodétermination toujours plus marquée des femmes qui suscite une attitude rancunière et combative envers les hommes.
S'opposent au rôle naturel des femmes visant à promouvoir et à soutenir la vie et la famille.
Instrumentalisent les femmes, ainsi que les migrants et les gays, à des fins purement idéologiques »*

Publié en mars 2019, ce manifeste entend ainsi défendre les droits des femmes et nous renseigne sur la conception que se fait la section jeunesse LN de Crotona sur la place qui devrait être accordée à celles-ci au sein de la société. Convaincu que « la femme a une grande mission sociale à remplir pour l'avenir et la survie de [leur] nation », le mouvement condamne « les lois et attitudes qui pourraient dégrader et saper son rôle infaillible ».

Ce « rôle infaillible » de la femme s'inscrit ainsi dans une dimension civilisationnelle et demeure ancré au sein de la cellule familiale.

Interrogé sur ce manifeste, ayant suscité quelques controverses, Matteo Salvini déclare ne pas partager « une partie de son contenu ». Le Premier ministre et ministre de l'Intérieur réaffirme par la suite travailler « pour l'égalité des droits et des devoirs pour les hommes et les femmes, pour les mères et les pères. »²⁹⁵ On note ainsi une prise de distance immédiate de Matteo Salvini avec ce document, qui reste malgré tout nuancée. Ce dernier se dit en désaccord avec « une partie » du document, sous-entendant ainsi qu'il n'est pas en désaccord avec l'ensemble des prises de positions évoquées dans ce tract. Certains éléments de discours se retrouvent en effet dans un tract²⁹⁶ publié par la Ligue à l'occasion de la fête des mères dans le cadre de la campagne pour les élections européennes de 2019. Le parti y dénonce à nouveau ce qui constituerait une pensée unique que l'on tenterait d'imposer aux populations en remplaçant les termes « papa » et « maman » par « parent 1 » et « parent 2 ». S'insérant au sein d'une campagne fondée sur l'idée que la Ligue serait la représentante du « bon sens » en Italie et en Europe, le parti se félicite de son action politique sur ces enjeux :

« Je suis une mère, pas un parent

²⁹⁵ « Non ne sapevo niente e non ne condivido alcuni contenuti. Lavoro per la piena parità di diritti e doveri per uomini e donne, per mamme e papà », « 8 marzo, il volantino sessista dei giovani della Lega di Crotona. Salvini: « Non lo condivido, lavoro per la parità » », *La Repubblica*, 6 mars 2019.

Disponible ici : https://www.repubblica.it/politica/2019/03/06/news/8_marzo_lega_salvini_di_crotona-220829168/

[consulté le 3 février 2020]

²⁹⁶ Annexe 5. Festa della Mamma

La famille est le noyau social sur lequel repose la vie de chaque être humain. Depuis toujours.

[...]

Avec la Ligue au gouvernement, nous avons montré que passer des paroles aux actes est possible. Nous avons supprimé les mots « Parent 1 » et « Parent 2 » des cartes d'identité, rétablissant les termes « Maman » et « Papa », nous avons approuvé le signalement immédiat des violences et du harcèlement à l'encontre des femmes »

Ce faisant, le parti se veut être le défenseur des femmes, dont la fonction première semble malgré tout devoir s'accomplir au sein du foyer. Il apparaît ainsi difficile pour les mouvements étudiés de dissocier la femme d'un rôle de mère, qui serait l'un des piliers de la cellule familiale mais également de la société. La campagne « Tempo di Essere Madri » lancée par CasaPound, vise ainsi à encourager les femmes à concevoir des enfants afin de revitaliser la croissance démographique. Pour ce faire, le mouvement propose plusieurs mesures, financières et d'accompagnement, parmi lesquelles l'instauration d'un revenu national de natalité :

« Plafond de 500 euros sur une carte magnétique pour chaque nouvelle naissance italienne de parents dont l'un au moins est italien, jusqu'à l'âge de 16 ans. L'allocation peut être cumulée jusqu'au quatrième enfant, mais elle n'est pas accordée aux parents qui sont tous deux sans emploi, qui résident de façon permanente ou qui sont pris en charge dans des hôtels ou des structures d'hébergement [...] Le plafond [...] ne peut être utilisé que dans tous les établissements commerciaux pour l'achat de biens destinés à l'enfant. »²⁹⁷

Le mouvement appelle par ailleurs à la création de structures d'accompagnement, dont « l'Organisation de la Maternité et de l'Enfance », structure locale chargée de « la protection

²⁹⁷ « Corresponsione di un plafond, su carta magnetica, di 500 euro per ogni nuova nascita italiana da genitori dei quali almeno uno sia italiano, sino al compimento del sedicesimo anno di età. La disponibilità economica è cumulabile sino al quarto figlio, ma non viene concessa a genitori privi entrambi di lavoro, fissa dimora o alloggiati in assistenza presso strutture alberghiere o ricettive, con esclusione di coloro che sono stati colpiti da eventi calamitosi. Il plafond non è accumulabile (alla fine di ogni mese si azzera) ed è utilizzabile in tutti gli esercizi commerciali unicamente per l'acquisto di generi destinati al bambino. », « Il programma », *Site internet de CasaPound*.

de la mère et de l'enfant à naître, en accompagnant la grossesse à chaque étape, en garantissant le nombre adéquat d'échographies, des soins gynécologiques gratuits et de qualité. »²⁹⁸

Au-delà d'une « incitation économique pour les familles nombreuses » et un « soutien fiscal par un système de déduction des dépenses liées à l'éducation et à l'entretien des enfants », CPI souhaite voir mise en place une « propagande publique de la culture de l'allaitement maternel [ainsi que la] distribution de lait en poudre produit par l'industrie pharmaceutique d'État. »²⁹⁹

CPI souhaite également un accès prioritaire à la propriété à travers l'Institut pour la Mutualité Sociale pour les personnes attendant un enfant, la réduction du temps de travail pour les jeunes parents ainsi que l'instauration d'une préférence nationale dans l'accès aux crèches.

Si le mouvement encourage un modèle familial traditionnel, constitué d'un père, d'une mère et, de préférence, de plusieurs enfants, il entend également « soutenir les mères célibataires » ainsi que les « pères séparés en redéfinissant les règles de garde des enfants et de répartition des pensions alimentaires en cas de séparation conjugale. »³⁰⁰

CasaPound encourage ainsi les Italiens à faire davantage d'enfants, mais on peut se demander quelle est la place que le mouvement accorde à la femme une fois la grossesse achevée. Cette question est également adressée par le mouvement qui souhaite l'instauration d'un coefficient familial pour « favoriser les femmes qui préfèrent rester à la maison et s'occuper de la famille » :

« Avec le coefficient familial, le revenu serait imposé de la même manière (plus avantageuse) que les deux conjoints travaillent ou qu'un seul membre de la famille travaille. »³⁰¹

²⁹⁸ « Creare un ente Maternità e Infanzia strutturato in maniera capillare e locale che si occupi della salvaguardia della madre e dei nati, che assista in ogni sua fase la gravidanza, garantendo il giusto numero di ecografie, una assistenza ginecologica gratuita e di alta qualità. », *Ibid.*

²⁹⁹ « Incentivo economico per le famiglie numerose ; Sostegno fiscale attraverso un sistema di deduzione delle spese relative alla crescita e al mantenimento dei figli ; Propaganda pubblica della cultura dell'allattamento al seno e distribuzione di latte in polvere prodotto dall'industria farmaceutica di Stato. », *Ibid.*

³⁰⁰ « Sostegno per le madri nubili ; Sostegno ai padri separati e ridefinizione delle norme sull'affidamento della prole e sull'assegnazione degli alimenti in caso di separazione coniugale. », *Ibid.*

³⁰¹ « Il coefficiente è fondamentale per favorire le donne che preferiscono restare a casa per prendersi cura della famiglia. Con il coefficiente familiare il reddito verrebbe tassato nella stessa maniera (più favorevole) sia là dove fossero entrambi i coniugi a lavorare, sia là dove il lavoratore fosse un solo componente della famiglia. », *Ibid.*

La mouvance identitaire aborde également la question du droit des femmes à travers le magazine Belle et Rebelle³⁰², lancé en 2010. Publiée uniquement sur internet, ce magazine se veut être une alternative aux mouvements féministes en proposant une variante identitaire. Très hétéroclite, le webzine alterne entre articles mode s'interrogeant sur un retour en grâce des baskets de la marque New Balance³⁰³, des entretiens de personnalités féminines ayant fait de la critique du féminisme leur fer de lance, telles qu'Elisabeth Levy³⁰⁴ et Julie Graziani³⁰⁵, ou encore des articles portant sur le voile islamique³⁰⁶.

Toutes ces publications se rejoignent néanmoins sur une critique de celles que le journal qualifie de « féministes » et de leur engagement pour la défense des droits des femmes. Celles-ci sont ainsi fréquemment moquées, avec des arguments parfois pour le moins superficiels, Belle et Rebelle se demandant ainsi en 2015 « pourquoi les féministes sont-elles (presque toutes) laides ? »³⁰⁷

Ce magazine, donnant principalement la parole aux femmes mais demeurant malgré tout fidèle à la conception identitaire de la place de la femme, semble vouloir rompre avec l'image virile et violente centrale au mouvement identitaire, et rendre son discours plus acceptable sans pour autant en atténuer la radicalité.

La femme selon les droites radicales étudiées semble ainsi être un élément incontournable de leur rhétorique civilisationnelle, dans la mesure où elle est présentée comme un pilier de la cellule familiale. L'émancipation de la femme et son épanouissement en dehors du foyer apparaissent ainsi bien loin de ce que ces mouvements considèrent être la place de la femme dans la société.

A l'occasion du 8 mars 2016, le FN publie un communiqué signé par les députées européennes du parti, appelant à rendre « hommage aux femmes, à toutes les femmes, pour leur

³⁰² Fondé en 2010, Belle et Rebelle est un magazine publié en ligne, se définissant comme un « webzine non-conforme » et abordant essentiellement des enjeux liés à la place des femmes au sein de la société. Sa rédactrice en chef, Louise Demory, est membre de Génération Identitaire.

³⁰³ <http://www.belle-et-rebelle.com/2015/06/les-six-raisons-de-valider-le-retour-de-la-new-balance/>

³⁰⁴ <http://www.belle-et-rebelle.com/2015/08/3671/>

³⁰⁵ <http://www.belle-et-rebelle.com/2015/06/entretien-julie-graziani/>

³⁰⁶ <http://www.belle-et-rebelle.com/2015/06/ce-que-ne-cache-pas-le-voile/>

³⁰⁷ https://m.facebook.com/167930463260039/posts/httpwwwbelle-et-rebellecomp3574previewtrue/834694989916913/?_se_imp=2bk811G68SDOdxhjw

rôle de premier plan dans la société, dans le monde du travail, dans la famille et l'équilibre essentiel qu'elles apportent. »³⁰⁸

S'appuyant sur les deux thèmes développés précédemment que sont l'immigration et la question sociale, le parti déplore que « les seules femmes dont il a été question dans les débats furent les migrantes ainsi que la question de l'accueil et de l'attention que nous nous devons de leur porter », occultant ainsi toutes les autres :

*« Aucun intérêt non plus pour la situation des femmes qui travaillent durement, de plus en plus tragiquement soumises à une précarité sociale croissante et parfois même violente, situation dans laquelle l'Union européenne porte une si lourde et directe responsabilité. Aucun soutien encore ni aucune considération n'est apportée pour les femmes qui privilégient avant tout l'éducation de leurs enfants afin de leur transmettre les valeurs fondamentales qui les aideront à se construire. »*³⁰⁹

Ainsi, la cause des femmes selon les signataires de ce document apparaît intrinsèquement liée à la sphère familiale, celles-ci étant « garantes de valeurs qui [leur] sont si chères et qui sont si lamentablement bafouées. »³¹⁰

Les droits des femmes sont loin d'être un sujet occulté par le parti, et plus généralement par le groupe ENL au sein du Parlement européen, qui fonde son discours sur ces enjeux sur la même conception traditionaliste déjà évoquée.

Le groupe parlementaire consacre ainsi en juin 2018 l'un de ses Cahiers de l'ENL aux droits des femmes, qui serait selon eux « une juste cause dévoyée. »³¹¹ Cette publication, considérant l'émancipation financière des femmes comme une « remise en question [de] la logique de solidarité du couple, ancien ciment social et familial »³¹², place son argumentaire au sein d'une dimension civilisationnelle où la famille occupe une place centrale :

³⁰⁸ « Communiqué de presse à l'occasion de la journée de la femme », Communiqué, *Site Internet du Rassemblement National*, 9 mars 2016

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiques/communiquede-presse-a-loccasion-de-la-journee-de-la-femme/>

[consulté le 18 juillet 2019]

³⁰⁹ *Ibid.*

³¹⁰ *Ibid.*

³¹¹ « Droits des femmes, une juste cause dévoyée », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°5, juin 2018, Bruxelles.

³¹² *Ibid.*, p. 3.

« La famille, fondée par un homme et une femme, est le socle de toute civilisation. C'est ce socle que nous devons protéger alors que l'Union européenne, sous couvert de défendre le droit des femmes, tente de le fissurer en opposant systématiquement l'homme à la femme. Dans cette opposition, le mâle, blanc et hétérosexuel est ainsi présenté comme raciste, sexiste et responsable de tous les maux que doit affronter la femme. »³¹³

A nouveau, la défense du droit des femmes selon le parti repose sur une vision du rôle de la femme indissociable de la cellule familiale. Plus largement, la place qui devrait être celle de la femme ne peut s'extraire du foyer et repose avant tout sur son rôle de mère, unique raison pour laquelle « elle mérite d'être reconnue et protégée » :

« À l'évidence, ce combat pour la défense des femmes, des filles, des mères, de toutes les femmes est vital, non parce que la femme serait victime d'un mâle blanc omnipotent, mais parce qu'elle est source de vie et qu'en cela elle mérite d'être reconnue et protégée. »³¹⁴

Malgré ce discours prônant une vision pour le moins limitée et conservatrice de la place de la femme, le parti entend œuvrer pour l'égalité des sexes, différenciant bien ce terme de celui d'égalité des genres, une « dérive idéologique »³¹⁵ :

« Cette idéologie est basée sur la notion de « stéréotypes de genre », à savoir les rôles, les comportements, les activités et les attributions socialement construits qu'une société considère comme appropriés pour les femmes et les hommes [...] Il faudrait alors, si l'on suivait cette idéologie, combattre les stéréotypes imposés par la société et imposer à la place une autre vision [...] Pour cela il faudrait remettre en question le fondement même de la société: la différence des sexes. »³¹⁶

Le parti met en opposition les deux notions que constituent l'égalité des sexes et l'égalité des genres, cette dernière étant même présentée comme une menace civilisationnelle potentielle en ce qu'elle remet en question « la complémentarité naturelle des hommes et femmes, au premier rang desquels la procréation. »³¹⁷

³¹³ *Ibid.*

³¹⁴ *Ibid.*

³¹⁵ *Ibid.*, p. 8.

³¹⁶ *Ibid.*, p. 7.

³¹⁷ *Ibid.*

Ce faisant, et bien que Marine Le Pen déclare volontiers œuvrer pour l'égalité entre les sexes, le discours du parti rappelle des propos tenus par Jean-Marie Le Pen à la fin des années 1970, soutenant la thèse d'une inégalité de fait entre les sexes :

« Nous souffrons ... en ce qui concerne les femmes, de la démagogie qui est pratiquée par l'ensemble des partis. Il n'est pas facile de dire à une femme : « Pour sauver nos sociétés et notre avenir, notre vie individuelle et collective, il faut que les femmes aient des enfants, qu'elles acceptent que ces enfants servent éventuellement et peut-être meurent pour défendre la liberté de la patrie, il faut qu'il y ait une autorité et nous pensons que l'autorité la plus qualifiée dans un ménage c'est celle de l'homme » »³¹⁸

Bien que le parti n'affirme plus ouvertement que l'homme détiendrait une autorité de nature sur la femme, le rôle accordé à cette dernière demeure essentiellement limité à la cellule familiale.

Entendant se saisir de cet enjeu lors de la campagne pour les élections européennes de 2019, le parti publie un feuillet abordant plusieurs sujets de société liés à la cause des femmes. Ce livret thématique, dont le titre est « Femmes françaises, fières de nos libertés » s'interrogeant en sous-titre si « demain les femmes françaises pourront-elles encore s'habiller comme elles veulent ? », semble déjà révéler une lecture du droit des femmes à travers le prisme de l'immigration.

Se disant « anxieuse des atteintes silencieuses aux droits des femmes » et « désireuse de faire avancer les choses », Marine Le Pen invite les lecteurs, et plus particulièrement les lectrices, à donner leur opinion via une adresse mail dédiée³¹⁹. Parmi les neuf questions posées par ce document³²⁰, seules deux abordent un sujet sans aucun lien avec l'immigration ou l'islam.

³¹⁸ Propos tenus par Jean-Marie Le Pen dans Apparü Jean-Pierre, *La droite aujourd'hui*, Paris, Albin Michel, 1979, pp. 178 – 179, cité dans Taguieff, Pierre-André. « Chapitre 9. La métaphysique de Jean-Marie Le Pen », Nonna Mayer éd., *Le Front national à découvert*, Presses de Sciences Po, 1996, p. 176.

³¹⁹ femmeslibres@rassemblementnational.fr

³²⁰ « Est-il normal d'imposer à des petites filles de sept ans d'être voilées ? » ; « Certaines mairies pratiquent déjà des horaires de piscine séparés et demain interdira-t-on aux femmes de paraître en maillot de bains sur certaines plages ? » ; « Peut-on admettre que dans la France de 2019, sous la pression d'islamistes, dans certains quartiers ou lycées, les jeunes filles soient dissuadées de porter une jupe ou obligées de se voiler ? » ; « Un médecin femme est-elle indigne de soigner un patient masculin ? » ; « Est-il normal qu'un homme refuse de serrer la main d'une femme ? » ; « Va-t-on vers une privation des droits successoraux pour les femmes musulmanes françaises avec l'application de la Charia ? » ; « N'est-il pas inquiétant que la ministre soit obligée en France de lancer « un plan contre l'excision » ou contre les « mariages forcés » ? » ; « Est-il décent que les mères célibataires n'arrivent pas à vivre ? » ; « Est-il encore admissible qu'une femme soit, pour un poste équivalent, moins payée qu'un homme ? »

La défense de la « cause des femmes » par Marine Le Pen n'est pas une nouveauté consécutive à son arrivée à la tête du parti, celle-ci évoquant déjà ce thème dans son ouvrage paru en 2006³²¹.

L'arrivée de Marine Le Pen à la présidence du parti s'accompagne par ailleurs d'une évolution notable du vote féminin en faveur du FN, celui-ci étant jusqu'alors majoritairement composé d'individus masculins. On constate ainsi lors des élections présidentielles que l'écart a tendance à s'atténuer entre votants féminins et masculins³²², le vote en faveur du parti demeurant principalement masculin lors des élections intermédiaires,

Particulièrement visible lors de l'élection présidentielle de 2017, la question des droits des femmes n'est donc pas étrangère à la stratégie d'institutionnalisation du parti incarnée par Marine Le Pen³²³. Cette dernière fait ainsi de son sexe l'un des éléments permettant d'une part d'adoucir l'image du parti, mais également de prendre de la distance avec la figure paternelle.

Cette stratégie de normalisation du parti s'appuyant sur la figure de sa présidente est particulièrement importante lors des élections présidentielles puisque celles-ci reposent essentiellement sur la figure du candidat.

Cette évolution notable de l'électorat frontiste est d'autant plus manifeste à la lumière du graphique ci-dessous, laissant apparaître la nette progression du vote féminin³²⁴, l'une des évolutions les plus notables de l'électorat du parti³²⁵.

³²¹ Le Pen Marine, *À contre flots*, Paris, Grancher, 2006, p. 200.

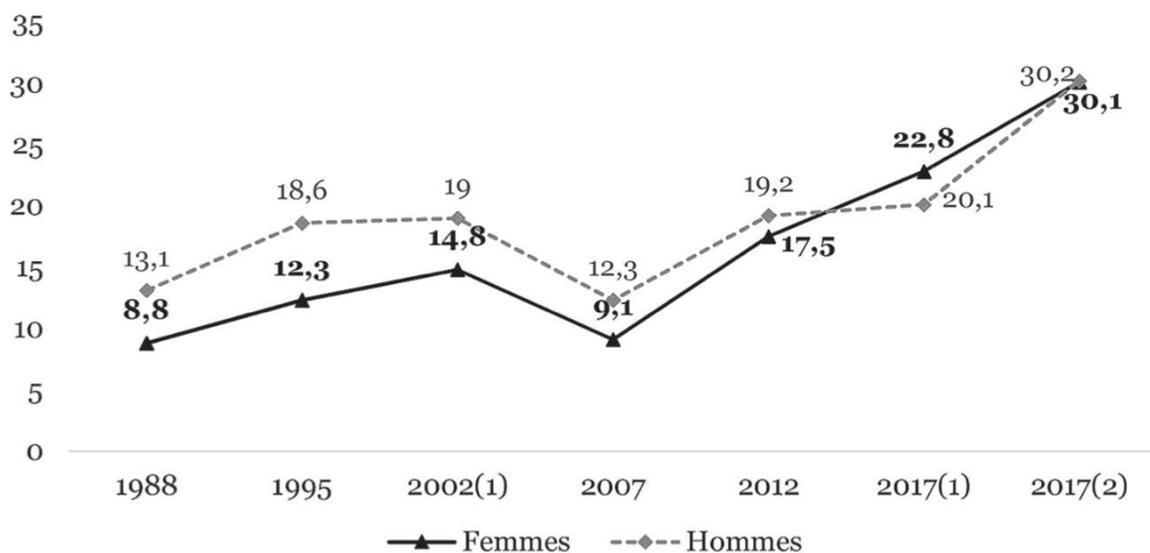
³²² Amengay Abdelkarim, Durovic Anja, et Mayer Nonna, « L'impact du genre sur le vote Marine Le Pen », *Revue française de science politique*, vol. 67, n°6, 2017, p. 1067.

³²³ Achin Catherine et Lévêque Sandrine, « « Jupiter is Back » : Gender in the 2017 French Presidential Campaign », *French Politics*, 15 (3), 2017, pp. 279 – 289.

³²⁴ Amengay Abdelkarim, Durovic Anja et Mayer Nonna, *op. cit.*, p. 1074.

³²⁵ Mayer Nonna, « Chapitre 13. Le plafond de verre électoral entamé, mais pas brisé », Crépon Sylvain, Dézé Alexandre et Mayer Nonna, *Les faux-semblants du Front national*, Presses de Sciences Po, 2015, pp. 297 – 322.

Évolution du vote des femmes et des hommes en faveur du FN/RN aux élections présidentielles



Source : Enquêtes post-électorales françaises du Cevipof 1988 et 1995 ; panel électoral français 2002 et 2007 (vague 1), FES 2012 et 2017 (CEE)

Le discours du parti sur ces enjeux demeure malgré tout fortement marqué par un traditionalisme assumé, lequel est par ailleurs présenté comme indissociable de la défense du droit des femmes.

Marine Le Pen semble entretenir une ambiguïté certaine sur cet enjeu, semblable à celle déjà évoqué dans le traitement des droits LGBTQIA+, le parti s'appuyant à nouveau sur une variété de tendances internes.

Les positions de la présidente du parti quant à l'Intervention Volontaire de Grossesse³²⁶ illustrent assez bien cette ambiguïté. Évoquant les « avortements de confort » en 2012, et condamnant « les femmes qui avortent deux, trois, quatre fois »³²⁷, Marine Le Pen justifie son souhait de limiter le remboursement de l'avortement. Celle-ci se déclare malgré tout « attachée à ce droit », et semble depuis avoir mis fin aux déclarations polémiques sur cette question. Ainsi, elle affirme en 2017, en réponse aux propos de sa nièce appelant à « revenir sur le

³²⁶ IVG.

³²⁷ Mestre Abel, « Au forum « Elle Sciences Po », Marine Le Pen huée et applaudie », *Le Monde*, 5 avril 2012

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/04/05/au-forum-elle-sciences-po-marine-le-pen-huee-et-applaudie_1681427_1471069.html [consulté le 3 mars 2018]

remboursement intégral et illimité de l'avortement », qu'il ne doit selon elle y avoir « aucune modification, ni du périmètre, ni de l'accès, ni du remboursement de l'IVG »³²⁸.

Si Marine Le Pen semble avoir pris ses distances avec les positions qu'elle défendait en 2006 et en 2012, cette tendance conservatrice est depuis reprise par sa nièce ainsi que par d'autres cadres, tel que Louis Aliot, au sein même du parti.

Si les déclarations appelant à défendre la cause des femmes sont relativement nombreuses, et mettent en lumière les diverses tendances internes au parti, on peut se demander si l'action politique du parti est cohérente avec celles-ci. Au sein du Parlement Européen où le RN siège depuis plusieurs années, on constate que les députés du parti votent majoritairement contre, s'abstiennent ou sont absents lors du vote de textes portant sur la cause des femmes³²⁹. Ainsi, la majorité des députés européens du Rassemblement National votent contre ou sont absents lors des votes des rapports Tarabella³³⁰, Noichl³³¹, Moody³³² ou encore de la Convention d'Istanbul³³³.

Interrogée sur cette opposition presque systématique du parti à la plupart des textes abordant le droit des femmes, celle-ci serait justifiée selon Marine Le Pen par le fait que ceux-ci seraient en réalité « truffés de mesures pour aider les migrants »³³⁴.

³²⁸ Mestre Abel, « IVG : Ce que disait (vraiment) Marine Le Pen en 2012 », *Le Monde*, 14 décembre 2016
Disponible ici : https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/12/14/ivg-ce-que-disait-vraiment-marine-le-pen-en-2012_5992911_823448.html

[consulté le 3 mars 2018]

³²⁹ Vaudano Maxime, « Élections européennes 2019 : Comment le Rassemblement National vote au Parlement européen », *Le Monde*, 10 mai 2019

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/05/10/comment-le-rassemblement-national-vote-au-parlement-europeen_5460545_4355770.html#explication_vote_droit_femmes

[consulté le 8 mai 2020]

³³⁰ Voté le 10 mars 2015, le rapport Tarabella, du nom de l'eurodéputé belge Marc Tarabella, vise à faciliter l'accès à la contraception et à l'avortement ainsi qu'à encourager la parité à travers les congés paternité et maternité ainsi qu'une politique de lutte contre les stéréotypes de genre à l'école.

³³¹ Du nom de l'eurodéputé allemande Maria Noichl, le rapport Noichl est voté le 9 juin 2015 et s'inscrit dans la continuité du rapport Tarabella en y ajoutant une politique de promotion de la PMA aux divers États européens.

³³² Voté le 14 mars 2017, le rapport Moody, du nom de l'eurodéputé britannique Clare Moody, appelle à s'interroger sur la gestion des fonds et l'allocation des crédits de l'Union européenne en faveur de l'égalité des genres, et à proposer des pistes d'amélioration.

³³³ La convention d'Istanbul, soumise au vote le 24 novembre 2016, a pour objectif principal la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes.

³³⁴ « Marine Le Pen affirme défendre le droit des femmes... vraiment ? », *France TV Info*, 1 mai 2017

Disponible ici : <https://blog.francetvinfo.fr/oeil-20h/2017/05/01/marine-le-pen-affirme-defendre-le-droit-des-femmes-vraiment.html>

[consulté le 3 mars 2018]

Ce sont ces mêmes migrants qui, selon les Identitaires, constituent une menace concrète à l'encontre de la civilisation européenne mais également pour les femmes. Ainsi, dans leur « volonté de souiller la femme européenne », les migrants feraient courir un véritable danger aux femmes, nommées ici dans leur rapport à l'homme c'est-à-dire en tant qu' « épouses », « mères », « sœurs » et « filles » :

« Un crachat d'un « harceleur de rue », une insulte adressée à une caissière mère de famille, une gifle infligée à une collégienne... sont aussi les marqueurs quotidiens d'une volonté de souiller la femme européenne. Les épouses, les mères, les sœurs et les filles sont les premières cibles parce que symboliquement plus faciles à salir. »³³⁵

Ce serait donc en raison de considérations culturelles et civilisationnelles que « ces hommes seuls venant de pays où le rapport aux femmes est radicalement différent de l'Europe » adopterait un comportement inapproprié vis-à-vis des femmes. Ce faisant, le mouvement identitaire semble vouloir démontrer qu'il n'existe aucune réelle solution à ce problème, si ce n'est l'exclusion de ces individus hors de l'Europe :

« Ces hommes seuls venant de pays où le rapport aux femmes est radicalement différent de l'Europe, ils auront tendance à se comporter avec les Européennes de façon inappropriée (dans le meilleur des cas). Le harcèlement de rue, déjà un fléau dans les grandes villes occupées par la racaille, deviendra le quotidien des femmes vivant à proximité des camps. Il est même à craindre une multiplication des agressions sexuelles, voire des viols : n'oublions pas Cologne ! »³³⁶

L'action politique du FN/RN sur ces enjeux, bien que souvent mentionnés, apparaît tout aussi faible que son investissement sur la scène politique européenne. On compte ainsi une seule référence aux droits des femmes dans le programme publié par le parti pour les élections présidentielles de 2017.

³³⁵ Raul Cyril, « A charge de revanche », *Site Internet des Identitaires*, 16 octobre 2017
Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/10/16/a-charge-de-revanche/>
[consulté le 10 septembre 2020]

³³⁶ Florent Gabriel, « Les européens n'ont pas à subir les bidonvilles », *Site Internet Les Identitaires*, 3 octobre 2016
Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/10/03/europeens-nont-a-subir-bidonvilles/>
[consulté le 10 septembre 2020]

La défense de ces droits est alors présentée intrinsèquement liée à la critique de l'immigration, et plus particulièrement de l'Islam, qui constituerait une réelle menace pour les femmes :

« Défendre les droits des femmes : lutter contre l'islamisme qui fait reculer leurs libertés fondamentales ; mettre en place un plan national pour l'égalité salariale femme/homme et lutter contre la précarité professionnelle et sociale. »³³⁷

Ce neuvième engagement, sur les 144 que propose le document, constitue l'unique référence à ces enjeux par le parti. Dans le clip de campagne officiel du parti pour ces élections, Marine Le Pen fait référence à son genre pour nourrir sa critique de l'Islam :

« Je suis une femme, et comme femme je ressens comme une violence extrême les restrictions des libertés qui se multiplient dans tout notre pays à travers le développement du fondamentalisme islamiste. »³³⁸

On retrouve donc, aussi bien sur la scène nationale qu'europpéenne, une lecture des questions liées aux droits des femmes à travers le prisme de l'immigration. Ce lien entre ces deux enjeux est clairement établi par le parti, et devient d'autant plus visible à mesure que l'on s'intéresse à leurs publications. Ainsi, on retrouve une référence aux droits des femmes dans le plan d'action Asile / Immigration, celui-ci présentant l'égalité homme/femme comme l'un des motifs justifiant leur politique d'« intégration républicaine » :

« L'idée est d'inscrire des critères stricts d'assimilation, de respect de l'histoire et de la culture française, de respect de l'égalité homme/femme, d'exiger des engagements pour l'intérêt général. Le suivi de ces formations et les résultats obtenus conditionneront l'obtention ou le renouvellement du titre de séjour. »³³⁹

La lecture des questions relatives aux droits des femmes selon les mouvements étudiés semble à la fois répondre à une logique conservatrice mais s'inscrit également au sein de la

³³⁷ Le projet présidentiel 2017, *Site internet du Rassemblement National*
Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/le-projet-presidentiel-2017/>
[consulté le 15 septembre 2019]

³³⁸ « Clip de campagne officiel. Marine 2017 », *Chaîne Youtube officielle de Marine Le Pen*, 5 février 2017
Disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=FYWnuQc5mYA&ab_channel=MarineLePen
[consulté le 15 juillet 2018]

³³⁹ Asile / Immigration. Stopper, proposer et agir !, *op. cit.*, p. 30.

critique de l'immigration. L'un des aspects de ce discours apparaît particulièrement substantiel dès lors que l'on s'intéresse à la défense de la « cause des femmes ». La présentation de l'Islam comme potentiellement dangereuse et incompatible avec les sociétés européennes semble en partie fondée sur une prétendue incompatibilité culturelle liée à l'égalité homme/femme.

La question du voile semble cristalliser l'inconciliabilité entre immigration et droits des femmes, que ces mouvements prétendent défendre. L'Islam apparaît central à leur discours, qu'il s'agisse de leur critique de l'immigration ou de leur traitement des questions relatives à la « cause des femmes ».

Marine Le Pen présente ainsi son parti comme ayant à cœur de défendre les libertés des femmes, présentées comme indissociables d'une culture européenne que l'immigration mettrait en danger :

« En France, on respecte les femmes, on ne les interpelle pas dans la rue avec des propos grossiers, outrageants, on ne leur interdit pas l'espace public, on ne les frappe pas, on ne leur demande pas de se cacher sous des voiles, parce qu'elles seraient impures. [...] Femmes de France, je vous appelle à relever la tête avec moi pour défendre vos droits. En France, on boit du vin si on en a envie, on pense et on s'exprime librement, on entend sonner la cloche au lointain mais on se voit reconnaître le droit de critiquer une religion ou d'en changer sans avoir peur. »³⁴⁰

Matteo Salvini condamne également le port du hijab en Europe, et contredit l'idée selon laquelle il serait un acte de liberté. Ainsi, le leader de la Ligue publie sur son compte Twitter la photo d'une campagne appelant à « célébrer la diversité et respecter le hijab » et accuse le Conseil de l'Europe de « promouvoir le port du voile islamique »³⁴¹.

Les Identitaires sont particulièrement virulents quant à cette question, qui suscite de nombreux éditoriaux et campagnes. Selon le mouvement, le port du voile serait, au même titre que les conversions à la religion musulmane, des signes d'une « future et possible soumission des Européens à l'Islam et de leur déculturation » :

³⁴⁰ Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017.

³⁴¹ Tweet, *Compte Twitter de Matteo Salvini*, 24 novembre 2021

Disponible ici : <https://twitter.com/matteosalvinimi/status/1456288739777470466?lang=en>
[consulté le 12 février 2022]

« Un signe avant-coureur de la future et possible soumission des Européens à l’islam et de leur déculturation [...] est le nombre croissant de convertis. Exactement comme dans les Balkans du temps de la domination des Ottomans : la conversion à l’islam relève du ”syndrome de Stockholm”, d’un désir de soumission et de protection. [...] Il faut ajouter que les jeunes filles autochtones qui se convertissent à l’islam, dans les banlieues, le font par peur, pour ne plus être harcelées. Summum de l’aliénation. »³⁴²

Ainsi, les femmes semblent servir l’argumentaire anti-Islam, reposant sur des considérations culturelles et civilisationnelles, et sont présentées comme les premières victimes de la menace que ferait peser cette religion sur l’Europe.

La campagne « Ni voilée ! ni violée ! Touche pas à ma sœur ! » lancée par les Jeunesses Identitaires, et pour lequel Philippe Vardon est condamné en 2008, illustre assez bien la volonté du mouvement de se présenter soucieux de la liberté des femmes en critiquant le port du voile.

³⁴² Faye Guillaume, « Trois menaces mortelles contre la civilisation européenne », *op. cit.*

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE - IPNS



NI VOILÉE ! NI VIOLÉE !

Des divinités antiques à la Vierge Marie, en passant par la tradition de l'amour courtois et par les femmes ayant marqué l'Histoire (telles Catherine de Médicis, Jeanne d'Arc ou les révolutionnaires irlandaises de 1916), les femmes ont toujours été respectées et protégées en Europe. Et cela bien avant le féminisme ou la parité...

Les femmes européennes, et en particulier les jeunes filles, sont aujourd'hui les premières cibles et les premières victimes de l'islamisation de notre société et d'une nouvelle forme de violence, teintée à la fois de sexisme et de racisme anti-blanc dont les fameuses « tournantes » sont la plus odieuse expression.

Parce que nous ne voulons pas voir demain les femmes d'Europe voilées, parce que nous en avons assez des viols collectifs et des agressions verbales ou physiques contre les jeunes filles :

TOUCHE PAS À MA SŒUR !



www.jeunesses-identitaires.com

•••••••• Bulletin à retourner à JI - BP 23 - 03290 Dompierre-sur-Besbre ••••••••

- Je soutiens l'action des JI en faveur de la liberté et de l'identité des Européennes.
- Je souhaite rencontrer un responsable des Jeunesses Identitaires.
- Les tournantes c'est sympa ! Le voile, c'est fashion !

NOM PRÉNOM

ADRESSE

TÉL MAIL

Source : Compte Twitter officiel de Philippe Vardon

Sur ce tract appelant à soutenir « l'action des JI en faveur de la liberté et de l'identité des Européennes », le mouvement s'attaque au port du voile comme symbole de soumission des femmes. Cela étant, le mouvement procède également à une dévalorisation des concepts de féminisme et de parité, présentés comme inutiles puisque les femmes étaient déjà respectées avant même que les luttes pour les droits des femmes n'apparaissent :

« Des divinités antiques à la Vierge Marie, en passant par la tradition de l'amour courtois et par les femmes ayant marqué l'Histoire [...], les femmes ont toujours été respectées et protégées en Europe. Et cela bien avant le féminisme ou la parité... »³⁴³

Si le féminisme et la parité ne seraient que des notions abstraites et inutiles selon le mouvement, l'Islam représenterait une menace bien réelle pesant sur la place des femmes en Europe. Le sexisme serait ainsi lié à « l'islamisation » de l'Europe, où les femmes auraient jusque-là été respectées, dédouanant ainsi les sociétés européennes de toute forme de discrimination liée au sexe :

« Les femmes européennes, et en particulier les jeunes filles, sont aujourd'hui les premières cibles et les premières victimes de l'islamisation de notre société et d'une nouvelle forme de violence, teintée à la fois de sexisme et de racisme anti-blanc »³⁴⁴

Le sexisme est ainsi associé à la notion de « racisme anti-blanc », très présent au sein de l'argumentaire de la mouvance identitaire afin de nourrir un discours mêlant victimisation et conflit de civilisations. C'est entre ces deux mêmes enjeux que semble également s'insérer la question des femmes dans le discours identitaire, selon qui le monopole du sexisme serait détenu par les migrants et en particulier par les musulmans.

Ce qui semble être une instrumentalisation de la religion musulmane afin de justifier une défense des droits des femmes est également employé par le FN/RN selon qui le danger planant sur les femmes serait omniprésent :

« Que des jeunes filles ou des femmes essaient de sortir de leur immeuble sans porter le voile, que ceux réputés musulmans ne respectent pas le ramadan, que de la viande de porc soit proposée à la cantine, que la nourriture ne soit pas halal, que des collégiennes ou des lycéennes veuillent faire de l'éducation physique, que des hommes et des femmes pataugent ensemble à la piscine municipale, que des hommes médecins prétendent soigner les patientes, que des jeunes femmes refusent d'épouser celui qu'on leur a trouvé, voilà ce qui est difficile aujourd'hui et même parfois impossible dans certains quartiers ! »³⁴⁵

³⁴³ Tweet, *Compte Twitter de Philippe Vardon*, 22 septembre 2015
Disponible ici : https://twitter.com/P_Vardon/status/646368294572826624
[consulté le 17 février 2020]

³⁴⁴ *Ibid.*

³⁴⁵ Le Pen Marine, *Discours à Nantes*, 25 mars 2012, *op. cit.*

Marine Le Pen semble avoir trouvé dans sa critique de l'islam un moyen de légitimer un discours promouvant l'émancipation des femmes, à condition que celle-ci ne dépasse pas les limites que leur fixerait leur sexe.

Dans le cas du FN/RN également, le traitement des droits des femmes semble nourrir un discours aux accents civilisationnels, la présidente du parti déplorant que les Français doivent s'adapter à des mœurs qui ne seraient pas les leurs :

« Savez-vous que pour limiter les mariages forcés, il a fallu changer la loi française. Les jeunes françaises n'ont plus le droit de se marier librement à partir de quinze ans, elles doivent attendre dix-huit ans. C'est nous qui avons dû nous adapter ! »³⁴⁶

La défense des droits des femmes devient ainsi un élément indissociable d'une critique de l'islam occupant elle-même une place substantielle dans le discours et l'idéologie des mouvements étudiés. Cette « islamisation » des sociétés représente, selon Les Cahiers de l'ENL, « le plus visible et le plus redoutable » des dangers pour les femmes :

« Si les dangers sont nombreux, le plus visible et le plus redoutable n'est malheureusement jamais abordé dans les textes européens : l'islamisation de notre société. L'Union européenne a choisi d'être aveugle, de refuser de voir qu'aujourd'hui, certains enferment les femmes dans des vêtements d'un autre âge, leur interdisent l'accès à des commerces et poussent leur idéologie si loin qu'elles ne peuvent plus circuler sans risquer d'être au minimum harcelées. »³⁴⁷

L'islamisme est donc présenté dans ce même texte comme l'une des trois menaces principales pesant sur les femmes, aux côtés de la pauvreté et des violences sexuelles :

« C'est aujourd'hui une menace clairement identifiée pour les femmes françaises et européennes. [...] Il faut donc éradiquer des quartiers de nos villes l'islamisme, sous peine de

³⁴⁶ *Ibid.*

³⁴⁷ « Droits des femmes, une juste cause dévoyée », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, op. cit., p. 3.

*voir les femmes devenir les victimes expiatoires d'un système politico-religieux qui ne tolère aucune remise en question. »*³⁴⁸

L'Islam semble offrir à Marine Le Pen un moyen de crédibiliser le positionnement du parti, plus axé sur la défense des droits des femmes, en faisant de la religion musulmane un ennemi de cette cause³⁴⁹, et le parti son défenseur. Le parti présente donc le droit des femmes comme l'un des enjeux de sa critique de l'immigration, laquelle s'inscrit dans une dimension civilisationnelle substantielle comme nous l'avons vu dans l'étude de cas consacrée au traitement de la question migratoire.

La politique des mœurs des mouvements semble ainsi n'avoir que peu évolué sur la période étudiée. Le cas du FN/RN apparaît sur ce point particulièrement parlant puisque si le traitement de ces enjeux participe de la stratégie de normalisation du parti, et du changement d'image souhaitée par sa nouvelle présidente, l'idéologie profonde du parti demeure solidement ancrée sur des bases conservatrices.

Qu'il s'agisse de leur rapport à la religion, des droits LGBTQIA+ ou de la place des femmes dans la société, l'ensemble des mouvements étudiés invoquent des considérations civilisationnelles afin de justifier leurs positions conservatrices.

L'argumentaire civilisationnelle, sur lequel repose également en partie leur discours sur l'immigration et la mondialisation, semble ainsi devoir être compris comme l'une des passerelles rhétoriques et idéologiques majeures entre les mouvements étudiés. Ces derniers apparaissent ainsi vouloir inscrire leur action politique dans une dimension métapolitique de lutte pour la survie de l'idée qu'ils se font de leur civilisation et des valeurs qui y sont rattachées.

³⁴⁸ *Ibid.*, p. 12.

³⁴⁹ Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *Les droites extrêmes en Europe*, op. cit., p. 238.

Conclusion

Les élections européennes de 2014 et 2019 mettent toutes deux en lumière une progression notable de mouvements prônant un discours critique à l'encontre de l'Union européenne, dont ils entreprennent pourtant d'intégrer les institutions. Si ces mouvements se qualifient fréquemment eux-mêmes de souverainistes et nationalistes, par opposition aux mondialistes qui peupleraient Bruxelles, on ne peut occulter la dynamique européenne dans laquelle ils s'insèrent.

Ces alliances transnationales sont particulièrement visibles depuis 2015 et la constitution du groupe politique Europe des Nations et des Libertés, devenu Identité et Démocratie, au sein duquel siègent la Ligue et le Rassemblement National. Loin de marquer le point de départ de la constitution de réseaux européens entre ces partis, cette alliance européenne semble bien davantage concrétiser un rapprochement préexistant, fondé certes sur des intérêts politiques communs mais également sur de nombreuses passerelles idéologiques.

Ces mouvements semblent tous dépeindre une même société fondée sur une logique binaire, opposant un peuple homogénéisé à des élites dont les intérêts seraient préservés par une caste politique détenant le pouvoir décisionnel. Ces mêmes responsables politiques n'éprouveraient ainsi que mépris à l'égard des populations dont la voix aurait été trop longtemps tue. C'est dans ce contexte que se développe le discours des droites radicales qui se veulent être les porte-paroles des intérêts et des revendications de ces oubliés de la mondialisation.

C'est également au sein de cette critique du système politique, économique et médiatique que s'inscrivent les études de cas choisies dans le cadre de cette thèse. Les problèmes que poseraient l'immigration, les politiques économiques et l'évolution des mœurs seraient ainsi autant de symptômes des politiques libérales et multiculturelles que ces mouvements critiquent avec véhémence. L'analyse du discours, et la démarche comparative dans laquelle il s'insère, vise ainsi à mettre en lumière les évolutions du traitement de divers enjeux par les mouvements étudiés, et les thèmes communs développés par ceux-ci.

Le discours antisystème constitue donc à la fois une passerelle idéologique majeure entre les droites radicales, mais il doit également être perçu comme l'un des principaux marqueurs de leur identité politique.

L'impact de la mondialisation apparaît primordial, non seulement sur le discours des mouvements étudiés mais également sur leur trajectoire politique. Le contexte historique apparaît ainsi déterminant dans la compréhension et l'analyse des faits contemporains.

La globalisation et le développement de sociétés multiculturelles sont autant de menaces qui planeraient sur les membres des communautés défendues par ces mouvements et pourraient, à terme, causer un effacement de l'identité de celles-ci.

Bien qu'il s'agisse d'interroger la place des mouvements étudiés sur leur scène nationale respective, on ne peut occulter une dimension européenne prégnante dans ce travail de recherche. Par ailleurs, s'ils peuvent sembler contradictoires, c'est en partie sur le concept de nation et la défense d'une communauté nationale que repose le discours tenu par les mouvements étudiés sur l'Europe. Qu'ils en aient intégré les institutions ou non, tous semblent s'accorder sur la critique d'une Union européenne soldée aux intérêts de quelques puissants. Si la dimension nationale demeure substantielle, il convient d'évoquer le caractère fluctuant que ces mouvements attachent à la notion de communauté. Tous se font les défenseurs d'une communauté et d'une identité dont ils ont entrepris de dessiner des contours évoluant au gré du contexte et des opportunités politiques.

Au-delà des similitudes que l'on peut relever dans leur discours sur leur scène nationale respective, l'Europe semble offrir un cadre favorable à l'émergence de réseaux transnationaux ainsi qu'à la constitution d'alliances politiques. Il ne s'agit dès lors plus seulement de défendre les intérêts des populations nationales, mais d'exporter ces mêmes éléments de discours sur la scène européenne.

L'identité européenne, telle que définie par ces mouvements, revêt dès lors une importance majeure, servant notamment à justifier une critique de l'immigration semblable sur bien des points. La délimitation géographique rattachée à la notion de communauté étant par essence subjective, elle est tout autant sujette à de nombreuses évolutions, chacun définissant librement ceux qu'il identifie comme extra-communautaires. On ne saurait donc dans cette étude se limiter aux seules frontières nationales comme cadres d'identification.

C'est sur cette logique d'échelles qu'est également bâtie cette thèse, celle-ci visant à mettre en évidence la constante idéologique que constitue la défense de la communauté, mais également le caractère évolutif de celle-ci. Après avoir mené une analyse des principaux éléments constitutifs du discours et de l'idéologie de ces formations, il convient de s'intéresser

à leur parcours politique en suivant ces échelles, d'abord locales, puis nationales et européennes.

La perspective historique apparaît à nouveau absolument essentielle à la compréhension de l'identité politique de ces mouvements, dans la mesure où elle est fréquemment invoquée afin de justifier leurs prises de position sur certains sujets de société. Par ailleurs, c'est cette même dimension historique et culturelle qui semble leur permettre de valoriser l'appartenance et la défense d'une communauté et d'une identité.

Cette souplesse des notions de communauté et d'identité est d'autant plus visible dans le cas des partis établis que sont la Ligue et le Rassemblement National, les impératifs électoraux exigeant une plus forte adaptabilité de leur idéologie. La Ligue illustre particulièrement bien la forte adaptabilité du concept de communauté, d'abord régionale puis nationale et européenne. On ne saurait donc mener une étude de ces quatre mouvements sans tenir compte de l'asymétrie notable existant entre ceux-ci. Malgré tout, bien que l'appartenance à la communauté varie en fonction des frontières que ces mouvements y ont eux-mêmes fixées, tous semblent voir dans la dimension européenne un moyen de pallier ces différences et établir un discours commun.

En outre, l'étude du discours de ces mouvements se révèle d'autant plus pertinente qu'elle révèle des passerelles idéologiques majeures, y compris entre deux cultures et contextes nationaux distincts. Il serait à la fois simpliste et erroné de résumer les similitudes entre ces mouvements à la simple dimension européenne qu'ils confèrent à leur discours, les notions d'Europe et d'identité européenne n'étant pas les seuls points de ralliement entre eux.

Si le fond du discours est absolument déterminant dans l'analyse des marqueurs de l'identité politique, il apparaît tout aussi pertinent de s'intéresser au style communicationnel employé par ceux-ci. Bien qu'ils varient nécessairement d'un responsable politique à l'autre, tous semblent s'accorder à conférer et conserver une dimension subversive à leur identité politique.

Si le caractère subversif de leur idéologie constitue à la fois un élément d'identification mais également un argument politique prégnant, il convient de souligner que son degré varie d'un mouvement à l'autre.

Offrant visibilité médiatique et crédibilisant leur discours d'opposition au système en place, on ne saurait pour autant ignorer les limites de l'usage de la radicalité dans une logique de conquête électorale. L'équilibre est fragile entre exportation du discours en dehors de la sphère militante et maintien d'une charge subversive sans laquelle l'idéologie des mouvements étudiés se viderait en partie de sa substance. Cette adaptation du discours, permettant d'étendre le champ

de leurs ambitions politiques, est à nouveau bien plus visible chez les partis s'étant lancé dans une compétition électorale. C'est sans doute sur ce point que réside l'une des principales difficultés auxquelles sont confrontés les partis ayant entrepris d'intégrer les institutions d'un système dont ils ont fait de la critique leur fer de lance.

Bibliographie

Sources

Archives

- **Déclarations et publications des mouvements étudiés**

- **France :**

Rassemblement National :

« Appel aux Français », *Français Passionnément. Programme du Front National*, 1995

Source : Sciences Po / Fonds CEVIPOF

Disponible ici : https://archive.org/details/EL209_P_1995_007/page/n1/mode/2up

[consulté le 10 septembre 2019]

« La France apaisée, nouvelle affiche du Front National », *Site Internet du Rassemblement National*, 21 janvier 2016

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/annonces/la-france-apaisée-nouvelle-affiche-du-front-national/>

[consulté le 13 décembre 2019]

Le projet présidentiel 2017, *Site internet du Rassemblement National*

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/le-projet-presidentiel-2017/>

[consulté le 15 septembre 2019]

Asile / Immigration. Stopper, proposer et agir !, *Site internet du Rassemblement National*, Avril 2018

Disponible ici :

https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/A4_LIVRET_ASILE_IMMIGRATI_ON_DEF_HD_STC.pdf

[consulté le 15 septembre 2019]

Plan Le Pen pour les banlieues, *Site internet du Rassemblement National*, Avril 2018

Disponible ici :

https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/A4_LIVRET_PLAN_BANLIEUE_HD.pdf

[consulté le 15 septembre 2019]

Règlement intérieur du Rassemblement National, *Site internet du Rassemblement National* 25 juin 2018

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/reglement-interieur-du-rassemblement-national/>

[consulté le 24 mai 2020]

Statuts du Rassemblement National, *Site internet du Rassemblement National*, 1^{er} juin 2018

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/statuts-du-rassemblement-national/>

[consulté le 24 mai 2020]

« Propositions », *Site Internet des députés Rassemblement National*

<https://deputes-rn.fr/propositions/>

[consulté le 30 septembre 2020]

« Pour un nouveau projet européen : construire une union des nations européennes », Communiqué, *Site Internet du Rassemblement National*, 9 mai 2018

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiques/pour-un-nouveau-projet-europeen-construire-une-union-des-nations-europeennes/>

[consulté le 20 août 2019]

« Pour une Europe des Nations et des Peuples. Projet – Élections européennes 2019 », *Site internet du Rassemblement National*

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/programme-euro2019.pdf>

[consulté le 11 septembre 2019]

« Pour une Europe des Nations. Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe « L'Alliance Européenne des Nations » », *Site Internet du Rassemblement National*, 2019

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/telecharger/publications/Manifeste.pdf>

[consulté le 13 septembre 2019]

« Grèce et Euro : les Français n'en peuvent plus de payer ! », Communiqué, *Site internet du Rassemblement National*, 21 novembre 2012

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiques/grece-et-euro-les-francais-nen-peuvent-plus-de-payer/>

[consulté le 14 avril 2019]

« Réponse aux mensonges éhontés du site Politico », Communiqué de presse du groupe Europe des Nations et des Libertés, *Site internet du Rassemblement National*, 14 septembre 2016

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiques/reponse-aux-mensonges-ehontes-du-site-politico/>

[consulté le 13 janvier 2019]

« Communiqué de presse à l'occasion de la journée de la femme », Communiqué, *Site Internet du Rassemblement National*, 9 mars 2016

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiqués/communiqué-de-presse-a-loccasion-de-la-journée-de-la-femme/>

[consulté le 18 juillet 2019]

« « Présidentielle 2017 » : réaction de Marine Le Pen », *Chaîne YouTube de France Info*, 7 mai 2017

Disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=69v0xMPU-0o>

[consulté le 6 février 2019]

Aliot Louis, « Le mariage doit rester entre un homme et une femme », Communiqué, *Site Internet du Rassemblement National*, 13 novembre 2011

<https://rassemblementnational.fr/communiqués/le-mariage-doit-rester-1%e2%80%99union-entre-un-homme-et-une-femme/>

[consulté le 13 mars 2021]

Briois Steeve, *Discours à Lille*, 19 février 2012

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-steeve-briois-lors-de-la-convention-presidentielle-de-lille-dimanche-19-fevrier-2012/>

[consulté le 3 janvier 2020]

Collard Gilbert, « GPA, PMA : le GPS du droit à la famille perd le nord ! », *Tribune libre*, *Site Internet du Rassemblement National*, 12 octobre 2014

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/tribunes-libres/gpa-pma-le-gps-du-droit-a-la-famille-perd-le-nord/>

[consulté le 13 mars 2021]

- Discours et entretiens :

Le Pen Jean-Marie, « Jean-Marie Le Pen sur le Sida : le sidaïque est une espèce de lépreux », *L'Heure de Vérité*, *INA*, 6 Mai 1987

Vidéo disponible ici :

<https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/i00005232/jean-marie-le-pen-sur-le-sida-le-sidaïque-est-une-espece-de-lepreux>

[consulté le 3 mai 2019]

Le Pen Jean-Marie, « Jean-Marie Le Pen « Je crois à l'inégalité des races » », *France 2 Journal de 20h*, *INA*, 30 août 1996

Vidéo disponible ici :

<https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/i09167775/jean-marie-le-pen-je-crois-a-l-inegalite-des-races>

[consulté le 3 mai 2019]

Le Pen Jean-Marie, invité de l'émission *Polémiques*, INA, 24 janvier 1999

Vidéo disponible ici : <https://www.ina.fr/video/I00005785>

[consulté le 17 août 2020]

Le Pen Jean-Marie, *Discours à Paris*, 1^{er} mai 2002

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/127827-declaration-de-m-jean-marie-le-pen-candidat-du-front-national-lelec>

[consulté le 13 novembre 2019]

Le Pen Jean-Marie, Interview auprès de LCI, *Vie-publique.fr*, 11 juin 2002

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/130329-interview-de-m-jean-marie-le-pen-president-du-front-national-lci>

[consulté le 15 décembre 2019]

Le Pen Jean-Marie, *Déclaration sur l'immigration, l'insécurité, la politique économique ainsi que sur sa succession à l'intérieur du parti*, Paris, 18 novembre 2007

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/168569-declaration-de-m-jean-marie-le-pen-president-du-front-national-sur-l>

[consulté le 3 janvier 2020]

Le Pen Jean-Marie, *Discours à Nice*, 3 juin 2009

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/175475-declaration-de-m-jean-marie-le-pen-president-du-front-national-sur-sa>

[consulté le 3 avril 2019]

Le Pen Marine, *Discours à Nantes*, 25 mars 2012

Disponible ici :

<https://www.vie-publique.fr/discours/184832-declaration-de-mme-marine-le-pen-candidate-du-front-national-lelecti>

[consulté le 18 septembre 2019]

Le Pen Marine, *Discours sur la désertification des campagnes et les répercussions de la crise économique sur les agriculteurs*, Merdrignac, 20 avril 2012

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/184949-declaration-de-mme-marine-le-pen-candidate-du-front-national-lelecti>

[consulté le 3 janvier 2020]

Le Pen Marine, « Mariage homosexuel : la lobbycratie ne doit pas remplacer la démocratie ! », Communiqué, *Site Internet du Rassemblement National*, 22 novembre 2012

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiques/mariage-homosexuel-la-lobbycratie-ne-doit-pas-remplacer-la-democratie/>

[consulté le 13 mars 2021]

Le Pen Marine, *Discours à l'Université d'été*, 15 septembre 2013

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/universite-dete-2013-discours-de-marine-le-pen/>

[consulté le 20 janvier 2019]

Le Pen Marine, *Discours*, 1^{er} mai 2015

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-vendredi-1er-mai-2015/>

[consulté le 15 septembre 2020]

Le Pen Marine, *Discours*, 10 décembre 2015

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-a-paris-10-decembre-2015/>

[consulté le 8 janvier 2019]

Le Pen Marine, *Discours*, 9 novembre 2016

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-la-france-civilisation-mondiale-au-xxieme-siecle>

[consulté le 7 juillet 2019]

Le Pen Marine, *Discours au Zenith de Paris*, 17 avril 2017

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/05/02/le-discours-de-marine-le-pen-de-la-france-eternelle-a-la-menace-du-chaos_5121139_4854003.html#episode_la-mort-ou-la-survie

[consulté le 3 février 2019]

Le Pen Marine, *Discours*, 23 avril 2017

Disponible ici : <https://www.europe1.fr/politique/verbatim-le-discours-de-marine-le-pen-au-soir-du-premier-tour-3309374>

[consulté le 6 février 2019]

Le Pen Marine, *Discours*, 7 mai 2017

Disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=69v0xMPU-0o>

[consulté le 5 février 2019]

Le Pen Marine, *Discours*, 18 juin 2017

Vidéo disponible ici : https://www.francetvinfo.fr/elections/legislatives/video-legislatives-marine-le-pen-condamne-un-terrible-probleme-de-representativite-de-l-assemblee_2242915.html

[consulté le 15 décembre 2019]

Le Pen Marine, *Discours dans l'Orne*, Janvier 2018

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-dans-lorne/>

[consulté le 5 août 2020]

« Mariage gay : manifestation (pas) pour tous au FN », *Chaîne Dailymotion de Public Sénat*, 4 décembre 2013

Disponible ici : <https://www.dailymotion.com/video/x17zgrw>

[consulté le 16 juin 2019]

« Marine Le Pen s'attaque au « monde de la finance » : « Cette fois il a un nom, il s'appelle Emmanuel Macron » », *France Info*, 1^{er} mai 2017

Disponible ici : https://www.francetvinfo.fr/politique/front-national/video-marine-le-pen-s-attaque-au-monde-de-la-finance-cette-fois-il-a-un-nom-il-s-appelle-emmanuel-macron_2170570.html

[consulté le 12 janvier 2019]

« Débat télévisé entre M. Emmanuel Macron, et Mme Marine le Pen, candidats à l'élection présidentielle 2017, le 3 mai 2017, sur les projets et propositions des deux candidats », *Vie publique*, 3 mai 2017

Disponible ici : <https://www.vie-publique.fr/discours/203174-debat-televisé-entre-m-emmanuel-macron-et-mme-marine-le-pen-candidats>

[consulté le 12 janvier 2019]

« Débat de l'entre-deux tours : Marine Le Pen / Emmanuel Macron », *Chaîne Youtube LCI*, 4 mai 2017

Disponible ici :

https://www.youtube.com/watch?v=iOAbBdlWgz0&ab_channel=LCI

[consulté le 10 juin 2018]

« L'Émission politique : Macron 1 an Le Verdict (France 2) », *Chaîne Youtube L'Émission politique*, 17 mai 2018

Disponible ici :

https://www.youtube.com/watch?v=N83f6Xkjm8g&ab_channel=L%E2%80%99Emissionpolitique

[consulté le 3 juillet 2019]

« Marine Le Pen soutient la manifestation des « gilets jaunes » », *Chaîne YouTube Europe 1*, 29 novembre 2018

Disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=7-PrNke7RZc&ab_channel=Europe1

[consulté le 8 décembre 2018]

Lebreton Gilles, « L'Église normalise ses relations avec le Front National », Communiqué, *Site Internet du Rassemblement National*, 28 août 2015

<https://rassemblementnational.fr/communiques/leglise-normalise-ses-relations-avec-le-front-national/>

[consulté le 13 mars 2021]

Troszczynski Mylène et Goddyn Sylvie, « « L'Union européenne prétend émanciper nos jeunes filles et menace le mariage homme-femme ! », Communiqué, *Site Internet du Rassemblement National*, 8 septembre 2015

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiqués/lunion-europeenne-pretend-emanciper-nos-jeunes-filles-et-menace-le-mariage-homme-femme/>

[consulté le 13 mars 2020]

Troszczynski Mylène, « Le Comité d'éthique ouvre la porte à la PMA pour les couples de mêmes sexes : le droit des enfants devient le droit à l'enfant ! », Communiqué, *Site Internet du Rassemblement National*, 30 juin 2017

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiqués/le-comite-dethique-ouvre-la-porte-a-la-pma-pour-les-couples-de-memes-sexes-le-droit-des-enfants-devient-le-droit-a-lenfant/>

[consulté le 13 mars 2021]

- Réseaux sociaux :

« Clip de campagne officiel. Marine 2017 », *Chaîne Youtube officielle de Marine Le Pen*, 5 février 2017

Disponible ici :

https://www.youtube.com/watch?v=FYWnuQc5mYA&ab_channel=MarineLePen

[consulté le 15 juillet 2018]

Tweet, *Compte Twitter de Marine Le Pen*, 8 août 2016

Disponible ici : https://twitter.com/mlp_officiel/status/762556739711561728?lang=en

[consulté le 6 mars 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Marine Le Pen*, 16 octobre 2016

Disponible ici : https://twitter.com/mlp_officiel/status/787604694470459392?lang=de

[consulté le 8 juin 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Marine Le Pen*, 8 août 2017

Disponible ici : https://twitter.com/mlp_officiel/status/894839229485895680?lang=en

[consulté le 6 mars 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Marine Le Pen*, 23 novembre 2018

Disponible ici : https://twitter.com/MLP_officiel/status/1065880893066117120

[consulté le 10 septembre 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Marine Le Pen*, 24 janvier 2019

Disponible ici : https://twitter.com/mlp_officiel/status/1088502282805755904

[consulté le 9 avril 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Marine Le Pen*, 5 avril 2019

Disponible ici : https://twitter.com/MLP_officiel/status/1114071838227869696
[consulté le 9 avril 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Marion Maréchal*, 9 mai 2014

Disponible ici : <https://twitter.com/MarionMarechal/status/464695881741373440>
[consulté le 8 juin 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Marion Maréchal*, 16 octobre 2016

Disponible ici : <https://twitter.com/MarionMarechal/status/787641503518785536>
[consulté le 8 juin 2019]

- Tracts et affiches :

« Le Pen, vite ! », *Front National*, 1988

« Le Front National c'est vous », *Front National*, 1990

« Mondialisation piège à cons », *Front National de la Jeunesse*, 1990

« Contre la censure », *Front National de la Jeunesse*, 1990

« Tête haute mains propres », *Front National*, 1993

« Le Pen, politiquement non modifié », *Front National*, 2007

« Fier d'être Français », *Front National*, 2007

« Jeune Français, défends ton identité ! », *Front National de la Jeunesse*, 2009

« Ici c'est la France ! », *Front National de la Jeunesse*, 2009

« Priorité pour toi chez toi », *Front National de la Jeunesse*, Européennes 2009

« Aux régionales, mettez-leur un coup de pied dans les urnes ! », *Front National de la Jeunesse*,
Régionales 2010

« Non à l'islamisme », *Front National de la jeunesse*, Régionales 2010

« La voix du peuple », *Front National*, Régionales 2010

« La France apaisée », *Front National*, 2016

« Remettre la France en ordre », *Front National*, Présidentielles 2017

« Choisir la France », *Front National*, Présidentielles 2017

« Femmes françaises, fières de nos libertés », *Rassemblement National*, Européennes 2019

Les Identitaires / Génération Identitaire :

« Actualités », *Site Internet Génération Identitaire*, 11 août 2018

www.generationidentitaire.org

« Le Mouvement », *Site Internet de Génération Identitaire*

www.generationidentitaire.org

« Le Pacte », *Site Internet de Génération Identitaire*

www.generationidentitaire.org

« Nos actions », *Site Internet de Génération Identitaire*

www.generationidentitaire.org

« Nos principes », *Site Internet de Génération Identitaire*,

www.generationidentitaire.org

« Nos victoires », *Site Internet de Génération Identitaire*

www.generationidentitaire.org

« Notre symbole », *Site Internet de Génération Identitaire*,

www.generationidentitaire.org

« Qu'est-ce que c'est Génération Identitaire ? », Foire aux Questions, *Site Internet de Génération Identitaire*

www.generationidentitaire.org

« Boutique », *Site internet Les Identitaires*

<https://www.boutique-identitaire.com/fr/>

« Êtes-vous pour la construction européenne ? Êtes-vous pour une Europe fédérale ? », Foire aux Questions, *Site internet Les Identitaires*

www.les-identitaires.com

« Êtes-vous un concurrent du Rassemblement National ? », Foire aux Questions, *Site internet Les Identitaires*

www.les-identitaires.com

« Que défendez-vous ? », Foire aux Questions, *Site internet Les Identitaires*

www.les-identitaires.com

« Que proposez-vous ? », Foire aux Questions, *Site Internet de Génération Identitaire*
www.generationidentitaire.org

« Que veut dire « être identitaire » ? », Foire aux Questions, *Site internet Les Identitaires*
www.les-identitaires.com

« Que sont Les Identitaires ? », Foire aux Questions, *Site Internet Les Identitaires*
www.les-identitaires.com

« Quelle est votre vision de l'identité ? », Foire aux Questions, *Site Internet Les Identitaires*
www.les-identitaires.com

« Vous vous dites Européens. Êtes-vous pour l'Union européenne ? », Foire aux Questions, *Site Internet Les Identitaires*
www.les-identitaires.com

« Génération Identitaire occupe la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Saint-Denis ! », *Site Internet de Génération Identitaire*, 29 mars 2019

Disponible ici : <https://generationidentitaire.org/generation-identitaire-occupe-la-caisse-dallocations-familiales-de-seine-saint-denis/>

[consulté le 3 juin 2019]

« Le Bloc Identitaire devient Les Identitaires », Communiqué officiel, *Site Internet Les Identitaires*, 13 juillet 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/07/13/le-bloc-identitaire-devient-les-identitaires/>

[consulté le 22 juillet 2020]

« 10 mesures d'urgence pour protéger l'identité et la sécurité de la France », *Site Internet Les Identitaires*, 2 décembre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/12/02/10-mesures-durgence-proteger-lidentite-securite-de-france/>

[consulté le 13 avril 2020]

Argumentaire I, « La plupart des djihadistes sont des convertis », *Site Internet Les Identitaires*, 14 septembre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/09/14/argumentaire-i-djihadistes-convertis/>

[consulté le 9 novembre 2020]

Argumentaire II, « Les filières djihadistes ne recrutent et ne diffusent leur idéologie que sur internet », *Site Internet Les Identitaires*, 28 septembre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/09/28/argumentaire-ii-les-filieres-djihadistes-ne-recrutent-et-ne-diffusent-leur-ideologie-que-sur-internet/>
[consulté le 9 novembre 2020]

Argumentaire III, « La majorité des musulmans sont modérés », *Site Internet Les Identitaires*, 12 octobre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/10/12/argumentaire-iii-majorite-musulmans-moderes/>
[consulté le 9 novembre 2020]

Argumentaire IV, « Les terroristes islamistes sont des déséquilibrés/des fous » / « La réponse au djihadisme est la déradicalisation », *Site Internet Les Identitaires*, 26 octobre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/10/26/argumentaire-iv-terroristes-islamistes-desequilibresdes-fous/>
[consulté le 9 novembre 2020]

Argumentaire V, « Les migrants sont des réfugiés politiques, ils fuient la guerre », *Site Internet Les Identitaires*, 30 novembre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/11/30/argumentaire-v-migrants-refugies-politiques-fuient-guerre/>
[consulté le 9 novembre 2020]

Argumentaire VI, « Il n'y a pas de lien entre terrorisme islamiste et migrants », *Site Internet Les Identitaires*, 21 décembre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/12/21/argumentaire-vi-ny-a-de-lien-entre-terrorisme-islamiste-migrants/>
[consulté le 9 novembre 2020]

« Argumentaire VIII : il n'y a pas de lien entre immigration et délinquance », *Site Internet Les Identitaires*, 18 janvier 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/01/18/argumentaire-viii-ny-a-de-lien-entre-immigration-delinquance/>
[consulté le 11 novembre 2020]

Argumentaire XI, « La France a pillé l'Afrique lors de la colonisation », *Site Internet Les Identitaires*, 8 novembre 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/11/08/la-france-a-pille-lafrique-lors-de-la-colonisation/>
[consulté le 11 novembre 2020]

Argumentaire XIII, « Les immigrés ont reconstruit la France », *Site Internet Les Identitaires*, 6 décembre 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/12/06/immigres-ont-reconstruit-france/>

[consulté le 11 novembre 2020]

Argumentaire XIV, « La Bataille de Poitiers n'a pas eu lieu », *Site Internet Les Identitaires*, 27 décembre 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/12/27/bataille-de-poitiers-na-lieu/>

[consulté le 16 décembre 2020]

Cattin Jean-David, « Ils plient mais sont loin d'avoir rompu », *Site Internet Les Identitaires*, 16 juillet 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/07/16/ils-plient-mais-sont-loin-davoir-rompu/>

[consulté le 4 janvier 2019]

Cattin Jean-David, « En politique, la solution passe par la récupération », *Site Internet Les Identitaires*, 3 septembre 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/09/03/en-politique-la-solution-passe-par-la-recuperation/>

[consulté le 15 septembre 2020]

Cattin Jean-David, « Que puis-je faire pour ma civilisation ? », *Site Internet Les Identitaires*, 5 novembre 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/11/05/que-puis-je-faire-pour-ma-civilisation/>

[consulté le 15 septembre 2020]

Cattin Jean-David, « Populisme : C'est une vague ? Non, Sire, c'est un raz-de-marée ! », 16 septembre 2019

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2019/09/16/populisme-cest-une-vague-non-sire-cest-un-raz-de-maree/>

[consulté le 8 octobre 2019]

Collectif Collectif, « L'appel des 100 intellectuels contre le « séparatisme islamiste » », *Site Internet Les Identitaires*, 19 mars 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/03/19/lappel-des-100-contre-le-separatisme-islamiste-une-rupture-majeure/>

[consulté le 22 octobre 2020]

Dubois Thierry, « La colère des gilets jaunes : de la fiscalité à l'identité », *Site Internet Les Identitaires*, 19 novembre 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/11/19/colere-des-gilets-jaunes-de-la-fiscalite-a-lidentite/>

[consulté le 14 août 2019]

Espino Romain, « En première ligne, toujours », *Site internet Les Identitaires*, 25 avril 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/04/25/en-premiere-ligne-toujours/>
[consulté le 14 août 2019]

Faye Guillaume, « Trois menaces mortelles contre la civilisation européenne, *J'ai tout compris*, 8 juin 2015

Repris sur le site Lesidentitaires.com dans la rubrique « Vu ailleurs »

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2015/06/08/trois-menaces-mortelles-contre-civilisation-europeenne/>
[consulté le 14 mars 2020]

Florent Gabriel, « Les européens n'ont pas à subir les bidonvilles », *Site Internet Les Identitaires*, 3 octobre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/10/03/europeens-nont-a-subir-bidonvilles/>
[consulté le 10 septembre 2020]

Florent Gabriel, « La paille et la poutre », *Site internet Les Identitaires*, 9 janvier 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/01/09/la-paille-et-la-poutre/>
[consulté le 12 avril 2019]

Galant Clément, « En protégeant l'Europe, nous sauverons des vies », *Site internet Les Identitaires*, 19 juin 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/06/19/protegeant-leurope-sauverons-vies/>
[consulté le 16 juin 2020]

Gerber Jérôme, « Répartition des migrants : la révolte qui vient », *Site internet Les Identitaires*, 17 octobre 2016

<https://www.les-identitaires.com/2016/10/17/repartition-des-migrants-la-revolte-qui-vient/>
[consulté le 21 avril 2020]

Grange Anthony, « Le réel : arme de destruction massive des idéologies progressistes », *Site internet Les Identitaires*, 29 octobre 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/10/29/le-reel-arme-de-destruction-massive-des-ideologies-progressistes/>
[consulté le 10 février 2019]

Le Gallou Jean-Yves, « Immigration : la Catastrophe – Que faire ? », Reprise d'un entretien accordé à l'hebdomadaire *Minute*, *Site internet Les Identitaires*, 30 mai 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/05/30/immigration-catastrophe-faire-de-jean-yves-gallou/>
[consulté le 22 juillet 2020]

Lugan Bernard, « La France a gagné la première guerre mondiale grâce à l’Afrique et aux Africains », *Site Internet Les Identitaires*, 13 mai 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/05/13/france-na-gagne-premiere-guerre-mondiale-grace-a-lafrique-aux-africains/>

[consulté le 3 août 2019]

Martin Clément, « Pourquoi le mouvement des gilets jaunes va continuer », *Site Internet Les Identitaires*, 17 décembre 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/12/17/pourquoi-le-mouvement-des-gilets-jaunes-va-continuer/>

[consulté le 14 août 2019]

Martin Clément, « La PMA et le combat identitaire : les leçons à tirer », *Site Internet Les Identitaires*, 21 octobre 2019

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2019/10/21/la-pma-et-le-combat-identitaire-les-lecons-a-tirer/>

[consulté le 13 janvier 2020]

Mégret Bruno, « Question européenne et question identitaire sont maintenant liées », Intervention au Forum de la dissidence du 18 novembre 2017, *Site Internet Les Identitaires*, 30 novembre 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/11/30/question-identitaire-question-europeenne-liees/>

[consulté le 13 juin 2020]

Moreau Laurent, « Gilets jaunes : une authentique révolte de droite », *Site Internet Les Identitaires*, 11 février 2019

Disponible ici :

<https://www.les-identitaires.com/2019/02/11/gilets-jaunes-une-authentique-revolte-de-droite/>

[consulté le 14 août 2019]

Raul Cyril, « A charge de revanche », *Site Internet des Identitaires*, 16 octobre 2017

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2017/10/16/a-charge-de-revanche/>

[consulté le 10 septembre 2020]

Raul Cyril, « Les 30-50 ans ou la génération Beltrame », *Site internet Les Identitaires*, 4 avril 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/04/04/les-30-50-ans-ou-la-generation-beltrame/>

[consulté le 6 mai 2019]

Raul Cyril, « Placer l’enfant au centre de nos discours est une nécessité pour combattre la gauche morale », *Site Internet Les Identitaires*, 9 juillet 2018

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/07/09/placer-lenfant-au-centre-de-nos-discours-est-une-necessite-pour-combattre-la-gauche-morale/>
[consulté le 7 septembre 2019]

Raul Cyril, « Gilets jaunes : mettons des mots sur les maux », Site Internet Les Identitaires, 3 décembre 2018
Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2018/12/03/gilets-jaunes-mettons-des-mots-sur-les-maux/>
[consulté le 14 août 2019]

Raul Cyril, « A notre tour de les déconstruire », *Site Internet Les Identitaires*, 21 janvier 2019
Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2019/01/21/a-notre-tour-de-les-deconstruire/>
[consulté le 7 septembre 2019]

Raul Cyril, « Le grand effacement », *Site Internet Les Identitaires*, 25 mai 2020
Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2020/05/25/le-grand-effacement/>
[consulté le 10 septembre 2020]

Robert Fabrice, « Vivre ensemble ? Oui, mais sans eux ! », *Site internet Les Identitaires*, 26 septembre 2016
Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/09/26/vivre-ensemble-oui-eux/>
[consulté le 14 mai 2020]

- Réseaux sociaux :

« Arnaud Guillon candidat identitaire à la présidentielle 2012 sur France Ô », *Chaîne Youtube Guillon2012TV*, 8 janvier 2011
https://www.youtube.com/watch?v=k1G3A-DfyL4&ab_channel=Guillon2012TV
[consulté le 13 novembre 2020]

« L'assimilation vue par Arnaud Guillon », *Dailymotion*, 8 avril 2011
<https://www.dailymotion.com/video/xic2mg>
[consulté le 8 septembre 2019]

« Déclaration de guerre », *Chaîne Youtube Génération Identitaire*, 20 janvier 2013
https://www.youtube.com/watch?v=5Vnss7y9TNA&ab_channel=G%C3%A9n%C3%A9rationIdentitaire
[consulté le 23 novembre 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Philippe Vardon*, 22 septembre 2015
Disponible ici : https://twitter.com/P_Vardon/status/646368294572826624
[consulté le 17 février 2020]

- Tracts et affiches :

« Génération anti-racailles ! », *Génération Identitaire*, 2013

« Ni voilée ! ni violée ! Touche pas à ma sœur ! », *Jeunesses Identitaires*, 2015

- Italie :

CasaPound :

« Ezra Pound », *Site Internet de CasaPound*
<https://www.casapounditalia.org/ezra-pound/>
[consulté le 24 janvier 2018]

« Foire aux Questions », *Site Internet de CasaPound*
<https://www.casapounditalia.org/f-a-q/>
[consulté le 24 janvier 2018]

« Il movimento », *Site Internet de CasaPound*
<https://www.casapounditalia.org/casapound/>
[consulté le 24 janvier 2018]

« Il Segretario di CPI », *Site Internet de CasaPound*
<https://www.casapounditalia.org/il-segretario-di-cpi/>
[consulté le 28 janvier 2018]

« Le nostre sedi », *Site Internet de CasaPound*
<https://www.casapounditalia.org/le-nostre-sedi/#1556547946277-f31b8d81-6bd1>
[consulté le 10 janvier 2018]

« Il Programma », Programme pour les élections européennes 2019, *Site internet de CasaPound*
Disponible ici : <https://www.casapounditalia.org/il-programma/>
[consulté le 12 septembre 2019]

« Una Nazione. Programma politico 2018 », *Site Internet de CasaPound*
Disponible ici : <https://www.casapounditalia.org/il-programma/>
[consulté le 4 juin 2020]

Site Internet de la campagne « Ferma Equitalia »
<http://fermaequitalia.org/propaganda/>
[consulté le 4 février 2019]

« Chi Siamo », *Site Internet du Circolo Futurista*
http://www.circolofuturista.org/?page_id=4
[consulté le 5 Mai 2019]

« Teatro Non Conforme », *Site Internet du Circolo Futurista*
http://www.circolofuturista.org/?page_id=17
[consulté le 12 Mai 2019]

« 11 ANNI DI CIRCOLO FUTURISTA », *Site internet de Circolo Futurista*, 3 avril 2018
Disponible ici : <https://www.circolofuturista.org/?p=704>
[Consulté le 5 janvier 2019]

« DIFENDI IL TUO QUARTIERE », *Site internet du Circolo Futurista*, 6 mai 2018
Disponible ici : <https://www.circolofuturista.org/?p=722>
[consulté le 5 janvier 2019]

Publication du 10 mai 2018, *Site internet du Circolo Futurista*
<http://www.circolofuturista.org/?p=728>
[consulté le 27 Janvier 2019]

« VOLANTINAGGIO PER LA MANIFESTAZIONE A PIETRALATA », *Site internet du Circolo Futurista*, 4 octobre 2018
Disponible ici : <https://www.circolofuturista.org/?p=803>
[consulté le 10 janvier 2019]

« BASTA CAMPI ROM E CENTRI DI ACCOGLIENZA ! », *Site internet du Circolo Futurista*, 14 octobre 2018
<http://www.circolofuturista.org/?p=829>
[consulté le 27 Janvier 2019]

« TORNIAMO EUROPEI ! », *Site internet du Circolo Futurista*, 26 avril 2019
Disponible ici : <https://www.circolofuturista.org/?p=927>:
[consulté le 8 juillet 2019]

« Diritto alla proprieta' », *MutuoSociale.org*
Disponible ici : <http://www.mutuosociale.org/diritto.html>
[consulté le 10 septembre 2018]

« Il Progetto », *MutuoSociale.org*
Disponible ici : <http://www.mutuosociale.org/progetto.html>

« Le più frquenti domande sul MutuoSociale », *MutuoSociale.org*
Disponible ici : <http://www.mutuosociale.org/domande.pdf>
[consulté le 10 septembre 2018]

« Proposta di Legge per il MutuoSociale », *MutuoSociale.org*
Disponible ici : <http://www.mutuosociale.org/legge.pdf>

[consulté le 10 septembre 2018]

« Fronte dell'essere », *Site internet de ZetaZeroAlfa*

Paroles disponibles ici : <https://zetazeroalfa.org/fronte-dellesere/>

[consulté le 7 janvier 2021]

« Guerrieri della scolopendra », *Site Internet de ZetaZeroAlfa*

<http://zetazeroalfa.org/guerrieri-della-scolopendra/>

[consulté le 2 février 2019]

- Réseaux sociaux :

« ZETAZEROALFA – Cinghiamattanza (Official Video) », *Chaîne YouTube de ZeraZeroAlfa*

<https://www.youtube.com/watch?v=drsUhWuyA9I>

[consulté le 2 février 2019]

CasaPound e Popoli in missione umanitaria tra i Karen, *Chaîne YouTube de CasaPound*, 20 octobre 2010

<https://www.youtube.com/watch?v=n-UOyOTr96k>

[consulté le 10 février 2019]

« #difendereRoma - Spot elezioni comunali Roma 2016 », *Chaîne YouTube de CasaPound*, 3 mai 2016

https://www.youtube.com/watch?v=aiILKhtCZ04&ab_channel=CasaPoundItalia

[consulté le 12 mars 2018]

« In Parigi in sostegno del popolo francese dei gilet gialli contro Macron. », *Compte Facebook CasaPound Italia*, 8 décembre 2018

Disponible ici :

<https://m.facebook.com/casapounditalia/photos/a.10151837418372842/10156146836242842/?type=3&theater>

[consulté le 16 février 2019]

« Abbandoniamo esperienza elettorale, ma la battaglia per il sovranismo continua », *Compte Facebook de CasaPound Italia*, 26 juin 2019

Disponible

ici :

https://www.facebook.com/casapounditalia/posts/10156569704387842?__tn__=-R

[consulté le 24 août 2019]

Tweet, *Compte Twitter CasaPound Italia*, 8 décembre 2018

Disponible ici : <https://twitter.com/casapounditalia/status/1071419828127363074>

[consulté le 16 février 2019]

- Tracts et affiches :

« Lo Stato ti ha dato tanto : Adesso dagli casa tua », *CasaPound Italia*, Ferma Equitalia, 2012

« Jeu du pendu », *CasaPound Italia*, Ferma Equitalia, 2012

« Raccogliamo generi di prima necessita' per le famiglie italiane », *Circolo Futurista*, mai 2018

« Basta immigrazione, Basta degrado a Pietralata », *CasaPound Italia*, Ottobre 2018

« No ! Al centro di accoglienza in Via di Salone 74 », *CasaPound Italia*, Ottobre 2018

« Festa del Tesseramento », *CasaPound Italia*, Janvier 2019

Ligue :

Elezioni Europee 25 Maggio 2014. Programma elettorale, *Site Internet de la Ligue*

Disponibile ici :

<https://www.leganord.org/phocadownload/elezioni/europee/Programma%20elettorale%20europee%202014.pdf>

[consulté le 19 avril 2020]

Elezioni 2018 Programma di Governo Salvini Premier, *Site internet de la Ligue*

Disponibile ici : <https://www.leganord.org/politiche2018>

[consulté le 12 février 2019]

Contratto per il governo del cambiamento, 17 mai 2018

http://download.repubblica.it/pdf/2018/politica/contratto_governo.pdf

[consulté le 8 juillet 2018]

Cronistoria della Lega Nord – Dalle origini ad oggi, Prima Parte 1979 – 1987, *Site Internet de la Ligue*,

https://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/storia_ln/01_lega_nord_storia79_87.pdf

[consulté le 23 janvier 2019]

Cronistoria della Lega Nord – Dalle origini ad oggi, Terza Parte 1996 – 1998, *Site Internet de la Ligue*

Disponibile ici :

https://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/storia_ln/03_lega_nord_storia96_98.pdf

[consulté le 7 janvier 2019]

Cronistoria della Lega Nord– Dalle origini ad oggi, Quarta Parte 1999, *Site Internet de la Ligue*

Disponibile ici :

http://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/storia_ln/04_lega_nord_storia1999.pdf
[consulté le 7 janvier 2019]

Cronistoria della Lega Nord. Capitolo 10 2005 – 2006, *Site Internet de la Ligue*
Disponibile ici :

https://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/storia_ln/10_lega_nord_storia2005.pdf
[consulté le 13 janvier 2019]

« La difesa è sempre legittima, Con gli Italiani perbene, sicuri e liberi dai delinquenti », *Site Internet de la Ligue* – Ligurie, Tract du 25 avril 2017

<http://leganordliguria.net/25-04-manifestazione-la-difesa-e-sempre-legittima-verona/>
[consulté le 7 juin 2019]

« Organi federali », *Site internet de la Ligue*

<https://www.leganord.org/il-movimento/organi-federali>
[consulté le 17 mai 2019]

« Sedi e sezioni », *Site internet de la Ligue*

<https://www.leganord.org/il-movimento/sedi-e-sezioni>
[consulté le 14 mai 2020]

Statuto Della Lega Nord per l'Indipendenza della Padania, 2012

https://www.politicalpartydb.org/wp-content/uploads/Statutes/Italy/Italy_LN_2012.pdf
[consulté le 13 novembre 2019]

Statuto Della Lega Nord per l'Indipendenza della Padania, *Site Internet de la Ligue*, 2015

<https://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/statuto/Statuto.pdf>
[consulté le 13 novembre 2019]

Statuto Della Lega Nord per l'Indipendenza della Padania, *Site Internet de la Ligue*, 21 décembre 2019

https://www.leganord.org/phocadownload/ilmovimento/statuto/LN_Statuto_2019.pdf
[consulté le 22 janvier 2020]

- Discours et entretiens :

Camicie verdi réalisé en 2006 par Claudio Lazzaro (production Nobu Productions et distribution Dolmen Home Video)

Disponibile sur la chaîne YouTube Osservatoreitalia :

<https://www.youtube.com/user/osservatoreitalia>

« Matteo Salvini al Teatro Brancaccio di Roma », *Radio Radicale*, 11 mai 2015

Intervention complète disponible ici : <https://www.radioradicale.it/scheda/441782/matteo-salvini-al-teatro-brancaccio-di-roma>
[consulté le 12 avril 2020]

« Matteo Salvini a Pontida, il discorso integrale dal palco del raduno leghista », *Bergamo News. Quotidiano online*, 1er juillet 2018
Discours disponible ici : <https://www.bergamonews.it/2018/07/01/matteo-salvini-pontida-discorso-integrale-dal-palco-del-raduno-leghista/285598/>
[consulté le 22 Mai 2020]

« In conversation with the spin doctor: Luca Morisi », *YouTrend*, 17 octobre 2018
<https://www.youtrend.it/2018/10/17/in-conversation-with-the-spin-doctor-luca-morisi-interview/>
[consulté le 13 mars 2020]

- Réseaux sociaux :

« #renziacasa – intervento di Matteo Salvini », *Chaîne Youtube de Matteo Salvini*, 2 mars 2015
Disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=m7nKmc-0JCA&ab_channel=LegaSalviniPremier
[consulté le 12 janvier 2019]

« Intervento di Matteo Salvini a Pontida 2015 », *Chaîne Youtube de Matteo Salvini*, 22 juin 2015
Vidéo disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=g4i7Q6NnZM8&ab_channel=MatteoSalvini
[consulté le 23 mars 2019]

Publication, *Compte Facebook de Matteo Salvini*, 28 février 2015
Disponible ici : <https://fr-fr.facebook.com/salviniofficial/photos/amici-se-avete-twitter-usate-renziacasa-nei-vostri-tweetsiete-pronti/10152787197888155/>
[consulté le 4 mars 2019]

« Lavoro, tasse, pensioni, sicurezza : burocrati e professoroni contro il governo... », *Compte Facebook de Matteo Salvini*, 11 octobre 2018
Vidéo enregistrée en direct, disponible ici : https://www.facebook.com/watch/live/?v=311876909611156&ref=watch_permalink
[consulté le 6 mars 2019]

Publication, *Compte Facebook de Matteo Salvini*, 21 novembre 2018
Disponible ici : https://m.facebook.com/salviniofficial/posts/10156218322783155/?refsrc=deprecated&_rdr
[consulté le 4 mars 2019]

Publication, *Compte Instagram de Matteo Salvini*, 16 septembre 2017

Disponible ici : <https://www.instagram.com/p/BZGJJS5FXA-/?hl=en>

[consulté le 22 avril 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Matteo Salvini*, 23 avril 2017

Disponible ici : <https://twitter.com/matteosalvinimi/status/856067318614544384>

[consulté le 9 avril 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Matteo Salvini*, 3 février 2018

Disponible ici : <https://twitter.com/matteosalvinimi/status/959821942831435776>

[consulté le 9 avril 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Matteo Salvini*, 17 février 2018

Disponible ici : <https://twitter.com/matteosalvinimi/status/968394583330705409>

[consulté le 9 avril 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Matteo Salvini*, 24 février 2018

Disponible ici : <https://twitter.com/matteosalvinimi/status/967427294070476800>

[consulté le 8 septembre 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Matteo Salvini*, 10 juin 2018

Disponible ici : <https://twitter.com/matteosalvinimi/status/1005860118959882241>

[consulté le 9 avril 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Matteo Salvini*, 10 juillet 2018

Disponible ici : <https://twitter.com/matteosalvinimi/status/1016695241628356608>

[consulté le 11 avril 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Matteo Salvini*, 14 juillet 2018

<https://twitter.com/matteosalvinimi/status/1018112287255814144>

[consulté le 11 avril 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Matteo Salvini*, 25 novembre 2018

<https://twitter.com/matteosalvinimi/status/1066776810434764800>

[consulté le 11 septembre 2019]

Tweet, *Compte Twitter officiel de Matteo Salvini*, 9 décembre 2018

Disponible ici : <https://twitter.com/matteosalvinimi/status/1071844324831318016>

[consulté le 7 septembre 2019]

Tweet, *Compte Twitter de Matteo Salvini*, 24 novembre 2021

Disponible ici : <https://twitter.com/matteosalvinimi/status/1456288739777470466?lang=en>

[consulté le 12 février 2022]

- Tracts et affiches :

« I manifesti », *Site internet de la Ligue*

<https://www.leganord.org/il-movimento/12-il-movimento/42-i-manifesti>

[consulté le 4 octobre 2018]

« Quattro opzioni », *Ligue du Nord*, 1996

« Giù le Mani dai Bambini », *Ligue du Nord*, 2000

« Stop a d'alema sull'immigrazione », *Ligue du Nord*, Avril 2000

« Devolution Day », *Ligue du Nord*, Septembre 2000

« Si alla polenta, No al couscous. Orgogliosi delle nostre tradizioni », *Ligue du Nord*, 2001

« Sveglia Padano ! Con la Lega Nord contro Roma ladrona », *Ligue du Nord*, 2002

« Festa nazionale dei popoli padani », *Ligue du Nord*, 2003

« Ferma Roma Ladrona », *Ligue du Nord*, 2005

« Ferma Ladrona, La Lega non perdona », *Ligue du Nord*, 2010

« Difendiamo i confini. Stop Invasione », *Ligue du Nord*, Européennes 2014

« Clandestino e' reato », *Ligue du Nord*, Européennes 2014

« Basta Immigrazione, Stop Invasione », *Ligue du Nord*, Européennes 2014

« Cancelliamola con una firma », *Ligue du Nord*, Mai 2015

« Stop Fornero, Fatto ! », *Ligue*, Européennes 2019

« 8 Marzo : Chi offende la dignità della donna ? », *Ligue – Crotona*, Mars 2019

- **Transnational :**

Communiqué de Presse du Mouvement pour une Europe des Nations et des Libertés, *Site internet du Rassemblement National*, 20 avril 2018

Disponible ici : <https://rassemblementnational.fr/communiques/communiquede-presse-du-mouvement-pour-une-europe-des-nations-et-des-libertes/>

[consulté le 21 avril 2020]

Identity and Democracy Party. The Real Europe

Disponible ici: <https://www.id-party.eu/>

[consulté le 8 mars 2020]

Identité et Démocratie

Disponible ici : <https://fr.idgroup.eu/>

[consulté le 8 mars 2020]

Statuts du groupe Identité et Démocratie (ID) au sein du Parlement Européen

Accessibles depuis le site <https://fr.idgroup.eu/about> et disponibles ici :

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/idgroup/pages/559/attachments/original/1599666718/FR_Statutes_of_the_ID_Group.pdf?1599666718

[consulté le 6 avril 2021]

« Après l'échec de Schengen. Retrouver des frontières qui protègent », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°1, premier trimestre 2018, Bruxelles

« Des accords de libre-échange qui menacent notre agriculture, notre santé, notre économie et notre indépendance », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°2, mars 2018, Bruxelles

« Le (vrai) coût de l'Union européenne », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°4, avril 2018, Bruxelles

« Droits des femmes. Une juste cause dévouée », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°5, juin 2018, Bruxelles

« Travailleurs détachés, emplois sacrifiés ! », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°7, octobre 2018, Bruxelles

« La Commission contre les nations », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°8, octobre 2018, Bruxelles

« Education. Priorité à nos enfants, pas aux migrants », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°9, novembre 2018, Bruxelles

« Consumérisme sans limite ni frontières à l'assaut des identités : Bienvenue dans le marché unique », *Les Cahiers de l'Europe des Nations et des Libertés*, n°10, décembre 2018, Bruxelles

- Réseaux sociaux :

« RENZI A CASA ! Messaggio di Marine le Pen [Roma, 28/02/2015] », *Chaîne YouTube de Matteo Salvini*, 3 mars 2015

Disponible ici :

749

https://www.youtube.com/watch?v=_YHFK4xRVe4&list=PLqcweYw9HuEaYKkMZLj-lhS6opzx2rMm2

[consulté le 7 avril 2019]

- **Sites et périodiques militants :**

- **France :**

Belle et Rebelle :

« Les six raisons de valider le retour de la New Balance », *Belle et Rebelle*, 2015

<http://www.belle-et-rebelle.com/2015/06/les-six-raisons-de-valider-le-retour-de-la-new-balance/>

« Entretien avec Elisabeth Levy », *Belle et Rebelle*, 2015

<http://www.belle-et-rebelle.com/2015/08/3671/>

« Entretien avec Julie Graziani », *Belle et Rebelle*, 2015

<http://www.belle-et-rebelle.com/2015/06/entretien-julie-graziani/>

« Ce que ne cache pas le voile », *Belle et Rebelle*, 2015

<http://www.belle-et-rebelle.com/2015/06/ce-que-ne-cache-pas-le-voile/>

« Pourquoi les féministes sont-elles (presque toutes) laides ? », *Compte Twitter de Belle et Rebelle*, 2015

https://m.facebook.com/167930463260039/posts/httpwwwbelle-et-rebellecomp3574previewtrue/834694989916913/?_se_imp=2bk811G68SDOdxhjw

Boulevard Voltaire :

De Benoist Alain, « La repentance n'a strictement rien à faire en politique », *Boulevard Voltaire*, 30 juin 2015, disponible ici : <https://www.bvoltaire.fr/repentance-na-strictement-rien-a-faire-politique/>

[consulté le 9 février 2020]

Robert Fabrice, « Migrants : Et s'ils commençaient par les accueillir chez eux ? », *Boulevard Voltaire*, 10 octobre 2016

Disponible ici : <https://www.les-identitaires.com/2016/10/10/migrants-sils-commencaient-accueillir-chez-eux/>

[consulté le 21 avril 2020]

Bobards d'Or :

Jean-Yves Le Gallou, *Discours de clôture de la 8^{ème} cérémonie des Bobards d'Or*, 6 février 2017

Disponible ici : <https://bobards-dor.fr/actualites/face-aux-medias-de-propagande-lheure-des-medias-alternatifs/>

[consulté le 10 mai 2019]

Elements : février 1999

Europe-Action : juillet-août 1965

Flash : 27 janvier 2011

ID Magazine : Hiver 2006

Identitaires : *actualités de la résistance enracinée* : Décembre 2014 ; Mai – Juin 2015 ; Mai – Juin 2016 ; Novembre – Décembre 2017 ; Avril – Mai – Juin 2019

Militant : janvier 1980

Novopress :

De Lesquen Henry, Entretien, *Novopress*, 12 novembre 2015

Disponible ici : <https://fr.novopress.info/194834/premieres-rencontres-du-carrefour-lhorloge-entretien-henry-lesquen/>

[consulté le 6 juin 2019]

Robert Fabrice, Entretien au quotidien Présent, *Novopress*, 24 juillet 2015

Disponible ici : <https://fr.novopress.info/actualite-politique-internationale-culture-sport-depeches/entretiens/>

[consulté le 10 octobre 2018]

- **Italie** :

Il Primato Nazionale :

Benedetti Valerio, « Marx e Gentile : idealismo è rivoluzione », *Il Primato Nazionale*, 6 janvier 2014

<https://www.ilprimatonazionale.it/primo-piano/marx-e-gentile-idealismo-e-rivoluzione-4444/>

[consulté le 11 décembre 2018]

Bonney Carlo, « Marx a CasaPound : a proposito di un tentato dialogo », *Il Primato Nazionale*, 19 février 2014

<https://www.ilprimatonazionale.it/primo-piano/marx-casapound-tentato-dialogo-5721/>

[consulté le 11 décembre 2018]

Carlesi Francesco, « Nicola Bonmacci, il comunista in camicia nera ucciso dai liberatori », *Il Primato Nazionale*, 25 Avril 2016

<https://www.ilprimatonazionale.it/approfondimenti/bombacci-comunista-camicia-nera-43988/>
[consulté le 14 Mai 2019]

Nigra Giorgio, « Il fardello dell'uomo bianco e liberale : contro storia del razzismo democratico », *Il Primato Nazionale*, 30 avril 2019

Disponibile ici : <https://www.ilprimatonazionale.it/approfondimenti/il-fardello-delluomo-bianco-e-liberale-contro-storia-del-razzismo-democratico-115890/>
[consulté le 3 mai 2020]

Santelli Edoardo, « Una nauseante retorica : così la sinistra vede fascismo ovunque », *Il Primato Nazionale*, 18 Mai 2019

<https://www.ilprimatonazionale.it/approfondimenti/nauseante-retorica-sinistra-fascismo-118500/>
[consulté le 9 Juin 2019]

Scianca Adriano, « L'antifascismo oggi: il declino grottesco di chi sa solo prendersela coi cadaveri », *Il Primato Nazionale*, 25 Avril 2019

<https://www.ilprimatonazionale.it/primo-piano/antifascismo-oggi-declino-grottesco-prendersela-cadaveri-114990/>
[consulté le 14 Mai 2019]

Scianca Adriano, « Perché in Italia non è vietata l'apologia del comunismo? », *Il Primato Nazionale*, 11 juillet 2017

<https://www.ilprimatonazionale.it/approfondimenti/perche-in-italia-non-e-vietata-lapologia-del-comunismo-69253/>
[consulté le 12 Décembre 2018]

Scianca Adriano, « L'antifascismo oggi: il declino grottesco di chi sa solo prendersela coi cadaveri », *Il Primato Nazionale*, 25 avril 2019

<https://www.ilprimatonazionale.it/primo-piano/antifascismo-oggi-declino-grottesco-prendersela-cadaveri-114990/>
[consulté le 16 mai 2019]

Segatori Adriano, « Il comunismo è una malattia mentale ? », *Il Primato Nazionale*, 17 mai 2015

<https://www.ilprimatonazionale.it/approfondimenti/il-comunismo-e-una-malattia-mentale-23582/>
[consulté le 12 Décembre 2018]

Totolo Francesca, « La mappa delle agressioni dei centri sociali negli ultimi 5 anni. Le prove della violenza », *Il Primato Nazionale*, 1^{er} juillet 2019

<https://www.ilprimatonazionale.it/approfondimenti/la-mappa-delle-aggressioni-dei-centri-sociali-negli-ultimi-5-anni-le-prove-della-violenza-123081/>

[consulté le 14 août 2019]

« CasaPound, Iannone: « Sgombero sarebbe atto di guerra. Pronti a morire per difenderla » », *Il Primato Nazionale*, 24 janvier 2018

<https://www.ilprimatonazionale.it/primo-piano/casapound-iannone-sgombero-sarebbe-atto-di-guerra-noi-siamo-pronti-a-morire-78878/>

[consulté le 4 octobre 2018]

La Padania : 19 septembre 1997 ; 25–26 janvier 1998 ; 1er mars 1998 ; 27 septembre 2000 ; 6 octobre 2000 ; 12 décembre 2000 ; 7 août 2001 ; 2 septembre 2009

Lega Nord Flash : Avril 2016

Lombardia Autonomista : 24 juin 1996

Radio Bandera Nera :

« Sul fronte dell’Essere. Immigrazione, identità, cittadinanza : dati, soluzioni ed equivoci secondo la visione di CasaPound Italia », *Radio Bandera Nera*

Disponible ici : <http://www.radiobandieranera.org/immigrazione.pdf>

[consulté le 10 mai 2019]

- **Transnational** :

Breizh-Info :

« Gianluca Iannone (CasaPound) : « Nous faisons peur » », *Breizh-Info*, 21 janvier 2017

Disponible ici : <https://www.breizh-info.com/2017/01/21/59992/rome-casapound-ianonne-attentat-florence-occupation-italie>

[consulté le 20 février 2019]

« Adriano Scianca : « Vous ne pourrez rien comprendre à CasaPound si vous n’étudiez que ses idées » », *Breizh-Info*, 11 Juin 2019

<https://www.breizh-info.com/2019/06/11/121002/adriano-scianca-livre-casapound-italie/>

[consulté le 9 septembre 2019]

• **Articles de presse en ligne**

- **France** :

Atlantico :

Crépon Sylvain, « Florian Philippot, le « gourou » de Marine Le Pen, incarne-t-il les impasses et les contradictions du FN actuel ? », *Atlantico.fr*, 8 mars 2013

Disponible ici : <https://atlantico.fr/article/decryptage/florian-philippot-le-gourou-de-marine-le-pen-incarne-t-il-les-impasses-et-les-contradictions-du-fn-actuel--sylvain-crepon>
[consulté le 8 décembre 2019]

BFM TV :

« Marine Le Pen assure que son groupe « Identité et démocratie » est « la première force souverainiste » du Parlement européen », *Chaîne Dailymotion de BFM TV*, 13 juin 2019

Vidéo disponible ici : <https://www.dailymotion.com/video/x7b1zpr>
[consulté le 10 mars 2020]

Europe 1 :

« Un « problème démocratique » si pas de groupe à l'Assemblée », *Europe 1*, 8 juin 2017

Disponible ici : <https://www.europe1.fr/politique/un-probleme-democratique-si-pas-de-groupe-fn-a-lassemblee-3355079>
[consulté le 4 novembre 2020]

France Info :

Hugues Bastien, « Découvrez les départements où le FN a le plus progressé depuis 2012 », *France Info*, 23 mars 2015

Disponible ici : https://www.francetvinfo.fr/elections/departementales/carte-var-rhone-aisne-la-ou-le-fn-a-le-plus-progresse-depuis-2012_855953.html
[consulté le 13 décembre 2019]

« Marine Le Pen à la conquête des pêcheurs », *France Info*, 27 avril 2017

Disponible ici : https://www.francetvinfo.fr/politique/marine-le-pen/m-le-pen-a-la-conquete-des-pecheurs_2164498.html
[consulté le 10 septembre 2018]

« Marine Le Pen affirme défendre le droit des femmes... vraiment ? », *France TV Info*, 1 mai 2017

Disponible ici : <https://blog.francetvinfo.fr/oeil-20h/2017/05/01/marine-le-pen-affirme-defendre-le-droit-des-femmes-vraiment.html>
[consulté le 3 mars 2018]

L'Express :

« Le Bloc Identitaire affiche clairement ses ambitions pour les municipales de 2014 », *L'Express*, 3 novembre 2012

Disponible ici : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-bloc-identitaire-affiche-ses-ambitions-pour-les-municipales-de-2014_1182811.html
[consulté le 13 septembre 2020]

« Un ex du bloc identitaire rejoint Marine Le Pen « comme des centaines de personnes » », *L'Express*, 2 octobre 2013
Disponible ici : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/un-ex-du-bloc-identitaire-rejoint-marine-le-pen-comme-des-centaines-de-personnes_1287424.html
[consulté le 28 janvier 2021]

« Selon Marine Le Pen, dire « On est chez nous » est « un cri d'amour » », *L'Express*, 17 février 2017
Disponible ici : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/elections/selon-marine-le-pen-dire-on-est-chez-nous-est-un-cri-d-amour_1880415.html
[consulté le 4 septembre 2019]

« Marine Le Pen rend « hommage » aux actions antimigrants de Génération Identitaire », *L'Express*, 1^{er} mai 2018
Disponible ici : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/fn/marine-le-pen-rend-hommage-aux-actions-antimigrants-de-generation-identitaire_2004977.html
[consulté le 21 mai 2019]

Gallet Ludwig, « CARTES. Régionales 2015 : En cinq ans, l'incroyable progression du FN », *L'Express*, 7 décembre 2015
Disponible ici : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/elections/cartes-regionales-2015-en-cinq-ans-l-incroyable-progression-du-fn_1743079.html
[consulté le 10 octobre 2019]

Laurelli Mathilde, « Marine Le Pen, l'ambivalente Madame-tout-le-monde », *L'Express*, 6 mars 2012
Disponible ici : https://www.lexpress.fr/styles/diapo-photo/styles/style-de-stars/marine-le-pen-l-ambivalente-madame-tout-le-monde_1090042.html
[consulté le 15 décembre 2019]

L'Obs :

« GUD et UR : la fange dure de l'extrême-droite », *L'Obs*, 16 juillet 2002
Disponible ici : <https://www.nouvelobs.com/societe/20020716.OBS7638/gud-et-ur-la-frange-dure-de-l-extreme-droite.html>
[consulté le 22 avril 2020]

Le Dauphiné :

Ph. G., « Municipales : le Front National espère remporter une ville... », *Le Dauphiné*, 5 novembre 2012

Disponible ici : <https://www.ledauphine.com/isere-sud/2012/11/04/municipales-le-front-national-espere-remporter-une-ville>

[consulté le 5 février 2021]

Le Figaro :

Boichot Loris, « A quoi ressemblerait l'Assemblée avec la proportionnelle et moins de députés », *Le Figaro*, 5 juillet 2017

Disponible ici :

<https://www.lefigaro.fr/politique/2017/07/05/01002-20170705ARTFIG00277--quoi-ressemblerait-l-assemblee-avec-la-proportionnelle-et-moins-de-deputes.php>

[consulté le 4 novembre 2020]

de Boni Marc, « Polygamie et mariage gay : Marine Le Pen désavoue sa nièce », *Le Figaro*, 17 mars 2016

Disponible ici :

<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/couacs/2016/03/17/25005-20160317ARTFIG00087-polygamie-et-mariage-gay-marine-le-pen-desavoue-sa-niece.php>

[consulté le 16 juin 2019]

de Boni Marc et Galiero Emmanuel, « Le nouveau FN mettra l'accent sur les frontières plutôt que sur l'euro », *Le Figaro*, 22 juillet 2017

Disponible ici : <https://www.lefigaro.fr/politique/2017/07/22/01002-20170722ARTFIG00140-le-nouveau-fn-mettra-l-accent-sur-les-frontieres-plutot-que-sur-l-euro.php>

[consulté le 22 août 2019]

de Mareschal Edouard, « Une nouvelle sortie de Jean-Marie Le Pen consterne jusqu'au FN », *Le Figaro*, 8 juin 2014

Disponible ici : <https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/06/08/25001-20140608ARTFIG00064-une-nouvelle-sortie-de-jean-marie-le-pen-consterne-jusqu-au-fn.php>

[consulté le 5 juillet 2019]

Galiero Emmanuel, « Marine Le Pen : « Jean-Marie Le Pen est dans la provocation volontaire » », *Le Figaro*, 2 avril 2015

Disponible ici : <https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2015/04/02/25001-20150402ARTFIG00122-marine-le-pen-jean-marie-le-pen-est-dans-la-provocation-volontaire.php>

[consulté le 5 juillet 2019]

Galiero Emmanuel, « Séminaire de refondation du FN : Récit des tractations », *Le Figaro*, 24 juillet 2017

Disponible ici :

<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/coulisses/2017/07/24/25006-20170724ARTFIG00086-seminaire-de-refondation-du-fn-le-recit-des-tractations.php>
[consulté le 22 août 2019]

Le Cain Blandine, « Maraudes pour les SDF « français de souche » : l'ex-porte-parole des Identitaires relaxé », *Le Figaro*, 18 mars 2015

Disponible ici : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2015/03/18/01016-20150318ARTFIG00370-maraudes-pour-les-sdf-francais-de-souche-l-ex-porte-parole-des-identitaires-relaxe.php>

[consulté le 27 septembre 2019]

Piquet Caroline, « Jean-Marie Le Pen, une carrière politique marquée par de nombreux dérapages », *Le Figaro*, 2 avril 2015

Disponible ici :

<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/couacs/2015/04/02/25005-20150402ARTFIG00226-jean-marie-le-pen-une-carriere-politique-marquee-par-de-nombreux-derapages.php>

[consulté le 5 juillet 2019]

Quinault-Maupoil Tristan, « #LeVraiFillon, la campagne numérique du FN pour contrer son nouvel adversaire », *Le Figaro*, 28 novembre 2016

Disponible ici : <https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2016/11/28/25002-20161128ARTFIG00140-levraifillon-la-campagne-numerique-du-fn-pour-contrer-son-nouvel-adversaire.php>

[consulté le 17 décembre 2018]

Le Monde :

« M. Jean-Marie Le Pen : « Un scrutin injuste et antidémocratique » », *Le Monde*, 14 juin 1988

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/archives/article/1988/06/14/m-jean-marie-le-pen-un-scrutin-injuste-et-antidemocratique_4095748_1819218.html

[consulté le 15 décembre 2019]

« M. Le Pen s'indigne de la dissolution d'Unité radicale », *Le Monde*, 8 août 2002

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/archives/article/2002/08/08/m-le-pen-s-indigne-de-la-dissolution-d-unite-radicale_4259763_1819218.html

[consulté le 22 avril 2020]

« Jean-Marie Le Pen condamné pour incitation à la haine raciale », *Le Monde*, 24 février 2005

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/societe/article/2005/02/24/jean-marie-le-pen-condamne-pour-incitation-a-la-haine-raciale_399429_3224.html

[consulté le 5 juillet 2019]

« Résultat des législatives : Marine Le Pen arrive en tête dans sa circonscription avec 46 % des voix », *Le Monde*, 11 juin 2017

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/elections-legislatives-2017/article/2017/06/11/marine-le-pen-annonce-qu-elle-arrive-largement-en-tete-dans-sa-circonscription-avec-plus-de-45-des-voix_5142399_5076653.html
[consulté le 22 décembre 2019]

Boucaud Jacques, « A Lyon, les identitaires veulent maintenir leur « marche des cochons » », *Le Monde*, 10 mai 2011
https://www.lemonde.fr/politique/article/2011/05/10/a-lyon-les-identitaires-veulent-maintenir-leur-marche-des-cochons_1519843_823448.html
[consulté le 22 septembre 2019]

Faye Olivier, Mestre Abel et Monnot Caroline, « Le FN au Bloc Identitaire : ni alliance, ni double appartenance », *Le Monde*, 6 novembre 2012
Disponible ici : https://www.lemonde.fr/politique/article/2012/11/06/le-fn-au-bloc-identitaire-ni-alliance-ni-double-appartenance_5981864_823448.html
[consulté le 5 février 2021]

Faye Olivier, « Jean-Marie Le Pen réplique à sa fille dans « Rivarol » », *Le Monde*, 7 avril 2015
Disponible ici : https://www.lemonde.fr/politique/article/2015/04/07/jean-marie-le-pen-replique-a-sa-fille-dans-rivarol_4611212_823448.html
[consulté le 5 juillet 2019]

Mestre Abel, « Au forum « Elle Sciences Po », Marine Le Pen huée et applaudie », *Le Monde*, 5 avril 2012
Disponible ici : https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/04/05/au-forum-elle-sciences-po-marine-le-pen-huee-et-applaudie_1681427_1471069.html
[consulté le 3 mars 2018]

Mestre Abel et Monnot Caroline, « Vardon au RBM : « l'hénaurme » communiqué de Gilbert Collard », *Le Monde*, 1 octobre 2013
Disponible ici : https://www.lemonde.fr/politique/article/2013/10/01/vardon-au-rbm-l-henaurme-communique-de-gilbert-collard_5992848_823448.html
[consulté le 28 janvier 2019]

Mestre Abel, « « Détail de l'histoire » : Marine Le Pen en « désaccord profond » avec son père », *Le Monde*, 3 avril 2015
Disponible ici : https://www.lemonde.fr/politique/article/2015/04/03/detail-de-l-histoire-marine-le-pen-en-desaccord-profond-avec-son-pere_4609050_823448.html
[consulté le 10 décembre 2020]

Mestre Abel, « IVG : Ce que disait (vraiment) Marine Le Pen en 2012 », *Le Monde*, 14 décembre 2016
Disponible ici : https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/12/14/ivg-ce-que-disait-vraiment-marine-le-pen-en-2012_5992911_823448.html

[consulté le 3 mars 2018]

Trippenbach Ivanne, « Marine Le Pen : les cinq années où la candidate RN a tenté de faire oublier son échec de 2017 », *Le Monde*, 8 février 2022

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/article/2022/02/08/election-presidentielle-2022-les-cinq-annees-ou-marine-le-pen-a-tente-de-faire-oublier-son-echec-de-2017_6112855_6059010.html

[consulté le 16 février 2022]

Vaudano Maxime, « Élections européennes 2019 : Comment le Rassemblement National vote au Parlement européen », *Le Monde*, 10 mai 2019

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/05/10/comment-le-rassemblement-national-vote-au-parlement-europeen_5460545_4355770.html#explication_vote_droit_femmes

[consulté le 8 mai 2020]

Le Parisien :

« Européennes 2014 : le Bloc Identitaire appelle à voter pour les listes Bleu marine », *Le Parisien*, 23 mai 2014

Disponible ici : <https://www.leparisien.fr/elections/europeennes/europeennes-le-bloc-identitaire-appelle-a-voter-pour-les-listes-bleu-marine-23-05-2014-3865619.php>

[consulté le 5 février 2019]

Hacot Valérie, « Présidentielle: la campagne « sans filtre » de Marine Le Pen sur les réseaux sociaux », *Le Parisien*, 19 février 2017

Disponible ici : <https://www.leparisien.fr/elections/presidentielle/presidentielle-la-campagne-sans-filtre-de-marine-le-pen-sur-les-reseaux-sociaux-19-02-2017-6692343.php>

[consulté le 12 février 2019]

Le Point :

« Municipales 2014 : le Bloc Identitaire veut s'allier avec le FN », *Le Point*, 3 novembre 2012

Disponible ici : https://www.lepoint.fr/politique/municipales-2014-le-bloc-identitaire-veut-s-allier-avec-le-fn-03-11-2012-1524424_20.php

[consulté le 5 février 2021]

Les Inrocks :

Polloni Camille, « Arnaud Guillon sera le candidat du Bloc Identitaire pour 2012 », *Les Inrocks*, 30 novembre 2010

<https://www.lesinrocks.com/actu/arnaud-guillon-sera-le-candidat-du-bloc-identitaire-pour-2012-40344-30-11-2010/>

[consulté le 24 septembre 2019]

Libération :

« L'Observatoire de l'extrémisme dénonce Fraction Hexagone », *Libération*, 7 décembre 1996
Disponible ici : https://www.liberation.fr/culture/1996/12/07/l-observatoire-de-l-extremisme-denonce-fraction-hexagone_191686/

[consulté le 30 septembre 2019]

Marianne :

Perrignon Judith, « Itinéraire d'une ennemie redoutable », *Marianne*, 12 mars 2011
Disponible ici : <https://www.marianne.net/societe/itineraire-dune-ennemie-redoutable>

[consulté le 15 décembre 2019]

Public Sénat :

« Marine Le Pen espère constituer un groupe à l'Assemblée dans les « prochains mois » », *Public Sénat*, 19 juin 2017

Disponible ici :

<https://www.publicsenat.fr/article/politique/marine-le-pen-espere-constituer-un-groupe-a-l-assemblee-dans-les-prochains-mois>

[consulté le 4 novembre 2020]

The Huffington Post :

Provost Lauren, « lespatriotes.net : le Front national lance son premier réseau social en toute discrétion », *Huffington Post*, 12 mai 2014

Disponible ici : https://www.huffingtonpost.fr/2014/05/12/les-patriotes-net-front-national-reseau-social-site-militants_n_5309960.html

[consulté le 18 décembre 2018]

Valeurs Actuelles :

« Jean-Marie Le Pen : L'interview choc à Rivarol (qui ne plaira pas à Marine) », *Valeurs Actuelles*, 7 avril 2015

Disponible ici : <https://www.valeursactuelles.com/politique/jean-marie-le-pen-linterview-choc-a-rivarol-qui-ne-plaira-pas-a-marine/>

[consulté le 5 juillet 2019]

- **Italie** :

Affaritaliani.it :

Maggi Alberto, « CasaPound : La destra siamo noi. Salvini ? E' diventato un moderato », *Affariitaliani.it*, 9 mai 2016

Disponibile ici : https://www.affariitaliani.it/politica/casapound-gianluca-iannone-commenta-elezioni-bolzano-421251.html?refresh_ce

[consulté le 7 avril 2021]

Corriere Della Sera :

« Lega e CasaPound, in tanti in piazza Salvini: « Sospendere Schengen » », *Corriere della Sera*, 18 octobre 2014

Disponibile ici : https://milano.corriere.it/notizie/cronaca/14_ottobre_18/lega-piazza-stop-invasione-contro-corteo-sinistra-674a204a-56c5-11e4-ad9c-57a7e1c5a779.shtml

[consulté le 12 avril 2020]

« Salvini Day, nel mondo della destra spunta una nuova sigla: Sovranità », *Corriere della Sera*, 28 février 2015

Disponibile ici : https://roma.corriere.it/notizie/cronaca/15_febbraio_28/salvini-day-mondo-destra-spunta-nuova-sigla-sovranita-8fe0d81c-bf5e-11e4-911e-3d01b106f698.shtml

[consulté le 24 mai 2020]

Arachi Alessandra, « Lorenzo Fontana : « Le famiglie gay? Non esistono. Ora più bambini e meno aborti » », *Corriere della Sera*, 2 juin 2018

Disponibile ici : https://www.corriere.it/politica/18_giugno_02/lorenzo-fontana-famiglie-gay-non-esistono-ora-piu-bambini-meno-aborti-abc3cae2-65d4-11e8-b063-cd4146153181.shtml

[consulté le 18 juin 2020]

Stefanoni Francesco, « Elezioni 2018, CasaPound: « Sì a sostegno a governo con Salvini » », *Corriere Della Sera*, 26 février 2018

Disponibile ici : <https://www.corriere.it/elezioni-2018/notizie/elezioni-2018-casapound-si-sostegno-governo-salvini-ac7b09e2-1b14-11e8-b6d4-cfc0a9fb6da8.shtml>

[consulté le 24 mai 2020]

Oliva Ruben H., « Alla festa dei «fascisti del terzo millennio » », *Corriere della Sera*, 30 mars 2012

https://www.corriere.it/inchieste/flash/818d5e70-7a83-11e1-aa2f-fa6a0a9a2b72.shtml?refresh_ce-cp

[consulté le 4 octobre 2018]

Courrier International :

Lyon Carole, « La Ligue du Nord tente de prendre Rome », *Courrier International*, 5 mars 2015

Disponibile ici : <https://www.courrierinternational.com/article/2015/03/01/la-ligue-du-nord-tente-de-prendre-rome>

[consulté le 23 mai 2018]

« L'Italie ferme ses ports aux migrants, l'Espagne intervient », *Courrier International*, 11 juin 2018

Disponible ici : <https://www.courrierinternational.com/article/litalie-ferme-ses-ports-aux-migrants-lespaigne-intervient>

[consulté le 7 septembre 2018]

Il Fatto Quotidiano :

« Legge Fornero, referendum bocciato. Salvini: « Vaffanculo, Italia mi fa schifo » », *Il Fatto Quotidiano*, 20 janvier 2015

<https://www.ilfattoquotidiano.it/2015/01/20/legge-fornero-consulta-boccia-referendum-quesito-inammissibile/1354521/>

[consulté le 6 janvier 2020]

« Lega a Roma, attivisti Casapound fanno saluto romano fra gli applausi della piazza » *Il Fatto Quotidiano*, 28 février 2015

<https://www.ilfattoquotidiano.it/2015/02/28/lega-a-roma-attivisti-casapound-fanno-saluto-romano-fra-applausi-della-piazza/344732/>

[consulté le 12 avril 2020]

F. Q., « Unioni civili, Salvini: « Sindaci della Lega Nord, disobbedite ». Bitonci (Padova): « Io non celebrerò i matrimoni gay » », *Il Fatto Quotidiano*, 11 mai 2016

Disponible ici : <https://www.ilfattoquotidiano.it/2016/05/11/unioni-civili-salvini-sindaci-della-lega-nord-disobbedite-bitonci-padova-io-non-celebrero-i-matrimoni-gay/2719210/>

[consulté le 21 février 2021]

Il Foglio Quotidiano :

Capone Luciano et Stagnaro Carlo, « Il programma della Lega non è pubblico ma esiste (e riporta le lancette al 1861) », *Il Foglio quotidiano*, 24 mai 2019

Disponible ici : <https://www.ilfoglio.it/politica/2019/05/24/news/il-programma-della-lega-non-e-pubblico-ma-esiste-e-riporta-le-lancette-al-1861-256728/>

[consulté le 11 août 2020]

L'Express :

« Italie : campagne choc de l'extrême droite contre les réfugiés », *L'Express*, 31 janvier 2017

Disponible ici : https://www.lexpress.fr/actualites/1/styles/italie-campagne-choc-de-l-extreme-droite-contre-les-refugies_1874579.html

[consulté le 15 juillet 2019]

L'Indipendenza Nuova :

« Domani e domenica referendum sull'euro nei gazebo della Lega », *L'indipendenza nuova*, 16 mai 2014.

<https://www.lindipendenzanuova.com/domani-e-domenica-referendum-sulleuro-nei-gazebo-della-lega/> [consulté le 24 novembre 2020]

La Repubblica :

« Parla Ciampi, la Lega attacca », *La Repubblica*, 6 juillet 2005.

<https://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2005/07/06/parla-ciampi-la-lega-attacca.html>

[consulté le 14 mars 2019]

« Quando Salvini cantava: « Senti che puzza, arrivano i napoletani » », *La Repubblica*, 1^{er} décembre 2017

<https://video.repubblica.it/politica/quando-salvini-cantava-senti-che-puzza-arrivano-i-napoletani/291156/291766>

[consulté le 6 janvier 2020]

« CasaPound: « Pronti a sostenere un governo Salvini ». E il leader leghista risponde: « Dopo il 5 incontro tutti » », *La Repubblica*, 26 février 2018

Disponibile ici :

https://www.repubblica.it/speciali/politica/elezioni2018/2018/02/26/news/casapound_governo_salvini-189827325/

[consulté le 24 mai 2020]

« 8 marzo, il volantino sessista dei giovani della Lega di Crotona. Salvini: « Non lo condivido, lavoro per la parità » », *La Repubblica*, 6 mars 2019.

Disponibile

ici :

https://www.repubblica.it/politica/2019/03/06/news/8_marzo_lega_salvini_di_crotona-220829168/ [consulté le 3 février 2020]

Berizzi Paolo, « Salvini versione ultrà allo stadio: tra i vip con il 'giubbotto simbolo di CasaPound' », *La Repubblica*, 10 mai 2018

Disponibile

ici :

https://www.repubblica.it/politica/2018/05/10/news/matteo_salvini_calcio_milan_juve_colezione_pivert-196001095/

[consulté le 10 juin 2020]

Crosetti Cherasco Maurizio, « Padania, via al suo Giro tra le contestazioni Qui siamo in Italia », *La Repubblica*, 6 septembre 2011.

<https://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2011/09/06/padania-via-al-suo-giro-tra-le.html>

[consulté le 27 avril 2020]

Martelloni Martina, « Bossi contro Salvini: « Se fosse saltata la Lombardia, finiva impiccato come l'amico Mussolini » », *La Repubblica*, 24 mars 2018.

Vidéo disponible ici : <https://video.repubblica.it/politica/bossi-contro-salvini-se-fosse-saltata-la-lombardia-finiva-impiccato-come-l-amico-mussolini/300580/301210?ref=RHPPTP-BH-IO-C12-P2-S4.4-T1>

[consulté le 12 janvier 2020]

Matteucci Piera, « Elezioni politiche: vincono M5s e Lega. Crollo del Partito democratico. Centrodestra prima coalizione. Il Carroccio sorpassa Forza Italia », *La Repubblica*, 4 mars 2018

Disponibile ici :

https://www.repubblica.it/speciali/politica/elezioni2018/2018/03/04/news/risultati_elezioni_politiche_pd_centrodestra_m5s_fi_lega-190424815/

[consulté le 17 mars 2018]

Montanari Laura, « Firenze, spari contro i senegalesi estremista fa due morti e si uccide », *La Repubblica*, 13 décembre 2011

https://www.repubblica.it/cronaca/2011/12/13/news/firenze_gianluca_casseri_killer_senegale_si_suicida-26554634/

[consulté le 22 septembre 2018]

Orsini Camilla, « Da CasaPound a Berlusconi. Il neo sindaco Pierluigi Biondi e il modello L'Aquila: « Da qui inizia il nuovo centrodestra » », *La Repubblica*, 28 juin 2017

Disponibile ici : https://www.repubblica.it/politica/2017/06/28/news/pierluigi_biondi_l_aquila-169354795/

[consulté le 11 mars 2021]

Pasqua Marco, « Il doppio volto di CasaPound Italia in bilico tra solidarietà e violenza », *La Repubblica*, 15 décembre 2011

https://www.repubblica.it/cronaca/2011/12/15/news/doppio_volto_casapound_italia-26647499/

[consulté le 16 mars 2018]

Rubino Monica, « Ladri in casa la notte, ok della Camera alla nuova legge che amplia la legittima difesa », *La Repubblica*, 4 mai 2017

https://www.repubblica.it/politica/2017/05/04/news/legittima_difesa_ok_della_camera-164601081/

[consulté le 2 avril 2020]

Vitale Giovanna, « Elezioni Ostia, Casapound decisiva per il ballottaggio. E già si proietta verso il Parlamento », *La Repubblica*, 6 novembre 2017

https://roma.repubblica.it/cronaca/2017/11/06/news/elezioni_ostia_casapound_decisivo_per_i_l_ballottaggio_e_gia_si_proietta_verso_il_parlamento-180385184/

[consulté le 11 mars 2021]

Ziniti Alessandra, « Migrants, Sanchez: « Aquarius venga da noi ». Salvini: « Alzare la voce paga » », *La Repubblica*, 11 juin 2018

Disponible ici :

https://www.repubblica.it/cronaca/2018/06/11/news/da_bordo_dell_aquarius_la_nave_non_si_e_spostata_ci_restano_due_giorni_di_riserve_di_acqua_e_viveri_-198716012/?ref=RHPPTP-BH-I0-C12-P1-S1.12-T1

[consulté le 7 septembre 2018]

La Stampa :

Moscatelli Francesco, « Qual è la storia della Lega Nord ? », *La Stampa*, 6 Avril 2012

<https://www.lastampa.it/cultura/2012/04/06/news/qual-e-la-storia-della-lega-nord-1.36484207/>

[consulté le 10 mai 2019]

Le Monde :

« Migrants : les ports italiens seront fermés « tout l'été » aux ONG, annonce Matteo Salvini », *Le Monde*, 29 juin 2018

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/international/article/2018/06/29/migrants-les-ports-italiens-seront-fermes-tout-l-ete-aux-ong-annonce-le-ministre-de-l-interieur-matteo-salvini_5323233_3210.html

[consulté le 2 avril 2019]

Gautheret Jérôme, « Les trois vies de Matteo Salvini : le temps du Militant », *Le Monde*, 7 juillet 2018

https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/07/07/les-trois-vies-de-matteo-salvini-le-temps-du-militant_5327550_3214.html

[consulté le 3 mai 2019]

Gautheret Jérôme, « Les trois vies de Matteo Salvini : l'heure du leader », *Le Monde*, 10 juillet 2018

https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/07/10/les-trois-vies-de-matteo-salvini-l-heure-du-leader_5328735_3214.html

[consulté le 3 mai 2019]

Ridet Philippe, « Pour les homosexuels italiens, un pacs aux droits élargis », *Le Monde*, 1^{er} février 2016

Disponible ici :

https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/02/02/ce-que-va-changer-le-pacs-a-l-italienne_4857588_3214.html

[consulté le 12 janvier 2021]

Libération :

765

Jozsef Eric, « Matteo Salvini : l'irrésistible ascension du « Capitaine » », *Libération*, 7 avril 2019

Disponible ici : https://www.liberation.fr/planete/2019/04/07/matteo-salvini-l-irresistible-ascension-du-capitaine_1719959/

[consulté le 6 juin 2019]

The Conversation :

Kahn Sylvain, « Comment l'Union européenne est devenue un problème en Italie », *The Conversation*, 1 juin 2018

Disponible ici : <https://theconversation.com/comment-lunion-europeenne-est-devenue-un-probleme-en-italie-97552>

[consulté le 10 novembre 2018]

Di Donato Michele, « Italie : Les clés de la popularité de Matteo Salvini », *The Conversation*, 7 janvier 2019

<https://theconversation.com/italie-les-cles-de-la-popularite-de-matteo-salvini-109354>

[consulté le 13 mars 2020]

The Guardian :

Giuffrida Angela et Tondo Lorenzo, « Italy avoids EU sanctions after reaching 2019 budget agreement », *The Guardian*, 19 décembre 2018

Disponible ici : <https://www.theguardian.com/world/2018/dec/19/italy-avoids-eu-sanctions-after-reaching-2019-budget-agreement>

[consulté le 9 juillet 2019]

The Huffington Post :

Brusini Marzio, « Sovranità: l'associazione politico culturale di Casa Pound che appoggia Matteo Salvini », *The Huffington Post*, 13 janvier 2015

Disponible ici :

https://www.huffingtonpost.it/2015/01/13/sovranita-casa-pound-matteo-salvini_n_6462966.html

[consulte le 24 mai 2020]

The Spectator :

Farrell Nicholas, « Diary – 13 septembre 2003. Why being called mad by Berlusconi is not necessarily an insult », *The Spectator*, 13 septembre 2003

Disponible ici: <https://www.spectator.co.uk/article/diary---13-september-2003>

[consulté le 9 avril 2020]

- Transnational :

Le Monde :

« Le Front national et la Ligue du Nord veulent s'unir à Strasbourg », *Le Monde*, 24 janvier 2014

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/01/24/le-front-national-et-la-ligue-du-nord-veulent-s-unir-a-strasbourg_4354241_4350146.html

[consulté le 11 juin 2019]

Ducourtieux Cécile et Soullier Lucie, « Vers la fin du cordon sanitaire autour de l'extrême droite au Parlement européen ? », *Le Monde*, 27 juin 2019

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/27/parlement-europeen-vers-la-fin-du-cordon-sanitaire-autour-de-l-extreme-droite_5481973_3210.html

[consulté le 15 février 2020]

Faye Olivier, Mestre Abel et Monnot Caroline, « Marine Le Pen ira à Lampedusa avec Mario Borghezio de la Ligue du Nord », *Le Monde*, 11 mars 2014

Disponible ici : https://www.lemonde.fr/politique/article/2011/03/11/marine-le-pen-ira-a-lampedusa-avec-mario-borghezio-de-la-ligue-du-nord_5981791_823448.html

[consulté le 13 septembre 2020]

• Documents institutionnels

- France :

DCRG, « La nouvelle tactique d'Europe-Action », Informations hebdomadaires, 3 décembre 1964, AN F7/15573

Gaillard Maurice, « Chronique d'une tourmente électorale annoncée : 13 juin 1999, les élections européennes en France », *Annuaire Français de Relations Internationales*, Volume I, 2000, pp. 482 – 483

Disponible ici : <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001178.pdf>

[consulté le 17/02/2019]

Le Guide du Pouvoir 2019, Paris, Éditions du Pouvoir, novembre 2019

Disponible ici :

https://www.europarl.europa.eu/france/resource/static/files/import/vos_deputes/guide-pouvoir-pe.pdf

[consulté le 23 avril 2020]

Législatures, *Site Internet de l'Assemblée nationale*

<https://www.assemblee-nationale.fr/histoire/leg5repnew.asp>

[consulté le 10 décembre 2019]

Proposition de loi 226, *Site Internet de l'Assemblée nationale*

Disponible ici : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/suppression_menus_substitution_cantines

[consulté le 30 septembre 2020]

Proposition de loi 227, *Site Internet de l'Assemblée nationale*

Disponible ici : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/interdiction_port_signe_religieux_enseignement_superieur

[consulté le 30 septembre 2020]

Analyse du scrutin 499, Troisième séance du 19 avril 2018, *Site Internet de l'Assemblée nationale*

Disponible ici : [https://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/\(legislature\)/15/\(num\)/499](https://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/(legislature)/15/(num)/499)

[consulté le 30 septembre 2020]

Analyse du scrutin 578, Deuxième séance du 22 avril 2018, *Site Internet de l'Assemblée nationale*

Disponible ici : [https://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/\(legislature\)/15/\(num\)/578](https://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/(legislature)/15/(num)/578)

[consulté le 30 septembre 2020]

Publication au Journal officiel, n° de parution : 20030004, n° d'annonce : 0707

Déclaration effectuée auprès de la Préfecture de Côte-d'Or

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution : 20030008, n° d'annonce : 0073

Déclaration effectuée auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution 20030021, n° d'annonce : 0143

Déclaration auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution : 20080036, n° d'annonce : 1967

Déclaration effectuée auprès de la Préfecture du Rhône

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution 20090043, n° d'annonce : 141

Déclaration auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution : 20110028, n° d'annonce : 1246

Déclaration effectuée auprès de la Préfecture du Rhône

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution 20110031, n° d'annonce : 1117
Déclaration auprès de la Préfecture du Puy-de-Dôme

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution 20110032, n° d'annonce : 287
Déclaration auprès de la Sous-Préfecture de Bernay

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution 20110034, n° d'annonce : 328
Déclaration auprès de la Sous-Préfecture de Langon

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution 20110035, n° d'annonce : 25
Déclaration auprès de la Préfecture de Grasse

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution 20110039, n° d'annonce : 501
Déclaration auprès de la Préfecture de Haute-Garonne

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution 20110049, n° d'annonce : 1476
Déclaration auprès de la Sous-Préfecture de Saint-Germain-en-Laye

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution : 20120030, n° d'annonce : 899
Déclaration effectuée auprès de la Préfecture du Rhône

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution : 20160013, n° d'annonce : 119
Déclaration effectuée auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution 20180024, n° d'annonce : 1160
Déclaration auprès de la Préfecture du Rhône

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution 20190015, n° d'annonce : 1269
Déclaration auprès de la Préfecture du Rhône

www.journal-officiel.gouv.fr

Publication au Journal officiel, n° de parution 20190027, n° d'annonce : 1067
Déclaration auprès de la Préfecture du Rhône

www.journal-officiel.gouv.fr

Résultats des élections régionales des 21 et 28 mars 2004, *Site du ministère de l'Intérieur français*

[https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult__regionales_2004/\(path\)/regionales_2004/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult__regionales_2004/(path)/regionales_2004/FE.html)

[consulté le 9 octobre 2019]

Résultats des élections régionales des 14 et 21 mars 2010, *Site du ministère de l'Intérieur français*

[https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult__regionales_2010/\(path\)/regionales_2010/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult__regionales_2010/(path)/regionales_2010/FE.html)

[consulté le 9 octobre 2019]

Résultats des élections présidentielles des 21 avril et 5 mai 2002, *Site du ministère de l'Intérieur français*

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle_2002/\(path\)/presidentielle_2002/index.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle_2002/(path)/presidentielle_2002/index.html)

[consulté le 10 décembre 2019]

Résultats des élections présidentielles des 22 avril et 6 mai 2007, *Site du ministère de l'Intérieur français*

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle_2007/\(path\)/presidentielle_2007/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle_2007/(path)/presidentielle_2007/FE.html)

[consulté le 3 février 2020]

Résultats des élections législatives des 10 et 17 juin 2012, *Site du ministère de l'Intérieur français*

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__LG2012/\(path\)/LG2012/index.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__LG2012/(path)/LG2012/index.html)

[consulté le 3 février 2020]

Résultats des élections présidentielles des 22 avril et 6 mai 2012, *Site du ministère de l'Intérieur français*

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__PR2012/\(path\)/PR2012/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__PR2012/(path)/PR2012/FE.html)

[consulté le 3 février 2020]

Résultats des élections départementales des 22 et 29 mars 2015, *Site du ministère de l'Intérieur français*

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2015/\(path\)/departementales-2015/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2015/(path)/departementales-2015/FE.html)

[consulté le 10 octobre 2019]

Résultats des élections régionales des 6 et 13 décembre 2015, *Site du ministère de l'Intérieur français*

[https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult__regionales-2015/\(path\)/regionales-2015/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult__regionales-2015/(path)/regionales-2015/FE.html)

[consulté le 10 octobre 2019]

Résultats des élections présidentielles des 23 avril et 7 mai 2017, *Site du ministère de l'Intérieur français*

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2017/\(path\)/presidentielle-2017/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2017/(path)/presidentielle-2017/FE.html)

[consulté le 3 février 2020]

Résultats des élections législatives des 11 et 18 juin 2017, *Site du ministère de l'Intérieur français*

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__legislatives-2017/\(path\)/legislatives-2017/index.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__legislatives-2017/(path)/legislatives-2017/index.html)

[consulté le 3 février 2020]

Résultats des élections européennes de 1994, France, *Site Internet du Parlement européen*

Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/france/1994-1999/session-constitutive/>

[consulté le 14 décembre 2019]

Résultats des élections européennes de 1999, France, *Site Internet du Parlement européen*

Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/france/1999-2004/session-constitutive/>

[consulté le 14 décembre 2019]

Résultats des élections européennes de 2004, France, *Site Internet du Parlement européen*

Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/france/2004-2009/session-constitutive/>

[consulté le 14 décembre 2019]

Résultats des élections européennes de 2009, France, *Site Internet du Parlement européen*

Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/france/2009-2014/session-constitutive/>

[consulté le 14 décembre 2019]

Résultats des élections européennes de 2014, France, *Site Internet du Parlement européen*

Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/france/2014-2019/session-constitutive/>

[consulté le 14 décembre 2019]

Parlement sortant 2019, France, *Site Internet du Parlement européen*

Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/france/2014-2019/parlement-sortant/>

[consulté le 16 décembre 2019]

Résultats des élections européennes de 2019, France, *Site Internet du Parlement européen*

Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/france/2019-2024/>

[consulté le 14 décembre 2019]

- Italie :

Résultats des élections du 5 avril 1992, Chambre des députés, *ministère de l'Intérieur italien*

<https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=C&dtel=05/04/1992&tpa=I&tpe=A&lev0=0&levsut0=0&es0=S&ms=S>

[consulté le 6 novembre 2019]

Résultats des élections du 5 avril 1992, Sénat, *ministère de l'Intérieur italien*

<https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=S&dtel=05/04/1992&es0=S&tpa=I&lev0=0&levsut0=0&ms=S&tpe=A>

[consulté le 6 novembre 2019]

Résultats des élections du 13 mai 2001, Chambre des députés, *ministère de l'Intérieur italien*

<https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=C&dtel=13/05/2001&es0=S&tpa=I&lev0=0&levsut0=0&ms=S&tpe=A>

[consulté le 6 novembre 2019]

Résultats des élections du 9 avril 2006, Chambre des députés, *ministère de l'Intérieur italien*

<https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=C&dtel=09/04/2006&es0=S&tpa=I&lev0=0&levsut0=0&ms=S&tpe=A>

[consulté le 6 novembre 2019]

Résultats des élections du 9 avril 2006, Sénat, *ministère de l'Intérieur italien*

<https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=S&dtel=09/04/2006&es0=S&tpa=I&lev0=0&levsut0=0&ms=S&tpe=A>

[consulté le 6 novembre 2019]

Résultats des élections du 13 avril 2008, Chambre des députés, *ministère de l'Intérieur italien*

<https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=C&dtel=13/04/2008&es0=S&tpa=I&lev0=0&levsut0=0&ms=S&tpe=A>

[consulté le 6 novembre 2019]

Résultats des élections du 13 avril 2008, Sénat, *ministère de l'Intérieur italien*

<https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=S&dtel=13/04/2008&es0=S&tpa=I&lev0=0&levsut0=0&ms=S&tpe=A>
[consulté le 6 novembre 2019]

Résultats des élections du 24 février 2013, Chambre des députés, *ministère de l'Intérieur italien*
<https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=C&dtel=24/02/2013&es0=S&tpa=I&lev0=0&levsut0=0&ms=S&tpe=A>
[consulté le 6 novembre 2019]

Résultats des élections du 24 février 2013, Sénat, *ministère de l'Intérieur italien*
<https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=S&dtel=24/02/2013&es0=S&tpa=I&lev0=0&levsut0=0&ms=S&tpe=A>
[consulté le 6 novembre 2019]

Résultats des élections communales 2016, *Commune de Bolzano*
<http://www.comune.bolzano.it/prog/elezioni/com2016/inc/candidati1.php>
[consulté le 8 janvier 2020]

Résultats des élections communales 2017, Municipio X, *Rome*
<http://www.elezioni.comune.roma.it/elezioni/2017/comunali/A112017/plis10.htm>
[consulté le 8 janvier 2020]

Résultats des élections du 4 mars 2018, Chambre des députés, *ministère de l'Intérieur italien*
<https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=C&dtel=04/03/2018&es0=S&tpa=I&lev0=0&levsut0=0&ms=S&tpe=A>
[consulté le 6 novembre 2019]

Résultats des élections du 4 mars 2018, Sénat, *ministère de l'Intérieur italien*
<https://elezionistorico.interno.gov.it/index.php?tpel=S&dtel=04/03/2018&es0=S&tpa=I&lev0=0&levsut0=0&ms=S&tpe=A>
[consulté le 6 novembre 2019]

Résultats des élections européennes de 1989, Italie, Site Internet du Parlement européen
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/italie/1989-1994/session-constitutive/>
[consulté le 16 décembre 2019]

Résultats des élections européennes de 1994, Italie, Site Internet du Parlement européen
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/italie/1994-1999/session-constitutive/>
[consulté le 16 décembre 2019]

Résultats des élections européennes de 1999, Italie, Site Internet du Parlement européen

Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/italie/1999-2004/session-constitutive/>
[consulté le 16 décembre 2019]

Résultats des élections européennes de 2004, Italie, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/italie/2004-2009/session-constitutive/>
[consulté le 16 décembre 2019]

Résultats des élections européennes de 2009, Italie, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/italie/2009-2014/session-constitutive/>
[consulté le 16 décembre 2019]

Résultats des élections européennes de 2014, Italie, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/italie/2014-2019/session-constitutive/>
[consulté le 16 décembre 2019]

Parlement sortant 2019, Italie, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/italie/2014-2019/parlement-sortant/>
[consulté le 16 décembre 2019]

Résultats des élections européennes de 2019, Italie, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/italie/2019-2024/>
[consulté le 16 décembre 2019]

- **Transnational :**

Session constitutive du Parlement européen, 1979 – 1984, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-des-elections/1979-1984/session-constitutive/>
[consulté le 13 décembre 2019]

Session constitutive du Parlement européen, 1984 – 1989, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-des-elections/1984-1989/session-constitutive/>
[consulté le 13 décembre 2019]

Session constitutive du Parlement européen, 1989 – 1994, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-des-elections/1989-1994/session-constitutive/>

[consulté le 13 décembre 2019]

Session constitutive du Parlement européen, 1994 – 1999, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-des-elections/1994-1999/session-constitutive/>

[consulté le 13 décembre 2019]

Session constitutive du Parlement européen, 1999 – 2004, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-des-elections/1999-2004/session-constitutive/>

[consulté le 13 décembre 2019]

Session constitutive du Parlement européen, 2004 – 2009, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-des-elections/2004-2009/session-constitutive/>

[consulté le 13 décembre 2019]

Session constitutive du Parlement européen, 2009 – 2014, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-des-elections/2009-2014/session-constitutive/>

[consulté le 13 décembre 2019]

Session constitutive du Parlement européen, 2014 – 2019, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-des-elections/2014-2019/session-constitutive/>

[consulté le 13 décembre 2019]

Session constitutive du Parlement européen, 2019 – 2024, *Site Internet du Parlement européen*
Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-des-elections/2019-2024/>

[consulté le 13 décembre 2019]

Députés au Parlement européen, *Site Internet du Parlement européen*

Disponible ici : <https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/home>

[consulté le 16 décembre 2019]

Post-election survey 2019, *Site Internet du Parlement européen*

Disponible ici :

<https://www.europarl.europa.eu/at-your-service/en/be-heard/eurobarometer/2019-european-elections-entered-a-new-dimension>

[consulté le 3 juin 2021]

Migratory Routes : Central Mediterranean Route, *Frontex – European Border and Coast Guard Agency*

Disponible ici : <https://frontex.europa.eu/along-eu-borders/migratory-routes/central-mediterranean-route/>
[consulté le 25 février 2020]

Risk Analysis for 2019, *Frontex – European Border and Coast Guard Agency*

Disponible ici :

https://frontex.europa.eu/assets/Publications/Risk_Analysis/Risk_Analysis/Risk_Analysis_for_2019.pdf

[consulté le 25 février 2020]

- **Périodiques :**

- **France :**

Le Nouvel Observateur : 17 mai 1990

Libération : 31 août – 1^{er} septembre 1996 ; 22 avril 2002 ; 30 août 2003 ; 10 octobre 2003

- **Italie :**

Corriere della Sera : 17 novembre 1943

Il Poppolo d'Italia : 5 juillet 1922

L'Italiano : 1960 - 1961

- **Données statistiques :**

- **Italie :**

Statista

<https://www.statista.com/>

- **Transnational :**

Eurostat

<https://ec.europa.eu/eurostat>

Bibliographie

- **Mémoires et ouvrages militants :**

- **France :**

Apparu Jean-Pierre, *La droite aujourd'hui*, Paris, Albin Michel, 1979

Club de L'Horloge, *Les Racines du Futur*, Paris, Éditions Masson, 1977.

De Benoist, Alain, *Vu de droite*, Paris, Éditions Copernic, 1977

De Benoist Alain, *Au-delà des droits de l'Homme*, Éditions Pierre-Guillaume de Roux, 2016

Harris André et Sedouy Alain (de), *Qui n'est pas de droite ?*, Paris, Le Seuil, 1978

Le Gallou Jean-Yves, *Immigration : la Catastrophe. Que faire ?*, Éditions Via Romana, 2016

Le Pen Marine, *À contre flots*, Paris, Grancher, 2006

Les Identitaires, *30 mesures pour une politique d'identité et de remigration*, Nice, Éditions IDées, 2017

Maiastra, *Renaissance de l'Occident ?*, Paris, Plon, 1979

Vardon Philippe, *Éléments pour une contre-culture identitaire*, Nice, Éditions IDées, 2011

Venner Dominique, *Histoire et tradition des Européens*, Éditions du Rocher, 2011

Venner Dominique, *Pour une critique positive*, Nice, Éditions IDées, 2013

- **Italie :**

Bossi Umberto et Vimercati Daniele, *Vento del Nord. La mia Lega. La mia vita*, Milan, Sperling & Kupfer, 1992

Bossi Umberto et Vimercati Daniele, *La Rivoluzione. La Lega : storia e idee*, Milan, Sperling & Kupfer, 1993

Bossi Umberto, *Il mio progetto. Discorsi su federalismo e Padania*, Piacenza, Sperling & Kupfer, 1996

Oneto Gilberto, *L'Invenzione della Padania. la Rinascita della Comunita` piu' Antica d'Europa*, Bergamo, Foedus Editore, 1997

Pound Ezra, *Social Credit : an Impact*, Londres, Stanley Nott, 1935

Salvini Matteo, Sala Rodolfo, Pandini Matteo, *Secondo Matteo : Follia e coraggio per cambiare il paese*, Rizzoli, 2016

Scianca Adriano, *CasaPound, une terrible beauté est née*, trad.fr, Editions du Rubicon, 2012

Scianca Adriano, *CasaPound, tout se réapproprié. 40 concepts pour une révolution en marche*, trad.fr, Editions Nimésis, 2019

- **Ouvrages scientifiques :**

Monographies :

- **France :**

Beauregard Joseph, Lebourg Nicolas et Pedra Jonathan, *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2014

Bouchet Christian (dir.), *Les nouveaux nationalistes*, Paris, Déterna, 2001

Camus Jean-Yves, *Le Front National en France. Histoire et analyses*, Paris, Olivier Laurens, 1996

Casius Emmanuel, *Le combat culturel. Images et actions chez les identitaires*, Paris, L'Harmattan, 2014

Chebel d'Appollonia Ariane, *L'Extrême-droite en France. De Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Complexe, 1988

Crépon Sylvain, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Editions Nouveau Monde, 2012

Crépon Sylvain, Dézé Alexandre, Mayer Nonna (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015

Dard Olivier, « Les droites nationalistes en mai 1968 », dans Vergnon Gilles (dir.), *A chacun son Mai ? Le Tour de France de mai-juin 1968*, Rennes, PUR, 2011, pp. 355 – 367

Dézé Alexandre, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012

Dupin Eric, *La France identitaire : Enquête sur la réaction qui vient*, Paris, La Découverte, 2017

Mathieu Lilian, « Une musique groupusculaire : le rock identitaire français » dans Mathieu Lilian et Balasinski Justine (dir.), *Art et contestation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, pp 121 – 136

Mayer Nonna (dir.), *Le Front national à découvert*, Presses de Sciences Po, 1996

Mayer Nonna, *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999

Perrineau Pascal, *Le symptôme Le Pen*, Paris, Fayard, 1997

Perrineau Pascal, *La France au Front*, Paris, Fayard, 2014

Plenel Edwy et Rollat Alain, *L'effet Le Pen*, Paris, La Découverte, 1984

Richard Gilles, *Histoire des droites en France. De 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2017

Rosso Romain, *La Face cachée de Marine Le Pen*, Paris, Broché, 2011

Sirinelli Jean-François (dir.), *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 1993

- **Italie :**

Aime Marco, *Verdi tribù del Nord : La Lega vista da un antropologo*, Laterza, 2012

Attal Frédéric, *Histoire de l'Italie depuis 1943 à nos jours*, Armand Colin, 2004

Belpoliti Marco, *La canottiera di Bossi*, Parme, , Guanda, 2012

Bianchi Stefania et Iacopini Roberto, *La Lega Ce l'Ha Crudo! Il Linguaggio del Carroccio nei suoi Slogans, Comizi e Manifesti*, Milan, Mursia, 1994

Bianchini Eleonora, *Il libro che la Lega Nord non ti farebbe mai leggere. Dichiarazioni e scandali di un partito*, Newton Compton Editori, 2012

Biorcio Roberto, *La Padania promessa. La storia, le idee e la logica d'azione della Lega Nord*, Milan, Il Saggiatore, 1997

Biorcio Roberto, *La rivincita del Nord. La lega dalla contestazione al governo*, Rome, Editori Laterza, 2010

Biorcio Roberto et Vitale Tommaso, « Culture, Values and Social Basis of Northern Italian Centrifugal Regionalism. A Contextual Political Analysis of the Lega Nord », dans Huysseune Michel (dir.), *Contemporary Centrifugal Regionalism: Comparing Flanders and Northern Italy*, Bruxelles, Académie royale flamande en Belgique pour les Sciences et les Arts, 2011, pp. 171-199

Bocca Giorgio, *La disunità d'Italia*, Milan, Garzanti, 1990

Bodei Remo, *Il noi divise. Ethos e idee dell'Italia repubblicana*, Turin, Einaudi, 1998

Bonomi Aldo, *Il rancore. Alle radici del malessere del Nord*, Milan, Feltrinelli, 2008

Bouillaud Christophe, « La Ligue du nord, de la périphérie au centre et retour », dans Blaise Pierre et Moreau Patrick (dir.), *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, Crisp, 2004, pp. 311 – 336

Cardini Franco, *La vera storia della Lega Lombarda*, Mondadori, 2019

Castelli Gattinara Pietro, Froio Caterina, Bulli Giorgia, Albanese Matteo, *CasaPound Italia : Contemporary Extreme-Right Politics*, New York, Routledge, 2020

De Matteo Lynda, *L'idiotie en politique. Subversion et néo-populisme en Italie*, Paris, CNRS Éditions-Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme, 2007

De Matteo Lynda, *L'idiota in politica. Antropologia della Lega Nord*, Milano, Feltrinelli, 2011

Della Porta Donatella, *Clandestine political violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013

Di Nunzio Daniele et Toscano Emanuele, « Musique et subjectivité dans la nouvelle droite radicale italienne » (trad.), dans Grassy Elsa et Sklower Jedediah, *Politiques des musiques populaires au XXIe siècle*, Guichen, Ed. Mélanie Seteun, Collection « Musique et société », 2016, pp. 99 – 120

Di Nunzio Daniele et Toscano Emanuele, « Taking everything back : CasaPound, a Far Right Movement in Italy », Farro A.L., Lustiger Thaler H. (dir.), *Reimagining Social Movement. From Collectives to Individuals*, Londres, Ashgate, 2014, pp. 252 – 262

Diamanti Ilvo, *La Lega. Geografia storia sociologia di un nuovo soggetto politico*, Rome, Donzelli Editore 1993

Diamanti Ilvo, *Il Male del Nord. Lega, Localismo, Secessione*, Roma, Donzelli, 1996

Diamanti Ilvo, Dieckhoff Alain, Lazar Marc et Musiedlak Didier, *L'Italie, une nation en suspens*, Bruxelles, Editions Complexe, 1995

Evola Julius, *Les hommes au milieu des ruines*, Paris-Puiseaux, Guy Trédaniel-Pardès, 1984

Evola Julius, *Révolte contre le monde moderne*, Lausanne-Paris, L'Age d'Homme, 1991

Galli della Loggia Ernesto, *L'identità italiana*, Bologne, Il Mulino, 1998

Gentile Emilio, *Qu'est ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, trad. Fr, Paris, Gallimard, 2004

Germinario Francesco, *Da Salò al governo. Immaginario e cultura politica della destra italiana*, Turin, Bollari Bolinghieri, 2005

Hobsbawm Eric et Ranger Terence (dir.), *L'Invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam, 1983

Ignazi Piero, *Postfascisti ? Dal Movimento Sociale Italiano ad Alleanza Nazionale*, Bologne, Il Mulino, 1994

Ignazi Piero et Perrineau Pascal, « L'extrême droite en Europe : marginalité du néofascisme et dynamique de l'extrême droite postindustrielle », dans Grunberg Gérard, Perrineau Pascal et Ysmal Colette (dir.), *Le vote des Quinze, les élections européennes du 13 juin 1999*, Presses de Sciences Po, Paris, 2000, pp. 223 – 242

Lepre Aurelio, *Italia addio ? Unità e disunità dal 1860 a oggi*, Milan, Arnoldo Mondadori Editore, 1994

Mannheimer Renato (dir.), *La Lega Lombarda*, Milan, Feltrinelli, 1991

Milza Pierre, *Histoire de l'Italie. Des origines à nos jours*, Paris, Fayard, 2005

Mosse George L., *La révolution fasciste. Vers une théorie générale du fascisme*, trad.fr, Paris, Seuil, 2003

Musiedlak Didier, *Mussolini*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005

Oneto Gilberto, *L'Invenzione della Padania. la Rinascita della Comunità piu' Antica d'Europa*, Bergamo, Foedus Editore, 1997

Passalacqua Guido, *Il vento della Padania. Storia della Lega Nord 1984-2009*, Milan, Mondadori, 2009

Passarelli Gianluca et Tuorto Dario, *La Lega di Salvini : Estrema destra di governo*, Il Mulino, 2018

Payne Stanley G., *Il fascismo 1914 – 1945*, trad., Rome, 1999

Picco Pauline, *Liaisons dangereuses. Les extrêmes droites en France et en Italie (1960-1984)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016

Renzi Valerio, *La politica della ruspa: La Lega di Salvini e le nuove destre europee*, Alegre, 2016

Ritaine Evelyne, « L'Étranger et le Populiste en Italie : liaisons dangereuses », dans Ritaine Évelyne (dir.), *L'Europe du Sud face à l'immigration : politique de l'Étranger*, Presses universitaires de France, 2005, pp. 29 – 70

Ruzza Carlo et Schmidtke Oliver, « The Northern League : Changing. Changing friends and foes, and its political opportunity structure », dans Cesarani David et Fulbrook Mary, *Citizenship, Nationality and Migration in Europe*, Londres, Routledge, 1996

Sarubbi Andrea, *La Lega Qualunque*, Rome, Armando Editore, 1995

Scanzi Andrea, *Il cazzaro verde. Ritratto scorretto di Matteo Salvini*, Generico, 2019

Schiavone Aldo, *Italiani senza Italia*, Turin, Einaudi, 1998

Sommier Isabelle, *La violence politique et son deuil*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008

Toscano Emanuele, « Le mouvement de CasaPound : la nouvelle droite radicale en Italie », dans Pleyers Geoffrey et Capitaine Brieg, *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme, 2017, pp. 207 – 216

Watts Harold H., *Ezra Pound and the Cantos*, Londres, Routledge & Kegan Paul, Ltd., 1952

- **Transnational :**

Adam Jean-Michel et Heidmann Ute (dir.), *Science du texte et analyse de discours. Enjeux d'une interdisciplinarité*, Genève, Slaktine Erudition, 2005

Allard Laurence et Blondeau Olivier, *Devenir média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007

Barbour Stephen et Carmichael Cathie, *Language and Nationalism in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2000

Bartlett Jamie, Birdwell Jonathan, Littler Mark, « *The rise of populism in Europe can be traced through online behaviour... » : The new face of digital populism*, Londres, Demos, 2011

Bell Colin et Newby Howard, *The Sociology of Community*, Londres, Frank Cass & Company, 1974

Berstein Serge et Milza Pierre (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris, PUF, 1998

Bertoncini Yves, Chopin Thierry, Dulphy Anne, Kahn Sylvain et Manigand Christine (dir.), *Dictionnaire critique de l'Union européenne*, Paris, Armand Colin, 2008

Bidégaray Christian, *Europe occidentale. Le mirage séparatiste*, Paris, Economica, 1997

Bourdieu Pierre, *Sur la télévision*, Paris, Éd. Liber, 1996

Caiani Manuela, Della Porta Donatella et Wagemann Claudius, *Mobilizing on the Extreme Right: Germany, Italy, and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2012

Camus Jean-Yves et Lebourg Nicolas, *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Editions du Seuil, 2015

Cardon Dominique et Granjon Fabien, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013

Charaudeau Patrick et Maingueneau Dominique (dir.), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Le Seuil, 2002

Châtel Viviane, *Le temps des politiques sociales*, Fribourg, Academic Press Fribourg, 2009

Chêne Janine, Ihl Olivier, Vial Eric et Waterlot Ghislain (dir.), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003

Cohen A.P., *The Symbolic Construction of Community*, Londres, Tavistock Publications, 1986

Dard Olivier, Boutin Christophe, Rouvillois Frédéric (dir.), *Le dictionnaire des populismes*, Paris, les Éditions du Cerf, 2019

Della Porta Donatella, *Social Movements in Times of Austerity : Bringing Capitalism Back into Protest Analysis*, New Jersey, John Wiley & Sons, 2015

Déloye Yves, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2007

Détrie Catherine, Siblot Paul et Vérine Bertrand (dir.), *Termes et concepts pour l'analyse du discours. Une approche praxématique*, Paris, Champion, 2001

Di Bella Saverio et Tomasello Dario, *L'Islam in Europa tra passato e futuro*, Pellegrini Editore, 2003

Dorna Alexandre, *Le Leader charismatique*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998

Druckman James, Green Donald, Kuklinski James & Lupia Arthur (dir.), *Cambridge Handbook of Experimental Political Science*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011

Dulphy Anne et Manigand Christine, *La France au risque de l'Europe*, Paris, Armand Colin, coll. L'histoire au présent, 2006

Dulphy Anne et Manigand Christine, *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire*, Bruxelles, Peter Lang, 2021

Esposito Marie-Claude et Manigand Christine, *L'Union européenne : un espace politique à la croisée des chemins*, Paris, Editions L'Harmattan, 2015

Frank Robert (dir.), *Les identités européennes au XXe siècle: Diversités, convergences et solidarités*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2004

Germinario Francesco, *La destra degli dei. Alain de Benoist e la cultura politica della Nouvelle droite*, Turin, Bollati Boringhieri, 2002

Ignazi Piero, *L'estrema destra in Europa. da Le Pen a Haider*, Bologne, Il Mulino, 1994

Ignazi Piero, *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2006

Inglehart Ronald, *The Silent Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1977

Iodarchi Constantin, *Comparative fascist studies*, Londres, Routledge, 2010

Kertzer David, *Ritual, politics & power*, New Haven & London, Yale University Press, 1988

Kriesi Hanspeter, Lachat Romain (et al.), *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008

Lebourg Nicolas, *Le monde vu de la plus extrême droite. Du fascisme au nationalisme révolutionnaire*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2010

Mazzoleni Gianpietro, « Populism and the Media », dans Albertazzi Daniele et McDonnell Duncan, *Twenty-First Century Populism. The Spectre of Western European Democracy*, Londres, Palgrave MacMillan, 2008, pp. 49 – 64

Merkel P.H. et Weinberg L, *Right-wing extremism in the twenty-first century*, Londres, Frank Cass, 2003

Milza Pierre, *L'Europe en chemise noire. Les extrêmes droites européennes de 1945 à nos jours*, Paris, Fayard, 2002

Mink Georges, « L'Europe et ses passés douloureux : stratégies historicisantes et usages de l'Europe », dans Mink Georges et Neumayer Laure (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, Editions La Découverte, 2007, pp. 11-35

Nisbet Robert A., *The Social Philosophers: Community and Conflict in Western Thought*, Londres, Heinemann Educational Books, 1973

Offerlé Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1987

Perrineau Pascal, (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001

Rioux Jean-Pierre et Sirinelli Jean-François, *Pour une histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 1997

Rokkan Stein, *Citizens, Elections, Parties Approaches to the Comparative Study of the Processes of Development*, Colchester, ECPR Press, 2009

Seiler Daniel-Louis, *La méthode comparative en science politique*, Paris, Armand Colin, 2004

Taguieff Pierre-André, *Sur la nouvelle droite*, Paris, Descartes & Cie, 1994

Taguieff Pierre-André, *L'illusion populiste*, Paris, Berg International, 2002

Tilly Charles, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003

Thiesse Anne-Marie, *La Création des identités nationales. Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Le Seuil, « L'Univers historique », 1999

Weber Max, *Economie et société*, Paris, Uge Poche Pocket, coll. « Agora », 1995

Wieviorka Michel, *La violence*, Paris, Balland, 2004

Articles de revues scientifiques :

- France :

Achin Catherine et Lévêque Sandrine, « « Jupiter is Back » : Gender in the 2017 French Presidential Campaign », *French Politics*, 15 (3), 2017, pp. 279 – 289

Amengay Abdelkarim, Durovic Anja, et Mayer Nonna, « L'impact du genre sur le vote Marine Le Pen », *Revue française de science politique*, vol. 67, n°6, 2017, pp. 1067 – 1087

Birenbaum Guy, « Le FN à l'Assemblée (1986 – 1988). Respect et subversion des règles du jeu parlementaire », *Politix*, 20, 1992, pp. 99 – 118

Bouron Samuel, « Un militantisme à deux faces. Stratégie de communication et politique de formation des Jeunesses identitaires », *Agone*, vol. 54, n°2, 2014, pp. 45 – 72

Disponible ici : <https://www.cairn.info/revue-agone-2014-2-page-45.htm>
[consulté le 3 juillet 2019]

Bouron, Samuel, « Des « fachos » dans les rues aux « héros » sur le web. La formation des militants identitaires », *Réseaux*, vol. 202-203, n°2-3, 2017, pp. 187 – 211

Buléon Pascal et Fourquet Jérôme, « Vote Front National 1984-2002, géographies et interprétations successives : une équation politique », *Espace, populations, sociétés*, 3, 2003, pp. 453 – 467

Cahuzac Yannick et François Stéphane, « Les stratégies de communication de la mouvance identitaire », *Questions de communication*, 23, 2013, pp. 275 – 292

Castelli Gattinara, Pietro et Froio Caterina, « Quand les identitaires font la une. Stratégies de mobilisation et visibilité médiatique du bloc identitaire », *Revue française de science politique*, vol. 68, no. 1, 2018, pp. 103 – 119

Crépon Sylvain, Dézé Alexandre, et Mayer Nonna, « Pourquoi le Front National n'est pas vraiment un « nouveau » parti », *Après-demain*, vol. 36, n°4, pp. 31 – 33

Delporte Christian. « « Anti-Le Pen » 2002 : images et Internet Nouvel outil : nouveaux procédés ? », *Le Temps des médias*, vol. 3, n°2, 2004, pp. 182 – 193

Laurent Annie et Perrineau Pascal, « L'extrême droite éclatée », *Revue française de science politique*, n°4-5, 1999. pp. 633 – 642

Lebourg Nicolas, Stratégies et pratiques du mouvement nationaliste-révolutionnaire français : départs, desseins et destin d'Unité Radicale (1989-2002), *Le Banquet*, Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique, 19-20, 2004, pp. 381 – 400

Matonti Frédérique, « Le FN forme ses cadres », *Genèses*, 10(2), 1993, pp. 136 – 145

Matonti Frédérique, « Paradoxes du stigmaté : les représentations médiatiques de Marine Le Pen », *Genre, sexualité & société*, Hors-série n° 2, 2013

Disponible ici : <https://journals.openedition.org/gss/2626>

[consulté le 10 août 2020]

Mayer Nonna et Perrineau Pascal, « Pourquoi votent-ils pour le Front National ? », *Pouvoirs*, n°55, 1990, pp. 163 – 184

Schain Martin, « The National front in France and the construction of political legitimacy », *West European Politics*, 10(2), avril 1987, pp. 229 – 252

- **Italie :**

Albertazzi Daniele et Fremeaux Isabelle, « Discursive Strategies around « Community » in Political Propaganda: The Case of Lega Nord », *National Identities*, Vol.4, n°2, 2004, pp. 145 – 160

Bartolini Stefano et D'Alimonte Roberto, « Electoral Transition and Party System Change in Italy », *West European Politics*, 20/1, 1997, pp. 110 – 134

Biorcio Roberto, « La Lega Nord e la transizione italiana », *Rivista italiana di scienza politica*, avril 1999, pp. 55 – 88

Bouillaud Christophe, « Les antécédents idéologiques de la Ligue du Nord », *Revue française de science politique*, n°3-4, 1998, pp. 458 – 479

Castelli Gattinara Pietro, Froio Caterina, « Neo-Fascist mobilization in contemporary Italy. Ideology and Repertoire of actions of CasaPound Italia », *Journal for Deradicalization*, Mars 2015, Vol.2(2015), pp. 86 – 118

Castelli Gattinara Pietro et Froio Caterina, « Discourse and Practice of Violence in the Italian Extreme Right: Frames, Symbols, and Identity-Building in CasaPound Italia » in *International Journal of Conflict and Violence*, Avril 2014, vol. 8, pp. 155 – 170

Cavallaro Matteo, Policastro Davide, Salza Guido et Zanetti Massimo Angelo, « Un scrutin pour trois pays : la nouvelle géographie politique italienne suite à l'élection législative du 4 mars 2018 », *EchoGéo*, Sur le Vif, 31 décembre 2018,

Disponible ici : <http://journals.openedition.org/echogeo/16294>

[consulté le 28 septembre 2019]

Cento Bull Ana, « A new lease of life for Italy's Northern League », *Policy Network*, Vol. 22, 2015

Cervelli Pierluigi, « La comunicazione politica populista : corpo, linguaggio e pratiche di interazione », *Actes sémiotiques*, n°121, 2018

<https://www.unilim.fr/actes-semiotiques/6017>

[consulté le 16 juin 2019]

Champeyrache Clotilde, « La Ligue du Nord : le retour ambigu de l'identité territoriale sur la scène politique italienne », *L'Espace Politique*, 14 | 2011-2,

disponible ici : <https://journals.openedition.org/espacepolitique/2046>

[consulté le 14 octobre 2019]

Cheles Luciano, « Le « new-look » du néo-fascisme italien », *Mots*, n°12, mars 1986, pp. 29 – 42

Conti Niccolo et De Giorgi Elisabetta, « L'Euroscetticismo a parole : Lega Nord e Rifondazione comunista tra retorica e comportamento istituzionale », *Rivista italiana di scienza politica*, août 2011, pp. 265 – 290

Corbisiero Fabio, « La gouvernance des flux migratoires. L'accès des immigrés aux services territoriaux à partir de l'application de la loi « Turco-Napolitano » », *Italies*, 14 | 2010, pp. 263 – 284

Dechezelles Stéphanie « Visages et usages de l'« extrême droite » en Italie. Pour une analyse relationnelle et non substantialiste de la catégorie « extrême droite » », *Revue internationale de politique comparée*, vol.12, n°4, 2005, pp. 451 – 467

Dechezelles Stéphanie , « Boia chi molla ! Les nouvelles générations néofascistes italiennes face à l'(in)action violente », *Cultures & Conflits*, 2011, n° 81-82, pp. 101 – 123

Dehousse Renaud, « L'Europe aux urnes. Les enseignements des élections italiennes de 2013 », *Institut Jacques Delors Policy paper*, n°92, 16 mai 2013, pp. 1 – 14

Della Porta Donatella. « Les hommes politiques d'affaires. Partis politiques et corruption », *Politix*, Deuxième trimestre 1995, vol. 8, n°30, pp. 61 – 75

Demaria Cristina et Gallotti Cecilia, « Le nuove forme dello spettacolo politico. Il congresso della Lega fra strategie comunicative e azione rituale », *Rassegna italiana di sociologia*, vol. 40, n. 3, 1999, pp. 365-383.

Di Bonaventura Florence, « L'instrumentalisation de l'histoire dans le discours de la Lega Nord », *Revue Interrogations*, n°21, décembre 2015.

Disponible ici : <https://www.revue-interrogations.org/L-instrumentalisation-de-l,495#nh5>
[consulté le 15 décembre 2018]

Diamanti Ilvo, Mannheimer Renato. « Un faux «tremblement de terre». Les élections politiques des 27 et 28 mars 1994 », *Politix*, Deuxième trimestre 1995, vol. 8, n°30,, pp. 113 – 126

Ferkiss Victor, « Ezra Pound and American Fascism », *The Journal of Politics*, Vol.17(2), 1955, pp. 173 – 197

Harasty Hélène et Le Cacheux Jacques, « Italie : rigueur sans récession ? », *Revue de l'OFCE*, n°48, 1994, pp. 107 – 129

Ignazi Piero, « La recomposition de l'extrême-droite en Italie », *Pouvoirs*, vol. 87, Janvier 1998, pp. 83 - 93

Ivaldi Gilles et Lanzone Maria Elisabetta, « De l'usage politique du peuple Padano », *Cahiers d'études romanes*, n°35, 2017, pp. 505 – 520

Lazar Marc, « Italie : pour comprendre la Ligue », *Revue française de science politique*, 43e année, n°6, 1993, pp. 1022 – 1027

Lazar Marc, « L'Italie, laboratoire des populismes », *Fondation Jean Jaurès*, 8 mars 2018
Disponible ici : <https://jean-jaures.org/nos-productions/l-italie-laboratoire-des-populismes>
[consulté le 26 juin 2018]

Le Cacheux, Jacques, « L'économie italienne, du miracle à la banalité dans l'Europe », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 100, no. 4, 2008, pp. 131 – 135

Lettieri Carmela, « « Bruciare il tricolore ». Lega Nord e stigmatizzazione del Risorgimento », *Movements politiques*, 2011, pp. 435-451

Machiavelli Marta, « La Ligue du Nord et l'invention du « Padan » », *Critique internationale*, n°10, janvier 2001, pp. 129 – 142

McDonnell Duncan « A weekend in Padania : Regionalist populism and the Lega Nord », *Politics*, 26, 2006, pp. 126 – 132

Morellato Marion, « Les revirements du mouvement léguiste vis-à-vis de l'Union européenne (1979-2010) », *Parlement[s]*, *Revue d'histoire politique*, vol. 19, n°1, 2013, pp. 153 – 168

Ondelli Stefano, « L'identificazione del nemico: un'analisi dei tweet di Matteo Salvini dal 2011 al 2018 », *Speciale Treccani: La domanda di Yassine. Razza e linguaggio razzista*, 2018
789

Disponible ici :

https://www.researchgate.net/publication/328803138_L%27identificazione_del_nemico_un%27analisi_dei_tweet_di_Matteo_Salvini_dal_2011_al_2018_in_Speciale_Treccani_La_domena_di_Yassine_Razza_e_linguaggio_razzista_1938-2018

[consulté le 7 juillet 2020]

Picco Pauline, « Extrême droite et antisémitisme en Italie. L'exemple du Centro studi Ordine nuovo (1955-1971) », *Laboratoire italien*, n11, 2011, pp. 17-52

Pouthier Jean-Luc, « Frères d'Italie », *Études*, n°413, décembre 2012, pp. 583-593

Rossetti Giovanni, « Matteo Salvini and the potential of live-streams », *Masters of Media. New Media & Digital Culture M.A.*, Université d'Amsterdam, 24 septembre 2018

Disponible ici : <https://mastersofmedia.hum.uva.nl/blog/2018/09/24/matteo-salvini-and-the-potentials-of-facebook-live-stream/>

[consulté le 20 février 2020]

Tateo Luca, « The Italian Extreme Right OnLine Network: an exploratory study using an integrated social network analysis and content analysis approach », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 10(2), 2005

Disponible ici : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/j.1083-6101.2005.tb00247.x>

[consulté le 14 septembre 2019]

Triglia Carlo, « Nord e Sud : se il Belpaese si spezza », *Limes*, n°4, 1994, pp. 81 – 94

Woods Dwayne, « Les Ligues régionales en Italie. L'émergence d'une représentation régionale indépendante des partis traditionnels », *Revue française de science politique*, 42 (1), février 1992, pp. 36 – 55

Woods Dwayne, « A critical analysis of the Northern League's ideographical profiling », *Journal of Political Ideologies*, vol. 15, n°2, 2010, p. 189 – 219

- **Transnational :**

Ayres Jeffrey, « Transnational political processes and contention against the global economy », *Mobilization: An International Quarterly*, n°6, 2001, pp. 55 – 68

Baby Sophie et Zancarini-Fournel Michelle (dir.), « Histoires croisées. Réflexions sur la comparaison internationale en Histoire », *Les Cahiers Irice*, n°5, 2010

Ben Hamed Mahé et Mayaffre Damon, « Les thèmes du discours. Du concept à la méthode », *Mots. Les langages du politique*, Vol. 108, n°2, 2015, pp. 5 – 13

Bouron Samuel et Froio Caterina, « Entrer en politique par la bande médiatique ? », *Questions de communication*, 33 | 2018, pp. 209 – 229

Disponible ici : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/12384>

[consulté le 05 janvier 2021]

Betz Hans-Georg et Meret Susi, « Revisiting Lepanto: the political mobilization against Islam in Contemporary Western Europe », *Patterns of prejudice*, Vol.43, n° 3-4, 2009, pp. 313 – 334

Caiani Manuela et Kröll Patricia, « The transnationalization of the extreme right and the use of the internet », *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, 2015, pp. 331 – 351

Disponible ici : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01924036.2014.973050>

[consulté le 13 mars 2019]

Chadwick Andrew, Dennis James William, Smith Amy P., « Politics in the age of hybrid media : power, systems and media logics », *The Routledge Companion to Social Media and Politics*, New York, Routledge, 2016, pp. 7 - 22

Coosemans Thierry, « Les résultats des élections européennes de mai 2014 dans les Etats membres », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2014, pp. 5 – 60

Costa Olivier, « Elections européennes : « Il s'agit moins d'un vote eurosceptique que d'un vote antisystème », *Toute L'Europe*, 5 juin 2014

Disponible ici : <https://www.touteleurope.eu/institutions/elections-europeennes-il-s-agit-moins-d-un-vote-eurosceptique-que-d-un-vote-antisysteme/>

[consulté le 5 avril 2019]

Diamanti Ilvo et Bouyssou Rachel, « Immigration et citoyenneté en Europe : une enquête », *Critique internationale*, vol. 8 Diversité du capitalisme mondialisé, 2000, pp. 73 – 95

Dulphy Anne et Manigand Christine, « Le Parlement européen et l'opinion », *Journal of European Integration History*, vol. 17, n°1, 2011, pp. 117 – 130

Duranton-Crabol Anne-Marie, « La « nouvelle droite » entre printemps et automne (1968-1986) », *Vingtième Siècle*, n°17, janvier-mars 1988, pp. 39 – 50

Froio Caterina et Ganesh Bharath, « The transnationalisation of far right discourse on Twitter », *European Societies*, 20 juillet 2018, pp.513 – 539

Disponible ici :

<https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/14616696.2018.1494295?needAccess=true>

[consulté le 20 septembre 2019]

Ivaldi Gilles, « L'extrême droite ou la crise des systèmes de partis », *Revue Internationale de Politique comparée*, 6(2), 1999, pp. 201 – 246

Ivaldi Gilles, « Euroscepticisme, populisme, droites radicales : Etat des forces et enjeux européens », *L'Europe en formation. Revue d'études sur la construction européenne et le fédéralisme*, vol. 373, n°3, 2014, pp. 7 – 28

Lavabre Marie-Claire, « Circulation, Internationalization, Globalization of the Question of Memory », *Journal of Historical Sociology*, n°25, 2012, pp. 261 – 274

Mammone Andrea, « The Transnational Reaction to 1968 : Neo-fascist Fronts and Political Cultures in France and Italy », *Contemporary European History*, 2008, Vol.17(2), pp. 213 – 236

Disponible ici : <https://www.jstor.org/stable/20081402>

[consulté le 26 août 2020]

Mudde Cas, « The War of Words : Defining the Extreme Right Party Family », *West European Politics*, vol. 19, n° 2, 1996, pp. 225 – 248

Mudde Cas, « Three decades of populist radical right parties in Western Europe: So what ? », *European journal of political research*, Vol. 52, Oxford, Blackwell Publishing, 2013, pp. 1 – 19

Mudde Cas, « Fighting the system? Populist radical right parties and party system change », *Party Politics*, 20.2, 2014, pp. 217 – 226

Reif Karl et Schmitt Hans, « Nine Second Order National Elections: A Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results », *European Journal of Political Research*, 8, 1980, pp. 3 – 44

Sirinelli Jean-François, « Réflexions sur l'histoire et l'historiographie du XXe siècle français », *Revue historique*, vol. 635, n°3, 2005, pp. 609 – 625

Szczerbiak Aleks et Taggart Paul, « Theorising Party-based Euroscepticism : Problems of Definition, Measurement and Causality », *Comparative and Theoretical Perspective. Opposing Europe ? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford University Press, 2008, pp. 238 – 262

Zhirkov Kirill, « Nativist but not alienated. A comparative perspective on the radical right vote in Western Europe », *Party Politics*, n°20, 2014, pp. 286 – 296

Mémoires et thèses :

- Transnational :

Dézé Alexandre, Perrineau Pascal (dir.), *Idéologie et Stratégies partisans. Une analyse du rapport des partis d'extrême droite au système politique démocratique : le cas du Front National, du Movimento Sociale Italiano et du Vlaams Blok*, Thèse de doctorat, Paris, Institut d'études politiques de Paris, 2008

Piermattei Massimo, Rapone Leonardo (dir.), *Dal vincolo esterno all'europeizzazione ? Le culture politiche italiane e l'integrazione europea nella rincorsa alla moneta unica (1988-1998)*, Thèse de doctorat, Università degli studi di Tuscia, 2004

Robert Fabrice, *La diffusion de l'idéal identitaire européen à travers la musique contemporaine*, Mémoire de maîtrise de sciences politiques soutenu à l'université de Nice, 1996

Annexes

Annexe 1. La nouvelle droite de l'an 2000

Éléments pour la civilisation européenne, février 1999, n°94, pp. 25 – 32

Annexe 2. Programme d'action du parti fasciste républicain

Corriere Della Sera, 17 novembre 1943

Annexe 3. Entretien avec Gilles Lebreton, député européen du Rassemblement National

Réalisé en février 2020

Annexe 4. Trente mesures pour une politique d'identité et de remigration

Les Identitaires, janvier 2017

Annexe 5. Festa della Mamma

La Ligue, Campagne pour les élections européennes 2019

Annexe 1. La nouvelle droite de l'an 2000

Éléments pour la civilisation européenne, février 1999, n°94, pp. 25 – 32.

COURANTS IDEOLOGIQUES

1 La droite contre-révolutionnaire A ↓

Devise : « Dieu et le Roy ».

Leur adversaire principal : La Révolution de 1789.

Leurs auteurs de référence : Antoine de Rivarol, Joseph de Maistre, Louis de Bonald, Blanc de Saint-Bonnet, Louis Veillot — Frédéric Le Play, Augustin Cochin — Honoré de Balzac, Dostoïevski — Donoso Cortés — Fernando Pessoa — Vladimir Volkoff.

Leur époque emblématique : L'ancien Régime.

Leurs admirations : Charlotte Corday, Monsieur de Charette, les Chouans, Marie-Antoinette « la reine martyre ».

Leurs films préférés : *Marie-Antoinette* (Woody S. Van Dyke, 1938), *Marie-Antoinette* (Jean Delannoy, 1955), *Les compagnons de Jehu* (Michel Drach, 1966, télévision).

4 La droite personnaliste et communautarienne C ↑

Devise : « Des communautés vivantes ».

Leur adversaire principal : L'individualisme.

Leurs auteurs de référence : Léon Bourgeois, Célestin Bouglé, Charles Gide, le P. Doncoeur — Karl von Vogelsang, Georg Widmann, Heinrich Pesch, Ferdinand Tönnies — Charles Péguy — Georges Bernanos, Daniel Halévy, Emmanuel Mounier, Daniel-Rops, Robert Aron et Arnaud Dandieu, Jacques Duboin — Martin Buber, Marcel Mauss, Simone Weil, Hannah Arendt — Antoine de Saint-Exupéry — Christopher Lasch, les communautariens anglo-saxons (Charles Taylor, Alasdair McIntyre) — Chantal Delsol.

Leur époque emblématique : Les communautés médiévales, l'École d'Uriage.

Leurs admirations : Guillaume d'Orange — Baden Powell — Léon XIII, Jean-Paul II — le compagnonnage — L'Ordre Nouveau et les non-conformistes des années trente — les films de Jacques Tati — Charles Millon.

Leurs films préférés : *A nous la liberté* (René Clair, 1932), *Notre pain quotidien* (King Vidor, 1934), *Le crime de Monsieur Lange* (Jean Renoir, 1936), *La femme du boulanger* (Marcel Pagnol, 1938), *Qu'elle était verte ma vallée* (John Ford, 1940), *La pendule à Salomon* (Vicky Ivernel, 1960), *Ne pleure pas* (Jacques Ertaud, 1978), *Baptême* (René Féret, 1989).

2 La droite nationale-révolutionnaire A T ↑

Variante : *nationaux-révolutionnaires, nationalistes européens, nationaux-bolcheviks, futuristes, etc.*

Devise : « En avant ! »

Leur adversaire principal : Le bourgeois.

Leurs auteurs de référence : Friedrich Nietzsche — Georges Sorel — Oswald Spengler — Pierre Drieu La Rochelle — F.T. Marinetti, Ernst Jünger, Ernst Niekisch, Harro Schulze-Boysen, Ramiro Ledesma Ramos, Ferenc Szálasi — Jean Thiriart.

Leur époque emblématique : 1793, la Commune, l'Europe des années trente, la République sociale italienne.

Leurs admirations : Saint-Just — Louis Rossel — Ernst von Salomon, Yukio Mishima — Che Guevara, Muammar Kadhafi — Olivier Carré.

Leurs films préférés : *La Marseillaise* (Jean Renoir, 1938), *Alexandre Nevski* (S.M. Eisenstein, 1938), *L'affaire Mattei* (Francesco Rossi, 1971), *Le coup de grâce* (Völker Schlöndorff, 1977).

3 La droite fédéraliste européenne C ↑

Devise : « Autonomie et subsidiarité ».

Leur adversaire principal : L'Etat-nation.

Leurs auteurs de référence : Althusius — Alexander Hamilton, John C. Calhoun, Francisco Pi y Margall, Constantin Frantz, Proudhon — Romain Rolland, Alexandre Marc, Robert Aron, Denis de Rougemont, Hendrick Brugmans, Thierry Maulnier — Altiero Spinelli, Gianfranco Miglio.

Leur époque emblématique : Les ligues entre cités grecques, les Genossenschaften, les débuts de la République américaine, les Girondins, la Commune, l'empire austro-hongrois, la confédération helvétique.

Leurs admirations : Frédéric II de Hohenstaufen, les Pères fondateurs de la fédération américaine, Otto de Habsbourg.

Leurs films préférés : *Guillaume Tell* (Rudolf Dworsky et Rudolph Walther-Fein, 1923), *La Brière* (Léon Poirier, 1924), *La tragédie de la mine* (G.W. Pabst, 1931), *La grande illusion* (Jean Renoir, 1937), *Autant en emporte le vent* (Victor Fleming, 1939), *Till l'Espègle* (Gérard Philipe, 1956).



Ci-dessus : Jacques Tati dans « Mon oncle » (1958). Nostalgique des petites communautés villageoises et urbaines, qu'il tente désespérément de préserver des assauts de l'individualisme et de la modernité, M. Hulot pourrait bien être la figure la plus sympathique d'un personnalisme réactionnaire et souriant !
Ci-contre : buste de Mussolini, dû au sculpteur futuriste Renato Bertelli (1933). La droite nationale-révolutionnaire se réclame des tendances les plus avant-gardistes du fascisme italien.



24
25

éléments février 1999

5 **La droite libérale** L
↓

Devise : « Laissez faire, laissez passer ».

Leur adversaire principal : Le collectivisme de droite et de gauche.

Leurs auteurs de référence : Locke, Adam Smith, John Stuart Mill — Benjamin Constant — Karl Popper, Friedrich Hayek, Raymond Aron — Pierre Manent, Jean-Claude Casanova, Jean-François Revel, Alain Besançon, François Furet, François Bourricaud, Marc Fumaroli, Raymond Boudon, Jean Baechler, Michel Prigent, Alain-Gérard Slama, Georges Suffert, Nicolas Baverez.

Leur époque emblématique : Les siècles des Lumières, Le règne de Louis-Philippe, l'Amérique de Ronald Reagan, l'Angleterre de Margaret Thatcher.

Leurs admirations : Louis XVI, Guizot, Disraéli — Alain Madelin.

Leurs films préférés : *L'héritier* (Philippe Labro, 1972).

8 **La droite libertarienne** L
↓

Devise : « Moi, je ».

Leur adversaire principal : L'Etat.

Leurs auteurs de référence : Bernard de Mandeville, Herbert Spencer, Jean-Baptiste Say, Frédéric Bastiat, Max Stirner, Molinari — Milton Friedmann, Robert Nozick, Ayn Rand, Murray Rothbard — Raoul Audoin, Philippe Manière, Alain Laurent, Henri Lepage, Florin Aftalion, Jacques Gareilo.

Leur époque emblématique : La Conquête de l'Ouest, l'Angleterre manchestérienne, les réformes économiques dans le Chili d'Augusto Pinochet, l'école du Public Choice (Gordon Tullock, James Buchanan).

Leurs admirations : Turgot, Robison Crusoe, Davy Crockett — Alain Dumait, Claude Reichmann.

Leurs films préférés : *An American Romance* (King Vidor, 1944), *L'homme qui n'a pas d'étoile* (King Vidor, 1955), *Luke la main froide* (Stuart Rosenberg, 1967), *Le bon, la brute et le truand* (Sergio Leone, 1968), *Madmax* (George Miller, 1979).



6 **La droite bio-hygiéniste** A
L
↑

Variante : *darwinistes sociaux et eugénistes.*

Devise : « Que le meilleur gagne ! ».

Leur adversaire principal : L'inapte, le débile.

Leurs auteurs de référence : Charles Darwin — Herbert Spencer, William Graham Sumner, Georges Vacher de Lapouge, Otto Amon, Ludwig Gumpowicz, Clémence Royer, Charles Richet — Jack London — Francis Galton, Karl Pearson, Hermann Muller, Julian Huxley, Alexis Carrel, Jean Rostand — Edward O. Wilson, Richard Dawkins.

Leur époque emblématique : Le règne animal, la société future.

Leurs admirations : Platon, Sparte, Campanella, les législateurs américains des années vingt, le projet Génome humain, les biotechnologies.

Leurs films préférés : *Frankenstein* (James Whale, 1931), *La planète des singes* (Franklin J. Schaffner, 1967), *Délivrance* (John Boorman, 1972), *La griffe et la dent* (François Bel, 1976), *Mon oncle d'Amérique* (Alain Resnais, 1980), *La guerre du feu* (Jean-Jacques Annaud, 1981).

9 **La droite raciste** T
C
↓

Devise : « Une race pure ».

Leur adversaire principal : Le métissage.

Leurs auteurs de référence : Arthur de Gobineau — Houston Stewart Chamberlain, René Martial, George Montandon — René Binet — *Le camp des saints.*

Leur époque emblématique : La préhistoire, le III^e Reich.

Leurs admirations : Les lois d'Ézra, l'Espagne d'Isabelle la Catholique, le Ku-Klux-Klan, la législation allemande 1933-45, l'Islande.

Leurs films préférés : *Naissance d'une nation* (D.W. Griffith, 1915), *Pour sauver la race* (*The Aryan*, Reginald Barker, 1916).

7 **La droite démocrate-chrétienne** G
↑

Devise : « Pour une morale sociale ».

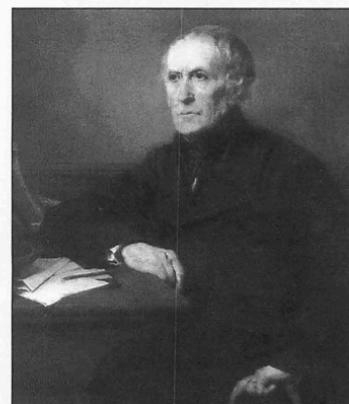
Leur adversaire principal : L'injustice.

Leurs auteurs de référence : Lamennais, Marc Sangnier, Jacques Maritain — François Mauriac, Gilbert Cesbron — Etienne Borne, Paul Ricoeur.

Leur époque emblématique : L'Allemagne d'Adenauer, la France de Georges Bidault, l'Italie d'Alcide De Gasperi.

Leurs admirations : L'encyclique *Rerum novarum*, Jean XXIII, Edmond Michelet — les Semaines sociales et le syndicalisme chrétien — François Bayrou.

Leurs films préférés : *Monsieur Vincent* (Maurice Cloche, 1947), *Miracle à Milan* (Vittorio De Sica, 1950), *Chiens perdus sans collier* (Jean Delannoy, 1955), *Si tous les gars du monde* (Christian-Jaque, 1956), *Le Messie* (Roberto Rosellini, 1976).



FAMILLES POLITIQUES

10 La droite monarchiste



Variantes : *maurassiens et néomaurassiens, légitimistes, néoroyalistes, survivantistes (naudorffiens), adeptes du Grand Monarque.*

Devise : « Vive le Roi ! »

Leur adversaire principal : La « gueuse » (la République).

Leurs auteurs de référence : Auguste Comte, Hippolyte Taine, René de La Tour du Pin, Jules Lemaitre, Fustel de Coulanges — Charles Maurras, Léon Daudet, Henri Massis, Pierre Gaxotte — Pierre Boutang, Pierre Pujo, Jean-François Chiappe, Philippe Ariès, Bertrand Renouvin.

Leur époque emblématique : Les guerres de Vendée, la Restauration, le défilé de Jeanne d'Arc, les Camelots du Roi.

Leurs admirations : Henri IV, Richelieu, Louis XIV — Louis XVII, le comte de Chambord — Les personnages de Walter Scott.

Leurs films préférés : *Ivanhoe* (Richard Thorpe, 1952), *Le prisonnier de Zenda* (Richard Thorpe, 1952), *Si Versailles m'était conté* (Sacha Guitry, 1953), *Les aristocrates* (Denys de la Patellière, 1955), *Sissi* (Ernst Marischka, 1956).

11 La droite nationale-libérale



Devise : « Ordre et liberté ».

Leur adversaire principal : La sociale-démocratie.

Leurs auteurs de référence : Les physiocrates, Montesquieu, Edward Gibbon, Edmund Burke — Lamartine — Adam Mickiewicz, Jan Frans Willem — Alexis de Tocqueville, Augustin Thierry, Camille Jullian — Ernest Renan, Max Weber, Gustave Le Bon, Vilfredo Pareto, Arnold Toynbee, Bertrand de Jouvenel, Louis Rougier — Thomas Mann, Russell Kirk — Jacques Rueff, Maurice Allais — Alfred Fabre-Luce, Raoul Girardet, Louis Pauwels, Pierre Chaunu, François-Georges Dreyfus — Henry de Lesquen.

Leur époque emblématique : Le Second Empire, l'Union sacrée et la Chambre Bleue horizon, les débuts de la V^e République.

Leurs admirations : Sully, Bismarck — Franco — Jörg Haider — Antoine Pinay, Philippe de Villiers, Bruno Mégret — Blake et Mortimer.

Leurs films préférés : *Colonel Blimp* (Michael Powell, 1943), *Le pont de la rivière Kwai* (David Lean, 1957), *Le président* (Henri Verneuil, 1960), *Prova d'orchestra* (Federico Fellini, 1978).

Ci-contre : *Henri de La Rochejaquelein, figure héroïque de la droite monarchiste.*

Ci-dessous : *Ernest Renan, auteur de référence de la tradition nationale-libérale.*

Page précédente, à gauche : *André Malraux, le paladin du gaullisme (vu à la télévision par Jean Joyet) ; à droite : Guizot reste le grand homme de la droite libérale ; au-dessus : « Naissance d'une nation », film-culte de la droite raciste.*

12 La droite pétainiste



Devise : « Maréchal, nous voilà ! »

Leur adversaire principal : Les « mensonges qui nous ont fait tant de mal ».

Leurs auteurs de référence : Emmanuel Berl, Gustave Thibon, Abel Bonnard, René Benjamin, Paul Chack, Pierre Hamp, Bernard Faÿ.

Leur époque emblématique : Verdun, l'Etat français.

Leurs admirations : Jeanne d'Arc, Pétain, Salazar, les Chantiers de la Jeunesse.

Leurs films préférés : *Verdun, visions d'histoire* (Léon Poirier, 1928), *Au bonheur des dames* (André Cayatte, 1943), *Le ciel est à vous* (Jean Grémillon, 1943), *Le carrefour des enfants perdus* (Léo Joannon, 1943).

26
27

13 La droite gaulliste



Variantes : *anciens de la France libre, du RPF au RPR, bonapartistes et plébiscitaires.*

Devise : « Une certaine idée de la France ».

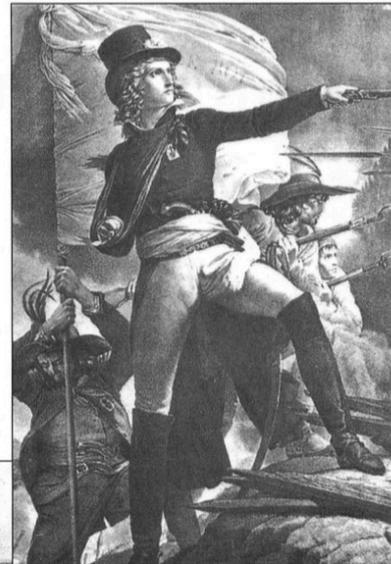
Leur adversaire principal : Les empires.

Leurs auteurs de référence : *Le Prince* de Machiavel, le *Testament* de Richelieu, le *Mémorial de Sainte-Hélène* — Alfred de Vigny — Charles de Gaulle, René Capitant, Carl Schmitt, François Perroux — Jacques Soustelle, André Malraux, Alain Peyrefitte, Jean Cau, Jean Dutourd, Régis Debray, Marie-France Garaud, Philippe de Saint Robert, Pierre-Marie Gallois, Paul-Marie Coûteaux, Denis de Tiliac.

Leur époque emblématique : Londres 1940, Paris 1944, Alger 1958, Colombey 1970.

Leurs admirations : César, Philippe le Bel, Colbert, Napoléon, Napoléon III — Charles de Gaulle, le général Leclerc, Mao Zedong — Charles Pasqua.

Leurs films préférés : *Napoléon* (Abel Gance, 1927), *Pontcarral, colonel d'Empire* (Jean Delannoy, 1942), *Le colonel Chabert* (René Le Hénaff, 1943), *Paris brûle-t-il ?* (René Clément, 1967), *L'armée des ombres* (Jean-Pierre Melville, 1969).



14

La droite fasciste

A
T
↓

Devise : « Les énergies rassemblées ».

Leur adversaire principal : Le parlementarisme.

Leurs auteurs de référence : Georges Valois, Robert Brasillach, Lucien Rebatet — Ezra Pound — Giovanni Gentile, Giuseppe Bottai, Oswald Mosley, Francis Parker Yockey — Maurice Bardèche.

Leur époque emblématique : L'Italie mussolinienne, l'Europe du « temps des chemises ».

Leurs admirations : José Antonio Primo de Rivera, Joris van Severen, les cadets de l'Alcazar, Marcel Bucard, le prince Borghese — Evita Peron, Gamal Abdel Nasser, Michel Aflak.

Leurs films préférés : *Vecchia Guardia* (Alessandro Blasetti, 1935), *Condottieri* (Luis Trenker, 1937), *Les cadets de l'Alcazar* (Augusto Genina, 1940), *Le samouraï* (Jean-Pierre Melville, 1967), *L'affaire Mori* (Pasquale Squitieri, 1977).

15

La droite régionaliste

C
↑

Devise : « L'Europe aux cent drapeaux ».

Leur adversaire principal : Le jacobinisme.

Leurs auteurs de référence : Frédéric Mistral, Jean-Charles Brun, Santu Casanova, Olier Mordrel, Johannes Thomasset — Jean Giono, Henri Béraud, Jean de La Varende, Henri Pourrat, Henri Vincenot — Yann Fouéré, Roparz Hémon, Jean Mabire, Paul Sérant, Guy Héraud — Saint-Loup.

Leur époque emblématique : Les anciennes provinces, la République corse, la Provence des Félibres, l'Alsace 1871-1918, la révolution irlandaise.

Leurs admirations : Guillaume le Conquérant, Pascal Paoli — Padraig Pearse, Michael Collins, Yann-Vari Perrot, l'abbé Gantois, Karl Roos — Umberto Bossi.

Leurs films préférés : *Lo Pais* (Gérard Guérin, 1973), *Que la fête commence* (Bertrand Tavernier, 1975), *Histoire d'Adrien* (Jean-Pierre Denis, 1980), *Braveheart* (Mel Gibson, 1995), *Michael Collins* (Neil Jordan, 1996).

16

La droite nationaliste

A
C
↑

Variantes : *nationalistes ethniques, nationaux-populistes.*

Devise : « La France aux Français ».

Leur adversaire principal : Le cosmopolitisme.

Leurs auteurs de référence : Jules Soury, Paul Bourget, Paul Déroulède, Edouard Drumont, Maurice Barrès — Jacques Ploncard d'Assac, François Brigneau.

Leur époque emblématique : La France de la Ligue des patriotes, le 11 novembre 1918, le 6 février 1934.

Leurs admirations : Saint-Louis, Jeanne d'Arc — le général Boulanger, les Jaunes — Savorgnan de Brazza, le général Gallieni, le maréchal Lyauté, le colonel de La Rocque — Jacques Doriot, le rexisme belge — Pierre Sidos, Jean-Marie Le Pen.

Leurs films préférés : *Les croix de bois* (Raymond Bernard, 1931), *Les hommes nouveaux* (Marcel Lherbier, 1936), *Trois de Saint-Cyr* (Jean-Paul Paulin, 1938).

ATTITUDES ET STYLES DE DROITES

17

La droite esthète

L
↓

Devise : « Est bourgeois tout ce qui pense bas ».

Leur adversaire principal : Monsieur Homais, les masses.

Leurs auteurs de référence : Dante, Shakespeare — François René de Chateaubriand, Arthur de Gobineau, Charles Baudelaire, Gérard de Nerval, Barbey d'Aurevilly, Villiers de L'Isle Adam, Edouard Dujardin, Elémir Bourges, le Sâr Péladan — Thomas Carlyle, Remy de Gourmont, Maurice Barrès, Gabriele D'Annunzio, Pierre Louÿs — Jean Cocteau — Luc-Olivier d'Alange.

Leur époque emblématique : La Méditerranée hellénistique — le XII^e siècle, la Chouannerie, le XIX^e siècle symboliste.

Leurs admirations : Les romans de la Table ronde, les troubadours, les bâtisseurs de cathédrales — les romantiques allemands, Wagner, Louis II de Bavière, les préraphaélites.

Leurs films préférés : *Les visiteurs du soir* (Marcel Carné, 1942), *L'éternel retour* (Jean Cocteau, 1943), *Le septième sceau* (Ingmar Bergman, 1956), *Le crépuscule des dieux* (Luchino Visconti, 1972), *Ludwig, requiem pour un roi vierge* (Hans Jürgen Syberberg, 1972), *Cœur de verre* (Werner Herzog, 1976), *Perceval le Gallois* (Eric Rohmer, 1978).

18

La droite anarchiste

L
↑

Variantes : *sceptiques et libertins, imprécateurs et provocateurs, pessimistes et nihilistes.*

Devise : « Mort aux cons ! »

Leur adversaire principal : L'embrigadement.

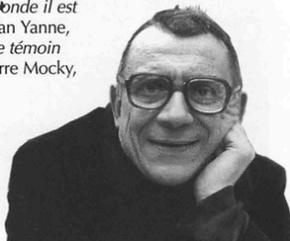
Leurs auteurs de référence : Rabelais — Gustave Flaubert — Georges Darien — Céline, Albert Paraz, Marcel Aymé, Jean Anouilh — Cioran, Michel Audiard, Léo Malet, Pol Vandromme, Alphonse Boudard, Pierre Gripari, ADG, Jean-Edem Hallier, Marc-Edouard Nabe, Le Club des Ronchons.

Leur époque emblématique : Tout sauf notre époque.

Leurs admirations : Cartouche, Cambronne — Robert Mitchum, Michel Simon.

Leurs films préférés : *Boudou sauvé des eaux* (Jean Renoir, 1932), *La vie d'un honnête homme* (Sacha Guitry, 1952), *La traversée de Paris* (Claude Autant-Lara, 1956), *Les bonnes femmes* (Claude Chabrol, 1960), *Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil* (Jean Yanne, 1974), *Le témoin* (Jean-Pierre Mocky, 1978).

Pierre
Gripari.



19

La droite hussarde

L
↓

Devise : « Le style, c'est l'homme ».

Leur adversaire principal : Le militantisme, le puritanisme.

Leurs auteurs de référence : Stendhal — Hugues Rebelle — Henry de Montherlant, Sacha Guitry, Paul Morand, Jean Giono, Alexandre Vialatte — Roger Nimier, Jean-René Huguenin, Jacques Laurent, Michel Déon, Antoine Blondin, Kléber Haedens, André Fraigneau, Michel Mohrt, Jacques Perret — Gabriel Matzneff, Jean Raspail, Michel Mourlet, Jacques d'Arribehaude.

Leur époque emblématique : La Fronde, le temps des mousquetaires, les salons du XVIII^e siècle.

Leurs admirations : Don Quichotte — les Trois mousquetaires, les Cavaliers (adversaires de Cromwell), le prince de Ligne, les hussards de Napoléon — Orélie-Antoine de Tounens (le « roi des Patagons ») — la taumachie, le rugby — Arsène Lupin, Tintin — les causes perdues.

Leurs films préférés : *Caroline chérie* (Richard Pottier, 1950), *Fanfan la Tulipe* (Christian-Jaque, 1952), *Ascenseur pour l'échafaud* (Louis Malle, 1958), *Le feu follet* (Louis Malle, 1963), *Cyrano et d'Artagnan* (Abel Gance, 1964), *Le crabe tambour* (Pierre Schoendoerffer, 1977), *Duellistes* (Ridley Scott, 1977), *La discrète* (Christian Vincent, 1990).



Ci-dessus : dessin de Pierre Joubert pour « Le bracelet de vermeil », de Serge Dalens. Les romans scouts ont contribué puissamment à la mythologie de la droite moraliste. Ci-contre : Harry Baer dans « Ludwig, requiem pour un roi vierge » de Hans Jürgen Syberberg, film emblématique de la droite esthète.

21 La droite entrepreneuriale L ↑

Variantes : industriels, chefs d'entreprises, jeunes cadres dynamiques.

Devise : « Toujours plus ».

Leur adversaire principal : Les syndicats et le Code du travail.

Leurs auteurs de référence : Andrew Carnegie, les mémoires de John Rockefeller — le *Financial Times*, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Raymond Bourguine, Michel Drancourt, Octave Gélienier, Alain Minc, François de Closets.

Leur époque emblématique : La révolution industrielle, les Trente glorieuses.

Leurs admirations : Marco Polo — John Law, Necker, le baron Haussmann — la « ruée vers l'or », le « modèle japonais », le « miracle allemand » — François Michelin, Ambroise Roux, Olivier Dassault.

Leurs films préférés : *Les Lloyds de Londres* (Henry King, 1936), *Suez* (Allan Dwan, 1938), *Dallas* (1978, télévision).

22 La droite moraliste A ↑

Variantes : associations familiales, militants anti-avortement, groupes de pression confessionnels, scoutisme catholique.

Devise : « Pardon, mon Dieu »

Leur adversaire principal : Le Diable.

Leurs auteurs de référence : Charles de Foucauld, saint Jean Bosco, Mgr Charles Frappel — René Bazin, Henri Bordeaux — Baden-Powell, Serge Dalens.

Leur époque emblématique : L'Italie de Savonarole, l'Angleterre victorienne, le Portugal de Salazar.

Leurs admirations : Saint Louis, La Compagnie du Saint-Sacrement — Mgr Dupanloup, José Maria Escriva de Balaguer — Jean Royer, Jérôme Lejeune, Xavier Dor, L'Œuvre de la Cité vivante, Christine Boutin.

Leurs films préférés : *L'appel du silence* (Léon Poirier, 1936), *Le cri silencieux* (Natanson, film anti-avortement).

20 La droite anticommuniste L ↓

Devise : « Plutôt morts que rouges ! »

Leur adversaire principal : La « subversion ».

Leurs auteurs de référence : Emmanuel Malynski, Léon de Poncins — George Orwell, Kravchenko — Jules Monnerot — Suzanne Labin, Pierre de Villemarest.

Leur époque emblématique : Le « monde libre », l'Amérique maccarthyste, les dictatures sud-américaines (Noriega, Banzer, Somoza).

Leurs admirations : L'amiral Koltchak, Pie XII, Tchang Kai-tchek, Joseph McCarthy, Richard Nixon, Alexandre Soljénitsyne.

Leurs films préférés : *La ferme des animaux* (John Halas et Joy Batchelor, 1954), *Bons baisers de Russie* (Terence Young, 1963), *L'aube rouge* (John Milius, 1984), *Vent d'Est* (Robert Enrico, 1992).

23 La droite activiste A ↓

Devise : « Prendre le pouvoir ».

Leur adversaire principal : Le « Régime ».

Leurs auteurs de référence : Lénine, Tchakhoutine, Malaparte, Paul Marion, André Malraux — *Pour une critique positive* — Dominique de Roux — le colonel Trinquier.

Leur époque emblématique : La prise du Palais d'hiver, la révolution irlandaise, la marche sur Rome, l'aventure du Baltikum, Alger 1961.

Leurs admirations : Gabriele D'Annunzio, le baron Ungern von Sternberg, Lawrence d'Arabie, les corps-francs, Breiz Atao, la Cagoule, Skorzeny, l'Irgoun, les Officiers libres en Egypte — le général Bigeard, Roger Degueldre — Corto Maltese — Roger Holeindre.

Leurs films préférés : *Le petit soldat* (Jean-Luc Godard, 1960), *Exodus* (Otto Preminger, 1960), *Nous voulons les colonels* (Mario Monicelli, 1973), *Les sept mercenaires* (John Sturges, 1960), *Chacal* (Fred Zinnemann, 1972).

28
29

éléments février 1999

24

La droite bourgeoise et modérée



Variantes : droite mondaine et BCBC, droite honteuse, notables de province, bons vivants.

Devise : « La France doit être gouvernée au centre ».

Leur adversaire principal : Le qu'en dira-t-on, l'extrémisme.

Leurs auteurs de référence : Molière — Henri Troyat, Guy des Cars, Jean d'Ormesson, Hélène Carrère d'Encausse, le carnet mondain du *Figaro*, Jean-Marie Rouart, Franz-Olivier Giesbert, le Prix Goncourt de l'année.

Leur époque emblématique : Les débuts de la III^e République.

Leurs admirations : Adolphe Thiers — Mgr Lustiger — Georges Pompidou, Raymond Barre, Edouard Balladur — Stéphane Bern, Miss France, la famille de Monaco.

Leurs films préférés : *Ces dames au chapeau vert* (Fernand Rivers, 1948), *Les 101 dalmatiens* (Walt Disney, 1961).

25

La droite poujadiste



Variantes : petits artisans et commerçants, paysans en perdition, chasseurs en colère, déclassés divers.

Devise : « Y'en a marre ! »

Leur adversaire principal : Le fisc, les fonctionnaires.

Leurs auteurs de référence : Collection des éditoriaux de Pierre Poujade — Jean Dutourd.

Leur époque emblématique : Les jacqueries paysannes, la révolte des Canuts, l'Etat corporatif, le marché noir, la France poujadiste (1956).

Leurs admirations : Henry Dorgères, Pierre Poujade, Gérard Nicoud — Jean-Claude Martinez — Astérix, Louis de Funès.

Leurs films préférés : *Nous autres à Champignol* (Jean Bastia, 1956), *Fripouillard et compagnie* (Steno, 1958), *La horse* (Pierre Granier-Deferre, 1970), *Pleure pas la bouche pleine* (Pascal Thomas, 1973), *Chaudemanche père et fils* (Joël Séria, 1997, télévision).

26

La droite technocratique



Variantes : planistes, énarques, experts, techniciens.

Devise : « Nous avons les solutions ».

Leur adversaire principal : Le peuple, les élus.

Leurs auteurs de référence : Jeremy Bentham, Saint-Simon, Auguste Comte — John Taylor, Henri De Man, Jules Romains, Le Corbusier — Alfred Sauvy.

Leur époque emblématique : Le planisme des années trente, les États-Unis du New Deal, Vichy 1942-44, les années soixante.

Leurs admirations : Vauban — Henry Ford, Albert Speer, Jean Coutrot et le groupe X-Crise, Pierre Pucheu, Jean Bichelonne — le programme nucléaire français — Michel Debré, Alain Juppé.

Leurs films préférés : *Metropolis* (Fritz Lang, 1926), *Le mur du son* (David Lean, 1952), *Sous le plus grand chapiteau du monde* (Cecil B. DeMille, 1953), *Alien* (Ridley Scott, 1979), *Apollo 13* (Ron Howard, 1995).

27

La droite américaine



Devise : « Un bon Indien est un Indien mort ».

Leur adversaire principal : L'Europe, le Tiers-monde, Woody Allen.

Leurs auteurs de référence : Tom Clancy — Gérard de Villiers — François d'Orcival.

Leur époque emblématique : La conquête de l'Ouest, le débarquement de Normandie, la guerre froide, la guerre du Vietnam.

Leurs admirations : Le général Custer, le général Patton, John Wayne, l'OTAN, Ronald Reagan, les astronautes américains, Rambo.

Leurs films préférés : *Alamo* (John Wayne, 1960), *Le jour le plus long* (Darryl F. Zanuck, 1962), *Rambo* (Ted Kotcheff, 1982), *Les aventuriers de l'arche perdue* (Steven Spielberg, 1991).



Ci-dessus : face à l'« invasion » musulmane dont la France serait aujourd'hui le théâtre, la droite catholique en appelle volontiers à la mémoire de Charles Martel, vainqueur des Arabes d'Abd al-Rahman à la bataille de Poitiers, en 732 (dessin de Job paru en 1917 dans l'« Agenda buvard du Bon Marché »).
A gauche : Edouard Drumont, ou l'obsession de la « conspiration » juive contre la chrétienté.
Ci-contre : film-fétiche des nostalgiques du III^e Reich, « Le jeune hitlérien Quex » de Hans Steinhoff, commandité par Goebbels en réponse au « Cuirassé Potemkine » de S.M. Eisenstein.
Page suivante : en forme d'arbre de vie couronné par un disque solaire, ces anciennes stèles discoïdales du cimetière basque de l'abbaye de Belloc, dans les Pyrénées Atlantiques, symbolisent le lien organique entre la terre et le ciel, le corps et l'esprit. Une tradition immémoriale typiquement « folkste », et toujours bien vivante en Euzkadi.

« TRIBUS » et RESEAUX DE DROITE

28

La droite catholique

Nombres variantes : *droite ultramontaine, conciliaires, lefebvristes, sédévantistes, nantistes, mystiques, apparitionnistes, etc.*

Devise : « Dieu premier servi ».

Leur adversaire principal : Le matérialisme, le progressisme chrétien, l'islam.

Leurs auteurs de référence : Aristote, Augustin, Thomas d'Aquin, Bonaventure, Bossuet — Léon Bloy, Gilbert K. Chesterton — Jean de Fabrègues, Jean Ousset, Mgr Ducaud-Bourget, André et Henri Charlier, Jean Madiran, Michel de Saint-Pierre, le colonel Château-Jobert, Robert Martel, Georges de Nantes, Bruno Bonnet-Aymard, Marcel Clément, Henri Servien, Jacques Trémolet de Villers.

Leur époque emblématique : Le Moyen Age.

Leurs admirations : Clovis, Charles Martel, les croisades, la Reconquista, Jeanne d'Arc, les Chouans — Pie X, Pie XII, Mgr Lefebvre — Bernadette Soubirous, les zouaves pontificaux, le Syllabus, les Cristeros mexicains — Bernard Antony.

Leurs films préférés : *Dieu est mort* (John Ford, 1947), *Quo vadis ?* (Mervyn LeRoy, 1951), *Marcellino, pan y vino* (Ladislao Vajda, 1955), *Bernadette* (Jean Delannoy, 1987), *Jeanne la Pucelle* (Jacques Rivette, 1993).

31

La droite fana-mili

Variantes : *paras, mercenaires, collectionneurs, militaria.*

Devise : « Debout, les paras ! »

Leur adversaire principal : La vie civile.

Leurs auteurs de référence : Tous récits militaires — Georges d'Espèrès, Paul Adam — Jean Lartéguy, Jean Mabire, Saint-Loup, Pierre Sergent, le colonel Trinquier, Dominique Venner, Erwan Bergot, John Angolia, Alain Sanders.

Leur époque emblématique : Les guerres modernes.

Leurs admirations : Bonaparte, Rommel, les corps d'élite — Bob Denard, Béchir Gemayel, les Bérêts verts — les armes, les uniformes, les décorations, les soldats de plomb.

Leurs films préférés : *La 31^e section* (Pierre Schoendoerffer, 1964), *Les centurions* (Mark Robson, 1966), *Les bérêts verts* (John Wayne, 1968), *La Légion saute sur Kolwezi* (Raoul Coutard, 1979), *Apocalypse Now* (Francis Ford Coppola, 1979), *Officier et gentleman* (Taylor Hackford, 1982), *Top Gun* (Tony Scott, 1986).

29

La droite conspirationniste

Variantes : *antisémites et antimaçons, paranophobiques, catastrophistes.*

Devise : « Ils sont partout ! »

Leur adversaire principal : Le « complot ».

Leurs auteurs de référence : Augustin Barruel — Mgr Jouin, les *Protocols des sages de Sion*, Léo Taxil, le Dr Martin, Jean Marquès-Rivière, Robert Valléry-Radot — Henry Ford, Giuseppe Preziosi, Ulrich Fleischhauer — Pierre Virion, Julio Minvielle, Yann Moncomble, Jacques Bordiot.

Leur époque emblématique : L'Inquisition.

Leurs admirations : Saint-Louis, Philippe le Bel — Le colonel Henry, Edouard Drumont, Darquier de Pellepoix.

Leurs films préférés : *Le Juif Süss* (Veit Harlan, 1940), *Forces occultes* (Paul Riche, 1942), *L'invasion des profanateurs de sépultures* (Don Siegel, 1956), la série *X-Files* (télévision).

30

La droite nazie

Devise : « Sieg heil ! »

Leur adversaire principal : Les « sionistes ».

Leurs auteurs de référence : *Mein Kampf*, Colin Jordan, George Lincoln Rockwell, Matt Koehl, Savitri Devi.

Leur époque emblématique : 1933-45.

Leurs admirations : Hitler, Rudolf Hess, le Grand Mufti de Jérusalem, les SS, la WUNTS, la Cedade espagnole, Aryan Nations.

Leurs films préférés : *Le jeune hitlérien Quex* (Hans Steinhoff, 1933), *Le triomphe de la volonté* (Leni Riefensthal, 1935), *Les damnés* (Luchino Visconti, 1969), *Ces garçons qui venaient du Brésil* (Franklin J. Schaffner, 1978).

32

La droite musclée

Variantes : *vigiles, hooligans, dresseurs de chiens, skins, hard rock.*

Devise : « Les bougnoules à la mer ! »

Leur adversaire principal : Les autres.

Leurs auteurs de référence : Manuels de dressage de pitbulls, catalogue Doc Martens.

Leur époque emblématique : L'ère de Néandertal.

Leurs admirations : Bruce Lee, Jean-Claude Van Damme, Conan le Barbare, Terminator.

Leurs films préférés : *Un justicier dans la ville* (Michael Winner, 1974), *Le grand tournoi* (Jean-Claude Van Damme, 1995), *Starship Troopers* (Paul Verhoeven, 1997).



30
31

33

La droite folkiste

Devise : « Terre et peuple ».

Leur adversaire principal : La mégapole.

Leurs auteurs de référence : Jean-Jacques Rousseau — Henry David Thoreau, Knut Hamsun — Albrecht Rodenbach, Cyriel Verschaeve — Alphonse de Châteaubriant, Jean Giono — Ludwig Fahrenkrog, Wilhelm Teudt, Herman Wirth, Paul Schultze-Naumburg, Hans Friedrich Blunck, Hans F.K. Günther — Nigel Pennick, Freya Ashwin — J.R.R. Tolkien.

Leur époque emblématique : Cincinnatus, Arminius contre Rome, Widukind contre Charlemagne, la Guerre des Paysans.

Leurs admirations : Les Saxons, les Stedinger, les Cathares, — Dürer — Nicolas Grundtvig — Fidus, Xavier de Langlais, Wilhelm Petersen, Ernst von Dombrowski — les Amish — la tour de Jul, le marteau de Thor, l'arbre de Mai, le sapin de Noël — les maisons individuelles, construites et décorées selon les principes folkistes — les « petits curés » flamands, les colombages alsaciens, la musique celtique — la médecine naturelle, le naturisme — les fêtes traditionnelles, les costumes régionaux — le Grand Pan.

Leurs films préférés : *Nosferatu le vampire* (F.W. Murnau, 1922), *Les Nibelungen* (Fritz Lang, 1924), *Wege zu Kraft und Schönheit* (Wilhelm Prager et Nicholas Kaufmann, 1925, film naturiste), *Regain* (Marcel Pagnol, 1937), *Farrebique* (Georges Rouquier, 1947), *La sorcière* (André Michel, 1955), *La source* (Ingmar Bergman, 1959), *Excalibur* (John Boorman, 1981), *Witness* (Peter Weir, 1984).

éléments février 1999

34

La droite ésotérique et traditionaliste

Nombreuses variantes : *évoliens, guéoniens, ésotéristes, symbolistes, maçons de droite, etc.*

Devise : « Retour à la Tradition ».

Leur adversaire principal : Le monde moderne.

Leurs auteurs de référence : Edouard Schuré — Julius Evola, René Guénon, Frithjof Schuon, A.S. Coomaraswamy — Carl Gustav Jung — Henry Corbin, Seyyed Hossein Nasr — Mircea Eliade, Raymond Abellio, Jean Parvulesco — Jean Borella, Henry Montaignu, Olivier Germain-Thomas, David Mata.

Leur époque emblématique : L'Age d'Or.

Leurs admirations : Cornelius Agrippa, Paracelse, Nicolas de Cuse, Swedenborg, Nicolas Flamel — Fulcanelli, Papus — Cornéliu Codreanu — l'imam Khomeiny.

Leurs films préférés : *Paracelse* (G.W. Pabst, 1943), *La fiancée des ténèbres* (Serge de Poligny, 1944), *Orphée* (Jean Cocteau, 1950), *Jason et les Argonautes* (Don Chaffey, 1963), *La merveilleuse visite* (Marcel Carné, 1974), *Dune* (David Lynch, 1984).

A
↑

35

La droite écologiste

Devise : « La Terre, notre Mère ».

Leur adversaire principal : L'idéologie du progrès.

Leurs auteurs de référence : Ernst Haeckel, Alexis Carrel, René Hainard, Philippe Lamour, Bernard Charbonneau — Ernst et Friedrich Georg Jünger, Martin Heidegger — Ludwig van Bertalanffy, Arthur Koestler, Konrad Lorenz — Ch. Henri Géffroy, Jacques Ellul, Herbert Grühl, Arne Naess, Edward Goldsmith.

Leur époque emblématique : Les sociétés traditionnelles.

Leurs admirations : Sitting Bull — les peuples menacés (Inuits, Indiens Yanomani) et les espèces en voie de disparition — l'agriculture biologique — Gaïa — Antoine Waechter, Brigitte Bardot.

Leurs films préférés : *Nanouk l'Esquimau* (Robert Flaherty, 1922), *Le dernier rivage* (Stanley Kramer, 1959), *Week-end* (Jean-Luc Godard, 1967), *Le survivant* (Boris Sagal, 1971), *Soleil vert* (Richard Fleischer, 1973), *Dersou Ouzala* (Akira Kurosawa, 1974), *La forêt d'émeraude* (John Boorman, 1985).

C
↑

Et la 36^e droite ?

Lisez son manifeste en page 11 pour mieux la connaître !



Sitting Bull, chef et homme-médecine des Sioux Hunkpapas : une figure de la droite écologiste.

DE QUELLE DROITE ÊTES-VOUS ?

Que vous soyez de droite, de gauche ou d'ailleurs, vous éprouvez forcément des sympathies ou des antipathies à l'égard des 35 droites que nous venons de vous présenter (la Nouvelle Droite étant exclue de cette enquête). Nous aimerions connaître votre position par rapport à notre classification. **Deux possibilités vous sont offertes.** La plus simple : vous nous indiquez les droites dont vous vous sentez le plus proche (par ordre de sym-

pathie décroissante) ou le plus éloigné (par ordre d'antipathie décroissante). Si vous avez le temps d'approfondir, remplissez également le deuxième questionnaire : il s'agit de noter chaque droite (de 0 à 20). Indiquez-nous (sur papier libre) enfin si vous estimez qu'il manque une famille (et n'hésitez pas dans ce cas à nous en suggérer la « fiche »). Résultats de cette enquête dans le prochain numéro.

La rédaction

Droites dont je me sens le plus proche : 1 : 2 : 3 : 4 : 5 :

Droites dont je me sens le plus éloigné : 1 : 2 : 3 : 4 : 5 :

(Indiquez le numéro)

Notes de chaque droite

1. droite contre-révolutionnaire :/20	9. droite raciste :/20	20. droite anticommuniste :/20	28. droite catholique :/20
2. droite nationale-révolutionnaire :/20	10. droite monarchiste :/20	21. droite entrepreneuriale :/20	29. droite conspirationniste :/20
3. droite fédéraliste :/20	11. droite nationale-libérale :/20	22. droite moraliste :/20	30. droite nazie :/20
4. droite personnaliste et communautaire :/20	12. droite pétainiste :/20	23. droite activiste :/20	31. droite folkiste :/20
5. droite libérale :/20	13. droite gaulliste :/20	24. droite bourgeoise et modérée :/20	32. droite fana-mili :/20
6. droite bio-hygiéniste :/20	14. droite fasciste :/20	25. droite poujadiste :/20	33. droite musclée :/20
7. droite démocrate-chrétienne :/20	15. droite nationaliste :/20	26. droite technocratique :/20	34. droite ésotérique et traditionaliste :/20
8. droite libertarienne :/20	16. droite régionaliste :/20	27. droite américaine :/20	35. droite écologiste :/20
	17. droite esthète :/20		
	18. droite anarchiste :/20		
	19. droite hussarde :/20		

Document à retourner à : *Éléments*, Enquête lecteurs, 41 rue Barrault, 75013 Paris (adresse postale uniquement)

Annexe 2. Programme d'action du parti fasciste républicain
Corriere Della Sera, 17 novembre 1943



eresia.altervista.org



Storiologia.it

Annexe 3. Entretien avec Gilles Lebreton, député européen du Rassemblement National

Réalisé en février 2020

- Pourriez-vous présenter votre parcours professionnel ainsi que vos responsabilités politiques ?

Je suis docteur en droit (Paris 2) et en philosophie (Paris 4), agrégé de droit public, professeur à l'Université du Havre depuis 1990. J'ai été doyen de Faculté de 1995 à 2000, puis directeur de laboratoire de recherche noté "A" de 2000 à 2011. Je suis député européen depuis 2014, membre du Bureau national du FN/RN depuis 2014.

- A quand remonte votre engagement en politique ? Quelles sont selon vous les raisons de cet engagement ?

Je me suis engagé en 2011 auprès de Marine Le Pen après l'avoir rencontrée par hasard. Nous avons constaté notre proximité politique et elle m'a immédiatement proposé de devenir son conseiller politique sur l'enseignement supérieur, ce que j'ai accepté à condition de l'être aussi sur l'Europe, ce qui s'est réalisé.

- Quels sont les moments marquants de votre parcours politique ?

2011 : rencontre de Marine Le Pen.

2014 : tête de liste aux élections européennes dans la région "Ouest". Je suis élu avec près de 20% des voix (soit 500 000 suffrages).

2017 : lutte contre Florian Philippot au Bureau national contre sa création de l'association "Les Patriotes" et sur la ligne politique à suivre après les présidentielles. Ma ligne (transformer l'Europe) l'emporte sur la sienne (Frexit).

2018 : chef de la délégation FN au Parlement européen.

- Quelles raisons ont motivé votre engagement européen ? Des formations sont-elles proposées aux députés européens entrants afin de se familiariser avec les institutions européennes ?

Je suis hostile à la transformation progressive de l'UE en État fédéral. Je suis entré en politique pour défendre la souveraineté nationale.

Je n'ai pas besoin de formation. Je suis formateur.

- Pour défendre quelles thèses et valeurs avez-vous choisi la carrière politique ?

1. La souveraineté nationale contre l'UE.

2. L'identité nationale contre la submersion migratoire.

3. La justice sociale contre le capitalisme financier et l'accaparement des richesses par une oligarchie.

- Vos missions en tant que député européen vous permettent-elles de défendre ces valeurs ? Si oui, par quel biais ? Si partiellement, pour quelle(s) raison(s) ?

Oui. Je me bats au quotidien à Bruxelles pour défendre mes idées. Cela marche parfois : cf l'adoption de mon rapport en 2021 sur l'intelligence artificielle. La coalition PPE/S&D, qui nous empêchait de faire voter nos textes, tend à s'effriter depuis 2019... J'observe un rapprochement de plus en plus net entre le PPE et le groupe ID.

Et je me déplace beaucoup dans l'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, ex-Poitou-Charentes) pour informer mes concitoyens de ce qui se passe à Bruxelles. Je suis aussi très actif sur les réseaux sociaux.

- Au sein du groupe Identité et Démocratie, comment définiriez-vous votre coopération avec les députés appartenant à d'autres partis politiques que le Rassemblement National ?

Au sein d'ID : coopération cordiale et très constructive.

- Quel est votre avis sur l'Union Européenne ? Quel regard avez-vous porté sur les élections européennes de 2019 ?

L'UE trahit la démocratie et l'objectif de coopération entre nations européennes en tentant de bâtir un État fédéral européen. Car il ne peut y avoir de souveraineté européenne sans un peuple européen.

- Une autre Europe est-elle possible selon vous ? Quels sont les aspects que vous souhaiteriez voir évoluer ?

Une Europe de la coopération est possible : j'en ai rédigé le projet de traité fondateur en novembre 2017. Ce serait une Europe à la carte où chaque État serait libre d'accepter ou de refuser chaque règlement, chaque directive ou chaque programme d'action européen. Avec une Commission transformée en simple secrétariat permanent, dont le monopole d'initiative législative serait transféré au Conseil.

Annexe 4. Trente mesures pour une politique d'identité et de remigration

Les Identitaires, janvier 2017

	<p>14. Refus du concept d'« immigration choisie » et mise en place de véritables partenariats avec les pays d'émigration.</p> <p>15. Mise en place d'une véritable protection aux frontières de l'UE ou sortie de l'espace Schengen en cas de refus.</p> <p>16. Création d'un Haut-Commissariat à la Remigration.</p> <p>17. Pause sur les naturalisations pour les ressortissants de pays hors-Europe pendant 10 ans.</p> <p>18. Fin de l'accès facilité à la nationalité française par le mariage et lutte contre le mariage blanc.</p> <p>19. Pour un enseignement de l'histoire de la fondation de l'identité française.</p> <p>20. Exclusivité des aides sociales et des logements sociaux aux nationaux et ressortissants européens.</p> <p>21. Instauration de la préférence locale, nationale et européenne pour l'ensemble des emplois.</p>	
	<p>9. Arrêt des subventions et interdiction des associations soutenant l'immigration clandestine. Rétablissement dans le Code pénal du délit d'aide à l'immigration clandestine avec peine de prison systématique en cas de récidive.</p> <p>10. Interdiction de toute propagande en faveur de l'immigration réalisée à l'aide de fonds publics : chaînes de télévision et radios, mais aussi journaux bénéficiant de l'aide de l'Etat.</p> <p>11. Mise en place d'accords avec les pays d'origine pour que les peines de prison de leurs ressortissants soient effectuées chez eux.</p> <p>12. Mise en place d'un Fonds d'Aide au Retour associé au lancement d'une campagne de sensibilisation incitant les immigrés à rentrer chez eux.</p> <p>13. Mise en place d'accords avec les pays de la rive sud de la Méditerranée soumettant les aides économiques et militaires à un contrôle de leurs zones d'émigration et des campagnes de sensibilisation incitant les immigrés potentiels à rester chez eux.</p>	
	<p>1. Abrogation du droit du sol.</p> <p>2. Abolition du regroupement familial.</p> <p>3. Expulsion systématique et interdiction de territoire de tout étranger commettant un délit ou un crime sur notre sol.</p> <p>4. Déchéance rétroactive de la nationalité française pour tout étranger naturalisé ayant commis un délit ou un crime ces 10 dernières années.</p> <p>5. Déchéance automatique de la nationalité française pour tout tout binational ayant commis un crime ou un délit.</p> <p>6. Simplification et effectivité des mesures d'expulsion des clandestins avec interdiction de toute régularisation.</p> <p>7. Suppression totale de l'AME (Aide Médicale d'Etat).</p> <p>8. Peine de prison systématique pour les patrons embauchant en connaissance de cause des salariés immigrés clandestins.</p>	

30 MESURES POUR UNE POLITIQUE D'IDENTITÉ ET DE REMIGRATION

Le gouvernement socialiste a proposé sa « Feuille de route pour la politique d'égalité républicaine et d'intégration ».

Les Identitaires ont décidé de répondre à cette énième provocation en proposant leur « Feuille de route pour la politique d'identité et de remigration » à travers 30 mesures (allant de la culture à l'économie, en passant par l'éducation et les institutions) visant à mettre un terme à l'immigration incontrôlée et ré-enraciner les immigrés dans leurs pays d'origine.

Loin des fantasmes de « réconciliation » ou d'assimilation massive, nous pensons que le seul moyen d'éviter le chaos qui découle fatalement des sociétés multiculturelles (et donc multiconfliktuelles) c'est aujourd'hui d'envisager, de manière pacifique et concertée, la remigration, c'est-à-dire le retour dans leurs pays d'origine d'une majorité des immigrés extra-européens présents sur notre territoire.

*Immigration-Islamisation.
Demain la remigration !*

Arrêt de l'immigration, condamnation de ceux qui l'encouragent, arrêt de l'islamisation, remigration concertée avec les pays d'origine, etc.

Les Identitaires revendiquent simplement pour les Français le droit fondamental dont disposent tous les autres peuples du monde : celui de vivre en paix, chez eux, selon leur identité, avec ceux qui leur ressemblent. Si ces mesures peuvent sembler aujourd'hui « impossibles » ou « radicales » à certains, nous sommes persuadés que les temps à venir se chargeront de les rendre à la fois possibles et nécessaires.

22. Abrogation des lois anti-discrimination et retour à la liberté de choix pour les employeurs.

23. Interdiction de tout financement public ou étranger des mosquées, interdiction des minarets.

24. Interdiction des prêches en arabe. Interdiction également de prêcher aux imams étrangers.

25. Interdiction du port du voile islamique dans l'espace public.

26. Interdiction de l'UOIF et de toute organisation liée à des réseaux islamistes internationaux.

27. Interdiction de l'abattage rituel. Création d'une taxe supplémentaire sur tous les produits halal importés de l'étranger qui alimentera le Fonds d'Aide au Retour.

28. Refus de subir les interdictions alimentaires islamiques dans les commerces, les cantines scolaires, etc. Protection de l'identité culinaire française.

29. Lutte contre la ségrégation urbaine et le racisme qui touchent les Français de souche dans certains quartiers.

30. Création d'un grand Ministère de l'identité et de l'enracinement : institutionnaliser l'esprit de reconquête.



LES IDENTITAIRES
IDÉES EN ACTION DEPUIS 2002

f facebook.com/lesidentitaires
t twitter.com/les_ids

Contactez Les Identitaires

Les Identitaires
BP 13 06301 Nice Cedex 04 - France
E-mail : contact@les-identitaires.com

Prière de ne pas jeter sur la voie publique

Annexe 5. Festa della Mamma

La Ligue, Campagne pour les élections européennes 2019

**Sono una mamma
NON UN GENITORE 102...**

12 MAGGIO
FESTA DELLA MAMMA



**PRIMA
L'ITALIA!**
IL BUONSENSO IN EUROPA

W LE  **mamme**
La Lega sta con la famiglia!
#26maggiovotoLega



Leganord.org

Sono una mamma NON UN GENITORE 102...

**LA FAMIGLIA È IL NUCLEO SOCIALE SU CUI
SI FONDA LA VITA DI OGNI ESSERE UMANO. DA SEMPRE.**

È però in atto il tentativo di imporre un pensiero unico mirato alla eliminazione di ogni diversità. Vogliono cancellare identità, tradizioni e culture per costruire una società basata solo su numeri.

Noi siamo DONNE, siamo UOMINI.

Non numeri.

Con la Lega al governo abbiamo dimostrato che passare dalle parole ai fatti è possibile. Abbiamo cancellato le diciture “**Genitore 1**” e “**Genitore 2**” dalle carte d’identità, ripristinando i termini “**Mamma**” e “**Papà**”, abbiamo approvato il “**Codice Rosso**” per garantire azione immediata nelle denunce per violenza e molestie alle donne, abbiamo voluto una legge sulle telecamere negli asili nido a tutela dei nostri figli.



Aiutaci a portare queste idee di **BUONSENNO** anche in **EUROPA**

**26 MAGGIO
VOTA LEGA**

W LE  **mamme**

La Lega sta con la famiglia!

#26maggiovotoLega



Committente responsabile: Lega per Salvini Premier

Leganord.org

Index des noms

A

ADINOLFI Matteo · 419
ALLOT Louis · 348, 368, 690, 691, 692, 713
ALMIRANTE Giorgio · 23, 26, 27, 289
AMATO Giuliano · 326, 386
ANDROUET Mathilde · 421
ARNAUTU Marie-Christine · 350
ATKINSON Janice · 433

B

BALDASSARRE Simona · 419
BARDECHE Maurice · 42, 46
BARDELLA Jordan · 242, 421, 501
BASSO Alessandra · 419
BAUDRY Damien · 350
BAY Nicolas · 417, 545
BAYROU François · 98
BEIGNEUX Aurélie · 421
BENEDETTI Yvan · 61
BERGERON Joëlle · 231, 409
BERLUSCONI Silvio · 27, 29, 30, 40, 41,
169, 171, 292, 322, 324, 325, 326, 328, 329,
333, 338, 339, 379, 380, 412, 413, 560
BERSANI Pier Luigi · 326
BILDE Bruno · 368, 376
BILDE Dominique · 368
BIONDI Pierluigi · 333
BIZZOTTO Mara · 418, 419
BLOT Yvan · 52, 66, 67
BOMBACCI Nicola · 194
BOMPARD Jacques · 231, 346
BONAFEDE Alfonso · 389
BONFRISCO Anne · 419
BONISOLI Alberto · 389
BORCHIA Paolo · 419
BORGHEZIO Mario · 330, 418, 425
BOSSI Umberto · 31, 32, 33, 34, 36, 72, 150,
153, 154, 155, 158, 160, 163, 165, 166, 170,
171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 179, 274,
284, 285, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293,
294, 323, 325, 338, 380, 381, 387, 389, 411,
412, 449, 450, 561, 683
BOUCHET Christian · 343, 344, 347, 348, 525
BOUCHET Gauthier · 525
BOUSQUET Pierre · 46, 61
BRASILLACH Robert · 42, 78
BRIOIS Steeve · 86, 348, 349, 368, 547

BRUNA Annika · 421
BRUNERIE Maxime · 345
BUSSETTI Marco · 389

C

CALDEROLI Roberto · 292, 324, 325, 379,
380, 389, 561
CAMPANILE Paolo · 333
CAMPOMENOSI Marco · 419
CAMUS Renaud · 577, 586
CAROPPO Andrea · 419
CASALEGGIO Gianroberto · 386
CASANOVA Massimo · 419
CASSERI Gianluca · 203, 204
CASTELLI Romano · 15, 146, 201, 210, 214,
215, 303, 306, 315, 318, 324
CECCARDI Susanna · 419
CHAMPETIER Charles · 56
Charles Martel · 135, 136
CHATILLON Frédéric · 525, 554
CHAUPRADE Aymeric · 231, 409
CHENU Sébastien · 368, 376, 545
CHEVENEMENT Jean-Pierre · 231, 555
CHIRAC Jacques · 73, 96, 240, 249, 345, 375
CIAMPI Carlo Azeglio · 174
CIOCCA Angelo · 419
CIRINNA Monica · 694, 695, 696
COLLARD Gilbert · 90, 350, 351, 368, 376,
421, 691, 692, 699
CONTE Giuseppe · 385, 389, 419, 491
CONTE Rosanna · 419
CORNILLEAU Claude · 229
COSTA Sergio · 389
COUTEAUX Paul-Marie · 352

D

Da GIUSSANO Alberto · 180, 181, 282
DA RE Gianantonio · 419
DAL LAGO Manuela · 292
DAVIGO Piercamillo · 37
De ALMEIDA Marie-Hélène · 350
De BENOIST Alain · 44, 49, 53, 54, 55, 56,
246, 259, 513
De CHAUNAC-LANZAC Amaury · 44
De GAULLE Charles · 43, 57, 58, 106, 114
De GRAAFF Marcel · 421
De LESQUEN Henry · 52, 56, 543
De MIRLEAU Hubert · 53

De VILLIERS Philippe · 346, 352, 431, 555
DEMORY Louise · 707
DI MAIO Luigi · 388, 520, 526
DI STEFANO Simone · 302, 303, 304, 331,
332, 333, 334, 335
DONATO Francesca · 419
DREOSTO Marco · 419
DUPONT-AIGNAN Nicolas · 111, 409, 555
DURAFOUR Michel · 73
DURDEN Tyler · 224

E

ESPINO Romain · 544
EVOLA Julius · 23, 24, 43
EVRARD José · 368

F

FAYE Guillaume · 127, 134, 135, 139, 266,
597, 603, 606, 613, 618, 624, 717
FILLON François · 546, 548
FINCHER David · 224, 256
FINI Gianfranco · 27, 29, 41, 289, 325, 327,
328
FONTANA Lorenzo · 491, 701, 702
FORMENTINI Marco · 173
FORNERO Elsa · 175, 389, 677, 678
FRACARO Riccardo · 389
FUSARO Diego · 218, 219

G

GAJAS Dominique · 53
GANCIA Gianna · 419
GANDELIN Clément · 544
GANDILLON André · 61
GANNAT Pascal · 647
GARRAUD Jean-Paul · 421
GENTILE Giovanni · 218, 219
GERBER Jérôme · 132, 573, 587
GISCARD-D'ESTAING Valéry · 65
GODDYN Sylvie · 231, 409, 698
GOLLNISCH Bruno · 233, 362, 409, 430,
431, 691
GOUILLON Arnaud · 146, 257, 270, 348,
596, 612, 614
GRAMSCI Antonio · 52
GRANT Valentino · 419
GRAZIANI Clemente · 24
GRAZIANI Julie · 707
GRILLO Giulia · 389
GRILLO Giuseppe, dit Beppe · 385, 386, 520

GRISSET Catherine · 421
GUAINO Henri · 555
GUEVARA Che · 215, 216
GUINIOT Michel · 362

H

HOLLANDE François · 676, 677, 690, 691

I

IANNONE Gianluca · 185, 205, 206, 207,
208, 302, 303, 304, 334, 599, 623, 624, 685

J

JORON Virginie · 421
JUVIN Hervé · 421

K

KANT Emmanuel · 34

L

LACAPELLE Jean-Lin · 421
LAGUILLER Arlette · 239
LANCINI Danilo Oscar · 418, 419
LANG Carl · 231, 233, 346, 362
LANGELLA Julien · 356
LAPORTE Hélène · 421
LE GALLOU Jean-Yves · 52, 56, 66, 67, 139,
259, 538, 541, 608, 611, 631, 632
LE PEN Jany · 67
LE PEN Jean-Marie · 57, 62, 63, 64, 66, 67,
69, 72, 73, 76, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 86,
92, 93, 94, 96, 100, 101, 103, 104, 107, 112,
113, 114, 229, 231, 232, 233, 235, 236, 238,
239, 242, 245, 342, 344, 345, 346, 347, 348,
362, 368, 369, 371, 375, 405, 409, 427, 429,
431, 456, 457, 641, 655, 660, 710
LE PEN Marie-Caroline · 67
LE PEN Marine · 72, 75, 76, 77, 78, 79, 80,
81, 82, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93,
94, 97, 98, 101, 102, 103, 105, 107, 109,
110, 111, 112, 113, 227, 228, 229, 230, 231,
232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 242, 243,
244, 246, 247, 250, 341, 346, 347, 348, 349,
350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358,
362, 363, 366, 367, 368, 371, 372, 373, 374,
375, 376, 377, 407, 409, 417, 425, 431, 436,
437, 439, 454, 456, 457, 467, 469, 470, 472,

473, 474, 475, 476, 477, 491, 492, 493, 504,
515, 522, 523, 524, 525, 528, 529, 530, 551,
554, 555, 570, 571, 575, 577, 579, 580, 583,
586, 590, 591, 592, 600, 603, 604, 609, 612,
619, 620, 631, 634, 640, 641, 642, 643, 644,
647, 650, 654, 655, 656, 658, 659, 661, 667,
668, 669, 670, 676, 680, 687, 690, 691, 692,
693, 694, 698, 710, 711, 712, 713, 715, 716,
719, 720, 721, 804

LEBRETON Gilles · 472, 482, 690, 794, 804

LECHANTEUX Julie · 421

LEFEVRE Damien · 544

LETTA Enrico · 389, 660, 661

LEVY Elisabeth · 707

LIZZI Elena · 419

LOEILLET Benoît · 346, 347, 353

LOUSTAU Axel · 525

LUYT Guillaume · 250, 255, 262, 344

M

MACARY Guy · 362

MACRON Emmanuel · 98, 111, 242, 375,
410, 473, 475, 551, 592, 655, 656, 657, 664,
665, 666, 667, 673, 676, 677, 680

MAMELI Goffredo · 161

MARECHAL Marion · 232, 347, 353, 366,
421, 538, 539, 554, 690, 691, 692, 693, 694

MARIANI Thierry · 421

MARLAUD Jacques · 51, 66

MARONI Roberto · 284, 291, 292, 293, 324,
325, 508

MARSAN Eddy · 255

MARSELLA Luca · 333

MARTIN Clément · 514, 670, 688, 689

MARTIN Paul-Alexandre · 525

MARX Karl · 216, 218

MATTARELLA Sergio · 386, 389

MAURRAS Charles · 59, 262, 686

MEGRET Bruno · 66, 67, 86, 139, 231, 342,
343, 344, 345, 347, 368, 405, 409

MELENCHON Jean-Luc · 98, 680

MELONI Giorgia · 328

MENARD Emmanuelle · 368

MENARD Robert · 368

MERAH Mohammed · 592

MERKEL Angela · 656

MICHELINI Arturo · 43

MIGLIO Gianfranco · 32, 33, 177, 278

MOAVERO MILANESI Enzo · 389

MONOT Bernard · 231, 409

MONTI Mario · 325, 389, 514, 660, 661

MOODY Clare · 713

MORISI Luca · 520, 521

MORUCCI Valerio · 219

MOURREAU Jean-Jacques · 53

MUSSOLINI Benito · 52, 178, 186, 187, 192,
206, 207, 215, 216, 337, 338, 340, 387, 429

MUSSOLINI Caio · 192

N

NOICHL Maria · 713

O

OLIVETTI Adriano · 177

OLIVIER Philippe · 421

ONETO Gilberto · 157, 158, 278

OUCHIKH Karim · 352

P

PAJOT Ludovic · 368

PALAHNIUK Chuck · 256

PANZA Alessandro · 419

PAPADOPOULOS Georgios · 403

PAUTY Pierre · 61

PAUWELS Louis · 53

PETAINE Philippe · 80

PFISTER Thierry · 53

PHILIPPOT Florian · 231, 232, 246, 368, 409,
493, 547, 548, 555, 691, 804

PICCA Monica · 334

POLACCHI Francesco · 336

POUJADE Pierre · 57

POUND Ezra · 24, 186, 187, 188, 206, 215,
313, 652, 685, 686

POUTINE Vladimir · 130

PRODI Romano · 322, 323, 324, 325, 326, 380

R

RAUTI Pino · 22, 23, 24, 27, 43, 46, 289, 343,
412

REBATET Lucien · 47

REGIMENTI Luisa · 419

RENZI Matteo · 148, 385, 474, 507, 548, 564,
660, 661, 677

RINALDI Antonio Marie · 419

RIVIERE Jérôme · 421

ROBERT Fabrice · 132, 133, 140, 144, 146,
250, 254, 261, 344, 356, 542, 552, 589, 601

ROCCHETTA Franco · 32, 36

ROMUALDI Pino · 43

ROSATO Ettore · 379

ROUGÉ André · 421

ROUSSEAU Jean-Jacques · 34
RUTELLI Francesco · 323

S

SALVINI Matteo · 148, 158, 159, 170, 173,
174, 175, 176, 177, 178, 179, 181, 182, 183,
184, 284, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 293,
294, 295, 296, 298, 299, 300, 326, 329, 330,
331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339,
382, 385, 387, 388, 390, 418, 436, 437, 451,
471, 474, 475, 477, 482, 490, 491, 497, 503,
504, 509, 519, 520, 521, 522, 526, 528, 529,
540, 541, 548, 549, 551, 564, 566, 567, 575,
578, 579, 580, 585, 586, 590, 594, 604, 619,
621, 622, 623, 628, 629, 630, 631, 635, 656,
664, 665, 677, 679, 683, 684, 687, 695, 701,
704, 716
SARDONE Silvia · 419
SARKOZY Nicolas · 100, 237
SAVONA Paolo · 389
SCHONHUBER Franz · 403
SCIANCA Adriano · 192, 336, 337, 339, 426
SIDOS Pierre · 249
SOFO Vincenzo · 419, 421
SOMAZZI Stéphane · 350
SORAL Alain · 532
STIRBOIS Jean-Pierre · 62

T

TAMBRONI Fernando · 26
TARABELLA Marc · 713
TARCHI Marco · 48, 49, 55, 339
TARDINO Annalisa · 419
TIXIER-VIGNANCOUR Jean-Louis · 57, 58,
60

TONILELLI Danilo · 389
TOSI Flavio · 418
TOVAGLIERI Isabella · 419
TRAINI Luca · 567
TREMONTI Giulio · 325, 326
TRENTA Elisabeta · 389
TRIA Giovanni · 389
TROSZCZYNSKI Mylène · 698, 700
TRUMP Donald · 130, 656

V

VARDON Philippe · 140, 250, 253, 255, 346,
347, 349, 350, 351, 353, 354, 355, 717, 718,
719
VENNER Dominique · 44, 258, 259, 513, 587,
588
VERDI Giuseppe · 161
VUOLO Lucia · 419

W

WILDERS Geert · 432, 482

Y

YVAN-SICARD Maurice · 47

Z

ZAIA Luca · 325
ZAMBELLI Stefania · 419
ZANNI Marco · 418, 419
ZEMMOUR Éric · 532

Table des matières

INTRODUCTION	4
PARTIE I. LES DROITES RADICALES EN FRANCE ET EN ITALIE	18
CHAPITRE I. PLACE DES MOUVEMENTS DE DROITE RADICALE SUR LA SCENE NATIONALE.....	18
1.1. <i>Histoire</i>	18
1.1.1. L'Italie : un cas particulier ?.....	19
1.1.2. La Ligue du Nord : entre régionalisme et ambitions nationales.....	30
1.1.3. Un mouvement ambivalent : entre revendications autonomistes et présence électorale nationale	36
1.1.4. Identité européenne et réseaux bilatéraux	41
1.1.5. Diffusion et réception de la nouvelle droite en France et en Italie.....	49
1.1.6. Le Front National : Un parti neuf ?	57
1.1.7. Une vocation fédératrice	60
CHAPITRE II. VECTEURS IDEOLOGIQUES.....	70
2.1. <i>Rhétorique</i>	70
2.1.1. Front National – Rassemblement National	71
2.1.2. Les Identitaires – Génération Identitaire	116
2.1.3. La Ligue	148
La Ligue du Nord : un mouvement de source régionale	149
2.1.4. CasaPound.....	185
2.2. <i>Doctrine et fonctionnement</i>	226
2.2.1. Front National – Rassemblement National	227
2.2.2. Les Identitaires – Génération Identitaire	249
2.2.3. La Ligue	274
2.2.4. CasaPound.....	302
PARTIE II. PLACE DES MOUVEMENTS DE DROITE RADICALE SUR LES SCENES NATIONALES ET EUROPEENNE : RESEAUX ET ACTIONS POLITIQUES	321
CHAPITRE III. PLACE DES MOUVEMENTS DE DROITE RADICALE SUR LA SCENE NATIONALE.	321
3.1. <i>Liens à l'échelle nationale</i>	321
3.1.1. Italie.....	322
3.1.2. France	341
3.2. <i>Action sur la scène politique nationale</i>	359
3.2.1. France	362
3.2.2. Italie.....	379
CHAPITRE IV. LES DROITES RADICALES FRANÇAISES ET ITALIENNES ET L'EUROPE.....	397
4.1. <i>Les droites radicales françaises et italiennes au sein du Parlement Européen</i>	398
4.1.1. Les élections européennes en France et en Italie	399
4.1.2. Les droites radicales au sein du Parlement européen de 1979 à 1999	403
4.1.3. Le Rassemblement National et les élections européennes	404
4.1.4. La Ligue et les élections européennes.....	411
4.1.5. Présence et commissions à la suite des élections européennes de 2019	417
4.2. <i>Les droites radicales françaises et italiennes au sein du Parlement européen : réseaux transnationaux</i>	424
4.2.1. Le Rassemblement National et la Ligue au sein du Parlement Européen.....	427
4.2.2. Des Nations et des Libertés à l'Identité et la Démocratie	439
CHAPITRE V. LA CRITIQUE DE L'UNION EUROPEENNE : UNE PASSERELLE IDEOLOGIQUE.....	445
5.1. <i>Une rhétorique commune : des mouvements « antisystème »</i>	446
5.1.1. L' « euroscepticisme » : un concept vague	446
5.1.2. La critique de Bruxelles par l'ENL : évolutions d'un discours commun.....	449

5.1.3. Un discours opposant les souverainistes aux mondialistes	464
5.1.4. La critique de Bruxelles : un argument sur la scène politique nationale.....	473
5.1.5. Un projet commun : l' « Union des nations européennes »	478
5.2. La campagne pour les élections européennes de 2019.....	484
5.2.1. La Ligue : le « bon sens » en Europe	484
5.2.2. La question de l'Euro	486
5.2.3. Un projet européen par le prisme souverainiste : l'Europe des peuples	495
PARTIE III. RESSEMBLANCES, DISSEMBLANCES ET INTERACTIONS	511
CHAPITRE VI. COMMUNICATION	511
6.1. <i>Modes de communication</i>	511
6.1.1. Un rapport complexe à la radicalité	512
6.1.2. Activisme numérique	516
6.1.3. Les acteurs politiques se saisissent d'internet.....	519
6.1.4. Réseaux de droite radicale sur les réseaux sociaux.....	527
6.1.5. Polémique et audimat	532
6.1.6. Critique d'une forme de censure exercée sur les réseaux sociaux	534
6.2. <i>Une communication autour de la critique des médias traditionnels</i>	537
6.2.1. Dénonciation d'une censure politico-médiatique.....	538
6.2.2. La notion de « réinformation ».....	541
6.2.3. Une critique du politique à travers la critique du système médiatique	546
6.2.4. Proposer une offre médiatique alternative.....	550
CHAPITRE VII. PASSERELLES IDEOLOGIQUES : ÉTUDES DE CAS	558
7.1. <i>Immigration</i>	559
7.1.1. Immigration et insécurité.....	559
7.1.2. Submersion migratoire et « grand remplacement ».....	577
7.1.3. Le cas de l'Islam.....	589
7.1.4. Le vivre ensemble, une illusion.....	600
7.1.5. Le « chacun chez soi »	611
7.1.6. Immigration et critique de Bruxelles.....	624
7.2. <i>Place de la question sociale</i>	633
7.2.1. Priorité nationale : la question sociale à travers le prisme migratoire.....	633
7.2.2. Critique du libéralisme	651
7.2.3. Critique de la gauche et de l'extrême gauche.....	671
7.3. <i>La politique des mœurs de ces mouvements</i>	682
7.3.1. Rapport à la religion.....	682
7.3.2. Manif pour tous et droits LGBTQIA+	688
7.3.3. Droits des femmes, conservatisme et immigration	700
CONCLUSION.....	722
BIBLIOGRAPHIE	726
ANNEXES.....	794
ANNEXE 1. LA NOUVELLE DROITE DE L'AN 2000	795
ANNEXE 2. PROGRAMME D'ACTION DU PARTI FASCISTE REPUBLICAIN	803
ANNEXE 3. ENTRETIEN AVEC GILLES LEBRETON, DEPUTE EUROPEEN DU RASSEMBLEMENT NATIONAL	804
ANNEXE 4. TRENTE MESURES POUR UNE POLITIQUE D'IDENTITE ET DE REMIGRATION	807
ANNEXE 5. FESTA DELLA MAMMA	809
INDEX DES NOMS	811

Recherches sur l'identité des nouvelles droites radicales européennes : le cas de la France et de l'Italie 1999 – 2019

Les élections européennes de 2019 semblent concrétiser un phénomène déjà perceptible lors du précédent scrutin, à savoir la montée en puissance de mouvements traduisant une défiance des populations à l'égard des institutions européennes. Ne délaissant pas pour autant un discours souverainiste fondé sur une exaltation du concept de nation, l'Union européenne apparaît à la fois comme un point de convergence critique mais leur permet également de dépasser une idéologie purement régionaliste ou nationaliste afin de se faire les défenseurs d'une certaine identité européenne.

Cette thèse de doctorat se propose de s'intéresser à deux de ces partis devenus premières forces politiques française et italienne au sein du Parlement européen, le Rassemblement National et la Ligue. Si leurs résultats électoraux sur les scènes nationale et européenne les rendent incontournables dans le cadre de cette étude, il convient de ne pas occulter les mouvements se nourrissant également d'un contexte mêlant avènement du néolibéralisme et quête identitaire dans une Union européenne élargie.

Le mouvement romain CasaPound et Les Identitaires en France offrent la possibilité de mener une étude comparative pertinente, fondée à la fois sur le nombre important de thématiques et de positionnements communs mais également sur les réseaux s'établissant entre eux. Prenant la forme d'alliances politiques, de transferts de personnes ou de passerelles idéologiques, les quatre formations étudiées s'inscrivent toutes au sein d'une même dynamique dont il convient d'analyser les principaux marqueurs idéologiques.

Mots clefs : droite radicale ; Europe ; identité ; France ; Italie

Research on the identity of new European far-right movements in France and Italy 1999 – 2019

The 2019 European elections seem to confirm a phenomenon that was already perceptible during the previous elections, i.e. the rise of movements reflecting growing mistrust towards the European institutions among the population. While advocating a sovereigntist discourse based on the exaltation of the nation, the criticism of the European Union appears to be a common ground but also allows them to go beyond a strictly regionalist or nationalist ideology to defend a certain European identity.

This doctoral thesis focuses on two of these parties that have become the leading political forces of France and Italy in the European Parliament, the National Rally and the League. Even though their electoral results on the national and european scenes make them essential to this study, it is important not to overlook the movements that also feed on a context combining the advent of neoliberalism and the quest for identity in an enlarged European Union.

The Roman movement CasaPound and The Identitarians in France offer the possibility of conducting a relevant comparative study, based both on the large number of common themes and positions and on the networks established between them. Taking the form of political alliances, transfers of persons or ideological bridges, the four formations studied are all part of the same dynamic whose main ideological markers should be analysed.

Keywords : far-right ; Europe ; identity ; France ; Italy

UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE

École doctorale 625 MAGIIE

Unité de recherche ICEE

4, Rue des Irlandais 75005 PARIS